U d'/of OTTAWA
39003002668357

GN1

LA

FRANCE ET L'EUROPE

PENDANT

LE SIÉGE DE PARIS.

Bruxelles. — Impr. et lith. de E. Guyot, rue de Pachéco, 12.

LA

FRANCE ET L'EUROPE

PENDANT

LE SIÉGE DE PARIS

(18 SEPTEMBRE 1870 — 28 JANVIER 1871)

ENCYCLOPÉDIE POLITIQUE, MILITAIRE & ANECDOTIQUE

PAR

Pierre MAQUEST

AVEC UNE PRÉFACE DE M. E. SPULLER,

DÉPUTÉ DE LA SEINE.

Non multùm, sed multa.

DEUXIÈME ÉDITION.

PARIS
AUGUSTE GHIO, ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 28, GALERIE D'ORLÉANS

1877

Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

DC
311
.M26
1877

PRÉFACE.

En présentant au public le volumineux recueil qui a pour titre : *La France et l'Europe pendant le siége de Paris,* on ne doit éprouver aucune difficulté à reconnaître que cette vaste compilation ne saurait être considérée comme une histoire régulière, méthodique et définitive des mémorables événements accomplis pendant la période qu'elle embrasse. De nombreux ouvrages ont déjà paru portant ce noble et ambitieux titre d'*Histoire de la Révolution de* 1870-1871, *Histoire de la Guerre franco-allemande, Histoire de la troisième invasion, etc., etc.* Ce n'est pas trop s'avancer, ni faire tort à ces utiles et bons livres que de confesser que ni les uns ni les autres ne méritent le nom d'*Histoires,* au sens élevé et glorieux de ce mot. L'histoire des événements qui ont changé la face de la France et de l'Europe n'est pas faite, et ne pourra l'être pendant longtemps encore. On répète souvent que l'impartialité doit être la règle inflexible et la qualité dominante de l'historien. Dans les temps modernes, il serait peut-être plus juste de dire que l'histoire vraiment sérieuse repose tout entière non pas tant sur les bons jugements de l'historien que sur l'étendue, le choix, la qualité, la sûreté, l'abondance des documents qu'il soumet au jugement propre de ses lecteurs et qui leur permettent de se faire sur les événements qu'il raconte des opinions précises et savantes, raisonnées et solides, capables enfin d'assurer tout à la fois leur connaissance des faits et l'impartialité de leurs appréciations.

Si cette remarque est juste, on doit en conclure que, dans les années

qui suivent immédiatement les grandes crises historiques, c'est bien moins à en écrire l'histoire même qu'à préparer les matériaux des historiens futurs que doivent songer les esprits sérieux et vraiment attentifs. Il n'y a pas à penser, pour une intelligence vive et réfléchie, à offrir aux gens qui étudient et qui méditent, un récit nécessairement incomplet et inexact d'événements encore livrés à la discussion passionnée des contemporains. Tout ce que l'on peut essayer, c'est de livrer à la curiosité publique des éléments nombreux et variés d'informations qui, en rafraîchissant la mémoire du lecteur, lui fournissent l'occasion de revenir sur les opinions qu'il a professées et exprimées au cours même des événements, de les rectifier ou de les abandonner suivant les cas, de s'y assurer ou d'y renoncer, selon que des réflexions plus longues et plus mûres l'y porteront, maintenant que, par l'effet du temps, il se trouve soustrait à l'action immédiate des faits et des passions qu'ils suscitent.

C'est là, pour le dire en passant, le grand attrait des *Mémoires* laissés par les personnages qui ont joué un rôle plus ou moins grand dans l'histoire de leur temps, et qui forment la plus belle et la plus intéressante partie de notre littérature historique. Ces mémoires ne sont pas l'histoire de notre pays, mais ils aident à la faire. On retourne sans cesse puiser à ces sources toujours vives et inépuisables, et pour qui veut bien connaître le passé, il n'est pas de lecture plus attrayante ni plus féconde. A la vérité, les mémoires d'un homme public ou même d'une simple personne privée restent toujours marqués au coin de la personnalité, du caractère et du tempérament de leur auteur, et la tâche de l'historien, comme le souci du lecteur, consiste dans la plupart des cas à bien démêler la vérité à travers le récit de l'écrivain. Nulle part l'impartialité, cette règle tant recommandée à l'historien, ne court autant de risques et de périls que dans les mémoires. Il n'importe : les mémoires demeurent comme le fond même de l'histoire, et si parfois il arrive que, dans les grands travaux historiques, telle partie pèche par la sécheresse, les inexactitudes ou le peu d'intérêt, on peut affirmer qu'à cette partie de l'histoire correspond une période de la littérature où les mémoires historiques font complétement défaut.

Quand il s'agit des événements contemporains, on ne peut compter sur cette source importante d'informations toujours profitables, et c'est là sans doute ce qui rend l'histoire contemporaine si difficile à écrire. Cependant il n'est pas impossible de combler une telle lacune, car en y

regardant de près, la presse quotidienne n'est pas autre chose que des mémoires quotidiens écrits par les partis, au fur et à mesure que les faits se produisent. Les journaux sont des recueils précieux où les sociétés politiques de notre temps déposent au jour le jour leurs impressions et leurs jugements. Comme dans les mémoires d'un homme, plus encore peut-être, les sociétés laissent percer dans les journaux leur humeur, leurs pensées secrètes, leurs enthousiasmes et leurs défaillances, les passions qui les agitent et les mobiles qui les poussent. La presse est l'expression instantanée des sentiments du public. Nécessairement cette expression est mobile et changeante comme les sentiments eux-mêmes, et c'est au lecteur rassis et calme à découvrir, à force de pénétration et de sagacité, le fond immuable de la vérité qui doit demeurer, quand l'effervescence sera éteinte et quand le temps aura passé sur les faits. Travail excellent, qui exerce la raison et qui la fortifie, mais lent et difficile et qu'il est donné à peu de personnes de bien accomplir ! Si donc on possédait sur les grands événements de la guerre de 1870-1871 un recueil formé de nouvelles, recueillies au jour le jour, d'opinions ramassées à droite et à gauche et au cours des faits, d'articles de polémique et de discussions plus approfondies sur les événements et les hommes; si l'on savait que ce recueil a été composé avec patience et conscience, sans autre parti pris que celui de donner les plus amples et les plus sûres informations; si l'on était convaincu que l'auteur d'une semblable publication n'a été mû dans toute son entreprise que par l'unique désir de conserver la trace de tous les épisodes, de toutes les aventures, de toutes les rumeurs dont l'opinion s'occupait autour de lui, et de pouvoir un jour rappeler à ses contemporains toutes les émotions par lesquelles ils ont passé dans un temps de crise violente, où ils ne s'appartenaient pas à eux-mêmes et où les faits se succédaient les uns aux autres avec une telle rapidité qu'il était impossible de les saisir et de les fixer dans la mémoire : que pourrait-on penser d'un tel ouvrage, sinon que c'est le répertoire le plus précieux qu'il soit possible de consulter sur les événements d'une période historique destinée à vivre éternellement dans la mémoire des hommes, et que l'auteur d'un tel travail a eu, dans cette époque troublée, la seule idée juste et vraiment féconde que l'on pût se faire d'une histoire de la guerre de 1870-1871.

Tel est précisément le caractère du livre que l'on présente aujourd'hui au public.

Personne ne met en doute que le siége de Paris ne soit l'événement le plus important comme le plus extraordinaire de la guerre franco-allemande. Ce siége a été longtemps regardé comme impossible par tout le monde, et les militaires, au premier rang, se distinguaient parmi ceux qui considéraient comme une chimérique entreprise l'investissement complet et prolongé d'une ville de deux millions d'âmes. Quand les armées allemandes eurent achevé d'entourer Paris d'un cercle de fer et de feu réputé infranchissable, il y eut en France et en Europe un véritable mouvement de stupeur. Paris tout à coup et d'un seul coup supprimé du monde! Personne n'y voulait croire. Il fallut bien se rendre à l'évidence des faits : on ne pénétrait plus dans Paris, et du 18 septembre 1870 au 28 janvier 1871, la capitale de la France demeura séparée du reste de l'univers habitué à se tenir constamment en communication avec elle. Paris pouvait encore donner de ses nouvelles à la France et à l'Europe, mais il devait rester pendant plus de quatre mois étranger à tout ce qui s'accomplissait en dehors de ses murs. Paris sans nouvelles! Nul de ceux qui ont été témoins et acteurs du siége mémorable de 1870, n'oubliera jamais l'émotion qui s'empara de tous les esprits et de tous les cœurs vers la fin de septembre, quand il fut bien constaté que l'on était désormais condamné à vivre et à combattre sans rien savoir du reste du monde. Ce fut un moment incomparable d'angoisses et de résolution héroïque. La grande ville comprit l'étendue de la misère profonde à laquelle elle était réduite; mais, prête à tous les sacrifices, elle n'en jura que plus hautement de faire son devoir jusqu'au bout. On sait qu'elle a tenu parole.

C'est à ce moment même que l'idée du présent livre a été conçue. Il faut que Paris sache la vérité, il faut qu'il connaisse tout ce qui sera survenu pendant le siége! Paris n'envoie plus ses journaux à la France et à l'Europe. Il faut préparer pour Paris le journal de la France et de l'Europe. Et c'est ainsi que fut commencée cette vaste compilation.

Que l'on imagine un jeune homme, étranger à notre pays, mais Français par le cœur et par les idées, vivant dans un pays neutre, et habitué dès longtemps à la liberté ; à la piste et à la source de toutes les informations ; placé à portée presque égale des deux nations belligérantes, et pouvant recueillir toutes les nouvelles ; appelé forcément par sa situation à en ramasser de tous genres et de toutes mains, attentif aux personnes comme aux choses; curieux et intelligent; ayant certes

fait son choix dans la guerre, et fort capable de suivre les opérations militaires avec un esprit judicieux et critique ; avide de faits, mais plus avide encore de connaître et d'exposer les faits dans leur ordre et en les entourant de la plus vive lumière : que ce jeune écrivain, journaliste plutôt par goût que par métier, s'avise avec autant de patience que de sagacité, de lire tous les jours tous les journaux, d'y prendre et découper toutes les nouvelles vraies ou fausses, toutes les rumeurs en circulation, tous les bruits répandus, de les réunir, de les juxtaposer, d'en former un corps quotidien, et l'on aura le livre vraiment unique qui a pour titre : « *la France et l'Europe pendant le siége de Paris* ».

L'auteur a tenu à donner à son livre ce sous-titre : « *Encyclopédie politique militaire et anecdotique* », et il a bien fait, car il était difficile de mieux caractériser son ouvrage. Rien de plus complet n'existe sur les faits arrivés pendant la période que son livre embrasse. Dans cette vaste compilation, on trouve tout ce qui a intéressé ou passionné l'opinion, non pas à l'état dogmatique et raisonné, mais à l'état de faits bruts : c'est un immense amas de matériaux, un réservoir où viennent aboutir toutes les sources d'informations et de nouvelles. Un ordre tout naturel se présentait à l'esprit du compilateur, l'ordre chronologique ; il l'a choisi et suivi d'un bout à l'autre de son ouvrage. C'est ainsi que ce livre reste bien comme il l'a voulu un journal, dans le sens précis et technique du mot, un journal de la France et de l'Europe, rédigé et composé à l'usage de Paris qui ignorait tout alors. Chaque jour, l'auteur a pris sa plume et rédigé son bulletin quotidien de la guerre, sa chronique quotidienne de la France et de l'étranger. Après ces deux articles de fond, pour ainsi dire, viennent les documents, les discours prononcés, les circulaires diplomatiques, les récits plus détaillés des événements de la guerre, les appréciations polémiques des journaux, les aventures extraordinaires arrivées à tel ou tel personnage, les bruits en circulation, la nécrologie des morts illustres, les petites anecdotes, les faits-Paris, les nouvelles à la main, les inventions burlesques. Sur ce plan si simple, on a un ouvrage d'un intérêt qui ne languit point à la lecture courante, et d'un prix inestimable pour les recherches et pour l'histoire définitive. Tout cela est classé suivant une méthode claire. Point de phrases ; rien que des faits. *Non multum, sed multa*, dit l'auteur : il a raison. Il a mis là l'originalité de son livre ; elle ne pouvait être mieux placée.

C'est donc bien une encyclopédie qu'un tel ouvrage, puisque c'est un journal, et que le propre des journaux de nos jours, c'est d'être de véritables encyclopédies quotidiennes. Un double système de tables soigneusement faites a pour effet de convertir ce recueil si complet et si abondant en renseignements de tous genres, en une sorte de Dictionnaire d'un maniement facile, où les recherches sont sans cesse à la portée du lecteur. A ce titre, le livre sera conservé et consulté pendant longtemps, car il y aura toujours à y prendre quelque information précise. Mais son grand intérêt, son véritable attrait ne sont pas là pour l'historien et le philosophe.

La curiosité sera sans cesse piquée par le spectacle des fluctuations des événements et des opinions dont ce livre est le vivant tableau. Si l'auteur avait entrepris de condenser et de résumer les faits, de les présenter sous une forme où l'on eût senti le désir de leur imprimer un caractère définitif; s'il avait tiré la leçon des événements, jugé la conduite des hommes et porté des sentences irrévocables, son livre aurait ressemblé à toutes les histoires prématurément écrites et pour ainsi dire mort-nées qui ont été offertes depuis trois ans à l'avidité du public. Mais, par cela même qu'il s'est soigneusement abstenu de prononcer dogmatiquement sur aucun point, son ouvrage demeurera toujours comme source de renseignements, non pas personnels à l'auteur, mais empruntés au milieu même où les faits se sont produits. Son livre ne lui appartient pas comme livre, puisqu'il ne renferme pas l'expression de sa pensée propre; il appartient à tout le monde, puisqu'il est composé d'après des documents et des écrits qui n'étaient, eux-mêmes, au moment où ils parurent, que l'expression de la pensée générale. Ainsi il ne reste à l'auteur que son idée première et sa méthode, et cela suffit complétement à satisfaire son ambition.

Il y a un autre genre d'attrait dans ce curieux répertoire qu'il est à peine besoin de signaler au public : ce sont les variations, les contradictions dont ce livre fourmille. Faut-il aller plus loin? Tout est intéressant ici, tout, jusqu'aux démentis souvent répétés et précipités que l'opinion s'inflige à elle-même, jusqu'aux erreurs, aux fausses appréciations, aux vues incomplètes et inexactes qu'on y rencontre à chaque page. Il va sans dire que ces défauts, qui seraient insupportables dans tout autre ouvrage et qui serviraient à décrier justement l'auteur qui ne les aurait pas corrigés, ne sont imputables en aucune manière à

l'ingénieux et impartial compilateur. Tels que les faits lui arrivaient, il devait les enregistrer. Sa prétention n'était point d'être le juge de l'opinion, mais son greffier. Il écrivait ce qu'il entendait dire, et même le plus souvent il le prenait tout écrit chez les autres, non pas qu'il entendît se rendre responsable de tout ce qu'il insérait dans ce memento quotidien, mais parce qu'il jugeait telle information, telle nouvelle intéressante pour le public qui, à l'époque, s'en était avidement emparée, pour l'historien futur qui saurait y démêler la vérité du faux ou de l'invraisemblable.

Avec une telle impersonnalité, le livre dont il s'agit demeure comme le tableau fidèle du temps qu'il retrace. On y voit toute la mobilité de l'opinion comme dans un miroir, et il n'y a pas à dire que ce miroir grossit ou rapetisse les objets, — ce qui supposerait une intention chez l'auteur, — puisque le même objet apparaît tour à tour comme important ou misérable, suivant que le vent de l'opinion a changé. Un semblable spectacle est à lui seul tout un enseignement; sans doute, il faut du temps pour s'en bien pénétrer, mais quel est le livre qu'il ne faut pas lire et relire plusieurs fois avant d'en recueillir tous les fruits?

Le premier avantage qu'un lecteur attentif retirera de cette lecture sera de se retrouver dans le plein courant des émotions de cette terrible époque de la guerre franco-allemande. A distance des événements, déjà les erreurs et les illusions apparaissent à tous les bons esprits, à tous les hommes impartiaux et droits qui ont pu les partager. Mais si, par une sorte de retour complet dans le passé, ces hommes se remettent d'eux-mêmes en face des faits et de l'interprétation qui leur était donnée instantanément et sous le coup des premières impressions, combien ne leur sera-t-il point plus facile de rectifier les erreurs qu'ils commettaient autrefois et dont il n'est pas invraisemblable qu'ils ne soient pas encore entièrement dégagés? Ainsi le lecteur est appelé à corriger lui-même ses anciennes opinions par celles qu'il s'est formées à l'aide du temps et de la réflexion, ou, dans un autre sens, à se confirmer dans ses premiers jugements, s'il les trouve conformes à la vérité telle qu'elle apparaît aujourd'hui.

Nulle part ce travail ne sera plus facile ni plus nécessaire tout ensemble que dans l'affaire capitale qui tient en ce moment en éveil l'attention du monde entier, la capitulation de Metz. Il est aisé de comprendre

que le livre la *France et l'Europe pendant le siége de Paris* renferme à ce sujet toutes les indications qu'il a été possible au zélé compilateur de rassembler. Cette partie du livre est peut être la plus complète et la plus intéressante, et c'est une vraie bonne fortune pour l'éditeur que la publication de l'ouvrage coïncide avec les débats du grand procès qui se déroule en ce moment devant le conseil de guerre de Trianon. Après l'admirable rapport du général de Rivière, il ne siérait pas de dire que la lumière soit encore à faire sur le douloureux drame de Metz : la conscience du genre humain est désormais éclairée. Cependant, il ne sera pas impossible à un investigateur patient et curieux de découvrir dans les nombreuses notes rassemblées dans le présent volume de petits faits, des lettres, des articles de journaux, des récits personnels de soldats en captivité qui achèveront, non pas de porter la conviction dans l'esprit, mais de la fortifier et de l'y enraciner à jamais. La France ni l'Europe n'ont encore oublié ce grand cri de douleur et de patriotisme qui fut poussé à Tours, dès que la chute lamentable de Metz fut connue. Ne s'inspirant que des périls de la patrie, l'homme qui eut le premier la généreuse audace de dénoncer au monde toute l'étendue de ce forfait, ne compta point avec les pusillanimités qui, dès la première heure, cherchèrent à couvrir la conduite du maréchal Bazaine. On retrouvera dans ce livre l'écho des plaintes que suscita dans certaines âmes timorées la virulence d'une telle accusation portée si hardiment. Que de gens ne comprirent point alors qu'une âme fière et ardente, embrasée de l'amour sans bornes que doit inspirer la France, ne pouvait, sans se montrer tout à coup abattue par le malheur commun, laisser passer un tel crime sans le flétrir! Cette imprécation fameuse, partie du cœur d'un patriote qui ne voulait point désespérer, apparaît aujourd'hui comme l'arrêt même de la conscience publique rendu par un véritable homme d'État : tant il est vrai que, dans les grandes crises où les passions des hommes sont déchaînées, le génie procède du sentiment du devoir et que l'amour du bien public suffit pour révéler à ceux qui sont à la tête des peuples, ce qu'il faut dire et faire pour les soutenir et les convaincre, pour obtenir d'eux la plus parfaite obéissance et la plus entière gratitude !

Il y aurait à recommander encore au public toute la partie du présent livre qui se rapporte aux actes de la Délégation de Tours et Bordeaux et de l'homme qui la personnifie déjà devant l'histoire. Ayant eu

l'honneur de servir ce gouvernement, je ne me crois pas mal placé pour dire que, poursuivie depuis trois ans par les calomnies les plus infâmes, la « Dictature » attend encore l'historien qui la fera connaître. A cet égard, le Recueil dont nous nous occupons ne fournit que des indications vagues, superficielles, et il n'en pouvait être autrement, ce recueil ayant été composé de la manière que j'ai indiquée. Néanmoins, il est bon, il est utile de repasser, à l'aide de ce memento, tous les faits qui ont marqué cette période si remplie. Pour mon compte, en repassant tous ces événements déjà si loin de nous et encore si présents à la mémoire de tous, je n'ai pu me défendre d'une émotion si profonde qu'elle m'interdit le droit et jusqu'à la pensée d'entreprendre l'apologie d'un pouvoir décrié par la haine des partis, mais respecté de l'étranger qu'il a combattu sans faiblir un seul jour. Les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux n'ont rien à redouter du cours du temps. Au contraire, plus la justice sera lente à venir, plus elle sera complète : le monde n'est point aux impatients. Depuis trois ans, je parcours la France du nord au midi, de l'est à l'ouest, visitant les départements qui ont subi la présence de l'ennemi, et ceux que leur éloignement du théâtre de la guerre a préservés des maux de l'occupation : partout j'ai pu voir et constater par moi-même que la résistance nationale de 1870-1871 honore la France à ses propres yeux, qu'elle a conservé jusqu'au fond des plus ignorées campagnes des soldats heureux d'avoir été appelés à faire leur devoir, prêts encore à tous les sacrifices, renouvelés dans leur esprit, grandis dans leur propre estime, résolus à demeurer les citoyens libres de cette République française que la fortune a pu trahir, mais à qui du moins restent l'honneur des anciens jours et l'espoir d'un meilleur avenir.

L'histoire viendra plus tard : elle saura confondre les calomnies, réfuter les accusations injustes, dissiper les préjugés, mettre chacun à sa place, reconnaître le mérite, exalter l'héroïsme, flétrir la faiblesse, punir la trahison, accabler les lâches sous le poids de leur opprobre, récompenser d'un mot les vaillants et les forts, distribuer la gloire ou la honte à qui les auront méritées. En attendant, préparons lui des matériaux. Ce livre est une pierre apportée à l'édifice qu'il faut élever pour l'instruction des générations futures. Que pourrait-il y avoir de mieux pour des intelligences élevées et libres que de chercher la vérité ? Vérité, c'est justice et progrès. Restons fidèles à cette grande devise de la politique

moderne : Justice et progrès. Le vieux monde achève de s'écrouler. Sur ses ruines brilleront d'un éclat immortel les vertus qui ont animé et soutenu les fils de la Révolution française, sous le coup des plus effroyables catastrophes qui aient jamais fondu sur un grand peuple, l'amour de la liberté républicaine et l'attachement à la France qui est la patrie de l'égalité.

E. Spuller.

Paris, le 22 octobre 1873.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Cet ouvrage devait paraître, il y a deux ans, immédiatement après la levée du siége de Paris.

Des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur en ont retardé l'apparition jusqu'aujourd'hui.

Bien qu'il ait cessé d'être un livre d'actualité, il a conservé tout son intérêt à cause des documents précieux et rares qu'il renferme et des renseignements de toute espèce empruntés à un grand nombre de journaux, qu'il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de se procurer actuellement.

On y trouvera, jour par jour, du 18 septembre 1870 au 28 janvier 1871, l'histoire politique de l'Europe, et particulièrement celle de la France avec toutes les péripéties de la guerre franco-prussienne.

Aussi nous offrons avec confiance cette œuvre au public sérieux. Faite avec conscience et honnêteté ; condensant dans un cadre relativement restreint tout ce qui a paru de plus intéressant dans la presse européenne, sur la guerre en province et sur le siége de Paris, au cours même des événements ; accompagnée de tables qui la rendent très-utile et très-facile à consulter, elle est appelée à rendre de grands services à ceux qui s'occupent des événements

contemporains et elle a sa place marquée d'avance dans la bibliothèque des hommes d'État, des journalistes, des militaires, de tous ceux, en un mot, qui doivent ou qui désireront connaître la période de la guerre franco-prussienne qui correspond à l'investissement de Paris.

LA FRANCE ET L'EUROPE

PENDANT

LE SIÉGE DE PARIS.

DIMANCHE, 18 SEPTEMBRE.

Bulletin de la guerre. (1) — On a des nouvelles de Metz du 16, par ballon. Les renseignements disent que l'armée de Bazaine est cernée autour de Metz, depuis la bataille de Gravelotte. Elle a des provisions abondantes. Les batailles des 14, 16 et 18 août ont été pour elle des victoires. Le 31 août, son succès encore a été complet et ce ne sera pas le dernier. Quand le moment sera venu, l'armée fera sa trouée; son enthousiasme est le même que lorsqu'elle a quitté Paris. Aucun combat n'a eu lieu depuis le 1er septembre. Le ballon qui apporte ces nouvelles est le deuxième que les assiégés ont essayé de lancer par-dessus les lignes ennemies.

Investissement de Paris, — Le moment depuis si longtemps appréhendé est enfin arrivé. Paris, le centre de la vie intellectuelle et politique, Paris, le foyer de la civilisation raffinée du XIXe siècle, Paris, la ville des plaisirs faciles, des habitudes luxueuses, Paris enfin, vers lequel chaque jour se portaient les regards et l'âme du monde, Paris va être investi et privé de toute communication avec l'extérieur.

Une épreuve décisive, qui tient tous les esprits en suspens, va avoir lieu. Paris tiendra-t-il? Sa population turbulente ou corrompue saura-

(1) Ces bulletins quotidiens de la guerre ont été rédigés jour par jour, d'après les données connues à la date qu'ils portent. Malgré le long laps de temps écoulé depuis leur rédaction et la lumière qui s'est faite sur la plupart des faits qu'ils relatent, nous n'avons rien voulu y changer. Ils refléteront ainsi d'autant mieux les incertitudes et la confusion qui régnaient presque chaque jour, touchant les faits de guerre signalés. *P. M. janvier* 1872.

t-elle imiter l'héroïsme des habitants de Metz, de Strasbourg et de tant d'autres qui tiennent avec honneur le drapeau de France? Les dissensions intérieures, les factions, les antipathies de classes, les préjugés, s'éteindront-ils pour ne faire place qu'à l'union et à la fermeté pour la défense commune ?

Graves questions dont tout le monde attend la solution avec anxiété. A dire vrai, beaucoup font peu d'état du courage et des dispositions militaires des Parisiens et surtout de leur ténacité et de leur union devant l'ennemi. Pour eux, Paris, déchiré par les factions, livré aux horreurs de la guerre civile, doit tomber bientôt aux mains de l'ennemi.

Mais d'autres envisagent l'épreuve actuelle avec moins de défiance et de crainte. Ils croient que l'heure de la régénération a sonné pour la Babylone moderne. Ils croient que la grande cité, faite d'ombre et de lumière, comme l'a si excellemment dit Victor Hugo, va se dégager des pourritures morales qui souillaient sa face, et se montrer au monde rayonnante de patriotisme, d'union, de dignité et d'héroïsme.

A l'avenir de nous dire à laquelle de ces deux opinions l'attitude de Paris donnera raison.

Rome. — L'armée italienne est toujours sous les murs de Rome. La question est de savoir si les troupes pontificales opposeront une résistance quelconque. On croit généralement que la résistance sera énergique. Telle était à la date du 17 l'opinion de l'armée italienne.

On signale une entrevue, au camp italien, entre le baron d'Arnim, ministre de Prusse à Rome, et le général Cadorna, commandant en chef de l'armée italienne. Cadorna n'a pas dissimulé qu'il s'attendait à une résistance désespérée. M. d'Arnim a demandé 24 heures pour faire des démarches nouvelles auprès du Pape, afin d'éviter l'effusion du sang.

On a la proclamation que le général Cadorna, au moment de passer la frontière pontificale, a adressée aux sujets du Pape.

Le grand intérêt du moment, c'est de savoir ce que va faire le Pape. Va-t-il quitter Rome, ou restera-t-il au Vatican ? C'est ce qu'on ne sait pas encore, et la presse religieuse ne nous fournit aucun renseignement sur ces points.

Un document prudent. — La presse allemande publie le rapport de Guillaume duc de Mecklembourg sur l'explosion de la citadelle de Laon. Ce document se borne à relater les faits, sans conclure s'il y a eu trahison ou non. Le rapport accuse 50 Prussiens tués et 45 plus ou moins grièvement blessés. Il signale 10 à 12 officiers comme ayant été frappés dans la mobile.

La presse allemande et le siége de Paris. — Toute l'attention de la presse allemande se porte vers le siége de Paris et les

éventualités que cette difficile opération militaire peut amener. Le *Moniteur de l'armée* (Kriegszeitung) examine les opérations qui sont au choix de l'armée assiégeante. Il en indique quatre différentes; ou bien : 1° le simple isolement, rendu complet par des marches incessantes de cavalerie autour de Paris, c'est-à-dire une prompte famine ; ou bien : 2° le bombardement de Paris avec l'énorme artillerie de siége qui suit l'armée ; ou bien : 3° l'assaut d'un ou de plusieurs forts détachés, et l'emploi subséquent de ces citadelles pour le bombardement de leurs rayons ; ou bien : 4° le siége régulier et successif de tous les forts, puis la brèche et l'assaut à l'enceinte continue.

La terreur blanche. — Parlant de la nécessité d'avoir une Constituante favorable aux idées monarchiques, avec laquelle M. de Bismark puisse faire la paix, la *Gazette de Cologne* indique la conduite suivante comme pouvant facilement faire atteindre ce but. D'abord, occuper Paris ; puis, Paris occupé, maintenir partout les anciens maires, qui, de concert avec un gouverneur général représentant le roi de Prusse, détermineraient le mode d'élection et présideraient aux opérations électorales. En un mot, la *Gazette* préconise un moyen sûr et facile d'amener la terreur blanche des royalistes, avec l'appui des casques et des fusils à aiguille de M. de Bismark. — Reste à savoir si la conduite des Parisiens permettra la réalisation des jolis projets des journalistes allemands.

Un protestant... en Prusse. — L'*Avenir de Berlin* publie un document qui tranche avec le langage et les idées de la presque unanimité de la presse allemande. C'est une protestation de M. Simon, de Trèves, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine.

Au moins voilà un homme conséquent!... Mais le roi de Prusse, qui continue la guerre après avoir renversé Napoléon de son trône, alors qu'il prétendait solennellement n'en vouloir qu'à lui seul, comment le qualifier?

Les conservateurs prétendent pourtant que les seuls hommes à craindre sont les gens logiques et sensés, comme Jacoby et les autres démocrates allemands.

Projets de M. de Bismark. — Les Parisiens n'ont peut-être pas oublié que M. Malet, de l'ambassade anglaise, a vu M. de Bismark au moment où l'investissement armé de Paris se consommait. Cette entrevue n'a pas laissé, à l'heure où elle a eu lieu, que d'intriguer vivement l'opinion publique à Paris et en Europe. Depuis Sedan, tout ce qui se rattache à M. de Bismark et à ses projets sur Paris et sur la France même — car le chancelier prussien n'y va pas de main morte — offre tant d'intérêt et pique à un si vif degré la curiosité publique!

Le *Sun* donne quelques détails sur l'entrevue que M. Malet a eue avec M. de Bismark, le 17, à Meaux :

M. Malet trouva M. de Bismark, à neuf heures du matin, assis devant une table sur laquelle il y avait du vin et des cigares. Le ministre prussien était de bonne humeur et affable.

L'entrevue dura plus de deux heures.

Le comte de Bismark dit à M. Malet que les Prussiens voulaient Metz et Strasbourg et qu'ils resteraient en France jusqu'à ce qu'ils les eussent. « La Prusse, disait-il, n'a pas l'intention de les démanteler, mais de les rendre plus fortes qu'elles ne le sont maintenant.

« Les Français nous haissent d'une haine impérissable, et nous devons veiller à rendre cette haine impuissante. Quant à Paris, les armées allemandes l'entoureront de leurs divers corps d'armée et leurs 70,000 hommes de cavalerie l'isoleront du reste du monde et laisseront les Parisiens cuire dans leur jus. » (*Seeth in their own milk.*)

« Si les Parisiens, continua M. de Bismark, résistent après cela, nous bombarderons la ville et, si c'est nécessaire, nous la brûlerons. »

M. de Bismark ajouta que l'Allemagne n'avait pas besoin d'argent et que, par conséquent, elle n'exigerait pas une forte indemnité pécuniaire. En parlant de Metz, il dit qu'il y avait 200,000 Prussiens autour de cette ville et qu'il croyait que Bazaine ne capitulerait pas avant huit jours. Il rendit hommage au courage avec lequel avait combattu l'armée de Bazaine, mais il ne semblait pas avoir une bien haute opinion de l'armée française de Sedan.

Il interrogea M. Malet sur l'état de Paris et ne semblait pas apprendre avec plaisir qu'il n'y avait pas de désordres. Il ne sembla pas non plus satisfait de la reconnaissance pacifique de la république, par Paris et toute la France. Le ministre admit que si le gouvernement républicain était un gouvernement modéré et honnête, il pourrait devenir une source de dangers pour le principe monarchique en Allemagne.

Lyon. — Le journal *le Progrès* constate que l'ordre continue à régner à Lyon. La journée de dimanche n'a pas été troublée, non plus que les précédentes.

La police est faite sévèrement par la garde nationale, qui arrête vagabonds, voleurs et auteurs de tapage nocturne, avec un entrain qui faisait défaut quelquefois à la police impériale, dont l'intervention, dans certaines affaires, était par trop tardive.

En même temps qu'on continue à tirer le canon d'alarme, on sonne le tocsin à Saint-Jean, de deux en deux heures, pour appeler les volontaires à la défense du pays.

LUNDI, 19 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On annonce de Strasbourg que les travaux des assiégeants font de grands progrès.

On a d'excellentes nouvelles de l'organisation de la défense en Bretagne et dans tout l'Ouest. La ville de Poitiers notamment vient d'émettre le vœu que, dans le cas où la ville de Paris serait appelée

à capituler, tous les départements autres que celui de la Seine déclarent à l'avance qu'ils ne reconnaissent à aucun pouvoir le droit de les comprendre dans la capitulation; ils affirment vouloir conserver leur liberté d'action, afin de défendre à outrance le sol de la patrie.

Le chemin de fer de Paris au Havre est coupé. Toute relation postale avec Paris cesse donc, et l'œuvre de l'investissement commence.

Versailles a été occupé dans la journée par les uhlans. On dit que cette ville servira de quartier général au prince royal.

On annonce que le blocus de la mer du Nord par la marine française a cessé en fait. — On annonce, d'autre part, qu'un télégramme de M. Favre aurait ordonné la levée du blocus.

Les journaux publient un communiqué des autorités prussiennes aux journaux de Reims, qui dit que le gouvernement de la défense nationale ne représente qu'une partie de la gauche de l'ancien corps législatif. Il dément le bruit d'une tentative de médiation de la part des puissances étrangères, et il dit que la Prusse est prête, le cas échéant, à traiter avec Bazaine.

La situation. — Le succès de la circulaire de M. Favre aux agents diplomatiques de la république française va croissant. Forme et fonds sont approuvés sans réserve. Cet éloquent langage et ces idées généreuses trouveront-ils de l'écho en Prusse? C'est là le point en question, et il est à croire qu'un esprit froid, égoïste et hostile au programme démocratique comme M. de Bismark, les goûtera peu.

La paix! La paix est toujours l'aspiration des masses en Europe. Les regards se tournent surtout vers l'Angleterre, de la médiation de laquelle on attend beaucoup. — On sait que le gouvernement britannique a été, depuis dix jours, l'intermédiaire de diverses communications entre les belligérants, et l'on veut se persuader qu'il y a peut-être dans ces rapports le germe d'un armistice, qui, une fois conclu, grâce à une intervention unanime et énergique des neutres, amènerait infailliblement la paix.

Telle est la disposition d'esprit des masses; mais les gens qui raisonnent savent quelles difficultés s'opposent à ce que la paix soit aussi facile à conclure que certains le croient. Les prétentions de la Prusse à conserver l'Alsace et la Lorraine leur semblent devoir être l'écueil contre lequel viendront se briser tous les efforts des neutres et tous les vœux de l'Europe en faveur d'une paix prompte et solide.

Le chant du cygne. — La *Chronique*, journal bruxellois, publie la proclamation de l'Empereur avant la bataille de Sedan. Comme nous ne croyons pas qu'aucun journal parisien ait donné ce document, qui a bien son intérêt, nous le publions ici en entier.

SOLDATS,

Les débuts de la guerre n'ayant pas été heureux, j'ai voulu, en faisant abstraction de toute préoccupation personnelle, donner le commandement des armées aux maréchaux que désignait plus particulièrement l'opinion publique.

Jusqu'ici le succès n'a pas couronné vos efforts ; néanmoins, j'apprends que l'armée du maréchal Bazaine s'est refaite sous les murs de Metz, et celle du maréchal Mac-Mahon n'a été que légèrement entamée hier. Il n'y a donc pas lieu de vous décourager. Nous avons empêché jusqu'ici l'ennemi de pénétrer jusqu'à la capitale, et la France entière se lève pour repousser ses envahisseurs. Dans ces graves circonstances, l'Impératrice me représentant dignement à Paris, j'ai préféré le rôle de soldat à celui de souverain. Rien ne me coûtera pour sauver notre patrie ; elle renferme encore, Dieu merci, des hommes de cœur, et s'il y a des lâches, la loi militaire et le mépris public en feront justice.

Soldats, soyez dignes de votre ancienne réputation. Dieu n'abandonnera pas le pays, pourvu que chacun fasse son devoir !

Fait au quartier impérial de Sedan, le 31 août 1870.

NAPOLÉON.

Les prisonniers français à Berlin. — La *Gazette de Voss* raconte qu'à Berlin, en pleine rue, Sous-les-Tilleuls, l'avenue la plus fréquentée de la capitale, un char-à-bancs conduisant des Français malades, escortés par des soldats, a été assailli à coups de pierres. Un des Français qui s'y trouvaient a été atteint à la tête. Cette brutalité a été le fait d'une troupe de maçons et d'ouvriers ; le constable qui en a arrêté un, a même été frappé par ce misérable. L'indignation des passants qui assistaient à cette scène ne se manifesta pas seulement par des paroles, ils voulurent prêter main-forte à la police, mais eux aussi furent l'objet de mauvais traitements de la part de la populace.

Un recul. — A mesure que l'armée prussienne se rapproche de Paris, on signale moins d'outrecuidance, moins de dédain, et une certaine appréhension de l'avenir dans le langage de la presse allemande. On voit qu'elle redoute que Paris ne devienne un autre Sébastopol, et que les forces vives de l'Allemagne ne soient tenues des semaines, des mois entiers, sous les murs de Paris, laissant le pays dans le deuil et la misère.

La *Gazette de Cologne*, ce qui ne lui était pas habituel, semble croire que la Prusse pourrait se contenter du démantèlement de Metz et de Strasbourg.

Si la *Gazette* pouvait faire partager son opinion si sage et si humanitaire à M. de Bismark !

Polémique bonapartiste. — M. PIÉTRI, dans une lettre adressée au *Journal de Bruxelles*, cherche à laver l'Empereur de l'accusation d'avoir fait la guerre pour sortir des embarras que lui causaient les emprunts qu'il avait faits au Trésor pour subvenir à ses besoins personnels.

M. Piétri dément un placement de 10,000,000 de francs en Hollande,

dont on avait parlé. Il dément également que l'Empereur soit sans le sou, comme l'avaient dit plusieurs organes de la presse allemande.

Paul de Cassagnac. — L'*Avenir*, de Berlin, annonce le passage en cette ville d'un convoi de prisonniers de Sedan. Parmi les 300 officiers qui faisaient partie de ce convoi, se trouvait, en uniforme d'officier des zouaves, M. Paul de Cassagnac, qui dans *le Pays* avait si souvent demandé la conquête du Rhin et l'entrée des Français à Berlin.

A la gare de Postdam, il a quitté le waggon pour se promener sur le perron; il a adressé au garde-convoi la demande : « Où donc se trouvent les dames de Berlin? » M. de Cassagnac a pris son dîner avec un appétit visible, mais il ne paraît pas avoir trouvé bonne la bière de Berlin, et M. de Cassagnac a dû se remettre en route. Il va être dirigé sur Breslau.

M. de Laguéronnière. — Décidément, l'ancien confident de Napoléon III tient à suivre son souverain dans sa retraite. Voici ce qu'on écrit à ce sujet de Constantinople :

« M. de Laguéronnière est parti mercredi avec Mme de Laguéronnière. Dans son audience de congé au palais, il a reçu des mains du Sultan le grand cordon de l'Ordre du Medjidié, et Sa Majesté lui a exprimé dans les termes les plus flatteurs tous ses regrets de le voir quitter Constantinople. Dans le corps diplomatique et dans la Société de Péra, M. et Mme de Laguéronnière laissent également des regrets unanimes. Tout le monde est fâché que l'ex-ambassadeur de France ait donné sa démission, et qu'il n'ait pas cru devoir, comme on l'avait laissé libre de le faire, se charger de représenter le nouveau gouvernement auprès du Sultan. »

Un traître. — Nous trouvons dans une feuille étrangère le récit suivant, qui prouve que le bout de l'oreille perce souvent au moment où l'on s'en doute le moins :

« La semaine dernière, un capitaine français déguisé, échappé de Sedan, faisait un frugal repas dans un petit cabaret, non loin de la frontière. Entre un boucher de Montmédy, puis bientôt après lui un officier prussien.

» Tous deux passent dans une pièce adjacente. Mais la porte légèrement entrebâillée permet au capitaine français de voir l'officier prussien prendre à la hâte des notes sur un carnet, d'après les renseignements fournis par le boucher, puis remettre à l'émissaire quelques pièces d'or.

» Le capitaine feint de n'avoir rien vu, écrit quelques lignes sur un bout de papier, les met sous enveloppe, fait une adresse. Il se place à la sortie, après avoir soldé sa dépense, et voit successivement le boucher et l'officier prussien s'éloigner chacun dans une direction différente. Alors il force le pas et rejoint le premier.

» — Mon ami, lui dit-il, je crois que vous allez à Montmédy?

» — Oui, fit le boucher. J'habite l'endroit, et je viens ici chercher des bêtes. Mais il n'y a plus rien à trouver nulle part; les troupes ont tout mangé.

» — De sorte, répond le capitaine, que vous ne seriez pas fâché de gagner quelque argent en dehors de vos affaires ordinaires; je comprends cela. Voici un billet que je voudrais faire passer au commandant de place de Montmédy. Si vous voulez vous en charger, je vous donne ces vingt francs et vous en promets autant pour la réponse.

» — Comment donc! dit le boucher rayonnant, mais avec le plus grand plaisir.

» Il prit ses vingt francs et s'empressa de faire sa commission, aussitôt son arrivée à Montmédy. Après une lecture rapide, le commandant requit immédiatement quatre hommes et un caporal, qui conduisirent notre boucher derrière un mur du rempart... Une sinistre détonation se fit entendre.

» Le capitaine français, avant de se rendre par Lille à Paris, où il est aujourd'hui, se donna le spec-

tacle de guetter quelque temps les menées de l'officier prussien. En effet, celui-ci arrivait deux fois par jour au rendez-vous, avec la ponctualité d'un chronomètre. Il attendait une heure, puis regagnait tout rêveur le chemin de Sedan. »

PETITES NOUVELLES. — On écrit de Londres que l'IMPÉRATRICE EUGÉNIE et le prince Impérial occupent à Hastings le même hôtel que celui où, dans les circonstances analogues, descendirent Louis-Philippe et la reine Amélie. — La PRINCESSE MATHILDE habite actuellement Mons, où se trouve également M. GRANIER DE CASSAGNAC. — On signale des espérances de restauration que nourriraient toujours Napoléon et ses familiers.

MARDI, 20 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On annonce du théâtre de la guerre que les Prussiens auraient essuyé un échec à Vissous.

La Situation. — On parle d'une prochaine entrevue entre MM. Jules Favre et de Bismark, et l'opinion publique, aussitôt, se laisse aller à l'espoir que la paix pourrait bien être plus proche qu'on ne l'avait cru. On prend si vite ses espérances pour la réalité ! Il faut cependant avouer que rien n'autorise en ce moment les amis de la paix à crier victoire.

En effet, peut-on raisonnablement espérer l'accord entre un gouvernement qui refuse de céder un pouce de terre et une pierre de ses forteresses, et un ennemi vainqueur qui demande à annexer 200,000 hommes et des villes fortes de premier ordre, en vertu du droit de conquête ?

Néanmoins, les optimistes se laissent aller quand même à l'espoir que les belligérants, également las des tueries homériques de Wœrth et de Sedan, cèderont réciproquement de leurs prétentions.

Relativement à M. Thiers, on annonce son arrivée à Tours, le 19, et son départ prochain pour St-Pétersbourg, Vienne et Florence, où il ira remplir une mission analogue à celle qu'il vient de remplir à Londres.

Angleterre. — L'opinion publique, dans ce pays, est toujours vivement préoccupée par la question de savoir si le gouvernement anglais peut et doit intervenir comme médiateur. Les Parisiens savent déjà qu'un membre du ministère anglais, M. Lowe, a, à ce titre, soutenu que le moment n'était pas venu d'intervenir ; qu'une intervention actuelle serait inefficace, et qu'elle aurait pour effet d'exposer l'Angleterre aux rancunes et aux vengeances des belligérants. Mais, si telle est l'opinion de M. Lowe, et probablement du gouvernement anglais, plusieurs hommes éminents croient que l'Angleterre pourrait fort bien faire ses offres de médiation sans s'exposer aux désagréments sur lesquels M. Lowe a si complaisamment insisté. C'est, notamment, l'avis de

M. Bulwer, qui a fait une communication aux journaux en faveur d'une intervention amicale de l'Angleterre, pour essayer de mettre fin à la guerre.

Les prisonniers français en Allemagne. — Voici quelques renseignements que nous extrayons de la *Gazette de Silésie*, du 17 septembre :

« Les officiers français internés avec leurs ordonnances ont dû se présenter hier au commandant pour faire vérifier leur identité et leur grade. Neuf d'entre eux qui sont officiers de la garde mobile, mais ont fait la campagne comme volontaires avec l'armée, ont été transportés immédiatement dans la forteresse de Cassel. Parmi eux se trouvent quatre journalistes : **MM. Mitchell, Paul de Cassagnac, Carette** et **Froment.** Les officiers des zouaves et des turcos qui se trouvent ici, au nombre de quarante, seront également dirigés sur Cassel, les casernes de notre ville étant encombrées. Beaucoup d'officiers demeurent en ville, mais leurs ordonnances sont obligées de se loger dans les casernes. »

Entrevue de Napoléon III et de Guillaume à Sedan. — M. Russell, le correspondant principal du *Times*, adresse de Coulommiers (à 15 lieues de Paris) à ce journal, le 16 septembre, quelques détails rétrospectifs sur l'entrevue de Guillaume Ier et de Napoléon III :

« Comme tout ce qui se rattache à la chute de Napoléon III aura de l'intérêt en tout temps, je crois devoir vous écrire d'ici quelques détails sur ce qui s'est passé dans l'entrevue du roi de Prusse et de l'Empereur au château de Bellevue. Ceux qui ont eu occasion de voir ces deux princes peuvent s'imaginer quelle était leur attitude en ce moment-là. L'un, vieux, de grande taille, rappelant ces types royaux héroïques que Tennyson tire du riche écrin de son imagination. L'autre, brisé de soucis et de douleurs physiques, après une vie si aventureuse, si romanesque, si passionnée, se voyant le jouet du destin. Mais laissez-moi poursuivre mon récit. Vieux ou frais, je le tiens de la meilleure source.

» Lorsque l'on apprit que la capitulation était signée, le Roi sentit qu'il pouvait se rendre au désir d'une entrevue manifesté par l'Empereur. Mais la question était de savoir s'il convenait que le Roi allât voir le souverain déchu. On lui conseilla de l'attendre à son quartier général. Un sentiment plus généreux prévalut, et le vieux Roi chevaleresque se rendit aisément à l'idée émise par le Prince royal, qu'il n'y avait rien de blessant pour sa dignité à ce qu'il allât voir l'Empereur au petit château de Bellevue, où celui-ci s'était retiré à quatre heures du matin, ayant quitté Sedan à cause, dit-on, de certaines manifestations des soldats français sous ses fenêtres. En effet, on raconte qu'il avait attendu quelque temps dans sa voiture, sur la grande route, jusqu'à l'arrivée du comte de Bismark, dont l'entrevue a été le sujet d'une lettre précédente. Le Roi se mit donc en route avec son fils, son état-major et une escorte. En arrivant au château de Bellevue, il vit les généraux français réunis dans une salle vitrée qui précède le salon principal. Le Roi mit pied à terre, et l'Empereur le reçut au bas de l'escalier. Les deux souverains se serrèrent la main et entrèrent dans le salon. Le Prince royal ferma la porte, resta en dehors, et le Roi se trouva en tête à tête avec l'Empereur. Le Roi prit le premier la parole.

« Dieu, dit-il, lui avait donné la victoire dans cette guerre entreprise contre lui.

» L'Empereur répondit qu'il n'avait pas cherché la guerre. Il ne l'avait pas désirée, mais il avait été forcé de la déclarer, pour obéir à l'opinion publique de la France.

» Le Roi répliqua qu'il savait que la guerre n'était pas le fait de l'Empereur. Il en avait la certitude.

» — Votre Majesté, dit-il, a fait la guerre pour obéir à l'opinion publique ; mais ce sont vos ministres qui ont créé cette opinion publique qui vous a forcé à guerroyer.

» Après une pause, le Roi fit la remarque que l'armée française avait combattu avec une grande bravoure.

» — Oui, dit l'Empereur, mais, Sire, les troupes de Votre Majesté ont une discipline dont mon armée a manqué cette fois.

» Le Roi répliqua que depuis quelques années l'armée prussienne avait profité de toutes les idées nouvelles et avait suivi les expériences des autres nations dès avant 1866 et subséquemment.

» — Votre artillerie, Sire, a gagné la bataille. L'artillerie prussienne est la plus parfaite du monde.

» Le Roi salua et répéta qu'elle avait eu à cœur de s'emparer des perfectionnements des autres nations.

» — Le prince Frédéric-Charles a décidé des résultats de la journée, remarqua l'Empereur. C'est son armée qui a emporté notre position.

» — Le prince Frédéric-Charles! Je ne comprends pas Votre Majesté C'est l'armée de mon fils qui s'est battue à Sedan.

» — Alors, où est donc le prince Frédéric-Charles?

» — Il est avec sept corps d'armée devant Metz.

» A ces mots, l'Empereur tressaillit et recula comme si un coup l'avait frappé. Mais aussitôt il reprit possession de lui-même, et la conversation continua.

» Le Roi demanda si Sa Majesté avait quelques conditions à faire ou à proposer.

» — Aucune. Je suis sans pouvoir. Je suis prisonnier.

» — Puis-je demander alors où est le gouvernement en France avec lequel je pourrais traiter?

» — A Paris, l'Impératrice et les ministres ont seuls le pouvoir de traiter. Moi, je suis impuissant. Je ne commande pas et je ne fais pas de conditions.

» Le Roi annonça à l'Empereur qu'il se proposait de lui assigner pour résidence, si cela lui était agréable, le château de Wilhemshœhe, à Cassel. L'Empereur accepta. Ce qui se passa ensuite n'offrit pas d'intérêt. Après avoir pris congé, l'Empereur exprima avec émotion au Prince royal sa gratitude pour la bonté et la courtoisie du Roi. En effet, je crois, dit le correspondant, que Sa Majesté a laissé échapper quelques expressions de regret et de chagrin au sujet des revers qui ont mis l'Empereur en sa puissance. Guillaume Ier a conservé pendant toute l'entrevue l'attitude noble et digne qui lui est habituelle.

Nécrologie. — On annonce la mort du **baron de Wazdorf**, ministre d'État du grand-duché de Saxe-Weimar, décédé le 15 à Weimar. — De **M. Dehaekenvader**, chef de bataillon du 46e de ligne, blessé à Beaumont, et décédé à Bertrix (Belgique). — De **Monseigneur Landriot**, archevêque de Reims, décédé des suites d'un épanchement au cerveau. — De **Mme la marquise de Dreux-Brézé.**

MERCREDI, 21 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — L'investissement de Paris est complet. Deux télégrammes, l'un du Roi de Prusse, l'autre du Prince royal, annoncent cette nouvelle à la Reine. L'investissement a dû s'achever le 20. Il y a eu lutte à cette occasion sur les hauteurs de Sceaux, entre deux corps allemands et trois divisions françaises, commandées par le général Vinoy. Les Français se seraient vus forcés de battre en retraite, et les Prussiens leur auraient pris sept canons et de nombreux prisonniers.

De Strasbourg, on apprend que la brèche ayant été ouverte, une

des lunettes de la place a été emportée par la landwehr. — Ce succès des Prussiens rend la reddition de la ville imminente, et le commandant de la place n'aura bientôt plus que la citadelle comme dernier refuge.

Le général Steinmetz a été déchargé de son commandement, qui a été confié au prince Frédéric-Charles.

Espagne. — On a enfin l'explication du rappel de M. Olozaga, l'ambassadeur espagnol à Paris. Ce diplomate avait été autorisé à reconnaître la République d'une façon officieuse seulement. Il a cru pouvoir le faire officiellement. De là, mécontentement du gouvernement de la régence et son remplacement par M. Martos, l'ancien ministre démocrate, rallié à la Régence, et qui passe pour fort peu sympathique à la France.

Prim ne paraît pas tenté de nager dans les eaux républicaines. Des députés républicains lui ayant demandé de convoquer une session extraordinaire des Cortès aux fins de réviser l'art. 33 de la Constitution espagnole qui proclame la forme monarchique, leurs démarches ont été repoussées avec hauteur. — Pas encore de nouvelles d'un prétendant quelconque au trône vacant dans ce pays. Encore un peu et les partisans de la monarchie, comme les grenouilles, jadis, se verront forcés de faire appel à Jupiter lui-même, pour obtenir enfin ce bon roi qu'ils réclament avec tant d'insistance. Pour en arriver là, et pour se donner le luxe de payer une nouvelle liste civile, il ne fallait pas se donner la peine de chasser dame Isabelle et sa suite des deux sexes.

Rome. — On annonce l'entrée des Italiens à Rome, sous les ordres du général Cadorna, après une canonnade de quatre heures. C'est à la date du 20 qu'a eu lieu ce fait important, qui marque la chute du pouvoir temporel des papes et qui, en tout autre temps, eût révolutionné le monde.

Les troupes pontificales ont cessé le feu, sur les ordres du Pape, et ont arboré le drapeau blanc.

Une opinion de M. de Bismark. — On fait grand bruit pour le moment, dans la presse, d'une conversation que M. de Bismark aurait eue avec un journaliste anglais et dans laquelle le ministre prussien aurait dit ce qu'il pensait faire sous les murs de Paris et ce qu'il espérait des dissensions politiques, à Paris, en vue de la reddition de cette place.

Au moment où tous les yeux sont fixés sur Paris, au moment où va se réaliser ce qu'on s'obstinait à croire impossible, au moment où Paris va être assiégé et exposé aux rigueurs d'un bombardement comme la plus modeste des places fortes, tout ce qui a trait aux espérances

et aux desseins des assiégeants, remue fortement l'opinion publique tenue en éveil et toujours dirigée vers le côté d'où lui venaient jadis les grandes émotions morales et politiques. Aussi les paroles de M. de Bismark sont partout lues et commentées avec avidité. Et tout le monde se demande avec anxiété si le célèbre diplomate prussien verra la réalisation de ses sinistres prévisions, à savoir : Paris livré en même temps aux doubles horreurs de la faim et de la guerre civile.

JEUDI, 22 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les dépêches prussiennes portent à 2,000 le chiffre des mobiles que les assiégeants ont faits prisonniers à Sceaux, lors des dernières opérations de l'investissement de Paris.

On annonce que Sèvres a reçu une garnison prussienne, à sa demande.

On confirme le succès des armes françaises à Vissous. On écrit de Toul que les Prussiens ayant attaqué cette ville, se sont vus vivement repoussés. Enfin, on annonce la complète évacuation du département du Haut-Rhin, où les opérations du tirage au sort ont pu avoir lieu sans encombre. Seulement, les nouvelles de Strasbourg restent mauvaises, et l'on dit qu'une seconde lunette vient de tomber aux mains des assiégeants,

D'autre part, on signale les Prussiens à Dourdan.

La situation. — Les optimistes de tous pays ont actuellement les yeux sur Ferrières, où MM. Jules Favre et de Bismark doivent être entrés en pourparlers. On espère que le Roi de Prusse reculera devant la cruelle nécessité de faire camper ses troupes, parmi lesquelles il y a tant de soutiens de familles, loin de leur pays, exposées à toutes les intempéries de la mauvaise saison et aux maladies qui s'ensuivront.

On veut que les dangers et les tracasseries, que susciterait l'annexion forcée de l'Alsace et de la Lorraine, amèneront la Prusse à céder sur la question d'agrandissement territorial. On prétend même que M. de Bismark serait entré dans ces idées, et que le Roi Guillaume, seul, par soif de gloriole militaire, tiendrait à faire une entrée triomphante à Paris.

Constatons toutefois que, s'il y a des gens qui placent un espoir quelconque dans les négociations actuelles, il en est beaucoup qui n'en attendent qu'une éclatante confirmation de la gravité de la situation et de l'impossibilité de faire maintenant la paix.

Annexion de Rome. — L'entrée des Italiens a eu lieu le 20, comme nous le disions plus haut, à la suite d'une canonnade de 4 heures qui a cessé quand le Pape a défendu aux troupes pontificales de continuer la résistance.

Les Italiens ont eu 8 morts et 23 blessés. L'attitude des zouaves du Pape a été très-énergique pendant l'action. Ils n'ont mis bas les armes qu'à contre-cœur. Leur corps sera licencié. Les troupes indigènes formeront un dépôt au service de l'Italie. Les étrangers seront renvoyés dans leur pays.

L'événement de la prise de Rome, qui, en tout autre temps, eût passionné l'opinion et provoqué partout des manifestations dans l'un ou l'autre sens, passe presque inaperçu. Il n'y a que la presse religieuse qui s'en montre fort émue. On signale de ce côté de vigoureuses protestations et les plus violentes imprécations contre Victor-Emmanuel et les auteurs de l'annexion.

On ne sait pas encore ce que fera le Pape. Les premières dépêches qu'on a reçues ne font aucune allusion à l'attitude qu'il se propose de prendre.

Les prédictions. — La *Gazette officielle* (allemande) d'Alsace prédit que l'Alsace et la Lorraine, une fois annexées, prendront vite goût au régime prussien. D'autre part, la *Pall-Mall Gazette* de Londres croit, avec Renan, que la France, en conservant l'Alsace et la Lorraine, sera vite réconciliée avec l'Allemagne et les défaites qu'elle vient de subir, mais qu'elle ne se résignerait jamais si ces provinces lui étaient enlevées.

Lyon. — La presse conservatrice se montre fort émue de ce que le drapeau rouge flotte toujours à Lyon, où l'on refuse d'arborer le drapeau tricolore, qui a été adopté par le Gouvernement de la défense nationale.

Unité allemande. (1) — Tout en comptant prendre Paris et tout en inondant la France d'armées allemandes, M. de Bismark et le roi de Prusse ne perdent pas de vue leur œuvre de prédilection, la seule peut-être qu'ils aient à cœur : l'unification politique de l'Allemagne. Ils espèrent bien, à ce point de vue, tirer le plus de parti possible de la guerre actuelle. Et déjà, diplomates et plans circulent aux fins d'atteindre ce but. La grande difficulté est actuellement d'unifier l'Allemagne, tout en maintenant l'autonomie de la Bavière, voire même celle du Wurtemberg.

(1) Les renseignements qui paraitront sous cette rubrique, sont, pour la plupart, textuellement extraits du bulletin politique de *l'Indépendance belge*, toujours si complet et si intéressant.

Pour le moment, on a besoin des Bavarois et des Wurtembergeois. Aussi les ménage-t-on de toutes les façons (sauf cependant sur les champs de bataille)... Plus tard, quand on n'aura plus rien à redouter de leur ressentiment, nous verrons les Prussiens broyer toute résistance à leur domination exclusive, en Allemagne, dans le Sud aussi bien qu'en Hanovre et dans le Schleswig.

Les tracasseries et les jalousies prussiennes. — La presse belge a de la besogne à répondre aux attaques que les journaux allemands ne cessent de publier contre la partialité dont les Belges auraient fait preuve en faveur des Français, au détriment des blessés prussiens qu'on aurait délaissés et malmenés. Plusieurs membres des ambulances internationales ont cru devoir donner quelques renseignements à cet égard ; il en résulte que la conduite des populations belges a été ce qu'elle devait être, et au delà même, digne, généreuse et compatissante pour tous indistinctement. Si des sujets de plainte sont constatés, il faut les attribuer à l'encombrement qui s'est produit à la frontière, après l'affaire de Sedan, et aux conflits isolés qui ont éclaté çà et là, sur le sol belge, entre des Prussiens et des Français qui avaient fui l'invasion.

Nouvelles de Wilhelmshœhe. — Le *Times* a reçu la correspondance suivante, au sujet des visites que reçoit l'hôte du château de Wilhelmshœhe :

« Après deux journées passées au grand hôtel Schombardt, la princesse Marie de Bade, duchesse d'Hamilton, dont ma lettre précédente vous annonçait l'arrivée à Wilhelmshœhe, nous a quitté jeudi pour aller à Francfort. Elle a passé une grande partie de son temps au palais et a dîné avec l'Empereur les deux jours. Sa suite se composait de M. de Leoprechting et de Mlle de Cohauvin.

» L'hospitalité dont a joui le prince Louis-Napoléon en Angleterre paraît devoir se continuer à l'avantage de Napoléon III; car à peine la duchesse était-elle partie, que lady Cowley arrivait. C'est une preuve touchante du fait que l'estime dont a joui pendant tant d'années lord Cowley aux Tuileries en qualité d'ambassadeur de la cour de Saint-James, et l'étroite amitié qui s'est établie par suite entre la famille impériale et la sienne, ne se sont pas évanouies devant l'infortune qui pèse sur la dynastie impériale. Dans la situation critique où se trouve l'impératrice Eugénie, elle fait appel à l'amitié de lady Cowley, qui s'empresse de se constituer l'intermédiaire entre la femme et le mari, si éloignés l'un de l'autre aujourd'hui. Ainsi que je vous l'ai annoncé par télégraphe, la comtesse est arrivée le matin de bonne heure. A peine descendue à l'hôtel, elle est allée remplir sa mission auprès de Napoléon. Après quelques heures passées au palais, elle a repris la route de Francfort, sans s'inquiéter de la fatigue d'un si long voyage.

» Quant à la vie que mène l'Empereur, elle ne s'écarte pas de son uniformité. Il fait régulièrement ses promenades autour du palais. Une fois seulement, la semaine dernière, il a parcouru en voiture la route qui traverse les villages voisins, Kirkditmold et Harleshausen. Il est revenu par l'Allée-Rasen, réservée précédemment pour l'usage de l'Électeur. Il était accompagné de neuf Français, dont M. Raimbaud à cheval en avant, et le comte Davillier à côté de la voiture.

» L'Empereur, avec le reste de sa suite était assis dans un char-à-bancs traîné par quatre chevaux. Afin de rehausser son équipage, on a envoyé, il y a quelques jours, un carrosse de Berlin, avec un attelage de six beaux chevaux noirs.

» A l'intérieur du palais se trouvent plus d'un souvenir du passé. Dans la salle de billard est resté

celui de son royal oncle avec les queues portant les initiales J. N. (Jérôme Napoléon). Dans l'antichambre où sont inscrites sur des tableaux les règles du jeu en français, on voit sur un panneau de glace, tracé avec un diamant par quelque personnage de la cour, cette inscription : « Vive le Roi ! « et au-dessous : « Le Roi est disparu, vive l'Electeur ! »

PETITES NOUVELLES. — **M. de la Guéronnière**, revenant de Constantinople, a été arrêté à Marseille et mis en prison. — **M. Testelin** donne sa démission de préfet du Nord et est remplacé par M. Legrand. — Le *Peuple* de Marseille annonce le suicide de **M. Guillardon**, commissaire central de police sous l'Empire, dans la prison où il avait été enfermé.

NÉCROLOGIE.—On annonce la mort de la princesse **Marie-Amélie**, sœur du roi de Saxe, morte à Dresde, le 17 courant, auteur de comédies, de morceaux de musique sacrée et d'opéras très-goûtés en Allemagne. — Et, en France, celle de M. le vicomte **Foy**, fils du célèbre général, préfet des Ardennes depuis 1849, décédé subitement à Mézières, au moment où il apprit la proclamation de la République à Paris. — En Angleterre, de Henri-Edouard **Fox-Young**, mort à l'âge de 63 ans, ancien gouverneur de la partie orientale de la colonie du Cap, de l'Australie du Sud, etc.

VENDREDI, 23 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On sait maintenant que l'affaire de Vissous, qu'on donnait comme un succès pour l'armée française, se rattache à une série de combats qui ont eu lieu au sud de Paris et que les télégrammes prussiens désignent sous le nom d'affaires de Villejuif et Montrouge, en avant des forts de Bicêtre et de Vanvres. — On suppose que, pour empêcher l'ennemi qui avait passé la Seine à Brundoy, Villeneuve-Saint-Georges et Choisy-le-Roi, de gagner Versailles, le général Vinoy s'était établi avec ses troupes dans des retranchements sur les hauteurs que contourne la Bièvre, et que, ces positions enlevées, une partie de ses forces s'est retirée vers le midi, du côté d'Arpazon et Montléry, tandis que le reste se rabattait sur Paris.

On annonce sous réserve que 2000 Prussiens épuisés et débandés — ce qui ferait croire à un succès important du côté des Français — sont entrés à Pithiviers, Malesherbes et Puiseux et qu'ils sont disposés à se rendre.

La situation. — Les négociations de Ferrières sont toujours la *great attraction* du moment. Chacun tire de leur durée des conclusions favorables à ses opinions et à ses vœux. Optimistes et pessimistes y trouvent des armes à l'appui de leur thèse.

On vient de publier deux circulaires de M. de Bismark aux représentants de la Confédération du Nord à l'étranger. Elles ont trait aux conditions possibles de paix, et l'une d'elles discute spécialement la première circulaire de M. Jules Favre. Toutes les deux posent d'abord

en principe la nécessité pour la France d'abandonner l'Alsace et la Lorraine.

Mais ces documents intéressent peu le public qui est tout entier à l'attente du résultat de l'entrevue que MM. de Bismark et Favre ont en ce moment.

Paris. — Voici ce qu'un correspondant anglais écrivait de la physionomie de la capitale vers le 20 septembre. Les Parisiens liront, probablement avec intérêt ce qu'on écrivait d'eux et de leur manière de vivre. Nous laissons la parole au correspondant.

« Le correspondant est sorti de Paris, le 21, pour se rendre à Saint-Denis. Il constata que l'aspect du faubourg était désolant; tous les arbres étaient coupés, toutes les maisons situées dans le voisinage de l'enceinte des fortifications, démolies; au-delà, toutes les demeures étaient abandonnées et désertes, sauf quelques tabagies qui, dans tous les pays, sont toujours les premiers établissements à s'ouvrir et les derniers à se fermer.

» Saint-Denis était aussi vide d'habitants que les faubourgs, mais on y rencontrait, dans toutes les rues, des troupes de toute arme : artilleurs, zouaves, gendarmes, mobiles, gardes nationaux. Sur la place, les soldats lavaient leur linge à la fontaine et accueillaient, avec des cris de joie, ceux de leurs camarades qui venaient avec des vivres, qu'ils s'étaient probablement procurés par voie de réquisition. Plus loin dans la ville, les rues avaient été dépavées et les pavés amoncelés de façon à former des barricades qui arrivaient jusqu'au premier étage des maisons. A l'approche de la première barricade que le correspondant se proposait de franchir, une sentinelle se présenta et croisa la baïonnette. — « Vous devez porter des pierres à la barricade, » dit le soldat. A cette injonction, le correspondant voulut se retirer, mais il était trop tard. L'injonction fut répétée d'une manière désagréable.

» Le correspondant, croyant qu'il allait devoir subir les fatigues d'un travail pour lequel il se sentait peu disposé, demanda à parler à l'officier du poste. La sentinelle répondit toutefois : « Il suffit que vous portiez une pierre. » — Le visiteur ramassa un pavé, franchit avec elle la distance qui le séparait encore de la barricade, la mit en place, puis continua son chemin.

» Un peu au delà de la barricade, un officier se présenta avec trois hommes. — « Pardon, monsieur, je suppose que vous ne portez pas des pierres pour vous amuser. — Non, monsieur, on m'y a forcé. — Vos papiers ! — Voici mon laissez-passer. »

» L'officier regarda le papier d'un air qui semblait dire : il faut qu'on soit un journaliste enragé pour venir chercher des nouvelles à Saint-Denis.

» A la seconde barricade, le correspondant fut informé qu'il ne pouvait aller plus loin, et revint sur ses pas. Il ne tarda pas, cependant, à être arrêté pour la troisième fois. Un zouave se présenta : — « You spik Angleesh? — Yes. »

» Le zouave appela ensuite un camarade et lui dit de conduire l'Anglais au corps de garde. Le correspondant, pour échapper à cette nouvelle corvée, expliqua en français le but de sa mission. Cette fois, le zouave crut avoir affaire à un espion prussien et appela un officier.

» Voilà tout ce que le correspondant apprit à Saint-Denis, et il retourna à Paris sans autre mésaventure.

» Cham, le caricaturiste, avait été moins heureux la veille. Arrêté comme espion, il dut passer la nuit en prison.

» Une femme portant des habits d'homme, fut également arrêtée, mais elle prouva qu'elle faisait partie des artilleurs, et fut remise en liberté.

» Le correspondant constate que l'effet produit à Paris par la publication des conditions de M. de Bismark est visible sur tous les boulevards; l'enthousiasme qui y régnait est indescriptible; les physionomies, qui précédemment étaient sombres, avaient prises un aspect de résolution et de fermeté extraordinaire. « Vaincre ou mourir, » — ces mots étaient dans toutes les bouches.

» Les Prussiens paraissent bien décidés à ne laisser sortir personne de Paris. Trois Anglais

munis de passe-ports délivrés par lord Clarendon avaient cru pouvoir franchir les lignes ennemies, ils ont dû rebrousser chemin.

» Ce qu'il y avait de remarquable à Paris, c'était la détermination de tous les hommes et de tous les partis de faire taire pour le moment tous les dissentiments, et de se ranger résolûment sous les bannières du gouvernement. »

Tours, capitale provisoire. — Les arrivées continuent dans la capitale provisoire de la France, et les personnages politiques y affluent de tous les points du territoire. On y signale en ce moment plusieurs députés, entre autres MM. Guyot-Montpayroux, Genton, Tassin, sans parler des députés du département, MM. Houssard, Wilson, de Quinemont. Ces messieurs, les députés étrangers, bien entendu, n'y séjourneront pas longtemps sans doute, car les élections municipales, d'abord fixées au 25 courant pour toute la France, et les élections constituantes ensuite, fixées au 2 octobre, les appelleront dans leurs départements respectifs.

Les prisonniers français en Allemagne. — Voici quelques détails sur certains des préparatifs qui ont été faits pour recevoir nos malheureux compatriotes faits prisonniers à Sedan :

« On a établi à Erfürht un vaste camp sur la plaine des manœuvres, près de la forteresse. L'emplacement est entouré d'une enceinte de lattis haute de 8 pieds, avec une seule entrée; elle a 800 pas de longueur et 120 pas de largeur. On y a disposé 500 tentes longues et 20 tentes rondes, réparties en six files, séparées par un chemin de ronde de 30 pas de large. Chaque tente occupe une place de 4 mètres de long et de 5 mètres et demi de large; elle est munie d'une couchette de paille pour 6 hommes et de 6 couvertures de laine. Le camp contient en ce moment 2,000 prisonniers de l'armée de Mac-Mahon ; 2,000 autres y sont attendus. Ces prisonniers sont en grande partie des hommes de robuste apparence qui étaient venus d'Afrique et ont été faits prisonniers à Sedan, huit jours après leur départ d'Alger. »

Les petits papiers de la préfecture de Lyon. — C'est sous ce titre piquant que le *Progrès* de Lyon publie les lignes suivantes :

« Le *Salut public* contient quelques détails, les uns très-exacts, les autres erronés, sur les dossiers trouvés à la préfecture du Rhône, à la suite de la proclamation de la République. Le *Salut public* est dans le vrai lorsqu'il dit que ces renseignements sont rédigés avec une connaissance très-superficielle des individus et fourmillent d'inexactitudes. Où le *Salut public* est dans la plus complète erreur, c'est lorsqu'il dit que ces pièces paraissent remonter à une époque déjà éloignée. Les mandats d'amener, que nous avons *vus et tenus*, sont de date fort récente, car ils portent le millésime de 1870. Ces mandats, tous en double expédition, pour qu'on pût envoyer deux individus à la fois dans les lieux divers pour procéder à l'arrestation, sont libellés au nom du préfet. Il ne manque que la date du jour et la signature.

» Ce qui a pu induire en erreur notre confrère sur l'ancienneté de ces documents, c'est que le papier est roussi par la fumée, car on était en train de les brûler au moment où la préfecture a été envahie. On estime à quinze cents environ, d'après les résidus, les mandats qui étaient ainsi préparés pour le très-prochain coup d'État. Trois à quatre cents ont été arrachés aux flammes, et ont presque tous au moins quelque coin brûlé.

» Il ne faudrait pas croire que ces mandats fussent lancés exclusivement contre les hommes militants du parti républicain, contre ce qu'on pourrait appeler les hommes de coup de main, et en vue d'étouffer une émeute dans l'œuf, comme on a cherché à le faire croire. Il y a des mandats contre les hommes les plus paisibles, les plus inoffensifs même, dans des positions sociales

d'ailleurs fort élevées, et qui avaient commis le seul crime de ne point s'agenouiller devant les gentillesses de décembre.

» Un ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, quatre ou cinq membres du conseil général, des négociants haut placés, des gens que le préfet invitait scrupuleusement aux réceptions officielles, avaient là leur petit mandat. Au dossier étaient jointes des indications minutieuses sur l'heure et le lieu où l'on pouvait les empoigner. Tout ça était très-gentiment combiné.

» Ce n'est plus un mystère pour personne, que le futur coup d'État, auquel se rattachent ces mandats, avait été décidé dans l'entrevue que M. **Rouher** et M. **Cassagnac** eurent avec Napoléon III à Châlons. Ces honorables agents de la police secrète impériale revinrent à Paris avec les ordres et pouvoirs nécessaires, et le coup fut préparé dans toutes les préfectures de France.

» C'est ce qui explique pourquoi partout l'on a trouvé les cendres de papiers récemment brûlés. On a voulu anéantir les documents. Lors de sa prise de possession de la préfecture de police, M. **de Kératry** a trouvé une couche de 50 à 60 centimètres d'épaisseur de cendres de papier dans une des cours de la préfecture. M. **Piétri** avait été plus prévoyant qu'à Lyon et avait eu le temps de déterminer sa besogne; le *Salut public* annonçait hier que le préfet de l'Allier avait apporté tant de zèle à la sienne qu'il en avait mis le feu à la préfecture.

» L'affaire devait s'exécuter aussitôt après le premier succès de **Mac-Mahon**, succès sur lequel on comptait, cela va de soi, avec assurance.

» Des commissions mixtes ou non mixtes auraient ensuite envoyé les arrêtés à Cayenne ou à Lambessa. On sait que cela ne coûtait qu'un signe *plus* ou un signe *moins* en marge du nom.

» Enfin, un bon plébiscite liquidait la situation, ratifiait tout, bien entendu, et répondait par une formidable affirmative à la demande s'il fallait se débarrasser des dehors parlementaires et revenir purement et simplement à l'admirable Constitution de 1852.

» Avec cela, le petit prince pouvait monter tranquillement sur le trône. Il avait devant lui pour quinze ans de liste civile.

» Quand tout fut arrêté en ce qui concerne Lyon, on demanda au général commandant l'état de siége de prêter son concours au guet-apens en question.

» L'autorité militaire eut quelque hésitation et voulut être couverte par les réquisitions de l'autorité judiciaire.

» On s'adressa donc au plus haut magistrat du parquet. Celui-ci refusa sa collaboration. Plus tard, un sentiment respectable qui l'a empêché de charger des personnes arrêtées, lui a fait répondre, dans ses interrogatoires, qu'il n'avait pas eu communication des listes. Mais le fait de la communication et du refus est certain.

» Un fonctionnaire inférieur, moins scrupuleux, accepta d'emblée de passer par-dessus la tête de son chef et de prendre gaiement sa part au travail. On peut le dire à l'aise, aujourd'hui qu'il est en fuite, et que, par conséquent, sa position ne peut être aggravée.

» Le même sentiment de réserve a fait attendre, pour publier les détails qui précèdent, que les anciens fonctionnaires de l'ordre administratif fussent relâchés.

» Il n'y a pas le moindre doute qu'on démentirait aujourd'hui tous ces beaux projets, si les mandats d'amener, trouvés à la préfecture de Lyon, n'étaient là, témoins implacables. Il est vraiment fâcheux pour le régime déchu, qu'à Lyon, le 4 septembre, la république se soit levée si matin. Une heure plus tard, et le ciel n'était pas plus pur que le fond des cœurs de l'ex-empereur et de sa valetaille. »

Nos bons villageois. — Une scène de sauvagerie, qui jette un triste jour sur la situation intellectuelle et morale de certaines classes sociales, vient de jeter l'épouvante et la stupeur dans les environs de Bordeaux. On croirait lire une page d'un roman écrit en vue de faire le procès au peuple des campagnes. Malheureusement ici c'est de la réalité pure. C'est une correspondance envoyée de Saint-André de Cubzac à la *Gironde* de Bordeaux qui nous fournit ces tristes détails :

« Nous pensions en avoir fini avec les scènes du genre de celle qui s'est passée il y a quelque

temps à la Haute-Faye, dans la Dordogne; erreur : ces mêmes scènes paraissent vouloir se renouveler, et dans notre département, aux portes mêmes de Bordeaux, la petite ville de Saint-André a été, samedi dernier, le théâtre d'un acte de sauvagerie inouï et indigne d'un peuple civilisé.

» Voici les faits dans toute leur exactitude. Dans la matinée de samedi dernier, tous les hommes de la commune de Saint-André de Cubzac pouvant faire partie de la garde nationale sédentaire, avaient été convoqués pour l'organisation des cadres et la nomination des chefs.

» Sept à huit cents personnes étaient réunies sur la place de la Mairie, lorsque, vers huit heures, les opérations commencèrent; une grande partie de ces personnes pénétrèrent dans les salles de l'hôtel de ville, et il ne resta dehors que ceux qui n'avaient pu entrer et qui durent attendre leur tour.

» A ce moment, plusieurs personnes remarquèrent beaucoup d'animation sur la place, et virent des groupes se former; certains visages avaient un air mystérieux et, enfin, tout faisait prévoir quelque chose d'inaccoutumé. On ne se trompait pas, et l'événement horrible qui suivit, en donna la triste preuve.

» Vers neuf heures, un citoyen honorable, M. D..., négociant en vins à Saint-André, se présenta pour accomplir son devoir de citoyen, et au moment où il allait franchir le seuil de la mairie, un homme de mauvaise mine, exerçant la profession de maçon, ayant subi plusieurs condamnations, et qui est resté longtemps placé sous la surveillance de la police, arrête M. D..., et l'interpelle en ces termes :

» — C'est donc vous, monsieur, qui voulez envoyer tous les ouvriers à la guerre?

« — Je ne sache pas, répondit M. D..., aussi poliment que possible, que j'aie jamais eu une pareille pensée.

» — Si, vous avez dit qu'il fallait faire partir tous les hommes de vingt à trente-cinq ans.

» — Eh! mon ami, si j'ai dit cela, ce serait du patriotisme de ma part, car j'avais deux fils : l'un est mort au service, où il était chirurgien de marine, et l'autre, le seul qui me reste, a vingt-huit ans; il est marié depuis cinq ans, et serait nécessairement compris dans la catégorie dont vous parlez... J'ai pu dire que, si nos contrées étaient envahies comme celles du Nord, nous devrions nous lever tous en masse, jeunes et vieux, et courir à la défense de notre sol menacé, et que je serais des premiers, malgré mes cinquante-quatre ans, à en donner l'exemple.

» — *Toi*, répondit le repris de justice, *tu es trop lâche* pour cela, et il saisit M. D... au collet.

» Celui-ci, voyant la tournure que les choses prenaient, songea à circonscrire le débat, et dit à son interlocuteur que, s'il était dans l'intention de lui chercher une querelle d'Allemand, il vînt à l'écart, et que là on s'expliquerait mieux, et en même temps M. D... se dirigea vers une des extrémités de la place; mais à peine avait-il fait quelques pas, qu'il était suivi non-seulement de son agresseur, mais de cinquante individus qui, le poussant et le bousculant, allaient lui faire un mauvais parti.

» M. D... comprit le danger, et il sentit qu'il ne pouvait en sortir que par un effort suprême; il se retourna tout à coup, fit face à ces forcenés, puis, s'étant acculé à une des portes latérales de la mairie, entouré comme une bête fauve par des chasseurs, il adressa à ces misérables des paroles de supplication, disant :

» — Mais pourquoi me poursuivez-vous ainsi? Je n'ai jamais fait de mal à aucun de vous. Pourquoi donc me traiter de la sorte? C'est affreux de votre part.

» Rien ne put y faire. Déjà plusieurs mains se levaient pour frapper M. D..., lorsque se sentant perdu, il tira un revolver de sa poche et s'écria :

» — Eh bien! tuez-moi, mais deux d'entre vous mourront aussi! Et il braqua son pistolet sur cette foule furieuse.

» Un moment ces lâches reculèrent; mais ils ne tardèrent pas à voir leur nombre s'augmenter de ceux qui étaient restés dans la salle, et à ce moment, sans l'intervention de deux braves gendarmes qui arrivèrent, c'en était fait de M. D...

» Or, pendant que les gendarmes parlementaient avec la foule, il fit un effort si violent, que la porte contre laquelle il était, céda, et qu'il se réfugia dans la mairie, dont il connaissait les issues, ayant fait longtemps partie du conseil municipal de la commune. Là, il se crut sauvé, mais son espoir ne fut pas de longue durée : la foule pénétra dans la mairie, monta l'escalier par lequel M. D... était passé, et arriva dans la salle du conseil où il s'était réfugié; il fut cerné, serré de

pres, et entendit vociférer ces mots : « A mort l'assassin ! il faut le jeter par la croisée. — Non, il faut le pendre. —Non, il faut aller le jeter à la rivière. — A mort l'assassin ! — A mort le brigand ! »

» A ce moment suprême où il ne s'agissait plus que de décider par quel moyen on assassinerait un honnête homme qui n'avait d'autre crime à se reprocher que d'être républicain de la veille, un brave et généreux citoyen eut une idée qui sauva M. D...

» — Mes amis, dit-il à ces forcenés, en tuant M. D..., vous vous mettez dans un mauvais cas; il a voulu tirer sur vous, c'est un crime dont il sera sévèrement puni : livrons-le à la justice, qui en fera son affaire.

» Les amis de M. D .., qui étaient accourus, s'emparèrent de cette idée et cherchèrent à la faire accepter; si bien que le malheureux D... put descendre l'escalier, non sans recevoir quelques bourrades.

» Mais comment décrire ce qui se passa au moment où il parut dans la rue? Mille bras se levèrent pour le déchirer; des cris sauvages retentirent, et un grand crime allait être commis lorsqu'un autre homme courageux, le juge de paix du canton, arriva en courant, fit écarter la foule, et plaçant son bras sous celui de M. D... : « Venez, monsieur, dit-il, et que quelqu'un porte la main sur vous ! »

» Au même instant, la femme de M. D... accourut haletante, échevelée : « Que veulent ces misérables? s'écria-t-elle. Tuer mon mari? touchez-le donc, lâches! Je ne suis qu'une femme, mais malheur à qui portera la main sur lui, entendez-vous ! Viens, mon ami ! »

» Le fils de M. D... était aussi accouru pour protéger son père; mais que pouvait ce jeune homme contre tant de scélérats?

» Et entre le juge de paix d'un côté, sa femme de l'autre, et protégé derrière par les deux gendarmes, M. D... partit pour la prison, suivi de cette foule ignoble qui continuait à lui lancer des cris de mort. Il arriva néanmoins sain et sauf jusqu'à l'endroit où on le conduisait. Une fois là, il était sauvé.

» Tout le reste de la journée et toute la nuit, d'honnêtes citoyens ont fait des patrouilles aux alentours de la prison; car un cri sinistre avait été prononcé : « Le feu, cette nuit! »

» Dans la nuit, M. D .. est parti pour Bordeaux, où il a été conduit de brigade en brigade, traversant la ville comme un malfaiteur, et, à peine arrivé, on le mena chez M. le procureur de la République. Ce magistrat l'a fait mettre sur-le-champ en liberté, assurant M. D... que le crime dont il avait failli être la victime ne resterait pas impuni, et qu'une enquête allait être ouverte, afin de reconnaître les vrais coupables, qui auront à rendre compte à la justice de leur criminelle tentative.

» Ajoutons, pour terminer cette triste description, que M. le maire de la commune est resté froid devant cette étrange scène, et que le président de la Société de secours mutuels de Saint-André, dont un grand nombre de membres faisaient partie de ce triste cortége, n'a pas prononcé une parole pour ramener ces forcenés à de meilleurs sentiments, et qu'au contraire on l'a vu, tout le temps, fumant son cigare, souriant et paraissant heureux de ce qui se passait.

» Nous espérons que la justice ne laissera pas impunie cette brutale atteinte à la paix publique et à la sécurité des citoyens. Il serait par trop fort que, sous la République, les républicains ne pussent manifester leurs sentiments patriotiques. Nous croyons savoir, d'ailleurs, que M. le préfet et M. le procureur de la république sont saisis de cette affaire. »

Les détrousseurs de cadavres. — Le capitaine Furstenberg, du 10e hussards prussiens, gisait sur le champ de bataille de Gorze, entre le 13 et le 19 août. Revenant à lui, vers l'aube, d'un long évanouissement, il vit des gens qui rôdaient autour de lui. Un de ces rôdeurs s'étant approché, il reconnut distinctement à son bras la croix des ambulances de Saint-Jean. Et le procès-verbal dressé sous la dictée du capitaine continue ainsi :

« J'allais réclamer l'aide de cet homme, lorsque ma voix s'arrêta à la vue de ce qui s'offrit alors à mes regards : l'homme à la croix appela trois autres individus qui étaient à quelque distance,

occupés à un groupe de Français morts ou blessés, et dont l'un portait le vêtement des aumôniers de l'armée et les deux autres, la croix des ambulances. En les regardant, je vis qu'ils défaisaient avec des couteaux et des ciseaux le devant des uniformes des morts ; ils commençaient par achever les blessés. S'ils ne trouvaient rien sur la poitrine, ils fouillaient les poches. Pour avoir les bagues, ils coupaient les doigts. C'est le prêtre qui empocha les bijoux.

» Enfin, ces hyènes s'approchèrent de l'endroit où j'étais couché. Je rassemblai toutes mes forces pour appeler au secours, lorsque l'un de ces gredins m'aperçut et accourut vers moi, tandis que les autres faisaient le guet. Heureusement, je sentis que mon revolver à six coups était à côté de moi, et je réussis a le décharger sur eux. Le prêtre tomba blessé, les autres se sauvèrent, mais ils furent rattrapés par le poste du camp.

» Il a été constaté par l'instruction que ces chevaliers de Saint-Jean étaient un aubergiste aisé et trois Belges employés dans les mines de Stolberg. On a trouvé dans leur repaire environ quatre-vingts bagues, dont plusieurs étaient attachées aux doigts coupés ; trois cents montres, des bourses et sacs remplis d'or et d'argent, et des épaulettes. On estime la valeur totale de ces objets à 750,000 francs. Ces misérables ont été transportés à la forteresse de Coblentz. »

Nécrologie. — On annonce la mort de : **Jules Duval**, mort d'un accident de chemin de fer à Plessis-lez-Tours, ancien avocat, substitut, et en dernier lieu attaché à la rédaction des *Débats*, de la *Revue des Deux-Mondes* et de plusieurs autres publications. — De M. Dominique **Coppée**, à Mons, éleveur de chevaux, fort connu sur les différents champs de course belges et français. — Du baron **Wedel Garlsberg**, ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de ~~Bade~~ Suède et de Norwége à Saint-Pétersbourg, décédé à Christiania, le 1er septembre. — De M. **Meyer**, ancien ministre du Royaume de Hanovre, décédé à Lunebourg.

SAMEDI, 24 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Orléans est probablement occupé à l'heure actuelle. Du moins les légendaires uhlans ont déjà pris possession de la gare de cette ville.

On avait dit qu'en présence des progrès de l'occupation prussienne, la question du changement de résidence de la délégation avait été examinée et résolue à Tours. Mais rien ne confirme aujourd'hui que la délégation songe déjà à se replier et qu'elle craigne pour sa sûreté.

Toul s'est rendu hier au grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, sur la base des conditions de la capitulation de Sedan. La garnison faite prisonnière se composait de 2,240 soldats et de 109 officiers. Les Prussiens ont trouvé 120 chevaux, 197 canons de bronze dont 48 rayés, 3,000 fusils, 3,000 sabres, 500 cuirasses et beaucoup de provisions de bouche.

Les nouvelles de Strasbourg sont mauvaises.

Un télégramme publié par le *Sun*, sous la date de Cologne, 23 septembre, contient ce qui suit :

« Le théâtre de Strasbourg a été incendié par une bombe. Deux cents personnes, presque toutes femmes, ont été brûlées dans la terrible conflagration. »

Un autre télégramme, également de Cologne, dit ceci :

« Le commandant de Strasbourg est retranché dans la citadelle, le seul refuge qui lui reste. On s'attend d'heure en heure à la reddition de la place. »

Rome. — On écrit de cette ville que des désordres auraient éclaté dans la cité léonine. Le général Cadorna, sur la demande du Pape, aurait envoyé ses troupes pour rétablir l'ordre.

Les troupes pontificales sont sorties le 22 de la ville, avec les honneurs de la guerre.

Le général Cadorna a publié la proclamation qui suit, en entrant sur le territoire pontifical :

« L'armée vient au milieu de vous pour sauvegarder la sûreté de l'Italie et votre liberté.

L'Indépendance de l'Italie sera plus inviolable au milieu de la liberté publique, que sous la protection de l'étranger.

Nous ne vous apportons pas la guerre, mais l'ordre et la paix.

Je ne dois pas intervenir dans le gouvernement et l'administration. Vous y pourvoirez ; ma mission se limite à maintenir l'ordre public et à défendre l'inviolabilité du sol de notre patrie commune. »

Une idée de M. de Girardin sur la défense nationale. — Par le temps qui court, une foule de gens sentent s'éveiller en eux la vocation et le génie militaires. Comme beaucoup de ses confrères, M. de Girardin a son idée sur la défense nationale : la sienne est de donner pour base à la défense nationale la résistance locale, personnelle, individuelle. Il vient de développer ses vues dans une proclamation aux départements. Voici les passages les plus saillants de cette pièce curieuse :

Paris a appelé à lui tous les jeunes gardes mobiles qu'il pouvait verser dans l'armée, en leur donnant la même arme qu'à elle : le fusil chassepot.

Il s'agit maintenant d'appeler la province, la garde nationale sédentaire, qui compte plus d'hommes que de fusils transformés ou non transformés.

En temps de guerre défensive, en temps d'invasions, lorsqu'il s'agit de défendre sa mère, sa sœur, sa femme, sa fille, sa demeure, son verger, son pré, son champ, sa vigne, sa récolte, sa semence, le maniement du fusil s'apprend vite. Le plus important n'est point de marcher au pas, mais de tirer juste et de ne pas gaspiller les cartouches.

A chacun sa tâche.

A l'initiative gouvernementale et centrale, agissant à Tours où elle a été transportée, le soin de n'épargner aucun effort, aucun sacrifice, pour former le plus vite possible avec nos débris épars et nos derniers appels deux armées, l'armée de la Loire et l'armée de Lyon, destinées à agir sur les derrières de l'armée de siége et à lui couper ses communications avec l'étroit orifice par lequel entrent d'Allemagne en France ses munitions sans nombre et ses levées sans fin.

A l'initiative personnelle et locale, s'inspirant de la grandeur du péril, le soin de faire comme dernière et suprême ressource le recensement de tous les hommes qui possèdent un fusil de chasse ou toute autre arme et de les organiser en petits détachements communaux opérant comme opéra autrefois la chouannerie et fermement résolus à empêcher les Prussiens de s'éparpiller sur toute la surface de la France pour y piller les récoltes, vider les caves, brûler les maisons, fusiller les hommes.

De l'initiative individuelle et locale dépendent donc l'honneur de la France et l'intégrité de son territoire.

Au nom de cet honneur et de cette intégrité, au nom du salut public, administrateurs et administrés communaux de tous les départements non envahis, mais menacés, ne tardez pas un seul

instant à vous affranchir de la tutelle administrative qui ferait empêchement à la défense locale.

Que partout s'établisse l'émulation, non pour se copier les uns les autres, mais pour faire ce qui sera le mieux approprié à la localité, à l'esprit de ses habitants, à leurs habitudes et à leur armement! Où manqueraient encore les fusils, il y a les faux et les fourches. Tout est bon à qui, ne prenant conseil que de son courage, est fermement déterminé à défendre sa vie, sa famille et son pays.

De Sedan à Paris, les Prussiens, trouvant devant eux le vide, encore le vide, toujours le vide, se sont témérairement avancés; cette témérité, ils la payeront cher si, derrière eux, à l'abri de chaque mur, à l'abri de chaque arbre, s'organise nationalement la défense locale qui les empêcherait de se répandre loin de Paris pour aller chercher des vivres. La faim est une alliée invincible que nous pouvons nous donner : donnons-nous-la!

Que les trop faciles succès remportés par les Prussiens non sur la France, mais sur la présomption et l'impéritie de ministres menteurs, ne nous abattent pas, ne nous troublent pas, ne nous ôtent pas la vigilance et le courage! Notre propre histoire, l'histoire de l'invasion de la France en Espagne; l'histoire de l'invasion de la France en Russie, n'est-elle pas là pour nous apprendre que des guerres peuvent commencer par les plus éclatantes victoires et finir par les plus lamentables désastres?

Organiser la défense locale, nationaliser la chouannerie, ce sera organiser la déroute prussienne. Que toute la presse départementale répète ce cri qui lui est adressé, et elle aura bien mérité de la patrie.

La défense nationale. — Une commission d'armement a été instituée à Tours; elle se compose, pour le moment, de MM. Jules Lecesne, président, Durangel, Ch. Lecesne, Marqfoy, lieutenant-colonel Thoumas.

Cette commission, avec l'approbation du ministre des travaux publics s'est attaché :

Comme inspecteurs, MM. Bayvet, Mayer, Thomas;

Comme directeur des ateliers, M. Toussaint.

Un décret de M. Crémieux, en date du 20, élève à 16 millions de francs le crédit ouvert à cette commission, qui avait été primitivement fixé à 10 millions.

Une statue de M. Billault. — Tout ce qui rappelle l'Empire et ses créatures a le triste privilége de provoquer les mépris et les colères des foules. En voici une nouvelle preuve :

Il y a quelques jours, un groupe assez nombreux s'est formé sur la place Lafayette, à Nantes, dans le but d'abattre la statue de l'ancien ministre, M. Billault. Ces individus avaient eu soin de se munir d'une grue et autres instruments nécessaires pour cette besogne.

Quelques citoyens se sont empressés de faire des observations tendant à obtenir qu'on laissât à l'autorité le soin de faire enlever cette statue. C'est ce qui a été fait. La statue a été descendue de son piédestal et remise, dit-on, aux membres de la famille Billault.

Un joueur à la baisse. — Voici de curieuses révélations sur les faits et gestes de M. de Grammont, à la veille de la déclaration de la guerre :

La *Gazette de Cologne* prétend tenir de bonne source que M. le duc de Grammont, ex-ministre des affaires étrangères de France, jouait à la Bourse et était fortement engagé à la baisse, à l'époque des négociations relatives à la candidature au trône d'Espagne du prince de Hohenzollern. La renonciation du prince, survenue le 12 juillet, lui aurait occasionné une forte perte, d'autant plus sensible qu'il avait été obligé, par sa position gênée, d'accepter les fonctions de ministre des affaires étrangères. La *Gazette de Cologne* rappelle que le prince doit

avoir dit qu'il y a vingt façons d'arranger le conflit, et explique en partie l'attitude du cabinet français par ces opérations financières (1).

Nouvelles de Willemshœhe. — Voici de curieux renseignements sur les impressions que Napoléon III aurait ressenties à son arrivée en Allemagne et à la nouvelle de la chute de l'Empire :

On écrit au *Times* que le roi de Prusse a offert une résidence à Wilhelmshœhe à l'Impératrice et au prince Impérial, et que l'offre n'a pas été acceptée. Le même correspondant dit que l'Empereur a rendu hommage à l'attitude du peuple allemand pendant tout son voyage jusqu'à Cassel. Un des officiers de l'entourage du prisonnier a même exprimé l'opinion que, dans des circonstances semblables, on ne pourrait guère attendre de la population française qu'elle se conduisît aussi bien. L'Empereur, depuis qu'il est en Allemagne, a apporté de grandes réductions à son train de vie, et a exprimé le désir de payer les frais de son séjour ; mais, comme le Roi de Prusse avait lui-même pourvu à tout, il a été impossible de donner suite à ce désir. Le personnel a toutefois été diminué et des chevaux vendus.

L'empereur, peu après son arrivée à Wilhelmshœhe, a reçu du prince Napoléon une lettre non cachetée, qui est parvenue à son adresse par l'intermédiaire du quartier général du Roi. Le prince y exprimait le désir d'être autorisé à voir l'Empereur, mais celui-ci a fait répondre qu'il ne tenait pas à recevoir la visite de son cousin.

Lorsque les nouvelles de Paris sont parvenues à Wilhelmshœhe, l'Empereur, perdant son calme ordinaire, s'est écrié : **Voilà le plus grand malheur qui pût arriver à la France. Une république ! Maintenant, messieurs, nous avons les mêmes ennemis vous et moi.**

L'empereur a fait au roi de Prusse une demande qui a été trouvée singulière et dénuée d'importance : c'était de pouvoir s'habiller comme tout le monde. « Il peut porter tout ce qu'il lui plaît, » a répondu le roi de Prusse.

Un officier a été chargé à Cassel d'aller prendre chaque matin les ordres de l'Empereur, puis de quitter le château, afin que le prisonnier se sentît libre, excepté quant à sa parole donnée.

L'empereur a été frappé du grand nombre de soldats qui se trouvaient en Allemagne et des gardes d'honneur qui l'attendaient dans toutes les stations où il passait. C'étaient des hommes de la landwehr. « On dirait, s'écria l'Empereur, de vieux soldats disciplinés, et ce n'est là pourtant que de la milice. — Ils sont l'un et l'autre, » lui répondit-on.

Petites nouvelles. — Nous apprenons, dit le *Constitutionnel*, que **M. Sencier**, ancien préfet du Rhône, incarcéré de par l'autorité de la commune de Lyon, a été mis en liberté le 16 courant. — L'amiral Fourichon, le nouveau ministre de la marine, a donné l'ordre de changer les noms des yachts impériaux, *le Prince-Impérial, le Prince-Jérôme, l'Impératrice-Eugénie, le Jerôme-Napoléon* et *la Reine-Hortense*, qui seront désormais *le Jupiter, le Hoche, le Turenne, le Desaix, le Kléber*.

DIMANCHE, 25 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre.—3,000 Prussiens ont occupé Pithiviers. On annonce de Beauvais qu'un combat a eu lieu entre Pontoise et l'Ile Adam.

(1) Il va sans dire que nous ne recueillons ces faits, comme tous ceux du même genre qu'on pourrait trouver plus loin, qu'à titre d'*on dit*, sans nous porter en rien garant de leur véracité, nous étant fait un devoir de recueillir toutes les rumeurs, vraies ou fausses, qui avaient cours en Europe pendant le siége de Paris. Nous espérons bien pour les personnes incriminées qu'elles sauront se justifier en temps et lieu et qu'elles nous sauront gré de leur avoir mis sous les yeux les bruits, probablement calomnieux, qui couraient sur leur compte. P. M.

On dément le bruit répandu par les Prussiens que la guerre civile aurait éclaté à Paris.

Entrevue de Ferrières. Insuccès de M. Jules Favre. Proclamation de la délégation à la France. Ajournement des élections municipales et à la Constituante (1). — Le sort en est jeté!.. Les négociations de Ferrières ont eu l'insuccès prévu : il n'y aura pas d'armistice et la guerre continue.

L'histoire impartiale et juste dira à qui incombe la responsabilité de ces faits lamentables. Elle dira de quel côté étaient le désir sincère de la paix, les prétentions sensées et équitables, le droit, la justice. Elle dira que le gouvernement républicain a été conséquent avec les principes qu'il professe, en se déclarant prêt à faire la paix à tout prix, à condition, toutefois, que le droit des populations de l'Alsace et de la Lorraine à conserver la nationalité de leur choix fût sauvegardé.

Les prétentions dures et hautaines de M. de Bismark sont un défi jeté à la France. La France saura le relever comme il mérite de l'être, et l'entrevue de Ferrières, qui eût pu, avec un peu de condescendance et d'esprit de justice du côté de la Prusse, devenir un acheminement à une paix solide et durable, aura pour effet d'amener de nouveaux désastres et d'élargir le fleuve de sang qui sépare aujourd'hui deux peuples faits pour s'aimer et s'estimer mutuellement.

Jusqu'ici, c'était sur Napoléon III exclusivement que le sang versé devait retomber. L'Allemagne repoussait une agression injuste et violente. Depuis Ferrières, depuis le rejet de propositions de paix admissibles au point de vue de la justice, de la raison, de l'humanité et de la sécurité future de l'Allemagne, Guillaume a sa part de responsabilité directe et personnelle dans les maux qui vont épouvanter le monde.

Jusques à quand les peuples se laisseront-ils mener à l'abîme par ceux-là même qui devraient assurer leur paix et leur bonheur?

Le gouvernement de Tours vient d'adresser aux préfets et sous préfets la dépêche suivante :

Faites afficher, publier et connaître de suite la proclamation suivante et le décret :

A LA FRANCE.

Avant l'investissement de Paris, M. Jules Favre, Ministre des affaires étrangères, a voulu voir M. de Bismark pour connaître les dispositions de l'ennemi.

Voici la déclaration de l'ennemi :

La Prusse veut continuer la guerre et réduire la France à l'état de puissance de second ordre.

La Prusse veut l'Alsace et la Lorraine jusqu'à Metz, par droit de conquête.

La Prusse, pour consentir à un armistice a osé demander la reddition de Toul, Strasbourg et du Mont-Valérien.

(1) Les conférences de Ferrières entre MM. de Bismark et J. Favre eurent lieu les 19 et 20 septembre, et ce fut à la date du 24 septembre que la délégation de Tours en porta le résultat à la connaissance du pays.

Paris exaspéré s'ensevelirait plutôt sous ses ruines. A d'aussi insolentes prétentions, en effet, on ne répond que par la lutte à outrance.

La France accepte cette lutte et compte sur tous ses enfants.

Les membres délégués du Gouvernement,

CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, FOURICHON.

Décret : Vu la proclamation ci-dessus et la gravité des circonstances, le Gouvernement décrète :

1° Toutes élections municipales et pour l'assemblée constituante sont suspendues et ajournées.

2° Toute élection municipale déjà faite est annulée.

3° Les préfets pourvoiront par le maintien des municipalités actuelles ou par la nomination des municipalités provisoires.

CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, FOURICHON.

Paris. — On a des nouvelles de Paris par ballon. Les nouvelles sont excellentes et de nature à encourager l'esprit de résistance qui se fait jour partout.

Voici le texte de la dépêche de Tours qui porte ces renseignements à la connaissance de la France :

TOURS, *dimanche,* 25 *septembre.*
7 heures soir.

Un billet de **M. Gambetta,** adressé personnellement à **M. Crémieux** et arrivé par un ballon, dit :

« Paris est prêt à une résistance héroïque. Tous les citoyens, ceux des partis extrêmes comme ceux de l'ancienne réaction, sont d'accord pour soutenir énergiquement le gouvernement. Si vous apprenez par des dépêches prussiennes que des troubles ont éclaté dans Paris, n'y croyez pas. Démentez énergiquement. Nous avons des forces immenses en garde nationale, mobiles et troupes de ligne, avec tous les approvisionnements et munitions nécessaires. Nous pouvons tenir tout l'hiver. Que la France fasse un héroïque effort. »

L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine et l'opinion publique en Allemagne. — La diplomatie prussienne soutient *urbi et orbi* que la sécurité de l'Allemagne réclame l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. En tenant ce langage, la diplomatie prussienne peut refléter l'opinion vraie ou feinte de la Cour et de M. de Bismark; mais il est une chose certaine, c'est que le peuple allemand ne tient pas à l'annexion forcée, violente, contrainte, des Alsaciens et des Lorrains.

Plusieurs démocrates allemands ont déjà protesté hautement, solennellement, de leur répulsion pour toute politique de conquête et d'envahissement. Voici maintenant ce qu'un des organes les plus modérés et les plus populaires de la presse allemande, la *Gazette de Cologne*, se fait écrire de la Lorraine même au sujet de l'annexion des Lorrains et des difficultés que cet acte de violence rencontrerait :

« Votre article du 18 septembre, dans lequel vous combattez l'exagération des prétentions annexionistes de la Prusse, est, pour quiconque a étudié la Lorraine, la traduction fidèle des sentiments de cette province. Depuis six semaines que je suis ici, je n'ai cessé de courir le pays et de causer avec ses habitants : la population est française jusqu'au fond du cœur, et c'est à peine si, le long de la frontière, on retrouve quelques traces d'éléments allemands. Parler de l'annexion de cette contrée, de l'incorporation de Metz et de Nancy, me paraît un contre-sens politique. L'Allemagne s'attacherait au corps un pays dont les antipathies et les résistances lui créeraient des difficultés bien plus sérieuses encore que celles que la Lombardie et la Vénétie ont naguère suscitées à l'Autriche;

car le patriotisme des habitants de cette province française ne le cède en rien à celui des Italiens. La France entretiendrait parmi eux une agitation continue, que la similitude de langue et de mœurs rendrait plus facile et efficace encore. Nulle part la Prusse ne rencontrera de haines plus vives qu'en Lorraine. Pour germaniser cette province, il faudrait y maintenir l'état de siége à perpétuité. »

Les légitimistes et la défense nationale. — On sait que les organes bonapartistes mettent leurs haines et leurs rancunes au-dessus des exigences et des convenances de la défense du sol. D'après eux, il faudrait faire le vide autour du gouvernement du 4 septembre. Les légitimistes n'ont pas les mêmes antipathies ni la même répulsion à tendre la main aux républicains sur le terrain neutre de la défense nationale.

L'*Union*, qui s'imprime maintenant à Tours, publie les pièces très-intéressantes que voici :

« Tours, le 22 septembre 1870.

» Monsieur le Ministre de la Guerre,

» J'ai l'honneur de solliciter l'autorisation de lever dans la Vendée des volontaires destinés à harceler l'ennemi comme éclaireurs et francs-tireurs.

» Vous connaissez le courage des Vendéens.

» Vous savez quelle fut l'influence de mon nom dans ce pays.

» Je serais honteux dans la circonstance présente de n'en pas profiter pour aider à repousser l'ennemi et à sauver l'honneur de la France.

» Je suis, Monsieur le Ministre, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

» HENRI DE CATHELINEAU.

» Approuvé : GLAIS-BIZOIN.

» Approuvé et fortement recommandé à M. le Ministre de la Guerre.

» CRÉMIEUX. »

Le Ministre a immédiatement répondu :

« Ministère de la Guerre.

» Le Ministre secrétaire d'État de la Guerre autorise M. de Cathelineau (Henri) à exercer les fonctions de commandant dans le corps-franc des volontaires de la Vendée, et lui reconnaît le titre de belligérant.

» Tours, le 22 septembre 1870.

» Pour le Ministre et par son ordre :

» *Le Secrétaire Général,*

» LEFORT. »

» M. de Cathelineau a immédiatement adressé la proclamation suivante aux provinces de l'Ouest :

« Tours, siége du gouvernement de la défense nationale, le 22 septembre 1870.

» BRAVES HABITANTS DE L'OUEST !

» VENDÉENS ! BRETONS !

» L'ennemi est au cœur de la France, redoutable et terrible ; il avance de jour en jour.

» Levons-nous pour défendre nos femmes et nos enfants ; n'attendons plus, levons-nous !

» Que notre seule ambition soit le salut de la patrie ; pleins de confiance en Marie et couverts de son égide, partons.

» Nos pères ont combattu pour la foi, ils furent des héros ; ils sont morts, mais ils furent victorieux, car leur foi fut sauvée, et leurs noms glorifiés survivront d'âge en âge.

» Vous, leurs dignes enfants, levez-vous ! La France éprouvée a tourné vers vous ses regards ; elle vous appelle, elle vous attend pour sauver son honneur.

» Que notre cri à nous soit : *Dieu et la France !* et nous serons victorieux.

» Un vieux soldat vendéen,

» CATHELINEAU. »

» Cette proclamation est suivie d'une note ainsi conçue :

« Occupé à organiser une commission pour votre armement, dans quelques jours je serai au milieu de vous et vous ferai connaître le rendez-vous général.

» Uniforme : Petit chapeau mou avec plume noire sur le côté ; Pantalon bleu foncé, liseré bleu clair ; Vareuse même couleur ; Ceinturon bleu clair, couleur du liseré. »

Les ballons. — Voici le télégramme par lequel on annonce la descente d'un aéronaute parisien :

« Tours, 25 septembre.

» Un ballon portant des dépêches, expédié de Paris le 23, est arrivé à Evreux le même jour, à 11 heures. Les conditions exigées par la Prusse ont causé une extrême irritation à Paris.

» La ville était complétement cernée par les Prussiens, à une distance de 2,000 à 3,000 mètres au delà des forts. L'attitude de la population française était très-déterminée. Personne ne pouvait circuler dans les rues, sans permission, après dix heures du soir.

» Le gouvernement de Paris a publié un décret abolissant l'art. 75 de la Constitution de l'an VIII qui établissait l'inviolabilité des fonctionnaires publics. »

Les voyages de M. Thiers. — Le célèbre homme d'État est arrivé le 24 à Vienne. Il a eu une conférence avec M. de Beust. Il devait partir pour Saint-Pétersbourg dans la soirée.

LUNDI, 26 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le sort de Bazaine et de son armée est toujours la grande préoccupation de la France. Tout le monde sent que de la délivrance de l'armée du Rhin dépend en grande partie le résultat futur des opérations militaires.

Malheureusement les nouvelles qui nous arrivent de Metz ne sont pas bonnes.

Le *Times* annonce que le maréchal Bazaine offre de capituler si la garnison peut sortir avec ses armes et sous la condition de ne plus servir contre la Prusse pendant trois mois.

Il est sorti en force, ajoute-t-il, vendredi dernier, dans la direction de Thionville ; mais après un combat de quatre heures, il a été repoussé avec pertes.

Paris. — L'*Indépendance belge* a reçu des nouvelles de la grande ville, par voie aérostatique. Voici ce que lui écrivait *Nadar*, à la date du 22, touchant les sentiments des Parisiens et les dispositions à la résistance :

« Nous venons de passer à côté d'un terrible danger : l'armistice demandé par notre gouvernement est refusé par la Prusse. C'était la guerre civile, et jamais, à une époque d'aucune histoire, populace ne fut plus universellement et formidablement armée. La redoutable ceinture des faubourgs n'eût eu qu'un mouvement à faire pour se serrer et étouffer le centre.

» Le refus de M. de Bismark, qu'il en soit béni, nous a permis de respirer, et, comme la veine nous revient, il se trouve que cette tentative si dangereuse de notre gouvernement a mis de notre côté le bon droit, que nous avions si peu en déclarant cette abominable guerre. Aujourd'hui nous

rattrapons l'équilibre que nous avions si impérialement perdu. Ce n'est pas seulement avec des canons et des chassepots qu'on fait la guerre : ce n'est pas impunément qu'après avoir donné pendant vingt ans aux autres nations le plus lamentable exemple, nous avions mérité de n'avoir au monde ni un allié ni un ami. Nous avons été si cruellement châtiés dans notre honneur, par notre sang et notre ruine, que l'expiation doit s'arrêter.

» Nous espérons tous qu'elle s'arrêtera bientôt, et que la guerre ne sera pas pour la France républicaine ce qu'elle a été pour la France impériale. La Prusse refuse implacablement la paix à son ennemi désarmé, mais tout se paye, et ce refus injuste et cruel lui sera compté. Le terrible drame que nous représentons devant le monde et devant l'histoire n'est pas fini. Le 4e acte a été douloureusement émouvant. Nous attendons le cinquième, et la rénovation morale que nous a faite la chute de l'empire nous donne confiance dans le dénoûment. »

Entrevue de Ferrières. Échec de M. Jules Favre. — Voici en quels termes une dépêche de Berlin annonce l'insuccès des négociations de Ferrières :

« BERLIN, *dimanche, 25 septembre.*

» Les conditions de M. de Bismark pour un armistice qui permît de convoquer une Assemblée constituante, avaient seulement pour but d'assurer l'entretien de nos armées et se bornaient à la reddition de Strasbourg, de Verdun et de Toul.

» Depuis lors, cette dernière ville ayant été prise et Strasbourg ne pouvant plus tenir que peu de temps, ces conditions étaient très-modérées.

» Mais M. Jules Favre les a formellement déclinées.

» La guerre sera donc continuée.

» Ceci contredit en même temps les assertions mensongères relatives à d'autres demandes prétendûment faites au sujet du mont Valérien. »

Les conditions étaient très-modérées, dit le télégramme prussien. Nous saurons plus tard ce qu'il faut penser de cette assertion.

Italie. Annexion de Rome. —Voici un télégramme du 25 septembre.

« Tous les prisonniers politiques à Rome ont été mis en liberté, entre autres, **Petroni**, qui est resté dix-sept ans sous les verrous.

» Le général **Cadorna** a choisi dix-huit citoyens pour former un gouvernement provisoire de Rome. En l'installant dans ses fonctions, il a prononcé ces paroles :—«Vous êtes appelés à remplir une sublime tâche.

» Le 20 septembre marque une grande époque dans votre mission. Il inaugure une ère nouvelle » pour l'unité italienne qui, enfin complétée, constituera Rome de nouveau capitale du royaume. » Dieu bénit manifestement l'Italie. »

Voici, d'autre part, un télégramme de Rome, 26 septembre :

« Il règne dans la ville un ordre parfait. La promenade du Pincio regorge de promeneurs.

» Mme **Bonaparte**, qui est religieuse au couvent du Sacré-Cœur, a fait appeler le général **Masi**, commandant de Rome, afin de réclamer sa protection dans le cas où il y aurait des démonstrations pénibles contre la famille impériale de France. Le général s'est rendu immédiatement au couvent et a réussi à rassurer Mme Bonaparte.

» On a vu circuler un grand nombre d'équipages conduisant des monsignori et des cardinaux au Vatican. Les troupes italiennes, à mesure qu'ils passaient, leur rendaient les honneurs militaires en portant les armes.

» Le Saint-Père est tout étonné et fort satisfait de voir la tenue des troupes italiennes depuis leur entrée dans Rome. Il parcourra demain en voiture les rues de la ville.

Siége de Strasbourg. Réception de la députation helvétique. — Une députation de la Confédération helvétique, munie

de l'autorisation des autorités prussiennes, a pu se rendre à Strasbourg pour arracher une partie de la population invalide et féminine aux coups des terribles engins de destruction des assiégeants.

On ne lira pas sans émotion le récit suivant, emprunté au *Courrier du Bas-Rhin* :

« La députation de la Confédération helvétique est arrivée le 11 septembre à Strasbourg, à onze heures et demie. Un parlementaire est allé la prendre en avant des lignes prussiennes. Elle était composée, ainsi que le dit la lettre du gouvernement suisse, de MM. le docteur **Soëhmer**, président de la commune de Zurich ; le colonel **Buren**, président de la commune de Berne ; le docteur **Bischoff** de Bâle, secrétaire d'État ; un de nos concitoyens, **M. Staeh'ling**, membre de l'ancien conseil municipal, accompagnait ces messieurs, qui, à la recommandation officielle du gouvernement helvétique, joignait encore celle de nombreuses relations personnelles avec les habitants notables de Strasbourg.

» Une foule émue s'était portée à la rencontre des délégués de la Suisse. Au milieu des débris et des décombres encore fumants du Strasbourg national, la population de Strasbourg attendait leur entrée.

» La commission municipale, ayant à sa tête M. le maire **Humann**, se rendit à 11 1/4 heures à la porte extérieure pour recevoir les délégués. Quand le pont-levis s'abaissa, toutes les têtes se découvrirent ; une émotion poignante s'empara de tous les assistants. M. le maire, entouré des membres de la commission municipale, s'avança vers les délégués suisses et prononça l'allocution suivante :

« Messieurs, l'humanité, la charité chrétienne vous amènent au milieu d'une ville ravagée au » nom d'un prétendu droit de guerre. Soyez les bienvenus et recevez l'expression de notre profonde » reconnaissance. Bien des souvenirs nous rattachent à vous, vous venez les resserrer encore ; et » nous trouvons toujours des amis dans les nobles citoyens de la République helvétique, qui jadis » étaient les alliés de Strasbourg et qui, sous nos rois, n'ont jamais cessé d'être avec la France » dans les termes d'une étroite alliance.

» Oui, Messieurs, soyez les bienvenus dans ces jours si douloureux pour notre cité, vous qui » venez pour sauver des femmes, des enfants, des vieillards, que n'avaient pu soustraire aux hor- » reurs de la guerre ni le général gouverneur de la place, ni l'évêque vénéré du diocèse.

» Rapportez à l'Europe le spectacle dont vous allez être témoins dans nos murs, dites ce qu'est » la guerre au XIXe siècle.

» Ce n'est plus contre des remparts, contre des soldats, que le feu est dirigé ; c'est contre les » populations qu'elle se fait ; ce sont des femmes et des enfants qui en sont les principales victimes.

» Nos remparts, vous l'avez vu, sont intacts ; mais nos demeures sont incendiées. Nos églises, » monuments séculaires et historiques, sont indignement mutilées ou détruites, et notre admirable » bibliothèque est à jamais anéantie.

» La conscience de l'Europe du XIXe siècle admettra-t-elle que la civilisation recule à ce point de » vandalisme, et que nous retombions sous l'empire des hordes de la barbarie? Vous pourrez dire » tout cela à l'Europe ; mais dites également que ces cruautés, ces dévastations, ces actes renou- » velés des musulmans et des barbares, sont inutiles, qu'ils n'ont point dompté nos courages, et » que nous voulons toujours rester de courageux et fermes Français, et comme vous, messieurs, » des citoyens fidèles et dévoués à la patrie. »

» A ces paroles nobles et patriotiques, M. Bischoff, de Bâle, répondit en quelques mots simples » et touchants. »

Le libéralisme prussien. — La presse démocratique, en Allemagne, pousse les hauts cris à propos de l'arrestation arbitraire et injuste de M Jacoby. Le grand crime de cet homme politique est de ne pas approuver la politique hautaine, égoïste et cruelle de ses seigneurs et maîtres Guillaume et de Bismark. Sa détention n'a pas d'autre cause.

Voilà où en sont la *justice* et le *libéralisme* en Prusse !...

Tentative de suicide de Napoléon III. — Le *Wanderer* fait le récit suivant d'une prétendue tentative de suicide dont le château de Wilhelmshœhe aurait été le théâtre, le 18 de ce mois :

« Depuis quelques jours, Napoléon semblait en proie à une agitation insolite. Il recevait à tout instant des lettres et des dépêches, parlait peu, ne sortait pas. Hier pourtant, à cinq heures, il quitta sa chambre en ordonnant qu'on le fît suivre immédiatement de tous les messages qui arriveraient pour lui. Deux dépêches, datées l'une de Bruxelles, l'autre de Hastings, lui furent en effet apportées dans le parc. Il les parcourut rapidement et pâlit. Puis, il rentra aussitôt au château et s'enferma dans sa chambre. Après deux heures d'attente, l'inquiétude gagna les personnes de son entourage et l'on résolut de pénétrer chez lui. Le prince Murat frappa et appela sans obtenir de réponse. On enfonça la porte et on trouva Napoléon étendu sans connaissance sur un canapé. Deux médecins, requis en hâte, parvinrent à le faire revenir à lui, après une heure de soins. Tout le monde croit à une tentative de suicide, bien que, cela va sans dire, aucun rapport officiel ne confirme le fait. Le gouverneur prussien de Cassel arriva pendant la nuit, et ne quitta le château que le lendemain matin, pour télégraphier ces nouvelles au quartier général. Toute la population de Cassel s'est rendue aujourd'hui à Wilhelmshœhe pour voir Napoléon; mais il est indisposé et garde la chambre. »

MARDI, 27 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les journaux de Tours, à la date du 26, publient des nouvelles favorables aux armes françaises.

Les Prussiens auraient été vivement attaqués, à Paris, sous Villejuif; le moulin Saquet et la redoute des Hautes-Bruyères seraient restés au pouvoir des Parisiens.

Le même jour, le général Bellemare a attaqué Pierrefitte et chassé l'ennemi.

La Prusse a autorisé les navires marchands à entrer de jour dans le port de Kiel.

L'armistice conclu à Mézières pour l'évacuation des blessés a été dénoncé. Les hostilités reprendront dans 48 heures. On prévoit un siége pour Mézières, qui est prêt à faire son devoir.

La situation de Metz préoccupe toujours vivement l'opinion. Les rumeurs les plus étranges circulent touchant les vues personnelles du maréchal Bazaine. Les Prussiens, voulant sans doute paralyser l'élan de résistance du peuple français, cherchent à faire croire que l'épée et le dévouement du généralissime de l'armée du Rhin resteraient acquis à l'hôte de Wilhemshœhe.

Voici, à ce propos, ce qu'on télégraphie de Berlin, à la date du 26 :

« On rapporte, avec apparence de vérité, qu'un officier prussien est allé à Metz avec un drapeau de parlementaire pour arrêter la fusillade. Le maréchal a déclaré qu'il travaillait à conserver l'armée et la forteresse pour l'Empereur, et qu'il ne connaissait pas la république. »

Rome. — On annonce que le général Cadorna a ordonné qu'on ren-

drait les honneurs dus aux souverains, au Saint-Père, et aux cardinaux, ceux dus aux princes du sang.

Il paraît, toutefois, que le Saint-Père et les cardinaux refusent ces honneurs, le Saint-Père restant au Vatican, les cardinaux ne traversant la ville que dépouillés de leurs insignes.

Les voyages de M. Thiers. — On prétend avoir à Berlin des renseignements certains sur les démarches que M. Thiers vient de faire dans la capitale de l'Autriche. Voici ce qu'on publie à ce sujet :

« Des avis authentiques de Vienne annoncent que la mission de M. Thiers a complétement échoué. Dans son entrevue avec M. de Beust, il a déclaré que cette mission avait pour objet d'éveiller l'attention des puissances neutres sur leurs intérêts, par suite de la situation présente de la France, afin qu'elles obtinssent des conditions favorables pour la paix en exerçant une pression sur l'Allemagne.

» Le comte de Beust a répondu que l'Autriche, tout en faisant des vœux en faveur des intérêts de la France, ne se trouve pas pour le moment et ne s'est pas trouvée depuis l'ouverture de la guerre, en position de faire aucune démarche active dans les circonstances actuelles. »

L'entrevue de Ferrières et la presse européenne. — L'opinion publique, sur tous les points de l'Europe, apprécie sévèrement la conduite de M. de Bismark à Ferrières.

Un journal de Londres, le *Standard*, dit que le comte de Bismark a commis une grande erreur en traitant le gouvernement provisoire avec tant de hauteur. Il aurait dû l'accueillir comme le meilleur auxiliaire pour une solution satisfaisante de la guerre.

Les conditions de la Prusse devaient être rejetées par un gouvernement désireux de maintenir l'honneur de la France.

Beaucoup de journaux, chez les neutres, tiennent un langage analogue.

Tentative de suicide de Napoléon III. — Les journaux démentent aujourd'hui le fait narré si sérieusement par le *Wanderer*. En tout cas, cette tentative eût été vraie, qu'elle n'eût guère étonné beaucoup de gens en France et en Europe.

MERCREDI, 28 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Un événement malheureux, un nouveau revers, la capitulation de Strasbourg, attriste aujourd'hui tous les amis de la France. C'est hier soir que cette ville, si française par le cœur et par ses aspirations élevées et généreuses, s'est rendue à ses implacables ennemis, à ceux qui veulent la broyer sous un joug de fer et lui enlever pour toujours sa nationalité et sa liberté.

Toute prolongation de résistance a semblé inutile aux braves soldats

qui y défendaient si vaillamment l'honneur et le drapeau de la France.

Les Prussiens ne s'attendaient pas à une reddition aussi immédiate. Aussi la nouvelle de la capitulation a été saluée avec joie en Allemagne, où l'on espère toujours une prompte fin de la guerre.

La ville d'Orléans, qui avait été souillée momentanément par la présence d'un petit corps d'ennemis, est actuellement rendue à elle-même. On compte y organiser la défense de façon que les Prussiens n'y entrent plus sans coup férir.

La capitulation de Strasbourg a mis entre les mains des Allemands 451 officiers et 17,000 soldats, y compris les gardes nationaux.

Les Prussiens espèrent qu'avec les forces devenues disponibles par la reddition de Strasbourg, ils pourront déblayer la Haute-Alsace des francs-tireurs qui leur causent beaucoup de mal.

Les voyages de M. Thiers. — L'illustre homme d'État est arrivé hier matin à Saint-Pétersbourg; il est descendu à l'hôtel Demuth.

Le Mont-Valérien. — Cette gigantesque position militaire préoccupe l'état major prussien. Des cercles militaires, ces préoccupations passent dans la presse allemande. Voici ce que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* dit à ce sujet :

« Ce fort, le plus important des fortifications de Paris, couvre, isolément, le front occidental de Paris. Il est situé sur la rive gauche de la Seine au nord de Saint-Cloud, sur le chemin de fer de Versailles, au sud de la route impériale de Cherbourg et entre les villages de Puteaux, Suresnes, Réveil et Nanterre. La base de la place domine la Capitale et notamment les localités voisines, Neuilly et Boulogne, ainsi que les bois de ce nom. Les flancs du fort dominent les routes déjà citées, et le massif sur lequel il est assis, comble la presqu'île qu'entoure la Seine.

» L'importance du Mont-Valérien est telle, qu'on peut le considérer comme une forteresse à part. La montagne isolée qui le supporte est couronnée par un pentagone bastionné, et son pied est entouré d'une seconde enceinte.

» En arrière des bastions s'élèvent des cavaliers très-élevés, en partie prolongés jusqu'aux courtines : ces cavaliers ont une double ligne d'embrasures. La crête du glacis et le mur d'escarpe supportent encore des murs crénelés pour des feux étagés, de sorte qu'avec une garnison suffisante, le fort peut produire un maximum d'effet. Les casernes qui se trouvent sur le sommet du Mont-Valérien se composent d'un rez-de-chaussée et de deux étages casematés. Les murs de la plate-forme et les nombreuses poternes sont également voûtés.

» Les travaux de terrassement seuls ont absorbé un million de mètres cubes de remblai.

» Le fort s'élève, à son enceinte inférieure, à 125 mètres d'altitude au-dessus du niveau de la mer et à 45 mètres au-dessus du terrain environnant. Mais comme les hauteurs du village de Garche, qui n'est distant du fort que de 2,000 mètres, ont une altitude de 155 mètres et dominent encore de quelques mètres les parties les plus élevées du fort, cet inconvénient, avec celui d'offrir par son isolement un excellent point de mire au tir des assiégeants, contribue à affaiblir considérablement l'importance de ces beaux travaux, ainsi que la valeur de la forteresse elle-même. »

La défense nationale à Tours. — La délégation vient de prendre une mesure énergique : elle a décrété l'institution de conseils de guerre, pour la garde nationale comme pour les troupes régulières.

En même temps on a ordonné la levée en masse des jeunes gens de

l'âge de 25 ans. Des ordres ont été également donnés pour réunir les armes et les munitions nécessaires.

La défense nationale à Lyon. — La grande cité lyonnaise ne reste pas en arrière du mouvement de résistance qui se fait jour et qui s'accentue sur plusieurs points de la France.

« On écrit de cette ville qu'il y a beaucoup d'enrôlements volontaires ; on travaille avec ardeur aux fortifications ; on s'occupe d'organiser des corps de francs-tireurs. Le principal est une légion franco-polonaise qui a pour organisateurs deux hommes ayant fait leurs preuves dans la guerre de partisans pendant les dernières insurrections polonaises : l'un est le colonel **Dombrowski** ; l'autre le capitaine **Wolowski**. On parle d'une proclamation qui serait adressée par la légion au corps d'armée composé de soldats du grand-duché de Posen, qui fait partie de l'armée prussienne.

» Il y a aussi en formation un bataillon de francs-tireurs dont le commandement est confié au fameux général **Cluseret**.

» C'est surtout dans ces vues de défense nationale que le conseil municipal a voté un emprunt de dix millions. Trois de ses membres doivent, en outre, aller à Tours pour s'entendre sur cette question importante avec la délégation du gouvernement.

» Il est vrai que les Lyonnais sont persuadés que si Paris ne crée pas trop de difficultés aux Prussiens, ceux-ci pousseront une pointe vers Lyon, et que des opérations importantes pourraient bien s'engager sur la ligne du Sud-Est avec embranchement d'action sur la ligne de Belfort. »

JEUDI, 29 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Verdun est faiblement attaqué.

Le général Falkenstein marche sur Lyon.

On parle de la prolongation de l'armistice qui a été conclu à Mézières. La suspension des hostilités durerait jusqu'au 9 octobre.

La grande nouvelle du jour est celle d'une sortie qui aurait été faite à Metz le 27. Les Français auraient d'abord occupé Lagrange et Colomby. Mais ils auraient dû ensuite évacuer ces points, en présence des forces considérables que les Prussiens leur auraient opposées. Les villages de Lagrange et de Colomby ont été incendiés par les Prussiens.

Ce serait donc encore une défaite à notre passif militaire déjà si chargé. Quand en sera-t-il autrement?

Reddition de Strasbourg. — Nous recueillons les détails suivants dans une correspondance adressée de cette malheureuse cité au *Journal de Francfort*. On verra combien la ville a souffert et de quel esprit de résistance quand même la population civile et militaire était animée.

Il y a eu des exécutions sommaires à l'entrée des vainqueurs..... Comme M. de Bismark a bonne grâce à réclamer l'annexion de populations aussi antipathiques au joug prussien!

« Vous connaissez déjà la reddition inespérée de Strasbourg qui, dans toutes les classes de la population, a soulevé des transports de joie. Je résolus d'entrer à tout prix dans la ville, et mes efforts furent couronnés de succès. Je viens vous donner une description succincte de la situation actuelle de Strasbourg. Aujourd'hui cette belle cité est en partie détruite.

» Le drapeau blanc avait été hissé à 5 heures 15 minutes; toute l'artillerie de siége cessa le feu, à l'exception de deux batteries, d'où un rideau de grands arbres empêchait ses canonniers d'apercevoir le signal de la reddition. Toutefois, lorsqu'une demi-heure plus tard le drapeau blanc flotta au haut de la tour de la cathédrale, ces batteries arrêtèrent également leur feu. A mon arrivée à Strasbourg, la garnison prisonnière avait déjà été conduite à Rastadt; beaucoup d'officiers, libres sur parole, étaient partis pour la Suisse. Un convoi spécial transporta à Rastadt un détachement de troupes pour la garde des prisonniers. Nos soldats étaient occupés partout à ouvrir les portes qui n'étaient pas tombées en ruines, à déblayer les décombres et les obstacles et à rendre aussi promptement que possible l'accès de la ville praticable. La rue des Bouchers était parsemée d'objets d'équipement de toute espèce : havre-sacs, fusils, képis, cartouchières et baïonnettes, tout gisait là dans le plus grand désordre. Un grand nombre de gardes mobiles avaient brisé leurs armes ou les avaient jeté dans l'Ill.

» On me dit que les soldats avaient montré la plus grande exaspération au sujet de la capitulation. De simples soldats crachaient à la figure de leurs officiers et les poursuivaient de leurs injures, jusqu'à ce qu'un officier, qui honorait le courage malheureux, vînt mettre un terme à ce scandale et menaçât de faire fusiller les coupables. Les officiers virent partir leurs troupes dans un morne silence. Le général Ulhrich, qui était arrivé avec d'autres officiers supérieurs à Dinglingen, est parti immédiatement pour Bâle.

» Tous les magasins de la ville que les boulets avaient épargnés, étaient ouverts; nos troupes y entraient en foule pour faire leurs emplettes.

» Je n'ai pas trouvé la ville aussi endommagée par le bombardement que je me l'étais imaginé. Les rues de la Tour-Blanche, de Broglie et de la Cathédrale ont souffert le plus et n'offrent plus que des monceaux de ruines. C'est horrible à voir : des poutres et des murs écroulés barrent le passage, c'est l'image de la destruction. La fumée et l'odeur du brûlé remplissent les rues, et l'on voit encore de légers nuages de vapeur jaillir des nombreux brasiers.

» Les habitants, qui revoient pour la première fois le ciel pur et le soleil, assistent muets et atterrés à ce spectacle et cherchent en pleurant leurs foyers dévastés. On dirait qu'un immense incendie a dévoré tout et a étendu sa fureur sur tout le voisinage. Les boulets innombrables qui ont troué les demeures, ont laissé partout leurs traces. Ici ce sont des toits déchirés, des débris de tuiles semés dans les rues et sur les places ; là, un mur entr'ouvert laisse voir des meubles brisés; partout, enfin, on voit les vitres, les boutiques, les maisons atteintes par les projectiles ou par l'incendie.

» La cathédrale est sans doute endommagée, mais pas dans ses parties importantes. Des débris de tourelles et d'ornements gisent par terre tout autour de l'édifice.

» La citadelle a horriblement souffert; ici, l'œuvre de la destruction est complète. Les revêtements en pierre des remparts se sont détachés, les remparts mêmes se sont effondrés et ont enterré les canons et comblé les fossés. Il n'y a plus un seul bâtiment debout.

» Lorsque nos troupes firent leur entrée à Strasbourg, deux de nos grenadiers furent grièvement blessés par la populace. On arrêta sur-le-champ les auteurs de l'attentat; on forma le cercle et, après un jugement sommaire, on les fusilla pour faire un exemple. »

VENDREDI, 30 SEPTEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Peu ou plutôt point de nouvelles de la guerre. On sait seulement que Rambouillet a été évacué par les Prus-

siens, et que la capitulation de Strasbourg est confirmée par des dépêches de Colmar et de Belfort.

On prétend savoir à Berlin, par des lettres interceptées, que la garnison de Metz ne se compose que de mobiles. L'armée est cantonnée autour de Metz. Depuis une quinzaine de jours, elle se nourrit principalement de viande de cheval. Le sel fait défaut. Il y a du pain et des légumes en abondance ; les chevaux sont entretenus au moyen d'orge et de verdure. — La proclamation de la République est affichée dans la ville. — Les soldats ignorent les événements du 1er et du 4 septembre.

Tours. — Les nouvelles de Tours étaient intéressantes. On n'y savait pas encore la prise de Strasbourg. Le gouvernement en avait reçu avis, mais il en avait ajourné la communication, voulant retarder autant que possible la stupeur que produirait cette grave nouvelle.

La question de savoir si l'on aurait une Constituante immédiatement était toujours discutée. L'amiral Fourichon soutenait l'opinion qu'il fallait tout de suite procéder à la réunion de cette assemblée.

Mais cette opinion n'était pas celle de la majorité. On estimait, et avec raison, ce nous semble, qu'en présence de l'ennemi, il y a mieux à faire qu'à perdre son temps en discussions de principes et de personnes.

Salus populi suprema lex esto! La nation est en danger; son honneur, son indépendance sont menacés. Sauvons le pays d'abord, se disait-on, et votons ensuite. On délibérera alors tout à l'aise, chacun chez soi, libre de toute préoccupation belliqueuse, sur la meilleure forme de gouvernement. Autre chose encore. En face de l'ennemi tous les partis doivent désarmer. Il ne doit plus y avoir alors que des Français également jaloux de l'honneur et de la grandeur de la France. Or, on sait les divisions et les froissements qu'entraînent toujours après elles les luttes et les compétitions électorales, surtout quand il s'agit peut-être des plus importantes réformes politiques et sociales. Pour toutes ces raisons donc on penchait à Tours vers l'ajournement des élections. L'amiral Fourichon, qui était l'avocat d'une prompte réunion de la Constituante, n'était guère des mieux notés aux yeux des républicains purs. On le soupçonnait de sympathies orléanistes. Aussi l'on parlait de sa situation comme étant peu solide.

Un décret organisant la garde nationale. — Un décret du 30 organise en garde nationale mobilisée : 1° tous les volontaires ; 2° tous les hommes de 21 à 40 ans. L'organisation est confiée aux préfets.

Les hommes de 25 à 35 ans, qui sont soumis à la loi militaire, resteront dans les rangs de la garde nationale mobilisée jusqu'au jour où le ministre de la guerre les réclamera.

Le droit est donné aux préfets de prendre les armes de la garde nationale sédentaire pour les donner à la garde nationale mobile. Les préfets ont le droit aussi de requérir les armes de chasse et autres.

Un autre décret met les corps de francs-tireurs à la disposition du ministre de la guerre, en les astreignant au régime disciplinaire de la garde nationale mobile.

Les employés des lignes télégraphiques sont exemptés de tout service dans la garde nationale et dans la garde mobile.

Un Lazare qu'on veut ressusciter. — La *Situation*, journal qui se publie à Londres et qui est à la dévotion comme à la solde de l'ex-empereur, annonce que les membres de l'ancien Corps législatif font leur possible afin de se réunir à Limoges eu nombre suffisant pour donner signe de vie..... bonapartiste.

Les voyages de M. Thiers. — M. Thiers, sur sa demande réitérée, a été reçu, le 29, par l'empereur de Russie à St-Pétersbourg, à titre de particulier seulement.

Tentative pour établir la commune et une journée à Lyon. — Voici un résumé des agitations populaires et des tentatives pour établir la commune révolutionnaire qui se sont produites dans la seconde ville de France :

La ville de Lyon, qui attirait déjà l'attention de la France entière et de l'Europe, par son refus de mettre bas le drapeau rouge, vient d'être le théâtre d'événements assez graves. Le mercredi 28, dans la matinée, des ouvriers travaillant aux fortifications se rendirent à l'hôtel de ville pour réclamer une augmentation de salaire. La manifestation avait un caractère essentiellement pacifique, d'abord. Le conseil municipal fit savoir aux ouvriers que la situation ne permettait pas de faire un accueil favorable à leur demande. C'est alors qu'un des orateurs les plus influents du club révolutionnaire de la Redoute, parla de la nécessité de montrer plus d'énergie et d'écraser la réaction qui levait la tête. En même temps parurent les hommes d'un bataillon qui avait été désarmé. Ils étaient en armes. Ils se joignirent aux ouvriers de la manifestation et ensuite ils envahirent l'hôtel de ville, d'où ils chassèrent le conseil municipal. M. **Hénon**, le préfet et le général de division furent mis en état d'arrestation, et l'on décida par acclamation que les pouvoirs publics appartiendraient, désormais, au comité du salut public, composé des chefs des différentes sectes socialistes. En outre, M. **Cluseret** était nommé chef ou général en chef de la défense nationale à Lyon.

En apprenant ces faits, Lyon s'émut, et dans quelques quartiers la panique fut extrême. En même temps, on battit la générale. Tout le monde craignait déjà une effusion du sang et une de ces guerres de rues dont Lyon a été trop souvent le théâtre. Pendant que le général Cluseret organisait les forces socialistes, la garde nationale avait pris les armes, et après des pourparlers inutiles, le soir, à 11 heures, elle pénétra de vive force dans l'hôtel de ville et y rétablit l'autorité légitime, celle qui tenait son mandat du suffrage universel et non d'une minorité quelconque.

Cluseret et les autres chefs en même temps étaient arrêtés. Ainsi furent étouffées, dès leur naissance, les tentatives de diviser les esprits à Lyon, au moment où la présence de l'ennemi rend l'union et la modération si nécessaires.

Ce qu'il y a de regrettable dans ces faits, c'est qu'ils permettent aux bonapartistes et aux conservateurs de toute nuance d'évoquer le spectre rouge, et d'effrayer l'Europe sur les conséquences de la proclamation et de l'existence de la République en France.

Les nouvelles du jour annoncent heureusement que le calme se maintient.

PETITES NOUVELLES. — Le *Constitutionnel* assure que les élections pour la Constituante auront lieu le 16 octobre, — C'en est fait des communications venant de Paris par voie télégraphique. Quatre lignes souterraines établies avant le blocus et mettant la capitale en relation avec la province ont été découvertes par les assiégeants et mises hors d'usage. Les fils avaient été placés dans le lit de la Seine. A l'avenir donc il n'y aura plus de communications possibles que par ballons. — Les journaux belges publient aujourd'hui la lettre du Pape au général **Kanzler**, la veille du jour où les troupes italiennes sont entrées à Rome. — Ces mêmes journaux nous apprennent que le président **Devienne** passe ses soirées au théâtre de la Monnaie de Bruxelles. On pourrait passer plus mal son temps..... Demandez aux Parisiens qui sont aux remparts ce qu'ils en pensent! — **M. Stofflet** donne son adhésion aux démarches de **M. de Cathelineau** pour organiser la défense nationale en Vendée. — On a encore reçu à Rouen, hier, un courrier parti de Paris dans la matinée. — On ne peut pas encore visiter Strasbourg. — Les journaux publient le texte complet du rapport de **M. Favre** sur ses entrevues avec **M. de Bismark.**

NÉCROLOGIE. — On annonce la mort à Carlsruhe de **M. de Stensel**, ancien ministre de l'intérieur du grand-duché de Bade. — Du docteur **Rigault**, interne des hôpitaux de Paris, aide clinique aux ambulances internationales, décédé à Bruxelles victime de son dévouement, à la suite d'une fièvre typhoïde contractée à Sedan. — Et de **M. Louis Morand**, membre du conseil général du Doubs, promu dernièrement au grade de général de brigade, mort le 9 septembre à Sommaudh, des suites de la blessure reçue au combat de Beaumont, le 30 août dernier.

SAMEDI, 1er OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On parle d'une attaque infructueuse des Prussiens contre Charenton. Ce qui fait croire à cette nouvelle, c'est le grand nombre de blessés prussiens qui encombrent Gournay.

On annonce de Berlin que la garnison de Paris a fait une sortie le 30 septembre, et qu'elle a attaqué le 6e corps prussien. En même temps, 3 bataillons attaquaient les avant-gardes du 5e corps prussien et une brigade faisait une démonstration contre le 11e corps. Le prince royal a assisté à l'affaire qui se serait terminée à l'avantage des assiégeants.

Une correspondance allemande, parlant des positions des assiégeants, à Paris, dit que le prince de Prusse et le prince de Saxe ont établi leurs quartiers généraux respectifs, l'un au château de Versailles, l'autre à celui du Grand-Tremblay, observant ainsi la ville, le premier, du côté du sud-ouest, l'autre, du côté du nord-est. Cette position a un double caractère : elle est défensive, en ce sens que les deux quartiers-généraux s'appuient mutuellement et assurent la continuité de fonctions de leurs lignes respectives ; elle est offensive, en ce qu'elle a pour but de combiner les attaques des deux armées, non-seulement contre les forts qui leur font face, mais aussi contre toute armée de campagne qui tenterait de faire diversion aux travaux du siége.

Un démenti de M. de Bismark à Jules Favre. — M. de

Bismark fait démentir qu'il aurait émis, près de M. Favre, l'intention de réduire la France au rang de puissance de second ordre ; s'il faut l'en croire, ces mots n'ont pas été dans sa bouche. — Plusieurs journaux font remarquer que si ces mots même n'ont pas été prononcés, l'intention qu'ils expriment n'en existe pas moins chez M. de Bismark. A preuve sa conduite vis-à-vis de la France, après la chute de Napoléon III, et les conditions de paix qu'il impose, conditions qui constituent une humiliation cruelle pour la nation française, innocente, en grande partie, des événements actuels.

Paris. — Des dépêches prussiennes parlent toujours de troubles suivis de fusillades, qui auraient éclaté dans Paris, les 24 et 25 septembre. Elles attribuent ces combats à l'ajournement des élections. Mais, d'autre part, on sait pertinemment à Tours, d'où l'on a des nouvelles de Paris postérieures au 24 et au 25, que l'ordre n'a pas été troublé dans la Capitale.—Les Prussiens prennent donc leurs vœux pour des réalités!... Cela leur arrivera probablement encore plus d'une fois.

Mort mystérieuse. — Grand nombre de journaux de France et de Belgique parlent d'une mort mystérieuse. Une berline, renfermant de grands personnages, aurait été assaillie près d'Epernay par des francs-tireurs.

Deux des quatre personnages qui se trouvaient dans la voiture auraient pu s'échapper. Des deux qui restaient, l'un aurait été blessé, l'autre tué. Les plus grands honneurs auraient été rendus au mort, et le secret, sous peine de mort, touchant ses noms et qualités aurait été recommandé aux rares personnages qui avaient approché le cadavre.

Une dépêche apocryphe. — Grand émoi hier dans le Nord de la France et en Belgique, où l'on annonçait de grands succès des Français sous les murs de Paris. Ces bruits s'appuyaient sur une dépêche apocryphe, dont on n'a pu connaître l'auteur, et qui était ainsi conçue :

« Versailles repris. Armée prussienne en déroute. Nombreux parcs d'artillerie pris. Au Mont-
» Valérien, 6,000 prisonniers, 30,000 hors combat, 67 mitrailleuses prises. État-major prussien
» prisonnier.

» (*Signé*) GAMBETTA. »

Cette dépêche, entièrement fausse, avait été affichée sur les murs de Valenciennes, d'où la fausse nouvelle avait pris son essor vers tout le Nord et la Belgique.

Les petits papiers de la sous-préfecture d'Autun. — Les journaux publient cette note curieuse, trouvée dans les papiers de la sous-préfecture d'Autun.

Mâcon, ...

M. Marlière, préfet de Macon, prévient M. le préfet d'Autun qu'il a reçu les fonds nécessaires pour payer les dettes laissées à Autun par M. de Fontenay, ancien rédacteur du journal de Dejussieu, l'*Echo de Saône-et-Loire*.

Réponse de la délégation aux meetings républicains en Angleterre.—Le gouvernement de la défense nationale a adressé aux présidents de différents meetings en Angleterre la réponse suivante :

« Tours, le 30 septembre 1870.

» Monsieur,

» Le chargé d'affaires de France à Londres m'a transmis le texte d'une résolution votée par le meeting de la ville de ***, et que vous avez bien voulu faire parvenir au gouvernement de la défense nationale.

» Le gouvernement de la défense nationale est profondément touché de cette marque d'affectueuse sympathie. Les deux grands peuples que rapprochent aujourd'hui tant de souvenirs, tant d'intérêts communs, sentent que leurs destinées sont étroitement liées, et les cœurs généreux, en Angleterre, souffrent de nos revers, comme nous souffririons nous-mêmes de tout ce qui porterait atteinte à la prospérité du peuple anglais.

» Recevez donc, monsieur, les remercîments chaleureux de la France et de son gouvernement. Je m'estime heureux d'être auprès de vous l'interprète des sentiments dont je suis pénétré moi-même, et je viens vous prier de vouloir bien en faire agréer l'expression à ceux de vos concitoyens qui ont pris part à une démonstration dont les circonstances actuelles doublent le prix à nos yeux.

» CRÉMIEUX. »

Le Conseil privé à Jersey. — La lettre suivante, publiée par l'*Indépendance belge*, donne les détails les plus intéressants sur les gros bonnets bonapartistes des deux sexes et notamment sur les membres du Conseil privé qui affluent en ce moment, à Jersey, avec leur or et leurs bagages. On verra que si l'Empire a ruiné la France, il ne paraît pas avoir appauvri « les hommes » de Bonaparte :

« Jersey, 30 septembre.

» Vous savez sans doute que Jersey a le bonheur de posséder un consulat de France, douce sinécure de quinze mille francs par an. Le titulaire actuel, créature de l'empire, est, du reste, infirme et presque toujours malade, et le cadeau de ce poste, où il n'y a rien à faire, était des plus aimables et des mieux trouvés.

» Mais, en ce moment, ce pauvre consul est bien occupé et ne sait à qui entendre. Les émigrés bonapartistes abondent ici, tous suivis d'une partie de la fortune de l'empire, et le brave fonctionnaire impérial, reconnaissant des faveurs dont il était depuis longtemps l'objet, se met à la disposition des arrivants, pour leur faire avoir, à qui une maison, à qui une cuisinière, à qui un endroit sûr pour déposer des caisses, etc.

» Nous n'avons ici que trois membres du conseil privé, — excusez du peu! comme dirait Rossini, — du reste ne se cachant pas, vivant ostensiblement sous leur nom propre ou leur propre nom, portant leurs décorations, mais la tête un peu basse.

» On s'amuse beaucoup à Jersey de quelques anecdotes qui les concernent. L'autre jour, un voyageur de mine florissante visitait l'île dans une calèche de louage. Le cocher, bon guide et qui flairait son pourboire, l'arrêta au retour de son excursion devant une maison blanche d'assez modeste apparence, située sur la route de Saint-Clément, près des bains, à l'ouest de la ville. — Voici, monsieur, la maison de **Victor Hugo**, on la montre à ceux qui veulent. Si vous voulez descendre, vous pouvez sonner. C'est là qu'il a fait le livre des *Châtiments*. Connaissez vous ça? On en a beaucoup parlé dans le pays.

» — Merci, mon ami, répond le touriste à l'allure vénérable, continuez votre chemin.

» Il venait sans doute de se rappeler qu'il y a dans les *Châtiments* ce vers :

» Sans mettre à son Baroche une feuille de vigne...

» C'était M. **Baroche**, en effet, que le hasard de la destinée venait d'amener en face de *Marine Terrace*, la maison de V. Hugo.

» L'ancien ministre de la justice, le membre du conseil privé, celui qui a dit à la dernière séance du Sénat qu'il aurait voulu mourir sur son banc, demeure sous son nom, que l'empire n'avait pas eu le temps d'anoblir, dans une des plus confortables maisons de Saint-Helier, Almorah Crescent. J'ai eu l'honneur de rencontrer hier Son Excellence se promenant à pied comme un simple mortel dans les jardins de l'Hôtel impérial.

» Son collègue, M. **Rouher**, est moins bien logé; il occupe à dix kilomètres de la ville, à Saint-Aubin, un cottage qui ne rappelle en rien le palais du Luxembourg; il se dit pauvre et vit sombre et assez retiré; il correspond beaucoup; on peut deviner, sans être un grand devin, qu'il est le centre d'une forte intrigue ourdie à Londres; il est plus à son aise à Jersey pour en tenir et diriger les fils, entre le continent et l'Angleterre.

» Un homme bien pauvre assurément et bien intéressant, c'est M. **Drouyn de Lhuys**. Il ne s'est déclaré sous son nom véritable qu'après quelques jours, quand ses fameuses caisses sont arrivées; je dis *fameuses*, bien que vous ne les connaissiez pas, mais moi j'ai vu, de mes propres yeux vu, les caisses de M. Drouyn de Lhuys. Elles sont en ce moment déposées à la *Mercantile Bank*, au nombre de cinq; il a fallu cinq hommes pour en porter une seule. N'ayant pas vérifié le contenu, je ne puis affirmer qu'elles renferment, comme on me l'a dit, trois millions en espèces, or, argent, bijoux et argenterie, et vous pouvez croire, qu'il y a au moins deux millions au poids de bon métal, plus des valeurs immenses. Du reste, M. Drouyn de Lhuys se dit malheureux; il raconte que les Prussiens ont dévasté ses propriétés de Seine-et-Marne. Mme Drouyn de Lhuys était arrêtée l'autre jour au coin du trottoir de Bath street, et elle racontait avec force éclats de voix à une dame de ses amies comment son hôtel des Champs-Élysées avait été envahi par la populace, son concierge maltraité et emprisonné, etc. Vous vous rappelez cette histoire qu'on a racontée il y a trois semaines. Elle ajoutait que ses voisins la détestaient, et que c'était par vengeance qu'on avait dénoncé sa maison dans le quartier.

» Il est évident qu'il y a ici un rendez-vous d'émigrés bonapartistes de haute volée. Jamais Jersey n'avait vu tant d'or, ni tant d'argent. Ce sont des montagnes de caisses que l'on décharge de chaque bateau qui entre dans les bassins, et rien n'est curieux à voir comme les figures des réfugiés qui viennent prendre possession de ces bienheureuses caisses, enfin arrivées à bon port. Quelle expression de joie! On l'a dit : **la France est perdue, mais les bagages sont sauvés.**

» Les banques de Jersey ont fait déjà un premier envoi à Londres de sept millions d'or français, qui y ont été déposés par une trentaine de fonctionnaires que la république a mis sur la paille.

» Ce charmant et hospitalier pays de Jersey regarde avec étonnement passer tous ces millions; mais tant de grandeur ne l'éblouit pas; il se rappelle avoir assisté à une émigration plus digne et plus respectable, celle des républicains de 1852; frappés par le coup d'État et arrivant dans l'île, traqués comme des bêtes fauves, sans linge, sans argent pour se loger et se nourrir, et même dénoncés comme des brigands aux populations de l'île par le consul d'alors, M. le commissaire de police LAURENT COCHELET.

» *P. S.* Ce n'est que le 26 que le consul de France à Jersey a descendu son écusson aux armes impériales. Hier encore, il accompagnait à la promenade Mme Drouyn de Lhuys. »

PETITES NOUVELLES. — On annnonçait que M. **Marc Dufraisse** allait être chargé de l'administration du Département des Bouches-du-Rhône. Mais c'est M. **Delpech**, sous-préfet d'Aix, qui vient d'être nommé à ce poste.— On annonce de Versailles, en date du 30, que l'ennemi y avait déjà fait pour 700,000 francs de réquisitions.— La légion garibaldienne, qui s'était formée à Versailles, est partie le 26 pour Tours, où elle va recevoir son organisation définitive. Elle est actuellement composée de 15 officiers et 536 hommes. — Le *Journal de Saint-Pétersbourg*, écrit force articles pour démontrer que la sécurité de l'Allemagne ne requiert nullement l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine... Sa voix sera-t-elle enfin écoutée? — Par décret du gouvernement de la défense nationale, en date de Tours, M. **Testelin** est nommé commissaire extraordinaire de la défense pour les quatre départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne et de la Somme. Il aura à s'entendre avec les quatre préfets de ces départements pour les mesures à prendre.

DIMANCHE, 2 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre, — Les nouvelles du théâtre de la guerre sont rares, aujourd'hui. On mande de Reims que les Prussiens ont repoussé plusieurs sorties de la garnison de Soissons.

On annonce de Strasbourg que le butin a été considérable pour l'armée prussienne. On connaît déjà 1070 canons. — Deux millions de francs, propriété de l'État, ont été trouvés à la Banque. Il y a huit autres millions dont la propriété est encore douteuse. Les munitions trouvées sont considérables.

La situation. — Aucun fait de guerre, aucune nouvelle politique importante ne s'impose à l'heure qu'il est aux préoccupations du public. Toutefois, l'attitude de Paris et la durée qu'aura sa résistance sont toujours l'objet des commentaires les plus divers. Contrairement aux renseignements de source prussienne, on sait que l'ordre n'a pas été troublé dans la Capitale, et que, de plus, l'esprit de résistance y est à son apogée. Les rumeurs et les prévisions contraires à ces faits heureux n'ont cependant pas manqué.

D'autre part, on cherche en province pour y trouver les éléments nécessaires à la délivrance de Paris. Malheureusement, à part çà et là quelques actes d'organisation énergique, partout le manque d'unité et de vigueur se fait sentir. Il faudrait une main puissante pour faire surgir et pour concentrer toutes les forces de la nation et les mener au combat ; mais cette main ne se voit ni se sent nulle part. Il y a, certes, des efforts individuels, des élans privés et en grand nombre, mais il n'y a pas de masses obéissant à un même plan et marchant sous un même chef à un but commun. On espère, toutefois, que cette volonté et cette action commune surgiront bientôt pour la paix du monde et la délivrance de la France.

La presse européenne discute toujours quelles devront être les conditions de la future paix. Relativement à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, exigée par le vainqueur en vertu du droit antique et barbare de la conquête, les conclusions varient, suivant qu'on s'incline devant les revendications de la force brutale, ou que, conformément au nouveau droit public moderne, on dénie le droit d'annexer des populations contre leur consentement. Quant à l'indemnité pécuniaire, tous sont unanimes à dire que la France la devra large et sans conteste.

On espère peu des missions de M. Thiers près des cours étrangères. Ce n'est pas au moment où la force brutale est toute-puissante que la parole et la raison humaine, si persuasives qu'elles puissent être, ont

chance de succès près des rois et des czars. On trouve qu'un peu plus d'artillerie et un seul avantage militaire sérieux feraient plus maintenant pour la France que les diplomates les plus habiles et les orateurs les plus puissants. La force est redevenue, pour le moment, maîtresse du monde, et l'on ne voit pas bien quand le droit et la justice reprendront leur empire..... Fassent les circonstances, cependant, que ce soit bientôt, car voilà bien assez de massacres, de tueries et de ruines!!

Rome. — On annonce que le calme le plus grand préside aux préparatifs du plébiscite qui doit avoir lieu demain. On dit que le Pape a défendu aux habitants d'y prendre part.

Les ballons. — Le *Constitutionnel* donne sur le voyage de M. Lutz les détails suivants :

« L'aéronaute arrivé hier à Tours, M. Lutz, qui est aussi « commissaire du gouvernement pour la défense nationale, » n'a pas eu de grandes aventures. Monté dans sa nacelle en grande pompe sur le boulevard d'Italie, le dimanche 25, à dix heures et demie, devant tout un état-major et un employé supérieur des postes, M. Lutz s'est élevé d'abord très-haut, 4,500 mètres environ, à la recherche d'un courant; il l'a vainement cherché en haut et en bas; au dessus de la forêt de Saint-Germain, il se traînait à 800 mètres; emporté sur le Mont-Valérien, il y est resté en panne 40 minutes environ.

» Plus heureux que son devancier, M. Lutz n'a pas été un seul instant le point de mire des projectiles prussiens; ceux-ci s'étant exercés, sans pouvoir l'atteindre, sur M. Duruof, ont pensé qu'ils avaient un meilleur usage à faire de leur munitions; ils ne jettent plus leur poudre aux ballons. C'est ainsi que M. Lutz, porté par un simple vent de sud-est, s'est vu poussé du Pecq à la forêt de Saint-Germain, renvoyé sur Seine et finalement à Carrière-Sous-Bois. Il était alors à 1,800 mètres.

» Chemin faisant, M. Lutz a fait son petit espionnage; il a constaté qu'il n'y avait plus de Prussiens au Pecq, plus de Prussiens à Saint-Germain, plus de Prussiens à Poissy, plus de Prussiens à Carrière-sous-Bois. Le dimanche 25 septembre, l'ennemi avait donc levé le camp. Où s'était-il porté?... M. Lutz a appris plus tard que, la veille, les officiers supérieurs avaient reçu des dépêches, qu'ils les avaient froissées avec dépit et fait sonner le boute-charge.

» Mais revenons à M. le commissaire du gouvernement; nous l'avons laissé à 1,800 mètres, naviguant un peu à la dérive. Le voici maintenant dans la plaine de Creil. La brise est de plus en plus faible; il reste encore en panne trois quarts d'heure environ. La position devient critique; il ne peut rester prisonnier dans cette plaine. M. Lutz jette du lest, deux sacs, quatre sacs, dix sacs; il jette par-dessus bord les banquettes de sa nacelle; mais le ballon ne monte guère; tous les vents du ciel conspirent pour le laisser immobile.

» Cependant, la Seine était à deux pas et M. Lutz ne voulait point changer sa navigation aérienne en navigation fluviale. Il apercevait, sur la rive opposée, Vernouillet et au-dessus de Vernouillet, sur les côtes qui couronnent cette localité, des points noirs qui lui faisaient bien l'effet de Prussiens. Les Prussiens voyaient M. Lutz aux prises avec son ballon et ne tiraient point sur lui.

» Désireux d'échapper à la curiosité de l'ennemi et de sortir de ses divers embarras, le courageux aéronaute, qui avait jeté son lest et ses banquettes, jette un paquet de dépêches, puis un second, puis un troisième. Le ballon, à grand'peine, se remet en mouvement. M. Lutz jette alors tout un sac rempli du rapport de M. Jules Favre. Soulagé par cette opération, l'appareil aérien se décide à traverser la Seine.

» Les paysans de Vernouillet le regardaient venir; ils s'attelèrent au guide-ropp et facilitèrent à M. Lutz son atterrissement. Le curé s'était porté à sa rencontre ainsi que les autres notables de Vernouillet. Les dépêches qu'il avait semées dans la plaine de Creil aussi bien que celles qu'il avait conservées furent apportées incontinent à la poste de Meulan; un pigeon captif dans le ballon fut lancé sur Paris, où il fit connaître l'heureuse arrivée du voyageur.

» Lui reçut l'hospitalité du curé: on lui apporta des habits de paysan, afin que, si les Prussiens

cherchaient M. le commissaire extraordinaire, il fût impossible de le découvrir sous ces rustiques vêtements. Du reste, ils ne le cherchèrent pas.

» M. Lutz était si bien déguisé que lorsqu'il fit son entrée à Evreux, il eut de la peine à se faire ouvrir un hôtel et à se faire donner à manger. Mais quelle éclatante réhabilitation, lorsque, le lendemain de son arrivée, celui qu'on dédaignait si fort la veille reçut la visite de M. le préfet de l'Eure! »

Mort mystérieuse. — Il paraît décidément vrai qu'un grand personnage prussien aurait été tué par les francs-tireurs. Ainsi l'on mande de Neufchâteau, par télégramme, qu'un cercueil en plomb, recouvert d'un drap d'or, escorté par des officiers et par 3000 mecklembourgeois, a traversé Toul le 29 septembre.

Deux autres cercueils semblables sont arrivés peu de temps après.

Maintenant, quel peut être le personnage à qui l'on rend de tels honneurs et dont on paraît avoir tant à cœur de cacher le nom? Ce secret, — si secret il y a, — finira bien par être connu.

État des forteresses du Nord et de l'Ouest. — Après la prise de Strasbourg, voici la situation qui est faite à ce jour aux forteresses françaises du Nord et de l'Ouest : Strasbourg, Toul, Petite-Pierre, Eichtemberg ont capitulé après des siéges plus ou moins longs; Wissembourg a été emporté d'assaut; Harsal, Sedan, Laon et Vitry-le-Français se sont rendus après une courte résistance; ensemble, neuf forteresses. Il en reste quatorze qui résistent, savoir : Phalsbourg, Mézières, Thionville, Bitche et Montmédy qui, toutes, sont assiégées : Verdun, Schlestad, Neubrisah, Longwy, Soissons et Carignan, dont les siéges ne font que commencer et Belfort qui est libre.

Un coup d'œil sur les environs de Paris depuis le siége. — Nous extrayons les détails qui suivent d'une correspondance adressée de Versailles au *Times*, le 30 septembre :

« Le Mont-Valérien attire les regards de tous les points des hauteurs de Saint-Cloud et de l'Ouest. Son aspect est formidable. Ce fort casematé, solide, dominant, est armé de 76 canons d'une portée de 3 milles et demi, au dire des Français; ces pièces sont manœuvrées par des marins de la flotte. Cependant il y a un côté faible, et sûrement les Prussiens ne manqueront pas de le découvrir.

» Ville d'Avray est en vérité un fort triste endroit. Dans le beau château de M. **Fould**, parent de l'ancien ministre, j'ai trouvé un poste du 58e régiment, et l'excellent capitaine **von Werneke**, dont j'avais fait la connaissance dans une marche que le régiment faisait pour escorter le prince royal, passa près de moi et de mon compagnon, en visitant ses postes dans le parc du château de Saint-Cloud. Quelle charmante masse de bois revêtue des teintes de l'automne. Mais, en face de nous et sur la droite, tout le long des grandes allées, les armes étincelaient sous les rayons solaires qui, à travers les arbres, atteignaient les dragons au piquet et les postes d'infanterie. A environ cent pas de la Lanterne de Diogène, là où la vue embrasse une partie des monuments de Paris, les sentinelles nous arrêtèrent et nous dirent que des ordres sévères venaient d'interdire le passage dans cette direction.

» Il y a au pied de la tour un petit bosquet où des officiers avaient coutume de se placer pour observer les mouvements de la ville. Mais, dans la matinée, le fort, devenu défiant, fit tomber sur la route un obus ou deux, et le bosquet fut déserté. Nous entrâmes dans le bois, dont le silence n'était interrompu que par l'écho des décharges de carabines le long de la rivière qui coulait au-dessus de nous. En quelques minutes, nous débouchâmes sur un espace ouvert où se trouvait un bassin

vide entouré de statues de marbre avec un groupe allégorique au centre. Plus loin, un petit enclos où le prince impérial avait coutume de s'ébattre. On y voyait un pont en miniature, un viaduc, un modèle en petit d'une maison japonaise, et tout l'appareil d'un gymnase. Au delà était le château avec ses jalousies fermées. Il paraissait désert, mais, en approchant, nous vîmes au-dessous de la terrasse une forte garde de cavalerie, des piquets d'infanterie et des sentinelles. L'officier qui les commandait vint au-devant de nous et nous signifia, avec des expressions de regret, les ordres prohibitifs qu'il avait reçus. Ils étaient nécessaires, car le fort se mettait à bombarder aussitôt qu'on voyait quelqu'un se mouvoir. Dans la salle, il y avait quelques belles peintures, deux vases, un vélocipède, quelques siéges disposés comme en attendant. Une des raisons de l'ordre prohibitif était l'enlèvement d'une paire de vases par des gens inconnus. En somme, je fus forcé de me contenter de la vue de Paris prise du bout de l'avenue : c'était toujours quelque chose. A une courte distance, on voyait Billancourt et ses fabriques, un ouvrage de défense en terre auquel des centaines d'hommes travaillaient; les lignes intérieures où se pressait la foule des soldats, une masse de toits, de cheminées, de clochers, les hauteurs du Montmartre, et par-dessus un nuage de fumée noire provenant, ce qu'on m'apprit le lendemain, de plusieurs tonneaux de pétrole près des buttes de Chaumont. »

PETITES NOUVELLES. — Un bureau de renseignements pour les officiers français a été établi à Berlin. — Les journaux allemands annoncent que les autorités judiciaires rhénanes sont invitées à désigner les personnes qui sont aptes à remplir les fonctions de juge en Alsace et en Lorraine. — Un journal de Berlin dit que le nombre des prisonniers français, à la date actuelle, s'élève à 150,000. — Un décret du Roi de Prusse ordonne que les territoires envahis par les Prussiens, et qui n'appartiennent pas à l'Alsace et à la Lorraine, soient placés sous un gouvernement général dont le siége sera Reims. — **Le grand-duc de Mecklembourg** est nommé gouverneur général à Reims.

LUNDI, 3 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On annonce que l'armée qui assiégeait Strasbourg s'est mise en marche vers l'intérieur de la France. Elle se serait divisée en deux corps, dont l'un se dirigerait sur Lyon et l'autre irait renforcer l'armée d'investissement de Paris.

On télégraphie de Colmar, à la date du 2, que l'ennemi a franchi le Rhin à la hauteur de Mulhouse. Il marche sur cette ville et sur Schelestadt.

On télégraphie de Versailles, 2 octobre, que les pertes des Français, dans les combats du 30 septembre, s'élèvent à 1200 morts et blessés, parmi lesquels se trouve le général de brigade Gulhan.

Ils ont 300 hommes faits prisonniers non blessés.

Quant aux Prussiens, ils auraient eu 80 morts et 120 blessés. Il y avait 8 officiers parmi les morts.

Le 1er et le 2 octobre, il n'y a eu que quelques coups de fusil tirés dans les forts.

Tours. Élections à la constituante. — La délégation du

gouvernement à Tours adresse une proclamation relative aux élections de la Constituante. Cette proclamation, après avoir rappelé que les élections, antérieurement fixées au 16 octobre avaient été avancées au 2 du même mois, dans le but de faciliter les négociations pour la paix, dit que les élections se feront au jour qui avait été précédemment indiqué, toutes les espérances en faveur d'un armistice et de la fin de la guerre ayant échoué devant les prétentions inacceptables de M. de Bismark.

Aujourd'hui, dit la proclamation qui est datée du 2, on demande que le suffrage universel se prononce, que la Constituante se réunisse avant le jour prochain où le gouvernement républicain fera appel au courage et au dévouement des Parisiens pour amener la délivrance.

Si nous devons combattre encore, que l'assemblée elle-même donne à l'armée qui devra délivrer Paris le souffle patriotique et l'honneur qui l'animeront tout entière.

La proclamation porte que les élections sont complétement libres elle recommande l'ordre et le calme qu'exige la gravité de la situaion.

Rome. — Les Romains ont voté hier, 2 courant, sur leur annexion à l'Italie. Malgré la recommandation du Pape, interdisant toute participation au scrutin, il y a quelques : non. On en comptait hier, pour la ville de Rome, non comprise la cité Léonine, jusqu'à 46 contre 40,805 oui. Les votes connus des provinces, auxquels on joint cinq quartiers de Rome, réservés au Pape, se décomposaient en 6,406 oui et 42 non.

L'*Italie* annonce comme prochaine la nomination du général LA MARMORA au poste de commissaire royal dans les anciennes provinces pontificales. L'arrêté, décidé en principe, sera signé aussitôt après la réception, par le roi Victor-Emmanuel, des résultats du plébiscite.

M. de Cathelineau et le Gouvernement de la défense nationale. — A la suite d'un entretien motivé par les incidents auxquels vient de donner lieu sa demande, M. de Cathelineau a spontanément rédigé la déclaration suivante :

« Sur des observations de M. le directeur du *Phare de la Loire,* je viens déclarer, pour le tranquilliser, que jamais je ne me servirai du commandement qui m'est confié par le Gouvernement de la défense nationale, contre lui. Je repousse cette pensée avec une grande énergie.

» Le 30 septembre 1870.

« DE CATHELINEAU. »

Deux lettres de Garibaldi sur les événements actuels. — La *Pall Mall Gazette* a reçu les lettres qu'on va lire et qu'un des amis anglais de Garibaldi a été chargé de publier :

« Caprera, 27 septembre.

» Mon cher Hawais, je n'irai pas en France, et, comme vous, je suis un partisan avoué de la paix.

Cependant, par zèle pour les intérêts de l'humanité, je voudrais bien voir l'Angleterre, qui est la terre classique de la paix plus que tout autre pays du monde, prendre l'initiative pour qu'il soit établi un aréopage universel qui mette fin aux massacres barbares auxquels l'Europe centrale est maintenant livrée. Voici quelques idées que j'ai communiquées à Berlin et à Stockholm. Je vous en envoie une copie afin que vous leur donniez la publicité, si vous le jugez convenable.

» Tout à vous,

» GARIBALDI. »

(Copie). —« Caprera, 6 septembre. — M. Schon, à Stockholm. — Il est inutile que je vous détaille mes principes humanitaires. Français, Scandinaves, Allemands, tous sont mes frères. Si j'ai désiré le triomphe des armes prussiennes, mon unique motif a été le désir ardent de voir la chute du plus exécrable tyran des temps modernes. Je suis prisonnier ici par l'effet de l'influence de Bonaparte sur le gouvernement de Florence, et si je pouvais m'échapper de cette île et entrer en France, j'y serais très-certainement arrêté. Vous savez naturellement mes idées d'union universelle, mais je pense que c'est ici le bon moment pour les exposer une fois de plus. Les États-Unis, l'Angleterre, les États scandinaves, la France, l'Allemagne, ayant sous leur protection tous les États secondaires, formeraient une base magnifique pour cette idée d'une union universelle. Les députés de toutes les monarchies et républiques du monde entier seraient convoqués en aréopage à Nice, ville libre, et pourraient y voter, comme premier fondement d'une constitution générale, les articles suivants :« 1° La guerre entre nations impossible ; 2° Tout différend qui s'élèverait entre elles serait déféré à l'aréopage pour être jugé pacifiquement. » Si mes idées vous semblent bonnes, répandez-les

« GARIBALDI. »

Il était perdu et il est retrouvé. — On a enfin des nouvelles de M. OLLIVIER, disparu depuis sa chute du ministère. Les uns le disaient en Angleterre, les autres en France, enfermé dans une maison de santé : tous se trompaient. Une lettre d'Italie, datée du 28 septembre, y annonce la présence de M. Ollivier et de son frère. L'ancien chef du cabinet du 2 janvier, celui qui devait fonder à tout jamais l'alliance de l'ordre et de la liberté et, par surcroît, sauver l'empire, s'occupe maintenant à chercher des alliés pour la France parmi les hommes politiques italiens. Il avait vu tour à tour MM. Ratazzi et Ricasoli. Mais n'ayant pu obtenir que... de belles paroles, — ce qui coûte peu et ne rapporte guère, — il a entrepris maintenant d'écrire l'histoire de son ministère, en deux volumes.

On voit si les événements et les revers privés et publics ont fait perdre à M. Ollivier le goût et la préoccupation de sa personnalité !

Une protestation curieuse. — L'*Indépendance bel*, *e* publie une lettre de M. DEVIENNE à M. EMMANUEL ARAGO, membre du gouvernement. Le célèbre magistrat proteste contre l'accusation d'indignité qu'on porte contre lui, à cause de son intervention dans l'affaire MARGUERITE BELLANGER, au compte de l'Empereur. Il promet de s'expliquer « quand la situation du pays lui permettra une discussion loyale et régulière. » — A quoi l'*Indépendance* fait observer que M. Devienne eût pu fournir ses explications tout de suite, « si, au lieu d'abandonner son siége de magistrat, pour venir à Bruxelles, il était resté à Paris, où la justice ne chômait pas, pensait-elle. »

Appel à la paix. — On signale un éloquent appel de Madame DE GASPARIN en faveur de la paix. En voici les termes :

La guerre est déchaînée.

Les massacres vont commencer.

Vous, femmes de tous les pays : mères, épouses, filles, sœurs ; nous toutes dont le cœur se déchire, nous poussons un cri suprême.

Les silencieux auront sur eux le sang qui va couler.

Nous demandons la paix à Dieu !

Nous demandons la paix aux nations !

Nous demandons la paix à la conscience humaine !

Ne nous repoussez pas.

Au nom de la pitié !

Au nom de l'avenir !

MARDI, 4 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On parle d'un engagement assez sérieux dans la forêt de Fontainebleau, près de Thailley. Des réquisitions ont été faites par 120 uhlans à Bologne, Nibelle et Chambon. Là, rixes entre les habitants et les Prussiens.

On télégraphie de Tours que, depuis une heure du matin, on entend une vive fusillade sur les hauteurs d'Épernon, du côté de Rambouillet.

Quatre obus ont été envoyés sur la ville, à midi 35 minutes.

La canonnade continue vivement contre Épernon ; on en ignore encore le résultat. La garde nationale et la garde mobile, embusquées partout, font bonne contenance à Malesherbes.

400 Prussiens ont occupé Laferté. Ils pillent tout le pays.

On a des nouvelles de Metz par la voie de Londres et par celle de Ferrières.

De Ferrières (officiel), on télégraphie que la division Kumner a eu, avant-hier, un grand combat d'avant-poste. L'ennemi a été repoussé avec des pertes sensibles.

De Londres, on dit — ce qui se rapporte évidemment au fait signalé de Ferrières — que les Prussiens ont détruit, dimanche, un pont construit sur la Moselle par les Français ; ils ont incendié Mouilly-lez-Metz et Nouilly.

En prévision de l'investissement de Belfort, le Conseil fédéral suisse a ordonné l'occupation immédiate de la frontière par la 9e brigade fédérale.

Les dernières lettres de M. Russel, correspondant du *Times*, écrites

du quartier général prussien à Versailles, présentent la situation sous un jour assez peu favorable aux armées allemandes. Il semblerait, d'après ces lettres, que les Prussiens ne s'attendaient pas à la résistance qui se fait jour à Paris, et ils commenceraient à se préoccuper des dangers d'une occupation pendant l'hiver, alors que les passes des Vosges, qui sont la clef de leur position, se couvrent de neige.

Tours. — On annonce la retraite de l'amiral Fourichon du ministère de la guerre. Toutefois, l'amiral reste membre du gouvernement et ministre de la marine.

Le général Lefort, délégué du ministre de la guerre, administrera le département de la guerre.

Ligue du Midi. — La ligue du Midi, composée des départements du Rhône, de l'Isère, de la Drôme, du Gard, de l'Ardèche, du Var, de Vaucluse, des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes, de la Loire et de la Haute-Loire, continue à vouloir, non pas l'antagonisme avec le gouvernement de Tours, mais l'accord, à la condition que le gouvernement de Tours soit un vrai gouvernement de défense nationale.

On annonce de plusieurs côtés la création de ligues analogues à celle du Midi. Toutefois, on n'est pas d'accord dans le parti républicain sur l'utilité et l'opportunité de ces ligues, qui, à un moment donné, peuvent amener, sinon la dislocation et le démembrement de la France, du moins des conflits et des rivalités regrettables.

La première république avait cherché à assurer l'unité et l'indivisibilité de la France. L'heure est-elle bien venue de réagir contre son œuvre?

Voyages de M. Thiers. — On annonce de Saint-Pétersbourg, en date d'hier, que M. Thiers partait le lendemain pour Vienne. Il avait dîné la veille avec l'Empereur au château de Tzarskodë-Selo.

Mort mystérieuse. — Des lettres d'Allemagne disent qu'on y croit à la mort d'un grand personnage, qui serait tombé sous les balles des francs-tireurs. Les uns disent que c'est le roi lui-même, d'autres M. de Moltke, récemment décoré par le Czar, et dont le nom ne se retrouve dans aucun document depuis la date où l'on parle de cette mort.

Armements russes. Un démenti. — On dément, de Vienne, les bruits circulant en cette ville au sujet de prétendus mouvements de troupes et d'armements russes, ainsi que toutes les combinaisons qu'on y rattachait..... Ainsi tombe le bruit d'après lequel le Conseil des ministres, sous la présidence de l'empereur François-Joseph, se serait occupé de prétendus armements russes.

Petites colères prussiennes. — Les journalistes ultra-prus-

siens se montrent, depuis quelques jours, d'une humeur furieuse envers les francs-maçons en général, et envers les francs-maçons belges en particulier. Voici l'origine de ces petites colères : c'est que le Grand-Orient de Bruxelles est d'avis que la Prusse, en aucun cas, ne peut demander la cession, par la France, d'une partie quelconque de l'Alsace et de la Lorraine, et qu'il a écrit dans ce sens aux vénérables frères et amis des loges allemandes.

Le nouveau chevalier de l'ordre de St-Georges et la politique séculaire des Czars. — Une décoration qui fait un certain bruit, surtout au lendemain des rumeurs inquiétantes qui ont couru, touchant la mise sur pied de guerre de la Russie, c'est la décoration de l'Ordre de Saint-Georges accordée à M. DE MOLTKE. Beaucoup de gens se disent que le Czar, en décorant le généralissime prussien, a surtout voulu faire montre de sentiments peu favorables à la France.

De semblables sentiments chez l'empereur Alexandre n'étonneront personne. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'entente est difficile entre les représentants des principes républicains et les czars de toutes les Russies, Pologne et autres lieux.

L'émigration française en Belgique. — On signale une foule d'émigrés français à Gand, ville belge, où l'on ne parle généralement que le flamand, tandis qu'à Liége, ville française par le caractère et par le langage, il n'y en a pas du tout.

On attribue ce fait assez singulier à ce que plusieurs des personnes qui quittaient la France se sont rappelé l'émigration que provoqua le retour de Napoléon en France, en 1815. Or, on sait que c'est à Gand que se réfugia alors Louis XVIII et beaucoup de légitimistes français.

Notons qu'on signale encore beaucoup d'émigrés français à Bruxelles, où ils ont fondé un journal, l'*Écho français*, à Spa, Ostende, Mons et Tournai.

Le défenseur de Strasbourg à Tours. — Le général ULHRICH, libre sur parole, est arrivé le 2 à Tours, où il a reçu, de la part des membres de la délégation gouvernementale, l'accueil chaleureux que méritait sa bravoure.

Fuite de l'Impératrice de Paris. — Un journal hongrois, *le Lloyd*, publie des détails intéressants et en grande partie inédits sur la fuite de l'Impératrice. Les voici :

« C'est un télégramme chiffré, adressé de Bruxelles au prince de METTERNICH, qui apprit aux Tuileries la catastrophe de Sedan. A la lecture de cette nouvelle, l'Impératrice pâlit affreusement et s'écria : « Tout est fini, » pendant qu'elle se jetait sur une chaise, le mouchoir sur les yeux, mais sans pleurer.

Le 3, en présence de l'agitation qui éclatait dans Paris, on songea à fuir. Toutefois, à cette date, on n'avait encore reçu aux Tuileries aucun avis officiel de la capitulation de Sedan. Mais la nouvelle n'était pas contestable ; l'animation et l'air menaçant de la population parisienne prouvaient suffisamment qu'il n'y avait ni à contester ni à démentir le fait. Sur l'intervention du prince de Metternich et du chevalier NIGRA, l'Impératrice, éplorée, perdue, donna les ordres de départ.

A onze heures et demie du soir, un fiacre attendait derrière le Carrousel. Six personnes arrivèrent peu après, vêtues modestement et affectant des allures de flânerie. C'étaient le prince de Metternich avec l'Impératrice, le chevalier Nigra avec Me WALEWSKA, M. de LESSEPS avec une vieille dame.

M. de Metternich poussa les deux dames dans la voiture, prit place à côté de l'Impératrice, et donna ordre de se rendre à la gare. Un quart d'heure après, M. Nigra arrivait en voiture ; à minuit et demi, les dames, incognito, accompagnées du prince de Metternich et du chevalier Nigra, partaient par l'express de Bruxelles.

Le 4, au matin, les Tuileries étaient envahies par le peuple, qui cherchait l'Impératrice. Naturellement, on ne trouva rien. Ce qu'on avait pu emporter fut garé aux ambassades autrichienne et italienne. Les deux ambassadeurs étaient absents de Paris pendant la proclamation de la République ; ils n'y rentrèrent que le 6 septembre.

Autre détail : On raconte qu'au moment où elle se rendait au rendez-vous fixé, l'Impératrice, qui s'était déguisée le mieux possible, fut reconnue par un enfant de 4 ou 5 ans qui s'écriait, en la désignant du doigt : « Voilà l'Impératrice ! » Le cri fut répété et attira l'attention. Mais quand la foule se fut amassée, l'Impératrice était déjà loin et sauvée dans les rangs des promeneurs. »

Une circulaire de M. de Bismark. — La presse allemande publie une circulaire de M. de Bismark aux représentants de la Confédération de l'Allemagne du Nord, au sujet du rapport fait par M. J. Favre sur les entretiens qui ont eu lieu à Ferrières.

Cette circulaire rectifie les dires de M. Jules Favre en plusieurs endroits. Elle maintient que les conditions mises à un armistice étaient très-acceptables. Le gouvernement français, n'ayant pas voulu saisir l'occasion d'élire l'Assemblée nationale au milieu des districts occupés, prouve par là son intention de maintenir les difficultés qui s'opposent à la conclusion de la paix. Il n'a pas voulu écouter l'opinion publique en France.

Les élections générales et libres seraient favorables à la paix. C'est là une impression qui s'impose à tous et qui n'aura pas échappé au gouvernement de Paris.

Polémique bonapartiste. — La presse fait grand bruit aujourd'hui d'un factum que la *Situation* a envoyé en épreuves, « avec les compliments de la rédaction, » à la plupart des grands journaux de l'Europe. C'est une sorte de note écrite à l'adresse de M. de Bismark, et dans laquelle le prisonnier de Wilhemshœhe fait connaître ses vues sur les conditions de la paix. On y a pour objectif la restauration de Napoléon III, et l'on y préconise une paix immédiate, suivie d'une alliance entre l'Allemagne et la France, « par peur du redoutable inconnu qui se dégagera autant pour le malheur de l'Allemagne que pour le malheur de la France, si l'on s'obstine à n'attendre une solution que de la force. »

Cette piece curieuse, parue sous ce titre : « les Idées de Napoléon III, » et qui est donnée comme dictée par l'ex-empereur à un de ses aides de camp, M. de Castelnau, en vue d'être mise sous les yeux de M. de Bismark, qui avait fait parvenir à Wilhemshœhe le récit exact de ses entrevues avec Jules Favre, est datée du 26 septembre 1870.

Entre autres choses, Napoléon y dit que « l'exposé sincère et concis de la vérité a toujours établi entre la France et lui un courant sympathique, que rien ne pourra détruire. Il lui suffirait, croit-il, d'affirmer que l'honneur de la France n'a aucune atteinte à subir d'une réconciliation basée sur le désarmement de forteresses devenues inutiles (il propose leur démantèlement général) et sur le principe d'une indemnité de guerre à fixer par état, pour que la paix devînt possible. »

Ces « idées » ont dû plaire à M. de Bismark. Le célèbre diplomate ne serait peut-être pas fâché de traiter avec l'homme de Sedan, qu'il trouverait certainement d'humeur plus accommodante et plus facile que M. Jules Favre, qui ne transige pas, lui, quand il s'agit de l'honneur de la France et de l'intégrité de son territoire.

MERCREDI, 5 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre.—C'est aujourd'hui que le quartier général du roi de Prusse doit s'installer à Versailles.

Le gouvernement général, ainsi que la direction des télégraphes d'Alsace, seront incessamment transférés de Haguenau à Strasbourg.

Les autorités prussiennes ont permis au général Bourbaki de rentrer dans Metz, d'où il était sorti à la suite d'un prétendu message de l'Impératrice.

On télégraphie de Fontainebleau, le 4, que les Français ont repoussé sur Chailly un nombreux détachement de Prussiens, cavalerie et infanterie, qui se dirigeaient sur Fontainebleau ; 60 Prussiens ont été tués ou mis hors de combat.

On annonce de Chartres que les Prussiens sont entrés, hier, à Épernon. Les Français ne se sont retirés que devant le nombre et après une résistance héroïque. Les forces françaises se composaient de mobiles, gardes nationaux et francs-tireurs.

Le télégraphe de Saarbrück, en date d'hier, signale d'incessantes sorties de la part de Bazaine. Ce général aurait déclaré qu'il travaillait pour

le compte de l'Empereur. Des ballons sont journellement signalés venant de Metz.

La situation. — La paix ne se fera pas; elle paraît impossible à une grande partie des Français, aussi longtemps que la Prusse s'obstinera à revendiquer la Lorraine et l'Alsace. Voilà le mot de la situation. Mais puisque la guerre doit continuer, la France est-elle apte à opposer une résistance sérieuse à l'invasion? A-t-elle des troupes armées, disciplinées et exercées? A-t-elle une artillerie suffisante? A-t-elle surtout des généraux assez savants et assez habiles pour dérouter la science profonde et éprouvée des stratégistes prussiens?

Et le plan à suivre? Quel est-il? En a-t-on un, d'abord? Chaque journal donne le sien, mais l'état-major français, mais les chefs qui devront sauver la France, en conduisant ses enfants à la victoire, en ont-ils un à la réalisation duquel ils rapportent toutes les opérations militaires en cours d'exécution? On voudrait croire le contraire, mais tout ce qui se dit et s'écrit force à croire qu'il n'y a, en France, ni généraux, ni soldats, dans le vrai sens du mot, ni plan sérieux pour défendre le sol contre les envahissements de l'ennemi. Les journaux de Tours dénoncent le désordre et l'incertitude des mouvements militaires, l'incapacité et l'incurie des chefs, les habitudes frivoles et peu dignes des officiers subalternes, l'ivrognerie permanente et la manie honteuse de mendicité qui déshonorent les troupes régulières. Si tout cela est vrai, — et peut-on douter, quand un journal comme le *Siècle* parle dans ce sens? — comment marcher au glorieux but que le gouvernement provisoire assigne aux hommes valides de France? Comment vaincre, dans des conditions aussi défavorables, un ennemi qui est tout à la fois la science, l'organisation puissante, la discipline intacte et, par-dessus tout, le nombre?

Tout en faisant des vœux pour la France, on craint que les efforts pour sa délivrance ne soient infructueux, et que la générosité et le patriotisme de quelques-uns ne viennent échouer misérablement contre l'apathie ou la corruption de la plupart des forces auxquelles est confiée la gloire de purger le sol français de la honte de l'invasion.

Une seule lueur d'espoir reste à ceux qui ne se font pas illusion sur les périls de la situation et sur les difficultés de la tâche à entreprendre. C'est que Paris et Metz tiennent quelque temps encore les forces prussiennes en échec, et que, pendant ce temps, la France entière, se transformant radicalement à la pensée des dangers qui fondent sur elle, s'organise puissamment au Nord et au Midi, pour venir au secours des armées enfermées à Metz et à Paris.

Rome. — On écrit de cette ville que le Pape a conservé la garde noble et la garde suisse.

Le prince Cesarini est revenu de Florence. Il fait partie de la junte que Cadorna a immédiatement constituée, ainsi que le duc Gaetani et les princes Odesalchi, Sciarra et Palavicini. Le prince Doria a fait adhésion au nouvel ordre de choses.

La presse religieuse se montre fort surprise de l'adhésion que plusieurs membres de la noblesse romaine, qu'elle croyait acquis à jamais à la cause du pouvoir temporel, ont donnée à l'unité italienne.

On signale quelques désordres commis par des étrangers; trois sœurs de Saint-Vincent de Paul auraient été assassinées dans les rues. On dément le départ de Pie IX pour Malte ou pour Anvers.

Incident Bourbaki. — On annonce que le général Bourbaki est allé reprendre son commandement dans l'armée de Bazaine.

Sous le titre : *Une histoire très-étrange*, le *Pall Mall Gazette* contient le récit suivant, dans lequel on trouvera l'explication de la rentrée du général Bourbaki dans la place de Metz :

« Il y a dix jours, un Français, M. M... arriva à Hastings et demanda une audience de l'impératrice Eugénie. Comme son nom était inconnu à Sa Majesté, il n'obtint qu'un refus. Ayant échoué dans cette tentative, M. M... s'arrangea de manière à aborder le prince impérial dans l'une de ses promenades. Il protesta de son dévouement à la cause napoléonienne, et le petit prince entra facilement en conversation avec un homme qu'il croyait chassé de France à cause de son dévouement à la dynastie impériale. Ces promenades se répétèrent, et enfin M. M... pria le prince de lui donner une de ses photographies, avec un autographe.

» Le jeune prince céda de suite à cette demande. Une fois la photographie obtenue, M. ne reparut plus à Hastings. Il paraît qu'il se rendit immédiatement à l'armée allemande devant Metz et obtint de passer à travers les lignes prussiennes dans la ville assiégée. Parmi les défenseurs de cette forteresse se trouve un général B..., qui, ainsi que le sait déjà l'armée prussienne, s'est distingué par son zèle et son intelligence dans cette admirable résistance, qui a excité la surprise et l'admiration des deux nations.

» Arrivé à Metz, c'est à ce même général B..., si nécessaire au salut de la garnison française, que M. M... s'est de suite adressé. Il a dit au général B... qu'il venait de la part de l'impératrice Eugénie, montrant comme preuve la photographie de son fils, avec date et signature. Il ajouta que l'Impératrice demandait la présence immédiate du général en Angleterre, qu'elle avait une mission spéciale à lui confier, dont l'issue aurait une grande influence sur la guerre, et que Sa Majesté n'avait pas voulu s'en expliquer par écrit de peur que la lettre ne tombât aux mains de l'ennemi.

» Le général B... obéit de suite aux ordres reçus et avec grande difficulté, pensait-il; mais on nous assure que ce fut avec la connivence des autorités prussiennes qu'il traversa les lignes des assiégeants. Il se rendit de suite en Angleterre, et arriva hier à Camden-House, près Chiselhurst, où réside l'Impératrice. La surprise de cette dernière, en voyant le général, fut très-grande, et après quelques mots d'explications, il devint évident que le général avait été victime d'une ruse de guerre, assez bien imaginée, mais non très-estimable, au moyen de laquelle la brave armée de Metz avait été privée de l'un de ses meilleurs, de ses plus intelligents généraux. Le général est toujours en Angleterre, où il s'ingénie à découvrir un moyen de retourner près de ses camarades. »

Ligue du Midi. — Le Comité de la *Ligue du Midi* pour la défense nationale continue à fonctionner. Le gouvernement de Tours a reconnu la *Ligue du Midi* qui pourra, désormais, prendre l'initiative des mesures nécessaires à la défense nationale et au salut de la patrie. Jusqu'ici la Ligue a nommé des comités exécutifs, des finances et de rédaction; les

comités restent sous la sanction du citoyen Esquiros et se réunissent deux fois par semaine. Le comité exécutif est spécialement chargé des affaires militaires. Il se compose des citoyens Marie, Bouvalier et Brissy. Les citoyens Baume, Tardif et Gensoul sont aux finances. Et celui de rédaction se compose des citoyens Brochier, Gustave Naquet et Rouvdier.

Nouvelles de Wilhemshœhe. — Les journaux allemands sont pleins de détails sur la façon de vivre et les occupations de l'empereur à Wilhemshœhe. Sa situation n'est nullement celle d'un captif. Il se promène en toute liberté, à pied et en voiture, et dernièrement il s'est passé une fantaisie vraiment impériale, celle d'une revue, — une vraie revue, — qu'il a passée dans la cour du château. Deux batteries complètes de l'armée prussienne ont passé cette inspection et formé ensuite devant Napoléon un défilé aussi brillant qu'aucun de ceux qu'il ait jamais vus aux Tuileries ou au Champ-de-Mars. Le luxe, les égards, l'état major qui l'entoure, les distractions de souverain qu'on lui procure, tout cela laisse à penser que M. de Bismark caresse la pensée de faire une prompte paix avec le prisonnier de Wilhemshœhe, agissant au nom de la France, comme s'il n'y avait ni de 1er ni de 4 septembre dans l'histoire du pays.

Accusations prussiennes contre le général Ducrot. — On accuse hautement, dans le camp prussien, le général Ducrot de s'être échappé de Pont-à-Mousson, après avoir donné sa parole d'honneur de ne plus servir contre la Prusse. Les journaux prussiens disent que si le général est repris à Paris, il peut s'attendre à être fusillé « sur le tas de sable. »

Le 1er zouaves.... provisoire.... et l'autre. — L'*Indépendance belge* publie une protestation énergique de M. Barachin, colonel du 1er zouaves, contre l'assimilation qu'on peut faire du 1er zouaves, de création récente et provisoire, qui a lâché pied à la première sortie de l'armée de Paris, avec le 1er régiment de zouaves dont il est le colonel, qui, appartenant au corps de Mac-Mahon, a su mériter l'admiration de l'armée à Wœrth et à Frœschwiller et qui est « le seul, le vrai et unique 1er régiment de zouaves. » M. Barachin se demande quel peut être ce 1er zouaves de Paris qui compromet ainsi la réputation européenne dont les zouaves ont toujours joui à si juste titre depuis les récentes guerres.

D'autre part, un zouave du même régiment (de celui que commande le colonel Barachin), écrit à un journal belge qu'il considère « le bruit de la débandade du 1er zouaves comme une calomnie dont il demande raison à son auteur. »

Le journal belge répond au zouave qu'il n'a qu'à adresser son cartel

au général Trochu, qui est le premier auteur et le plus grand coupable de ce « bruit. »

Mort mystérieuse. — Le masque qui couvre la figure et le nom de cet illustre inconnu deviendra bientôt aussi célèbre que celui du prisonnier légendaire de Louis XIV. Voici maintenant sur la haute personnalité dont il s'agit une version toute nouvelle. Le défunt, ainsi signalé, serait, d'après des journaux anglais, le DUC DE NASSAU, et c'est son cercueil, recouvert d'un drap d'or et escorté de 3,000 soldats wurtembergeois, qui aurait passé il y a deux jours à Toul.

Un conflit à Orléans. — L'évacuation d'Orléans vient de provoquer un conflit entre le préfet de cette ville et le général de Polhès, commandant des forces militaires qui se trouvaient à Orléans avant l'entrée des Prussiens. Le préfet, ayant accusé le général de Polhès d'avoir battu en retraite avec précipitation, alors surtout que les troupes ennemies étaient inférieures en nombre, le général répond, pour se disculper, que l'abandon d'Orléans a été décidé à l'unanimité dans un Conseil de guerre tenu en présence du préfet.

Mais à cela le préfet répond que le général de Polhès avait déclaré la lutte impossible à cause des forces par trop supérieures en nombre des Prussiens. Or, il est prouvé que le général était mal renseigné à ce sujet. Il proteste donc, avec le Conseil municipal d'Orléans, contre l'abandon précipité de la ville, et estime qu'il y a lieu à organiser une défense énergique, au cas où l'ennemi se représenterait.

Le général Kersalaun. — On annonce d'Auxerre que le général Kersalaun venait d'être arrêté par le peuple sous la double prévention de modérantisme et de complot contre la République.

JEUDI, 6 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Un rapport du général Reyau, daté de Chevilly, le 5, au soir, constate qu'il s'est dirigé le 5, au matin, sur Toury, avec 3 brigades de cavalerie et infanterie et 3 demi-batteries. Arrivé à 7 heures devant Thassis, un escadron de hussards a entouré le village et enlevé 5 prisonniers au régiment royal bavarois, malgré l'artillerie ennemie, comprenant 10 pièces de seize, qui a cependant démonté quelques pièces françaises.

Le mouvement en avant a continué. La brigade Ressaye a tourné le village de Toury sur la droite. La cavalerie ennemie, forte de 400 à

500 hommes, appuyée par 2,000 hommes d'infanterie, a été obligée de battre en retraite rapide vers Paris.

Les Français ont poursuivi l'ennemi 3 ou 4 heures en avant de Toury. Le mouvement en avant a alors été arrêté, vu la fatigue des troupes.

Le général Reyau a reconnu les forces exactes des ennemis et la présence du prince Albert de Prusse et des princes de Saxe-Meiningen et Saxe-Altenbourg.

Le général Reyau a enlevé à l'ennemi un parc de bestiaux, comprenant 147 vaches et 52 moutons, qui ont été dirigés sur Arthenay.

A la suite de l'occupation de Toury, les Prussiens ont évacué en toute hâte la ville de Pithiviers.

Le général de Werder annonce qu'au siége de Strasbourg, les pertes allemandes, depuis le 21 septembre, se sont élevées à 30 morts et 195 blessés.

Pendant toute la durée du siége, il y aurait eu, du côté des Allemands, 906 morts et blessés, parmi lesquels 43 officiers.

On télégraphie du Mans, le 6, que l'ennemi, avec des forces supérieures et une artillerie nombreuse, a occupé Pacy-sur-Eure et Vernon, qui ne s'est rendu qu'après une résistance vigoureuse de la garde nationale.

Rome. — Une nouvelle importante, qui est généralement interprétée comme le symptôme d'une prochaine entente de la cour pontificale avec l'unité italienne, nous arrive aujourd'hui de cette ville. Pie IX aurait accepté les 52,000 écus que le nouveau gouvernement lui a alloués comme subvention mensuelle, et en remplacement de son ancienne liste civile.

C'est le 9 que le résultat du plébiscite doit être offert à Victor-Emmanuel, à Florence. Les princes de Carignan, Humbert et Amédée seront présents à la réception de la députatíon romaine par le Roi.

On annonce, d'autre part, relativement au plébiscite, que le scrutin, dans tout l'État pontifical, a donné une presqu'unanimité de « oui. »

Le résultat du scrutin a donné, notamment pour la province de Velletri, 10,912 oui, et 56 non.

Le *Times* dément que le corps diplomatique ait fait des représentations énergiques, comme on l'a annoncé, au général Cadorna, à l'occasion de l'occupation de Rome.

Les Ballons. — M. Tissandier, arrivé à Tours par le troisième ballon, adresse au *Constitutionnel* un récit très-intéressant de son voyage :

« Hier, vendredi, 30 septembre, le ballon *le Céleste*, cubant 800 mètres cubes, se gonflait à Paris à l'usine de Vaugirard, d'où s'entendaient quelques canonnades assez fournies. A neuf heures et demie il bondissait sous l'effort de la brise ; il était prêt à partir. Le directeur des postes

me remet 100 kilog. de lettres particulières, c'est-à-dire 25,000 épitres, qui vont faire en France 25,000 heureux, si elles ne tombent pas avec moi dans les lignes prussiennes. J'attache au cercle ma cage de pigeons voyageurs ; j'écoute les dernières recommandations que me fait un des membres du gouvernement provisoire, qui m'a fait l'honneur de me confier une mission pour Tours, et je m'élève avec une vitesse modérée qui me conduit à 1,000 mètres d'altitude.

» Quelques secondes après, je plane au-dessus des fortifications de Paris, je cherche des Prussiens, et, à mon grand étonnement, je n'en vois pas de ce côté : les environs de notre capitale sont déserts, abandonnés ; pas un passant sur les routes, pas un canot sur la Seine ; on dirait une cité antique abandonnée par ses habitants. Mais au loin, j'aperçois des fumées, j'entends la voix terrible du canon qui monte jusqu'à mes oreilles, en m'apprenant qu'une action s'engage autour de Paris.

» Bientôt c'est Versailles qui se déroule à mes pieds, Versailles, ce joyau de la France, souillé par les ennemis ; j'aperçois dans le parc des patrouilles qui passent, des sentinelles qui me regardent et quelques uhlans qui sommeillent sur le tapis vert. Ce spectacle m'attriste, et je dirige mes yeux vers l'est de Versailles, où j'apercois un petit campement prussien. Je jette des proclamations imprimées en allemand au milieu des soldats, et ces messieurs me répondent par une fusillade qui ne peut m'atteindre dans les régions où je plane.

» Le soleil est ardent, et mon ballon reste suspendu dans l'air. En glissant doucement sur les flots invisibles, j'ai sous les yeux le plus admirable spectacle que l'on puisse voir. A l'horizon, c'est un vaste cercle de brume qui encadre la riche campagne qui s'étend au loin. Le vent me conduit vers l'ouest, et je passe sur la partie supérieure de la forêt de Rambouillet.

» J'aperçois là encore quelques Prussiens, mais au-delà de Houdan, je cesse d'en voir. Mon passage à 500 mètres au-dessus des bois a singulièrement refroidi le gaz qui gonfle les toiles du *Céleste*, et à compter de ce moment, je suis forcé de jeter par-dessus bord de grandes quantités de lest. Bientôt j'aperçois Dreux à l'horizon ; je m'approche de terre à 50 mètres, et voyant des paysans qui accourent, je leur crie de toutes mes forces : « Avez-vous des Prussiens chez vous ? — Non, non, » me fut-il répondu. Là-dessus, tranquille et confiant, je me dispose à donner un coup de soupape, mais un vent descendant me saisit subitement, et me précipite à terre avec une violence extrême, avant que j'aie eu le temps de jeter mon ancre. Je reçois un choc terrible ; la nacelle se renverse et je suis presque précipité en dehors de mon panier. Je jette mon dernier sac de lest par dessus bord, mais le ballon crevé ne veut plus s'enlever ; heureusement que j'ai le temps de saisir mon couteau pendant un traînage assez violent, et de jeter enfin à terre mon ancre que saisissent avec empressement les braves habitants de Dreux.

» Le vent est assez vif, et mon ballon se fend littéralement d'un bout à l'autre au moment même où il est arrêté.

» Je sors mes sacs de dépêches de la nacelle et je les porte moi-même dans une voiture au bureau de poste de Dreux. Que de travail j'apporte aux infortunés employés ! Je leur donne à trier plus de vingt-cinq mille lettres pour tous les coins de la France et de l'étranger. Le sous-préfet, M. Alfred Sirven, m'accueille avec la plus grande affabilité, et a l'extrême obligeance de me faire préparer une locomotive spéciale qui me conduira à Tours.

» Je suis questionné tout le long de ma route sur Paris, et partout je trouve l'enthousiasme qui répond aux nouvelles de l'excellente disposition de notre capitale assiégée. Paris est fortifié actuellement d'une façon formidable, il est défendu par 400,000 gardes nationaux, 100,000 mobiles et des troupes de ligne. Les Prussiens reçoivent obus et boulets partout où ils paraissent, partout où ils veulent établir une batterie ; on les dit découragés et hésitants. Paris est confiant et résolu ; il a aujourd'hui conscience de sa force. Quand on se promène dans les rues et sur les boulevards, on n'y trouve nul changement, si ce n'est que le képi du garde national a partout remplacé le chapeau.

» Grand nombre de boutiques restent ouvertes, et les promenades sont couvertes de soldats faisant l'exercice. Sur les boulevards extérieurs, sur le Champ de Mars, des barraquements sont construits pour les braves mobiles qui, pour la plupart, habitent encore chez les bourgeois de Paris. Le soir, les cafés ferment à dix heures et demie, et à onze heures, la grande ville semble sommeiller, mais elle a toujours, en réalité, un œil ouvert. Des guetteurs surveillent l'incendie, et

40,000 gardes nationaux montent la garde sur les remparts, tandis que les forts lancent au loin des rayons de lumière électrique qui empêchent toute attaque et surprise.

» Certains vivres sont rares à Paris : plus de beurre, plus de fruits, bientôt la viande sera rare.

» Mais le blé ne manquera pas, et tant que les Parisiens auront du pain, les Prussiens seront tenus à distance. Comme nos ennemis semblent ne plus nous attaquer, on va marcher vers eux, et la garde nationale va faire des sorties réitérées. Quand la province sera prête, quand elle enverra ses hommes armés harceler les lignes prussiennes, nos ennemis se trouveront brisés entre deux cercles de fer ; mais que tous les habitants des provinces se disent bien qu'ils ne sauveront la France qu'en sauvant Paris, et qu'ils accourent en masse au secours de la capitale menacée !

» Les nouvelles que nous apportons aujourd'hui pourront être fréquemment renouvelées, car le service des ballons-poste va s'organiser sur une grande échelle. On a lieu de se féliciter de voir les grands services que rendent les ballons dans la patrie de l'illustre Montgolfier.

« GASTON TISSANDIER. »

Incident Bourbaki. — L'affaire Bourbaki, par le mystère qui l'enveloppe et par les conjectures auxquelles elle ouvre la porte, intrigue toujours vivement l'opinion. On ne comprend pas pourquoi le général a pu sortir si facilement de Metz. On ne comprend pas l'intérêt que les assiégeants peuvent avoir à faciliter des relations entre les généraux et l'Impératrice. On ne comprend pas non plus comment le maréchal Bazaine et son armée peuvent encore tourner les yeux vers la Régente, alors que la France est en pleine république. Le généralissime de l'armée du Rhin voudrait-il négocier avec l'ennemi sans la participation du Gouvernement de la défense nationale ? Et aurait-il sciemment trompé le Gouvernement de Tours, qui a annoncé, dans une dépêche officielle, que le 29, c'est-à-dire deux jours après l'arrivée de Bourbaki à Londres, ce général avait commandé une sortie poussée jusqu'à Briey ?

Le libéralisme prussien. — M. JACOBY, le courageux démocrate allemand, jeté en prison pour s'être élevé contre toute idée d'agrandissement de territoire, contre le vœu des populations annexées, vient d'envoyer au comte de Bismark une protestation contre la détention injuste et arbitraire dont il est victime.

Unité allemande. — Les négociations relatives à l'unification de l'Allemagne se continuent toujours. M. Delbrück avait d'abord engagé ces négociations en Bavière et en Wurtemberg. On annonce aujourd'hui que cet homme d'Etat va faire un voyage au quartier général du Roi, pour lui soumettre, ainsi qu'au comte de Bismark, les résultats des pourparlers qui ont eu lieu à Munich, et prendre de nouvelles instructions.

D'autre part, on télégraphie de Munich que la Bavière et le Wurtemberg refusent d'entrer dans la Confédération du Nord sur les bases de la Constitution actuelle. Ils demandent la transformation de la Confédération du Nord en une Confédération nouvelle. Sinon, ces États se contenteront provisoirement d'une centralisation militaire avec le Nord.

Garibaldi. — On dément d'Italie que le gouvernement de Florence aurait rayé le nom de Garibaldi de la liste des généraux de l'armée italienne, pour s'éviter des embarras avec la Prusse. — Depuis la fin de la campagne de 1866, le général a demandé et obtenu de n'être plus compté parmi les généraux de l'armée.

Évasion du préfet de Strasbourg. — On annonce que M. Valentin, le préfet républicain de Strasbourg, a pu quitter la ville avant l'arrivée des Prussiens. Nommé préfet au moment où Strasbourg était investi, il n'avait pu gagner sa résidence qu'au prix de mille dangers, et grâce à sa connaissance de l'allemand, qui lui avait permis de se mêler aux assiégeants sans éveiller leurs soupçons.

Il avait remarqué que le siége était suspendu pendant le dîner des soldats. Le 22 septembre, déguisé en paysan, entre une et deux heures, il passa à travers les lignes prussiennes et arriva au fossé de la place. Il le franchit à la nage. Les Français tirèrent sur lui à plusieurs reprises, mais les balles ne l'atteignirent pas. Il leur cria de le laisser atterrir et de le faire prisonnier. Mais on lui répondit par des ricanements et des balles. Enfin il parvint à un endroit tout près des postes, où il se trouva abrité contre la fusillade des remparts. Là on consentit à l'arrêter. Conduit devant le général Ulhrich, il releva la manche de sa chemise et en tira le document officiel contenant sa nomination de préfet.

Une commutation rare. — M. Ferrand, l'ancien préfet de Laon, avait été condamné à la peine de mort par le Conseil de guerre, siégeant à la suite de l'explosion de la citadelle de Laon.

M. Ferrand n'a dû la commutation de cette peine qu'à l'intervention de Mgr Landriot, archevêque de Reims (1).

M. Ferrand a été transféré comme prisonnier de guerre à Coblentz.

Mac-Mahon. — On dément la présence du maréchal Mac-Mahon à Wiesbaden.

Le maréchal est encore toujours à Poussu-aux-Bois, près de Bouillon, où il reçoit les soins que réclament ses blessures.

Les Idées de Napoléon III. — Voici le texte du factum que la *Situation* de Londres a publié comme émanant de l'Empereur lui-même. Nous avons dit quelques mots plus haut de cette publication, qui intéressera vivement ceux pour qui elle serait encore inédite. On ne dément la haute origine de ce travail que parce qu'on voit le four complet qu'il a fait.

(1) Sur la foi de plusieurs journaux de France et de l'étranger, nous avons annoncé la mort de Mgr Landriot, sous la date du 20 septembre 1870. Or, il se trouve que cette nouvelle était fausse et que ce prélat est encore bel et bien en vie au moment où nous écrivons ces lignes.

P. M. Janvier 1872.

Un désaveu coûte si peu, même quand il est donné à tort ! Du reste, on reconnaîtra, dans ce manifeste indirect à la France, quelques-unes des idées et des ritournelles avec lesquelles l'Empire nous a bercés et endormis si longtemps :

Aussitôt après l'échec des négociations entamées avec M. Jules Favre, le comte de Bismark aurait fait parvenir à Wilhelmshœhe le récit exact de ces négociations. L'Empereur se serait alors enfermé dans son cabinet, et le soir même, M. de Castelnau serait parti pour le quartier général prussien avec la note suivante, écrite tout entière de la main de l'Empereur :

« En me faisant quotidiennement instruire des événements accomplis, depuis le jour où la Providence m'a contraint de lui remettre mon épée, le Roi semble en appeler à son prisonnier des épreuves que les armées prussiennes imposent à la France, dans un intérêt qu'il croit être celui de l'Allemagne.

» La communication du comte me confirme dans cette opinion. Mais le temps est-il bien venu pour moi de répondre à cette double attention par l'expression de ma pensée ?

» Jusqu'au 4 septembre, la réserve que j'ai observée depuis Sedan reposait sur ma ferme résolution de laisser à l'Impératrice la liberté pleine et entière de se conformer aux intentions du pays.

» Après le 4 septembre, je n'ai pu m'empêcher de faire des vœux pour que la France, même en sacrifiant ma dynastie, parvînt à rejeter l'envahisseur au-delà des frontières naturelles.

» En faisant auprès du comte la démarche dont il était facile de prévoir le résultat, on a ôté à la guerre son caractère véritable, croyant écarter la responsabilité du mouvement dont mon gouvernement a cru devoir subir l'impulsion.

» C'était détruire l'effet des motifs que l'on a de ne pas souscrire aux conditions offertes ; c'était surtout paralyser la défense nationale, au moment même où elle allait prendre des proportions dignes de la France.

» Le comte paraît ne pas comprendre qu'on ait refusé l'armistice nécessaire à la reconstitution d'un gouvernement régulier, et il s'étonne qu'aucun des pouvoirs qui existent légalement n'ait donné son avis sur ce qu'il considère comme un témoignage de la modération du Roi.

» Nul ne saurait blâmer un Français d'avoir réparé une démarche imprudente, en refusant de souscrire à des propositions peu en rapport avec notre passé glorieux.

» Un duel comme celui qui a eu lieu entre la France et l'Allemagne ne peut se terminer que par la ruine complète d'un des deux adversaires ou par leur étroite et loyale réconciliation.

» Le comte doit donc, avant tout, se demander si l'Allemagne a plus d'intérêt à la ruine qu'à l'alliance de la France, et si, en admettant la première hypothèse, l'Allemagne ne croit pas la France à même de puiser son salut dans son désespoir, lors même que l'Europe consentirait à demeurer la spectatrice indifférente d'une invasion sans limites précises.

» Mon entrevue avec le Roi m'autorise à penser qu'il préfère de beaucoup l'alliance de la France à sa ruine ; qu'il n'est pas sans se préoccuper des résultats d'une lutte à outrance, et qu'il apprécie à leur juste valeur les droits que donnerait aux deux peuples étroitement unis la connaissance parfaite des sentiments manifestés pendant la guerre par les diverses nations de l'Europe.

» Si telle était, en réalité, l'opinion du Roi, il ne resterait plus qu'à indiquer les moyens de la faire prévaloir ; mais, est-ce bien au vaincu qu'il appartient de préciser les obligations du vainqueur pour que sa générosité ne semble pas plus lourde que ses exigences ?

» Je puis seulement rappeler au comte, qu'on est certain de ne jamais s'adresser vainement au cœur du peuple français par des procédés héroïques, tandis qu'on est sûr de n'en rien obtenir, si l'on essaie de faire vibrer dans son sein les cordes de l'égoïsme ou de la crainte, qui lui resteront inconnues, quels que soient les revers que la Providence nous impose.

» Inclinée vers une alliance étroite et loyale avec l'Allemagne, par de nobles procédés, la France serait la première à convenir qu'entre *les deux empires* une ligne de défense, dominée par des forteresses, n'a plus de raison d'être.

» Quant aux sacrifices que la France devrait subir en outre, elle n'hésiterait pas à les faire, du

» moment où on lui permettrait d'apprécier les immenses avantages qui résulteraient, pour les » deux peuples, d'une paix dont leur volonté serait désormais l'unique arbitre.

» Sur cette base, les pouvoirs, obligés de se maintenir dans une complète réserve, tant que la » France conservera l'espérance de vaincre, auraient une raison sérieuse d'intervenir.

» L'exposé sincère et concis de la vérité a toujours établi, entre la France et moi, un courant » sympathique, que rien ne pourra détruire. Il me suffirait, je le crois, d'affirmer que notre » honneur n'a aucune atteinte à subir d'une réconciliation basée sur le désarmement de forteresses » devenues alors inutiles, et sur le principe d'une indemnité de guerre à fixer par état, pour que » la paix devînt possible.

» Ces conditions peuvent empêcher la France de recourir à des extrémités, qu'un caprice du » hasard suffirait pour rendre mortelles à l'ordre social européen.

» Ramenée par l'expérience à la saine appréciation des divisions qui la déchirent, et délivrée du » fléau de la guerre, la France n'hésiterait pas à reconnaître, qu'obligée d'attribuer ses malheurs » à son manque d'unité politique, elle doit désormais attendre sa prospérité de l'inviolabilité » strictement observée des institutions.

» Ces considérations perdent chaque jour de leur poids, surtout si le Roi hésite à en tenir » compte avant d'attaquer Paris. Le choc terrible que la Providence a permis entre l'Allemagne et » la France peut avoir fait naître une étincelle que le progrès mettra à profit pour le salut moral » et matériel de l'Europe ; mais si l'on s'obstine, de part et d'autre, à n'attendre une solution que » de la force, un inconnu redoutable se dégagera inévitablement de ce choc, autant pour le » malheur de l'Allemagne que pour le malheur de la France.

» NAPOLÉON. »

» Wilhelmshœhe, 26 septembre 1870. »

Nécrologie. — On annonce la mort de **Prosper Mérimée**, l'illustre auteur de *Colomba*, membre de l'Académie, ancien sénateur, décédé à Cannes. — On annonce la mort de **M. Adolphe Oppenheim**, le père d'une des illustrations financières de l'Europe, à Bruxelles ; enfin du comte **Luidgi Cibrario**, mort près Sulò, en Piémont, auteur de plusieurs ouvrages remarquables, ancien conseiller intime de Charles-Albert, et ayant occupé plusieurs postes importants, soit comme ministre, soit comme ambassadeur.

VENDREDI, 7 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On signale toujours les mouvements des forces prussiennes au sud et au sud-ouest de Paris. La signification de ces mouvements échappe généralement. S'ils n'ont pas pour but unique de frapper le moral des populations et d'assurer le ravitaillement de l'armée qui bloque Paris, ils pourraient bien menacer Tours par la route de Chartres et ses communications avec Rouen et Amiens.

La ville de Chartres a été occupée, avant-hier, par de la cavalerie et de l'artillerie badoises. Les troupes qui étaient à Mulhouse se sont dirigées vers Altkich, celles de Strasbourg iraient à Paris, et une nouvelle armée de 170,000 hommes serait en voie de formation pour opérer sur Paris.

Une dépêche de Châteaudun dit que les Prussiens ont été repoussés de Janville et des environs par les francs-tireurs et les gardes nationaux

de la levée en masse. Ce soir, ils ont incendié Tancrainville. Toutes les communes demandent à marcher sur Janville.

On annonce qu'Épernon est entièrement libre. Rambouillet est occupé par 3,000 Prussiens.

Le département de l'Aube est entièrement libre.

Un combat a eu lieu la journée entière, le 6, entre Raon et Bruyère, contre 8 à 10,000 Prussiens avec de l'artillerie. On n'en connaît pas le résultat. Le général Dupré est blessé; nous avons gardé nos positions.

Les gardes nationaux rejoignent les troupes.

Une dépêche annonce que l'ennemi marche sur Neuf-Brisach. Les villages, depuis Challampe, sont occupés par beaucoup de troupes.

Les Prussiens venus à Gisors ont été repoussés par les gardes nationaux.

L'ennemi semble renoncer à sa marche sur Saint-Quentin, pour aller assiéger Soissons, qui résistera sérieusement.

On annonce de Sarrebruch, le 6, le bombardement du fort de Saint-Éloi qui a riposté vigoureusement.

Un journal de Francfort dit que 2,000 bombes et grenades sont lancées chaque jour sur la forteresse de Bitche et qu'on y attend une batterie de vint-quatre. Les assiégeants ont amené une batterie à portée des bastions et quelques décharges ont délogé les Français du mur d'où ils avaient maintenu un feu vigoureux. Les six batteries bavaroises, plantées sur les hauteurs, ont fait d'affreux ravages ; des rues entières sont détruites et la plupart des habitants sont logés dans la forteresse. La caserne, l'hôpital et la chapelle situés sur le plateau du rocher qui forme la citadelle ne sont plus qu'un amas de ruines.

Les prussiens à Mantes.—La lettre suivante donne de curieux détails sur les faits et gestes des Prussiens à Mantes et dans les environs :

« Drocourt, 28 septembre.

» Je n'ai pu vous envoyer plus tôt le récit des événements dont notre région vient d'être le théâtre, car depuis que les Prussiens ont paru aux portes de Mantes, le service de la poste a été suspendu; on nous fait espérer qu'il va être repris et que nos lettres, après de longs détours, en passant par Evreux, auront une chance sur dix de nous parvenir. Les dépêches télégraphiques et la rumeur publique vous auront sans doute transmis, avec d'inévitables exagérations, la nouvelle de l'arrivée de l'ennemi à Mantes. J'ai été témoin oculaire de presque tout ce qui est arrivé. Voici les faits :

» Le mercredi 21, quelques uhlans, détachés, je crois, d'un corps qui se trouvait à Vernouillet, ont paru à Mézières, à 3 kilomètres de Mantes; ils sont allés, suivant leur habitude, trouver le maire; le conseil s'est assemblé à la hâte, et les uhlans ont déclaré qu'ils venaient imposer à la commune une réquisition d'avoine, dont l'importance fut débattue aussitôt. On ne tarda pas à tomber d'accord : il fut convenu que la réquisition serait prête pour le lendemain à la même heure, et que les mêmes uhlans viendraient en prendre livraison; à peine étaient-ils partis que la nouvelle de ce qui venait de se passer se répandit dans Mantes : quelques gardes nationaux, qui avaient refusé de rendre leurs armes, déclarèrent qu'ils s'opposeraient à la remise de la réquisition; ils partirent, en effet, le lende-

main, jeudi, dès le matin, pour Mézières accompagnés de quelques ouvriers du chemin de fer, que le commissaire de la station avait armés ; plusieurs habitants de Mézières se joignirent à eux, et ils s'embusquèrent derrière les haies et les maisons pour attendre l'ennemi.

» A l'heure convenue, les quatre uhlans revinrent ; à peine arrivés dans Mézières, ils furent assaillis par une vive fusillade qui en tua deux ; les survivants tournèrent bride, mais en déclarant à ceux des habitants qu'ils rencontraient que, puisqu'on les assassinait traîtreusement, ils reviendraient le soir même en force pour brûler le village. Ils étaient, en effet, de retour à cinq heures, ouvraient la fusillade et envoyaient sur le village une vingtaine de boulets. Puis ils faisaient une charge dans la grande rue, restée déserte et, avec des torches, allumaient toutes les chaumières. Tout le monde avait fui.

» Sans s'arrêter un instant, les Prussiens continuèrent leur marche sur Mantes ; accueillis à coups de fusils à Chantereine par les ouvriers du chemin de fer, ils répondirent en lançant des obus, qui allaient tomber sur les maisons de Mantes-la-Ville et jusque dans les rues de Mantes. Le maire, avec beaucoup de courage et de présence d'esprit, n'hésita pas à aller trouver les officiers prussiens, pour leur faire comprendre que la ville n'était pas responsable de cette résistance ; il obtint que Mantes serait épargné, et, à la vérité, je crois que les Prussiens ne tenaient pas à faire une exécution aussi terrible. L'exemple de Mézières pouvait suffire. Le lendemain, ils vinrent chercher une réquisition : 200 kilog. de café, 300 kilog. de sel, 200 bottes de foin, 50 livres de tabacs, 1 sac de farine, 2 sacs d'avoine, 1 tonneau de vin, 1 baril d'eau-de-vie, mais pas d'argent.

» Je suis allé à Mantes au moment où ils se retiraient ; ils étaient 60 dragons. La ville était en partie déserte ; les visages de ceux qui restaient montraient que la population avait été affolée de terreur. Au bruit du canon, la plupart des habitants s'étaient enfuis, les uns dans les bois, les autres à Guernes, à Rosny et sur la route de Normandie. D'autres se jetaient dans des bateaux pour traverser la Seine ; car, peu de jours auparavant, on avait fait sauter le magnifique pont construit par PEYRONNET ; l'épouvante était si grande, que les barques, pour passer à Limay, manquaient de couler sous le poids de ceux qui s'y précipitaient. Le sous-préfet avait disparu des premiers ; on dit qu'on l'a vu fuir de buisson en buisson pendant plusieurs heures ; c'était une créature de M. MAURICE RICHARD, qui l'avait fait venir de Bazas pour assurer dans l'avenir le succès de sa candidature.

» Le bruit du canon et l'arrivée des fuyards de Mantes répandit la terreur dans Limay ; en un clin d'œil la route fut couverte de gens qui se sauvaient à Aincourt, à Magny et dans tous les endroits qui semblaient leur promettre un asile ; des hauteurs de Fontenay, on voyait les flammes de l'incendie qui consumait Mézières, et, je dois le dire, personne ne songeait à opposer aucune résistance à l'ennemi, si, par hasard, il traversait la Seine.

» Le lendemain, vendredi, le calme était rentré dans les esprits ; on était même passé à un excès de confiance ; la foule, complétement rassurée, regardait les Prussiens de l'autre côté du pont ; mais on ne laissait passer personne ; tous les bateaux avaient été retirés du côté de Limay ; cinq minutes après le départ des dragons ennemis, le passage fut autorisé et tout le monde se précipita pour voir de près ces cavaliers prussiens qui, la veille, faisaient trembler les moins pusillanimes.

» J'ai imité la foule quelques heures après, et je suis allé jusqu'à Vaux, entre Meulan et Triel, pour voir leur campement. On ne se serait pas cru en présence de l'ennemi, car on pouvait circuler librement au milieu d'eux : c'étaient, du reste, de très-beaux hommes, très-bien montés, et qui ne paraissaient nullement souffrir des fatigues de la guerre. Les gens de Vaux ne se plaignaient pas d'eux ; tous ceux que j'ai vus m'ont affirmé qu'ils ne commettaient aucun ravage.

» Une femme de Drocourt, qui est mariée à un garde mobile, est allée, ces jours-ci, voir son mari à Versailles et à Paris ; pour revenir, elle a traversé les lignes prussiennes sans courir le moindre danger. Des personnes d'Argenteuil et de Cormeilles nous ont donné des renseignements analogues. En ce moment, il y a environ 1,500 hommes d'infanterie campés à Flins, entre Mantes et les Mureaux ; 1,500 cavaliers sont établis à Maule avec 20 pièces de canon : ce sont des uhlans, des dragons bleus et des cuirassiers blancs. Tous ces pays sont épuisés par les réquisitions, mais on ne cite aucun acte de violence ou de cruauté contre les habitants. Partout les femmes sont respectées. Un conseiller municipal de Saint-Germain, que je viens de voir, me disait qu'il en était de même de son côté ; à Saint-Germain, paraît-il, ils n'ont rien dérangé dans les maisons habitées ; mais, en

revanche, ils ne se sont pas abstenus de casser et de briser ce qui se trouvait dans les maisons désertes. D'après des récits qui viennent de plus loin, ils se montrent parfois très-menaçants; on dit qu'en certains endroits, pour rendre plus prompt le consentement des habitants aux réquisitions, ils mettent le feu à une extrémité du village et l'éteignent eux-mêmes quand tout est conclu.

» Les bruits les plus contradictoires circulent par ici, car il semble que nous soyons à l'extrémité du monde. Une dépêche, arrivée de Pontoise, affirme qu'un combat ou plutôt une grande bataille aurait eu lieu sous les murs de Paris; l'ennemi aurait attaqué cinq forts à la fois et aurait perdu 30,000 hommes tués ou blessés; 30,000 autres auraient été faits prisonniers, 63 canons seraient tombés au pouvoir des Français. Il y a là une évidente exagération. Plaise à Dieu que la dixième partie de cette dépêche se confirme. Nous avons vu passer des ballons, et l'on a fait mille conjectures sur les nouvelles que l'on suppose qu'ils portent. En réalité, nous ne savons rien, privés que nous sommes de toute communication avec le reste de la France.

» Au moment de clore cette longue lettre, j'apprends que 1,200 hommes, échappés de Sedan et constitués en francs-tireurs, vont arriver à Mantes; d'autre part, les corps ennemis campés à Flins et à Maule semblent, dit-on, se préparer à marcher en avant. Ce qui est sûr, c'est qu'ils prennent tous les renseignements qu'il leur est possible de se procurer sur ce qui se passe autour de Mantes; ils s'informent avec un soin minutieux s'il y a quelques troupes ou quelques corps de francs-tireurs dans les environs.

» Je regrette de ne pouvoir vous donner aucun renseignement sur ce qui se passe sous les murs de Paris; ce m'est tout à fait impossible. Des hauteurs du village, nous apercevons très distinctement le Mont-Valérien et l'Arc de Triomphe; jour et nuit nous entendons les coups de canons; en ce moment même, on voit s'élever dans la direction d'Argenteuil les flammes d'un immense incendie. Voilà tout ce que nous pouvons savoir du siége de Paris. »

Incident Bourbaki. — La singulière sortie de Metz du général Bourbaki et sa rentrée non moins singulière dans le camp de Bazaine sont toujours l'objet des commentaires les plus divers. Y a-t-il connivence entre les chefs de l'armée du Rhin et l'état-major prussien en vue de replacer la Régente sur le trône? Ou tout cela n'est-il qu'une colossale mystification à la barbe des armées française et prussienne, dont un malin quelconque serait parvenu à se jouer? C'est ce que personne ne peut dire.

Tours. — On est fort embarrassé à Tours pour remplacer l'amiral Fourichon au ministère de la guerre. Le poste est des plus difficiles; aussi, peu de gens se montrent soucieux d'endosser la responsabilité qu'il comporte. On parle de nommer une commission de sept membres pour diriger les affaires de la guerre.

Le *Constitutionnel* émet le vœu qu'une pareille mesure n'entrave en rien « l'unité de direction et la promptitude nécessaires » aux affaires militaires.

Le général Uhrich à Tours. — L'*Union* raconte ainsi les démonstrations dont la présence du défenseur de Strasbourg a été l'occasion à Tours :

La ville de Tours vient de faire un acte de patriotisme dont on gardera le souvenir; hier est arrivé ici le brave général qui a si glorieusement attaché son nom à la défense de Strasbourg, et, quelques heures après, la foule remplissait la vaste cour de l'archevêché, où le héros a trouvé l'hospitalité. Cette foule, hommes et femmes, animée de sentiments généreux et toute frémissante d'une noble impatience, a poussé des cris d'enthousiasme à la vue du général Uhrich, debout sur le

grand perron du palais, et entouré des membres du gouvernement. Le digne archevêque de Tours, debout à une fenêtre, assistait, non sans émotion, à ce touchant spectacle. M. le maire de Tours a adressé au défenseur de Strasbourg quelques paroles d'une bonne et noble inspiration. Le général a répondu au discours de M. Gouin en termes fréquemment interrompus par les applaudissements des assistants.

Après une sorte d'entr'acte, où le général Uhrich, petit de taille et grand de cœur, s'était mêlé dans les rangs épais de ceux qui l'acclamaient, nous avons eu une scène du plus vif, du plus patriotique intérêt. Tout ce peuple avait besoin de mieux voir l'illustre général et d'entendre encore des paroles en harmonie avec les sentiments qui débordaient dans les âmes. Tout à coup, le général Uhrich a paru à l'une des fenêtres du palais, à côté de l'archevêque de Tours, qui, par un geste gracieux, le présentait à la foule. Il a été salué par les cris de : *Vive Uhrich! vive l'Alsace! vive la France!*

Le général, plus ému devant ces acclamations qu'il ne l'était sous les bombes et les obus des Prussiens, a trouvé des mots heureux pour parler de l'Alsace et pour remercier. « Vous acclamez » en moi la pauvre Alsace, disait-il, cette terre héroïque qui est si française, qui veut rester fran- » çaise, et qu'on ne parviendra pas à nous ravir. Ce jour restera le plus beau jour de ma carrière » déjà longue, et le souvenir de votre réception me suivra jusqu'au tombeau.

» Il n'y a pas de tombeau pour un héros comme Uhrich, s'est alors écrié M. le garde des sceaux en posant son bras sur les épaules du général; Uhrich ne mourra pas, son nom vivra toujours uni à celui de Strasbourg; » et M. Crémieux, dans une improvisation éloquente, habile et mesurée, a successivement loué le héros de Strasbourg, la vaillance de nos troupes tombées si glorieusement à Reichsoffen et à Wissembourg, et l'énergie de notre pays, qui n'acceptera jamais rien d'humiliant. Il a parlé de la nécessité de l'accord de toutes les opinions, de la nécessité de se donner tout entier à la patrie, de s'entendre et de s'unir, quelles que soient les prédilections intimes et les affections. Son langage a été honnête, touchant et français. La foule s'est retirée après avoir renouvelé ses hommages chaleureux en l'honneur du défenseur de Strasbourg, et répété ses cris d'amour envers la France; nous avons entendu des acclamations qui s'adressaient à l'éminent archevêque, dont toutes les pensées profitent au bien, et dont le cœur est constamment occupé des choses de Dieu et des maux de la patrie.

Voici encore un détail sur la réception du général Uhrich à Tours :

Comme on ne pouvait trouver dans les hôtels de la ville, si remplis d'étrangers, un logement pour l'illustre général, on s'est adressé à l'archevêque de Tours, dont le palais est, depuis plusieurs semaines, occupé par des officiers blessés et par les principaux membres du gouvernement. Aucune chambre ne restant libre dans le palais de l'archevêque, l'éminent prélat a donné au général Uhrich la chambre de son secrétaire. On raconte que l'archevêque de Tours a été ému jusqu'aux larmes en recevant l'immortel défenseur de Strasbourg, et qu'il s'est écrié : « Je suis donc destiné à recevoir » ici tous les glorieux débris de ma chère patrie! »

Les prisonniers français en Belgique. — On signale un complot d'évasion formé par les prisonniers français internés au camp de Beverloo, en Belgique. Ils devaient mettre le feu au camp pour favoriser leur fuite. L'autorité belge a reçu des révélations et elle a pris des mesures de sévérité vis-à-vis de tous les prisonniers indistinctement, qui vont être répartis dans diverses forteresses du pays, où on les surveillera de plus près.

Les généraux devant l'opinion publique. — On signale un *tollé* de l'opinion, presque partout, contre les généraux. Ces chefs militaires ont, dans beaucoup de villes, force désagréments de toute nature avec les populations. On s'en défie et, à tort ou à raison, on leur impute de n'être pas étrangers aux présents revers.

Conflit entre les autorités civiles et militaires à Lyon. — Le décret qui place les généraux et les chefs militaires sous la direction des autorités civiles a occasionné une certaine agitation dans cette ville. Le général Mazure refusait d'obtempérer à cette mesure. Le préfet, M. Challemel-Lacour, convoqua donc plusieurs bataillons de la garde nationale pour procéder à l'arrestation du général, qui se mettait ainsi dans la situation d'un rebelle. Le général s'est laissé arrêter sans résistance. On sut bientôt que le décret du gouvernement de Tours, qui le plaçait sous les ordres du préfet, quoique lui ayant été expédié deux fois, ne lui était pas parvenu.

Le préfet apprit le fait à la population lyonnaise par une proclamation affichée le lendemain de l'arrestation du général. Au premier moment, ignorant les causes de la résistance du général, la foule s'était montrée animée d'intentions menaçantes. Il avait même fallu l'intervention énergique du préfet pour empêcher les plus exaltés de pénétrer jusqu'à l'appartement où se trouvait le général. Mais l'agitation se calma dès qu'on sut les causes de sa conduite.

Polémique bonapartiste. — Plusieurs journaux anglais publient une lettre de M. Piétri, dans laquelle il déclare que l'article intitulé « les Idées de Napoléon III » est une œuvre « apocryphe. »

Il est cependant avéré que c'est le général de Castelnau qui a communiqué cette pièce à la rédaction de la *Situation* comme venant de l'empereur. Que Messieurs les bonapartistes se mettent donc d'accord entre eux!!!...

Signalons un autre démenti à propos du même document. D'après les on dit, il avait dû être envoyé en premier lieu à M. de Bismark lui-même par son impérial correspondant de Wilhelmshœhe. Or, on télégraphie de Ferrières qu'on n'y a jamais reçu aucune pièce de ce genre venant de l'ex-empereur.

Pour en finir avec cette publication, disons bien vite que la plupart des journaux la considèrent comme un ballon d'essai de restauration bonapartiste, qu'on répudie aujourd'hui à cause du peu de succès obtenu en France et en Europe.

Petites nouvelles. — **M. Mazure**, rédacteur en chef du *Progrès du Nord*, vient d'être nommé secrétaire de la délégation du gouvernement de la défense nationale. — **Le prince Napoléon** vient de traverser Bruxelles. On ne sait pas où son Altesse se rendait. — **M. Granier de Cassagnac**, venant de Mons, est signalé sur la route de Wilhelmshœhe.

SAMEDI, 8 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre.—On annonce, en date du 7, une attaque des Prussiens contre Neuf-Brissac. La place a répondu par une vigoureuse canonnade.

Une avant-garde prussienne est arrivée à Dreux, où elle a signalé la présence d'un corps de 5,000 hommes à Montargis.

Les Prussiens se massent sur Étampes. Hier, plusieurs colonnes ennemies ont passé La Ferté, marchant sur Étampes et Voves.

On signale une sortie de Bazaine, hier, à deux heures de l'après-midi. Un vif combat s'en est suivi et s'est prolongé jusque dans la nuit. C'est à Worpuy, où se trouvait la division Kummer, qu'a eu lieu le principal engagement. Les Français auraient été repoussés.

Le même jour, à la même heure, les Français ont lancé sur la rive droite de la Moselle plusieurs divisions contre les 1er et 10e corps prussiens.

Vieux-Brissac a été bombardé depuis neuf heures jusqu'à onze heures et demie du soir. La ville brûle de trois côtés.

Le préfet de Saint-Quentin télégraphie l'approche des Prussiens et dit qu'il prépare une vigoureuse résistance.

Le siége de Verdun a commencé.

La garnison est forte de 4,000 hommes.

La situation. — Les singulières allées et venues du général Bourbaki, certaines opinions attribuées au comte de Bismark et au roi Guillaume, la publication d'un prétendu manifeste du prisonnier de Wilhelmshœhe, tout cela avait fait craindre un moment des projets de restauration bonapartiste. Mais la répulsion avec laquelle l'Europe en général, et la France et l'Allemagne en particulier, ont accueilli l'idée de remettre les destinées du peuple français aux mains des Bonaparte, a dû ouvrir les yeux de la diplomatie prussienne et des meneurs bonapartistes sur les difficultés de réaliser un pareil projet. On croit donc toute idée de ce genre mise de côté pour le moment.

En attendant, on se demande toujours si les hommes qui composent la délégation du gouvernement provisoire, sont à la hauteur de la tâche qui leur incombe, et s'ils sont doués, comme devraient l'être les hommes préposés à l'organisation de la défense nationale, du génie de l'organisation. Un de leurs actes les moins approuvés, c'est le décret qui, décidément, appelle les électeurs à nommer, le 16 de ce mois, les membres de la Constituante. Bien des raisons, en effet, semblaient devoir s'opposer absolument à ce que l'on songeât à faire maintenant ces élections, et tous les esprits ont été nécessairement frappés de certaines difficultés

vraiment insurmontables qui se mettront en travers tant de la nomination des constituants que de leur réunion.

D'abord, combien de départements pourront voter? Et puis, où se réuniront les députés? A Tours? Mais comment feront, pour y venir, les députés de Paris? Ou bien Paris ne sera-t-il pas représenté?

Autre chose : la France, en ce moment, est toute bouleversée; l'Est, le Nord, Paris se sont repliés sur le centre, et tout à l'heure, la Normandie et la Beauce peuvent descendre sur la Bretagne, le Poitou et le Bordelais. Comment voteront tous ces Français? ou bien, ne voteront-ils pas?

Et puis, ouvrir le scrutin en ce moment, n'est-ce pas détourner les Français de la grande préoccupation que les événements leur imposent : les nécessités de la défense nationale, et livrer les destinées de la France aux vieillards et aux infirmes qui, presque partout, auront seuls accès à l'urne? Telles sont, en résumé, les principales objections que rencontre un peu, de tout côté, le décret de la délégation gouvernementale. Et l'on se demande, sans pouvoir les pénétrer, quelles raisons graves ont pu imposer, malgré ces difficultés, le décret dont il s'agit à des hommes sensés et dévoués à la chose publique, comme MM. Crémieux et Glaiz-Bizoin.

Le maréchal Bazaine et l'opinion publique. — Ce qui se passe sous Metz semble toujours fort énigmatique. On sait qu'à une des dernières sorties faites par Bazaine, les troupes françaises se sont emparées d'un troupeau de 150 à 200 bœufs. Cette capture a intrigué beaucoup de gens. La *Gazette de Cologne* soupçonne le prince Frédéric-Charles d'avoir peut-être certaines raisons secrètes pour entretenir l'armée de Metz en bon état. « Avec un peu de bonne volonté, dit-elle, on verrait aisément, dans l'attitude du prince Frédéric-Charles, la seconde édition de la conduite de Henri IV assiégeant Paris et se chargeant lui-même de ravitailler la ville qu'il était censé affamer. Cette division prussienne, conduisant des troupeaux au-devant des divisions françaises, offre un spectacle consolant au milieu des rapports qui nous arrivent sur la détresse qui a régné à Strasbourg. Metz, en comparaison, est un vrai Paradis. »

On croit de plus en plus que Bismark, qui ne veut à aucun prix entendre parler de la République ni du gouvernement provisoire, serait très-heureux de faire la paix avec Bazaine. On a dit, en 1848, que dans *le camp de Radetzki se trouvait l'Autriche.* On dira, en 1870, que dans le camp de Bazaine se trouve la France; et ce sera avec lui, en qualité de *général en chef de ce camp*, c'est-à-dire en qualité de *dictateur de la France*, que la Prusse essaiera de traiter de la paix.

Les voyages de M. Thiers. — Rien de nouveau de M. Thiers et de sa mission. Son échec à Saint-Pétersbourg a été complet, au moins en ce qui concerne une intervention actuelle de la Russie en faveur de la France; mais, à un autre point de vue, le voyage de l'illustre diplomate ne sera pas perdu. Il l'a mis à profit, paraît-il, pour semer, chemin faisant, de la *graine de Congrès européen*, qu'il espère bien voir lever après la conclusion de la paix. On sait depuis longtemps que c'est là le souverain espoir de M. Thiers et du parti orléaniste. De retour de Saint-Pétersbourg, M. Thiers est parti pour l'Italie.

Le *Times* explique pourquoi la mission de M. Thiers n'avait aucune chance d'aboutir, surtout en Angleterre. « L'équilibre des pouvoirs européens, dit-il, quelque énorme que cette assertion puisse paraître aux Français, nous ne nous en soucions plus guère. Nous avons appris à abjurer, par les mêmes raisons, et les jalousies politiques et les jalousies commerciales. »

Les ballons.—Voici d'intéressants détails sur le quatrième ballon :

« **M. J. G. Courtin**, fournisseur de l'armée, chargé de conduire les dépêches du gouvernement, est parti jeudi de Paris. Le très-habile et très-expérimenté aéronaute, **M. Louis Godard**, commandait l'escadrille aérienne, qui se composait de deux ballons et de deux nacelles, liés ensemble et marchant de conserve. Le poids total des dépêches confiées à M. Courtin s'élevait à 83 kilogrammes.

» Le départ a eu lieu jeudi, à neuf heures du matin, à l'usine à gaz de la Villette. Nos voyageurs ont passé sur le Mont-Valérien, à 800 mètres de hauteur. Après avoir dépassé la forteresse, à deux kilomètres environ, ils ont essuyé quelques coups de feu, qui naturellement, n'ont point porté jusqu'à eux. Ils ont jeté du lest, et se sont élevés jusqu'à 1,500 mètres. Ils étaient en ce moment sur la forêt de Saint-Germain, d'où les Prussiens ont, avec le même insuccès, tiré sur les ballons. Faute de vent, ils ont plané assez longtemps et ont dû redescendre à 800 mètres, afin de rencontrer un courant.

» Le reste du voyage aérien s'est accompli sans encombre et sans incident.

» M. G. Courtin et M. Godard, ayant traversé Mantes, ont pris leurs dispositions pour atterrir. C'est à trois kilomètres de cette ville qu'ils ont touché terre; mais ils ont été traînés pendant au moins 150 mètres. Ils étaient dans cette situation désagréable, quand une troupe de cavaliers est arrivée sur eux ventre à terre. Ils ont pris ces hommes pour des Prussiens et se sont crus perdus. Heureusement la troupe était commandée par M. **Estancelin**, qui est chargé d'organiser la défense dans le nord-ouest, et qui s'est empressé, après avoir aidé nos voyageurs à prendre terre, de donner à l'envoyé du gouvernement une escorte pour gagner Mantes, où son arrivée a causé une alerte, car les Prussiens étaient d'un côté de la ville pendant que M. Courtin y entrait de l'autre. Celui-ci a été parfaitement accueilli et a reçu, avec une ovation, des offres de service de tout le monde. Une voiture à deux chevaux a été mise immédiatement à sa disposition pour gagner Evreux.

» M. Courtin a pris le chemin de fer à Evreux, et s'est arrêté trois heures à Mézidon. A Argentan, il a été parfaitement accueilli par le chef de gare et tout son personnel. Une chambre a été mise à sa disposition, et il a été très-sensible à cette attention, fort appréciable après une journée en ballon et en chemin de fer. Il a continué sa route par Alençon et le Mans et est arrivé à Tours, vendredi, à 9 h. 1/2 du soir. Il a remis immédiatement au gouvernement les dépêches dont il était porteur.

» Il affirme qu'en passant au-dessus des lignes d'investissement de Paris, il n'a pas aperçu un seul Prussien. De temps en temps, le bruit d'une détonation et une légère fumée arrivaient jusqu'aux

deux voyageurs, mais les ennemis, bien que le pays en foisonne, étaient invisibles. Il paraît qu'ils se reposent le jour et ne travaillent que pendant la nuit.

» M. Courtin était porteur de plusieurs milliers de proclamations imprimées à l'imprimerie nationale en français et en allemand, et qu'il a semées à pleines poignées en traversant les lignes prussiennes.

» Nous avons dit que les deux ballons portaient 83 kilog. de dépêches. M. Godard et M. Courtin, plus heureux ou plus habiles que M. Lutz, n'ont pas eu besoin d'en jeter pour s'alléger. Ils sont arrivés à Mantes avec leur chargement intact.

» M. Courtin a laissé à Mantes six pigeons à lui confiés par l'administration des télégraphes. Il en a expédié deux de cette ville pour annoncer son arrivée, et en a apporté deux à Tours, qui ont dû partir aujourd'hui pour Paris, pour porter au gouvernement les renseignements officiels.

» La situation à Paris, au départ de ces deux ballons, était excellente. On n'y comptait pas moins de 250 bataillons, parfaitement organisés, de garde nationale sédentaire ; 50 autres en voie d'organisation ; 120,000 mobiles et plus de 80,000 soldats, soit au total environ 600,000 combattants. L'attitude de la capitale était énergique et la confiance générale. On compte sur un vigoureux effort des provinces pour écraser les Prussiens et débloquer Paris. »

Madrid. — Le directoire républicain de Madrid a publié son manifeste. C'est une protestation énergique contre le refus du gouvernement et de la commission permanente des Cortès de réunir l'assemblée constituante. Les attaques contre le chef du cabinet sont des plus violentes et les conclusions du manifeste sont en faveur de la nécessité de la proclamation de la république fédérative.

Rome. — Résultat total du plébiscite dans les provinces romaines : Électeurs inscrits : 167,548 ; votants : 135,291 ; *oui :* 133,681 ; *non :* 1,507 ; bulletins nuls ; 103.

Marseille. — Marseille s'était réjoui d'apprendre la pacification de Lyon ; mais voici que le général Cluseret, à peine relâché par l'autorité lyonnaise, s'est dirigé sur Marseille pour y organiser sa ligue révolutionnaire du Midi. On dit qu'il vient d'être arrêté à Aix. Ce qui est certain, c'est que l'agitation jacobine et socialiste, actuellement, en divisant les citoyens et alarmant les conservateurs, peut retenir ceux-ci dans leurs foyers et favoriser ainsi les Prussiens.

La situation des deux premières villes de la province, Lyon et Marseille, n'a peut-être pas peu contribué à laisser la malheureuse place de Strasbourg sans secours. Lyon a dans ses murs ou dans les environs 30,000 hommes de bonnes troupes ; Marseille et Toulon surtout ont des garnisons qui pouvaient se joindre à la petite armée de Lyon. C'était assez pour délivrer Strasbourg, assiégée seulement par une armée de 60,000 hommes ; la ville ayant encore 7,000 défenseurs, il eût suffi de faire une trouée dans la ligne de blocus pour introduire les munitions de guerre qui allaient manquer.

L'émigration internationale à Genève. — La reine Isabelle est arrivée à Genève, accompagnée de l'intendant Marfori. Elle est descendue à l'hôtel où résident déjà le duc régnant de Bruns-

WICK et le prince NAPOLÉON, qui vend décidément sa propriété de Prangins.

M. de Girardin, anti-bonapartiste. — La *Situation*, journal qui se publie à Londres dans le but avoué de remettre Napoléon III sur le trône, avait compté M. de Girardin au rang des partisans d'une restauration bonapartiste. Voici comment l'ancien rédacteur en chef de la *Presse* a répondu à cette assertion dans une lettre publiée par la *Liberté* :

« Tours, le dimanche 2 octobre 1870.

» Mon cher ami,

» Revenu des départements de la Vendée, de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire, que j'ai parcourus pour me rendre compte de l'esprit général de la France et des dispositions prises par la délégation du gouvernement de la défense nationale, afin de justifier son titre, je reçois ce matin, à Tours, la lettre dans laquelle vous me prévenez que « *la Situation*, journal de la restauration de » l'empire, fondé à Londres, me range au nombre de ceux, sur le concours desquels cette restau- » ration peut compter.

» Vous pouvez, mon cher ami, publiquement déclarer que rien dans ma conduite ni dans mes discours n'a autorisé cette illusion de la part de ceux qui, après avoir perdu l'empire par leur platitude, ont perdu l'Empereur par leur aveuglement.

» Le 21 août, quand j'ai remis à l'Impératrice la note que vous avez publiée dans la *Liberté* du 8 septembre, on ne pouvait plus sauver l'empire et la dynastie, mais on pouvait encore sauver l'Empereur et son prestige. Il serait citoyen de la république française, rendue à sa Constitution du 4 novembre 1848, il ne serait pas prisonnier de l'armée prussienne, déshonoré par la capitulation de Sedan.

» A quel titre la *Situation* aurait-elle mon concours ? Est-ce qu'avant et après le coup d'État du 2 décembre, dont j'ai toujours été l'adversaire déclaré, l'élu du 10 décembre a jamais suivi aucun des conseils, écouté aucun des avertissements que j'avais peut-être quelque droit de lui donner, car l'appui compromettant que j'avais prêté à sa candidature faisait et fait peser sur moi une lourde responsabilité ?

» Pourquoi, dans la nuit du 9 au 10 août dernier, mon nom n'a-t-il pas été maintenu sur la liste ministérielle où je figurais comme ministre de l'intérieur et où il a été remplacé par celui de M. **Chevreau** ? C'est que mon programme, que je copie sans y rien changer, renfermait ce qui suit :

PROGRAMME DU 9 AOUT :

« Levée immédiate de l'état de siége, et maintien de l'état de guerre ;

» Amnistie politique sans aucune exception ;

» Abrogation des lois de proscription ;

» Armement national de tous les Français de 20 à 40 ans, non actuellement sous les drapeaux, sauf les cas de non-validité physique et d'exemptions légales, mais armement *localisé, catégorisé*, et combiné avec les approvisionnements, en armes, habillements et munitions ;

» Mise en accusation et en jugement des ministres coupables du crime impardonnable d'avoir déclaré que la France était prête, lorsque, de l'aveu même de M. **Jérôme David**, vice-président du Corps-Législatif, elle ne l'était pas ;

» Entière liberté de la presse, ni restrictions fiscales, ni intimidation pénale qui l'empêchait de remplir son rôle de sentinelle vigilante plus que jamais nécessaire ;

» Le Sénat renonçant à sa dotation ;

» Le ministère des belles-lettres et beaux-arts ainsi que le ministère de l'agriculture et du commerce supprimés ;

» Le ministère de la guerre dédoublé et formant deux départements : le département des opéra-

tions et du personnel de la guerre (général **Palikao**); le département de l'administration et du matériel de la guerre (baron **Haussmann**).

» J'ai la prétention de croire que si ce programme, qualifié alors de trop absolu quand le reproche contraire eût été plus justement mérité, j'ai la prétention de croire que, si ce programme eût été adopté le 9 août, les choses eussent suivi un autre cours, car le ministère du 9 août eût été réellement *un ministère de la défense nationale* au lieu d'être principalement un *ministère de la défense dynastique*. Le général Palikao ne se fût pas usé et déconsidéré en venant chaque jour à la tribune du Corps-Législatif réciter des discours mensongers; il fut parti immédiatement de Paris le 10 août, pour aller se concerter avec les maréchaux **Bazaine**, **Canrobert**, **Mac-Mahon**, et j'eusse insisté, ce jour-là, comme j'avais insisté la veille, pour qu'il organisât sans aucun retard et à tout prix l'armée de Lyon destinée à porter la guerre sur le territoire allemand, afin de hâter et de faciliter la conclusion de la paix.

» Ce ne serait pas moi qui, ministre de l'intérieur, eût reculé devant le conseil de confier au duc d'**Aumale** et au prince de **Joinville** deux commandements en chef, car le 13 août, au risque de passer pour suspect, je n'avais pas hésité d'engager l'Impératrice-régente à se faire adresser le télégramme suivant, devant être inséré le soir même au *Journal officiel :*

« Metz, 13 août 1870.

» A L'IMPÉRATRICE RÉGENTE.

» Lorsque des princes exilés, offrant de donner leur vie pour la défense du pays envahi, s'adressent en de si nobles termes à mon gouvernement, la loi qui les prive de leur patrie ne saurait plus subsister.

» Qu'une proposition d'abroger la loi des 10-11 avril 1832 et le décret des 26 mai, 9 juin 1848 soit donc présentée d'urgence au Sénat et au Corps-Législatif; ils s'associeront, je n'en doute pas, à cette pensée nationale.

» NAPOLÉON. »

» Lorsqu'il n'a été tenu aucun compte de mes conseils aussi désintéressés que patriotiques et conformes à mon programme du 14 décembre 1848, imprimé dans le tome III *des Questions de mon temps*, ne serait-ce pas me désavouer moi-même que de me rallier au drapeau de la *Situation*, ramassé sous les murs de Sedan?

» Ayant toute ma vie représenté, personnifié *la liberté sans la révolution*, certes je n'approuve pas plus l'acte de violence, le coup de matinée du 4 septembre, qui a dissous le Corps Législatif, que je n'avais approuvé l'acte de violence, le coup de nuit du 2 décembre qui avait dissous l'Assemblée législative où j'avais l'honneur de représenter l'héroïque ville de Strasbourg. Mais je n'ai pas besoin de l'approuver pour en accepter les conséquences sans arrière-pensée et sans efforts. Pourquoi aurais-je des scrupules que n'ont eus ni la république des États-Unis, ni la république helvétique, ni le royaume d'Espagne, ni le royaume d'Italie, ni les vaillants maréchaux, généraux et colonels dont les épées, le 5 septembre, ne sont pas rentrées dans les fourreaux?

» Les gouvernements de fait sont les gouvernements de droit.

» Cette maxime américaine a toujours été la mienne, car ne pas la prendre pour règle de conduite, c'est ériger la révolution en principe et en devoir.

» Comment la république renversée par l'empire, l'a-t-elle à son tour renversé? — N'est-ce pas par une révolution?

» Comment l'empire renversé par la république pourrait-il encore la renverser, sinon par une nouvelle révolution?

» Révolution de 1789, revolution de 1830, révolution de 1848, révolution de 1851, révolution de 1870... n'avons-nous donc pas assez de révolutions? ne serait-il pas temps d'en finir avec elles?

» Si la république est le moyen qui s'offre, aidons-la tous à tout prix, sans faire peser injustement sur elle la responsabilité de fautes écrasantes qui, s'ils avaient quelque conscience, quelque pudeur, auraient dû condamner au silence à perpétuité les fondateurs, inspirateurs et rédacteurs de la *Situation*.

» Si vous insérez, mon cher ami, cette réponse que vous avez provoquée, je vous dirai, dans une

autre lettre, ce que je pense des douloureuses épreuves que subit la France, et comment j'aurais compris que le gouvernement actuel tentât de les abréger.

» Tout à vous.

ÉMILE DE GIRARDIN. »

DIMANCHE, 9 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Une bataille a été livrée à Saint-Quentin. La ville, quoique ouverte, a résisté.

Le préfet, M. Anatole de la Forge, est venu sur la place, l'épée à la main, criant : Aux armes !

La population en masse est accourue. Les ouvriers ont requis des armes chez les armuriers. Tous ont marché à l'ennemi.

On a élevé une barricade près du canal.

Le faubourg d'Isle a tenu cinq heures contre une attaque régulière.

Les Prussiens ont battu en retraite.

Les assiégés ont éprouvé quelques pertes.

Le préfet est blessé à la jambe.

Les Prussiens ont dû éprouver des pertes plus considérables.

Un grand enthousiasme règne dans la contrée.

On télégraphie de Ham que 1,200 Prussiens, repoussés de Saint-Quentin par la garde nationale, se sont repliés sur Ribemont.

Des francs-tireurs de Paris ont mis en déroute à Ablis 150 cavaliers prussiens. Ils ont fait 60 prisonniers avec leurs chevaux.

Le maire d'Arthenoy annonce que dans les environs de cette localité, 7 à 800 francs-tireurs ont forcé les Prussiens à se replier.

Arrivée de Gambetta en province. — Une grande nouvelle nous arrive d'Amiens : M. Gambetta, le courageux ministre de l'intérieur du Gouvernement provisoire, est descendu hier de ballon près de cette ville. Son voyage aérien a été des plus périlleux. Il a été, à deux reprises différentes, sur le point de tomber aux mains des Prussiens. Plusieurs fois les coups de l'ennemi ont même porté jusqu'au ballon et M. Gambetta a eu la main traversée d'une balle. Mais sa bonne fortune lui a permis de descendre, près d'Amiens, au sein de populations patriotiques qui l'ont acclamé et lui ont donné les moyens de partir pour sa destination. M. Gambetta se rend à Tours, avec la mission de donner à l'organisation de la défense nationale l'élan et l'unité qui semblent lui avoir manqué jusqu'ici.

Voici quelques détails sur l'enthousiasme que l'arrivée de Gambetta

a fait éclater dans le Nord de la France, où le patriotisme paraissait un peu engourdi. Nous les recueillons dans une correspondance du 8 adressée à l'*Indépendance belge :*

« Quand vous recevrez la présente, vous saurez déjà, par dépêche, que **M. Gambetta** est descendu de ballon aujourd'hui même près d'Amiens. Averti par le télégraphe, **M. Testelin**, le commissaire du Gouvernement pour les départements du Nord, est parti de Lille avec un train express et quelques membres de l'administration départementale. Il a télégraphié a **M. Lenglet**, préfet du Pas-de-Calais, pour qu'il ait à se joindre à lui à son passage à la station, et le train a fait route à toute vapeur pour Amiens.

» L'effet produit sur les populations que j'ai pu voir dans plusieurs gares de chemin de fer me paraît immense et du meilleur augure. On avait déjà grande confiance dans Gambetta ; ce nouvel acte de courage de sa part l'a encore grandi et, si je ne me trompe, il peut à lui seul galvaniser les populations par ici. S'il ne réussissait pas, c'est qu'il n'y aurait rien à espérer du Nord.

» On discutait déjà avec découragement la retraite de l'amiral **Fourichon**, on se plaignait des lenteurs apportées dans la marche des troupes qui doivent prendre l'ennemi sous les forts de Paris. On se laissait aller à de stériles récriminations, mais on n'agissait pas. Depuis ce matin, on semble reprendre l'espoir presque perdu par la retraite précitée et par l'ajournement annoncé, à nouveau, des élections à la Constituante. Je ne vous donne cette dernière nouvelle que comme un bruit très-répandu et très-accrédité. Mais la première, je vous l'atteste. J'ai vu des chefs de train, qui ont vu et le ballon et le ministre de l'intérieur et le train express de M. Testelin. D'ailleurs il y a un tel enthousiasme à l'égard de Gambetta que, je vous le répète, s'il ne tire rien du Nord en faveur de Paris, c'est-à-dire de la patrie, c'est qu'il n'y aura plus rien à en espérer. »

Arrivée de Garibaldi à Marseille. — En même temps que l'arrivée de Gambetta à Amiens, on annonce celle de Garibaldi à Marseille, où la population lui a fait un accueil enthousiaste. Le célèbre condottière vient mettre son épée à la disposition de la République française.

Ces dévouements et ces courages vont-ils enfin stimuler les sentiments de patriotisme de la nation française, et faire tourner tous ses efforts vers l'organisation d'une défense forte, sérieuse, prompte et compacte?

Conduite courageuse et héroïque d'un préfet. — La conduite du préfet de St-Quentin, M. DE LA FORGE, qui a payé de sa personne à la tête des habitants et forcé les Prussiens à battre en retraite, produit partout le meilleur effet. Les fonctionnaires civils se battraient-ils mieux que les militaires? Jusqu'ici, on n'entendait parler que de généraux et de troupes régulières battant en retraite. Ici, c'est un préfet, à la tête de ses administrés, tous armés et organisés à la hâte, qui tient les Prussiens en échec et finalement les force à battre en retraite. Cette défense de St-Quentin prouve que la résistance est partout possible, et que, dans certaines conditions, le patriotisme et le dévouement inspirent mieux que l'habit et les connaissances spéciales.

Il est si rare d'apprendre que les Prussiens ont éte repoussés, que l'échec qu'ils viennent d'essuyer à St-Quentin, quelque peu important qu'il soit, est accueilli partout avec la joie la plus vive et comme un heureux présage pour les événements militaires qui vont se produire.

Une mort mystérieuse. — Un habitant de Poitiers a reçu de Vitry-le-Français (Marne) une lettre qui contient les passages suivants :

« Une calèche passait entre Epernay et Reims, contenant trois personnages, escortée par des cavaliers prussiens ; des francs-tireurs postés dans un bois voisin de la route ont fait feu sur la voiture. Les deux personnages du fond ont été tués, l'autre blessé. On les a transportés à Reims ; on a fait aux deux morts de magnifiques funérailles ; tous les soldats prussiens de la garnison y assistaient. On a dirigé ensuite les cercueils sous escorte en Prusse ; le blessé, pour lequel on prenait les plus grandes précautions, n'a pas tardé à suivre le même chemin. Les voitures ont traversé Vitry. Plusieurs personnes les ont vues. On ne sait pas quelles sont les victimes ; mais ce ne peuvent être que de très-hauts personnages. » C.

Une singulière arrestation. — M. Lutz, (du Rhône), le commissaire extraordinaire du gouvernement de la défense nationale, sorti de Paris par le deuxième ballon, vient d'éprouver à Besançon une triste aventure.

« Le 3, dit *la Franche-Comté*, on a procédé à une arrestation qui a produit dans notre ville une certaine émotion, celle du citoyen **Lutz** (du Rhône) ; voici dans quelles circonstances elle eut lieu.

» Dans la nuit, M. le préfet du Doubs et M. le procureur général se sont rendus à la division, demandant au général **de Prémonville** l'arrestation du citoyen Lutz. On décida qu'elle aurait lieu le matin même.

» Un détachement de trente mobiles du 1er bataillon fut requis à cet effet. Il était appuyé par quelques gendarmes chargés de lui prêter main-forte en cas de résistance de Lutz, car le bruit courait qu'il était toujours porteur d'armes chargées.

» A six heures, tous se rendirent à la préfecture ; vingt-six hommes s'embusquèrent dans les environs ; un lieutenant et un adjudant accompagnés de quatre autres pénétrèrent dans la cour de la préfecture et attendirent.

» A sept heures, M. Lutz descendit sans défiance de ses appartements. L'adjudant s'avança vers lui et lui dit :

» — Au nom de la loi, je vous arrête.

» M. Lutz voulut protester, invoqua son titre de délégué du gouvernement de la défense nationale ; mais les hommes l'entourèrent aussitôt et l'entraînèrent vers une voiture, qui attendait à ce effet dans la rue, et qui fut dirigée sous bonne escorte à la citadelle. »

Tous les journaux du Doubs semblent ignorer les motifs de cette arrestation.

Un démenti. — On dément, de Berlin, que le maréchal Bazaine aurait entamé des négociations avec le gouvernement prussien, en vue de faire la paix au nom de l'Impératrice et sans le concours du gouvernement provisoire. — Comme preuve de la fausseté de ces rumeurs, la presse allemande invoque les nombreux engagements qui ont lieu sous Metz entre l'armée française et les assiégeants.

Unité allemande. — Le *Moniteur wurtembergeois* donne les premiers renseignements positifs sur la phase actuelle de la question allemande, au sujet de laquelle la presse gouvernementale prussienne nous avait laissés dans le vague. Il résulte de l'article de la feuille officielle de Stuttgart, que le roi de Wurtemberg reconnaît la nécessité de procéder sans retard à la reconstitution politique de l'Allemagne, et qu'il est prêt à y coopérer sur les bases suivantes :

1° Transformation des rapports internationaux entre le Sud et le Nord en rapports constitutionnels ;

2° Unité constitutionnelle de l'Allemagne avec un pouvoir central ;

3° Parlement législatif commun et armée uniforme.

Incident Bourbaki et polémique bonapartiste. — On écrit de Londres, 8 octobre, que l'histoire mystérieuse de M. N. et du voyage du général Bourbaki en Angleterre continue de faire l'objet de discussions dans les journaux anglais.

« M. N. lui-même, écrit-on, donne des renseignements énigmatiques, par lesquels il cherche à faire entendre qu'il a pu entrer dans Metz comme partisan déclaré de l'Empereur et que, au même titre, il a fait une visite à Wilhelmshœhe. D'autres renseignements (publiés par le *Daily Telegraph*) vont jusqu'à dire qu'après le départ du général **Bourbaki**, l'Impératrice elle-même est allée faire une visite à Wilhelmshœhe. M. N. indique assez vaguement, dans sa lettre, que le plan mis en avant par lui consistait dans le rétablissement de la régence de l'Impératrice pour le compte du prince impérial, projet basé lui-même sur cette supposition gratuite que, tout en repoussant le retour de l'Empereur au pouvoir, la France accepterait le règne de Napoléon IV.

» Tout cela demande toujours à être tiré au clair.

» Quant au manifeste de Napoléon III, dont la publication a fait tant de tapage, on le tient toujours comme étant le produit de la plume du prisonnier de Wilhelmshœhe, et le *Daily News* semble disposé à en attribuer la publicité au mystérieux M. N. »

Les victimes de la guerre. — La liste des pertes publiées jusqu'à présent par le gouvernement prussien donne les chiffres suivants :

Morts : 2 généraux, 43 officiers supérieurs, 477 officiers, 7,675 sous-officiers et soldats.

Blessés : 7 généraux, 99 officiers supérieurs, 1,447 officiers, 32,945 sous-officiers et soldats.

Absents : 1 colonel, 12 officiers, 5,860 hommes.

En tout : 2,888 officiers, 46,480 hommes.

Le nombre des prisonniers français internés dans les forteresses allemandes s'élève à 110,020 hommes.

LUNDI, 10 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les troupes formées sur la Loire commencent à se montrer sur divers points occupés par les armées d'invasion. Une dépêche de Versailles, — quartier général du prince royal de Prusse, — annonce qu'un corps assez nombreux de ces troupes a été dispersé, samedi, au sud d'Étampes.

La même dépêche signale une exécution militaire, ordonnée pour punir les habitants d'un village d'avoir attaqué par surprise un escadron de cavalerie prussienne. Le village a été brûlé.

Messieurs les Prussiens désireraient probablement qu'on les reçût les bras ouverts et avec acclamations !... Pas encore ! Pas encore !...

Arrivée de Gambetta. — L'attention n'est plus aux faits de guerre. Elle est tout entière à la descente de ballon de Gambetta, à l'énergie et à la confiance que montre le jeune ministre, à l'élan patriotique que sa présence provoque partout. Il faudrait un homme à main de fer pour centraliser et diriger les forces de la France vers un but unique : l'expulsion des envahisseurs. Il faudrait un puissant organisateur pour faire surgir les armées de terre, les discipliner, les armer et les lancer à la délivrance de Paris, généreuses, ardentes, ayant foi dans leurs chefs, et sentant en elles l'âme et le salut de la France.

On se demande si Gambetta sera cet homme, s'il sera ce génie organisateur, et tous les amis de la France suivent d'un œil anxieux les faits et gestes du jeune tribun, dans l'espoir de trouver en lui l'activité et l'élan, la force calme et sereine qui manquaient à la Délégation de Tours.

Voici, dans l'ordre où ils ont paru, les détails que donne le télégraphe sur l'arrivée de Garibaldi et de Gambetta, à Tours :

Rouen, samedi, 8 octobre, 8 heures soir.

La garde nationale a acclamé M. Gambetta qui a fait un discours se terminant ainsi : « Faisons un pacte avec la victoire ou avec la mort. »

Il est reparti pour Tours, et il est muni de pleins pouvoirs.

Tours, dimanche, 9 octobre, matin.

M. Gambetta a couché au Mans.

Il arrivera vers midi à Tours.

Tours, dimanche, 9 octobre.

Garibaldi est arrivé inopinément. Il a été impossible de le recevoir à la gare. Le lieutenant de la ligne qui était de garde a offert de lui faire escorte.

Garibaldi a répondu qu'il n'a pas l'habitude d'être escorté, en ajoutant qu'ils se retrouveraient ensemble sur le champ de bataille, pour délivrer le territoire de la République française.

Ils sont allés ensemble à la préfecture.

Garibaldi a reçu, quoique très-fatigué, les membres du Gouvernement et le préfet.

Pendant ce temps, le bataillon de francs-tireurs de Tours, apprenant la présence de Garibaldi, est venu dans le jardin de la préfecture, avec la population, demandant que Garibaldi les passât en revue et criant : Vive Garibaldi ! Vive la République !

Garibaldi a paru à une fenêtre avec M. Crémieux et M. Glaiz-Bizoin. Comme il était souffrant, il n'a pas pu descendre. MM. Crémieux et Glaiz-Bizoin sont descendus et ont passé en revue les francs-tireurs, puis ils sont remontés près de Garibaldi.

Sur la demande des francs-tireurs, M. Glaiz-Bizoin a donné l'accolade à Garibaldi au nom du bataillon.

Garibaldi et M. Crémieux leur ont adressé quelques paroles chaleureuses, puis ils se sont séparés aux cris de : Vive Garibaldi ! vive la République ! vive Crémieux !

Tours, dimanche, 9 octobre.

Aujourd'hui, un conseil des membres du Gouvernement s'est réuni depuis midi et demi jusqu'à deux heures. Pendant la séance, une grande foule s'est présentée dans la cour de la préfecture, avec un drapeau français et américain, réclamant M. Gambetta et le général Garibaldi.

Garibaldi a paru dans la cour.

Il a été très-acclamé et a prononcé quelques paroles qui ont provoqué un grand enthousiasme.

M. Gambetta a paru ensuite au balcon et a dit : « Une proclamation, qui sera affichée, vous fera connaître les instructions et les ordres du Gouvernement de Paris.

« Je suis venu ici pour travailler; nous devons être sobres de démonstrations.
« Travaillons, car nous n'avons pas une minute à perdre... »
Des cris chaleureux de : Vive la République ! ont été poussés.
Après cette allocution, M. Gambetta a repris sa place au conseil.
Garibaldi a reçu une députation de la garde nationale de Tours à laquelle il a adressé quelques paroles.

Rome. — Les journaux publient une protestation de Pie IX contre l'entrée à Rome des troupes italiennes. Le document a la forme d'une lettre adressée aux cardinaux et le Saint-Père s'y plaint d'être prisonnier au Vatican, et d'être privé de communications avec l'épiscopat, parce que le service postal n'est plus entre ses mains.

L'*Italie* répond à cela que si le Pape est prisonnier, c'est parce qu'il le veut bien, toute latitude lui étant laissée pour aller et venir où bon lui semble. Elle ajoute que le général Cadorna a offert au Pape, pour ses besoins personnels, un bureau spécial de poste et de télégraphe, mais que le Saint-Père a refusé cette offre.

Les voyages de M. Thiers. — M. Thiers est à Vienne. Il a eu une conférence avec M. de Beust et, hier à midi, il a été reçu par l'empereur François-Joseph. Le *Times*, qui, jusqu'à présent, s'était montré d'un scepticisme absolu au sujet d'un résultat quelconque de la mission confiée à l'illustre homme d'État, se montre plus confiant aujourd'hui, sans que nous ayons l'explication de ce revirement. Il estime que les conférences de l'envoyé extraordinaire du gouvernement français avec le chancelier de l'empire austro-hongrois produiront de bons effets, et il ajoute que M. de Beust fait tous les efforts possibles en faveur du rétablissement de la paix.

Incident Bourbaki. — Il est dit que le mystère le plus complet couvrira toujours les allées et venues du général Bourbaki. On le disait à Metz. Or, un télégramme d'Arlon (Belgique) signale son passage dans cette ville. Le lieutenant de Bazaine se dirigeait vers Liége.

MARDI, 11 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le fait d'un échec essuyé samedi par des corps de la nouvelle armée française de la Loire est confirmé, avec quelques détails, par un télégramme du commandant français, annonçant au ministre de la guerre à Tours qu'il a été refoulé, après cinq heures de combat, dans la forêt, où il est décidé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

On annonce de Saint-Quentin qu'une nouvelle attaque des Prussiens est imminente.

La défense nationale à Paris. Proclamation de Gambetta aux départements. — La première préoccupation de M. Gambetta, à Tours, a été de faire connaître aux départements l'attitude héroïque de Paris en présence des désastres de la France et de l'effroyable éventualité d'un long siége.

Jusqu'ici, la province était indécise, hésitante. On manquait de point d'appui, de centre d'action, on ne savait jusqu'à quel point la population parisienne pourrait faire face aux ennemis et aux maux qui l'assaillaient.

Le langage de M. Gambetta, en révélant tout ce que Paris a déjà su faire et compte faire pour maintenir l'honneur et l'intégrité de la France, va donner à l'organisation de la défense en province l'élan, l'unanimité et la confiance dans le succès, qui lui manquaient jusqu'ici.

Paris se dévoue, Paris se dévoue quand même, malgré la perspective de voir peut-être ses souffrances et son dévouement inutiles. La province pourrait-elle rester en arrière et se refuser à payer de sa personne, quand la population parisienne montre tant d'héroïsme, tant d'abnégation, tant d'oubli de ses maux, pour ne voir que l'honneur et le salut de la France?

Voici la proclamation, datée du 10 octobre et adressée aux citoyens des départements, dans laquelle l'éloquent membre du gouvernement provisoire expose ce que Paris a déjà fait, ce qu'il saura faire encore et ce que, de son côté, la province doit faire pour répondre au dévouement et aux efforts de sa capitale :

Tours, lundi, 10 octobre.

« Par ordre du gouvernement de la République, j'ai quitté Paris pour vous apporter, avec les espérances du peuple parisien, les instructions et les ordres de ceux qui ont accepté la mission de délivrer la France de l'étranger.

» Paris, qui depuis dix-sept jours est investi, donne le spectacle de plus de deux millions d'hommes qui, oubliant tous leurs dissentiments pour se ranger autour du drapeau de la République, déjoueront les calculs de l'envahisseur, qui comptait sur nos discordes civiles.

» La révolution avait trouvé Paris sans canons, sans armes ; maintenant 400 mille gardes nationaux armés, 100 mille mobiles des départements, et 60 mille hommes de troupes régulières sont groupés autour du drapeau national. Les ateliers fondent des canons, les femmes fabriquent un million de cartouches par jour. La garde nationale a deux mitrailleuses par bataillon.

» On fabrique pour elle des canons de campagne pour des sorties contre les assiégeants. Les forts sont occupés par des marins pourvus d'une artillerie merveilleuse et servie par les premiers pointeurs du monde.

» Jusqu'à présent, leur feu a empêché l'ennemi d'établir le moindre ouvrage. L'enceinte qui, le 4, était défendue seulement par 500 canons, l'est maintenant par 3,800, avec des munitions s'élevant à 400 coups pour chacun. La fonte des projectiles continue avec fureur, chacun a son poste marqué pour le combat ; l'enceinte est perpétuellement couverte par la garde nationale qui, du matin au soir, s'exerce à la guerre avec patriotisme.

» La solidité et l'expérience de ces soldats improvisés grandissent quotidiennement.

» Derrière l'enceinte existe une troisième enceinte formée de barricades, derrière lesquelles les Parisiens ont retrouvé, pour défendre la République, le génie des combats des rues. Tout cela est exécuté avec calme, avec ordre, par le concours et l'enthousiasme de tous.

» Paris est inexpugnable. Il ne peut être ni pris ni surpris.

» Deux autres moyens pour s'emparer de la Capitale restaient aux Prussiens : la sédition et la famine. Or, la sédition ne viendra pas ni la famine non plus. Paris, en sachant se rationner, a de quoi défier l'ennemi pendant de longs mois, grâce aux vivres accumulés, et il supportera avec une mâle constance la gêne et la disette pour donner à ses frères des départements le temps d'accourir à son secours.

» Telle est, sans déguisement, la situation de Paris. Cette situation vous impose de grands devoirs.

» Le premier est de ne pas avoir d'autre préoccupation que celle de la guerre.

» Le second est d'accepter fraternellement le commandement du pouvoir républicain, issu de la nécessité et du droit, lequel ne servira aucune ambition, et qui n'a pas d'autre passion que celle d'arracher la France à l'abîme où la monarchie l'a plongée. Cela fait, la République sera fondée, abritée contre les conspirateurs et les réactionnaires.

» J'ai mandat, sans tenir compte des difficultés ou des résistances, de remédier et, quoique le temps manque, de suppléer par l'activité à l'insuffisance des délais. Les hommes ne manquent pas ; ce qui a fait défaut, c'est la résolution décisive et la suite dans l'exécution des projets. Ce qui fit défaut, après la honteuse capitulation de Sedan, ce sont les armes : tous les approvisionnements de cette nature avaient été dirigés vers Sedan, Metz et Strasbourg.

» On dirait que, par une dernière criminelle combinaison, les auteurs de nos désastres avaient voulu, en tombant, nous enlever tous les moyens de réparer nos ruines.

» Maintenant, les marchés conclus auront pour effet d'accaparer tous les fusils disponibles sur le globe. Pour l'équipement et l'habillement des soldats, ni les travailleurs, ni l'argent ne manquent.

» Il faut mettre en œuvre toutes nos ressources qui sont immenses, secouer la torpeur des campagnes, réagir contre les folles paniques, multiplier la guerre de partisans, opposer des piéges aux embûches, harceler l'ennemi, inaugurer la guerre nationale. La République appelle le concours de tous. Elle utilisera tous les courages, emploiera toutes les capacités. Selon sa tradition, elle fera de jeunes chefs. Le ciel cessera de favoriser nos adversaires.

» Les pluies d'automne viendront et, retenus, contenus par la Capitale, les Prussiens, éloignés de chez eux, inquiétés, troublés, seront décimés pièce à pièce par nos armes, par la faim, par la nature.

» Non, il n'est pas possible que le génie de la France se voile pour toujours, que la grande nation se laisse prendre sa place dans le monde par une invasion de 500 mille hommes.

» Levons-nous donc en masse et mourons plutôt que de subir la honte d'un démembrement.

» A travers nos désastres, il nous reste encore le sentiment de l'unité française, de l'indivisibilité de la République. Paris cerné affirme plus glorieusement encore l'immortelle devise qui deviendra celle de toute la France.

» Vive la Nation ! vive la République une et indivisible ! »

Arrivée de M. de Kératry. — Après M. Gambetta et par la même voie, voici M. de Kératry, le préfet de police de Paris, qui vient de sortir de la ville assiégée pour gagner Tours. C'est encore un homme d'action, et ses services seront assurément plus efficaces dans les départements qu'ils ne pouvaient l'être dans la capitale, où le patriotisme de tous suffit à écarter toute appréhension de désordre et rend la police à peu près inutile.

Ajournement des élections. — Leur ajournement est généralement bien accueilli. Seuls, les organes de la presse conservatrice attaquent le maintien du *statu quo*. Ils accusent le Gouvernement de

n'ajourner les élections que par peur de voir le pouvoir passer en d'autres mains.

Opinion de la presse anglaise sur les Parisiens. — On ne croit pas, à Londres, que Paris tiendra longtemps. Voici pourquoi, d'après une lettre de cette ville :

« On ne croit pas les Parisiens capables de supporter la longue et dure épreuve d'un siége et d'un bombardement. Tout le monde est convaincu ici que, si l'on pouvait en venir aux mains avec l'ennemi, les Parisiens se battraient bien; mais ceux qui revendiquent pour les Parisiens les qualités nécessaires pour endurer patiemment toutes les horreurs d'un siége, dans une attitude passive et d'abnégation absolue, sont en grande minorité. Les horreurs de la disette, jointes à celles d'un bombardement, sont réputées trop grandes pour être supportées par une population habituée aux aises de la vie et divisée dans ses croyances, dans ses aspirations politiques.

» Tel est le résumé de l'opinion de la presse anglaise, fondée sur les dernières informations. »

Florence. — La *Gazette officielle* publie un décret établissant que Rome et toutes les provinces de l'État romain font partie intégrante du royaume italien.

Le Pape conserve la dignité et l'inviolabilité attachées à toutes les prérogatives personnelles d'un souverain.

Une loi établira les conditions garantissant la franchise territoriale, l'indépendance du Pape et le libre exercice de son autorité spirituelle.

Un décret nomme le général La Marmora commandant de Rome et des États romains.

Un autre décret promulgue que les statuts du royaume italien seront appliqués dans Rome, et amnistie un certain nombre d'individus qui s'étaient rendus coupables de crimes politiques et de contraventions.

On assure que le Roi assistera prochainement aux manœuvres militaires à Monlice et à Marengo, et y restera une dizaine de jours.

M. Sermoneta a été décoré de l'ordre de l'Annonciade.

Les journaux critiquent le langage violent de quelques journaux français contre l'Italie, à l'occasion de l'occupation de Rome

Le général de La Marmora est parti avant-hier soir pour Rome. On assure que plusieurs députés de l'opposition ont déclaré vouloir se rapprocher du ministère, à condition qu'il établisse des réformes administratives en faveur de la centralisation.

Les journaux annoncent que Garibaldi adresse à ses amis de Nice une lettre pour leur conseiller de suspendre toute agitation et de ne pas créer d'embarras à la France.

M. Thiers est attendu pour mercredi soir.

Le roi, en recevant la commission du plébiscite, a dit :

« La patrie est enfin reconstituée d'une manière durable. L'unanimité du plébiscite remplit de joie » tout le royaume.

» Si nous ne devons pas peu à la fortune, nous devons beaucoup à la justice évidente de notre » cause.

» Le libre assentiment et la fidélité aux promesses échangées, voilà les forces qui ont fait l'Italie.

» Maintenant que les Italiens sont maîtres de leurs destinées et qu'ils se recueillent, après une dis-
» persion de tant de siècles, dans la ville qui fut la Capitale du monde, les Italiens sauront sans doute
» tirer des restes de leur ancienne grandeur les gages d'une nouvelle grandeur, et environner de res-
» pect le siége de cet empire spirituel qui a arboré ses pacifiques enseignes là où les aigles païennes
» même n'ont pu arriver.

» Comme Roi et comme catholique, je proclame l'unité italienne, je reste ferme dans la résolution
» d'assurer la liberté de l'Église, l'indépendance du Souverain-Pontife, et, moyennant cette décla-
» ration, j'accepte de vos mains le plébiscite de Rome et je le présente aux Italiens. »

Incident Bourbaki. — Décidément nous n'en finirons pas avec les allées et venues du général Bourbaki. Le télégraphe belge le signalait hier, à Arlon, sur la route de Liége, par conséquent en route vers Metz.

Aujourd'hui, l'*Indépendance belge* nous apprend, — et elle est à même d'être aussi bien renseignée que le télégraphe belge, — que le général qu'on faisait voyager vers l'Allemagne, dans la direction de Metz, est bel et bien à Bruxelles.

Voici ce que l'*Indépendance* croit pouvoir garantir, touchant les faits et gestes du général dans ces derniers temps. Le général était à Metz, lorsque Bazaine reçut la visite d'un émissaire, dont on ne sait ni le nom, ni l'origine, ni la mission. Après cette visite, le maréchal fit avertir le général Bourbaki qu'il avait à se rendre en Angleterre auprès de l'Impératrice. Le général montra de l'hésitation à quitter son commandement alors qu'on était tous les jours dans le cas de se mesurer avec l'ennemi.

Le maréchal insista, et finalement remit par écrit au général un ordre formel ainsi conçu :

« L'Impératrice-régente, ayant manifesté le désir de s'entretenir avec le général Bourbaki, ordre est donné à cet officier général de se rendre immédiatement auprès de Sa Majesté. »

Le général partit donc en prenant la qualité de médecin. Le maréchal lui fournit lui-même les habits nécessaires à son déguisement.

L'émissaire mystérieux l'accompagna jusqu'à Cambden-Place, où son arrivée excita tout d'abord une vive surprise, puis une irritation non moins vive. L'ex-Impératrice déclara ne plus vouloir entendre parler de politique et être résolue à demeurer, pour le moment, avec son fils, en dehors de toutes les intrigues, qu'on pouvait méditer ailleurs.

Le général, qui se croyait, sinon appelé, du moins attendu ou désiré, fut singulièrement bouleversé de cet accueil. Avoir quitté son poste de combat, sans utilité et sans but, c'était désespérant, et, au premier moment, il ne pensait pas pouvoir survivre à cette désertion apparente de son commandement. Cependant il finit par se calmer, et voulant à tout prix regagner le poste périlleux qu'il occupait à Metz, il s'adressa à la reine Victoria et la pria d'intervenir pour qu'il pût rejoindre Bazaine.

On le mit en rapport avec les autorités prussiennes ; mais, comme une réponse nette et décisive se faisait attendre, le général renonça à retourner à l'armée du Rhin.

C'est ainsi que le général est arrivé hier, le 10, à Bruxelles, d'où il doit se rendre à Tours, pour se mettre au service de la défense nationale.

Un détail curieux que révèle l'*Indépendance* : Le général Bourbaki, à sa sortie de Metz, le 24 septembre, n'avait connaissance d'aucun des événements qui s'étaient produits en France depuis le 28 août !.....

Maladie d'Alexandre Dumas. — La France est malade !... Alexandre Dumas, son grand conteur, l'est aussi !... Il est actuellement au Puys, près de Dieppe, à la campagne de son fils. On ne peut pas le voir. Le célèbre auteur de *Monte-Christo* et de tant d'autres ouvrages, connus de tous, est atteint de paralysie, et il tombe en enfance.

Le grand écrivain ne connaîtra donc peut-être jamais les malheurs qui frappent aujourd'hui la France !... Faut-il l'en plaindre?

Le libéralisme prussien. — Le général Vogel de Falkenstein, gouverneur général des provinces du Nord, a publié un arrêté par lequel il rapporte l'interdiction des réunions populaires du parti démocratique ; mais il charge la police de surveiller les personnes qui, par des manifestations publiques, encourageraient la France dans sa résistance et rendraient par là des services à l'ennemi, au détriment de l'action militaire de la patrie. Il recommande de mettre les individus qui se trouveraient dans ce cas «hors d'état de nuire» pendant toute la durée de la guerre.

Hors d'état de nuire !... Que de bâillons et de forteresses évoquent ces quelques mots !... Et comme tout cela sent le prussien pur sang !

L'homme de Sedan. — C'est sous ce titre que vient de paraître, à Bruxelles, une vigoureuse attaque contre Napoléon III. L'auteur de cette brochure, M. Alfred de Laguéronnière, ayant craint qu'on n'attribuât à son frère, l'ex-serviteur et apologiste du régime impérial, cette énergique protestation contre l'Empire, vient d'écrire la lettre suivante à l'*Indépendance :*

A Monsieur le Directeur de l'Indépendance.

Bruxelles, le 10 octobre 1870.

Monsieur le Directeur,

Une lettre publiée dans l'*Indépendance*, que je lis à l'instant, ne me permet pas d'autoriser l'ombre d'une équivoque.

La confusion n'était pas possible entre la brillante personnalité de mon frère et la mienne immuable dans sa modestie.

La cause qu'il a servie de son talent ne m'a jamais vu sous son drapeau.

L'*Homme de Sedan*, ma dernière publication, n'est que l'épilogue des deux milles pages qui l'ont précédée.

Lorsque les événements ont jeté la France sur l'écueil vainement signalé, le devoir est d'être implacable contre l'ambition qui s'en prend à tout, oubliant le vrai coupable — elle-même.

C'est dans ces sentiments et avec une haute considération que j'ai l'honneur, etc.

Comte ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE.

Soit dit en passant, il paraît que les Belges et les Français, qui sont en Belgique, font leurs délices de la prose anti-impérialiste du frère de l'ancien sénateur et ambassadeur de Napoléon à Constantinople.

Ligue du Midi. — D'après une dépêche adressée de Marseille au *Démocrate du Midi*, journal d'Avignon, M. ALPHONSE GENT a été nommé commissaire général de la Ligue du Midi par seize voix sur vingt-trois. Voici, d'autre part, la dépêche que M. Alphonse Gent adresse de Tours au même journal :

« Je reste à Tours, où je suis nommé membre du comité remplaçant le ministre de la guerre. Il m'est impossible de décliner un poste de grand devoir et de salut public.

» Tours, 4 octobre 1870. »

Si nos informations, ajoute *le Sémaphore*, sont exactes, l'idée de la Ligue aurait, d'ailleurs, été abandonnée par ses principaux promoteurs.

Toujours ces braves maires. — Nous empruntons les révélations suivantes au *Siècle* :

Un franc-tireur du Havre écrit aux journaux du Havre la lettre suivante, datée de Vernon :

« J'arrive à l'instant de Dammartin, où nous avons manqué d'être pincés par les Prussiens, qui sont environ 10,000 à Mantes. Nous avons fait cette nuit un détour énorme, par les hauteurs, pour pouvoir leur échapper.

» Nous nous étions réunis le matin avec les **Mocquard**, au nombre de 900 environ, et les 300 Rouennais de **Desseaux**. Nous avons campé à Dammartin. *C'est le maire et son adjoint qui ont indiqué notre campement à l'ennemi.* Nous les tenons prisonniers. Fort heureusement, on nous a prévenus à temps, et nous avons levé le camp à minuit. Les Prussiens ont dû arriver à cinq heures du matin. »

« Un autre maire de l'empire, à Dombach, non-seulement a empêché les francs-tireurs de tirer sur des dragons badois, mais les a signalés à un fort corps de troupes prussiennes auquel ils n'ont échappé qu'avec peine. Il a été arrêté par la gendarmerie de Schelestadt. Nous apprenons que, depuis, il s'est fait justice lui-même. On l'a trouvé pendu dans sa prison. »

NÉCROLOGIE. — On annonce la mort de : M. **Sal**, peintre-paysagiste allemand, décédé à Baden-Baden. Avant la guerre, M. Sal habitait Paris, où il était fort répandu dans le monde artistique ; — du cardinal **Mattei**, président d'âge du Sacré-Collége ; — du général **Thérémin d'Hame**, décédé à la suite de la blessure reçue lors de l'explosion de la citadelle de Laon ; — de M. **Chandigué**, capitaine au 61e de ligne français, décédé à Bruxelles, à une des ambulances de l'Association internationale de secours aux blessés.

MERCREDI, 12 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le bruit d'un retour offensif des Prussiens sur Saint-Quentin est démenti.

L'ennemi a été repoussé à Dreux.

On signale la présence de corps allemands à Montdidier, où les francs-tireurs et les mobiles se sont portés à leur rencontre.

Mauvaises, très-mauvaises nouvelles du côté d'Orléans. Les Prussiens ont battu une division française à Arthenay, lui ont pris trois canons et fait 2,000 prisonniers. L'armée française serait en pleine déroute et la prise d'Orléans deviendrait imminente.

Des cavaliers prussiens ont chassé, le 10, 4,000 mobiles au-delà de l'Eure.

Rome. — Le général La Marmora, lieutenant du Roi, est arrivé à Rome. Il a été acclamé par la foule.

Il a publié une proclamation aux Romains, disant :

« Le plébiscite couronne l'édifice national.

» J'espère que l'étranger jugera dignement ce grand événement.

» Le gouvernement veut que le pontife exerce avec une dignité souveraine, avec efficacité et liberté, tous les droits du chef suprême de l'Église.

» Je fais appel à l'ordre et au calme. »

Les voyages de M. Thiers. — La *Correspondance Warrens* de Vienne, dit que, pendant son séjour en Autriche, M. Thiers a été reçu partout avec la grande considération qui est due à cet illustre homme d'État.

La mission dont M. Thiers était chargé a dû lui faire reconnaître combien l'Autriche désire le rétablissement de la paix en Europe.

Russie. — Les journaux russes donnent un démenti formel aux nouvelles de mouvements de troupes et de préparatifs de guerre en Russie.

La défense nationale à Tours. — M. Gambetta va réunir le portefeuille de la guerre à celui de l'intérieur. L'amiral Fourichon reste seul à la tête du département de la marine.

Voyage aérostatique de M. Gambetta. — Nous empruntons au *Nouvelliste de Rouen* ces détails intéressants sur le passage à Rouen de M. Gambetta, ainsi que sur son voyage aérostatique :

« La nouvelle de l'arrivée de M. Gambetta à Amiens et de son passage à Rouen s'est répandue hier, vers midi, dans notre ville et y a produit la plus grande sensation. On a appris que M. Gambetta arriverait à la gare du Nord vers trois heures, et aussitôt une foule immense s'est dirigée vers cette gare, malgré une pluie battante.

» Un bataillon de la garde nationale et la musique se sont portés au-devant de l'illustre orateur, avec MM. **Desseaux**, préfet de la Seine-Inférieure, le général **Gudin**, le commandant général **Estancelin**, M. **Nétien**, maire de Rouen, les adjoints et la plupart des membres du conseil muni-

cipal. Un détachement de la garde nationale à cheval devait faire escorte au membre du Gouvernement de la Défense nationale.

» Racontons d'abord les particularités du voyage aérien de M. Gambetta : Vendredi matin, à onze heures, deux ballons sont partis de la place Saint-Pierre, sur les hauteurs de Montmartre. Dans l'un de ces ballons, l'*Armand Barbès*, ont pris place M. Gambetta, son secrétaire, M. **Spuller** et M. **Trichet**, aéronaute.

« Dans le second ballon, le *George Sand*, sont montés M. **de Revillod**, M. **Reynolds**, de New-York, M. **May**, Américain, qui habite Paris depuis 1862, M. **Cuzon**, sous-préfet de Redon, et un aéronaute. Une foule immense assistait au départ des deux ballons. M. Gambetta était accompagné de plusieurs de ses collègues. Chacun faisait des vœux ardents pour le succès de sa tentative périlleuse et pour l'heureuse issue de la grande mission qu'il allait accomplir en province. M. **Nadar**, qui avait fait construire les ballons, a dirigé les opérations du départ.

» Bientôt les deux ballons se sont élevés dans l'air, aux applaudissements de la foule, qui était en proie à une indicible émotion, car chacun se rendait compte des dangers qu'allaient courir ces courageux citoyens. D'abord les ballons ont fait route presque côte à côte, et les voyageurs des deux nacelles pouvaient échanger des paroles. En passant au-dessus des lignes prussiennes, M. Gambetta et ses compagnons de voyage ont échappé vingt fois à la mort. Les Prussiens dirigeaient sur eux une fusillade continuelle et les balles passaient en sifflant autour des nacelles.

» Jusqu'à trois heures du soir, les deux ballons restèrent en vue l'un de l'autre, dans la même direction. A trois heures, ils se séparèrent : mais déjà ils étaient bien près de l'endroit où ils allaient pouvoir prendre terre. Une heure après, l'un des ballons, le *George Sand*, descendait sans encombre près de Roy, dans la Somme.

» Moins heureux, l'*Armand Barbès* s'accrochait à un arbre dans les environs de Montdidier. La descente de M. Gambetta et de M. Spuller a été des plus périlleuses. Des paysans et un monsieur qui passait en voiture sont venus au secours des voyageurs. M. Gambetta n'a reçu que de légères égratignures. Avons-nous besoin de dire qu'à Roy, comme à Montdidier, les voyageurs ont reçu l'accueil le plus empressé, et que chacun s'est mis à leur disposition pour leur permettre de regagner la ville d'Amiens, où ils sont arrivés dans la soirée?

» Les personnes qui se trouvaient dans la nacelle du *George Sand* nous prient d'être leur interprète auprès des habitants de Roy, et elles nous chargent de transmettre leurs remerciments à M. **Berlin**, maire, à son adjoint, M. **Dutrévan**, à M. le vicomte **de Contades**, et à tous ceux qui leur ont prêté leur concours.

» Les ballons ont été ramenés à Amiens, où les voyageurs ont passé la nuit. Dans la matinée d'hier, M. Gambetta et ses compagnons de voyage se sont dirigés vers Rouen par train spécial. Dans le train a pris place M. **Jules Barni**, qui accompagne M. Gambetta à Tours.

» Le train était annoncé comme devant arriver à trois heures à Rouen. Le bataillon de la garde nationale a formé la haie dans l'intérieur de la gare, le long du débarcadère. De nombreuses personnes avaient été admises dans la gare. La cour était littéralement encombrée par la foule, malgré une pluie torrentielle. On a fait circuler l'adresse suivante à M. Gambetta :

« Illustre citoyen Gambetta,

» Le dévouement abonde, mais l'énergie et la direction font défaut.

» Soyez pour la province comme pour Paris, cette énergie; suscitez cette direction, et l'ennemi sera chassé, la France sauvée, et la République définitivement et à jamais fondée.

» *Vive la France! Vive la République!* »

» Cette adresse, passée de main en main dans les rangs de la garde nationale et dans la foule, qui encombrait le péristyle de la gare, a été couverte de signatures, puis remise à M. Gambetta.

» Il était trois heures et quart lorsque le train est entré en gare. Les tambours ont battu aux champs, les gardes nationaux ont présenté les armes, et les cris de : Vive la France! Vive la République! Vive Gambetta! ont retenti de toutes parts. L'enthousiasme était à son comble. MM. Desseaux, Gudin, Estancelin et Nétien ont reçu M. Gambetta, dont le visage, quoique légèrement fatigué, respirait la plus mâle énergie.

» M. Gambetta a fait signe qu'il voulait parler. Le silence s'est rétabli, et, d'une voix forte, le

membre du gouvernement de la Défense nationale a prononcé un discours, dont nous reproduisons le sens à défaut du texte.

» Il a donné des nouvelles de Paris, qui est préparé à la plus énergique résistance. « La concorde règne dans tous les partis, a-t-il dit, on ne veut voir que ce but : le salut de la patrie. Les citoyens se préparent aux combats, et pas une heure de la journée n'est perdue par ceux qui s'exercent au maniement des armes. Paris résistera à tous les assauts de l'ennemi; mais cet ennemi dispose de forces immenses, et il faut que la province vienne au secours de la capitale. Paris compte sur vous. » (Oui! oui! vive Gambetta! vive la République!)

» L'orateur rappelle ensuite les circonstances dans lesquelles la République a été proclamée. Il compte sur tous les citoyens pour maintenir cette République, dont l'existence est liée à celle de la patrie. (Nouvelles ovations.)

» M. Gambetta, s'adressant alors aux populations de la Normandie, fait un énergique appel à leur patriotisme. La Normandie serait le grenier d'abondance des Prussiens; qu'elle se défende, qu'elle agisse, que tous les intérêts particuliers disparaissent, que chacun fasse abnégation de tout sentiment personnel pour ne songer qu'au salut du pays.

» Il termine en disant : « Si nous ne pouvons faire un pacte avec la victoire, faisons un pacte avec la mort. » Les cris de : vive la France ! vive la République! vive Gambetta! retentissent avec énergie. La parole de l'orateur électrise tous les assistants.

» M. Gambetta, afin de se dérober aux ovations de la foule, est entré dans la gare. Comme il ne devait rester que quelques instants à Rouen, il a renoncé à aller à la préfecture, et, après avoir paru sur le péristyle de la gare, où il a été acclamé, il est revenu sur ses pas et est entré, avec MM. Desseaux, Gudin, Estancelin et Nétien, dans le cabinet du chef de gare. Il a eu un entretien particulier avec ces messieurs, qui a duré environ trois quarts d'heure.

» Nous ne sommes naturellement pas au courant de ce qui s'est passé dans cette entrevue, mais nous pouvons dire cependant que M. Gambetta a annoncé que les élections de la Constituante n'auraient pas lieu, qu'il était muni des pouvoirs les plus étendus pour la défense nationale, et qu'il avait pour programme la résistance à outrance. Il s'est montré plein de confiance dans le résultat de la lutte. Les personnes qui l'accompagnent ont donné des renseignements les plus favorables sur l'état des esprits à Paris.

» A quatre heures, M. Gambetta est parti en voiture pour se rendre à la gare Saint-Sever, où il devait s'embarquer pour Tours. Sur son passage, il a reçu les plus chaleureuses ovations. A quatre heures un quart, il est monté en wagon avec M. Spuller, M. Barni et les personnes qui l'accompagnaient depuis Paris. M. Desseaux est monté en wagon avec M. Gambetta jusqu'à Oissel.

» Lorsque le train allait se mettre en marche, les cris de : « Vive la République! » ont retenti. Ouvrant la portière, M. Gambetta s'est écrié : « Oui, vive la République! sauvez-la! »

» Nous ne croyons pas nous tromper en disant que les deux Américains qui sont venus dans le ballon *George Sand* sont chargés d'une mission politique pour leur gouvernement.

» Les deux ballons ramenés d'Amiens ont été embarqués pour Tours, à Saint-Sever.

» Les aéronautes ont avec eux, dans une cage, trois pigeons voyageurs qui, de Tours, apporteront à Paris des nouvelles du voyage de M. Gambetta.

» Le passage de M. Gambetta à Rouen a produit dans notre ville la meilleure impression, et sa présence à Tours exercera une grande influence sur la défense nationale. Que la province se lève en masse, que le gouvernement donne une direction unique à nos affaires, que les généraux habiles soient placés à la tête de nos armées, et le pacte avec la victoire, dont a parlé M. Gambetta, sera signé. »

Tours. — On écrit de la capitale provisoire de la France :

« L'arrivée de M. **Gambetta** à Tours paraît avoir donné au gouvernement une vie nouvelle. Dans tous les ministères, on a travaillé fort avant dans la soirée, et les membres de la délégation étaient encore réunis à minuit. Ce matin, dès huit heures, M. Gambetta et M. **Crémieux** étaient en conférence avec le général **Lefort**.

» Au point de vue de la défense, il n'est pas douteux que les efforts les plus énergiques vont être tentés, et qu'une organisation à peu près régulière va s'établir.

» Les zouaves pontificaux, qui forment une troupe parfaite, au point de vue de la tenue et surtout

de la discipline, ont été dirigés, dès hier matin, sur l'armée de la Loire, afin d'éviter leur présence à Tours avec **Garibaldi**. On craignait, non sans raison, quelques protestations. Le général italien doit partir aujourd'hui pour organiser la légion italienne, qui sera attachée à l'armée de Lyon. Garibaldi est peu satisfait de son séjour à Tours, où sa présence n'a guère déterminé d'enthousiasme.

» Les volontaires de **Cathelineau** commencent à arriver à Tours; ils ont rendez-vous demain à Amboise avec leur général. La plupart de ces hommes ont une très-belle allure; beaucoup appartiennent aux classes élevées de la société vendéenne et bretonne.

» Le vice-amiral **Fourichon** a réuni sous sa présidence les généraux de division **d'Aurelle de Paladines**, **de la Motte-Rouge**, **de Polhès**, **Borel**, **Lefort**, **Véronique**, et plusieurs intendants militaires.

» Ces messieurs avaient été convoqués pour délibérer sur toutes les questions touchant à l'organisation des troupes, à leur équipement, enfin aux opérations à combiner contre l'ennemi, dans le plus bref délai possible.

» La question de discipline y a été particulièrement traitée. L'application du décret établissant des cours martiales sera rigoureusement poursuivie pour établir le bon ordre si malheureusement troublé.

» Nous croyons savoir que l'entente la plus complète a existé sur tous les points, et que nous ne tarderons pas à en voir sortir d'heureux résultats. »

Allocutions de MM. Gambetta et Castelar. — *La Gazette de France* rapporte le texte exact des paroles prononcées, le 9, par M. Gambetta au balcon de la Préfecture, à trois heures et demie, et par M. Castelar, le célèbre républicain espagnol, à l'hôtel du Faisan.

Voici l'allocution de M. Gambetta:

« Citoyens,

» Avant de venir au milieu de vous, porteur des instructions et des *ordres* du gouvernement de Paris, je vous ai fait savoir par le télégraphe l'objet de ma mission. Bientôt sera affiché sur les murs ce que nous voulons et ce que nous comptons faire. Maintenant, je vous remercie de l'accueil sympathique que vous avez bien voulu me faire à mon arrivée dans la ville de Tours; mais je dois ajouter que l'heure n'est pas aux manifestations. Je suis venu au milieu de vous pour travailler, et ce travail doit commencer sans perdre une minute. Ainsi donc, à l'œuvre; vous de votre côté, moi du mien; chacun à sa place. En attendant, je vous salue en criant : *Vive la République!* »

Voici le discours de M. Castelar :

« Messieurs..., Citoyens,

» Je vous remercie de l'accueil sympathique que vous voulez bien me faire. Moi aussi, je suis républicain, et nous verrons, comme en 1792, la France triompher de ses ennemis. Elle écrasera la féodalité, les princes et leurs descendants. Et quand nous aurons chassé les hordes prussiennes au-delà du Rhin, nous acclamerons la république française, qui représente les idées de liberté, d'égalité, de fraternité universelles. Elle seule peut nous donner la vraie paix, tandis que les bonapartistes et les tyrans n'étaient pour nous qu'une continuelle menace à l'extérieur et des fauteurs de troubles à l'intérieur. Vive la République française! Quand nous aurons chassé les Prussiens, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, unis dans une même confraternité républicaine avec la France, représenteront les vraies idées de liberté, de fraternité, d'égalité, et seront les sûrs garants de la paix universelle. Vivent les républiques latines!!! »

M. Ollivier. — On avait été sans nouvelles, pour un moment, de « *l'homme du 2 janvier.* » Voici quelques détails des plus complets et des plus intimes sur les voyages de cette *remuante* personnalité :

« Lac de Côme, 6 octobre.

» Chacun se demande ce qu'est devenu M. **Émile Ollivier**, au « cœur léger. »

» D'abord on le croyait en Angleterre; puis un correspondant du *Figaro* écrit qu'on l'a vu à

Bruxelles. D'autres le prétendent enfermé dans une maison de santé, où il se refait des fatigues d'une session au sein de laquelle il n'a pas eu « d'agrément, » comme vous dites au boulevard. Certains, se disant mieux informés, le représentent comme réfugié sous le toit paternel.

» L'ancien ministre de Napoléon III est en Italie depuis longtemps déjà.

» Il ne croit pas son rôle fini; il est persuadé que la France lui rouvrira les bras et le reportera triomphant au ministère. Mazarin, dit-il, car il n'ose pas encore se comparer à Richelieu, — Mazarin est sorti deux fois de France, et il n'a jamais été plus puissant que du lieu de son exil.

» Aussi, pendant que nos troupes se battent et succombent héroïquement, M. Ollivier intrigue. Il parle en son nom, il est vrai; sa mission, assure-t-il, n'est qu'officieuse, c'est lui-même qui se l'est imposée; et quelle serait sa gloire, s'il pouvait convaincre les hommes d'Etat italiens de la nécessité de venir en aide à la France, de les décider surtout à lui prêter un concours actif!

» Bien accueilli par MM. **Rattazzi, Ricasoli, Lanza** et autres qui, après tout, sont gens de bonne compagnie, il se crut, au premier moment, certain du succès; mais l'Italie a donné le jour au plus grand politique des siècles passés, — à Machiavel, — et c'est toujours cette ombre gigantesque qui plane au-dessus des délibérations, secrètes ou publiques, de ses successeurs.

» M. Ollivier s'aperçut, trop tard, qu'on le payait de belles paroles : rien n'aboutissait. C'était un échec réel.

» Il fallait partir, quitter Florence, quitter même l'Italie, où sa position devenait de plus en plus délicate; mais il espérait encore.

» Et puis, il faut le dire, il attendait du renfort. Le prince Napoléon lui avait dit : — J'irai à Florence.

» Le prince-cousin ne fut pas longtemps à reconnaître que les choses tournaient fort mal aux frontières du Rhin; il a, pour cela, *un flair* sûr.

» On sait qu'il n'attendit pas la capitulation de Sedan. Quand l'empire tomba pour faire place à la république, le prince et l'ami Ollivier échangèrent une de ces poignées de main et un de ces regards blancs comme on en surprend aux enterrements de première classe.

» Mais la position de M. Ollivier devenait encore plus difficile en Italie. Le prince était chez lui, ou plutôt chez son beau-père, tandis que M. Ollivier passait. Certains même s'étonnaient que ce chaud patriote, que son indisposition ne dispensait plus du service de la garde nationale, ne courût pas prendre rang au milieu des défenseurs de la capitale.

» Il exploita alors la maladie d'Adolphe.

» Adolphe est son frère, un brave et digne garçon, peu ambitieux, et que les circonstances ont détourné de sa voie, au point de le rejeter, à tout jamais peut-être, au néant. Il a perdu l'usage de ses facultés mentales.

» Nommé ministre et trouvant, avec juste raison, ses nouvelles fonctions incompatibles avec celles qu'il devait à je ne sais quelle fantaisie orientale, M. Ollivier voulut faire nommer Adolphe, médiocre avocat, conseil du vice-roi d'Egypte. Il fallait conserver les 30,000 francs d'honoraires dans la famille. La délicatesse d'Adolphe s'éleva contre cette prétention, mais « cœur léger » passa outre, et peu de jours après, il mit entre les mains de son frère un billet représentant le fameux traitement.

» Adolphe déchira la traite. Il est fou, dit-on alors. Peut-être ne le devint-il que depuis la chute de l'empire, qui le trouva démissionnaire, malgré tout le monde, d'un siége de juge au tribunal civil.

» Donc M. Ollivier plaça son frère dans une maison de santé aux environs de Novare, et resta en Italie.

» Adolphe malade et dangereusement malade, comme vous voyez, il eût été cruel de l'abandonner, d'autant plus qu'on a toujours fait montre de grands sentiments, d'une profonde tendresse de cœur — « léger. »

» Pendant la maladie d'Adolphe, le prince-cousin travaillait pour lui. Il sut lui ménager une entrée honorable chez l'un des députés libéraux de l'ancien royaume de Piémont, lequel, en passant, trouve que l'Italie unifiée nuit considérablement à ses ambitions secrètes. Connu à Turin, il se noie déjà à Florence; que sera-ce à Rome?

» Grâce au chemin de fer, M. Emile Ollivier vient trois ou quatre fois par semaine à Turin. Il se répand dans les salons aristocratiques, où il fait briller sa faconde et la finesse de ses aperçus politiques. Les malins sourient, — et il y en a beaucoup dans ce pays; — les bonnes gens s'émerveillent, les dames se pâment en faisant semblant de comprendre. — et se contentent de clignoter de l'œil sous

l'éventail entre elles, bien entendu, en se disant d'un air dolent : — C'est dommage qu'il ait des lunettes!

» Chose étrange, on pardonnait ce travers à **Cavour,** mais à lui seul. Ce qui n'empêchait pas de lui faire les cornes dès qu'on l'apercevait, car on sait qu'il était *jettatore*, comme **Pie IX** du reste.

» A Pollone, M. Ollivier engraisse, nous ne dirons pas comme *ceux* dont parle Figaro, mais comme un homme en paix avec sa conscience. Ce n'est pas lui qui a voulu la guerre; ah! grands dieux, non! Maintenant qu'il y a un éditeur responsable, et à jamais condamné, il s'en lave les mains. C'est la faute à Gringalet!

» Et il prépare un gros livre pour le prouver. S'il y réussit, il y aura encore de beaux jours pour la gaîté française.

» A bientôt. »

Une idée de M. de Girardin. — Les journaux de Tours publient le texte d'une adresse que 37,200 communes de France auraient pu envoyer au roi de Prusse, aux fins de lui proposer une paix honorable et durable. C'est M. de Girardin qui a eu l'*idée* d'une semblable démarche et qui a rédigé l'adresse. Mais il a renoncé à réaliser son plan depuis l'insuccès des démarches de Jules Favre.

Le prince de Joinville. — Voici la lettre, que ce prince avait écrite pour poser sa candidature à la Constituante... au temps où il s'agissait d'en élire une!..

« Twickenham, 24 septembre.

» J'ai reçu, mon cher M..., votre intéressante, mais bien triste lettre. La situation de notre pauvre pays devient chaque jour plus difficile, et ce ne sera pas trop des efforts de tous pour conjurer les dangers qui s'accumulent.

» Aussi vous dirai-je, en réponse au passage de votre lettre qui a trait aux élections, que je suis décidé à accepter une candidature, si elle m'était offerte, et que si les électeurs de la Charente-Inférieure voulaient me donner leurs suffrages, je leur en serais très-reconnaissant.

» Le temps presse; les événements se précipitent.

» Ce n'est pas ma faute si je n'ai pu faire mon devoir de soldat sur le champ de bataille. Mais plus grands sont les dangers de la situation, plus grands sont les devoirs.

» Le but est simple. Aider ceux qui, par la guerre ou par la paix, s'efforcent de débarrasser la France de l'invasion étrangère.

» Concourir à la formation d'un gouvernement *honnête* qui, sous n'importe quelle forme, assure l'ordre et la liberté.

» La difficulté sera de trouver des moyens d'atteindre ce double but.

» L'Assemblée constituante peut avoir un grand rôle à remplir; en tous cas, ceux qui, à cette heure suprême, auront été honorés du suffrage de leurs concitoyens, y puiseront une force morale considérable. Je n'ai pas besoin de vous dire avec quel entier dévouement j'accepterai le mandat de représentant.

» J'ai la fierté de défier qui que ce soit de trouver dans toute ma carrière, quelles qu'en aient été les vicissitudes, une parole, un acte qui n'ait été inspiré par un amour profond pour mon pays.

» Merci, encore une fois, mon cher M..., de la sympathie que vous nous avez toujours témoignée, et croyez à tous mes sentiments d'amitié.

» FRANÇOIS D'ORLÉANS. »

La presse allemande et la défense nationale. — La presse allemande ne croit pas que la France ait la moindre chance de se relever des échecs qui la frappent aujourd'hui; elle attaque surtout le gouvernement de Tours, pour avoir accepté le concours des républi-

cains de tous pays. Voici en quels termes virulents un organe prussien apostrophe la France à ce sujet :

« Vous pouvez, dit-il, appeler le monde entier à votre secours, vous pouvez ouvrir des listes d'enrôlements pour des légions étrangères, et vous exposer ainsi à voir affluer chez vous l'écume de toutes les armées de l'Europe : mais, pour votre honneur, vous ne pouviez, vous ne deviez pas faire ce que vous venez de faire ; vous ne deviez pas accueillir le solitaire de Caprera, vous ne deviez pas acclamer Garibaldi, vous ne deviez pas confier à la conduite de cet homme, que toute la France sérieuse a stigmatisé de son mépris, une portion quelconque de vos forces défensives. »

Les places fortes de France. — Les forteresses françaises assiégées et prises sont : Strasbourg, Toul, Lutzelstein (1), Lichtenberg et Wissembourg.

Ont capitulé après une courte résistance : Marsal, Sedan, Laon, Vitry-le Français.

Sont assiégées, et n'ont pas capitulé : Metz, Paris, Phalsbourg, Mézières, Thionville, Bitche, Montmédy.

Non assiégées, mais cernées : Verdun, Schlettstadt, Neuf-Brisac, Longwy, Soissons et Carignan.

Belfort est libre, ainsi que Lille et Givet.

JEUDI, 13 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — A la suite du combat d'Arthenay, les troupes françaises se sont retirées sur la rive gauche de la Loire. On ne sait pas encore si Orléans est ou sera occupé.

Dans les Vosges, les choses paraissent aller moins mal pour nous. Les combats y ont continué depuis le 6, quoiqu'il n'y en ait eu aucun de bien important. On s'est encore battu le 10 à Bruyères, fort près, par conséquent du théâtre de l'action du 6 ou du 7. Une dépêche assure que les Badois, au nombre de 15,000, y ont eu le dessous.

Cependant on annonce en même temps que les Allemands continuent leur marche sur Épinal, ce qui ne se peut guère, s'ils ont été repoussés à Bruyères, qui est précisément sur leur chemin pour atteindre le chef-lieu des Vosges.

Au Nord, on signale une pointe des armées d'invasion sur Amiens, dans le but de couper les communications des places fortes de cette partie de la France et de gêner, plus encore qu'elles ne le sont, les relations de Paris avec le dehors.

On annonce de Tours que le général Ducrot a fait une sortie heureuse, le 7, entre le Mont-Valérien et Saint-Cloud.

(1) La Petite Pierre.

Les Prussiens auraient abandonné leurs positions et se seraient repliés sur Versailles.

Enfin!..... voilà un succès! Puisse-t-il être bientôt suivi d'autres qui délivrent enfin ce beau pays de France de l'ennemi qui le souille et le ruine.

Les voyages de M. Thiers. — M. Thiers est actuellement à Florence, où le roi et le ministère le choient et le câlinent à qui mieux mieux. Voici ce qu'on écrit de Saint-Pétersbourg, à l'*Indépendance belge*, touchant l'accueil que le célèbre historien a reçu dans la capitale russe :

« Vous me demandez de compléter les détails que je vous ai donnés sur le séjour de M. Thiers ici. J'ai peu de choses à ajouter à ce que je vous ai dit. Après avoir vu le prince **Gortchakoff** et avoir eu l'honneur d'être reçu au palais d'Hiver par l'Empereur, l'historien national français a eu l'honneur également d'être reçu par LL. AA. II. M. **le grand-duc héritier** et Mme la grande-duchesse **Cesarewna**, ainsi que par LL.AA.II.M. le grand-duc **Constantin Nicolaïewitch** et Mme la grande-duchesse **Alexandra Josephovna**. Quoi qu'en ait dit certain télégramme que j'ai lu dans les journaux allemands et belges, croyez qu'aucune de ces réceptions n'a coûté à l'homme d'État éminent, que le dévouement à son pays avait amené ici, des démarches réitérées. Il a été reçu par les augustes personnes, que je vous ai nommées, avec une bienveillance qui ne s'est pas fait prier, et s'il rend jamais compte de son voyage en Russie, vous pouvez être certain qu'il exprimera, — comme il n'a pas manqué de le faire parmi nous, — avec une émotion sincère sa gratitude de l'accueil dont il a été l'objet ici, dans les palais et sur sa route.

» Un vieil ami de M. Thiers m'a raconté que ses entretiens avec notre souverain et avec les membres de la famille impériale lui avaient causé une impression profonde. Il ne s'en est pas caché aux personnes avec lesquelles il était en relation à Saint-Pétersbourg. L'élévation de pensée, la loyauté des sentiments, les appréciations droites de la situation qu'il a rencontrées chez ses augustes interlocuteurs lui ont fait attacher d'autant plus de prix aux sympathies qui lui ont été exprimées pour la France. Il est vrai que ces sympathies ne sont point exclusives et qu'elles ne se sont point traduites par les promesses qu'il n'aurait été naturel qu'à des princes français de faire en ce moment. Mais M. Thiers a certainement emporté d'ici la conviction que la France n'a rien à redouter de la Russie ; que ceux-là mentaient qui accusaient notre politique d'arrière-pensée et d'astuce ; que la Russie reconnaît le droit de la France d'user chez elle avec la plus complète indépendance de sa liberté d'action, et que le pouvoir suprême qui veille aux destinées de l'empire n'est point de la nature des gouvernements qui ont des dispositions à entrer dans de ténébreuses intrigues, à couver des projets secrets, à préparer des machinations sourdes. En un mot, M. Thiers nous a certainement quittés avec la persuasion, — qui a bien quelque valeur dans un esprit comme le sien, — que les défiances contre la Russie sont injustes et que l'on peut se fier au gouvernement russe personnifié dans un souverain honnête homme.

Les neutres. — La presse anglaise publie une lettre du général Turr, du 7 octobre, qui rejette la responsabilité de la guerre sur M. Thiers. Il dit que les hommes du 4 septembre ont commis une erreur en ne permettant pas à la régence de terminer la guerre et de conclure la paix.

D'après lui, la seule base durable pour la paix serait que la Prusse se retirât en demandant seulement une indemnité de guerre.

Il trouve aussi que les puissances feraient bien d'intervenir et de mettre un frein à l'ambition du vainqueur.....

Le général Turr parle d'or.... surtout à propos de la seule base durable

de paix... Mais sera-t-il plus heureux que tant d'autres, aussi autorisés, si pas plus autorisés que lui à faire entendre un aussi sage langage, et verra-t-il M. de Bismark prendre le moindre souci de ses appréciations et de ses vœux si sensés?

Les ballons. — Voici comment l'*Économie*, de Tournai, raconte la descente, près de cette ville, du ballon monté par M. Farco et une autre personne :

« Hier, 12, vers une heure, un aérostat, monté par deux personnes, a été aperçu de notre ville; venant de France, direction de Saint-Amand, il a passé au-dessus de Vaulx et du faubourg de Morelle, et, longeant Rumillies, il est allé tomber près du Moulin d'Havinnes. Des villageois, accourus sur les traces de l'aérostat, aidèrent les navigateurs aériens à atterrir, ce qui ne se fit pas sans difficultés, le vent soufflant en tempête. L'une des deux personnes était blessée à la main et à la joue; la première blessure avait été faite en arrêtant le ballon, la seconde était le ricochet d'une balle prussienne, car le ballon, poursuivi en quittant Paris, avait subi une fusillade très-vive de l'armée d'envahissement; plusieurs balles avaient touché la nacelle et troué l'étoffe de l'aérostat à plusieurs places.

» Les deux voyageurs ont fait un voyage plein de dangers : partis de Paris vers dix heures, ils ont d'abord eu à subir l'attaque des Prussiens, lesquels, ayant troué le ballon, ont fait descendre celui-ci dans des régions où un vent impétueux a entraîné les voyageurs dans une course vertigineuse qui a duré trois heures, et pendant laquelle, au milieu de mille dangers, ils sont venus aboutir près de Tournai; si l'on tient compte des détours causés par les vents, les aéronautes ont fait plus de cent lieues en quelques heures.

» Aidés de plusieurs citoyens français, qui avaient suivi au galop les voyageurs, ceux-ci ont pu regagner Tournai vers quatre heures et reprendre peu après le train pour Lille, munis de leurs correspondances renfermées dans une volumineuse sacoche. Le but principal du voyage, après l'envoi des correspondances, est Tours, où l'un des deux voyageurs, personnage politique, s'est rendu immédiatement. Du peu de mots dits par son aide, l'aéronaute, on peut inférer que la position de Paris promet une résistance de plus en plus énergique.

» *P. S.* Le ballon était monté par M. Farco; il portait 125 kilog. de dépêches. »

Polémique bonapartiste. Pas un sou. — On nous communique, dit le *Siècle*, la copie d'une lettre qui vient d'être adressée à M. Piétri, secrétaire particulier de Napoléon III à Wilhemshœhe. Cette lettre a trait à la fortune personnelle du ci-devant Empereur. Nous ne sommes pas en mesure de vérifier l'exactitude de ces énonciations; mais elles ont un caractère de précision qui nous a frappés et qui frappera sans doute le lecteur.

En voici le fragment important :

« Vous osez dire, monsieur, que votre Sire n'a pas *un centime placé dans les fonds étrangers*.

» Je vais vous démontrer, par les chiffres, que vous n'êtes pas instruit ou que vous dissimulez la vérité.

» La position que j'ai occupée à Paris me permet de parler savamment des finances de Louis-Napoléon Bonaparte, et je ne crains pas d'être démenti par son trésorier, M. **Thelin**, très-honnête homme du reste.

» Voici les placements à l'étranger de Louis-Napoléon Bonaparte :

» En 1854, chez **Baring**, frères, à Londres	4	millions.
1855, à la *Banck of Victoria*, à Londres	6	»
1856, chez **Kindlet** et Cie, à Vienne	3	»
A reporter	13	millions.

	Report. . .	13 millions.
En 1860,	chez J. P. **Jecker**, au Mexique	14 »
1863,	sur l'emprunt tunisien	3 »
1864,	sur l'emprunt ottoman	5 »
1866,	à New-York, sur hypothèque par l'entremise de **Brown**, frères . .	10 »
1867,	sur l'emprunt russe par l'entremise de **Funder** et Cie, et de **Plitz**, banquier, à Saint-Pétersbourg	6
1869.	L'Impératrice a acheté en son nom une propriété près de Santander, par l'entremise de **Don Trupita**, pour	3
1870.	La même a acheté une propriété à *Alcoy*, près *Alicante*, pour. . .	2 »
	A Amsterdam, placé chez **Berg von Dussen**, pour achat de divers titres	7 »
	Total.	63 millions.
	(Soixante-trois millions!)	

» C'est à vous, monsieur, de nous dire à présent combien votre maître a placé sur les fonds français. Quant à moi, je ne connais qu'une inscription de rente au profit d'une petite dame; mais je n'en dirai pas le chiffre ni le nom de la bénéficiaire.

» Recevez, etc.

» 1er octobre 1870. » **Max Pol.** »

Les pompiers... de Maintenon. — Des gardes mobiles de Chartres ont délivré à Maintenon plusieurs de leurs camarades qui avaient été faits prisonniers par les Prussiens et qui n'étaient plus gardés (chose inouïe!...) que par des gardes nationaux *du pays*.

Une, deux!!! — Comme contraste avec la conduite des pompiers de Maintenon, nous sommes heureux de recueillir le trait suivant qui nous montrera le soldat français sous son vrai jour :

« C'était le lendemain de la capitulation de Sedan.

» Parqués comme des moutons, couchés pêle-mêle, les soldats et les officiers français, qui avaient noblement refusé de signer la capitulation, se reposaient de leur lutte héroïque.

» La rage du désespoir les mordait au cœur.

» Entre le sommeil et leurs paupières se dressait l'ombre brumeuse de la Silésie.

» Les prisonniers ne pouvaient dormir.

» La nuit était calme, étoilée, silencieuse.

» A dix mètres environ se promenaient, d'un pas égal et monotone, les sentinelles prussiennes.

» Une! deux!!

» Tout à coup, un caporal se soulève lentement avec précaution; il s'appuie sur le coude, et pour ne pas être entendu, se penche à l'oreille de son voisin.

» Que lui dit-il? Nous l'ignorons.

» Mais le voisin s'inclinait vers celui qui le touchait, le suivant fit de même; un frémissement courut dans le groupe.

» Le mot d'ordre était donné.

» Les sentinelles prussiennes continuaient leur promenade.

» Une! deux!!

» Soudain, le caporal se lève, se met à la position du soldat sans armes, le petit doigt sur la couture du pantalon, puis, partant du pied gauche, au pas ordinaire, il commence à arpenter le terrain, en sens inverse de la sentinelle, et en accentuant d'une façon énergique :

» Une! deux!!

» Le soldat prussien s'arrête, étonné; mais comme le prisonnier ne violait en rien la consigne, il le laisse libre de continuer son exercice nocturne.

» Les Français dormaient profondément.

» Chaque nuit, le caporal que les Allemands prenaient pour un fou, recommençait son manége.

» Les soldats de Guillaume étaient plus qu'agacés par cet homme endiablé, qui, jusqu'au lever du soleil, ne les laissait guère dormir que d'un œil, par son éternel :

» Une! deux!!

» Exténués, harassés par les fatigues du jour et par les veilles forcées, les Prussiens finirent par tomber de fatigue.

» C'était la cinquième nuit : tous dormaient à poings fermés.

» Le caporal se promenait toujours.

» Minuit sonna aux horloges de Sedan.

» Une! deux! trois! prononça cette fois le promeneur.

» Les sentinelles, poignardées, roulèrent sur le sol.

» Comme un immense serpent, les bataillons prisonniers, à plat ventre, rampèrent en silence.

» Une heure après, *huit mille Français* s'étaient sauvés des griffes prussiennes.

» Le fait est historique : il est seulement regrettable de ne pas savoir encore le nom de ce brave caporal qui fit tourner à si bonne fin la *scie française*.

» Quant au capitaine qui nous a rapporté le fait, nous pourrons, si besoin est, le nommer aux incrédules. Il faisait partie des huit mille échappés, et en nous racontant cette incroyable aventure, il ajoutait :

» Jamais je ne me serais douté de tout ce qu'il y a d'énervant et d'agréable à la fois dans ce commandement de :

» Une! deux!!! »

VENDREDI, 14 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Orléans est pris!

Voici comment le Roi télégraphie la prise de cette ville à la reine de Prusse :

« Versailles, 12 octobre.

» Officiel. — Télégramme du Roi à la reine Augusta, à Hombourg :

» Une bataille victorieuse a été livrée hier par le général von der Tann, commandant la 22e division.

» L'armée de la Loire a été complétement battue. Nous avons fait plusieurs milliers de prisonniers.

» Le combat a duré de neuf heures et demie jusqu'à sept heures du soir, sur un terrain fort difficile.

» Nous avons pris Orléans dans l'obscurité.

» L'ennemi a été refoulé avec de grandes pertes au-delà de la Loire.

» Nos pertes sont proportionnellement peu considérables.

» Les détails manquent encore. »

On ne sait encore rien de précis sur la sortie heureuse que la garnison de Paris aurait faite le 7. Le télégraphe prussien, d'ordinaire si loquace, n'en a pas encore soufflé mot.

Le siége de Soissons et celui de Verdun sont commencés. Une dépêche de Berlin, en annonçant ces faits, ajoute que ces deux places ont une artillerie puissante et bien dirigée.

Les Badois occupent le chef-lieu des Vosges, Épinal.

Bonnes nouvelles de Bazaine par Tours. Le maréchal aurait fait des sorties heureuses, et, dans l'une d'elles, les Français auraient fait perdre aux assiégeants 26 bataillons d'infanterie et 4 régiments de cavalerie.

Strasbourg.—Voici les détails que nous recueillons dans une correspondance touchant le siége de cette ville. Ils prouvent de nouveau, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, l'admirable esprit de résistance dont la population civile et militaire a fait preuve :

« Ce qu'il y a eu de remarquable à Strasbourg, c'est l'accord complet qui a régné entre toutes les classes de la population. Toutes se sont portées avec ardeur à la défense, et personne n'a déserté son poste. Le conseil municipal, spontanément et sans aucune sollicitation, fait les plus grands efforts pour venir en aide aux familles pauvres, et, à cet effet, on a inventé quelques combinaisons ingénieuses et honorables, qui ont complétement atteint leur but. Notons encore le concours efficace et énergique que la défense a trouvé dans l'élément civil : un corps de chasseurs volontaires de la garde nationale a rendu de grands services, même dans les sorties, et a fait des pertes sensibles.

» On m'a montré des journaux publiés pendant le siége, et il n'est pas une seule liste quotidienne des décès de la ville qui, dans une proportion de soixante au moins pour cent, ne contienne cette cause de décès à côté du nom du décédé *:obus*. Beaucoup d'enfants sont morts ainsi.

» Les assiégés se sont souvent bercés d'illusions qui ont été bien cruellement dissipées ; mais la plus persistante a été celle qui leur montrait une armée venant à leur secours. Elle a duré jusqu'au dernier instant. On comptait sur les ressources de Belfort et beaucoup aussi sur une division Dumont, qui a joué un grand rôle dans les préoccupations strasbourgeoises. Cette division est celle qui avait occupé les États pontificaux.

» Il y eut un épisode qui tranche sur le fond très-sombre de cette tragédie de deux mois. Quelques bourgeois valides avaient espéré se mettre hors d'atteinte des conséquences du bombardement en se réfugiant dans des petits villages des environs, au Neuhoff, à la Museau, au Neudorf. Ces fuyards, sans distinction de rang ni de position, furent forcés par l'ennemi de conduire la brouette et de contribuer à la construction des batteries destinées à tirer sur Strasbourg. Puis le journal qui relate ce fait, ajoute :

» Hier, nouvelle et plus terrible épreuve encore. L'ennemi avait amené un fourgon d'armes au Neuhoff, et il a armé là tous les hommes capables de prendre un fusil, les enrôlant dans des corps qui sont peut-être destinés à tirer sur les Français. Bon nombre de ces déserteurs ont encore pris la fuite, ont traversé l'eau et sont arrivés jusqu'aux palissades de la ville, criant, pleurant, demandant qu'on leur permit d'entrer. Quelques centaines de personnes sont arrivées ainsi et ont obtenu de rentrer dans nos murs. »

» Voici en quels termes le général Uhrich annonça à la population la proclamation de la République :

» 6e DIVISION MILITAIRE.

» Habitants de Strasbourg, officiers, sous-officiers et soldats de la garnison.

» La République a été proclamée à Paris. Un gouvernement de défense nationale s'est constitué. » En tête de son programme, il a mis l'expulsion de l'étranger du sol français. Nous nous rallie- » rons tous à lui, nous, chargés de la défense de Strasbourg, chargés de conserver à la France » cette noble et importante cité.

» Unissons donc nos volontés et nos forces pour atteindre ce but et pour concourir ainsi au salut » de la patrie.

» Habitants de Strasbourg, par vos souffrances, par votre résignation, par le courage de ceux » d'entre vous qui prennent part à la défense de la ville, par votre patriotisme, vous avez secondé » l'armée dans les efforts qu'elle a eus à accomplir. Vous resterez dignes de vous mêmes.

» Et vous, soldats,

» Votre passé répond de l'avenir, je compte sur vous, comptez sur moi.

» Au quartier-général de Strasbourg, le 12 septembre 1870.

» Le général de division, commandant supérieur.

» UHRICH. »

» A partir du 16 septembre, parut dans tous les journaux une annonce ainsi conçue :

« On trouve à toute heure des cercueils à des prix modérés. Grand' rue de la Grange, 14. »

» Le travail des obus rendit cette industrie très-fructueuse. On enterrait les morts dans le jardin botanique, le cimetière étant au pouvoir de l'ennemi. Quand la place vint à manquer, on enfouit sept ou huit bières les unes au-dessus des autres, et, en attendant celles qui allaient arriver, la fosse restait béante. Ce spectacle était lugubre.

» A côté de cette annonce funéraire paraissait celle d'un horloger, qui offrait de remettre en état et à bon marché les pendules et les montres dérangées par la canonnade. »

Tours capitale provisoire. — Voici comment une correspondance de cette ville dépeint la physionomie de la capitale provisoire de la France :

« La physionomie de la ville est curieuse. A chaque pas on rencontre, à pied, sous la pluie, se mouillant comme de simples mortels, de hauts fonctionnaires, des hommes qu'à Paris on entrevoyait à peine, filant dans un coupé rapide, ou gravement assis au fond d'un cabinet de travail gardé par des huissiers sans nombre. Ici les membres du gouvernement donnent facilement audience dans la rue, et j'ai pu voir hier, au carrefour de la préfecture, un véritable conseil des ministres en plein vent. Et puis partout des croix et des galons! que d'épaulettes et de dorures! Quiconque ne porte pas la rosette d'officier a le droit d'être remarqué. Il fait tache.

» Ce ne sont pas les hommes qui nous manquent, a dit M. **Gambetta**, et cela paraît parfaitement exact. Sur toutes les routes, dans toutes les villes, on voit des soldats, des recrues, des volontaires : seulement, il faut bien le dire, on ne voit pas beaucoup de régiments, je veux dire des régiments formés pouvant aller au feu. Des hommes! mais il nous en arrive de tous les pays! Nous avons les cinq parties du monde : volontaires américains, volontaires espagnols, volontaires italiens, francs-tireurs de tous pays. Il y a deux jours, sur le boulevard, la chemise rouge des garibaldiens se croisait avec l'uniforme gris des zouaves pontificaux ; **Garibaldi** et **M. de Charette** ont pu se rencontrer à la Préfecture. Garibaldi part ce soir, accompagné de **M. Frappoli**, ancien ministre de la guerre en Toscane, homme énergique, bon soldat, bon officier.

Marseille. — L'emprunt de dix millions, ouvert dans cette ville pour l'armement, se souscrit laborieusement. On est seulement à six millions.

Les grandes villes du Midi ont bien de la peine à sortir des agitations auxquelles elles sont livrées depuis la proclamation de la République. Marseille surtout ne retrouve point son calme, et l'autorité, après s'y être montrée hésitante d'abord, semble maintenant tomber dans l'excès contraire. L'administrateur supérieur du département, M. Esquiros, vient de prendre des mesures qu'il serait bien difficile de prendre pour des mesures libérales. Il a dissous les congrégations de jésuites et suspendu jusqu'à nouvel ordre la *Gazette du Midi*, organe légitimiste.

La dissolution de maisons de jésuites, dit l'*Indépendance belge*, peut se justifier jusqu'à un certain point par la législation qui prohibe cet ordre en France. M. Esquiros ne fait qu'exécuter la loi que le gouvernement de l'Empire n'a point voulu ou osé rapporter, mais dont il a imperturbablement toléré et même encouragé la violation. Mais la sus-

pension prononcée contre un journal, si violente que puisse avoir été son opposition, est une pure illégalité en même temps qu'un expédient parfaitement inefficace. Nous ne croyions pas que cette façon de comprendre les droits et de respecter la liberté de chacun pût être reprise par la République, et nous aimons à penser qu'elle sera répudiée par un gouvernement qui n'a succédé aux hommes du régime de décembre que parce que tous ses membres avaient toujours défendu toutes les libertés, et en première ligne la liberté de la presse.

La guerre actuelle et les États-Unis. — Les bruits qui ont couru, dans ces derniers temps, relativement à des expéditions organisées aux États-Unis en faveur de l'une ou de l'autre des puissances belligérantes, n'étaient pas sans fondement. Une proclamation du général GRANT constate que des enrôlements ont eu lieu, sans préciser si c'est à la France ou à l'Allemagne que les enrôlés devaient porter leur concours. Elle rappelle que c'est là un acte contraire à la loi de neutralité, qui expose ses auteurs à des peines comminées par la législation fédérale, et elle contient l'ordre aux fonctionnaires des États-Unis d'empêcher par tous les moyens de pareilles infractions aux devoirs de leur pays envers des nations amies.

La cassette impériale et M. Granier de Cassagnac. — L'*Indépendance belge* ayant reproduit la partie des documents secrets qui attestait les fréquents rapports de MMrs DE CASSAGNAC avec la cassette impériale, M. de Cassagnac père, qui est à Mons, lui écrit la lettre suivante, où il explique à sa manière, sans qu'il soit possible de contrôler son explication, l'emploi des sommes qu'il touchait :

« Mons, 13 octobre 1870.

» Monsieur le Rédacteur en chef,

« Vivant fort retiré et fort occupé de mes travaux habituels, malgré les voyages et les missions que les journaux m'attribuent, je n'ai lu qu'aujourd'hui votre numéro du 8 courant, duquel j'extrais les lignes suivantes :

» Dans un aperçu des dépenses de la cassette de l'Empereur, en mai 1870, on remarque les » inscriptions suivantes :

» M. Granier de Cassagnac, deuxième à-compte sur 160,000 francs, 16,000 francs. »

» Suivent quelques paragraphes relatifs à deux de mes collègues ; après quoi, vous ajoutez : « De » M. Granier de Cassagnac, nous ne dirons rien. »

» Votre silence m'oblige à parler, monsieur, et je vais le faire assez clairement pour prouver que vous êtes dupe du gouvernement de Paris, lequel répand en Europe des pièces tronquées et par conséquent matériellement fausses.

» Je suis forcé d'être un peu long, parce que j'ai besoin d'être catégorique.

» En novembre 1868, par un traité public, *enregistré*, après son acceptation *en assemblée générale* par les actionnaires de la Société des journaux réunis, le *Constitutionnel* et le *Pays*, je m'assurai pour dix ans la direction politique et la rédaction en chef du *Pays*, moyennant une certaine somme, naturellement importante.

» L'Empereur ne trouva pas qu'il fût juste que ses amis supportassent seuls la propagation et la défense des principes conservateurs, et il voulut y contribuer pour sa part.

» C'est à moi que cette part a été directement versée, sur mes reçus, dont on a supprimé le texte.

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

parce qu'il fait connaître la vérité; ils portent ceci, écrit de ma main : « Reçu..., pour remettre à M. le gérant de la Société des journaux réunis. » Les reçus de M. le gérant sont joints aux miens.

» Voilà, monsieur le rédacteur, les explications que m'a imposées votre réticence.

» Permettez-moi d'ajouter deux mots sur ma situation et celle de M. **Paul de Cassagnac**, mon fils, par rapport au journal *le Pays* et par rapport à l'Empereur.

» Avec *le Pays*, nous nous sommes contentés d'une position modeste. J'ai succédé, comme rédacteur en chef, avec 12,000 francs, à M. **Grenier**, qui en avait 20,000.

» Le jour où M. **Baudrillart** entrait au *Constitutionnel* avec 20,000 francs, M. Paul de Cassagnac entrait au *Pays* avec 10,000 qu'il n'a jamais dépassés.

» Avec l'Empereur, nous avons toujours conservé une attitude aussi indépendante que respectueuse et dévouée. Nous l'avons toujours servi, et nous lui avons souvent résisté, quelquefois désobéi. Tous ses anciens ministres le savent, et le *Journal officiel* l'a lui-même appris au public.

» J'attends de votre loyauté et de votre bonté, monsieur le rédacteur, la publication de cette lettre, qui importe à l'honneur d'un homme calomnié et de son fils prisonnier.

» Veuillez agréer, je vous prie, l'assurance de ma considération bien distinguée.

» A. GRANIER DE CASSAGNAC.

» A M. le Rédacteur en chef de l'*Indépendance belge*. »

Les vainqueurs à Versailles. — M. de Bismark habite la maison de M. JESSE; le prince CHARLES celle du prince de la MOSKOWA.

Les deux quartiers généraux ont été établis sans difficulté. Celui du Roi se trouve dans le quartier de l'Ouest et celui du prince royal dans le quartier de l'Est.

La chancellerie fédérale se trouve dans la rue Corance.

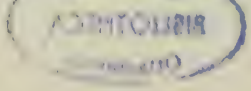
SAMEDI, 15 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les Prussiens menacent le Nord. Amiens prépare une vigoureuse résistance.

On parle toujours, mais sans détails précis, de succès remportés par Bazaine. Les dépêches prussiennes accusent une défaite que Bazaine leur a fait subir le 26. On croit savoir que le maréchal Canrobert commandait l'armée, ce jour-là.

La délégation gouvernementale de Tours a reçu du commandant du corps d'armée, qui vient d'être obligé d'abandonner Orléans et de se retirer derrière la Loire, un rapport sommaire dont le télégraphe fait connaître la teneur. Il attribue l'échec de ses troupes à la supériorité de l'artillerie ennemie et affirme, d'ailleurs, que la retraite s'est effectuée avec calme et dans le meilleur ordre, sans être inquiétée par les Bavarois.

Relativement aux sorties des Parisiens, les dépêches venues des armées allemandes parlent d'une petite sortie de six bataillons de l'armée de Paris, qui ont été repoussés sans effort. Elles ajoutent que les Français ont incendié le château de Saint-Cloud et annoncent, comme très-prochain, le bombardement de Mézières.



Garibaldi est arrivé à Besançon, et le général Bourbaki à Tours, où la population lui a fait une ovation dans la cour de la préfecture.

Rome. — On mande de Rome, 11 octobre, à la *Gazette d'Augsbourg*, que le journal l'*Osservatore romano* a été suspendu provisoirement. On a mis a la disposition du Pape, pour son usage exclusif, un bureau spécial de poste et de télégraphe, établi au Vatican. Le jeune israélite Cohen, enlevé à ses parents pour le faire élever de force dans la religion catholique, a été rendu à sa famille par ordre du gouvernement. Trois chanoines, ont été blessés, en un seul jour, en pleine rue, par des coups de stylet.

Un décret de Florence proclame l'égalité des citoyens.

Les voyages de M. Thiers. — On écrit de Vienne que M. Thiers aurait lieu de se féliciter vivement de son séjour dans cette capitale, s'il pouvait lui suffire d'avoir obtenu d'éclatantes satisfactions d'amour-propre.

L'ancien ministre de la monarchie de juillet a trouvé auprès de François-Joseph l'accueil le plus flatteur ; il a conféré à plusieurs reprises avec le comte de Beust, ainsi qu'avec les ministres hongrois, MM. les comtes Andrassy et Festetics et avec les représentants de la Russie et de l'Italie, MM. de Novikoff et Minghetti, et il a dîné avant-hier chez le chancelier de l'empire et hier chez le baron de Rothschild.

Au dîner, donné en son honneur au ministère des affaires étrangères, ont pris part, outre les ministres présidents, MM. Andrassy et Potocki, les diplomates MM. de Novikoff, Minghetti et le comte de Mosbourg, les chefs de section, MM. Hoffmann et baron Orczy, et M. le baron de Rothschild.

Mais M. Thiers avait une mission à remplir, et sous ce rapport il n'a peut-être pas trop à se louer des résultats de ses patriotiques efforts. L'empereur et M. de Beust, tout en manifestant d'ardentes sympathies pour la France, ont déclaré à M. Thiers que, malgré leur désir de contribuer, s'il était possible, au prompt rétablissement de la paix, ils ne pouvaient sortir d'une réserve, commandée tant par les événements que par la situation même de l'Autriche-Hongrie.

Une réponse à peu près identique aurait été faite aux représentations de M. Thiers à Londres et à Saint-Pétersbourg ; il est indubitable que Victor-Emmanuel et ses conseillers justifieront, par les mêmes nécessités que les autres neutres, leur neutralité ultérieure.

Une protestation du frère de Bazaine. — Le frère du maréchal Bazaine vient de protester, par la voie des journaux, contre les rumeurs, qui présentaient le maréchal commandant l'armée du Rhin

comme refusant de reconnaître la république et se déclarant toujours au service du gouvernement de l'Empereur.

La plupart des journaux prennent acte de cette protestation. Mais ils regrettent que des faits récents fassent croire que Bazaine en soit encore à chercher le salut de la France dans la domination des Bonaparte. Le gouvernement de la défense nationale est pourtant tacitement reconnu par toute la France; aussi, ils espèrent que dorénavant nul soupçon de menées bonapartistes ne pèsera plus sur le maréchal, qui tient si vaillamment en mains le drapeau de la France et qui peut seul relever l'honneur de l'armée française, si abaissé depuis Sedan.

Tours capitale provisoire. — La lettre suivante, adressée à *l'Indépendance belge*, donne des détails assez intéressants sur la physionomie de Tours et la conduite de M. Gambetta :

« Tours, 13 octobre.

» **Garibaldi** a quitté Tours hier, sans qu'on l'ait aperçu depuis dimanche, sans que l'on sache s'il a, ou non, accompli ici quelque mission ou conclu quelque alliance.

» M. Gambetta vit aussi très-renfermé. Mais on sait qu'il travaille nuit et jour; on a grande confiance dans son énergie. Preuve de cette confiance : il y a quelques jours, lorsque le bruit courait que les Prussiens étaient à Orléans, ce fut une panique à Tours. Chacun s'apprêtait à s'armer ou à fuir. Aujourd'hui on sait positivement qu'ils y sont, et si l'on s'en attriste profondément, on ne s'en effraie pas et jusqu'à présent nul ne songe au départ.

» Il serait profondément déplorable de voir le gouvernement « se replier ; » et je ne puis croire qu'avec un dictateur de cette trempe, car je persiste à le considérer comme un dictateur, et un dictateur nécessaire, qu'avec un tel homme, dis-je, les choses ne changeront pas de face.

» Déjà, la destitution du général de **Lamotte Rouge** est un premier acte d'énergie : il en faut de ces actes là, et beaucoup. Vous savez que je ne cesse de vous le répéter. Le remplaçant de M. de Lamotte-Rouge est le général **d'Aurelle de Paladine**. Nous verrons ce qu'il va faire, et s'il ne fait pas mieux, à un autre, puis à un autre encore.

» Il est d'autant plus nécessaire de faire preuve de vigueur que, d'après les récits qui nous arrivent sur l'affaire d'Orléans, les troupes de ligne se sont encore une fois débandées. Rejetées de la forêt de Cercottes sous Orléans, elles n'ont plus tenu et ont repassé la Loire. Il y avait 18,000 hommes.

» L'artillerie n'a, de son côté, pu rendre aucun service, étant arrivée trop tard. Elle a dû passer sans coup férir sur la rive gauche.

» Pour rétablir la discipline parmi les troupes de ligne, on ne sait quelle main de fer il faudrait. Hier encore, on en a vu ici, dans un état d'ivresse scandaleux, proférer toutes sortes d'invectives contre leurs chefs, les accusant d'incapacité et de trahison.

» Il faut pourtant que cela finisse. On parle de deux hommes qu'on va fusiller au Champ de Mars.

Le général Uhrich et sa défense à Strasbourg. — Plusieurs journaux et plusieurs lettres particulières ont accusé le général Uhrich de ne pas avoir épuisé tous les moyens de défense avant de se rendre.

Le général a adressé à un de ses parents la lettre suivante, où il proteste contre les accusations portées contre lui :

« Bâle, le 14 octobre 1870.

» Monsieur et cousin,

» Votre lettre du 4 octobre m'est parvenue ici hier soir seulement, et je le regrette.

» Je sais depuis longtemps qu'il n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne; j'en fais la triste expérience.

» Que l'on m'accuse d'insuffisance, d'impéritie, je le comprendrais, mais de trahison! Voilà qui est infâme. Trahison! et envers qui? Est-ce envers la république et le gouvernement de la défense nationale? Mais c'est moi qui les ai fait reconnaître l'une et l'autre à Strasbourg.

» On comprendrait une trahison au début d'un investissement, mais après un siége de deux mois, après avoir vu brûler et renverser une ville, tuer ses habitants, décimer sa garnison, où pourrait glisser la trahison?

» La route de Strasbourg est ouverte; que l'on aille voir sa citadelle détruite, ses remparts labourés, son artillerie anéantie, ses ouvrages avancés intenables, et deux de ses bastions en brèche; que l'on s'arrête devant les ruines de ses monuments, devant celles de ses maisons; que l'on se rende compte de la pluie de fer, de plomb, de feu qui couvrait tous ces terrains militaires; que l'on examine ces projectiles puissants et inconnus jusqu'ici que deux cents pièces de canon nous lançaient, et, loin de dire que la reddition de la ville a été prématurée, l'on s'étonnera que la résistance ait été aussi prolongée, que l'on ait pu soutenir pendant trente-huit jours et trente-huit nuits un bombardement sans précédent jusqu'à ce jour.

» La situation s'était compliquée par la perte de 35,000 fusées métalliques, incendiées avec l'arsenal de la citadelle, et que rien n'a pu remplacer.

» Malgré cela, nous aurions pu tenir tant que le corps eût été intact; mais dans les derniers jours, les travaux d'approche de l'ennemi prirent une rapidité extraordinaire; il couronna nos chemins couverts, se fit des abris blindés pour protéger les troupes destinées à livrer l'assaut, ouvrit deux brèches : l'une au bastion 12, praticable, et l'autre au bastion 11, que deux heures de feu allaient rendre praticable.

» L'assaut était impossible à soutenir par nous. Les remparts et tous les abords, foudroyés par la puissante artillerie ennemie, n'eussent pas été tenables pour les défenseurs de la brèche, qui, en moins d'une demi-heure, eussent été anéantis, et l'ennemi fût monté à l'assaut sans coup férir.

» Devions-nous — devais-je plutôt — exposer la malheureuse ville de Strasbourg, qui déjà avait tant souffert, aux horreurs d'une ville prise d'assaut, alors que nous n'avions pas une seule chance favorable pour la résistance?

» Mon conseil de défense ne le pensa pas — (et certes, celui-là est inattaquable au point de vue de l'énergie). — Consulté par moi, et après délibération étendue, il a été déclaré à l'*unanimité* :

» 1° Que l'assaut ne pouvait pas être supporté avec des chances de succès;

» 2° Que le moment était venu de capituler.

» Le reste s'en est suivi.

» Oui, je le déclare hautement; oui, l'honneur militaire est sauf!

» Attaqué par les braves du lendemain ou par des personnes qui ont cédé, sans réflexion, à une première impression, j'aurais voulu garder le silence et attendre que la vérité se fît jour d'elle-même; mais le mot : trahison! m'a créé un devoir : celui de protester de toute l'énergie d'une conscience honnête et longuement éprouvée. Je livre une carrière de cinquante-deux années de services militaires aux investigations les plus minutieuses, carrière que ne sauraient ternir les propos de quelques personnes mal renseignées ou malveillantes.

» J'aurais pu vous parler de l'incurie avec laquelle on a abandonné Strasbourg, sans garnison, sans troupes d'artillerie suffisantes, sans le plus petit détachement du génie; j'aurais pu vous dire bien d'autres vérités encore, mais il me faudrait sortir du terrain de la défense personnelle, où je désire rester.

» Faites, mon cousin, ce que vous jugerez convenable de cette trop longue lettre. S'il m'est permis d'exprimer un désir, c'est de la voir livrer à la plus grande publicité possible.

» Recevez, monsieur et cousin, mes remercîments pour la franchise avec laquelle vous m'avez mis au courant des bruits qui se répandaient sur mon compte; je sais apprécier la loyauté qui vous a guidé; merci encore.

Général UHRICH (1) »

(1) La Commission des capitulations, qui vient d'examiner la conduite du général Uhrich, sans

La défense nationale à Paris et une proclamation de M. Gambetta. — Une proclamation de M. Gambetta aux habitants de Tours annonce avec une indicible joie la nouvelle suivante, reçue de Paris le 12 octobre :

« Le peuple de Paris, de plus en plus héroïque et impatient derrière les remparts, a voulu marcher à l'ennemi, et voici le bulletin de sa première victoire :

» Sur toute la ceinture de la ville, les Prussiens ont été délogés des positions qu'ils occupaient depuis trois semaines.

» Du côté de Saint-Denis, ils ont été refoulés au delà de Stain, Pierrefittes et Dugny.

» A l'est, on a repris Joinville, Créteil, Bobigny et le plateau d'Avron.

» Les Prussiens ont été refoulés à Bas-Meudon, Saint-Cloud et rejetés sur Versailles.

» L'ennemi sait à présent ce que vaut un peuple résolu et décidé à sauver ses institutions et son honneur.

» M. Gambetta invite les provinces à faire leur devoir comme Paris fait le sien.

» Vive Paris ! vive la France ! vive la République ! »

La question de la paix à Londres. — M. Cardwell, ministre de la guerre, dans un discours prononcé à Oxford, a dit :

« Si une occasion favorable à la paix se présente, ayons soin de la saisir, mais ne jetons pas de l'huile sur la flamme que nous voulons éteindre. »

Le *Times* propose, pour terminer la guerre, le démantèlement des forteresses de l'Alsace et de la Lorraine. L'Angleterre ferait un traité avec les deux belligérants, portant qu'elle se mettra du côté de l'un, si l'autre attaque et si ses raisons d'attaque ne sont pas justifiées et n'ont pas été soumises à un arbitrage.

Douceur allemande. — Le gouvernement prussien a donné l'ordre de fusiller tout franc-tireur n'appartenant pas à un corps régulier commandé par un officier.

Un télégramme de la délégation. — La dépêche suivante a été adressée à M. Anatole de la Forge, par le gouvernement de Tours:

« Tours, le 11 octobre 1870, 7 h. 30 du soir.

» Intérieur à Anatole de la Forge, préfet de l'Aisne, à St-Quentin.

» Le gouvernement ne saurait trop vous féliciter de votre admirable conduite ; continuez, résistez et vive la République ! »

L'entrée du roi de Prusse à Versailles. — Le docteur Russel envoie de Versailles, 5 octobre, le récit de l'entrée du roi de Prusse dans cette ville :

« Le prince royal, le général **Blümenthal**, le comte **Eulenberg** et le colonel **von Gottberg** avaient quitté les Ombrages pour se rendre à sa rencontre.

ratifier en rien les accusations de trahison dont il est question dans cette lettre, comme sans partager l'admiration et l'enthousiasme d'une partie de l'opinion publique en septembre 1870, a cependant cru que la défense de Strasbourg avait laissé à désirer, et a infligé, dit-on, un blâme au général Uhrich pour s'être rendu avant d'avoir épuisé tous les moyens de résistance en son pouvoir.

P. M. Janvier 1872.

» A quatre heures et demie, le tambour et les fifres de la garnison mirent en émoi la foule, qui se précipita vers la Porte de Buc, pour voir entrer le roi Guillaume et *ce Bismark*. Les fenêtres de beaucoup de maisons étaient fermées. Le 58e régiment, avec son drapeau, faisait le service d'honneur à la grille de la préfecture. Dans la cour se trouvaient les généraux **Kirchdach**, de **Voigts-Rhetz**, commandant de la place, avec leur état-major; les ducs de **Cobourg**, de **Wurtemberg** et **d'Augustenbourg**; les princes de **Hohenzollern**, de **Mecklembourg**, et leurs aides de camp.

» A cinq heures, le Roi n'était pas encore arrivé, et l'on parlait déjà d'un accident, mais l'exactitude est chose difficile en campagne, et le cortége royal ne déboucha sur la place de la Préfecture qu'à cinq heures trente-cinq minutes. Un peloton de lanciers ouvrait la marche. Venaient ensuite un piquet de dragons et de gendarmes, puis le stahlmeister et quelques écuyers, puis encore une troupe de lanciers, puis le Roi et le prince royal en voiture découverte. Tous étaient couverts de poussière, mais paraissaient jouir d'une excellente santé.

» Ils furent salués par les acclamations des troupes et par le roulement des tambours et les accords des musiques militaires. Le Roi sauta de la voiture plutôt qu'il n'en descendit et serra la main des princes et des généraux qui l'attendaient.

» Puis il passa en revue la compagnie du drapeau. Le peuple contemplait ce spectacle en silence, puis, quand le Roi fut entré dans l'hôtel, il se dispersa paisiblement. « C'est un bel homme, ce » vieux Guillaume, » disait-on dans les groupes. « Je serais très-content pourtant de n'avoir pas » vu le bon vieux roi de Prusse à Versailles. »

» MM. **de Bismark** et **de Moltke** entrèrent inaperçus, dans une voiture fermée, pendant qu'on s'occupait du Roi. Bismark parut à six heures et demie dans la salle à manger de l'*Hôtel du Réservoir*, qui était remplie de ses hôtes habituels. Il reconnut les généraux **Burnside**, **Scheridan** et **Forsyth**, et, s'asseyant derrière eux, causa de la façon la plus gaie avec le premier. Voyant sur le mur une carte, il leva la tête et dit : « Ah! une carte d'Allemagne! » C'en était une, en effet.»

DIMANCHE, 16 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On se plaint beaucoup de l'attitude de l'armée de la Loire à la défense d'Orléans. Des régiments entiers de troupes de ligne, de cavalerie et de mobiles ont lâché pied. Les soldats prennent pour excuse qu'ils sont mal commandés. Le fait est que les généraux n'ont aucun prestige ni ascendant sur les troupes qu'ils doivent mener à la victoire. On réclame partout des mesures énergiques pour rétablir la discipline et la fidélité au drapeau.

La dépêche qui a apporté la nouvelle à sensation d'une sortie générale de l'armée de Paris et de son complet succès sur tous les points manquait d'exactitude, en ce sens qu'elle ne donnait pas la date des informations dont elle se faisait l'écho. Or, les dates sont fort importantes ici.

La proclamation de M. Gambetta se rapporte à des nouvelles venues de Paris par un ballon parti le 12 octobre et n'apportant que des informations du 11 et des jours précédents. Or, on sait qu'il n'y a eu aucune affaire de quelque portée ni le 10 ni le 11, et il reste à attendre l'explication de la proclamation de M. Gambetta.

Déjà une dépêche du quartier général du roi de Prusse (Versailles) dément absolument le fait principal annoncé par ce document. Elle affirme que les armées allemandes occupent encore en ce moment toutes les positions qu'elles ont prises le 19 septembre.

Il paraît résulter de là que, des combats livrés depuis l'investissement, il n'y en a guère qu'un qui ait eu une véritable importance, celui du 29, du côté de Villejuif et Choisy-le-Roi.

Il n'y a eu aucun engagement sous Paris ni le 14, ni le 15.

La résistance de la forteresse de Soissons, qu'une dépêche prussienne annonçait l'autre jour comme devant être vraisemblablement très-sérieuse, n'a guère duré. La place a capitulé, après trois jours de feu.

Un décret de la délégation du gouvernement à Tours confère à Garibaldi le commandement des compagnies franches des Vosges, auxquelles sera adjoint un corps de troupes régulières.

Les ballons. — M. Albert Tissandier, le jeune aéronaute qui a quitté Paris le 14, communique au *Moniteur* la relation suivante de son voyage :

A DEUX MILLE MÈTRES AU-DESSUS DES PRUSSIENS.

Le 14 octobre, à une heure un quart, le ballon le *Jean-Bart* s'élevait de Paris. J'avais l'honneur de conduire dans les airs MM. **Ranc**, maire du 9e arrondissement, et **Ferrand**, chargés d'une mission spéciale du gouvernement. Outre les voyageurs confiés à mes soins, j'emportais avec moi quatre cents kilogrammes de dépêches, c'est-à-dire cent mille lettres, cent mille souvenirs envoyés de Paris par la voie des airs à cent mille familles anxieuses!

Par un soleil ardent et superbe, nous passons la ligne des forts; à mille mètres, nous distinguons nos ennemis, qui, en toute hâte, se mettent en mesure de nous envoyer des balles et des boulets. Mais nous planons trop loin de la terre pour que l'artillerie puisse nous faire peur; nous entendons les balles qui bourdonnent comme des mouches au-dessous de notre nacelle, et, nous moquant des uhlans, des cuirassiers blancs et de tous les Prussiens du monde, nous nous laissons mollement bercer par les ailes de la brise jusqu'au-dessus de la forêt d'Armanvilliers.

Là un spectacle plein de désolation s'offre à nos yeux. Les maisons, les habitations, les châteaux sont déserts, abandonnés: nul bruit ne s'élève jusqu'à nous, si ce n'est celui de l'aboiement rauque et sinistre de quelques chiens abandonnés.

Plus loin, au milieu même de la forêt de Jouy, c'est un camp prussien qui s'étend sous notre nacelle; on remarque des travaux de défense habilement organisés pour répondre à toute surprise. Les tentes forment deux lignes parallèles, aux extrémités desquelles s'élèvent des remparts de gabions et de fascines. Près de là nous apercevons un immense convoi de munitions qui couvre des routes entières; il est suivi d'une infinité de petites charrettes couvertes de bâches blanches; des uhlans l'accompagnent en grand nombre. A la vue de notre aérostat, ils s'arrêtent, et nous devinons, malgré la distance qui nous éloigne, qu'ils nous jettent un regard de haine et de dépit. Quelle joie nous éprouvons, mes compagnons et moi, en riant de bon cœur de leur impuissance!

Cependant, le soleil échauffe nos toiles et dilate le gaz qui les gonfle; les rayons ardents nous donnent des ailes, nous bondissons vers les plages aériennes supérieures, et bientôt la terre disparaît à nos yeux. Quelle splendeur incomparable, quelle munificence inconnue dans cette mer de nuages, que semblent terminer des franges argentées aux éclats vraiment éblouissants! Au milieu du silence et du calme, nous admirons ces sublimes décors du ciel, et pendant quelques secondes nous perdons de vue les misères terrestres.

Mais voilà la nuit qui couvre de son manteau le ciel et la campagne. Il faut songer à revenir à terre, regagner le plancher des braves défenseurs de la patrie. Nous voyons accourir des paysans qui nous crient à tue-tête : « Il n'y a pas de Prussiens ici! Vous êtes près de Nogent-sur-Seine, à Montpothier; descendez vite! » Tous ces cris nous décident enfin, et nous tombons pour ainsi dire dans les bras de nos braves amis sans aucune secousse.

Grâce à leur aide obligeante, à celle de leur curé, dont nous ne saurions oublier l'accueil touchant, nous emportons vivement dépêches et ballon. « Les Prussiens ne sont pas loin, disaient-ils, ils vous ont vu descendre et peuvent vous surprendre. Allez-vous-en au plus vite. » C'est ce que nous nous empressons de faire, et nous arrivons chez le sous-préfet de Nogent, **M. Ebling.** Une réception enthousiaste nous est offerte; nous le quittons bientôt, ne voulant pas perdre un seul instant pour gagner Tours, où notre devoir nous appelle.

Nous sommes obligés de faire un détour immense, de passer par Troyes, Dijon, Nevers, Bourges, pour arriver enfin à bon port.

Je retrouve à Tours mon frère, **Gaston Tissandier,** qui m'a précédé dans les airs; nous allons prochainement tenter ensemble la rentrée à Paris par voie de l'air.

Nous rencontrons heureusement en route **M. de Kératry** et ses compagnons de voyage; ils nous reçoivent obligeamment dans leur wagon. Nous apprenons ainsi les malheurs arrivés à ces messieurs par l'imprudence inexplicable de leur aéronaute.

M. de Kératry est blessé et ses amis contusionnés par une horrible chute.

Ils étaient partis quelques heures avant nous de Paris, avec un vent plus inquiétant que le nôtre. Nos craintes étaient justifiées ; par cela même, ils auraient pu encore plus que nous tomber parmi les Prussiens.

Les insolences prussiennes à l'adresse de Paris et de la France. — Un officier de l'armée prussienne a écrit à une personne en ce moment à Naples une lettre dont on adresse la traduction au *Salut public*. On va voir, dit la *France*, comment ces messieurs nous jugent. Voici cette lettre qui dit des choses dont il serait bon de tenir compte :

« Versailles, 2 octobre.

« J'ai quitté Berlin le 20 juillet, et, depuis le 4 août, je n'ai pas couché plus de cinq fois dans un lit. Je ne m'en plains pas, et mes compagnons d'armes, qui sont dans les mêmes conditions, ne s'en plaignent pas non plus. Nous sommes unanimes dans le parti bien arrêté de châtier les Français jusqu'au bout, de battre leur orgueil mal placé, de faire voir au monde ce que valent leurs vanteries.

» Tu connais ce que nous avons fait contre la France impériale : nous l'avons anéantie en peu de jours. La France républicaine ne vaut pas mieux, et nous l'anéantirons dans peu de jours aussi. Nous sommes décidés à entrer à Paris, et nous y entrerons.

» Qui pourrait nous en empêcher? Les débris d'armée qui défendent la Babylone moderne sont démoralisés. Les mobiles sont un composé de farceurs qu'on appelle grands et petits crevés (*sic*); ils forment la génération actuelle de cette ville dépravée et méprisable. La garde nationale sédentaire est un ramassis de boutiquiers obséquieux et vils, qui n'ont qu'un caractère avili, un seul désir, celui d'acquérir de l'argent, toujours de l'argent, et de ne pas perdre celui qu'ils ont. Ces trois éléments caducs sont conduits par :

» MM. **Favre**, avocat;
Crémieux, avocat;
Ferry, avocat;
Dorian, avocat;
Laurier, avocat;
Gambetta, avocat.

» MM. Chose, Chose et Chose, avocats, avocats, toujours avocats. Que diable voulez-vous que ça nous fasse?

» Je connais mon Paris aussi bien qu'eux, et beaucoup de mes compagnons le connaissent aussi.

Nous recevons leurs journaux, leurs *blagues*, devrais-je dire, et nous rions à gorge déployée en voyant qu'ils fabriquent vingt mille fusils par jour, des mitrailleuses à vapeur, à air, à percussion; des canons de toutes espèces; qu'ils en reçoivent d'Angleterre, d'Amérique; qu'ils ont des fusées infernales; et nous rions bien plus encore en voyant que, depuis quinze jours que nous sommes ici, les seuls projectiles que nous ayons réellement reçus, par ballons, s'il vous plaît, sont des proclamations en allemand à nos soldats, qui leur préfèrent de beaucoup la choucroûte, dont nous ne manquons pas.

» Ils disent que nous sommes des hordes barbares, des vandales, des incendiaires. Paroles... paroles... et rien que des paroles. Ah! que c'est bien français! — Nous ne disons rien, et nous agissons; nous ne parlons que des faits accomplis. Nous sommes disciplinés, nous marchons d'accord, nous croyons en notre Roi, en notre pays, et nous vaincrons.

» Nous ne sommes pas des barbares, non. Nous rencontrons des lâchetés chez les préfets français, chez les maires français, chez les paysans français, et nous en profitons. Nous rencontrons quelquefois de la trahison, et nous la punissons correctement, carrément et sans ménagement. Nous ne sommes pas venus pour faire la cour aux femmes ou des compliments aux hommes. Nous sommes venus pour les faire rentrer en eux-mêmes et leur faire voir, s'ils sont capables d'examen de conscience, ce qu'ils valent, et nous accomplissons notre mission en hommes.

» Nous voici donc en face de Paris, dont je connais si bien toutes les vanités, toutes les vénalités, toute la boursoufflure gonflée de vent, et à présent, on nous menace des élans de la province, de l'armée de la Loire, de toutes sortes d'armées. Qu'ils viennent, nous les attendons, nous sommes prêts, et surtout nous sommes tranquilles.

» De fait, comment des hommes qui, depuis trois mois, sont battus et rebattus en rase campagne, quand ils présentent des armées, en guérillas lorsque nous les rencontrons; qui n'ont aucun ressort, aucun fibre patriotique, pourraient-ils nous vaincre? Ils se réunissent et font semblant de s'armer, parce que s'ils restaient dans leurs petits pays, ils craindraient l'opprobre de leurs concitoyens; mais il est bien clair qu'ils ont peur de la poudre et qu'ils tiennent à leur peau, car ils ne veulent pas quitter la bonne chère, le café, le pousse-café de chaque jour, plus ces dames, pour aller dans l'autre monde, où tout cela pourrait leur manquer.

» Nous avons craint qu'à défaut de patriotisme, notre présence chez eux, les corrections que nous devons leur infliger leur donneraient de l'exaspération, de la colère, mais rien de rien. Ah! les chers agneaux, ces terribles Français, ces turcos, ces zouaves, comme nous les avons châtiés et comme nous allons les châtier encore, et vraiment je ne puis m'empêcher d'en jouir d'avance, et le plus beau jour de ma vie sera celui où, après avoir traversé Paris en vainqueur, je retournerai à Kœnigsberg dire à nos compatriotes, nos amis : « Nous voici :

» Nous avons anéanti les Français, nous les avons ruinés, ils ne se relèveront pas, car le moral n'existe plus chez eux; la grande nation est aujourd'hui une nation de troisième ou quatrième ordre. »

Est-ce assez insolent et assez amer?

Et pourtant, ajoute la *France*, ayons le courage de nous le dire, il y plus d'un paragraphe qui est vrai.

Marseille. — On sait le conflit qui vient de surgir dans cette ville entre le préfet et la délégation de Tours, à propos de la suppression de la *Gazette du Midi* et de l'expulsion des jésuites. M. Esquiros, le préfet en cause, a donné sa démission, en présence de l'opposition que sa conduite rencontrait à Tours. Mais toute la population marseillaise tient avec lui, et il est à craindre que M. Delpech, nommé administrateur provisoire par M. Gambetta, en remplacement de M. Esquiros, démissionnaire, ne soit un administrateur... *in partibus infidelium*. Voici, du reste, le récit d'une *journée* de Marseille :

« M. Esquiros a reçu le 10 une ovation organisée par la Société internationale, qui fait actuelle-

ment cause commune avec les gardes civiques de la ville. Un rassemblement de quelques centaines d'individus s'est porté devant le palais de la préfecture et a fortement acclamé l'administrateur supérieur, en lui demandant l'organisation de la commune révolutionnaire. Esquiros a promis de prendre cette demande en considération. On ne sait pas ce qu'il ferait, en pareil cas, du conseil municipal, qui avait été formé tout entier de républicains de la veille, élus dans le dernier mois de l'empire. Dans sa réponse au rassemblement, Esquiros a dit : « Citoyens, vous connaissez le différend qui existe entre le pouvoir central de Tours et ceux qui me sont confiés; si l'administration de Tours m'abandonne, je suis certain que Marseille ne m'abandonnera pas. Dans une huitaine de jours, la garde nationale sera mobilisée et nous partirons tous; je me mettrai à votre tête et nous irons de village en village prêcher la guerre sainte, et mourir tous, s'il le faut, pour sauver la France et établir solidement la république.

» Vive la république! »

» Après les bravos et le chant de la *Marseillaise*, un patriote est monté sur une échelle et a dit à la foule : « Vous venez d'entendre notre patriarche. Jamais on n'avait mieux parlé. Pour conserver le souvenir de notre chef, donnons le nom d'Esquiros à la rue qui est devant nous. »

« Et des internationaux ont crié : « Oui! oui! plus de rue Saint-Ferréol! Vive la rue d'Esquiros! »

» L'avant-veille, M. Esquiros avait baptisé une partie des places et rues rappelant, suivant son arrêté, les mauvais temps du passé, sans épargner le cours Belzunce. Il a donné à la place centrale le nom de place Danton. Il a aussi fait une rue Victor Noir et une rue Agenars; c'était le nom d'un déporté du 2 décembre, mort à Lambessa. »

Deux circulaires de M. de Chaudordy. — Deux circulaires du délégué au ministère des affaires étrangères viennent de paraître.

La première a pour but de démontrer que la France n'a jamais combattu l'unité de l'Allemagne.

La seconde cherche à justifier la regrettable inexactitude de la proclamation de Tours, relative aux pourparlers de Ferrières, celle qui a fait dire à M. de Bismark que la France devait être réduite à l'état de puissance de second ordre. M. de Chaudordy soutient que les conditions offertes par l'Allemagne auraient nécessairement pour effet de faire descendre la France au rang de puissance secondaire. C'est une thèse qui se peut soutenir, mais ce n'est pas autre chose, en fait, qu'une appréciation.

Quelque justesse qu'on y puisse trouver, beaucoup continuent à ne pas comprendre qu'on ait pu la donner comme une opinion et une menace formellement exprimées par M. de Bismark.

Une mesure regrettable. — Le préfet de la Loire vient de suspendre indéfiniment et de déférer du même coup aux tribunaux un nouveau journal, créé à Saint-Étienne, depuis quinze jours, pour soutenir la politique conservatrice.

Cette mesure est vivement commentée par tous les partis, et plusieurs journaux protestent « contre ce retour peu républicain aux traditions d'un régime qui mettait son honneur dans la violation de tous les droits des citoyens. »

Le libéralisme prussien en Belgique. — On annonce que l'*Indépendance belge* est sous le coup d'une plainte que le ministre de Prusse a remise au baron d'Anethan, chef du ministère belge. Le

grand crime de l'*Indépendance* est de soutenir avec énergie et justice que l'Alsace et la Lorraine ne doivent pas faire retour à l'Allemagne, contre leur volonté.

Encore une fois « le libéralisme prussien » à l'œuvre!...

Manifestations en faveur de la paix à Londres. — Un grand meeting populaire a eu lieu dans cette ville, en vue d'examiner la conduite à suivre dans les circonstances actuelles. Voici les propositions qui ont été faites :

1° La reconnaissance officielle de la république française par le gouvernement anglais; 2° le gouvernement anglais doit être requis d'exprimer sa désapprobation de la conduite agressive de la Prusse; 3° si la Prusse persiste, l'Angleterre devra conclure avec la France une alliance strictement défensive; 4° il faut immédiatement convoquer le Parlement pour examiner le devoir de la nation anglaise dans la guerre actuelle; 5° les électeurs devront peser sur leurs représentants pour faire adopter, par le Parlement, la politique recommandée par les résolutions; 6° tous les amis de l'humanité devront tous, dans la limite de leurs moyens, éveiller l'opinion publique et la diriger dans ce sens. « Si, a dit l'orateur, nous ne voulions pas en un certain temps être *napoléonisés*, nous ne voulons pas aujourd'hui être *bismarkés* »

Toutes ces résolutions ont été adoptées, sauf la troisième concernant l'envoi de troupes à l'aide de la France. La guerre est toujours et avec raison un sujet d'horreur pour les Anglais, et d'ailleurs ils craindraient d'être entraînés plus loin qu'ils ne voudraient. Il y a donc eu une discussion très-longue et très-animée au sujet de cette résolution. Elle a fini néanmoins par être adoptée, mais non comme les autres à l'unanimité, mais à la majorité seulement.

Le meeting a repris aussi et adopté la résolution proposée l'autre jour par le conseil. Dans le cas du bombardement de Paris, le peuple d'Angleterre demande qu'on supprime *toutes les pensions accordées à ceux des princes allemands qui auraient pris part au bombardement, que ces pensions soient payables à eux-mêmes, à leurs femmes ou à leurs enfants.*

La discussion a été très-vive dans ce meeting, qui ne s'est terminé que très-tard.

En Angleterre, comme chez tous les neutres, les classes riches se croisent béatement les bras et laissent faire. Seules, les classes populaires parlent et agissent dans la mesure du possible pour amener la fin du duel sauvage et inhumain auquel nous assistons.

Un manifeste du comte de Chambord. — Les journaux légitimistes publient la circulaire suivante, par laquelle M. le comte DE CHAMBORD se pose ouvertement en prétendant :

« Français,

» Vous êtes de nouveau maîtres de vos destinées.

» Pour la quatrième fois, depuis moins d'un demi-siècle, vos institutions politiques se sont écroulées, et nous sommes livrés aux plus douloureuses épreuves.

» La France doit-elle voir le terme de ces agitations stériles, source de tant de malheurs? C'est à vous de répondre.

» Durant de longues années d'un exil immérité, je n'ai pas permis un seul jour que mon nom fût une cause de division et de trouble; mais aujourd'hui qu'il peut être un gage de conciliation et de sécurité, je n'hésite pas à dire à mon pays que je suis prêt à me dévouer tout entier à son bonheur.

» Oui, la France se relèvera, si, éclairée par les leçons de l'expérience, lasse de tant d'essais infructueux, elle consent à rentrer dans les voies que la Providence lui a tracées.

» Chef de cette maison de Bourbon qui, avec l'aide de Dieu et de vos pères, a constitué la France dans sa puissante unité, je devais ressentir, plus profondément que tout autre, l'étendue de nos désastres, et, mieux qu'à tout autre, il m'appartient de les réparer.

» Que le deuil de la Patrie soit le signal du réveil et des nobles élans. L'étranger sera repoussé, l'intégrité de notre territoire assurée, si nous savons mettre en commun tous nos efforts, tous nos dévouements et tous nos sacrifices.

» Ne l'oubliez pas, c'est par le retour à ses traditions de foi et d'honneur que la grande nation, un moment affaiblie, recouvrera sa puissance et sa gloire.

» Je vous le disais naguère : gouverner ne consiste pas à flatter les passions des peuples, mais à s'appuyer sur leurs vertus.

» Ne vous laissez plus entraîner par de fatales illusions. Les institutions républicaines, qui peuvent correspondre aux aspirations de sociétés nouvelles, ne prendront jamais racine sur notre vieux sol monarchique.

» Pénétré des besoins de mon temps, toute mon ambition est de fonder, avec vous, un gouvernement vraiment national, ayant le droit pour base, l'honnêteté pour moyen, la grandeur morale pour but.

» Effaçons jusqu'au souvenir de nos discussions passées si funestes au développement du véritable progrès et de la vraie liberté.

» Français, qu'un seul cri s'échappe de votre cœur :

» Tout pour la France, par la France et avec la France.

» HENRI.

» Frontière de France (Suisse), 9 octobre 1870. »

Les vainqueurs à Versailles. — On écrit du quartier général de Versailles au *Times*, que l'on a fait jouer les grandes eaux pour le Roi, le prince royal et leur état-major.

« De **Moltke** et **Bismark** assistaient à ce spectacle, le premier toujours sombre et sévère, le second toujours gai et communicatif.

» Les jardins étaient remplis de soldats allemands. Le public français était représenté par quelques hommes en blouse, quelques bonnes d'enfant, quelques bourgeois et bourgeoises, les fontainiers, une marchande de gâteaux et un soldat blessé.

» Le Roi, en petite tenue, a visité les fontaines, accompagné du directeur des eaux. Il s'est arrêté devant la statue en plomb de Napoléon Ier et la statue de bronze du duc d'Orléans.

» Un dîner a été donné à la préfecture. »

Les pertes artistiques à Strasbourg. — Voici ce qu'on écrit de cette infortunée cité concernant les pertes artistiques faites pendant le siége :

» Parmi les tableaux de maître existants à Strasbourg se trouvaient un *Mariage mystique de sainte Catherine*, attribué à Lucas de Leyde, mais qui était de Memling; un superbe portrait de femme par Mereveld; une *Madone* du Pérugin digne de la première manière de Raphaël, et des tableaux d'église de Philippe de Champagne. Tous ces chefs-d'œuvre ont été détruits; on les avait, par précaution, enlevés de la cathédrale, où ils auraient été épargnés. »

Tamberlick sifflé et hué à Moscou. — On lit dans la *Gazette russe*, de Moscou :

« Il y a eu hier, vendredi, au grand théâtre impérial de Moscou, un scandale tel que Moscou ne se rappelle pas en avoir vu de semblable. Ce soir-là, Tamberlick chantait. Une bande de braillards à gages, organisée pour siffler à tout prix Tamberlick à son entrée en scène, avait dès le commencement de la représentation du *Trovatore* envahi les galeries du cinquième rang, et attendait avec impatience l'apparition du grand artiste. Le rideau se leva et après les premiers récitatifs du baryton, on entendit la voix de Tamberlick, chantant la sérénade à la cantonade; aussitôt des sifflets unanimes, partant du paradis, retentirent dans la salle.

» Tamberlick, qui paraissait pour la première fois dans un opéra devant le public de Moscou, et qui attendait avec émotion l'accueil qui lui serait fait, fut reçu comme on ne reçoit qu'un histrion forain fourvoyé sur la scène.

» Le premier représentant du chant dramatique en Europe, le chanteur qui jusqu'à présent n'a pas eu d'égal dans la déclamation et la diction musicales, l'artiste qui a fait l'admiration du monde civilisé, fut sifflé par la plèbe de Moscou. Le sort de la représentation était fixé; l'opéra fut remplacé par un scandale en quatre actes. Aussitôt que Tamberlick entrait en scène et ouvrait la bouche, une bordée de sifflets sans fin couvrait sa voix et les sons de l'orchestre. Les bravos et les applaudissements du parterre et des loges, qui protestaient contre cette bacchanale de cabaret, étaient couverts par les hurlements du paradis, qui alternaient avec les sifflets d'une centaine de braillards à gages.

» A la suite du scandale qui a eu lieu au grand-Théâtre, Tamberlick a reçu le télégramme suivant des membres du Cercle artistique de Saint-Pétersbourg : « Les membres du Cercle artistique de » Saint-Pétersbourg sont profondément indignés de l'injure faite à votre talent au théâtre de » Moscou; ils vous envoient un salut cordial, comme à un artiste dont le talent fait l'admiration de » tous les artistes russes. »

(*Suivent les signatures.*)

» M. Tamberlick a répondu par le télégramme que voici : « Je suis profondément touché de l'intérêt que vous me témoignez. Je m'y attendais, je l'avoue, de la part de collègues dans la carrière de l'art et d'hommes de cœur. Je suis heureux de pouvoir vous dire qu'ici, à Moscou, j'ai trouvé, et dans le public et chez les artistes russes et italiens comme dans les cercles privés, des sympathies générales, des hommes qui m'ont donné, comme vous, de vives et précieuses marques de leurs sentiments cordiaux et m'ont aidé à supporter, dans les premiers moments, ces insultes grossières, et à mépriser ensuite la basse cabale qui me les a faites. Recevez mes remercîments, mes remercîments de cœur.

» TAMBERLICK. »

NÉCROLOGIE. — On annonce la mort de : **Victor Bois**, décédé à Tours, ingénieur en chef. — Du général **Lee**, ancien commandant en chef de l'armée américaine du Sud, décédé dans une petite ville de l'État de Virginie, où il exerçait les fonctions modestes de maître d'école.

LUNDI, 17 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Rien d'important à signaler aujourd'hui, en dehors de l'arrivée à Versailles, d'un parlementaire venant de Metz.

Les Prussiens occupés à l'investissement de Paris vont recevoir un renfort de 100,000 hommes.

La prise de Soissons vaut aux Prussiens 4,000 prisonniers et 132 pièces d'artillerie.

Une lettre de M. Bazaine. — Voici la lettre du frère du maréchal Bazaine, que nous avons signalée :

« Trouville, 5 octobre 1870.

» Mon cher ami,

» Vous me demandez ce qu'il faut penser de cette affirmation répétée par les journaux, à savoir : « Que le maréchal Bazaine déclare à qui veut l'entendre qu'il tient son commandement de l'empe- » reur, de qui seul il peut recevoir des ordres, et qu'il ne reconnaît pas le gouvernement de la « république. »

» Cette affirmation n'a d'autre source qu'une dépêche de Berlin, du 26 septembre, annoncée par

le *Times* le 27, et d'après laquelle le maréchal aurait pris la peine, en causant avec un simple officier prussien, de lui faire les déclarations en question.

» Elles n'ont absolument rien de sérieux pour tous ceux qui sont édifiés (et tout le monde devrait l'être aujourd'hui) sur la véracité des dépêches d'origine prussienne, et sur les dispositions du *Times* envers la France. Vers la même époque, une dépêche prussienne et le *Times* annonçaient aussi de *prétendues* offres de capitulation de la part du maréchal. Il y a quelque temps, Bismark croyait pouvoir informer d'avance l'ambassade anglaise que le maréchal ne tiendrait pas plus de huit jours. Hier encore, des dépêches annonçaient la famine et la peste dans l'armée de Metz.

» Il n'est pas de fausse nouvelle qu'on n'invente sur cette armée et son chef.

» Croyez-moi, cher ami, celui que Jules Favre, dans son admirable et émouvant rapport sur ses entrevues avec Bismark, appelle « *notre glorieux Bazaine*, » ne se croit pas, ne se dit pas *maréchal d'empereur* : il se dit *maréchal de France*, et, son frère vous le déclare, il ne l'oubliera jamais.

» Tout à vous.

» BAZAINE. »

Décrets concernant la défense. — La délégation gouvernementale de Tours vient de publier toute une série de décrets, ayant pour objet de conférer aux autorités militaires les pouvoirs les plus étendus pour l'exécution des travaux de défense et pour l'organisation des forces à opposer à l'invasion. Les deux plus importants, déclarent en état de guerre tous les départements dont l'ennemi sera éloigné de moins de cent kilomètres, et permettent l'appel sous les armes de tous les gardes nationaux jusqu'à l'âge de 40 ans, lesquels seront, dès lors, placés sous le régime militaire.

Les espions. — On sait les services qu'un bon système d'espionnage peut rendre en temps de guerre. Sous ce rapport, les Prussiens n'ont rien à apprendre et n'auront rien à se reprocher. Leurs espions fonctionnent à merveille, en tous lieux, sous tous les déguisements et, disons-le, souvent avec une hardiesse et un mépris du danger qui ne peuvent prendre leur source que dans le dévouement à la patrie.

Voici, — entre mille, — un des procédés que MM. les Prussiens ont inventés pour se renseigner. Nous le recueillons dans l'*Echo du Nord* :

« Une personne *bien renseignée*, revenant de Belgique, nous affirme que les Prussiens ont acheté un certain nombre de livrets ayant appartenu à des soldats prisonniers en Belgique, et que, par suite, *plusieurs espions sont entrés en France en se disant soldats français*. Avis aux commandants des dépôts et aux colonels des régiments de marche. »

Espagne. — Une dépêche de Berlin annonce que l'affaire de la candidature du DUC D'AOSTE au trône espagnol n'est pas encore sortie de la phase des pourparlers préliminaires. Elle est recommandée par le GÉNÉRAL CIALDINI, mais elle n'a donné lieu encore à aucune négociation officielle.

Lille. — Le *Mémorial de Lille* vient d'être suspendu, pour un mois, par décret de M. TESTELIN, commissaire général de la défense nationale dans le Nord, l'Aisne, la Somme et le Pas-de-Calais, pour avoir annoncé qu'un conseil de guerre, tenu à la Préfecture de Lille aurait décidé que Saint-Quentin ne pourrait être défendu, attendu, dit l'arrêté, qu'en

émettant cette nouvelle, le journal en question a contrevenu aux invitations faites à la presse d'avoir à s'abstenir d'annoncer les dispositions militaires, mais encore qu'il a commis, dans les circonstances actuelles, *un véritable acte de trahison*.

A bon entendeur demi mot. — Qui disait donc que les bonapartistes étaient proscrits et bannis des rangs des défenseurs de la patrie ? Un d'entre eux, M. PINARD, vient de démentir le bruit qui avait couru de son départ pour l'étranger. L'ancien ministre bonapartiste est engagé volontaire dans la 8e compagnie du bataillon d'Autun, sa ville natale, et il compte, écrit-il, « y rester à ce titre, tant que le sol de son pays sera envahi par l'étranger. »

Avis donc aux rédacteurs de la *Situation* et à tous les bonapartistes désireux de faire le coup de feu.

Les traîtres. — On annonce comme devant être envoyés de Besançon à Lyon, pour passer devant la cour martiale, deux individus : un juif de Rambervilliers et un maître d'école de Charmes (Vosges), qui servaient d'espions aux Prussiens, moyennant cent francs par jour. Connaissant tous les défilés des montagnes, ils marchaient en éclaireurs, armés d'une hachette, dont l'un des côtés formait un double marteau, l'un marqué d'un R, l'autre marqué d'un A. Le long de leur chemin, ils faisaient une entaille à l'écorce des arbres, puis ils frappaient les arbres, entaillés tantôt d'un A, tantôt d'un R. L'A voulait dire *avancez*, l'R voulait dire *reculez*. De cette façon, les Prussiens marchaient à coup sûr.

La douceur et la modération prussienne. — On lit dans une correspondance de Tours de l'*Agence Havas :*

« Nous avons publié le texte d'une proclamation du commandant prussien de Laon, aux termes de laquelle, pour tout soldat allemand tué par les francs-tireurs, quatre Français, coupables ou innocents, seront fusillés. En réponse à cette proclamation, qui est tellement monstrueuse que la *Gazette de Cologne* elle-même hésite à la croire authentique, M. **de Larre**, capitaine des francs-tireurs de l'Aisne, a fait savoir que pour tout Français assassiné en vertu de la proclamation prussienne, dix Prussiens ou Mecklembourgeois seront pendus par son ordre. »

Une lettre d'un diplomate américain à M. de Bismark. — Le ministre des États-Unis à Berlin, M. G. BANCROFT, ayant reçu du comte DE BISMARK une lettre de félicitations, à l'occasion de son cinquantenaire de doctorat, a écrit au chancelier fédéral pour le remercier :

« Berlin, 30 septembre 1870.

» Mon cher Comte,

» J'ai éprouvé autant de surprise que de satisfaction de ce que, dans le travail qui vous incombe de rajeunir l'Europe, vous avez trouvé le temps de m'écrire aujourd'hui une lettre amicale pour me féliciter d'avoir si longtemps vécu. C'est, en effet, un grand bonheur de vivre en ce temps, où trois ou quatre hommes, qui aiment la paix par-dessus tout, et qui, après de longs et difficiles travaux, pensaient terminer en paix leur carrière, recueillent dans une guerre défensive plus de gloire

militaire que l'imagination la plus hardie aurait pu se le figurer, et mettent en trois mois les espérances que l'Allemagne nourrit depuis un millier d'années dans la meilleure voie de réalisation. J'accepte donc avec reconnaissance ce bienveillant salut adressé à mon grand âge; car la vieillesse, séparée par si peu de temps de l'éternité, joue, cette année, le rôle le plus important sur terre; ce sont des hommes à cheveux blancs qui conduisent cette guerre allemande à sa fin. Vous, il est vrai, vous êtes encore jeune; mais de **Roon** appartient déjà à la classe des vénérables ; de **Moltke**, à vingt-trois jours près, est de mon âge, et votre Roi nous surpasse tous en années et en jeunesse. Puis-je ne pas être fier de mes contemporains? Conservez-moi votre estime amicale pendant le peu de temps qui me reste à vivre. Je suis, mon cher Comte, toujours sincèrement le vôtre.

» GEORGES BANCROFT. »

Une statue de M. de Morny. — Le *Franc-Parleur Normand* dit que les travaux sont commencés à Deauville pour procéder à l'enlèvement de la statue du duc DE MORNY.

Les victimes de la guerre. — Le correspondant du *Times*, au quartier général du prince royal de Prusse, constate que les troupes allemandes devant Paris perdent une vingtaine d'hommes par jour, qui leur sont tués par les canons des forts. Il raconte que le 7, le major EHRENWIN et le lieutenant WEISS, regardant par une fenêtre d'où l'on jouit d'une splendide vue sur Paris, une bombe, lancée par le fort de Montrouge, est entrée tout droit par la croisée et a tué ces deux officiers. Elle a traversé le mur opposé à la fenêtre et est tombée dans la cour, où elle a renversé plusieurs soldats.

PETITES NOUVELLES. — On annonce que le général **Bourbaki** est nommé, sur sa demande, commandant de la région du Nord. — On dément que le gouvernement de Paris aurait accepté les offres du duc **de Palikao**. — On annonce le départ de M. **Laurier** pour Londres, avec une mission du gouvernement de Tours. Rien ne transpire encore sur le but de ce voyage. — M. **Dumarest**, rédacteur en chef de la *Liberté de l'Hérault*, vient d'être appelé au poste de préfet de l'Isère. — M. **Numa-Baragnon** est remplacé à la préfecture des Alpes-Maritimes par M. **Noël Blache**, ancien maire de Toulon. — MM. **Charles May** et **William Reynolds**, de New-York, qui ont fait en ballon le voyage de Paris avec M. **Léon Gambetta**, viennent de lui offrir, pour l'usage de la république française, le ballon le *George Sand*, qui avait conduit les voyageurs sains et saufs hors de Paris. M. Gambetta a accepté, au nom de la république et de ses collègues, cette offre généreuse. — M. **de Bussières**, qui avait été fait prisonnier dans son château, converti en ambulance, et qui était détenu prisonnier à Rastadt, a été mis en liberté il y a quelques jours. — Madame **Claude Vignon** collabore au *Moniteur universel* sous le pseudonyme de **Morel**. — Le *Daily Telegraph* mentionne le bruit de la dissolution prochaine du concile œcuménique. — M. **Henri Lefort**, sous-préfet de Saint-Malo, a été nommé préfet de la Haute-Loire, en remplacement de M. **Béhaguel**.

MARDI, 18 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — L'événement et la préoccupation du jour, c'est la présence d'un parlementaire français à Versailles, venant de Metz. Tout le monde se demande de quelle nature peuvent être les négociations que Bazaine vient d'entamer avec M. de Bismark.

Les uns parlent de préliminaires de paix; d'autres d'une tentative de restauration bonapartiste, avec Bazaine pour régent, dont le maréchal serait l'âme et son armée l'instrument.

Quoi qu'il en soit, le général Boyer, aide de camp du maréchal Bazaine et le parlementaire dont il s'agit, a déjà eu deux entrevues avec M. de Bismark.

Les nouvelles de Paris, par voie aérostatique, signalent une grande sortie que les Parisiens auraient faite dans la direction de Clamart et Bagneux, au sud de la place. Cette sortie aurait donné le résultat qu'on en attendait. Elle aurait eu lieu à la date du 13.

On remarque, à ce propos, qu'aucune dépêche prussienne n'a signalé ces faits, qui sont attestés sous la garantie de la signature du général Trochu. Le télégraphe prussien, hier encore, disait qu'aucun fait militaire ne s'était produit à Paris depuis le 30 septembre.

Ces contradictions et ces lacunes ne laissent pas que d'embarrasser l'opinion publique. Par suite, on commence à se défier des dépêches prussiennes, dont les renseignements laissent beaucoup à désirer depuis quelque temps comme exactitude et impartialité.

Le départ de Garibaldi, de Tours, pour Besançon et les Vosges, indique que la lutte va reprendre dans ces parages, pour entraver les opérations ennemies contre Lyon. Le ministre de l'intérieur lui-même, chargé provisoirement du portefeuille de la guerre, va prendre le même chemin. Un communiqué l'a annoncé ce matin aux Tourangeaux, en faisant connaître en même temps les motifs de l'absence de M. Gambetta. Elle ne sera que de trois jours. L'intérim du département est confié à M. Crémieux.

Une dépêche des *Daily News* fait pressentir une prochaine affaire au delà de la Loire, que les Allemands auraient déjà franchie en plusieurs endroits.

Les Prussiens sous Paris. — Une lettre d'un militaire wurtembergeois donne quelques détails sur la vie des camps sous Paris :

« Nous sommes cantonnés dans un village abandonné, comme tous les autres, de ses habitants, et nous avons pris possession, sans façon, des maisons dont tous les objets mobiliers avaient été enlevés. La maison où je loge a un admirable jardin, plein de raisins et de fruits; de beaux appartements, mais plus de mobilier. Des vivres, il n'y en a presque plus ; point de pain à plusieurs lieues à la ronde; pas une goutte de vin ; les Français ont généralement enfoui leurs vins, et parfois nous découvrons des cachettes remplies de barils, de bouteilles, ce qui cause toujours une joie infinie. Quant à la viande, les bouchers sont obligés d'aller la chercher au bois, où les paysans ont remisé leur bétail. Du reste, nous nous procurons du gibier, des lièvres et de la volaille que les soldats ont permission de tirer. Nous prenons du poisson et nous pressons le raisin pour en boire le jus. Le plat de résistance est toujours fourni par la pomme de terre; de graisse, de sucre, de lait, il n'en est plus question; peut-être est-ce là la cause des maladies qui règnent. Nous aurions bien besoin de vêtements chauds. »

Le ravitaillement de Paris en Angleterre. — Le *Sun*

met en avant une idée philanthropique digne de prendre sa place dans le développement de charité qui honore ce temps-ci. Voici ce qu'il conseille, peut-être un peu prématurément :

« Il est admis que Paris est destiné à succomber sous les puissantes armes prussiennes, ou sous un ennemi plus puissant encore, la faim. De toute façon, quelle que soit la durée de l'épreuve, il sera réduit à l'état le plus déplorable. M. **de Bismark** a dit qu'il ne se chargerait pas de le nourrir un seul jour. On propose donc de former en Angleterre un comité pour recueillir des souscriptions, dont le produit sera appliqué à l'achat de farines, de riz, de jambons, de fromage, etc. Ces approvisionnements seraient réunis sur terre neutre, soit en Belgique, de telle sorte qu'on pourrait en très-peu de temps les acheminer (après la paix) vers Paris. On fait particulièrement appel aux classes ouvrières anglaises, qui ont montré tant de sympathie pour les souffrances des Français. »

Marseille. — Les républicains marseillais se divisent en deux camps bien distincts. L'un veut l'union intime avec la délégation de Tours et le respect de toutes les libertés, même de celles qui peuvent profiter à ses adversaires. L'autre, qui se recrute surtout parmi les socialistes, veut des mesures énergiques et radicales pour sauver la République. Les hommes qui appartiennent à cette opinion veulent donc momentanément supprimer toute opposition monarchique et religieuse. Ils ont M. Esquiros pour chef et instigateur.

De cette divergence de vues naissent des conflits et des dissensions, qu'une correspondance signale en ces termes :

« La situation de Marseille se dessine de plus en plus. Il y a maintenant conflit déclaré entre le gouvernement de Tours et son administrateur supérieur, le citoyen **Esquiros**. Le ministre **Gambetta** avait pris trois mesures relativement à Marseille : il avait décrété la dissolution définitive de la garde civique, qui était à l'état d'antagonisme vis-à-vis de la garde nationale; le rétablissement de la *Gazette du Midi*, suspendue, par mesure administrative, jusqu'à nouvel ordre; le retrait de l'expulsion des jésuites de Marseille, qui devaient quitter la France dans un délai de trois jours.

» Les gardes civiques, dont une partie avait été transformée en gardiens de la paix ou sergents de ville d'un nouveau genre, se sont irrités de cette dissolution comme d'un blâme infligé à toute leur conduite, à toutes les arrestations et perquisitions qu'ils avaient opérées sans forme de procès. Le citoyen Esquiros, qui en avait fait d'abord ses gardes du corps, avant d'en faire sa police, a refusé de publier le décret. Les clubs sont allés interpeller cet administrateur sur le bruit de sa démission : il a répondu qu'il l'avait donnée, en effet, dans les termes les plus énergiques, en protestant contre les erreurs d'un gouvernement mal informé et mal inspiré. Les clubistes délégués l'ont alors adjuré de rester à son poste, et il a paru y consentir.

» Cette scène se passait en présence même du citoyen **Marc Dufraisse**, qui venait d'arriver à la préfecture, avec mission de mettre ordre aux affaires de Marseille. Il lui fut déclaré que s'il prétendait remplacer Esquiros, il ne serait pas obéi. Il protesta qu'il n'était nullement nommé préfet, ni administrateur supérieur, mais chargé d'une inspection dans les départements du Sud-Est, et qu'il repartait pour Toulon, d'où il reviendrait ensuite.

» A leur retour, au club, les délégués donnèrent tous ces détails. Ils ajoutèrent, quant aux jésuites, qu'Esquiros maintiendrait fortement son arrêté d'expulsion et que ces pères seraient embarqués sans rémission dans les trois jours de leur mise en liberté, délai qui leur est laissé pour faire leurs apprêts de départ.

» Aujourd'hui un nouvel arrêté a paru, qui étend l'ordre d'exil des jésuites de Marseille aux congrégations du même genre qui existent dans le département. En conséquence, tous les jésuites des Bouches-du-Rhône seront conduits dans les trois jours à la frontière. Leurs biens seront placés sous séquestre jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante.

» La maison d'Aix en contenait un très-grand nombre. »

Le général Cambriels. — Voici une courte biographie de ce général :

« Le général de division d'infanterie Cambriels, qui vient de recevoir le commandement supérieur de la place de Belfort et des troupes qui se trouvent soit dans la ville, soit aux environs, est un des derniers brigadiers promus divisionnaires.

» Jeune encore, puisqu'il a tout au plus 55 ans, il sort des écoles de la Flèche et de Saint-Cyr. D'un esprit vif et plein d'entrain, il a servi tour à tour dans l'infanterie de ligne et aux chasseurs à pied. Capitaine adjudant-major, il a longtemps fait la guerre en Afrique, en Crimée et en Italie. Quelque temps officier d'ordonnance de l'Empereur, il a su se faire aimer dans toutes les positions où il a été placé, soit par le sort, soit par sa bonne étoile, soit par son mérite.

» Blessé assez sérieusement par un projectile, sur le sommet de la tête, à la bataille de Sedan, il est arrivé à Tours, il y a quinze jours, traversant cette ville à moitié guéri, mais encore très-faible, pour se rendre à Belfort.

» Le général Cambriels est un homme petit, vigoureux et fort ami du soldat. »

Encore ces maires. — Le maire de Montdidier, M. Baudelocque, vient d'être révoqué par le préfet de la Somme, pour avoir livré lâchement cette ville aux Prussiens en conseillant à ses habitants de ne pas résister.

Encore une dotation princière en Angleterre. — Il paraît certain qu'on demandera au Parlement d'accorder à la princesse Louise, à l'occasion de son mariage avec le marquis de Lorn, un douaire égal à celui de la princesse Hélène, qui a épousé le prince Christian de Schleswig-Holstein, soit 30,000 livres (650 mille francs), plus une annuité de 6,000 livres (150 mille francs).

Une lettre de présentation. — Voici le texte de la lettre par laquelle M. Gambetta avise le général Cambriels de l'arrivée de Garibaldi :

« Tours, 13 octobre.

» Général, je fais appel à votre patriotisme. Le commandement des compagnies franches, avec une brigade de mobiles, dans la zone des Vosges, a été donné au général Garibaldi, qui a généreusement offert son épée et ses services à la république française. Le général Garibaldi est parti pour aller vous voir et se concerter avec vous sur les moyens d'action. Je compte sur le bon vouloir que vous allez lui faire, et je suis sûr qu'un homme de cœur tel que vous mettra loyalement la main dans celle de l'illustre patriote pour triompher ensemble des difficultés présentes.

« Léon Gambetta. »

Une mise en liberté en Italie. — On écrit de Gaëte au *Sun*, le 15 octobre, que Mazzini a été mis en liberté.

MERCREDI, 19 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les opérations militaires des armées allemandes en province paraissent s'être arrêtées du côté d'Orléans. Du moins, on ne reçoit plus de dépêches mentionnant des engagements

vers la Loire, et la délégation de Tours ne paraît pas inquiète pour sa sécurité. Par contre, dans la Franche-Comté, Vesoul aurait été occupé par les troupes badoises, descendues d'Épinal, et Dijon aurait été bombardé.

Dans le nord, Montdidier, petite ville ouverte au sud-est d'Amiens, a été attaquée et enlevée par une force de 800 hommes avec de l'artillerie; mais du côté soit d'Amiens, soit de Saint-Quentin, il n'y a rien de nouveau. A Lille, on prend des mesures pour secourir ces villes, si l'ennemi y reparaît. Le général Bourbaki est attendu dans la capitale de la Flandre française pour y organiser la résistance des départements du nord-ouest.

Relativement à Paris, d'après une dépêche reçue par un journal de Londres, le *Standard*, le feu, dans tous les cas, ne serait pas ouvert contre la capitale avant dix ou quinze jours.

Négociations pour la paix. — La Paix!!... Décidément on traite de la paix!!... Aussi le monde diplomatique est-il en émoi! Ce serait le général DE BOYER, à qui l'on avait d'abord attribué la mission, parfaitement invraisemblable, de traiter de la capitulation de Metz, qui serait l'intermédiaire des négociations échangées entre le maréchal Bazaine et M. de Bismark, en vue d'arriver à une entente.

Ces pourparlers aboutiront-ils? Peuvent-ils aboutir? Que de questions difficiles à résoudre! Bazaine a-t-il pouvoir pour faire la paix? Est-il le mandataire de la France? Pour qui, au nom de qui négocie-t-il? Et le gouvernement républicain reconnaîtra-t-il les faits et gestes du principal lieutenant de l'ex-empereur, si l'on agit en dehors de lui et même contre lui?

En voilà bien assez pour montrer sur quelles frêles bases reposent les espérances de paix, auxquelles les peuples se laissent aller sur la foi de télégrammes anglais.

Les voyages de M. Thiers. — M. Thiers ne tardera pas à arriver à Tours. Il a quitté Florence hier, accompagné jusqu'à la gare par plusieurs personnages politiques, et après avoir, outre ses entrevues avec le Roi et les ministres, assisté à une séance des membres du cabinet.

La mission de M. Laurier. — On lit dans la *Gazette de France* du 18 :

« Le gouvernement de Tours se préoccupe très-sérieusement de trouver de l'argent. Il a raison. M. Laurier est parti hier pour Londres, où, selon toute apparence, il va essayer de négocier un emprunt. A quelles conditions? C'est ce que nous ne savons pas. »

Unité allemande. — Le *Moniteur wurtembergeois* annonce que deux des ministres, MM. DE SUCKOW et MITTNACHT, sont partis en mis-

sion particulière au quartier général du roi Guillaume à Versailles, après avoir été reçu la veille par le Roi leur souverain. Cette mission se rapporte évidemment à la question allemande, dont on paraît vouloir presser la solution avec un intérêt non moins grand que celui qui se rattache à la paix avec la France, puisque la réorganisation de la Confédération allemande sur une base unitaire doit être le résultat le plus important de la guerre de 1870. La mission de ces deux hommes d'État, après les pourparlers de Munich, qui ont déjà abouti à l'admission, en principe, de l'unité germanique sous la forme d'un État fédéral, semble faire prévoir, sinon une solution prochaine, du moins un accord sur les bases principales de la future Confédération germanique.

Avancement militaire. Mesures exceptionnelles. — Un décret de Tours suspend les lois qui règlent les conditions ordinaires de l'avancement. En conséquence, des avancements extraordinaires pourront être accordés, en dehors des règles ordinaires. — Avis à MM. Guyot-Montpayroux et consorts qui, faute de pouvoir parler, pourront aller se battre sans *s'encanailler*.

Les prisonniers français en Allemagne. — D'après le dernier relevé que publie le *Moniteur prussien*, le nombre des prisonniers français non blessés, internés en Allemagne, depuis le commencement de la campagne jusques et y compris la capitulation de Toul et de Strasbourg, s'élève à 123,700 soldats et 3,577 officiers. Le nombre des canons de bronze de tout calibre pris aux Français est de 2,100 pièces.

Tu la troubles!... — On télégraphie de Berlin que la Prusse n'a nullement porté plainte contre les journaux belges.

Seulement, elle a fait constater que leur langage pourrait *altérer* les sympathies de l'Allemagne pour la Belgique, sympathies qui étaient des plus vives avant la guerre. — *Altérer* ou *troubler*, c'est tout un.

Une proclamation de Garibaldi. — Le général Garibaldi, chargé spécialement de l'organisation et du commandement en chef des départements de l'Est, vient d'adresser la proclamation suivante aux volontaires et aux francs-tireurs :

« Volontaires et francs-tireurs,

» Je viens prendre le commandement des corps formés pour la défense nationale.

» La Prusse sait qu'elle doit maintenant compter aussi avec la nation armée ; je ne vous adresse pas de longues paroles.

» Je vous adresse des instructions qui vous serviront de règle dans vos opérations contre l'envahisseur et l'ennemi de la république.

» Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi.

» Vive la république!

» Garibaldi. »

Un exploit d'huissier au colonel von Holstein. — La gaîté française n'est pas morte; nous n'en voulons pour preuve que la pièce suivante, extraite de l'*Indépendant du Loir-et-Cher :*

« On se rappelle le défi jeté à M. **Émile de Girardin** par un colonel prussien, suivi d'un pari de vingt mille francs au bénéfice de la caisse de secours aux blessés.

» Les conditions étaient que, le 15 septembre 1870, à midi, le gourmand colonel devait défiler à Paris, à la tête de son régiment, dans la rue du Roi de Rome, sous les fenêtres du rédacteur de la *Liberté*.

» Voici l'acte de constatation et commandement fait à l'heure dite par huissier de la localité :

EXPLOIT... D'HUISSIER ..

» L'an 1870, jeudi 15 septembre, nous nous sommes transporté rue du Roi de Rome, à la hauteur de la rue Pauquet de Villejeust, à l'intersection de laquelle se trouve l'hôtel de M. Émile de Girardin.

» Midi sonnait; en ce moment, nous avons constaté que nul régiment prussien ne se trouvait en vue. Après avoir attendu le quart d'heure réglementaire, dit le quart d'heure de grâce, nous nous sommes adressé au fiacre n° 387, qui stationnait depuis une heure à la porte de l'hôtel appartenant à la reine d'Espagne. Le cocher dudit fiacre nous a déclaré n'avoir aperçu aucun régiment prussien, ni même le moindre uhlan dans l'avenue ni dans les environs.

» Nous étant ensuite transporté à l'hôtel de M. Émile de Girardin, et parlant à une personne à son service ainsi déclarée, nous avons appris que M. Émile de Girardin s'était absenté depuis quelques jours, en raison de sa vue excessivement basse, et pour voir les Prussiens de plus près.

» Nous avons néanmoins signifié à ce serviteur fidèle que M. Émile de Girardin avait bien et dûment gagné le pari fait en 1870 par le colonel du 6e régiment de cavalerie prussienne ès-noms; pari déclarant à M. de Girardin que si le régiment victorieux dudit colonel ne défilait pas le 15 septembre 1870 devant les fenêtres de son hôtel, avenue du Roi de Rome, il lui verserait la somme de vingt mille francs.

» Ces vingt mille francs devenant la propriété des blessés français, par suite de l'engagement pris par M. de Girardin en cas de succès de son pari, nous prions M. le colonel ci-dessus, que nous croyons un homme d'honneur, ou, à son défaut, ses héritiers, de vouloir bien faire parvenir de suite lesdits vingt mille francs au comité de secours pour les blessés, bâtiment de l'exposition, Champs-Elysées, qui donnera un reçu motivé. »

Qui a voulu la guerre? Opinion de M. Michelet. — La guerre franco-prussienne et les revendications territoriales qu'elle a amenées ont mis aux prises la philosophie allemande et la philosophie française, dans la personne de MM. Strauss et Taine. Contestant des assertions de son savant contradicteur allemand, ce dernier avait affirmé que la France n'avait pas voulu la guerre. M. Michelet a cru bon de venir à la rescousse et voici la lettre qu'il vient d'adresser à l'*Indépendance belge*, qui avait publié les doctes et courtoises discussions de MM. Taine et Strauss :

« Monsieur,

» Je lis en Suisse, où ma santé m'a retenu, la belle et judicieuse lettre de M. Taine. Je vous remercie de l'avoir reproduite. Il est bon qu'elle soit connue en Europe. Elle met en pleine lumière un fait très-exactement vrai.

» *Personne n'a voulu la guerre.* Je l'ai proclamé au moment (dans le *Temps*, le *Rappel*, etc.). Aujourd'hui cela est prouvé par les rapports publiés des préfets, qui, en juillet, avertirent l'empereur « que la France *ne voulait que la paix.* »

» Cela n'est pas moins constaté par toutes les circulaires électorales où chaque candidat, pour obtenir des votes, *s'engageait à voter pour la paix.*

» Qui a voulu la guerre? Ce n'est pas le bourgeois qu'elle trouble dans sa vie et atteint dans ses capitaux. Ce n'est pas l'ouvrier, qu'elle met au chômage et fait mourir de faim. Pas davantage le paysan. Dans le malheureux plébiscite, il croyait voter pour la paix. On lui disait : « Les rouges « veulent la guerre. » Il sentait que la guerre arrêterait son rapide progrès dans les dernières années. Depuis la création du chemin de fer et de tant de routes, il s'allégeait de l'hypothèque qui l'a écrasé jusque-là. Beaucoup faisaient de petites fortunes, soit par l'envoi immense de denrées du Midi au Nord, soit par l'exportation si considérable que l'Ouest fait en Angleterre.

» Un mot de M. Taine mérite toute attention : « *La société française a trouvé son assiette.* » Les étrangers connaissent si peu la France qu'ils trouveront ce mot paradoxal. Mais c'est précisément ce que me dit un jour un homme de grand expérience, un vieux conseiller des Pays-Bas. Il avait administré aux Indes et en Europe, savait l'Europe à fond. Il me disait : « Je reste dans mon pays. » Mais si j'avais à choisir un lieu d'établissement sûr pour vivre et acquérir, savez-vous où j'irais? » En France.

» La France seule, monsieur, a une ancre solide qui tient à la terre, aussi solide que la terre elle-même. Toutes ses agitations sont extérieures. Sa vraie révolution est faite, et si elle continue, c'est en dessous, par un progrès calme et fort, comme celui des grandes choses de la nature. Cette ancre, cette force, cette assiette, elle est partout, dans nos quatre millions de propriétaires agricoles, dans les vingt ou vingt-deux millions de nos travailleurs de la terre. Cette masse, lente, il est vrai, dans le progrès, mais si robuste, donne une inébranlable base, rend l'agitation ouvrière de quelques villes bien moins dangereuse qu'on ne croit. De la majorité agricole, de la minorité ouvrière, résultent des fluctuations, mais au fond un balancement.

» L'Angleterre est certainement un prodigieux spectacle. Tout un grand peuple d'ouvriers y est né d'hier, en une fois. Majorité énorme! Où est le paysan? On dit qu'il n'y a plus que deux millions, non pas de paysans, mais bien d'ouvriers agricoles. C'est le quinzième de la population. Ainsi cette grande Angleterre roule dans la roue industrielle qui ne s'arrêterait pas une seconde sans un terrible cataclysme.

» Que dirai-je de l'Allemagne? A-t-elle l'assiette de la France? J'en doute. La France n'émigre pas; elle a tout son mouvement en elle-même. Et l'Allemagne est le pays qui fournit le plus à l'émigration. De nos jours, elle a envoyé des millions d'hommes en Amérique. Que de millions en Russie, et partout! La Russie en est accablée et les États-Unis profondément modifiés.

» De savants hommes, comme MM. Strauss et **Sybel**, pourraient, mieux que mon Hollandais, nous apprendre l'histoire invariable de leur pays, la vraie méthode allemande qui étend partout cette race. C'est que *l'infiltration* (domestique, industrielle, commerçante, administrative, etc.), *prépare l'invasion* et la domination. Ainsi, la Hongrie, la Bohême, le Danemark ont été désorganisés par la colonisation allemande. Nulle part plus qu'en France elle n'est entrée modestement. Nulle part plus directement elle n'a préparé, renseigné, guidé l'invasion. Très-grand coup de théâtre qui est une révélation. Tel est parti tailleur et revenu uhlan.

» Et avec tout cela, les aimables qualités de cette race, sa douceur, sa docilité, son application, la font admettre et accueillir partout. Au moment même où on les soupçonnait, les accusait le plus, leur expulsion subite attristait tout le monde. Chez un de mes parents (Eure-et-Loir), qui employait dans une manufacture cinq cents Allemands du nord : leur départ a été un véritable deuil. La dame de la manufacture a vivement réclamé pour garder, secourir leurs femmes et leurs enfants.

» Je ne sais ce que l'Allemagne (ou son maître, la Prusse) gagnera de terrain à cette funeste guerre. Mais quel terrain vaudra la confiance, l'hospitalité et le riche marché de la France? Il faudra bien de l'art et de l'habileté pour rompre les tendances que les deux peuples ont l'un vers l'autre, pour créer cette guerre, cette haine éternelle qu'une circulaire prussienne a annoncée, et que l'on veut produire par des rigueurs atroces envers nos vaillants paysans.

» Ce ne sont nullement là les sentiments de l'Allemagne. Ses ouvriers, d'un cœur tout humain et européen, se sont fortement déclarés contre la guerre. Nos prisonniers ont trouvé un accueil sympathique dans plusieurs villes allemandes. Ne parlez plus pour l'Allemagne, laissez-la parler elle-même, agir et voter librement. Elle tendra la main à la France.

» Recevez, monsieur, mes salutations sympathiques, et de nouveau mes remercîments.

» 18 octobre. »

» J. MICHELET.

Les étrangers au service de la France. — La cause de la France est généralement considérée comme la cause de la civilisation et du progrès. Aussi beaucoup d'esprits élevés et généreux, chez les neutres, font ouvertement des vœux pour le succès de nos armes. Plusieurs même veulent payer de leur personne et combattre dans nos propres rangs.

Voici ce qu'on écrit touchant l'un de ces généreux étrangers, qui ont jugé bon de mettre leur science militaire et leur épée au service de la France :

« Le colonel **Frapolli**, député au Parlement de Florence et grand-maître de la franc-maçonnerie italienne, bien connu à Paris, dans le monde savant des mines, s'est démis de toutes ses fonctions en Italie, et il est venu se placer à la disposition de la défense nationale, pour le temps où le sol français sera envahi.

» M. Frapolli, ancien officier de l'armée autrichienne et ancien représentant de la Toscane et de la république romaine à Paris, a accompagné **Garibaldi** lors de l'expédition des Deux-Siciles.

» Le gouvernement de la défense nationale vient de lui confier la mission de réunir et d'organiser en corps, à Chambéry, les volontaires qui sont agglomérés dans différentes villes du Midi. »

JEUDI, 20 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Rien de nouveau sous les murs de Paris. Les Prussiens commencent à trouver les préliminaires de leur entrée triomphale un peu longs. On avait dit, d'abord, que l'entrée solennelle se ferait le 14 septembre. On a parlé ensuite du 18 octobre, anniversaire de la bataille de Leipzig. Aujourd'hui, on n'ose plus mettre en avant ni date ni anniversaire. De plus, on ne voit rien venir des séditions qui devaient livrer Paris aux Prussiens... sans coup férir.

Les nouvelles de la province sont toujours mauvaises.

La ville de Châteaudun, située sur la ligne directe de Paris à Tours, à la hauteur d'Orléans, a été occupée, le 18, par un corps prussien, après une vive résistance. La marche de ce corps paraît donc menacer directement le siége actuel du gouvernement provisoire; peut-être aussi les Prussiens se préparent-ils à laisser Tours à gauche et à suivre la route qui conduit au Mans et à Angers, ainsi que des dépêches françaises l'avaient déjà fait pressentir.

Rome. — *L'Osservatore romano* dit que le départ probable du pape pour Insprück est dénué de tout fondement.

Le même journal dit que la santé du pape est excellente.

On annonce que toutes les puissances ont manifesté au Vatican l'opinion que le pape ne doit pas quitter Rome.

Florence. — Le bruit que la Prusse aurait fait des remontrances à la suite du départ de garibaldiens pour la France est absolument controuvé.

La Prusse reconnaît que le gouvernement italien continue à maintenir une stricte neutralité.

On dément de bonne source qu'il y ait eu un échange de communications entre l'Italie et les autres cabinets relativement à une candidature au trône d'Espagne. Le gouvernement espagnol, ayant pris l'initiative, est le seul qui, pour le moment, ait communiqué avec les autres gouvernements à ce sujet.

Un décret promulgue la loi électorale dans la province de Rome. Le nombre des députés est fixé à quatorze.

Le Roi ira vendredi à Gilarate assister à des manœuvres militaires.

La mission de M. de Kératry. — La mission de M. de Kératry à Madrid avait pour objet d'obtenir du gouvernement espagnol le retrait du décret qui interdit l'exportation, vers la France, d'armes, de munitions, de chevaux et d'autres articles de guerre. Le maréchal Prim, auquel l'envoyé français, en l'absence de M. Sagosta, a dû présenter sa requête, l'a repoussée comme incompatible avec les obligations de la neutralité de l'Espagne. M. de Kératry a quitté Madrid pour retourner à Tours.

Les ballons. — Un ballon parti de de Paris hier, à neuf heures, la *République universelle*, est tombé à onze heures à Lonny, entre Mézières et Lockroy, à une portée de fusil des campements allemands.

Il portait M. Gaston Prunières et M. Dubost, délégué du gouvernement, qui ont réussi à échapper à la poursuite que leur ont aussitôt donnée les uhlans.

D'après les nouvelles qu'ils ont communiquées verbalement, les Prussiens auraient dirigé, dans la nuit d'avant-hier, une vigoureuse attaque contre les Hautes-Bruyères et Bicêtre. On se serait battu de huit à onze heures du soir et de une à quatre heures du matin.

Les Prussiens auraient été repoussés.

Orléans. — Voici quelques détails sur l'occupation prussienne :

« Des nouvelles d'Orléans nous apprennent que la plus grande partie de l'armée d'occupation se compose de Bavarois. Le 12, au matin, après l'occupation, le général **von der Tann** a demandé au maire une contribution d'un million de francs en espèces, payable en vingt-quatre heures, mais il s'est ensuite contenté provisoirement de six cent mille francs.

» L'évêque **Dupanloup** a écrit au roi de Prusse pour obtenir l'abandon des quatre cent mille francs de complément.

» Les Allemands ont, en outre, demandé six cents têtes de bétail, trois cent mille cigares et tous

les chevaux qui se trouvaient dans la ville. Les soldats prussiens sont logés chez les habitants. Les magasins de joaillerie et d'objets de luxe sont strictement respectés. Les troupes prussiennes sont extrêmement bien équipées; elles ont un matériel de guerre abondant et cent vingts canons. Leur nombre est estimé de soixante-cinq à soixante-dix mille hommes.

» On dit que le général von der Tann a retiré toutes ses troupes de la rive gauche de la Loire pour les concentrer sur la rive droite. Il semble avoir pour but de retourner vers Paris. »

Le libéralisme prussien. — M. Jacoby, arrêté à Kœnigsberg et détenu à Loetzen, pour avoir parlé, dans une réunion publique, contre les annexions, s'est adressé directement à M. de Bismark pour protester contre la mesure dont il a été la victime.

Le chancelier lui a répondu par une lettre datée, de Ferrières 3 octobre, très-polie dans la forme, mais ajournant toute décision. Il fait observer que les actes du gouverneur général muni de pouvoirs extraordinaires échappent à sa compétence, mais qu'il attend le rapport que ce haut fonctionnaire doit adresser au Roi et qu'il serait heureux, après l'examen, de pouvoir agir en faveur de l'élargissement de M. Jacoby.

Le duc d'Aoste. — Les journaux italiens discutent la candidature du duc d'Aoste à la couronne d'Espagne, comme un projet très-sérieux et très-réel. La *Nazione* considère l'éventualité de l'avénement d'un prince de la dynastie italienne au trône espagnol comme une source de complications fatales pour les deux pays. L'*Opinione* semble ne l'admettre que sous quelques réserves et assure que l'acceptation du prince Amédée est subordonnée à certaines conditions qui écarteraient les appréhensions dont la *Nazione* se fait l'écho. D'après la *Gazette de Turin*, le prince Amédée serait décidé à accepter la couronne qui lui a été offerte; mais une difficulté serieuse se serait élevée à propos de sa succession, le gouvernement espagnol voulant en exclure le fils aîné du candidat, le duc de Pouilles, né en 1869, parce que ce prince n'a pas vu le jour sur la terre espagnole. Toutefois, la combinaison dont il s'agit, soulèverait, à coup sûr, moins d'objections que les candidatures allemandes ou françaises.

Allemagne. — A défaut de pouvoir annoncer la prise de Paris, qu'on avait promise pour le 18, tous les journaux allemands, parus à cette date, consacrent leur premier article au souvenir de la bataille de Leipzig. Voici les lignes que publie au sujet de cet anniversaire le *Moniteur prussien* :

« L'époque où les feux allumés sur les sommets de nos montagnes rappelaient les grandes journées de Leipzig, est derrière nous; leur éclat a pâli devant les grands événements du présent. Nos feux d'octobre brillent aujourd'hui devant Paris. Ils annoncent la catastrophe qui frappe le peuple français persévérant dans son profond aveuglement, ce peuple qui a tant de fois attenté à la paix de l'Europe et fait à notre patrie des blessures si profondes.

» L'anniversaire de la grande victoire du 18 octobre 1813 qui termina dans les plaines de

Leipzig une lutte terrible, est également l'anniversaire de la naissance du prince royal. C'est aussi un jour important et riche en espérances pour les destinées intérieures de l'Allemagne.

» A ces grandes journées que **Blucher** et **York** avaient inaugurées par les lauriers sanglants de Moeckeren, plus d'une tribu allemande ne se trouvait pas à côté de la Prusse. Aujourd'hui le petit-fils de **Fréderic-Guillaume III** a la mission de conduire tous ces peuples unis dans une glorieuse campagne contre le même ennemi. »

Un programme démocratique et social du général Cluseret. — Le général Cluseret vient de publier un programme de réorganisation militaire, politique, administrative et sociale. En voici les principaux points :

« 1° Il sera adjoint aux membres du gouvernement dit de la défense nationale, un nombre égal de membres choisis et acclamés par le peuple (c'est-à-dire onze membres).

» 2° Les différentes provinces de France sont invitées à se constituer d'une manière autonome en prenant la commune pour base.

» 3° La commune est souveraine.

» 4° La conscription est abolie. Tout Français de 19 à 30 ans fait partie de la milice active; de 30 à 45, de la milice sédentaire.

» 5° Les troupes de ligne, les gardes mobiles, francs-tireurs, volontaires et gardes nationales seront à l'avenir compris dans une formation unique qui prendra le nom de *milice nationale*.

» Les régiments sont supprimés.

» Les brigades se composeront de 8 bataillons et les divisions de 16.

» Autant qu'il sera possible, les différentes fractions-tactiques porteront le nom du lieu de recrutement.

» Les grades seront à l'élection.

» Ceux des généraux seront ratifiés par le gouvernement central.

» Les colonels et généraux ayant servi sous l'empire ne seront pas éligibles.

» 7° L'impôt de guerre sera progressif.

» Il commencera à partir de 50,000 francs de capital; l'échelle monte de 2 p. c. et jusqu'à 10 p. c., taxe applicable aux fortunes de 800 à 900,000 francs. Celles de un million et au-dessus seront frappées d'une taxe uniforme de 15 p. c.

» Les valeurs financières ou industrielles seront taxées au détachement de coupon.

» Toutes les lois relatives aux crimes et délits politiques sont abolies.

» 9° Toutes les terres appartenant à des émigrés, à de hauts fonctionnaires du régime déchu, à des princes de la famille impériale, ou laissées sans culture, quoique cultivables, seront confisquées et feront retour à la commune pour être immédiatement distribuées aux paysans qui, eux, les cultiveront. »

Ce programme est accompagné d'un *memorandum* dans lequel le général propose, pour la réalisation de ses plans, le mode de procéder suivant :

« Se réunir en assemblées publiques dans toutes les villes au Sud de la Loire; *adopter* ou *rejeter* les mesures qui précèdent après les avoir lues trois fois au peuple.

» Elles sont loin d'être complètes, mais le temps presse : il faut avant tout arrêter les Prussiens de l'extérieur auxquels ceux de l'intérieur tendent les bras, et *puis il faut être conciliant, afin d'unir tous les républicains sincères.*.

» Choisir immédiatement, après l'adoption des mesures, dans les onze principales villes au sud de la Loire, le travailleur le plus énergique, le plus *moral*, le plus intelligent et surtout le plus dévoué à la république.

» Dresser immédiatement procès-verbal de la séance, en remettre un double au délégué choisi, en envoyer un au gouvernement dit de la défense nationale et le *faire afficher dans toutes les communes*.

» Les onze délégués ainsi choisis se réuniront immédiatement à Lyon ou à Marseille, et, munis de leur procès-verbal de nomination, se rendront au siége du gouvernement pour participer à ses travaux.

» Si le gouvernement refuse d'admettre le concours énergique et spontané du peuple, alors celui-ci saura qu'enchaîné à l'intérieur, il ne peut plus rien contre l'ennemi de l'extérieur, et rejettera sur les sauveurs présomptueux qui osent assumer à eux seuls le soin de la défense nationale la terrible responsabilité de nos désastres nationaux. »

VENDREDI, 21 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — La réputation de véracité des télégrammes du quartier général prussien est bien compromise.

Ainsi, on est toujours sans nouvelles officielles de Berlin sur les faits militaires qui, d'après un rapport du général Trochu, doivent s'être passés devant Paris à la date du 13 octobre. Une note du *Moniteur prussien*, donnant des informations de Versailles du 14, parle bien de la destruction du château de Saint-Cloud par l'artillerie du Mont-Valérien, en déclinant toute la responsabilité de ce désastre, les troupes prussiennes n'ayant jamais occupé cette position ni fait mine de s'y installer; mais, par contre, elle ne dit mot des combats qui se seraient livrés simultanément tant du côté de Meudon que de Châtillon et Bourg-la-Reine. Un correspondant du quartier général du Roi, dans une lettre datée de Versailles, moins réservé que le *Moniteur prussien*, confirme que des sorties ont été effectuées et que même le combat a duré plusieurs heures; mais il ajoute qu'à la fin les assiégés ont dû se replier en désordre derrière leurs forts et demander un armistice pour relever leurs morts. D'après la version française, c'était au contraire les assiégeants qui avaient pris l'initiative de cette demande. Au milieu de ces contradictions, il est bien difficile de discerner la vérité. Cependant, de quelque côté qu'ait été l'avantage de la journée, un fait paraît acquis, c'est qu'on s'est bien battu au sud de Paris dans la journée du 13 octobre, mais que le télégraphe du camp allemand, pas plus que les journaux allemands, n'ont jugé à propos de nous entretenir de ces incidents. Ils valaient cependant la peine d'être mentionnés.

Le voyage de M. Gambetta dans les Vosges paraît avoir eu pour but de faciliter une entente entre le général Cambriels, commandant en chef des troupes régulières opérant dans cette partie de la France, M. Keller, l'ancien représentant clérical du Haut-Rhin, aujourd'hui à la tête des corps-francs qui essayent de défendre ce pays, et Garibaldi chargé de diriger dans les montagnes des Vosges méridionales et du Jura toutes les forces irrégulières qui voudront se grouper autour de lui. Provisoirement le héros de Marsala a établi son quartier général à

Dôle, d'où il compte inquiéter l'armée allemande commandée par le général de Werder. Celui-ci, laissant Belfort à sa gauche, est déjà arrivé à Vesoul avec l'intention de gagner Lyon par la vallée de la Saône. Mais avant de hasarder ce mouvement, il devra concerter ses opérations avec celles du général bavarois von der Tann qui est à Orléans et qui, d'après un article de la *Gazette de la Croix*, doit descendre vers Bourges, où la France a des fonderies de canons et d'autres établissements militaires de même ordre, travaillant à l'armement des levées qui se réunissent en ce moment dans les provinces du Midi.

Relativement aux prochaines opérations sous les murs de Paris, le *Daily News* publie la dépêche suivante :

« Berlin, 19 octobre.

« J'apprends d'une haute source diplomatique que le comte de Bismark est contraire à un bombardement général de la ville même, et que le plan actuel est de prendre quelques forts et de laisser la famine faire le reste. »

Bataille d'Arthenay. Épisode touchant. — Un soldat bavarois écrit au *Journal de Kempten* une lettre sur la bataille d'Arthenay contenant le détail suivant ;

« Après la lutte, toutes les maisons du village où il y avait des armes, des munitions ou des effets d'équipement furent brûlées. Dans l'une d'elles, on trouva mille uniformes pour gardes mobiles. Elle fut naturellement condamnée comme les autres. Mais en la parcourant, avant d'y mettre le feu, les soldats trouvèrent sur la table de la cuisine un billet en allemand ainsi conçu : « Ici a « demeuré *Auguste Richter* de Leipzig. Elle s'est sauvée avec ses maîtres. O mes frères d'Alle- « magne, ne nous faites pas de mal. » Ces simples mots firent une si profonde impression sur ceux qui les lurent, qu'ils sollicitèrent et obtinrent facilement l'autorisation d'épargner la maison où leur compatriote avait servi. Un billet annonçant cette résolution fut laissé à côté de celui de la servante. »

Agitation à Lille. — Une échauffourrée a eu lieu à Lille le 18 octobre au soir. Quelques cerveaux brûlés ont tenté de s'emparer de la préfecture et des hommes qui portent, avec autant d'énergie que de désintéressement, le poids de la situation qui leur a été imposée par la chute de l'empire. La garde nationale, prévenue à temps, a mis avec beaucoup d'entrain bon ordre à ces tentatives de divisions devant l'ennemi. Les principaux coupables ont été arrêtés ou mis en fuite.

Grand-Duché de Luxembourg. — On lit dans le *Sun* les lignes que voici :

« Il n'est plus douteux aujourd'hui que la Prusse ne soit disposée à acheter, et la Hollande à vendre le Grand-Duché de Luxembourg. On apprend qu'une communication sera bientôt adressée aux puissances neutres concernant l'abrogation du traité conclu à Londres en 1867, et qui a mis fin à la fameuse question luxembourgeoise. Les journaux allemands parlent de l'adoucissement des conditions de la paix, en considération de la cession du Luxembourg. Mais il n'est pas du tout certain que les clauses territoriales, contenues dans les demandes de l'Allemagne, soient pour cela moins exigibles. »

Angleterre. — M. Laurier est arrivé à Londres pour la conclusion d'un emprunt ou plutôt d'une avance à faire par un groupe de banquiers qui ont des rapports fréquents avec la place de Paris.

M. Arlès-Dufour a adressé à la nation anglaise une proclamation que le *Times* juge favorablement, tout en déclarant que l'Angleterre ne saurait intervenir dans ce moment.

Le sentiment public à Tours. — Voici ce qu'on en écrit :

De M. **Thiers** on attend, on espère ou on craint tant et tant de choses que je ne puis être encore en état de vous dire ce qu'il rapporte de sa tournée européenne : cependant, je ne crois pas me tromper, en vous disant qu'il apporte plus d'*impressions* que de décisions, et que, s'il a rencontré partout des sympathies... il n'a rencontré nulle part du secours.

Sa santé est excellente; son ardeur au travail, sa passion de la chose publique, plus vivaces que jamais. Evidemment des impressions et des renseignements qu'il rapporte, vont sortir des communications importantes. Mais impossible encore de rien préjuger.

Quant à M. de **Kératry**, je crois qu'il revient bredouille de sa chasse aux alliances méridionales. Il ne faut le regretter qu'à moitié. A vous parler franc, je n'ai jamais été fortement conquis par ces rêves d'alliances de races latines qui nous ont jusqu'ici assez peu réussi dans quelque cerveau qu'ils aient germé.

On parle d'un commandement qu'accepterait M. de Kératry. M. de Kératry a été, comme vous le savez, un des officiers distingués de notre armée. On assure qu'il y a par ici des forces assez importantes dont il se chargerait de tirer un excellent parti. Tant mieux, tant mieux. Nous aurions grand besoin d'un général !

Pour aujourd'hui, le grand intérêt à Tours, était la mission du général **Boyer** au quartier général prussien. On en recevait la première nouvelle. L'alarme était assez chaude; cependant les gens en position d'être bien informés affirmaient que la mission du général Boyer n'avait point pour but une capitulation, mais des préliminaires de paix, des négociations en vue d'un armistice.

L'arrestation de M. Lutz. Détails curieux. — M. Lutz (du Rhône) intente un procès à M. Ordinaire, préfet du Doubs. On trouve dans une lettre qu'il a écrite au sujet de cette affaire au *Progrès*, de Lyon, les détails suivants sur sa fameuse odyssée :

« Dans ses séances du samedi 1er octobre, le comité de défense de Besançon que j'avais l'honneur de présider en qualité de délégué du gouvernement de la défense nationale, avait entendu l'exposé d'un plan relatif à la défense de la Trouée de Belfort.

» Ce plan, œuvre de génie, arrêtait, par sa réalisation, l'ennemi au delà de Belfort et arrêtait, par conséquent, sa marche dans l'est, où il est malheureusement en ce moment.

» A l'unanimité, il fut convenu que ce plan serait porté à Tours, afin d'être soumis à l'appréciation du gouvernement et recevoir en même temps l'autorisation nécessaire pour le réaliser.

» Cette décision fut prise dans notre dernière séance du samedi, vers onze heures du soir.

» Le comité se sépara en convenant que la séance serait reprise le lendemain dimanche, à 8 heures du matin, pour désigner les deux membres qui devaient être chargés d'aller à Tours.

» Le préfet du Doubs, M. Ordinaire, m'a fait arrêter le dimanche 2 octobre, à 7 heures du matin, une heure avant la réunion du comité.

» Il s'est emparé de tous mes papiers, parmi lesquels se trouvaient ceux du comité de défense et le projet du plan qui devait être porté à Tours.

» Depuis, ce plan, dicté par le commandant **de Bigot**, chef d'état-major de la 7e division militaire, écrit sous cette dictée par l'un des membres du comité de défense de Boulogne, M. **Chavande**, est resté entre les mains du préfet Ordinaire.

» Tout commentaire serait absolument superflu.

» La réalisation de ce plan assurait la défense de la Trouée de Belfort et empêchait, par conséquent, l'ennemi de se répandre dans l'est, où il est en ce moment, menaçant Lyon. — J'ai été arrêté au

mépris des convenances, au mépris des lois, au mépris de toute justice. Le préfet s'est emparé de mes papiers et de ceux du comité de défense de Besançon, et il a conservé le plan qui devait être porté à Tours, il a empêché la réalisation de ce plan. »

Le roi Guillaume et la démocratie allemande. — On sait si les conservateurs voient de bon œil les démocrates de tous pays. Pour eux, tout démocrate est un buveur de sang, un partisan de la guillotine en permanence, un homme qui a sa part de responsabilité dans les calamités qui affligent aujourd'hui le monde...

Les démocrates ont pourtant du bon! Malgré tous leurs vices, malgré toutes leurs turpitudes, malgré tous leurs projets de bouleversements sociaux et politiques, malgré le cataclysme universel qu'ils préparent à l'humanité, ils sont grands partisans de la paix et se montrent foncièrement hostiles à toute politique de conquête et d'envahissement.

C'est déjà quelque chose, à un moment où les esprits les mieux organisés font rimer gloire et victoire.

L'ivresse du sang ne leur monte pas à la tête, et ils savent maudire les carnages et les tueries, même quand ils doivent leur profiter.

C'est ainsi que l'*Avenir*, de Berlin, publie une déclaration signée par un grand nombre de membres du parti populaire et par laquelle ceux-ci adhèrent à la protestation, votée à Kœnigsberg dans une réunion du parti démocratique, sur la proposition de M. Jacoby, et qui se prononce, dans l'intérêt de la liberté et de la paix, contre toute annexion forcée d'un territoire français.

Si les conservateurs de Prusse, le Roi en tête, pouvaient jamais penser sur ce point comme ces farouches démocrates, le monde n'assisterait pas épouvanté aux ruines et aux horreurs de l'heure présente !!...

SAMEDI, 22 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On a des nouvelles de Metz. Elles sont bonnes, trop bonnes même, peut-être, car plusieurs les croient exagérées. Beaucoup de gens ne veulent voir dans les faits d'armes relatés qu'une répétition, venant de Neufchâteau, de faits qui ont déjà été publiés.

Voici le texte du télégramme de Tours :

« Tours, *samedi*, 22 octobre.
» Neufchâteau, 21 octobre (soir).

» Dépêche du ministère.— Dans une sortie, **Bazaine**, avec quatre-vingt mille hommes, a écrasé vingt-six bataillons, deux régiments de cavalerie, et a détruit Forges, Église et Ars, qui protégeaient l'ennemi.

» Cent et quatre-vingt treize wagons de vivres et de munitions ont été pris.

» L'armée de blocus a été renouvelée plusieurs fois, les soldats étant exténués par de fausses sorties de Bazaine qui, toutes les deux heures, fait sonner la charge et gronder le canon, obligeant ainsi les Prussiens à se lever et veiller pendant que nos soldats se reposent et connaissent l'intention de Bazaine.

» Les officiers prussiens avouent que le typhus, Bazaine et l'insomnie sont trois grands ennemis. »

Saint-Quentin a été occupé par les Prussiens. On sait la défense heureuse que cette ville avait opposée une première fois aux efforts de l'ennemi. Voici les dépêches qui annoncent l'occupation de Saint-Quentin, qui n'est certes pas un fait de guerre à l'honneur de l'armée prussienne, puisque la résistance a été presque nulle :

« Lille, samedi, 22 octobre.

» Saint-Quentin a été occupé hier à une heure, après une courte canonnade.

» L'ennemi marche sur Amiens. Deux de ses colonnes ont été signalées hier soir : une à Breteuil, l'autre à Montdidier.

» Les populations se préparent à une vigoureuse résistance. »

« Lille, samedi, 22 octobre.

» Les Prussiens sont entrés à Saint-Quentin hier matin, à dix heures, après une canonnade d'une demi-heure.

» Les notables de Saint-Quentin sont arrivés ce matin à Lille par un train spécial pour emprunter à Banque deux millions, montant des réquisitions en espèces, imposées par l'ennemi. Ils sont repartis par la même voie à sept heures.

» Les communications par chemin de fer sont interrompues avec Amiens.

» Les trains s'arrêtent à la station Albert. »

On voit, par ces dépêches, que les Prussiens vont continuer leur marche vers le Nord. Lille prépare une vigoureuse résistance.

Mais les nouvelles militaires vont peut-être perdre de leur intérêt. On annonce, en effet, que des négociations sont engagées pour la conclusion d'un armistice.

Les aspirations pacifiques en Europe. — La paix! La paix! C'est dans ce cri que se résument les aspirations de l'Europe. Toute négociation, toute ouverture diplomatique, en faveur d'un armistice, est tout de suite acclamée par l'opinion.

Le *Times* annonce que la Prusse s'est déclarée prête, récemment, à accorder un armistice à la France, pourvu que celle-ci consente en principe à une cession territoriale.

C'est sur cette nouvelle que l'opinion base ses espérances de voir enfin un terme aux tueries et aux carnages de l'heure présente. Il est cependant à présumer que la France se refusera à négocier dans de pareilles conditions, car ce serait reconnaître implicitement la possibilité de l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine, abandon auquel la République ne consentira jamais.

Les voyages du général Boyer. — Les allées et venues du général Boyer continuent à intriguer l'opinion. On se demande ce

que ce général a pu faire au quartier général de Versailles et quel but peut avoir le voyage qu'il vient d'entreprendre en Angleterre.

L'opinion publique se refuse à croire qu'il s'agisse de la reddition de Metz. Elle ne peut pas croire, non plus, que Bazaine hésite à reconnaître le gouvernement actuel et songe encore à identifier les intérêts de la France avec ceux de la dynastie napoléonienne.

Quoi qu'il en soit, les voyages du général Boyer, venant après les incidents et les bruits qui ont entouré la sortie de Bourbaki, laissent de la marge à toutes les conjectures et à toutes les craintes.

Fortune de l'empereur. — La publication des papiers secrets trouvés aux Tuileries taille de la besogne à M. Piétri. Voici la seconde lettre qu'il envoie à l'*Indépendance belge* pour expliquer certaines indications données par la publication des papiers secrets :

« Wilhelmshœhe, 20 octobre 1870.

» Monsieur,

» La publication déloyale des papiers trouvés aux Tuileries ne s'arrêtant pas, je ne cesserai pas, de mon côté, de rétablir la vérité toutes les fois que je la trouverai dénaturée par l'esprit de dénigrement.

» *L'Indépendance belge* publie dans son numéro du 20 octobre, sous le titre de *Fortune mobilière de l'Empereur à l'étranger*, une liste énumérant certaines valeurs étrangères, trouvée dans les notes de toute sorte qui journellement étaient remises à l'Empereur. Or, ce document, qui vous paraît établir d'une manière indiscutable les économies réalisées par l'Empereur, n'est autre chose que le détail d'une partie de la fortune de M. le duc **de Brunswick**, remis à Sa Majesté dans une circonstance que je n'ai plus bien présente à l'esprit.

» Vous pourrez remarquer qu'il y est question de Beaujon, qui est la résidence du duc à Paris, et d'uniformes que celui-ci a toujours possédés.

» J'espère, Monsieur, que votre amour pour la vérité vous fera accueillir cette lettre avec la même faveur que vous avez accordée à la note trouvée aux Tuileries et que vous lui donnerez la même publicité.

» F. Piétri,

» Secrétaire particulier de l'empereur Napoléon. »

Marseille. — On publie le texte du décret du gouvernement provisoire de la république qui a annulé les arrêtés du citoyen Esquiros, administrateur-supérieur des Bouches-du-Rhône, concernant la presse politique et les associations religieuses. Ce décret n'a pu être affiché à Marseille et paraît même n'être pas généralement connu dans cette ville, où le citoyen administrateur refuse d'obéir aux ordres de Tours. Il est encouragé dans cette résistance par le corps spécial des gardes civiques, dont le ministre de l'intérieur avait ordonné la dissolution, ainsi que par les ouvriers de la Société internationale et par les deux journaux républicains *le Peuple* et *l'Égalité*. Voici le décret :

« Tours, 16 octobre 1870.

» *Monsieur le ministre de l'intérieur au préfet de Marseille*,

» La démission de M. **Alphonse Esquiros** est acceptée, M. **Delpech** est chargé de l'administration. En ce qui concerne le décret de suspension du journal la *Gazette du Midi* :

» Considérant que le gouvernement de la république ne saurait admettre qu'en dehors de la violation formelle des lois, les journaux et les écrivains puissent être l'objet de mesures pénales ;

» Considérant, au contraire, qu'il importe de prouver que la république est le seul gouvernement qui puisse supporter dans sa plénitude la liberté de la presse et qu'il n'appartient pas à ceux qui ont toujours réclamé dans l'opposition en faveur de cette liberté de la restreindre ou de la mutiler ;

» Décrète :

» L'arrêté de l'administrateur des Bouches-du-Rhône, qui frappe de suspension *la Gazette du Midi*, est annulé, et ce journal est autorisé à reparaître.

» En ce qui touche l'arrêté préfectoral qui frappe d'expulsion des membres de congrégations religieuses non reconnues et met leurs biens sous le séquestre :

» Considérant que si on peut dissoudre légalement la corporation, on ne peut porter atteinte à la liberté des Français, qui en font partie et à leurs droits de résidence en France ;

» Décrète :

» Tout arrêté d'expulsion s'appliquant à un Français, membre d'une congrégation religieuse non reconnue par la loi, est nul, de nul effet et sans force exécutoire.

» Signé : GAMBETTA. »

Tentative pour proclamer la Commune à Lille. — Voici quelques détails sur l'agitation qui s'est produite à Lille et dont nous avons parlé plus haut. Nous les recueillons dans l'*Écho du Nord* du 21 :

« Notre ville a été émue hier soir par le son du tambour de la garde nationale battant le rappel.

» Un groupe de douze cents à quinze cents individus, composé en grande partie de gamins âgés de quinze à dix-huit ans, s'était rendu à la préfecture, avait envahi la cour intérieure après avoir brisé quelques grilles et menaçait de piller le bâtiment. Les premiers furent arrêtés, ce qui jeta quelque hésitation dans la masse, et tandis que les autres étaient maintenus par quelques sergents de ville, le rappel fut battu dans les environs de l'hôtel de ville.

» En très-peu de temps, de nombreux détachements de gardes nationaux armés se réunirent à l'hôtel de ville et se dirigèrent vers la préfecture, où déjà le danger n'existait plus.

» Les chefs de la colonne s'étaient esquivés, et les individus arrêtés protestaient en pleurant de leur grand amour pour ceux qu'ils menaçaient quelques instants auparavant.

» Il paraît qu'à la suite d'excitations de toute sorte qui avaient égaré quelques bons citoyens, ameuté une masse de gamins et donné à quelques insensés l'espoir d'un désordre qu'ils désiraient, la manifestation annoncée depuis quelques jours par un petit journal qui rappelait les plus mauvais jours de la *Mère Duchêne*, du mouchard Stamir, avait quitté l'établissement Meurisse pour aller remettre ce qu'ils appelaient : les volontés du peuple.

» La volonté du peuple leur fut signifiée par l'énergie de l'administration qui repoussa vigoureusement les émeutiers, par la masse de la population, qui réclamait contre un mouvement ridicule pouvant avoir les conséquences les plus fâcheuses, et surtout par la garde nationale qui, en moins d'une demi-heure, présentait plus de mille hommes sous les armes.

» Des patrouilles parcoururent les rues pendant une heure, mais elles ne trouvèrent plus que des curieux inoffensifs et des indifférents rentrant chez eux.

» Le groupe malintentionné s'était dispersé en un clin-d'œil, et il est probable que l'élan qui a poussé notre population à la dispersion des émeutiers les engagera à rester prudemment chez eux à l'avenir. »

Les beaux parleurs. — Les journaux de Tours signalent les allées et venues et les conciliabules de MM. GRÉVY, DE BARANTE, WILSON, GUYOT-MONTPAYROUX, BUFFET et LEFEBVRE-PONTALIS. Ces personnages politiques, beaux parleurs pour la plupart et qui se croient indispensables, intriguent fort et remuent ciel et terre pour obtenir une Cons-

tituante..... Est-ce que la France pourrait se battre sans avoir lu les discours de ces messieurs ?

Encore Mangin. — Voici quelques lignes empruntées aux journaux de Tours :

La voiture du célèbre *Mangin* et son perroquet qui jouait de l'orgue, placé sur l'impériale, a survécu au temps. Elle appartient, pour le moment, à une gaillarde qui arrache les dents tourangelles, à juste prix, séance tenante, et sans faire de mal, dit l'artiste, à l'aide d'une mécanique de précision très-ingénieuse.

L'arracheuse de dents fait les délices de Tours, tous les soirs, place du Palais de Justice.

DIMANCHE, 23 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Fort mauvaises nouvelles de tous côtés. Les Prussiens marchent sur Amiens et sur Rouen. Ils ont canonné Vernon, puis ils ont disparu dans la forêt de Hécourt.

Chartres est occupé.

Devant Metz, les dépêches prussiennes signalent de nombreux déserteurs, venant de l'armée de Bazaine. Ils demandent à genoux qu'on les reçoive et qu'on leur vienne en aide.

Enfin, la première parallèle avec le fort sud-ouest de Schlettstadt, a été creusée sur 500 à 700 pas.

Bulletin de la paix. — Nous avons signalé les espérances de paix qu'ont éveillées certaines allées et venues de diplomates ou de généraux au quartier général de Versailles. Voici ce que dit l'*Indépendance belge* des faits qui leur avaient donné l'éveil.

« D'abord un télégramme de Vienne donne comme authentique que l'Angleterre a conseillé officiellement et avec insistance aux belligérants de conclure un armistice, afin de rendre possible dans le plus bref délai la convocation d'une Constituante en France. Sur le vif désir du cabinet de Londres de voir ses démarches appuyées par l'Autriche, la Russie et l'Italie, le cabinet austro-hongrois aurait fait agir ses agents, de concert avec ceux de l'Angleterre, tant à Tours qu'à Berlin.

» *Le Constitutionnel* de Tours dit aussi que l'Angleterre a résolu d'intervenir directement auprès de la Prusse en faveur d'un armistice, de concert avec l'Autriche et l'Italie, la Russie étant disposée à agir dans le même sens, mais isolément. Lord **Lyons** aurait fait des propositions au gouvernement français, lord **Loftus** au cabinet de Berlin.

» Si on met en regard de ces informations ce que disaient hier concurremment la *Gazette de la Croix* et un télégramme adressé de Berlin au *Times*, on arrive à cette conclusion que des démarches ont été faites auprès du gouvernement prussien pour obtenir de lui sinon l'ouverture de négociations de paix, du moins la conclusion d'un armistice, mais que ces démarches ont échoué, parce que le vainqueur y a rattaché des conditions de cessions territoriales que la France n'est pas encore résignée à subir, et que les neutres ne sont pas disposés à appuyer. Mais dans l'état actuel des choses, il semble difficile que les négociations, malgré ce premier échec, ne soient pas reprises sous quelque forme nouvelle, tant devient vive la pression de l'opinion publique, par toute l'Europe, en faveur du rétablissement de la paix.

» Aujourd'hui encore le *Times* insiste sur la nécessité où est l'Angleterre d'agir énergiquement

en ce sens avant le bombardement de Paris, et la *Nouvelle Presse libre* de Vienne, dans un article où elle dit que l'Europe ne peut supporter la continuation de la guerre, joint ses instances à celles du grand organe de la Cité de Londres.

» Une manifestation plus significative encore vient d'être faite dans la Chambre des Députés de Hongrie. Plusieurs membres de l'extrême gauche ont déposé une motion tendante à constater que les sympathies de la nation hongroise, acquises à l'Allemagne lorsque l'Allemagne résistait à une criminelle attaque, sont tout entières maintenant à la France, se défendant contre l'esprit de conquête. »

Angleterre. — On annonce que le général Boyer vient d'être reçu par l'ex-impératrice.

Russie. — Le *Journal de Saint-Pétersbourg*, à propos du voyage du général Boyer en Angleterre, cherche, à défaut de renseignements officiels, à deviner la situation.

Il croit et espère que Bazaine capitulera pour mettre son armée à la disposition du gouvernement qui, en France, décrétera les élections et la réunion de la Constituante.

Il croit que le quartier général allemand est d'accord avec Bazaine et que le général Boyer, par convenance, est allé demander l'assentiment de l'ex-impératrice-régente au concours qu'il veut prêter à la libre manifestation de la volonté de la France.

Si l'ex-impératrice refusait, le *Journal* pense que Bazaine ne consulterait plus que la loi suprême du salut de la patrie, et se tiendrait pour dégagé de toute autre obligation que de servir son pays.

Les cadres garibaldiens. — Garibaldi a formé des cadres d'armée dans les Vosges.

Les trois premières brigades ont été déjà constituées : la première, sous le commandement du général Bossak, composée d'un régiment de gardes mobiles et d'un bataillon de francs-tireurs, ce dernier contenant beaucoup d'Anglais et d'Espagnols, commandés par M. Orense.

La seconde, sous le commandement du colonel Marie, est composée presque entièrement de Français.

La troisième, sous le commandement de Menotti Garibaldi, est composée d'un régiment de gardes mobiles français, de deux bataillons italiens et d'un bataillon niçois.

Chaque brigade a une compagnie de génie.

Les Allemands ont fait sauter le pont de Mignon.

Démission de M. Testelin. — Nous trouvons dans l'*Écho du Nord* une nouvelle inattendue.

M. Testelin, commissaire général de la défense, adresse à ce journal la lettre suivante :

« A monsieur le rédacteur en chef.

» Monsieur,

» Pour répondre d'un seul coup aux nombreuses demandes qui me sont adressées, je vous prie

de vouloir bien annoncer à vos lecteurs que j'ai donné, le 18 courant, ma démission de commissaire de la défense pour les quatre départements de l'Aisne, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.

» J'ai eu pour cela deux motifs péremptoires :

» Le premier, c'est que je n'ai pas tardé à m'apercevoir que mes fonctions exigeaient des connaissances militaires qui me font absolument défaut.

» Le second, c'est que ma santé épuisée ne me permet plus le travail incessant qu'exige la situation que j'avais acceptée.

» Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération.

» A. TESTELIN. »

Lyon. — Une correspondance lyonnaise donne les nouvelles suivantes du Midi :

» On a trouvé ici une liste de gens qui émargeaient sur les fonds secrets de la police. On a interrogé quelques-uns d'entre eux. Leur métier consistait tout simplement à pousser des cris d'enthousiasme sur le passage des souverains et des grands personnages, lors de leurs visites à Lyon. Enfin, ils faisaient partie du chœur des *vivat réitérés* et des *acclamations spontanées*. Chose curieuse, on dit que quelques-uns de ces messieurs étaient en même temps figurants dans nos théâtres ; de sorte qu'après avoir acclamé l'Empereur ou l'Impératrice le matin, ils pouvaient le soir saluer de leurs cris le *roi courtebotte* ou la reine du *pays des légumes*. M. **Chevreau** était vraiment un grand metteur en scène !

» A Saint-Etienne, les difficultés entre M. **César Bertholon**, le préfet, et M. **Auguste Callet** ne sont pas terminées. Ce débat impressionne d'autant plus péniblement la population que le rédacteur en chef du *Défenseur* appartient de longue date à l'opinion républicaine et jouit de l'estime générale. On trouve la conduite de M. Bertholon (César) un peu bien autoritaire et peu conforme à ses antécédents politiques. Hélas ! beaucoup de ces tribuns de la veille donnent trop souvent de tels exemples. M. Bertholon (César) aurait pu cependant puiser des principes plus libéraux à l'école de M. **Jules Favre**, son ancien collaborateur et ami.

» Mais il a cette fois affaire à rude partie. Le préfet refuse d'obéir aux ordres de la délégation de Tours. M. **Callet** fait appel aux tribunaux. Espérons qu'il obtiendra justice.

» A Saint-Etienne, c'est l'autorité qui supprime un journal ; à Mâcon, c'est la population qui se charge de cette besogne. Ce malheur est arrivé au *Journal de Mâcon*, rédigé par M. **de Champvans**, et qui faisait une opposition assez rude à son préfet, M. **Frédéric Morin**. M. Frédéric Morin l'a laissé faire et il a eu raison ; mais les officiers de la garde nationale, pensant que c'était le moment de faire la guerre aux Prussiens plutôt qu'à l'autorité, ont fait une démarche qui a dégénéré en scènes un peu vives. Mais est-ce bien là de la liberté ?

» On prend dans tout le département de Saône-et-Loire des mesures urgentes pour arrêter l'ennemi. On fait de même dans le département de l'Ain.

» Beaucoup de volontaires italiens traversent Lyon pour aller rejoindre Garibaldi. »

Lille. — Le général BOURBAKI est arrrivé avant-hier dans cette ville pour organiser les forces militaires dans le nord-ouest.

Les déboires d'un maire à propos d'une réquisition de gilets de flanelle. — On écrit de Reims :

« Une curieuse histoire, histoire vraie et qui aura son côté piquant, alors que nous serons assez loin de cette horrible guerre pour en voir le point de vue anecdotique, c'est l'histoire du maire de Reims, obligé de demeurer maire malgré lui, de par l'autorité du roi de Prusse. Mais le prologue et l'épilogue de l'affaire ont leur intérêt et portent leur enseignement. Ce maire, qui voulait donner sa démission après le 4 septembre, n'avait pas été trop farouche aux Prussiens lors de leur entrée à Reims quelques jours auparavant, et c'est à sa bénévolence qu'il avait dû la conservation de son mandat. Voilà pour le prologue. Maintenant, l'épilogue fait le tour des journaux de province. Récemment, le 3 octobre, les Prussiens, après diverses autres réquisitions, imposèrent la ville de Reims de cinq cent mille gilets de flanelle. Pour le coup, l'infortuné maire, **Dauphinot**, se récusa et, poussé à bout, déclara qu'il se réfugierait dans les bras de la mort plutôt que de signifier

pareille exigence à ses concitoyens. On le mit en prison, ne lui laissant ni clou ni corde pour se pendre. Ce que voyant, la population se souleva, délivra le maire, le promena triomphalement par la ville. De là, lutte entre la garnison prussienne et les citoyens : ceux-ci furent les plus forts ; mais dix mille Prussiens accoururent des environs et « rétablirent l'ordre dans la cité, » ce qui veut dire qu'il y eut du sang répandu. »

Nécrologie. — On annonce à Bruxelles la mort du prince **Pierre de Bergues**, sous-lieutenant au 7e chasseurs, officier d'ordonnance du général Lebrun. Ayant eu la jambe fracassée par un boulet à Sedan, ce jeune officier est mort des suites de sa blessure. — A Londres, de M. **Balle**, auteur de plusieurs opéras, parmi lesquels l'*Étoile de Séville*, qui a été fort applaudie sur plusieurs scènes françaises.

LUNDI, 24 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les opérations des armées allemandes détachées en province continuent sans donner cependant des résultats bien décisifs. Chartres a été occupé par un corps prussien ; en revanche, au dire d'un télégramme de Tours, Vernon se serait défendu énergiquement et avec succès contre nne attaque ennemie. Depuis, à Ivry dans l'Eure, d'après la même source, toute la population, femmes, enfants, vieillards, aurait repoussé les envahisseurs qui se seraient repliés sur Gisors. De Besançon on mande qu'un combat sérieux, dont le résultat n'est pas encore connu, s'est livré pendant toute la journée de samedi entre deux localités situées dans la Haute Bourgogne, du côté de Vesoul. En Alsace, là petite place forte de Schlettstadt commence à être serrée de près par les assiégeants. Ils ont creusé leur première parallèle à une distance de 500 à 700 pas d'un des forts.

Bulletin de la paix. — Nous extrayons les lignes qui suivent de l'*Indépendance belge :*

« La question d'un armistice à conclure entre l'Allemagne et la France occupe toujours vivement l'attention publique. Il paraît d'ailleurs acquis maintenant que les grandes puissances neutres ont cru devoir enfin se départir de leur attitude d'abstention absolue.

» Déjà hier un télégramme de Tours nous annonçait qu'une proposition venait d'être remise simultanément à Berlin et à Tours, vendredi, par les représentants de l'Angleterre, en faveur d'une suspension des hostilités. Le fait nous est confirmé aujourd'hui de Londres, avec ce détail en plus, qu'information en a été donnée aux cabinets de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Florence, dont l'appui a été réclamé, et que cette démarche a été décidée dans le conseil de cabinet tenu jeudi sous la présidence de M. **Gladstone**.

» On ajoute même que les réponses reçues seraient de nature à faire considérer l'armistice comme imminent.

» Ces informations vont avoir pour effet d'aviver encore les espérances de paix. Cependant, malgré l'intérêt réel que l'Allemagne a de ne pas prolonger la lutte, il convient de connaître ce qui a pu se décider dans les conseils des belligérants et spécialement au quartier général du roi de Prusse, à propos des suggestions de la diplomatie anglaise.

» La presse anglaise se montre moins optimiste à cet égard que les télégrammes de Londres, et le *Standard*, par exemple, se refuse très-nettement à croire que l'intervention du cabinet britannique amène une suspension des hostilités. Il est d'avis, en outre, que cette suspension ne conduirait pas en ce moment à une paix définitive, et que la guerre recommencerait infailliblement à l'expiration de l'armistice si péniblement obtenu. »

La perspective d'une paix quelconque, voire même d'un prompt armistice, sera toujours bien loin, aussi longtemps que les belligérants ne s'entendront pas sur la grande question des cessions territoriales.

Les sympathies prussiennes dans le Luxembourg. — Il paraît qu'il n'y a pas que les Alsaciens et les Lorrains qui refusent de devenir prussiens. Les Luxembourgeois éprouvent la même répulsion pour devenir sujets de Guillaume et de Bismark. Voici une dépêche, qui nous en dit assez sur leur vif désir de rester... ce qu'ils sont :

« Un comité patriotique permanent s'est constitué à Luxembourg pour surveiller et déjouer les machinations de la presse étrangère hostile à la neutralité du Grand-Duché.

» Le comité est formé de délégués de toutes les nombreuses associations répandues dans le pays.

» Cette mesure inspire une grande confiance, car toute la population est indignée contre le projet de vouloir sauver la Lorraine en perdant le Luxembourg.

» L'aversion est unanime contre l'annexion du Grand-Duché à l'Allemagne. »

Florence. — Un journal dit que lord Acton, personnage éminent du parti catholique anglais, est arrivé à Florence venant de Rome.

On croit que son voyage a trait à la question pontificale. Il serait d'opinion qu'on doit stipuler des garanties pour le Pape dans l'accord avec l'Italie.

Le bruit que le général de La Marmora a demandé une audience du Pape est controuvé.

Tours. — La grande préoccupation du moment est la réorganisation de l'armée. C'est la grande œuvre qui s'impose à la délégation, et notre nouveau ministre de la guerre s'y emploie de toutes ses forces et de tout son cœur. Voici les mesures qu'il vient de prendre aux fins de rétablir la discipline et l'esprit militaires qui laissent un peu trop à désirer :

« Les troupes réunies, soit dans les villes, soit dans les camps, devront être passées en revue au moins deux fois par semaine.

» Il leur sera fait lecture chaque fois des derniers décrets, arrêtés ou instructions, concernant le service.

» Chaque fois que, dans une ville, l'effectif des troupes appartenant soit à l'armée auxiliaire, soit à l'armée régulière, dépassera deux mille hommes, la portion de ces troupes qui ne sera pas nécessaire pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, ou le service des postes de la ville, sera réuni dans un camp situé à trois kilomètres au moins de la ville, à moins que les nécessités stratégiques ne commandent de laisser ces troupes à une distance moindre.

» Toute communication entre le camp et la ville est interdite, sauf pour les besoins du service, à moins de permissions individuelles et écrites.

» Les officiers doivent résider au camp et vivre de la vie des troupes.

» Chaque jour, le quart au moins de l'effectif des troupes campées exécutera des marches, variant de vingt à trente kilomètres dans une journée. Toutes les portions des troupes seront ainsi exercées à tour de rôle.

» Les camps devront être organisés et gardés comme si l'ennemi se trouvait dans le voisinage, et les mesures prescrites par l'ordonnance du 3 mai 1832 devront leur être exactement appliquées. »

Une mort mystérieuse. — Le masque n'est pas encore levé ! Le plus épais mystère enveloppe toujours le nom et la position du personnage dont la mort intrigue si vivement l'opinion depuis plusieurs semaines. Voici ce qu'on écrit de Dinant (Belgique) à un journal belge, touchant cette mort mystérieuse :

« Je lis dans votre numéro du 30 septembre, sous la rubrique : « Un événement mystérieux » la relation d'un fait qu'on m'a raconté dans les environs de Reims, samedi dernier. Comme le rédacteur de l'*Écho du Nord*, je considérai ce récit comme une fable et ne m'en occupai pas davantage. Hier, en arrivant ici, j'appris de source certaine qu'un cercueil accompagné d'une sœur de charité a passé à la gare de Dinant. Cette sœur, interrogée sur le nom du *personnage* dont elle accompagnait le corps, aurait déclaré ne pas le connaître; je l'ai enseveli, dit-elle, mais sans avoir vu sa figure qui était recouverte d'un voile épais. Ce transport mystérieux s'effectuait sur Cologne. »

MM. de Kératry et Carré-Kérisouet. — Par décret, en date du 22 octobre, M. de Kératry est chargé du commandement en chef des mobiles, des gardes nationaux mobilisés et des corps francs des départements de l'Ouest, savoir : Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine et Loire-Inférieure. Il est investi de tous les pouvoirs. Ces forces prendront le nom de forces de Bretagne. M. de Kératry ne relèvera que du ministre de la guerre.

M. Carré-Kérisouet est nommé commissaire-général près les forces de Bretagne.

Restauration bonapartiste. — Les menées bonapartistes vont leur train, et l'on soupçonne toujours Bazaine d'en être l'âme, malgré ses affirmations contraires. Voici ce qu'on écrit, à ce sujet, de Londres, à l'*Indépendance belge :*

« Le prince **Napoléon** est arrivé à Londres ainsi que le docteur **Conneau** venant de Wilhelmshœhe. Ce dernier s'est montré avec le général **Boyer** à Chislehurst. On dit toujours que les Allemands voudraient accorder des conditions plus douces à la France, si le prince impérial, entouré d'une régence nationale, était proclamé empereur des Français. On espère obtenir une majorité pour cette combinaison dans l'Assemblée constituante future. On ajoute, dans certaines régions diplomatiques que les grandes puissances ne se montrent point contraires à une pareille combinaison. Si ces intrigues se dévoilent, M. **Thiers** aura de la peine à obtenir le consentement de Paris à l'armistice proposé par les puissances neutres. M. **Laurier** a télégraphié au gouvernement de Tours sur tout ce qui se passe. Il est fort noir, quoique sûr de réussir dans l'émission de l'emprunt français. On continue à affirmer que le maréchal **Bazaine** ne veut point agir comme dépositaire des pouvoirs de l'Empereur et qu'il ne veut arriver à un arrangement général qu'autant qu'il soit consenti par le gouvernement de la défense nationale. Mais il continue à proposer un arrangement partiel, se limitant à la reddition de Metz et à des conditions qui ne seraient point encore acceptées par MM. **de Bismark** et **de Moltke**. »

La fille du régiment à Sedan. — Les Prussiens veulent nous

faire la guerre partout, sur tous les terrains, voire même sur celui de la composition dramatique et musicale.

Voici quelques lignes qui nous dénoncent ces intentions musico-dramatico-belliqueuses :

» La direction d'un des principaux théâtres de l'Allemagne a confié à un auteur dramatique, M. R. **Bénédix**, la mission de refaire le livret de l'opéra de Donizetti : *la Fille du régiment*, en l'adaptant aux événements de la guerre actuelle. Le nouvel opéra sera intitulé : *la Fille du régiment à Sedan.* »

Démission de M. de La Forge. — On lit dans le *Siècle*, du 22 octobre :

« Notre collaborateur et ami, **Anatole de la Forge**, est en ce moment à Tours. On dit qu'il a donné sa démission de préfet de l'Aisne, les autorités municipales de Saint-Quentin ayant voulu l'empêcher de défendre une seconde fois la ville où il s'est illustré. La blessure qu'il a reçue est assez grave; la balle a traversé la jambe au-dessus de la cheville et a quelque peu atteint l'os. Nous craignons que la guérison se fasse encore attendre.

PETITES NOUVELLES. — M. **Derrien**, ancien chef de division au ministère de l'intérieur, écrit au *Français* pour rectifier deux assertions de ce journal, qui avaient annoncé que ce fonctionnaire, « compromis par la découverte de certains papiers sur le contrôle de la pièce départementale dans les élections de l'empire, » avait tout à coup disparu de Tours. M. Derrien affirme qu'il n'est et ne peut être compromis par la découverte d'aucuns papiers, et qu'il a quitté Tours, au su et au vu, et avec l'approbation des membres du gouvernement de la défense nationale qui l'y avaient appelé. — M. **Georges Romann**, rédacteur de l'*Industriel alsacien*, qui avait été arrêté par les Prussiens à Mulhouse, a été mis en liberté après une assez longue détention.

MARDI, 25 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — « Une sortie a eu lieu avant hier à Paris, dit aujourd'hui l'*Indépendance belge*, du côté de Joinville, par trois bataillons français avec de l'artillerie. Elle a été repoussée par les troupes wurtembergeoises qui gardent cette partie des lignes d'investissement. La dépêche de Stuttgart, qui donne ces nouvelles, porte les pertes des Allemands à deux morts et trente blessés.

» D'après une dépêche de Londres, il y aurait eu ce même jour devant Paris non pas une, mais deux sorties, toutes les deux sans autre résultat pratique que d'aguerrir les assiégés et d'inquiéter leurs ennemis. La dépêche ne dit pas où aurait eu lieu la seconde action.

» En province, la résistance s'accentue et oblige les armées allemandes à concentrer leurs forces. Elles ont évacué Saint-Quentin, après y avoir prélevé une forte contribution de guerre. Amiens et Rouen, qui se croyaient un moment très-menacés, ne le sont plus; le siége de La Fère a été levé; Verdun résiste énergiquement et avec succès,

grâce à une artillerie très-bien servie. A Lille, le général Bourbaki a prescrit les mesures les plus efficaces pour mettre la ville en état de défense.

» Le général bavarois von der Tann, qui occupe Orléans, n'a pas fait de mouvement dans la direction de Bourges, ni de Tours. Il fait parcourir la vallée de la Loire par sa cavalerie pour ravitailler son armée et celles qui sont campées devant Paris.

» Le combat dont parlait hier un télégramme de Besançon, et qui s'est livré le 22 octobre à Châtillon-le-Duc, dans la Haute Bourgogne, aurait tourné au désavantage des Allemands, d'après une dépêche du général Cambriels. Ils ne seraient pas parvenus à enlever les positions occupées par les Français. Ceux-ci n'auraient subi que des pertes minimes et auraient fait quelques prisonniers.

» Le bombardement de Schlettstadt, en Alsace, a commencé le 18 de ce mois. La place a riposté énergiquement, et l'on pensait que les assiégeants devraient, comme à Strasbourg, pousser leurs travaux d'approche jusqu'au pied des glacis. Mais les assiégés ont capitulé hier. »

Bulletin de la paix. — Le *Times* croit savoir que le cabinet anglais, informé de l'acceptation de ses propositions par la délégation de Tours, a cru pouvoir suggérer à M. de Bismark d'autoriser M. Thiers, par un sauf-conduit, à se rendre à Paris. Ce sauf-conduit aurait été accordé, mais le journal anglais, tout en croyant à une prochaine entrevue entre le chancelier de la Confédération du Nord et le député de Paris, ne croit pas à la possibilité d'un arrangement ni même au succès de l'armistice proposé par l'Angleterre, aussi longtemps que les belligérants ne se désisteront pas de leurs prétentions respectives touchant la possession de l'Alsace et de la Lorraine allemandes. Un télégramme adressé de Berlin au *Times* sous la date d'hier, et répétant que la Prusse ne consentira à aucune espèce de négociations, tant que le principe d'une cession territoriale ne sera pas reconnu, au moins éventuellement par la France, corrobore ces appréciations du journal de la Cité.

Les *Daily News* donnent sur le voyage de M. Thiers à Paris les mêmes informations que le *Times*. *L'Abend-Post*, de Vienne, les confirme également.

Les mobiles à Paris. — Le correspondant parisien du *Times* écrit à ce journal, à la date du 23 octobre :

« Ceux qui aiment à conserver de la sympathie pour la France et de l'espoir en son avenir, devraient regarder ces mobiles des départements, si jeunes, si braves, si honnêtes et si sobres de plaintes. Ils ne demandent pas pour quel parti ils combattent, mais ils font leur devoir avec simplicité et bravoure, bien que pour la plupart ils haïssent la guerre et soupirent après le moment de retourner dans leurs campagnes. Ce n'est pas seulement au combat qu'ils se conduisent bravement,

bien que ce soient des recrues toutes fraîches. J'aurais voulu que vous fussiez avec moi dans l'ambulance où les blessés de la veille étaient étendus en ligne sur leurs lits étroits, leurs pauvres membres meurtris en proie à toutes sortes de souffrances. Pas une plainte ne sortait de la bouche de ces pauvres enfants. Quelques-uns de ces visages étaient presque enfantins, et ils étaient parfois traversés par un faible sourire, quand une bonne sœur de charité, passant à côté d'eux, leur caressait doucement le front avec une tendresse de mère ou arrangeait leurs couvertures. Du reste, le sommeil était absent de toutes les couches dans ces funèbres salles. »

Succès de l'emprunt de la délégation. — M. Laurier paraît avoir réussi dans sa mission à Londres. Une maison anglaise vient de lancer le prospectus d'un emprunt français, 6 pour cent, de dix millions de livres sterling, remboursable en 34 ans. Le taux d'émission est fixé à 85.

Nouvelles de Metz. — S'il faut en croire un télégramme de Berlin, la disette dans Metz serait extrême. Des désertions de plus en plus nombreuses, repoussées par les assiégeants, en porteraient témoignage. Dès le 20 octobre, le prince Frédéric-Charles, se dirigeant en personne avec sa suite vers Metz, y aurait ouvert des négociations pour la reddition de la place. Avant-hier le général Boyer aurait paru à son quartier général. Il est toutefois difficile de concilier cette dernière nouvelle avec le voyage du même officier en Angleterre, où, d'après de récentes informations, il n'a pu arriver que le 22, au matin.

De grands préparatifs se font à Sarrebrück en prévision de la prochaine reddition de Metz et de la nécessité de pourvoir aussitôt de vivres les habitants de cette ville et l'armée qui la défend. Des centaines de mineurs se tiennent prêts à rétablir les communications par chemin de fer de Metz avec le dehors, et tous les boulangers et bouchers ont été avisés de faire de grands approvisionnements en pains, farines, viandes et sel.

Une circulaire de M. Crémieux. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, a adressé à MM. les procureurs-généraux la circulaire suivante :

« Monsieur le procureur général,

» La rentrée des cours et des tribunaux doit avoir lieu cette année comme les années précédentes, le 3 novembre. Il ne faut pas la retarder, quelles que soient les nécessités de la défense nationale. La république française s'affirme par l'action régulière des lois en même temps que par la lutte contre l'étranger.

» Donnons au service de la justice tout ce qu'elle réclame; mais les cérémonies d'apparat sont inutiles : les discours d'usage peuvent être supprimés sans inconvénients.

» Veuillez, monsieur le procureur général, faire savoir aux magistrats de votre ressort que les chambres de la cour et celles des tribunaux reprendront chacune leurs travaux réguliers, au jour indiqué, dans le lieu ordinaire de leurs audiences, et agréez l'assurance de ma haute considération.

» Le garde des sceaux, ministre de la justice,

» Ad. Crémieux. »

Commandements militaires. — Les divers commandements

supérieurs régionaux, dont la création a été jugée nécessaire par la délégation du gouvernement de la défense nationale, sont définitivement constitués comme il suit :

Commandant supérieur de la région du Nord. — Général de division Bourbaki. — Quartier général à Lille. — Nord. — Pas-de-Calais. — Somme. — Aisne. — Ardennes. — Seine Inférieure, Oise. — Eure (pour la partie comprise entre la rive droite de la Seine).

Commandement supérieur de la région de l'Ouest.— Général de division Fiereck. — Quartier général au Mans. — Loire-Inférieure. — Maine-et-Loire. — Deux-Sèvres. — Vendée. — Ille-et-Vilaine. — Morbihan. — Finistère. — Côtes-du-Nord. — Manche. — Mayenne.

18e Division militaire.

18e *Division militaire.* — Indre-et-Loire. — Sarthe. — Loir-et-Cher. — Vienne. — Eure-et-Loir, rattaché à la 18e division militaire. — Orne.— Calvados. — Eure, distraits de la 2e division militaire. (Pour la partie du département comprise sur la rive gauche de la Seine.)

Commandement supérieur de la région du Centre. — Général de division, De Polhès. (Quartier général à Bourges). — Cher. — Nièvre. — Allier. — Indre. — Loiret. — Yonne. — Aube, rattachés à la 19e division militaire.

Commandement supérieur de la région de l'Est. — Général de division, Cambriels. — Quartier général à Besançon. — Haut-Rhin. — Doubs. — Jura. — Haute-Marne. — Haute-Saône. — Vosges, rattaché à la 7e division militaire. — Côte d'Or.

Comité de défense. — Le comité militaire de Tours est formé et se compose ainsi qu'il suit :

Président, le général Sol, commandant la 18e division militaire ;

M. Schérer, ingénieur en chef ;

M. Dormoy, ingénieur des mines ;

M. de Coulaines, commandant du génie, à Tours ;

M. le commandant vicomte Clary, sous-chef d'état-major et secrétaire.

Les travaux de défense les plus urgents ayant été reconnus par le comité, MM. Dormoy, de Coulaines et Clary se sont rendus le 21, pour reconnaître les lieux et faire commencer immédiatement les travaux.

Le général Bourbaki à Rouen. — Suivant un bruit qui prend de la consistance, le général Bourbaki, nommé général en chef de l'armée du Nord, établirait son quartier général à Rouen. Tout le monde comprend les immenses avantages que procurerait la réalisa-

tion de ce projet, au point de vue de la défense générale de la Normandie.

Démission de M. de la Forge. — Le *Siècle* a reçu le 22, de Saint-Quentin, les renseignements suivants sur les motifs qui ont amené la démission de M. Anatole de la Forge :

« A la suite d'un grave conflit de pouvoir entre l'autorité civile et l'autorité militaire, notre préfet, M. Anatole de la Forge, qui avait été autorisé à concentrer entre ses mains le commandement des sept mille hommes de troupes envoyés dans la ville après son admirable résistance, n'a pas voulu céder ce commandement au général de division du département du Nord.

» La question a été soumise à un conseil de guerre tenu à Lille; ce conseil ayant déclaré à l'unanimité que le commandement militaire des troupes de l'Aisne serait réservé au général de division commandant le département du Nord, notre préfet n'a pas voulu se soumettre à cette décision qui, en lui laissant la responsabilité du pouvoir, lui enlevait dans l'avenir tous les éléments sérieux de résistance.

» M. Anatole de la Forge a donc protesté contre le vote du conseil de guerre en donnant sa démission. M. **Testelin**, commissaire extraordinaire, a immédiatement nommé pour le remplacer trois administrateurs provisoires pris parmi les membres de la commission municipale de Saint-Quentin. »

Une mission périlleuse. Un des postes administratifs les plus périlleux vient d'être confié à M. Eugène Dauzon, avocat du barreau de Pau. C'est à Mézières, dans les Ardennes, une des villes du Nord-est cernées par l'ennemi, que M. Dauzon est envoyé comme préfet. Il a quitté Tours, le 21, comptant bien déjouer la vigilance des Prussiens et prendre bientôt possession de son poste.

Unité allemande. — Le congrès des ministres délégués par les États du Midi pour prendre part aux délibérations qui vont s'ouvrir au quartier général du roi Guillaume pour la réorganisation définitive de l'Allemagne sera bientôt au complet. Le baron Dalwigh, chef du cabinet hessois, et M. Hoffmann sont partis hier pour Versailles. Le ministre d'État du royaume de Saxe, baron de Friesen, qui préside en même temps le conseil de la Confédération du Nord, a reçu également l'invitation de se rendre en France.

MERCREDI, 26 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On n'a pas aujourd'hui de nouvelles importantes du théâtre de la guerre. L'affaire qui a eu lieu le 22, à peu de distance de Besançon, près de Châtillon-le-Duc, entre l'avant-garde de l'armée du général Werder et le corps d'observation placé en avant de Besançon, paraît avoir eu le caractère d'une forte reconnaissance

sans aboutir à un résultat décisif; les deux partis s'attribuent la victoire.

Le général Bourbaki, après avoir mis en peu de jours la place de Lille en état de défense, va établir son quartier général à Rouen.

La place de Schlettstadt a capitulé le 24, après un siége qui n'avait été poussé vigoureusement que dans les derniers jours. Schlettstadt est une ville de 11,000 âmes et une place forte de seconde classe; elle domine l'entrée des défilés des Vosges et le chemin de fer qui, de l'Alsace, se dirige par Sainte-Marie-aux-Mines sur Lunéville et Nancy.

La possession de ce point a donc une grande importance stratégique pour l'Allemagne. Il reste, dans la vallée du Rhin, à réduire Neuf-Brissac, qui est sans importance, et Belfort, vrai camp retranché qui couvre la route de Vesoul.

La sortie du 21 à Paris. Relation du Times. — M. Russell, le correspondant du *Times*, qui a assisté de la terrasse de Saint-Germain à la sortie effectuée le 21 octobre par une partie de l'armée de Paris, en décrit, dans les lignes suivantes, les principales phases. Le théâtre de l'action se trouve sur le versant occidental du Mont-Valérien, dans la direction de Rueil et de Bougival :

« L'action avait commencé un peu avant deux heures. Elle s'ouvrit par un feu nourri des deux cavaliers sud du Mont-Valérien et de la redoute en avant du fort, en même temps que d'un ouvrage en terre faisant face à Saint-Cloud. Les Français paraissaient gagner du terrain en suivant la pente, car une de leurs batteries du centre s'avança le long de la route au delà de la ferme et délibérément se mit à canonner l'intérieur des bois comme pour atteindre des troupes invisibles. Leurs soldats d'escarmouche s'entassèrent dans les vignobles, couvrant le flanc de la montagne d'un nuage de fumée. Le Mont-Valérien lançait de temps à autre des bombes vers Saint-Cloud qui éclataient avec un bruit assourdissant parmi les maisons de Rueil et de Bougival. Deux fois du milieu de la ville s'éleva une colonne immense de fumée blanche, comme si un caisson ou un magasin à poudre eût fait explosion, mais je ne pus entendre aucun bruit. Les Français étaient si bien appuyés en arrière qu'ils s'enhardirent et semblèrent se disposer à descendre dans la vallée et à se précipiter sur la position des Prussiens qui n'étaient nullement sur leurs gardes. Je pus voir un hardi cavalier, sur un cheval blanc, au milieu du feu, les excitant à avancer. Mais la mousqueterie prussienne, aidée par l'artillerie française, qui tirait étourdiment et au hasard, les arrêta. Cependant ils arrivaient de plus en plus nombreux.

» Les Prussiens commencèrent à fléchir rapidement, se courbant dans les vignes comme une perdrix touchée tombe parmi le chaume. Puis ils se replièrent sur leur arrière-garde. C'était là un épisode. Il était à peu près deux heures quarante; les minutes paraissent longues pendant la bataille. L'officier au cheval blanc redoubla d'énergie. Les Français débusquèrent de leurs vignes. Leur batterie se remit en marche à découvert et indomptable. Les canons sur les hauteurs couvraient les bois d'éclats de bombes. Une autre batterie sortit de derrière la ferme, mais les lignes de canons déjà mentionnées ne quittèrent pas de toute la journée leur position sous le Mont-Valérien. Cependant voici les Français qui s'avancent. Mais tandis qu'ils descendent comme un torrent de la crête du mont, les Prussiens se reformant sur la hauteur (de Saint-Cloud), leur lancent une volée de boulets, et du front des bataillons formés près de la Pagode-Rouge partent deux terribles décharges. Les Français font halte, reculent, et, perdant des hommes à chaque pas qu'ils font, retournent dans les vignes où ils ouvrent une vive fusillade, comme pour couvrir la retraite de leurs camarades qui se montrent alors comme étant en observation. Il est probable qu'un objet visible leur est apparu — une force ennemie; mais nous n'avons pu voir le signe qui les a fait se retirer.

» A deux heures cinquante-cinq, il y eut une explosion à Rueil, puis une autre cinq minutes après. L'artillerie française battit les bois, où l'on avait vu ou cru voir les Prussiens, avec une énergie croissante pendant un quart d'heure. Il faisait chaud pour les Prussiens, qui n'avaient pas d'artillerie du tout, à ce qu'il m'a semblé voir.

» On me dit qu'ils avaient deux batteries; c'était tout ce qu'ils avaient pu placer sur le terrain où ils se trouvaient. Mais je n'en ai pas vu sortir une seule décharge. Une forte colonne de Français sortit de derrière le bois de la Pagode-Rouge ; les fuyards s'y rallièrent.

» Je revis le cheval blanc avec plusieurs officiers à cheval accompagnant cette masse d'hommes qui paraissaient des réguliers avec quelques francs-tireurs qui se blottirent dans les vignes. Les Prussiens assaillis par les obus, les boulets et la fusillade toujours plus vive, furent obligés de quitter le plateau où ils s'étaient maintenus si obstinément. Les Français firent une feinte, comme pour emporter la position. Il était trois heures trente.

» L'officier au cheval blanc fut remplacé par un autre monté sur un cheval brun, qui se dirigea hors des vignes, tout juste sous le plateau. Comment échappa-t-il, c'est ce que je ne puis m'imaginer. Mais ceux-là qui se risquent le plus sont souvent les mieux sauvés. Il se mit à la tête de ses hommes, aidé par d'autres officiers qui parcouraient les rangs en brandissant leur épée, et il leur fit signe de marcher contre les Prussiens. Mais, malgré le brillant exemple que leur donnaient leurs officiers, ils ne voulurent pas franchir la clôture, et, sans sortir des vignes, ils se livrèrent à une vive fusillade. Pour les encourager et soutenir leur attaque, la batterie en tête détacha deux canons qui furent menés au galop jusqu'au mur près du moulin à vent français où ils ouvrirent intrépidement le feu sur le front des Prussiens, pendant que les autres batteries les prenaient en enfilade. Mais voici des secours qui arrivent. Les Allemands n'avaient pas plus de deux mille hommes sur le terrain où l'action était engagée, et l'artillerie paraissait leur manquer. Le premier indice du renfort qui leur survenait fut le mouvement de recul des Français qui, s'arrêtant d'abord, ne tardèrent pas à reprendre obliquement le chemin des vignes. Les Prussiens les prirent en flanc avec leurs fusils à aiguille et les piquèrent rudement.

» Mais quel sont ces soldats à casques pointus, à ceinturons blancs? Des Français? Non. Ils font feu sur la déclivité du fort. Leurs tirailleurs débouchent de l'angle du bois qui les dérobait à la vue et s'avancent à travers les vignes. Il est quatre heures cinq minutes. Les canonniers français, voyant ces nouveaux venus, font feu de toutes leurs pièces. Qui sont-ils? Quelle marche superbe! Ils balaient les vignes. Un bataillon suit de près les tirailleurs. Un autre apparaît pour le soutenir. C'est la landwehr de la garde. Ils poussent en avant, et rangs serrés. Les Français fuient en désordre.

» Les Prussiens ont pris la demi-batterie française que l'infanterie a cessé de protéger. Ils poursuivaient les Français; mais ils rencontrèrent une colonne de réserve. Une charge de mousqueterie s'ensuivit, plus terrible que toutes celles qui précédaient. Les Prussiens l'emportèrent et franchirent la ligne du moulin français à quatre heures vingt. Quel qu'ait été le but d'attaque des Français, il était évident que tout ce que les Allemands pouvaient désirer ou être forcés de faire, c'était de se maintenir dans leur position. Voilà où a été leur victoire. C'eût été de leur part une insigne folie que de s'exposer de gaîté de cœur au feu du Mont-Valérien et de l'artillerie de campagne en ligne. Un corps considérable de Français a paru à l'horizon par le flanc droit. Il serait descendu et serait tombé sur les Prussiens, si ceux-ci s'étaient avancés sur la route.

» Aux derniers rayons du soleil on vit briller les casques et les cuirasses d'un régiment de cuirassiers.— assez faible s'il était là tout entier,— qui s'était tenu en réserve près de la grande ferme, et qui fit un mouvement en avant. Il y eut une relâche dans la lutte. Les Français firent front avec quatre bataillons et marchèrent modérément contre les Prussiens qui commencèrent à se replier en bon ordre. Ce mouvement rétrograde sembla encourager les Français sur toute leur ligne de front, — car les masses en retraite faisaient face, — et les réserves d'arrière-garde ainsi que celles qui occupaient les hauteurs firent un effort décisif pour serrer de près les Prussiens. Mais ceux-ci furent de nouveau secourus. Les bataillons de la Pagode-Rouge arrivèrent par le bois et se déployèrent en formant le carré comme pour recevoir un choc de cavalerie. Enfin d'autres bataillons, cachés en partie par les accidents de terrain, pouvaient s'apercevoir çà et là, formant réserve. Il était alors quatre heures trente-cinq. Le général commandant semblait croire que le moment était venu pour faire un grand effort et s'assurer un avantage. Les réserves de la ferme blanche

s'ébranlèrent. Une colonne apparut sortant d'une retraite en avant de la ferme blanche aussi. Mais la retraite était trop engagée pour qu'il y eût autre chose à faire qu'à éviter la poursuite.

» Il n'y avait pas la moindre apparence que le général **Kirchbach** pût permettre à ses troupes de se donner le luxe de poursuivre un ennemi en retraite. Les Prussiens occupaient la position qu'ils avaient en vue, et naturellement les Français n'avaient rien de mieux à faire que se retirer, du moment qu'ils avaient manqué leur but, s'il était d'occuper une des positions prussiennes, ou qu'ils l'avaient atteint s'ils ne voulaient que faire une simple reconnaissance. Ils peuvent, il est vrai, avoir recueilli quelques informations sur la ligne d' « épaulements » des Prussiens, mais le jeu ne vaut pas la chandelle. S'ils ont voulu distraire les esprits préoccupés, relever le moral de Paris et amuser le peuple, ils n'ont que peu ou point réussi. »

Unité allemande. — Les conférences de Versailles sur la reconstitution de l'Allemagne préoccupent naturellement le monde politique en Autriche, Certains journaux de Vienne assurent même qu'à cette occasion le cabinet austro-hongrois interviendra dans la solution de la question allemande en vertu du droit qu'il prétend lui avoir été reconnu par le traité de Prague. Il paraît plus que douteux que M. de Beust juge le moment favorable pour rompre le silence qu'il a gardé depuis 1866 sur les affaires d'Allemagne et prendre une attitude qui ne pourrait aboutir qu'à une défaite diplomatique du cabinet de Vienne, ou à des complications nouvelles de la nature la plus dangereuse. La *Gazette de la Croix*, du reste, sur la foi de ses informations, affirme de la manière la plus positive que les hommes d'État qui dirigent l'œuvre de la reconstitution germanique n'admettront pas l'Autriche à dire son avis sur cette question et que, en tout cas, cette puissance n'aura aucune influence sur la solution à intervenir.

Les voyages de M. Thiers. — On annonce que le célèbre diplomate est arrivé à Versailles.

Le libéralisme prussien. — M. Jacoby vient d'être relâché. Mais on a maintenu l'arrestation de plusieurs membres de l'*Internationale*, en Hanovre, qui avaient été arrêtés pour avoir protesté contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine.

Les ballons. — On lit dans le *Moniteur universel* du 23 :

« Hier, est arrivé à Tours l'aéronaute **Nadal**, venant de Paris, par le ballon *Victor Hugo*, et porteur de dépêches du gouvernement de la Défense nationale pour la délégation de Tours.

» Le *Victor Hugo* est parti de la place de la Concorde, mardi dernier, 18 courant, à onze heures trente-cinq minutes, par un calme plat; de telle sorte qu'il a mis plus de cinq heures à parcourir une distance de vingt-cinq lieues.

» Après une forte déperdition de gaz, il a opéré sa descente dans le département de l'Aisne, à Vauleron, près Vicq-sur-Aisne, à peu de distance de Soissons, c'est-à-dire en plein territoire occupé par l'ennemi, car à trois lieues de là se trouvait un petit corps détaché de uhlans et d'infanterie prussienne.

» Aidé par des paysans, qui lui ont prêté le plus dévoué concours, M. Nadal a pu cacher ses sacs de dépêches dans la ferme de Vauleron, puis, pendant la nuit, les a fait transporter à Nesles et Noyon d'où le bureau de poste les a expédiés à destination.

» Aux environs de Montmorency, au moment où le ballon passait au-dessus des lignes ennemies, il se mit soudain à baisser, à la grande joie des Prussiens, qui le saluèrent à coups de fusil; mais

M. Nadal jeta pour s'alléger des sacs de dépêches qui formaient son lest et put remonter bien vite à une hauteur respectable. Les Prussiens se précipitèrent sur les sacs, qu'ils éventrèrent avec curiosité et les trouvèrent remplis de proclamations de **Victor Hugo** à l'armée allemande. »

Attitude pleine de dignité et de réserve de l'ex-impératrice. — Il paraît que l'impératrice Eugénie a parfaitement conscience de la réserve que lui impose la situation actuelle. Voici, du moins, ce que nous apprend le *Daily News* sur ses dispositions :

« Des bruits ont couru à Londres au sujet de certaines intrigues impérialistes pour la restauration de l'impératrice Eugénie en sa qualité de régente de France, et de la conclusion par elle d'un traité de paix avec le roi de Prusse. Nous avons des raisons de croire qu'il a été question d'un projet semblable, mais qu'il n'a été ni accepté ni appuyé par l'Impératrice. Elles se refuse fermement à accroître les difficultés de la France dans ce moment, en faisant valoir des prétentions dynastiques ou personnelles. »

Retrait de la démission de M. Testelin. — Les journaux de Lille nous apprennent que la démission de M. Testelin n'a pas été acceptée, et que finalement cet honorable citoyen a consenti à rester au poste si pénible, mais si important, qu'on lui avait confié.

Cette conduite de M. Testelin est grandement approuvée dans le Nord, où le commissaire de la défense, républicain de la veille, est entouré de l'estime et de la confiance de tous les partis indistinctement.

M. Lutz. — Cet aéronaute, qu'on avait dit prisonnier des Prussiens et dont on croyait avoir arrêté et exécuté le substituant à Besançon, vient d'être nommé à un commandement militaire.

JEUDI, 27 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — La France n'est pas encore au terme de ses désastres !.....

Une nouvelle catastrophe, plus grave encore et plus terrible, sinon plus imprévue que celle de Sedan, vient de la frapper !

Metz, Metz la *pucelle*, Metz où se trouvaient les débris et en même temps l'élite des armées impériales, Metz qui tenait en échec une partie notable de l'armée prussienne, Metz, ce boulevard suprême de la résistance, dans lequel, après Paris, la France mettait son suprême espoir, Metz vient de capituler !

Et, en même temps, la forteresse, ainsi que le camp retranché, la garnison, commandée par le général Coffinières, comme l'armée, qui était sous les ordres du général Bazaine. Ces forces étaient encore de 130 mille hommes, plus 20 mille malades et blessés. Tous ont déposé les armes cette après-midi.

Il n'est pas besoin de faire ressortir l'importance de cet événement, officiellement annoncé par le roi de Prusse à la Reine. S'il ne hâte pas la conclusion de la paix par les négociations actuellement ouvertes à Versailles, il exercera, en tout cas, une influence considérable sur les futures opérations tant contre Paris que contre le midi et le centre de la France.

Pour la première fois depuis le rapport du général Trochu, un télégramme officiel prussien, parti de Versailles le 26 de ce mois, parle du combat livré le 13, sous Paris, par une partie de la garnison de cette ville contre les assiégeants placés à Bagneux, Châtillon et Clamart : mais c'est uniquement pour nous donner le chiffre exact des pertes subies par les troupes bavaroises, lesquelles ont reçu le choc des assaillants. Ceux-ci, dans leurs rapports, avaient évalué les pertes de l'ennemi à 1,200 hommes, tant tués que blessés. D'après le télégramme officiel prussien, elles ne seraient que de 60 morts, 262 blessés et 59 prisonniers ou manquants.

Un autre télégramme, expédié également de Versailles, parle des derniers succès remportés dans la haute Bourgogne par le corps d'armée du général de Werder. Il aurait refoulé le général Cambriels au delà de l'Oignon, vers Besançon. Il s'agit toujours de l'affaire du 22, dont des télégrammes de Tours ont déjà attribué l'avantage aux troupes françaises. Celles-ci auraient conservé leurs positions, tandis que, d'après la version allemande, elles se seraient retirées en grand désordre. Les opérations futures diront de quel côté se trouve la vérité.

Bulletin de la paix. — Voilà encore une fois les espérances de paix ravivées.

M. Thiers est parti pour Versailles et Paris, aux fins de négocier la conclusion d'un armistice. Ses démarches seront appuyées par les puissances neutres, et soutenues par les vœux et les sympathies de l'Europe entière. Une fois l'armistice obtenu, l'opinion publique prévoit une paix prochaine.

Dieu sait seulement si la reddition de Metz, en augmentant les prétentions des Prussiens, ne rendra pas la conclusion d'un armistice plus difficile à obtenir.... Il est donc dit que la France doit vider la coupe des humiliations et des revers jusqu'à la lie !...

Nouvelles de Wilhemshœhe. — On se donne beaucoup de mouvement à Wilhemshœhe. Des personnages, dont on ne parvient pas toujours à connaître les noms vont et viennent, arrivent et repartent très-affairés. Il paraît évident qu'ils ne s'occupent pas de choses tout à fait ordinaires, et les gardiens du captif doivent avoir reçu ordre de faciliter autant que possible les communications de Wilhemshœhe avec

le dehors, car on a organisé entre Wilhemshœhe et Cassel un service postal avec trois départs et trois distributions par jour, pour lettres, colis et paquets, et exclusivement réservé aux habitants du château et aux personnes de la suite de l'empereur qui se sont installées aux alentours. Quant aux indigènes, ils sont obligés de se contenter comme par le passé d'un service postal qui ne fonctionne pas même tous les jours. Napoléon écrit beaucoup et se laisse beaucoup moins voir.

Deus hæc otia fecit. — Les bonapartistes de tout grade, de tout traitement et de toute livrée, ont des loisirs. Ils en profitent pour se livrer à la culture de la littérature épistolaire. Tous les journaux, sur tous les points du globe, publient de leurs lettres. En voici une, qui a été adressée au *Daily News* et que nous recueillons, parce qu'elle émane d'un célèbre chef et guerrier de la famille, le prince Napoléon (Jérôme) :

« Londres, 26 octobre 1870.

» Monsieur le Rédacteur,

» Je lis dans votre numéro du 26 un article dans lequel vous prononcez mon nom, en me prêtant une conduite tout à fait inexacte, et auquel je donne, en ce qui me concerne, un démenti formel. Je suis venu en Angleterre pour des affaires privées ; *je n'ai pas vu* le général **Bourbaki**, parti avant mon arrivée ; *je n'ai pas vu* le général **Boyer**, dont j'ai appris la mission par les journaux. Voici la vérité sur mes relations avec Chislehurst : j'ai été à mon arrivée présenter mes hommages respectueux à ma cousine et à son fils ; j'y suis retourné appelé par une dépêche télégraphique. Quant à ce qui s'est passé avec l'Impératrice, permettez-moi de n'en pas entretenir le public ; ceux qui me connaissent savent que mes opinions ont toujours été aussi loyales que libérales. J'ai la plus grande estime pour le maréchal **Bazaine**, pour sa glorieuse armée si dévouée à la France, ainsi qu'à son serment, et pour le salut de laquelle il me semblait que tout devait être tenté.

» Je regrette que votre acticle, *autorisé* je ne sais par qui, me force à rompre un silence que j'aurais voulu garder. — Recevez, monsieur le Rédacteur, l'assurance de mes sentiments distingués.

» NAPOLÉON (Jérôme). »

Démarches de la diplomatie en faveur d'un armistice. — Une démarche officielle a été faite auprès de la délégation de Tours, par le prince de METTERNICH, ambassadeur d'Autriche, et par M. le chevalier NIGRA, ministre d'Italie, pour appuyer, au nom de leurs gouvernements respectifs, l'initiative prise par lord Lyons au nom du cabinet de Londres, dans la question d'armistice.

Une démission regrettable. — M. GRÉVY, le frère du député, vient de donner sa démission de commissaire du gouvernement de la Défense nationale dans les départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura. Pourquoi? On l'ignore. Le moment est pourtant assez grave pour que tous les hommes de valeur paient de leur personne et de leur dévouement.

La situation de l'Alsace et son attachement à la France. — On écrit de l'Alsace à l'*Indépendance belge* à la date du 26 octobre :

« Quelques renseignements sur la situation actuelle de l'Alsace ne seront peut-être pas sans intérêt pour vos lecteurs, et pourront aider tous ceux qui s'occupent du sort de cette malheureuse province à se faire une idée exacte des maux dont elle souffre.

» Il importe d'abord de rectifier quelques informations inexactes répandues par le télégraphe.

» Ainsi, une dépêche qui vous a été adressée de Berlin, et que vous avez publiée dans l'*Indépendance* du 24 octobre, donnerait lieu de croire que les habitants des départements du Bas-Rhin sont déchargés de toutes réquisitions. On n'imposerait que les communes sur le territoire desquelles des dégâts auraient été commis à la voie ferrée. Je ne sache pas que la marche des convois entre Saverne-Vendenheim et Wissembourg ait été entravée depuis l'occupation; à moins cependant que l'on ne veuille rappeler un véritable acte de folie commis près de la gare de Haguenau par un zouave qui, blessé à Woerth et soigné dans les ambulances de cette ville, fut assez insensé pour mettre un madrier en travers de la voie à l'époque où les prisonniers de Sedan étaient transportés en Allemagne. Il était tranquillement assis sur le talus du chemin de fer pour attendre le résultat de son entreprise, lorsqu'un gardien vint à le surprendre et l'arrêta. Son arrêt de mort a été affiché dans toutes les communes; mais ce n'était là qu'une condamnation prononcée contre un fou, ou tout au moins un écervelé qui, sans compromettre sérieusement les communications, exposait la vie de ses propres compatriotes. Au reste, ce n'était là aussi qu'un acte isolé, et en disant que les trains ont pu circuler librement, je crois être dans le vrai.

» Le département du Haut-Rhin n'a été envahi que longtemps après celui du Bas-Rhin, après la capitulation de Strasbourg. Colmar est jusqu'à présent la seule ville qui ait reçu une garnison allemande. La résistance courageuse de Schlettstadt avait entravé la marche de l'armée ennemie vers la Haute-Alsace. Cette petite place forte, qui se trouve sur la ligne du chemin de fer, a dû capituler lundi dernier, à la suite d'un bombardement qui, comme celui de Strasbourg, a détruit une partie de la ville; deux mille prisonniers et cent vingt canons sont encore tombés au pouvoir de l'ennemi.

» La résistance de Neuf-Brissac sera comme celle de Strasbourg et Bitche, plus longue et plus efficace.

» A Mulhouse, on retrouve l'administration française, dont les chefs, notamment M. **Groslean**, préfet du Haut-Rhin, se sont retirés à Belfort, qui est une citadelle redoutable, mais que le général **Werder** a tourné dans sa marche par Epinal, sur Vesoul et Lyon. Les fabriques de Mulhouse travaillent quatre jours par semaine : mais les produits sont aussitôt expédiés sur la Suisse par chemin de fer.

» De temps en temps, les troupes prussiennes se présentent aux portes pour faire des réquisitions, et se retirent ensuite.

» Aussi jusqu'à présent l'action organisatrice des Prussiens ne s'est-elle guère fait sentir dans le Haut-Rhin.

» L'occupation de Strasbourg est même trop récente pour que ses nouveaux administrateurs aient pu élaborer et exécuter leurs projets. La ville a trop souffert d'un siége, sans précédent dans les annales de la guerre, pour que les habitants puissent être astreints à des contributions de guerre. La capitulation, du reste, y formerait, je crois, obstacle. Les militaires mêmes qui sont logés dans les maisons particulières, au nombre de huit à dix mille mille, n'y reçoivent pas la nourriture. Cette charge avait été imposée aux habitants dans les premiers temps, mais on les en a dispensés depuis. La ville aussi n'a à faire aucune fourniture pour l'armée.

» Sous un rapport, cependant, l'occupation allemande se fait vivement ressentir. Les travaux de reconstruction des murs et des casernes, la mise en état de défense de la place sont poussés avec une telle vigueur que certains se croient à la veille d'un nouveau siége par les Français.

» Toujours est-il que pendant longtemps tous les ouvriers du « bâtiment » étaient requis par l'autorité militaire et que les particuliers ne pouvaient faire rétablir leurs maisons, que les pluies d'automne menaçaient d'une destruction complète.

» Les journaux allemands annoncent aussi la nomination d'un conservateur des forêts et d'un directeur de la police, qui doivent venir résider à Strasbourg, où le gouverneur général, le commissaire civil et le préfet ont aussi transporté leur siége. Ils font publier leurs actes dans les *Nouvelles officielles d'Alsace*, dont ils imposent l'abonnement à tous les officiers publics. Ceux-ci n'ayant mani-

festé aucun empressement à recevoir ce journal, viennent d'être sommés de payer le montant du prix de l'abonnement pour le présent trimestre, soit six francs, et ce sous les peines les plus sévères.

» Depuis Haguenau, leur ancienne résidence, ces hauts fonctionnaires ont porté principalement leur attention sur les arrondissements de Saverne et de Wissembourg, occupés dès les premiers jours d'août. Ils ont commencé par diriger tous leurs soins sur l'administration financière du pays, sans grand succès cependant. A très-peu d'exceptions près, les agents fiscaux, fidèles à leur serment, ont refusé de servir les autorités prussiennes, qui se sont ainsi trouvées dans le plus grand embarras. Les moyens d'intimidation qu'ils ont essayé d'employer, notamment l'expulsion du receveur particulier de Wissembourg, n'ont fait que fortifier la résistance des autres employés. Pour les perceptions de contributions directes, les plus faciles à administrer, on en a réuni plusieurs en une seule pour n'avoir besoin que de peu de percepteurs.

» En ce qui concerne l'enregistrement et les hypothèques, les fonctionnaires allemands qui avaient été appelés à remplir ces formalités fiscales ont dû se retirer devant l'impossibilité de soigner un service inconnu et dans une langue étrangère. La fermeture de ces bureaux ne se fait guère sentir, car, depuis les batailles de Wissembourg et de Wœrth, toutes les affaires se trouvent arrêtées ; tout chôme et aucune transaction n'a lieu.

» Le cours de la justice aussi est entravé, et récemment le procureur du tribunal de Saverne a été invité à quitter cette ville.

» Les sous-préfets ont été également forcés de se retirer en Suisse, immédiatement après l'invasion. Ils sont remplacés par des fonctionnaires allemands, dont la mission principale consiste à viser les réquisitions de l'autorité militaire. Ajoutons, toutefois, pour être justes, qu'ils ont pris des mesures énergiques et radicales pour empêcher la propagation du typhus contagieux des bêtes à cornes, que l'armée prussienne avait amenée à sa suite et qui a fait de grands ravages dans certaines parties du pays, notamment dans celles qui avaient déjà le plus souffert de la guerre, le long de la route des étapes.

» Le service de la poste est, sans contredit, celui dont l'organisation est la plus avancée. Presque tous les anciens bureaux de poste sont rouverts, et depuis plusieurs jours des facteurs ruraux font, au moins une fois par semaine, les distributions de lettres dans les campagnes. De ce côté aussi se manifeste une intention bien sérieuse de s'acclimater dans le pays. Ainsi, les timbres portent déjà l'exergue allemande de *Strassburg-Elsass*. Quant aux timbres-poste, ils indiquent leur valeur en centimes français, mais sans mentionner le nom de la puissance qui les a émis.

» Si la ville de Strasbourg n'a pas à payer d'impositions, il en est tout autrement de Saverne et de Wissembourg, de cette dernière surtout, qui est la tête des lignes de chemins de fer venant de France et d'Allemagne. C'est, on le sait, la seule voie dont dispose l'armée allemande, celle par Sarrebrück et Pont-à-Mousson venant seulement d'être achevée et ne paraissant pas sûre. Aussi, tout le mouvement de va et vient, qui se produit toujours à la suite d'une armée en campagne, se dirige-t-il vers cette petite ville de 5,000 âmes, qui, après avoir été bombardée dans la journée du 4 août, sert aujourd'hui de bases d'opérations à l'armée prussienne en France. On y a établi de grands magasins de vivres ; on y a construit des boulangeries de campagne, dans lesquelles quatre cents ouvriers, nourris chez les habitants de la ville, fabriquaient, jusque dans les derniers temps, le pain pour plusieurs corps d'armée. Outre cela, une garnison de quinze mille hommes, logée avec peine dans les anciennes casernes, est entretenue aux frais de la ville; et les blessés, ainsi que de nombreux malades, sont soignés dans quatre hôpitaux, installés à cet effet, ce qui y a amené un personnel considérable de médecins, d'infirmiers, de diaconesses qui encombrent les maisons particulières. Mais à côté de tout cela, un passage incessant de troupes, sortant de France ou y entrant, convalescents regagnant leurs foyers, dyssentériques que l'on envoie dans les hôpitaux d'Allemagne, ou recrues arrivant pour rejoindre leurs corps, fait de la ville de Wissembourg un véritable caravansérail, une hôtellerie immense, dont toutes les maisons sont les succursales forcées. On y loge et nourrit non-seulement les militaires ou ceux qui sont attachés à l'armée, mais encore toute cette masse de gens qui suivent les armées, et qui, à l'aide du brassard de Genève, obtiennent un billet de logement. C'est ainsi que souvent il arrive que les habitants de Wissembourg apprennent que leur hôte est un père à la recherche d'un fils, une femme à la recherche de son mari, ou encore qu'il n'est entré en France que dans un but de curiosité. Les plaintes des journaux allemands à l'égard des chevaliers de Saint Jean ne sont que trop fondées ; dès le commencement des hostilités, nous

avons pu constater les abus de la convention de Genève, que notre gouvernement a relevés déja, et qui subsistait, malgré toutes les dénégations.

» A Soultz, Haguenau, Niederbronn, Saverne, et dans toutes les autres localités de la Basse-Alsace, se trouvent les garnisons plus ou moins importantes, qui varient entre trois cents et douze cents hommes. Partout ils sont logés chez le bourgeois et nourris à ses frais. Peut-être n'est-il pas inutile de noter qu'il n'y a dans notre pays que des garnisons bavaroises et wurtembergeoises. Dans les villes où les Prussiens tiennent garnison, il paraît qu'ils se nourrissent à leurs frais. A la gare de Wissembourg, toutefois, se trouve un commandant des étapes qui est Prussien et auquel la ville doit payer une indemnité de nourriture de trois thalers (onze francs vingt-cinq centimes) par jour, plus deux thalers et demi (neuf francs trente-sept centimes) pour son adjudant.

» Ces charges sont très-lourdes pour certaines communes, qui vont se trouver inévitablement ruinées.

» Quoi qu'il en soit, si le pays souffre beaucoup et s'il appelle instamment une paix prochaine et durable, il ne consentirait pas pour cela à être détaché de la France. Dans toutes les classes de la population, sans distinction de religion, il règne un sentiment de vive répulsion pour l'annexion à l'Allemagne et un profond attachement pour la France, dont les malheurs ont pour ainsi dire contribué à resserrer les liens qui l'unissaient à l'Alsace. Un seul vœu se fait jour dans l'Alsace entière : Rester Français et puis seulement vivre en paix. L'opinion publique ferait toutes concessions à l'Allemagne, hors celle d'une cession de territoire. Le démantèlement de Strasbourg serait facilement accepté, pour ne pas dire souhaité par tous ceux qui désirent voir cette vieille cité se relever de ses cendres. »

Situation de la Lorraine. Procédés de l'invasion prussienne. — Un Allemand écrit ce qui suit à un journal de son pays :

« La population devient de jour en jour plus irritable, moins encore dans la ville que dans les environs, où les campagnards, poussés en partie par le désespoir, parce qu'on leur a tout pris, et en partie par la haine et le fanatisme, résistent à chaque occasion aux Allemands, et ne reculent pas même devant des mesures violentes, quand il s'agit de réquisition. Je vais transcrire le rapport d'un de nos médecins, qui a conduit un transport de blessés des champs de bataille de Beaumont et Sedan à Nancy. Le transport se composait d'environ deux cents hommes. Le médecin avait été investi du pouvoir d'un commandant et on lui avait donné une escorte de quatre hommes de la landwehr bavaroise.

» Un jour que nous étions en marche, écrit le médecin, mes malades se plaignirent d'avoir faim. Nous étions partis à sept heures du matin et il était deux heures! Nous n'avions plus de vivres, et il était de mon devoir de tâcher de m'en procurer dans une localité voisine. Je galopai en avant et ordonnai à deux des quatre hommes de la landwehr de me suivre. Arrivé au village, je demandai le maire et je le fis chercher par mes deux soldats. En attendant, je commençai à inspecter un peu le village, pour voir s'il n'y avait rien qui pût m'être utile. N'ayant que quelques blessés gravement atteints, qui avaient besoin d'une nourriture spéciale, mon attention se fixa sur une bande d'une trentaine de canards, pacifiquement accroupis devant une grange.

» Je descendis de cheval, entrai dans la maison avec les meilleures intentions, et déclarai que je désirais acheter quelques-uns des canards au prix qu'on exigerait.

» La femme se leva comme une furie et m'abreuva des plus ignobles injures : à la fin, elle s'arma d'une broche très-effilée avec laquelle elle se jeta sur moi. Je ne pus m'empêcher de rire, mais je tirai tranquillement mon sabre et la frappai vigoureusement sur l'épaule droite. Elle s'élança dans la rue en criant et en hurlant, et mit en émoi tout le village.

» Je remontai à cheval et retournai à mon point d'arrivée, où se trouvait déjà le convoi entier et aussi le maire. Je déclarai à ce dernier que j'avais besoin de viande, de pain et de vin pour mes blessés; mais il me répondit qu'il n'avait rien et que d'ailleurs il ne voulait rien donner aux chiens allemands. Si je voulais avoir quelque chose à manger, je devais aller le chercher moi-même; quant à lui, il n'était pas mon domestique!

» Sur mon ordre, il fut arrêté immédiatement par mes soldats, et je lui déclarai que j'étais forcé de l'emmener à cause de sa résistance contre une autorité militaire. Je laissai un de mes soldats

auprès de lui, le fusil armé ; je commençai mes recherches avec mes trois autres soldats et les trois étudiants qui servaient d'aides.

» Nous trouvâmes du pain, du café, du beurre, des fruits conservés, mais pas de viande; j'ordonnai de prendre un jeune bœuf, pour lequel je remis au propriétaire un bon de payement. Je fis tout charger sur une voiture destinée à cet effet.

» Tout à coup, nous entendîmes un bruit infernal ; les cloches du village sonnaient le tocsin. Nous, de notre côté, croyant qu'un incendie venait d'éclater, nous retournâmes en toute hâte auprès de nos gens, pour continuer notre marche et pour nous ouvrir le passage. Nous vîmes alors des paysans armés de fourches et de bâtons et voulant délivrer leur maire ; un d'eux avait déjà pris mon cheval par la bride pour l'amener. Je m'élançai sur lui, et, après l'avoir terrassé par un coup de sabre, je me jetai, mon sabre dans la main droite, mon revolver dans la main gauche, au milieu des paysans en leur criant que s'ils ne s'éloignaient pas immédiatement, je tirerais sur eux.

» C'était jeter de l'huile sur le feu. Un grand gaillard prit mon cheval par la bride, et ne lâcha prise qu'après que je lui eus coupé la moitié de la main, et que je lui eus fait une blessure terrible à la tête. Cela jeta la terreur parmi la bande, et mes soldats ayant aussi joué de la baïonnette et blessé un certain nombre d'hommes, la bande se dispersa bien plus vite qu'elle ne s'était réunie. Je fis effectuer en toute tranquillité notre départ et, dans la ville voisine, où il y avait une garnison de Wurtembergeois, je remis en bonnes mains le maire et les trois paysans prisonniers et fis tuer le bœuf et l'apprêter, à la grande satisfaction de mes blessés. Pour mes blessés le plus gravement atteints, mes trois étudiants et moi, je fis rôtir les canards que j'avais pris devant la grange, que j'avais voulu payer et qui ont été le point de départ de toute cette affaire. Cet incident prouve que nous avons à lutter contre la vengeance et la méchanceté, surtout dans les localités qui ne sont pas occupées par nos militaires. »

VENDREDI, 28 OCTOBRE 1870.

Capitulation de Metz. — « Ce ne sont pas, dit l'*Indépendance belge* de ce jour, 150 mille hommes, dont 20 mille malades et blessés, comme le portait le télégramme du roi de Prusse à la Reine, qui se sont rendus à Metz, mais bien 180 mille, dont 6,000 officiers et 3 maréchaux de France. Voilà ce qu'a annoncé officiellement aujourd'hui à l'Allemagne un télégramme du quartier général de Versailles. Des salves d'artillerie en l'honneur de la victoire ont été tirées à Berlin. Tant là que dans toutes les parties du pays ont éclaté les plus vives démonstrations de joie.

» Le *Moniteur prussien*, pour ne pas laisser à ces impressions patriotiques le temps de se refroidir, s'est hâté de répéter une fois de plus que, au point de vue militaire et stratégique, il est absolument nécessaire que l'Allemagne garde comme un rempart définitif les positions qui viennent de tomber en son pouvoir. C'est un arrêt notifié à la fois à la France, aux neutres et même aux publicistes allemands, qui se prononçaient soit pour le maintien des frontières actuelles, soit pour l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine allemande, mais avec le

démantèlement de Metz et sa restitution à la France, ainsi que de tout le territoire occupé par des populations de race française.

» On est sans autres détails sur les conditions de la capitulation et sur les circonstances qui ont pu déterminer le maréchal Bazaine à la signer. Mais c'est un fait tellement incroyable, même après Sedan, que celui d'une armée de 130,000 hommes valides mettant de la sorte bas les armes, et il a été précédé de si étranges intrigues, que toutes les suppositions semblent pour ainsi dire permises.

» Depuis quelques jours, la France était plus ou moins préparée à recevoir la nouvelle de la capitulation de Metz. Mais cette perspective n'abattait pas les courages. Au contraire, et sans qu'on pût citer d'autre fait que l'intervention des neutres en faveur d'un armistice, au succès duquel, d'ailleurs, on croyait peu, il y avait comme un retour de confiance dans l'avenir, une résolution plus énergique que jamais de ne souscrire à aucune condition considérée comme une abdication des droits des populations de l'Alsace et de la Lorraine. A défaut de victoires, on espère lasser les vainqueurs. Lyon, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Marseille, toutes les grandes villes seraient unanimes dans ce sentiment; dans les campagnes, aucune voix ne le combat. A ce point de vue, on peut dire que si le gouvernement de Tours n'a pas partout toute l'autorité qu'il devrait avoir, ses résolutions du moins ne sont pas contredites par les volontés du pays. Si, par la continuation de la guerre, ce gouvernement venait à tomber, les armées allemandes se trouveraient en face de l'anarchie, de luttes incessantes et multipliées sur une foule de points du territoire, d'une occupation enfin de la France pendant un temps plus ou moins long. Il résulte d'une correspondance du *Times* qu'au quartier général de Versailles on commence à entrevoir cette éventualité, mais qu'on est décidé à en accepter toutes les mauvaises chances. »

L'emprunt de 250 millions de la délégation. Ce qu'il faut conclure de son succès. — La souscription à l'emprunt français négocié à Londres par M. Laurier a été close hier. L'opération paraît avoir bien réussi. C'est un succès pour le gouvernement de la Défense nationale.

La finance est prudente de sa nature et essentiellement neutre. Elle ne donne son argent qu'à bon escient. Dans le cas actuel, en même temps qu'elle témoignait de sa confiance dans les ressources de la France, elle reconnaissait le droit du gouvernement de la Défense nationale de stipuler en son nom. C'est un résultat important et dont le *Times*, aujourd'hui beaucoup plus sympathique à la France qu'à l'origine de la guerre, fait ressortir toute la signification. Il a demandé

même si l'opération ne pourrait pas provoquer d'observation au point de vue de la neutralité de l'Angleterre. Mais comme l'Allemagne aura besoin de recourir tôt ou tard au crédit de la place de Londres et que les capitalistes anglais ne refuseront pas de l'assister comme ils ont assisté la France, la question n'inquiète que médiocrement le journal de la cité.

Le même emprunt à Berlin. Signification et gravité des souscriptions prussiennes. — L'emprunt contracté à Londres par M. Laurier, au nom de la République française, a trouvé preneur même à Berlin ; seulement, l'administration des télégraphes a refusé de transmettre à Londres les dépêches des souscripteurs berlinois. Il leur restait la voie de la poste, mais nous ne savons s'ils en ont fait usage.

A ce propos, plusieurs journaux rappellent aux capitalistes allemands, alléchés par les conditions exceptionnellement avantageuses de l'emprunt français, que cet emprunt est un emprunt de guerre, dont les fonds sont destinés à combattre l'Allemagne, et que, par conséquent, souscrire à cet emprunt, c'est en réalité prendre parti contre l'Allemagne et pour son adversaire.

La *Gazette de Francfort* constate qu'une telle manifestation est assurément beaucoup plus grave que celle de M. Jacoby, qui s'est borné à donner son appui moral à l'intégrité du territoire français, tandis que les souscripteurs berlinois font acte d'intervention matérielle et financière dans la lutte engagée entre la France et l'Allemagne. Elle se demande s'il n'y aurait pas lieu d'envoyer à Lœtzen la bourse de Berlin. Heureusement pour ces spéculateurs, Jacoby vient d'être mis en liberté.

Manifestations anti-prussiennes à Versailles. — On écrit de cette ville, 23 octobre, à la *Gazette de Cologne* :

« L'attitude suspecte des habitants de Versailles pendant le combat de Bougival, le 21, attira d'autant plus l'attention que hier, au moment où l'on transporta par les rues de la ville les prisonniers et les deux canons pris aux Français, les habitants accoururent en foule, faisant mine de vouloir délivrer les prisonniers. L'escorte se vit plusieurs fois forcée de faire usage de coups de plat de sabre. Le commandant de place, le général von Voigts-Rhetz, a donc jugé nécessaire, vu l'état de siége, d'inviter les habitants à ne pas sortir de leurs demeures dès qu'ils entendront les signaux d'alarme, parce que les troupes ont reçu l'ordre de faire feu sur les contrevenants. Cet ordre paraît bien rigoureux ; mais les bons traitements dont on use envers la population de Versailles leur fait déjà oublier qu'elle se trouve sous la main de l'ennemi. L'ordre en question vient donc à propos pour rendre aux habitants la conscience de leur situation. »

Les ballons. — Une dépêche du sous-préfet de Sens annonce que le ballon *Garibaldi*, parti de Paris le 22 octobre, 11 heures 20, matin, a été atteint, à plus de 2,000 mètres, par un projectile que l'on suppose de nouvelle invention.

M. de Jouvencel, envoyé par le gouvernement, est tombé sain et sauf entre Meaux et Lagny, près des lignes prussiennes ; arrivé à Sens

avec six pigeons, il est parti immédiatement pour Auxerre et Tours.

Napoléon III et M. de Bismark à Sedan. — Un correspondant du *Daily News*, qui prétend avoir assisté *de visu* à l'entrevue de NAPOLÉON III et de M. DE BISMARK, après la bataille de Sedan, lui transmet encore à ce sujet quelques détails intéressants :

« Nous pouvions entendre le son de la voix de Bismark quand il l'élevait aux endroits où il croyait nécessaire d'insister en appuyant l'index de sa main gauche avec force sur la paume de sa main droite. La conversation se faisait en allemand. L'habitant du rez-de-chaussée du cottage, situé à droite, avait pendant tout le temps observé les interlocuteurs de sa fenêtre de façade. Lorsque l'audience fut levée, nous lui demandâmes s'il pouvait se souvenir en partie de ce qu'il avait entendu. « Non, répondit-il, je ne comprends pas l'allemand. » Quand le monsieur à la casquette blanche adressa la parole à l'Empereur, il s'exprima en Français. — « Pardon, interrompit Napoléon, je sais que Votre Excellence n'a pas une complète connaissance de la langue française; parlons, si vous voulez bien, en allemand. » Ceci semble prouver que l'Empereur était encore en humeur sarcastique, même dans son état d'abattement; sans doute c'était là un trait piquant lancé à Bismark par allusion à l'explication d'après laquelle le fameux projet de traité aurait été écrit de la main de M. Benedetti, sous la dictée du chancelier, celui-ci lui ayant fait prendre la plume parce qu'il ne se sentait pas « au fait de la langue française. »

Napoléon III à l'île d'Elbe. — Malgré la somptueuse existence que lui fait à Wilhelmshœhe la munificence du roi de Prusse, l'homme de Sedan paraît ne point s'y plaire. Un journal officieux de Berlin annonce que sa santé exige un climat plus doux, et qu'il partira le mois prochain pour l'île d'Elbe. Le second Empire veut donc être jusqu'au bout la parodie du premier, si, du moins, cette parodie n'était que grotesque. Mais, hélas! elle est sanglante surtout!

Attitude des Français vis-à-vis des résidents allemands. Une protestation. — Le célèbre orientaliste Jules Mohl vient d'adresser, à la *Nouvelle Presse libre*, la rectification suivante :

« Monsieur le Rédacteur,

» Dans votre feuille du 8 octobre, vous avez reproduit, touchant mon expulsion de Paris, une nouvelle des *Hamburger Nachrichten*, qui est toute contraire à la vérité. Je n'ai pas été *expulsé* de Paris; je suis seulement ici parce que ma femme y était malade et l'est encore, et je m'en retournerai à Paris dès que la ville ne sera plus assiégée.

» Je suis indigné de voir qu'on me cite comme un exemple de la brutalité des Français contre les Allemands, car depuis quarante ans on m'a traité en France avec une bienveillance et une courtoisie qui ne se sont jamais démenties, pas même dans ces derniers temps, si critiques. On n'a, hélas! que trop fait pour réveiller l'antique haine internationale assoupie; mais on devrait se contenter de la vérité, et ne pas citer, comme exemples odieux, des cas qui pourraient être cités comme preuves du contraire.

» Londres, 13 octobre 1870.

» JULES MOHL. »

La polémique bonapartiste vis-à-vis de l'emprunt Laurier. Une protestation de M. Schneider. — La *Situation*, journal bonapartiste de Londres, a fait rage contre l'emprunt que la délégation de Tours a négocié à Londres. Ces hommes se disent

patriotes, ils se disent citoyens français, ils se disent dévoués à l'indépendance et au salut de la France, et ils font tout leur possible pour priver le gouvernement de la défense, d'argent, à savoir, de ce qui est le principal nerf de la résistance.

Au moment où la France a besoin d'un emprunt pour s'armer et marcher à la délivrance du pays, voici la déclaration que les prétendus patriotes de *la Situation* osent publier dans le pays où ils reçoivent l'hospitalité :

« **Au public anglais.** — Nous sommes autorisés par des députés au Corps législatif, en plein exercice de leur mandat, et par un très-grand nombre d'électeurs sérieux, à déclarer que leur premier soin, dès que la France sera rentrée en possession d'elle-même, sera d'exiger que l'inscription au grand-livre de la dette publique des titres que M. **Clément Laurier** est venu faire émettre sur la place de Londres soit immédiatement rayée comme radicalement entachée de nullité. »

Le succès que l'emprunt a obtenu, même en France, où l'on y a souscrit pour 94 millions, a fait bonne justice de ces menées que l'histoire, — si elle daigne s'occuper de ces petites et infimes manœuvres, — qualifiera comme elle le mérite.

D'ailleurs, les bonapartistes eux-mêmes ont protesté contre ce langage et cette attitude. Pour être admirateur et sujet fidèle de Napoléon III, on n'en est pas moins Français et dévoué au salut de son pays. Ainsi, voici la lettre qu'un des hommes les plus autorisés de l'ancien Corps législatif, son ancien président lui-même, vient d'écrire en réponse à ces manœuvres :

« *A Monsieur* **Laurier**, *délégué du gouvernement de la Défense nationale.*

» Brighton, 26 octobre 1870.

» Monsieur,

» Je ne pense pas qu'on puisse mettre en question la solidité de l'emprunt de la Défense nationale.

» Une pareille dette doit être sacrée pour tout bon Français, personne ne saurait en douter.

» Je protesterais donc vivement contre toute intention qui pourrait m'être attribuée de répudier jamais cette dette qui est celle de la France.

» Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

» (Signé) SCHNEIDER,

» ancien président du Corps législatif. »

La sortie du nonce de Paris. — On lit dans la *France* du 24 :

« M. **Chigi**, nonce apostolique du Saint-Siége à Paris, est arrivé hier matin à Tours, après avoir traversé les lignes de l'armée prussienne. Il a avec lui son auditeur et son secrétaire. L'hôtel du marquis **de Mondragon** a été mis à sa disposition, tous les appartements de l'archevêque étant occupés par les diverses délégations du gouvernement.

» A sa sortie de Paris, le doyen du corps diplomatique a été retenu à Versailles pendant quatre jours par une hospitalité des plus empressées, mais qu'il n'a pas, dit-on, dépendu de lui d'abréger. »

Mort tragique du colonel de Beaurepaire. — On lit dans le *Bulletin départemental d'Eure-et-Loir* :

« Un déplorable accident vient de priver la France et notre département d'un de ses plus énergiques défenseurs.

» M. le vicomte **de Beaurepaire**, lieutenant-colonel commandant le 15e régiment provisoire

d'infanterie (Calvados) et le corps d'armée de Dreux, était monté, le 18 au soir, sur le sommet de la chapelle de Dreux pour observer la marche de l'ennemi.

» Un faux mouvement a amené la chute du colonel. Il est tombé brisé sur le pavé de la chapelle. Sa mort a été instantanée. »

Les fausses nouvelles à Bordeaux. Agitation populaire. — On lit dans la *Gironde* du 24 :

« Hier soir, vers neuf heures, une manifestation de quelques milliers de citoyens s'est produite contre la rédaction du journal la *Province*, à propos de la reproduction par cette feuille d'une note de la *France*, annonçant faussement la capitulation de Metz.

» La *Province*, comme la *France*, avait fait remarquer la contradiction de cette nouvelle avec les derniers avis télégraphiques de Tours, qui mentionnaient les succès de Bazaine à la date du 14. Mais ses réserves avaient passé inaperçues devant l'énormité du fait, consigné en lettres italiques et sous une forme affirmative.

» Comme il arrive toujours en pareille circonstance, il s'est trouvé des voix pour proposer le bris des presses de la *Province* et l'arrestation des rédacteurs. Mais les observations en sens contraire ont vite prévalu, et la foule s'est dispersée paisiblement après avoir vu abattre le drapeau tricolore arboré à l'atelier du journal, et témoigné un peu vivement des sentiments qui l'agitaient. »

PETITES NOUVELLES. — Un décret de la délégation gouvernementale de Tours remet provisoirement en vigueur le décret du 7 août 1848 sur le jury, jusqu'à ce que le fonctionnement légal puisse être définitivement organisé par l'Assemblée constituante. — Le journal la *République*, de Périgueux, annonce que le citoyen **Alcide Dusolier**, ex-sous-préfet de Nontron, vient d'être nommé secrétaire du citoyen **Gambetta**, ministre de l'intérieur. — M. **Massicault** est nommé préfet de la Haute-Vienne, en remplacement de M. **Georges Périn**, appelé à d'autres fonctions. — M. **Dupasquier**, président de la cour de Chambéry, est fort attaqué pour n'avoir pas prononcé une seule fois le mot de république dans un discours qu'il vient de faire en séance solennelle. On rappelle à M. Dupasquier qu'il faisait partie de la commission qui a offert, le 29 août 1863, à Napoléon III, une propriété sur le territoire d'Aix-les-Bains, en témoignage « double » de la reconnaissance du département et en souvenir de la reine **Hortense**. — L'*Écho de la Frontière* annonce que l'autorité militaire a donné des ordres pour l'inondation immédiate et complète des abords de la ville de Cambrai, la démolition des constructions et l'abatage des arbres ou des haies qui se trouvent dan la zone militaire.

SAMEDI, 29 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — L'émotion produite par la capitulation de Metz est telle que c'est à peine si l'on accorde quelque attention aux faits de guerre du jour, peu importants, du reste. Le préfet de la Somme mande que les Prussiens ont été repoussés à Formerie par les mobiles du département du Nord. Dans leur retraite, toujours aimables et civilisés, les Prussiens ont incendié Bouvresse. D'autre part, on annonce de Vesoul, le 26, que les Prussiens ont évacué cette ville dans la matinée, se dirigeant vers l'Ouest à Dougant, Faivre et Sey.

Capitulation de Metz. — Voici les tout premiers détails qui viennent au jour sur cette immense catastrophe. Nous les recueillons

dans une dépêche du *Daily News*. Les renseignements qui suivront nous fixeront bientôt sur le véritable caractère de ce lamentable fait de guerre.

Voici la dépêche du journal anglais :

« Esch, 26 octobre.

» Il y a cinq jours, le général **Coffinières**, commandant de la ville et de la forteresse de Metz, a informé le maréchal **Bazaine**, qui commandait l'armée campée à l'extérieur, qu'il ne pouvait plus fournir de vivres et que le maréchal devait se tirer d'affaire par lui-même.

» Bazaine, en recevant cette nouvelle, donna ordre à ses avant-postes de cesser de tirer sur les piquets allemands, et il autorisa tacitement ses soldats à déserter par groupes de douze ou de vingt-quatre hommes, qui furent accueillis par les avant-postes allemands comme prisonniers. Les plus forts groupes furent repoussés.

» Dans l'après-midi du 24, on reçut de Metz, par l'intermédiaire d'un espion bourgeois, l'information sûre qu'une irruption en masse devait avoir lieu pendant la nuit sur Gravelotte. Comme la proposition de Bazaine de capituler avec son armée seule avait été péremptoirement repoussée à plusieurs reprises, le mouvement devait se faire sans espoir de sauver une partie quelconque des troupes organisées, mais seulement de fournir à de trop nombreux mangeurs l'occasion de franchir les lignes allemandes et de forcer l'ennemi à les faire prisonniers. Par ce moyen, la forteresse eût pu être mise en mesure de tenir un peu plus longtemps avec la petite garnison restante.

» A sept heures du soir, cependant, Bazaine réussit à convaincre Coffinières que l'effusion de sang serait un prix trop cher à payer pour une prolongation de résistance de quelques semaines.

» Un messager fut envoyé au prince **Charles** pour lui faire connaître l'intention où était la forteresse de capituler. C'est la première proposition qui fut faite au nom de la forteresse, en même temps que de l'armée extérieure. En conséquence, à minuit, les troupes allemandes, qui s'étaient amassées silencieusement dans la direction de Gravelotte, reçurent l'ordre de se retirer dans leurs camps.

» Hier après-midi, à une heure, le général **Changarnier**, en qualité de plénipotentiaire, passa une heure avec le prince. Il sortit de l'entrevue très-troublé, et plus tard, pour s'excuser au sujet de quelques points oubliés, dit : « Ce n'est pas étonnant, le prince était si sévère. »

En conséquence des arrangements qui avaient été pris à cette entrevue, le général **Stickles** et le colonel **de Herzourg**, chef d'état-major et quartier-maître général de l'armée du prince, se rendirent à cheval à Frescaty, château situé à trois milles au sud de Metz et dans les lignes allemandes. Les deux commandants français, ainsi que M. **Humbert**, commandant en second de la forteresse, y avaient été amenés dans une chaise de poste prussienne de campagne. La conférence dura de six à sept heures du soir et se termina par un arrangement partiel. Les points encore en litige doivent être discutés de nouveau aujourd'hui, à midi.

» Il n'est pas douteux que le retard que subit la reddition de Metz, et qui résulte de ce défaut d'accord, ne sera que de courte durée, attendu que tout semble indiquer que la place est réduite à l'extrémité.

» Dans cette supposition, le second corps a reçu hier à midi, l'ordre de marcher sur Paris, et il se trouvait déjà en route de bonne heure dans l'après-midi. D'un autre côté, d'autres troupes ont été concentrées la nuit dernière sur les points accessibles les plus voisins de Metz, afin d'empêcher toute désertion en masse des lignes de l'ennemi, une telle désertion semblant être le dernier moyen qui restât à Coffinières et à Bazaine de ménager les vivres et de prolonger la résistance.

» De Mars-la-Tour à Courcelles, et de Jouy à Maizieres, toutes les troupes, dans les villages, étaient sur pied, et tous les feux de bivac allumés à deux heures du matin. En même temps, on voyait des masses mouvantes couvrant les routes et les champs, mais aucun désordre n'avait lieu. Les troupes ignoraient dans quel but elles marchaient. »

Jusqu'au dernier moment, en dépit de la famine et de l'exténuation des hommes, il y a donc eu des velléités de résistance quand même ! Que

de souffrances et que de dévouements rendus stériles par la force des choses !

Heureusement, d'après les renseignements qu'on vient de lire, et il faut espérer que rien ne viendra les contredire, à Metz, comme en tant d'autres circonstances, l'armée française peut se dire : « Tout est perdu, fors l'honneur. » Cette vieille devise, si française, pourra donc devenir aussi celle de Bazaine et de son armée.

En attendant, la France est consternée. Elle croyait avoir épuisé la coupe des humiliations et des revers lors de la capitulation de Sedan. Et voici un fait analogue, aussi inattendu, et qui la frappe bien plus au cœur et dans le vif de ses forces militaires... Ses armées, son espoir, sa force, sa gloire ne sont plus, et l'ennemi est sous les murs de Paris.

Quelles perspectives !... et qu'adviendra-t-il de tels désastres?

Voici maintenant quelques documents importants que nous apporte le numéro de l'*Indépendant de la Moselle* qui a paru à Metz encadré de noir, en signe de deuil, au moment où s'accomplissait la capitulation : « C'est avec douleur, dit ce journal, que nous portons à la connaissance de nos concitoyens les deux documents suivants qui nous parviennent au dernier moment :

PROTOCOLE

Entre les soussignés, le chef d'état-major général de l'armée française sous Metz, et le chef d'état-major de l'armée prussienne devant Metz, tous deux munis des pleins pouvoirs de Son Excellence le maréchal **Bazaine**, commandant en chef, et du général en chef Son Altesse Royale le prince **Frédéric-Charles de Prusse.**

La convention suivante a été conclue :

Article 1er. — L'armée française, placée sous les ordres du maréchal Bazaine, est prisonnière de guerre.

Art. 2. — La forteresse de la ville de Metz, avec tous les forts, le matériel de guerre, les approvisionnements de toute espèce et tout ce qui est propriété de l'État, seront rendus à l'armée prussienne où tout cela se trouve au moment de la signature de cette convention.

Samedi, 29 octobre, à midi, les forts de Saint-Quentin, Plappeville, Saint-Julien, Queuleu et Saint-Privat, ainsi que la porte Mazelle (route de Strasbourg) seront remis aux troupes prussiennes.

A dix heures du matin de ce même jour, des officiers d'artillerie et du génie, avec quelques sous-officiers, seront admis dans lesdits forts, pour occuper les magasins à poudre et pour éventer les mines.

Art. 3. — Les armes ainsi que tout le matériel de l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mitrailleuses, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront laissés à Metz et dans les forts à des commissions militaires instituées par M. le maréchal Bazaine, pour être remis immédiatement à des commissaires prussiens. Les troupes sans armes seront conduites, rangées d'après leurs régiments ou corps, et en ordre militaire, aux lieux qui sont indiqués pour chaque corps. Les officiers rentreront alors, librement, dans l'intérieur du camp retranché, ou à Metz, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place sans l'ordre du commandant prussien.

Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers aux emplacements de bivacs. Les soldats conserveront leurs sacs, leurs effets et les objets de campement (tentes, couvertures, marmites, etc.)

Art. 4. — Tous les généraux et officiers, ainsi que les employés militaires ayant rang d'officier,

qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne, et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle, ne seront pas faits prisonniers de guerre; les officiers et employés qui accepteront cette condition conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

Pour reconnaître le courage dont ont fait preuve pendant la durée de la campagne les troupes de l'armée et de la garnison, il est en outre permis aux officiers qui opteront pour la captivité d'emporter avec eux leurs épées ou sabres, ainsi que tout ce qui leur appartient personnellement.

Art. 5. — Les médecins militaires sans exception resteront en arrière pour prendre soin des blessés; ils seront traités d'après la convention de Genève; il en sera de même du personnel des hôpitaux.

Art. 6. — Des questions de détail, concernant principalement les intérêts de la ville, sont traitées dans un appendice ci-annexé, qui aura la même valeur que le présent protocole.

Art. 7. — Tout article qui pourra présenter des doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

Fait au château de Frescaty, 27 octobre 1870.

(Signé) L. Jarras. — Stiehle.

—

ORDRE GÉNÉRAL N° 12

A L'ARMÉE DU RHIN.

Vaincus par la famine, nous sommes contraints de subir les lois de la guerre en nous constituant prisonniers. A diverses époques de notre histoire militaire, des braves troupes, commandées par **Masséna, Kléber, Gouvion-Saint-Cyr**, ont éprouvé le même sort, qui n'entache en rien l'honneur militaire, quand, comme vous, on a aussi glorieusement accompli son devoir jusqu'à l'extrême limite humaine.

Tout ce qui était loyalement possible de faire pour éviter cette fin a été tenté et n'a pu aboutir.

Quant à renouveler un suprême effort pour briser les lignes fortifiées de l'ennemi, malgré votre vaillance et le sacrifice de milliers d'existences qui peuvent encore être utiles à la patrie, il eût été infructueux, par suite de l'armement et des forces écrasantes qui gardent et appuient ces lignes : un désastre en eût été la conséquence.

Soyons dignes dans l'adversité, respectons les conventions honorables qui ont été stipulées, si nous voulons être respectés comme nous le méritons. Évitons toujours, pour la réputation de cette armée, les actes d'indiscipline comme la destruction des armes et de matériel, puisque, d'après les usages militaires, places et armement devront faire retour à la France lorsque la paix sera signée.

En quittant le commandement, je tiens à exprimer aux généraux, officiers et soldats, toute ma reconnaissance pour leur loyal concours, leur brillante valeur dans les combats, leur résignation dans les privations, et c'est le cœur brisé que je me sépare de vous.

Le maréchal de France, commandant en chef,
Bazaine.

—

APPENDICE A LA CONVENTION MILITAIRE EN CE QUI CONCERNE LA VILLE ET LES HABITANTS.

Article premier. — Les employés et les fonctionnaires civils attachés à l'armée ou à la place, qui se trouvent à Metz, pourront se retirer où ils voudront, en emportant avec eux tout ce qui leur appartient.

Art. 2. — Personne, soit de la garde nationale, soit parmi les habitants de la ville ou réfugiés dans la ville, ne sera inquiété, à raison de ses opinions politiques ou religieuses, de la part qu'il aura prise à la défense ou des secours qu'il aura fournis à l'armée ou à la garnison.

Art. 3. — Les malades et les blessés dans la place recevront tous les soins que leur état comporte.

Art. 4. — Les familles que les membres de la garnison laissent à Metz ne seront pas inquiétées, et pourront également se retirer librement avec tout ce qui leur appartient, comme les employés civils.

Les meubles et les effets que les membres de la garnison sont obligés de laisser à Metz ne seront

ni pillés ni confisqués, mais resteront leur propriété. Ils pourront les faire enlever dans un délai de six mois, à partir du rétablissement de la paix ou de leur mise en liberté.

Art. 5. — Le commandant de l'armée prussienne prend l'engagement d'empêcher que les habitants soient maltraités dans leurs personnes ou dans leurs biens.

On respectera également les biens de toute nature du département, des communes, des sociétés de commerce ou autres, des corporations civiles ou religieuses, des hospices et des établissements de charité. Il ne sera apporté aucun changement aux droits que les corporations ou sociétés, ainsi que les particuliers, ont à exercer les uns contre les autres, en vertu des lois françaises, au jour de la capitulation.

Art. 6. — A cet effet, il est spécifié en particulier que toutes les administrations locales et les sociétés ou corporations mentionnées ci-dessus conserveront les archives, livres et papiers, collections et documents qui sont en leur possession.

Les notaires avoués et autres agents ministériels conserveront aussi leurs minutes ou dépôts.

Art. 7. — Les archives, livres et papiers appartenant à l'État resteront, en général, dans la place, et, au rétablissement de la paix, tous ceux de ces documents concernant les portions de territoire restituées à la France feront aussi retour à la France.

Les comptes en cours de règlement nécessaires à la justification des comptables ou pouvant donner lieu à des litiges, à des revendications de la part de tiers, resteront entre les mains des fonctionnaires ou agents qui en ont actuellement la garde, par exception aux dispositions du paragraphe précédent.

Fait au château de Frescaty, le 27 octobre 1870.

(Signé) Jarras. — Stiehle.

D'autre part, la proclamation suivante a été affichée à Metz :

LE MAIRE ET LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL A LEURS CONCITOYENS.

Chers concitoyens,

Le véritable courage consiste à supporter un malheur sans les agitations qui ne peuvent que l'aggraver.

Celui dont nous sommes tous frappés aujourd'hui nous atteint sans qu'aucun de nous puisse se reprocher d'avoir un seul jour failli à son devoir.

Ne donnons pas le désolant spectacle de troubles intérieurs, et ne fournissons aucun prétexte à des violences ou à des malheurs nouveaux et plus complets encore.

La pensée que cette épreuve ne sera que passagère et que nous, Messins, n'avons assumé dans les faits accomplis aucune part de responsabilité devant le pays et devant l'histoire, doit être, en ce moment, notre consolation.

Nous confions la sécurité commune à la sagesse de la population.

F. Maréchal, maire; Boulangé, Bastien, Noblot, Bezançon, Gougeon, Bultingaire, Moisson, Simon Favier, Marly Sturel, Geisler, Prost, Worms, Collignon, Rémond, Puyperoux, général Didion, Salmon, Bouchotte, Gehin, de Bouteiller, Blondin, Schneider.

Bruits de guerre civile à Paris. Un démenti. — Une personne partie de Paris, le 27, par le *Vauban*, fait démentir la nouvelle annoncée par des télégrammes de Versailles, qu'une lutte armée avait eu lieu le 25 dans l'intérieur de Paris.

Nouvelles de Wilhemshœhe. — On télégraphie de cette résidence, en date du 28, que la capitulation de Metz y avait produit une véritable consternation. M. Piétri y était arrivé en toute hâte.

Italie. — On annonce de Florence que les attaques contre le Pape

sont assimilées à celles contre le Roi. Pour les documents pontificaux, ils sont exempts de pénalités.

La Gazette de Florence avertit les garibaldiens, servant à l'étranger sans autorisation, qu'ils perdent leurs droits de citoyens.

La capitulation de Metz à Lyon. — Le *Salut Public*, dans son numéro du 24, avait annoncé la capitulation de Metz comme déjà accomplie. La foule s'est portée à l'imprimerie de ce journal pour briser ses presses, et il fallut l'intervention d'un conseiller municipal pour arrêter la manifestation. Le lendemain, le préfet publia une proclamation pour démentir cette nouvelle et flétrir ceux qui l'avaient propagée, disant qu'il la tenait pour « fausse, calomnieuse et inventée par les ennemis de la République. »

On annonce de la même ville que Gambetta a promis de s'y rendre, dès que les circonstances le lui permettraient. Les modérés comptent beaucoup sur cette visite pour voir tomber le drapeau rouge qu'ils repoussent comme un emblême de sang et de terreur.

Fortune privée de l'ex-Empereur. — M. Piétri, en réponse « aux pièces qu'on prétend avoir trouvé aux Tuileries, » communique à l'*Indépendance belge* le démenti que MM. Baring frères ont donné à l'assertion, d'après laquelle, Napoléon III avait fait des placements chez eux. L'*Indépendance belge* répond que le démenti porte sur des placements faits par Napoléon III lui-même, et non sur ceux qui auraient pu être faits par des tiers, dans l'intérêt de l'Empereur et des siens. D'ailleurs, il y a d'autres maisons de banque sous le soleil que la maison Baring. L'*Indépendance* ajoute, — et cette considération nous semble péremptoire, — « que les familiers du prisonnier de Wilhemshœhe ne parviendront pas à faire croire que la fortune de leur maître, après dix-huit ans de gouvernement personnel, se trouve réduite au même état de délabrement qu'à l'époque de sa rentrée en France. »

Un vote pour la constituante. — La ville de Schlettstadt, par suite de l'interruption des communications, n'avait pas été prévenue du dernier ajournement des élections à la Constituante. Elle a donc voté, et voici les résultats à titre de renseignements :

Votants : 2,453. — MM. **Jules Favre**, 2,426 ; **Trochu**, 2,426 ; **Gambetta**, 2,404 ; **Jules Simon**, 2,362 ; **Crémieux**, 2,376 ; **Pelletan**, 2,371 ; **Em. Arago**, 2,358 ; **Valentin**, 2,356 ; **Küss**, (maire de Strasbourg), 2,324 ; **Th. Moutard**, ingénieur des mines, professeur à l'École polytechnique, 2,321 ; **Melsheim**, (l'un des condamnés du complot des treize), 2,363.

DIMANCHE, 30 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les préparatifs pour le bombardement de Paris touchent à leur fin. D'après la *Gazette de la Croix*, mais ce bruit mérite confirmation, une sommation de se rendre aurait même déjà été faite à la capitale. Si cette sommation est repoussée, le bombardement commencera dès les premiers jours de la semaine prochaine.

La *Norddeutsthe Allgemeine Zeitung* insinue que le gouvernement de Paris pense déjà à la capitulation, parce que le général Trochu a promis au général Ducrot de faire parvenir au roi de Prusse la lettre par laquelle cet officier se justifie de l'accusation portée contre lui d'avoir forfait à sa parole. La conclusion est bien forcée. On peut tenir à l'honneur, sans tenir à la vie.

Des télégrammes d'origine française signalent quelques avantages remportés sur l'ennemi. A Formery, en Normandie, 1,500 à 2,000 Allemands auraient été repoussés et poursuivis. Vesoul aurait été évacué. Courville, près de Nogent-le-Rotrou également; l'ennemi était en pleine retraite sur Chartres. Il faut se tenir en garde contre les espérances que peuvent éveiller de pareilles nouvelles; la France n'a déjà que trop vécu d'illusions. Des avantages partiels remportés sur un point ou sur l'autre, des retraites de l'ennemi, qui peuvent n'être que de simples mouvements stratégiques, n'exercent qu'une influence nulle ou très-secondaire sur l'ensemble des opérations.

La vérité est que si la guerre continue, nous pouvons nous attendre à la voir prochainement étendre ses ravages aux provinces du centre de la France. Rouen, Lyon, Tours, Bourges, peut-être Nantes et Poitiers seront les points les plus immédiatement menacés.

Capitulation de Metz. — Un fait grave, presque sans précédent dans l'histoire militaire de la France, vient de se produire !

Gambetta, le grand patriote, le citoyen si intègre, si dévoué, qui se consacre jour et nuit au salut de la patrie, vient, dans une circulaire à tous les préfets de la République, d'accuser Bazaine d'avoir trahi la France en capitulant.

L'accusation était conditionnelle au moment où le ministre de la l'intérieur et de la guerre l'énonçait. La certitude de la reddition la rend aujourd'hui précise et formelle.

Voici le document dont il s'agit :

« Tours, 29 octobre 1870, 1 heure du matin.

» Il m'arrive de plusieurs côtés des nouvelles graves, mais sur l'origine desquelles, malgré mes actives recherches, je n'ai aucune espèce de renseignements officiels.

» Le bruit de la capitulation de Metz circule.

» Il est bon que vous ayez la pensée du gouvernement sur l'annonce d'un pareil désastre.

» Un pareil événement ne pourrait être que le résultat d'un crime, dont les auteurs devront être mis hors de la loi. Je vous tiendrai au courant, mais restez convaincus, quoi qu'il arrive, que nous ne nous laisserons pas abattre par les plus effroyables infortunes, et que, par ce temps de capitulation scélérate, s'il est une chose qui ne peut ni ne doit capituler, c'est la République française.

» (Signé) GAMBETTA. »

Le cas est si grave, une telle accusation entame si profondément la réputation, l'honneur, le nom d'un maréchal de France, en qui la nation tout entière avait foi et dont elle était fière, qu'on hésite à entrer dans les sentiments et les impressions qu'on vient de lire.

La colère, le dépit, le désespoir, le patriotisme même sont parfois de mauvais conseillers, et M. Gambetta, quand le jour se sera fait sur la capitulation à laquelle les généraux COFFINIÈRES et Bazaine viennent de river leurs noms, reviendra peut-être sur les graves imputations qu'il a énoncées avant que la reddition et les circonstances qui l'ont accompagnée lui fussent officiellement notifiées.

Croyons donc et espérons encore que Bazaine n'a pas trahi, et qu'il est encore, aujourd'hui, au lendemain de la capitulation, ce qu'il était il y a un mois, quand Jules Favre voyait en lui un des appuis les plus « glorieux » de la France.

En attendant, nous recueillons, au fur et à mesure qu'ils se produisent et quelle que soit la source dont ils émanent, tous les renseignements qui viennent au jour sur ce lamentable fait de guerre, dont les effets vont être si désastreux pour la défense nationale et la délivrance du pays.

Voici d'abord un article du *Staatsanzeiger* prussien qui expose les phases du siége et qui justifie la capitulation au point de vue militaire :

« La capitulation de Metz a été signée dans la matinée du 27 octobre.

» Le 18 août eut lieu, sous le commandement personnel du Roi, la dernière bataille des trois journées de combats, à la suite de laquelle l'armée principale de la France fut refoulée dans Metz, coupée de ses communications avec le dehors et contenue dans l'enceinte extérieure des forts qui entourent cette puissante forteresse. Le 18 octobre, juste deux mois plus tard, le maréchal se vit déjà forcé, par suite de l'investissement rigoureux par la 2e armée, de donner à son premier aide de camp de pleins pouvoirs pour négocier une capitulation, laquelle vient d'être signée le 27 octobre, au matin.

» L'investissement de Metz, qui a duré neuf semaines, et mémorable par de nombreuses sorties, comprend trois périodes. La première commence à la fin de la bataille de trois jours qui a eu lieu près de Metz, sur les deux rives de la Moselle ; elle fut terminée par les journées où la solution et les opérations communes des maréchaux **Bazaine** et **Mac-Mahon** devait commencer, à savoir : par la capitulation de ce dernier à Sedan, et pour l'armée renfermée dans Metz, par la bataille de Noisseville le 31 août et le 20 septembre, glorieuse pour les armes allemandes.

» La seconde période embrasse le mois de septembre, à commencer par la journée jusqu'au jour où le maréchal Bazaine fut informé de la capitulation de Strasbourg. Dans cet intervalle eurent lieu, du 22 au 23 septembre, les sorties sur Peltre, et le 27 sur Mercy le Haut. Jusqu'à la capitulation de Strasbourg, on s'attendait, de notre côté, à la tentative de l'ennemi de forcer le passage vers le sud pour débloquer cette forteresse ; mais, après sa chute, l'armée de siége dut prendre des mesures

pour empêcher une sortie dans la direction de Thionville ou la fuite de l'ennemi sur un territoire neutre. C'est à la suite de ces circonstances que, le 1er octobre, on exécuta la dislocation de la deuxième armée.

» A partir de cette dislocation commence la troisième et dernière période de l'investissement de Metz, marquée déjà le lendemain par le combat de Saint-Remy, et ensuite, le 7 octobre, par la bataille de neuf heures près de Woippy.

» Après avoir acquis la certitude qu'il ne lui était plus possible de faire une trouée dans la ligne d'investissement, ni sur la rive gauche, ni sur la rive droite de la Moselle, ni vers le Nord, ni vers le Sud, et qu'il fallait encore moins espérer de pouvoir se jeter sur un territoire neutre, le maréchal Bazaine n'eût plus d'autre parti à prendre que d'examiner les conséquences que pourrait avoir une tentative énergique de forcer le passage dans la direction de Paris, pour la situation intérieure de la France. Mais sous ce rapport, le maréchal put dire qu'en soutenant le siége pendant neuf semaines, il avait déjà rendu le plus grand service à la capitale, en tenant sous les murs de Metz et loin de Paris une puissante armée ennemie.

» L'honneur militaire était sauf; une trouée aurait coûté de nouveaux et terribles sacrifices, et, même en cas de succès, le maréchal n'aurait pu atteindre Paris que poursuivi sans relâche par l'armée de siége qui l'aurait ainsi placé entre deux feux. En tenant compte de toutes ces circonstances, la conduite du maréchal est d'autant mieux justifiée que toutes ses communications par terre et par eau, et même par le télégraphe, étaient coupées et qu'il était complétement isolé dans la place, approvisionnée, il est vrai, pour trois mois, mais seulement pour une garnison de 15,000 ou 20,000 hommes, mais qui avait eu à nourrir durant neuf semaines, une armée huit fois plus considérable.

» Pour nos armes, la capitulation de Metz est une feuille nouvelle et la plus importante ajoutée à la couronne de lauriers de la deuxième armée, qui compte déjà les journées de Spickeren, de Mars-la-Tour, de Gravelotte et d'autres. Ces succès ont été remportés, sous le commandement en chef du prince **Frédéric-Charles**, par les régiments prussiens, poméraniens, westphaliens, brandebourgeois, à côté des Schleswig-Holsteinois, des Saxons, de la division hessoise et de la division, si souvent citée, de la landwehr, sous le général **Kummer**.

» Par suite de la capitulation, une partie considérable de l'armée devient disponible pour des opérations ultérieures. Ce résultat apporte à l'armée allemande sous Paris un appui indirect, mais important, en empêchant la formation de nouvelles forces de l'ennemi et en étouffant dans le germe l'espoir de débloquer la capitale de la France.

» La capitulation de Metz fait tomber en nos mains le dernier point dont la possession est pour nous d'un si grand prix, parce qu'elle doit servir de base aux négociations éventuelles pour un armistice. En outre, Metz, le point le plus important de toute la ligne de la Moselle, a été restitué aux armes allemandes, après une occupation française de trois cent dix-huit ans.

» Au point de vue militaire et stratégique, c'est pour nous une nécessité absolue de conserver comme un boulevard défensif de l'Allemagne la place de Metz, qui a toujours été le point de départ des agressions françaises contre ses voisins de l'Est. »

Telle est la version prussienne, la seule connue jusqu'ici, sur la capitulation de Metz.

Les voyages de M. Thiers. — On lit dans la *Gazette de France* du 28 octobre :

« M. Thiers est parti ce matin. Il a reçu hier à minuit les sauf-conduits qui lui permettent de se rendre à Paris. Il s'arrête à Orléans, y passe la nuit, et sera samedi soir ou dimanche matin, à la première heure, dans la capitale.

» C'est après avoir rendu compte de sa mission et des résultats qu'il a obtenus que M. Thiers se rendra au quartier général prussien, s'il y a lieu, c'est-à-dire si le gouvernement de Paris admet le principe d'un armistice.

» Nous ne connaîtrons certainement pas avant mardi, sur ce point, le résultat de la mission de M. Thiers. »

La capitulation de Metz à Wilhemshœhe. — On écrit de cette résidence à la *Gazette de Cologne*, en date du 28 octobre :

« L'avant-dernier acte de la guerre est terminé. Metz a capitulé. L'Empereur le savait depuis trois jours et se promenait d'un air sombre. Pendant toute la journée du 26 octobre, il ne prit aucune nourriture. Les officiers de son entourage se montraient, de leur côté, tristes et résignés : ils comprenaient que c'en est fait de la gloire militaire de la France pour bien des années. Ce qui se fera encore à Tours, à Lille, à Paris, regarde les citoyens; mais le soldat a terminé son rôle à Metz. Une autre malechance afflige la bande impériale : elle croit savoir que les officiers français prisonniers en Allemagne sont travaillés par des agents orléanistes, et ils ne ménagent pas, comme bien on pense, l'expression de leur mécontentement contre l'empire. »

La guerre franco-prussienne en Chine et au Japon.— Sur la demande de l'Amérique, il a été stipulé que les navires allemands et français qui se trouvent actuellement dans les mers chinoises et japonaises, s'abstiendront de toute hostilité.

Marseille. Décret du préfet concernant la liberté de la presse. — Les journaux de Marseille du 26 publient un arrêté du préfet, M. Delpech, levant la suspension de la *Gazette du Midi*, conformément à l'avis de l'administrateur supérieur, M. Esquiros.

Cet arrêté déclare que les circonstances seules ont pu motiver cette dérogation à la liberté de la presse, et exprime l'espoir que les manœuvres coupables qui avaient provoqué cette dérogation ne se renouvelleront plus.

Le jury en Algérie. — L'institution du jury est étendue à l'Algérie; il y aura trois cours d'assises, l'une à Alger, l'autre à Oran et la troisième à Constantine.

Petites nouvelles. — M. **Dufraisse**, qui avait d'abord été chargé d'une simple mission dans le Midi, vient de prendre possession de la préfecture des Alpes-Maritimes. — M. **Charles Benoit**, adjoint au maire de Mirecourt (Vosges), et M. **Phelisse**, maire de Wittel, ayant contresigné des affiches et proclamations des ennemis de la France, et ayant manqué ainsi à tous leurs devoirs de magistrats et à leur dignité de citoyens français, sont et demeurent révoqués de leurs fonctions. — Le prince de **Polignac**, qui a servi avec beaucoup d'éclat dans les rangs des confédérés pendant la guerre de la sécession américaine, vient de recevoir un commandement dans l'Est, où il doit combiner ces opérations avec les généraux **Cambriels** et **Garibaldi**. — Des papiers saisis au château de Lucq compromettent beaucoup de personnages, y compris plusieurs diplomates de l'Allemagne du Sud.

LUNDI, 31 OCTOBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Des combats sérieux ont eu lieu sous Paris, à l'est de Saint-Denis, le 28 et le 30. C'est une dépêche du quartier général prussien de Versailles qui en apporte la nouvelle et en fait connaître le résultat.

Elle annonce que le 28 les Français ont délogé les assiégeants de leurs positions avancées au Bourget et s'y sont établis en force. Mais le 30, ces positions ont été reprises par les Prussiens.

Les pertes ont été considérables des deux côtés, mais la dépêche ne détermine point le chiffre des morts et des blessés. Elle parle seulement de 1,200 Français, — dont trente officiers, — faits prisonniers.

Dijon a été occupé aujourd'hui par une force de dix à douze mille hommes, la droite probablement de l'armée du général de Werder. La résistance a été énergique. Elle a duré de neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir. Un bombardement en a eu raison. Le commandant français s'est retiré sur Beaune.

Capitulation de Metz. — Nos espérances ne se sont pas réalisées!....

L'histoire de cette guerre compte une trahison de plus, et le nom de Bazaine prendra place dorénavant à la suite des noms flétris des malheureux doublement traîtres à leur pays et à leurs serments.

Voici en quels termes, d'une éloquence émue et indignée, la délégation de Tours a appris à la France la capitulation de Metz et la trahison de Bazaine. Hier, le langage de M. Gambetta, dans sa circulaire aux préfets, était vague et conditionnel. Aujourd'hui, celui de la délégation est d'une netteté et d'une précision foudroyantes :

« Français !

» Élevez vos âmes et vos résolutions à la hauteur des effroyables périls qui fondent sur la patrie ; il dépend encore de nous de lasser la mauvaise fortune et de montrer à l'univers ce qu'est un grand peuple qui ne veut pas périr et dont le courage s'exalte au sein même des catastrophes.

» **Metz a capitulé!!!** Le général sur qui la France comptait, même après l'expédition du Mexique, vient d'enlever à la patrie en danger plus de cent mille défenseurs.

» Bazaine a trahi ; il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, le complice de l'envahisseur, et au mépris de l'honneur de l'armée, dont il avait la garde, il a livré, sans même essayer un suprême effort, cent vingt mille combattants, vingt mille blessés, ses fusils, ses canons, ses drapeaux, et la plus forte citadelle de la France, **Metz Vierge**, jusqu'à lui, des souillures de l'étranger.

» Un tel crime est au-dessus même des châtiments de la justice ; et maintenant, Français, mesurez la profondeur de l'abîme où vous a précipités l'empire. Vingt ans, la France a subi ce pouvoir corrupteur, qui tarissait en elle toutes les sources de la grandeur et de la vie.

» L'armée de la France, dépouillée de son caractère national, devenue, sans le savoir, un instrument de règne et de servitude, est engloutie, malgré l'héroïsme de ses soldats, par la trahison des chefs, dans les désastres de la patrie ; en moins de deux mois, deux cent vingt mille hommes ont été livrés à l'ennemi. Sinistre épilogue du coup de main militaire de décembre. Il est temps de nous relever, et c'est sous l'égide de la république que nous sommes décidés à ne laisser capituler ni dedans ni dehors, de puiser dans l'extrémité même de nos malheurs le rajeunissement de notre moralité, de notre virilité politique et sociale.

» Oui, quelle que soit l'étendue du désastre, il ne nous trouve ni consternés ni hésitants, nous sommes prêts aux derniers sacrifices, et, en face d'ennemis que tout favorise, nous jurons de ne jamais nous rendre ; tant qu'il restera un pouce du sol sacré sous nos semelles, nous tiendrons ferme le glorieux drapeau de la Révolution française.

» Notre cause est celle de la justice et du droit.

» L'Europe le voit, l'Europe le sent ; devant tant de malheurs immérités, spontanément, sans

avoir reçu de nous ni invitation ni adhésion, elle s'est émue, elle s'agite. Pas d'illusions, ne nous laissons ni alanguir ni énerver, et prouvons par des actes que nous voulons, que nous pouvons tenir de nous-mêmes l'honneur, l'indépendance, l'intégrité, tout ce qui fait la patrie libre et fière. *Vive la France. Vive la République une, indivisible...*

Les membres du gouvernement,
(Signé) CREMIEUX, GLAIZ-BIZOIN, GAMBETTA.

En même temps que l'accusation de la délégation de Tours, nous recevons les premiers renseignements de sources françaises sur l'immense désastre qui vient de fondre sur la France, déjà si éprouvée par la capitulation de Sedan. Ces renseignements, qui émanent tout à la fois et d'officiers échappés de Metz et des journaux de cette ville, sont écrasants pour le généralissime de l'armée du Rhin.

« Il en résulte clairement, dit l'*Indépendance belge*, dont nous aimons encore à citer le langage si net, si sympathique à la France, que l'armée assiégée a été indignement trompée par ses chefs ; que ceux-ci, pour la faire patienter, quand elle demandait à se ruer sur les lignes ennemies, pour y faire une trouée à tout prix, lui promettaient que bientôt elle pourrait sortir intacte avec les honneurs de la guerre ; qu'ils lui ont montré la France tout entière en proie à l'anarchie ; Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, en pleine guerre civile; Rouen et le Hâvre demandant le secours des armées prussiennes pour les sauver du désordre, — et cela jusqu'au jour où ils sont venus lui déclarer qu'elle manquait de tout, qu'il n'y avait aucun moyen de tenter un coup d'audace, sans munitions, sans chevaux pour la cavalerie, sans attelages pour l'artillerie ; qu'enfin, dans ces conditions, il n'était plus possible d'obtenir autre chose qu'une capitulation pareille à celle de Sedan. En présence de ces faits, M. Gambetta ne s'est point trompé, en portant contre Bazaine et ses lieutenants l'accusation trop méritée de trahison.

» Il est établi maintenant que Bazaine ne s'est jamais préoccupé de sauver la France. Il n'a songé qu'à se faire une grande situation dans une restauration bonapartiste ; il a perdu en intrigues nouées à cette fin le temps qu'il eût pu mettre à profit pour sauver l'armée confiée à son commandement, et lorsqu'il a vu cette coupable ambition déçue, il a mieux aimé livrer ses cent quatre-vingt mille hommes à l'ennemi que d'essayer seulement de les mettre au service du gouvernement de son pays.

» C'est ainsi, du reste, qu'en a jugé la population de Metz, sous les yeux de laquelle toute cette odieuse comédie s'est jouée. Malgré les privations et les souffrances qu'elle a eu à endurer pendant le siége et dont la capitulation la délivrait, c'est par des cris d'indignation et de colère qu'elle a unanimement salué l'émule de l'homme de Sedan, au moment où il se rendait prisonnier au quartier général du prince Frédéric-Charles.

» Un trait encore qui complète le tableau : Bazaine est parti pour Wilhemshœhe. »

On conçoit toute l'importance qu'auront dans le débat qui va s'engager sur la conduite de Bazaine les témoignages qui émanent de la population de Metz. C'est pourquoi nous recueillons les lignes suivantes, qui réflètent l'opinion des Messins après la capitulation. C'est un article d'une feuille de Metz, l'*Indépendant de la Moselle :*

« La capitulation a donc été signée par Bazaine ; la honte est donc consommée, et l'armée trahie, dépossédée de ses chevaux et de son artillerie, ne peut plus rien pour défendre son honneur ; elle est livrée à la discrétion prussienne. Metz la Pucelle est elle-même forcée de passer sous les Fourches caudines, elle a encore ses canons, mais elle n'a plus de vivres.

» Ainsi l'ont voulu celui ou ceux qui nous commandent.

» France ! ne crie pas contre l'armée qui s'est battue vaillamment, et qui réclamait la lutte jusqu'à la dernière extrémité. C'est à toi qu'il faut l'en prendre de nos désastres ; ce sont les votes serviles et corrompus de tes représentants d'autrefois qui les ont préparés en laissant à la tête de toutes nos administrations, de tous les pouvoirs de l'État, des infâmes, des hommes qui n'avaient aucun principe, qui ne croyaient à aucun sentiment droit et honnête, et qui riaient de la devise plaquée sur leur

poitrine : Honneur et patrie! Ils n'y voyaient qu'une seule chose : une rente annuelle de quelques centaines de francs.

» Arrière, traîtres, corrompus, petits-crevés, jeunes ou vieux! Le malheur a régénéré la nation, tels sont les décrets de la Providence, à laquelle vous ne croyez pas. — Metz, 28 octobre. »

Voici maintenant, toujours extraites de l'*Indépendant de la Moselle*, à savoir de source française, deux pièces curieuses qui viennent à l'appui du sentiment et des accusations de la délégation et à l'encontre des réserves et des espérances que nous énoncions hier, à propos de la circulaire de M. Gambetta à tous les préfets de la République : l'une est une note écrite pour Bazaine, avant la capitulation, par un officier qui prévoyait les événements actuels; l'autre est l'analyse d'une communication officielle faite verbalement aux officiers par leurs chefs, le 19 octobre 1870. Voici le premier de ces deux documents intéressants :

« Si j'étais à même de vous interroger, voici, pour ma part, les questions que je vous adresserais :

» Pourquoi, le 26 août, après avoir, par une seule route, massé toute votre armée en avant de Saint-Julien, n'avez-vous pas livré bataille, prétextant du mauvais temps? Est-ce que la pluie n'était pas pour les Prussiens comme pour nous ? Vous saviez évidemment, vous ne pouviez l'ignorer, que l'armée de **Mac-Mahon** approchait par le Nord, et je crois qu'alors vous auriez réussi à lui donner la main ; l'ennemi n'avait pas encore ses terribles batteries de position, qui ont commencé à nous enserrer quelques jours après.

» Pourquoi, le 31 août, n'avez-vous pas poursuivi, même pendant la nuit, les avantages que l'armée avait obtenus, et n'avez-vous pas gardé les positions qu'elle avait conquises au prix de son sang?

» Pourquoi, depuis, n'avez-vous pas réuni sur un point donné toute votre artillerie, toutes vos forces pour faire une trouée? Si vous aviez fait comme le taureau qui, acculé, s'élance en baissant les cornes, vous auriez passé.

» Pourquoi, après avoir pris les Maxes, ne les avez-vous pas occupées jusqu'à ce que les immenses approvisionnements qui s'y trouvaient aient été amenés à Metz? Au lieu de cela, vous vous êtes retiré, après avoir emporté pour les états-majors quelques sacs de grains, quelques bottes de paille. Les Prussiens alors sont revenus pendant la nuit et ont allumé cet immense incendie que nous avons tous vu. Pas une maison n'a été épargnée.

» Et maintenant, c'est brusquement, du jour au lendemain, que l'on nous prévient qu'il ne reste plus rien, rien du tout pour l'alimentation des chevaux. Est-ce incurie? Est-ce imprévoyance? Est-ce autre chose? Après les chevaux viendront les hommes. Et vous attendez toujours?

» Qu'a été faire le général **Bourbaki**? Où est-il allé? Qu'est-il devenu?

» Je n'ai pas fini. Autres questions :

» Pourquoi, le 7 octobre, avez-vous livré un grand combat dans la plaine de Thionville? Que vouliez-vous faire? Vous ravitailler, dit-on? Or, vous avez, comme toujours, engagé la lutte avec une très-grande infériorité numérique de troupes; vous avez opposé peu de canons aux innombrables batteries de l'ennemi. Cependant, en massant votre artillerie sur le point attaqué, en faisant comme les Prussiens, qui ont dû vous l'apprendre, vous auriez infailliblement fait taire les canons ennemis; au lieu d'engager des régiments, il fallait engager un corps d'armée ou deux au besoin. Malgré cela, les soldats ont réussi par leur bravoure à s'emparer des Grandes Tappes, où se trouvaient des greniers bien approvisionnés. Mais le succès, vous ne le vouliez pas ; on serait, du moins, tenté de le croire, puisqu'après l'avoir obtenu, au prix du sang d'un millier de vos soldats, la retraite a été ordonnée. J'ai vu la chose et je la déclare infâme.

» Que signifient ces conseils de guerre que vous tenez avec les chefs de corps d'armée et les généraux? On dit que, dans l'un d'eux, on a discuté la capitulation. Est-ce vrai? on est tenté de le croire, puisque, aujourd'hui même, quelqu'un qui vous touche de près a répondu à l'affirmation d'un officier de la garde mobile qui disait au café Parisien qu'elle avait été votée à l'unanimité : « Vous vous trompez, monsieur, un tiers seulement l'a votée.

» Enfin, voici la question la plus sérieuse : Pourquoi n'avez-vous pas fatigué, harcelé, chaque jour, chaque heure, l'armée ennemie de blocus par des sorties en forces sur un point donné? Cela vous était facile, puisque, occupant le cercle du centre d'investissement, vous pouviez, chaque jour, chaque heure, sinon remporter des succès décisifs, du moins faire subir à l'armée assiégeante des pertes qui, peu à peu, l'auraient épuisée, l'auraient démoralisée. Tout au moins vous auriez assuré vos ravitaillements aux dépens de l'ennemi.

» Vous n'avez rien fait, et d'ici à peu de jours vous n'aurez plus aucun moyen de combattre.

» Malgré cela, ne comptez pas sur nous ; vous ne nous vendrez pas comme un troupeau de moutons. Vous et vos acolytes, vous serez jugés un jour. Dieu veuille que vous puissiez vous défendre !

» Metz, le 12 octobre 1870. »

Voici le second dont la gravité n'échappera à personne :

Armée de Metz.

COMMUNICATION OFFICIELLE FAITE VERBALEMENT AUX OFFICIERS PAR LEURS CHEFS LE 19 OCTOBRE 1870.

(Cette pièce a été rédigée immédiatement par quelques officiers qui se sont réunis pour contrôler entre eux leurs souvenirs; ils en attestent l'exactitude).

Messieurs, je suis chargé par le général de division et de la part de M. le maréchal commandant en chef, de vous faire connaître des faits importants qui se sont produits depuis quelques jours. Les approvisionnements de la place de Metz diminuant de plus en plus, M. le maréchal **Bazaine** a cru devoir entrer en pourparlers avec l'ennemi.

Il a désigné le général **Boyer**, son premier aide de camp, qui s'est rendu à Versailles, au quartier général du roi Guillaume. L'empressement avec lequel l'envoyé du maréchal a été accueilli semble prouver que les Prussiens sont très-désireux de terminer la guerre. Ainsi le général Boyer ayant parcouru en chemin de fer le trajet de Metz à Château-Thierry, le service des trains était interrompu ; afin de rendre son voyage plus rapide, à Château-Thierry, une voiture aux armes du roi de Prusse l'attendait pour le transporter à Versailles. A peine arrivé, le général est reçu par **M. de Bismark**, qui transmet au Roi sa demande d'audience ; il est aussitôt introduit et se trouve en présence d'un conseil de guerre auquel assistent, sous la présidence du roi de Prusse, les principaux chefs de l'armée prussienne.

Le général Boyer ayant exposé le but de sa mission, le général **de Moltke** prit la parole et déclara que, dans une question toute militaire, les négociations ne pouvaient être longues. L'armée de Metz devait subir le sort de l'armée de Sedan et se rendre prisonnière de guerre. M. de Bismark fit observer que la question politique devait primer la question militaire. « Je serais disposé à admettre, continua-t-il, une convention qui permettrait à l'armée de Metz de se retirer dans un point désigné du territoire français, afin d'y protéger les délibérations nécessaires pour assurer la paix. » Cette idée était suggérée à M. de Bismark par les difficultés que faisait naître pour le gouvernement prussien lui-même l'absence de tout gouvernement en France.

En effet, les renseignements recueillis par le général le long de la route auprès des chefs de gare et auprès de diverses personnes, les journaux qu'il a pu rapporter, ne laissent malheureusement subsister aucun doute à cet égard : l'anarchie la plus complète règne actuellement en France; Paris investi, affamé, et sans communications extérieures, doit s'ouvrir aux Prussiens dans très-peu de jours ; la discorde civile y paralyse la défense ; les membres du comité de la Défense nationale ont été débordés. **Gambetta** et **de Kératry** sont partis en ballon ; l'un est venu tomber à Amiens, l'autre à Bar-le-Duc. Le désordre est au comble dans le midi de la France. Le drapeau rouge flotte à Lyon, à Marseille, à Bordeaux. Une armée de volontaires Bretons a été détruite du côté d'Orléans. La Normandie, parcourue par des bandes de brigands, a appelé les Prussiens pour rétablir l'ordre. Le Havre, Elbœuf, Rouen ont actuellement des garnisons prussiennes, qui concourent avec la garde nationale à sauvegarder la sécurité publique. Un mouvement d'un caractère religieux a éclaté en Vendée; le Nord désire ardemment la paix. La Prusse réclame la Lorraine et l'Alsace, et plusieurs milliards d'indemnité de guerre; l'Italie réclame la Savoie, Nice et la Corse.

Cette anarchie, le gouvernement provisoire étant dispersé, les différentes villes ne s'accordant pas quant à la forme d'un gouvernement nouveau, les d'**Orléans** ne s'étant pas présentés, cette anarchie cause au gouvernement prussien, disposé à traiter de la paix, des difficultés imprévues. Il ne peut songer à établir des bases de négociations qu'en s'adressant au gouvernement de fait qui existait

avant le 1er septembre, c'est-à-dire à la Régence. On ignore encore si, dans les circonstances actuelles, la Régence voudra prêter l'oreille à des propositions pacifiques. Mais, en cas de refus, on ne pourrait s'adresser qu'à la Chambre des députés, issue du suffrage universel, et qui représente encore légalement la nation.

Toutefois, pour que le Corps législatif, qui a siégé jusqu'au 1er septembre, puisse se réunir de nouveau et puisse délibérer, il faut qu'il soit protégé par une armée française. Tel est le rôle qu'aura sans doute à remplir l'armée de Metz. En attendant le retour du général Boyer, reparti pour Versailles avec de nouveaux pouvoirs, il est urgent de faire savoir aux troupes que la situation pénible où nous nous trouvons n'est que transitoire. L'armée sépare sa cause de celle de la ville de Metz. En attendant qu'elle puisse partir pour accomplir une nouvelle mission patriotique, elle saura supporter courageusement encore quelques jours de privation. Si vous avez, messieurs, quelques explications nouvelles à demander, je m'empresserai de vous les donner ; mais je dois vous dire qu'aucune discussion ne saurait être admise.

Après cette allocution, écoutée dans le plus profond silence, la séance a été levée.

A la suite de cette pièce, l'*Indépendant de la Moselle* ajoute :

« Ce discours peut se passer de commentaires. La solution qu'il indique à la situation était prévue et, ajouterons-nous, avait été préparée par une série de fautes dont on sait parfaitement sur qui rejeter la responsabilité.

» L'armée française redeviendra armée impériale et devra encore s'illustrer par les exploits de la guerre des rues. Elle ira, de concert avec l'armée républicaine, rétablir l'ordre et fusiller ces *odieux républicains* qui ont la folle prétention de vouloir mourir pour la patrie.

» L'armée se prêtera-t-elle à ce rôle honteux? Jouera-t-elle encore, comme en 1852, le jeu de l'empire, et donnera-t-elle sa main pour lui retirer les marrons du feu? Nous ne le croyons pas. Elle sait parfaitement aujourd'hui quels liens la rattachent au peuple, et on aura beau lui voiler la situation, lui montrer la France en anarchie et nos grandes villes réclamant des garnisons prussiennes, elle n'en croira rien.

» L'armée est le peuple, et le peuple ne tire pas sur lui-même.

» Assez d'illusions. Assez de mensonges. L'armée française a été vendue et trahie. Elle est malheureuse, mais non déshonorée.

» Elle a encore assez de gloire pour ne pas vouloir de la guerre des rues. »

Enfin on lit encore dans le même journal :

« D'après des renseignements que nous avons tout lieu de croire authentiques, notre ville ne sera pas occupée par l'armée prussienne. Cette dernière prendrait position dans les quatre forts suivants : Saint-Privat, Saint-Quentin, Saint-Julien et Queuleu. Elle occuperait, en outre, la porte Mazelle. Les propriétés seront respectées. Une commission mixte, composée d'officiers français et prussiens, fera l'inventaire des armes et munitions existant dans les divers arsenaux de la ville. Il sera décidé ultérieurement du sort de ces objets, qui resteront à la nation à laquelle des traités définitifs laisseront la ville.

» Notre honorable concitoyen, M. **Bouchotte**, qui a déployé les plus éminentes qualités au service de la ville, vient de recevoir la croix de la Légion d'honneur.

» Je ne veux pas, a dit ce patriote citoyen, recevoir une décoration signée de la main qui a signé » la capitulation de Metz. »

» Belles paroles qui auront de l'écho dans tous les cœurs messins.

» Il avait été demandé que l'armée pût être envoyée en Algérie, en s'engageant à y rester pendant la durée de la guerre. Le roi **Guillaume**, consulté à ce sujet, a répondu négativement.

» M. le général **Changarnier** a été de sa personne au quartier général du prince **Fréderic-Charles**. Cette noble et patriotique démarche avait pour but d'obtenir des conditions aussi bonnes que possible. Le prince l'a reçu très-courtoisement, dit-on, mais sans rien céder de ses prétentions. »

La capitulation de Metz à Berlin. — Voici ce qu'on écrit de cette ville touchant l'effet produit par la capitulation de Metz :

« Berlin, 29 octobre.

» La capitulation de Metz, comme il fallait s'y attendre, a provoqué des démonstrations de joie

dans toute l'Allemagne. Les journaux de toutes les nuances, *sauf quelques feuilles qui reflètent des opinions radicales*, expriment la certitude que Metz, comme Strasbourg, ne sera jamais rendu par l'Allemagne.

» Voici, du reste, un témoignage officiel dans le même sens et qui confirme tout ce que je n'ai cessé de vous faire pressentir à ce sujet. Le *Moniteur prussien*, dans une édition extraordinaire d'hier matin, a consacré à la reddition de Metz un article qui se termine par cette déclaration significative :

« Par suite de la capitulation de Metz est tombée entre nos mains la dernière et la plus importante position dont la possession eût une valeur particulière comme base des négociations d'armistice qui pourraient être entreprises. Mais en même temps a été livrée de nouveau aux armées allemandes la position la plus forte sur les lignes de la Moselle, laquelle, après avoir été possédée par la France pendant trois cent dix-huit années (depuis 1552), et après avoir servi de point de départ aux attaques françaises contre le voisin de l'Est, doit maintenant, par une nécessité absolue qu'indique le point de vue stratégique et militaire, être maintenue entre les mains de l'Allemagne, comme le boulevard de sa défense. »

» Cette déclaration a produit une vive sensation. Je crois qu'elle a été mandée par voie télégraphique à plusieurs gouvernements étrangers par leurs envoyés à Berlin. »

La capitulation de Metz à Marseille. — A l'occasion de la reddition de Metz, il y a eu une manifestation patriotique.

La consternation est générale.

Les ballons. — MM. Gilles et de Calonne, Charles, partis en ballon de Paris, sont arrivés à Chaumont, avec des dépêches et de bonnes nouvelles de Paris.

Nouvelles de Wilhemshœhe. — Le *Times* annonce que M. Piétri est arrivé à Wilhemshœhe, où les termes de la capitulation de Metz étaient impatiemment attendus.

Russie. Mesures militaires. — Le Czar a approuvé les lois accélérant la mobilisation de l'armée.

Ces lois appellent sous les drapeaux 427,297 hommes, dont 170,000 viendront de la Pologne.

Les voyages de M. Thiers. — D'après une dépêche reçue de Versailles, le 25 octobre, le *Nouvelliste* prédit que la visite de M. Thiers n'aboutira à aucun résultat.

Évasion de M. Paul de Cassagnac. — Cet ancien rédacteur du *Pays* vient d'échapper heureusement aux Prussiens, ses geôliers. Voici le récit que M. l'abbé Granier de Cassagnac, principal du Collége de Perpignan, a retracé de cette évasion :

« Mon pauvre neveu, Paul de Cassagnac, vient d'échapper comme par miracle à une mort certaine. Il était prisonnier de guerre au fond de la Silésie prussienne, à Breslau. Un misérable l'a dénoncé comme poussant à la révolte les prisonniers français, en nombre considérable à Breslau. Immédiatement, il a été arrêté, jeté au fond d'une prison militaire, traduit devant un conseil de guerre, gardé au secret pendant vingt jours.

» La Providence a voulu qu'il eût connu, à Paris, un Allemand, avec lequel il a été très lié. Cet Allemand s'est trouvé à Breslau en même temps que lui. Dieu l'a voulu ainsi. Cet Allemand a informé mon frère (M. **Granier de Cassagnac**, père) du sort qui attendait son fils, et l'a prévenu que peut être il pouvait le sauver, mais qu'il n'espérait y réussir qu'à force d'argent

» Paul était enfermé dans une forteresse. Son ami est parvenu à gagner le geôlier et tout le corps de garde. Une voiture était prête. Paul de Cassagnac est sorti le soir ; il est monté dans la voiture, avec une femme héroïque, l'amie de sa mère, qui avait apporté le prix de sa rançon. La voiture a été conduite par un instituteur allemand et après un jour et deux nuits de marche forcée, ils sont arrivés à la frontière autrichienne. Deux jours après, ils étaient à Vienne.

» Cette dame a fait dix-huit cents kilomètres pour sauver le fils de son amie. On trouve rarement de pareils dévouements... »

Les francs tireurs d'Orléans. — M. Ponson du Terrail, qui a tant de fois livré bataille... dans ses romans, va se battre pour de bon. Il organise un bataillon de francs-tireurs d'Orléans, dans lesquels il veut enrôler « tous les chasseurs, braconniers et paysans dont les Bavarois ont incendié les fermes et volé les troupeaux, tous les soldats redevenus cultivateurs, auxquels il donne rendez-vous dans la forêt d'Orléans. »

MARDI, 1er NOVEMBRE 1870.

Capitulation de Metz. — Une seule pensée, une seule préoccupation s'impose à l'opinion : la capitulation de Metz et la part de responsabilité qui pèse de ce chef sur le maréchal Bazaine. On a lu les témoignages si écrasants de la délégation et de la presse de Metz. Voici maintenant une voix qui s'élève en faveur de Bazaine. Malheureusement, cette voix est celle d'un familier du maréchal Bazaine, c'est celle de l'homme dont les allées et venues chez l'ex-Impératrice et à Versailles ont ouvert la porte à toutes les conjectures et à toutes les craintes. En un mot, c'est le général Boyer lui-même qui vient, après la presse prussienne, déposer en faveur du généralissime de l'armée du Rhin. Voici son témoignage sous forme d'une lettre à l'*Indépendance belge* :

« Monsieur le rédacteur en chef,

» Le bruit qui se fait autour de mon nom depuis plusieurs jours, les interprétations de toute sorte auxquelles a donné lieu la mission dont j'étais chargé, ne m'auraient point fait sortir de la réserve qui m'était imposée par les circonstances.

» J'ai laissé courir les bruits ; je n'avais point à rectifier les interprétations.

» Mais je lis depuis deux jours dans toutes les feuilles publiques des appels à l'honneur et au patriotisme de la France, auxquels sont joints des anathèmes lancés contre le maréchal Bazaine et contre les chefs militaires de l'armée du Rhin.

» Les injures et les attaques violentes sont les seuls arguments dont puisse disposer M. Gambetta.

» Il use largement de ces moyens oratoires. Sans doute, il trompera quelques esprits naïfs ou timorés qui grossiront l'armée des exaltés.

» Plus modéré que lui, je me borne à protester contre son inqualifiable violence, et, au nom de l'armée du Rhin tout entière, de laquelle je tiens la mission qui m'a amené à Versailles et à Londres.

au nom de son glorieux chef, je déclare que M. Gambetta offense la conscience publique autant que nos valeureux soldats, en parlant d'infamies et de scélératesses.

» Nous n'avons point capitulé avec l'honneur, nous n'avons point capitulé avec le devoir, nous avons capitulé avec la faim.

» Agréez, monsieur le rédacteur en chef, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» Général baron NAPOLÉON BOYER.

» Bruxelles, le 31 octobre 1870. »

Faisons remarquer que l'homme de confiance de Bazaine a tort de parler au nom de toute l'armée du Rhin, puisqu'une foule de témoignages émanés d'officiers et de soldats de cette armée accusent hautement Bazaine d'avoir trahi, ou tout au moins, par ambition, sans en avoir trop conscience, d'avoir joué le jeu de l'ennemi. Nous verrons, d'ailleurs, bientôt, les réponses qui seront faites à cette défense un peu trop intéressée de Bazaine. Car, on ne doit pas l'oublier, en défendant la conduite de l'homme aux plans et aux menées duquel il s'est associé, M. le général baron Napoléon Boyer plaide *pro domo*.

Attendons donc, pour nous prononcer, des témoignages moins suspects de partialité et de préoccupations personnelles.

Il va sans dire que la nouvelle de ce nouveau désastre a produit une véritable stupeur à Tours. Mais, heureusement, une fois la première émotion passée, les sentiments de virilité et de patriotisme ont repris le dessus. Voici, d'après une correspondance, quel était l'état des esprits :

« Tours, 30 octobre.

» Décidément, je crois encore plus aujourd'hui qu'hier que l'assiette de la situation va être changée par cette grosse affaire de la capitulation de Metz.

» Devant la colère qui se trahit dans la terrible circulaire de M. **Gambetta**, on se demande ce qui va suivre, d'autant plus qu'il vient d'ajouter à cette proclamation des indications dont le sens ne nous échappera pas : ainsi, au *Moniteur* figurent des condamnations et exécutions de quatre soldats pour indiscipline. Or, condamnations et exécutions, tristes, mais nécessaires, avaient eu lieu depuis quelque temps, sans qu'on les annonçât : cette mise à l'ordre du jour a donc une signification. Joignez-y les bruits qui circulent : « Bazaine sera arrêté, fusillé ; il l'est, etc. »

» De tout cela, que va-t-il sortir ? — La guerre à outrance, dit-on, du côté du gouvernement. Et j'ajoute : une attitude inspirée des souvenirs de la Convention...

» Enfin la partie à jouer est plus grosse qu'auparavant.

» Il faut rendre cette justice à M. Gambetta qu'il a énormément fait pour l'organisation de nos forces depuis son arrivée. Nous le voyons bien aux mouvements de troupes, au passage des fourgons, à la formation des régiments, à tout le branle-bas militaire qui se produit ici depuis une couple de semaines.

» Ou je me trompe fort, ou la bataille attendue dans le voisinage ne tournera pas comme les précédentes ; et si elle tourne mal pour nos armes, il en faudra conclure contre l'armée, mais non pas contre le ministère de la guerre.

» Un autre document est annoncé ; mais je crois savoir que des démarches sont faites en ce moment même auprès de M. Gambetta pour l'engager à ne point le publier.

» Il s'agit d'un rapport parvenu de Metz, récemment arrivé ici, et traitant au plus mal le maréchal Bazaine, si mal qu'on ne saurait absolument comment accorder la chose avec les dépêches encore récentes qui nous racontaient tant de brillantes sorties.

» La proclamation de M. Gambetta est d'une belle forme et d'un beau sentiment. Oui, redres-

sons-nous sous les coups affreux que nous porte la fatalité ; oui, tant qu'il restera sous nos pieds un morceau de la patrie, défendons-là et ne désespérons pas.

» Mais... attendons l'impression de la France. A voir les télégrammes qui sont arrivés aujourd'hui des points du territoire où le désastre est connu, il est permis de croire qu'elle sera conforme au vœu de la délégation gouvernementale ; c'est tout ce que l'on peut dire encore.

» Mme Bazaine est ici, comme vous le savez sans doute, depuis le milieu du mois dernier. Elle habite un couvent de l'autre côté du pont de la Loire. On la dit, et je me le persuade aisément, profondément affligée. Elle va sans doute quitter la ville, malgré un état de grossesse assez avancé. Elle porte un nom difficile à promener en France en ce moment. »

Bulletin de la paix. — M. Thiers est arrivé à Versailles le 31, à midi.

Il a eu aujourd'hui deux conférences prolongées avec M. de Bismark. Entre la première et la seconde, il y a eu un grand conseil militaire, sous la présidence du roi de Prusse. Nous ne savons rien encore de ce qui a pu se passer dans ces délibérations.

Hongrie. Démonstrations parlementaires en faveur de la France. — Une intéressante discussion a eu lieu à la Chambre des députés de Hongrie, à propos des motions Simonyi, Tisza et Iranyi, *la première tendant à provoquer une démonstration de sympathie en faveur de la France*, les autres demandant, l'une, une armée nationale hongroise, l'autre, la révision de la Constitution austro-hongroise et la substitution d'une union personnelle au pacte d'alliance tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Le président du conseil des ministres, comte Andrassy, a rattaché à ces motions un exposé complet de la politique du gouvernement, politique de stricte neutralité, dont il entend ne pas s'écarter, à moins qu'elle ne soit violée contre lui. Cet exposé, directement dirigé contre la motion Simonyi, a été très-bien accueilli. Toute la Chambre, sauf l'extrême gauche, l'a sanctionné.

De même que la motion Simonyi, celles de MM. Tisza et Iranyi ont été écartées par un ordre du jour pur et simple.

Portugal. — Les tiraillements qui existaient au sein du ministère portugais ont amené un remaniement général du cabinet. Le marquis Sa da Bandeira s'est retiré, et l'évêque de Vizeu, l'ami du maréchal Saldanha, s'est chargé de la reconstitution du ministère. Le marquis d'Avila a pris la présidence du conseil et le portefeuille des travaux publics ; l'évêque de Vizeu s'est réservé le portefeuille de l'intérieur ; M. Carvalho est nommé ministre de la justice, M. Calos Bento, des finances, M. Moraès Rego, de la guerre, et M. Gouveia, de la marine. Pour comprendre ce changement, il faut attendre les premiers actes de la nouvelle administration.

Espagne. — L'ouverture des Cortès a eu lieu hier.

La proposition d'un membre républicain de suspendre la session

jusqu'à une nouvelle confirmation des mandats des députés a été rejetée par 129 voix contre 5.

Le gouvernement proposera jeudi la candidature du duc d'Aoste.

Nouvelles de Wilhemshœhe. — Voici deux dépêches qui signalent certaines allées et venues suspectes autour du sédentaire :

« CASSEL, lundi, 31 octobre.

» L'Impératrice est arrivée incognito hier, à midi, à Wilhemshœhe. Le général **Clary** l'accompagnait.

» Le maréchal **Bazaine** a eu une entrevue avec l'Empereur.

» CASSEL, lundi, 31 octobre.

» La *Hessische Morgenzeitung* confirme que l'ex-Impératrice **Eugénie** est arrivée à Wilhemshœhe. Elle y était encore hier soir et elle observe le plus strict incognito.

» Le maréchal **Bazaine**, avec neuf officiers, parmi lesquels se trouve le colonel **Vilette**, est arrivé avant-hier et est descendu à l'*Hôtel du Nord*, où quatre-vingt-dix chambres sont retenues pour des officiers français.

» Le prince **Murat**, avec septante-huit officiers, est arrivé la nuit dernière. Les officiers ont continué leur route sans s'arrêter.

» Les maréchaux **Canrobert** et **Le Bœuf** sont arrivés ici ce matin. »

Belgique. — Quelques échappés de Metz et de l'armée de Bazaine sont signalés dans ce pays. Tous sont unanimes pour accuser Bazaine et son entourage.

Parmi les premiers arrivés, on signale des officiers supérieurs du génie et de l'artillerie, ainsi que M. GEORGES DE HECKEREN.

Issue probable de la guerre. Opinions de MM. de Bismark et de Moltke. — Il sera intéressant, quand la paix sera conclue et que l'ordre sera rétabli partout, de se rappeler les projets qu'on attribuait pendant la guerre aux chefs des armées allemandes. On pourra alors juger avec pleine connaissance de ce qui était faux ou erroné dans les opinions en cours aujourd'hui, ou des déceptions et des surprises que les plans des politiques et des gens de guerre auront rencontrées. C'est pourquoi nous recueillons l'article suivant, où l'on résume, d'après le *Daily Telegraph,* les opinions que MM. de Bismark et de Moltke émettraient touchant la conduite à tenir vis-à-vis de la France, que ces messieurs considèrent déjà comme leur chose propre, qu'ils peuvent amoindrir ou détruire à leur gré :

« Le correspondant du *Daily Telegraph* au quartier général du roi Guillaume expose longuement les divergences d'opinion qui existent entre le comte de Moltke et le comte de Bismark. « Le premier, dit-il, voudrait priver la France de tout moyen de nuire à ses voisins pendant cinquante ans. Il voudrait lui prendre sa flotte, désarmer son armée, en ne lui laissant point d'arme plus dangereuse qu'une canne. Il voudrait occuper le pays des Alpes aux Pyrénées, de la Normandie à la Provence; il voudrait détruire les places fortes, anéantir toutes les armes, et charger le peuple d'une contribution de guerre si lourde que la situation financière de la nation pendant des années serait aussi misérable que sa position politique en Europe. Il voudrait réduire la France à être une puissance de troisième ordre en la laissant appauvrie et sans défense. Il ne croit pas à la possibilité de la régénération de la France ; les éléments en sont trop mauvais, etc. »

» M. de Bismark, de son côté, dit : « J'admets la nécessité d'humilier la France, de diminuer ses

ressources, et avant tout de nous garantir solidement contre ses futures agressions et contre son intervention dans nos affaires intérieures; mais je ne crois pas utile de la ruiner ou de pousser son peuple au désespoir. N'oubliez pas que cette guerre doit avoir une fin, et lorsque cette fin arrivera, nous serons obligés d'adopter un *modus vivendi* avec ce peuple, de faire du commerce avec lui et de rétablir une foule de relations indispensables aux rapports des nations civilisées, bien qu'elles aient été brisées temporairement par cette guerre. Il faut que nous prenions Paris sans doute, et nous le prendrons ; mais une fois ce triomphe obtenu, il faut faire la paix sans le moindre délai, et si cela est possible, à des conditions qui paraissent justes et acceptables au monde civilisé. Nous ne pouvons prendre un avantage illicite de notre force supérieure, en convertissant une punition méritée en une vengeance sans merci. Il faut qu'on nous rembourse nos dépenses de guerre jusqu'au dernier sou ; mais ruiner la France n'est peut-être pas le moyen le plus pratique de rentrer dans nos fonds. Que nos succès ne nous aveuglent point. Nous ne pouvons nous annexer la France, et nous n'avons pas le droit de sévir contre elle au delà d'une certaine mesure. Arrangeons nos affaires avec la France de façon que, pendant une longue période à venir, nous puissions nous occuper exclusivement de notre organisation intérieure. Finissons-en avec un état de choses qui, déjà fort embarrassant, deviendra bientôt insupportable. *De longues guerres ne sont en harmonie ni avec notre caractère ni avec notre système militaire; prenons garde en ruinant les autres, d'attirer les maux incurables sur nous-mêmes.* Les Français ont déjà souffert terriblement dans leurs intérêts matériels et dans leur prestige. Quand nous aurons pris Paris, tâchons de les aider à sortir de leurs embarras plutôt que de les laisser s'enfoncer davantage dans la boue. Ainsi, nous sortirons de la lutte à notre honneur, avec un réel agrandissement de gloire ; aucun doigt ne sera levé contre nous, comme signe de reproche. »

MERCREDI, 2 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Marche en avant des Prussiens partout. Statu quo à Paris.

Capitulation de Metz. — Les accusations contre Bazaine prennent de plus en plus corps. L'*Indépendance belge* publie à ce sujet un travail très-curieux, qui émane d'un officier supérieur, échappé de Metz. Ce travail, qui a pour titre : *Capitulation de Metz devant l'histoire,* forme un faisceau de preuves et de faits écrasants pour le généralissime de l'armée du Rhin. L'auteur ne conclut pas formellement à la trahison; il repousse même, pour son compte, l'appréciation que Bazaine aurait trahi. Mais il constate qu'il y a eu impéritie, temporisation intempestive, oubli du devoir et condescendance coupable pour les prétentions ennemies. Or, que font d'autre les traîtres? Voici ses derniers mots :

« Qu'a donc voulu le maréchal Bazaine? Quelle a été sa conduite pendant cette agonie de deux mois qu'on appelle le blocus de Metz? Il nous a vendus, disent les soldats ; il nous a vendus, disaient les habitants de Metz, qui, au dernier moment, sonnaient le tocsin et voulaient essayer de prolonger une résistance devenue impossible. Pour moi, je ne le crois pas, mais sa conduite ne m'en paraît pas moins coupable. Il devra compte de ses actes et, dès ce jour, il a droit aux ménagements que l'on observe envers un accusé, mais la justice, la vérité, la patrie, veulent aussi qu'on fasse savoir tout ce qui s'est passé. »

D'autre part, voici comment un autre échappé de Metz raconte les menées et les intrigues des derniers jours. La narration sera peut-être un peu longue, mais les faits qu'elle relate sont probablement inconnus du lecteur, et ils auront une importance capitale pour celui qui voudra se prononcer en connaissance de cause sur le nouvel et lamentable désastre de nos armes :

Vers le 20 septembre, le maréchal pensa sans doute que la poire était mûre. La garde avait été soigneusement complétée aux dépens des autres corps. Elle avait les meilleurs chevaux, une nombreuse artillerie; on évaluait son effectif à 40,000 hommes; mais ce chiffre était exagéré. Le bruit courait aussi que, aussitôt la république proclamée, la garde serait dissoute et les hommes répartis dans les autres corps, ainsi que les officiers, ce qui eût été pour eux un notable désavantage.

A l'époque dont je parle, on entendit des officiers de la garde tenir des propos étranges : Il fallait « aller mitrailler ces canailles de Parisiens, qui ne viennent pas nous soutenir. » L'artillerie même, moins crédule d'ordinaire que le reste, abondait dans ce sens plus qu'on n'aurait pu croire : oubliant le véritable ennemi, celui qui nous affamait, on parlait avec aigreur de « ces va-nu-pieds de républicains, » on voulait « balayer cette Chambre qui a perdu l'empire. » Enfin, ces hommes aveuglés, oubliant que l'étranger foulait notre territoire, ne songeaient plus à finir la guerre, mais à intervenir dans les discordes civiles comme pacificateurs armés.

Ce fut une véritable consternation parmi les patriotes. Nous ne pouvions croire à une erreur aussi funeste; mais nos chefs conspiraient contre nous. Des colonels réunirent leurs officiers, des officiers supérieurs agirent sur leur entourage. Ils parlaient d'*aigles*, de *serments*, de l'enceinte législative violée, de *l'Empereur*, de *l'Impératrice* et du *prince impérial*. Mais les officiers inférieurs secouaient la tête et ne repassaient pas la consigne aux soldats. Dans une de ces réunions, comme le colonel du... rappelait à ses officiers qu'il fallait serrer plus que jamais les liens de la discipline, un jeune officier se leva : « Mon colonel, dit-il, vous pouvez être assuré de notre obéissance à tout ce que vous commanderez pour l'honneur de l'armée et le bien du pays. »

La ville, malgré les menaces de bombardement dont on l'avait abreuvée, ne donna pas plus que l'armée dans le piége qui était tendu. Elle rédigea des adresses édulcorées, mais nettes, où elle manifestait qu'elle voulait se défendre, et qu'elle n'avait besoin de personne pour cela.

On fit alors jouer d'autres ressorts, on promit une grande bataille; l'armée se tint prête à partir, on versa dans la ville trois mille typhoïdes et dyssentériques des ambulances et l'on fit savoir à la ville, déjà transformée en hôpital par la présence de près de 20,000 blessés et malades, que la prochaine bataille lui donnerait 10,000 blessés nouveaux. Le 1er octobre, il était encore possible de se battre, mais le 15, la cavalerie et l'artillerie étaient ruinées par le manque de fourrages. L'artillerie avait commencé à rendre ses pièces à l'arsenal sous prétexte qu'on ne pouvait plus les atteler.

Je raconte seulement la catastrophe. Je parlerai ailleurs des efforts inutiles que les patriotes firent pour l'éviter. Toujours est-il qu'avant la mi-octobre le colonel **Boyer**, créé général pour la circonstance (car Bazaine faisait des généraux), partait pour Versailles aussi mystérieusement que cela pouvait se faire dans cet état-major indiscret, allant offrir la ville au roi de Prusse, à condition que l'armée, neutralisée pour un temps déterminé, rentrerait en France avec ses armes et serait chargée d'*assurer la liberté des élections*. Ces termes équivoques ne trompèrent que ceux qui voulaient être trompés. « C'est bon pour sortir d'ici, disait l'armée, mais on verra après. » En même temps on parlait de nouveau de prince impérial et de régence; le régent, c'était Bazaine : il devait rendre à la fois l'ordre et la paix à son pays.

Les Prussiens lui refusèrent cette gloire. On fut embarrassé, on tint conseil, on résolut de se battre, et une fois l'armée sous les armes, on ne se battit pas. Cela se passait le 19 octobre. Tandis que les soldats préparaient leurs armes depuis trop longtemps inutiles, tandis que les officiers bouclaient leur léger bagage, les généraux recevaient en communication officielle les nouvelles suivantes, rapportées par le général Boyer :

« Le général Boyer est allé jusqu'à Versailles; il est également allé à Paris, il a vu les maires

» des localités où il a passé. Il n'y a plus de gouvernement en France. Paris a déjà usé trois » gouvernements, Lyon deux. Lyon, Marseille ont installé une république de sang. Toulouse » et le Midi se sont séparés de la France. Les Prussiens sont à Orléans, à Bourges, à Cherbourg. » *Rouen et le Hâvre ont appelé les Allemands* pour se délivrer des socialistes. Il n'y a qu'un » gouvernement possible pour traiter, c'est la Régence : il faut que l'armée rentre en France » pour rétablir l'ordre et la liberté. »

Et l'armée, incrédule, se disait : « Rentrons en France, et nous verrons après. » Mais elle était impatiente de rentrer en France.

L'agonie était commencée. Les soldats, les fricoteurs, mendiaient dans la ville : aux avant-postes ils demandaient à manger aux Prussiens, qui leur en donnaient. La nuit, des milliers de maraudeurs se répandaient dans l'intervalle des sentinelles; les Prussiens en prirent l'alarme et en tuèrent vingt dans une nuit, en tirant sans y voir. La mortalité avait été de vingt par jour dans la population civile, sur environ 70,000 âmes; elle s'éleva, dans les derniers jours, à une moyenne de 25 et même, dit-on, de 30.

Le maréchal continua à répandre par tous les moyens officiels les « nouvelles Boyer, » sans cependant y mettre sa signature. « N'ayez pas, disait un général en faisant cette communication à ses officiers, n'ayez pas de préjugés d'honneur militaire. » Cependant on ne parlait pas encore de rendre les armes, mais seulement de rentrer en France et de garder la neutralité.

Le 20, le parti couard mit une sourdine à sa joie : on disait que l'Impératrice refusait de rentrer en France. Le même jour, le général **Coffinières** trouvait à négocier chez les banquiers de Metz pour un million de traites du Trésor, pour subvenir, disait-on, aux besoins de la ville.

Le 25, le malheureux général **Changarnier**, entièrement rallié à Bazaine depuis le 15 octobre, allait à Ars négocier une capitulation. Les Messins discutaient entre eux comme des Grecs de Byzance. Le 26, on savait tout, mais le parti de la reddition, qu'il est permis d'appeler le parti des généraux, faisait accroire aux soldats qu'on les renverrait dans leurs foyers. Le 28 au matin, les dernières pièces de campagne furent rendues à l'arsenal. A midi, on commença à rendre les armes; cela continua jusque dans la soirée; peu de fusils furent détruits. La garde resta la dernière armée; il en entra quelques bataillons dans la ville à la nuit, pour maintenir l'ordre; ils rendirent leurs armes le lendemain.

Le 29, je quittai l'uniforme, je traversai paisiblement les longues colonnes de Français désarmés et je croisai les régiments prussiens qui s'avançaient doucement vers la ville.

Dans cette abominable histoire, la part des chefs est immense. Ce sont eux qui, pas à pas, ont conduit l'armée à la famine et au déshonneur. Mais il faut faire aussi la part de la cité et celle de l'armée. Elles ont manqué de sens politique, elles ont manqué de sens moral. Malheur aux nations qui laissent un ambitieux se jouer de leurs droits et de leur honneur! Malheur aux armées qui désespèrent de la patrie!

Voilà les témoignages à charge, émanant de citoyens français et de soldats, qui ont suivi, jour pour jour, la conduite du maréchal Bazaine.

D'autre part, on connaît la défense du général Boyer, ainsi que les articles à décharge de la presse prussienne.

Le lecteur peut donc asseoir déjà un premier jugement.

Manifestations en province. — La reddition de Metz et les menées qu'on prête à Bazaine ont vivement surexcité l'opinion publique. A tort ou à raison, elle voit des traîtres partout, et ses défiances et ses colères se manifestent parfois d'une façon un peu bruyante et déplacée. A preuve ce qui vient d'arriver à MM. DE GIRARDIN et BOURBAKI, deux hommes dont les antécédents ne paraissent pas des plus rassurants aux républicains.

« Vers neuf heures du soir, raconte la *Gironde*, une manifestation populaire s'est produite à Bordeaux devant l'*Hôtel de France*, où l'on croyait M. Émile de Girardin descendu.

» Quelques cris malveillants à l'adresse de l'ancien rédacteur de la *Liberté* se sont fait entendre ; puis, comme on avertit les manifestants que M. de Girardin n'habitait pas l'hôtel, mais une maison du cours du XXX Juillet, la manifestation, composée d'une centaine de personnes au début, et qui s'était rapidement grossie, se porta devant la maison indiquée.

» L'indication était encore erronée, paraît-il.

» Enfin, le groupe descendit vers la préfecture où il demanda à grands cris l'expulsion de M. de Girardin du département.

» M. le préfet parut au balcon, et, en quelques paroles bienveillantes, il invita les citoyens à la modération et à la concorde.

» Il indiqua que les principes de la liberté, base du gouvernement républicain, font un devoir à tous de laisser à la loi seule la sauvegarde de la sécurité publique.

» La foule s'est paisiblement retirée après cette allocution. »

D'autre part, on lit dans le *Libéral* de Douai du 1er novembre :

« M. le général Bourbaki est arrivé à Douai, venant d'Arras par un train spécial, vers quatre heures de l'après-midi. Les sommités militaires et quelques autres personnes l'ont accompagné à l'hôtel du général d'artillerie. Des groupes stationnaient devant l'hôtel et demandaient, mais en vain, que le général se présentât sur le balcon.

» A cinq heures, la foule était plus nombreuse et moins calme à la gare. M. Bourbaki entendit, sans y répondre, les plus chaudes acclamations républicaines mêlées d'interpellations fort vives.

» On nous a assuré qu'un jeune homme, au moment de son départ, lui reprocha cette réserve qui ne répondait pas aux émotions qui agitaient la population douaisienne : « Lorsque nous venons » d'apprendre la trahison de Bazaine, lui aurait-il dit, nous sommes en droit de demander à nos » chefs s'ils sont républicains et où ils veulent nous conduire ! »

» Le train partit et emporta la réponse. »

A Grenoble, la foule s'est portée devant l'hôtel du général DE BARRAL, un brave et digne officier qui a donné des preuves de science et de civisme pendant le siége de Strasbourg, où il commandait l'artillerie. Plusieurs ont même prétendu que c'était lui qui avait été véritablement l'âme de la défense de cette ville infortunée. Mais le peuple, une fois surexcité, ne raisonne pas. Il frappe à tort et à travers, n'écoutant que sa colère. La foule, donc, s'est portée sous les fenêtres du général de Barral et voulait lui faire un mauvais quartier. Mais, heureusement, la garde nationale a pu tenir tête à l'orage et protéger la vie d'un des plus héroïques défenseurs de Strasbourg. On ne l'en a pas moins conduit en prison. Mais nul doute qu'il ne soit relâché à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Ces manifestations et ces colères populaires sont à tous points regrettables. Elles nuisent à l'ordre, à la sécurité publique et à la cause républicaine. De plus, elles ne sont d'aucune utilité. Au contraire, elles effrayent certaines classes et paralysent l'élan de certains milieux sociaux pour la défense. Mais elles s'expliquent jusqu'à un certain point.

Le peuple, qui verse surtout son sang pour la patrie, se voyant ainsi trahi par ceux qui avaient spécialement mission de le défendre et de le sauver, dirige ses colères et ses ressentiments à l'aventure, et, une fois déchaîné, frappe aussi bien les innocents que les coupables.

Proclamation de la République en Algérie. — Le *Siècle* a reçu la relation suivante de cet événement :

« Alger, 29 octobre.

» Belle journée que celle d'hier ; elle a marqué la fin du régime militaire en Algérie. Justice a été faite ; pas une goutte de sang n'a été répandue ; Alger a été sublime de calme et d'énergie : la république est enfin proclamée sur ce coin de terre africain.

» Vous n'ignorez pas que le baron **Durieu**, en nous quittant, nous avait joué la bonne plaisanterie de se faire remplacer par **Valsin-Esthérazy**, le général d'Oran qui, le lendemain du 4 septembre, avait donné l'ordre à ses troupes de charger le peuple et avait incarcéré les principaux membres du parti républicain de cette ville. C'était la flèche du Parthe. Hier, ladite flèche a été arrêtée par le conseil municipal et la garde nationale : M. Valsin a donné sa démission de gouverneur général par *interim* et s'est embarqué ce matin sur le *Courrier de France*. Voici le récit fidèle de ce qui s'est passé.

» Jeudi, à cinq heures et demie, le général Valsin arrive par le courrier d'Oran. La population se masse sur les quais et sur le boulevard de la République, et l'accueille avec des huées et d'énergiques sifflets. On suit sa voiture jusqu'au palais en criant : Vive la république !

» Le soir quelques groupes se forment sur la place du Gouvernement, et les sifflets persistent jusqu'à dix heures et demie.

» Le lendemain, le général sort du cercle avec son aide de camp. Pas un cri, pas un sifflet, quelques groupes seulement sur la place du Gouvernement. Valsin bouscule quelques personnes, en ordonnant de faire place. Quelques huées le poursuivent. Son aide de camp se retourne et donne un soufflet à un vieillard. On s'attroupe, on lui arrache ses galons et sa croix, et l'on piétine dessus. C'est avec peine que Valsin et son aide de camp purent tous deux regagner le palais.

» Une escouade de chasseurs d'Afrique vient protéger la porte.

» Aussitôt la place est envahie et le tumulte recommence. Le poste, composé de soldats du train, croise la baïonnette et est désarmé par le peuple. Un gendarme tire son sabre, est arrêté et conduit au poste des gardes nationaux de la mairie.

» Le maire, M. Wuillermoz, et le conseil municipal se décident à parlementer avec Valsin, et exigent sa démission immédiate. Valsin refuse et dit qu'il en appellera à la force. Il consent cependant à changer provisoirement son poste de soldats contre un poste de miliciens, à envoyer sa démission à Tours, prétendant qu'il restera ici tant que le gouvernement provisoire ne l'aura pas relevé de ses fonctions.

» Le maire vient rendre compte de sa démarche aux citoyens réunis à la mairie, et conseille la patience : — « Lundi, dit-il, le commissaire de la république sera à Alger et vous donnera la plus ample satisfaction. — Non, non, aux armes ! aux armes ! » Les orateurs grimpent sur les tables et se déclarent en insurrection. Le maire **Wuillermoz** se décide alors à donner l'ordre de battre le rappel. La garde nationale accourt et prend position sur la place du Gouvernement. L'artillerie de la milice s'installe devant le palais, sans canons, bien entendu.

» Le maire revient et expose à Valsin ce qui se passe et quelles seront les suites de son entêtement. Valsin hésite pendant une heure ; vers trois heures, il embrasse tout son état-major, dit à ses officiers que ce n'est pas à la peur qu'il obéit, mais à son patriotisme, que sa carrière militaire de quarante et un ans de service, quatre blessures, je ne sais combien de campagnes, est brisée, il rend son épée et se décide enfin à signer sa démission que Wuillermoz envoie immédiatement au télégraphe. L'hôtel était déjà envahi par l'artillerie et les gardes nationaux ; le général et tout l'état-major sont cernés et gardés à vue. Wuillermoz harangue le peuple du balcon du gouverneur : tonnerre d'applaudissements ; il est porté en triomphe jusqu'à la mairie avec tout le conseil municipal.

» A quatre heures, il passe la revue de toute la garde nationale sur la place. Ovation. Cri de : Vive la république, à outrance. Aussitôt, de crainte d'une surprise, la garde citoyenne s'empare de tous les postes et de ceux des portes de la ville ; ordre est donné à la garnison de ne pas bouger des casernes ; une escouade de miliciens prend position sur la place du Gouvernement, et des rondes circulent.

» **Brunet**, l'ex-commissaire central, dont les allures depuis le matin étaient suspectes, est arrêté et conduit à la prison sur un mandat d'arrêt du conseil.

» Un poste s'empare du télégraphe, et M. **Flassellière** est nommé directeur jusqu'à nouvel ordre. **Bretteinbach** déménage. Toutes les dépêches officielles sont arrêtées et renvoyées à la mairie.

» Puis, on fait venir une prolonge du train, on y place tous les bagages de Valsin-Estherazy, et lui-même, dans un simple fiacre, au pas, et conduit avec son aide de camp sur le quai, escorté de deux cents gardes nationaux et artilleurs de la milice.

» Nous assistons à l'effondrement du régime militaire.

» C'était un spectacle, je vous jure. Les gardes nationaux marchant en avant et formant la haie; au milieu, les adjoints municipaux et quelques citoyens, le fiacre contenant l'aide de camp, le préfet et le général, des gardes nationaux tenant les chevaux par le mors et gardant les portières, chantant la *Marseillaise* et criant : Vive la république! Puis, derrière, une foule curieuse, trois mille personnes environ, hurlant, sifflant, criant : A l'eau! à l'abattoir, à l'équarissage! C'était terrible. On n'a jamais procédé à une pareille exécution. Quelle honte pour cet exécrable pouvoir militaire! Quelle chute!

» A cinq heures, le général Valsin était conduit à bord de la *Gloire*, et aujourd'hui il sera transporté sur le courrier. Il avait régné juste vingt-quatre heures à Alger. »

Explosion de la citadelle de Laon. Lettre justificative du général français qui commandait cette forteresse. — La *Gazette de la Croix*, de Berlin, a reçu communication d'une lettre écrite par le général THÉRÉMIN D'HAME, commandant de la forteresse de Laon, à sa femme, demeurant à Liége. Cette lettre, écrite quelque temps après l'explosion de la citadelle, est ainsi conçue :

« Tu es sans doute dans de grandes inquiétudes à mon égard, ma chère femme. Aujourd'hui on me permet de te tranquilliser, ce que j'aurais pu difficilement faire plus tôt à cause de mes maux de tête, qui sont un peu moins violents dans ce moment.

» Une terrible épreuve m'a été dévolue! Tu sais qu'on m'a chargé, il y a seize jours, le 22 août, du commandement du département de l'Aisne, sans aide-de-camp, sans un officier de l'armée, sans un homme, sans un artilleur de l'armée; bref, j'étais le seul officier avec un bataillon de gardes mobiles, réuni le 8 août au chef-lieu, et nous étions au 8 septembre, c'est-à-dire exactement un mois après sa convocation! Les hommes qui le composaient ignoraient l'usage des armes, et sur les instigations de leurs parents, habitant dans les environs, ils désertaient en masse, et le bataillon fut bientôt diminué de moitié. Je n'avais plus de forces pour résister.

» Je reçus un télégramme du ministre, dans lequel il me proposait de me retirer sur Soissons au cas où je ne pourrais pas me maintenir à Laon. Malheureusement, cette dépêche m'arriva trop tard. Quelques heures après, un parlementaire prussien se présenta pour sommer la citadelle de se rendre. Dès ce moment, j'étais surveillé et je ne pouvais plus effectuer ma retraite.

» Je me vis donc forcé, après des négociations qui ont duré deux jours et en présence d'un corps d'armée sous le commandement du duc de Mecklembourg, de rendre la citadelle. Lorsque le duc entra dans la citadelle, il ne put retenir sa surprise en voyant les hommes qui auraient dû la défendre : tous des paysans en blouse, la plupart même sans gibernes.

» Lorsque le prince et le commandant de la brigade, le comte **Alvensleben**, apprirent mon nom, ils me demandèrent si je n'étais pas parent de M. François Thérémin, qui, comme tu te le rappelles, a occupé une position importante au ministère des affaires étrangères et qui est mort l'an passé; ils me demandèrent aussi si je connaissais le consul-général de sa Majesté au Caire, M. **Léo Thérémin**, qui, comme tu viens de me l'écrire, a perdu sa charmante femme depuis peu de temps. Ils me demandèrent, enfin, si j'étais protestant, et à peine eussé je répondu affirmativement à ces diverses questions, qu'une terrible explosion de la poudrière couvrit le sol de morts et de blessés.

» Cet événement fut tellement inattendu, que nous ne pouvions supposer qui avait mis le feu et qui pouvait avoir commis un si abominable forfait. Aujourd'hui il est clair pour tout le monde qu'un garde d'artillerie seul en porte la responsabilité devant Dieu et les hommes. Mais le chagrin

qu'une action aussi épouvantable ait pu se produire sous mon commandement me poursuivra toute ma vie.

» Heureusement le duc de **Mecklembourg** n'est que légèrement blessé, comme aussi le commandant de la brigade, le comte Alvensleben. J'espère qu'ils seront en état de reconnaître comment l'explosion s'est produite.

» Je ne sais pas ce qui adviendra de moi. Le duc de Mecklembourg nous avait laissé la liberté et m'avait rendu de la façon la plus courtoise mon épée à la condition que je ne servirais plus pendant la guerre actuelle. La catastrophe a tout changé, je suis à l'hôpital et prisonnier. Je ne sais pas quand je serai libre et guéri. Mais aussitôt que possible je demanderai un sauf-conduit pour me rendre auprès de toi et de ma fille, qui trouvera, je l'espère, dans ses sentiments chrétiens la force de supporter l'épreuve qui nous a frappés. »

Comme on le sait, les autorités militaires prussiennes n'ont pas tardé à reconnaître la justesse des explications du général Thérémin ; la *Gazette de la Croix* fait remarquer que le général, avant de mourir, a eu la consolation de se voir complètement réhabilité.

La vie aux avant-postes allemands sous Metz. — La *Gazette de Voss* publie la lettre suivante d'un sous-officier du 4e de ligne, écrite avant la capitulation de Metz, et qui contient un récit assez amusant de la vie des avant-postes allemands :

« Hier, 14 octobre, à midi, je fus commandé pour relever un poste avancé. J'avais avec moi cinq hommes ; nous vîmes, à cinquante pas, en face de nous, une centaine de Français sans armes, mais occupés à fouiller la terre à l'aide de leurs mains et de bâtons, pour trouver des pommes de terre. Ces braves gens paraissaient avoir bien faim. Comme ils nous regardaient d'un air tranquille, je leur fis signe de s'approcher. Bientôt j'en eus autour de moi plus de cinquante ; plusieurs parlaient l'allemand, et je pus engager une causerie avec eux. Nous avions oublié tout à fait que nous nous trouvions en présence d'ennemis, le contenu de nos gourdes fut partagé cordialement, et je leur distribuai même ma petite provision de tabac. Nous nous amusions comme d'anciens amis. Peu à peu ils étaient bien au nombre de cent cinquante ; quelques turcos s'étaient joints à eux, mais ils se tenaient à l'écart, défiants, tandis que les autres venaient me serrer amicalement la main. Je leur demandai s'ils avaient encore des vivres à Metz. Voici ce qu'ils me répondirent : « Nous avons encore de la viande de cheval, mais bien peu; on nous donne une livre de pain pour trois jours. Il n'y a plus de sel, mais on poivre la viande pour lui donnner du goût. » Leur misère doit être grande, car ils offrirent de me suivre si je voulais le leur permettre. Mais je ne crus pas convenable de faire prisonniers des gens désarmés. D'ailleurs ils ne nous échapperont pas.

» Nous nous mîmes en rapport avec les patrouilles et les sentinelles, et nous nous promîmes réciproquement de ne pas tirer l'un sur l'autre ; et, les uns comme les autres, nous avons tenu parole. Deux heures plus tard, je fus relevé de garde, et je n'y retournai qu'à six heures du soir.

» Le 15 au matin, ce fut plus amusant encore. Plus de trois cents soldats sans armes vinrent à nous. On avait donc fait connaître notre cordiale et pacifique réception. Tous avaient l'intention de récolter des pommes de terre. Ils firent honneur à nos gourdes, plus peut-être que nous l'aurions voulu. L'eau de vie eut un effet puissant sur leur estomac creux. Ils commençaient à nous prier en grâce de les amener, et il fallut les renvoyer.

» *Si ces soldats et moi avions eu à donner des ordres, la paix eût été conclue de suite sur le champ de pommes de terre.* C'est heureux toutefois que nous n'avions rien à dire ; car cette paix aurait été plus pourrie encore que les tubercules qui gisaient par terre. A mon avis, Metz ne peut plus tenir longtemps. On viendra bientôt à bout du dernier cheval. Mais il nous faut continuer à rester sur nos gardes, car il y aura certainement encore une affaire. Quoi qu'ils fassent, nous ne les laisserons pas passer. »

Les traîtres. — La *Voix du Luxembourg* cite le fait suivant :

« L'investissement de Thionville était à peine projeté et des semaines entières devaient encore

s'écouler avant le siége en règle, que le village de Garsh, à quatre kilomètres de Thionville, était déja occupé par les Prussiens.

» Un riche cultivateur, propriétaire d'une maison vaste et nouvellement construite, avait à loger chez lui un officier prussien, avec lequel il se trouvait en fort bons termes. Cet accord devait avoir des suites funestes.

» L'officier prussien ne rougit pas de profiter du bon vouloir de son hôte pour lui proposer les moyens d'entrer à Thionville comme espion. L'habitant de Garsch refusa d'abord avec indignation, mais obsédé sans cesse par son tentateur, fatigué de ses instances, et surtout alléché par la promesse de vingt mille francs, il finit par consentir à ce honteux marché : il vint s'établir avec l'officier prussien à Thionville, en faisant passer ce dernier pour son parent.

» Le tout a été découvert, et Français et Prussien ont été fusillés.

» Le Français devenu traître à sa patrie a compris toute la bassesse de son action, et, avant de mourir, il a regretté de laisser sans appui sept enfants, et surtout *de les laisser sous le coup* de la honte.

» Le Prussien témoigna un regret réel d'avoir porté le deuil et la honte dans une famille qui l'avait trop bien accueilli ; il se déclara l'instigateur de cette affaire et intercéda pour le paysan. Lui-même était fils unique, et son père, au désespoir, offrit en vain toute sa fortune pour la rançon de son fils. »

Les inconvénients de l'homonymie. — Il est certains noms qu'il est peu agréable et presque dangereux de porter actuellement, en France, à cause des fautes et des désastres qu'ils rappellent. En voici une nouvelle preuve :

« Le général **Boyer**, qui commandait à Chartres, vient de subir le malheur de l'homonymie. Il a été arrêté jeudi dernier à Toulouse en présence du préfet de la Haute-Garonne, M. **Duportal**, qui, le prenant pour le général Boyer de Metz, le fit partir sous escorte pour Tours. Une dépêche télégraphique a délivré en route le prisonnier. »

Ce qu'on vient de lire est tiré de la *France*. D'autre part, nous trouvons ce qui suit dans *l'Émancipation* de Toulouse :

« Hier matin, 28 octobre, à six heures, sur un ordre télégraphique venu de Tours, a eu lieu a la gare de notre ville, l'arrestation du sieur Boyer, général qui a livré Chartres aux Prussiens.

» Il a été dirigé sur Tours, accompagné de trois officiers de la garde nationale et d'un commissaire de police.

» Nous espérons que si l'accusation de trahison portée contre ce général se trouve justifiée, bonne et profonde justice sera faite afin de donner un exemple et un salutaire avertissement à ceux qui seraient encore tentés de se vendre aux Prussiens.

» Le général Boyer se rendait à Perpignan pour de là passer en Espagne. »

Petites nouvelles. — Un décret du 26 octobre dispose qu'une section de la Cour de cassation se réunira le 3 novembre à Poitiers. Elle se composera, sous la présidence de M. **Legagneur**, ou du plus ancien conseiller de la chambre criminelle, des magistrats de cette chambre actuellement en province, auxquels seront adjoints, en cas de besoin, des conseillers disponibles des chambres civiles, sans que le nombre total puisse dépasser quinze pour la section. Elle statuera sur les affaires criminelles, correctionnelles ou de simple police et sur les affaires civiles urgentes. — La *Gazette de Cologne* fait remarquer que la capitulation de Metz a eu lieu juste un mois après celle de Strasbourg (27 septembre), et soixante-quatre ans après l'entrée de **Napoléon Ier** à Berlin. — Le ministre de la guerre du royaume de Saxe vient d'acheter six millions de cigares pour les troupes saxonnes qui font partie de l'armée d'investissement de Paris.

JEUDI, 3 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On a des nouvelles de Paris par voie aérostatique. Les renseignements, qui datent du 26 et du 29 octobre, dépeignent l'esprit de la population, comme toujours vivement opposé à toute idée de défaillance ou de concessions quelconques. Elles signalent une sortie dans la direction du Bourget. Elles disent aussi que Paris ne sera pas rationné pour le pain avant le mois de janvier, et que des provisions de viandes fraîches et salées sont assurées encore pour plusieurs mois.

On signale, toujours par la même voie, l'établissement de grands travaux d'acheminement vers Cachan et Bagneux ; d'autre part, la construction de fortes batteries prussiennes vers Rezon et devant Courbevoie.

On télégraphie de Lille que l'avant-garde prussienne a été signalée près de Herson. On en conclut que les Prussiens vont se diriger vers le Nord.

Le bruit de la reprise du siége de la Fère est démenti.

Voici, dit-on, comment vont se répartir les troupes qui étaient sous Metz. Un corps escortera les prisonniers. Deux corps iront à Paris et quatre seront répartis entre les armées du sud et du nord de Paris.

On signale de Versailles une vive canonnade, mais sans résultat, de la part du Mont-Valérien, le 31 au soir et le 1er novembre au matin.

La situation. — La capitulation de Metz, ses causes, le mystère qui enveloppe la conduite du maréchal Bazaine, les témoignages accusateurs qui se multiplient contre lui et qu'on retrouve dans les correspondances de journaux comme dans la bouche des officiers ou soldats, qui ont été assez heureux pour échapper aux mains des Prussiens, voilà ce qui continue à préoccuper et à surexciter l'opinion.

On se demande toujours comment le maréchal, maître de forces supérieures à celles qui l'enserraient, n'a pas fait une trouée. Et l'on ne trouve jamais qu'une réponse plausible : c'est que le généralissime de l'armée du Rhin a subordonné ses opérations militaires à des préoccupations dynastiques et à des calculs égoïstes. Le maréchal Bazaine visait à être régent et les visées du prétendant ont tué en lui le sentiment du devoir militaire et du dévouement *absolu* à la France.

Toutefois, il n'y a pas unanimité dans les attaques. Constatons que le maréchal trouve ça et là des défenseurs, et que *le Nord* est aujourd'hui de ces derniers. Pour le *Nord*, la trouée a été impossible, parce que Bazaine ne pouvait tenter de sortie que dans la direction de Thionville et de Montmédy, et que les Prussiens, sachant le champ restreint qui

s'offrait à ses tentatives de délivrance, massaient leurs troupes sur les points menacés et opposaient ainsi une barrière presque infranchissable aux efforts des Français.

Quoi qu'il en soit, on en est toujours à se demander quelle conduite va tenir la France dans ces douloureuses circonstances, si elle va se rendre ou prolonger la résistance. Les préfets et les sous-préfets télégraphient bien de tous les points qu'on veut la résistance à outrance et que les revers de Metz et de Sedan n'ont pas abattu les courages. Mais on se demande si ces dépêches traduisent aussi fidèlement les sentiments des populations que ceux des fonctionnaires qui les envoient, et si les fonctionnaires ne prêtent pas gratuitement aux masses l'indignation et l'énergie qui les animent.

On voudrait que l'heure de la résistance en masse fût sonnée. Mais tant de villes, tant de villages, tant de hameaux capitulent encore tous les jours devant l'ennemi, malgré la gravité de la situation, que les hommes les plus dévoués à la France se demandent si le patriotisme et le courage de la nation sont bien à l'unisson du courage et du patriotisme du gouvernement actuel.

Car le gouvernement et les Français vraiment dignes de ce nom qui le secondent simplement en vue de sauver la France, auront beau faire si l'élan patriotique et la résolution de vaincre ne sont pas unanimes. Voilà ce qu'on se dit et voilà ce qui alimente les anxiétés et décourage presque les espérances des amis de la France.

Rien de nouveau de la mission de M. Thiers, dont on signale l'arrivée à Versailles, venant de Paris. Seulement, le journal de l'état-major prussien, à Versailles, prédit l'insuccès des démarches de cet homme d'État.

Capitulation de Metz. — La presse anglaise continue à publier des détails fort intéressants sur la reddition de Metz et sur l'attitude de la population et de l'armée dans ces tristes circonstances. La nuit qui a suivi l'annonce de la capitulation, toute la population a été sur pied. Un rédacteur d'une feuille républicaine a parcouru les rues, à cheval, en tirant des coups de pistolets et en exhortant les soldats à sortir et à chercher la mort ou la victoire pour éviter la honte qui les attendait.

Il était suivi d'une dame chantant la *Marseillaise*, ce qui produisit une agitation terrible. On enfonça les portes de la cathédrale, et, presque toute la nuit, on sonna le tocsin et le glas funèbre. Le général Coffinières, qui commandait la place de Metz, s'étant présenté pour calmer les esprits, on lui tira trois coups de pistolet. Il fallut l'intervention de régiments de la garde impériale pour maintenir l'ordre.

L'indignation et le désespoir des habitants étaient à leur comble. La garde nationale refusa de mettre bas les armes, et, le 29, dans l'après-midi, un capitaine de dragons avait paru à la tête d'un corps de troupes, jurant qu'ils mourraient plutôt que de céder. Quant aux femmes, elles parcouraient les rues en s'arrachant les cheveux, en déchirant leurs vêtements de luxe, leurs dentelles de prix et en criant à haute voix : « Que deviendront nos enfants? » Des soldats erraient çà et là en groupes irréguliers, tête nue et leurs sabres cassés, criant, pleurant et sanglotant. « Oh! pauvre Metz! autrefois la plus fière des villes! Quel malheur! Quelle catastrophe inattendue! Nous avons été vendus! Tout est perdu! C'en est fait de la France! » et bien d'autres choses. Les fonctionnaires civils se demandaient d'une rue à l'autre : « Qui sera notre maître? Qui nous gouvernera? Où irons-nous pour ne pas voir la ruine de notre nation? »

Quand le maréchal Bazaine, le 29, à quatre heures de l'après-midi, a traversé Ars, se rendant à Wilhemshœhe, dans une voiture fermée, marquée à son nom et escortée par plusieurs officiers de son état-major à cheval, les femmes du village, qui avaient appris son arrivée, l'ont accueilli aux cris de : « Traître! lâche! voleur! serpent! Où sont nos maris que tu as trahis? Où sont nos enfants que tu as vendus? » Elles ont même attaqué la voiture, en ont cassé les panneaux avec leurs poings et elles lui auraient fait un mauvais parti sans l'intervention des gendarmes prussiens.

Dans le bas peuple, les opinions les plus sinistres avaient cours sur le sort de la France à la fin de cette guerre. Plusieurs la voyaient irrémédiablement perdue. Mais, parmi les gens plus réfléchis, on croyait que la guerre ne finirait pas avec la prise de Paris.

Tels sont les détails qui nous parviennent sur les premiers moments qui ont suivi l'annonce de la capitulation. Ils prouvent que l'esprit de résistance était intact au sein des masses et que la population de Metz voulait être sauvée à tout prix de l'invasion prussienne.

Voici la proclamation par laquelle les vainqueurs ont appris aux habitants de Metz, ville si française de cœur et d'âme, ce qu'il leur coûterait de faire des vœux et d'agir en faveur du salut de la France :

PROCLAMATION AUX HABITANTS DE METZ

« La forteresse de Metz a été occupée hier par les troupes prussiennes, et le soussigné est provisoirement commandant de la forteresse.

« Je saurai maintenir entre les troupes la discipline prussienne éprouvée ; la liberté des personnes et la propriété sont garanties. Les charges qui incomberont ces jours-ci aux habitants, avant que les affaires ne soient tout à fait réglées, doivent être supportées, et je reconnaîtrai si les habitants sauront apprécier les circonstances.

« Où je rencontrerai de la désobéissance ou de la résistance, j'agirai avec toute sévérité et d'après les lois de la guerre.

» Celui qui mettra en danger les troupes allemandes ou leur portera préjudice par des actions perfides, sera traduit devant le conseil de guerre; celui qui servira d'espion aux troupes françaises, ou logera des espions français, ou leur prêtera assistance; *qui montrera volontairement les chemins aux troupes françaises, qui tuera, blessera ou volera les troupes allemandes ou les personnes appartenant à leur suite;* qui détruira les canaux, chemins de fer ou lignes télégraphiques; qui rendra les chemins impraticables; qui mettra le feu aux munitions ou provisions de guerre; enfin, qui prendra les armes envers les troupes allemandes, sera puni de la peine de mort.

» Arrête :

» 1° Les maisons dans lesquelles ou hors desquelles on commettra des actes d'hostilité envers les troupes allemandes serviront de casernes;

» 2° Plus de dix personnes ne pourront se rassembler dans les rues ou sur les places publiques;

» 3° Toutes les armes qui se trouvent entre les mains des habitants doivent être livrées jusqu'à lundi 31 octobre, quatre heures de l'après-midi, au palais de la division, rue de la Princerie;

» 4° Toutes les fenêtres doivent être éclairées en cas d'alarme pendant la nuit.

» Metz, le 30 octobre 1870.

» Le lieutenant général de division et commandant,

« (Signé) VON KUMMER. »

Imminence du bombardement de Paris. — La *Gazette générale de Prusse* annonce que le bombardement ne tardera pas en cas de continuation des hostilités.

Italie. — Des élections générales auront lieu le 20 novembre pour nommer une assemblée nouvelle en Italie. Les habitants de l'ancien État pontifical prendront part au scrutin et l'on pense que la Chambre future ira siéger à Rome.

MAZZINI, qui était poursuivi du chef de haute trahison, déclare qu'il repousse l'amnistie que le gouvernement italien a accordée à tous les condamnés et prévenus politiques à l'occasion de l'annexion de Rome. En conséquence, il annonce qu'il va reprendre le chemin de l'exil.

Voici la lettre par laquelle il notifie cette décision à ses partisans :

« Amis, je suis libre. Ils ont ouvert les portes de ma prison et je suis sorti. Je repousse naturel-
» lement de moi l'amnistie. Je me sens pur de fautes devant le pays, seul maître que je reconnaisse,
» et la *clémence royale* n'existe pas pour moi. Ceux qui voudraient par là avilir notre âme auront
» un jour besoin de la clémence de la nation.

» N'acceptant pas l'amnistie, je n'entends point profiter de ses bienfaits. Je reprendrai donc, d'ici
» à très-peu de jours, volontairement, le vieux chemin de l'exil. Attristé, mais serein et ferme dans
» ma foi, et certain que les grandes destinées de l'Italie doivent s'accomplir un jour ou l'autre, je
» tendrai de loin l'oreille pour écouter, — prêt, tant que je serai vivant, à accourir, — si de cette
» Rome sacrée, *bien que profanée en ce moment*, ou d'un coin quelconque de l'Italie, il s'élève
» une voix qui provoque des actions généreuses et qui renoue la tradition rompue de la liberté
» républicaine et d'une solennelle mission européenne. »

Une réponse à M. Guizot. — M. Guizot s'est prononcé, dans une lettre rendue publique, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, et il a fait appel aux puissances neutres qu'il a invitées à se constituer en arbitrage européen. Lord CLANRICARDE lui répond que la cession susdite est d'une inévitable nécessité, et que s'il y avait un gouvernement régulier, en France, qui fût l'expression vraie du pays,

cette clause de l'armistice ou de la paix n'arrêterait pas un moment les négociations.

Le libéralisme prussien. — Deux procès de presse qui se rapportent à la guerre à noter à Berlin et à mettre à l'actif du libéralisme prussien auquel certaines gens croient en Europe. Dans l'un, le docteur Max Hirch, rédacteur d'une feuille d'économie sociale, était accusé d'avoir injurié le Roi, parce qu'il avait parlé irrévérencieusement des égards dont Napoléon III est l'objet dans sa captivité. Le ministère public a soutenu que le confort et les honneurs dont jouissait l'Empereur ayant été réglés par le Roi en personne, il n'y avait pas à en médire, sous peine de crime de lèse-majesté. Le tribunal l'a pensé ainsi, et l'irrévérencieux docteur Hirch s'est vu condamné à deux mois de prison. Dans l'autre procès, intenté pour les mêmes motifs, le prévenu a été acquitté, parce que le tribunal a reconnu que les critiques s'adressaient plutôt au gouvernement qu'à la personne du Roi.

Ces deux procès et les jugements qui s'en sont suivis ne témoignent pas seulement en faveur du libéralisme qui règne en Prusse : ils prouvent encore que le luxe et le confortable dont on a entouré la captivité de Napoléon provoquent de vives protestations au sein de l'Allemagne.

PETITES NOUVELLES. — On annonce que la candidature du duc **d'Aoste** au trône d'Espagne gagne tous les jours du terrain. — Le *Phare de la Loire* vient d'organiser une souscription en faveur d'un homme dont la vie tout entière a été consacrée à enseigner la vérité, le philosophe **Pierre Leroux**, qui s'éteint à Nantes dans le besoin. — On annonce que le Pape se plaint de l'occupation du Quirinal et laisse entrevoir qu'il sera forcé de quitter Rome. — Le bruit d'une entrevue entre le comte **de Paris** et le comte **de Chambord** est démenti. — On annonce le rétablissement du pont entre Kehl et Strasbourg.

Premières nouvelles de l'armée de Metz. — Une personne arrivant de Metz communique à la *Meuse,* de Liége, les renseignements que voici :

« Elle a vu tout récemment et en parfaite santé les généraux **Pradon, Dubost, Lafaille, Pé de Arros, Fournier,** duc **de Lesparre, Micheler, de Vercly, de Mecquenem, Coffinières, Saget, Lapasset, de Courcy** (promu à Metz), **Clinchant, Deligny, Crespin, de Vallabrègue, de Berckheim.**

» Les intendants **de Cevilly, Jallibert, Antoine, Pérot.** (Ce dernier, chargé de la difficile organisation des ambulances, y a déployé un zèle au-dessus de tout éloge).

» Le père **de Damas**, aumônier de l'ambulance de la préfecture. — M. **Odent**, préfet, et sa femme, les familles **Berga, Huot** et **Faultrier, Humbert.**

» Les colonels **Davoust d'Auerstædt, Protche, Gallimard, Boissonnet, Petit, Merlin, Salanson, Luxer, Loqueyssie.** Les commandants **Masselin, de Préval, Hinstin, Pleuvier, Antoine.**

» Le commandant **Saillard**, le capitaine **Patillon** (artillerie).

» Le capitaine d'artillerie **Malcor**, blessé au cou, est rétabli. Les commandants **Bazard**, de l'artillerie, et **Fischer**, du 88e, vont bien.

» Les élèves de l'école d'application, au nombre de cinquante-quatre, ne comptent que trois malades, MM. **Guillin** et **Blanche**, convalescents d'une fièvre typhoïde, **Guillemand**, atteint de fièvre.

» Le corps du génie, peu éprouvé, a le bonheur d'avoir tous ses membres en bonne santé, sauf quatre, le lieutenant **Feldhaus**, tué; le lieutenant **Cretin**, blessé et abandonné à l'ambulance de Forbach. Le lieutenant **Grassat**, blessé, est mort d'une pleurésie, et le capitaine **Gillet**, atteint de deux balles, en bonne voie de guérison.

» Le général **Bataille**, grièvement blessé, va bien, le capitaine d'artillerie **Florentin** et le lieutenant **Feldmann**, de même.

» Sont également bien portants, les chefs d'escadron **de Failly, Jeandel, Duchêne**, le colonel **Goulier**, le payeur **Bostmembrun**, les capitaines **Moreau, Béghui, Prangé**, du génie; **Duncord, Duterme**, de l'artillerie.

Les pertes de l'artillerie sont au nombre de onze, sur plus de quatre-vingts atteints : MM. **de Maintenant**, lieutenant-colonnel; **Vigier, de Germay-Prémer**, chefs d'escadron; **Picciotto**, capitaine; **Morel, Marguet, le Pomellec, Miciol**, lieutenants, et le lieutenant **Chabord**, qui a eu les deux jambes emportées au combat de Forbach et s'y est conduit en héros.

» On espère pouvoir compléter ces renseignements par de nouvelles informations. »

VENDREDI, 4 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On annonce, de Beulzicourt, des engagements entre les Prussiens qui forment l'armée assiégeant Mézières et des corps de francs-tireurs.

Le général Werder, en date du 31 octobre, annonce la prise de Dijon après un vif combat. La résistance des Français a été opiniâtre et digne. Il a fallu occuper les faubourgs par la force. Le feu a pris à la ville. Pendant la nuit du 30 au 31, les Français ont quitté la ville, et la municipalité a capitulé le matin.

Le général Werder accuse 250 hommes hors de combat.

La situation. — Deux grandes émotions, deux nouvelles également émouvantes, mais à des titres différents, dans cette seule journée!... D'abord, une dépêche annonçant que des négociations étaient à la veille de s'ouvrir pour la conclusion d'un armistice de vingt-cinq jours. Puis, la nouvelle de la répression d'une émeute à Paris (1). Une seule de ces nouvelles eût suffi à révolutionner l'opinion. Qu'on juge donc de l'agitation que toutes les deux, éclatant en même temps, ont provoquée partout.

Les amis les plus intelligents et les plus zélés de la France ont toujours craint une chose pour elle : c'est que la désunion ne se mît dans les rangs de ses défenseurs et ne paralysât leurs efforts. Leurs craintes étaient donc fondées, et les événements n'ont que trop justifié leurs

(1) Nous n'avons rien changé au plan primitif de notre œuvre; nous la livrons au public telle qu'elle eût dû paraître, si les circonstances l'avaient permis, au lendemain de l'investissement de Paris. C'est pourquoi le lecteur ne trouvera ici qu'une simple mention des événements du 31 octobre 1870, à Paris. P. M. Janvier 1872.

appréhensions!... Heureusement, tout danger a maintenant disparu; l'ordre est rétabli et le soin de la défense nationale remis aux mains les plus fermes, les plus dignes et les plus aimées.

Quand tous les Français comprendront-ils que l'heure n'est ni aux discussions théoriques, ni aux essais politiques et sociaux, ni aux compétitions de partis ou de personnes, mais à la défense et à la défense seule? Qu'on purge la France de ses envahisseurs! On discutera après; on aura alors tout le loisir désirable pour tenter la réalisation des sublimes théories d'égalité et de justice en tout et pour tous, qui sont le rêve de tous les esprits honnêtes, de toutes les intelligences élevées, mais dont l'application offre tant de difficultés et d'écueils!

La perspective d'un armistice n'a pas moins remué les esprits. On est partout si affamé de paix, qu'on a vu, dans ce seul fait, que des négociations devaient s'ouvrir pour amener une suspension des hostilités, l'avant-coureur d'une paix prochaine. L'homme est ainsi constitué qu'il prend vite ses vœux pour des réalités!... Dieu sait pourtant si les espérances d'une paix imminente sont précaires et peu fondées!... D'abord, il y a à débattre et à fixer les conclusions d'un armistice. Et puis, l'armistice conclu, et les neutres intervenant, comment concilier les prétentions des vainqueurs et le droit des vaincus, toujours debout? Comment mettre d'accord la Prusse, qui veut l'Alsace et la Lorraine, et la France, qui ne peut les céder sans trahir ces provinces et sans renier les principes qu'elle a fait triompher et qu'elle a soutenus partout, par sa diplomatie comme par ses armes?

Mais dites ces choses, énumérez ces difficultés aux intelligences populaires. On vous répond que vous assombrissez à plaisir le tableau et que les perspectives actuelles sont aussi riantes et pacifiques que possible.

Manifestations à Tours. Une harangue de M. Gambetta. — Lundi soir, il y a eu à la salle Panvert, à Tours, une grande réunion publique, où il a été question de la défense nationale. Des délégués, au nombre desquels figure M. Malardier, ancien représentant du département de la Nièvre, ont été nommés pour transmettre au gouvernement des résolutions adoptées unanimement par la réunion et demandant notamment que la levée en masse devienne une réalité; que l'on ne garde pas à la tête d'une armée le général Bourbaki, dont les antécédents et la conduite récente sont loin d'inspirer de la confiance aux populations; qu'il soit établi dans chaque département ou centre de population des comités sérieux pour l'organisation de la défense, et que des commissions départementales suppléent à l'insuffisance, à l'inertie des conseils municipaux et des conseils généraux, dont l'exis-

tence date de l'ancien régime et entretient, par conséquent, des méfiances, qui sont des dangers dans les circonstances actuelles.

Le lendemain, mardi, vers deux heures et demie après midi, une foule de citoyens, qu'on peut évaluer sans exagération à plusieurs milliers, se sont organisés en procession en face de l'Hôtel de Ville, et de là, tambours en tête, se sont rendus à l'Hôtel de la Préfecture. Les délégués sont allé remettre aux membres du gouvernement les résolutions de l'assemblée de la veille. Au bout de quelques instants, M. Gambetta a paru au balcon. Il a été accueilli par le cri de : *Vive la République!* Quelques-uns se découvraient. « Gardez votre chapeau, » a dit M. Gambetta.

Puis, le Ministre de l'intérieur et de la guerre s'est exprimé à peu près en ces termes :

« Citoyens, je vous remercie de vouloir bien venir montrer au milieu de nos douleurs les sentiments de solidarité qui nous unissent... Nous ne nous abandonnerons pas, quels que soient les abandons que nous voyons autour de nous. Mais sachez qu'il suffit de vouloir échapper pour échapper; il suffit de *vouloir*, il faut vouloir.

» Mais il ne faut pas, d'autre part, croire que le gouvernement peut et doit tout faire; il faut agir par vous-mêmes. Il faut que dans toute la France, dans chaque ville, dans chaque village, l'on se groupe, l'on se serre, que chacun se rapproche de son voisin pour s'unir et former un tout compacte : il faut que ce soit une guerre vraiment nationale, qu'il y ait partout, dans chaque village, un homme prêt à mourir et à verser la dernière goutte de son sang.

» Il faut aussi cesser de distinguer entre villes ouvertes et villes fermées, entre ce qui peut être défendu et ce qui ne peut pas l'être; en un mot, partout il faut vaincre ou mourir.

» La République vivra, si vous voulez qu'elle vive; elle vivra, si nous agissons, si nous sommes prêts à donner généreusement tout notre sang pour elle et pour la liberté. »

Ici le cri : *Des armes! des armes!* s'est fait entendre. M. Gambetta a répondu :

« Quand je suis arrivé, j'ai fait ce qui était possible et au delà. Mais l'impossible je ne le peux.

» Vous demandez des armes? Nous en achetons des quantités de tous côtés, mais n'oubliez pas que sur les marchés étrangers, outre la concurrence de l'ennemi, qui nous combat aussi sur ce terrain, là encore et surtout nous avons la concurrence de l'homme de Sedan!...

» Mais vous, de votre part, agissez; et, pendant que les armes nous viennent de l'étranger et se fabriquent chez nous, apprenez le maniement par le moyen de celles que vous avez, passez-les-vous les uns aux autres.

» Pénétrez-vous enfin de ceci : qu'il faut suppléer par votre propre génie, par votre propre action, à l'action du gouvernement, qui ne peut tout atteindre ni tout embrasser. Les armes se distribuent, mais il y a encore cinq millions d'hommes à armer.

» Apportez donc votre concours personnel particulier à la défense de la patrie. Ne comptez que sur vous-mêmes; car c'est là le mal de ce pays de ne rien faire par soi, de lever les yeux sur ceux qui vous gouvernent, attendant tout d'eux. Agissez donc par vous-mêmes. Nous, de notre côté, nous ne nous reposons pas. »

Ces paroles ont été couvertes d'applaudissements, suivis de quelques cris renouvelés de : *La levée en masse!* La foule s'est retirée en proie à une vive émotion.

Manifestations à Marseille. — Cette ville, comme tant de villes de France, a eu son moment d'agitation à la nouvelle de la capi-

tulation de Metz. La foule s'est portée sous les fenêtres du préfet démissionnaire; on a juré de ne pas recevoir son remplaçant, M. Gent, qui devait arriver; la commune révolutionnaire a été proclamée et l'ancien conseil municipal dissous. Le 2 novembre, au lendemain de ces faits, M. Gent est arrivé pour remplir les fonctions d'administrateur avec pleins pouvoirs civils et militaires que lui avait confiées la délégation de Tours.

Voici en quels termes un journal républicain de Marseille, *l'Égalité*, rend compte des troubles qui ont eu lieu à cette occasion :

« Le citoyen **Gent** est arrivé à la préfecture, où l'attendaient avec anxiété tous les membres du conseil départemental, un certain nombre de délégués de la ligue du Midi, des gardes nationaux de tous grades.

» Il a été silencieusement accueilli et il s'est fait introduire dans le cabinet particulier du citoyen **Esquiros**, avec lequel il s'est entretenu pendant quelques instants.

» Les nombreux citoyens se sont alors livrés à des conversations isolées sur l'étendue des pouvoirs que le citoyen Gent venait exercer à Marseille.

» Il n'y avait qu'une voix pour déclarer que la situation du citoyen Esquiros ne devait pas être brisée, mais que le citoyen Gent pouvait calmer l'exaspération du peuple en acceptant le citoyen Esquiros comme collaborateur.

» Enfin, le citoyen Gent est venu au milieu des groupes; il a déclaré avec résolution et fermeté qu'il exercerait sans partage les pouvoirs civils et militaires qu'il tenait du gouvernement de Tours.

» Un délégué de la commission révolutionnaire de l'Hôtel de Ville s'est présenté au citoyen Gent et lui a demandé s'il voulait reconnaître la dissolution de l'ancien conseil municipal et l'établissement de la commission nommée par l'acclamation du peuple.

» Le citoyen Gent a dit à peu près textuellement : « Je ne sais pas ce que vous entendez par » commune révolutionnaire; j'arrive, j'ignore absolument ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, mais si » vous désirez connaître exactement mon opinion, je vous déclare très-nettement que je ne reconnais » nullement la commission municipale révolutionnaire. »

» Alors la consternation s'est répandue dans l'assemblée qui a protesté très-vivement contre la conduite du gouvernement de Tours qui allait être cause de la guerre civile.

» Le citoyen **Dupont**, membre du conseil départemental, a essayé de ramener le citoyen Gent à des mesures de conciliation ; il lui a dépeint la volonté résolue de tous en faveur du citoyen Esquiros, la guerre civile imminente si les décisions du gouvernement de Tours n'étaient pas modifiées, et il a ajouté que la responsabilité retomberait sur le citoyen Gent s'il persistait dans ses intentions.

» Tous les assistants ont appuyé les paroles du citoyen Dupont.

» Alors le citoyen Gent a parlé de ses sentiments républicains, disant qu'il serait toujours contre l'état de siége; mais que le citoyen Esquiros, ayant donné trois fois sa démission, il n'avait pas cru, lui Gent, qui déjà par deux fois avait refusé le mandat que voulait lui confier le gouvernement de Tours, à cause de son amitié pour Esquiros, pouvoir refuser une troisième fois; il avait donc accepté le titre d'administrateur du département des Bouches-du-Rhône, avec pleins pouvoirs civils et militaires, et que cette situation ne lui permettait pas de conserver un pouvoir quelconque au-dessus ou à côté du sien.

» Les conversations se sont formées en divers groupes ; quelques-uns disaient que, pour éviter la guerre civile, on ferait bien d'arrêter le citoyen Gent et de le garder pour l'empêcher d'agir.

» Le spectre de la guerre civile se présentait aux yeux de tous, et chacun en frémissait.

» Quelques citoyens armés attirés par le cri : « Aux armes ! » sont entrés dans la salle où se trouvaient le citoyen Gent et une foule d'autres citoyens ; à leur arrivée, une protestation très-vive s'est élevée contre la présence de ces citoyens armés; un certain désordre, un certain tumulte s'en est suivi ; peu à peu, et grâce aux efforts de citoyens dévoués, le calme renaissait; des explications catégoriques de part et d'autre allaient peut-être amener une entente indispensable dans les circon-

stances douloureuses que la France traverse, lorsqu'une détonation s'est fait entendre; le citoyen Gent était blessé. Il faut renoncer à peindre la stupeur et la consternation de tous; à l'heure qu'il est, Alphonse Gent repose; sa blessure ne présente actuellement aucune gravité. Ce n'est qu'une forte contusion sans effusion de sang, dont le citoyen Gent sera très-promptement remis, et qui ne l'a nullement empêché de recevoir ses parents et amis dans la soirée. »

M. Rouher. Révélations curieuses. — Le correspondant du *Times* à Versailles, M. Russel, annonce la découverte, à Sucy-en-Brie, de la correspondance privée de M. Rouher. C'est le récit des négociations les plus secrètes, la mise à jour même des pensées. Un monsieur rapporte ce qu'un prince anglais lui a dit au commencement de la guerre de 1866. Un autre dit ce que des politiques français ont cherché à obtenir pendant la convention de Nicolsbourg.

« Le comte **de Bismark**, avec sa main puissante, ajoute le *Times*, a forgé de ces matériaux des » arsenaux entiers de foudres pour les lancer contre les petits diplomates allemands qui tenteraient » de faire obstacle à ses projets. Dans cette correspondance, en effet, il y a, me dit-on, un tel amas » d'envie, de haine, de malice, se joignant à une bonne portion de poudre à canon et d'allumettes » chimiques, que le maniement le plus léger pourra faire faire instantanément explosion dans les » endroits les plus inattendus. »

Cela prouverait que le gouvernement français a été trompé, non-seulement par l'ignorance de sa propre diplomatie, mais aussi par les promesses mensongères de quelques diplomates des principicules allemands, déconcertés par les événements de 1866.

Espagne. — Les élections d'un Roi en Espagne sont fixées au 16 de ce mois. On parle toujours des chances du duc d'Aoste, qui est soutenu par Prim. Espartero a pour avocat le général Contreras. Topete reste fidèle à ses anciennes amours, c'est-à-dire, au duc de Montpensier. On ne sait pas encore bien ce que fera la majorité. Quant à la minorité républicaine, on dit qu'elle se retirera des Cortès après l'élection d'un Roi. Castelar a prononcé un discours, dans lequel il s'est demandé comment on pouvait vouloir un roi, quand on voyait les maux et les ruines que le principe monarchique accumule aujourd'hui en Europe.

Petites nouvelles. — On annonce l'arrivée à Bruxelles de M. **Émile Ollivier**. On sait que la présence de M. Ollivier, dont on avait perdu la trace pendant plusieurs semaines à la suite de sa chute du ministère, avait été signalée en Italie, vers la fin de septembre. — On annonce l'arrivée du général **Changarnier**, à Bruxelles. Le général va se fixer dans la même maison qui lui a jadis servi de séjour après le 2 Décembre. — L'archevêque de Tours, M. **Guibert**, recevant le nonce le jour de la Toussaint, a signalé la coïncidence des malheurs de la France et de la papauté. Il a émis la pensée que la France devait redevenir catholique, et qu'en restaurant le pouvoir temporel des Papes, elle travaillerait à s'assurer le bonheur et la paix, sous une forme de gouvernement quelconque.

SAMEDI, 5 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Sous Paris, il y a à signaler la prise du Bourget par les Français, le 28 octobre, et la reprise de ce même village par les Prussiens, le surlendemain.

On annonce ensuite le complet investissement de Belfort, le 3 courant. Enfin, une dépêche, d'origine suisse, parle d'une défaite que les Français auraient subie à Montbelliard.

La situation. — Chaque jour apporte une émotion nouvelle, chaque jour ajoute à l'imprévu, qui semble devoir dominer d'un bout à l'autre dans cette guerre. Hier, à la seule annonce de l'offre d'un armistice, l'Europe croyait à la suspension prochaine des hostilités. Or, on sait aujourd'hui que rien n'est décidé à ce sujet, et l'on ignore même encore quelles seraient les conditions d'une suspension des hostilités.

Bien plus, hier, tout était à la paix, et la répression d'un mouvement ultra-radical, à Paris, ajoutait de nouvelles couleurs au tableau plus ou moins riant que l'imagination impatiente du public voyait déjà se dérouler. Aujourd'hui, nous voilà rejetés dans un ordre d'idées bien différent. Aujourd'hui, c'est la guerre à outrance, c'est la levée en masse, c'est la nation française tout entière courant sus aux armées prussiennes, que les nouvelles du jour nous font prévoir. Un décret de la délégation de Tours ordonne la mobilisation de tous les hommes valides de vingt à quarante ans, même mariés ou veufs avec enfants. D'autre part, — pour faire voir qu'on veut faire face à tous les besoins et organiser sérieusement la lutte,— un autre décret porte que chaque département devra mettre sur pied à ses frais, dans un délai de deux mois, une batterie d'artillerie avec le personnel évalué d'après chaque cent mille habitants.

C'est donc une guerre homérique, sans précédent dans l'histoire, qui va commencer. Ce sont deux grandes nations tout entières qui vont se prendre corps à corps et lutter jusqu'à complète destruction de l'une ou de l'autre. Que de sang va couler encore! Que de ruines! que de tueries! que de misères vont épouvanter le monde!

Disons, cependant, qu'en présence de l'attitude du gouvernement provisoire, que quelques-uns traitent de folie, mais que la plupart admirent, chacun se demande si ces résolutions héroïques sont bien à l'unisson des sentiments de la France. Oui, la France veut-elle bien cette lutte gigantesque à laquelle ses chefs actuels la convient au nom du patriotisme et de l'honneur national? Verrons-nous les pères, les époux, les fils, les frères quitter leurs familles, le cœur résolu à mourir et à ne rentrer qu'après avoir chassé l'ennemi du sol de la patrie? Verrons-nous les

femmes et les vieillards, seuls gardiens des foyers, se montrer au doigt l'homme valide qui refusera de marcher à la délivrance du pays, en s'écriant : « Voilà un lâche ! »

Et cependant, ou ces mesures provoqueront un de ces enthousiasmes et de ces mouvements guerriers comme en produisirent jadis les attentats de l'Europe monarchique contre l'œuvre de 89, ou elles montreront au monde la France vouée à l'impuissance et au ridicule.

Si l'élan est unanime, généreux, soutenu par le patriotisme et l'abnégation des femmes et des enfants, il sauvera la France des humiliations qui la frappent, et la remettra à la place glorieuse qu'elle occupait dans le monde. Sinon, s'il n'y a que des dévouements et des courages privés, sans écho et désavoués par l'opinion comme devant être stériles, alors c'en sera fait de l'honneur de la France, et le courage de quelques patriotes généreux et dévoués n'aura qu'une conséquence fâcheuse : celle de rendre le vainqueur plus exigeant et plus altier dans ses prétentions.

Les efforts énergiques qui sont faits pour organiser la défense nationale n'ont pas cependant tout à fait détourné l'attention des récents événements de Paris. On en connaît tous les détails; on sait le vote de confiance que les électeurs viennent de donner au gouvernement actuel, et l'on espère que les impatients ou les félons seront enfin réduits à l'impuissance. C'est le résultat qu'on attend de la manifestation du corps électoral parisien.

Capitulation de Metz. — Tout n'est pas encore dit sur cette fameuse capitulation. A dire vrai, les témoignages accusateurs se multiplient contre Bazaine, et ce ne sont pas les lettres de ses défenseurs officieux qui parviendront à le disculper aux yeux de l'opinion publique. Ce ne sera pas non plus la lettre qu'il vient d'écrire lui-même au *Nord*, et où il tient un langage des plus dédaigneux vis-à-vis de Gambetta et de sa proclamation. Il soutient avoir fait son devoir jusqu'au bout. S'il n'a pas tenté de faire de trouées, c'est parce que les troupes qui l'entouraient étaient toujours supérieures en nombre aux siennes. Et s'il a capitulé, c'est par suite des maladies et de la faim qui décimaient ses troupes. On voit que le maréchal n'apporte aucun argument nouveau pour sa défense et qu'il ne fait que reproduire la thèse de son lieutenant et homme de confiance, le général Boyer.

Et pourtant, la vraie question, la seule, l'unique question, est toujours de savoir si réellement une trouée était impossible *dès le début*; si l'armée n'a pas été sciemment trompée sur la situation de la France; si Bazaine ne se réservait pas avec les troupes dont il avait le commandement *pour imposer la Régence, sans s'inquiéter de la volonté du pays*,

s'il a payé de sa personne, pendant l'investissement de Metz, comme un général en chef doit le faire, et enfin, s'il a tout fait pour sauver l'honneur des armes françaises en réglant et acceptant les conditions de capitulation qu'on sait.

Bazaine dit dans sa lettre que c'est la faim qui l'a amené à capituler. Fort bien. Mais ne pouvait-il pas prévenir cette pénible nécessité par une sortie qui lui eût peut-être été facile? Il parle des travaux des assiégeants. Mais ces travaux n'existaient pas dès le début : ce sont là des obstacles qui ont pu surgir *plus tard*, mais qu'on ne peut pas invoquer *pour la première période d'investissement*.

D'autre part, les journaux de Tours publient une lettre que le frère du maréchal Bazaine adresse aux membres du gouvernement. Il proteste avec indignation contre l'accusation de trahison que la délégation a portée contre le maréchal. « Ce n'est pas, dit-il, après quarante ans d'une vie militaire sans tache, que le maréchal manquerait à l'honneur : le maréchal doit être entendu (nous venons de résumer sa défense) avant d'être condamné ; depuis deux mois et demi, complétement isolé de la France, il n'a pu recevoir du gouvernement ni un avis, ni un homme, ni un pain ; il a résisté jusqu'à complet épuisement de vivres, épuisement annoncé au gouvernement sans que celui-ci ait pu y remédier. Le maréchal a affronté cent fois la mort avec cette froide intrépidité, admirée de tous, et tenté tous les efforts suprêmes que commandait l'honneur de l'armée. »

Pendant que ces essais de justification se font jour, les accusations s'accroissent et s'accentuent, comme nous le disions plus haut. On raconte qu'au moment de partir, le maréchal, qui traversait la pièce d'attente remplie de ses officiers généraux, remarqua qu'un de ses neveux, son officier d'ordonnance, ne se disposait point à le suivre.

« Tu ne viens pas? » aurait dit le signataire de la capitulation de Metz. » Non, *maréchal*, aurait répondu son neveu ; je reste et j'espère ne pas tarder à ne plus porter le nom de Bazaine (1). »

Voici le texte même de la lettre du maréchal Bazaine dont il est parlé plus haut :

« Cassel, 2 novembre 1870.

» *Monsieur le Directeur du* NORD,

» En arrivant à Cassel, où nous sommes internés par l'ordre de l'autorité militaire prussienne, j'ai lu votre *Bulletin* (partie politique) du 1er novembre, sur la convention militaire de Metz et la pro-

(1) Dans une lettre adressée à l'*Indépendance belge*, ce propos a été démenti par un neveu du maréchal Bazaine qui a protesté de son dévouement et de son admiration pour son oncle. Mais comme le maréchal, si nous ne nous trompons pas, avait plusieurs neveux sous ses ordres et qu'un seul d'entre eux a protesté contre un pareil langage, il s'ensuit que l'anecdote reste entière.

clamation aux Français de M. Gambetta. Vous avez raison, l'armée n'eût pas suivi un traître, et pour toute réponse à cette elucubration mensongère afin de continuer à égarer l'opinion publique, je vous envoie l'ordre du jour adressé à l'armée après les décisions prises à l'unanimité par les conseils de guerre des 26 et 28 octobre, au matin (1).

» Le délégué du gouvernement de la Défense nationale ne semble pas avoir conscience de ses expressions ni de la situation de l'armée de Metz, en stigmatisant la conduite du chef de cette armée, qui, pendant près de trois mois, a lutté contre des forces presque doubles, dont les effectifs étaient toujours tenus au complet, tandis qu'elle ne recevait même pas une communication de ce gouvernement, malgré les tentatives faites pour se mettre en relation. Pendant cette campagne de trois mois, l'armée de Metz a eu un maréchal et vingt-quatre généraux, deux mille cent quarante officiers et quarante-deux mille trois cent cinquante soldats atteints par le feu de l'ennemi.

» Se faisant respecter dans tous les combats qu'elle a livrés, une pareille armée ne pouvait être composée ni de traîtres ni de lâches. La famine, les intempéries ont fait seules tomber les armes des mains des soixante-cinq mille combattants réels qui restaient (l'artillerie n'ayant plus d'attelages et la cavalerie étant démontée), et cela après avoir mangé la plus grande partie des chevaux, et fouillé la terre dans toutes les directions pour y trouver rarement un faible allégement à ses privations.

» Sans son énergie et son patriotisme, elle aurait dû succomber dans la première quinzaine d'octobre, époque à laquelle les hommes étaient déjà réduits par jour à trois cents grammes, puis deux cent cinquante grammes de mauvais pain. Ajoutez à ce sombre tableau plus de vingt mille malades ou blessés, sur le point de manquer de médicaments, et une pluie torrentielle, depuis près de quinze jours, inondant les camps, et ne permettant pas aux hommes de se reposer, car ils n'avaient d'autre abri que leurs petites tentes.

» La France a toujours été trompée sur notre situation, qui a été constamment critique. Pourquoi? Je l'ignore, et la vérité finira par se faire jour. Quant à nous, nous avons la conscience d'avoir fait notre devoir en soldats et patriotes.

» Recevez, etc.

» (Signé) BAZAINE. »

Bulletin de la paix. — On annonce de nouvelles entrevues de M. THIERS avec M. DE BISMARK, le 4 novembre. Les journaux qui donnent ces renseignements, estiment que M. Thiers doit faire des concessions. Il semble, cependant, peu probable que M. Thiers ait mandat d'agir dans ce sens, quand le gouvernement de Tours ordonne la levée en masse et que la population de Paris se montre résolue à mourir plutôt que de laisser humilier la France.

Les journaux publient les dépêches de lord GRANDVILLE et de M. DE BISMARK touchant la proposition et les conditions d'un armistice. La dépêche anglaise se borne à des généralités sur la nécessité d'un armistice. La dépêche prussienne signale le mauvais vouloir de Paris, qui ne veut ni armistice ni Constituante. Elle se porte garante de la volonté de l'Allemagne de faire la paix et elle ajoute que les élections à la Constituante pourront se faire « librement dans les pays occupés par la Prusse. » Mais pas un mot si l'Alsace et la Lorraine sont comprises dans ces termes. C'est cependant ce qu'on voudrait surtout savoir.

Nouvelles du Midi. — Belfort est investi. C'est donc le Midi

(1) Nous avons donné cette pièce page 162.

qui est menacé. Aussi l'on signale de ce côté les plus énergiques préparatifs de défense. A Marseille, MM. Esquiros et Delpech, l'un préfet, l'autre administrateur du département, à la nouvelle de la capitulation de Metz, ont donné leur démission pour prendre les armes. M. Delpech, dans une proclamation des plus énergiques, a signalé aux insultes et au mépris des femmes et des vieillards les hommes valides qui ne prendraient pas les armes pour sauver la France des hontes actuelles. La Commune révolutionnaire a été proclamée la nuit qui a suivi la nouvelle de la capitulation, et M. Cluseret a été chargé du commandement en chef des forces du Midi. Le sang a même coulé. Nous devons dire, toutefois, que la capitulation de Metz et l'arrivée de M. Gent n'étaient pour rien dans ce fait malheureux.

Voici comment l'*Égalité*, du 3, rapporte les circonstances qui ont amené cette regrettable effusion de sang :

« Le colonel **Nicolas**, désigné comme général de la garde nationale par l'état-major, croyons-nous, a été arrêté dans la soirée du 2, nous ignorons en vertu de quel ordre, et transporté en voiture à la prison de Saint-Pierre. Des hommes armés l'accompagnaient. On dit que ce sont des gardes civiques, mais tant de différents corps existent à Marseille que nous craindrions de commettre une erreur en l'affirmant.

» Arrivés au haut des Allées de Meilhan, ils ont été accueillis par des interpellations assez vives, mais il n'y a eu aucun accident à déplorer cette fois.

» M. Nicolas a-t-il crié : Aux armes ! en passant devant un poste de gardes nationaux?

» Au retour de la voiture, encore au haut des Allées, des altercations plus vives se sont élevées, à la suite desquelles celui des hommes armés qui était à côté du cocher a tiré un coup de feu sur un des hommes qui entouraient la voiture, disent les uns, en l'air, disent les autres. D'autres coups de feu ont retenti aussitôt : deux hommes ont été tués et quelques autres blessés. Les gardes nationaux qui se trouvaient là ont ensuite arrêté des gardes civiques.

» La foule s'est amassée pour donner des secours aux blessés, et aussi par une curiosité anxieuse bien naturelle.

» Il était dix heures du soir.

» Bientôt un grand nombre de gardes civiques sont arrivés de la mairie, en armes. Des décharges générales ont été faites sur les Allées et surtout dans la rue Sénac, où la foule se précipitait. Le nombre des victimes est heureusement peu considérable.

» Aucune sommation n'a été faite.

» Les uns affirment que les gardes civiques ont fait feu sans provocation autre que les faits précédents ; quelques autres, qu'on a tiré sur eux du premier étage d'un café, lorsqu'ils arrivaient en hâte.

» L'enquête éclaircira ce qui reste de douteux dans ce récit, écrit avec prudence, mais avec la plus grande conscience et sans rien dissimuler. »

A Lyon, les esprits sont peut-être encore plus portés que partout ailleurs à la résistance. D'abord, les départements du Rhône, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de la Loire, de Drôme-et-Ardèche, qui forment la huitième division militaire, sont mis en état de siége.

Une proclamation du général Bressolles, commandant la huitième division militaire, appelle les Lyonnais à achever leurs formidables remparts et à laisser momentanément leurs armes pour prendre la pelle et

la pioche. D'autre part, voici la déclaration de la commune lyonnaise :

« Le Conseil municipal s'inspirant de la nécessité,

» ARRÊTE :

» Plutôt que de subir la honte d'une reddition, la ville sera défendue jusqu'à complet anéantissement.

» Seuls, les vieillards, les enfants et les femmes peuvent quitter la place.

» Les lâches devant l'ennemi seront considérés comme déserteurs. Leurs noms seront voués à l'infamie.

» Le maire de Lyon,

» HÉNON. »

Cette déclaration des élus de la population dit mieux que toutes les phrases les dispositions de résistance à outrance qui animent les Lyonnais, et qu'on retrouve presque partout dans le Midi.

Un départ de Paris. — Les Américains, écrit-on de Versailles, qui viennent de quitter Paris en grand nombre, sont unanimes à louer l'attitude du peuple. Ils ajoutent qu'il se battra jusqu'à la dernière extrémité. Il est certain que c'est ce qui les a déterminés à quitter la ville, convaincus qu'ils sont que les Allemands, pour s'en rendre maîtres, devront recourir à un bombardement.

Les Prussiens étaient anxieux de voir les résultats de leurs mortiers rayés monstres, jetant des bombes de 200 livres avec 70 livres de poudre. On ajoute qu'on s'aperçoit tous les jours des immenses travaux de défense des Parisiens. On craint surtout une batterie élevée sur le versant occidental du Mont-Valérien, et qu'on suppose destinée à enfiler les batteries prussiennes près de Saint-Cloud et à empêcher la construction de ponts sur la Seine, près de Rueil.

Menées dynastiques. — Des télégrammes de Vienne annoncent la présence du comte DE CHAMBORD dans la France occidentale (1), et c'est à des menées légitimistes qu'on attribue le refus des mobiles et des francs-tireurs de Besançon de marcher sous les ordres de GARIBALDI.

Les prédictions. — Dans toutes les grandes crises, l'imagination populaire aime à mettre en scène le merveilleux et des interventions surnaturelles. C'est donc dire que les événements actuels font la place large aux prophéties et à toutes les conceptions chères à la crédulité des masses. Comme nous voulons être aussi complet, aussi *encyclopédique* que possible, et montrer l'état des esprits en France et en Europe sous toutes ses faces et à tous les points de vue, nous empruntons à un des écrivains les plus brillants et les plus autorisés de la presse conservatrice, à M. VICTOR FOURNEL, le tableau suivant des prophéties se rattachant à la guerre franco-prussienne et qui ont cours à l'heure présente :

(1) Rien n'est venu confirmer cette nouvelle inexacte, comme tant d'autres qui avaient cours à cette époque troublée. P. M. Janvier 1872.

« Il y en a de tous genres et de tous les calibres : il y en a d'antiques, il y en a de modernes, il y en a de courtes, il y en a de longues, il y en a de très-nettes et de tres-vagues, il y en a qui sont dues à des saints, et d'autres qui se sont échappées d'une bouche de sorcier. C'est au lecteur à faire son choix, d'après ses goûts personnels. Pour moi, je préfère les prédictions des saints, et j'aime a croire que tous mes lecteurs seront de mon avis, — ce qui ne m'empêchera pas pourtant de débuter par la prédiction d'un sorcier.

» Il s'agit de **Nostradamus**, médecin et astrologue du roi **Henri II**, dont les *Centuries*, divisées en quatrains comme les moralités de **Pibrac**, forment la plus célèbre, la plus complète et la plus obscure collection d'oracles qui ait jamais été offerte aux méditations des croyants. Or, ceux-ci n'ont jamais manqué à Nostradamus. J'ai rencontré des gens qui n'avaient qu'une foi médiocre en l'Évangile, et qui avaient une foi robuste en Nostradamus : c'est la règle ordinaire.

» Michel de Nostradamus a prédit ce qui devait se passer depuis l'avénement de Henri II jusqu'à celui de l'Antechrist, tout simplement; mais il a pris soin de voiler la lumière qu'il répandait sur le monde, de peur de l'éblouir, et son Apocalypse est recouverte de tant de nuages que tout le zèle des commentateurs n'a pas suffi jusqu'à présent à en dissiper la millième partie, et que c'est déjà un travail très-ardu de parvenir à comprendre la langue, ou plutôt le patois qu'il parle. Voici le quatrain de Nostradamus qui se rapporte aux événements présents :

Par le décide de deux choses bastards,
Nepveu du sang occupera le règne :
Dedans Lectoyre seront des coups de dards;
Nepveu par peur pliera l'enseigne.

» On voit que cette poésie a besoin d'une glose. *Décide* signifie *chute*, conformément à son étymologie latine : *decidere*. Il paraît, si j'en crois le dernier et trop consciencieux éditeur du prophete, qui a encadré les *Centuries* en deux volumes de notes, que les *deux choses bâtards* désignent la monarchie de juillet et la république de 1848, — ce qui n'est point déjà si mal, — et que le *neveu du sang*, c'est son ex-Majesté **Napoléon III**, — ce qui laisse un peu plus à désirer. Il paraît encore que *Lectoyre* est un vieux mot teuton qui peut désigner la Lorraine, et qui vient de *Lotharingia*, — comme *alfana* vient d'*equus*. Quant au dernier vers du quatrain, il est le plus clair de tous, et il s'explique de lui-même. Si Nostradamus est prophète, — et même s'il ne l'est pas, — le *neveu du sang* n'a pas fait belle figure à Sedan.

» Moins vénérable par son antiquité, la prédiction de la religieuse de Blois, reproduite en ces derniers temps dans presque tous les journaux, l'est beaucoup plus par sa provenance. Nous n'avons point l'intention de la copier une fois de plus, mais de la compléter. On ignore généralement que cette humble et pieuse tourière, nommée sœur **Marianne**, morte en odeur de sainteté vers 1830, a laissé un assez grand nombre d'autres prédictions, qui se rapportent presque toutes à l'avenir politique de la France, et qui ont été réunies, vers l'époque de sa mort, dans un *Recueil de prophéties* publié à Paris par M. **Édouard Bricon**.

» En janvier 1815, la religieuse de Blois avait prédit les Cent jours, et dès lors son autorité de *voyante* s'était établie, et l'on recueillait attentivement tout ce qui s'échappait de sa bouche. L'année suivante, elle eut une vision nouvelle et prononça des prédictions qu'on ne peut accuser d'avoir été faites ou arrangées après coup pour les événements actuels, car elles sont imprimées tout au moins depuis quarante ans :

» Le dimanche d'avant la Toussaint 1816, je faisais mon oraison... Je fus tout à coup frappée » d'objets horribles... Il me fut dit : « Tu vois les crimes qu'on commet. Je vais donc encore frap- » per la France pour le bonheur des uns et le malheur des autres. » Je vis dans ce moment un gros nuage qui était si noir que j'en fus épouvantée ; il couvrit toute la France. »

» Du fond de ce nuage, j'entendis des voix confuses qui criaient, les unes : « *Vive la Républi-* » *que!* » les autres : « *Vive Napoléon !* » les autres : « *Vive la Religion et le Grand Monarque* » *que Dieu nous garde!* »

» En même temps, il se donna un grand combat, mais si violent qu'on n'en avait jamais vu un » semblable ; le sang coulait comme quand la pluie tombe bien fort, surtout depuis le midi jus- » qu'au nord, car l'ouest me parut plus tranquille. Les méchants voulaient exterminer tous les » ministres de la religion de Jésus-Christ et tous les amis de la Légitimité. Ils en avaient fait périr

» un grand nombre, et criaient déjà victoire, lorsque tout à coup les bons furent ranimés par un » secours d'en Haut, et les méchants furent défaits et confondus...

» Le temps de tous ces bouleversements, ajoute la religieuse, ne sera pas plus de trois mois, » et celui de la grande crise, où les bons triompheront, ne sera que d'un moment... »

» Ailleurs, racontant une autre vision, qu'elle eut le jour des Rois 1820, elle s'exprime ainsi :

» J'entendis une voix qui me dit : « Ne crains point ; mon courroux tombera sur ceux qui ont » allumé ma colère ; ils disparaîtront dans un moment. Tout l'univers sera étonné d'apprendre *la* » *destruction de la plus belle, de la plus superbe ville!* C'était cette maudite Babylone qui s'est » enivrée du sang de mes saints ; elle veut encore le verser, et dans peu celui d'un prince (le » duc **de Berry**, qui allait être bientôt assassiné par **Louvel**). Elle mettra le comble à ses » terribles forfaits, et moi, je lui ferai boire le vin de ma colère : *tous les maux tomberont à la* » *fois sur elle et dans un seul instant.*

» Je n'entendis plus la voix, mais un bruit effroyable ; le gros nuage se divisa en quatre parties, » qui tombèrent à la fois sur la grande ville, et dans un instant elle fut tout en feu. Les flammes » qui la dévoraient s'élevèrent dans les airs, et de suite je ne vis plus rien, qu'une vaste terre » noire comme du charbon. »

» Cette prédiction n'est pas trop rassurante pour Paris, comme on voit : elle a cela de commun avec beaucoup d'autres, dont nous allons citer quelques-unes, en puisant dans l'intéressant volume que M. l'abbé **Curicque**, prêtre du diocèse de Metz, forcé par les événements de se réfugier dans la province de Luxembourg, vient de publier sous le titre de : *Voix prophétiques.*

» On s'apercevra facilement qu'elles offrent entre elles bien des points d'analogie. Toutes, ou presque toutes s'accordent à annoncer de grands troubles, des guerres sanglantes, la destruction, ou du moins l'humiliation et le châtiment de Paris, auquel plusieurs laissent l'espoir d'échapper à la ruine totale ; puis l'heureuse issue de toutes les difficultés, et une longue période de repos, de tranquillité et de bonheur, sous le sceptre du roi légitime rétabli dans ses droits. Dans sa vision de 1820, la religieuse de Blois aperçoit celui qu'elle appelle le *Grand Monarque* aux genoux du Pape, tandis qu'autour d'eux tous chantent des cantiques d'allégresse, et que la nuit affreuse est remplacée par le plus beau jour qu'elle ait jamais vu. Dans la prédiction qu'ont reproduite tous les journaux, elle dit :

» Le prince ne sera pas là. On ira le chercher. Cependant, le calme renaîtra, et, depuis le » moment où le prince remontera sur le trône, la France jouira d'une paix parfaite, et sera plus » florissante et plus tranquille que jamais, pendant environ vingt ans. »

» Le solitaire de l'abbaye d'Orval — qu'il ne faut pas appeler le sieur d'Orval, comme l'a fait récemment un de nos chroniqueurs les plus spirituels, qui a pris le Pirée pour un homme, — s'exprime en ces termes dans les versets 26 et suivants de sa prophétie, après avoir prédit coup sur coup le règne de **Napoléon Ier**, sa grandeur et ses revers, la première Restauration, les Cent Jours, la seconde Restauration et le reste :

» 26. — Hurlez, fils de Brutus ; appelez sur vous les bêtes qui vont vous dévorer. Dieu grand! » quel bruit d'armes! Il n'y a pas encore un nombre plein de lunes, et voici venir maints guerriers...

» 28. — Quel feu va avec ses flèches! Dix fois six lunes et puis encore six fois dix lunes ont » nourri sa colère. Malheur à toi, grande ville! Voici des rois armés par le Seigneur ; mais déjà le » feu t'a égalée à la terre ; et pourtant tes justes ne périront pas. Dieu les a écoutés.

» 29. — La place du crime est purgée par le feu : le grand ruisseau a éconduit toutes rouges de » sang ses eaux à la mer.

» 30. — Et la Gaule vue comme décabrée (renversée) va se rejoindre.

» 31. — Dieu aime la paix ; venez, jeune Prince, quittez l'Ile de la captivité ; oyez, joignez le » Lion à la Fleur blanche, venez.

» 32. — Ce qui est prévu, Dieu le veut.

» 33. — Le vieux sang des siècles terminera encore de longues divisions ; lors un seul pasteur » sera vu dans la Celte-Gaule.

» 34. — L'homme puissant par Dieu s'assoyera bien ; moult sages règlements appelleront » la paix. Dieu sera cru avec lui, tant prudent et sage sera le rejeton de la Cape. » (C'est-à- » dire de Hugues Capet).

» Comment s'appelait le solitaire d'Orval? A quelle époque vivait-il? Où et quand ses *Prévisions* ont-elles paru pour la première fois, et dans quelle langue les a-t-il écrites? Autant de questions qui restent sans réponse, et nous ne pouvons juger, comme l'abbé Curicque, que leur solution importe assez peu. Est-il même bien prouvé que, dans leur texte actuel, elles aient quatre-vingts ans de date et remontent tout au moins à la Révolution? Je crois qu'il serait difficile d'en produire un témoignage imprimé, ou que, si les plus anciennes copies remontent jusque-là, elles ont été quelque peu arrangées depuis. Le style semble porter plus d'une trace de ces arrangements, et il est à remarquer que, comme la plupart des devins, le prétendu moine d'Orval prédit avec beaucoup plus de netteté et de précision les événements passés que les événements futurs.

» J'ai, d'ailleurs, un vague souvenir d'une confession faite à ce sujet, il y a une vingtaine d'années, par un prêtre du diocèse de Verdun, et d'une circulaire adressée alors par l'évêque, Mgr **Rossat**, à ses coopérateurs et à ses collègues, pour dénoncer le caractère apocryphe de cet illustre et curieux document. M. l'abbé Curicque ne semble pas avoir eu connaissance de ce détail, qui infirme singulièrement l'autorité de la pseudo-prophétie.

» Je ferai une observation analogue à propos de celle qui est attribuée au P. **Jérôme Botin**, bénédictin, qui vivait dans les premières années du xve siècle, à l'abbaye St-Germain-des-Prés, à Paris. On assure qu'elle resta jusqu'à la Révolution consignée dans un cahier poudreux de la Bibliothèque abbatiale, où elle se trouvait à la suite de deux autres morceaux anonymes, et qu'elle fut traduite du latin en français, puis communiquée à plusieurs personnes, peu de temps avant la dispersion du couvent. L'histoire est vraisemblable, mais où sont les témoignages contemporains qui l'attestent? On devient fort incrédule quand, dans une carrière de critique déjà longue, on a souvent vu par soi-même tout ce que peut, surtout en pareille matière, l'imposture aidée de la crédulité, et combien de ces légendes n'ont pour fondement qu'une ingénieuse supercherie.

» Mais il y a au moins un fait certain pour cette prédiction : c'est qu'une copie en fut portée par un missionnaire français en Amérique, vers 1815, et que cette copie a été visée, scellée et signée à chaque page, par ordre de Mgr **Dubourg**, évêque de Saint-Louis des Illinois, en 1819, — date qui suffirait à la rendre digne d'attention.

» La prophétie du père Botin a été écrite, dit l'auteur, l'an 1410, sous le pontificat d'**Alexandre V** et le règne de **Charles VI**, et c'est à partir de là qu'il faut calculer les époques qu'il indique en chiffres très-ronds :

» Après que quatre siècles seront plus qu'écoulés, dit-il, les hôtels de Béelzébub seront détruits; » les ouvriers d'iniquité seront dissipés et périront. La rosée du ciel descendra sur la terre désolée et sur l'Église éplorée.

» *Il y aura un enfant du sang des rois que donneront les gens d'Artois.* (On sait que **Charles X** » fut comte d'**Artois**.) Et il gouvernera la France avec honneur et prudence, et l'Esprit du Seigneur sera avec lui. C'est ce qu'a dit le Seigneur. Et avant la fin du quatrième siècle (depuis » 1410), les ministres pleureront et souffriront persécution pour la justice. Le pasteur sera frappé » et le troupeau sera dispersé. Or, avant ce renouvellement de toutes choses, que celui qui n'a » point fléchi le genou devant Baal fuie du milieu de Babylone, dit le Seigneur. Que chacun ne » songe qu'à sauver sa vie, parce que voici le temps où l'Éternel doit, par la grandeur de ses vengeances, montrer la grandeur des crimes dont elle est souillée; il va faire retomber sur elle tous » les maux dont elle a accablé les autres. Le Seigneur a présenté par la main de cette ville impie, » dévastatrice des temples, meurtrière de ses prêtres, de ses rois et de ses propres enfants, le » calice de la vengeance à tous les peuples de la terre. Toutes les nations ont bu du vin de sa » fureur, et elles en ont souffert toutes les agitations de la cupidité et de la barbarie; mais en un » moment Babylone est tombée et elle s'est brisée dans sa chute, a dit l'Esprit. »

» A une époque beaucoup plus rapprochée de nous, la sœur **Rosa Columba**, dominicaine du couvent de Taggia, en Piémont, va nous apporter des révélations encore plus dignes d'intérêt. Pour le coup, nous avons affaire à une personnalité réelle, très-vénérable, et dont les prédictions, recueillies avec soin de son vivant, ont été entourées, plus même peut-être que celles de la religieuse de Blois, de toutes les garanties d'authenticité désirables. La vue prophétique lui était comme habituelle, dit l'abbé Curicque; mais l'humble religieuse savait dissimuler ses dons sous les dehors d'une simplicité touchant à l'enfance. Aussi n'apportait-on d'abord aucune attention à tout ce

qu'elle annonçait, et ses compagnes s'amusaient souvent de ses prédictions, comme lorsqu'il lui arrivait de dire : « Pauvre **Louis-Philippe**, tu t'enfuiras un jour de la France, et tu iras mourir en Angleterre ! » Ce n'est que lorsque les événements eurent donné l'éveil aux religieuses, qu'elles commencèrent à en prendre note. Procès-verbal authentique en fut dressé et déposé aux archives de l'évêché de Vintimille, et c'est à ce procès-verbal que sont empruntés les extraits qu'on va lire.

» La sœur Rosa Colomba, morte en 1847, a d'abord prédit les événements qui ont signalé la fin du règne de **Charles-Albert**, sa défaite et sa fuite, puis le règne de **Victor-Emmanuel**, qui doit se terminer par une *détrônisation*. Elle disait souvent aussi que l'ami de ce nouveau Roi, **Napoléon**, qu'elle nommait par son nom, au grand ébahissement des religieuses lui demandant si donc Napoléon devait ressusciter, ne serait pas bien solidement assis sur le trône, et qu'il en tomberait en un clin d'œil, — *presto;* mais qu'un roi légitime le remplacerait. A la suite de cette chute, elle annonce une grande persécution qui sera l'œuvre des propres enfants de celle-ci, — et par là il est probable qu'elle entend les Italiens. Puis elle continue :

« Une démocratie farouche arrivera quelque temps au pouvoir. Elle se laissera tenter par les » biens des ordres religieux et des catholiques fervents ; des nobles seront jetés dans les cachots. » On commencera, comme d'habitude, par les jésuites.... De grands bouleversements auront » lieu; on verra peuple marcher contre peuple pour s'exterminer l'un l'autre. La révolution s'éten- » dra à toute l'Europe, où il n'y aura plus de calme qu'après que la Fleur blanche sera de nouveau » remontée sur le trône de France. L'Autriche, la Russie et la Prusse se ligueront contre les fau- » teurs de la Révolution..... »

» Il n'est pas question spécialement de Paris dans ces prédictions, non plus que dans celles du vénérable **B. Holshauzer**, restaurateur de la discipline ecclésiastique en Allemagne au XVIIe siècle, connu dans les annales hagiographiques par le nombre et la sûreté de ses prophéties. En son *Interprétation de l'Apocalypse*, il annonce pour l'époque actuelle des calamités déplorables : « Tout est » dévasté par la guerre. Les catholiques sont opprimés par les hérétiques et les mauvais chré- » tiens. L'Église et ses ministres sont rendus tributaires; les principautés sont bouleversées; les » monarques mis à mort, les hommes conspirent à ériger des républiques. » Tout cela doit finir à l'avénement du *Monarque puissant*, qui fera refleurir la paix et la justice sur la terre jusqu'à l'avénement de l'Antechrist.

Même caractère dans les prédictions de **Marie Lataste**, cette humble et admirable fille du Sacré-Cœur, dont les œuvres, depuis huit années seulement qu'elles ont été révélées au public religieux, occupent l'un des premiers rangs dans les bibliothèques mystiques. Elle aussi annonce le triomphe momentané du mal, qui doit être réduit à néant au moment où il se croit affermi pour toujours, et la floraison magnifique « du rejeton d'un vieil arbre, coupé dans la forêt, et dont il ne restait plus » que le tronc. » Mais Paris reparaît aussi dans ses prophéties. Un jour, elle voit l'Ange exterminateur, avec son arc et son épée, planer sur Paris. « A cette vue, dit-elle, je fus saisie de je ne sais » quels sentiments de crainte, de douleur et de compassion, et je m'écriai plusieurs fois : Sei- » gneur, conservez Paris ! »

» Le même cri monte aujourd'hui vers Dieu de bien de bouches et de bien de cœurs : Seigneur, conservez Paris, — et sauvez la France !

» Mais après avoir essayé de lire, sous les voiles des prophéties, les destinées futures de notre pays, le lecteur serait peut-être curieux de connaître celles de la Prusse. Sur ce point, nous n'avons à lui offrir qu'un seul prophète, et qu'une seule phrase de sa prédiction; mais cette phrase a son prix, et elle en dit plus qu'elle n'est longue. Il s'agit de l'œuvre fatidique rimée au XIIIe siècle en vers latins par le frère **Hermann**, religieux cistercien du monastère de Lehninn, dans la Marche de Brandebourg, au cœur même de la Prusse. Cette chronique de l'avenir, très-populaire au delà du Rhin, surtout depuis le règne de **Fréderic II**, où sa véracité se trouve nettement établie par les faits, suit pas à pas chaque génération des **Hohenzollern**, jusqu'à la onzième, à partir de **Joachim II**, — c'est-à-dire, d'après le calcul des commentateurs, jusqu'à S. M. **Guillame Ier**, qui se trouve caractérisé par ce vers :

Tandem sceptra gerit qui stemmatis ultimus erit.

» Enfin le sceptre est aux mains de celui qui sera le dernier de la race. » Il est avec les prophé

ties des accommodements. Celle-ci est interprétée par les Prussiens comme le présage de l'élévation du roi de Prusse à l'empire d'Allemagne (1). »

DIMANCHE, 6 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le bruit d'une défaite des Français près de Besançon semble se confirmer. On télégraphie de Delle que les villages français sont remplis de francs-tireurs et de gardes mobiles dispersés. — Les fugitifs arrivent en masse. Des bureaux de douane français ont été abandonnés. — Des éclaireurs allemands sont signalés à Herimoncourt. — Un télégramme de Versailles annonce l'interception de deux ballons montés, venant de Paris, et l'absence de faits de guerre sous les murs de Paris, jusqu'à la date du 5.

D'après les journaux suisses, les villages de Sevenans et de Hoval sont fortement occupés par les Allemands.

Aperçu de la situation. — Les optimistes, — il en reste encore en présence du décret qui ordonne la levée jusqu'à quarante ans, sans exception pour les hommes mariés ou veufs — espèrent toujours que les efforts de M. Thiers amèneront la conclusion d'un armistice. Une fois ce pas fait, la signature de la paix ne leur semble plus qu'une affaire de temps. Il va sans dire qu'ils ne daignent pas se préoccuper des difficultés auxquelles les démarches de M. Thiers doivent se heurter, savoir: la question du ravitaillement de Paris et celle du vote de l'Alsace et de la Lorraine. Ils aiment à croire que Paris pourra s'approvisionner proportionnellement à la durée de la suspension des hostilités, et, quant au vote de l'Alsace et de la Lorraine, ils comptent que M. de Bismark, toujours bon prince, laissera voter ces provinces,... sauf à rendre leur vote inutile par une annexion définitive et postérieure.

Ce qui tend aussi à nourrir les espérances des optimistes, c'est l'état de la France, qui ne leur semble pas comporter la continuation de la lutte avec quelque chance de succès. Or, à dire vrai, depuis la capitulation de Metz, la situation de Paris et de la France est beaucoup moins favorable qu'auparavant. La Capitale, étroitement investie, n'ayant plus de viande, dit-on, que pour un mois, à la veille de subir un bombardement, défendue par une armée que ses chefs aguerrissent, mais avec laquelle ils ne jugent pas encore pouvoir risquer une sortie décisive sur

(1) Ce travail si intéressant a paru d'abord, sous forme de chronique, dans une feuille belge, le *Journal de Bruxelles*, d'où nous l'avons extrait.

un point quelconque de l'enceinte, toutes les forces militaires et anciennes, livrées à l'ennemi et prisonnières en Allemagne, celles qui se reconstituent impuissantes jusqu'ici à sortir de leurs cantonnements derrière la Loire, ou dispersées dans la Franche-Comté et la Haute-Bourgogne : voilà la situation au point de vue militaire. Politiquement, elle n'est guère plus brillante. Tout le Midi est plus ou moins en proie au malaise, surtout depuis la capitulation de Metz. A Toulouse, la foule ameutée a obligé le général Courtois d'Hurbal et d'autres officiers à se démettre de leurs fonctions ; à Grenoble, le général de Barral a été arrêté ; à Nimes, il y a eu des attroupements menaçants ; à Marseille, la commune révolutionnaire a été installée à la nouvelle de la capitulation; M. Gent, nommé commisaire extraordinaire, a été blessé d'un coup de pistolet, lorsqu'il a voulu prendre possession de ses fonctions, et si une lutte civile a été évitée jusqu'ici entre ses partisans et ses adversaires, ce n'est qu'en vertu d'une espèce de trève. Voilà certes un tableau des plus sombres et qui explique que beaucoup d'amis de la France, en Europe, croient à la paix, par suite de l'impossibilité de continuer la guerre.

Et cependant, la plupart des esprits, en France, après un moment d'indécision, semblent adhérer au parti de la résistance. Au sein des classes aisées, comme des classes pauvres, on paraît également porté à la continuation de la guerre et au rejet des conditions prussiennes. Personne ne veut admettre l'idée d'un démembrement quelconque, et beaucoup se disent décidés à payer jusqu'au bout de leur bourse et de leur personne pour échapper à cette extrémité. Les levées qui se font ne rencontrent pas de réfractaires, et,— c'était ce que nous n'osions pas espérer, — pas un mot de protestation ne se fait entendre, même contre le dernier décret, ordonnant l'incorporation des hommes mariés. Pour beaucoup, le vrai mot de la situation est celui-ci : *la guerre avec l'empire est finie, elle ne fait que commencer avec le pays.*

Une dépêche de Tours annonce la démission de M. Rochefort, et sa scission avec le gouvernement provisoire. L'opinion est généralement sévère pour ces divisions, au moment où la présence de l'ennemi réclame l'union et le concours de tous les français.

Les journaux conservateurs ne veulent même voir dans la conduite actuelle de M. Rochefort, que l'effet de l'influence de M. Flourens, qui jouerait près de lui un vrai rôle de Mephistophélès.

Capitulation de Metz. — Il résulte d'une communication du général Zastrow que jusqu'à présent on a trouvé à Metz : 53 *aigles* et drapeaux, 541 pièces de campagne, du matériel pour plus de 85 batteries, environ 800 canons de forteresses, 66 mitrailleuses, environ

300,000 fusils, un grand nombre de cuirasses, de sabres, etc., etc.; 2,000 fourgons, des masses de bois, de plomb, de bronze et une fabrique de poudre parfaitement établie. On voit que les Prussiens ne manquent pas de bonnes raisons pour voir le maréchal Bazaine de bon œil.

A propos des aigles dont il est parlé dans cette énumération, voici la curieuse lettre que l'*Indépendance belge* a reçue de Londres, et dont la signature ne laisse pas que d'intriguer le journal belge, qui soupçonne le pseudonyme danois de cacher le vrai nom du brave colonel Van Holstein, qui a jadis offert et perdu un pari à sensation à propos de la prise de Paris. La lettre, dont il s'agit, est publiée en réponse à la défense, que le général Boyer a publiée, de la capitulation :

« Londres, 3 novembre 1870.

» Monsieur le baron général Napoléon Boyer à Bruxelles.

» Mon général,

» En réponse à votre lettre du 12 novembre dans l'*Indépendance belge*, je vous prie de vouloir » bien me faire savoir par la même voie si les cinquante-trois aigles rendus aux Prussiens ont » capitulé avec la faim.

» Je suis, monsieur le général, etc. » Baron DE SCHLESWIG. »

On voit, par cette plaisanterie, l'accueil peu favorable que l'opinion publique fait en général aux essais de justification que quelques aides de camps et généraux de Bazaine viennent de publier.

De plus, voici le *Moniteur* de Tours qui publie à son tour les attaques les plus nettes et les plus fortement motivées contre la conduite de Bazaine. C'est un rapport d'un officier, M. de Valcour, attaché au quartier général de l'armée du Rhin, qui, faits à l'appui, dénonce Bazaine comme ayant manqué à ses devoirs de français et de général (1). Nous verrons les arguments nouveaux que le maréchal pourra produire pour répondre à ces graves accusations. En attendant, il semble à tout le monde bien difficile que le maréchal parvienne à se disculper complétement, surtout du chef d'avoir obéi à des préoccupations égoïstes et ambitieuses, alors qu'il se devait tout entier à la défense de la France.

Et ce n'est pas en France seulement, c'est chez les neutres, c'est en Angleterre, où la proclamation vigoureuse de Gambetta avait été presqu'unaniment critiquée, que l'opinion publique se range du côté des accusateurs de Bazaine. Ainsi, le *Times*, qui avait d'abord blâmé les premières accusations dirigées contre le maréchal, dit aujourd'hui qu'il ne peut pas acquitter Bazaine de l'accusation d'avoir joué un double jeu dans l'attitude qui l'a conduit à capituler. Dans les intrigues qui ont précédé la reddition, il constate son dessein de devenir le *protecteur* de la France plutôt que son *sauveur*.

(1) Une correspondance de Tours, dont nous avons donné quelques extraits page 176, avait déjà fait allusion à cet acte d'accusation contre Bazaine.

Voici maintenant les extraits les plus intéressants et les plus curieux du rapport dont nous venons de parler :

« La conduite du maréchal Bazaine, si difficile à expliquer si l'on tente de l'interpréter en suivant les règles de la logique honnête, est, au contraire, de la plus entière limpidité si on l'examine au point de vue de l'intérêt personnel. Bazaine, caractère essentiellement ambitieux, et encore plus faux, si cela est possible, cherchait depuis le 18 août à faire jouer à son armée un rôle politique en France. Persuadé qu'il tenait cette armée tout entière sous sa main, et que le brillant courage dont il faisait parade à chaque combat la lui attacherait tous les jours davantage, il combina ses plans de telle sorte qu'il pût avoir toujours à sa disposition un corps de troupes fortement constitué, dont la pression fût irrésistible et pût décider de l'avenir de la France.

» Le désastre de Sedan ne fit que le fortifier dans cette pensée. Aussi se garda-t il bien de reconnaître par un acte quelconque le gouvernement de la défense nationale, et n'annonça-t-il à ses troupes la captivité de l'Empereur et la formation d'un nouveau pouvoir que comme un bruit peu digne de foi qui parcourait la presse allemande. Son ordre général du 15 septembre commençait, en effet, ainsi :

« Les journaux allemands parvenus au grand quartier général disent que... »

» Après avoir nommé les membres de ce gouvernement dont, à son dire, la rumeur publique en Allemagne s'occupait, il encourageait ses soldats, en quelques mots maladroitement et incorrectement tournés, à l'union la plus parfaite et à une résignation de plus en plus complète au sort qu'il leur destinait.

» Le temps marchait, et ce n'est guère que vers le commencement d'octobre que la voix publique se prononça énergiquement contre Bazaine, et se mit à citer tout haut des faits indiquant chez lui une pensée de restauration bonapartiste.

» Dès cette époque, dans l'armée même, un comité de défense à outrance s'était formé. Ce comité, admirablement bien renseigné, et gagnant chaque jour du terrain parmi les officiers subalternes et supérieurs, avait, dès le 11 octobre, la certitude qu'une capitulation allait être signée par Bazaine et entraînerait la reddition de l'armée et de la ville. Le maréchal **Canrobert**, pessimiste par excellence, s'en était ouvert aux officiers de son état-major, les engageant à faire tous leurs préparatifs pour aller faire un séjour de quelques semaines en Allemagne, à la suite duquel séjour, ajoutait le commandant du 6e corps, « nous rentrerons en France, replacerons le petit prince sur le trône et rétablirons, de gré ou de force, la dynastie des **Bonaparte** à la tête des affaires du pays. »

» Le comité de défense chercha alors dans Metz quelques citoyens dévoués qui acceptassent le rôle de délégués de fait du gouvernement de la défense nationale. Ces citoyens préparèrent des mandats d'arrêt contre **Bazaine**, **Lebœuf** et **Frossard**, nommèrent le général **Ladmirault**, l'idole de l'armée entière, commandant en chef des troupes soulevées, et donnèrent ordre à plusieurs officiers d'état-major et du génie de combiner un plan stratégique qui pût réunir en quelques heures autour de Metz les régiments rebelles à toute pensée de capitulation. Les officiers, interrogés, répondirent d'un chiffre de 20,000 hommes résolus, et la question de l'action immédiate ou de l'action postérieure à l'acte de capitulation s'agita entre les membres du comité.

» Craignant d'effrayer beaucoup d'officiers dévoués aux idées de discipline aveugle, et qui ne désiraient se mettre en avant que lorsque la reddition les aurait déliés de toute obligation vis-à-vis de leurs supérieurs, le comité décida à la majorité que le mot d'ordre ne serait envoyé aux troupes conjurées qu'au moment où la capitulation serait un fait accompli. A cette heure-là même, chacun des régiments décidés à marcher devait se diriger sur un point désigné à l'avance et se mettre à la disposition des chefs nouveaux que le gouvernement provisoire placerait à leur tête, au lieu et place des récalcitrants.

» Après avoir excité un grand enthousiasme dans l'armée, ce noble projet vit peu à peu l'immense majorité de ses adhérents l'abandonner, et il n'en eût bientôt plus qu'un si petit nombre que, dès le 17, les chefs du parti de la défense à outrance se séparèrent, la mort dans l'âme, reconnaissant l'inanité de leurs efforts et déplorant la démoralisation sans nom dont semblait être possédée l'armée entière, des généraux aux soldats.

» L'oisiveté absolue dans laquelle Bazaine laissa la majeure partie de ses troupes depuis les engagements des 31 août et 1er septembre, avait amené peu à peu dans les camps un dévergondage

inouï. Les filles de joie se promenaient impunément parmi les bivouacs, au bras d'officiers à demi pris de vin. A peine si quelque rare punition disciplinaire venait frapper les officiers coupables de si honteux excès.

» Ceci est un des faits entre mille servant à établir jusqu'où s'était peu à peu abaissé l'esprit général de cette glorieuse armée.

» Vers le 11 octobre, c'est-à-dire à l'époque même où cette conjuration semblait réunir le plus de chances de succès, un jeune officier de l'armée publia, sous un nom supposé, une brochure violente, traitant longuement de la conduite impériale et indiquant aux habitants de Metz et à l'armée le danger que courraient leur liberté et leur honneur. La brochure fut supprimée, les formes brisées et l'auteur activement recherché. Vers le 16, deux officiers du génie, membres du comité dont il a été parlé ci-dessus, MM. les capitaines **Boyenval** et **Rossel**, furent conduits chez le maréchal, et après un sévère interrogatoire, le premier d'entre eux, qui s'était exprimé sur la situation avec une franchise pleine de dignité, fut conduit par les mains de la gendarmerie dans l'intérieur du fort Saint-Quentin, afin d'y être gardé à vue.

» La conduite réactionnaire du maréchal s'affichait depuis le 10 octobre sans aucune retenue ; c'étaient des phrases entières supprimées aux journaux de la ville, phrases qui appelaient précisément les citoyens et les soldats à la lutte à outrance, et criaient haine contre la capitulation; c'étaient des agents sans nombre, envoyés par les camps et parlant aux soldats de reddition et de repos ; c'étaient des notes officielles énumérant les capitulations honorables de tous les temps, et en particulier celles de Toul et de Versailles. Enfin, c'étaient surtout ces allées et venues des généraux comme **Boyer** et autres partant pour des destinations plus ou moins inconnues, dont ils revenaient ou ne revenaient pas.

» Lundi, 17, le général Boyer était de retour au Ban-St-Martin; le lendemain matin, au conseil des maréchaux, il annonça officiellement que non-seulement **Orléans,** mais encore **Tours, Châtellerault, Bourges, Saint-Étienne, Rouen, le Havre** et **Lille** étaient entre les mains des Prussiens ; qu'aucun vestige de gouvernement n'existait plus en France ; que dans toutes les villes importantes les émeutes les plus effroyables existaient en permanence; qu'entre autres, Lille et Rouen, saccagées par les socialistes, avaient appelé une garnison prussienne; et qu'enfin, il importait au salut de la France que l'Empereur ou l'Impératrice régente conclussent la paix avec le roi **Guillaume** consentant, et qu'à la suite de cette paix, l'armée du Rhin se dirigeât vers l'intérieur du pays pour rétablir l'ordre gravement compromis, et réinstaller partout le régime impérial et ses serviteurs.

» A la suite de ces explications, qu'il ne fut nullement recommandé aux chefs de corps de garder secrètes, le conseil de guerre déclara qu'il y avait lieu de faire part aux troupes de cet état de choses, et de leur faire pressentir comme prochain un arrangement entre les deux armées.

» Dès le 20 octobre, en effet, un ordre du jour fut lu aux officiers leur annonçant qu'un traité de paix allait être conclu entre le France et la Prusse ; que l'Impératrice régente allait être rétablie et viendrait rejoindre l'armée avec son fils; qu'enfin, l'armée elle-même serait dirigée vers les villes rebelles, les soumettrait et protégerait à Toulouse la réunion des anciennes Chambres, et que ces Chambres ratifieraient le traité de paix conclu avec les Prussiens, traité dont les conditions ne furent, on le comprend, nullement communiquées aux soldats.

» Malheureusement pour le plan de Bazaine, l'adhésion du gouvernement du roi Guillaume n'était point aussi certaine qu'on l'avait cru d'abord, Bazaine voulant rendre l'armée et non la place, sur laquelle il n'avait qu'un pouvoir restreint, puisque le général **Coffinières** en était le commandant supérieur : le prince **Frédéric-Charles** déclara, en fin de compte, se refuser à tout arrangement sur de telles bases et ne vouloir qu'une double capitulation, comprenant à la fois l'armée du Rhin, 110,000 hommes prêts à marcher au combat et la ville et forteresse de Metz.

» C'est le 21 qu'arriva la nouvelle de la rupture des pourparlers ; le lendemain matin, le maréchal Bazaine tentait *pour la première fois* de correspondre avec le gouvernement de la défense nationale, dont il n'avait jusqu'alors jamais reconnu l'existence. La dépêche chiffrée qu'il a expédiée, et qui est parvenue au ministère de la guerre par les mains de deux officiers de l'état-major général, était conçue dans un chiffre inconnu aux départements de l'administration publique. Par un hasard étrange, sinon par une combinaison machiavélique du maréchal, le chiffre qui avait été

employé fut reconnu pour être le chiffre dit impérial, dont la clef ne se trouve qu'entre les mains de l'Empereur ou celles de ses anciens ministres. Cette seule communication de Bazaine doit donc être considérée comme non avenue, et il reste acquis à la cause que le maréchal a, dès le 14 septembre, connu et répudié le gouvernement de la défense nationale, et que tous les actes de sa conduite politique et militaire, depuis cette époque jusqu'à maintenant, sont ceux d'un indigne serviteur, sinon d'un traître à la patrie.

» Le 15 octobre, le général Coffinières, poussé par la municipalité et la garde nationale de Metz, reconnut par une lettre affichée partout, l'existence du gouvernement de la défense nationale, et annonça en même temps aux habitants de la forteresse l'épuisement subit des denrées alimentaires.

» Par un écrit également rendu public, le conseil municipal, à l'unanimité, déclara repousser toute complicité dans l'acte d'incroyable légèreté, pour ne pas dire de honteuse trahison, par lequel le général commandant supérieur de leur ville avait dissipé les ressources de la ville de Metz pour en nourrir l'armée campée hors des murs.

» Pour résumer la conduite du maréchal Bazaine dans les deux mois et demi qui se sont écoulés entre la bataille du 18 août (Saint-Privat) et maintenant, nous dirons, en nous appuyant sur les faits cités plus haut :

» 1° Que le maréchal n'a jamais tenté, depuis le 18 août, une sortie sérieuse et que ses essais d'attaque des lignes prussiennes n'ont été faits que pour lui servir plus tard d'excuse aux yeux de son pays et de l'histoire ;

» 2° Que le maréchal ne voulait point tenter un effort suprême qui aurait, même en cas de succès, grandement désorganisé sa splendide armée et ne lui aurait plus permis, à lui commandant en chef de l'armée du Rhin, d'être l'arbitre des destinées politiques de la France ;

» 3° Ces mêmes considérations expliquent pourquoi le maréchal n'a jamais consenti à reconnaître le gouvernement de la défense nationale, et a cherché jusqu'au dernier moment à rassembler les restes de la puissance bonapartiste dans le but de refaire un troisième empire ;

» 4° Une fois convaincu qu'il ne pourrait amener la France, et les Prussiens tout à la fois, à des idées de restauration des Bonaparte qu'en ajoutant le désastre de la capitulation de l'armée de Metz et de la ville elle-même à tous les malheurs qui pèsent déjà sur notre pauvre pays, le maréchal a pris à tâche de hâter le moment de la reddition ;

» Pour ce faire, il s'est refusé à diminuer à temps les rations de fourrages, laissant ainsi subitement 25,000 chevaux composant sa cavalerie et traînant son artillerie sans aucune denrée alimentaire, au lieu de faire durer le plus longtemps possible les ressources qu'il avait entre les mains au 1er septembre, date de sa dernière grande sortie.

» De même, il n'a consenti à amoindrir les rations des vivres qu'après de longs délais et alors que cette mesure n'avait plus qu'une utilité minime, puisqu'elle ne pouvait être exercée que sur une quantité peu considérable d'approvisionnements ;

» 5° Bref, en tous points, le maréchal Bazaine n'a agi que dans un seul but : être et rester maître de la situation politique en France ; et, croyant pouvoir se servir des Prussiens pour l'aider dans l'exécution de ses projets ambitieux, *il leur a livré sciemment* la ville et forteresse de Metz, ainsi que l'armée française de cent dix mille hommes, campée dans l'enceinte retranchée.

» E. DE VALCOURT,

» Officier attaché au grand quartier général de l'armée du Rhin. »

Rome. — On écrit de cette ville, en date du 31, que les deux premiers enterrements civils venaient d'y avoir lieu. Le second, surtout, a été l'objet d'une certaine mise en scène et d'un grand concours de populations. C'était celui d'un officier du 12e bersagliers, nommé RIPA, mort d'une grave blessure, reçue à l'attaque de Rome. Son père et sa mère, qui habitent Rimini, suivaient sa dépouille mortelle. Tous les deux avaient jusqu'au dernier moment soutenu leur fils dans sa résolution de mourir sans prêtre. Puis venaient le général COCENZA et un

nombreux état major. A la suite, une foule immense, au milieu de laquelle marchait une femme vêtue de noir, et portant un drapeau. C'était la veuve de Mohti le supplicié. Toutes les rues étaient pavoisées et des femmes jetaient des fleurs.

Cette cérémonie paraît avoir produit une vive impression dans Rome, peu habituée jusqu'ici à de pareils cortéges funèbres.

On ne fixe encore aucune date à l'entrée de VICTOR-EMMANUEL à Rome. Généralement, les Romains trouvent le roi d'Italie peu pressé de prendre possession de sa nouvelle conquête et de la capitale de l'Unité. En attendant, le général LA MARMORA est chargé de toutes les mesures nécessaires pour une prompte et complète installation du nouvel ordre de choses.

La République française et l'annexion de Rome. — Les journaux publient seulement maintenant la lettre que M. SENARD, envoyé français, a adressée au roi d'Italie, le lendemain de l'occupation de Rome, et dont on ne connaissait encore que des extraits.

Plusieurs des journaux religieux, qui reproduisent ce document, se demandent si une pareille pièce, et l'adhésion sans réserve qu'elle renferme à l'annexion, n'expliquent pas surabondamment les impuissances de la République à défendre le sol de la patrie.

Voici le texte même de cette pièce :

« Sire !

» Au milieu des acclamations si vives et si légitimes que font éclater la délivrance de Rome et la consécration (*consacrazione*) définitive de l'unité italienne, je ne veux pas tarder un instant de vous adresser, au nom de mon gouvernement comme en mon propre nom, les félicitations les plus sincères pour cet heureux événement, et l'expression de mon admiration pour la sagesse et l'énergie avec lesquelles ce grand acte s'est accompli.

» Le jour où la république française est venue substituer la droiture et la loyauté à la politique tortueuse, qui « ne sut jamais donner sans retenir, » la convention du 15 septembre a naturellement cessé d'exister; et nous devons remercier Votre Majesté d'avoir su comprendre et apprécier la pensée qui nous a dissuadés de dénoncer officiellement un traité qui se trouvait déjà réduit à néant par les deux parties.

» Restée ainsi entièrement libre dans son action, Votre Majesté a su profiter de cette liberté avec une merveilleuse prudence.

» Il était bien facile au roi d'Italie, qui dispose de toutes les forces d'une grande nation, de s'ouvrir passage à travers les vieilles murailles de Rome et de vaincre la résistance des faibles troupes pontificales; mais ce qui est vraiment beau et grand, c'est d'avoir su, dans une question aussi délicate, mettre en parfait accord les nécessités politiques et tout le respect, tous les égards qui sont dûs aux sentiments religieux.

» Dans cette occasion, Votre Majesté a fait appel à la conciliation en des termes si dignes que, je l'espère, elle sera entendue.

» Quant à moi, malgré les circonstances douloureuses qui m'ont amené ici, j'éprouve un vrai bonheur à me trouver dans un pays où, comme dans ma chère France, on sent si bien battre le cœur de la patrie et où les résolutions politiques portent toujours l'empreinte de tant de grandeur et de générosité.

» Permettez, Sire, que je vous offre l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

» J. SÉNARD. »

Nouvelles du Midi. — Nous avons déjà constaté qu'un conflit, qui avait menacé de dégénérer en combat de rues, avait éclaté à Marseille, par suite du refus de MM. Esquiros et Delpech de reconnaître les pouvoirs de M. Gent, l'envoyé du gouvernement provisoire pour remplacer ces messieurs qui avaient donné leur démission pour se mettre à la tête des opérations de la défense. Voici de nouveaux détails sur ces agitations un peu apaisées aujourd'hui :

« La nuit s'est passée au milieu de la plus violente agitation : le « citoyen » **Train**, dans une nombreuse réunion tenue à l'Alhambra, offrait à la France l'épée du « général » **Cluseret**. Pendant ce temps, M. Delpech réclamait du gouvernement de Tours « les pouvoirs les plus étendus, avec » l'autorisation de requérir les fonds communaux et de se procurer de l'argent même par des em- » prunts forcés départementaux. » Le gouvernement répondit sans doute par un refus, et le mouvement éclata.

» MM. Esquiros et Delpech ayant donné avec éclat leur démission, une manifestation se rendit à la préfecture pour les prier de la retirer; ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient que la maintenir. Il entrait dans le plan des agitateurs de dissoudre le conseil municipal, qui devait se réunir ce jour-là même et qu'on accusait de tiédeur. A deux heures, l'hôtel de ville fut, en effet, envahi par l'émeute, le conseil fut déclaré dissous et remplacé par une commission. Mais les conseillers, chassés de l'hôtel de ville, s'étaient réunis à l'état-major de la garde nationale et avaient requis le général **Marie** de les remettre en possession de l'hôtel de ville. Alors M. Delpech jeta le masque, et quand les conseillers arrivèrent à la mairie, ils apprirent que le préfet avait sanctionné la dissolution du conseil.

» Dans la soirée, M. Marie communiqua aux journaux et tenta de faire afficher une dépêche de **M. Gambetta**, proclamant l'état de siége à Marseille, sous le commandement du général Marie, en attendant l'arrivée du citoyen Gent, nommé préfet des Bouches-du-Rhône. M. Delpech s'opposa à cette publication, prétendant que le général Marie s'arrogeait un droit qui ne lui appartenait pas.

» Voilà, dit le *Peuple* de Marseille, dont les sentiments ne sont pas suspects, voilà encore une » journée comme il n'en faudrait pas beaucoup pour ébranler, dans cette ville patriotique et répu- » blicaine, la foi dans le salut de la patrie et de la république. »

» D'après les nouvelles qui nous sont parvenues, MM. Esquiros et Delpech, persévérant dans leur résolution, ont refusé ouvertement de reconnaître M. Gent, appelé la garde civique à leur aide, et accompli à Marseille une véritable révolution.

» M. Delpech maintenait sa démission pour laisser les pleins pouvoirs à M. Esquiros, qui prenait le gouvernement de toute la ligue du Midi ; une commune révolutionnaire s'installait à l'hôtel de ville, sous la présidence du citoyen **Carcassonne**, et publiait aussitôt un manifeste annonçant que son but était « le salut de la république française une et indivisible; » que le conseil municipal s'étant montré « incapable d'accomplir cette grande et noble tâche, le peuple avait voulu le rem- » placer par une commune révolutionnaire agissant avec énergie et résolution. »

» M. Gent, envoyé par M. Gambetta pour tâcher de maintenir l'autorité du pouvoir central, s'était fait précéder par une proclamation datée de Lyon. A son arrivée, il se rendit à la préfecture, « au milieu des acclamations, dit la dépêche, de la garde nationale et de la population. » La résistance commença à la préfecture. Les chefs du mouvement y étaient réunis, soutenus par la garde civique. M. Gent fut sommé, sous peine de voir éclater la guerre civile à Marseille, de s'associer à M. Esquiros ou de donner immédiatement sa démission. Sur son refus, ainsi que nous l'avons annoncé hier, un coup de pistolet fut tiré sur lui. La blessure, on le sait, n'offre point de gravité. »

On ne croit pas que le général Cluseret, (le même qui a figuré à Lyon dans une tentative pour établir la Commune,) conserve le commandement de la garde nationale.

Ce que coûte la guerre actuelle. Calculs d'un journal belge. — Outre que la guerre est une folie criminelle et le libre déchaînement de tous les instincts mauvais de l'homme, elle est encore contraire aux intérêts économiques bien compris. Voici à ce propos et extraits d'une feuille bruxelloise quelques chiffres, que les arbitres de la paix et de la guerre en Europe feraient bien de méditer :

« Un groupe d'amis de la paix a calculé, dit le journal la *Paix*, que la guerre coûte, par jour, à la France huit millions de francs, à l'Allemagne cinq millions et aux neutres sept millions au moins, ce dernier chiffre représentant leurs dépenses militaires et les pertes qui résultent de la crise industrielle et commerciale. Voilà donc vingt millions par jour stérilement absorbés par le militarisme, soit en cent jours deux milliards, sans compter les incalculables dommages, occasionnés à des millions de familles, sans compter les constructions et autres valeurs détruites, sans compter les trois cent mille morts ou estropiés, les trois cent mille malades, les affligés, les fous, etc. De pareils résultats, envisagés au point de vue chrétien et philosophique, donnent une triste idée des gouvernants et des gouvernés de notre pauvre planète. »

Le maréchal Mac-Mahon et ses soldats prisonniers en Allemagne. — Voici d'abord, touchant le maréchal, les nouvelles que nous en donne aujourd'hui la presse belge :

« Le bruit a été de nouveau répandu que le maréchal Mac-Mahon était en Allemagne. Ce bruit est inexact. Le maréchal est encore à Pourru-au-Bois, où il avait été transporté blessé après la capitulation de Sedan. Seulement, aujourd'hui, il est à peu près rétabli, et il a fait savoir au commandant de cette ville qu'il était transportable et qu'il attendait qu'on lui fît connaître dans quelle localité d'Allemagne il devait se rendre. »

Voici, d'autre part, comment on décrit la lamentable situation de ses pauvres soldats et officiers en Allemagne. C'est un journal anglais, la *Pall-Mall Gazette* qui parle :

« Ne pouvez-vous éveiller les sympathies des âmes charitables pour les pauvres prisonniers français en Allemagne, qui meurent de faim, qui n'ont pas de vêtements ? Naturellement, les Prussiens disent qu'il leur faut prendre soin d'abord des leurs ; mais ont-ils le droit d'emmener des prisonniers s'ils ne peuvent les nourrir, et de les laisser mourir d'inanition, de misère, de maladie ? Le typhus règne partout.... Les officiers sont encore plus misérables que les soldats, surtout dans les environs d'Erfort.

» On ne leur accorde que quarante francs par mois pour leur subsistance, pour tout enfin. Les malheureux, ils meurent comme des mouches ! Ce que je vous dis est exact ; le tableau que je trace est peut-être moins sombre que la réalité. Dans quelques jours, je vous en dirai davantage. J'ai vu des lettres navrantes, écrites sur les lieux par des personnes indépendantes et impartiales. »

Petites nouvelles. — La nuée sanglante, ou plutôt l'aurore boréale de la semaine dernière, a été aperçue en Angleterre. Les paysans superstitieux expliquaient ce phénomène en disant que Dieu avait étendu dans le ciel le manteau de la guerre. D'autres, plus réalistes, s'imaginaient sérieusement que c'était un reflet de l'incendie de Paris. — Un décret du gouvernement provisoire a supprimé la garde impériale, corps d'élite dont l'existence blessait le sentiment d'égalité dans l'armée et provoquait un mécontement persistant dans ses rangs. Un autre décret réserve la Légion d'honneur exclusivement pour les services militaires. — Un décret, qui fera sensation en Algérie, supprime le gouvernement militaire de la colonie, et lui substitue un gouvernement civil. Le général **Durieu**, gouverneur militaire d'Algérie, est appelé à d'autres fonctions, et remplacé par M. **Henri Didier**, ancien représentant de l'Algérie à l'Assemblée législative, avocat au barreau de Paris depuis le coup d'Etat, et qui a eu la singulière fortune, après le 4 septembre, de figurer au *Moniteur* comme préfet de la Meurthe, comme préfet d'Alger, et comme procureur de la République à Paris. — Le gou-

vernement parle de nouveau de se transporter dans une autre ville. Il a été question de Montpellier, de Toulouse, de Limoges et de Périgueux ; mais c'est sur Clermont-Ferrand que paraît devoir s'arrêter le choix de la délégation.

LUNDI, 7 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Statu quo sous les murs de Paris. Le télégraphe suisse signale toujours de vives canonnades dans la direction de Montbéliard et de Belfort. Beaucoup de familles fuient vers la Suisse avec leurs biens. Les Français ont incendié le village de Vezelois.

Enfin, deux nouvelles importantes. D'abord, on signale la marche d'une armée de 80,000 hommes vers Amiens et vers Rouen, sous les ordres du général de Manteuffel. Puis, dans l'Est, le fort Mortier, une des défenses de Neuf-Brissac, a capitulé après plusieurs jours de bombardement, livrant aux Prussiens 250 hommes et 5 canons.

Rien encore de favorable, comme on voit, à nos armes !

La situation. — C'en est encore fait des espérances de paix !...

La guerre continue, et la proposition d'armistice, dans laquelle tant de gens voyaient le germe d'une paix prompte et certaine, est repoussée par le gouvernement de la Défense nationale. C'est la question du ravitaillement de Paris qui a été la pierre d'achoppement.

Bien que généralement prévue, cette nouvelle n'en produit pas moins une immense sensation. Paris supportera donc le choc des troupes prussiennes et les horreurs d'un bombardement.... Qu'adviendra-t-il de cette situation? La France verra-t-elle enfin ses armes triompher de l'invasion? Que de graves et poignantes questions, diversement résolues! Ceux qui voulaient que la France traitât tout de suite, à telles conditions que la Prusse lui imposât, qualifient la continuation de la lutte de folie et de délire. Ils ne veulent pas admettre que la France puisse jamais s'organiser de façon à triompher de la puissante organisation et de la stratégie savante des armées prussiennes. D'autres espèrent dans l'élan et l'énergie du patriotisme français, ainsi que dans les difficultés de tout genre que la saison va créer aux armées prussiennes déjà épuisées par de longues fatigues et opérant au milieu de populations hostiles et acharnées à leur perte.

Mais l'anxiété est générale et l'opinion plus surexcitée que jamais. On sait, d'ailleurs, que le résultat de la guerre décidera du maintien de la forme républicaine en France. Tous les pays monarchiques, livrés à la

propagande des idées républicaines, sont donc en quelque sorte directement intéressés aux événements dont la France va être le théâtre, et les partis se recueillent partout, sachant combien leur sort est étroitement lié à celui des belligérants.

S'occupant de la levée en masse que le gouvernement de Tours vient d'ordonner, plusieurs organes de la presse conservatrice se refusent à croire que cette mesure puisse recevoir son accomplissement. Ils nient qu'il y ait des armes en nombre suffisant pour armer tout le monde, et ils traitent de *visionnaires* et d'*aveugles* les chefs actuels de la France, « qui prétendent d'un seul trait de plume faire sortir de terre un million d'hommes. »

Les Prussiens dans l'Est. Curieux détails sur la discipline prussienne. — Voici ce que raconte des malheureuses populations de l'Est un Français qui vient de les visiter :

« Je viens de faire un tour dans presque tout l'Est occupé par l'ennemi. Il avance toujours de même. Un poste de trente à quarante hommes occupe Montcornet, dans l'Aisne, près de Hirson. Un camp de sept à huit mille hommes est à Bouzicourt, à trois lieues de Mézières, couvrant une ligne ferrée qu'ils ont construite pour avoir libre trajet de la frontière sur Paris par Reims et Soissons. A Réthel, il y a une garnison de cinq à six cents hommes, plus un hôpital considérable bâti aux frais de la ville dans la promenade, dont on a bien voulu respecter les beaux arbres. A Reims, deux mille hommes, un peu moins à Châlons, cinq cents installés dans les bâtiments du quartier impérial au camp ; plus, de vastes ambulances. Garnison plus faible à Vitry, Sainte-Menehoulde, Epernay et le le long de la grande ligne de l'Est, qui est entièrement rétablie jusqu'à Nanteuil. Il faut avouer que les ponts et autres travaux d'art que nous avons fait sauter n'ont presque pas retardé l'ennemi ; celui-ci les fait réparer aux frais des communes.

» L'ennemi vit sur l'habitant. Les villages sont mis en coupes réglées ; on vient à date fixe lever la réquisition en viandes, blé, avoine, vins, et il faut obéir ; aussi la misère commence-t-elle à devenir grande, d'autant plus que les troupeaux des convois ennemis ont amené la peste bovine et que le bétail est à peu près détruit dans les arrondissements de Saint-Menehoulde, Châlons, Vitry, Reims, Réthel, Vouziers et Sedan. Dans les villes, officiers et soldats sont logés chez les bourgeois, tous ayant un point de rassemblement secret en cas d'alerte la nuit.

» Les troupes ennemies passent continuellement sur les routes, sans parler des convois réguliers qui y circulent et accablent cruellement les malheureux villages-étapes. »

L'auteur de cette lettre ajoute que tout acte d'hostilité contre la troupe est puni avec la dernière rigueur. En revanche, dit-il, « la discipline prussienne est très-sévère, et les officiers brûlent la cervelle à leurs soldats avec une facilité incroyable. »

La même discipline règne d'ailleurs dans toutes les armées allemandes. On lit dans une correspondance adressée à l'*Indépendance belge* que dans l'armée badoise, les ordres sont donnés à la muette, sans clairon ni tambour pour le rappel, et à peine ont-ils circulé qu'ils sont exécutés avec autant de rapidité que de précision. Les officiers sont très-raides dans le commandement et usent de la canne assez lestement.

Une opinion du Times sur le maréchal Bazaine. — Le

Times, qui avait blâmé les premières accusations dirigées contre le maréchal Bazaine, s'exprime aujourd'hui comme suit à son sujet, à propos des troubles de Paris :

« Nous, qui pouvons former notre jugement avec un calme désintéressé, nous pouvons être persuadé qu'à la fin Bazaine n'avait plus d'autre alternative que de se rendre. Les troupes étaient démoralisées et affaiblies ; si quelques-unes d'entre elles avaient forcé les lignes ennemies avec de grandes pertes, elles se fussent trouvées dans un pays dévasté, où elles eussent été poursuivies sans hésitation. Mais nous ne pouvons pas acquitter Bazaine de l'accusation d'avoir joué un double jeu dans l'attitude qui l'a conduit à ces misérables extrémités. Dans les intrigues qui ont précédé la reddition, nous devons constater son dessein de devenir le *protecteur* de la France plutôt que son sauveur. Si tels sont les sentiments impartiaux des neutres, est-il étonnant que des Français soient devenus fous de rage en apprenant qu'une forteresse imprenable et une armée de cent soixante-treize mille hommes se sont rendues à une force assiégeante qui ne la surpassait guère ? »

Le maréchal Mac-Mahon. Bulletin officiel sur sa blessure à Sedan. — On ne lira pas sans intérêt le bulletin officiel suivant, sur la blessure et la guérison du maréchal Mac-Mahon :

« Le 1er septembre, à six heures du matin, tout au début de la bataille de Sedan, M. le maréchal Mac-Mahon parcourait la première ligne de nos positions défensives, se dirigeant de notre droite sur notre gauche, c'est-à dire d'un point situé entre les villages de Balan et de Bazeille, allant de là vers La Moncelle.

» Arrivé en face de ce village, et placé très en vue avec son état-major et son escorte, sur le plateau faisant face à l'ennemi, il fut assailli par une grêle de projectiles, balles et obus. Deux obus tombèrent à sa droite et à sa gauche, à quelques pas de lui, éclatèrent et épouvantèrent les chevaux, qui firent rapidement demi-tour.

» C'est à ce moment que le maréchal se sentit frappé ; il crut, sur l'instant, n'être que contusionné. La douleur l'obligea bientôt à descendre de cheval ; on vit le sang ruisseler par la jambe gauche de son pantalon ; il ne put plus se soutenir. Son cheval était blessé également au genou par un des éclats du même projectile.

» Deux de ses officiers d'ordonnance conduisirent le maréchal dans une petite maison, située dans un fond, à quelques centaines de pas en arrière. On lui fit là un premier pansement. Puis on amena une voiture d'ambulance, et il fut rapporté à Sedan, à son logement de la rue Impériale.

» La partie centrale de la fesse gauche offrait une plaie large de cinq centimètres dans tous les sens et profonde. La première exploration n'y fit pas rencontrer de projectile. A un second examen, fait après le nettoyage des parties, on rencontra près de l'os du bassin une saillie inégale due à la présence d'un corps étranger, arrêté immédiatement sous la peau.

» Une large incision fut faite, et l'on retira un fragment de plomb provenant du revêtement de l'obus, long de quatre centimètres, large de deux et épais de cinq millimètres, recouvert par de grandes rondelles de la chemise, du pantalon et du manteau.

» Ces deux plaies communiquaient l'une avec l'autre par un trajet de quatorze centimètres de long, qui était le chemin parcouru par le fragment métallique.

» La blessure se comporta bien, grâce à des soins immédiats et à la bonne constitution du maréchal. Le 5, dans l'après-midi, il put être transporté à trois lieues de Sedan, au petit château de Pourru-aux-Bois.

» A la date du 4 novembre, nous avons fait visite à M. et Mme Mac-Mahon, à la résidence de Pourru-aux-Bois. Sa guérison est presque complète. L'illustre blessé marche un peu, sort en voiture dans les environs, et attend la désignation de la résidence qui lui sera indiquée par le roi Guillaume.

» Des deux plaies, l'une est absolument fermée, celle d'entrée du projectile ne l'est pas encore entièrement, mais le sera dans quelques jours. Le maréchal sera tenu, pendant quelques mois encore, à des précautions, mais il guérira sans aucune infirmité.

» Dr F. Guigne, fils, Médecin-major de première classe. »

Les ballons. — Nous recueillons dans un journal belge, *La Meuse*, le récit du voyage, accompli par M. Vidal, le jeune aéronaute qui a apporté à Tours les récentes nouvelles de Paris :

« M. Vidal, qui appartient à l'administration nouvelle des postes aérostatiques, est parti de Paris vendredi dernier, 4 courant, sur le ballon le *Ferdinand Flocon*, à neuf heures trente minutes du matin, à la gare du Nord. Il était accompagné de M. **Lemercier**, employé supérieur du télégraphe et simple passager dans cette expédition, dont la direction était confiée à M. Vidal. Le *Ferdinand Flocon* cubait douze cents mètres de gaz et avait été parfaitement gréé, ainsi que le prouve son heureuse traversée. Il était porteur de cent quatre vingts kilogrammes de lettres particulières, plus un paquet de dépêches de l'État et un paquet de numéros du *Journal officiel*, servant également de lest, et trois cent cinquante kilogrammes de lest, enfin un panier contenant six pigeons voyageurs. L'ascension a été splendide. Un vent très-faible poussait le ballon vers l'ouest. Les aéronautes avaient reçu l'ordre, vu la faiblesse du vent, de se maintenir le plus longtemps possible en marche, de ménager le lest et de faire le moins d'usage possible de la soupape, enfin de ne descendre qu'à la nuit, afin d'éviter de tomber dans les lignes prussiennes. Ils planèrent environ quarante minutes au-dessus de Paris. Une canonnade assez vive s'engageait entre le Mont-Valérien et Rueil, et deux corps, l'un de Français, l'autre de Prussiens, semblaient marcher à la rencontre l'un de l'autre. Pour les aérostatiers, c'était comme des fourmilières. En passant par-dessus les premières lignes prussiennes, ils n'étaient qu'à trois cent-cinquante mètres de hauteur et entendirent siffler à leurs oreilles les balles ennemies. Des craquements se firent entendre et M. Vidal les attribua aux pigeons qui becquetaient leur panier. Ce n'est qu'après sa descente qu'il s'aperçut que ce bruit avait été produit par les balles prussiennes déchirant la nacelle. Il se pencha sur le bord de celle-ci et se mit à jeter la moitié environ de son premier sac de lest et le ballon s'éleva immédiatement. Alors un spectacle splendide s'offrit aux yeux des hardis voyageurs. Paris disparaissait dans l'éloignement comme un tableau fondant. En revanche, Versailles se montrait presque au-dessous des voyageurs, qui passèrent bientôt au-dessus du parc, sans incident sérieux. A peine eurent-ils dépassé Versailles, qu'ils entendirent un feu de peloton bien nourri qui sortait d'un bouquet d'arbres, sans que l'on vît les tireurs. Par bonheur, le ballon était hors de portée, entre sept et huit cents mètres de hauteur. Le vent avait un peu changé et soufflait vers le sud-ouest, c'est-à dire dans la direction de Chartres. Le ballon monta alors à une hauteur d'environ dix-huit cents mètres, qu'il conserva pendant tout le voyage. Peu avant cette ville, un nouveau feu de peloton se fit entendre. C'était en plaine, et les aéronautes virent distinctement les soldats allemands leur envoyant leurs balles impuissantes. Quelques instants après avoir dépassé Chartres, les voyageurs distinguèrent des mouvements de cavalerie prussienne. Peut-être voulait-elle poursuivre la même ligne que le ballon pour l'attendre à la descente.

» Le *Ferdinand Flocon* continua sa course majestueuse et rapide, et bientôt les aéronautes se crurent en sûreté, car les lignes prussiennes ne devaient pas s'étendre au-delà. La température était tellement douce qu'ils avaient dû se débarrasser de leurs pardessus.

» Ils se dirigeaient directement sur le Mans, qu'ils reconnurent à sa grande cathédrale et à la coupole du Grand-Marché. A partir de ce moment, les aéronautes se mirent à crier de temps en temps, en faisant porte-voix de leurs mains et en articulant le plus distinctement possible : *A quelle ville sommes-nous?* mais la réponse ne leur arrivait que comme un bourdonnement. Cependant ils entendaient très-distinctement les aboiements des chiens, le son des clairons et des tambours. C'est au Mans que M. Vidal lança les premiers numéros du *Journal officiel*, contenant les nouvelles rassurantes du vote et du rétablissement du calme et de l'union dans Paris. Il apprit plus tard que c'est par ce moyen que le résultat du vote fut connu et annoncé par le télégraphe dans toute la France.

» Après le Mans, les voyageurs aperçurent la Flèche un peu sur la gauche, et après l'avoir dépassée, le ballon, par la dilatation du gaz, commença à descendre un peu, et M. Vidal décida alors de se rapprocher le plus près possible de terre, pour s'informer s'il était possible d'opérer la descente. Quand le baromètre marqua six cent cinquante mètres, la descente devint effrayante et M. Vidal s'empressa de lâcher le guide Ropp, après avoir recommandé à son compagnon, qui n'était

pas au courant des ascensions aérostatiques, de se bien tenir, tout étant prêt à lui passer un sac de lest, en cas de besoin. A quarante mètres de terre, la descente se trouva ralentie par le poids du guide Ropp qui traînait sur le sol. M. Vidal aperçut un paysan auquel il demanda près de quelle ville il se trouvait. Le rustre, étonné de cette question, qui descendait du haut des airs, répondit, après mûre réflexion : « Monsieur, il n'y a pas de ville ici. »

» Il n'était que deux heures, et ne pouvant obtenir aucun éclaircissement de ce paysan, M. Vidal jeta du lest et remonta aussitôt avec une grande rapidité. Un moment, le ballon se trouva à deux mille cinq cents mètres, puis continua son vol vers l'ouest. Le soleil se couchait en face des voyageurs, et sa réverbération sur une grande masse d'eau qu'ils apercevaient au loin leur annonçait l'approche de la mer. Il fallait donc descendre à tout prix. Plusieurs coups de soupape successifs amenèrent ce résultat. Le courant d'air devenait très-fort et la descente pouvait être dangereuse. M. Vidal choisit une plaine assez vaste qu'il apercevait à environ deux lieues, et décida d'y faire son atterrissement. Celui-ci s'opéra de la façon la plus heureuse. A quarante mètres de terre, le guide Ropp diminua beaucoup de vitesse. A ce moment, M. Vidal lâcha son ancre, qui s'accrocha dans un bouquet d'arbres. Le ballon toucha terre très-légèrement et la soupape fut maintenue ouverte toute grande. Le ballon alors se releva comme un cerf-volant, remonta de toute la hauteur de la corde de l'ancre, puis redescendit majestueusement à terre, d'où il ne bougea plus. Les aéronautes descendirent de la nacelle, portant avec soin leurs précieuses dépêches sur le sol. Un quart d'heure après, les paysans accoururent en foule, et s'empressèrent de les aider à dégonfler le ballon. Le maire du village de Nort, situé à deux kilomètres, arriva alors, accompagné du curé et de tous les notables du pays.

» M. Vidal avait accompli son voyage en six heures et se trouvait à quelques lieues de Nantes.

» Entourés par une foule enthousiaste, nos voyageurs durent se rendre en pompe à l'église de Nort, où le curé prononça une allocution pleine de patriotisme, et félicita M. Vidal de son dévouement. Notre jeune aéronaute, fort touché de cette manifestation, à laquelle il était loin de s'attendre, remercia avec émotion M. le curé et les habitants de Nort. Après un copieux dîner offert par M. le maire, et auquel nos voyageurs firent honneur, car depuis longtemps, rationnés dans Paris, ils n'avaient été à pareille fête, ils prirent congé de leurs hôtes et partirent en voiture pour Nantes, où ils arrivèrent la nuit. Aussitôt, M. Vidal, conformément à ses instructions, se rendit chez le directeur des postes, auquel il remit, contre récépissé, ses sacs de dépêches qu'il n'avait pas quittés un seul instant. Après une visite chez le préfet et une nuit de repos, il partit de grand matin pour Tours, dans un train requis en vertu du pouvoir qui lui avait été remis à Paris. Arrivé à Tours, le samedi à trois heures, il fut immédiatement reçu par les membres de la délégation qui, dès la veille, avaient reçu par le télégraphe les bonnes nouvelles apportées par le *Ferdinand Flocon*. Ils félicitèrent vivement M. Vidal de la façon intelligente et courageuse dont il avait accompli sa patriotique mission. Et, de fait, aucune des ascensions qui ont eu lieu jusqu'ici ne s'est opérée dans d'aussi heureuses conditions. De plus, les nouvelles apportées par M. Vidal, au moment où à Tours on croyait Paris ensanglanté par la guerre civile, avaient une importance toute exceptionnelle. M. Vidal, rendu libre par l'accomplissement de sa mission, est arrivé avant-hier à Liége, où se trouvent son oncle, M. **Loisset**, et plusieurs membres de sa famille. »

Mesures disciplinaires. Un ordre du jour de M. Gambetta. — L'ordre du jour suivant a été lu devant les troupes sous les armes :

« Un corps de francs-tireurs vient de manquer d'énergie devant l'ennemi, en se repliant en désordre sans que rien motivât sa retraite.

» Le commandant de ce corps a été révoqué.

» Le ministre de la guerre porte à la connaissance de l'armée auxiliaire, que tout corps de francs-tireurs qui ne justifierait pas sa création par une attitude énergique en face de l'ennemi, serait immédiatement *dissous et désarmé*, sans préjudice du renvoi devant la cour martiale la plus voisine.

» Le ministre de l'intérieur et de la guerre,

« LÉON GAMBETTA. »

Le Reichstag à Versailles. — Les journaux de Berlin nous apportent une nouvelle qui, au premier abord, semble une simple plaisanterie. Le Reichstag de la Confédération du Nord serait convoqué à Versailles. Cependant, les feuilles qui mentionnent ce bruit l'accompagnent d'un exposé des motifs, qui ferait croire qu'il n'est pas imaginaire et que l'on songe réellement à réunir le Parlement fédéral dans la ville de Louis XIV. Elles font remarquer que ce Parlement, en raison de l'entrée des États du Sud dans la Confédération du Nord, aura à s'occuper de questions fort graves, pour la discussion desquelles la présence du chancelier fédéral et même celle du roi de Prusse seront nécessaires, et que, la continuation de la guerre empêchant le roi Guillaume et M. de Bismark de se rendre auprès du Parlement à Berlin, ce sera le Parlement qui devra aller au devant d'eux à Versailles.

Les dangers de l'air. Lettre d'un aéronaute fait prisonnier. — Voici une lettre de M. Worth, l'un des aéronautes faits prisonniers récemment par les Prussiens, adressée à sa mère :

« La prison, Versailles, 5 novembre.

» J'ai quitté Paris jeudi, 29 octobre, dans un ballon, en compagnie de trois autres. Nous partîmes par un vent du nord-est, qui devait nous porter en Belgique, mais le vent tournant vers l'est, nous fûmes portés au-dessus des lignes prussiennes. Nous quittâmes Paris à deux heures de l'après-midi, et comme à quatre heures et demie il faisait presque noir, nous dûmes redescendre vers la terre. Nous sortions à peine des nuages, et nous nous trouvions à deux cent cinquante yards de terre, quand nous fûmes accueillis par une pluie de balles prussiennes, dont quelques-unes percèrent le ballon, et afin d'éviter des blessures, il nous fallut descendre avec une rapidité vertigineuse. Quand nous touchâmes terre, il y eut un choc terrible, mais j'avais eu la présence d'esprit de me cramponner aux cordes ; néanmoins je fus précipité à trente pieds dans l'air, et retombai sans me faire le moindre mal. Deux autres sautèrent après moi, M. **Udin** et M. **Cuzon** ; ils n'eurent aucun mal ; mais le quatrième perdit sa présence d'esprit. C'était M. **Manciaire**, qui ne suivit pas notre exemple, et le ballon l'emporta. Pendant ces événements, qui n'occupèrent que quelques secondes, les Prussiens tiraient toujours sur nous, et ce n'est que par un miracle que nous avons échappé. Nous agitâmes un mouchoir blanc, ce qui les fit enfin cesser, et nous sommes prisonniers. Nous sommes tombés juste à l'extérieur de Verdun, qui était encore défendu par les Français. De Verdun on nous a amenés à Versailles (le trajet a pris huit jours); quoique prisonniers, on nous traite bien. Comme nous n'avions aucune mission politique, on nous mettra peut-être en liberté dans quelques jours; mais il est possible qu'on nous envoie en Allemagne comme prisonniers de guerre. J'ai quitté Paris, parce que mes affaires réclamaient ma présence ailleurs. »

Lyon. — M. Hénon est arrivé à Tours pour demander au gouvernement d'envoyer des troupes à Lyon.

Les bruits alarmants qui ont couru ne se sont pas confirmés. L'ordre a été maintenu à Lyon pendant ces derniers jours et la proclamation de M. Gambetta n'aurait donné lieu qu'à quelques manifestations sans importance.

Petites nouvelles. — Le roi de Prusse a invité le roi de Bavière, le grand-duc de Bade et le roi de Wurtemberg à venir assister au bombardement de Paris : il estime avec raison que c'est un morceau de roi de voir brûler des maisons, renverser des édifices splendides et massacrer

des femmes et des petits enfants. — Un officier de la garde arrivant de Metz, assure à l'*Écho du Nord* qu'un cartel a été envoyé par un membre de l'état-major français au général **Boyer**, à raison de l'allégation produite par celui-ci, dans une lettre publique, que la reddition de Metz a été approuvée comme une nécessité inévitable par l'armée française. – Le général **de Moltke**, qui vient d'accomplir sa soixante et onzième année, est légèrement indisposé. — A Tours, on vient de passer par les armes six militaires pour insubordination. — La *Gazette de la Bourse* avait accueilli légèrement le bruit d'un attentat qui aurait été tenté contre la vie du roi **Guillaume**, lequel est sain et sauf. Ce bruit doit son origine à un accident qui aurait pu devenir fatal pour la vie du Roi. Lorsque Sa Majesté faisait une promenade à cheval, accompagné du général **de Roon**, un projectile explosif fut lancé près d'eux. Les chevaux se cabrèrent et l'on eut beaucoup de peine à les maîtriser, de sorte que le général de Roon a eu une luxation de la main, sans que le Roi ait rien ressenti de fâcheux. — **M. Piétri**, le célèbre ex-préfet de police, est, dit-on, mort en Suisse. — Dix-sept personnes ont été amenées le 28 à Saint-Germain ; elles ont passé devant un conseil de guerre et ont été fusillées. Parmi elles se trouvait un prêtre. C'étaient des habitants du village où l'aide de camp du général **von Rœdern** a été tué il y a quatre ou cinq jours. Le village sera brûlé, s'il ne l'est déjà. Le village où le comte **Arco** a été attaqué a été détruit également. — Les mandats postaux adressés à des prisonniers français sont si nombreux qu'on a dû renforcer le personnel de Bâle par quinze employés travaillant tout le jour à la confection des mandats et à la conversion de l'argent français en argent allemand. Quinze cents sont expédiés chaque jour en Allemagne; il en reste au moins dix mille en souffrance. — Le ministre de l'intérieur et de la guerre a adressé à tous les préfets et procureurs généraux l'ordre de faire arrêter **Bazaine** et les officiers de son état-major, partout où on les rencontrerait, et de les diriger immédiatement sur Tours, sous bonne escorte. — Le général **Michel**, nommé au commandement des forces de l'Est, en remplacement du général Cambriels, est arrivé le 1er novembre à Besançon, venant de Tours. — Le général **de Barral**, qui avait été fait prisonnier à Grenoble, est arrivé le 3 à Tours. — Le *Times* annonce que le bombardement de Paris ne commencera pas avant quinze jours. — Les officiers français prisonniers par la capitulation de Metz ont obtenu un délai qui se prolongera jusqu'au 15 novembre pour être rendus dans les villes où ils seront internés.

MARDI, 8 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les journaux anglais annoncent la reprise de Châteaudun par les Français à la date du 6.

Un avis officiel, à Hambourg, annonce que neuf vaisseaux français ont été vus à dix milles ouest de Helgoland.

En Lorraine, les autorités installées par la Prusse agissent déjà comme si cette contrée était définitivement retranchée de la France. Elles interdisent aux hommes, âgés de moins de 46 ans, de quitter le pays, dans le but évidemment de les empêcher d'aller remplir sous les drapeaux leur devoir de citoyen français. En cas d'infraction à cette prohibition, les parents des contrevenants auront à payer cinquante francs d'amende par chaque individu et par chaque jour d'absence. Ne serait-il pas tout aussi légitime d'enjoindre, sous une pénalité analogue, à ceux

qui sont sous le drapeau de la France, de rentrer immédiatement dans leurs foyers?

On signale de l'armée de la Loire qu'une colonne de l'armée ennemie, composée de deux bataillons, quinze cents cavaliers et dix canons, a été repoussée par les Français à Poisly et Vallière.

La situation, — La rupture des négociations, bien qu'elle fût en situation et prévue par ceux qui savaient les difficultés de concilier les prétentions prussiennes et le principe de l'intégrité du territoire français, n'en a pas moins produit partout une fâcheuse impression. La presse anglaise, surtout, ne cache pas son dépit. Elle avait cru à une intervention sérieuse de son gouvernement et de lord Granville en faveur de la paix. Or, on sait aujourd'hui que lord Granville, dans tout ceci, s'est borné à insister auprès de M. de Bismark, pour qu'il se montrât bienveillant dans les pourparlers qu'il allait avoir avec M. Thiers, et que l'empereur Alexandre, dont on avait parlé comme étant aussi intervenu, s'est adressé au roi Guillaume simplement pour le prier de recevoir M. Thiers au quartier général.

D'ailleurs, il est avéré aujourd'hui que les négociations qui viennent d'être rompues n'ont jamais été que pure comédie de la part de la Prusse. On ne voulait pas d'un armistice au quartier général prussien, ou plutôt, on savait l'impossibilité d'en fixer les conditions, conformément aux exigences du gouvernement provisoire. On a donc parfaitement reçu M. Thiers; on l'a laissé parler; on a même provoqué sa verve et l'explosion de ses sentiments de patriotisme bien connus; mais on n'a jamais cru au succès et à l'utilité des démarches qu'on encourageait. Et M. Thiers est peut-être, à l'heure actuelle, le seul homme politique en Europe qui ne se doute pas que la diplomatie prussienne s'est jouée de lui et de son amour pour son pays, en lui ouvrant des perspectives pacifiques qu'elle savait ni devoir ni pouvoir aboutir.

Mais si la mission de M. Thiers a échoué, il paraît que les tentatives de certains fonctionnaires de l'Empire en faveur d'une restauration bonapartiste ne laissent pas que d'avoir quelque succès près de certaines gens. Ainsi, voici une nouvelle qui nous vient de plusieurs côtés, et à la véracité de laquelle, malgré son invraisemblance, le langage de certains journaux anglais ferait presque croire quand ils disent que, si le gouvernement provisoire ne se montre pas plus coulant, on traitera de la paix sans lui et contre lui.... Il ne s'agirait ni plus ni moins que de la *rentrée* triomphale de l'homme de Sedan, à la tête des 325 mille soldats français aujourd'hui prisonniers en Allemagne. La nation française le recevrait à bras ouverts... ou à coups de fusils, et puis la paix se ferait à Versailles avec le « cher frère » Guillaume et son ami Bismark. L'an-

nexion de l'Alsace et de la Lorraine et la chute de la République seraient le prix de la réconciliation et de l'alliance des deux « frères... » S'il y avait des velléités de résistance, en France, — il y a toujours des brouillons et des caractères mal faits, — on en aurait facilement raison avec les procédés qui ont si bien réussi en 1852 et à d'autres dates sanglantes. C'est M. de Bismark qui aurait conçu ce beau projet en haine de la République... et de la France, et c'est lui également qui se chargerait de son exécution. C'est même en vue de faciliter la réalisation de ce plan que le roi Guillaume aurait donné ordre à tous les officiers supérieurs de l'armée de Bazaine de résider à proximité de Wilhemshœhe.

Un tel projet n'est-il qu'une ignoble plaisanterie, ou réflète-t-il réellement la pensée du roi de Prusse et de son ministre? On n'oserait se prononcer à cet égard, à cause de la grande place que l'imprévu a toujours occupé dans les événements depuis la guerre. Et puis ne sait-on pas que M. de Bismark poursuit avec une égale ardeur la France et la République, et que rien ne lui coûtera pour les envelopper toutes deux dans la ruine et la honte?

Reste à savoir, dans le cas où pareil projet existerait réellement, si l'armée française d'Allemagne consentirait à donner les mains à une restauration aussi odieuse, et si le peuple français ne préférerait pas disparaître de la liste des nations plutôt que de subir une pareille honte, sans égale dans l'histoire d'aucun pays.

Capitulation de Metz. — Les accusations formulées contre le maréchal Bazaine deviennent de plus en plus graves, et ce n'est pas la lettre qu'il vient d'adresser au *Nord* qui pourra arrêter ce torrent de récriminations. On assure que dans le conseil de guerre qui a précédé la reddition de Metz, un tiers seulement des officiers présents était favorable à la capitulation. Les autres voulaient une dernière sortie en masse. Une feuille belge publie une correspondance émanant d'une personne de Metz qui a vu les événements de près: Bazaine y est accusé d'avoir trahi la France pour la dynastie impériale, d'avoir voulu la paix quand même avec les Prussiens, d'avoir rêvé un coup d'État qui devait aboutir à l'envoi à Cayenne de Jules Favre, Thiers, Gambetta, etc., et au rétablissement du régime de 1852. Un détail donné par cette lettre : la terrible et sanglante bataille de Gravelotte, dans laquelle les Français se sont couverts de gloire et qui leur a coûté si cher et plus cher encore aux Prussiens, a été livrée exclusivement pour protéger la fuite du noble Napoléon III sur Verdun. Le correspondant a vu passer le cortége du fuyard impérial : « Je ne pus m'empêcher, dit-il, d'éprouver un sentiment de dégoût en voyant cet homme qui avait déclaré la guerre, uniquement pour consolider sa dynastie, déserter le champ de bataille,

alors que tant de braves se faisaient égorger, croyant défendre leur patrie, et avec la satisfaction du devoir accompli. »

Le maréchal Bazaine, en partant, n'oubliait pas ses intérêts ; il réclamait avec son traitement de maréchal de France un trimestre de sa dotation de sénateur! Le payeur s'y refusait, mais sur l'ordre écrit de Bazaine, il dut céder.

Des 180,000 hommes de l'armée de Metz, que la capitulation a livrés au prince **Frédéric-Charles,** 150,000 sont parfaitement valides et en état de tenir la campagne. De ces 150,000 hommes, 90,000 sont renvoyés dans l'Allemagne du Nord, 60,000 répartis entre les États du Midi.

Un détail qui sera remarqué, c'est que dans aucun des nombreux récits publiés sur les batailles des 14, 16 et 18 août par les officiers français, tous témoins oculaires de ces événements militaires, il n'est question de ce fameux épisode des carrières de Jaumont, annoncé par le général de **Palikao** au Corps Législatif. Le nom des carrières de Jaumont n'est pas même prononcé dans un seul de ces récits.

Les premières accusations portées contre Bazaine dénonçaient hautement tous les généraux comme ayant trempé dans ses intrigues et ses complaisances pour l'ennemi. Un de ces généraux a eu connaissance de ces accusations, et il s'empresse de protester pour « l'honneur de l'armée française et des généraux en sous ordre. » « Il est indispensable, dit-il, que l'Europe sache que, *dans aucune circonstance*, les généraux commandant les divisions et les brigades n'ont été consultés. Il faut donc que la responsabilité tout entière des *fautes commises* (*sic*) retombe sur le général en chef et les chefs de corps ci-dessous désignés : Bazaine, général en chef; Canrobert, commandant le 6e corps ; Le Bœuf, le 3e corps ; Ladmirault, le 4e ; Frossard, le 2e, et Desvaux, la garde, en remplacement de Bourbaki. »

Voilà qui est net. Le général de division Bisson, — c'est le nom du signataire de cette lettre accablante, qui commandait devant Metz la deuxième division du 6e corps, — révèle ensuite que les cinq généraux du 6e corps avaient proposé, plutôt que d'accepter des conditions humiliantes, de s'ouvrir un passage les armes à la main : ils proposèrent un plan qui devait assurer la réussite de la sortie ; mais le maréchal Bazaine fit la sourde oreille. C'était au moment où avaient lieu les négociations et les tripotages sur lesquels on n'est pas encore édifié. Plus tard, par une fourberie du commandant en chef, on fit croire aux officiers, dans l'espoir de les intimider, que les Prussiens préparaient une attaque générale. Enfin, la capitulation fut annoncée aux généraux du 6e corps, sans qu'ils eussent été consultés en aucune façon, et l'offre de tentative d'une trouée, renouvelée par le général Bisson, fut repoussée. « Une

dernière infamie, dit en terminant le général Bisson, mit le comble à ces honteuses menées. On fit réunir les aigles en promettant qu'elles seraient brûlées. C'était un nouveau mensonge : les aigles n'ont pas été brûlées, mais bien livrées à l'ennemi comme le dernier trophée de notre honte. »

Comment Bazaine parviendra-t-il à réfuter des accusations aussi terribles et aussi précises?

Polémique bonapartiste. La version de Napoléon III sur les revers des armées françaises. — L'*International*, de Londres, publie le texte d'une brochure intitulée : « *Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan, par un officier de l'état-major général*, » et attribuée à Napoléon III.

D'après cette brochure, voici quel aurait été le plan de campagne des Français au début de la guerre :

« Le plan de campagne de l'Empereur, qu'il ne confia, à Paris, qu'aux maréchaux **Mac-Mahon** et **Le Bœuf**, consistait à réunir 150,000 hommes à Metz, 100,000 à Strasbourg et 50,000 au camp de Châlons.

» La concentration des deux premières armées, l'une sur la Sarre, l'autre sur le Rhin, ne dévoilait pas ses projets, car l'ennemi était laissé dans l'incertitude de savoir si l'attaque se porterait contre les provinces rhénanes ou contre le grand-duché de Bade.

» Dès que ces troupes auraient été concentrées sur les points indiqués, l'Empereur comptait réunir l'armée de Metz à celle de Strasbourg, et, à la tête de 250,000 hommes, passer le Rhin à Maxau, laissant à droite la forteresse de Rastadt, à gauche celle de Germersheim. Arrivé de l'autre côté du Rhin, il forçait les États du Sud à observer la neutralité et se portait, ensuite à la rencontre des Prussiens. Pendant que ce mouvement se serait opéré, les 50,000 hommes assemblés au camp de Châlons, sous les ordres du maréchal **Canrobert**, devaient se diriger sur Metz pour y protéger les derrières de l'armée et surveiller la frontière nord-est. En même temps, notre flotte croisant dans la Baltique aurait retenu et immobilisé dans le nord de la Prusse une partie des forces ennemies pour la défense des côtes menacées d'un débarquement.

» Ce plan n'avait de chance de réussite que si on gagnait l'ennemi de vitesse. Il fallait, dans ce but, rassembler en peu de jours sur les points déterminés, non seulement le nombre d'hommes voulu, mais les accessoires essentiels, tels que les voitures, le train, les parcs, les équipages de ponts, les chaloupes canonnières pour protéger le passage du Rhin, enfin l'approvisionnement de biscuit indispensable pour nourrir une armée nombreuse qui marche réunie.

» L'Empereur se flattait de pouvoir obtenir ce résultat, et là fut son erreur, comme l'illusion de tout le monde fut de croire qu'au moyen des chemins de fer la concentration de tant d'hommes, de chevaux et de matériel pourrait se faire avec l'ordre et la précision indispensables lorsque tout n'a pas été réglé longtemps d'avance par une administration vigilante.

» Les retards tinrent en grande partie aux vices de notre organisation militaire, telle qu'elle existe depuis cinquante ans et qui se révélèrent dès les premiers moments. »

La brochure explique longuement ces vices et se termine par ces mots :

« A ces causes principales de nos revers, nous devons ajouter les regrettables habitudes introduites dans l'armée par la guerre d'Afrique. Manque de discipline, manque d'ensemble, défaut d'ordre, exagération du poids que porte le soldat et du nombre de bagages des officiers, tels sont les abus qui se sont introduits dans nos armées. Le fantassin français, renommé autrefois pour la rapidité de la marche, est devenu plus lourd que le fantassin allemand. Le laisser-aller de la tenue influe sur l'esprit militaire : nos officiers et nos soldats semblent ne plus être fiers de porter l'uni-

forme, et la bigarrure du costume affecte péniblement les yeux. Cet abandon dans la tenue se reproduit dans tout le reste : on ne sert plus avec cette régularité, cet amour du devoir, cette abnégation de soi-même, qui sont les premières qualités de ceux qui commandent comme de ceux qui obéissent.

» En résumé, l'armée réfléchit toujours l'état de la société dans laquelle elle a été formée. Tant que le pouvoir a été fort et respecté, la constitution de l'armée a présenté une solidité remarquable ; mais lorsque les violences de la tribune et de la presse sont venues affaiblir l'autorité et introduire partout l'esprit de critique et d'indiscipline, l'armée s'en est ressentie.

» Dieu veuille que le drame terrible qui se déroule serve de leçon pour l'avenir et que notre patrie se relève de la catastrophe qu'elle vient de subir ! »

Un épisode de la prise du Bourget. — Voici un épisode de la prise du Bourget que les Parisiens seuls pourront expliquer après la guerre... ou la prise de Paris. Nous empruntons le récit à M. Russel :

« Avant de fermer ma lettre, je dois appeler l'attention sur un épisode qu'il est réellement du devoir du gouvernement français de tirer au clair. Je ne parle pas de science personnelle, mais je signale une impression, qui plus est, une ferme créance qui existe parmi les Allemands, et qui peut conduire à de terribles conséquences, si la guerre continue, comme je le crains, d'après toutes les probabilités. Le 30 octobre, durant l'action du Bourget, un régiment français se mit à agiter des mouchoirs blancs et à lever les crosses des fusils en l'air. Le colonel du régiment de la reine **Augusta, comte Waldersée,** donna ordre à ses troupes de cesser le feu et courut à cheval vers les Français, qui aussitôt tirèrent sur lui. Il tomba mort à bas de son cheval. Son adjudant courut à son tour pour le relever et fut abattu avec une grave blessure, ainsi qu'un autre officier qui le suivait. Cela peut-il être vrai? Tout ce que je sais, c'est que le fait est fermement cru au quartier général du prince royal, et qu'il y a causé la plus vive indignation. »

La vie à Metz pendant le siége. — Les souffrances et les privations ont été grandes à Metz :

« La vie, écrit-on de cette ville infortunée, était devenue intolérable sous tous les rapports. L'atmosphère était viciée par les charniers qui l'entouraient ; la nourriture, rare et mauvaise. Depuis la fin d'août, on vivait de cheval et de mauvais pain ! La plus grande privation, au point de vue matériel, était le manque de sel. Voici quelques prix :

» Le beurre, quarante-deux francs la livre ; le sel, neuf francs; le sucre, huit francs; les pommes de terre, un franc ; les carottes, un sou pièce ; et le reste à l'avenant. »

Une évasion de Metz. — Si le récit suivant, qui fait le tour de la presse française et étrangère, n'est qu'une pure légende, il prouve une imagination féconde chez le médecin anglais qui l'a mis au jour :

« Un médecin anglais écrit au *Times* que, se rendant de Paris à Francfort, le 25 du mois d'octobre, un autre voyageur monta à Frouard dans le compartiment du wagon qu'il occupait seul. (On sait que Frouard est le point de jonction de la ligne de Châlons-Strasbourg et de Metz-Nancy.) Le nouveau venu était jeune et ressemblait à un Anglais. Il raconta à son campagnon de voyage qu'il était Américain, journaliste, et qu'il venait de sortir de Metz, non sans difficultés. Une partie de la nuit se passa entre les deux voyageurs en récits et questions sur la situation de la place, alors encore au pouvoir du maréchal **Bazaine.**

» Arrivés à Strasbourg, les deux voyageurs descendirent au même hôtel, mais quel ne fut pas l'étonnement du médecin lorsque le jeune Américain, le prenant à part, lui demanda de le conduire jusqu'en Suisse, sa vie n'étant pas en sûreté s'il venait à être surpris sans papiers par les autorités prussiennes. Après quelques hésitations et l'assurance reçue que sa complaisance ne compromettrait pas les intérêts d'un des belligérants, le médecin anglais, gagné d'ailleurs par les manières de son interlocuteur, souscrivit à sa requête.

» Ils partirent à cinq heures du matin. En approchant de Bâle, l'Américain devint de plus en plus

agité, s'informant sans cesse si le train n'avait pas encore franchi la frontière. Enfin, quand on fut en gare, il sauta au cou de son sauveur, lui disant : « Permettez-moi maintenant de me présenter sous » mon vrai nom. Je suis le comte de **Valcourt**, officier de l'armée française, attaché à l'état-major du » maréchal Bazaine. »

» Je ne pouvais en croire mes yeux, écrit le médecin. Etait-ce là un Français, ce jeune homme avec ses cheveux blonds, sa barbe et ses sourcils blonds, ses yeux d'un brun pâle, son teint clair presque féminin, sa parfaite connaissance de la langue anglaise ? Il surprit mon regard. « Vous ne me croyez pas, » dit-il. Et s'enlevant deux fausses dents, creuses, faites à Metz pour la circonstance, il en sortit une petite boucle de papier pelure, qui, déroulée devint grande comme la paume de la main. Voilà, me dit-il, une dépêche du maréchal Bazaine, et comme preuve que vous n'avez pas compromis les intérêts de la Prusse, en voici le contenu : « Je dois rendre Metz dans un jour ou deux. Faites » la paix le plus tôt possible. BAZAINE. »

« Le correspondant anonyme du *Times* ajoute que depuis, il a encore reçu de M. de Valcourt une lettre de remercîment et un bout de ruban de la Légion d'honneur, indiquant la récompense qui lui a été décernée par le gouvernement de Tours. »

Espagne. — Les Cortès n'ont pas encore accepté les offres du duc d'Aoste pour occuper « la place » de roi d'Espagne et les journaux de Florence annoncent déjà « que la cérémonie de l'acceptation du trône d'Espagne par le duc d'Aoste aura lieu dans cette ville. »

Arrestations arbitraires.—A la suite de la proclamation de la République, plusieurs arrestations arbitraires eurent lieu sur plusieurs points de la France. Les personnes arrêtées étaient généralement des anciens serviteurs de l'Empire, ou surtout des magistrats qui avaient siégé dans les commissions mixtes de 1851 et 1852. M. CRÉMIEUX signale l'arrestation de ces derniers comme étant illégale, la prescription les couvrant depuis 1862. Il ordonne donc leur mise en liberté immédiate, bien résolu à ne plus laisser violer la loi plus longtemps ; car la République, dit-il, n'est que le règne de la loi.

MERCREDI, 9 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le fait de la reprise de Châteaudun n'est pas confirmé ; mais aucune information prussienne ne le dément.

Montbéliard vient d'être occupé par les Prussiens qui ont voulu ainsi assurer le complet investissement de Belfort.

Il y a eu près de Bretenay, entre Bologne et Chaumont, quelques rencontres entre des détachements du 9e corps prussien et de la mobile.

La situation. — La nouvelle du rejet de l'armistice et de la continuation de la guerre a provoqué en Europe les plus vifs regrets. La

perspective de nouvelles tueries, le caractère de férocité que la guerre prend sur différents points, les exterminations et les incendies des troupes prussiennes en réponse aux attaques des francs-tireurs ou à la malveillance des habitants, le bombardement et la famine qui menacent Paris, tout cela épouvante et développe un immense besoin chez tous les neutres : celui de voir enfin la paix mettre un terme à ces massacres et à ces exterminations, qui rappellent les plus tristes pages de l'histoire. Aussi, c'est pour répondre à un sentiment qui se fait jour dans toute l'Europe, que le *Times* vient de demander une suprême et dernière intervention des puissances neutres près des belligérants. Cette misérable revendication de l'Alsace et de la Lorraine, soutenue par la Prusse, au mépris de tout droit et de toute raison, mérite-t-elle tout le sang qu'on va verser ?... Qu'on consulte à ce sujet les femmes, les filles, les frères, les sœurs des soldats allemands ! Qu'on consulte également les armées prussiennes ! Et l'on verra si M. de Bismark et Guillaume s'inspirent des vœux de l'Allemagne, en revendiquant la possession de l'Alsace et de la Lorraine, alors que les habitants de ces provinces s'obstinent à vouloir rester français, et ont souffert pour cela toutes les horreurs et toutes les ruines.

Mais Guillaume et son ministre ont juré deux choses : la ruine de la France et la déchéance de la République. Et il est à craindre que rien ne les arrête dans la voie où ils se sont engagés. Les rois et leurs ministres qui donnent à volonté le signal de la paix ou de la guerre, suivant leurs caprices ou leurs intérêts, doivent être faits d'une autre chair et d'autres os que le commun des hommes. Car, autrement, comment résisteraient-ils au cri d'horreur et à la suprême aspiration vers la paix qui s'échappent en ce moment de toutes les poitrines humaines ?

Si la France a mérité châtiment, pour avoir engagé la guerre, il faut reconnaître qu'elle a déjà cruellement expié sa faute.

Voici, pour dépeindre l'état de l'opinion publique en Angleterre et même en Europe, quelques extraits d'un article du *Times* :

« M. **Thiers** a échoué, mais sa mission a fait clairement ressortir combien est grand et profond le désir de la paix en Angleterre. Nous avons parmi nous beaucoup de partisans dont la conversation contradictoire, dégénérant souvent en aigres arguments, peut s'entendre là où des hommes se trouvent ensemble. Il y a aussi des partisans français, la plupart hommes de sensation plutôt que de jugement, qui pensent que l'invasion du petit royaume de Danemark et la déchéance du Roi aveugle de Hanovre méritaient un juste châtiment de la part de la France. Il y a, d'autre part, une classe puissante d'hommes éclairés chez qui la sympathie intellectuelle avec l'Allemagne a fait naître la sympathie politique. Ceux-là sont portés à appuyer les exigences des Allemands, alors qu'on ne pourrait les satisfaire qu'au prix d'une longue guerre (1). Cependant, depuis les deux derniers mois,

(1) Pour qui sait un peu lire entre les lignes, il est facile de deviner de quel côté penchent « les sympathies intellectuelles et politiques » de la rédaction du *Times*, exclusivement composée « d'hommes éclairés et de jugement, » peu enclins à subir la loi de la « sensation. »

la masse du peuple anglais ne s'est prononcée fortement ni d'un côté ni de l'autre. *Elle trouve que l'Allemagne s'est vengée suffisamment et que la France a été assez humiliée.* L'injure a été repoussée, la faute est expiée, la guerre semble ne se prolonger que par l'inhabileté à faire la paix. Les événements entraînent les hommes plus qu'ils ne sont dirigés par eux. *Comme la sympathie politique décline sous ces influences, le sentiment de l'intérêt personnel se ravive naturellement, et le pays compte avec impatience les pertes journalières qu'accumule une lutte dans laquelle les combattants semblent n'être plus maîtres d'eux-mêmes.* »

Un épisode de l'invasion prussienne. — Nous avons parlé plus haut du caractère de sauvagerie et de férocité que la guerre prend sur certains points. Voici, à l'appui de ce dire, le récit du massacre d'un bataillon entier de mobiles désarmés et sans défense.

Nous le recueillons dans le *Progrès du Nord*

« Il est bien temps que la paix vienne mettre fin à cette horrible guerre, qui déshonore le plus grand de tous les siècles, en rappelant beaucoup trop exactement les invasions des Huns, des Goths et des Vandales.

» Le récit malheureusement trop exact du massacre des mobiles de la Marne soulèvera une indignation générale. C'est un véritable rapport officiel, puisqu'il est publié par un des officiers de ce malheureux bataillon, égorgé sous ses yeux, alors que, les mains liées derrière le dos, il n'a échappé que par miracle à la tuerie, et grâce, peut-être, à ses insignes d'officier.

» Aucune attaque, aucune surprise n'ont motivé cette fureur soudaine des trois cents cavaliers qui conduisaient les prisonniers vers Civry, au milieu même de l'occupation prussienne. Il est à remarquer que plusieurs de ces gardes mobiles avaient leurs familles dans les localités qu'ils traversaient. C'étaient des jeunes gens appartenant à toutes les classes de la société, et ayant obéi à la loi qui les appelait sous les drapeaux ; presque tous étaient encore étrangers au maniement des armes.

» Aussi confiants que les victimes de Châteaudun dans l'inviolabilité qui couvre des prisonniers, quelle a été leur terreur lorsqu'ils ont vu commencer le massacre au moment même où plusieurs de leurs parents, des mères, des sœurs, des vieillards avaient pénétré dans les rangs pour les embrasser.

» Ni la jeunesse de ces prisonniers, ni leur douceur, ni leurs appels à l'humanité, ni la présence des parents, ni les cris : « On ne tue pas les prisonniers ! » n'ont pu désarmer ces tigres, qui s'acharnaient sur ces enfants désarmés avec la férocité des cannibales.

» Ces misérables riaient en égorgeant leurs victimes. Ils achevaient les blessés avec des ricanements et des injures ; ils exerçaient leur adresse en les torturant ; ils semblaient vouloir épuiser la volupté abominable que les bouchers trouvent dans la tuerie et l'odeur du sang.

» L'officier qui commandait l'escorte s'est montré aussi sauvage, aussi féroce que ses cavaliers.

» Ces massacres de prisonniers, si souvent renouvelés, semblent un parti pris par quelques chefs pour paralyser la défense au moyen de la terreur.

» Il faut espérer, pour l'honneur de l'humanité, que le roi de Prusse et les princes d'Allemagne déplorent vivement la plus grande partie des excès commis par les colonnes prussiennes, et que le prince **de Mecklembourg** ne sera pas le seul à protester contre ces égorgements.

» Voici déjà la quatrième fois que les Prussiens massacrent les prisonniers, des soldats obligés de se rendre, après avoir été entourés par des forces dix fois supérieures.

» Il est bien temps que des justifications soient fournies à l'opinion publique sur les causes qui ont pu amener ces effroyables boucheries ; il est temps que les commandants des armées empêchent le renouvellement de ces horreurs, en donnant des ordres sévères. »

Une tentative d'assassinat à Versailles. — On écrit de Versailles, 7 novembre, à la *Gazette de Cologne :*

« Aujourd'hui il y a eu un peu d'agitation dans notre ville, en général si tranquille. Une senti

nelle postée à proximité de la villa du prince royal a été blessée au pied par une balle dans la nuit du 6 au 7 novembre. On ne connait pas l'auteur de cet attentat. Vous pouvez vous figurer que cette affaire a fait beaucoup de bruit. Les propositions les plus diverses se croisaient de toutes part : les uns voulaient faire payer par la ville au pauvre soldat blessé une indemnité de 5,000 fr. ; d'autres exigeaient tout simplement que le Roi revint sur la décision par laquelle il avait affranchi la ville de Versailles du payement d'une somme de 400,000 fr. à titre de contribution de guerre; d'autres encore demandaient que, par une ordonnance, on défendît à tout citoyen de parcourir les rues après huit heures du soir, etc.

» Le commandant de la place, général de **Voigts-Rhetz**, fit venir immédiatement le crieur public, et lui ordonna de parcourir la ville pour annoncer et faire savoir à tous les citoyens que toutes les armes en leur possession devaient être livrées et remises à l'hôtel de ville.

» En attendant, l'instruction fut poursuivie, sans qu'on parvînt à découvrir l'auteur du méfait. Le soldat blessé prétend avoir tiré sur le meurtrier à une distance de cinq cents pas, et d'avoir ainsi déchargé son fusil. Au corps de garde, qui se trouve dans le voisinage, on n'a cependant entendu qu'un seul coup de feu. Ce qui peut faire supposer que le factionnaire s'est endormi et que, par un mouvement involontaire, il a déchargé lui-même son arme pendant son sommeil. L'enquête ne saurait d'ailleurs tarder à faire connaître l'exacte vérité sur cet incident. »

Les Prussiens... chez eux. Aveux précieux. — On écrit de Metz à la *Gazette de Cologne :*

« Inutile, pour les générations à venir, que nous espérions trouver chez cette population des sympathies pour nous. Ils nous haïssent plus que ne nous haïssent les Français, et si Metz doit rester à l'Allemagne, il faudra qu'un régiment de fer l'occupe. Toute bienveillance, toute douceur seraient méconnues par les Messins, et les bienfaits seraient semés sur un terrain de pierre. »

Et c'est à un journal prussien qu'échappe un pareil aveu ! N'est-il pas honteux pour un grand pays, comme la Prusse, de vouloir l'annexion d'une ville qui affirme si hautement ses sentiments de nationalité ? — Et quelle perspective de répression à outrance, d'exactions et de cruautés de toute espèce dans ces quelques mots : « *Il faudra qu'un régiment de fer l'occupe.* »

Le libéralisme prussien. — La presse française a la vie dure dans les départements envahis, et il ne dépend certes pas des généraux prussiens si elle compte encore ça et là quelques organes.

Voici un petit décret, qui a son prix à cause du parfum moyen-âge, qu'il exhale :

« DÉCRET.

» Il est interdit aux rédactions des journaux qui paraissent dans les provinces occupées faisant partie de ce gouvernement général de publier aucune critique ou protestation contre les mesures des autorités allemandes.

» Les rédactions sont tenues d'insérer les communications des autorités allemandes textuellement et dans la prochaine feuille du journal.

» En cas de contravention, la continuation du journal serait prohibée.

» Reims, 4 novembre 1870.

» Le gouverneur général,
E. R.
» DE ROSENBER-GRUSZCYZNSKI,
» Lieutenant général. »

Unité allemande. — Nous avons signalé à différentes reprises combien le roi Guillaume et son premier ministre avaient à cœur, mal-

gré les préoccupations de la guerre, l'achèvement de l'unification de l'Allemagne. Nous avons dit que la Bavière, avec ses prétentions autonomistes, enrayait la marche des négociations ouvertes dans ce but. On télégraphie de Berlin, en date du 6, que le Wurtemberg, Bade et la Hesse-Darmstadt sont définitivement convenus d'accepter la constitution allemande *actuelle* du Nord, et d'entrer dans l'Union. Seulement, la Bavière refuse toujours et insiste pour un traité séparé, réservant sa souveraineté militaire et diplomatique.

Les espérances du Grand-Duché de Luxembourg dans la générosité et l'équité de l'Europe. — Les journaux publient le texte d'une adresse que le Conseil d'État du Grand-Duché de Luxembourg a fait remettre au prince Henri des Pays-Bas, pour protester contre toute atteinte éventuelle qui serait portée à l'indépendance du duché. Le Conseil d'État émet l'espoir « qu'aussi longtemps que le dernier souffle de générosité et d'équité ne sera pas éteint dans les Conseils de l'Europe, aussi longtemps il ne sera pas porté atteinte à l'indépendance du pays. »

L'espoir est une belle chose. Mais si les Luxembourgeois n'ont pour garanties de leur indépendance que « la générosité et l'équité de l'Europe, » nous les plaignons bien sincèrement des déceptions qui les attendent dans un prochain avenir.

Marseille. — Les meilleures nouvelles arrivent de cette ville. L'autorité de M. Gent semble reconnue par tous. Le général Cluseret, qui avait eu de la Commune révolutionnaire le commandement de la garde nationale et des forces militaires de la ligue du Midi, avait disparu. La Commune révolutionnaire et son président, M. Carcassonne, en avaient fait autant, dès le 3. Quant aux gardes civiques, sorte de police recrutée surtout parmi le bas peuple et les marins et tout à la dévotion de M. Esquiros, à la vue des canons braqués sur la préfecture, qui était leur quartier général, et sachant que les gardes nationaux unis aux troupes auraient infailliblement le dessus, ils avaient consenti à parlementer, et, soit par nécessité, soit véritablement pour éviter toute division en présence de l'ennemi, ils s'étaient résignés à se dissoudre pour être incorporés dans la garde nationale.

On peut donc considérer l'ordre comme rétabli à Marseille. Espérons qu'aucune agitation politique ne viendra plus jeter le trouble dans cette cité et détourner les esprits des préoccupations de la défense nationale. Évidemment, tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais sachons prendre patience et ajourner les revendications politiques et sociales légitimes au lendemain de la délivrance.

M. Lutz et son procès. — Nous avons parlé d'un procès que

M. Lutz (du Rhône) intente à M. Ordinaire, préfet du Doubs. Voici la lettre que ce dernier adresse à ce sujet au rédacteur en chef du *Progrès de Lyon :*

« Besançon, le 6 novembre.

» Monsieur le rédacteur du *Progrès de Lyon*,

» A tous les articles publiés au sujet de M. Lutz (du Rhône) et de son arrestation à Besançon, je m'étais promis de ne répondre que par le silence le plus absolu.

» Il m'a fallu vous voir entrer en discussion à mon sujet avec ce personnage, pour me résoudre a modifier ma détermination.

» Je vous prierais donc de vouloir bien publier, dans le journal que vous dirigez, que l'arrestation du sieur Lutz (du Rhône) a été opérée sous ma responsabilité.

» Cependant, l'ordre d'arrestation n'a été donné qu'après avoir averti le gouvernement de Tours, dont la réponse est en ma possession.

» Il a été conduit, *sous escorte,* hors du département du Doubs, *avec défense d'y rentrer.* Cette détermination n'a été prise qu'après un nouvel avis donné au gouvernement et une nouvelle réponse de sa part.

» M. Lutz (du Rhône) paraît aimer beaucoup la publicité et semble rechercher toutes les occasions de parler de lui. Cela n'est point mon fait ; vous me connaissez assez et vous savez si j'aime le tapage.

» Je ne vous communique donc ni les dépêches du gouvernement relatives à M. Lutz (du Rhône), ni les autres papiers indiquant le but qu'il se proposait et la manière dont il remplissait sa mission toute spéciale à la défense.

» Mais puisque cet éclaireur veut éclairer tout le monde à sa façon, puisqu'il parle de me faire un procès, j'attends son assignation. Alors toutes les pièces seront publiées et la conscience publique parfaitement édifiée.

» Quant à présent, je crois de mon devoir de garder le silence.

» Croyez bien, monsieur le rédacteur, qu'il ne fallait rien moins que l'estime profonde que j'ai pour vous pour me décider à prendre la plume au sujet de M. Lutz (du Rhône).

» Il est vrai qu'au milieu de mes occupations j'ai trouvé l'occasion, — et je ne pouvais la laisser échapper, — de vous redire combien je vous suis sincèrement dévoué.

» Ed. Ordinaire,
» préfet du Doubs. »

JEUDI, 10 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — C'est hier que les Prussiens sont entrés à Montbéliard.

Lille et Rouen se croient sérieusement menacés. A Lille, on vient d'ordonner aux habitants de s'approvisionner de vivres pour trois mois. En même temps, on engage les cultivateurs des environs à amener en ville leurs chevaux, bestiaux et céréales pour les soustraire aux déprédations de l'ennemi en cas d'invasion de leurs villages, pour en éviter aussi la destruction par les Français même, si la marche des Prussiens sur Lille rendait nécessaire de faire le vide devant les envahisseurs,

comme on l'a fait aux environs de Paris. On signale une grande émotion, dans le Nord, par suite de la publication de ces avis.

Voici ce que la presse allemande dit du plan que les Prussiens auraient adopté pour l'armée que la capitulation de Bazaine a rendue disponible :

La manœuvre que l'armée de Metz est chargée d'accomplir n'est autre chose qu'un immense mouvement tournant, ayant Paris pour pivot et destiné à balayer tous les petits corps francs ou autres qui occupent actuellement les bois, les campagnes et les villes ouvertes, et à se rabattre ensuite sur la capitale en passant par la Normandie. Le siége de Lille serait un épisode à part, ayant pour but d'empêcher la formation, dans l'extrême Nord, d'armées capables d'entraver l'exécution de l'opération d'ensemble. Les communications faites à plusieurs journaux anglais par leurs correspondants spéciaux tendent à confirmer ces renseignements.

Le mouvement d'une partie de l'armée de Metz vers l'intérieur de la France continue. La quatrième division se trouvait déjà, le 3, dans les environs de Versailles; la troisième, à Château-Thierry, et le prince Frédéric-Charles à Commercy.

Aucun fait de guerre un peu saillant à noter aujourd'hui. — Rien, ni pour ni contre la reprise de Châteaudun par les Français.

On annonce de graves mésintelligences entre Garibaldi et les francs-tireurs qu'on avait mis à sa disposition. Toute la presse conservatrice pousse un immense tolle contre le célèbre *condottière*. Garibaldi ne se pique pas de gentillesse pour les prêtres et les moines. Partout où il passe, le clergé et les couvents sont loin d'être l'objet de ses amabilités. De là les invectives et les colères qui s'élèvent contre lui. De tous côtés, les plaintes les plus amères et les plus vives arrivent à Tours sur son compte. L'archevêque de Tours a même sommé, dit-on, la délégation de prendre des mesures pour protéger les choses et les personnes religieuses.

La position de Garibaldi est des plus étranges : pour les uns, c'est un « héros, » un « grand patriote, » un « ami » et un « flambeau de l'humanité, » un « type de dévouement et de désintéressement, » un « brave et glorieux général; » pour les autres, c'est un « podagre, » un « chenapan, » une « ganache, » un « montre-son-dos, » un « chef de mauvais sujets, » un « voleur, » etc., etc.

Bombardement de Paris. — La *Correspondance provinciale* dit, au sujet de l'attaque de Paris, que l'ordre en sera certainement donné au moment le plus opportun, en prenant en considération toutes

les circonstances *et surtout celles qui se rapportent aux événements intérieurs de Paris.*

Italie. Entrée prochaine de Victor-Emmanuel à Rome. — M. Minghetti, qui est arrivé à Florence en vue de prendre part au mouvement électoral que les élections générales du 20 provoquent partout, apporte les assurances les plus positives sur les dispositions favorables du cabinet de Vienne à l'égard de la politique de l'Italie dans la question de Rome.

C'est avant-hier, mardi, que le gouvernement italien a dû prendre possession du palais Quirinal comme propriété de l'État.

La question, très-controversée à Florence, de l'époque à laquelle le roi Victor-Emmanuel devait se rendre à Rome vient d'être décidée. Les uns voulaient que ce voyage eût lieu sans retard, afin de bien marquer la prise de possession et d'opposer un fait accompli à des hésitations futures que les événements pourraient faire naître. Les autres conseillaient un ajournement dans l'espoir que le Vatican, reconnaissant de cette modération, se prêterait à quelque arrangement permettant aux deux pouvoirs de vivre en bonne harmonie dans la même enceinte. Mais cette espérance s'affaiblissant de jour en jour, le cabinet de Florence a décidé que le Roi irait à Rome, quand même, à la fin de ce mois.

Un rapport que le gouvernement italien a reçu d'un de ses agents délégués à cet effet lui a appris que les locaux ne manquent pas à Rome pour son installation et celle de la législature. Il est donc probable que le transfert de la capitale suivra de près le voyage du Roi.

La future session du Reichstag. — La *Correspondance provinciale*, de Berlin, dit que le Reichstag sera probablement convoqué vers le 20 de ce mois, afin de prendre des résolutions sur les moyens de continuer la guerre, ainsi que sur l'entrée des États du Sud dans la Confédération du Nord.

L'entrée du duché de Bade, du grand-duché de Hesse et du Wurtemberg n'est pas sujette à des doutes. Quant à l'entrée de la Bavière, les négociations continuent encore. Des définitions plus exactes sur la session du Reichstag ne peuvent être données qu'en ayant égard à la tâche à accomplir prochainement sur le théâtre de la guerre.

La propagande pacifique en Angleterre. — Au banquet du lord maire, hier, lord Grandville a parlé des efforts faits par l'Angleterre pour obtenir la paix.

L'Angleterre désire voir l'Allemagne forte et unie, mais elle est opposée à une trop grande humiliation de la France.

L'Angleterre désire vivement la paix et elle fera tout son possible pour l'amener.

Les ballons. — Tous les ballons qui partent de Paris n'ont pas le même bonheur. Quelques-uns arrivent à destination, mais il en est bien qui tombent aux mains des Prussiens. Voici, au sujet de captures de ce genre, ce que ces derniers télégraphient :

« Versailles, 9 novembre. — Les sept personnes qui se trouvaient dans les trois ballons capturés par nous ont été internées dans des forteresses allemandes pour être jugées par un conseil de guerre.

» Les papiers qu'on a trouvés sur ces personnes compromettent des diplomates et autres personnages, auxquels, eu égard à leur position et à leurs sentiments d'honneur, on avait permis de communiquer avec Paris.

» Dans le ballon capturé près de Verdun se trouvaient plusieurs Anglais, qui ont prétexté qu'ils fuyaient de Paris.

» On a trouvé sur eux un grand sac de lettres, qui a été remis à l'état-major pour être examiné. »

Les échappés de Metz. — On signale, en Belgique, le passage de nombreux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée du Rhin, qui ont pu s'échapper de Metz et qui regagnent la France. Les officiers supérieurs sont très-nombreux parmi eux. Seulement, ces messieurs ne voyagent pas en grande tenue ; au contraire. Tous les déguisements ont été pris par eux pour échapper aux Prussiens, et l'on voit des colonels, des chefs de bataillon, et jusqu'à des généraux, très-heureux de se faire passer qui pour des maçons, qui pour des colporteurs, qui pour des forgerons, qui même pour des Bohémiens.

On écrit de Belgique que tous ces militaires, officiers et soldats, sont unanimes pour maudire Bazaine, Lebœuf, Frossard et compagnie, sans oublier leur ex-empereur Napoléon III.

Des gens pressés d'en finir. — On écrit d'Allemagne que les chefs des armées allemandes comptent voir bientôt la fin de la guerre. C'est ainsi que le comte de Moltke a donné l'ordre de préparer son hôtel de Berlin, parce qu'il ira l'habiter dans quatre semaines. Des militaires d'un rang élevé ont envoyé des ordres semblables. — Messieurs les Prussiens ne savent donc pas qu'on ne doit *jamais* vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Un démenti et une opinion de M. Paul de Cassagnac. — M. Paul de Cassagnac vient d'écrire aux journaux pour démentir son évasion. Le jeune et fougueux écrivain bonapartiste n'est pas interné à Breslau, comme certains journaux l'ont dit, mais à Cosel, petite ville de la frontière polonaise.

Après Sedan, M. de Cassagnac avait écrit au maréchal Bazaine pour lui demander d'être compris dans un échange de prisonniers. Il espérait ainsi pouvoir reprendre du service actif. Mais Bazaine ne lui a pas répondu. M. de Cassagnac dit qu'il est fort heureux que ses propositions

de servir dans l'armée de Metz n'aient pas été agréées, « car, en fait de capitulations, celle de Sedan lui suffit. »

L'indifférence et le sans-gêne que le maréchal Bazaine a montrés vis-à-vis des offres de services de M. de Cassagnac ne nous étonne guère. L'ancien rédacteur en chef du *Pays*, — nous ne faisons aucune difficulté d'en convenir, malgré le peu de cas que nous avons toujours fait de ses amours un peu naïves et juvéniles pour la légende napoléonienne, — est jeune, ardent, plein d'enthousiasme et de foi dans le rôle que la France peut et doit jouer en Europe ; de plus, croyons-nous et nous espérons bien que sa future conduite politique nous donnera raison, il est patriote et français avant tout. Ce n'est pas un homme de sa trempe qui se serait accommodé des temporisations, des semblants de luttes et des préoccupations égoïstes du généralissime de l'armée du Rhin.

Il est donc tout naturel que le maréchal français qui a capitulé à Metz n'ait pas tenu à avoir dans son entourage un homme d'un patriotisme aussi ardent et aussi inquiet que M. de Cassagnac.

Un démenti à propos du général Bourbaki. — La *Correspondance Havas*, à Tours, a appris que des manifestations hostiles et « des trognons de choux, » avaient accueilli le général Bourbaki à Lille, à Arras, à Amiens et à Douai. Le gouvernement cherche à réagir contre l'effet produit par ces manifestations, dont on exagère peut-être l'importance, en faisant déclarer par ses organes que le général Bourbaki a conservé toute la confiance du gouvernement républicain.

Ainsi tombent les bruits qui avaient couru de la démission et du remplacement de ce général, à cause de ses opinions bonapartistes.

Retraite du général Cambriels. Son successeur. — Le général Cambriels vient d'abandonner son commandement des forces de l'Est : pour cause de santé, disent les uns ; pour cause de disgrâce, disent les autres. Voici les renseignements que nous donnent les journaux de Tours sur son successeur :

« Le **général Michel**, nommé au commandement des forces de l'Est, en remplacement du général Cambriels, est arrivé le 1er novembre à Besançon, venant de Tours. Le général Michel est un des officiers supérieurs qui ont refusé de capituler à Sedan. A la tête de deux mille cavaliers, il s'est élancé à travers les lignes prussiennes et a réussi à se faire jour le sabre à la main. Le général Michel est républicain et libre-penseur. C'est dire qu'il sera au mieux avec **Garibaldi**. »

Petites nouvelles. — Il devient positif que la **princesse Mathilde**, qui habitait Mons jusqu'ici, va se fixer dorénavant à Bruxelles. Elle a acheté, dans cette ville, l'hôtel de M. Lebeau, un ancien représentant, pour en faire sa résidence. — Le Conseil provisoire des prises, institué à Tours par décret du 27 octobre 1870, statuera, à partir du 15 novembre courant, sur la prise des navires *Gérardine*, *Elisa von Loutzow*, *Angela*, *Borussia*, *Tonneis Woss*, *Blücher*, *Finker*, *Adler*, *Nord Deutschland*, *Agnès*, *Perle*, *Brillant*, ainsi que sur toutes autres prises qui auraient été amenées dans les ports français postérieurement au 20 septembre 1870. — M. **Fleury**, ancien représentant du peuple, est nommé préfet de la Loire-Inférieure, en remplacement de M. **Guepin**

démissionnaire. — M. **Elie Béral**, ingénieur des mines, est nommé préfet du département du Lot, en remplacement de M. **Flaujol**, démissionnaire. — M. **Félix Achard**, secrétaire général de la Haute Vienne, est nommé préfet du département de l'Aisne, en remplacement de M. **Anatole Delaforge**, démissionnaire. — Le département du Nord vient de réaliser, par voie d'emprunt, la somme de quinze millions, votée par le conseil général du département pour les besoins de la défense. — Les journaux publient la circulaire de M. **Favre**, touchant les négociations auxquelles a donné lieu la proposition d'un armistice. — Dans son voyage de Metz jusqu'à la frontière française, le maréchal **Bazaine** a été accueilli partout avec les démonstrations du plus profond mépris. — On écrit de Metz à la *Gazette de Cologne*, que le nombre de chevaux, trouvés dans cette ville après la capitulation, était encore très-considérable. On évalue à vingt-cinq mille le nombre de chevaux que possédait l'armée française au commencement du siége; treize mille de ces animaux auraient été tués et livrés à la consommation, de sorte qu'il en restait encore environ douze mille au moment de la capitulation. — Le *Barsen Halle* annonce que le gouverneur général de Hambourg a rendu libre la navigation des navires neutres et allemands à leurs propres risques. — Voici l'inventaire des armes et munitions que doit amener d'Amérique en France la *Ville de Paris*, qui est attendu d'un jour à l'autre dans un des ports français : cent mille fusils Remington, quarante mille carabines de cavalerie, vingt mille pistolets revolvers, cinq cents caisses de sabres, trois millions huit cent mille cartouches, quatre millions huit cent mille capsules et une énorme quantité de poudre à canon. — On rapporte que les soldats français, pour se consoler de leurs infortunes, s'amusaient, à Metz, à chanter une chanson dont on donne comme échantillon le couplet suivant :

Le général **Bazaine**
Nous a tenus en quarantaine,
Le général est un poltron,
Il nous a menés comme un cochon.

VENDREDI, 11 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — « Du côté de Tours et d'Orléans, dit aujourd'hui *l'Indépendance belge* dans son bulletin militaire, il y a quelques mouvements militaires qui semblent indiquer une reprise des hostilités, momentanément suspendues, entre l'armée de la Loire et le corps du général von der Tann, qui occupait Orléans.

» D'après une version accréditée dans les journaux anglais, ce général se concentrait entre Châteaudun et Orléans, en vue de prendre l'offensive. Au contraire, s'il faut en croire une dépêche de Tours, il aurait évacué Orléans, à la suite d'engagements importants qui auraient eu lieu le 9 novembre à l'ouest de cette ville, en remontant vers le nord, et dans lesquels, par conséquent, l'avantage est resté aux Français. Si l'on tient compte de cette circonstance qu'une armée allemande, libérée par la capitulation de Metz, descend vers le Midi pour donner la main aux généraux von der Tann et Werder, il semble vrai-

semblable que, dégagé de la crainte d'être débordé par sa gauche, le premier de ces chefs militaires a pu, en effet, songer à reprendre ses opérations, et qu'à moins d'une victoire signalée remportée sur ses troupes par l'armée de la Loire, nous pourrions bien apprendre sous peu que, menaçant Tours, il a obligé la délégation à quitter cette ville.

» On est sans nouvelles du général de Werder, ainsi que des généraux Michel et Garibaldi, chargés de défendre contre lui le Jura et la vallée de la Saône.

» Des télégrammes de Vieux-Brisach, ville badoise, ont annoncé que la ville française de Neuf-Brisach avait hissé le drapeau blanc et cessé le feu. Mais une dépêche de Munich déclare que la confirmation de cette nouvelle fait encore défaut. En tout cas, elle ne peut plus guère tarder. Dès le 8 novembre, la principale batterie de la place assiégée était démontée. »

Projets de réorganisation militaire en Europe. — Les succès militaires de la Prusse mettent partout à l'ordre du jour la réorganisation des armées. L'Italie et la Belgique ont déjà mis à l'étude leur réorganisation militaire, en s'inspirant de la nécessité des réformes que l'organisation prussienne impose à toutes les nations européennes. Après l'Italie et la Belgique, voici la Russie qui se prépare également à introduire de grandes innovations dans le système en vigueur chez elle. D'après un projet de loi, actuellement soumis aux délibérations d'une commission spéciale, il serait question de réduire la durée du temps de service de douze à six années, pour arriver ensuite à trois années avec une obligation de service général pour tous les citoyens.

Espérons que les événements actuels, si déplorables à tous égards, auront au moins un résultat heureux pour l'Europe : la suppression des armées permanentes, c'est-à-dire la suppression de l'outillage même de la guerre et de l'instrument docile et aveugle des rancunes et des ambitions inavouables des souverains.

Italie. — Plusieurs réunions électorales, en Italie, viennent d'émettre le vœu que le transfert de la capitale ait lieu à Rome dans le plus bref délai.

Rome. — On croit savoir que le Pape quittera Rome à l'arrivée de Victor-Emmanuel. C'est à Cologne que le Saint-Père irait chercher l'indépendance et la sécurité qu'il prétend ne plus trouver dans la nouvelle capitale de l'Italie. — Les manifestations républicaines se multiplient à Rome. Le général La Marmora est la bête noire des avancés, et dans les campagnes, les paysans se soulèvent à cause des impôts dont

le nouvel ordre de choses a amené l'établissement. C'est surtout l'impôt sur la mouture qui provoque l'exaspération des campagnards. — On sait que l'administration papale avait des ressources, comme le Denier de Saint-Pierre et autres œuvres analogues, qui lui permettaient d'éviter des charges aux Romains.

Espagne. — La candidature du duc D'AOSTE au trône d'Espagne aura l'appui d'ESPARTERO, et le succès est regardé comme à peu près certain.

Les journaux publient un manifeste, signé par vingt-neuf éditeurs de la presse de Madrid, appartenant à tous les partis, déclarant qu'ils sont résolus à continuer leur opposition à la candidature du duc d'Aoste au trône espagnol.

Autriche. — La Chambre des Députés cisleithane s'est réunie le 8 novembre, et a commencé ses travaux en nommant une commission de quinze membres chargés de la rédaction de l'adresse. C'est le débat de l'adresse qui fera éclater la crise ministérielle, prévue depuis l'issue des élections tchèques. Au delà de la crise, c'est l'inconnu. On remarque cependant dans la presse viennoise une tendance à revenir aux traditions du constitutionnalisme germanique. Les événements en France ne sont pas tout à fait étrangers à ce mouvement. Il serait même question de donner pour successeur au comte POTOCKI, l'ancien ministre de l'empire, M. DE SCHMERLING; un tel choix ne plairait guère aux Slaves et serait presqu'un défi jeté aux Hongrois, qui n'ont pas oublié les luttes qu'ils ont eu à soutenir contre ce ministre.

Le siége de Metz. — M. le docteur Raoul HARZÉ, qui s'est dévoué à soigner les blessés pendant le siége de Metz, a donné de vive voix quelques détails intéressants à un journal de Liége, dans lequel nous les recueillons :

« Les vivres devinrent bientôt fort chers; le sel s'est payé presque quinze francs le kilog. Cette privation de sel était l'une des plus pénibles. On faisait du sel avec tout ce que l'on trouvait; il y avait, dans un faubourg de Metz, une source d'eau salée, dont on a cherché à concentrer le sel; on en a fait chimiquement avec de l'esprit de sel et de la soude ; mais cela ne pouvait suffire à la consommation.

» Dans le commencement du siége, le pain était distribué en quantité suffisante ; mais dans la suite, on diminua les rations; tout devint bon alors pour faire du pain; on en fabriquait avec de la farine brute, ce qui le rendait presque inmangeable.

» Le beurre, la graisse, le sucre, le lait ont bientôt complétement manqué; de sorte que la plupart des enfants en bas âge, auxquels on ne pouvait pas donner des aliments convenables, ont succombé.

» La viande de cheval était d'abord fort abondante; on a commencé par abattre les chevaux de toute la cavalerie, puis on a mis en réquisition les chevaux des bourgeois.

» L'alimentation de la ville était complétement séparée de celle de la garnison, de sorte que la situation de celle-ci était relativement moins cruelle.

» Les chevaux, que l'on avait grand'peine à nourrir, étaient devenus d'une faiblesse extrême.

Lorsque l'un d'eux s'abattait dans la rue, les soldats qui passaient par là s'empressaient de le dépecer et le cheval était immédiatement réduit à l'état de squelette.

» La quantité de pain que chaque boulanger pouvait délivrer était déterminée par tête d'habitant; il remettait ce pain contre des bulletins fournis par l'administration.

» L'absence de nouvelles constituait aussi une grande privation. On vivait comme si l'on eût été complétement séparé du reste du monde.

» Si parfois, dans une sortie, on pouvait arracher à l'ennemi quelques journaux, on se les arrachait pour les lire.

» Le service des ambulances était fait par de nombreux médecins; mais ce qui manquait, c'étaient les aides et les infirmiers exercés. On n'a qu'à se féliciter du dévouement des habitants, des dames même de Metz, qui se vouaient au soulagement des blessés. Malheureusement, leur concours était peu utile, à cause de l'inhabilité qu'ils déployèrent dans ce service difficile.

» Les médecins devaient passer des détails les plus infimes aux opérations les plus graves de la chirurgie.

» Il y avait un grand nombre d'ambulances : plus de soixante-dix. C'était suffisant au début; mais quand on eut un grand nombre de blessés et de malades, il y avait toujours et partout encombrement.

» Après les terribles batailles de Gravelotte et de Saint-Privat, la tâche des médecins a été des plus lourdes. Nul n'a failli à son devoir. Comme on se battait tous les jours, les médecins allaient sur le champ du combat, à la suite de l'armée, pour ramasser et soigner les blessés, presqu'au fur et à mesure qu'ils tombaient.

» Les blessures faites par les armes perfectionnées sont généralement horribles. Quand un os est atteint, au lieu d'une fracture simple, cet os est réduit en un grand nombre de fragments, et il faut presque toujours faire l'amputation du membre fracturé.

» Les balles étant lancées avec une grande force de projection, l'os atteint volait en éclats et toutes les fractures sont presque toujours compliquées. »

M. le docteur Harzé avait été envoyé par le comité de Bruxelles à Metz, comme délégué belge de la Croix-Rouge; il y avait dans cette ville, en la même qualité, deux autres médecins étrangers, M. Ward, de Londres, et M. Lombard, de Genève.

Les prisonniers français en Allemagne. — La *Gazette de Trèves* cite un exemple bien honorable de l'accueil humain que les prisonniers français ont reçu à leur passage dans cette contrée :

« Plus de quatre vingt-mille prisonniers français de l'armée de Metz ont traversé notre contrée pour se rendre dans les lieux assignés a leur résidence. Malheureusement, la ligne ferrée de l'Eifel n'est pas achevée ; il fallait donc faire le trajet à pied et subir toutes les intempéries de la saison. Les habitants de Trèves et des environs ont rivalisé d'efforts pour soulager ces victimes de la guerre, en leur offrant des aliments chauds et des boissons réconfortantes. Le cinquième convoi de la journée du 6 est arrivé le soir dans le joli village d'Euren, en face de Trèves; il comptait deux mille hommes. Afin de ne pas laisser les malheureux prisonniers, exténués de froid et de fatigue et malades en partie, bivaquer dans les champs, la population de la commune les a abrités dans les maisons et les granges en leur donnant les lits de la famille et les a restaurés de café et de mets qui se trouvaient à la main. Partout, dans la vallée de la Moselle et dans l'Eifel, les prisonniers ont trouvé le même accueil sympathique et bienfaisant. »

Affaire du Bourget. — Le prince Auguste de Wurtemberg, commandant le corps de la garde, a adressé l'ordre du jour suivant à ses troupes à l'occasion du combat du Bourget, du 30 octobre :

« Soldats du corps de la garde!

» La seconde division de l'infanterie de la garde, avec les troupes des armes spéciales qui lui avaient été adjointes, a exécuté glorieusement l'attaque sur le Bourget.

» Un village ceint de hautes murailles en pierre, mis en état de défense et occupé par les meilleures troupes de la garnison de Paris, a été enlevé à l'ennemi, qui a défendu chaque ferme avec tant d'opiniâtreté que souvent les pionniers devaient ouvrir la route à l'infanterie.

» Bien que les pertes que cette victoire nous a coûtées soient relativement très-considérables, le corps de la garde n'en a pas moins acquis une nouvelle journée de gloire pour les annales.

» Au nom du corps, je remercie, pour l'honneur qu'ils ont ajouté au corps, l'héroïque commandant de la deuxième division de l'infanterie de la garde, qui le premier a franchi, le drapeau à la main, la barricade qui fermait la route, ainsi que les combattants de toutes les armes. Vive le Roi!

» Gonesse, 30 octobre 1870.

» Le général commandant du corps de la garde,
» AUGUSTE, prince de Wurtemberg. »

Dijon. — Les journaux publient le texte de la convention intervenue entre les municipaux de Dijon et les autorités militaires prussiennes. Ce rapport est des plus curieux, tant au point de vue du style (de l'allemand en français ou du français en allemand, — au choix) qu'au point de vue des « rapports agréables » qu'il tend à établir entre les Dijonnais et leurs nouveaux amis de l'armée prussienne.

Les chemins de fer et les prétentions prussiennes. — Nous avons parlé plus haut des « rapports agréables » qui viennent de s'établir, de commun accord et moyennant réglementation préalable, entre les Prussiens et les Dijonnais. Mais les choses ne vont pas partout aussi bien. Ainsi, en Alsace, en Lorraine, et dans les environs de Reims, pour assurer la liberté et la sûreté de leurs communications, les Prussiens forcent les notables des principales villes et communes à monter sur leurs locomotives, près du chauffeur. Les populations sont averties de cette mesure, et elles savent ainsi que provoquer le déraillement des machines prussiennes, c'est amener la mort de plusieurs de leurs compatriotes, des plus dignes et des plus honorables.

Les maires, adjoints et conseillers municipaux de la ville de Reims viennent d'être requis... pour monter à leur tour sur les locomotives prussiennes. Mais ils ne se sont exécutés qu'après avoir vigoureusement protesté contre une mesure d'une nature toute nouvelle et qui « est contraire à tout principe de justice et au droit de la guerre, » chaque belligérant devant pourvoir par lui-même à la liberté et à la sécurité de ses communications.

Faits et gestes prussiens à Versailles. Arrestation de deux magistrats français. — On écrit de cette ville, le 8 :

« Hier, deux ballons aérostatiques sont partis de Paris. Ils ont pris rapidement la direction du Sud Ouest. Mais l'un d'eux, descendu trop tôt, a été pris par un escadron du 14e de hussards. Il portait dans sa nacelle un officier du génie, un autre personnage et près de cent kilog. de lettres.

» Un événement, qui, ces jours-ci, a beaucoup frappé les esprits, a été l'interdiction par M. de **Bismark** de la reprise des audiences du tribunal de première instance. Une circulaire de M. **Crémieux** avait récemment averti les magistrats dans les districts occupés de reprendre les audiences.

à la condition toutefois de rendre la justice au nom de la république. Le tribunal de Versailles était prêt à obéir; mais à la veille de sa première réunion, il lui a été signifié, par l'ordre du chancelier fédéral, que l'action judiciaire ne pouvait s'exercer au nom de la république. Naturellement, on en a tiré la conséquence que le chancelier songeait à une restauration de l'empire, et l'on n'a pas précisément été très-édifié de cette perspective. Je ne pense pourtant pas qu'un pareil projet existe; mais M. de Bismark ne doit guère songer non plus à reconnaître la république, ce qui pourrait lui créer des complications pour la conclusion de la paix.

» La magistrature de Versailles joue d'ailleurs de malheur. Il y a quelques jours seulement que deux substituts du procureur impérial ont été arrêtés, sous l'inculpation d'avoir entretenu des correspondances secrètes avec Paris. Ces deux messieurs sont actuellement en prison, en attendant qu'ils passent devant un conseil de guerre. S'ils sont reconnus coupables d'avoir fait parvenir des renseignements militaires aux assiégés, leur cas sera des plus graves. »

Les voyages de M. Thiers et le pouvoir temporel des Papes. — Le *Times* annonce que M. Thiers, près de toutes les Cours où il s'est rendu, a défendu les intérêts du Pape conjointement avec la cause de la France.

Au commencement du règne de Louis-Philippe, M. Thiers était rangé parmi les adversaires les plus résolus et les plus ardents du catholicisme. Aujourd'hui, en 1870, sous le règne de la troisième République une et indivisible, le même M. Thiers compte au rang des défenseurs les plus tenaces et les plus zélés du pouvoir temporel. Encore un peu, et comme partisan du pouvoir temporel, il rendrait des points à M. Veuillot,... Que les temps sont donc changés!

Nous sommes peut-être un peu indiscrets, mais nous voudrions savoir une chose : si le *Credo* religieux de M. Thiers s'est modifié suivant les diverses attitudes qu'il a prises vis-à-vis du catholicisme, et si ses changements à vue dans la question religieuse ne lui ont pas été simplement dictés par ses instincts et ses préoccupations de conservateur émérite.

La polémique bonapartiste et l'emprunt Morgan. — La *Situation* de Londres a fait rage contre l'emprunt de deux cent cinquante millions que M. Clément Laurier a négocié sur la place de Londres, au nom de la délégation de Tours. On a d'abord accusé l'agent du gouvernement républicain d'avoir refusé des offres plus avantageuses que celles qu'il a acceptées de la maison Morgan. On l'a accusé ensuite d'étourderies compromettantes, et blâmé de s'être mis un gros procès sur le dos. Ces attaques ont trouvé de l'écho dans la presse conservatrice de Tours, et le *Constitutionnel* les a rééditées pour son compte.

M. Laurier vient d'écrire à ce journal pour établir qu'aucune maison de Londres ne s'est offerte à émettre l'emprunt du gouvernement de Tours, au taux de quatre-vingt-seize, comme on l'avait dit. M. Laurier convient ensuite d'avoir été joué par un certain Rœbuck, qui s'était fait présenter à lui comme l'orateur éminent du Parlement qui porte ce nom. Mais ayant su que le M. Rœbuck qui le poursuivait pour une

fourniture d'armes n'était point le membre du Parlement, mais simplement un homonyme, qui usurpait la qualité de cet homme d'État, M. Laurier refusa de le recevoir. Ledit Rœbuck se crut autorisé, par suite, à lui demander des dommages et intérêts. Mais M. Laurier estime qu'il « y a des juges à Londres, et que là, comme ailleurs, le faux membre du Parlement sera traité selon ses mérites. »

SAMEDI, 12 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Enfin, voici une victoire, une belle et bonne victoire, dûment constatée par le roi de Prusse lui-même dans un télégramme à « Augusta. » Le général von der Tann, qui occupait Orléans et qui allait prendre l'offensive, a dû abandonner ses positions et se retirer devant l'armée de la Loire... Orléans est donc aujourd'hui en des mains françaises. Seulement, tout annonce un prochain mouvement des Allemands pour reprendre leurs positions. Ils n'attendent pour cela que des renforts, qui leur arrivent. Ainsi, von der Tann s'est déjà renforcé depuis, à Toury, des troupes du général de Wittich et du prince Albert père, qui venait de Chartres, et le grand-duc de Mecklembourg a dû le rejoindre hier.

Un nouveau choc est donc imminent, et nous verrons bientôt si l'armée de la Loire, qui s'est bien battue et qui a vaincu contre les forces de von der Tann, qui lui étaient inférieures en nombre, est à la hauteur des espérances qu'on fonde sur elle, pour la délivrance de Paris et de la France.

La lutte qui a remis Orléans aux mains de l'armée de la Loire, et qui s'est surtout concentrée à Coulmiers, a duré deux jours, le 9 et le 10. Les pertes françaises ne vont pas au delà de 2,000 hommes hors de combat.

Les Prussiens auraient subi des pertes plus considérables, et on leur a fait plus d'un millier de prisonniers pendant et après la bataille.

Encore une capitulation, mais honnête et loyale cette fois.

La ville de Neuf-Brissac a capitulé avant-hier soir, donnant aux Allemands 5,000 prisonniers et 100 canons de plus. Dès le 8, la principale batterie de la place assiégée était démontée.

Bientôt toute l'armée allemande sera armée de chassepots, dont la supériorité sur le fusil à aiguille, très-contestée au début de la guerre par les feuilles d'outre-Rhin, est aujourd'hui universellement reconnue. Et

qui plus est, tous ces fusils ont été conquis sur la France, qui aujourd'hui, est fort en peine de trouver des armes pour ses nouvelles levées. Indépendamment des fusils pris aux armées qui ont capitulé à Sedan et à Metz, — et dont on peut estimer le nombre à 250 mille, — la reddition de la place même de Metz a encore livré au vainqueur un matériel de guerre d'une valeur de 88 millions, et dans lequel sont compris de grands approvisionnements de chassepots.

D'après des avis de Berlin, le général Trochu prépare une grande sortie de Paris.

Les Prussiens s'avancent toujours vers le Midi. Ils sont déjà signalés à Nuits. Garibaldi, dont on disait les embarras et l'abandon dernièrement, s'apprêterait à leur faire bon accueil à Chagny et à Saint-Jean-de-Losne. Il aurait plus de troupes qu'on ne pensait et ses rapports avec les francs-tireurs ne seraient pas aussi tendus qu'on ne l'a dit.

Si le docteur Laverne, qui s'était improvisé le commandant des forces défensives de Dijon, n'avait pas compromis la défense de cette ville par des mesures maladroites ou insuffisantes, ce serait Dijon, au lieu de Chagny et de Saint-Jean-de-Losne, qui serait appelé à supporter le premier choc de l'armée du général Werder.

Capitulation de Metz. — Ce ne sont pas les républicains seuls qui s'élèvent contre la capitulation de Metz et les intrigues qui l'ont précédée. Voici un témoignage, également accusateur, qui émane d'un ancien bonapartiste, d'un membre de la majorité de l'ancien Corps législatif, d'un membre du Conseil municipal de Metz, M. DE BOUTEILLIER.

Cet homme politique, qui est resté à Metz jusqu'à la capitulation et qui a vu les choses de près, s'attaque surtout au général COFFINIÈRES et au maréchal BAZAINE, qu'il accuse de n'avoir pas su tirer parti des immenses ressources en hommes et en vivres qui étaient en leur pouvoir. M. de Bouteiller raconte les scènes de désespoir et de colère qui ont éclaté devant l'hôtel de M. Coffinières à la nouvelle de la reddition. Il dénonce l'impossibilité où ce général s'est trouvé de se justifier des plaintes et des attaques qu'on hurlait contre lui, et il ajoute que M. Coffinières entendra encore « la voix désolée des Messins, le jour où le Conseil d'enquête sera ouvert sur la manière dont chacun a rempli son devoir. »

Russie. Un point noir en Orient. Dénonciation du traité de 1856. — Une grave nouvelle, qui ouvre la porte aux conjectures les plus sombres et les plus variées!... La Russie aurait envoyé une circulaire aux puissances signataires du traité de 1856 pour les convier à l'examen et à la révision de certains articles de ce traité, défavorables à la Russie.

D'autre part, comme preuve des vives sympathies des hautes classes

gouvernementales russes pour la Prusse, on annonce que le prince royal de Prusse a été nommé feld-maréchal dans l'armée russe. Un général de la suite de l'Empereur est chargé de porter cette nouvelle à Versailles.

Qu'est-ce encore que ce *point noir*, et de quels orages nous menace-t-il de nouveau?

Les négociations pour l'armistice.—Le télégraphe apporte l'analyse assez longue d'une circulaire adressée par M. DE BISMARK aux agents de la Confédération près les puissances étrangères, au sujet de la rupture des négociations de Versailles. Ce document a surtout pour but d'établir, par l'exposé des faits comme par les commentaires qui les accompagnent, que la responsabilité de la prolongation de la lutte doit retomber exclusivement à la charge du gouvernement français. Ce gouvernement n'aurait pas eu le sérieux désir de laisser exprimer librement la volonté de la nation, ni même de conclure un armistice.

Rome. — On écrit de cette ville que l'expulsion des jésuites est vivement réclamée du ministre MAMIANI par les clubs et les sociétés italianissimes. Le nouveau gouvernement va organiser un enseignement public aux frais de l'État.

Espagne. — On dément que le duc d'AOSTE ne veuille accepter la couronne d'Espagne qu'après un plébiscite favorable du peuple espagnol. Le fils de VICTOR-EMMANUEL s'estimera très-heureux et comme l'élu véritable du peuple espagnol, si les Cortès, qui émanent du suffrage universel, le choisissent pour Roi.

On annonce, d'autre part, qu'ESPARTERO se rallie à la candidature du duc d'Aoste. Cette adhésion pourrait bien procurer, mercredi, à l'Espagne le roi qu'elle paraît réclamer ou qu'on réclame pour elle avec tant d'insistance. — Qui vivra verra.

La future reine d'Espagne, Mlle de la Cisterna. — Voici quelques détails curieux sur la famille et les origines de la duchesse D'AOSTE, qui va probablement s'asseoir sur le trône d'ISABELLE :

« Le Saint-Siége avait jadis un fief dans le Piémont, comme il avait Avignon en France, Benevento et Ponte Corvo dans le royaume de Naples. Ce fief était situé sur le Tanaro, là même où le pape **Alexandre VI** éleva une des premières places fortes de l'Italie, à laquelle il donna son nom, Alexandrie.

» Dans cette œuvre, un gentilhomme du pays lui avait rendu de grands services.

» C'était le chevalier **del Pozzo**. Alexandre VI voulut l'en récompenser, il lui accorda de grands biens, le titre de prince, et, jouant sur le mot Pozzo (*puit*), il le nomma prince **de la Cisterna** (*citerne*).

» La fortune de cette famille a grandi à tel point qu'une princesse, son héritière, quoique n'étant pas de sang royal, est entrée dans la famille du roi d'Italie par son mariage avec le second fils de **Victor-Emmanuel**, et va devenir reine d'Espagne. »

Une description de la garde civique de Marseille. —

La garde civique de Marseille, dont nous avons annoncé plus haut la dissolution et l'incorporation dans la garde nationale, était l'effroi et la bête noire des conservateurs de toutes nuances. Voici ce qu'écrivait d'elle et de la Commune révolutionnaire un journal conservateur de Tours, le *Constitutionnel,* avant que M. Gent ne fût devenu le maître de la situation :

« La France n'existe plus pour les habitants de la Cannebière. Ses matelots en bonnet rouge aspirent à reconquérir leur autonomie; ils agissent à l'égard de leur nouveau préfet comme si la balle qu'ils lui ont envoyée l'avait supprimé du nombre des vivants. Ce n'est point la préfecture, c'est la mairie qui donne des ordres; là se trouve un citoyen favorisé du beau nom de **Carcassonne**. Carcassonne est le président de la Commune révolutionnaire de Marseille; il prend sur lui de convoquer les électeurs pour qu'ils nomment un administrateur supérieur des Bouches-du-Rhône. C'est aujourd'hui même que cette élection doit avoir lieu. L'élu sera le véritable maître de Marseille, le Mazaniello de tous ces portefaix en goguette. Carcassonne a des chances ; c'est lui qui dirige le scrutin.

» En attendant que le suffrage de ses concitoyens soit venu consacrer son usurpation, il exerce la dictature sans plus de souci d'un pouvoir central que s'il n'en avait jamais existé. C'est lui qui chasse les Allemands du « territoire français » et qui leur donne vingt-quatre heures pour disparaître. Il opère en compagnie du général **Cluseret** et dans le même sens.

» Cluseret a réussi à s'emparer du commandement de la garde nationale; il doit, lui aussi, en même temps que Carcassonne, se faire élire aujourd'hui chef de toute la bande. Ces deux hommes sont, à l'heure qu'il est, les vrais maîtres de la ville et du département.

» Avons-nous besoin de dire que les honnêtes gens, qu'ils soient originaires du lieu ou étrangers de passage, ne sont plus en sûreté à Marseille? On sait quand on y entre, mais on ne sait jamais quand et comment on en sort: c'est un coupe-gorge.

» Il y a une garde civique, plusieurs fois dissoute par ordre supérieur de M. **Gambetta** ; elle est plus florissante que jamais et très-redoutée de la population qu'elle protége. Elle est composée de douze ou quinze mille individus, vêtus d'un uniforme en rapport avec leurs principes et leur mission. La vareuse est rouge ou bleue; les têtes sont ornées du bonnet phrygien ; tous ces alguazils portent a la ceinture des pistolets et des poignards. Ils rôdent sur les quais, à la gare, sur tous les chemins aboutissant à la ville. A l'entrée du port, on voit errer dans des barques ces terribles visages ; ils jettent aux échos de la mer leurs barcarolles révolutionnaires : pas un bateau, pas une coquille de noix qui ne soit arrêtée et visitée à fond. On nous cite un navire, en partance pour la Chine, qui n'a pu prendre la mer; il a été retenu captif ainsi que les passagers.

» Naturellement, le rôle de l'autorité militaire est annulé; que peuvent faire des soldats en cette compagnie? Le général commandant est enfermé avec ses troupes dans le fort. Là, il n'a plus de communications avec la ville; il serait même difficile à qui que ce fût de se mettre en rapport avec lui autrement que par la mer, au moyen d'un vapeur chauffé à Toulon ou dans tout autre port du littoral. Il est là séquestré et sous bonne garde. Il y a des villes occupées par les Prussiens qui ne sont pas plus malheureuses et plus humiliées. »

Les espérances au sujet de l'armistice. — Nous avons dit plus haut quelle confiance les masses, en France comme en Europe, avaient dans les négociations qui se sont ouvertes à Versailles, en vue d'arriver à la conclusion d'un armistice, et par suite, à traiter de la paix. La lettre suivante, écrite des environs de Paris à la *Gazette de Cologne*, vient à l'appui de notre dire :

« Ainsi, nous n'aurons pas d'armistice ! Les Parisiens, pour témoigner de leur joie, ont repris déjà ce matin la canonnade, et ils recommencent à se montrer de plusieurs côtés depuis qu'ils ont appris que les négociations d'armistice n'ont pas abouti. Il doit exister encore des communications entre

Paris et la population rurale, car celle-ci est toujours instruite promptement et exactement des résolutions du gouvernement.

» Cependant, les premiers bruits de paix avaient fait reparaître un grand nombre de familles qui s'étaient enfuies de leur foyer. Dieu sait où elles s'étaient cachées ! On les voit maintenant en longs convois sur les routes du département de Seine-et-Marne, avec des voitures lourdement chargées, qui transportent leurs ustensiles de ménage vers les villages où ils retournent. Ces pauvres gens ont dû se cacher pour la plupart dans les bois et ont dû beaucoup souffrir. Ils reparaissent maintenant à la lumière avec des chaudrons, des casseroles, des tables, des chaises, des armoires et des lits. Une chèvre, un âne et un cheval font partie de presque tous les ménages, et à chaque voiture on voit suspendue une grande caisse à claire-voie contenant des lapins.

» L'extérieur de ces pauvres gens excite la pitié. Leurs habits sont couverts de boue ; leurs pieds sont entourés de linges ; leurs figures, brunies par les intempéries, les font ressembler à des Bohémiens, et ils s'écartent avec des regards sauvages et farouches lorsqu'ils rencontrent des soldats allemands sur leur route. Ils s'étaient probablement représenté les choses tout autrement, et ils rencontrent maintenant l'ennemi détesté, qu'ils croyaient parti depuis longtemps. Peut-être aussi le froid a-t-il chassé ces malheureux de leurs cachettes, et, les membres enflés et brisés, ils ont pris la résolution de choisir le moins impitoyable des deux ennemis. »

Résignation et philosophie d'un officier bavarois fait prisonnier. — Il n'est aventure si triste d'ailleurs qui n'ait ses épisodes plaisants, et un journal français, l'*Union de l'Ouest*, raconte, à propos de l'évacuation d'Orléans, l'anecdote suivante, dont on lui garantit l'authenticité :

« Au moment où les Prussiens finissaient d'évacuer la ville, un capitaine bavarois, très-fatigué, et par suite peu matinal, dormait du sommeil du juste, chez un habitant où il avait pris logement depuis une quinzaine.

» Il avait enjoint de la manière la plus absolue à son brosseur de ne pas le réveiller, le feu prît-il à la maison, et celui-ci, esclave de la consigne, les mains à la couture du pantalon, était immobile à la porte de son capitaine, n'osant souffler et écoutant avec mélancolie les derniers bruits de la retraite des Prussiens qui quittaient la ville et les premiers tambours français qui faisaient leur entrée. Tout à coup le bourgeois chez qui logeait l'officier entra dans la chambre brusquement, sans se faire annoncer, et, repoussant le brosseur de la main, marche droit au lit, puis, frappant sur l'épaule du capitaine :

» Monsieur, lui dit-il, voulez-vous m'excuser de vous réveiller de la sorte, en sursaut, mais voici ce dont il s'agit : hier les Prussiens occupaient Orléans, et vous étiez mon hôte. Aujourd'hui les Français ont repris la ville, et vous êtes mon prisonnier.

» — Ah bah ! fit l'officier stupéfait en étendant les bras et en bâillant à se décrocher la mâchoire, vous êtes bien sûr ?

» — Oui, capitaine, parfaitement sûr.

» — Alors, c'est inutile de résister !

» — Parfaitement inutile.

» — Frantz, dit en allemand l'officier à son brosseur, toujours immobile et qui ne comprenait pas un mot de ce qui se disait, donne mon sabre à monsieur, nous sommes prisonniers !

» Puis il se retourna du côté de la muraille, et reprit son somme où il l'avait laissé. »

Une déclaration de guerre aux faux cheveux et aux boulevardiers. — Le *Siècle*, qui, il y a un mois, faisait la guerre aux habitudes d'indiscipline, d'ivrognerie et de mendicité des troupes régulières, la fait maintenant « aux faux cheveux, aux faux chignons et à l'esprit boulevardier. » Il déclare hautement que si le *Gaulois* et le *Figaro* ne tombent pas chacun à un tirage de 500 exemplaires, à l'usage

exclusif d'un nombre égal de « ramollis et de drôlesses, » c'en sera fait pour toujours de l'honneur et de la mission civilisatrice de la France, et que la paix qu'on pourra conclure ne sera qu'une « halte dans la boue. »

La franc-maçonnerie au siége de Metz. — Les journaux publient le document suivant :

« Les loges maçonniques n'ont généralement pas l'habitude de faire parler d'elles. Poursuivant une œuvre de paix et de fraternité universelle, leur voix ne peut se faire au cliquetis des armes et au bruit du canon.

» Est-ce à dire que, dans ce grand conflit qui ensanglante la France, la maçonnerie ait failli à son devoir et qu'elle n'ait pas cherché à se rendre utile dans ces circonstances ?

» Sans parler de ses démarches en faveur de la paix, démarches que l'arrogance de la Prusse et les justes ressentiments de la France rendent momentanément infructueuses, elle trouvait un autre terrain pour y déployer son activité. Il y avait des blessés et des malades à secourir, des infortunes à soulager, et dans ces circonstances elle a toujours été à la hauteur de sa tâche.

» Ainsi, dès le début de la campagne, la loge de Metz, malgré des ressources essentiellement limitées, organisa une ambulance de vingt-trois lits dans sa salle de réunion, 19, rue de la Fontaine.

» A cette première ambulance, elle en adjoignit bientôt trois autres, situées ;

» Rue de la Chèvre (local de la Ligue de l'enseignement pour les jeunes filles) ;

» Rue Nexirue ;

» Rue Chambière.

» Enfin, elle contribua largement à l'organisation et à l'entretien de celle que la Ligue de l'enseignement avait établie dans son local, place de Chambre (maison du télégraphe).

» Jour et nuit, les dames des membres de la loge, assistées d'autres dames de la ville, rivalisaient de zèle et de dévouement pour panser et soulager nos glorieux blessés.

» En même temps, les membres de la loge, malgré leurs occupations multiples, visitaient journellement ces ambulances. Les noms ne nous manquent pas ; mais ceux qui ont concouru à cette œuvre de dévouement sont trop pénétrés du devoir sacré qu'ils remplissaient pour que je me permette de livrer leurs noms à la publicité.

» Le premier dimanche de septembre, à deux heures, tous les francs-maçons de l'armée de Metz se réunissaient dans le local de la loge, et ces assemblées cordiales, pleines d'intérêt pour ceux qui y assistaient, se continuèrent tous les dimanches jusqu'au 30 octobre. A tous, nous en avons la conviction, il est resté un excellent souvenir de ces heures passées dans les doux épanchements d'une amitié confiante.

» Dans cette même réunion, on avait invité les dames qui donnaient leurs soins à nos blessés, afin de leur accorder un hommage public pour un dévouement qui n'a cessé de croître avec les circonstances. Elles ont, en outre, emporté de cette séance la conviction que la maçonnerie n'est pas ce qu'un vain peuple pense, et qu'il y a autre chose dans nos temples que de vaines formules et des usages surannés.

» Cependant, le blocus continuait et avec lui s'accroissaient les misères de la classe ouvrière.

» La loge décida alors que trois fois par semaine il serait fait une distribution de viande et de légumes secs aux familles nécessiteuses.

» Nos sœurs, déjà surchargées par le travail des ambulances, n'hésitèrent pas à prendre cette nouvelle tâche. Chacune d'elles se chargea de plusieurs familles de son voisinage, et c'est ainsi que pendant plus de deux mois, près de deux cents familles (sept à huit cents personnes) reçurent nos secours.

» La loge ne demande aucune récompense pour ce qu'elle a fait. Maçons, nous avons accompli notre devoir et obéi aux principes qui nous régissent.

» Mais il nous a paru utile de faire connaître ce que ces maçons, tant décriés et ridiculisés, ont su faire dans un centre qui, pour des causes inutiles à énumérer, est loin de leur être favorable.

» *Suum cuique* et rien de plus.

» UN FRANC-MAÇON DE METZ. »

PETITES NOUVELLES. — Un décret du 6 nomme M. **Carré-Kérisouet**, ancien député, actuellement commissaire général des forces de la Bretagne, au grade de général de brigade au titre de l'armée auxiliaire. — Par décret du gouvernement de la Défense nationale, en date du 8, **M. Sécourgeon** est nommé préfet du Var, en remplacement de M. **Cotte**, dont la démission est acceptée. — Le journal *l'Eure*, annonce que le colonel **Mocquard** vient d'être nommé général de brigade. — *La Défense nationale*, de Limoges, annonce que M. **Georges Perin** vient d'être chargé, avec M. **Lissagaray**, de former à Toulouse, en vingt jours, un corps de 60,000 hommes; quatre millions sont mis à leur disposition, et ils reçoivent le titre et les pouvoirs de généraux de division. — Hier, dit le *Phare de la Loire*, notre excellent collaborateur et ami, M. **Ch. Mengin**, chef d'état-major de l'armée de Bretagne, est parti pour le camp de Conlie, pour y rejoindre M. **de Kératry**, général en chef de cette armée.

DIMANCHE, 13 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Outre le succès de l'armée de la Loire, qui se confirme en tous points, du côté de la Bourgogne on signale un autre avantage marqué, remporté par les forces françaises. Elles auraient victorieusement défendu, à Saint-Jean-de-Losne, contre une avant-garde ennemie, le passage de la Saône. Chagny, point de jonction du chemin de fer du Nivernais, est mis en état de défense, et Garibaldi, venant de Dôle, est signalé à Mâcon avec des francs-tireurs et des mobiles.

Aussi n'entendons-nous plus parler des progrès de l'armée du général Werder. Cependant, à Lyon, on ne se fait pas d'illusion sur les forces qui peuvent retarder la marche de l'ennemi, mais non l'empêcher, soit qu'il tourne ces obstacles, soit qu'il les aborde de front. Les autorités prennent les mesures les plus énergiques, en vue d'un siége, et sont activement secondées par les efforts de toute la population.

Entre autres mesures, on signale un arrêté préfectoral qui institue un comité des barricades. La garde nationale travaille aux fortifications; les habitants ont été invités à se fournir de vivres pour deux mois. Les théâtres sont fermés par ordre.

La France et son gouvernement sont tout entiers à la joie qu'a fait éprouver le succès de l'armée de la Loire.

M. Gambetta s'est rendu à Orléans pour féliciter l'armée de la Loire du résultat des journées des 9 et 10 novembre. Il a adressé aux troupes la proclamation suivante :

« Votre courage et vos efforts ont ramené la victoire. La France vous doit sa première consolation et son premier rayon d'espérance. Je suis heureux d'apporter l'expression de la reconnaissance publique, les éloges et les récompenses que le gouvernement décerne à vos succès.

» Sous des chefs vigilants, fidèles et dignes, vous avez retrouvé la discipline et la force. Vous avez repris Orléans, avec l'entrain de vieilles troupes accoutumées à vaincre; montré que la France, loin d'être abattue par des revers inconnus dans l'histoire, entend répondre par une offensive géné

rale et vigoureuse. Avant-garde du pays, vous êtes sur le chemin de Paris. N'oublions pas que Paris nous attend.

» Il y va de notre honneur de l'arracher aux étreintes des barbares qui le menacent du pillage et de l'incendie.

» Redoublez de constance et d'ardeur.

» Vous connaissez maintenant vos ennemis. Leur supériorité a tenu au nombre de leurs canons.

» Comme soldats, ils n'égalent ni votre courage ni votre dévouement.

» Retrouvez l'élan et la furie française, qui doivent de nouveau sauver la patrie.

» Avec de tels soldats la République sortira victorieuse.

» GAMBETTA. »

Le ministre a recueilli sur l'attitude de l'armée des impressions favorables.

Le rejet de l'armistice en Prusse. — Voici quelles auraient été, d'après des correspondances allemandes, les impressions de l'opinion publique (1) en Prusse, à la nouvelle du rejet de l'armistice :

« La rupture des négociations entre le comte **de Bismark** et M. **Thiers**, au sujet de l'armistice, n'a pas trop affligé, il faut le dire, le public allemand. On trouvait généralement, je vous l'ai dit, les offres de notre quartier général trop modérées. On ne s'expliquait presque pas que de pareils avantages eussent pu être accordés à l'ennemi et l'on finit par les mettre sur le compte de la grande sécurité que la chute de Metz avait dû inspirer aux Allemands. Toujours est-il que l'espoir de voir sortir la paix de ces pourparlers était fort peu répandu, que l'on s'attendait à la reprise des hostilités à la fin de l'armistice, et l'on craignait que la position de nos troupes ne fût ébranlée dans l'intervalle. C'est pourquoi la nouvelle de l'échec des négociations n'a pas été apprise avec déplaisir en Allemagne. On y désire ardemment la paix, sur la base de la cession territoriale que l'on sait, et c'est précisément parce qu'on était certain qu'elle n'aurait pu sortir d'un armistice conclu dans ces conditions, que l'on suivait avec anxiété les phases diverses traversées par la mission de M. Thiers. On est plus rassuré en ce moment. La guerre doit continuer. »

Un point noir en Orient. Dénonciation des traités de 1856. — On mande de Vienne que les représentants diplomatiques de la Russie à Constantinople, à Vienne et à Londres ont notifié officiellement que la Russie ne se considérera plus comme liée par les traités de 1856.

Rome. — Le général LA MARMORA vient de décréter l'expulsion et la suppression des jésuites dans la partie des États pontificaux nouvellement annexée à l'Italie. Cette mesure est confirmée par une décision ministérielle de Florence.

Le cardinal ANTONELLI vient de s'adresser aux puissances, pour leur demander, le cas échéant, de garantir la libre sortie du Pape de l'Italie. La réponse a été favorable de la part de la Prusse, de la Bavière, de l'Autriche et de la France...: On songerait donc sérieusement à des projets de départ au Vatican. Mais où Pie IX irait-il ailleurs qu'à Rome? Quel est le pays actuellement mieux disposé que l'Italie en faveur des idées ultramontaines et du pouvoir temporel? Que pourra donc gagner la

(1) L'opinion publique *du monde officiel*, il va sans dire. Quant aux masses et à la bourgeoisie, en Prusse comme ailleurs, elles ne demandent en grande partie qu'une paix honorable pour tous et qui ne laisse aucun germe de guerre pour l'avenir.

papauté à quitter Rome, où le gouvernement actuel, au mépris du principe de la séparation absolue de l'Église et de l'État, lui a garanti tous les honneurs et toute l'indépendance possibles? — On dément, comme nous l'avons annoncé, que le Pape aille à Cologne.

L'esprit de résistance. — Voici comment on appréciait la situation de la France, à Tours, il y a deux jours, alors qu'on ignorait encore les succès partiels qui viennent d'être remportés sous les murs d'Orléans et en Bourgogne :

« Aujourd'hui commencent à nous arriver de tous les points du territoire restés libres des lettres qui expriment le sentiment du pays sous les coups qui viennent de le frapper l'un après l'autre : la capitulation de Metz et la rupture des négociations pour l'armistice. On se rend compte à la fois de l'état de la patrie, des chances qui lui restent et des extrémités auxquelles il lui faut se résigner. On comprend enfin qu'avec l'anéantissement et la décapitation de nos forces militaires et la levée en masse, la guerre entre dans sa troisième phase.

» C'en est fait : plus de maréchaux de France, plus de généraux, plus d'armée exercée; rien que des recrues commandées par des officiers secondaires ou des chefs improvisés.

» Avec cela, le pays en jachères faute de bras, ou bien ruiné à fond par les exactions et les déprédations de l'ennemi; des charges écrasantes qu'on s'est imposées pour soutenir la lutte; l'industrie paralysée, le travail suspendu, enfin la vie arrêtée dans les artères nationales.

» Et, d'autre part, répandue comme une inondation sur la France, une armée aguerrie, innombrable, pourvue de millions de fusils et de bouches à feu, soutenue par la quasi-certitude du triomphe; commandée par des hommes de talent, dirigée par des hommes de génie...

» Eh bien! on voit, on comprend, on ne se fait pas d'illusions et l'on accepte la situation.

» Silencieusement, par les villes, passent les hommes et les chevaux; les hommes vêtus de toutes sortes, armés de toutes armes; les chevaux disparates, traînant des chariots divers de vivres ou de munitions. Et que si vers le Midi quelques émeutes éclatent, ce n'est point de la paix ou de la guerre qu'on dispute; c'est seulement de la manière de s'y prendre pour organiser la défense nationale.

» Cela veut simplement dire que si les empereurs, les maréchaux et les armées de cent mille hommes se rendent, la France, elle, ne se rend pas encore.

» Elle ne peut plus raisonnablement avoir l'espérance d'une revanche, » disent les Nestors de la diplomatie. Eh bien, qu'importe ! elle ne se rend pas, voilà tout !

» Et, croyez-moi, cette attitude de la nation ne laisse pas que de faire à l'ennemi une situation embarrassante.

» Qu'il grossisse ses armées des contingents de Metz; qu'il avance de ville en ville; qu'il réquisitionne, pille et brûle; qu'il écrase nos régiments de bourgeois armés à la hâte, sous le poids de ses forces triples et sous la grêle de ses boulets. Après? La France est vaincue, ruinée : bien; mais elle ne se rend pas. Après?

» Tels sont les sentiments qui surgissent de notre sol, pour ainsi dire. Et la France, devenue triste et grave, s'arme et attend les ordres de ses chefs pour envoyer ici ou là ses contingents, sans trop d'espoir, mais sans la moindre faiblesse.

» Rien de nouveau touchant le projet de plébiscite. Les pigeons envoyés à Paris en consultation y sont-ils arrivés? »

On signale également un grand élan patriotique à Bordeaux. La jeunesse des écoles réclame une levée en masse des jeunes gens ayant atteint l'âge de dix-huit ans. D'autre part, les membres du comité de défense, parmi lesquels MM. le général de Lascours et Decaze, demandent que la levée en masse, qui vient d'être ordonnée par la délégation de Tours, se fasse immédiatement, sans aucun délai. Tous les théâtres et cafés-concerts ont été fermés.

A Cahors, on organise des francs-tireurs du Lot et des francs-tireurs garibaldiens. L'évêque a souscrit pour les premiers.

Les paysans de la Bresse ont repoussé ces jours derniers, à coups de fusils, des bandes d'hommes armés qui, sous prétexte de faire des réquisitions dans l'intérêt de la ville de Lyon, voulaient leur enlever leurs bestiaux et leurs grains. Ils sont, du reste, très-disposés à faire même réception aux forces allemandes.

Apaisement à Marseille. — Marseille est redevenu parfaitement calme. Le nouveau préfet a renoncé à rechercher l'auteur encore inconnu de la tentative d'assassinat commise sur lui dans la préfecture. On ne s'étonne pas, du reste, que M. Gent, qui est très-brave de sa personne, ait dédaigné de poursuivre l'assassin; il a même étendu cette clémence au groupe de civiques enragés qui, avant le coup de revolver, s'étaient précipités vers lui, la baïonnette en avant, et dont l'un a atteint le paletot d'un rédacteur du *Peuple;* cela était parfaitement connu.

Pour donner une preuve publique de l'apaisement des partis, le préfet a voulu que la garde nationale assistât, par de forts détachements, aux obsèques du fils de son prédécesseur et ami, M. Esquiros. Le cortége comptait, en effet, dix mille gardes nationaux, tous sans armes, et les jeunes vélites, miliciens de seize à vingt ans, dont Williams Esquiros fils était le commandant. L'enterrement a été purement civil; le père suivait le cercueil, mais il n'avait pas voulu de prêtres. Aussi, mardi, au cimetière, des discours ardents de républicanisme ont été prononcés.

La défense nationale en Savoie. — En Savoie, écrit-on, on commence à se préoccuper de l'approche de l'ennemi. Quelques membres du conseil général de la Haute-Savoie, sans l'assentiment positif de leurs collègues, ont fait une démarche en Suisse pour obtenir l'occupation, par les troupes fédérales, de la zone neutralisée. Berne aurait répondu que l'on ne ferait rien sans l'assentiment du gouvernement français.

Dans la Haute-Savoie, les conseils municipaux de Thonon, d'Évian-les-Bains et de Saint-Julien, ainsi que le comité républicain de Bonneville, viennent, à propos de la capitulation de Bazaine, de voter des adresses au gouvernement de la république, adresses pleines d'une chaude et énergique sympathie. Le comité de Bonneville s'exprime ainsi :

« Si les traîtres ou les lâches se rendent ou se sauvent, tant mieux; il y aura de la place pour les bons et les courageux.

» Quant à nous, enfants du Faucigny, nous ne fuyons pas au moment du danger; nous arrivons.

» Nous ne reculons pas; nous avançons.

» En masse, courons à l'ennemi.

» Que pas un ne manque à l'appel.

» Montrons que nous sommes toujours les soldats de cette valeureuse brigade de Savoie, qui s'est illustrée sur les champs de bataille.

« Vive la République! »

Voilà de quoi consoler la France de quelques défaillances. Du reste, il serait déjà consolé celui qui, ayant parcouru, en dernier lieu, les villages de la Haute-Savoie, aurait vu avec quel empressement les appelés militaires à tous les degrés ont déjà répondu à la voix de la France! Il y a telles communes où l'on ne voit plus que des femmes, des vieillards et des enfants. Et il n'y a que dix ans que cette patriotique population appartient à la grande famille française. Mais elle a voulu lui appartenir; elle l'a dit hautement et clairement; elle a compris les devoirs que son vote lui imposait et elle le consacre par un dévouement absolu.

Les souscriptions en faveur des gardes mobiles et des francs-tireurs produisent dans toute la Savoie les résultats les plus abondants, grâce au concours empressé des femmes de toutes les classes.

Le bataillon de gardes mobiles réunis à Albertville, — le seul qui reste en Savoie, en dehors des dépôts,—demande que ses officiers soient soumis à l'élection.

« Il faut, disent ces jeunes soldats dans leur supplique, que nous marchions en avant sous la conduite de chefs ne devant pas leur nomination à l'homme du Deux-Décembre et de Sedan. »

L'Emprunt de la délégation et les critiques de la presse parisienne. — Plusieurs organes de la presse parisienne ont critiqué l'emprunt que M. Laurier a été chargé de négocier à Londres. Voici comment le *Moniteur universel* de Tours fait justice de ces critiques:

« Le journal *l'Électeur libre* et d'autres journaux de Paris, récemment parvenus à Tours, publient des articles tout à fait erronés sur l'emprunt de la Défense nationale. L'investissement de Paris ne leur a sans doute pas permis d'être mieux renseignés. Ces journaux supposent que cet emprunt a été contracté en rentes, qu'il l'a été sans raison suffisante, et alors que les ressources acquises permettaient de subvenir aux besoins de la Défense nationale. Il n'en est rien.

» L'impérieuse nécessité de l'emprunt a été vérifiée avec soin et constatée par le *conseil des finances*, composé des principaux fonctionnaires des finances et du sous-gouverneur de la Banque de France. Le même conseil en a déterminé l'émission sous forme d'obligations, et les conditions probables, avec l'approbation du gouvernement de la Défense nationale. C'est dans ces termes que l'emprunt a été conclu par le gouvernement, à des conditions moins onéreuses que celles supposées et autorisées. MM. **Laurier** et **de Germiny** ont rempli leur mission à la pleine satisfaction du gouvernement et du conseil des finances. Le procès-verbal de ce conseil, en date du 8 novembre dernier, porte la mention suivante : « Le conseil reconnaît que, dans l'accomplissement de leur » mission, MM. Laurier et de Germiny ont agi au mieux des intérêts du trésor, et qu'ils ont » réalisé, dans des conditions avantageuses, les ressources qui faisaient défaut pour assurer la » marche des services. »

Le libéralisme prussien à Metz. — Le joug prussien pèse lourdement sur la population messine. Les vainqueurs, non contents d'emprisonner les journalistes qui n'ont pas *l'heur* de leur convenir, viennent d'établir la censure. Du moins, voici ce que nous lisons dans plusieurs journaux :

« Le rédacteur en chef de *l'Indépendant de la Moselle*, M. **Edouard Mayer**, arrêté à la demande du général **Coffinières**, est toujours en état d'arrestation, et cela sans qu'aucun jugement n'ait été prononcé ni qu'on semble disposé à prendre une mesure quelconque à son égard. Les journaux, qui avaient spontanément cessé de paraître, sous la menace d'être soumis à l'arbitraire le plus excessif, vont reparaître, mais avec la censure prussienne. »

Les partisans du Gers. — Les journaux prussiens, principalement le *Staats-anzeiger*, avaient cherché à jeter le ridicule sur la conduite et la tenue des partisans du Gers. Voici, comme protestation contre ce langage, ce qu'écrit M. d'Asies du Faur, leur commandant, « pour revendiquer la part de gloire qui revient à ses soldats et pour détruire l'impression que pourraient produire ces articles sur ceux qui n'auraient pas entendu parler de source sûre des partisans du Gers : »

« En fait de discipline, dit-il, jamais troupe armée n'en eut de plus rigoureuse ; jamais tenue et conduite ne furent plus irréprochables que celles des partisans du Gers. En l'affirmant, je ne fais que répercuter les échos de toutes les cités, villes ou campagnes que nous avons traversées.

» La bravoure des partisans du Gers peut être égalée, jamais surpassée. Que dire, en effet, en quels termes faire l'éloge de cinquante braves qui, guidés par de faux renseignements (il y a des lâches et des traîtres dans les départements de Seine-et-Oise et du Loiret) attaquent une armée de trente-cinq mille hommes, croyant n'avoir affaire qu'à deux cents hommes, luttent avec une énergie désespérée plutôt que de fuir, et, finalement, sauvent la vie à des hommes, à des femmes et des enfants, habitants d'une ferme, en déposant les armes pour être fusillés.

» Il est bien évident que le correspondant de *Staats-anzeiger* n'était pas là au moment de notre capture, alors que vingt et un hommes, restes de cette malheureuse mais héroïque compagnie, étaient forcés de s'agenouiller contre un mur pour être passés par les armes.

» Que différent serait son langage s'il eût vu ces vingt braves, l'œil sec, la tête haute et fière, méprisant la mort et ne transgressant la loi du silence qui leur était imposé par mes règlements, que pour me dire adieu et me serrer la main !

» J'en appelle au témoignage du général en chef **von der Tann**, du prince-duc de **Saxe-Meiningen**, de tous les généraux et officiers qui se trouvaient là. De quel côté s'est-il élevé une plainte ? Quelle bouche a murmuré une prière ? De quelle poitrine s'est exhalé un soupir ?

» Les partisans du Gers avaient combattu pour la liberté et la défense de leur patrie ; ils allaient mourir pour elle, ils étaient fiers et heureux de leur sacrifice.

» C'est ma conviction intime ; les âmes chevaleresques du général von der Tann et du duc de Saxe-Meiningen ont été émues de ce spectacle, et c'est à cette émotion que nous devons la vie.

» C'est à tort que l'on cherche à insinuer que les partisans du Gers formaient la garde prétorienne du gouvernement de Tours ; les partisans du Gers ou les troupes que je commanderai ne serviront et ne défendront jamais des personnalités, mais toujours un principe : la liberté, une cause : la république, une patrie : la France. »

Une réponse au maréchal Bazaine. — Le maréchal Bazaine, dans le but d'avoir son armée à sa discrétion pleine et entière et de la faire servir à ses vues ambitieuses, avait dit à ses soldats que le nord de la France et Lille demandaient la paix à tout prix. Voici

la réponse péremptoire de la ville de Lille à ces assertions mensongères et impudentes :

« Le conseil municipal de Lille, dans sa séance du 11, — la première depuis la capitulation de Metz, — a voté à l'unanimité la déclaration suivante :

» Le maréchal Bazaine, en annonçant, dans une proclamation à l'armée, qu'il a si traîtreusement » livrée à l'ennemi, que la ville de Lille et tout le nord de la France demandaient la paix à tout » prix, s'est rendu coupable d'un insigne mensonge que la représentation municipale repousse avec » indignation au nom de ses concitoyens. »

LUNDI, 14 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On annonce que le bombardement de Thionville a commencé et que la ville est en feu.

Le télégraphe de Berlin dit que l'armée prussienne n'a perdu à l'affaire d'Orléans que quarante-deux officiers et six cent soixante-sept soldats tués et blessés.

Ces chiffres sont évidemment en dessous de la vérité, puisque les Français, qui ont été victorieux, accusent deux mille hommes hors de combat. L'armée de von der Tann a battu en retraite et a été poursuivie dans son mouvement en arrière. Il est donc impossible que ses pertes aient été moindres que celles des Français, et il est évident que les Prussiens dissimulent le véritable chiffre de leurs morts et blessés dans cette rencontre, où cent mille Français ont fait plier soixante-cinq mille Prussiens plus aguerris et mieux armés qu'eux.

Lecture obligatoire du Bulletin de la république. Une circulaire de M. Gambetta. — M. Gambetta vient d'adresser aux préfets et sous-préfets une circulaire dans laquelle se trouve la prescription qui suit :

« Tous les dimanches, obligatoirement, et même plusieurs fois dans le cours de la semaine, s'il se peut, l'instituteur de chaque commune devra lire aux habitants réunis, soit à la mairie, soit dans l'école, les principaux articles insérés au *Bulletin de la République*. Les populations devront être prévenues du lieu, du jour et de l'heure choisis pour ces lectures. L'instituteur s'attachera particulièrement à donner connaissance des articles de doctrine ou d'histoire, dont la rédaction a pour objet d'éclairer l'esprit du peuple, de lui enseigner ses droits politiques et sociaux aussi bien que les devoirs qui en sont le corollaire, et de démontrer cette vérité essentielle que la république seule peut assurer, par ses institutions, la liberté, la grandeur et l'avenir de la France.

» Je n'ai pas besoin de faire ressortir la haute importance de cette propagande éminemment moralisatrice. Pendant vingt ans, l'Empire a systématiquement travaillé à entretenir le peuple dans l'ignorance et à le corrompre, afin d'en faire l'instrument de son despotisme. C'est à nous de relever l'âme de la nation, d'y développer les idées de justice et d'indépendance, le sentiment du patriotisme, les vertus civiques, et de prévenir, par cette régénération intellectuelle et morale, le retour des lamentables catastrophes qui accablent en ce moment la patrie. »

Prusse. — Des élections au premier degré, pour le renouvellement

intégral de la deuxième Chambre, ont eu lieu le 9. Elles ne modifient en rien la situation. M. Jacoby, combattu par les progressistes, a été éliminé à Berlin. Le parti national l'a emporté en Hanovre, et on le signale en progrès à Francfort.

Unité allemande. — Les derniers renseignements sur la marche des négociations pour la question allemande, à Versailles, étaient généralement d'accord pour faire pressentir l'entrée dans la Confédération du Wurtemberg, de Bade et de Hesse-Darmstadt, tandis qu'une alliance particulière serait conclue avec la Bavière. De temps à autre, et il y a quelques jours même, on entendait exprimer des prévisions plus favorables à l'égard des intentions du cabinet de Munich. Une lettre de Versailles, adressée au *Moniteur prussien*, parle de l'éventualité d'une visite du roi de Bavière au quartier-général. Tout cela permet de supposer que la Bavière finira par adhérer au dernier moment ; mais on ne saurait nier que, jusque dans ces derniers temps, le cabinet de Munich avait fait des difficultés sur la question militaire et la diplomatie fédérale, questions qui n'admettent pas de compromis. Plutôt que de céder là dessus, la Prusse préférerait attendre et laisser la Bavière faire l'expérience de son isolement.

Un point noir à Toulouse. — Un conflit est sur le point d'éclater entre M. Duportal et la délégation de Tours. A la suite de la capitulation de Metz, M. Duportal a fait arrêter le général Courtois d'Hurbal et l'a remplacé de sa propre autorité par le citoyen Demay, déporté de 1851. Mais la délégation de Tours a protesté. M. Duportal, qui a constitué à Toulouse une ligue du Sud-Ouest et un comité de défense dont les agissements ont provoqué la démission de la commission municipale, composée de républicains de la veille, a maintenu la nomination Demay, malgré l'opposition qu'elle rencontrait de la part du pouvoir central.

Depuis, M. Gambetta a nommé un nouveau préfet, un M. Huc, professeur à la faculté de droit de Toulouse. Mais M. Huc, qui est ami du préfet actuel, a déclaré au peuple qui lui donnait un charivari, qu'il n'accepterait qu'au cas où M. Duportal donnerait spontanément sa démission.

L'affaire en est là. En attendant, tous les bons esprits déplorent ces divisions au moment où la défense nationale a besoin du concours et du dévouement de tous les Français indistinctement.

Qu'on purge d'abord la France de l'invasion prussienne! Quand le pays sera rendu à lui-même, chaque parti pourra chercher à faire triompher son programme politique et social.

Une protestation. — Le *Progrès* de Lyon a reçu de Mayence

une dépêche du chef d'escadron d'artillerie, EUGÈNE CLERC, qui est prisonnier dans cette ville et faisait partie de l'armée de Bazaine. Elle proteste contre « le piége infâme » où le maréchal a fait tomber l'armée, et se termine ainsi : « A bientôt les détails sur la conduite des misérables qui nous ont infligé une honte aussi cruelle qu'imméritée. »

Nouvelles de Wilhemshœhe. — La correspondance suivante, datée de Cassel, 12 novembre, donne des détails curieux sur les faits et gestes de l'ex-empereur et de son entourage :

« Pendant la dernière quinzaine, Wilhemshœhe a probablement été le siége de plus d'un conseil bonapartiste. La chute de Metz, survenue avant celle de Paris, contrairement aux prévisions de **Louis-Napoléon**, a nécessairement modifié les projets bonapartistes. L'impératrice fut, en conséquence, convoquée la première, et arriva avant **Bazaine** et les autres généraux faits prisonniers à Metz. Elle arriva et repartit en grand secret; elle évita même la station de Wilhemshœhe, et descendit probablement à Cassel, protégée contre les regards curieux par un voile. Il m'arriva de la rencontrer à son retour à Hanovre, mercredi dernier, en entrant à l'*hôtel de l'Union*.

» **Bazaine, Lebœuf, Canrobert, Murat** (aîné), **Fourton, Frossard**, etc., sont toujours ici; il paraît que sous peu Bazaine se rendra à Aix-la-Chapelle, à la rencontre de sa femme, qui ne peut supporter de longs voyages, et qu'un peu plus tard, Lebœuf partira pour Bonn et Canrobert pour Stuttgard. Jusqu'ici ils ont tous résidé à l'*hôtel du Nord*, d'où je vous écris, mais quelques-uns ont déjà arrêté des logements plus près de Wilhemshœhe, et l'on dit qu'un nombre plus grand encore de généraux français arriveront sous peu; en fait, nous verrons arriver successivement tous ceux qui sont prisonniers en Allemagne. Comme ils doivent avoir le consentement du gouvernement prussien pour tous leurs mouvements, il est évident que le comte **de Bismark** n'a aucune objection à faire à ce que l'ex-empereur soit entouré d'un état-major régulier. Les républicains français devraient réfléchir à ce fait et ne pas perdre entièrement de vue que, outre cet état-major, il y a en Allemagne une armée française qui ne compte pas moins de trois cent cinquante mille hommes.

» Dimanche après-midi, les maréchaux et généraux se sont promenés avec l'ex-empereur. C'était un jour remarquablement beau, et le parc de Wilhemshœhe resplendissait de toute sa beauté. Les généraux, cela va sans dire, étaient tous en habits bourgeois et attendaient sur la terrasse devant la porte centrale. Une foule considérable d'excursionnistes du dimanche, venus de Cassel, étaient réunis. J'étais là, en compagnie d'un jeune Suédois, qui désirait fort voir Louis-Napoléon. Il y avait deux gardes du palais de Potsdam qui avaient ordre de tenir le public à distance, et deux officiers de police se tenaient prêts à l'arrière-plan. La foule formait un grand demi-cercle autour du groupe des Français, qui étaient réunis, tenant, comme d'habitude, les mains dans les poches de leur pantalon et fumant.

» Les remarques dont ils étaient l'objet de la part du public n'étaient nullement flatteuses. Près de moi se tenait une vieille dame dont la langue était réellement très-venimeuse. Entre autre choses désagréables, qui causaient une grande satisfaction au public, elle se hasarda à faire une comparaison qui frappa tout le monde comme étant d'une terrible vérité. « Là, les voyez-vous ? » dit-elle; « n'ont-ils pas tout à fait l'air d'écuyers au milieu d'un cirque! » Et, en effet, figures, vêtements, attitude, tout y était, par la raison peut-être que la plupart des écuyers sont Français, et tâchent d'imiter les officiers français lorsqu'ils sont en bourgeois. Le public éclata de rire et engagea la vieille à poursuivre. « Le grand, » continua-t-elle en désignant le prince Murat, « est le dresseur, et le petit bout d'homme, là-bas, » faisant allusion au général Fourton, qui est un véritable nain, « est le clown! » La comparaison était de nouveau frappante.

» L'adjudant allemand de l'ex-empereur, un capitaine de hussards, avait franchi la porte et en était bientôt ressorti en compagnie de Louis-Napoléon, qui, n'eût été sa démarche extrêmement lente et lourde, aurait donné l'idée d'un homme en parfaite santé. La médisante dame jeta un coup d'œil sardonique sur l'homme du Deux-Décembre, et dit : « Et tenez, voici le père **Renz** lui-même! » Il faut savoir que le père Renz est le chef de la principale troupe équestre de l'Allemagne, et que sa figure, qui offre une ressemblance frappante avec celle de Louis-Napoléon, est connue de chacun.

« C'est vrai! s'écria le public; comment ne nous en sommes-nous pas aperçus plus tôt? » « C'est une triste vérité, dit la dame; la France a été régentée par des saltimbanques pendant les vingt dernières années! » « Et que sont les hommes qui la gouvernent maintenant? » demanda quelqu'un. « Des tragédiens, fut-il répondu, des tragédiens de petits théâtres, sans engagements fixes. Et après eux les revers entreront dans la maison! »

» Un passage ayant été frayé pour l'ex-empereur et son cortége, il s'avança lentement, l'adjudant allemand ayant pris congé, l'un des officiers de police le précéda à une distance considérable, évitant les sentiers battus et se tenant dans les broussailles. Les deux gardes suivirent et empêchèrent le public d'approcher de trop près. Il ne restait donc d'autre moyen à ceux qui désiraient voir la figure de Louis-Napoléon,— et le nombre en était évidemment considérable, — que d'essayer de le précéder par des chemins de traverse et de revenir ensuite à sa rencontre.

» Il s'ensuivit une espèce de chasse des plus amusantes, parce qu'à chaque intersection, on se demandait quelle direction il fallait prendre et que, en outre, on s'aperçut bientôt que ceux que l'on poursuivait évitaient avec soin tous les chemins où ils découvraient des gens qui les attendaient. Habiles stratégistes comme ils le sont, ils réussirent, en effet, à déjouer toutes les tentatives du public pour les rattraper. Ils réussirent à atteindre sans encombre les champs pour y jouir des rayons du soleil. Mais alors le public opposa la stratégie allemande à la stratégie française; on forma une longue ligne précédée d'éclaireurs, et à leur retour, l'ex-empereur et ses compagnons furent cernés et les curieux purent satisfaire leur désir à satiété. Ce qu'il y a de désagréable pour Louis-Napoléon dans les promenades qu'il fait ici, c'est qu'il ne sait pas dans quel sentiment on le regarde, s'il doit saluer ou non. On m'a dit que dans les premiers jours, il saluait tout le monde; mais que la plupart du temps le salut ne lui était pas rendu, ce qui l'engagea à ne pas continuer. Lorsque quelqu'un le salue, il s'incline avec une satisfaction à laquelle on ne saurait se méprendre. Mon jeune Suédois, qui n'avait pas rénié sa foi en l'ex-empereur, le salua profondément et obtint un sourire des plus gracieux. »

Le général d'Aurelles de Paladine et l'armée de la Loire. — Plusieurs journaux publient la notice suivante sur le vainqueur d'Orléans :

« Un décret récent nomme le général de division d'Aurelles de Paladine au commandement en chef de l'armée de la Loire. — Le général **Martin des Paillères** est nommé au commandement du 15e corps d'armée.

» Le général d'Aurelles de Paladine, à qui nous devons le premier succès que nos armées aient remporté dans cette guerre à jamais maudite, est âgé de soixante-sept ans; il figurait au cadre de réserve depuis 1868. C'est un homme dont l'énergie va parfois jusqu'à la rudesse, qualité nécessaire si l'on songe aux efforts qu'il a dû faire pour rétablir la discipline dans les troupes dont on lui a confié la réorganisation. C'est à lui surtout qu'il faut attribuer les répressions sévères qui ont eu pour résultat l'exécution de plusieurs soldats indisciplinés, et dont l'effet moral a été très-grand sur l'armée de la Loire. La chose est déplorable à dire, mais il fallait en arriver là pour rétablir l'ordre et rendre à l'autorité un prestige qu'elle n'avait que trop perdu.

» Général depuis 1855, M. d'Aurelles de Paladine est un ancien élève de Saint-Cyr; il a fait les campagnes d'Afrique et d'Orient, et c'est en Crimée qu'il gagna ses épaulettes de général. Lors de l'affaire du Luxembourg, il était commandant de la 5e division territoriale de Metz; plus tard, ces importantes fonctions lui furent retirées, et il fut mis à la retraite malgré sa bonne santé et sa vigueur exceptionnelle. Si le plan qu'il avait conçu avait pu se réaliser, notre victoire était complète, et le corps de **von der Tann** eût été complétement détruit. Espérons que la fortune favorisera mieux ce vieux guerrier à la bataille qui se prépare, et qui sera bien autrement importante que le combat de Coulmiers.

» C'est surtout aux mobiles de la Dordogne et du Puy-de-Dôme que revient l'honneur de cet engagement : ils ont manœuvré sous le feu comme de vieilles troupes, et leur charge à la baïonnette sur les Bavarois, retranchés dans le bois de la Renardière a été des plus brillantes, car après avoir refoulé l'ennemi, malgré son violent feu de mousqueterie, ils ont encore, emportés par leur élan,

pénétré dans Coulmiers même, malgré les barricades armées de canons et les murs crénelés qui défendaient l'entrée du village.

» Non-seulement notre artillerie s'est bien montrée dans ce combat, mais encore le service de l'ambulance n'a rien laissé à désirer, et cependant la besogne était rude, je vous l'assure. Les amputations étaient nombreuses et plusieurs mobiles les ont supportées avec un courage stoïque. »

L'homme de Metz. — La prose de M. de Laguéronnière (Alfred) fait prime à Bruxelles. Les Belges en raffolent, et quant aux émigrés, ils en font leur *vade mecum* et leur consolation.

L'*Homme de Sedan*, dont nous avons parlé plus haut (1), a eu plus de dix éditions en deux mois. En Belgique, privé en grande partie du marché français, c'est superbe. Aussi M. de Laguéronnière, qui ne se vendait pas et qui ne se serait pas vendu à Paris, est-il l'objet des câlineries et des avances de tous les libraires belges, notamment de M. Lebègue, le Dentu bruxellois, chez lequel paraissent la plupart des grandes brochures politiques du jour.

Le succès qu'a obtenu « l'*Homme de Sedan* » a mis en verve M. de Laguéronnière (Alfred), et il vient d'écrire, à propos de la capitulation de Metz, un petit pamphlet analogue, qu'il a intitulé — l'autre homme a si bien pris! — « *L'Homme de Metz.* »

Nous n'avons pas lu cette nouvelle brochure. Nous ne savons donc pas jusqu'à quel point elle mérite l'enthousiasme des Belges et de l'émigration féminine, qui fait actuellement la pluie et le beau temps à Bruxelles. Voici, toutefois, la splendide et éloquente réclame que l'*Écho français*, — quatrième page, — publie à l'adresse du nouvel « homme. » Si tout est au niveau des passages cités, l'ouvrage doit être très-bien.

Nous citons textuellement la réclame:

« Il appartenait à l'éloquent publiciste, qui a si patriotiquement démasqué l'auteur principal des maux de la France, d'arracher le voile derrière lequel se cachaient les ambitions et la trahison finale de l'homme qui a provoqué la reddition de Metz. Ce second opuscule est le corollaire du premier, son complément, sa confirmation enfin, puisque, dans ce dernier, M. de Laguéronnière, avec une remarquable intuition, semblait prophétiser le drame terrible dont il retrace aujourd'hui l'histoire.

« L'Empereur, dit l'auteur, avait commencé par livrer Sedan, l'armée, l'Empire, pour sauver sa » *chair alarmée*. (Joli l'euphémisme!...)

» Aujourd'hui, un maréchal est accusé du désastre de Metz. Cette fois-ci, c'est cent-quatre-vingt » mille hommes, une place imprenable jusqu'alors, un matériel à défrayer des armées, aux mains » de notre terrible ennemi.

» C'est là une étrange fin pour le dernier des généraux en exercice que l'Empire avait préposé » au salut de la nation.

» Qu'il parle donc, cet homme, qu'il n'accouple pas son mutisme avec celui de **Napoléon** le Séden- » taire. Qu'il fasse évanouir les murmures que nous apporte la presse étrangère; qu'il explique sa » conduite molle, les faux bulletins de ses victoires, ses sorties partielles, ces allées et venues de » messagers suspects, ces mensonges avec lesquels on lui impute d'avoir donné le change à ses sol- » dats... »

(1) Voyez page 84.

» L'*Homme de Metz* ne répondra pas plus aujourd'hui qu'il ne s'est expliqué quand on lui a demandé compte du rôle sinistre qu'il a joué au Mexique, car si l'expédition pouvait être, à son origine, une faute politique, le maréchal **Bazaine** a su presque en faire un désastre, et ses intrigues ont coûté la vie au prince abusé, qui avait pris au sérieux sa mission. Alors comme aujourd'hui, il n'aspirait rien moins qu'au rôle de dictateur, et le rôle de Judas qu'il vient de jouer en France, sa patrie, il l'avait répété au Mexique. Mais le criminel, en partie double, est démasqué aujourd'hui, et l'histoire ne l'appellera plus que l'*Homme de Metz*. »

La manière de vivre des vainqueurs à Versailles. — Les Parisiens ne seront pas fâchés de connaître la manière de vivre de BISMARK et de son royal compère GUILLAUME, pendant leur séjour en France. Voici ce qu'on écrit, à ce sujet, de Versailles :

« Le roi de Prusse s'est installé à la Préfecture. Généralement, il chasse le jeudi et le samedi, sortant dans une calèche découverte attelée de quatre chevaux et précédée d'un escadron de dragons, qui galopent à deux cents mètres en avant comme éclaireurs. Dans la soirée, le gibier tué est distribué aux troupes de la garde, à l'exception de ce qui est destiné à la table du Roi. Plusieurs des soldats vendent leurs parts ; nous sommes donc bien fournis de lièvres et de venaison. La viande et le beurre sont à un prix exorbitant ; la volaille est abondante et l'on en consomme beaucoup plus que de viande de boucherie, qui est souvent un objet de réquisition pour l'armée.

» Le comte de Bismark habite l'impasse Montbeauron. Je ne l'ai vu qu'une fois : dans le parc où jouait la musique militaire. Jamais il n'abandonne son uniforme de cuirassier, excepté quand il est dans son cabinet de travail, installé dans le bureau du secrétaire général de la Préfecture. Dès cinq heures du matin, une lumière que l'on voit de très-loin, indique que le ministre travaille ; c'est aussi à cette heure que l'on peut voir des ombres ramper le long des murailles et sonner discrètement, d'une façon connue, à l'hôtel du ministre. Ce sont les espions arrivant de Paris avec les rapports et les journaux.

» A dix heures du matin, le ministre a terminé son travail, envoyé ses courriers et arrêté le programme de la journée. Débarrassé de tout travail, M. de Bismark peut reprendre, pour le reste du jour, l'insouciance et l'indifférence qu'on lit sur son visage. Généralement, l'après-midi, il fait une excursion vers les postes avancés, sans toutefois dépasser les limites que commande une sage prudence.

» La musique militaire joue continuellement dans le parc. L'assistance se compose principalement d'officiers et de dames du demi-monde, qui sont entrées dans la ville avec l'arrière-garde de l'armée ; les officiers de la garde sont remplis d'attentions pour elles. En outre, on voit une foule de parasites des deux sexes arrivés de Berlin, sous prétexte de soigner quelque blessé imaginaire, mais qui sont venus, en réalité, *pour assister au bombardement de Paris*. Ces personnes encombrent les hôtels et obstruent les rues et les places. Rien ne saurait être plus exaspérant que la présence de ces êtres oisifs, qui font une partie de plaisir de cette guerre désastreuse. »

PETITES NOUVELLES. — On annonce que M. **Schneider** a vendu les forges du Creuzot a une Compagnie américaine. Le drapeau des États-Unis flotte sur toutes les parties de l'établissement. — On signalait la présence du prince **Napoléon**, la semaine dernière, à Ostende. Le prince venait de Douvres. Il avait une suite de trois personnes, dont on ne donne pas les noms, et il s'est jeté avec avidité sur tous les journaux qu'il a pu trouver. Il n'y aura pas trouvé ce qu'il cherchait, à savoir : une perspective de restauration bonapartiste. — Mme **Lebœuf**, la femme de l'ancien ministre de la guerre, habite Gand. — Qui donc nous a fait signaler la présence de M. **Ollivier** à Bruxelles? Les journaux de cette capitale l'y déclarent introuvable... Qui sait?... L'ancien ministre français, l'ancien chef du cabinet du 2 janvier, voyage peut-être, en ce moment, un cache-nez sur la figure et sans lunettes... comme s'il se rendait incognito chez **Napoléon III**. — M. **Haussmann**, dont on avait annoncé l'arrestation à Nice, a été relâché et s'est rendu immédiatement en Italie. »

MARDI, 15 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — D'opérations militaires, nous n'en avons point à enregistrer aujourd'hui. Rien de Paris, rien non plus de l'armée de la Loire. Le géneral von der Tann, malgré les renforts qu'il a reçus, n'a pas jugé à propos de reprendre l'offensive. Quant aux troupes françaises qui l'ont obligé à reculer, elles se consolident dans les positions reprises par elles. Du côté de Belfort, il y a eu quelques petits combats que les télégrammes allemands inscrivent à l'actif des forces qui ont investi cette dernière place forte des confins de l'Alsace.

Un décret du gouvernement de Tours, du 12, constitue un comité supérieur de défense pour les départements de la vallée du Rhône. Il prescrit d'établir des fortifications et d'organiser des armements.

La situation. — La dénonciation de certains articles du traité de 1856, défavorables à la Russie, est le point noir qui attire aujourd'hui les regards.

Quel peut être le but du gouvernement russe en venant jeter au travers des incidents du conflit franco-prussien une déclaration par laquelle elle s'affranchit des dispositions du traité de Paris, qui limitent le développement de ses forces navales dans la mer Noire? Par quel lien mystérieux cette déclaration retentissante se rattache-t-elle aux événements qui s'accomplissent à l'Occident de l'Europe? La Russie est-elle isolée dans sa tentative? A-t-elle simplement spéculé sur l'épuisement de la France pour se ménager les moyens de reprendre prochainement, du côté de Constantinople, les projets d'agrandissement que les armées anglo-françaises eurent mission d'ensevelir sous les murs de Sébastopol? A-t-elle compté sur le consentement tacite et forcé des puissances intéressées à lui barrer le passage de Constantinople? Ou bien, pesant d'avance toutes les conséquences de sa démarche, prévoyant l'opposition de l'Angleterre et de l'Autriche, mais comptant sur l'appui de la Prusse, est-elle préparée à emporter de haute lutte ce qu'elle ne peut espérer d'obtenir dans des circonstances normales et par des moyens purement diplomatiques?

Telles sont les questions que l'on se pose au sujet de la démarche du cabinet de Saint-Pétersbourg. De deux choses l'une : ou l'Europe laissera faire, et la Russie pourra réaliser ses vues de domination en Orient, ou nous sommes à la veille des complications les plus graves et d'une grande guerre européenne.

L'Angleterre, si intéressée à fermer l'accès de l'Orient à la Russie, s'est émue, comme de raison, des prétentions du gouvernement russe,

et elle s'est demandé si, contre toute apparence et toute raison, la Prusse n'était pas de connivence avec la Russie pour cette grave démonstration contre le traité de 1856. Aussi assure-t-on que le *Foreing Office* a envoyé M. Odo Russel à Versailles, pour savoir comment on y envisage la démarche de la Russie.

Quoi qu'il en soit, si l'Angleterre se trouve, malgré elle, et dans les conditions les plus défavorables, engagée dans une lutte avec la Russie, beaucoup y verront le châtiment de sa conduite égoïste et timide dans le conflit franco-prussien.

Si l'Angleterre avait voulu, avant la guerre ou après Sedan, elle eût pu prévenir ou arrêter ce duel gigantesque. Mais, par prudence, par égoïsme, et qui sait? peut-être par un secret plaisir d'assister à l'affaiblissement et à l'appauvrissement de deux nations rivales, l'Angleterre s'est refusée à intervenir. Elle croyait alors cette conduite sage et fructueuse. Le peuple anglais méconnaissait pourtant ainsi le grand principe de la solidarité qui doit présider aussi bien aux relations internationales qu'aux relations privées. Aussi, aujourd'hui, pour avoir laissé faire, elle voit surgir le germe d'un grave conflit entre ses intérêts et les ambitions de la Russie.

N'étaient les ruines et les massacres que peut ajouter ce différend aux ruines et aux massacres qui désolent en ce moment l'Europe occidentale, on dirait que c'est bien fait.

La nouvelle de la délivrance d'Orléans a provoqué un véritable enthousiasme à Londres. Cet enthousiasme ne proviendrait-il pas un peu de l'intérêt que l'Angleterre a maintenant de voir la France reprendre son rang de grande puissance et de taille à pouvoir à dire à la Russie, en 1870 comme en 1856 : « Tu n'iras pas plus loin. »

Nous constations plus haut que l'imprévu avait eu le pas dans tous les événements qui se sont déroulés en Europe depuis la déclaration de la guerre. Chaque jour, on croit être au bout des surprises et des coups de foudre et, chaque jour cependant, s'ouvrent de nouvelles perspectives, plus sombres et plus imprévues que jamais.

Les peuples, en Europe, réclamaient la paix. Ils demandaient grâce pour la vie et la fortune de millions de Français et d'Allemands. Et, par suite de sottes et machiavéliques combinaisons, qu'on décore du nom de haute politique et qui ne sont que le masque et la mise en action de quelques ambitions et de quelques intérêts sans frein, le monde va peut-être assister à une grande guerre entre toutes les puissances militaires de l'Europe.

Quand donc la volonté et l'intérêt des peuples primeront-ils seuls dans les questions de paix et de guerre? Et quand les gouvernements

comprendront-ils que la paix et la bonne harmonie entre les différentes races et les différentes nations européennes peuvent seules assurer le progrès de la civilisation et de l'humanité ?

Proclamons-le bien haut : les peuples sont frères, et le bonheur de l'humanité résulte de leur bonne harmonie et de leur libre développement sous des institutions appropriées à leurs aptitudes et à leur génie. Et c'est l'intérêt de quelques ambitions et de quelques dynasties qui peut seul jeter les nations dans les hasards et les ruines de la guerre, qui marque toujours une halte, sinon un recul, dans la marche de l'humanité vers le progrès et la civilisation.

Cherchons donc partout et en tout, par tous les moyens et par toutes les institutions possibles, à assurer le triomphe de la volonté et de l'intérêt des peuples, et écartons impitoyablement, sans pitié ni merci, les ambitions et les calculs qui viendraient se mettre au travers de l'humanité dans son élan progressif et continu vers la réalisation du bon, du juste et de l'utile.

Unité allemande. — La question allemande touche à une solution imminente; mais, d'après tout ce que l'on sait du résultat des conférences de Versailles, cette solution ne serait pas complète. La Bavière persiste à exiger des modifications à la Constitution fédérale, qui lui assureraient une position tout à fait exceptionnelle et presque indépendante au sein de la future Confédération germanique. Pour le moment, on a renoncé, à Versailles, à continuer les négociations avec les ministres bavarois, et l'on paraît décidé à presser l'entrée immédiate dans la Confédération, provisoirement sous la constitution de la Confédération actuelle du Nord, des trois autres États du Midi. Peut-être qu'à la dernière heure, le roi Louis, qui avait envoyé son frère, le prince Otto, au quartier général, prendra-t-il sur lui de brusquer la situation et même de changer de conseillers. D'après des bruits qui courent, il serait question, à Munich, de la rentrée au pouvoir du prince de Hohenlohe, dont les idées se rapprochent beaucoup, on le sait, de celles de la politique unitaire.

Les négociations pour l'armistice. La version de M. Thiers. — Une note de M. Thiers, datée du 9, a été remise aux ambassadeurs des grandes puissances, de la Turquie et de l'Espagne, à Tours.

M. Thiers fait le récit de sa mission pour obtenir un armistice.

M. de Bismark a reconnu l'objet de sa mission, tout en faisant quelques réserves sur l'immixtion des neutres dans la négociation. L'objet était de conclure un armistice qui fît cesser l'effusion du sang et permît à la France de constituer, par une élection faite librement,

un gouvernement régulier avec lequel on pût traiter valablement.

M. de Bismark faisant allusion au reste du gouvernement précédent, qui cherchait à se reformer à Cassel, M. Thiers a répondu immédiatement que ce gouvernement a fini pour toujours.

M. de Bismark a protesté contre l'idée d'une ingérence dans les affaires intérieures de la France.

Les questions posées dans la première conférence avaient trait au principe de l'armistice et à sa durée; la liberté des élections dans les provinces envahies; la conduite des armées belligérantes; le ravitaillement des places assiégées, et spécialement de Paris, pendant l'armistice.

Sur ces questions, M. de Bismark ne semblait pas avoir d'objections insurmontables.

M. Thiers croyait possible une entente sur tous les points.

Les conférences se sont succédé généralement deux par jour. Les premiers deux points admis, la durée de l'armistice fut fixée à vingt-cinq jours.

Il fut reconnu que rien ne serait préjugé par l'armistice sur les questions soulevées relativement à l'Alsace et à la Lorraine.

M. de Bismark n'admettait pas les agitations électorales dans ces provinces, mais ne refusait pas qu'elles fussent représentées par des notables désignés sans que l'Allemagne s'en mêlât. L'accord fut établi.

Sur le quatrième point, entre MM. Thiers, Bismark et les généraux prussiens, la discussion de ravitaillement ne souleva d'abord aucune objection fondamentale de la part de M. de Bismark, qui référa la question aux autorités militaires.

Le 3, M. Thiers vit que le ravitaillement était devenu une question, non pas de détail, mais de fait. M. de Bismark, parlant au nom des généraux prussiens, déclara l'armistice absolument contraire aux intérêts prussiens et qu'il n'accorderait le ravitaillement seulement si nous concédions des équivalents militaires autour de Paris.

Comme M. Thiers insistait, M. de Bismark ajouta : un fort, peut-être plus d'un.

M. Thiers arrêta M. de Bismark immédiatement, en déclarant que refuser le ravitaillement de Paris, c'était retirer un mois de résistance à Paris; exiger un fort, c'était demander les murailles.

M. Thiers raconte ensuite l'entretien qu'il a eu avec M. Jules Favre, la rupture des négociations, le refus de faire des élections sans armistice, et termine en disant que c'est maintenant aux puissances neutres à juger s'il a été tenu compte de leurs conseils.

Ce n'est pas à nous qu'elles pourraient reprocher de n'avoir pas fait de leurs conseils le cas qu'ils méritaient ; nous les faisons juges, du reste, de la conduite des deux puissances belligérantes.

« J'ai employé mes efforts, dit-il, pour rendre à ma patrie les bienfaits de la paix, qui ont été perdus par la faute d'un gouvernement dont l'existence seule est la faute de la France, faute bien grande, bien irréparable, de s'être donnée à un tel gouvernement et de lui avoir, sans contrôle, abandonné ses destinées. »

Prusse. — La convocation du Parlement du Nord à Berlin pour le 26 novembre est annoncée aujourd'hui comme positivement arrêtée par le *Moniteur prussien* de ce soir. Le singulier projet de Versailles, qui jouissait, comme on sait, d'une popularité fort douteuse, est donc définitivement abandonné.

Italie. — M. Ricasoli a déclaré à ses électeurs qu'il était décidé à se retirer de la vie politique.

La presse catholique de l'Europe lance anathème sur anathème à Victor-Emmanuel, qu'on menace d'une excommunication majeure nominale. Elle dit que l'entrée du roi d'Italie à Rome marquera le commencement de la fin... de sa dynastie, qui sera prochainement remplacée par la république.

Sédition et exécutions militaires à Villefranche. — Nous lisons à ce sujet dans le *Salut public* de Lyon :

« De douloureux événements ont marqué le séjour à Villefranche de la première légion de marche de la garde nationale mobilisée de Lyon.

» Une compagnie du deuxième bataillon, a qui l'on avait assigné pour casernement l'institution religieuse de Mongré, s'y est livrée à des actes de turbulence et d'indiscipline des plus répréhensibles et que rien ne motivait.

» Des portes ont été forcées, des injures proférées contre l'habitant, des propos insubordonnés tenus contre les chefs, aux remontrances desquels une désobéissance persistante a été opposée.

» Ces tristes scènes ont été le prélude d'une manifestation présentant au plus haut degré le caractère de la sédition militaire, et dans laquelle, à des réclamations tumultueuses sur la solde et sur le logement, se sont mêlés des cris d'injure et de menace contre le colonel de la première légion.

» Un des mutins a été jusqu'à proférer contre le chef de corps, en l'interpellant personnellement, des insultes grossières, et cela à plusieurs reprises.

» Ces excès de quelques égarés ont eu pour théâtre des établissements publics et la voie publique. La population de Villefranche en a été douloureusement et profondément affectée.

» Les perturbateurs ont résisté a la force armée, intervenue pour mettre fin à leur conduite et s'assurer de leurs personnes. Quelques-uns ont fait usage de leurs armes.

» Vingt-six ont été arrêtés et traduits devant une cour martiale.

» La cour, composée d'un des chefs de bataillon, de deux capitaines, deux lieutenants et de deux sous-officiers, s'est constituée à onze heures du soir et assemblée à trois heures du matin.

» Sur vingt-six prévenus, vingt-trois ont été acquittés.

» Trois, reconnus à l'unanimité coupables de sédition militaire en campagne et de rébellion armée avec circonstance aggravante d'antécédents impliquant préméditation, ont été condamnés à être passés par les armes.

» L'arrêt, rendu à six heures du matin, a été exécuté à huit heures.

» L'exécution a eu lieu en présence de la légion, de la gendarmerie et des troupes envoyées de Lyon.

» Ces troupes se composaient de trois bataillons d'infanterie de ligne, d'un bataillon de gardes mobiles, d'une section de cuirassiers et d'une batterie d'artillerie.

» Les condamnés, conduits derrière le cimetière, ont été passés isolément, mais simultanément, par les armes de trois pelotons pris dans la légion.

» Nous ne croyons pas devoir donner les noms de ces trois soldats qui ont payé leur dette à la rigueur des lois martiales et consacré par un terrible exemple la religion de la discipline militaire.

» Tous trois étaient enfants de Lyon. Ils n'étaient pas mariés. L'un appartenait au premier bataillon, les autres au deuxième.

» La légion, retardée d'un jour dans sa marche à l'ennemi, repart ce matin de Villefranche. L'ordre le plus parfait règne dans ses rangs. »

Nous lisons, d'autre part, dans le même journal :

« Les troupes expédiées de Lyon n'ont eu qu'à assister au dernier acte de ce drame militaire. Leur fonction, à Villefranche, s'est bornée à la douloureuse corvée qu'on nomme *la parade d'exécution.*

» C'est à ce moment suprême que l'esprit de discipline des légionnaires a eu à triompher de la plus rude épreuve. Les hommes d'un peloton d'exécution ont, d'un accord instinctif, tiré à côté. Le condamné a levé le bandeau qui couvrait ses yeux et a dit : « Je ne suis pas blessé. » Une immense émotion a soulevé alors des milliers de poitrines, et les cris de : *Grâce!* bien qu'interdits *sous peine de mort* en pareille circonstance, se sont fait entendre.

» Mais la rigueur de la loi martiale ne pouvait fléchir. Le bandeau a été remis sur les yeux du condamné, et le peloton, qui avait reçu l'ordre de recharger ses armes, a obéi jusqu'au bout. »

Les ballons. Essais de communications avec Paris. — On ne désespère pas de pouvoir communiquer avec Paris par ballon. La question est à l'étude. Voici ce que dit la *France* à ce sujet :

« Nous savons, par les ballons, ce qui se passe à Paris ; Paris n'a pas encore pu apprendre par la correspondance aérienne ce qui se passe en province.

» Toutefois, le problème est à l'étude, et nous ne désespérons pas de voir les ballons effectuer leur retour à Paris.

» Les deux premières tentatives de MM. **Tissandier** n'ont pas abouti. La première fois, ils ont rencontré, à deux mille mètres de haut, un brouillard tellement épais et un vent tellement lent, qu'ils ont dû descendre après deux heures de navigation, se trouvant dans l'impossibilité de s'orienter au milieu d'un véritable bain de vapeur.

» Le second voyage a été exécuté de nuit, par un beau clair de lune ; mais, à trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer, le vent a changé et a tourné l'aérostat dans une mauvaise direction.

» Pendant cette traversée, MM. Tissandier ont eu à endurer un froid vraiment terrible, et, malgré leurs fourrures, ils étaient littéralement glacés. Leur descente s'est opérée de nuit dans des circonstances assez périlleuses, et c'est au milieu d'un de nos fleuves qu'ils ont pu jeter leurs cordes pour atterrir. »

Une ancienne idée de M. de Girardin revue, corrigée et considérablement simplifiée. — Les journaux publient une très-curieuse lettre que le célèbre publiciste vient d'envoyer à M. Gambetta. On sait que M. de Girardin est un homme à *idées,* et que chaque jour lui en fournit une, inédite et appropriée aux besoins de la situation.

Or, la débâcle de Sedan, le 1er septembre, avait suggéré à M. de Gi-

rardin l'*idée* suivante, qu'il avait communiquée alors au général TROCHU, à savoir : « faire revivre la Constitution du 4 novembre 1848 et, aux termes de cette Constitution, votée par neuf cents représentants du peuple, élus par le suffrage universel, procéder, sans aucun retard, d'abord à l'élection d'un président de la république, et, le dimanche suivant, à la nomination d'une assemblée législative. »

On négligea cette *idée*, dont l'application eût doté la France d'une assemblée nationale et d'un gouvernement régulier, avec lesquels l'ennemi eût pu traiter toutes les questions qui se rattachent aux événements actuels.

Par suite, la Prusse n'a aucun mandataire régulier avec qui elle puisse traiter, et cette situation n'est nullement de nature à faciliter la conclusion de la paix.

A l'heure actuelle, vu le refus de l'armistice et le temps qu'il faudrait pour nommer une Constituante, M. de Girardin modifie son premier projet. Il laisse de côté la nomination d'une Constituante, les opérations électorales devant prendre trop de temps et se heurter à trop de difficultés sur plusieurs points de la France. Il réclame donc purement et simplement la nomination d'un président de la république. Pour ce faire, selon lui, il suffirait de demander au roi de Prusse une suspension d'armes de quatre jours, « pendant lesquels la France, faisant revivre la Constitution du 4 novembre 1848 et la loi électorale du 15 mars 1849, se donnerait un pouvoir exécutif régulièrement élu et fonctionnant régulièrement, conséquemment habile à contracter. Le choix que la nation ferait, serait une indication de son opinion sur la continuation de la guerre à outrance, ou sur l'ajournement de la revanche. »

Une pareille opinion semble au célèbre publiciste avoir toute chance d'être agréée, si elle était faite au roi GUILLAUME et au comte de BISMARK par l'un des membres du corps diplomatique, d'accord avec la majorité des membres du gouvernement du 4 septembre.

C'est son *idée* du 1er septembre, ainsi revue, corrigée et considérablement simplifiée, que M. de Girardin vient de soumettre par lettre à M. Gambetta. Le fécond publiciste constate avoir fait son devoir en la communiquant, d'abord au général Trochu, puis à M. Gambetta, et il somme ce dernier de faire le sien en la réalisant.

Nous verrons bientôt si le grand patriote et tribun, qui se dévoue avec tant d'énergie et de courage au salut de la France, entre dans les *idées* (1) de l'ancien propriétaire de la *Presse*.

(1) Pour les autres *idées* du plus bourgeois des révolutionnaires et du plus révolutionnaire des bourgeois concernant la guerre actuelle, voyez plus haut, pages 22 et 72.

A bon entendeur, demi-mot ! — On sait le plan de restauration bonapartiste qu'on prête à M. de Bismark. On sait aussi le rôle qui est réservé à l'armée dans cette combinaison. Nous nous étions demandé si l'on était bien sûr que les soldats français voulussent jamais donner les mains à de pareilles intrigues. Or, plusieurs officiers et soldats protestent, par la voie des journaux, contre les espérances qu'on fonde sur eux. Ils disent qu'entrer dans les vues des meneurs prussiens et bonapartistes constituerait pour l'armée une véritable « désertion à l'ennemi. »

MERCREDI, 16 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — « Les nouvelles militaires, dit aujourd'hui l'*Indépendance*, continuent à être rares. Les ballons, ou ne partent plus de Paris, ou sont arrêtés en route par les assiégeants. Du moins, depuis plusieurs jours, on n'a plus reçu de lettres par cette voie. Mais on voit par celles de Versailles que même dans le quartier général allemand on commence à s'inquiéter des éléments de résistance que Paris a développés d'une manière si inattendue. D'après ce qu'écrit de cette ville au *Times* M. Russel, qui a fait toute la campagne depuis son origine, il ne manquerait pas d'officiers dans l'armée allemande qui ne considéreraient aujourd'hui le siége entrepris par M. de Moltke comme une faute stratégique. Ce qui est acquis dans tous les cas, c'est que, depuis le 19 septembre, les assiégés, pleins de confiance dans leurs chefs, ont fait d'énormes travaux pour consolider leurs positions et que, sur plusieurs points, ces travaux, de défensifs qu'ils étaient d'abord, commencent à prendre un caractère menaçant destiné à favoriser une sortie désespérée et gênant dès à présent sensiblement les communications et les opérations des assiégeants.

» En province, l'armée de la Loire s'est arrêtée et retranchée dans les positions conquises après la retraite de l'armée bavaroise. Celle-ci lui fait face pour l'empêcher d'avancer vers Paris. Mais, en même temps, le prince Frédéric-Charles descend vers Troyes et Sens. Son quartier général se trouvait, le 8 novembre, à Doulevant. Il donnait ainsi sa droite à von der Tann, sa gauche au général de Werder. Celui-ci paraît vouloir tourner Charny, où des forces françaises lui barrent la route de Lyon pour se diriger sur Nevers, Vierzon et Bourges. L'armée de la Loire pourrait être tournée par ce mouvement. Aussi est-il de

nouveau question de transférer le siége de la délégation de Tours dans une ville plus éloignée; mais M. Gambetta ne désespérerait pas encore de conjurer le danger qui menace la résidence actuelle du gouvernement.

» Une dépêche de New-York signale un combat qui aurait été livré dans les parages de la Havane, entre un vapeur allemand, le *Météore*, et un vapeur français, le *Bouvet*. Ce dernier aurait été désemparé et forcé à la retraite. Toutefois, il n'aurait pas été poursuivi, son adversaire ayant eu son hélice endommagée. »

Incident anglo-russe. — Un télégramme de Saint-Pétersbourg apporte le résumé de la circulaire du prince Gortschakoff, relative au traité de 1856. Ce document dit expressément, que l'Empereur ne se croit plus lié aux stipulations du traité de 1856 qui restreignent sa souveraineté, et qu'il a dénoncé à la Turquie la convention additionnelle dudit traité, relative à sa marine dans la mer Noire. La Russie se défend d'avoir la pensée de soulever de nouveau la question d'Orient, et elle s'engage à respecter entièrement le principe du traité qui a admis la Turquie dans le concert européen. La Russie veut sortir des conditions anormales qu'on lui a faites, mais qu'aucune grande puissance ne saurait accepter à la longue; elle s'offre toutefois à s'entendre avec les puissances signataires du traité de 1856 pour y substituer, de commun accord, des arrangements plus satisfaisants et plus propres à consolider la paix.

Les diverses puissances vont avoir à répondre à cette communication, si même ce n'est pas déjà fait. Le feront-elles chacune isolément avec le tempérament qui leur est propre et en ne consultant que leurs intérêts particuliers ou momentanés, ou bien, à défaut d'un acte collectif, se mettront-elles d'accord sur le sens de leurs déclarations et sur l'attitude à prendre vis-à-vis de la Russie, le cas échéant? La seconde hypothèse est la plus vraisemblable.

Rome. — Lundi a eu lieu l'élection de soixante conseillers municipaux et de douze conseillers provinciaux.

L'ordre a été parfait. Le dépouillement n'est pas encore achevé.

On assure que la moitié des électeurs inscrits a voté ; les choix sont généralement modérés.

La municipalité prépare des fêtes splendides pour l'arrivée du Roi.

La santé du Pape est excellente, et rien ne fait pressentir qu'il songe à quitter Rome.

Marseille. — L'ordre règne à Marseille... malgré les élections municipales qui y ont eu lieu avant-hier.

Le parti Carcassonne, c'est-à-dire le parti de la Commune révolu-

tionnaire, avait recommandé l'abstention. Nonobstant cette invitation, les électeurs ont été fort nombreux.

La liste républicaine a triomphé.

Les résultats connus donnent vingt et une mille voix à la liste républicaine, et sept mille à la liste révolutionnaire.

Le journal l'*Égalité* annonce que M. Esquiros occupera le poste de son rédacteur en chef.

Rien de tel que messieurs les Prussiens, en France, pour ramener l'ordre et la paix, là où l'on était menacé de perdre ces deux grands biens. Ce qui vient de se passer à Marseille le prouve bien. L'ennemi est là, se sont dits les Marseillais. Allons à lui et à demain les luttes politiques et sociales. Et c'était patriotiquement et noblement agir, en même temps que fermer la bouche aux récriminations et aux jérémiades des conservateurs, qui criaient déjà au chaos et à l'abomination de la désolation.

Éclaircie à Toulouse. — Le ciel se rassérène aussi de ce côté... les points noirs qui l'avaient obscurci disparaissent, et tout fait espérer que Toulouse n'aura pas, comme Marseille et Lyon, son conflit avec le pouvoir central. M. Duportal reste préfet, et M. Demay a été appelé à de hautes fonctions militaires par la délégation de Tours.

Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes!... Seulement, il y a une ombre au tableau... Le fils de M. Duportal, petit ingénieur en Corse, suivant le langage plein de désinvolture de la presse conservatrice, qui avait été nommé par son père aux fonctions de directeur de l'arsenal, au lieu et place d'un colonel destitué pour incivisme, devra donner sa démission... Heureusement, si le fils perd sa place, le père garde la sienne!...

La défense nationale à Lyon. — On écrit de cette ville :

« Il paraît que des ordres sévères ont été transmis sur tous les points pour le rétablissement de la discipline. Dans notre division, deux nouvelles exécutions militaires, l'une au camp de Sathonay, l'autre à Bourg, viennent de succéder à trois exécutions à Villefranche. Le premier condamné était un volontaire garibaldien, le second un caporal du 27e de ligne.

» Les approvisionnements en notre ville se font sur une grande échelle. D'importants travaux commencent aussi sur nos voies ferrées pour les mettre à même de rendre des services de guerre. Des waggons blindés ont fait leur apparition dans nos gares.

» Le comité de défense rurale fait faire depuis quelques jours des tranchées et des coupes d'arbres entre Villefranche et Mâcon.

» Les tunnels de Saint-Rambert, l'île Barbe et de la Malatière sont minés et chargés. Le pont-viaduc du chemin de fer de Genève est miné également.

» Les dames lyonnaises vont organiser par quartiers des réunions de bienfaisance, dans lesquelles on se livrera à la confection de vêtements de laine pour les mobiles et les gardes nationaux. »

L'agitation de Valence et la presse conservatrice. — En France, on rit de tout. De la pluie et du beau temps, du chaud et du

froid, des petits et des grands, de la paix... et des émeutes. Voici les plaisanteries qu'une effervescence populaire, qui s'est produite à Valence, inspire à la presse conservatrice. Notez que nous sommes en guerre, et selon beaucoup de gens, à deux doigts de notre ruine politique et de la guerre civile.

« La paisible ville de Valence vient, dit le *Français*, d'avoir, elle aussi, sa petite révolution. Une poignée de jacobins a forcé le général **d'Azémar**, qui y commandait, à donner sa démission, et le préfet a immédiatement nommé à sa place... un charpentier !

» Peut-être ce charpentier est-il du bois dont on fait les généraux ! Mais une feuille locale, parodiant un mot de M. Dupin en 1848, dit que les habitants de Valence auraient préféré un menuisier ou un ébéniste.

» En 1848, en effet, un menuisier ayant été nanti d'une sous-préfecture, les habitants réclamèrent contre un pareil choix.

» — Ah ! leur dit M. **Dupin**, je comprends votre réclamation : vous auriez voulu un ébéniste ; mais on les garde pour les préfectures !

» Aujourd'hui, sans doute, on les réserve pour les grands commandements militaires ou la direction des armées en campagne. »

Orléans. — Il n'est bruit, écrit-on, que des réquisitions exercées par les Prussiens à Orléans, et de la joie des Orléanais délivrés de ces ennemis. Un million en numéraire, puis plus de cinq cent mille francs de réquisitions en nature, ne leur ont pas suffi. Il leur a fallu dix mille couvertures, des tricots, des bas, etc... Bref, les magasins de bonneterie ont été dévalisés. Deux cents caisses de bougies réquisitionnées sont allées en Allemagne, on ne sait où.

Joignez à cela que pendant quinze jours la ville a été obligée de fournir à l'occupation ennemie des denrées pour quatre-vingt-dix mille francs par jour environ ! et que, pour payer leurs dépenses dans les hôtels, les officiers donnaient des bons sur la municipalité.

Enfin, c'est fini !

Armée de la Loire. — On lit dans le *Moniteur* de Tours :

« Le général **d'Aurelles de Paladine** a fait savoir au gouvernement que le nombre des prisonniers ennemis s'élève à cette heure à deux mille cinq cents. »

» Le bataillon des francs-tireurs de la Sarthe, dont le commandant avait été révoqué pour avoir manqué d'énergie devant l'ennemi, vient d'être dissous et désarmé sur l'ordre du général commandant supérieur des forces de l'Ouest. »

Luxembourg. — On assure que la Russie, l'Angleterre et l'Autriche ont félicité le prince Henri au sujet de l'ovation patriotique et enthousiaste qui lui a été faite par les Luxembourgeois lors de son arrivée dans le grand-duché.

Voici la réponse du prince Henri des Pays-Bas à l'adresse du conseil d'État du Luxembourg, adresse qui lui a été remise le 27 octobre.

« Je remercie le Conseil de la loyale et patriotique adresse par laquelle il s'est associé aux manifestations de la population du grand-duché et auxquelles la Chambre s'est jointe dans la délibération d'hier.

» Cette unanimité de sentiment est importante dans les circonstances actuelles.

» Le grand-duché n'a posé aucun acte contraire à la neutralité. Il est venu au secours des malheureux blessés des deux nations belligérantes ; ses sacrifices et ses actes de dévouement seront certainement appréciés par tout le monde. Ils portent en eux le germe des égards qu'on aura pour le grand-duché.

» J'ai trop confiance dans la loyauté et l'honneur des puissances qui ont signé le traité de Londres pour croire que l'on veuille y porter atteinte.

» Les traités de 1867 ont préservé pendant trois ans l'Europe de la guerre, et depuis 1867, certainement, le grand-duché n'a posé aucun acte qui puisse lui être reproché et il n'a donné lieu à aucun dissentiment entre les puissances.

» Il n'existe aucun motif de porter atteinte à votre indépendance, et si la diplomatie voulait le faire, je serais là pour m'y opposer de toute l'énergie que j'ai héritée de ma maison. »

Pauvres Luxembourgeois! s'ils n'ont pour sauvegarde de leur indépendance que les traités et les déclarations sympathiques des neutres. — Demandez plutôt au czar et à son compère GORTSCHAKOFF ce que valent les traités !...

M. Guizot, partisan de la guerre à outrance!... Son jugement sur le maréchal Bazaine et sur M. Gambetta. — Voici deux intéressantes lettres de M. Guizot se rapportant aux événements actuels. Il en résulte que l'ancien chef du parti conservateur, ce qui étonnera beaucoup de gens, surtout parmi les bonapartistes, est grand partisan de la résistance, voire même de la *guerre à outrance*... tout comme le premier homme venu du 4 septembre.

L'une de ces lettres, plus ancienne en date et antérieure aux négociations pour la conclusion d'un armistice, a paru dans la *France*. L'autre, qui flétrit avec l'autorité de l'expérience, de la raison et du bon droit les procédés de la Prusse dans la question de l'armistice, a été adressée au *Times*.

Voici, d'abord, celle qui a paru dans la *France*, qui n'a pas désigné la personne à qui elle était adressée :

« Val-Richer, 23 octobre.

» J'aurais répondu plus tôt à votre lettre du 30 septembre, Monsieur, si je n'eusse pas été malade. La colère et la tristesse sont malsaines à quatre-vingt-trois ans. J'ai passé quinze jours dans mon lit. J'en suis sorti et je me rétablis plus promptement que je ne devais m'y attendre. Je voudrais que la convalescence de la France fût aussi prochaine que la mienne. Je comprends toutes vos tristesses. C'est le mal de notre pays de se payer d'illusions ; mais le découragement est un aussi grand mal que l'illusion. *Notre pays a certainement, en lui-même, des forces matérielles et morales qui doivent suffire à la résistance, et la résistance est aujourd'hui pour nous le seul moyen d'arriver à une paix tolérable et un peu durable.* La fermeté admirable de Paris a déjà beaucoup agi sur l'esprit des Prussiens, chefs et peuples. Ils reconnaissent la difficulté de leur entreprise et se montrent moins exigeants qu'ils ne l'avaient annoncé. Faites en province tout ce qui se pourra pour venir en aide à Paris. Notre salut est là ! Redites-vous ce que disait M. de Calonne, à je ne sais plus quelle belle dame qui lui demandait je ne sais plus quoi : *Si c'est possible, c'est fait ; si c'est impossible, ça se fera.*

» Je suis fort aise que votre pays vous ait appelé à le commander, vous dirigerez les braves et vous relèverez le courage des timides. La Normandie, autour de moi, n'a pas ce qu'on appelle l'enthousiasme. Elle n'est rien moins que républicaine : mais elle comprend la situation. Elle est sensée et ferme ; elle se défendra bien ; elle a déjà un peu commencé.

» D'après tout ce qui me revient, Paris tiendra bon et longtemps encore. Il est bien commandé

et très-animé. Ce qu'il faut crier maintenant, c'est : *A Paris ! A Paris !* J'ai quatre de mes enfants sur ses remparts, et, malgré l'extrême difficulté des correspondances, les lignes qui me parviennent quelquefois me donnent confiance. Mais il leur faut des secours et des vivres.

» Je vous renouvelle l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

» GUIZOT. »

Voici maintenant celle qui a été adressée au *Times* :

« Monsieur,

» Depuis quelque temps, j'ai vécu dans un état d'attente, sans trop savoir ce que j'attendais. Ce n'était certainement pas la capitulation de Metz. Je fus si affligé de la nouvelle de cette capitulation, que pendant quelque temps je ne me sentis pas le courage d'en parler même à mes amis. Je ne comprends pas bien encore ce déplorable incident. A-t-il été réellement causé par la famine dans l'armée du maréchal Bazaine, ou par un complot bonapartiste des maréchaux?

» *Je recule à accuser d'intrigues un brave soldat, et mon premier mouvement a été de blâmer sévèrement M.* **Gambetta** *pour son assertion hâtée :* « **Bazaine** *nous a trahis.* » *Cependant, je suis forcé de reconnaître que tout semble indiquer que des motifs d'intérêt ont suscité des intrigues bonapartistes. De telles intrigues ne serviront à rien, car les motifs en sont ignobles.* Je suis bien vieux pour être surpris de pareilles transactions, mais elles m'attristent tellement que j'hésite toujours à y croire. Cependant, la marche des événements est si rapide, que le maréchal est déjà presque oublié, et que sa conduite est déjà reléguée aux pages de l'histoire, où elle restera comme un problème à résoudre pour ceux qui l'étudieront un jour.

» La question de l'armistice est bien différente et infiniment plus importante. J'étais enchanté de voir que cette question avait été posée par les puissances neutres à l'initiative de l'Angleterre.

» Les gouvernements à Paris et à Tours acceptèrent dans la forme ce qui avait été conçu et suggéré à Londres.

» M. **Jules Favre** a dit officiellement :

« Les puissances neutres proposent un armistice afin qu'une assemblée nationale puisse être » convoquée. Il est bien entendu que les conditions essentielles d'un tel armistice doivent être le » ravitaillement de Paris dans les proportions de sa durée et l'élection de l'assemblée par toute la » nation. »

» M. **Thiers** a quitté Paris pour Versailles avec pleins pouvoirs pour signer l'armistice à ces conditions. Presque tout le monde diplomatique croyait au succès des négociations, et on m'a dit que samedi dernier un article du *Times*, que je n'ai pas encore vu, les appuyait avec chaleur.

» Une dépêche télégraphique officielle de Tours, datée du 7 novembre, m'a été envoyée de Lisieux la nuit dernière. Voici ce qu'elle contenait :

« L'armistice, à l'effet de permettre qu'une assemblée nationale fût élue en France, a été rejeté à l'unanimité par le gouvernement de la défense nationale, parce que la Prusse n'a pas voulu consentir aux conditions du ravitaillement de Paris, et n'a voulu accepter qu'avec réserve la participation de l'Alsace et de la Lorraine aux élections. »

» Je n'ai depuis rien appris de plus. Un journal d'hier soir dit que les négociations semblent n'être pas tout à fait rompues. Mais si cette dépêche annonce une décision finale, et si l'armistice a été rejeté, parce que la Prusse refuse d'accepter les conditions qui avaient été posées tout d'abord, il me semble que les objections de la Prusse sont sans valeur aucune et leurs conséquences déplorables.

» Si la réserve de la Prusse à l'égard de la participation de l'Alsace et de la Lorraine aux élections signifie seulement qu'elle entend ne rien dire ou rien faire qui puisse laisser à penser, lorsque le temps viendra de signer un traité de paix, qu'elle a renoncé à la cession de l'Alsace et de la Lorraine, je n'ai rien à dire sur ce point.

» La Prusse a le droit de faire une pareille réserve. Il a toujours été reconnu des deux côtés que l'armistice ne pourrait affecter aucune question politique, que l'assemblée nationale déciderait seule des conditions de la paix, et que pour cette raison même elle devait être convoquée.

» Si cependant l'intention de la Prusse était d'entraver ou d'interdire l'Alsace et la Lorraine et de nier leurs droits de voter dans l'élection de l'assemblée nationale, ce serait une violation flagrante

des droits des nations. L'Alsace et la Lorraine n'ont pas cessé de faire partie de la France parce qu'elles sont actuellement occupées par les Prussiens. Elles ne peuvent être séparées de la France que par un traité, et jusqu'à ce qu'un traité ait été conclu, les habitants de ces deux départements sont des citoyens français et ont le droit de remplir toutes les fonctions de citoyens français.

» Quant à la question de ravitailler Paris proportionnellement à la durée de l'armistice, le dédain prussien du droit des nations a été de nouveau flagrant et exceptionnel. Le principe essentiel d'un armistice est le maintien du *stato quo*. C'est-à-dire qu'à la cessation d'un armistice, les belligérants doivent se trouver dans la même position et avec les mêmes ressources qu'au commencement.

» Quand l'armistice concerne une ville assiégée, les provisions de toutes sortes jouent évidemment un rôle très-important dans les considérations qui s'y rattachent. Pendant l'armistice, on ne doit pas s'attendre à ce qu'une ville assiégée épuise les provisions qu'elle possédait quand l'armistice a commencé; car, s'il en était ainsi, à l'expiration de l'armistice elle se trouverait dans une position bien pire qu'auparavant.

» Il doit donc être permis de ravitailler les habitants d'une ville assiégée pendant toute la durée d'un armistice. Il y a là un principe de justice naturelle, en même temps qu'un élément essentiel du droit des nations qui ont été reconnus dans des cas semblables.

» La décision quant à la quantité de provisions nécessaires pendant un temps donné, pourrait soulever des difficultés ; mais de pareilles difficultés ne sont pas insurmontables. Depuis que les Prussiens ont réussi à bloquer Paris si étroitement que rien ne peut y entrer, pas même une lettre, ils ne rencontreront certainement aucune difficulté en limitant et contrôlant le nombre de sacs de farine, de têtes de bétail et la quantité de vivres de toute nature qui pourraient y être admis.

» Refuser un ravitaillement proportionnel et limité de la ville, c'est rendre impossible pour les habitants assiégés l'acceptation d'un armistice. Bien plus, cela implique que les assiégeants ne désirent pas eux-mêmes un armistice et qu'ils n'ont aucune envie d'atteindre le but dans lequel on a proposé un armistice, c'est-à-dire l'élection d'une assemblée nationale capable de traiter de la paix.

» Ce n'était certainement pas un armistice impraticable et sans valeur qui avait été accepté et chaleureusement défendu par le général **Trochu**. Il y a quelques jours, — le lendemain même du mouvement révolutionnaire du 31 octobre, — il disait aux gardes nationales de la Seine :

« La proposition d'un armistice, mise inopinément en avant par les puissances neutres a été fausse-
» ment et injustement interprétée comme le prélude d'une capitulation, quand, en réalité, elle
» n'était qu'un hommage rendu à l'attitude de la population de Paris et à la ténacité de sa défense.
» Cette proposition était un honneur pour nous. »

» Le général Trochu avait bien raison de parler ainsi. En France il y a des intérêts et des passions qui s'opposent à toute espèce d'armistice. Néanmoins, il serait honorable et sage pour la France d'accepter un armistice juste et sincère. Mais si les résolutions finales de la Prusse sur ce point sont celles que les dépêches de Tours paraissent indiquer, la France ne peut les considérer que comme un refus indirect de l'armistice suggéré par les puissances neutres. *Elle ne peut que continuer, avec le courage et les forces qui lui restent, une guerre à outrance, dont la responsabilité ne lui incombe pas plus longtemps.*

» Val-Richer, 8 novembre.

» GUIZOT. »

Une coïncidence. — Voici une bizarre coïncidence que signale un correspondant de Tours et qui mérite d'être relevée :

« Je ne sais si vous vous rappelez que la nouvelle du massacre de Tien-Tsin, en Chine, arriva en France juste le même jour que M. **de Gramont** fit à la tribune sa fameuse déclaration à propos de la candidature **Hohenzollern**. Ce coup de tam-tam étouffa le cri d'indignation qui, sans cela, eût jailli de toutes parts : on n'y prit presque pas garde, et pourtant nous avons fait des expéditions lointaines pour moins que cela. Mais je reviens à la coïncidence. Nous recevons la nouvelle de l'expiation du forfait et de l'amende honorable des Chinois juste le jour de notre première victoire. Est-ce un symptôme, est-ce un présage? On voudrait tant croire à un retour de fortune ! »

Le château de Chambord. — Voici comment une feuille

légitimiste raconte la visite d'un de ses correspondants au domaine d'Henri V :

« J'ai fait hier une petite excursion à Chambord. Le toit de l'antique palais est surmonté du drapeau de la convention de Genève, et un grand nombre de soldats blessés reçoivent dans les immenses salles, habitées autrefois par le maréchal de Saxe, les soins les plus délicats et les plus empressés. M. le comte **de Chambord**, au début de la guerre, avait proposé son château pour servir d'ambulance à nos soldats. Cette pieuse pensée a été réalisée, et d'excellentes sœurs de charité rivalisent de zèle pour procurer aux braves défenseurs de la patrie un peu de soulagement à leurs souffrances. C'est aux frais mêmes du comte de Chambord que sont soignés nos soldats. Ceux qui entrent en convalescence trouvent dans le parc des promenades fort agréables, et parmi les habitants de la commune, de bonnes gens, heureux de voir l'ancienne demeure royale appropriée à un si noble emploi.

» Croiriez-vous que dans cet asile de la souffrance la passion politique essaie aussi de pénétrer ? J'apercevais sur les murs des empreintes fraîches et je distinguais cette inscription : *A bas Henri V*. Je demandai l'explication de cet outrage stupide, et j'appris de la bouche de mon guide que ce qui excitait à juste titre mon indignation était l'œuvre de gens armés qui avaient fait dernièrement irruption dans le château sous le prétexte suivant : Le bruit courait dans le pays que le château de Chambord était rempli de prêtres et de nobles destinés à donner le premier signal de la proclamation d'Henri V comme roi de France. Cette fable, qui passe pour une vérité dans les croyances populaires, trouva naturellement de l'écho parmi une troupe armée, et cette dernière s'empressa de pratiquer d'office une perquisition domiciliaire. Est-il nécessaire de dire qu'elle ne prouva que la bienfaisance du prince ? Mais les gens sans aveu qui avaient pénétré dans le château y laissèrent gravé sur les murs le souvenir de leur grossière invasion. »

Une excursion dans le nord de la France. — Un habitant de Saint-Quentin, qui s'est déguisé en maquignon et est parvenu, à l'aide de ce déguisement, à parcourir, sans être inquiété, le pays situé entre La Fère, Villers-Cotterets, Pierrefonds, etc., où les Prussiens sont en grand nombre, raconte les différentes péripéties de son voyage dans une lettre que publie l'*Écho du Nord* de Lille. — Voici quelques intéressants extraits de cette correspondance :

« Vers Compiègne, le uhlan abonde et les patrouilles de cuirassiers foisonnent. Les maroufles mangent le gibier de leur bon ami **Bonaparte** avec un appétit qui me faisait enrager, — car, après tout, ce gibier est notre bien que Bonaparte nous a volé pendant dix-huit ans ! Ils prennent la grosse bête au lacet, les manants ! J'en ai vu, de mes yeux vu, cuire une biche française tout entière au feu d'un bivouac, près de Saint-Jean-sous-Bois. Je n'ai pas pu y tenir ; il a fallu que j'en aie ma part et, grâce à mon déguisement, j'en ai mangé la valeur de mes contributions. Ceux-là étaient des Prussiens de Berlin. Presque tous savaient le français, quelques-uns très-bien. Pour conserver la couleur locale et ma peau, j'ai renforcé mon patois Picard de façon à être difficilement compris, tout en les comprenant fort bien moi-même, qu'ils parlassent français ou allemand. Pour eux, **Bismark** est un demi-Dieu et **Guillaume** un Dieu tout entier. Cependant ils commencent à trouver la guerre longue. Je les ai ouï parler de **Thiers**, de **Gambetta**, de **Favre**, de **Garibaldi**, de **Jacoby** et de **Carl Vogt**. Toutes ces grandes illustrations, à les entendre, sont du jour au lendemain devenues des pygmées, qui tiendraient à l'aise dans le casque de cuir bouilli de l'immortel chancelier. Un seul d'entre eux, sorte d'hercule, possesseur d'une énorme barbe, qui m'apparaissait à travers un rideau de fumée comme une apothéose des Niebelungen, a défendu le héros de Varèse, le député philosophe et le grand naturaliste, avec une voix de stentor et une énergie de conviction qui en a imposé à son sauvage auditoire. Il est vrai qu'il était peut être d'un grade supérieur, ce qui a toujours grand poids dans une discussion militaire ; je n'ai pas pu m'en assurer, n'osant pas me montrer trop indiscret et pour cause.

» Je suis resté avec eux pendant une heure environ. Ils m'ont beaucoup questionné sur le pays,

sur ce qu'on pensait de la guerre et d'eux-mêmes en France, sur les ressources militaires et économiques du département du Nord. Je n'ai pas besoin de vous répéter ce que je leur ai répondu ; il vous suffira de savoir que je les ai convenablement empêtrés sans avoir l'air de m'apercevoir qu'un grand escogriffe prenait des notes pendant que je parlais. Si celui-là compte sur mes renseignements pour passer officier, il attendra longtemps l'épaulette.

» Dimanche 13, j'étais à La Fère, qui, au milieu de son immense inondation, ressemble assez bien à une île escarpée, hérissée de canons. L'accès n'en est pas commode, et si les canards du général **de Manteuffel** doivent barbotter dans ce vaste marécage pour donner l'assaut, il y en aura plus d'un qui y laissera ses plumes. Jusqu'ici, contrairement à ce qu'on a dit, aucune tentative sérieuse n'a été faite par l'ennemi contre La Fère. Ils y sont venus en fort petit nombre, ont commencé avec des pelles et des pioches volées aux paysans, des simulacres de tranchées où l'on n'aurait pas pu enterrer un moineau, et se sont dispersés à toutes jambes quand la place leur a envoyé une bordée de boulets. Voilà tout. Maintenant que l'inondation est tendue et que la garnison est commandée par un loup de mer, l'affaire sera chaude s'ils s'y frottent, ce qui ne m'est pas du tout démontré.

» A Coucy-le-Château, il y avait à peu près sept mille landwehr, douze cents cavaliers, deux batteries de 12 et deux obusiers. Ils ont fait halte, réquisitionnant, cela va sans dire, mais sans trop molester les gens. J'étais à l'auberge du *Grand Cerf*, où sont entrés les officiers. Ceux-ci parlaient peu le français. Quand ils m'ont interrogé, de peur qu'ils me prissent pour guide, je leur ai dit que je n'étais pas du pays. Ils ont parlé de Chauny, de La Fère, de Tergnier, de Saint-Quentin, d'Amiens, de Lille, mais leur accent était tellement rapide que je n'ai pas pu comprendre ce qu'ils disaient entre eux. Ils m'ont demandé si je connaissais Lille et si cette ville était préparée à une attaque. A quoi j'ai répondu la vérité, à savoir : que j'en venais et que tout y était prêt pour soutenir un bombardement et y riposter de la belle manière. Ils m'ont questionné aussi sur l'esprit de la population. Ma réponse a paru les satisfaire médiocrement. J'ai ajouté pour leur complète édification la litanie de toutes les places fortes qui les séparent de la conquête du Nord : La Fère, Avesnes, Cambrai, Maubeuge, Landrecies, Le Quesnoy, Condé, Valenciennes, Bouchain, Douai, Lille, Dunkerque, Bergues, Gravelines, Calais, les forts Louis et Philippe, Arras, Abbeville, Péronne, Ham, etc. Et je jouissais *in petto* de leur grimace. Consolation patriotique qui est bien permise à un vaincu.

» Autant que j'en puis juger, d'ailleurs, je ne pense pas que ce petit corps s'aventure au-delà du département de l'Aisne. N'oubliez pas que la tactique des Prussiens est de dissimuler leurs mouvements à l'aide d'un rideau de troupes derrière lequel ils opèrent à leur gré et en secret, tenant le pays par la terreur.

» En somme, il y a dans tout le pays un incontestable mouvement de troupes prussiennes ; la question est de savoir si c'est vraiment l'armée de 80,000 hommes de Manteuffel qui arrive ou bien si ce n'est que le fantôme de cette armée, destiné à donner le change aux populations. Je vous donnerai le mot de l'enigme, si je le puis toutefois, car, dès à présent, je ne m'appartiens plus : je jette aux orties noircies par l'automne ma limousine d'emprunt, et je redeviens, pour je ne sais combien de temps, le franc-tireur. »

JEUDI, 17 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Il n'y a pas d'opérations militaires à enregistrer si ce n'est quelques symptômes du mouvement dont a été chargé, dans le nord de la France, le général de Manteuffel. Des troupes allemandes ont paru dans les environs de Rocroy, Cambrai et La Fère;

d'autres ont occupé hier Tergnier, sur la ligne du Nord, ce qui indique un mouvement agressif vers Amiens.

D'autre part, on annonce que les Prussiens, au nombre de 12,000, ont réoccupé Dijon.

Dreux est réoccupé par les Français.

Les Prussiens ont presque complétement investi Mézières.

La situation. — Qui l'eût cru? le duel franco-prussien est à l'arrière-plan, les Français et les Prussiens sont presque oubliés, et l'attention de la galerie en Europe est exclusivement absorbée par les complications politiques que soulève la fameuse dénonciation du traité de 1856 par la Russie.

La circulaire du prince Gortschakoff amènera-t-elle la guerre, et l'Europe laissera-t-elle la Russie prendre ses aises en Orient? Grave question, que personne ne se sent de force à résoudre.

Les gens les moins alarmistes remarquent le ton décidé et cavalier de la circulaire russe : l'empereur Alexandre ne demande pas l'avis des puissances; il ne soulève pas le débat; il le résoud dans un sens favorable à la Russie; il déclare qu'il ne saurait plus se considérer comme lié par le traité de 1856 en tant qu'il restreint *ses droits de souveraineté* dans la mer Noire : il reprend la plénitude de son droit sans consulter qui que ce soit; il déchire, en un mot, le traité de 1856, tout en protestant de son désir de ne pas soulever la question d'Orient. Après quoi, il se déclare prêt à s'entendre avec les puissances signataires sur une transaction équitable, comme si son langage même n'indiquait pas que toute transaction est considérée par lui comme inadmissible. En résumé, c'est dire à l'Europe : « Voilà ce que je vais faire; que la chose vous plaise ou non, je la ferai quand même, envers et contre tout. Après cela, nous pouvons discuter pour voir s'il n'y a pas moyen de s'entendre. »

Il n'y a qu'un seul moyen de s'entendre et il faut pour cela que l'Angleterre, l'Autriche et la Turquie reculent devant la Russie. Le feront-elles?

Cependant, l'éventualité d'un conflit qui mettrait l'Europe en feu et qui viendrait ajouter des maux incalculables à ceux dont on souffre déjà par suite de la guerre franco-prussienne, est tellement effrayante, qu'on doit encore croire à la possibilité d'une solution pacifique.

On ne sait pas encore d'une façon certaine si la Russie et la Prusse sont d'accord. Toutefois, l'attitude de la presse prussienne donne à penser qu'une entente complète règne entre les deux puissances. Tandis que la presse anglaise jette feu et flammes et dit que, coûte que coûte, on doit s'opposer aux progrès de la Russie en Orient, la presse prus-

sienne, elle, parle d'un ton léger de la dénonciation du traité de 1856 et des conséquences possibles de cette dénonciation.

S'il y a çà et là une protestation contre le sans-façon avec lequel la Russie se débarrasse des lisières que le Congrès de Paris lui avait imposées, ces protestations sont si faibles qu'elles semblent faites exclusivement pour la forme.

Par contre, à Vienne, l'émotion grandit tous les jours. Le comte de Beust a résolu de faire des démarches diplomatiques immédiates. Une alliance entre l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie et la Turquie est sérieusement mise en avant, et désirée par le comte de Beust et M. Andrassy.

D'après un bruit signalé par la *Gazette de Cologne*, l'Angleterre va reprendre, avec l'autorisation du gouvernement de Paris et de la délégation de Tours, les négociations en vue d'un armistice et provoquer la réunion d'un Congrès. On doute que ces démarches aboutissent.

Enfin, — dernière impression du jour et toute à la guerre, — on télégraphie, de Londres, à un journal hollandais que l'Angleterre a donné ordre de mettre la flotte et l'armée sur le pied de guerre. — Ce serait donc la guerre pour de bon!...

Incident anglo-russe. Dépêche de lord Granville. — Une dépêche de lord Granville à M. Buchanan, en date du 16, conteste complétement le droit à la Russie de s'émanciper des obligations du traité de 1856.

Un tel procédé serait la destruction des conditions essentielles de tous les traités.

Le gouvernement de la Reine a reçu la communication du prince de Gortschakoff avec un profond regret, car elle entame une discussion qui pourrait troubler l'entente cordiale que l'Angleterre a essayé d'entretenir avec la Russie.

Il est donc impossible pour le gouvernement de la Reine de donner aucune sanction à la démarche annoncée par le prince de Gortschakoff.

Si le gouvernement russse avait proposé à l'Angleterre et aux autres puissances signataires l'examen du traité pour savoir si le traité avait déja été enfreint, si les termes pèsent trop sévèrement sur la Russie ou si quelques stipulations ne sont plus nécessaires pour la protection de la Turquie, l'Angleterre aurait examiné la question.

Quoiqu'il eût pu arriver de telles négociations, au moins on aurait évité les risques de complications futures et d'un précédent diplomatique très-dangereux.

Isabelle est morte ! Vive Amédée Ier ! — La nation espagnole a enfin son roi. Après avoir vainement frappé à plusieurs portes, elle s'est adressée, de guerre lasse, non pas à Jupiter, comme certains animaux... de la fable, mais à l'Italie, qui lui a cédé le second fils de son Roi, le duc d'Aoste.

La presse conservatrice et monarchique disait que la situation de l'Espagne, depuis le départ d'Isabelle, était l'image du chaos. Nous allons voir si la nomination d'un roi et son installation vont changer la face des choses et faire du royaume espagnol un pays de Cocagne.

C'est hier que les Cortès ont choisi le futur rénovateur de l'Espagne. Les espartéristes, beaucoup d'unionistes, des plus jeunes et des plus ambitieux du parti, se sont ralliés aux progressistes, et c'est de cette alliance que sont sorties les cent quatre-vingt-treize voix que le duc d'Aoste a recueillies. Voici, d'ailleurs, d'après un télégramme de Madrid, les circonstances qui ont accompagné et suivi ce vote mémorable :

« Nombre total des députés actuellement élus 345
» Majorité requise pour rendre l'élection valable, conformément à une précédente décision de la Chambre 173
» Votants 309
» Ont voté :
» **Pour le duc d'Aoste** 191
» **Pour la république fédérative** 60
» **Pour la république unitaire** 3
» **Pour le duc de Montpensier** 27
» **Pour la duchesse de Montpensier** 1
» **Pour Espartero** 8
» **Pour le prince Alphonse, fils d'Isabelle II** 2
» Bulletins blancs 17
» Les bulletins blancs ont été déposés par les carlistes, au nombre de 12, et par cinq membres d'opinions diverses.
» Après le scrutin, deux adhésions ont été données au vote en faveur du duc d'Aoste, ce qui porte à 193 le nombre des suffrages obtenus par ce prince.
» Comme il avait réuni au-delà de la majorité requise, le président des Cortès a proclamé le duc d'Aoste roi d'Espagne.
» Le soir, des salves d'artillerie ont annoncé l'événement à la ville de Madrid.
» La ville a été très-animée, mais il n'y a eu aucun désordre.
» Le prince arrivera en Espagne du 1er au 10 décembre.
» Les Cortès ont nommé une commission de vingt-quatre membres et de douze suppléants chargés d'aller notifier l'élection du duc d'Aoste.
» Les séances des Cortès sont suspendues jusqu'au retour de la commission. »

Puisque les Espagnols, ou du moins les Cortès ont voulu avoir un roi, puisse celui qu'ils viennent de choisir ne leur coûter jamais plus... que sa liste civile. Il est tant de souverains, qui, non contents d'absorber les millions qu'on leur alloue, risquent en quelques heures, et sou-

vent pour un caprice inavouable, la vie, la fortune et l'honneur de leurs sujets.

Les assemblées parlementaires en Allemagne. — L'ordonnance royale qui convoque le Parlement fédéral au 24 novembre, vient d'être publiée. Le Parlement aura à s'occuper, après l'allocation de nouveaux crédits pour la guerre, de la question allemande posée en ces termes par le *Moniteur prussien :* « Extension de la Confédération de l'Allemagne du Nord aux États de l'Allemagne du Sud, qui sont décidés à entrer dans cette Confédération. »

De même que les Chambres prussiennes, le Parlement fédéral se réunira à Berlin. Les deux Parlements, celui du Royaume et celui de la Confédération, siégeront simultanément.

On ne sait pas encore ce que sera la nouvelle Chambre des députés prussienne, le résultat n'étant pas complétement connu. D'après une première appréciation, le parti conservateur serait en majorité ; il compterait cent quarante conservateurs purs et quarante conservateurs libéraux; le parti libéral se diviserait en vingt vieux libéraux, cent et dix libéraux nationaux et quarante progressistes; enfin, vingt Polonais, quarante catholiques et dix particularistes formeraient un parti flottant, plus disposé à faire de l'opposition qu'à apporter l'appoint de ses voix à l'un ou à l'autre des deux grands partis qui divisent l'Allemagne du Nord. Sur la question de l'union allemande, conservateurs et libéraux nationaux seront probablement d'accord, quoique avec des nuances et dans une mesure différente, pour appuyer la politique allemande du gouvernement.

Sortie de Bourbaki de Metz. Projet de restauration bonapartiste. Révélations. — Nous avons noté, plus haut, tous les incidents qui se sont produits à l'occasion de la sortie du général Bourbaki de Metz. Nous avons parlé surtout du rôle mystérieux et inexpliqué joué par un M. X... ou N..., personnage fort inconnu du public européen, qui s'était présenté au maréchal Bazaine, au nom de l'Impératrice, et qui avait obtenu, pour le général Bourbaki, le passage libre à travers les lignes prussiennes. Ce M. X... ou N..., dont les allées et venues, et les photographies, surtout, avaient si vivement intrigué l'opinion publique, vient de lever un coin du voile qui couvrait les menées bonapartistes auxquelles il avait été mêlé d'une façon si étrange et si mystérieuse. Dans une brochure qu'il vient de publier à Londres, il donne le menu de ses espérances et de ses démarches en faveur de Napoléon III et de son fils. Voici un résumé de ces curieuses relations que nous recueillons dans un journal belge :

« Une brochure publiée à Londres et dont la traduction est sous presse à Bruxelles, relate les

circonstances des intrigues de M. **Regnier** pour arriver à la restauration de l'Empire. Elle explique le mystère de la sortie de Metz du général **Bourbaki** et des entrevues de M. Regnier avec le comte **de Bismark** et le maréchal **Bazaine**.

» M. Regnier est un propriétaire français et les Prussiens n'étaient qu'à quelques lieues de son domaine, quand il se réfugia avec sa famille en Angleterre, où il débarqua le 31 août.

» Le 4 septembre, l'impératrice Eugénie quitta Paris, et le 11, on sut qu'elle était arrivée à Hastings. Le 12, M. R... écrivit à Mme **Lebreton** une lettre, qu'il la priait de communiquer à l'Impératrice et dans laquelle il informait celle-ci de son intention de remettre à l'Empereur, à Wilhelmshœhe, des propositions pour le rétablissement de la dynastie impériale.

» La première de ces propositions consistait à conseiller à la régente de ne pas quitter le territoire français, et, pour ce motif, de s'embarquer à bord de la flotte.

» Mme Lebreton, à la suite de cette communication, reçut M. Regnier à *Marine Hotel*, à Hastings. Elle lui dit que l'Impératrice avait lu sa lettre, mais que S. M. plaçait les intérêts de la France avant ceux de la dynastie et éprouvait la plus vive répugnance à provoquer la guerre civile.

» M. Regnier écrivit une nouvelle lettre à Mme Lebreton et vit ensuite trois officiers de la maison impériale, qui lui dirent que l'Impératrice ne voulait pas s'occuper de cette affaire.

» Alors il fit une proposition hardie. Il demanda que certaines vues photographiées de Hastings, qu'il avait achetées dans ce but, fussent adressées par le prince impérial à l'Empereur.

» Le 17 septembre, M. Regnier reçut ces photographies revêtues d'une note de l'écriture du prince, ainsi conçue :

« Mon cher Papa,

» Je vous envoie ces vues de Hastings. J'espère qu'elles vous feront plaisir.

« LOUIS NAPOLÉON. »

» L'Impératrice, par l'intermédiaire de M. **Fillon**, dit à M. Regnier que son projet présentait de grands dangers et le pria de ne pas le mettre à exécution. M. Regnier ne tint pas compte de cet avis, et, le 20 septembre, le jour même de l'entrevue de M. **Jules Favre** avec le comte de Bismark, il se trouva en présence du chancelier de l'Allemagne du Nord.

» Voici comment M. Regnier raconte cette entrevue :

» Il s'assit à un bureau, me priant d'en faire autant. J'ouvris mon portefeuille et en tirai les photographies en question. Après qu'il les eut regardées, je lui dis :

« Je viens, comte, vous demander un sauf-conduit pour me rendre à Wilhelmshœhe et remettre » ces photographies à l'Empereur. »

» Il me regarda fixement ; et, après quelques instants de silence, il me répondit comme je le prévoyais :

« Monsieur, que pouvons-nous vous offrir ? Avec qui pouvons-nous traiter ? Notre résolution est » de profiter de la situation présente pour éviter dans l'avenir et pendant longtemps une nouvelle » guerre avec la France. Pour y arriver, il nous faut un changement de la frontière française. » D'autre part, nous nous trouvons en présence de deux gouvernements, l'un de fait, l'autre de droit. » Nous n'y pouvons rien changer et nous ne pouvons traiter avec aucun des deux. Les puissances » neutres sont heureuses de voir éclaircir la situation.

» L'Impératrice régente a quitté le territoire français, et depuis elle n'a plus donné signe de vie. » Après la prise de Sedan, il eût fallu traiter ; et quelques paroles que je laissai échapper dans une » entrevue à laquelle assistaient MM. de **Castelnau** et **Piétri** auraient pu donner lieu à des pour- » parlers plus sérieux, mais ils parurent ne pas les comprendre. Le gouvernement provisoire de la » défense nationale ne veut ou ne peut accepter la condition d'une cession de territoire. Mais je » propose un armistice en vue de consulter la France, et nous sommes en position d'attendre. » Nous avons ici 600,000 hommes qui pourront attendre tout l'hiver. Quand nous nous trouverons » en présence d'un gouvernement de fait et de droit, apte à traiter sur les bases proposées, nous » traiterons. Pour le moment, nous n'avons pas à faire connaître nos exigences quant à une ces- » sion de territoire, puisqu'elles sont repoussées *en principe*. »

» A une heure avancée de la journée, après la fameuse entrevue avec M. Favre, le comte de Bismark revit M. Regnier. Ce dernier exprima son intention d'aller à Metz et à Strasbourg, pour y voir

le commandant en chef de chacune de ces places et faire décider que chacune de ces deux places ne serait rendue qu'au nom de l'Empereur. Le comte de Bismark répondit :

« Monsieur, le sort a déja décidé; vous vous aveuglez sur ce point, ce n'est pas l'action d'une » nature indomptable, mais d'une nature indécise. Rien ne peut empêcher ce qui est. Faites ce » que vous pouvez, afin de nous amener quelqu'un qui ait des pouvoirs pour traiter avec nous, et » vous aurez rendu un grand service à votre pays. Je vais donner ordre qu'il vous soit délivré un » sauf conduit général qui vous permettra de traverser tous les États d'Allemagne et tous les » endroits occupés par nos troupes. Un télégramme vous précédera à Metz, qui facilitera votre » entrée dans cette place. »

» Déguisé et protégé par le sauf conduit du comte de Bismark, M. Regnier partit pour Metz, entra dans la ville le 23 septembre et se présenta au maréchal Bazaine, qui lui parla de son excellente situation pour se faire le bouclier de l'Empire. Il changea ensuite de ton : ce serait beaucoup, disait-il, s'il pouvait tenir jusqu'au 18 octobre, et encore ne serait-ce qu'en vivant de la viande des chevaux d'officiers.

» Le maréchal, ajoute M. Regnier, écouta avec une satisfaction évidente, la proposition qu'il lui fût accordé un libre passage pour lui et son armée, avec les drapeaux, l'artillerie, les munitions, etc., à travers les lignes ennemies, pourvu qu'il engageât sa parole de ne pas combattre les Allemands pendant le reste de la campagne et qu'il fût entendu tout d'abord avec moi, que lui et son armée se mettraient à la disposition de la Chambre et du gouvernement impérial, le seul gouvernement légal qui existât alors de droit. Voilà ce que le général Bourbaki devait expliquer à l'Impératrice, au lieu qu'il n'expliqua rien du tout. Il paraît qu'aussitôt sorti de Metz, il n'a eu qu'un regret incessant, celui d'avoir quitté cette place, et toute autre considération s'évanouit devant celle-là.

» M. Regnier quitta le maréchal Bazaine, qui opposa sa signature sous celle du prince impérial, sur la vue stéréoscopique d'Hastings, afin que le comte de Bismark pût voir que Régnier parlait au nom du maréchal. Pendant ce temps Bourbaki quittait Metz.

» Le 28 septembre, M. Regnier revit Bismark, lequel, considérant que les pouvoirs du négociateur n'étaient pas suffisamment définis, rompit les transactions.

» Néanmoins Bismark envoya un télégramme à Bazaine, lui demandant s'il autorisait M. Regnier à traiter de la reddition de Metz. A ceci le maréchal répondit : « Je ne puis répondre affirmativement à ces questions. J'ai dit à M. Regnier que je ne puis traiter de la capitulation de Metz. »

» Ici tout le plan de M. Regnier paraît avoir échoué. Il arriva à Chislehurst le 4 octobre et trouva que M. Bourbaki n'avait rien fait, quant à l'affaire qui lui était confiée.

» L'auteur termine ainsi :

« Tout fut inutile. Je ne puis modifier les opinions de l'Impératrice. Elle craignait que la postérité » ne vît dans une concession un acte d'égoïsme dynastique; elle redoutait le déshonneur qui s'attacherait à son nom. Je lui répondis par la logique, mais que peut la logique contre le sentiment? » Je lui parlais de l'épouvantable misère que j'avais contemplée dans le pays, de la ruine de la contrée, des villages déserts, des habitants sans abri, cherchant un refuge dans les bois pour l'hiver » prochain et pour la famine inévitable. Je parlai ainsi pendant longtemps et il était huit heures et » demi quand je quittai S. M., dont le dîner était servi depuis sept heures. »

La situation en Champagne.— On adresse de Vitry-le-Français les renseignements suivants, qui montrent l'invasion dans toutes ses horribles conséquences, et cela dans une contrée qui n'a pas fait la moindre résistance à l'ennemi :

« M. **Valentin**, maire de la ville, est mort le 16 octobre, par suite des exigences et des tracasseries des Prussiens.

» M. le chevalier de **Bouvet**, maire de Saint-Remy, M. **Bardin**, premier secrétaire de la mairie de Vitry, sont prisonniers en Allemagne, pour avoir délivré des certificats à des jeunes gens qui partaient s'engager à Troyes.

» M. **Solleton**, maire de Loisy-sur-Marne, est prisonnier à cause de rails enlevés sur son territoire.

» Les réquisitions sont écrasantes dans la ville et l'arrondissement. Le 18 octobre, chaque

commune envoyait à Vitry sa quote-part d'un million imposé au département, non compris les sommes déjà versées par les villes.

» Aux réclamations toujours timides, voilà la réponse des Prussiens : Vous êtes un pays conquis; vos personnes et vos biens nous appartiennent; nous pourrions exiger davantage. La garnison et les soldats, nombreux, sont nourris par les habitants.

» Le typhus règne dans la garnison de la ville; il y a sept à huit morts par jour. Le typhus règne aussi sur des troupeaux parqués à Châlons-sur-Marne : tous ont été abattus.

» Il y a des suicides de soldats qui apprennent que leurs femmes et leurs enfants meurent de faim. On a placé des affiches dans les communes, défendant de donner à manger aux soldats français sous peine de mort. *Des maires ont eu la lâcheté de faire placarder ces ignobles affiches dans plusieurs endroits de leurs communes.*

» *Des soldats échappés de Sedan, mourant de faim et de fatigue, ont été repoussés par un maire.*

» L'espionnage et le terrorisme règnent; le commerce et les marchés sont approvisionnés par des marchandises tirées d'Allemagne. Les communications par chemins de fer sont rétablies sur toute la ligne jusqu'à Epernay.

» Il y a réaction contre l'ennemi dans les départements limitrophes. Ils prennent tout : les chevaux de luxe sont pris pour promener les officiers et pour les plaisirs de la chasse.

» Les préfets et les sous-préfets sont Prussiens. Dans les départements, les maires sont obligés, sous peine de mort, de fournir des renseignements exacts sur le dénombrement de la population, noms, prénoms, âge, fortune. *Les parents sont responsables de l'absence de leurs enfants.*

» M. **Huot**, vieillard, maire de Sergny, conseiller d'arrondissement, a été attaché derrière une voiture et promené pendant quinze jours de village en village pour ne s'être pas immédiatement soumis aux réquisitions exigées. Il a été renvoyé après avoir payé 5,000 fr. d'amende.

» Les rassemblements au-dessus de trois personnes sont interdits; plus de *cinquante personnes* sont déjà, pour infraction à cet arrêté, *en prison en Allemagne ou à Nancy.* »

« Telle est la situation des pays occupés par ces hordes barbares. »

Le canon Krupp et Napoléon. — L'*International* de Londres raconte une assez curieuse historiette au sujet du canon Krupp :

« Dès le principe, le génie français avait condamné cette nouvelle arme. Un jour, dans une excursion à Paris, le général belge **Chazal**, qui avait, lui, du premier coup apprécié la valeur du canon prussien, ne cacha pas à **M. Rouher**, un jour qu'il dînait chez cet homme d'État, combien il était surpris de l'indifférence que manifestaient les officiers français à l'égard du canon Krupp. Le président du conseil des ministres répondit au général Chazal qu'il avait peut être raison, mais qu'il avait bien assez de tout ce dont il était chargé, et que l'artillerie regardait le maréchal **Niel**. Sur l'observation de son interlocuteur qu'il devrait attirer lui-même l'attention de son collègue de la guerre sur la nouvelle arme, M. Rouher lui déclara que le maréchal ne voulait point qu'on se mêlât de ses affaires; cependant il engagea le général belge à en parler à l'empereur et au maréchal Niel, ce qui se fit. Au conseil des ministres, qui eut lieu quelque temps après, l'empereur interpella le maréchal Niel au sujet du canon prussien, sans cacher que M. Rouher, qui n'était pas encore présent, le lui avait recommandé.

» Ainsi que le président du conseil l'avait dit au général Chazal, le maréchal prit fort mal la chose et répondit vivement :

» Quoi! M. Rouher s'occupe de canons? Il ne trouve pas que ce soit assez pour lui d'être ministre de l'intérieur, des affaires étrangères, de la justice, du commerce et des finances, il veut encore être ministre de la guerre? Je n'ai plus alors qu'à laisser là mon portefeuille, Votre Majesté n'a que faire de ses maréchaux.

» L'empereur, avec cette faiblesse qu'il avait pour tous ceux qui l'entouraient, faiblesse qui l'a perdu et a précipité la France dans l'abîme, s'empressa de calmer le maréchal Niel, et jamais il ne fut plus question du canon Krupp jusqu'au moment où les malheureuses armées françaises l'entendirent tonner sur les hauteurs de Reischoffen. »

Les volontaires garibaldiens en France. — On ne s'accorde pas sur l'organisation du corps des volontaires de Garibaldi. Les uns le représentent comme un ramassis d'hommes mal armés et sans discipline ; les autres disent qu'il se compose de beaux bataillons armés de fusils Remington à six coups.

Cependant on annonce qu'une partie du corps des Garibaldiens à Autun, s'étant rendue coupable d'indiscipline, le gouvernement a pris les mesures les plus sévères de répression.

Les journaux conservateurs de Tours se plaignent beaucoup des mesures arbitraires de Garibaldi contre les autorités ecclésiastiques et les écoles.

Ricciotti accompagne son père qui a son quartier général à Autun.

Le corps de Garibaldi compte de nombreux volontaires marseillais et une compagnie de volontaires grecs dont on remarque beaucoup le pittoresque costume oriental.

Rome. Refus de l'allocation de cinquante-deux mille écus par le Pape. — On s'était un peu trop hâté de croire que le Pape accepterait la somme de cinquante-deux mille écus que le nouveau gouvernement lui avait allouée. On annonce aujourd'hui que le Pape se refuse à toucher une allocation quelconque provenant du gouvernement actuel... A quand donc la réconciliation si souvent annoncée de la papauté avec l'unité italienne? Jusqu'ici, le général La Marmora et Victor-Emmanuel en sont pour leurs frais d'avances et de gâteries de tout genre à Pie IX, qui ne demande qu'une chose : qu'on vide les lieux et qu'on le laisse régner paisiblement et exclusivement à Rome.

On recommence à parler du départ du Pape. Pie IX ne consentirait à aucun prix à subir le voisinage de Victor-Emmanuel. Quant aux républicains,—et ils sont fort nombreux et fort actifs à Rome, où ils affluent de tous les points de l'Italie, — ils ne veulent entendre parler ni de Pie IX, ni de Victor-Emmanuel. Ils trouvent que se débarrasser de Pie IX pour se donner à Victor-Emmanuel, ce n'était vraiment pas la peine de faire tant de bruit, ni de proclamer Rome capitale de l'Italie. — Ont-ils tort ?...

VENDREDI, 18 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On signale un mouvement de concentration des armées prussiennes dans la direction d'Orléans. Tout fait prévoir une prochaine reprise des hostilités entre l'armée de la Loire

et les corps de von der Tann, renforcés des troupes du général de Withich et du grand-duc de Mecklembourg. Espérons que l'armée de la Loire sera de force à soutenir un pareil choc et qu'elle saura tenir tête aux masses qui vont l'assaillir.

La garnison de La Fère a fait une sortie qui a eu pour effet de dégager Vergnier. — Les Prussiens obligent les paysans des environs de La Fère à creuser des tranchées pour détourner l'inondation qui protége la place.

Les siéges de Montmédy et Longwy sont imminents. Les Prussiens occupent presque toute la frontière entre Longwy et Montmédy.

On signale la marche lente mais non-interrompue des Prussiens vers le Nord. Cambrai se prépare à soutenir un siége. Les journaux de cette ville rassurent les habitants sur les conséquences d'un investissement et d'un bombardement par ce fait que tout le matériel de siége des Prussiens est occupé sous les murs de Paris

Incident anglo-russe. — On se demande toujours si la dénonciation du traité de 1856 provoquera une guerre en Europe. Voici à ce sujet l'opinion des plus calmes : la Russie n'a pas tort pour le fond. Seulement, elle s'est mise l'Europe à dos pour avoir manqué aux convenances.

C'est à bon droit qu'elle réclame la liberté de la mer Noire et la cessation de sa neutralisation. Toutefois, elle ne devait pas agir avec tant de sans-façon et surtout ne pas s'affranchir des obligations du traité de 1856, sans l'assentiment des puissances qui l'avaient signé.

La diplomatie européenne l'eût probablement relevée des entraves qui la gênaient dans la mer Noire. Mais elle ne peut ratifier le peu de cas qu'elle fait des engagements auxquels elle a consenti et qui ont été sanctionnés par l'intervention des grandes puissances.

Clauses principales du traité de 1856. — Au moment où la Russie soulève la question de la révision des traités du 27 avril 1856, il n'est pas sans intérêt de rappeler les dispositions qui sont surtout l'objet de ses réclamations :

« L'art. XI du traité est conçu comme suit : « La mer Noire est neutralisée. Ses eaux et ses ports sont ouverts au commerce de toutes les nations, mais formellement et à perpétuité interdites aux bâtiments de guerre de l'une des puissances dont elle baigne les côtes ou de toute autre puissance.

» Par l'art. XIII du même traité, l'empereur de Russie et le Sultan s'engagent à n'établir ou à ne maintenir dans la mer Noire aucun arsenal militaire maritime.

» Par des conventions signées le 30 mars 1856, et annexées au traité, le Sultan s'engage, aussi longtemps qu'il est en paix, à n'autoriser aucun navire de guerre de n'importe quelle puissance étrangère à entrer dans les Dardanelles et le Bosphore, fermant ainsi à la flotte russe l'entrée et la sortie de la mer Noire. La Russie, de son côté, s'obligeait à ne pas entretenir dans la mer Noire plus de six pyroscaphes de guerre de huit cents tonneaux au maximum et quatre pyroscaphes de guerre dépassant deux cents tonneaux par navire. »

Une opinion du Times sur l'utilité et l'opportunité du siége de Paris. — On écrit du quartier général de Versailles au *Times*, que l'état-major prussien est accusé d'avoir commis une grosse faute en assiégeant Paris. Les travaux de défense de cette capitale deviennent considérables et feront un grand mal aux Prussiens, quand le moment d'agir sera venu. Il eût mieux valu faire une promenade militaire à travers la France. L'armée prussienne se serait ainsi ravitaillée partout aux frais des populations, et elle eût empêché la formation d'armées dans l'Ouest et le Midi.

Unité allemande. — Chaque jour est employé par M. DE BISMARK à assurer l'unification de l'Allemagne. Le traité relatif à l'entrée du grand-duché de Hesse dans la confédération de l'Allemagne du Nord a dû être signé le 15 courant. Le grand-duché adhèrerait à la constitution de la confédération du Nord ; toutefois, quelques points peu importants auraient été modifiés.

On n'est pas sans exhaler le plus vif dépit dans l'entourage de M. de Bismark contre les résistances de la Bavière et l'attitude indécise du Wurtemberg. On reproche aux hommes d'État de ces deux pays de compromettre par des subtilités politiques et égoïstes les meilleurs fruits de la guerre actuelle : l'union de l'Allemagne et la consolidation de ses libertés sous un régime constitutionnel.

Il semble ressortir, néanmoins, des dernières nouvelles, que la question doit avoir fait tout récemment un pas vers une solution plus ou moins complète. Le roi de Wurtemberg a reçu en audience les deux ministres qui ont représenté le Wurtemberg aux conférences qui viennent d'avoir lieu à Versailles et qui étaient revenus à Stuttgard, afin de lui rendre compte de l'état des négociations. D'autre part, on annonce de Munich, par télégramme, que la question allemande est résolue par suite de concessions mutuelles. La Prusse aurait cédé sur la question militaire, et la Bavière sur tous les autres points en litige.

Nous saurons donc bientôt si M. de Bismark aura pu achever la grande œuvre de sa vie, avant que M. DE MOLTKE, ses canons et sa stratégie savante aient pu avoir raison de l'héroïsme et de la ténacité des Parisiens. Et dire que les Prussiens avaient parié qu'ils entreraient le 14 septembre à Paris ! Toujours l'histoire de la peau de l'ours qu'on vend, avant d'avoir occis la bête. Les Prussiens disent pourtant que les Français sont le peuple le plus vantard et le plus présomptueux du monde... Et eux donc ?...

Italie. — Il paraît que Victor-Emmanuel n'est pas pressé d'aller prendre possession de ses nouveaux États. De là, des discussions interminables au sein du ministère italien. Mais, d'après une correspondance

de Florence, ce n'est pas là la seule préoccupation fâcheuse du moment.

« Le corps diplomatique, écrit-on, donne aussi des soucis. Il n'est pas disposé à accepter l'invitation du Roi de l'accompagner à Rome. Figurer à cette entrée, ce serait sanctionner un acte sujet à litige. M. **Visconti Venosta** a pris alors un biais que voici. Sa Majesté ira à Rome entre la Noël et le jour de l'an ; elle y sera donc pour les réceptions de la nouvelle année ; les ambassadeurs doivent y figurer en première ligne ; il faudra donc qu'ils soient à Rome à moins d'effectuer une rupture.

» Le Pape se retirera dans son palais, sur le bord de la mer, à Porto d'Anzio, si le roi met le pied dans Rome. Toutes les églises seront fermées, la basilique de St.-Pierre seule sera ouverte, mais tendue, du haut en bas, de draperies noires, comme c'est usité dans les excommunications majeures. Il était question de l'émigration de **Pie IX** à Malte. Je sais positivement que Sir **Augustus Paget**, ministre britannique près la cour de Florence, est allé à Rome ; il a eu une entrevue avec le cardinal **Antonelli**, et lui a annoncé que le vaisseau le *Monarch* était à la disposition de Sa Sainteté, et lui a offert, de la part de sa gracieuse Reine, le palais des Grands Maîtres, à Malte, et la villa de San Antonio, à une petite distance de La Valette.

» Le cardinal l'a remercié, mais il paraît que le médecin de Sa Sainteté, M. **Préla**, ayant réuni en consulte ses principaux collègues, avait décidé que le Pape ne pouvait pas faire le voyage dans les rigueurs de l'hiver. Il ira avec sa cour dans le palais apostolique de Porto d'Anjio.

» La *Civittà Cattolica*, journal rédigé par les hommes les plus intelligents de la Compagnie de Jésus, a déjà transféré ses bureaux à Malte.

» La *Gazetta d'Italia*, un des journaux modérés de Florence, a un correspondant dans le Vatican.

» Nous apprenons, par son organe, que le Pape craint les démonstrations des rues qui, jusqu'à » présent, font pression sur le lieutenant général **La Marmora**. « Presque tous les gouvernements » d'Europe et du Nouveau Monde, dit le correspondant, ont offert au Pape leur drapeau à arborer sur » le Vatican, de manière que s'il accepte, nous y verrons bientôt flotter toutes les couleurs de la » chrétienté. »

» Le Roi a voulu faire son entrée à Rome entre ses deux fils, qui seront rois d'Italie et d'Espagne ; mais l'excommunication est prête pour le jour où il entrera. Ce serait faire un mauvais cadeau à la catholique Espagne que lui envoyer un prince qui aurait eu sa part de l'anathème. Force lui a été de renoncer à son projet.

» Finissons par un trait de mœurs. On joue ici au Teatro Nazionale un ballet, intitulé *La Nipote d'un Parroco*. Ce curé, c'est Pie IX ; cette nièce, c'est Rome. On y voit figurer le Cardinal Antonelli, le général Cadorna, le Pape, très-ressemblant, Victor-Emmanuel, encore plus ressemblant, avec sa large figure bronzée et ses épaisses moustaches. A la fin, il monte triomphalement au capitole. Dans la scène, qui représente l'intérieur de l'église Saint-Pierre, le Pape avait une vision, le supplice de **Monti** et de **Tognetti**, qui furent décapités pour avoir fait sauter la caserne Serristori et tué bien des zouaves et des passants ; mais la censure a fait supprimer ce tableau. »

Les élections à la Chambre des Représentants aux États-Unis. — « Si l'Europe, dit l'*Indépendance belge* dans son bulletin politique, n'était point si préoccupée en ce moment de ses propres destinées et des conflits qui la troublent, les dernières élections qui ont eu lieu aux Etats-Unis n'eussent pas manqué de l'intéresser vivement. Mais, comme le résultat de ces élections peut réagir sur les événements qui s'accomplissent dans l'ancien continent, il convient de ne pas les laisser passer complétement inaperçus.

» D'après les derniers télégrammes de New-York, on estime que la prochaine Chambre des Représentants comptera 139 républicains et 104 démocrates, laissant donc aux premiers une majorité de 35 voix. Dès à présent on connaît la nomination de 128 républicains et de 94

démocrates. Cinq États ont encore à désigner leurs députés au Congrès et l'on s'attend au choix de 11 républicains et 10 démocrates.

» Si l'on tient compte que, depuis la dernière guerre civile, les républicains disposaient de la formidable majorité des deux tiers de voix qui leur a permis d'introduire de grands changements dans la Constitution fédérale, de donner aux nègres le droit de suffrage, de contrecarrer les velléités réactionnaires du président Johnson et de tenir plus d'une fois en échec des dispositions transactionnelles du chef actuel du pouvoir exécutif, on ne pourra méconnaître que si leurs adversaires sont encore en minorité, ils n'en ont pas moins reconquis une grande partie du terrain qu'ils avaient perdu et qu'ils pourraient bien, si le mouvement des esprits continue en leur faveur, reprendre le premier rang. Dès à présent, il faudra compter avec eux plus qu'on ne l'a fait dans le passé.

» Tant que la guerre civile a duré et qu'il s'est agi d'en consolider les résultats, on comprend que le peuple des États-Unis ait écarté aussi bien les esclavagistes, qui avaient provoqué la crise, que leurs alliés, les démocrates, qui voulaient bien condamner la sécession, mais sans toucher aux droits autonomes des États et à l'ancienne organisation. De là, la prépondérance du parti républicain. Mais cette prépondérance même a engendré des abus de pouvoir et c'est contre ces abus principalement qu'ont réagi les dernières élections. »

Une pierre d'achoppement. La question du ravitaillement de Paris dans les dernières négociations pour la paix. — On sait que la question du ravitaillement de Paris a été la pierre d'achoppement contre laquelle sont venues se heurter les négociations de M. Thiers.

Voici, au dire d'une correspondance adressée à la *Gazette de Cologne*, l'état des provisions dont M. Thiers demandait la libre entrée dans Paris, à titre de ravitaillement pour les vingt-cinq jours de l'armistice : trente-quatre mille bœufs, trente mille moutons, huit mille porcs, cinq mille veaux, cent mille quintaux de viande salée, la nourriture nécessaire pour le susdit bétail, comportant huit millions de quintaux paille et foin ; plus deux cent mille quintaux farine, trente mille quintaux légumes secs, enfin cent mille tonnes de charbon et cinq cent mille stères de bois. — Ces approvisionnements, disent le négociateur, étaient calculés sur le pied de deux millions sept cent mille habitants, y compris les troupes, renfermées dans Paris et la banlieue.

Un exploit des francs-tireurs. — Le général Bourbaki a fait publier l'ordre du jour suivant :

« Le général de division commandant supérieur de la région du Nord est heureux de faire savoir aux troupes que des francs-tireurs ont arrêté un train prussien sur la voie ferrée de Mézières à Rhétel. Cet acte audacieux a coûté à l'ennemi quatre cent soixante-six hommes. »

Les manieurs d'argent et la guerre actuelle. — Les banquiers et les juifs de tous pays ont toujours passé pour avoir un faible pour l'argent. On les a même accusés de n'avoir qu'un culte : celui du veau d'or. Pour eux, l'argent n'a pas de couleur politique ni de nationalité. Ils le prennent donc où ils le trouvent. C'est ce qu'ont pensé et ce qu'ont mis en pratique les banquiers francfortois qui ont souscrit à l'emprunt Laurier. Mais les Prussiens n'ont pas entendu de cette oreille. Ils estiment que l'argent est le nerf de la guerre et qu'on ne doit pas fournir des armes contre son pays.

Les frères Saint-Goar, — les banquiers francfortois dont il s'agit, — ont donc été arrêtés, et ils apprendront bientôt que les Allemands, pour le moment, ne doivent pas prêter aux Français.... même à gros intérêt.

Toulouse. — Nous recevons, dit l'*Emancipation de Toulouse*, de nombreuses lettres touchant le conflit préfectoral et donnant les marques de la plus vive sympathie au citoyen Duportal, préfet de la Haute-Garonne. Toute dissension entre les autorités locales et le gouvernement de Tours a cessé. Deux nouveaux journaux politiques, la *Solidarité républicaine* et la *France nouvelle*, viennent de paraître.

La vie de l'état-major français pendant le siége de Metz. Révélations du Times. — Le *Times* vient de publier une correspondance dont le passage suivant est certainement significatif :

« Le propriétaire de la maison où habitait le général **Lebœuf** m'a assuré que, jusqu'au dernier jour qui a précédé la reddition de Metz, ce général avait à sa disposition une étable parfaitement pourvue de vaches laitières et de la volaille à profusion. Lebœuf, **Bazaine** et les autres généraux n'ont pas cessé jusqu'au dernier instant d'en faire une ample consommation. Ils payaient des prix fous pour s'assurer une table délicate et succulente. Un bourgeois de Metz, digne de la plus entière confiance, m'affirmait, avec une profonde indignation, qu'un de ses amis, huit jours à peine avant la capitulation, avait livré à Bazaine un pâté de foie gras du prix de cinq cents francs. Les Messins étaient scandalisés du dévergondage et des excès des officiers ; et c'est le cœur navré qu'ils assistaient aux scènes de flagrante immoralité affichées par leur défenseurs : ceux-ci semblaient préférer courir les cafés avec des femmes du demi-monde plutôt que se tenir aux remparts ou dans les parallèles.

» Il est possible que Bazaine ait trahi ; mais il me semble plus probable que du moment qu'il s'est aperçu, lui et les officiers qui l'entouraient, que les truffes allaient manquer, et que leurs maîtresses commençaient à s'ennuyer de la monotonie d'un siége, ils auront résolu d'en faire une fin. »

Tamberlick vengé. — Nous avons raconté les avanies qu'une cabale a fait subir à Tamberlick, qui était allé donner des représentations à Moscou. Le public de Saint-Pétersbourg a voulu venger le grand artiste de cet outrage immérité, et lui fait, depuis lors, chaque fois qu'il reparaît sur la scène de cette capitale, des ovations sans fin. Voici en quels termes enthousiastes le *Journal de Saint-Pétersbourg* rend compte de l'une de ces soirées :

« *Guillaume Tell.*—Mercredi dernier a eu lieu la seconde soirée de la grande œuvre sympathique, — *hommage à Tamberlick !* — pour voix humaines et bravos, que le public de Saint-Pétersbourg

exécute avec un ensemble merveilleux, à la suite de la cabale stridente qui a tout un soir transformé le théâtre de Moscou en salle foraine, où la police elle-même avait honte d'entrer. La réparation de l'outrage fait au grand artiste est aujourd'hui complète. Il avait eu un succès immense dans le *Trovatore*; le rôle d'Arnold a été l'occasion pour lui d'un triomphe fanatique.

» Hâtons-nous de dire que ce triomphe éclate sans que le sentiment généreux, — que tout public dilettante et bien élevé doit éprouver devant un chanteur de renom indignement traité par des niais soldés,— y soit pour rien. Tamberlick est applaudi, acclamé, rappelé et rappelé encore, parce qu'il mérite toutes ces ovations; parce qu'il est impossible d'imaginer un artiste plus complet et d'un style plus élevé, qui réunisse à un plus haut degré l'intelligence de l'art, comme tragédien et comme chanteur; qui possède une entente meilleure des ressources de la voix et des nécessités scéniques; qui dise le récitatif avec plus d'ampleur, de netteté, d'expression large et saisissante et qui traduise la mélodie avec plus de goût, de sentiment profond, de délicatesse et de charme. Nous avons signalé déjà les progrès qu'il a faits et comment il modère et module à présent les accents de cette voix, qui n'est à l'aise dans aucune sonorité plus que dans les régions difficiles au vulgaire des ténors où l'*ut* de poitrine fait éclater son « Tuba mirum spargens sonum. » Le duo du second acte de *Guillaume Tell* est, pour les amateurs qui n'ont pas entendu Tamberlick depuis quelques années, toute une révélation. Il a trouvé, de même, des nuances inattendues et exquises dans l'air final d'Arnold. Le *Suivez-moi* n'a rien perdu de son entraînante puissance; mais l'adagio : *Asile héréditaire*, est chanté par notre Arnold, par le seul Arnold qui soit entièrement digne de **Rossini**, avec une suavité tendre qu'il n'avait jamais montrée aussi touchante et douce. »

SAMEDI, 19 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Encore un revers pour l'armée française!...

Seulement, on n'en connaît pas la portée. D'après un télégramme tout joyeux de Guillaume à « Augusta, » ce serait une déroute complète de toute l'armée de la Loire.

D'après une dépêche de Tours, il ne s'agirait que de la reprise de Dreux par les Prussiens, et de l'attaque de quelques-unes des positions occupées par les troupes du général d'Aurelles.

Le quartier général de Versailles commençait à être serré de près. Les renseignements français supposent que l'attaque du 17,— c'est le 18 qu'avait eu lieu cette affaire partielle selon les uns, cette défaite complète selon les Allemands,— avait pour objectif de dégager Versailles, menacé de près.

Voici le télégramme à « Augusta : »

« Versailles, 18 novembre.

» Télégramme du Roi à la reine Augusta, à Coblence.

» Officiel. — Le grand duc de Mecklembourg a refoulé hier l'ennemi sur toute la ligne près de Dreux.

» Le général adjudant Treschow, qui commandait momentanément la 7e division, a pris Dreux avec peu de pertes.

» Nous avons fait beaucoup de prisonniers.

» La poursuite de l'ennemi continue dans la direction du Mans.

» Les forces françaises engagées dans ce combat, se composaient de l'armée de la Loire et des troupes organisées en Bretagne par M. de Kératry.

» Dreux était occupé par sept mille mobiles. »

Si cette version se confirme, Tours va être directement menacé.

Pas de nouvelles de l'Est, si ce n'est que Saint-Jean de Losne, sur la Saône, a été abandonné par les Allemands, probablement parce qu'ils n'ont plus rien à redouter sur leur aile gauche, du côté du Jura, Garibaldi s'étant porté de Dôle par Chagny sur Autun.

D'après un journal belge, le navire français, le *Bouvet*, qui a combattu à la Havane avec une canonnière prussienne, est un bâtiment de commerce. Il n'y a donc pas victoire pour la canonnière, au contraire.

Incident anglo-russe. Réponses des puissances à la circulaire Gortchakoff. Opinions de la presse. — Les réponses faites à la circulaire du prince de Gortchakoff par les puissances intéressées ne sont décidément pas identiques. La *Presse* de Vienne assure qu'elles sont en tout semblables pour le fond, mais qu'elles diffèrent néanmoins dans les termes.

Les journaux anglais continuent à témoigner une irritation extrême contre la Russie ; le *Times* va jusqu'à la traiter d'ennemi public. Ils semblent être, du reste, fort à la guerre.

Le *Journal de Saint-Pétersbourg*, de son côté, tient un langage qui n'est pas de nature à calmer l'émotion de l'opinion publique, tant en Angleterre qu'en Autriche.

Enfin, de Berlin on croit pouvoir dire que, en cas de guerre générale, la Prusse et la Russie marcheraient d'accord, et une dépêche de Vienne au *Daily Telegraph* porte que l'Autriche se prépare à envoyer trois cent mille hommes sur les frontières de l'Est.

Tout cela n'est pas bien rassurant, à le prendre au pied de la lettre, mais il ne faut pas s'alarmer outre mesure, ni avant l'heure. Une guerre générale plongerait l'Europe dans un tel état de trouble et de barbarie qu'avant d'en assumer la responsabilité, toutes les parties en cause y réfléchiront à deux fois. Ainsi, déjà une seconde dépêche du prince de Gortchakoff, remise à Londres, contraste par sa modération avec l'article du *Journal de Saint-Pétersbourg*. Affirmant que la décision de la Russie n'implique aucun changement à l'équilibre européen, elle s'efforce de constater l'analogie qui existe au fond entre les vues des cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres et émet l'espoir que ces explications écarteront tout malentendu.

Au fait, pourquoi ne pas proclamer une bonne fois la fraternité et la solidarité comme bases des relations internationales, et laisser aux

peuples comme aux individus liberté pleine et entière de développer leur activité et leurs richesses, voire même de s'épandre au loin, pourvu qu'ils respectent les droits et la volonté des autres nations?

L'ancienne Constitution de l'Europe reposait sur un principe faux, source inépuisable de guerres et de conflits : celui d'un antagonisme fatal, nécessaire, d'un antagonisme quand même entre les peuples. Proclamons, nous, que les peuples sont frères, que le développement pacifique de l'un ne menace pas *nécessairement* les autres, et qu'il ne doit exister entre les différentes races et les différentes nationalités d'autres rapports que ceux que créent la confraternité et le commerce.

Les actes diplomatiques ne foulent que trop souvent aux pieds ces principes. L'arbitraire, l'intérêt de quelques dynasties, les conseils de la force, des calculs de politiques, pour qui la fraternité et la solidarité entre les peuples ne sont que des vains mots : voilà ce qui préside le plus souvent à leur rédaction. C'est ce qui fait que leur durée n'est qu'éphémère, et que la Constitution et la paix de l'Europe sont si souvent en jeu.

Turquie. — Une dépêche de Constantinople, en date du 16, dit :

« La note russe, qui a été remise hier à la Porte par M. **Georges de Staal**, chargé d'affaires de Russie, demande la révision de certains articles du traité de 1856. On assure que cette note est rédigée dans un style conciliant et non pas en termes capables de produire de sérieuses complications. »

D'autre part, un journal de Florence, l'*Italie*, croit savoir que la Turquie a protesté contre la dénonciation de la Russie, et assure que la note d'Ali-pacha est conçue dans des termes très-énergiques.

Paris. — Plus de ballons! Plus de pigeons depuis quelques temps! Les ballons sont confisqués par les Prussiens. Les pigeons vont et viennent si bien... qu'ils perdent de vue le but de leur voyage. La saison de leurs amours est passée et ces intéressants volatiles profitent des loisirs que leur laissent leurs compagnes, pour entreprendre de lointaines excursions, au grand détriment des missions qui leur sont confiées.

Mais si les pigeons et les ballons font défaut, les nouvelles de Paris ne manquent pourtant pas. On en a par l'entremise des journaux et des correspondances de Versailles. Si ces rapports sont exacts, la situation des Parisiens serait des plus tendues. Affamés, manquant de viande, ayant la famine en perspective, ne comptant plus sur l'aide de la province, ils ne parleraient de rien moins que de se rendre dans un avenir prochain. Les journaux, jusqu'ici si unanimes à conseiller la résistance quand même, se demanderaient si la résistance désespérée peut changer la fortune de la France, et s'il ne serait pas mieux de se rendre, plutôt

que de s'exposer inutilement aux horreurs d'un bombardement.

Ces renseignements, que beaucoup de gens n'accueillent que sous bénéfice d'inventaire, accrédités dans le public européen, font douter que Paris tienne encore longtemps. A moins d'une diversion puissante de l'armée de la Loire, combinant ses efforts avec une sortie des Parisiens, une certaine fraction de l'opinion croit le siége de Paris à sa fin.

On parle déjà de la reddition de la grande cité. Une dépêche de Berlin dit même que de grands approvisionnements sont dirigés vers la France en vue de cette éventualité, qui est imminente.

Si ces fâcheuses nouvelles se confirment et si Paris se rend, que fera la France? Grave question. On peut toujours compter cette fois-ci sur une puissante intervention de l'Angleterre en faveur d'une paix qui laisse la France intacte... Ce que c'est que l'intérêt...!

Espagne. — Le duc d'Aoste, à qui les Cortès ont donné, à une majorité de vingt voix, le trône d'Espagne, se dispose décidément à en prendre possession. Il a reçu les félicitations qui lui ont été adressées, et l'on fait ses malles.

Autriche. — La haute Chambre du Reichsrath autrichien a adopté, à une grande majorité, un projet d'Adresse conçu dans un sens hostile au ministère Potocki. Tous les amendements, proposés par les amis du ministère pour atténuer la gravité du blâme exprimé dans ce document, avaient été préalablement écartés par la Chambre. Il est à prévoir que l'Adresse, moins accentuée, il est vrai, de la Chambre des Députés réunira également la majorité, quoique dans une proportion moins significative. Alors l'heure de la retraite aura sonné pour le cabinet de conciliation.

Hongrie. — M. Simonyi, le député de la Diète de Pesth qui avait proposé un vote de sympathie pour la France, et dont la proposition, combattue par le comte Andrassy et le parti national, n'a pas même été admise à la discussion, est revenu à la charge sous une autre forme. Il demande à interpeller le ministère hongrois sur trois points, dont les deux premiers se rapportent à la guerre en France et aux tentatives de médiation des neutres, et le dernier à l'attitude du Gouvernement en présence de la dénonciation du traité de 1856. Le comte Andrassy fera, sans doute, une courte réponse aux questions relatives au conflit franco-prussien; mais la dernière, qui touche directement aux intérêts les plus graves de l'Autriche et de la Hongrie, donnera lieu probablement à des déclarations ministérielles importantes. La Hongrie n'est pas moins impressionnable que l'Autriche, pour tout ce qui touche aux affaires d'Orient, et il est à prévoir que les protestations du comte Andrassy seront énergiques et précises.

Restauration bonapartiste. — Serait-ce le premier acte de la Restauration des Bonaparte ?... On annonce, de Vienne, que Napoléon III se dispose à abdiquer... A abdiquer?... en faveur de qui?... en faveur du petit Louis, probablement?

Mais le père a coûté si cher à la France?... voudra-t-on du fils? Tel père, tel fils, dit le proverbe... et les Français n'en auront-ils pas assez des ruines et des hontes actuelles?

Isabelle d'Espagne, elle aussi, a abdiqué. Elle espérait faire accepter le fils à la nation qui ne voulait plus de la mère. Mais les Espagnols n'ont pas voulu mordre à l'embryon de roi qu'on leur offrait. Espérons que les Français seront aussi bien inspirés que leurs voisins du Midi.

Conversation d'un reporter américain avec le maréchal Bazaine. — Nous empruntons à la correspondance du *New-York Herald* et nous reproduisons, sous toutes réserves (1), une conversation du correspondant américain avec le maréchal Bazaine :

« ... Le maréchal me reçut avec beaucoup de courtoisie et écouta patiemment mes remarques préliminaires au sujet des rumeurs qui avaient précédé la reddition de Metz. Je lui dis que j'étais venu pour recueillir la vérité de sa propre bouche et pour la transmettre au peuple des États-Unis, qui était toujours prêt à soutenir les hommes attaqués injustement et les victimes de complots et autres machinations.

» *Le maréchal Bazaine.* — J'ai une manière à moi de me défendre contre la calomnie ; elle m'a rarement fait défaut, et je la considère comme excellente.

» *Le correspondant.* — Votre Excellence n'aurait-elle l'obligeance de me la faire connaître?

» *Le maréchal.*— C'est le silence ; j'abandonne ma justification au cours du temps. Que M. **Gambetta** m'appelle traître à la patrie...je ne répondrai pas à ce hâbleur, qui n'a jamais senti l'odeur de la poudre. Non, je n'en ferai rien. Lui répondre serait le reconnaître capable de me juger... Le temps tirera l'affaire au clair, et la justice, ainsi que la vérité, en sortiront.

» *Le correspondant.* — Votre Excellence pourrait-elle m'expliquer quelques-unes des circonstances qui ont précédé une catastrophe ainsi remarquable dans l'histoire de la guerre?

» *Le maréchal.* — Je suis prêt à le faire. Posez-moi des questions, et vous n'entendrez que la vérité.

» *Le correspondant.* — Vous plairait-il de me dire quelles ont été vos relations avec les officiers prussiens après la reddition.

» *Le maréchal.* — Excellentes. Le prince **Frédéric-Charles** est un homme charmant ; il sympathisait beaucoup avec nous dans notre malheur, et je lui en dois une reconnaissance éternelle. Il me dit en nous quittant : « Si jamais on attaque votre honneur militaire, adressez-vous à moi pour le défendre. »

(1) Durant le siége de Paris, les journaux anglais et américains ont donné, à différentes reprises et avec grands frais de mise en scène, le récit d'entretiens particuliers que leurs *reporters* auraient eus avec des personnages politiques ou militaires, jouant un rôle important dans les événements. Nous ferons remarquer *une fois pour toutes*, que dans la plupart des cas, les *reporters* n'avaient ni entendu ni même vu les personnes qu'ils mettaient en scène. Aussi, nous n'avons recueilli ces « *entretiens* » qu'en faisant toutes les réserves possibles, pour montrer, dans le cas où ils seraient inexacts, quels sentiments et quelle manière de voir les nouvellistes en quête de révélations croyaient devoir prêter à certains hommes, pour être dans le vrai de leur situation et de leurs opinions intimes.

P. M. janvier 1872.

» *Le correspondant.* — Avez-vous proclamé la république à Metz?

» *Le maréchal.* — Non! une pareille proclamation aurait paralysé toute action; je n'aurais pu continuer à compter sur mes meilleures troupes. Quand des espions m'ont apporté la nouvelle des déplorables faits du 4 septembre, je me suis informé auprès du prince pour savoir s'ils étaient vrais, et je dois avouer que je n'y ai ajouté foi qu'après avoir reçu un exemplaire du *Journal officiel*. J'appris alors aux soldats que l'empereur était prisonnier, que l'impératrice et le jeune prince avaient quitté la France, et que le général **Trochu** figurait à la tête du comité de la défense nationale. Ce fut quelque temps après seulement que les noms des membres du comité commencèrent à transpirer. Nous convînmes en conseil de guerre de ne pas communiquer ces noms aux troupes, et, en conséquence, nous n'avons jamais proclamé la république.

» *Le correspondant.* — Puis-je demander à Son Excellence quelle est sa foi politique?

» *Le maréchal* (avec fermeté). — J'ai juré fidélité à l'empereur et à la Constitution. L'empereur est prisonnier, mais la Constitution est en vigueur. Ni moi ni mes camarades, nous ne reconnaîtrons jamais aucun autre gouvernement, avant d'avoir obtenu préalablement de l'empereur qu'il nous dégage de notre serment.

» *Le correspondant.* — N'avez-vous entretenu aucune communication avec les gouvernements de Paris et de Tours?

» *Le maréchal.* — Je leur ai fait connaître tout ce qui se passait à Metz, toujours la vérité, rien que la vérité; mais je n'ai jamais reçu d'eux aucune réponse, aucune observation.

» *Le correspondant.* — Ne vous attribuez-vous pas quelques engagements victorieux pendant le siége de Metz?

» *Le maréchal.* — Non, la victoire comporte l'issue favorable d'un engagement. J'ai souvent et rudement maltraité les Prussiens, mais le résultat final m'a toujours été défavorable.

» *Le correspondant.* — La famine vous a contraint, à la fin, à ouvrir des négociations.

» *Le maréchal.* — Même sans la famine, je l'aurais fait, quand j'ai appris que ce n'étaient plus les républicains, mais que c'était la canaille qui gouvernait à Paris, Lyon et Marseille, — quand j'ai appris que l'armée était insultée et qu'on avilissait la mémoire des hommes que je vénérais. (Ces mots sont en français dans le texte anglais.) Mais c'est à la famine, et rien qu'à la famine que j'ai cédé. Vous vous tromperiez si vous pensiez que j'ai pris à moi seul la responsabilité de pareilles résolutions. J'ai agi comme exécuteur des ordres d'un conseil de guerre, dont les membres avaient consulté l'opinion des généraux, des colonels, des majors, etc., avant de voter eux-mêmes.

» *Le correspondant.* — Votre Excellence pourrait-elle me dire quelque chose des résolutions de ce conseil.

» *Le maréchal.* — Oui, écoutez. Après que les rations de pain eurent été réduites de cinq cents à trois cents, puis à deux cent cinquante grammes par jour, je fus informé par le général **Coffinières**, le 9 octobre, que les provisions ne pouvaient durer plus d'une semaine. Remarquez que nous avions tué, par jour, trois cent cinquante chevaux, dont nous donnions cinquante aux habitants de la ville. Je réunis le conseil le 10, puis le 12 octobre, et il fut unanimement résolu que le 14 je commencerais des démarches en vue de la capitulation. Je demandai au prince l'autorisation d'envoyer le général **Boyer** au quartier général du Roi. On me l'accorda après quelque délai. Vous avez dû voir par les journaux que sa mission échoua complétement.

» *Le correspondant.* — Quels ordres lui avait donnés Votre Excellence?

» *Le maréchal.* — Je proposais de sortir avec mon armée, de m'engager sur l'honneur à ne plus combattre pendant la durée de la guerre. On devait me permettre d'entourer et de protéger le parlement français contre un second attentat de la canaille, — de ceux que le comte **de Bismark** appelait ces « messieurs du pavé. » Je déteste la politique. Nous demandions seulement à faire ce que M. Gambetta refusait, c'est-à-dire rentrer dans la légalité en réunissant les représentants du pays.

» *Le correspondant.* — Et que répondit le comte de Bismark à cette proposition?

» *Le maréchal.* — Le voici. (Il me présenta un document). Vous pouvez y lire tout ce qui fut dit dans cette conférence. C'est le rapport du général Boyer. Ne le publiez pas, cependant; je ne sais si je pourrais y consentir. Le comte se chargera très-probablement de ce soin.

» *Le correspondant.* — (Je m'emparai en toute hâte du document; mais les instructions du ma

réchal m'empêchent de donner autre chose qu'un aperçu de son contenu. Bismark semblait accepter les propositions de Bazaine, mais de Moltke les rejeta ; — il pensa que le maréchal ne saurait empêcher la désertion parmi ses troupes, qui grossiraient le nombre des francs-tireurs.)

» *Le maréchal.* — J'ai encore à vous dire que le conseil de guerre m'avait expressément signifié que je n'avais aucun pouvoir pour faire la paix, dont pourrait seul traiter un gouvernement reconnu par les Chambres. Le 18 octobre, nous tînmes un autre conseil. Le général Coffinières nous prévint alors que toutes les provisions étaient épuisés, et, quoique ce fût vrai, je me maintins encore huit jours de plus au milieu de souffrances indéfinissables. On résolut de capituler, afin d'éviter une perte plus considérable d'existences. Une des conditions fut que l'honneur de l'armée demeurerait intact. Nous obtînmes qu'on l'acceptât et nos conditions furent meilleures que celles d'aucunes des troupes qui avaient capitulé durant cette malheureuse guerre.

» *Le correspondant.* — N'y avait-il aucune chance de vous échapper ?

» *Le maréchal.* — Aucune. Les chevaux de notre artillerie avaient été tués, ceux de la cavalerie aussi. Les troupes étaient désespérées.

» *Le correspondant.* — Quelles avaient été vos pertes depuis le 14 août ?

» *Le maréchal.* — Nos pertes, sans compter les malades et les absents, s'élevaient pour l'armée du Rhin à vingt-quatre généraux, deux mille cent quarante officiers et quarante-deux mille trois cent trente-neuf soldats. J'ai reçu, moi aussi, une contusion à Borny. Regardez ce trou dans mon épaulette. Pourquoi cet imbécile d'éclat d'obus n'a-t-il pas pénétré plus loin ? Je n'eusse pas survécu à ma réputation comme soldat, et, comme Français, je n'aurais pas connu ce jour d'ignominie éternelle, le 4 septembre.

» *Le correspondant.* — Combien d'hommes, sur les cent soixante-treize mille qui ont été faits prisonniers, même en comptant ceux à moitié propres au service, auriez-vous pu mettre en ligne de bataille ?

» *Le maréchal.* — Peut-être soixante mille. Mais sans artillerie et sans cavalerie, qu'auraient-ils pu faire contre deux cent mille adversaires établis dans d'excellentes positions ?

» A ce moment, le maréchal fut interrompu par un messager de l'empereur, qui le mandait à Wilhemshœhe. Il me dit au revoir, en m'assurant que je pourrais lui rendre une visite quand il me plairait.

» — Vous pourriez, ajouta-t-il, en plaisantant, me faire des questions jusqu'à demain ; je ne me fatiguerais pas d'y répondre et de dire la vérité.

» En terminant, je puis mentionner une observation piquante faite par le comte de Bismark au général Boyer dans la conférence précitée au quartier général. « Le général **Burnside**, dit-il, vient de Paris, et m'a dépeint ce qui s'y passait. Il m'a dit que la ville est une maison de fous habitée par des singes ? »

Le général Changarnier à Metz. — Voici ce que dit sur ce brave un officier de l'armée de Bazaine :

« ... Le souvenir du général Changarnier survivra à la chute de Metz.

» Arrivé en toute hâte à Metz, dès les premières concentrations de troupes, le général Changarnier obtint de suivre les opérations et choisit l'état-major du troisième corps. C'est ainsi qu'il assista à toutes les affaires où ce corps fut engagé. Le 18 août, à la bataille de Saint-Privat, et le 31 août et le 1er septembre, à celle de Servigny, le général fut remarquable de sang-froid dans le danger. Au milieu des nombreux obus que le maréchal **Lebœuf** semblait rechercher et qui firent à quelques pas de lui, dans son état-major, des victimes si regrettables, le général ne cessait d'observer l'ennemi, et souvent il exprimait à ses voisins des avis qui, hélas ! ne devaient pas être suivis.

» Toujours prêt à marcher le premier au danger, ce vieillard qui aurait pu se reposer dans un passé glorieux était pour l'armée un exemple de patriotisme et d'honneur militaire. Plus d'un regrettait que le commandement ne lui eût point été donné. Certainement alors nous n'aurions pas vu de batailles comme celles de Rezonville et de Saint-Privat, batailles dans lesquelles la conduite des opérations a paru avoir été exclusivement aux généraux prussiens, ni des engagements comme ceux qui ont suivi, engagements qu'on a le droit d'appeler mystérieux, attendu que les moyens employés n'ont jamais été proportionnés au but à atteindre. *Mais une inexorable ambition personnelle ayant*

pris place de tout objectif militaire, ces batailles et engagements n'ont été que de sanglants gaspillages des forces vives de l'armée, où l'on a pas tardé à se demander : qui trompe-t-on ici ?

» Le général Changarnier assista au blocus de Metz jusqu'à la fin, et bien souvent nous aurions désiré l'entendre alors que nos chefs nous faisaient officiellement les communications étranges que l'on connaît. C'est que le brave général était pour nous le représentant d'une époque où ces mots de patrie et d'honneur avaient encore toute leur signification. Il voulut rendre un dernier service à l'armée de Metz, en faisant une démarche auprès du général en chef ennemi, afin d'obtenir des conditions de capitulation moins dures, mais il n'avait dans notre armée aucune position officielle, et ne put être écouté.

» Le 3 novembre, au matin, à la gare du chemin de fer de Luxembourg, le général Changarnier arrivait prendre le train de Bruxelles. Nous nous trouvions là quelques officiers évadés de Metz sous des costumes peu variés de pays messins. Ce fut avec un profond sentiment de vénération que nous nous découvrîmes quand le vieux général parut, et nous l'accompagnâmes jusqu'à son waggon. »

Une facétie de M. de Bismark. — M. de Bismark est quelquefois facétieux. On lui amène dernièrement un officier français fait prisonnier alors qu'il portait un pli du général Cambriels à Tours.

Le ministre prussien lit la lettre avec cette discrétion qu'autorisent les lois de la guerre. Elle disait : Nous avons besoin de dix mille hommes de renfort.

M. de Bismark ajouta de sa main : *et d'un général.*

Puis il fit relâcher l'officier, qui porta à Tours le mot du célèbre ministre. Le conseil était bon. Quelques jours après, le général Cambriels était remplacé.

Le libéralisme prussien. — Le directeur des postes de Versailles et deux substituts de la même ville ont été envoyés comme prisonniers en Prusse, accusés d'avoir entretenu des correspondances avec Paris (1).

Nos artistes en Belgique. — Messieurs les Belges font les dégoûtés... Ils raffolent de nos soldats... mais ils dédaignent nos artistes. Voici ce qu'un journal écrit :

« Par continuation, défilé devant la rampe de toutes les gloires artistiques de Paris et d'ailleurs, frélatées ou non. Franchement, il y a du déchet, et si l'on en excepte la **Battu** et la **Miolan**, les « exilés » nous donnent une assez médiocre idée du personnel des grands théâtres français. »

M. Tarbé en Belgique. Accueil peu sympathique de la presse belge. — Les journaux annoncent l'arrivée de M. Tarbé, directeur du *Gaulois*, à Bruxelles. Il paraît que la presse bruxelloise est à l'endroit du *Figaro* et du *Gaulois* tout à fait du même avis que le *Siècle*, qui voudrait ne voir ces journaux que dans les mains des « ramollis et des drôlesses. » Aussi, l'accueil que font à M. Tarbé les journalistes bruxellois n'est pas précisément le même que celui qu'on a fait en Belgique aux blessés et aux soldats de nos armées vaincues, mais non déshonorées.

(1) Pour l'arrestation des deux substituts, voyez plus haut, page 243, quelques détails qui s'y rapportent.

Voici un échantillon de la « cordialité belge » envers le confrère et rival de M. VILLEMESSANT.

Les *Nouvelles du jour* lui souhaitent « la malvenue » dans un fait divers intitulé : *la Presse malsaine*. — Le *Peuple belge* lui adresse un compliment plus frisé encore :

« M. Tarbé, après avoir poussé à la guerre, après avoir publié les nouvelles mensongères qui ont contribué à la perte de la France, n'a pas trouvé dans son âme assez de courage civique pour remplir ses devoirs de Français et de citoyen. Il s'est sauvé de Paris et s'est réfugié à Bruxelles.

» Pourvu qu'il n'ait pas apporté les clichés du *Gaulois!* Il ne nous manquerait plus que cela ! »

DIMANCHE, 20 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Décidément, Messieurs les Prussiens avaient pris des vessies pour des lanternes, et le télégramme « à Augusta » se trouve pris en flagrant délit d'exagération. On vantait cependant sa véracité ordinaire.

La grande « déroute » de l'armée de la Loire se trouve réduite à la simple reprise de Dreux sur sept mille mobiles. Ça et là les Prussiens ont essayé d'entamer les positions de l'armée de la Loire, mais sans aucun succès.

Le mouvement de Garibaldi de Dôle vers Autun ne s'est pas effectué sans protestations de la part de la ville et du district qui se croyaient protégés par la présence de ses troupes. Le *Publicateur de Dôle* nie que le général italien se soit retiré devant les avant-postes allemands, et constate que des représentations énergiques lui ont été adressées contre l'abandon de la ligne de défense de l'Oignon. Mais en pareille matière, les populations civiles, surtout lorsque l'ennemi les menace de près, ne sont pas toujours des juges compétents des nécessités stratégiques, et si Garibaldi, qui connaît son métier de soldat, a transféré son quartier général à Autun, c'est qu'apparemment il savait y être plus nécessaire que dans ses anciennes positions.

Incident anglo-russe. — Toujours des excitations à la guerre, toujours des cris de colère à l'occasion de la dénonciation du traité de Paris. La presse anglaise, surtout, ne désarme pas.

On espère encore, toutefois, que cet incident n'aura pas de dénoûment sanglant. La Prusse accepte que l'affaire soit déférée à un congrès, à condition que ce congrès ne traite en aucune façon de la guerre franco-prussienne. D'autre part, l'Italie se refuse à faire une démonstration diplomatique contre la Russie.

Restent donc l'Angleterre et l'Autriche. Or, on espère que ces puissances, mieux conseillées, reculeront devant la terrible éventualité d'une guerre générale.

En attendant, les journaux anglais ne se désemplissent pas de renseignements sur les armements russes. Le *Times* dit, à ce propos, qu'il faut s'attendre à voir toute l'Europe, armée en guerre, et prête à s'entre-déchirer au premier signal, pour la fin de 1870.

Capitulation de Metz. Opinion du général Changarnier. — La capitulation de Metz et la conduite du maréchal Bazaine trouvent de nombreux défenseurs... en Prusse. Dans tous les rangs de la presse prussienne, c'est une avalanche de plaidoyers en faveur du général français qui a livré à l'ennemi cent cinquante mille soldats valides et l'outillage militaire nécessaire à la défense de la première forteresse de la France et à l'armement d'une des plus belles armées que le monde ait vues.

La défense roule toujours sur le même thème : impossibilité en tout temps pour Bazaine de forcer les lignes prussiennes ; nécessité de se rendre pour éviter la famine.

Mais la thèse prussienne rencontre de nombreux contradicteurs, et des plus compétents. Nous avons déjà signalé quelques-uns des témoignages qui se lèvent contre le maréchal Bazaine. Nous avons à recueillir aujourd'hui les accusations d'un général français, dont le patriotisme et la science militaire ne seront mis en doute par personne, le général Changarnier. Voici en quels termes, ce vaillant soldat, qui a pu suivre de près les événements de Metz, a formulé son jugement sur Bazaine et sa conduite, dans une conversation avec un *reporter* du *Daily News :*

« **Bazaine** ne s'est pas vendu, il n'avait pas besoin d'argent et son œuvre est loin de la trahison, c'était un acte de nécessité. » Voilà comme debute le jugement ; mais attendons le reste, et vous verrez que c'est l'annulation complète de ce premier verdict de non-culpabilité.

« Bazaine a été incapable de commander une si grande armée. Le grand nombre l'a complète-
» ment ébahi. Il ne savait point mettre en mouvement ses hommes, il ne savait point opérer
» avec ses forces. Il n'a point de jugement, point de clairvoyance. Et puis Bazaine est un égoïste, il
» songe à lui, à sa gloire (la belle gloire !) et non à l'honneur de son pays. Bazaine croyait tout le
» temps que la paix allait être proclamée, que Paris ne tiendrait jamais ; que la guerre allait tomber
» à plat et que sa réputation militaire resterait intacte. Ensuite Bazaine espérait que, la paix une
» fois conclue, il pourrait sortir de Metz avec cent cinquante mille hommes, la fleur de l'armée
» française, et qu'il pourrait faire accroire à l'opinion publique qu'il était un héros parce qu'il ne se
» serait point rendu et aurait tenu Metz envers et contre tous. Et puis voyez cette autre preuve de
» son incapacité ! Après que Bazaine a été poussé dans Metz, le 19 août, il aurait pu s'esquiver ou
» sortir crânement avec toute son armée pendant les derniers treize jours du mois d'août, pendant
» les trente jours de septembre et la première quinzaine d'octobre. Cela est d'une certitude absolue.
» Tout militaire de bon sens vous dira la même chose. Jugez-en vous même. Il a eu cinquante huit
» jours, dans la plus forte des forteresses, pour faire sa sortie avec cent cinquante mille hommes,
» de nos soldats les plus braves et les plus expérimentés.

» Pourquoi Bazaine n'aurait-il point pu sortir avec de pareils soldats, avec une bonne artillerie,

» une bonne cavalerie, la meilleure infanterie du monde et tout l'approvisionnement qu'une armée » pouvait désirer? Je vous l'ai dit, Bazaine est un égoïste; il voulait être un héros, et en pensant à » la paix qui allait se faire, croyait-il, il se disait : « Le monde dira que j'ai tenu à Metz, alors » que la France livrait ses forteresses, les unes après les autres, entre les mains de ses » ennemis.

» Après cela, dans les derniers dix jours de l'investissement de Metz, toute sortie, toute tentative » d'échapper ou de faire une attaque était devenue impossible! »

» Le correspondant lui demandant la raison de cette impossibilité, Changarnier répond : « Parce » que nous n'avions plus d'artillerie, ni de cavalerie; et seulement soixante-mille hommes d'infan » terie que pouvaient-ils faire contre trois corps de l'armée prussienne? »

» Quel était le chiffre exact des troupes lors de la reddition de Metz, demande le correspondant?

» Changarnier répond : « Nous n'avions à Metz que cent trente cinq mille soldats. De ces soldats, » vingt-cinq mille étaient blessés ou autrement incapables, dix mille étaient malades, la cavalerie et » l'artillerie sans utilité, puisque nous n'avions plus de chevaux.

» ... Mais, comme je vous l'ai dit, Bazaine avait eu cinquante-huit jours pendant lesquels il pou- » vait mettre son armée en campagne et sauver la France. Quel malheur! (et ici le général se » montra fortement ému). Regardez les sorties de Bazaine! Il n'a jamais fait un effort sérieux pour » se dégager. Jamais! Chaque sortie n'était qu'un simulacre de sortie. C'était pour sauver les appa- » rences et pour rien d'autre. Il y avait encore quatre officiers supérieurs qui avec Bazaine opinaient » pour l'inaction. J'ai vu toutes les manœuvres militaires; ce n'étaient que des simulacres. Bazaine » et ses amis n'ont pas agi en soldats; ils n'avaient en vue que leur avenir personnel.

» Les sorties ont toujours été faites avec des forces restreintes et évidemment sans idée arrêtée » de les faire réussir, bien qu'elles fussent fièrement exécutées, comme l'histoire le dira à l'hon- » neur des soldats français. Les combats étaient de pures manifestations d'héroïsme, mais en même » temps des massacres inutiles. Laissez-moi dire davantage sur le compte de Bazaine. Il ne fut » point présent à la bataille du 18 août, il fut loin du champ de bataille. J'y étais et j'ai passé la » nuit sous l'arbre historique qui pourra prendre le nom de l'arbre des morts. Dans le combat du 18, » il y avait trois cent mille Prussiens contre cent cinquante mille Français. Ah! ah! Bazaine n'y » était pas; il était sain et sauf à Metz! »

Paris.—Les nouvelles les plus contradictoires continuent à circuler touchant l'approvisionnement et la disposition des esprits à Paris. D'après les uns, Paris serait affamé et ne parlerait que de se rendre. Cette version est principalement mise en circulation par les journaux et les correspondances à la dévotion prussienne. Elle s'appuie surtout sur un article du *Figaro*, du 11.

D'après les autres, tous les renseignements, émanés de source sûre, ne permettraient pas d'ajouter la moindre créance à ces rumeurs sinistres. Un Anglais, qui a quitté Paris le 8, écrit à l'*Indépendance belge* qu'il y avait de la viande pour trois mois. Viande fraîche, viande salée et viande de cheval, et du pain jusqu'en avril au moins.

Les Prussiens, qui voient les jeunes armées républicaines sortir de terre, vaillantes et pleines de foi dans le succès final, ne chercheraient-ils pas à décourager la province en lui faisant douter de Paris? Et d'autre part, pour avoir raison de la ténacité et de l'héroïsme dont les Parisiens ont fait preuve jusqu'aujourd'hui, ne chercheraient-ils pas à leur faire accroire que toute résistance est inutile et que la province les abandonne lâchement?

Ce qu'il y a de malheureux, c'est que les infidélités des pigeons...

envers M. Steenackers... ne favorisent que trop ces menées, — si elles existent. Espérons que Paris et la province, d'une façon ou de l'autre, pourront bientôt se donner de bonnes nouvelles.

Unité allemande.—Un télégramme de Munich, adressé au *Journal de Francfort*, dit que le ministre de l'intérieur a fait savoir aux bourgmestres de Munich et de Nuremberg que l'entente sur la question allemande est maintenant complète.

La signature définitive des États du Sud sera donnée au premier jour. Dès que les ministres bavarois seront de retour de Versailles, tous les détails de la solution intervenue seront publiés.

La question de la guerre en Angleterre. — La grande préoccupation du jour est la mise sur un pied respectable des forces militaires du pays.

M. Stuart Mill vient d'écrire au *Times* qu'il y aurait quelque chose de « monstrueux » pour l'Angleterre à se laisser entraîner dans une guerre par la provocation de la Russie, ou à cette occasion. Le célèbre économiste est d'avis que si l'Angleterre, au moment où éclatait la détestable guerre qui sévit actuellement, avait déclaré que toute nation qui envahirait la première le territoire d'une autre aurait la Grande-Bretagne pour ennemie, il y a toute probabilité que la guerre eût été évitée.

M. Fronde, historien national, supplie son pays de tout faire avant de donner, pour un affront personnel, le signal d'une lutte qui peut envahir le monde et plonger la race humaine dans la misère. Malheureusement, ces idées et ce langage si sages ne sont pas goûtés de tous.

Les hommes politiques des hautes classes et du parti tory persistent dans leurs visées guerrières. Ces messieurs estiment que la guerre est inévitable, qu'elle se fera et qu'elle doit se faire à tout prix. Ceux qui sont d'un avis contraire ne sont que des gens ignorants et de petite origine... Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter de leur opposition.

Il va sans dire que tous ces nobles baronnets, par leur position et leur âge, échappent à toutes les vicissitudes et aux dangers d'une guerre générale. Autrement, ce serait le moment de leur dire, en parodiant un mot célèbre :

« Messieurs les... baronnets, tirez les premiers ! »

Nous verrions alors si leur opinion resterait aussi belliqueuse. Malheureusement pour les peuples, la guerre est presque toujours voulue et déclarée par ceux qui ne la font pas et qui n'en souffrent que peu ou point!!... Nous saurons bientôt s'il en sera de nouveau ainsi pour l'Angleterre !

Un avis à l'Angleterre. — L'Angleterre non-seulement

s'alarme du traité secret dont elle soupçonne de plus en plus l'existence entre la Prusse et la Russie, mais elle s'offusque encore du ton de plus en plus rogue que les journaux prussiens affectent vis-à-vis des Anglais auxquels ils réclament déjà l'île de Heligoland. Voici ce qu'on lit dans le *Zeitung fur Nord-Deutschland*, un des principaux organes du parti national libéral, qui a cependant moins de visées de conquête que le parti féodal :

« Les Anglais observent avec un calme, une froideur philosophique la lutte qui se livre sur le continent; ils se croient à l'abri de toute invasion, parce que les Allemands n'ont pas de marine. Qu'ils n'oublient donc pas que nous connaissons notre faiblesse sur mer et que nous ne songeons qu'à y remédier. Quels progrès n'avons-nous pas déjà faits en quelques années ! Et le temps n'est pas loin où notre flotte sera l'égale de celle de l'Angleterre.

» C'est alors que nous lui redemanderons une île allemande qu'elle nous a arrachée aux jours de notre faiblesse, Heligoland, si importante pour nous, que si nous l'avions conservée, la flotte française n'aurait pu s'aventurer dans la mer du Nord, faute de charbon et de pilotes. »

Ils vont bien, Messieurs les Prussiens. Mais quand l'appétit est si grand, les indigestions sont à craindre.

Les Garibaldiens. — Voici ce qu'on écrivait de Dôle avant que Garibaldi ne transportât son quartier général à Autun :

« Ici, écrit un Italien, c'est un tohu-bohu d'uniformes divers : lanciers, guides garibaldiens, ligne française, mobiles, chasseurs des Alpes, chemises rouges, carabiniers génois, francs-tireurs, que sais-je? sans compter les costumes de fantaisie de républicains italiens, espagnols, américains, etc. Spectacle très-curieux. On rencontre quantité de visages connus : **Menotti, Ricciotti, Frapolli, Canzio, Lobbia, Riboli**, vingt autres illustres. Le quartier général est à la sous-préfecture. Beaucoup de discussions, de zizanies, de temps perdu; on se dispute pour des grades. Et pas d'armes ! Si les Prussiens arrivent, nous sommes perdus. On nous a envoyé de vieux fusils de munitions qui avaient peut-être servi à repousser l'invasion de 1792. On assure maintenant que mille carabines Spencer sont arrivées hier au soir ; elles armeront les carabiniers génois. Nous avons de petits combats d'avant-postes, rien de sérieux ; nous faisons ça et là quelques prisonniers ; l'autre jour, nous avons pris un canon, mais rien de sérieux encore. Il faut s'organiser, c'est le difficile; Lobbia s'y entend assez. On attend toujours l'artillerie. Quant aux Prussiens, on ne comprend rien à leurs mouvements; ils ne font qu'aller et venir, ils avancent et reculent sans cesse.

» On les croirait embarrassés, si on ne les savait pas si rusés, mais en fait de ruses de guerre, nous pourrions peut-être leur rendre des points.

» Le général (Garibaldi) boite un peu, mais il est admirable. Tous les jours, il se montre à tous, a l'œil à tout, nous passe en revue, nous excite et nous anime. Vrai, nous désirons nous battre et nous souhaitons que ce soit bientôt. Quand il y a une reconnaissance à faire, et cela se renouvelle presque tous les jours, c'est lui (Garibaldi) qui la commande en personne. On dirait qu'il a oublié ses souffrances, ce qui est merveilleux par ce temps de neige et de brouillard. »

Le colonel Lullier. — M. Lullier, déjà célèbre sous l'Empire, ne perd rien de sa célébrité sous la République. Destitué comme lieutenant de marine, les récents événements l'ont porté au grade de colonel. Se trouvant dans un café de Tours avec l'uniforme de ce grade, non loin d'une table entourée de plusieurs officiers, M. Lullier éleva la voix pour dire que les officiers de la garnison de Metz étaient des traîtres. Grande rumeur dans le café. Les officiers se lèvent et interpellent leur insulteur. Un général invite ses subordonnés à respecter, sinon l'homme, au

moins l'uniforme qu'il porte. Un bourgeois, moins scrupuleux, saisit M. Lullier, parvient à l'entraîner, et le lance à la porte du café, aux applaudissements des assistants.

Le lendemain matin, M. Lullier était arrêté à son domicile par les ordres de M. Gambetta.

Le prince Pierre Bonaparte. — Voici les nouvelles que nous en donne un journal orléaniste de Bruxelles, l'*Étoile belge :*

« Le mobilier garnissant la maison que le prince Pierre Bonaparte, l'*homme d'Auteuil*, a jadis habité, chaussée de Charleroi, à Bruxelles, a été vendu jeudi, à la criée de la salle de vente d'Ixelles.

» Les meubles étaient généralement d'une mince valeur, d'autant plus que leur état d'entretien était deplorable.

» Un fauteuil destiné à un usage tout à fait intime a été adjugé pour la somme de quatre francs,

» C'est la liquidation de la maison Bonaparte qui continue. »

Les environs de Paris et les provinces de l'Est pendant l'invasion. — Les Parisiens se souviennent sans doute d'un départ d'étrangers qui eut lieu le 7 novembre. Grâce à de puissantes recommandations, des personnages de différentes nationalités avaient pu s'éloigner de Paris et obtenir un sauf-conduit à travers les lignes prussiennes. Pour un trajet de cent cinquante lieues, aux portes de Paris, dans le siècle des chemins de fer et des communications rapides de tout genre, il leur a fallu employer cinq longs jours et subir tous les retards et toutes les lenteurs imaginables.

L'un d'eux, un Suisse, a raconté les péripéties et les aventures de son passage à travers les positions ennemies. Son récit est une photographie si vivante et si pittoresque de l'occupation prussienne aux environs de Paris que nous le recueillons presque en entier, malgré sa longueur. Il y a là, des détails et des renseignements qu'on ne trouvera nulle part, et qui auront leur prix pour tous ceux qui voudront se faire une idée aussi exacte et aussi complète que possible, des singulières transformations qui se sont opérées à Paris et en province pendant l'occupation ennemie.

Après avoir raconté sa sortie de Paris et son passage à Créteil, dont « la longue rue était absolument déserte, sans rideaux aux fenêtres, dévastée, sinistre, » notre émigrant poursuit ainsi :

« Quelques minutes après, nous arrivions à Bonneuil, en face des avant-postes prussiens. Les parlementaires s'avancèrent, précédés du drapeau blanc. La trompette se fit entendre. Puis, au bout de l'avenue, nous aperçûmes le drapeau blanc prussien, et nous mîmes pied à terre.

» Deux *Fœhnriche* prussiens s'étaient avancés à notre rencontre pour nous annoncer l'arrivée des officiers. Tout le monde les entourait ; c'étaient des jeunes gens de famille, vêtus de la simple capote grise du soldat, mais parlant fort bien français. Un officier se présenta. Les parlementaires le saluèrent en soulevant leur képi. Il ne répondit qu'en faisant le salut militaire et leur dit en allemand :

Herr Oberst wird gleich kommen, puis il se tourna de notre côté et nous répondit en français. Le procédé me parut d'une médiocre politesse.

» Enfin le major arriva à pied comme les autres, et donna l'ordre, d'un ton rogue, de faire rétrograder de cent pas toutes les personnes qui ne partaient pas. Ici le secrétaire de M. **Kern**, M. **Lardy**, nous quitta après nous avoir présentés à tour de rôle à un officier qui nous délivra des saufs-conduits remplis au crayon.

» Le colonel alors, avec une politesse empressée, pria les Suisses de prendre les devants, et nous franchîmes la première barricade prussienne, où quelques officiers à cheval nous attendaient. Au bout de dix minutes, on nous fit faire halte à l'entrée de l'avenue du château de Bonneuil. Nous étions en route depuis cinq heures du matin, et il pouvait être dix heures. Nous commençâmes à attaquer nos provisions, tout en échangeant quelques paroles avec les officiers et sous-officiers prussiens qui nous entouraient.

» Tout à coup l'un d'eux, M. le major **von Geyl**, prit le galop dans la direction du château et revint, au bout d'un instant, en nous présentant sur une feuille de chou une magnifique livre de beurre frais. C'était en même temps une délicatesse charmante et une épigramme. — Les Prussiens savaient donc que nous n'avions pas mangé de beurre frais depuis quelques semaines!

» Notre halte fut prolongée par un incident comique. Trois des nôtres s'étaient donné le luxe d'une voiture à deux roues, tirée par une espèce de rossinante rétive, qui tout à coup, à propos de rien, partit ventre à terre et alla se rouler avec la *guimbarde* dans le fossé. Les soldats prussiens se hâtèrent de remettre l'animal sur ses jambes; et les piétons en tirèrent l'avantage de pouvoir placer tous leurs bagages sur la voiture, tandis que les possesseurs durent faire la route à pied.

» Les officiers prussiens nous congédièrent, et, sans nous indiquer notre route, nous engagèrent à suivre deux dragons chargés de nous escorter. Nous marchâmes ainsi pendant trois lieues environ, jusqu'à Boissy-Saint-Léger, où nous nous attendions à être inspectés par un général. Notre arrivée dans cette localité fit sensation. On nous prenait pour des prisonniers. En route, nous avions déjà remarqué des deux côtés du chemin des têtes innombrables qui nous regardaient passer à travers les arbres par-dessus les murs.

» A Boissy-Saint-Léger, toutes les fenêtres étaient garnies de soldats prussiens, qui nous lançaient des quolibets et riaient de notre attitude plus que modeste. On nous fit attendre un bon quart d'heure devant la porte d'une maison de campagne, occupée par le général. Nous eûmes l'occasion de nous entretenir avec un prêtre, qui venait, disait-il, serrer la main au chef ennemi.

» Enfin, un de nos dragons ressortit avec une feuille de route, et nous engagea à le suivre plus loin, jusqu'à Brie-Comte-Robert. Nous avions deux dames avec nous, qui acceptèrent gaiement ce surcroît de promenade, et nous arpentâmes de nouveau le grand chemin.

» Cette fois-ci, peu de soldats, mais beaucoup de voitures contenant en apparence des vivres, du fourrage ou des munitions. Après une halte faite devant une ferme abandonnée, à laquelle nous empruntâmes quelques chaises boîteuses, nous finîmes par atteindre le but de notre voyage. Nous nous attendions à être livrés à quelque autre poste, lorsque nos dragons nous déclarèrent que, désormais, nous étions libres de nous diriger du côté qui nous conviendrait. Nous les congédiâmes en leur donnant une bonne main, et nous nous mîmes en quête d'un gîte.

» Brie-Comte-Robert, cette métropole du fromage, était occupé par un grand nombre de soldats prussiens. Néanmoins, sur trois mille habitants, cette petite ville en a conservé au moins la moitié. Nous finîmes par nous caser, et nous fîmes le soir un repas magnifique, dont un grand fromage de Brie fut le morceau le plus fêté, ce qui s'explique pour des gens privés de fromage depuis un mois.

» Le lendemain, nous étions libres, soit! mais nous ne savions de quel côté nous diriger pour atteindre la première ligne de chemin de fer. Deux d'entre nous partirent pour Versailles. Il leur aura fallu trois jours pour faire la route que l'on parcourt par les chemins de fer des deux rives en quarante cinq minutes.

» Quant à nous, des officiers prussiens, fort aimables, nous engagèrent à rejoindre la ligne de Strasbourg à Nanteuil, maintenant tête de ligne depuis que les Français ont fait sauter le tunnel de Meaux.

» Nous avions environ vingt-cinq lieues à parcourir avant d'atteindre Nanteuil, avec la perspective de faire cette route à pied. Il s'agissait d'aviser. Les trois possesseurs de la *guimbarde* nous abandonnaient. Nous cherchâmes enfin un moyen de locomotion quelconque. Enfin, nous nous décidâmes à acheter une voiture d'enfant sur laquelle nous chargeâmes notre bagage, et nous nous remîmes en route comme les personnages du *Roman comique* de Stern, le bâton à la main, la gourde au côté. Cette manière de marcher, charmante en Suisse, dans un pays de montagnes, n'est pas gaie sur les routes françaises, droites, monotones et presque désertes. Ça et là nous rencontrions, pour toute distraction, un parc d'artillerie, un convoi de munitions, un officier français prisonnier avec son escorte, mais pas un habitant du pays, si ce n'est deux ou trois femmes qui se cachent à demi sur la porte de leur maison.

» Au bout de quatre heures de marche, nous arrivâmes à Tournan, ville d'une certaine importance, mais absolument incapable de nous fournir le véhicule que nous demandions. Tandis que nous déjeûnions, un régiment prussien, magnifique, passa, en grande tenue, musique en tête. La musique était exquise, mais d'une mélancolie lugubre, comme l'héroïsme allemand. Nous y fûmes rejoints par la grande voiture du brasseur **Dreher**, sortie en même temps que nous de Paris, et qui se chargea de nos bagages. Nous avions l'intention de pousser jusqu'à Coulommiers, à dix lieues de là. Mais au bout de deux heures, la nuit étant survenue et avec la nuit la pluie, nous dûmes renoncer à courir les routes dans l'obscurité, ce qui eût été une imprudence dans cette époque de Prussiens et de francs-tireurs, et nous résolûmes de nous arrêter à Houssaye, à l'endroit dit des Quatre-Chemins. Faute d'auberge, nous nous adressâmes au maire, qui nous installa dans une maison bourgeoise abandonnée.

« — Faites-en, nous dit-il, ce que vous voudrez, vous y trouverez quelques matelas, de la paille, du bois en abondance, une cheminée et un piano. »

» Nous allumâmes donc un feu d'enfer, nous soupâmes de nos provisions, et la nuit se passa à faire de la musique ou à tâcher de dormir, tandis que nous entendions distinctement, du côté de Paris, le canon des forts et la fusillade. Hélas! nous avions passé deux jours à nous éloigner de douze lieues, tout au plus, de la capitale assiégée, en la tournant du sud au nord.

» Cependant nous avions découvert qu'un bureau de postes prussiennes était établi dans le château. Nous nous adressâmes au directeur, qui nous promit des places pour le lendemain dans les voitures portant les paquets ou les dépêches. Cette circonstance mit fin à notre voyage pittoresque. En une journée, par une pluie battante, ces dix voitures ou fourgons ouverts nous transportèrent à Nanteuil, vaste entrepôt de munitions prussiennes, schrapnels, bombes, obus, canons et locomobiles. La France n'existe plus. La Prusse est partout avec ses uniformes, ses bureaux, ses fourgons, ses voitures, ses marchands et ses ambulances. Nous dûmes l'hospitalité à des chevaliers de la Croix Rouge, qui nous firent fête, nous offrirent du punch et se levèrent à quatre heures pour nous mettre en chemin de fer.

» De là à Strasbourg, l'occupation prussienne porte un caractère autant civil et administratif que militaire. C'est ainsi que les affiches imprimées, répandues dans tous les villages, étaient audacieusement signées : *Le préfet de Seine-et-Marne, comte de Fürstentein*. Déjà, depuis Coulmiers, nous avions rencontré des milliers de voitures à peine escortées, chargées pour la plupart de *Liebesgaben*, ou dons patriotiques de toute espèce : gilets de flanelle, bas de laine, cache-nez, boissons, cigares, etc., ce qui nous explique l'air de prospérité que nous avions remarqué chez les soldats prussiens à partir des avant-postes. Le fait est qu'ils ont l'air d'être chez eux depuis de longues années.

» L'ordre le plus parfait règne dans les bureaux des chemins de fer. Une foule immense de soldats, d'employés ou d'Allemands en bourgeois envahit les gares. On se croirait en pleine Allemagne. Aucun son de langue française ne vient reposer l'oreille. Les chansons allemandes retentissent dans les waggons remplis d'officiers, de soldats en congé et de sous-officiers, qui retournent en Allemagne chercher de nouvelles compagnies, qui vont remplacer celles qui sont fatiguées. Le personnel de l'armée d'investissement est ainsi constamment renforcé de troupes fraîches.

» L'invasion continue avec une multiplicité effrayante. C'est le cas de dire : Quand il n'y en a plus, il y en a encore. On n'a pas même convoqué le troisième ban de landwehr. En Allemagne, les garnisons sont pleines. Ne faut-il pas bien du monde pour garder les trois cent cinquante mille prison-

niers de l'armée française! « Si nous avons encore besoin d'un million de soldats pour prendre Paris, me disait un officier, nous le trouverons. »

» A Strasbourg, la dévastation est sinistre, mais, passé le Rhin, tout sourit dans le grand-duché de Bade, comme autrefois. Les chemins de fer regorgent de voyageurs, dames élégantes, petits crevés à lorgnon, gros bourgeois fleuris, commis-voyageurs. Cette Allemagne est vraiment le pays de la mère Gigogne. Elle est grosse de monde comme de canons.

» Et nous qui avions cru à sa philosophie, à ses sciences, à ses universités, à ses poètes, à ses arts, à ses vertus pacifiques!

» Les officiers et même les soldats que j'ai rencontrés sur ma route versent tous des larmes de crocodile sur les dévastations de *la belle France*.

» — On ne comprend pas, disent-ils, l'obstination de Paris, qui fait augmenter tous les jours les » frais de guerre et nous retient loin de nos foyers. Il faut pourtant que cela finisse. Nous ne deman- » dons pas mieux. »

» Ne serait-ce pas le cas de s'écrier comme **Alphonse Karr** :

» — Que MM. les assassins commencent! »

LUNDI, 21 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Voici le chiffre des pertes que les Prussiens ont éprouvées à la « grande » bataille qui a abouti à la « grande » déroute de l'armée de la Loire : Trois morts et trente-cinq blessés!... On voit si l'affaire a été longue et chaude! Décidément, « Augusta » n'est pas bien renseignée, et les télégrammes prussiens pourront bientôt, comme exagération et fantaisie, rendre des points aux anciens bulletins du *Figaro* et du *Gaulois*.

Une dépêche de Versailles annonce un nouveau combat qui a dû avoir lieu, le 18, entre les troupes du duc de Mecklemboug et les Français, du côté de Châteauneuf, petite localité à cinq lieues de Dreux. Les Français auraient été battus et auraient perdu trois cents hommes tués et blessés et deux cents prisonniers. La perte des Allemands ne dépasserait guère cent hommes.

Une dépêche officielle de Tours signale un fait d'armes d'un corps garibaldien, qui aurait surpris sept ou huit cents Allemands à Châtillon et les aurait tous tués ou faits prisonniers. Châtillon est dans la Côte-d'Or, à une trentaine de lieues au nord d'Autun, où Garibaldi a son quartier général.

Incident anglo-russe. — Encore quelques jours, et nous saurons si la guerre générale, dont nous menace la dénonciation du traité de 1856, viendra s'ajouter aux calamités et aux tueries du duel franco-prussien. En attendant, la presse anglaise s'en va-t-en guerre matin et soir. Voici la conclusion que nous croyons pouvoir tirer de son attitude

et de son langage : c'est que tout va dépendre de l'attitude de la Prusse. Si cette puissance est d'accord avec la Russie, ce sera la guerre, et tout de suite. Sinon, ce sera le maintien du *statu quo*, car il est probable que la Russie, se trouvant seule en présence des puissances signataires du traité de 1856, reculera devant une guerre contre l'Europe entière, et fera des excuses... diplomatiques,... qu'on sera bien heureux d'accepter.

On comprend donc l'anxiété avec laquelle on attend le résultat de la mission de M. Odo Russel, à Versailles. Si l'Europe, sauf la Prusse, fait la guerre à la Russie, ce sera surtout sur l'Angleterre que pèsera le poids des charges et de la direction militaires. Cette puissance veut donc faire la guerre au moment le plus favorable.

Elle ne veut pas, par des atermoiements et des délais dont la diplomatie a le secret, permettre aux Prussiens d'abattre la France, et d'apporter ensuite à la Russie les secours de leurs armées et de leurs influences.

Si la guerre éclate, l'Angleterre se croit sûre du concours absolu de l'Autriche et de la Turquie. Elle espère également entraîner l'Italie. Dans ces conditions, la France et la Prusse étant aux prises, les forces des belligérants seraient presque égales. (1)

La circulaire du prince de Gortschakoff. Singulière coïncidence. — On se demande de toutes parts, dit la *Palle Mall Gazette*, pourquoi le prince de Gortschakoff a choisi un moment aussi peu propice, aussi dangereux même, pour publier sa circulaire, — surtout s'il compte sur la coopération de la Prusse. Peut-être une réponse à cette question pourra-t-elle être trouvée dans le fait que la circulaire a été écrite *immédiatement après la capitulation de Metz*, c'est-à-dire (en tenant compte de la différence du calendrier grec) deux jours après que la nouvelle de la capitulation est arrivée à Saint-Pétersbourg. Il est donc évident que la circulaire a été publiée quand le succès des Prussiens en France a paru assuré.

Les futurs belligérants. — Nous avons dit plus haut, qu'en cas de guerre avec la Russie, l'Angleterre compte sur le concours absolu de la Turquie, de l'Autriche et de l'Italie. Voici ce qu'on écrit

(1) On s'étonnera peut-être que nous ayons groupé tous les faits et toutes les appréciations se rapportant à la dénonciation du traité de 1856, sous la rubrique : *Incident anglo-russe*, alors que toutes les autres puissances signataires de ce traité avaient aussi bien que l'Angleterre leur mot à dire sur cet acte diplomatique. C'est que, depuis le moment où ce point noir est venu si inopinément assombrir l'horizon politique, l'opinion publique, en Europe, n'a jamais voulu voir que l'Angleterre seule, qui dût avoir assez d'intérêt au maintien du *statu quo*, pour provoquer une guerre à l'occasion de l'attitude nouvelle et inattendue de la Russie.

relativement aux dispositions dans lesquelles se trouvent ces deux dernières puissances :

« En Autriche, il se manifeste un double courant, l'un guerrier, venant de la Hongrie, l'autre pacifique, qui a sa source dans les populations slaves de l'empire. De même qu'au début de la guerre actuelle, les Allemands d'Autriche ont usé de toute leur influence pour empêcher M. **de Beust** de pencher du côté de la France, de même aujourd'hui les populations de la Bohême et les Tchèques, en général, travaillent pour l'empêcher de se brouiller avec la Russie. La position du chancelier, ainsi tiraillé d'une part par les Hongrois et les Polonais, qui en veulent mortellement aux Russes, d'autre part par les Slaves qui, par communauté de race, sont sympathiques aux Moscovites, menacé d'ailleurs de graves complications par l'attraction que la grande Allemagne unie va exercer sur les populations allemandes de l'Autriche, cette position, dis-je, n'est guère tenable. Elle n'est, à coup sûr, pas celle qu'il faudrait à M. de Beust pour intervenir dans la question du jour, avec l'énergie que sa gravité comporte. Aussi rien, jusqu'ici, ne se fait dans les provinces autrichiennes, absolument rien qui puisse faire croire à une prochaine action de l'Autriche, en dehors de sa diplomatie. Tout ce qui s'est dit, ces jours-ci, de prétendus armements sur terre ou sur mer est controuvé ; l'armée reste provisoirement sur le pied de paix.

» Quant à l'Italie, son intention très-arrêtée, paraît-il, est de ne se mêler en rien des discussions suscitées par la note Gortschakoff. En sa qualité de signataire du traité de Paris, elle enverrait à Saint-Pétersbourg sa protestation obligée contre la violation de ce traité ; elle assisterait aussi, le cas échéant, à une conférence européenne, mais elle est décidée à ne sacrifier ni un homme, ni un écu dans les questions qui s'agitent. »

La dénonciation du traité de 1856 en Russie. — Voici comment l'*Indépendance belge* résume, d'après son correspondant russe, l'impression que la circulaire GORTCHAKOFF a produite à Saint-Pétersbourg :

« Notre correspondance particulière de Saint-Pétersbourg du 15 nous fait connaître l'effet produit dans cette capitale par la résolution du gouvernement russe et par la dépêche-circulaire du prince **Gortchakoff**. Cet effet, tout favorable à la polémique impériale, a été d'autant plus marqué que l'événement était absolument inattendu pour l'immense majorité du public. Quelques personnes seulement l'avaient pressenti, et notre correspondant nous rappelle, à ce propos, qu'il nous en avait avertis, il y a plus de six semaines. Le fait est parfaitement vrai, mais la nouvelle avait une telle gravité, elle était, en outre, si positivement contredite par d'autres renseignements, provenant d'une source que nous devions considérer comme absolument sûre, qu'il nous eût fallu des preuves certaines pour la lancer dans la publicité, au milieu du trouble profond où déjà se trouvait l'Europe. Ces preuves manquant, nous avons cru devoir nous abstenir. L'événement nous donne tort malheureusement, mais nous aimons mieux avoir péché par excès de prudence que d'avoir couru le risque de tomber dans l'excès contraire.

» Quoi qu'il en soit, notre correspondant nous annonce aujourd'hui comme imminentes certaines démonstrations effectives de la Russie, soit aux Dardanelles, soit du côté du Danube et du Pruth. Nous ne pouvons qu'enregistrer ses prédictions en nous bornant à faire remarquer que si elles se réalisent cette fois encore, le conflit en recevra une gravité nouvelle. Elles nous paraissent peu compatibles, en effet, avec les espérances pacifiques que l'on paraît conserver à Saint-Pétersbourg et que constate également notre correspondant. »

Turquie. — Des nouvelles particulières de Constantinople assurent que la Porte est décidée à s'opposer énergiquement à la demande de la Russie.

Espagne. — Tout n'est pas roses dans le métier de roi. S'il y a la gent courtisane, il y a aussi des esprits fiers et convaincus qui protestent, au nom de la dignité humaine, contre le pouvoir exorbitant et presque

divin que le principe monarchique confère à certains hommes, souvent sots ou vulgaires, en tout cas, toujours sujets aux faiblesses et aux passions de l'humanité. C'est ainsi que les républicains espagnols protestent avec énergie et indignation contre le choix d'un roi pour l'Espagne. Voici à ce sujet quelques renseignements qui prouvent l'attrait qu'une couronne doit avoir, puisque pour la ceindre, on s'expose à de pareils mécontentements et à de tels mécomptes :

« Dans un meeting, tenu à Madrid la veille de l'élection, par les républicains, de nombreux discours très-violents ont été prononcés : entre autres orateurs, le député **Paul y Angulo** a déclaré que le directoire et le parti républicain étaient disposés à en venir à la lutte et que les hommes de ce parti mourraient plutôt que d'accepter un roi étranger.

» Les résolutions suivantes ont été adoptées :

» 1° Les Cortès constituantes n'ont pas de mandat pour élire le chef de l'État ; cette élection, le » peuple seul a le droit de la faire ;

» 2° Si l'assemblée, usurpant ce droit, nomme un monarque, la nation espagnole ne reconnaî» trait pas un souverain essentiellement illégitime;

» 3° En tout cas, le parti républicain espagnol considérera et jugera comme traîtres à la patrie » les députés qui voteront en faveur du duc **d'Aoste**. »

» Deux des plus fougueux orateurs du meeting, MM. **Romero** et **Romualdo Lafuente**, ont été arrêtés, et le gouvernement prend des précautions extraordinaires pour faire respecter le vote des Cortès. Toutes les troupes de la banlieue et la garde civile ont été convoquées dans Madrid ; le théâtre de la Zarzuela, situé à quatre-vingts mètres du palais du Congrès, sera occupé par deux mille hommes de troupes d'élite.

» Quant au reste de la garnison, il est déjà consigné dans les casernes : les pièces d'artillerie seront attelées dès demain matin.

» La grandesse d'Espagne vient de protester contre l'élection du duc d'Aoste. Parmi les signataires, je remarque : le duc **d'Albe**, le duc **de Sesto**, marquis **d'Alcanices** ; les marquis **de Miraflores**, **de Corvera** ; les ducs **de Huescar**, **de Hijar**, etc. »

Le duc d'Aoste, roi d'Espagne. — Le prince Amédée (Ferdinand-Marie), duc d'Aoste, troisième enfant et second fils du roi Victor-Emmanuel d'Italie, qui vient d'être appelé au trône d'Espagne, est né le 30 mai 1845. Il est donc âgé de vingt-cinq ans et demi.

La mère de ce prince, décédée le 20 janvier 1855, était la fille de feu l'archiduc Regnier d'Autriche.

Le duc d'Aoste est allié à la famille Bonaparte par le mariage de sa sœur aînée, la princesse Clotilde, avec le prince Napoléon-Joseph-Charles-Paul, le 30 janvier 1859.

Unité allemande. — Jeudi, le Parlement de la Confédération du Nord s'ouvrira pour délibérer sur l'accession des États du Sud. La discussion ne pourra s'engager que lorsque cette accession, du moins en ce qui concerne les gouvernements intéressés, sera un fait accompli. Jusqu'à cette heure, nous ne connaissons encore d'une manière positive que l'existence d'un traité qui a été signé à Versailles le 15 de ce mois, et par lequel les gouvernements des grands-duchés de Bade et de Hesse déclarent entrer dans la Confédération en adhérant à la Constitution

actuelle, laquelle, on le sait, doit être revisée dans un avenir prochain. Quant à la Bavière et au Wurtemberg, bien qu'on eût assuré que leur adhésion était certaine, nous n'avons pas encore appris qu'elle ait été consacrée par un traité.

L'occupation Prussienne... Un document. — Voici le modèle des ordres par lesquels les notables des villes de la Lorraine et de l'Alsace sont requis d'accompagner les trains du chemin de fer :

« Nancy, le... 1870.

» Monsieur...

est invité à se rendre, à vue de la présente, à la gare du chemin de fer de Nancy, à la disposition du soussigné, pour accompagner par mesure de sûreté le train partant à... heures... minutes... pour...

» En cas de refus, la gendarmerie procédera à la contrainte par corps.

» *Le commandant d'étapes.* »

« On cite, écrit-on, à Nancy, comme ayant déjà été astreints à protéger de leur présence les trains prussiens, le Président de la *Cour d'appel*, M. **Leclaire**, le procureur général, M. **Isoard**, les juges **Pierrat** et **Tulpani**, et M. l'avoué **Toussaint**. »

Petites nouvelles. — Les manifestations en l'honneur de la République et de ses chefs se succèdent à Tours. Le dimanche 13, une députation ayant une dame **Delhomme** à sa tête, s'est rendue au siége de la délégation pour offrir un drapeau au nom des dames de Marseille. M. **Gambetta** étant absent, cette députation a été reçue et complimentée par un fonctionnaire subalterne. Une manifestation analogue a eu lieu, hier ; des habitants et des gardes nationaux de Tours se sont rendus à la préfecture pour offrir un drapeau d'honneur à M. Gambetta. M. Gambetta a répondu à cette démarche si flatteuse par un discours où il a dit que le drapeau tricolore était l'emblème de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Il a glorifié, en outre, ce drapeau aux trois couleurs, qui rappelle la gloire du passé, qui rappellera l'héroïsme du présent et qui est l'arc-en-ciel de l'avenir. — On signale la récente arrivée de prisonniers allemands à Bordeaux, Agen, Pau, Lyon, Blois et Tours. Ces prisonniers, bavarois pour la plupart, et qui craignaient d'abord d'être fusillés, satisfaits de l'accueil qu'on leur a fait partout, ne paraissent généralement pas mécontents de leur sort. Voici, à ce propos, d'après des documents officiels (1), la situation qui est faite aux prisonniers allemands : les généraux de division ont, par mois, du gouvernement français 333 fr.; les généraux de brigade, 250 fr.; les officiers supérieurs, 200 fr.; les officiers subalternes, 100 francs. Quant aux sous-officiers et soldats, tous reçoivent par jour, et indépendamment des allocations de vivres, une somme de 0,07 centimes; ils peuvent travailler chez les particuliers, et dans ce cas ils touchent environ 0,40 centimes par jour. Si on songe que les officiers inférieurs, prisonniers en Allemagne, ne reçoivent mensuellement que 12 thalers, et les officiers supérieurs et généraux que 25 thalers, et si, en outre, on songe que les soldats ne touchent aucune solde « et qu'ils en sont réduits, écrivait déjà lord **Loftus**, en octobre, à vendre leurs médailles pour se procurer de petits adoucissements, qui, dans leur situation sont presque nécessaires à la vie, le tabac notamment, » on verra que la situation des prisonniers allemands en France est enviable, eu égard aux souffrances et au dénûment qui pèsent sur les prisonniers français en Allemagne, souffrances et dénûment dont nous citons des preuves à chaque page. — Un décret du gouvernement de Tours subordonne tous les comités de défense irrégulièrement constitués aux comités de défense réguliers institués par décret du 14 octobre... Un autre décret, fort discuté, et qui a paru au *Moniteur* du 19, est celui en vertu duquel, à cause

(1) Nous avons emprunté ces chiffres à une dépêche de M. **de Chaudordy**, dépêche écrite, en vue de répondre aux plaintes de M. **de Bismark** à propos des mauvais traitements et de la situation intolérable qui étaient infligés, selon lui, aux prisonniers allemands en France.

P. M.

de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve en ce moment la ville de Tours, le ministre de l'intérieur et de la guerre est investi du droit d'expulser du département d'Indre-et-Loire, par mesure administrative, tout individu non domicilié, qui ne fournirait pas la caution de deux habitants domiciliés dans le département; les arrêtés d'expulsion seront pris par le ministre seul, sur le rapport du directeur de la sûreté générale énonçant les motifs de la proposition d'expulsion... Ce décret, qu'on aura soin de n'appliquer qu'à bon escient et avec discrétion, ne vise que les malfaiteurs et les gens sans aveu. Mais les réclamants soutiennent qu'il pourra fort facilement être appliqué à de vrais honnêtes gens, de passage à Tours, et à qui il serait presque impossible, dans la situation actuelle, d'établir leur parfaite honorabilité et de fournir la caution demandée.— M. **Gambetta** va se rendre au camp de Conlie, où il y aurait dissentiment entre MM. **Cathelineau** et de **Kératry**. *Grosso modo*, voici quel serait, dit-on, l'objet du conflit : Bien des jeunes gens, qui eussent été de par la loi gardes mobiles ou soldats, se sont engagés dans le corps de Cathelineau par choix ; M. de Kératry, qui les comptait dans ses contingents, se serait plaint de la mutation ; un décret les lui a renvoyés ; mais ils tiennent, paraît-il, à leur chef choisi; de là tiraillements... Comme le moment est bien choisi pour afficher des préoccupations et des susceptibilités d'amour-propre ou de légalité puérile!... — Les envahisseurs n'ont pas grande confiance dans les populations au milieu desquelles ils sont forcés de vivre!... « Ces jours derniers », écrivait-on de Versailles, le 19, à l'*Indépendance Belge*, « on parlait tout bas à Versailles d'une Saint-Barthélemy qui se préparait pour la garnison prussienne, et l'on croyait généralement, en ville et dans les campagnes, que nous serions tous massacrés dans nos lits, pendant la nuit du 17 au 18. *La garde n'avait pas été renforcée, mais en présence de bruits aussi persistants, on avait consigné les troupes.* Les patrouilles, qui sillonnèrent les rues, à minuit, trouvèrent bien dans les cabarets borgnes des individus, qui, tout en devisant de choses politiques, semblaient attendre le signal du massacre. Mais ce fut tout ; les sifflets qu'on entendit derrière les haies se turent à l'appel de nos sentinelles et la nuit se passa sans incident. » « Toutes les maisons confortables, écrivait-on encore de Versailles, le 3, sont occupées par les états-majors et MM. les officiers. La ville était bien approvisionnée quand l'ennemi l'a envahie. Mais il y a eu de tels gaspillages, que, petit à petit, on est arrivé à une pénurie relative assez grande et que les détails suivants vont très-bien vous faire comprendre : Comme argent, personne n'en a plus ou plus guère. Je pourrais, à cet égard, vous citer des noms bien connus dans l'histoire de nos jours et dont la détresse actuelle vous étonnerait. Mais, chaque jour, on en arrive à manquer successivement de presque tout, même avec de l'argent. C'est ainsi qu'aujourd'hui le sel commence à faire défaut et se vend au prix que les rares détenteurs en veulent. La viande, très-inférieure, vaut 3 fr. le kil. La belle qualité moyenne 4 fr.; le beurre de 7 à 10 fr.; le sucre de 5 à 6 fr.; le porc frais de 4 à 5 fr.; quant au veau, il va passer à l'état légendaire et il n'y en aura plus que pour le quartier général de S. M. le roi **Guillaume**. Le charbon de terre arrive à 100 fr. la tonne et le charbon de bois a triplé de prix, ainsi que les allumettes chimiques qui valent plus d'un centime la pièce, ou, si vous l'aimez mieux, 10 centimes la boîte où il y en a huit. » — Trois membres du conseil municipal de Reims, accusés d'hostilité aux desseins de la Prusse à l'endroit de leur ville, MM. **Henrot**, **Brébant** et **Thomas**, tous trois médecins des plus distingués, viennent d'être dirigés sur l'Allemagne pour y être internés comme prisonniers. — Les Prussiens, qui occupent Meulan, ont arrêté et envoyé en Allemagne, M. **Masson**, l'imprimeur du journal de cette ville, l'*Etincelle de Meulan*. Une proclamation du commandant prussien **von Bentheim**, « certifiée conforme par le maire **Lecomte**, » dit que cette mesure a été prise « parce que l'*Etincelle* (ô horreur!) a expliqué, que, selon la loi française, il est défendu, sous peine de mort, de fournir des vivres à l'ennemi. » — La ville de Sens, qui n'avait pas songé à se défendre, a été mise à sac par une avant-garde prussienne. Les horreurs commises ont été telles qu'un conseiller municipal, M. **Veaudoux**, est mort d'épouvante. — M. **Vallejo-Miranda**, qui, quoique porteur de sauf-conduits en règle, avait été fait prisonnier dans les lignes prussiennes et interné en Allemagne, écrit à l'*Indépendance belge*, « qu'il vient de s'évader de Mayence, *même après avoir donné sa parole de ne pas s'évader*, parce qu'il se considérait comme *séquestré* et non comme *prisonnier*. »—Le *Volkstadt*, de Leipzig, annonce que le démocrate socialiste **Nippoldt**, détenu à Ehrenbreitstein, pour avoir publié dans la *Gazette de Gotha*, une protestation contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, a été mis en liberté le 23 octobre. —La Prusse fait des essais d'installation en Lorraine... Le *Staatsanzeiger* annonce que les autorités

allemandes instituées pour l'administration du « duché de Lorraine » sont toutes entrées en fonctions. Le président de régence, **comte Villers**, est nommé commissaire civil. Ses adjoints sont M. **Hergenhahn**, conseiller de régence de Nassau pour la police, le bailli **comte Solms de Naken** pour les affaires militaires, l'assesseur **von Hammerstein**, de Coblence, pour l'organisation administrative. MM. **Solgt** et le garde général **von Etzel** sont chargés, l'un, des intérêts agricoles, l'autre, des forêts. Sont nommés préfets : le **comte Renard**, pour le département de la Meurthe; M. **de Bethmann-Holleweg**, pour le département de la Meuse, et M. **Bitter**, pour celui des Vosges.—Le *Courrier du Bas-Rhin* est vendu à une maison de librairie de Stuttgard, qui recevra, dit l'*Indépendance belge*, une subvention du trésor prussien. Le *Courrier* porte maintenant, au-dessus du titre français, *qu'il avait seul autrefois*, le titre allemand de *Niederheisnicker Kürier*. L'autorité prussienne force les maires à prendre un abonnement d'un an. On parle de faire renaître le vrai *Courrier* sur la frontière. — Cinq journaux se publiaient à Metz pendant le siége. Les exemplaires de ces feuilles se vendent aujourd'hui à des prix fabuleux. Un numéro de l'*Impartial* s'est vendu 40 fr. Une demi-feuille, encadrée de noir et contenant le texte de la capitulation, a atteint le chiffre de 25 fr. Dans les derniers jours du siége, le papier ordinaire manquant, on se servit du papier pour affiches. Ce qui fait que la collection complète des journaux messins parus pendant l'investissement offre un aspect des plus pittoresques et des plus bariolés; car il y en a de toutes couleurs, (nous parlons du papier s'entend), de rouges, de jaunes, de verts, etc.— On annonce qu'**Alexandre Dumas** guérit!... Le célèbre romancier est toujours chez son fils, qui lui prodigue les soins les plus intelligents et les plus dévoués. Il va beaucoup mieux. Il se fait faire une lecture tous les jours et parle sans cesse du plan d'un roman qu'il compte écrire sous peu... Avoir tant vécu, si longtemps, et ne vieillir ni au moral, ni au physique!... Qui donc pourrait parler de l'égalité absolue entre les hommes?...—Un journal qui se publie à Londres sous le titre de *Figaro*, et qui est à la solde du parti impérialiste, a fait paraître un pamphlet militaire : *La Campagne de Sedan*, qu'on assure avoir été écrit sous la dictée de l'ex-Empereur. C'est une très-piètre justification de l'auteur principal de la guerre aux dépens de l'armée, d'une part, des actes du parti libéral et des résolutions du conseil de régence, d'autre part. — On vient d'arrêter en Belgique, un individu, français d'origine, du chef de menaces de mort par écrit; il a, paraît-il, adressé une lettre datée de Bruxelles à l'ex-Empereur des Français, **Napoléon III**, pour lui demander 100,000 francs, sinon qu'il tuerait le prince impérial. — Un journal de caricatures, en Allemagne, vient d'en publier une, montrant **Bazaine** offrant Metz sur un plateau à la Prusse... Au moins, voilà une feuille allemande qui représente, en badinant, la capitulation de Metz sous un autre jour que les feuilles à la dévotion de MM. **de Moltke** et **de Bismark**!...— Une assertion étrange et dont on ne pourra contrôler l'exactitude que plus tard!... « On nous raconte, écrit la *Gazette de France*, que, durant l'occupation d'Orléans par les bavarois, le général **von der Tann** requit de la municipalité quatre chevaux pour conduire la maréchale **Bazaine**, qui devait, disait-il, aller de Tours à Versailles, par Orléans. Des ordres avaient été donnés à tous les avant-postes pour faire une réception toute particulière à la maréchale. Le général von der Tann fit même, à cette occasion, une singulière proposition au conseil municipal d'Orléans qu'il voyait très-préoccupé de la situation affreuse où l'excès des réquisitions avait mis la ville : « Faites une » réclamation au roi de Prusse, dit le général au maire, et la maréchale Bazaine se chargera » de la porter et de la recommander à Versailles. » Le conseil municipal rejeta à l'unanimité la proposition.»—On écrit de Cassel au *Times*, en date du 20 novembre : « Une brochure du maréchal **Bazaine**, justifiant sa conduite du 14 août jusqu'à la capitulation, va être publiée à Bruxelles dans peu de jours. »— Parmi les francs-tireurs de l'Allier, *se trouve une femme qui a bravement rempli son rôle de soldat*, dans la journée du 9, près d'Orléans. — On annonce que M. **Gambetta** a refusé la démission que le colonel **Frappoli** lui avait envoyée de chef d'état-major de l'armée des Vosges. — **Louis Castellazzo**, de Mantoue, vient d'être chargé par **Garibaldi** d'organiser, à Lyon, un bataillon de volontaires italiens. On remarque dans son état-major plusieurs journalistes, et notamment **Pozzi**, du journal *Il Dovere*. — Le corps franc de M. **Keller**, qui a rendu de si grands services dans le Haut-Rhin, a été incorporé dans l'armée de l'Est et fait partie de la division commandée par le général **de Polignac**. — On dit merveille de l'organisation, de l'armement et de l'esprit militaire d'une « *légion bretonne* » qui vient de partir pour le théâtre de la guerre, sous les ordres d'un ancien officier de marine, M. **Domalin**. —Tous les renseignements reçus de Châteaudun

et du théâtre des hostilités près de la Loire s'accordent à faire le plus grand éloge des francs-tireurs de la Seine, qui, sous les ordres de leur nouveau commandant, **Lipowski**, comme dévouement, comme audace, comme ténacité, rivalisent dignement avec les corps francs de **Charrette** et de **Cathelineau**. — On fait grand bruit de l'arrestation, à Toulon, du président **Roques**, au commencement de ce mois. Un décret de M. **Cremieux**, en date du 6, a déclaré M. Roques suspendu de ses fonctions. — On a relâché M. **Lavalle**, médecin de Dijon, qui s'était chargé de la défense de la ville, et qui avait été arrêté à Beaune par ses propres soldats et par la population exaspérée. M. Lavalle n'est coupable que d'incapacité.

MARDI, 22 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On croit savoir que les armées du général de Manteuffel, du duc de Mecklembourg et du prince Frédéric-Charles vont former autour de Paris une seconde ligne d'investissement. L'un de ces généraux opérera dans le Nord, à la hauteur de La Fère, Vergnier, Saint-Quentin, vers Rouen, pour tenir en échec Bourbaki et ses communications avec MM. de Kératry et d'Aurelles; un autre doit pénétrer dans le Sud-Ouest, et le troisième tendra la main, par les départements de l'Aube et de l'Yonne, aux troupes commandées par le général Werder, un de ses corps ayant reçu mission de réoccuper Orléans.

Voici une petite forteresse dont on n'aura pas aussi facilement raison que de Metz !... La garnison de Mézières, troupes régulières et garde nationale, vient de rompre les lignes des assiégeants et de rejeter au loin les troupes qui les formaient. Les Prussiens ont eu cinq cents hommes tués et on leur a pris un canon.

Paris. Bonnes nouvelles de la défense. — D'après les renseignements de source prussienne, Paris était affamé et prêt à se rendre. Le défaut de nouvelles directes de la grande cité entretenait l'inquiétude et les angoises les plus vives. On se demandait s'il fallait croire que Paris fût réellement réduit à ces tristes extrémités..... Heureusement, de bonnes nouvelles nous parviennent aujourd'hui ! Un ballon a pris terre, hier, à quelques lieues d'Anvers. Il était monté par MM. Jules Buffet, Saint-Valéry et Albert Jauban.

Nous n'avons encore que des nouvelles sommaires. Mais ce que nous savons de l'approvisionnement de Paris et de la disposition des esprits suffit pour ramener le calme et l'espoir que les renseignements prussiens avaient fortement ébranlés, même chez les plus optimistes. Paris tient bon et tiendra longtemps encore... Fasse le ciel, maintenant, que l'armée de la Loire soit à la hauteur de la tâche qui lui incombe !

Rome. — La *Gazette de Rome* publie un décret qui institue dans cette ville un lycée, un gymnase et une école technique; un second décret de la lieutenance royale contient les nominations des professeurs laïques auxdits établissements.

Unité allemande.—Ainsi que nous l'avions fait pressentir, c'est à la dernière heure, au moment même de la réunion du Parlement fédéral, que les traités avec la Bavière et le Wurtemberg, qui complétent la reconstitution de l'Allemagne en un seul corps politique, seront probablement signés. Les deux ministres wurtembergeois qui ont négocié le traité au quartier général à Versailles sont revenus à Stuttgart, et, après avoir soumis au Roi le projet de traité, se sont rendus à Berlin, où il sera définitivement conclu et signé. Il en sera de même pour le traité bavarois; un télégramme de Munich annonce que tout est convenu et prêt pour l'entrée de la Bavière dans la Confédération du Nord. Le voyage du roi Louis à Versailles, annoncé il y a quelque temps, puis ajourné indéfiniment, paraît cette fois devoir s'accomplir, car on annonce de Munich que tous les préparatifs en sont terminés.

Le libéralisme prussien. — Le journal prussien que le quartier général fait paraître en français ne rencontre naturellement que fort peu de sympathies à Versailles. Voici en quels termes la rédaction se plaint des protestations que sa prose soulève et fait part de ses procédés de vengeance :

« Plusieurs des numéros de notre journal, affichés aux murs de la ville, ont été l'objet de gamineries de la pire espèce. On en a couvert quelques-uns d'observations insultantes ; sur d'autres, on a tout simplement jeté de la boue, etc. Nous aimons à prévenir charitablement les habitants que la police allemande ne laisse point passer impunément de pareilles inconvenances.

» Dès à présent, un des fauteurs de ces incongruités, M. **Toupé**, de Versailles, mécanicien de son état, a été pris par la police en flagrant délit, et se trouve déjà, par les soins des autorités militaires, sur le chemin d'Allemagne, pour y être interné, pendant toute la durée de la campagne dans les casemates d'une forteresse. »

Une lettre du général Trochu au Pape. — Voici ce que dit la *Pall Mall Gazette*, de Londres, d'une lettre que le général Trochu aurait adressée à Pie IX :

« Une lettre du général Trochu, adressée au Pape et expédiée de Paris par ballon, vient d'arriver à Rome. Le général exprime dans cet écrit la douleur qu'il a ressentie en apprenant les événements d'Italie, et les regrets qu'il ressent de voir la France impuissante devant la spoliation dont le Saint-Père est la victime. M. Trochu ajoute qu'il a été un instant sur le point de déposer les pouvoirs dont le gouvernement de la défense et le peuple de Paris l'ont investi ; mais qu'après la nouvelle du désastre de Rome, il a renoncé à cette pensée, dans l'espoir qu'un retour de fortune pour la France le mettrait en mesure d'aller personnellement, à la tête d'une armée française, tirer vengeance du banditisme italien et rendre à la Papauté sa sainte couronne. »

Les enterrements militaires à Versailles.—Voici quelques renseignements curieux sur le cérémonial qui préside aux nombreux enterrements prussiens qui ont lieu chaque jour à Versailles.

Nous les empruntons au correspondant du *Times*, le docteur Russel :

« On célèbre chaque jour ici une cérémonie qui attire toujours une grande foule et qui produit une pénible sensation. Je veux parler des ensevelissements militaires qui partent du palais pour le cimetière.

» Je suivais, l'autre jour, un de ces convois ; ces cérémonies funèbres sont empreintes d'une grande convenance et d'une véritable solennité. Les troupes prennent position dans la cour royale, à l'entrée de la cour de marbre ; c'est un emplacement digne de ces guerriers couchés dans leurs cercueils. Il y a toujours de service un corps de musique, un détachement d'officiers, les aumôniers, une escorte de cavalerie et un peloton pour les salves. Les bières des officiers sont recouvertes d'un drap mortuaire en velours noir orné d'une croix blanche, avec des couronnes ou des chapelets. Celles des simples soldats sont drapées de blanc.

» A un signe donné, les porteurs soulèvent les cercueils, la musique se place en tête et rien n'est plus touchant, plus plaintif, plus tendre que les sons de la marche funèbre. L'escorte d'infanterie s'avance ensuite portant ses armes, non pas renversées, mais sur l'épaule. Suivent les officiers chargés de mener le deuil, l'aumônier à pied entre deux autres officiers, les cercueils, enfin le peloton de salve et la masse de curieux civils et militaires. Les accents de la musique et le roulement des tambours ne tardent pas à attirer une foule nombreuse sur le passage des cercueils ; beaucoup se découvrent et les femmes se signent. Le cortége traverse la place Hoche et passe devant l'église de Notre-Dame.

» Partout du monde dans les rues et aux fenêtres ; on voit des femmes vêtues de noir suivre avec des yeux remplis de larmes les restes mortels de ces ennemis, qui peut-être ont porté le deuil dans le sein de leur famille. Au cimetière s'ouvre une fosse immense, capable d'engloutir des centaines de cadavres. Le jour où j'y fus, on célébrait deux séries de funérailles, l'une luthérienne, l'autre catholique. Les luthériens, tous Prussiens, comptaient six cercueils ; les catholiques, Bavarois, quatre. Un pasteur s'avança au bord de la fosse, et prononça une allocution qui arracha des larmes à de nombreux assistants.

» Une allusion au sort d'un jeune officier du 16e régiment de cavalerie, chéri de ses compagnons d'armes, produisit surtout une vive impression. Un autre pasteur lut la liturgie, et au moment où il jetait une poignée de terre dans la fosse, les salves retentirent. L'aumônier catholique s'avança à son tour, à travers la fumée, jusqu'au bord de la même fosse et y lut les prières de son Eglise. Plusieurs des Françaises présentes fondaient en larmes.

» Après quoi, ces morts catholiques et protestants furent laissés dans leur éternel repos. « *Ceux-là*, du moins, n'entreront pas dans Paris, » grommela à mes côtés un jeune homme en s'éloignant. — « Mon ami, reprit aussitôt d'une voix triste et douce un vieillard en se tournant vers lui, espérons qu'ils entreront en un lieu infiniment meilleur, où nous les rejoindrons un jour. » Ces mots furent dits avec une grâce charmante. C'était une de ces phrases aimables où les Français excellent et qui rachètent bien des défauts. »

Les traîtres. — Ce ne sont pas seulement les indisciplinés, ce sont encore les traîtres qu'on punit :

« Le nommé Triau, Justin, dit un journal, habitant de la commune de Lutz, hameau de Baigneau (Eure-et-Loire), convaincu d'espionnage, a été condamné à la peine de mort par l'une des cours martiales du 16e corps d'armée.

» Ce jugement a reçu son exécution le 15 courant, à sept heures du matin.

» On a également arrêté, condamné et exécuté un meunier, nommé Pouilly, qui entretenait des intelligences avec l'ennemi.

» Ce misérable avait trouvé un moyen bien simple de prévenir les Prussiens de notre présence. Quand les Français étaient en force, les ailes de son moulin tournaient ; quand nous n'étions pas en nombre, le moulin restait immobile. »

Ce que pensent les soldats prussiens. — Voici ce qu'on écrit à ce sujet :

« On dépouille toujours des correspondances prussiennes, car c'est entre l'armée ennemie et

nous un échange de bons procédés : ils nous prennent nos ballons ; nous arrêtons leurs courriers. Vingt-sept ballots de plus sont arrivés. Toujours des lettres et des lettres plus désolées les unes que les autres. Je gagerais que nos correspondances ne sont pas plus en deuil que les leurs ; que nous, vaincus, demandons moins la paix qu'eux, vainqueurs.

» *Cette guerre est absurde, insensée, injuste,* » écrivent des officiers. « De la Sarre à la Loire, » dit un officier, ce n'est que déserts et cimetières. . Est-il croyable que deux nations civilisées » poursuivent une telle guerre ! »

Polémique bonapartiste. Un plaidoyer en faveur de Napoléon III. — La *Situation* n'en démord pas : si l'Empire est tombé, si la guerre franco-prussienne a abouti à des hontes comme les capitulations de Metz et de Sedan, si tout l'outillage militaire de la France, — hommes, chevaux, matériel, forteresses, — est aux mains de la Prusse, l'Empereur n'y est pour rien.

Les guerres de Crimée et d'Italie ont été le fait personnel de Napoléon III. Aussi ont-elles été glorieuses et utiles à la France. — La *Situation* oublie de nous parler de la guerre du Mexique.—Mais la guerre actuelle, l'Empereur l'a faite, malgré lui, entraîné comme souverain parlementaire par la volonté de son cabinet et la pression de l'opinion publique.

Maintenant, si les troupes françaises ont dû céder devant les Prussiens, si l'armée de Mac-Mahon a dû capituler, si les armées permanentes ont été confisquées, c'est la faute au canon prussien. Or, « on ne peut, sans injustice, rendre l'Empereur responsable de la supériorité de l'artillerie prussienne. » Il a fait tout ce qu'il pouvait faire : il a choisi les généraux Lebœuf et Niel dans les rangs du génie. D'ailleurs, si l'Empereur avait voulu mettre l'artillerie française au niveau prussien, les Chambres et l'opposition lui eussent refusé l'argent nécessaire.

Voilà comment raisonne la *Situation* pour absoudre Napoléon III et lui prédire une restauration prochaine. Seulement, le journal bonapartiste oublie une chose, la principale, nous semble-t-il : c'est que comme souverain personnel ou parlementaire, Napoléon III est responsable des choix qu'il a faits, et que s'il a mis des incapables ou des traîtres à la tête des armées, c'est toujours lui qui en portera la responsabilité vis-à-vis de la France et de l'histoire.

PETITES NOUVELLES. — En même temps que le *Gaulois*, dirigé par M. **Tarbé**, doit paraître à Bruxelles un journal impérialiste sous la direction de M. **Clément Duvernois** ou de M. **Granier de Cassagnac**. On parle vaguement aussi d'un grand journal orléaniste à très-bon marché. — Le **comte de Palikao** réside à Ostende. — Le commandement régional de l'Est étant supprimé, M. le général **Michel** a dû recevoir une autre destination. Il a été chargé de commander la division de cavalerie du 18e corps.

MERCREDI, 23 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Constatons d'abord les excellentes nouvelles qui nous arrivent de l'armée de la Loire. Il y a un mois, lors de la prise d'Orléans par les Prussiens, troupes régulières et mobiles lâchaient pied, sans tirer un coup de fusil, laissant les zouaves et la légion étrangère seuls aux prises avec l'ennemi. Aujourd'hui, d'Allemagne et d'Angleterre nous viennent les rapports les plus favorables sur la solidité et la discipline de ces troupes, naguère si décriées et si dignes de l'être.

Toutes les correspondances en parlent maintenant avec respect. On ne les dédaigne plus. On avoue qu'il faudra compter avec elles et qu'il y a là des éléments de résistance qu'on ne s'attendait pas à rencontrer au lendemain de Metz et de Sedan. Tous rendent hommage à la bravoure et à la solidité qu'elles ont déployées à la reprise d'Orléans.

Cet état de choses prouve combien la France a eu raison de se fier à ses ressources inépuisables, à ses richesses, à son patriotisme et de continuer la lutte, plutôt que de céder aux exigences tyranniques d'un ennemi que le nombre et le hasard seuls rendaient momentanément vainqueur. L'heure n'est peut-être pas éloignée où la France et Paris recueilleront le fruit de leur héroïsme et de leur sublime obstination.

Relativement aux faits de guerre en cours d'exécution, nous laissons la parole à *l'Indépendance belge :*

« Une dépêche de Tours, dit-elle, complète les renseignements qui nous ont été transmis par des sources prussiennes sur les derniers engagements à l'ouest de Versailles, Les troupes qui ont dû reculer à Dreux étaient des gardes mobiles détachés de l'armée du général Fierrick. L'armée de la Loire n'a pas rencontré l'ennemi depuis la reprise d'Orléans, si ce n'est dans les escarmouches. Elle fait des mouvements stratégiques qu'il est impossible de préciser, mais qui doivent avoir évidemment pour but de couvrir ses positions actuelles, Tours et le Mans, contre les forces allemandes, qui forment en face d'elle un demi-cercle ayant sa droite appuyée sur la ligne de Senonches à Dreux et sa gauche sur Auxerre et Montargis. Une partie des troupes ennemies qui occupaient la Bourgogne est allée rejoindre les armées du centre, bien qu'il y ait eu encore par là une rencontre à Nuits et qu'on signale l'arrivée de nouvelles forces dans la Haute-Saône. Vingt mille Allemands seraient à Gray. Dans le Nord aussi, l'arrivée du général de Manteuffel commence à se faire sentir. Dix à douze mille Prussiens ont traversé dimanche dernier Chauny se dirigeant sur Ham, Noyon et Amiens. On croit qu'ils forment l'avant-garde de l'armée qui doit opérer contre le Nord, la Somme et la Normandie.

» Cette armée ne trouvera plus devant elle le général Bourbaki. Il a été appelé à Tours et le commandement militaire dont il était investi a été supprimé. Ses troupes ont été placées sous les ordres du général Fare.

» Dans le nord-est, Thionville est serré de près et a déjà eu à subir un bombardement. Montmédy, au contraire, a pu se dégager des forces qui commençaient à l'investir et qui se sont subitement repliées vers l'intérieur de la France.

» Un télégramme de Versailles confirme le succès remporté à Châtillon par les volontaires de Garibaldi, mais il en réduit beaucoup l'importance. »

Bulletin de la paix. Arrivée de M. de Chaudordy à Versailles pour traiter de la paix. — On signale l'arrivée de M. de Chaudordy, le délégué aux affaires étrangères, à Versailles, avec pleine et entière autorité pour traiter de la paix à toutes conditions excluant une cession territoriale.

Cette nouvelle apparaît aux yeux de beaucoup de gens comme le présage d'une nouvelle et meilleure situation. Nous sommes loin de partager ces espérances. La justice, l'intérêt, le souci de la vie et de la fortune de ses sujets font certes un devoir à Guillaume de faire un accueil favorable aux propositions de paix. Mais M. de Bismark et son royal compère n'entendent pas de cette oreille. Ce sont-là des préoccupations qui ne pèsent pas dans leurs décisions. Ils ont juré de prendre l'Alsace et la Lorraine, et ils ne désarmeront spontanément qu'après être arrivés à leurs fins, en violation de toute justice, de tout droit et du vœu des populations qu'il s'agit de prussianiser.

La voix des veuves et des orphelins, les supplications des amis de l'humanité les gênent peu !

Heureusement, la France se lève, vaillante, généreuse, héroïque et compacte. Bismark et Guillaume trouveront peut être la paix... et le châtiment, plus tôt qu'ils ne s'y attendent et qu'ils ne le souhaitent.

Incident anglo-russe. — Le premier moment d'émotion, la première alarme se passent, et il semble que les idées pacifiques reprennent le dessus. Les rumeurs les plus satisfaisantes circulent aujourd'hui. D'abord, la réponse de la Russie à la dépêche de lord Granville serait conçue dans les termes les plus conciliants. Puis, M. Odo Russel a dîné, à Versailles, à la table du roi de Prusse et du prince royal. Nous ne savons pas bien en quoi ce dîner peut *nourrir* les espérances de paix, les rois et les diplomates ne s'étant jamais fait scrupule, — que nous sachions du moins, — de dîner avec leurs ennemis de la veille ou du lendemain... Le fait est pourtant que toute la presse se jette sur ce *dîner* comme sur un *os pacifique à ronger*....

Elle est partout si *affamée* de paix !

Enfin, ce qui est plus sérieux et plus positif, la presse anglaise tient un langage plus favorable au maintien de la paix.

Les articles échevelés et belliqueux des derniers jours sont attribués à l'inspiration d'une faible partie de la vieille aristocratie anglaise, profondément blessée du sans-façon diplomatique du prince Gorstchakoff. Le *Times* explique lui-même aujourd'hui la forme insolite de la note du prince; il rappelle, à ce propos, le mot de Napoléon Ier : « Grattez le Russe et vous trouverez le Tartare, » — c'est-à-dire qu'à ses yeux l'insolence de la démarche du cabinet russe, qui hier encore était une

insulte pour la dignité de l'Angleterre, n'est plus aujourd'hui que le résultat d'une sorte de manque d'éducation, dont la gentilhommerie britannique doit prendre son parti.

De tout cela, espérons que cette montagne de colères et d'invectives accouchera d'une souris..... à savoir, d'un congrès.

Angleterre. — Dans les circonstances où nous sommes, il est tout naturel que les journaux dirigent leur attention sur les forces armées que l'Angleterre pourrait mettre sur pied, dans le cas où la diplomatie se montrerait impuissante à conjurer une rupture.

Voici quelques renseignements intéressants à ce sujet :

« Le *Daily Telegraph* annonce que dans les huit jours, le ministre de la guerre serait à même de disposer de 35.000 soldats de toutes armes, complétement équipés pour le service au dehors. Bien entendu, le journal que je cite raisonne dans l'éventualité où l'Angleterre, dominant sur la mer, n'aurait point à se soucier de sa défense à l'intérieur.

» Au 1er septembre, l'armée se composait de 54,757 sous-officiers et soldats de la ligne. Depuis lors, on a fait 8,000 recrues, dont 5,000 pour la ligne. L'artillerie nécessaire pour les 35,000 hommes disponibles est également prête.

» L'Angleterre pourra, dans un bref délai, expédier sur continent 59,000 hommes d'infanterie, 11,500 cavaliers, 3,300 hommes du génie, 2,500 du train, sans compter les officiers. L'artillerie se compose de 14,000 hommes, avec 180 Armstrong, sans compter une réserve considérable du même modèle et 50 canons d'un nouveau modèle se chargeant par la bouche. La défense à l'intérieur serait confiée aux 80,000 volontaires et aux 20,000 hommes de la réserve. »

Italie. — L'Italie n'a pas encore répondu à la Note du prince Gortschakoff. Cette réserve confirme ce qu'on dit de son peu de disposition à s'engager dans les complications qui pourraient résulter du conflit soulevé par la Russie.

Espagne. — Voici une assez singulière assertion de Prim :

« Le maréchal **Prim** s'est empressé, dit-on, d'annoncer au roi **Victor Emmanuel** l'élection du prince **Amédée**. Dans sa lettre, le maréchal expose la situation actuelle de l'Espagne et affirme que la grande majorité de la nation applaudit au choix des Cortès *et que notamment la flotte et l'armée l'ont salué avec enthousiasme.* Le Roi, en répondant au maréchal Prim, a vivement félicité la régence des efforts qu'elle a faits pour consolider les institutions libérales. »

Ainsi donc le maréchal Prim parle de l'enthousiasme de l'armée... L'armée enthousiaste ? Mais de qui ? D'un prince qui lui est parfaitement inconnu et qui apporte peut-être la guerre civile aux Espagnols ?...

L'armée enthousiaste ?... Mais pourquoi ?... A coup sûr, monsieur Prim, l'enthousiasme dont il s'agit et que vous prônez si haut ne peut être que de l'enthousiasme... par ordre.

Un évêque patriote. Les séminaristes au feu. — Les malheurs de la France sont vivement ressentis par une grande partie du clergé français. Voici, en quels termes vibrants de patriotisme et de haine des envahisseurs et des capitulards, l'évêque d'Angers, M. Freppel, sollicite ses séminaristes « à faire ce qu'il

dépend d'eux pour le salut de la France et pour repousser loin d'elle la honte et le déshonneur : »

« *Nous sommes arrivés à l'un de ces moments solennels dans la vie d'un peuple, où le salut de la patrie exige un effort suprême de la part de tous ses enfants.* Jusqu'ici, grâce à Dieu, le clergé s'est montré à la hauteur des circonstances difficiles que nous traversons : il est à son poste, sur les champs de bataille et dans les ambulances, recueillant les blessés sous le feu de l'ennemi, et leur prodiguant, avec les secours de son ministère, toutes les ressources de la charité chrétienne. Mais le devoir a grandi avec le péril : les dévouements ordinaires ne suffisent plus à la situation qui nous est faite par des capitulations désastreuses et par les prétentions exorbitantes d'un ennemi qui semble vouloir se mettre au ban de la civilisation. *Il faut que la nation se lève tout entière pour repousser loin d'elle la honte et le déshonneur ;* or, c'est au clergé à donner l'exemple, autant qu'il est en lui.

» Sous l'empire d'une législation protectrice des droits et des intérêts de la religion, les élèves du sanctuaire ont joui jusqu'à présent du privilége de l'exemption militaire. Mais en face de la patrie humiliée et meurtrie, je n'hésite pas à croire que nos braves séminaristes sont tout prêts à renoncer d'eux-mêmes au bénéfice de la loi, jusqu'à ce que l'étranger soit chassé du territoire français. C'est pourquoi, voulant concilier le respect des saints canons avec le devoir qui incombe à chacun de contribuer selon ses forces à la défense nationale, je vous charge, monsieur le supérieur, de veiller à l'exécution des mesures que je viens de prendre.

» Ceux d'entre les élèves du séminaire qui sont engagés dans les rangs de la cléricature se tiendront à notre disposition pour servir d'infirmiers dans les corps des troupes régulières ou auxiliaires. Quant aux autres, qui ne trouveraient pas d'empêchement dans l'état de leur santé ou dans la faiblesse de leur complexion, *je vous prie de leur faire savoir de ma part que je les verrai avec grand plaisir s'engager dans la garde mobile, ou dans la garde nationale mobilisée, ou dans la légion de* MM. **de Cathelineau** et **de Charette**. Déjà une vingtaine d'entre eux ont devancé mon appel, et je les en félicite. Ou ils tomberont martyrs de la patrie, et ils auront rendu à la religion le plus signalé des services ; ou ils reviendront au séminaire avec l'auréole du dévouement, et le sacerdoce ne comptera pas de membres plus fortifiés par l'épreuve du sacrifice, ni plus honorés de la confiance des peuples. Et quoiqu'il puisse arriver, nous aurons fait tout ce qui dépendait de nous pour le salut de la France, notre mère à tous.

» Agréez, etc.

» † CHARLES-EMILE,
» *Évêque d'Angers* »

Pourquoi les Prussiens restent en France. Révélations. — Voici ce qui explique peut-être l'acharnement et l'obstination des Prussiens à revendiquer l'Alsace et la Lorraine et à continuer la lutte, malgré la chute de Bonaparte, qui était, disaient-ils, leur seul et unique objectif au commencement de la campagne. On écrit de Versailles au *Daily News* :

« C'est une erreur de croire que les troupes allemandes, — excepté toutefois la landwehr, qui sera renvoyée aussitôt que possible, — sont désireuses de rentrer en Allemagne. Les soldats sont bien nourris et bien logés ; ils reçoivent la solde extraordinaire et envoient chez eux de l'argent ou des cadeaux. Ils ont une bouteille de vin par homme et par jour dans ce pays de Bacchus, au lieu que dans leur pays ils n'en voient pas un verre plein d'un bout de l'année à l'autre. Ils ont de la viande et de la volaille, du pain blanc, de la bonne eau-de-vie et des cigares *ad libitum*, tous objets qui sont de luxe pour la plupart d'entre-eux, — rappelez-vous que je parle de la ligne, — dans leur pays sobre et ménager. Ils sont gais et bien portants.

» L'Etat s'est chargé de pourvoir aux besoins de leurs familles : que voudraient-ils de plus ? Ils vivent dans une aisance à laquelle ils aspireraient longtemps en vain, en temps de paix. En outre, ils se couvrent de gloire, aussi bien que de flanelle, d'honneur non moins que de fourrures et de waterproofs. Ils repartiront en guerre l'année prochaine, s'il le faut, sans murmurer. Ne les plaignez pas, ils sont dans une excellente position. »

Les ballons. — Les aérostats pleuvent du ciel. On en signalait un, hier, près d'Anvers. On en signale un autre aujourd'hui, l'*Uhrich*, près de Luzarche.

Les nouvelles que nous apportent ces messagers aériens sont unanimes à constater l'attitude fière et virile de Paris, ainsi que la présence d'approvisionnements suffisants ponr faire échec aux Prussiens pendant plusieurs mois.

Et les Prussiens qui nous disaient que Paris était affamé et allait se rendre!... Décidément, les télégrammes « à Augusta » et les rapports du quartier général dépassent, comme fantaisie et impudence, les anciens bulletins du *Figaro* et du *Gaulois*... Et dire qu'on a si souvent, en Europe, vanté leur sobriété et leur véracité. Au début de la guerre, ces éloges étaient devenus un lieu commun dans la presse des neutres.

Le camp de Conlie.—On parle beaucoup, depuis quelque temps, du camp de Conlie et des merveilles que MM. de Kératry et Carré Kérisouet y ont opérées. Comme tout ce qui a trait aux efforts qui auront été faits pour la délivrance du pays aura un immense attrait pour les Parisiens, nous croyons devoir recueillir les extraits d'un article que le *Démocrate breton* vient de consacrer au camp de Conlie :

« Le camp de Conlie, situé cinq lieues avant d'arriver au Mans, est au bord du chemin de fer de l'Ouest. Il est placé sur un mamelon de terre assez grand pour faire camper 100,000 hommes.

» Le quartier général est dans une médiocre ferme, bâtie sur le point le plus élevé. C'est là que loge tout l'état-major ; on y jouit d'un splendide coup d'œil sur la plaine, qui s'étend sur les versants du mamelon.

» Rien de curieux comme ce coup d'œil par un beau temps. D'un côté, le chemin de fer et la petite ville de Conlie; de tous les autres, un fouillis de tentes rangées par bataillons, de barraques pour les ambulances et de huttes en terres dans le genre des sabotiers, pour la cuisine des officiers. La fumée sort de toutes parts, de toutes les cuisines du camp.

» Puis, au milieu de tout cela, des faisceaux d'armes devant les tentes et une multitude d'hommes marchant en ordre ou circulant librement. C'est une vraie fourmilière, tout le monde marche, aussi bien ceux qui sont de corvée que ceux qui font l'exercice ou ceux qui se promènent. La vie du camp est rude ; le matin des corvées et des exercices, l'après-midi des exercices et des promenades militaires; tout cela dans une boue de plusieurs pouces d'argile jaune collante. Puis on se couche, croyant au moins dormir tranquille, mais souvent, vers minuit, les clairons sonnent, il faut se lever et prendre les armes comme si les Prussiens arrivaient. Il est vrai qu'on se couche tout habillé et que la toilette est bientôt faite.

» La fausse alerte a pour but de savoir si tous les hommes sont à leur poste et en même temps de les habituer à être prêts à marcher à l'ennemi en quelques instants. On fait donc l'appel et puis chacun s'en retourne mouillé, trempé quelquefois, pour essayer de continuer son sommeil.

» Les tentes sont faites assez grandes pour six soldats, qui s'y fourrent comme ils peuvent. Une botte de paille et une couverture, voilà tout ce que fournit le gouvernement; quelques-uns se paient le luxe d'une peau de mouton pour empêcher l'humidité d'arriver jusqu'à eux.

» Une chose de première nécessité au camp, c'est une paire de sabots. Chacun s'en munit ; on a le choix dans les nombreuses boutiques en plein vent ; il n'est pas rare de voir des officiers en tenue complétée par une paire de sabots bas-bretons.

» Les moments les plus heureux de la journée sont ceux où l'on déjeune et où l'on dîne ; de tous côtés, on ne voit que cuisines en plein vent ; on dirait le camp de l'armée de Gargantua. La cuisine

des soldats se fait dans des marmites en fer-blanc que l'on suspend sur le feu à un piquet de bois horizontal, reposant sur deux piquets de bois fichés à terre. Le feu est entouré de pierres pour concentrer la chaleur. Quelques compagnies ont d'immenses chaudières avec fourneau dessous.

» On est très-bien nourri : on a pain, vin, légumes, café, sucre, sel, poivre, bois... et le tout en quantité suffisante, sauf le vin, qui est un peu court (un quart de litre par jour). Il ne manque pas de bons cuisiniers, car le Français naît cuisinier.

» Une chose remarquable, c'est que tout le monde est gai au camp. La gaîté est très-contagieuse, et ceux qui ont quitté leurs familles avec le plus de regrets se laissent gagner par l'entrain général.

» La discipline se forme peu à peu ; les rares récalcitrants sont envoyés devant un conseil de guerre qui n'est pas tendre. »

L'homme d'Auteuil. — La presse belge nous donnait dernièrement des nouvelles du mobilier du prince Pierre Bonaparte. Elle nous en donne aujourd'hui du prince lui-même. Pierre Bonaparte n'a pas quitté la Belgique. Il réside en ce moment à Rochefort, près Jemelle, connu des touristes européens pour ses grottes célèbres.

JEUDI, 24 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les dernières nouvelles de Paris, si rassurantes, produisent partout le meilleur effet. Au moment où la province se lève comme un seul homme et prépare un effort énergique pour dégager Paris, il est heureux que les nouvelles prussiennes, touchant la détresse et la lassitude des Parisiens, aient pu être démenties.

Paris sait maintenant qu'il peut compter sur la province, et la province sait que Paris l'attend, calme, confiant, héroïque, malgré ses souffrances et ses angoisses.

Cette conviction de part et d'autre soutient le moral et décuplera les forces d'un chacun.

MM. les Prussiens en seront donc pour leurs frais de mensonges et de calomnies ! Mensonges et calomnies qui prouvent leur embarras et leur vif désir de sortir de l'impasse où les ont acculés les iniques et folles prétentions de leurs chefs.

L'armée de la Loire est toujours le point de mire de tous les regards. C'est d'elle, c'est de son courage, c'est de l'énergie et de la science de ses généraux que la France attend son salut. On sait qu'une bataille suprême est imminente. Aussi l'anxiété est générale. Les espérances de la nation ont été si souvent déçues qu'elle n'ose pas trop se laisser aller à la confiance.

On sait que les armées allemandes ont concentré toutes leurs forces

vers le Centre et l'Ouest. Leurs opérations contre Lyon sont suspendues, sinon abandonnées, et même la vallée de l'Oignon, si énergiquement enlevée, est de nouveau rendue aux Français. L'armée prussienne semble avoir une double préoccupation pour le moment : d'abord faire face à l'armée de la Loire et s'épandre dans la direction de Tours ; d'autre part, couvrir éventuellement une retraite si le siége de Paris venait à être levé.

Oui, l'armée prussienne, qui devait d'abord entrer triomphalement à Paris, le 14 septembre, puis le 18 octobre, en est aujourd'hui à prévoir l'éventualité de la levée du siége, dont le succès lui était tant à cœur et avait été solennellement garanti à l'Allemagne.

On voit si les temps ont changé et si la France est récompensée du courage et de l'activité dont elle a fait preuve depuis le 4 septembre, puisque, malgré Metz, malgré Sedan, elle force l'Allemagne entière à compter avec ses recrues et ses armées fraîchement organisées.

Pour aujourd'hui, on annonce un succès à l'actif des Prussiens : l'occupation de Nogent-le-Rotrou, sur la route du Mans. Par contre, la vallée de l'Eure est libre ; les troupes françaises ont repris l'offensive du côté de Vernon, et aux environs d'Évreux, la garde nationale, appuyée par la population rurale qui harcèle les Prussiens, a pu garder toutes ses positions. Il y a donc compensation.

Bulletin de la paix. — Encore une perspective pacifique qui se ferme ! On annonce que M. de Chaudordy a complétement échoué dans ses propositions de paix et d'armistice. On s'y attendait bien un peu. On prétend même que M. de Bismark n'a plus voulu entendre parler de facilités à accorder pour l'élection d'une Constituante, en dehors d'un armistice et de négociations de paix.

Paris. — Les Parisiens, rendus à eux-mêmes, liront sans doute avec intérêt les renseignements suivants qu'un correspondant anglais, écrivant à la date du 14, a transmis par voie aérostatique sur la vie qu'on menait à Paris, et surtout sur la question de l'alimentation, question qui intéresse, à l'heure actuelle, à un si haut degré, la France et l'Europe :

« 14 novembre.

» Il ne s'agit encore ni de se rendre ni de mourir de faim. Les gens grognons disent que nous sommes presqu'au bout de nos provisions, mais ils l'ont dit si souvent qu'on ne les croit plus. On m'a affirmé, je ne sais combien de fois, que les rations de viande fraîche cesseraient lundi prochain, puis jeudi, puis samedi au plus tard, mais elles continuent à être distribuées, et paraissent inépuisables.

» Hier, dimanche, le plus grand restaurant de Paris a été encombré par la foule depuis cinq heures jusqu'à sept, et tout le monde a eu un bon dîner avec abondance de viande fraîche. Le bœuf était probablement du cheval, les entrées peut-être du chat, mais tout était excellent. Ce matin, dans l'un des meilleurs restaurants de Paris, j'ai mangé... du rat. Il y a deux mois, à l'instar de

tout autre Anglais civilisé, j'eusse frémi d'horreur à l'idée d'une telle atrocité. Mais vos principes sont ébranlés quand vous mangez du cheval; ensuite vos amis, des gens respectables, vous avouent qu'ils viennent de manger du chat, et que probablement vous en avez fait autant si jamais vous avez demandé du lapin à n'importe quel restaurant.

» Donc, ce matin, j'ai accompagné un ami chez Hall, où il avait commandé du rat pour déjeuner. Ces petits animaux, servis en salmis avec une sauce et du pain grillé, avaient réellement fort bonne mine ; je les ai trouvé excellents, et je n'hésiterais pas à renouveler demain cette expérience. La chair est blanche et très-délicate, comme celle d'un jeune lapin, mais avec plus de goût. Nous avons examiné minutieusement l'addition pour voir si le restaurateur oserait donner au plat son véritable nom ; il l'avait laissé en blanc, le prix était de fr. 1-50. Il nous avoua que le mot « rat » était inadmissible et voulut écrire « salmis de gibier. » Pendant le siége, ce serait un aliment peu coûteux que le rat, mais les pauvres gens ne voudront pas y toucher...

» Il y a ici une jeune demoiselle américaine, la belle d'une ambulance (les médecins, comme principe hygiénique, désirent que les jeunes et jolies femmes bien mises visitent les ambulances pour égayer les blessés), qui est au désespoir au sujet de son chien, un magnifique lévrier de Sibérie, qui vaut 2,500 francs. Les autorités ont découvert son existence, et déclarent qu'une bête qui mange chaque jour pour fr. 2-50 de viande ne doit pas avoir permission de vivre dans une ville assiégée. »

Incident anglo-russe. — L'apaisement se poursuit, et toutes les informations du jour font prévoir une solution pacifique. C'est un vice de forme, c'est l'accueil cavalier que le Roi de Prusse a fait à M. Benedetti aux eaux d'Ems, c'est le coup de pied légendaire qui aurait même été donné par Guillaume à cet ambassadeur du royaume de France et de Navarre, qui a amené la guerre franco-prussienne (1). Espérons que le vice de forme, par lequel la Russie vient de s'affranchir des lisières que lui avait imposées le traité de 1856, n'aura pas de résultats aussi calamiteux.

Encore une fois, laissons les peuples, comme les individus, se développer à l'aise, et proclamons que les relations internationales doivent être à tout jamais basées sur les principes de fraternité et de solidarité.

Fraternité ! c'est-à-dire bon accord, absence de tout sentiment de défiance et d'antagonisme !

Solidarité ! c'est-à-dire chaque nation, chaque groupe politique, se faisant un devoir de garantir les droits et la sécurité des autres nations et des autres groupes politiques contre quiconque y porterait atteinte injustement, sans raison ni intérêt, et en dehors du consentement commun !

Solidarité ! c'est-à-dire l'injure et la lésion faites aux droits d'un seul peuple, réputées faites à tous et étant réprimées par tous indistinctement !

(1) On sait aujourd'hui, de source officielle, par les déclarations de M. Benedetti lui-même, que ce coup de pied, qui a joué un si grand rôle dans la déclaration de guerre et dans les votes du Corps législatif, n'a jamais existé que dans les.... réticences et les insinuations des hommes qui voulaient, à tout prix, entraîner la France dans un conflit avec la Prusse.

P. M. janvier 1872.

Solidarité ! c'est-à-dire chaque citoyen, chaque groupe politique, chaque nationalité, se croyant intéressés au progrès, au bien-être, à l'émancipation et au respect du droit des autres citoyens, des autres groupes politiques, des autres nations, comme à leur propre progrès, à leur propre bien-être, à leur propre émancipation et au respect de leurs propres droits !

Unité allemande. — Nous recevons enfin, par la *Correspondance provinciale*, des renseignements officiels sur le point où en est arrivée la question allemande. La feuille ministérielle confirme la signature des traités d'accession de Bade et de Hesse-Darmstadt ; elle annonce la fin des négociations avec le Wurtemberg et l'entrée prochaine de ce royaume dans la Confédération ; elle assure enfin que, bien que les négociations avec la Bavière ne soient pas encore terminées, on peut prévoir, dès à présent, qu'elles aboutiront sous peu à un résultat favorable.

Deux nominations militaires. — Le général FAIDHERBE, officier de mérite, qui a fait ses preuves au Sénégal et en Algérie, remplace à Lille le général BOURBAKI. Celui-ci a été chargé du commandement du 18e corps d'armée, stationné à Nevers.

Toute la presse conservatrice s'élève contre la situation qui est faite au général Bourbaki, qu'elle dit en disgrâce et privé de son commandement, à cause de ses antécédents bonapartistes bien connus.

Douceur et pureté de mœurs des Prussiens. — On sait que, dès le début de la guerre, Guillaume et la presse allemande ne tarissaient pas sur la douceur et sur la pureté des mœurs prussiennes. Voici un petit échantillon de cette douceur et de cette « pureté. » Nous le recueillons dans le *Propagateur du Nord* :

« A Neuville et This. — Les Prussiens, lorsqu'ils sont arrivés à Neuville, ont commencé à prendre le maire et l'adjoint.

» Ils ont été garrottés et battus chacun de cinquante coups de verges. Après cela, ils ont enfermé les hommes dans l'église, ainsi que le curé. Ensuite ils sont tombés sur les femmes et les filles, qui ont été l'objet des dernières violences ; ils ont enfin brûlé la maison de M. **Guillaume**.

» Vaux-Vilaine. — Pour un uhlan tué par des francs-tireurs, trois hommes ont été fusillés, dont voici les noms : le grand **Dépreuve**, le vieux berger et un fils à **Georges**, de Vilaine. Les femmes se sont jetées aux genoux des Prussiens en poussant des cris à fendre le cœur. — Les malheureux ont reçu chacun neuf coups de fusil.

» Aubigny. — Ils ont enlevé le maire et M. **Tarel**, le notaire. Ce dernier a passé au conseil de guerre et a été condamné à mort. On suppose (les Prussiens) qu'il a tué un des leurs. Mme Tarel leur a offert toute sa fortune pour racheter son mari ; ils n'ont pas voulu. Le curé a été dépouillé de ses vêtements et battu de coups de verges. Ils l'avaient condamné à vingt-quatre heures de verges qu'on devait lui donner de cinq minutes en cinq minutes. Ils n'ont pas été jusqu'au bout. Un médecin-major prussien leur a dit d'arrêter, que le curé avait son compte et qu'il n'en reviendrait pas.

» Vaux-Vilaine. (Autres détails.) — On a enfermé les vingt-six hommes dans l'église avec M. le curé, puis ils leur ont dit de choisir trois hommes eux-mêmes pour être fusillés. Un vieillard a dit qu'il voulait bien être tué ; mais les Prussiens n'ont pas voulu. Alors ils ont fait vingt-six billets,

dont trois mauvais ; puis on a tiré au sort. On a traîné les trois malheureux dehors, et on leur a tiré à chacun neuf coups de fusil. Le curé les avait confessés dans l'église. »

Les ballons. — Il continue à en pleuvoir. On en signale un qui a pris terre aujourd'hui, en Belgique, près de Louvain. Il portait MM. Fonvielle, Leconte, Villonstret, Rocourt du Havre, Lelude et Buxel. Les voyageurs ont été poursuivis jusqu'à Soissons. Ils disent que la situation de Paris est satisfaisante.

D'autre part, un autre télégramme belge signale le passage de deux autres ballons au-dessus de Massart et Marbais, se dirigeant vers Bruxelles. En voilà que MM. les Prussiens ne confisqueront probablement pas !

Le ballon qui est descendu près de Louvain, aujourd'hui, vers deux heures et demie de l'après-midi, était parti de Paris, hier soir à dix heures trois quart. On voit que le voyage a été assez long et périlleux.

Les prisonniers français. Souffrances de l'armée de Metz après la capitulation. — Voici un rapport navrant qui a été adressé au ministre de l'intérieur à Tours. C'est l'exposé des souffrances et des privations des soldats français faits prisonniers à Metz.

« J'ai l'honneur de vous présenter un rapport sur les souffrances endurées par nos malheureux soldats prisonniers après la honteuse capitulation du 29 octobre.

» Les documents m'ont été fournis par le maréchal-des-logis du génie D...

» D... a partagé, pendant dix jours, le sort du 4e corps; il est parvenu à s'échapper le..., et m'a fait hier le récit des tortures qui attendaient nos soldats.

» Le 4e corps fut conduit, dans la soirée du 29, jusqu'au village de Saint-Privat. Là, on le disposa dans les champs en colonnes, en pelotons de cent hommes. Deux files de sentinelles, la baïonnette au canon, bordaient la colonne. On commença la distribution de vivres à neuf heures du soir par la tête de la colonne ; mais l'heure avancée la fit suspendre et plus des deux tiers ne reçurent rien. Les soldats restèrent toute la nuit debout, les pieds dans la boue jusqu'à la cheville. Comment camper sur un pareil terrain ? Quelques-uns, épuisés de fatigue, gelés par la pluie, se couchèrent dans la boue et furent trouvés morts le lendemain au réveil.

» D... évalue à une vingtaine par mille hommes le nombre des morts, ce qui donnerait un total de quatre cents pour le corps d'armée. Les troupes passèrent la journée du 30 dans le même endroit. Les sentinelles ne les laissèrent pas sortir de leurs lignes, même pour aller chercher de l'eau ; torturés par la soif, ils durent boire de l'eau dans laquelle ils piétinaient depuis la veille.

» Leur situation était devenue intolérable ; le soir les champs n'étaient plus qu'une vaste mare dans laquelle ils enfonçaient jusqu'aux genoux. Les malheureux ne pouvaient se dégager qu'en s'aidant mutuellement ; mais à peine avaient-ils mis le pied sur un terrain meilleur, qu'ils s'y enfonçaient bientôt. Beaucoup, tombant de fatigue, essayèrent de se coucher sur leurs toiles de tentes étendues par terre, mais elles faisaient l'office de filtres, et, au bout d'un instant, elles étaient transformées en cuvettes où les hommes étaient plongés. Ils durent encore passer la nuit dans cette position. Le lendemain, on trouva un plus grand nombre de morts que la veille. Presque tous furent pris d'une dyssenterie atroce.

» Dans cet état d'épuisement, les prisonniers devaient partir à midi sans avoir mangé.

» Beaucoup avaient laissé leurs souliers dans la boue, et marchaient pieds nus; plusieurs succombèrent en chemin. La colonne eut à traverser la plaine de Ladonchamps ; cette plaine est coupée par des ruisseaux que les hommes traversèrent en ayant de l'eau jusqu'au ventre. Ils arrivèrent sur les neuf heures en avant de Mézières; on leur fit une distribution de vivres que beaucoup, tombant d'inanition, mangèrent trop vite, et ils moururent étouffés.

» Ils restèrent le 1er et le 2 devant Mézières. Presque tous ayant laissé leurs toiles de tentes dans la boue à Saint-Privat, passèrent deux nuits comme les précédentes; et chaque matin on pouvait compter les morts de la nuit.

» Le 4e corps voyagea ainsi autour de Metz jusqu'au 7, jour de son arrivée à Boulay, à vingt-cinq kilomètres de Metz. Il marchait presque toujours dans les champs et campa dans les champs occupés par les Prussiens avant la capitulation : on ne pouvait pas trouver d'endroits plus sales où faire passer la nuit à nos hommes. La colonne était conduite chaque jour par un détachement nouveau : un seul serait mort à la peine.

» De Boulay, on dirigea nos soldats sur Sarrelouis et le 9, D... parvint à s'échapper avant d'arriver à la frontière. Il évalue à trois mille le nombre de nos morts du 4e corps pendant les dix jours de marche. Combien ont succombé depuis aux fatigues ou ont été enlevés par la dyssenterie! Il est certain que nous avons perdu plus de soldats depuis le 29 que nous n'en eussions perdu en tenant une sortie avant la capitulation de Metz. Vous voyez, Monsieur le Ministre, que non-seulement l'homme de Metz peut être appelé traître, mais encore bourreau de son armée. »

M. Bancel et la défense nationale. — M. Bancel, éloigné de la scène politique par une longue et grave maladie, vient d'adresser à la *Liberté*, de l'Hérault, une lettre dont voici quelques passages :

« Que le Midi, l'Ouest, le Centre, ce qui reste de l'Est et du Nord se lèvent d'un élan unanime! Que l'armée de la Loire, de la Bretagne et des Vosges ne fasse qu'une armée avec celle de Lyon et de Marseille! Que toutes les troupes soient réunies sous le commandement d'un généralissime des forces républicaines! Que la concentration la plus absolue, l'unité la plus rigoureuse soient pratiquées dans le combat! Que l'on ne procède que par grandes masses! Qu'on recommence, enfin, la tactique de la révolution! Et la France sera sauvée!

» Nous sommes, au contraire, perdus, si nous éparpillons nos soldats sur vingt champs de bataille. Il ne s'agit que de sauver un point : c'est Paris, Paris est l'objectif, Paris est le but, Paris est le centre, Paris est le sommet; à Paris, on fond à la fois des balles et des idées; à Paris, le cœur du monde respire; la révolution est à l'air, l'héroïsme est à l'ordre du jour; le dévouement et le sacrifice sont le pain quotidien du peuple. C'est à Paris qu'il faut vaincre; je ne dis pas mourir, car je refuse de croire à la mort de quarante millions d'hommes. »

Le maréchal de Mac-Mahon. — L'*Union de l'Ouest* publie une lettre qui lui est adressée de la Champagne, et dans laquelle se trouve cité ce passage d'une lettre de Mme la maréchale de Mac-Mahon :

« Vous avez sans doute lu dans les journaux, que mon mari avait été à Cassel. Ce n'est pas vrai; mais ce qui l'est, c'est qu'il avait été *invité* par les Prussiens à s'y *rendre* avec les *maréchaux*. Il s'y est obstinément refusé, ne voulant pas que son nom se trouvât mêlé aux intrigues des ennemis. — Dites-le, répétez-le bien haut. »

Voilà une conduite qui fait honneur au maréchal de Mac-Mahon. (1)

Les nouvelles de l'armée de la Loire à Tours. — Voici ce qu'on écrit de cette ville, touchant l'état actuel de l'armée de la Loire :

« Tours, 22 novembre.

» On attend ici, avec une bien vive anxiété et au milieu d'un manque à peu près complet de renseignements certains, des nouvelles de l'armée de la Loire : les ordres les plus sévères ont été donnés pour dissimuler ses mouvements, et ils sont bien exécutés, car nous ne savons pour le

(1) Madame la maréchale de Mac-Mahon a déclaré depuis, si nous ne nous trompons, que la lettre qu'on lui avait attribuée, était apocryphe.

P. M. janvier 1872.

moment qu'une chose, c'est que l'heure solennelle approche où le général d'**Aurelles de Paladine** sera aux prises avec l'armée de **Frédéric-Charles**. Ce qu'on ne peut cacher cependant à la population, c'est l'importance numérique des troupes concentrées au-dessus d'Orléans ; le nombre des renforts qui arrivent continuellement du Midi est énorme : les villes situées sur la route suivie par les troupes sont littéralement encombrées de soldats. Le général d'Aurelles de Paladine doit avoir en ce moment sous la main une armée d'au moins 150,000 hommes, avec une magnifique artillerie et une cavalerie sérieusement organisée ou plutôt réorganisée, grâce à l'activité de M. **Gambetta**, avec les dépôts, les réserves, les éléments trouvés dans les régiments de nos spahis et de nos chasseurs d'Afrique, etc. Une quinzaine de régiments, dragons, cuirassiers, hussards, lanciers et chasseurs, font actuellement partie de l'armée de la Loire ; il doit encore y en avoir d'autres sur lesquels je n'ai pas de renseignements positifs. Joignez-y quatre régiments complets de chasseurs d'Afrique, et vous arrivez à une force de cavalerie suffisante pour une armée considérable.

» Il faut une main de fer pour maintenir la discipline dans ces troupes; mais on y arrive au moyen d'une sévérité implacable. Les exécutions continuent : ainsi, rien que dans la 1re division du 15e corps d'armée, on vient de fusiller encore trois soldats insubordonnés, un soldat du 40e, nommé Delarable, un homme du régiment étranger du nom de Metens et enfin un artilleur de marine, appelé Décailly ; ce dernier est une exception, car les troupes de marine sont admirablement disciplinées. »

La justice de Dieu dans la... polémique bonapartiste. — Le journal de M. Hugelman publie aujourd'hui un article intitulé : « Justice de Dieu, » qui va droit aux compétiteurs des Bonaparte, aux d'Orléans. Cet article, écrit d'un bout à l'autre d'un ton solennel et emphatique, commence ainsi :

« Pas un honnête homme ne peut nier que tous les malheurs qui ont accablé l'Occident depuis la chute de la monarchie française de droit divin ne soient l'œuvre de la Famille, dont les membres, aujourd'hui vivants, attendent, à Twickenham, dans l'immobilité de l'indifférence, que la Prusse ait fait à leur ambition un marche-pied de cinq cent mille cadavres.

» Mais, on serait injuste envers Dieu si l'on ne constatait, en même temps, que sa justice a toujours été prompte à châtier les coupables, et à faire de leurs complices les instruments de leur humiliation ou de leur supplice. »

Après une si pompeuse entrée en matière, l'écrivain bonapartiste et dévot aborde la part que Philippe l'Égalité prit à la révolution française, et raconte sa mort sur l'échafaud, « où le bourreau, mettant à son tour la main sur son épaule, lui dit de sa voix rude, mais providentielle :

« Assassin, tu es à moi. »

Il montre ensuite le « fils du meurtrier de Louis XVI, poussant vers l'exil un roi chevaleresque et un enfant en bas-âge, dont il devait, trois ans plus tard, déshonorer publiquement la mère. » Mais le châtiment d'une pareille ingratitude ne tarde pas.

Dieu frappe le prince coupable dans ses affections de père et le renverse de son trône.

En Espagne, c'est encore un d'Orléans qui, en retour de l'hospitalité qu'il reçoit, conspire contre sa bienfaitrice et la chasse du trône. Mais la Justice de Dieu est encore manifeste dans ce cas, car le duc de Montpensier, de tous ses agissements, « ne conserve pour souvenir que le sang du duc de Séville. »

Après cette énumération des « crimes et des châtiments » des d'Orléans, l'auteur de « la Justice de Dieu « termine par cette vigoureuse sortie :

« La Justice de Dieu n'est donc pas un vain mot.

» Ah ! si, du moins, la mesure était comble ; si les frères et les neveux de ce père qui pleure, de cet ambitieux qui se désespère, pouvaient être saisis d'une horreur assez grande pour reculer devant leur œuvre !

» Est-ce que l'éloquence de tous ces terribles faits ne parlera pas à leur conscience ; est-ce qu'ils croient émoussé le fer de l'Ange exterminateur ; est-ce qu'ils vont oser poursuivre la femme et l'enfant de Camden House, comme leurs parents ont poursuivi **Marie-Antoinette** et son fils, la Duchesse de **Berry** et son fils, **Isabelle II** et son fils; est-ce qu'ils ne sentent pas trembler la terre sous leurs pieds, et la colère de la France grandir au fur et à mesure que la France comprend que tout ce qu'elle souffre, ce sont eux qui le lui font souffrir.

» Qu'ils persistent s'ils l'osent, les d'Orléans; et, avant quelques années, la Providence aura tracé sur leur front, avec son fer rouge, une trace si profonde que l'Humanité tout entière pourra désormais s'écarter d'eux, en les voyant passer, et les réduire, autant par son mépris que par sa volonté, à l'impuissance de commettre d'autres crimes. »

On voit quelle estime les prétendants et leurs créatures nourrissent les uns pour les autres. Si ces démêlés pouvaient ouvrir les yeux des peuples sur les vices du principe monarchique !...

La feuille de M. Hugelman et du Sedentaire vient de nous donner un petit aperçu des « faits terribles » des d'Orléans..... Quand les feuilles orléanistes nous donneront-elles un aperçu des méfaits bonapartistes depuis le 18 Brumaire ?

VENDREDI, 25 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. —« Il n'y a guère de faits militaires à enregistrer, dit l'*Indépendance belge* de ce matin. D'après un bruit répandu hier à Luxembourg, Thionville aurait capitulé après un bombardement de trois jours. Ce succès achèverait de consolider l'établissement des Prussiens en Lorraine. A Paris, le plan du général Trochu paraît consister tout simplement à préparer ses forces pour une sortie en temps opportun.

« D'après des renseignements transmis au *Daily News*, il serait décidé à ne rien entreprendre de décisif avant d'avoir acquis la certitude que l'armée de la Loire, dont l'importance et la consistance lui sont maintenant connues, a commencé l'attaque contre les lignes de siége. Mais avant de se charger de cette tâche, l'armée de la Loire doit disperser les forces que commandent contre elle le grand-duc de Mecklembourg et le prince Frédéric-Charles. Ces forces occupent, en ce

moment, Verneuil, Nogent-le-Rotrou et Montargis, se dirigeant vers Orléans et le Mans. Hier, elles étaient à trente kilomètres de cette ville. Des inquiétudes paraissent avoir été conçues à Tours sur le sort éventuel de l'armée de la Loire. Le *Moniteur universel* s'attache à les dissiper en déclarant que cette armée est trop puissante pour être tournée et cernée.

» Un combat a été livré hier matin près d'Amiens. Au dire d'un télégramme de cette ville, l'avantage serait resté aux Français. »

Bulletin de la paix. — Tout est encore une fois bien fini de ce côté... Il paraît que M. de Chaudordy, dont la mission a complétement échoué, outre pleins pouvoirs pour traiter de la conclusion d'un armistice et de la paix, avait surtout mission de négocier les facilités nécessaires pour élire une Constituante.

Il est toujours bien établi que les chefs actuels de la France restent fidèles au programme pacifique qu'ils préconisaient dans l'opposition. Ils ont offert la paix au lendemain de Sedan, ils l'ont offerte avant et après la capitulation de Metz, et ils viennent encore de l'offrir, au moment où la France reprend vie et se sent plus ou moins de force à chasser les envahisseurs de la patrie. Mais leur amour de la paix ne va pas jusqu'à lui sacrifier l'honneur de la France, et les droits de l'Alsace et de la Lorraine à rester françaises. C'est pourquoi la guerre continuera, c'est pourquoi Paris restera debout, et c'est pourquoi le monde assistera à de nouvelles ruines et à de nouvelles tueries.

« Quel bon prince » que ce roi Guillaume, et quelle loyauté de sa part de faire la guerre au peuple français après la chute de Bonaparte, à qui seul il en voulait, disait-il solennellement à la face de l'Europe, au début de la guerre !

Incident anglo-russe. — Maintien de l'éclaircie. Rien de nouveau ni de la Russie, ni de la Turquie, ni de l'Autriche, ni de l'Angleterre.

Toujours même espoir d'une solution pacifique. Toujours mêmes rumeurs favorables sur la mission de M. Russel à Versailles, et sur le ton conciliant de la réponse du prince Gortchakoff à lord Granville.

Signalons toutefois un point, un tout petit point noir... M. Odo Russel a refusé de dîner une seconde fois avec le roi de Prusse !... Et cela parce qu'il était affligé d'un gros rhume..... On voit qu'il n'y a pas lieu à s'alarmer !...

Rome. — Les journaux publient une lettre encyclique de Pie IX. Cette pièce est un long réquisitoire contre le gouvernement italien, et l'entrée du général Cadorna à Rome, le 20 septembre dernier. Le

Saint-Père y déclare « qu'il subit une captivité telle qu'il lui est tout à fait impossible d'exercer son autorité pastorale avec sécurité, facilité et liberté. »

Il proteste, en outre, de son intention « de ne consentir à aucune conciliation qui, d'une manière quelconque, détruise ou diminue ses droits, qui sont les droits de Dieu et du Saint-Siége. »

Et il termine en déclarant que les auteurs et complices de l'annexion de Rome ont encouru la peine de l'excomunication majeure.

Cette pièce a d'abord paru à Genève, et le gouvernement italien vient de faire saisir tous les journaux romains qui la reproduisaient.

Autriche. — Le ministère cisleithan Potocki a décidément donné sa démission. Elle a été envoyée à l'Empereur à Bude. Le télégramme qui apporte cette nouvelle ajoute que le chef du cabinet démissionnaire sera chargé de reconstituer une nouvelle administration. Ce bruit avait déjà couru à Vienne et provoqué une vive polémique dans les journaux.

Parlement allemand. — Le Parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord a été ouvert hier, au nom du roi de Prusse et des souverains confédérés, par M. Delbruck, président de la chancellerie fédérale. Le discours prononcé à cette occasion par M. Delbruck est consacré presque entièrement à la guerre avec la France, dont il discute l'origine et les conditions de la paix, et à la réunion du Nord et du Midi sur les bases d'une nouvelle Constitution, arrêtée, de commun accord, par les gouvernements, et que l'assemblée actuelle est appelée à sanctionner. Ce discours effleure aussi la question russe en exprimant l'espoir d'une solution pacifique.

Le Parlement a constitué son bureau en nommant, par acclamation, ses anciens titulaires. Les projets de loi déposés par le gouvernement se rapportent à un nouveau crédit militaire de cent millions de thalers, à la nouvelle Constitution et aux traités d'union déjà signés avec les gouvernements de Bade et de Hesse-Darmstadt.

Unité allemande. — D'après la *Correspondance Hoffmann*, le traité avec la Bavière, sur les bases de la Constitution revisée, a été signé le 22 à Versailles, et va être soumis à la sanction du roi de Bavière.

La liberté religieuse des prisonniers français en Allemagne. — Plusieurs organes de la presse religieuse, notamment le *Français*, s'étaient plaints des entraves que les prisonniers français rencontrent pour l'exercice de leurs devoirs religieux. Or, voici ce qu'on télégraphie à ce sujet :

« Berlin, jeudi 24 novembre.

» En réponse au rapport calomnieux que le *Français* prétend avoir reçu de l'évêque de Genève

au sujet des prisonniers de guerre français, la *Gazette de la Croix* publie une lettre adressée par le prévôt évêque, M. **Namszanowsky**, à l'évêque de Genève.

» Cette lettre qualifie de mensongères les assertions de ce rapport, surtout celles qui prétendent que le salut spirituel des prisonniers français serait en danger.

» La lettre ajoute : « Dès l'arrivée des prisonniers, la Reine avait chargé le prévôt d'adoucir le » sort des prisonniers et surtout de veiller à leurs besoins spirituels.

» Le 14 novembre, avec l'approbation du ministère de la guerre, dix prêtres catholiques ont été » chargés de donner leurs soins aux prisonniers de guerre, et les autorités n'ont jamais apporté au- » cune restriction à la liberté religieuse. »

Les Prussiens à Chartres. — Voici sur l'occupation de Chartres par les Prussiens une lettre intéressante à plus d'un titre. Le correspondant raconte les engagements d'Épernon et de Luisant; il explique que la ville fut cernée par un corps de plus de vingt mille hommes et soixante-douze pièces d'artillerie, contre lequel on ne pouvait lutter, dit-il, avec dix mille mobiles épuisés de fatigues et mille six cents gardes nationaux. La capitulation fut donc signée. Le correspondant continue ainsi :

« A quatre heures et demie, après que les mobiles et les marins furent partis, après le désarmement de la garde nationale, les Prussiens entrèrent dans la ville... *musique en tête...*

» Le sentiment de douleur qui s'empara de notre population, je n'ai pas besoin de vous le dépeindre. Cette nuée d'habits sombres s'abattant sur la ville, ce jargon étrange dont retentissaient nos rues, ce va-et-vient des postes prenant possession des établissements publics, tout cela nous frappait de stupeur, et plus d'un habitant serrait les poings en entendant le sabre des officiers traîné sur le pavé...

» Dans la ville proprement dite, les Prussiens ne se sont livrés, jusqu'à présent, à aucun excès coupable. Ils sont astreints, soumis à une discipline très-sévère. Exemple : une montre fut volée chez un horloger; déclaration faite au colonel du quartier, qui, le lendemain, fit fusiller le voleur.

» Mais les campagnes, mais les fermes, les bourgs, les hameaux ! Pillés chaque jour. Le blé en gerbes donné comme litière aux chevaux ; les sacs d'avoine éventrés et répandus sur le sol ; les tonneaux défoncés. Si quelque malheureux paysan essaie de résister, si quelque franc-tireur vient à son aide, si un coup de feu se fait entendre, la rage des Prussiens ne connaît plus de bornes, et l'incendie du village, du hameau ou de la ferme ne se fait pas attendre.

» Les malheureuses campagnes, dans un rayon de cinq ou six lieues de Chartres, sont littéralement mises à sec. Une petite ville, Courville, a été pillée de fond en comble sous le prétexte qu'un franc-tireur avait dirigé son arme sur un uhlan.

» Et ces uhlans, la terreur du paysan, sont pour la plupart d'anciens ouvriers, manœuvres ou garçons de ferme, connaissant admirablement le pays, qu'ils ont habité il y a six mois ou un an. On a reconnu parmi eux d'anciens colporteurs, marchands de mouchoirs ou d'images, qui voyageaient naguère avec des passe-ports suisses.

» L'avant-veille de l'occupation, une vieille femme de Gasville s'entend appeler par son nom ; elle se retourne et se trouve en présence de son ancien vacher, aujourd'hui brigadier des uhlans ! Un propriétaire de Thivars a retrouvé, dans le costume d'officier, un de ses ouvriers botteleurs de foin.

» On pourrait multiplier ces exemples.

» *D'après les récits des journaux, je m'attendais à voir des troupes harassées, des hommes malades, dépenaillés, sans chaussures... Quel n'a pas été mon étonnement en voyant entrer dans notre pauvre ville une armée vigoureuse, astiquée avec une certaine coquetterie ; les hommes vêtus chaudement et tous munis d'un excellent manteau imperméable !* »

» J'ignore ce qu'est leur existence en rase campagne ; *mais je sais ce qu'est leur organisation dans les villes qu'ils occupent. Existence de sybarites, voilà la vie du Prussien à Chartres, où ne cessent d'arriver d'Allemagne des provisions de chocolat, de cigares, de cache-nez, des caleçons, des gants et jusqu'à des pantoufles...* C'est la poste qui fait ce service de confort avec une régularité enviable.

» J'ai eu l'occasion d'assister à plusieurs conversations d'officiers supérieurs. *Ils reconnaissent la supériorité de notre infanterie sur la leur.* Leurs soldats se fatiguent vite et supportent moins facilement les longues campagnes, mais comme ils sont fiers (et à juste titre) de leur artillerie! *Tous* leurs canons se chargent par la culasse, et ne lancent que des boulets creux. *Le nombre de leurs pièces peut être évalué à trois par mille hommes.*

» Les officiers, les généraux avouent sans vergogne qu'ils ne veulent combattre, dans cette guerre, que trois ou quatre contre un.

» Pour eux tout est là ; le canon et le grand nombre. »

Belle conduite des mobiles de la Sarthe. — Le *Moniteur* publie une note sur quelques actions d'éclat des mobiles de la Sarthe :

« Le régiment de la Sarthe s'est admirablement conduit, et il a subi des pertes sérieuses, tant en soldats qu'en officiers.

» Parmi ces derniers, nous avons à déplorer la mort de M. **Alphonse Lemandé**, qui a été tué à la tête de sa compagnie.

» Agé de vingt ans, ce brave lieutenant a reçu une balle en pleine poitrine ; il est tombé en disant : « Dieu sauve ma compagnie! »

» Ami de MM. **de Chevreuse, de Luynes, de Juigné**, qui tous ont été blessés, il faisait partie de ce même bataillon qui s'est si vaillamment conduit sous les ordres de **M. de Sabran** et du général d'**Aurelles de Paladine.**

» Nous apprenons que M. le duc **de Chevreuse** et M. le vicomte **de Montesson**, commandant le deuxième bataillon des mobiles de la Sarthe, ont été transportés au château de la Gaudinière, chez M. le duc de **La Rochefoucauld-Doudeauville**, où les soins les plus empressés leur son donnés, leur état de santé n'ayant pas permis de les ramener dans leurs familles.

» Blessé à midi par un éclat d'obus, M. le duc de Chevreuse n'a pu être emporté du champ de bataille qu'à cinq heures ; il a courageusement supporté ces quelques heures d'angoisses.

» M. de Montesson, après avoir habilement commandé son bataillon dans la journée du 9, a eu la jambe fracturée à la fin du combat. En portant un ordre de service, son cheval, blessé par un éclat d'obus, s'est abattu sous lui.

» L'absence du jeune chef de bataillon sera vivement ressentie des officiers et des soldats, dont il avait su gagner l'affection et l'estime.

» Nous sommes heureux de trouver l'occasion d'adresser une fois de plus nos félicitations à la courageuse garde mobile de la Sarthe, et au brave colonel **de la Savanne**, si digne de la commander. »

Un éloge de l'armée de la Loire. — Voici en quels termes l'évêque d'Orléans parle de l'armée de la Loire et de sa récente victoire sur l'armée du général VON DER TANN :

« Dieu permet que nous passions depuis quelque temps par de grandes émotions et de bien contraires fortunes. Après avoir eu la douleur de subir l'occupation étrangère, nous avons eu tout à coup la joie de nous voir délivrés par un heureux et vaillant combat de notre armée. Elle a commencé sa marche en avant, et bientôt l'armée ennemie obligée, dès la première rencontre, à se replier, s'éloignait de nous ; et c'est ainsi qu'Orléans a été rendue à la France.

» L'histoire dira que c'est sous les murs de notre cité, pour la première fois depuis nos revers, que la victoire, trop longtemps infidèle, est revenue sous nos drapeaux ; et de nouveau, comme autrefois, le nom d'Orléans a été associé aux assurances qui sont venues, à l'annonce de ce succès, consoler la France en détresse.

» Cette victoire fait le plus grand honneur à l'armée de la Loire. *La bataille qui nous a délivrés*

a été admirablement conduite et commandée ; l'ardeur des troupes était merveilleuse ; les gardes mobiles se sont battus comme les vieux soldats. Il y a eu des traits héroïques ; on a vu un brave général, à un moment décisif, mettre pied à terre avec son état-major, s'avancer, sous les balles et électriser, du geste et de la voix, ses mobiles, qui, s'élançant à la baïonnette, ont emporté la position. Grâce à Dieu, après Sedan et après Metz, nous avons encore des généraux et une armée ! »

L'occupation prussienne à Versailles. — Voici quelques détails curieux que nous extrayons d'une correspondance du *Times :*

« La nuit, la ville est l'image complète du désert, à part le rugissement des bêtes féroces. A onze heures du soir, tout est tranquille. La conduite des soldats allemands est des plus exemplaires, — pas de rixes, pas d'ivrognerie, pas de tapage ; — le refrain de la *Garde du Rhin* lui-même cesse avant neuf heures, et depuis ce moment jusqu'au lever du jour, les rues sont aussi silencieuses que les avenues de Thèbes ou les ruines de Persépolis.

» Il y a des cafés, des estaminets et des guinguettes ouverts en grand nombre, mais les soldats en sortent de joyeuse humeur. L'influence d'une occupation prolongée est partout visible. Des *avis* en allemand se voient aux vitrines de tous les magasins. A l'étalage des tailleurs sont exposés des uniformes allemands. Une armée de marchands de cigares et de tabac s'est emparée des *boutiques* et étale les marques les plus choisies de Brême et de Hambourg à la foule affriolée, et il existe d'autres preuves moins désirables mais non moins flagrantes que Versailles aspire à être la Capoue de ces « hardis Normands. » Je n'ai pas appris qu'aucun établissement de jeux ait été ouvert. Une tentative pour amener les autorités municipales à ouvrir un théâtre n'a pas obtenu de succès, et je suppose qu'une « réquisition » n'aurait pas un meilleur sort. »

Une entrevue avec M. Thiers. — On adresse de Tours, 22 novembre, au *Daily Télégraph* la correspondance suivante, que nous reproduisons sous toute réserve :

« Hier après-midi, j'ai eu l'honneur d'être admis à une entrevue avec M. Thiers. Ayant reçu une lettre d'introduction près du vieil homme d'État, je lui adressai un billet qui l'informait de la nature de ma mission à Tours, et dans lequel je lui demandais quel jour et à quelle heure je pourrais me présenter chez lui. Je reçus presque aussitôt une réponse de son secrétaire, qui m'annonçait que le lendemain, à onze heures, son chef me recevrait.

» A l'heure indiquée, je me rendis à l'*Hôtel de Bordeaux*, où réside M. Thiers, mais j'appris qu'il était en conférence avec lord Lyons, et que leur entrevue se prolongerait probablement. Le secrétaire de M. Thiers me demanda de revenir à cinq heures du soir, ce que je fis. Je fus sur-le-champ introduit dans une chambre spacieuse, mais assez pauvrement garnie, et qui, à en juger par l'ameublement, sert à l'ex-ministre de chambre à coucher, de cabinet de toilette et de cabinet d'ouvrage : un lit de camp dans un coin, un lavabo dans l'autre, et, au centre, une table couverte de livres et de papiers.

» Il y avait plusieurs années que je n'avais vu M. Thiers, car quand j'étais à Paris, je n'allais pas souvent au Corps législatif ; mais je puis dire en toute assurance que je n'ai jamais vu d'homme sur qui le temps semble avoir plus légèrement posé sa main ou qui porte mieux ses années que l'homme qui a si ardemment travaillé à arrêter cette terrible guerre et qui a recueilli si peu de gratitude pour les incroyables fatigues qu'il a eus à subir.

» Rien de plus affectueux que la façon dont il me reçut ; quand je lui citai les noms de nos amis communs à Londres, que je lui adressai un message verbal d'une dame anglaise qui est une de ses amies intimes et qui me chargeait de lui dire que toute l'Europe devait lui être reconnaissante des efforts qu'il avait faits pour la cause de la paix, il se montra dans son naturel et se mit à me parler comme si nous nous fussions connus depuis des années. On m'avait dit que depuis l'échec de ses démarches pour amener un armistice, M. Thiers était fort abattu ; aussi fussé-je agréablement surpris de le trouver, au contraire, presque gai, quoique cependant nullement disposé à considérer avec confiance les événements actuels.

» Dans le cours de la conversation, M. Thiers confirma ce que j'avais déjà appris d'une autre

source, que trois des quatre membres de la délégation de Tours s'étaient prononcés pour la convocation la plus prochaine possible des électeurs, et qu'un messager avait déjà été envoyé près du comte **de Bismark** dans le but de faire autoriser M. **Glaiz-Bizoin** à se transporter à Paris pour y conférer avec ses collègues. M. Thiers me parut penser que, même dans cette faible lueur, il y avait quelque espoir d'amener la paix. Rien ne peut surpasser l'horreur de M. Thiers pour la guerre et tout ce qui s'y rattache, — bien qu'il exprime ses sentiments avec calme et sans passion, selon son habitude, — non-seulement à cause des ruines qu'elle accumule sur la France, mais aussi du bouleversement général qu'elle crée certainement en Europe.

» Voyez la Russie, me dit-il : la France n'est pas plutôt humiliée et foulée aux pieds qu'elle se met à pousser des cris contre ce qui a été disposé par un congrès et un traité il y a quatorze ans. »

» La France, d'après M. Thiers, et il insista sur ce point, n'a jamais été favorable à cette guerre; et il n'est pas juste de reprocher au peuple un malheur que le gouvernement impérial a seul provoqué.

» Quand je lui dis que j'avais suivi le corps de **Mac-Mahon**, de Wissembourg à Sedan, il me demanda comment j'avais réussi à échapper à l'ordre absurde de **Lebœuf** et d'**Ollivier** relativement à l'expulsion de tous les correspondants de journaux au camp français. Je lui racontai toutes les ruses dont j'avais usé ; il rit de bon cœur, en remarquant que quand des Anglais entreprenaient sérieusement une affaire, ils savaient généralement s'arranger de façon à arriver à leur but.

» Un mot ou deux que je laissai échapper incidemment sur la misère causée par l'invasion de l'ennemi, et dont j'avais été témoin en Alsace, en Lorraine, dans la vallée de la Meuse et en partie dans celle de l'Oise, parut beaucoup l'intéresser, et il m'adressa plusieurs questions à ce sujet en exprimant, — toujours dans des termes calmes, modérés, mais frappants, — la douleur avec laquelle il voyait les calamités de la France.

» J'essayai plus d'une fois de pénétrer les vues de M. Thiers sur les chances possibles de paix ; mais, bien que je pusse voir qu'il avait grand espoir, il se montra excessivement réservé sur ce point. Néanmoins, son langage, quelque circonspect qu'il fût, m'a fait croire,— à tort ou à raison,— que quelque influence continue toujours à agir favorablement à ce sujet, mais qu'elle est censée ignorée de tout ce qui est en dehors du monde diplomatique.

» Il est très-possible que cette conjecture soit tout à fait fausse ; mais certains indices que j'ai cru saisir d'autre part me font croire qu'à Tours comme à Versailles on essaie le moyen de négocier en suivant une voie différente de celle qui a été tentée jusqu'ici, et qu'il est très-possible que le résultat de cette tentative se fasse apercevoir avant longtemps. Remarquez que rien de ce que M. Thiers m'a dit ne peut le moins du monde justifier cette supposition ; mais la réserve marquée avec laquelle il a abordé le sujet qui lui tient évidemment le plus à cœur, m'a porté à inférer qu'il peut y avoir quelque chose de vrai dans les rumeurs qui me sont parvenues le matin relativement aux prévisions de paix.

» Au sujet de la question russe, M. Thiers a semblé curieux de connaître quels étaient les sentiments du peuple anglais, l'état de l'opinion publique dans ce pays, si le gouvernement devrait ou non faire la guerre pour soutenir la Turquie, au cas où la situation s'empirerait à l'excès. Quand je lui dis que, pour le moment, ni la presse ni le public anglais n'avaient encore envisagé la question, mais que, pour autant qu'ils s'étaient prononcés, ils étaient bien décidés à faire respecter à tout prix par l'Angleterre le traité de 1856, il me dit qu'il était joyeux de l'apprendre, car si l'Angleterre n'agissait pas ainsi, elle perdrait le rang qu'elle occupe et serait réduite au simple état de puissance de troisième ordre. « L'Angleterre, continua M. Thiers, prend toujours du temps avant » de se prononcer, mais quand elle parle, c'est toujours dans un but, et elle se fait toujours inva- » riablement entendre. »

» Un diplomate comme M. Thiers est naturellement réservé quand il donne une opinion sur une difficulté politique qui ne fait, pour ainsi dire, que sortir de terre ; mais pour autant que je puisse conclure des quelques mots qu'il a laissé échapper à ce sujet, il m'a semblé penser que l'Europe est bien près d'une guerre générale, et que cet état de choses a pour cause le malheureux conflit avec la Prusse.

» Comme je savais que d'autres personnes attendaient pour le voir, je ne restai pas longtemps avec M. Thiers, et quand je pris congé de lui, il m'assura qu'il était disposé à me donner toutes les informations qu'il pourrait quand je m'adresserais à lui. »

SAMEDI, 26 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — La France et l'Europe sont dans l'attente de la partie où va peut-être se jouer définitivement le sort de la guerre actuelle. Aussi, une seule et unique préoccupation domine les esprits. L'armée de la Loire sera-t-elle de force à soutenir le double, le triple choc qui s'annonce? Pourra-t-elle tenir tête aux innombrables armées concentrées devant elle et à ses côtés? N'y a-t-il pas danger qu'elle soit tournée par les masses en bataille autour d'elle?

Ces masses ont de l'artillerie proportionnée à leur nombre ; elles ont des généraux en qui elles ont foi et qui les ont jusqu'ici toujours menées à la victoire. L'armée de la Loire a-t-elle tout cela? Elle a du patriotisme, elle a du courage, c'est une armée véritablement française, — c'est tout dire, — digne par son cœur et son héroïsme de relever la fortune de la France. Mais aura-t-elle de son côté les savantes combinaisons qui, aujourd'hui, décident plutôt de la victoire que l'élan et le dévouement individuels? Telles sont les questions que tous se posent. Mais, balancé entre la crainte et l'espoir, on croirait téméraire et imprudent de les résoudre.

Ce que l'on sait, c'est que chaque soldat fera son devoir, et que si la fortune des armes nous est encore une fois contraire, on pourra redire avec plus de raison que jamais : tout est perdu, fors l'honneur !

C'est maintenant seulement qu'on éprouve dans toute leur amertume les désastreux résultats des hésitations et des calculs de Bazaine. Si l'armée de Metz, si vaillante, si bien outillée et si bien commandée, — sauf le commandement en chef, bien entendu, — tenait aujourd'hui la campagne, la victoire de la France serait assurée et qui sait? à l'heure où nous écrivons ces lignes, plein d'anxiété sur le sort des batailles qui vont s'engager, Paris serait peut-être libre et fier, dictant la paix aux Prussiens vaincus !

Mais laissons ces souvenirs de trahison et de défaillance de côté. Ne pensons qu'à cette jeune et valeureuse armée de la Loire, qui porte en elle l'âme et le salut de la France, et ayons foi dans les efforts d'une nation qui, après Metz et Sedan, trouve encore de telles ressources à opposer à ses envahisseurs. Une telle nation peut succomber momentanément, elle peut essuyer des revers partiels, mais le succès final lui est assuré !

D'ailleurs, souvenons-nous de Sedan, souvenons-nous de Metz, souvenons-nous de l'abattement et de la prostration de la France après ces catastrophes, et sachons bien que, quel que soit le sort des combats qui

vont s'engager, la position de la France ne pourra jamais être ni plus désespérée ni plus compromise qu'alors.

Nous avons déjà dit de quel silence sont enveloppés tous les mouvements de l'armée de la Loire. Rien ne transpire ni sur ses véritables positions, ni sur son effectif, ni sur le plan de campagne qu'elle suit. On connaît le but assigné à ses efforts : mais on ignore complétement les moyens choisis pour y atteindre. Voici seulement ce qu'on présume : nous recueillerons les deux principales versions. D'après les uns, l'armée de la Loire est établie le long de l'arc de cercle formé par le fleuve depuis Nevers jusqu'à Blois. D'après les autres, cette armée aurait son centre au Mans. Quant aux Prussiens, ils se sont fixés en avant des Français, de Montargis à Dreux, en passant par Étampes et Dreux, et ils font sans cesse avancer leurs ailes, l'une étant à gauche vers Montargis, l'autre, vers la droite, en entrant à Dreux et à Nogent-le-Rotrou. C'est ce mouvement des ailes qui fait craindre que l'armée de la Loire ne soit tournée et enserrée comme l'armée de Mac-Mahon à Sedan.

Voici maintenant les appréciations d'une correspondance d'Allemagne, dont l'impartialité et la parfaite compétence ont généralement été fort appréciées pendant cette guerre (1). Nous les recueillons, afin qu'on puisse se représenter quelles étaient les angoisses, les espérances et les craintes à la veille de la grande partie en préparation :

« Toute la question militaire se résume dans la situation de l'armée de la Loire combinée avec les troupes bretonnes commandées par M. de Kératry. Or, voici, sur cette armée des renseignements que je crois pouvoir garantir. Elle se compose de dix-huit divisions d'infanterie régulière, de cinq divisions de cavalerie et de cent cinquante mille hommes de troupes irrégulières, gardes mobiles, francs-tireurs et gardes nationaux mobilisés. Toute cette concentration est animée du meilleur esprit : il y a là beaucoup de courage personnel, que le succès d'Orléans a singulièrement surexcité ; mais il manque à cette armée, d'abord une artillerie proportionnée à cette infanterie, et ensuite des chefs capables de manœuvrer des masses. Le général d'Aurelles a commandé à Orléans un coup de main superbe : les Bretons, de leur côté, en ont exécuté de fort hardis, mais entre ces opérations de détail et une grande bataille en plaine, la différence est énorme. Sous ce rapport, la masse des irréguliers pourrait, à certain moment, devenir un embarras plutôt qu'un auxiliaire.

» En face et autour de l'armée dont je parle, se trouvent les divers corps prussiens que j'ai énumérés. Ils occupent Verneuil, Montargis et Nogent-le-Rotrou. Voyez ces points sur la carte ; constatez leur situation respective vis-à-vis du Mans, où se trouve le quartier général de l'armée de la Loire, et vous verrez aussitôt que les mouvements des Prussiens réalisent bien, à l'encontre de cette armée, le double but que j'ai indiqué, celui de la cerner, si possible, et de lui interdire en tous cas, toute pointe offensive contre les troupes prussiennes qui investissent Paris. »

La ville de Thionville, presque détruite par les bombes prussiennes, n'a pas encore capitulé, ainsi qu'on l'annonçait hier. Il n'y a eu qu'une

(1) Il s'agit ici de la correspondance **Wilhem Meyer**, de Cologne, qui était adressée à une feuille belge de province, le *Courrier de l'Escaut*, de Tournai. Cette correspondance, à laquelle la presse parisienne et départementale faisait de larges emprunts au début de la guerre, malgré sa provenance allemande, a toujours montré beaucoup de réserve et d'impartialité dans ses appréciations vis-à-vis de la France.

demande d'armistice afin de faire sortir de la place les femmes, les enfants et les blessés qui ne pouvaient plus s'abriter dans les caves pleines d'eau.

Incident anglo-russe. — L'incident russe reste dans le *statu quo*.

L'Angleterre, tout en se montrant menaçante, laisse voir qu'elle tient énormément à une solution pacifique.

Il y en a quatre
Qui voulaient se battre,
Mais il y en a trois
Qui ne voulaient pas.

Tout nous fait espérer que ces trois là auront raison. L'Europe est rassasiée de carnage.

Espagne. — On craint une insurrection républicaine. A Madrid, les troupes sont consignées. Les carlistes s'agitent dans l'Aragon. Les autorités craignent de ne pouvoir maintenir la tranquillité à Barcelone, où l'on craint des mouvements populaires.

Alsace et Lorraine.—Voici ce qu'un correspondant de Cologne écrit sur la situation de ces provinces :

« Des nouvelles de Metz et de Strasbourg nous apprennent que dans ces deux forteresses, le génie prussien déploie une grande activité dans la réparation des dégâts occasionnés par les deux siéges. On remarque beaucoup qu'à Metz, les travaux des ingénieurs, envoyés de Berlin, sont très-sérieux ; ils semblent indiquer qu'en Prusse on est décidé à conserver la forteresse et à augmenter, si possible, sa puissance défensive. La population messine regarde faire ces ouvrages, sans manifester aucun sentiment hostile ; elle se plie passivement à toutes les exigences des Prussiens qui du reste n'abusent pas de leur victoire.

» A Strasbourg, au contraire, il règne une grande effervescence dans la bourgeoisie contre les troupes prussiennes. Il ne se passe guère de jour sans que quelques soldats de la garnison ne soient attaqués, blessés ou tués par des Strasbourgeois. Les jeunes gens émigrent en masse de la ville, et il a fallu les ordres les plus sévères du commandant de la place pour empêcher cette émigration qui, généralement, se faisait au profit des bandes de francs-tireurs qui parcourent les Vosges. »

Le correspondant du *Daily News* donne à son tour les détails suivants sur la ville de Metz et ses environs :

« J'entrai dans une chambre dénudée, où six êtres humains gisaient par terre, privés de pain depuis trois jours. Hélas ! l'un des six n'en avait plus besoin. Le pauvre petit corps d'un enfant de deux ans reposait sur deux planches près de la fenêtre. La faim l'avait enlevé ! La viande de cheval et le manque de sel pendant le siége tuaient les enfants comme des mouches. Quant aux adultes, ils sont tous scorbutiques, faute d'une nourriture saine.

» Quant aux paysans des environs de Metz, leur sort est horrible, car il est sans espoir. Ils n'ont plus rien, pas même un toit pour s'abriter contre les pluies torrentielles de la saison. Il ne reste de leurs maisons que les quatre murs, souvent troués par les bombes. Leurs jardins sont dévastés, leur bétail est enlevé, leur paille est réduite à l'état de fumier, leurs champs ont été bouleversés et convertis en tombeaux. Et, au milieu de cette désolation, chaque village sera bientôt la proie du typhus ! »

Le général Trochu et la presse conservatrice. — Les

journaux conservateurs n'aiment pas qu'on ait foi dans les généraux républicains. Ils essaient donc de semer la défiance à leur égard. Le général TROCHU, dont le prestige est si grand, en province comme à Paris, n'échappe pas à leurs tentatives de discrédit. Voici ce qu'on écrit de Tours, à la date du 23 novembre, sur le compte du gouverneur de Paris, à une feuille ultra-conservatrice et prussienne de Belgique, le *Journal de Bruxelles* :

« On a souvent parlé des projets secrets du général Trochu; il est bien temps qu'il les révèle. Ces projets ont paru un mythe, et j'ai entendu à leur endroit des officiers supérieurs exprimer une robuste incrédulité; cependant, je n'oserais pas me permettre une parole irrévérencieuse que prononçait devant moi un plaisant : « Trochu a déposé son plan chez un notaire. »

Les exécutions. — Les exécutions vont leur train. C'est le seul moyen de maintenir la discipline dans les circonstances difficiles que nous traversons. Tout le monde regrette qu'il faille en venir à ces moyens extrêmes ; mais personne ne se plaint ni ne récrimine, pas même les partisans du célèbre discours de Raspail sur les mœurs et la discipline militaires.

Voici deux épisodes, également émouvants, quoique de nature bien différente, qui se rapportent à ces tristes mesures. L'un s'est passé à Cambrai, l'autre, au camp de Conlie, en Bretagne :

« A Cambrai, le condamné, dit un journal, était dans un tel état de prostration, qu'on a dû, au départ de la citadelle, le soulever de terre et le porter à bras sur la voiture. Sur le lieu de l'exécution, une scène bien plus pénible, et faite en vérité pour arracher le cœur des plus endurcis, devait se produire.

» Le condamné versait d'abondantes larmes; on venait de lui mettre sur les yeux le bandeau du condamné, il était à genoux; il l'abaisse pour voir une dernière fois ses camarades. L'instant fatal approche. Le signal du feu va être donné, le condamné se lève, il arrache le bandeau qui lui couvre les yeux et se sauve à toutes jambes en criant : « Je ne veux pas mourir, laissez-moi, laissez-moi. » Des soldats sont envoyés à sa poursuite. Il est ramené au lieu de l'exécution et attaché cette fois au poteau du condamné.

» Quelques instants après, la loi avait reçu son exécution : sept balles avaient porté en pleine poitrine.

» Alors les troupes défilèrent devant le cadavre et regagnèrent leurs quartiers.

« Au camp de Conlie, un homme condamné à mort par la cour martiale a été gracié par le général au moment où le signal du feu allait être donné. La fosse était creusée, le premier roulement de tambour s'était fait entendre.

Il y a lieu de penser que cette grâce, accordée dans de telles conditions, et qui, a dit le général, ne se renouvellera plus, contribuera puissamment au maintien de la discipline militaire dans l'armée bretonne. »

Le libéralisme prussien. — Le maire de Versailles et son adjoint viennent d'être envoyés en Allemagne où ils sont internés à Custrin, petite forteresse du Brandebourg. Ces deux prisonniers civils ont passé le 16 novembre à Francfort, accompagnés d'une escorte militaire.

Les manieurs d'argent. — Outre les trois habitants de Franc-

fort qui ont été arrêtés en cette ville pour avoir souscrit à l'emprunt français, un Mayençais qui réside en Angleterre et qui était arrivé à Francfort, a été arrêté pour le même motif quelques heures après s'être installé à l'hôtel.

La presse française en Belgique. Prochaine publication d'un journal bonapartiste à Bruxelles. — Les feuilles françaises pleuvent en Belgique. M. Tarbé doit, demain, y faire paraître son *Gaulois*. Du moins, il en a fait la promesse à M. Hugelman, à qui en même temps il a envoyé « ses compliments. » M. Hugelman se félicite de la réapparition du *Gaulois*. Seulement, il se demande pourquoi un homme comme M. Tarbé ne se ferait pas aussi bien « flambeau que miroir?... »

M. Tarbé « *flambeau?...* » On verrait clair alors pour sûr!... On ne s'y *reconnaît* déjà pas quand il prétend n'être que « *miroir!* »

M. de Bismark... et sa plume. — Ces Allemands ne doutent plus de rien, et sont de force à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

M. Bissinger, fabricant de bijouterie à Pforsheim (Bade), a envoyé, il y a quelque temps, au comte de Bismark, *pour signer la paix avec la France*, une magnifique plume d'or : — le chancelier fédéral l'a remercié par la lettre suivante :

« Honoré Monsieur,

» Le premier ministre de Bade, M. **Jolly**, m'a remis le riche et artistique cadeau que vous avez eu la bonté de m'envoyer. J'éprouve un certain embarras à vous exprimer mon remercîment. Dans un temps où l'épée de la nation allemande a accompli des faits si glorieux, je dirais presque que vous honorez trop la plume en la faisant si magnifique. Je ne puis qu'espérer que l'usage auquel vous avez destiné cette plume pour le service de la patrie assurera à celle-ci une prospérité durable dans une heureuse paix ; et ce que je peux promettre, avec l'aide de Dieu, c'est que, dans sa main, cette plume ne signera rien qui ne soit digne du *sentiment allemand* et de *l'épée allemande*.

» Recevez, avec mon remercîment, l'expression de ma considération la plus distinguée.

» DE BISMARK. »

Et pourtant, — ce qui n'est ni tout à fait impossible, ni même improbable, — si la fortune des armes allait changer?... que ferait alors le célèbre chancelier de sa plume... de paon?...

Et comme on rirait en Europe et... en France, si Bismark et son royal compère venaient à être *plumés* sous les murs d'Orléans et de Paris!

L'épée allemande! — Elle fait de la belle besogne, l'*épée allemande!* et il y a vraiment de quoi la vanter!

Avant Sedan, du moins, elle défendait le sol allemand menacé par les prétentions bonapartistes. Depuis Sedan, sans rime, ni raison, ni prétexte plausible, elle tue, elle ruine, elle renverse tout ce qui est à sa portée. A Wœrth, à Sedan, à Metz, elle a vaincu contre l'impéritie,

contre l'incapacité, contre la trahison. A Paris et dans la province, elle est tenue en échec par des bourgeois et des paysans, la plupart mal armés et sans instruction militaire.

Ah! oui! elle fait de belles choses « *l'épée allemande.* » Et qu'il est beau et digne « *le sentiment allemand* » qui exalte ces tueries et ces dénis de justice!

Un homme étonné et cinq autres contents.—On raconte — *si non e vero bene trovato,* — qu'après la bataille de Coulmiers, cinq Bavarois, rencontrant un paysan chargé d'une hotte, ont déposé leurs cinq fusils dans sa hotte en lui disant : « Tiens! nous sommes tes prisonniers, emmène-nous. » Le paysan, n'en croyant pas ses oreilles, ou bien peut-être ne comprenant pas, se croyait déjà mort et restait tout hébété. —Eh bien, quoi? reprirent les Bavarois, ne veux-tu pas nous emmener? —Ah!... hé... Si bien tout d'même, dit Jacques Bonhomme s'en retournant au village, mais de plus en plus stupéfait de sa prise.

NÉCROLOGIE. — La *Gazette d'Augsbourg* annonce la mort subite de M. **Hoff**, son correspondant à Versailles. C'est le septième de ses collaborateurs réguliers qu'elle perd depuis trois mois.

DIMANCHE, 27 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — L'heure suprême approche!

Le canon a déjà tonné, et ça et là les avant-gardes en viennent aux mains.

Voici ce que dit à ce sujet le *Moniteur* de ce jour :

« Il est incontestable qu'une grande bataille se prépare. Jusqu'à présent, l'avantage nous est resté dans toutes les actions partielles.

» L'ennemi a fait plusieurs démonstrations menaçantes sur notre droite du côté de Montargis et de Gien, mais là il s'est heurté contre des forces qui l'ont obligé à modifier son plan d'attaque. Il a porté rapidement le gros de ses forces du centre vers sa gauche. Son mouvement s'est accentué de forces tellement considérables, que le général en chef a dû ordonner un mouvement de concentration rapprochant du centre les corps qui se trouvaient sur notre extrême gauche.

» Par suite de ce mouvement, Châteaudun pourrait être évacué. C'est là une série de mouvements préliminaires. »

Une bonne nouvelle, qui va stimuler le courage de l'armée de la Loire et ranimer l'espoir d'un prompt et définitif succès, c'est le combat heureux que l'armée du Nord a livré hier à Bover, près d'Amiens.

L'ennemi a été repoussé à la baïonnette.

Les pertes des Prussiens sont triples des nôtres.

D'un autre côté, on télégraphie de Versailles que l'inaction de M. de

Moltke provient de la certitude qu'il a que Paris est pressé par la famine.

C'est la première fois que les généraux prussiens se montreraient avares du sang humain. Partout, toujours, ils ont bombardé, même quand un simple investissement eût suffi. Pourquoi cette réserve sous Paris, puisqu'un bombardement heureux permettrait à l'armée prussienne de paralyser les efforts de la province pour la défense?

Le général Cambriels, qu'on vient de remplacer dans son commandement, réclame à cor et à cris d'être déféré à une cour martiale devant laquelle il puisse se justifier des accusations d'incapacité ou de mollesse qu'on dirige contre lui.

D'autre part, le général Bourbaki, qui est à Tours, s'obstine à refuser le commandement du 18e corps. Il veut combattre comme simple chef de volontaires.

Thionville a capitulé. La situation n'était plus tenable. Les caves, où s'étaient réfugiés les habitants, étaient inondées. Beauregard, le grand établissement des jésuites, a été incendié.

Les opérations des Allemands, du côté de Lyon. sont complétement arrêtées. Ils se concentrent à Dijon, attendant probablement le résultat des opérations engagées en Normandie.

Des dépêches ministérielles de Châteaudun annoncent qu'un détachement prussien a été attaqué le 24 à Saint-Agile et a subi de grandes pertes.

L'ennemi marche sur Mondoubleau. La cavalerie prussienne a commandé deux mille rations à Gault.

Les uhlans menacent le chemin de fer à Freteval, au nord-est de Vendôme.

Les Prussiens, hier encore, dans les environs d'Évreux, ont rencontré une résistance considérable dans les campagnes.

Les garibaldiens ont surpris les Prussiens, hier, à Auxonne, et les ont mis en fuite.

Les pertes des Prussiens sont de trente tués et blessés et neuf prisonniers.

Un décret du 25 ordonne la création immédiate de camps pour l'instruction et la concentration de gardes nationaux mobilisés par décret du 2 novembre.

Y seront aussi admis, les gardes mobiles et les corps francs.

Les contingents de l'armée régulière des camps seront établis à Saint-Omer, Cherbourg, Conlie, Nevers, La Rochelle, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Toulouse, Pas-de-Lanciers et Lyon.

Les camps de Saint-Omer, Cherbourg, La Rochelle, Pas-de-Lan-

ciers seront en état de recevoir 250,000 hommes et seront des camps stratégiques.

Chacun des autres, de 60,000 hommes, seront des camps d'instruction.

Paris. — Nous réunirons dorénavant sous cette rubrique tous les renseignements de source quelconque qui viendront au jour sur l'état moral et matériel de la capitale. Voici, pour aujourd'hui, deux dépêches, l'une adressée au *Times*, l'autre au *Daily-News*. Les Parisiens pourront voir ainsi jusqu'à quel point les renseignements, fournis par les espions, étaient exacts, ou jusqu'à quel point les Prussiens mentaient pour jeter la défiance et le découragement en province.

« Berlin, 25 novembre.

» On annonce que les troupes régulières de la garnison de Paris viennent aux avant-postes allemands par centaines, en offrant de se rendre.

» Ces soldats disent qu'ils meurent de faim. Tous, les malades exceptés, sont repoussés.

Un telégramme sous-marin adressé du quartier-général du prince de Prusse, à Versailles, le 25, dit ce qui suit :

» L'attitude de l'armée devant Paris est celle de l'attente et de la surveillance. Il semble très-douteux qu'une attaque ait lieu contre les travaux de défense des Français. Le bruit court que le motif du changement en un simple blocus est dû à ce que le comte **de Moltke** a été informé que les vivres dans la ville sont plus rares qu'on ne le suppose. »

Incident anglo-russe. — La réponse du prince Gortchakoff à la dépêche de lord Granville est arrivée à Londres. Le prince maintient le point de vue pris, et justifie sa conduite en faisant allusion à la violation du traité par les autres puissances.

Le prince ne croit pas qu'une conférence, proposée par la Russie, aurait eu quelque succès.

L'ensemble de la dépêche est ferme, mais il y a le germe d'un arrangement. De là une division au sein du ministère anglais. Lord Granville opine pour le maintien quand même du traité de 1856. La majorité de ses collègues penche vers un arrangement pacifique.

Les résolutions à prendre seront seulement discutées demain. On espère être édifié alors sur l'attitude que compte prendre la Prusse. Jusqu'ici, cette puissance affecte des intentions ultra-pacifiques. Est-elle sincère ?

Italie. — Voilà encore tout remis en question à propos du voyage de Victor-Emmanuel à Rome. Il paraît que Sa Majesté italienne montre beaucoup d'hésitation, de répugnance même... à monter au Capitole,.. par peur de la Roche Tarpéienne probablement, qui en est si proche.

Les journaux catholiques disent que les hésitations de Victor-Emmanuel proviennent de ses scrupules religieux. L'excommunication ma-

jeure le mettrait mal à l'aise et l'empêcherait de prendre une décision, malgré les conseils pressants de son entourage.

Fallait pas qu'il aille, alors?

Voyage de M. Gambetta à l'armée du Mans. Sa proclamation aux troupes. — M. Gambetta, qui s'était rendu au camp de Conlie, où les mobiles de la Bretagne sont réunis sous les ordres de M. de Kératry, est revenu à Tours. Son voyage avait pour but, d'après les uns, de concerter avec M. de Kératry les futures opérations, selon les autres, de mettre d'accord MM. de Kératry et de Cathelineau, qui ne s'entendaient pas mieux que ne le faisaient dans l'Est Cambriels, Garibaldi et Keller.

M. Gambetta, qui est vraiment infatigable et qui consacre ses jours et ses veilles à la réorganisation des forces militaires de la France, a adressé aux troupes, à son départ du Mans, l'éloquent ordre du jour suivant :

« Le Mans, 24 novembre, 11 heures du soir.

» Soldats,

» Après trois jours entiers passés au milieu de vous à m'enquérir de tous vos besoins, à organiser et à recomposer toutes vos forces, je pars avec la certitude que vous allez marcher à une revanche.

» Les derniers événements vous ont été contraires, parce que vous étiez disséminés et trop peu nombreux. Je vous laisse ralliés et renforcés.

» Vous avez à votre tête des chefs énergiques, dévoués, aussi sages qu'intrépides. Il faut leur obéir aveuglement. Ils vous conduiront au succès. Sans cesse préoccupés de vous, ils ont en retour le droit d'exiger l'ordre, la discipline, la sobriété, la bravoure, vertus républicaines dont ils vous donnent tous les jours l'exemple.

» Votre vie est rude, pleine de hasards et de sacrifices ; mais songez que vous vous battez pour sauver à la fois la France et la République, désormais indissolublement liées dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Si cette noble pensée vous possède et vous domine, ni les périls, ni la mort ne vous paraîtront redoutables ; car qui de vous désirerait conserver une vie désormais déshonorée par l'abaissement de la patrie?

» Vous n'êtes pas inférieurs à vos frères d'armes de l'armée de la Loire ; vous êtes enfants d'une même mère, vous lui devez tout ; et vous défendez sur la Sarthe une position aussi précieuse pour l'avenir de la France que les rives de la Loire ; vous concourez enfin à ce glorieux mouvement de la France vers sa capitale ; vous ne voudrez pas perdre plus longtemps du terrain, car chaque pied du sol que vous abandonnerez, c'est un jour de plus de cruelles angoisses que vous infligerez aux assiégés. Prêtez-vous donc le serment les uns aux autres, comme nos pères, de ne plus reculer, et de marcher tous d'un pas égal à la délivrance de la France, afin qu'il soit dit de vous, comme de vos aînés : Ils ont bien mérité de la patrie et de la République !

» Vive la France ! Vive la République une et indivisible !

» Le membre du gouvernement ministre de l'intérieur et de la guerre,

» (Signé) GAMBETTA. »

Le délire de la France. Sentiments d'admiration du Times pour la défense nationale. — Il y a un mois, suivant certaine presse en Europe, la France avait le « *délire* » et ses chefs étaient des « *fous* » et des « *visionnaires.* » Tout cela parce qu'on se

refusait à signer une paix honteuse et à livrer, contre leur consentement, l'Alsace et la Lorraine à la Prusse.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé, et le langage de la presse étrangère subit le contre-coup du réveil militaire de la nation. Voici ce que le correspondant militaire du *Times* écrit du quartier général du prince royal :

« Il est certain que le soulèvement de la France au moment où l'on croyait son épée brisée, sa bannière foulée aux pieds, son armure transpercée, son soulèvement, dis-je, a certainement surpris les princes et les hommes politiques allemands, et leur a causé une déception. *Quoique les soldats allemands soient innombrables, la situation est maintenant beaucoup plus tendue pour eux qu'elle ne l'était quand il y avait encore deux grandes armées à vaincre.* Les soldats, malgré l'hiver, se portent bien, mais les vides causés par la maladie sont visibles.

» Une grande partie de la France a été envahie, et l'empreinte du pied de l'Allemand se voit encore, même à Orléans; mais cette partie de la France qui est intacte est plus vaste que l'autre, et les chevaleresques Bretons, le peuple ardent des provinces du Rhône, paraissent résolus à résister jusqu'à la dernière extrémité.

» *La France veut « mourir sous le harnais de la guerre. » Il est beau de voir que même quand des soldats aguerris ont été battus, lorsque toute la gloire des armées impériales s'est obscurcie, un peuple peut encore résister et arrêter la marche de l'ennemi qui envahit sa patrie.* »

Affaire du Bourget. — L'*Indépendance belge* a reçu, au sujet de cette affaire, des renseignements et des protestations qu'elle fait connaître en ces termes :

« Nous avons reçu d'Erfurt une lettre revêtue des signatures de plusieurs officiers français, faits prisonniers à l'affaire du Bourget.

» Ces officiers tiennent à protester contre certaines relations qui présentent cette affaire sous un faux jour. Ils tiennent surtout à constater que les troupes du Bourget n'ont pas manqué de vigilance et qu'elles ne se sont pas laissées surprendre.

» Trente officiers et 1,200 hommes — lisons-nous dans cette lettre, — ont été pris au Bourget.
» Les autres sont restés sur le champ de bataille ; pas un n'a échappé, sauf les réserves placées
» en arrière du village et à la Courneuve, qui sans doute ont battu en retraite ; 2,000 hommes sans
» artillerie ont résisté à 15,000 hommes, pendant que quarante pièces de canon les écrasaient
» sous une pluie de mitraille. Nous avons été pris homme par homme et maison par maison,
» fidèles à la consigne qui nous ordonnait de tenir quand même... Nous avons été faits prisonniers
» les armes à la main. »

» Nous ne pouvons que donner acte de cette protestation aux officiers qui nous l'adressent. »

Les généraux. Le plan de défense du général de Kersalaün. — On écrit dans le *Progrès de l'Eure* du 24 :

« Il y a huit jours, M. le général de **Kersalaün**, commandant de la division militaire du département de l'Eure, appelait chez lui les rédacteurs des journaux d'Évreux pour leur défendre de s'occuper des faits de guerre qui se produisaient dans le département, faits dont la connaissance était, par nos journaux, portés à l'ennemi. Nous entravions le PLAN DE DÉFENSE de M. le général, et très-poliment il nous menaça, le cas échéant, de *cour martiale*.

» Aussi crûmes-nous sincèrement au *plan de défense* de M. le général de Kersalaun.

» Mais à la première apparition des uhlans prussiens devant la ville d'Évreux, le brave général de Kersalaun a abandonné la ville avec ses officiers et la gendarmerie, sans indiquer quelle direction il prenait, sans même faire avertir de sa fugue M. le préfet de l'Eure, gisant dans son lit depuis plusieurs jours, en proie à une dangereuse maladie.

» De plus, M. de Kersalaun a donné ordre aux gardes mobiles de *se replier* en toute hâte sur Serquigny.

» On ajoute que M. le comte d'**Arjugeon**, lieutenant-colonel des mobiles de l'Eure, a eu le « *dévouement* » d'escorter le courageux général dans sa retraite. »

D'autre part, le journal *la Sarthe* publie les lignes suivantes :

« Le général de Kersalaun, appelé à Tours pour donner des explications sur l'abandon d'Évreux, aurait été, nous assure-t-on, destitué.

» Un général qui fuit devant l'ennemi ne doit pas être destitué, mais fusillé.

Le roman... et la réalité. — Les journaux prussiens avaient bâti force *châteaux en Espagne....*, en Alsace et en Lorraine.... sur le récit que le *Journal d'Elberfeld* avait publié du départ du 67e régiment prussien de Strasbourg. Il résultait de cette narration que les Prussiens du 67e étaient au mieux avec la population strasbourgeoise. Il semblait même que celle-ci était inconsolable du départ du susdit 67e.

Le *Courrier du Bas-Rhin*, qui avait également reproduit ces choses, a publié depuis une lettre rectificative que nous croyons devoir lui emprunter. La voici :

« Monsieur le rédacteur,

» Le *Courrier du Bas-Rhin*, dans son numéro du 17 de ce mois, a reproduit un article du *Journal d'Elberfeld* qui raconte le départ du 67e régiment prussien de Strasbourg.

» Il y est question de foule sur la place Kléber, d'embrassades, de saluts d'officiers, de mouchoirs agités par les fenêtres, de larmes. Or, monsieur le rédacteur, vous savez qu'il n'y a rien de tout cela et que ce régiment a quitté Strasbourg, je ne veux pas dire sans tambours ni trompettes, mais dans tous les cas sans la moindre ovation. Le *Journal d'Elberfeld* a donc été étrangement trompé par son correspondant, et ne serait-ce pas le cas, monsieur le rédacteur, d'insérer dans le *Courrier du Bas-Rhin* un article rectificatif ? Non-seulement je vous autorise, monsieur le rédacteur, mais je vous prie même d'insérer la présente lettre dans les colonnes de votre journal.

» Agréez, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma parfaite considération.

» MULLER. »

A cette lettre, le *Courrier du Bas-Rhin*, devenu l'organe officieux du gouvernement prussien à Strasbourg, ajoute la note suivante de sa rédaction :

« Personnellement, nous n'avions aucune connaissance du fait, et nous n'avons reproduit ce » rapport, qui nous a surpris nous-mêmes, que pour provoquer les témoins à établir la vérité. »

Un anglais qui n'a rien appris ni rien oublié. — Rien d'entêté comme ces vieillards!... Lord RUSSELL vient de publier une brochure, où il en est encore à soutenir le droit *quand même* de la Prusse à s'emparer de l'Alsace et de la Lorraine. En voilà un qui n'a rien appris,... ni surtout rien oublié ! Il valait bien la peine de faire une brochure pour nous servir de pareilles vieilleries, renouvelées des rancunes et des rivalités anglo-françaises du premier Empire et des premières années du règne de LOUIS-PHILIPPE !...

La presse française en Belgique. Prochaine publication d'un journal bonapartiste à Bruxelles. — Voici un extrait d'une correspondance bruxelloise de l'*Économie*, de Tournai :

« L'*Écho français*, journal de l'émigration conservatrice, ayant obtenu un succès relatif, l'idée est venue à des journalistes parisiens en disponibilité pour cause d'humeur trop pacifique, de créer à

leur tour des « *Echo de la Patrie*, » ou des « *Espoir national*, » ou des « *Délivrance*. » Malheureusement les fonds manquent et les fournisseurs belges sont d'une défiance... mais d'une défiance ! Un de ces journalistes en travail est sur le point d'accoucher : c'est M. **Granier de Cassagnac**, qui compte faire paraître, on devine avec l'argent et pour le service de qui, un *Écho du Pays* (journal de l'Empire). Ce sera pour sûr intéressant. On dit que le sédentaire de Wilhemshœhe en aurait déjà assez de l'**Hugelmann** de la *Situation*, qui doit à Londres lui coûter les yeux de la tête... Mystère et impérialisme ! Argent et capitulation ! »

Les pigeons célèbres. — Quelques lignes sur le rôle que les pigeons ont joué dans le passé, dans des siéges analogues à ceux de Metz et de Paris :

« Les *pigeons* ont joué un rôle important dans bien d'autres siéges que ceux de Paris et de Metz. Quand **Brutus** était assiégé dans Modène par **Antoine**, il fut informé, par des pigeons, de l'arrivée du consul **Pansa**.

» Tandis que les croisés assiégeaient Tyr, ils aperçurent dans l'air un pigeon qui dirigeait son vol vers la ville.

» L'armée, nous dit-on, poussa une telle clameur que l'oiseau, effrayé, tomba dans les lignes.

» Le message qu'il portait venait du sultan de Damas, annonçant qu'il venait en toute hâte au secours de la cité.

» Le **Bismark** de cette époque fit substituer à ce message une dépêche annonçant que le Sultan était lui-même serré de près chez lui et se voyait obligé d'abandonner Tyr à son tour. On relâcha ensuite le pigeon, qui arriva dans la ville porteur de cette fausse nouvelle. La garnison y crut, et, ne comptant plus sur le secours qu'elle avait espéré, se rendit immédiatement aux croisés. »

Tours capitale provisoire. Une visite à l'armée de la Loire. — Voici en quels termes étincelants de verve et de pittoresque, un des plus spirituels écrivains de la presse parisienne, M. Victor Fournel, l'un des principaux collaborateurs de l'évêque d'Orléans, au *Correspondant*, raconte ses impressions de voyage à Tours et à l'armée de la Loire :

« Comme un provincial qui va se *retremper* de temps à autre à Paris, je viens d'aller passer une semaine à Tours, chargé, depuis plus de deux mois, de représenter la capitale, investie et séquestrée du reste de la France. Depuis mon dernier voyage, il n'est pas devenu plus facile de s'y loger. Les chambres y sont presque des mythes : chaque jour, deux ou trois cents voyageurs se consument à la poursuite de cet insaisissable idéal, et, de guerre las, reviennent coucher à la gare ou sur les bancs du Mail. Le vaste *Hôtel de l'Univers* n'a pas un cabinet disponible, et l'on s'y inscrit par le télégraphe huit jours d'avance. L'*Hôtel du Faisan* regorge ; la *Boule d'or* déborde ; l'*Hôtel de Bordeaux*, fier de loger M. **Thiers**, ne daigne même pas laisser tomber sur vous le regard du dernier de ses garçons, si vous n'êtes pour le moins préfet ou ambassadeur.

» Je suis descendu chez l'habitant, comme les mobiles. Vous dire par quelle série de courses et de recherches je suis parvenu enfin à conquérir une chambre grande comme les deux mains, ce serait trop long. Il y aurait de quoi en faire un poëme héroi-comique en plusieurs chants, comme le *Seau enlevé* de Tassoni, ou le *Lutrin* de Boileau. Mais ce n'est point le moment de nous engager dans cette épopée.

» Ce qui frappe le plus, dès qu'on met le pied dans les rues de Tours, c'est la quantité de soldats qui reste encore à la France. Que d'officiers, et d'où sortent-ils? Que de mobiles ! Que de francs-tireurs surtout ! Francs-tireurs de tous les pays et dans tous les costumes ; collection pittoresque des uniformes les plus variés, les uns noirs et sombres, les autres tout éclatants des teintes les plus joyeuses. Les larges ceintures rouges et bleues, les grandes guêtres, la gibecière de cuir, la cocarde et la petite plume de coq au chapeau dominent toute cette bariolure, qui sent un peu ça et là son opéra comique. Mais, quoi ! on peut bien passer quelque fantaisie et un léger amour de la fanfreluche à ceux qui vont risquer leur vie pour la France.

» Voici la culotte rouge, le pantalon de zouaves et les bottes molles ; voilà le béret à large gland, avec la tunique ou la blouse, la casquette plate, le képi, le chapeau mou à claque, ou le chapeau pointu du bandit calabrais. Ici, c'est la tunique à revers rouges, là le manteau court à pèlerine et à capuchon rabattu, ailleurs la carmagnole et le pantalon de velours. La chemise rouge du garibaldien heurte l'uniforme respecté des volontaires de l'Ouest ou des Vendéens de **Cathelineau.**

» Le jour de mon arrivée, la compagnie des volontaires Montévidéens quittait Tours, sous la direction de son capitaine, couvert d'un *puncho* doublé de rouge et coiffé d'un mirobolant chapeau à plumes qui eût fait envie aux trois mousquetaires. Le lendemain, un bataillon de soixante à quatre vingts volontaires grecs arrivait, et était caserné pendant quelques heures dans les baraquements élevés près de la statue de Descartes. J'ai vu défiler la compagnie encore incomplète des Franco-Américains, et l'on m'a montré des Italiens, des Espagnols, des Canadiens, reîtres de tous les pays, *condottieri* cosmopolites, venus pour sauver la république française, ou pour exécuter dans les rues de Tours ces parades révolutionnaires qui, jusqu'à présent, n'ont abouti encore à aucun résultat bien éclatant.

» Dans la rue Royale, un détachement des ouvriers du génie, admirablement armés et équipés, croise un bataillon des mobiles de l'Aube, qui défilent au son du clairon, leurs officiers et leur aumônier en tête. Des soldats harassés, traînant la jambe, courbés sous le poids de la gamelle, du sac et du fusil, passent, les uns sombres, les autres chantant à tue-tête. J'ai été affligé d'en voir plusieurs ivres et titubants : il y a là une des vieilles *vertus* militaires du troupier français à laquelle il serait temps de renoncer. Si l'on fait passer en cour martiale de pauvres diables accusés d'avoir volé des poules ou des pommes, ce serait bien le moins qu'on envoyât à la salle de police ceux qui donnent le spectacle dégoûtant de leur ivresse aux Français attroupés pour saluer au passage ces derniers défenseurs du pays.

» Bref, Tours, ville ouverte, et qui ne pourrait résister une demi-heure à l'ennemi, semble métamorphosée en une ville de guerre. Du matin au soir, on n'y entend que le son de la trompette ou du tambour. Des hommes font l'exercice sur le Mail, où des fusils demeurent rangés en faisceaux pendant toute la journée. D'autres sont rangés en bataillons compactes dans la cour de la gare ou sur le quai : ils débarquent, et attendent le moment de remonter en waggons. J'ai vu défiler vingt fois à travers la ville des voitures de corvée, chargées de sacs ou de fourrages, et escortées de soldats qui avaient complété le chargement sur leur dos. D'où peuvent bien sortir tous ces officiers plus ou moins authentiques qu'on rencontre à chaque pas, et que font-ils à Tours tandis qu'on se bat ailleurs? A table d'hôte et dans tous les cafés, où les consommateurs viennent s'empiler quatre fois par jour comme des sardines dans une boîte, ils fourmillent, depuis le sous-lieutenant jusqu'au colonel. Passe encore quand ils sont blessés ! Je me découvre devant ce soldat qui s'avance à pas lents, le bras en écharpe, ou appuyé sur des béquilles et soutenu par un camarade. Mais j'éprouve un étonnement véritable devant cette nuée d'officiers et de francs-tireurs, pleins de santé et de force, que je vois encore au bout de la semaine, comme le jour de mon arrivée, battant le pavé des rues, fumant leur cigare et buvant tranquillement bocks sur bocks, tandis qu'ils pourraient être si utiles à Orléans. Pour un homme qui a l'honneur de porter une épée, il y a d'autres parties à jouer aujourd'hui que des parties de dominos.

» C'est surtout le Café de la Ville, long couloir étroit, sans cesse empli d'une fumée tabagique à couper au couteau, qui est le rendez-vous de la plupart de ces épaulettes, dont quelques-unes ne sont pas tout à fait bon teint.

» J'aurais bien voulu voir aussi cette pseudo-Jeanne d'Arc, dont une dépêche de Berlin annonçait la présence dans la ville, il y a un mois ou six semaines. Mais comme personne n'en a jamais ouï parler, il faut bien croire que ç'a été là encore une des agréables inventions de nos ennemis.

» La préfecture est remplie d'administrations et de ministères depuis le rez-de-chaussée jusqu'aux combles, et le malheureux préfet d'Indre-et-Loire se trouve réduit à loger dans les antichambres. Il en est de même de l'archevêché et de l'hôtel du maréchal. Toutes les rues voisines et presque toutes les grandes maisons de la ville sont accaparées ainsi par les intendances, les commissions scientifiques, la commission d'étude et d'organisation des ballons, les postes ordinaires et extraordinaires, les télégraphes, l'agence Havas, la Société internationale, toutes les

sociétés de renseignements et de secours, les ambulances, les succursales de la Compagnie d'Orléans, des librairies **Hachette** et **Didot**, etc., etc. On a logé le ministère des finances dans une maison particulière du boulevard Béranger. Le portier de l'hôtel du maréchalat, qui n'est pas encore à la hauteur de ses nouvelles fonctions, exerce la profession de tailleur dans le neuf et le vieux, et c'est du haut de son établi démocratique, regardé avec un mépris mal dissimulé par les garçons de bureau tout flambants de galons, qu'il vous donne les indications que vous lui demandez. Les chefs de division sont installés pêle-mêle avec les simples employés dans de grandes salles, où les plus fastueux ne peuvent aspirer à d'autres signes distinctifs de leur grade qu'à un fauteuil et à un paravent. Plus de cinquante expéditionnaires sont entassés autour de la même table dans une seule salle au rez-de-chaussée de l'archevêché.

» Il ne faut pas oublier les journaux parisiens parmi les établissements qui contribuent le plus à donner de l'animation à la ville de Tours et à accaparer une grande partie de ses maisons. Les trois mieux installés et outillés sont : le *Moniteur*, la *France* et le *Français*, imprimés tous trois chez **Mame**. Le *Moniteur* a apporté l'une de ses machines de Paris, et ne peut suffire aux besoins de sa vaste publicité, — car le petit *Moniteur* a plus de cent mille abonnés à lui seul, — qu'en faisant tirer plusieurs clichés de chaque numéro. A partir de midi, les crieurs commencent à parcourir les rues, et les marchands garnissent leurs étalages. L'*Union*, qui a emmené toute sa rédaction à Tours et n'a plus d'édition parisienne depuis le siége, paraît en premier lieu ; puis vient le *Constitutionnel*, rédigé avec talent, mais sans grand succès, par **M. Léonce Dupont**, dont un procès fameux a mis le nom en lumière, et vers deux heures, des avalanches de gamins débouchent de la rue de l'Intendance et du passage Richelieu, en criant le *Français* à tue-tête. Autant que j'aie pu en juger, c'est le *Français* qui tient la corde dans ce *steeple-chase* de la presse pariso-tourangelle. C'est lui qui donne les nouvelles à sensation et qui a la primeur de maint document curieux. Les marchands le crient avec prédilection, et le public l'achète de confiance.

» A côté de la presse réfugiée se vendent les journaux du cru : l'*Union libérale*, le *Journal d'Indre-et-Loire*, les *Etats-Unis d'Europe*, la *Feuille du Village*, gazette ultra-radicale qui vient de se fonder au Mans, le *Journal de Dumanet*, plate imitation du Boquillon qui fit les beaux jours de l'*Éclipse*. Puis ce sont les brochures et les factums des entrepreneurs de publicité ; des gens qui cherchent à exploiter un titre, une idée en vogue, l'événement où le personnage du jour, **M. Thiers** ou **M. de Bismark**. Tout cela fait beaucoup de tapage, et lorsque les tambours des troupes qui passent viennent encore à broder là-dessus, on en est véritablement assourdi.

» Joignez aussi à la cohue des fonctionnaires de tous grades, des journalistes, des voyageurs, des étrangers, des émigrés et des peureux, qui sont bien décidés à suivre au besoin le gouvernement de ville en ville pour se mettre en sûreté sous ses ailes, celle des aventuriers, des chevaliers d'industrie, des chercheurs de place, des faiseurs de projets et des inventeurs, qui ont trouvé le moyen de détruire d'un seul coup l'armée prussienne, cette tourbe servile et cette avide séquelle qu'un gouvernement quelconque traîne fatalement à sa suite. On ne s'explique pas comment tout cela peut tenir dans la ville de Tours sans la faire éclater. Les Tourangeaux exploitent sans pitié et sans mesure cette population flottante. Il n'est pas d'infime auberge qui n'affiche la prétention de faire payer son dîner quatre francs et sa chambre cinq, ce qui n'empêche pas ces messieurs, malgré tout l'argent qu'ils gagnent, de solliciter encore l'aumône de ceux qu'ils dépouillent si bien, et d'envoyer quêter dans les hôtels et les cafés pour fournir des couvertures aux mobiles de Tours.

» Chacun vivait là-bas, comme ici, dans l'attente de la grande bataille qui peut se livrer d'un jour à l'autre en avant d'Orléans. J'ai pu obtenir un sauf-conduit pour aller parcourir, en simple touriste, les vastes plaines où l'armée de la Loire se prépare, en gardant le bénéfice de ses bonnes positions, à soutenir l'attaque formidable de l'armée prussienne. Je suis un bien pauvre stratégiste, et la patrie n'aurait rien à craindre de mes révélations, quand même je ne devrais pas mettre volontairement un sceau sur mes lèvres. Je ne parlerai de ma visite qu'en peu de lignes et seulement au point de vue pittoresque.

» Tout le long de la route, j'ai dépassé de vastes convois pleins de soldats, de chevaux et de batteries. On rencontre les derniers corps de l'armée avant d'arriver à Orléans. Cette ville a garde

à peu près sa physionomie ordinaire. Les traces de l'invasion n'y sont pas visibles à première vue, sauf dans les faubourgs. Aux alentours de la gare s'agite fiévreusement une fourmilière de paysans et de charrettes, occupés à des travaux de fortification, qui seraient fort utiles en cas d'une retraite de l'armée et d'une nouvelle attaque de la ville.

» Que de soldats ! Que de mobiles ! Que de cavaliers ! Que de belles pièces de canon, toutes prêtes à riposter aux Prussiens ! *La voici donc sous mes yeux cette armée de la Loire, dont on niait jusqu'à l'existence et dont on ne parlait qu'en souriant ! Salut, suprême espoir de la patrie ! C'est avec un indicible sentiment de joie et d'angoisse que je contemple ces vaillantes troupes que le général* **von der Tann** *et le grand-duc de* **Mecklembourg** *vont tâcher d'exterminer d'un coup.* Cette perspective ne semble pas les effrayer du tout. Du fond des tentes et de tous les côtés de la route on entend des chants joyeux : *à l'attitude des hommes, à leur physionomie, on voit qu'on est là au milieu d'une armée véritable et non pas d'une foule ; — d'une armée soumise à une discipline sérieuse, qui a confiance en ses chefs et qui sauverait du moins l'honneur, si elle ne pouvait sauver la France.*

» Combien y a-t-il là de soldats ? Il serait difficile de le dire. Les évaluations varient entre cent vingt mille et deux cinquante mille. Combien de canons ? Une correspondance du *Times* les évaluait, la semaine dernière, à trois cents. Ce serait peu. Mais il est à croire que le correspondant avait compté par les yeux des Prussiens, et que, si le chiffre a été juste à un certain moment, il a besoin aujourd'hui d'être largement triplé et quadruplé pour approcher du total véritable.

» J'ai rencontré l'état-major vers Cercottes, à huit kilomètres d'Orléans. Sa position est signalée par un ballon captif qui demeure presque en permanence au bout de sa longue corde, et du haut duquel on épie les mouvements de l'ennemi, dont les avant-postes sont pourtant à plus de cinq lieues de là. Le jour de ma visite, c'est-à-dire lundi dernier, on s'attendait si bien d'heure en heure, pour ainsi dire, à l'attaque des Prussiens, que les voitures de la poste restèrent attelées toute la matinée, afin de pouvoir se replier avec l'intendance au premier coup de canon.

» Et pourtant une bataille eût été bien difficile, sinon tout à fait impossible, dans l'état où les pluies avaient mis les plaines de la Beauce, et c'est là sans doute une des circonstances auxquelles il faut attribuer le retard persistant d'un engagement général. Le soldat n'eût pu faire un pas sans perdre ses chaussures dans la vase, et les manœuvres de l'artillerie auraient été absolument impossibles. A chaque pas, j'enfonçais dans la boue jusqu'à la cheville, — ça et là jusqu'aux genoux, et les chevaux qui passaient au galop sur la route m'éclaboussaient des pieds à la tête. Après avoir poussé jusqu'à Arthenay, toujours au milieu de nos troupes, je suis revenu à Orléans, crotté comme un barbet, et en repassant par le Mans, au milieu d'une pluie battante, qui rendait les rues mêmes de la ville impraticables à un piéton, je n'ai point eu le courage d'aller faire au camp de Conlie la visite que j'avais d'abord projetée. »

LUNDI, 28 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Rien de décisif encore du côté de la Loire.

On signale seulement quelques engagements partiels qui auraient été favorables à nos armes du côté de Gien, Mans et Vendôme.

La *Gazette de France*, dont le témoignage fait actuellement autorité dans la presse anglaise, quand il s'agit de questions militaires, affirme

que les manœuvres de nos armées sont tout à fait dissimulées à l'ennemi par un rideau de troupes, qui opèrent ça et là aux avant-postes.

Du côté du Nord, il n'y a aucun détail sur les glorieux faits d'armes que nous avons signalés hier.

Enfin, voici un télégramme belge qui se rapporte à la situation qui va être faite à Longwy :

« Arlon, dimanche, 27 novembre.

» Les Prussiens dirigent des troupes et de l'artillerie de siége vers Longwy.

» Les horreurs et les désastres du bombardement de Thionville ont jeté l'épouvante parmi la population féminine de Longwy, qui se réfugie à Luxembourg, à Arlon et à Virton. »

Incident anglo-russe. — Rien de saillant ni de décisif à signaler de ce côté. C'est demain que le ministère anglais doit délibérer et prendre un parti définitif. Le désaccord continue au sein du ministère.

Voici en quels termes la *Situation* apprécie l'attitude de l'Angleterre depuis que cet incident est soulevé :

« Nous n'avons jusqu'ici vu dans les rodomontades du *Morning Post* et dans les diatribes des autres journaux anglais, rien d'assez précis pour nous faire croire qu'on soit décidé à faire la guerre dans les conditions où se trouve actuellement l'Angleterre. Toutes nos recherches ne nous ont conduits qu'à voir percer partout une intention latente de prendre pour mot d'ordre « l'*Éclipse* » grandiose dont le *Times* s'occupe, avec un à-propos dont nous lui laisserons le mérite, tout en nous en emparant, pour tracer demain un tableau, selon nous fidèle, de la politique actuelle des ministres anglais.

» On a souvent pris, à Paris, le *Charivari* pour le premier des journaux politiques français. Si on prend comme tel son frère cadet, le *Punch* de Londres, le numéro paru aujourd'hui doit, et c'est là notre opinion, être considéré comme donnant une image frappante de l'esprit politique anglais.

» Le lion britannique, semblant se réveiller d'un long sommeil, rugit et menace, la gueule à moitié ouverte, tandis que l'ours russe cherche à se débarrasser d'une chaîne sur laquelle est écrit : « Traité de 1856. »

» Dans son patriotisme, le *Punch* constitue le Lion britannique seul gardien du traité de 1856, mais il se borne à lui faire montrer les dents à demi, tandis que les griffes restent à terre. En d'autres termes, grandes démonstrations de paroles, mais en fait d'actes.... éclipse. »

Capitulation de Metz. Un témoignage favorable à Bazaine. — Nous avons signalé toutes les charges qui s'élevaient contre le maréchal Bazaine, non pas du chef de la capitulation même, mais du chef du système de temporisation et d'atermoiements qu'il avait adopté et suivi jusqu'au bout, alors que de vigoureuses et sincères tentatives de briser le cercle de fer qui l'étreignait, lui et son armée, eussent problablement réussi.

Notre impartialité nous fait un devoir de recueillir aujourd'hui le témoignage favorable qu'un ancien compagnon d'armes du maréchal en Crimée, un des militaires les plus estimés de l'Angleterre, vient de lui donner. Voici la partie la plus importante de ce témoignage. Le lecteur verra s'il est de nature, comme son auteur le croit, à innocenter le maréchal Bazaine :

« Je ne suis pas préparé à discuter quelles ont été les opérations qui ont fait que l'armée qu'il commandait ne s'est pas retirée à temps pour rejoindre les autres corps qui tenaient encore la campagne ; et cela n'est pas nécessaire non plus, puisque les accusations lancées contre lui reposent sur la capitulation, signée deux mois plus tard.

» S'il n'avait pu s'ouvrir passage à travers les forces qui lui étaient opposées dans les premiers jours de son mouvement sur Metz, il devait avoir de moins en moins de chances de réussir à mesure que les jours se passaient, attendu que les positions qui entourent la place, naturellement très-fortes, pouvaient être grandement améliorées par des ouvrages de campagne qui devaient graduellement arriver à leur perfection ; et tandis qu'il y avait un état continuel d'amélioration du côté des troupes assiégeantes, ses propres troupes étaient dans un état constant de détérioration par suite de la dissolution de sa cavalerie, de son artillerie de campagne et de son armée de transport ; de façon que, isolé comme il l'était par une grande distance de tout secours, avec une armée absolument dépourvue de tou ce qui est nécessaire à une campagne, il ne lui restait réellement d'autre alternative que de se rendre. Ses détracteurs semblent oublier que sa position devait être considérée comme désespérée il y a trois mois, à l'époque où eut lieu le mouvement fait de Châlons pour le secourir.

» Comme un de ceux qui ont servi avec le maréchal en Crimée, je me sens appelé à repousser les attaques faites contre un vaillant compagnon d'armes, dont la réputation militaire a été assaillie d'une manière aussi inconsidérée par des ennemis politiques.

» Je suis, Monsieur, votre obéissant serviteur,

» J.-F. Burgoyne, feld-maréchal. »

Allemagne. Protestations contre la continuation de la guerre. — L'ivresse du sang ne porte pas à toutes les têtes. Au-dessus du *droit de la force*, il est des esprits généreux et progressistes, même en Allemagne, qui mettent *la force du droit et de la justice*. C'est ainsi que, dans une des premières réunions du Parlement de la Confédération du Nord, *des députés démocrates ont refusé de voter les sommes nécessaires à la continuation de la guerre.*

Quel dommage que Guillaume n'ait pas été aussi logique que ses sujets, les démocrates !... Il se serait arrêté aux pieds des ruines fumantes et ensanglantées de Sedan et de Bazeilles, et, après avoir renversé le trône des Bonaparte et repoussé l'agression injuste, il eût fait la paix avec la France rendue à elle-même.

Mais la victoire a surexcité ses esprits et a fait taire en lui la voix de l'humanité et de la justice.

Voici maintenant un résumé du langage vraiment libéral et vraiment humanitaire qui a retenti dans le Parlement de Berlin, en dépit des bruyantes protestations du préjugé et de l'esprit de race mal compris :

« M. **Bebel**, démocrate, proteste contre ce crédit qui ne doit servir qu'à faire une guerre dynastique. Le Roi, a dit M. Bebel, a fait la guerre à **Napoléon** ; maintenant la nation française s'est donnée un gouvernement auquel il n'est plus permis de faire la guerre.

» Le gouvernement français actuel est formellement en droit de faire la guerre ; son existence ne peut être niée, puisqu'on a traité avec lui d'un armistice. L'annexion, voilà le point capital de la guerre ; ce point supprimé, la paix serait faite. (Rires.) La liberté est opprimée pendant la guerre. Tous ceux qui ont parlé contre l'annexion se sont vus menacés dans leur liberté personnelle.

» L'orateur continue à motiver son opposition à toute annexion ; le président le rappelle à la question.

» M. **Bebel** poursuit. Si l'on ne veut pas éterniser l'antagonisme de la France, il faut renoncer à une annexion, d'autant plus qu'elle ne tient pas compte du droit des peuples de décider de leur sort. On demande généralement la paix. On n'est pas aussi prêt aux sacrifices qu'on veut bien le dire, car l'emprunt n'est pas encore complétement souscrit, tandis que, en France, les ressources demandées par Napoléon III ont été immédiatement réalisées. C'est pourquoi le parti démocratique votera contre l'emprunt qui n'est appuyé que par ceux qui calculent les intérêts. (Cris : A l'ordre! à la porte!)

» Le **Président**. C'est à moi de maintenir l'ordre. M. Bebel, si vous continuez à parler de la sorte, je vous retirerai la parole.

» M. **Bebel** dit en terminant : Je ne blâme pas la nation, mais les classes qui possèdent. Je vote contre l'emprunt afin que la paix se fasse plus tôt, sans annexion.

» M. **Lasker** se prononce pour l'emprunt. Aucune assemblée ne tolérerait un discours comme celui qui vient d'être prononcé. Les Français jetteraient à la porte un orateur qui aurait parlé dans un sens aussi allemand que M. Bebel a parlé dans un sens français. (Applaudissements.) »

Armée de la Loire. Légion de Charette. — Tout ce qui concerne l'armée chargée spécialement de la délivrance de Paris intéressera à coup sûr les Parisiens après le siége. C'est pourquoi nous recueillons des détails fort curieux sur la composition et les dispositions de la légion de Charette, qui doit combattre aux premiers rangs de l'armée de la Loire :

« La légion, lorsqu'elle a paru à Tours pour faire légaliser son existence, n'était que de cent quatre-vingts hommes ; au Mans, elle s'est formée et constitue deux bataillons, chacun de six cents hommes.

» Des trois mille Américains, Italiens, Français, Belges, Hollandais, Irlandais, Polonais dont elle se composait, soixante ont été tués en défendant le Saint-Siége ; les autres sont retournés dans leurs pays respectifs. Deux cents Français, un nègre et un Indien ont persisté à représenter la légion ; ils se sont rendus à Toulon, à bord de l'*Orinoco*, et ont formé le noyau de cette compagnie nombreuse et distinguée qui porte maintenant le titre de : « Légion des volontaires de l'Ouest. » L'épithète : «distinguée » convient particulièrement à la légion, car elle compte peu de simples soldats qui ne portent pas un carreau de vitre dans l'arcade sourcilière et qui n'ont pas un titre plus ou moins important.

» Les comtes, les marquis, les vicomtes s'y trouvent par douzaines, et tous les visages sont blancs et roses, à l'exception de ceux du nègre et de l'Indien... En même temps, plus d'un officier qui a vu plusieurs campagnes est entré comme simple soldat dans la légion ; car elle est régie par la loi que tous les officiers doivent sortir des rangs. Parmi ces simples soldats, citons le marquis de **Qualin**, l'orgueil de la Vendée, âgé de plus de soixante ans. Sa barbe blanche, vue à côté des visages aristocratiques de quelques jeunes diplomates, quand la légion fait l'exercice, suggérerait peut-être au comte de Bismark que tous les volontaires français méritent nécessairement d'être traités comme des brigands.

» Sans doute, parmi les douze ou treize cents hommes qui composent maintenant la légion, il se trouve quelques personnes de basse extraction et quelques aventuriers. Mais les premiers ne sont pas nombreux et ne paraissent s'être engagés que pour faire l'ouvrage nécessaire dans un corps militaire quand il n'est pas en service actif; quant aux derniers, ils ont tous donné des preuves d'une éclatante valeur. Ils se sont admirablement battus en Crimée, en Italie, au Mexique, en Amérique, partout où l'on trouvait à se battre.

» Quelques-uns, quoique Français dans l'âme, ont presque oublié leur langue maternelle. Ainsi, le comte d'**Armaillé**, qui arrive de New-York avec cent quatre-vingts volontaires franco-américains et quatre-vingt mille fusils se chargeant par la culasse, parle certes mieux l'anglais que le français ; cependant, il y a quinze ans, il était lieutenant de cuirassiers à Balaklava et Inkermann. Son plus vif désir était de se voir, ainsi que ses hommes, revêtu des couleurs grises et rouges de la légion du colonel Charette.

» Je ne sais, me dit-il, si le colonel acceptera mes hommes, car ce sont des démons, et il est » très-difficile. Cependant, j'ai encore de l'espoir, car on sait qu'ils se battront comme des diables, » et sans rien demander : chacun d'eux a au moins dix mille francs dans ses poches.

» La discipline, le maniement des armes sont admirables dans ces deux bataillons, qui certes n'ont pas de rivaux dans l'armée de la république. L'ennemi en saura bientôt quelque chose, car le jour où j'ai quitté le Mans, les volontaires de l'Ouest sont partis aussi se dirigeant vers une localité qu'il m'est défendu de désigner. »

Ces renseignements sont déjà anciens. A la date de ce jour, le corps de Charette a les cadres d'un régiment et compte trois mille hommes.

Marseille. — On écrit de cette ville que toute agitation a cessé. Tous les esprits sont à la grande préoccupation du jour : la défense nationale. On est fort content du nouveau préfet. L'ancien, M. Esquiros, avait du bon : de l'énergie, du dévouement aux classes populaires et des principes civiques irréprochables. Mais « il bénissait » peut-être un peu trop. Or, le nouveau agit et organise beaucoup. Ce n'est peut-être pas plus mal. Dans le temps où nous sommes, les hommes d'action valent bien les « pontifes ! »

Le drapeau rouge à Lyon. — On écrit de cette ville :

« Le drapeau rouge est toujours ici le sujet de contestations. Des détachements de gardes mobiles ayant enlevé les petits drapeaux rouges qui se trouvaient sur les chantiers des fortifications et arrêté trois ouvriers récalcitrants, la garde nationale de la Croix-Rousse fit mine de prendre les armes. Il fallut que M. **Challemel-Lacour** intervînt encore pour rétablir le calme, en maintenant provisoirement le *statu quo*. Il y a eu quelques rixes entre les ouvriers des chantiers et les marins des forts, ardents défenseurs de l'étendard tricolore. »

Les Parisiens en province. — Voici ce qu'on écrit de Tours au *Gaulois* touchant la colonie parisienne :

« On me dit que le capitaine de **Loyne**, révoqué par décision du 23 novembre, avec MM. de **Prunelle** et de **Rouyemont**, ses camarades de la garde mobile d'Eure-et-Loire, pour leur conduite blâmable dans l'affaire d'Epernon, n'est autre que l'élégant gentlemen, membre de nos principaux clubs et si connu à Paris dans le monde des théâtres et des courses. Aussi cette grave mesure a-t-elle produit un sentiment de regret très-accentué dans la colonie parisienne, très-nombreuse ici. J'ai rencontré successivement MM. de **Modène**, **Antonio**, d'**Erpeleta**, **Wilkinson** sans ses quatre chevaux, de **Malerta**, qui organise un corps franc, **Victor Jacquement**, lieutenant d'état-major, attaché à l'armée de l'Est, le marquis de **Masser**, le colonel **Magnan**, et parmi les échappés de Metz qui viennent reprendre du service, MM. **Guetan de Monclin** et le comte **Martial de Champflour**.

» Parmi les députés présents ici, MM. **Wilson**, **Masséna**, **Cochery**, **Guyot-Montpayroux**, **Latour-du-Moulin** et **Lefébure** sont les plus marquants. J'ai vu aussi MM. de **Franqueville** et **Vimercati**. »

De l'utilité et de l'opportunité d'élire une Constituante. — Il y a des gens qui n'en démordent pas : il leur faut à tout prix une Constituante, dussent les formalités électorales enrayer et paralyser les efforts héroïques qui se font partout pour la délivrance de la patrie.

Pour faire un civet, il faut un lièvre. Pour faire des élections, il faut des électeurs. Or, tous les hommes jeunes et valides sont aux armées.

Dans ces conditions, comment voter? Comment mûrir son vote? Comment se concerter sur les choix à faire? D'ailleurs, la France est-elle livrée à l'anarchie? Est-ce qu'elle ne s'est pas ralliée tout entière, tacitement ou expressément, à Paris et en province, autour des hommes qui s'intitulent à si juste titre le gouvernement de la défense nationale? Quel besoin si pressant y a-t-il donc de légiférer et de constituer?

Si l'anarchie régnait, si les armées n'existaient que sur le papier,... comme jadis... s'il n'y avait ni centre ni unité d'action, si le patriotisme sommeillait, s'il s'agissait de faire la paix, nous comprendrions alors l'urgence de faire élire une Constituante. Mais, heureusement, aucune de ces perspectives n'existe à l'horizon. La France est au feu, elle se bat bien, elle n'a qu'une pensée, qu'une préoccupation: chasser l'ennemi de son sol. Pourquoi la distraire dans cette noble et sublime tâche?

Il paraît cependant que ce n'est pas l'avis de MM. Tarbé, Guyot-Montpayroux, Wilson, De Falloux, Grévy, ni même de M. Glaiz-Bizoin. Quant à ce dernier, voici ce qu'on écrivait dernièrement de Tours, à son sujet, à l'*Indépendance belge*, dont les renseignements en tout genre ont toujours fait prime depuis la guerre :

« On disait aujourd'hui,— je vous donne le renseignement sous toutes réserves, et pour ne vous laisser ignorer aucun des bruits plus ou moins erronés qu'on met en circulation, — on disait donc que M. Glaiz-Bizoin avait remis en avant l'idée de faire des élections. On sait que c'était, avant l'arrivée de M. Gambetta ici, le plan du gouvernement de Tours. M. Glaiz-Bizoin, qui, faute d'avoir joué un rôle jusqu'à présent, prendrait tout à coup celui du *Deus ex machina*, aurait demandé un sauf-conduit à l'état-major prussien, afin d'aller remontrer à Paris, au gouvernement de la défense nationale, que la position devenant difficile et la responsabilité lourde, il convenait d'en appeler au pays et de remettre à la France le gouvernement de ses destinées.

» Le sauf-conduit sera-t-il accordé? M. Glaiz-Bizoin arrivera-t-il à Paris? Fera-t-il entendre son avis à ses collègues? On dit qu'ici il aurait à demi converti M. Gambetta. Des élections seront-elles faisables? Là-dessus je vous ai dit mon avis dès longtemps. Il n'y a de possible qu'une assemblée de notables prise dans les conseils généraux et *tirée au sort*. Mais quelle autorité aurait une pareille assemblée?

» Et puis, qu'y a-t-il de vrai dans ces racontars que je ne mentionne que pour remplir complétement ma tâche de « reporter » consciencieux! »

Le Gaulois en Belgique. — M. Tarbé est à peine descendu du ciel et installé à Bruxelles, avec son journal, que le voilà courant sus à M. Gambetta, qu'il appelle gentiment le « tyran de Tours. » (*sic*)... Et cela parce que M. Gambetta trouve que les Français font de l'aussi bonne et utile besogne, en se battant et en chassant les Prussiens du sol français, qu'en élisant une Constituante, quand les préoccupations sont tout entières à la défense nationale et que beaucoup d'électeurs sont à plus de cent lieues de l'endroit où ils doivent voter.

Il est vrai que M. Gambetta a un moyen facile de se « *détyranniser* » et de faire sa paix avec M. Tarbé : c'est de solliciter un armistice de

deux jours, pendant lequel le suffrage universel ressusciterait l'*ancien Corps législatif*, ce pauvre Lazare mort avec l'Empire...

Rien que cela!... A bon entendeur, demi-mot; et il ne sera pas maintenant difficile de deviner pourquoi M. Tarbé a quitté Paris.

Légendes et prophéties. — Comme toujours, quand l'humanité traverse une grande crise, l'imagination populaire se repaît complaisamment de fictions plus poétiques et plus merveilleuses les unes que les autres. Voici notamment ce qu'on raconte dans les montagnes du Bugey :

« Une jeune fille, au service d'une grande famille du pays, déclara tout à ses maîtres que Dieu lui avait ordonné, pendant une maladie qu'elle venait de faire et dont il l'avait guérie, d'aller révéler quelque chose au gouverneur de Paris et à M. le maire de la ville d'Orléans, alors occupés par les Prussiens. On fit de vains efforts pour la retenir; elle partit, entra à Orléans au moment où les Bavarois étaient forcés de l'abandonner, traversa sans difficultés les lignes ennemies devant Paris, et après avoir dit au maire d'Orléans et au général **Trochu** ce qui avait été dicté par Dieu, retourna au château de ses maîtres où elle reprit tranquillement son service. Lorsqu'on lui demande ce qu'elle a dit à Orléans et à Paris, elle répond qu'elle l'a oublié.

» D'autre part, selon une tradition populaire dans le département du Rhône, c'est à Lyon qu'appartient la gloire d'arrêter nos sauvages envahisseurs, de les vaincre et de voir périr leur roi. Cette croyance locale est ancienne; plusieurs personnes dignes de foi affirment avoir entendu dans leur enfance raconter par de vieux mendiants que les jeunes d'alors étaient appelés à voir de grands événements. Voici cette prophétie :

» Quand Fourvière aura trois clochers, c'est alors que les Allemands viendront tous se faire tuer » dans la plaine de Saint-Fons. Quel carnage! s'écriaient-ils, que de sang! les chevaux en auraien » jusqu'aux jarrets.

» Le roi de Prusse sera tué sur le pont de l'Ile en fer par un de ses soldats, qui lui dira : Ah! » traître, tu nous a trahis — et il dégaînera et l'enfilera. »

Château Brimborion. Protestation contre une supposition de M. Simonnin dans la revue des Deux-Mondes. — La *Revue des Deux-Mondes*, du 15, a publié un intéressant travail de M. Simonnin, sur les fortifications de Paris. Ce travail a provoqué la réclamation suivante :

« Une lettre de Tours fait remarquer dans cet article un paragraphe concernant le château de Brimborion. L'auteur suppose « que ce château, acheté peu de temps avant la guerre par un Prussien, l'aurait été dans le but de le livrer à ses compatriotes pour s'y fortifier quand la guerre aurait éclaté et les amener sous Paris; » c'est pousser bien loin la méfiance, et on la trouvera sans doute peu justifiée quand on saura que le propriétaire du château du Brimborion n'est autre que M. H. O..., l'un des chefs d'une des premières maisons de banque de Paris, Allemand d'origine, mais depuis longtemps naturalisé Français. »

MARDI, 29 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — La mauvaise fortune ne se lasse pas de frapper la France !.....

Amiens est pris, La Fère a capitulé, le corps de Garibaldi a été mis en fuite à Pasques, et les rumeurs les plus inquiétantes circulent sur le sort qui attend l'armée de la Loire. Tel est le triste bilan du jour !

C'est dimanche que les Prussiens, sous les ordres du général von Goeben, du corps de Manteuffel, se sont emparés de la capitale de la Picardie.

Le coup porté est cruel, car les premières nouvelles étaient bonnes et avaient même fait croire à un succès complet des Français, qui, d'ailleurs, l'ont emporté un moment, avant de commencer la retraite qui livre aux implacables ennemis de la France la capitale de la Picardie. Le combat était engagé sur plusieurs lieues d'étendue, à Fouencamp, Domard, Gentiller, Cachy, Villers, etc.; c'était plutôt une suite d'engagements particuliers qu'une attaque d'ensemble. A Boves surtout, la lutte a été acharnée ; deux bataillons de chasseurs à pied, le 1er et le 20e à ce qu'on assure, et le 24e de ligne ont lutté avec un courage de lion, et sans artillerie, contre plus de 6,000 Prussiens, appuyés par une batterie dont le feu était épouvantable, et sont même parvenus un moment à les repousser. Quant à l'infanterie de marine, postée à Dury, elle a été, comme toujours, sublime d'héroïsme.

Les villages de Dury et de Cachy étaient en flammes pendant la bataille.

Par suite, la partie de l'armée du Nord qui occupait la Picardie, s'est vu contrainte de battre en retraite et s'est repliée, dit-on, vers les places du Pas-de-Calais. Vers minuit, Amiens a capitulé, après avoir désarmé sa garde nationale, dont les armes et les munitions ont été remises au service du train.

Lille et Arras s'attendent à un siége prochain.

A La Fère, les Prussiens ont fait 1,000 prisonniers et ont pris 70 canons. Le capitaine de frégate, Planche, qui commandait cette petite place forte, a fait des prodiges ainsi que les hommes qu'il commandait. Mais un bombardement de 30 heures, *ouvert sans avertissement ni sommation préalables*, c'est-à-dire contrairement aux lois de la guerre, a jeté la panique au sein de la population en même temps qu'il démontait les batteries de défense.

Les abris manquaient : ni caves, ni casemates. Il y avait impossibilité complète de rétablir les bastions et les batteries. Force a donc été au vaillant commandant et à ses braves soldats de rendre cette petite ville.

A Pasques, c'est le corps du général Werder qui a attaqué et mis en fuite les Garibaldiens. Les Garibaldiens avaient d'abord attaqué dans la nuit du 26, mais sans succès. Avant-hier, ce fut le général Werder qui prit lui-même l'offensive, et chassa les Garibaldiens devant lui. On croit que Menotti Garibaldi commandait le 27.

Ce ne sont là que des échecs partiels et prévus. Ils ne laissent cependant pas que de jeter l'effroi au sein des masses. On aurait tant besoin d'espérer au moment où Paris et l'armée de la Loire vont faire un suprême effort pour repousser les hordes ennemies !

Les rumeurs les plus inquiétantes circulent sur le sort qui attend l'armée de la Loire. Le fait est que personne ne sait rien de précis ni d'exact à ce sujet. Des officiers allemands, notamment le lieutenant Bulow, ex-attaché militaire à l'ambassade prussienne à Paris, ont été assez heureux pour traverser, sans être inquiétés, une partie de cette armée. Or, ils sont rentrés à Versailles sans pouvoir donner aucun détail précis. Si les choses eussent été au pis, ils n'eussent probablement pas manqué de le voir,.. et surtout de le crier sur les toits.

D'autre part, silence, mutisme complet du côté des Français...et pour cause. On a enfin compris qu'il vaut mieux taire les meilleures choses plutôt que de s'exposer à renseigner l'ennemi.

MM. Glaiz-Bizoin et Crémieux viennent de se rendre à l'armée de la Loire, où leur présence a produit le meilleur effet. Espérons donc encore. Une nation comme la France ne peut pas périr, et si sa fortune a subi un temps d'arrêt, espérons que le succès définitif récompensera bientôt le patriotisme et le courage dont tant de Français font preuve depuis Sedan.

D'ailleurs, les nouvelles qui nous parviennent sont toujours bonnes. Les voici par voie de Londres :

« Tours, 27 novembre.

» Vendredi, samedi et aujourd'hui, on s'est battu sur toute la ligne. Les Français ont balayé tout devant eux.

» Les Allemands ont essayé de tourner les Français à droite du Gien, dans le département du Loiret, et de faire la même manœuvre sur la gauche à Château-du-Noir, département de la Sarthe, à environ vingt-cinq milles au nord de Tours. Sur ces deux points, ils ont été repoussés avec grande perte.

» Un combat très-vif a eu lieu aussi dans le Centre, vers Vendôme, aujourd'hui même. En définitive, les Français ont repoussé l'ennemi et fait 500 prisonniers.

» On ne doute pas ici que la lutte décisive ne s'approche, ce qui entretient grandement l'excitation générale. »

Incident anglo-russe. — Les événements militaires ont de nouveau le pas dans les préoccupations du public. Aussi, le différend anglo-russe est à l'arrière plan. On parle, toutefois, d'un congrès qui viderait cet incident. La Russie serait favorable à cette combinaison.

La Prusse y adhérerait, mais elle déclare avoir été surprise par la circulaire du prince Gortchakoff et ne pouvoir intervenir en ce moment.

Le gouvernement italien a protesté en termes courtois contre la circulaire russe.

Le sultan a reçu le général Ignatieff.

Les préparatifs militaires, sur terre et sur mer, continuent en Turquie.

Paris. — Voici d'importants renseignements. D'abord une dépêche de source prussienne :

« Berlin, 26 novembre.

» Le *Figaro* de Paris conjure le gouvernement de convoquer une assemblée et de faire la paix, tout secours du dehors étant devenu impossible par suite de la retraite de l'armée de la Loire. Celle-ci est retranchée près d'une forêt entre Orléans et Artenay.

» On expédie d'Allemagne à Paris de grandes quantités de sel. »

Puis c'est une nouvelle transmise de Versailles au *Times*, et annonçant, à la date du 27 novembre, que les forts d'Issy, Vanves et Montrouge ont ouvert leur feu, la nuit du 26, sur les positions allemandes. La canonnade a duré jusqu'au matin. Une sortie est attendue.

D'autre part, on écrit de Versailles, à la *Pall Mall Gazette* :

« J'arrive petit à petit à la conclusion que les Prussiens, après tout, ne vont pas s'en remettre entièrement à la famine pour réduire Paris. Si la ville tient encore après la fin du mois, *alors, je crois qu'on en viendra à des mesures plus énergiques*. Il est certain que les Prussiens étudient avec la plus grande attention les variations de l'humeur des Parisiens. *Ils ont établi ici une espèce de « club de généraux » où l'on voit tous les journaux de Paris de fraîche date, et ils lisent ces feuilles sans nouvelles avec l'attention la plus minutieuse.*

» Personne ne peut supposer que la nation la plus économe du monde ait fait transporter deux mille canons autour de Paris rien que pour son plaisir. Je crois que **von Moltke** guette le moment où les Parisiens commenceront à désespérer, et alors une pluie d'obus tombera sur eux. »

Enfin, en regard des rumeurs alarmantes que la télégraphie prussienne cherche à accréditer et qu'on vient de lire, sur la situation de Paris, nous sommes heureux de recueillir les renseignements suivants que M. DE FONVIELLE, récemment descendu,.. pardon,.. récemment arrivé de Paris, vient de faire publier dans les journaux belges :

« Je peux affirmer sur l'honneur que Paris est parfaitement approvisionné, que l'esprit public est excellent, que la garde nationale est animée de sentiments belliqueux, et que les bataillons de marche sont armés de chassepots.

» Tout ce qu'on a raconté des agitations ultra-démocratiques est pure exagération, sinon invention prussienne. Paris est sûr du succès, confiant dans la force de ses remparts et dans les vivres qui se trouvent encore dans les magasins de l'État. Il y a seulement deux jours que l'on a entamé le bœuf salé. On s'habitue à manger le cheval, dont, pour ma part, je trouve la chair d'une grande délicatesse. L'armée qui se prépare à entrer en campagne dans Paris va être en état, sous très-peu de jours, de commencer la série de ses opérations actives. La fabrication des armes et des munitions de guerre continue avec une grande activité. Les appareils nécessaires à la fabrication des canons ne pouvaient s'improviser. Les ouvriers étaient inhabiles ; il a fallu les former. C'est ce qui explique les délais mis à l'ouverture de la grande guerre. Mais les dernières semaines n'ont point été infructueuses et plusieurs points importants ont été reconquis. La zone prussienne a été reculée.

» Je vais en Angleterre pour exposer la situation exacte des choses à la grande nation britanni-

que, qui doit sa sympathie à la France régénérée par la révolution du 4 septembre. J'ai offert à la République l'aérostat l'*Égalité* qui m'a mené en Belgique, et qui, je l'espère, me ramènera bientôt à Paris. Les pigeons que j'ai acquis à mes frais sont déjà en route pour Tours, mis aux ordres du gouvernement français. Je termine cette lettre en déclarant qu'il est *faux* de dire que le général **Trochu** attend le canon de l'armée de la Loire. En bon tacticien, le général Trochu attend l'heure de frapper le grand coup.

» Il ne m'appartient point de dire ce que je peux connaître des combinaisons stratégiques, mais Paris agit de concert avec la province. Les deux parties de la France ne tarderont pas à se rejoindre à la grande stupéfaction de ses ennemis. »

Italie. — Les élections au Parlement italien sont maintenant connues; elles sont décidément favorables au gouvernement. Tous les ministres ont été réélus.

Espagne. — La commission des Cortès, chargée d'offrir au duc d'Aoste la couronne d'Espagne, s'est embarquée, le 25, à Carthagène, pour se rendre à Gênes. Dans toutes les villes qu'elle a traversées, elle aurait reçu des ovations enthousiastes.

L'attitude de Napoléon III vis-à-vis du maréchal Mac-Mahon et de son commandement avant Sedan. Assertion du maréchal. — Une correspondance, adressée au *Nord*, contient le curieux détail que voici et que nous ne recueillons que sous bénéfice d'inventaire :

« Le maréchal de Mac-Mahon a rédigé son rapport sur l'affaire de Sedan. Un heureux hasard m'en a fait connaître une copie adressée par l'auteur lui-même. J'y relève un seul fait. Le duc de Magenta innocente complétement l'empereur. Il reconnaît que Napoléon l'a laissé constamment et absolument libre ; que lui a constamment voulu revenir avec son armée sur Paris ; que c'est pour cela qu'au lieu de remonter du camp de Châlons sur Sedan, il avait reculé derrière Reims, mais qu'il avait enfin cédé aux ordres réitérés de l'Impératrice, dirigée par MM. **Rouher** et **de Palikao**, ordres formulés dans des termes tellement précis qu'il n'avait osé passer outre, mais ordres qui prouvent que la régente a toujours mis la question dynastique avant la question nationale. Je puis vous garantir absolument ces détails. »

M. Drouyn de Lhuys et la situation présente. — Tout le monde n'a pas la foi aussi robuste et aussi obstinée « aux aigles dorées » que MM. Hugelman et de Cassagnac ! Voici le commencement d'une lettre que M. Drouyn de Lhuys vient d'écrire au *Daily News :*

« Le *Times*, dans son numéro du 23, cite un passage d'une feuille de Jersey, affirmant que j'ai envoyé, par écrit, mon adhésion au gouvernement de la défense nationale. Cette assertion est inexacte; je n'ai point été dans le cas de faire acte d'adhésion à ce gouvernement, *quoique personne ne désire plus ardemment que moi qu'il réussisse dans sa tâche.* En entrant, il y a déjà bien des années, dans la vie politique, j'ai pris pour règle de servir avant tout mon pays, *et d'accepter loyalement le régime que choisit sa libre volonté.* Lorsque j'ai momentanément quitté la France j'avais pour cela deux raisons : d'un côté, les événements de septembre m'avaient dégagé de toute fonction publique ; *de l'autre, je ne voulais pas que ma présence pût donner l'occasion de mêler mon nom à des manœuvres ou à des solidarités que je repousse.* »

Il est facile de diviner de quelles « *manœuvres* » et de quelles « *solidarités* » M. Drouyn de Luys veut parler. Outre MM. de Cassagnac et

Hugelman, il y a encore quelqu'un qui ne sera pas content de cette déclaration si digne et si patriotique : c'est le vaincu de Sedan, c'est l'homme qui a déclaré la guerre à la Prusse sans rime ni raison, et sans être prêt, c'est NAPOLÉON III, enfin, puisqu'il faut l'appeler par son nom.

Metz. — Il paraît qu'en ce moment les pauvres seuls peuvent gagner de l'argent à Metz, et il y en a qui en gagnent beaucoup. Les autorités prussiennes donnent 5 fr. par jour aux garçons boulangers, qui, d'ordinaire, n'en gagnent que 2. Un commissionnaire a 5 fr., un palefrenier aussi. Mais ceux qui ne vivent pas du travail manuel sont dans le plus triste état. Un personnage officiel, jadis très-riche, a dit au correspondant du *Times* qu'il vit, à présent, en vendant un à un tous les meubles de sa maison. Il a une terre, mais les fermiers ne paient pas de rente. Il a des maisons, mais les locataires ne peuvent pas payer leur loyer. Il a des actions de chemins de fer, mais le chemin de fer de l'Est de la France est aux mains des Allemands, et ne donne pas de dividendes.—Pourquoi ne pas emprunter de l'argent à votre banquier? suggéra le correspondant. Mais le banquier, prudemment, s'était retiré des affaires. Les plus malheureux à Metz sont les fonctionnaires subalternes, qui n'ayant pas de fortune particulière, sont dans la plus grande misère.

Les ballons. — On annonce de Christiania, en date du 28 novembre, qu'un ballon, parti de Paris, contenant deux passagers, des lettres et journaux jusqu'au 25 novembre, ainsi que des pigeons, est tombé à huit mille de Christiania. Peut-être est-ce le même ballon qu'on a vu dimanche matin au-dessus de Bruxelles, marchant dans la direction du nord-est.

Une tentative d'assassinat contre le roi Guillaume. — Voici une rumeur, que nous ne recueillons que pour mettre sous les yeux du lecteur tous les bruits qui ont eu cours pendant l'investissement de Paris.

Sous le titre « *Tentative d'assassinat sur le roi Guillaume,* » on lit dans le *Journal de Rouen :*

« M. **Anatole Monard** (Paul Gramat), rédacteur de l'*Avenir* d'Auch, est arrivé hier au soir dans notre ville après avoir échappé à l'armée prussienne sous Paris.

» M. Monard assure que mardi dernier un soldat bavarois a tiré sur le roi Guillaume, entre Louveciennes et Bousival. La balle a passé à quatre doigts de sa tête.

» L'auteur de cette tentative a été immédiatement arrêté et fusillé. »

MERCREDI, 30 NOVEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — S'il faut en croire certaines rumeurs et les dépêches de provenance prussienne, la France serait sous le coup d'un nouveau désastre. L'armée de la Loire, sur laquelle on fondait tant d'espérances, aurait subi une défaite complète et serait en pleine déroute.

Disons, d'abord, quelles étaient, à la dernière heure, les différentes positions que les journaux les mieux renseignés assignaient aux armées en présence. Nous citons textuellement le bulletin militaire de l'*Indépendance belge :*

« Echelonnée sur une ligne parallèle à la Loire, au nord d'Orléans, l'armée française s'étend depuis Châteaudun, en passant par Artenay jusqu'à Neuville, Bois, Commun et Ladon. Sa droite, appuyée sur la forêt d'Orléans, est couverte en outre par les deux canaux d'Orléans et de Briare, qui, par le Loing canalisé, mettent la Loire en communication avec la Seine.

» Les Allemands s'avançant par l'Yonne, d'une part, par l'Eure et l'Eure-et-Loir, d'autre part, ont essayé de tourner les positions ennemies, mais il leur a fallu renoncer à cette opération. En ce moment, ils sont à Sens, Pithiviers, Toury, Nogent-le-Rotrou, Mamers et Saint-Calais, en s'appuyant sur Fontainebleau, Chartres, Dreux et Évreux. Par Mamers et Saint-Calais, ils menacent à la fois le Mans et Vendôme, cherchant à déborder la gauche française, coupant ses communications avec la Normandie et le Maine. Un détachement prussien a paru à Château-Renault, entre Vendôme et Tours, à une trentaine de kilomètres de cette dernière ville, mais il s'était, paraît-il, égaré, et bien qu'une bataille perdue exposerait grandement le siége de la délégation gouvernementale, jusqu'ici sa sécurité n'est pas en péril. Du côté de l'aile droite des Français, le danger est encore moins grand. De l'aveu même d'un télégramme du prince Frédéric-Charles, les Allemands, attaqués par des forces supérieures près de Beaume-la-Rolande, ont été obligés de s'y concentrer pour garder leurs positions.

» Les mouvements stratégiques qui ont eu lieu entre Paris et Orléans ne permettent plus d'espérer que l'armée de la Loire puisse seconder une sortie de l'armée de Paris. Il eût fallu, pour atteindre ce résultat, qu'après sa victoire, près d'Orléans, elle eût pu marcher en avant et donner la main, par la Normandie, à l'armée du Nord, qui vient d'être battue près d'Amiens. Aujourd hui une masse de troupes disponibles par la reddition de Metz s'interpose entre elle et les assiégeants. Sa seule perspective est, ou de tenir ces forces en échec ou de prolonger la résistance en se repliant derrière la Loire. Aussi, au quartier général de Versailles, compte-t-on de plus en plus sur le découragement de Paris lorsque la situation réelle des choses y sera connue, et fait-on ressortir les articles des journaux de la capitale, qui, dès à présent, se prononcent en faveur de sa reddition. Le *Figaro*, qui a été un des principaux fauteurs de la guerre, se distingue surtout dans cette campagne, qui ne témoigne en faveur, ni de son honneur, ni de son patriotisme. »

Dans ces différentes positions et dans ces conditions, des combats heureux, que nous avons signalés à leur lieu et place, ont été livrés entre différents corps. Maintenant il s'agirait d'une affaire plus sérieuse qui aurait eu lieu dimanche, sur laquelle les renseignements de source française manquent, et qu'un bulletin de Versailles à la reine Augusta donne comme ayant été une grande bataille, suivie d'une déroute complète. C'est à Beaune-la-Rolande, sur la lisière de la forêt d'Orléans, qu'aurait eu lieu cette rencontre dans laquelle la plus grande partie de l'armée

de la Loire aurait été engagée contre les troupes du prince Charles.

Les renseignements prussiens parlent de sept mille hommes mis hors de combat du côté des Français; les Allemands n'accusent que mille hommes tués ou blessés.

Enfin, comme un malheur ne vient jamais seul, Trochu aurait donné signe de vie, mais ses efforts auraient été infructueux. Il va sans dire que toutes ces nouvelles sont sujettes à caution et qu'il faut attendre la version française qui, pour Paris, se fera probablement attendre plusieurs jours. En attendant que la lumière se fasse, voici les premiers télégrammes prussiens qui se rapportent au prétendu échec de l'armée de la Loire et aux tentatives de sortie de Trochu qui auraient échoué :

« Versailles, 29 novembre.

» Le gros de l'armée de la Loire a fait hier un effort violent pour se frayer un passage dans la direction de Fontainebleau.

» Il s'est heurté, dans les environs de Beaune-la-Rolande, contre le 10e corps allemand, renforcé par la 1re et la 5e division de cavalerie.

» Le 10e corps allemand a repoussé l'ennemi, qui a subi des pertes considérables en morts, en blessés et surtout en prisonniers. »

« Versailles, 29 novembre.

« Officiel.

« LE ROI A LA REINE.

» Le prince Frédéric-Charles annonce :

« Le combat d'hier a été une vraie déroute pour la plus grande partie de l'armée de la » Loire.

» Le 20e corps et probablement aussi le 18e et des parties du 15e et du 16e corps de cette » armée étaient en ligne. Les rapports français disent qu'il y avait 70 mille hommes engagés, » que le 20e corps en entier et des parties des autres corps ont pris part au combat.

» L'ennemi a laissé mille morts sur le champ de bataille. Plus de 4,000 hommes seraient » blessés; 1,600 prisonniers non blessés sont tombés entre nos mains. Leur nombre augmente » continuellement. Les pertes entières de l'ennemi s'élèvent bien à 7,000 hommes. Le général » d'Aurelles serait blessé. Nos pertes sont de 1,000 hommes environ, parmi lesquels peu d'officiers. »

» Versailles, 29 novembre.

» L'ennemi, qui a été battu près d'Amiens, fuit en pleine déroute vers le Nord, poursuivi par nos troupes. Encore quatre canons ont été trouvés dans ses retranchements.

» Dans la nuit du 28 au 29, ainsi que dans la matinée du 29, une canonnade violente a eu lieu des forts de Paris. Immédiatement après, une forte sortie eut lieu (appuyées par les canonnières sur la Seine) contre l'Hay et le 6e corps d'armée. En même temps, il y eut de petites sorties, dont une contre le 5e corps d'armée et des démonstrations en divers endroits.

» L'ennemi a été repoussé partout victorieusement. Plusieurs centaines de prisonniers sont entre nos mains. Nos pertes s'élèvent à 7 officiers et environ 100 hommes.

» En suite de la victoire du 10e corps d'armée, l'ennemi a continué sa retraite.

» Ce n'est qu'aujourd'hui que toute l'importance des combats livrés hier jusqu'à la tombée de la nuit par la 2e armée, et surtout par le 10e corps d'armée, a pu être appréciée.

» *La plus grande partie de l'armée de la Loire a subi une défaite complète.* Nous avons perdu un canon et un peu moins de mille hommes, parmi lesquels peu d'officiers. »

Faisons remarquer,— et c'est ce qui nous fait douter de l'exactitude de toutes ces nouvelles,—la mauvaise foi insigne qui préside aux chiffres qu'on nous donne. Comment croire ainsi que les Prussiens n'auraient

que mille hommes hors de combat près d'Orléans et cent hommes sous les murs de Paris? Remarquons encore qu'on ne parle des sorties de Trochu que comme d'un fait accessoire. On ne les mentionne même, — et c'est pourtant un fait qui mériterait bien d'être l'objet d'un bulletin spécial,— on ne les mentionne qu'après des nouvelles peu importantes de l'armée qui opère dans le Nord. Tout cela donne à réfléchir, et nous fait croire que les télégrammes dont il s'agit sont dignes de leurs aînés, qui annonçaient la déroute de l'armée de la Loire alors qu'elle n'avait même pas été entamée. Attendons donc avec confiance les renseignements certains et précis, qui ne peuvent manquer d'arriver et qui nous montreront peut-être les faits de guerre dont il s'agit sous un jour plus favorable. Qui sait? Ces collisions, ces chocs, ces sorties ne sont peut-être que les préliminaires d'une double action qui s'engagerait tout à la fois près de la Loire et sous les murs de Paris?

D'ailleurs, ne l'oublions pas, en admettant que la bataille de Beaune et les sorties de Trochu aient l'importance et les résultats négatifs que leur donnent les télégrammes à « Augusta, » la position de la France ne sera jamais à beaucoup près aussi désespérée qu'après Metz et Sedan. La nation allemande combat depuis quatre mois et demi. La nation française, elle, sauf les troupes réunies près de la Loire, en est seulement à s'armer et à s'organiser. Ne désespérons donc pas des échecs de l'heure présente et ayons foi jusqu'au bout dans la fortune et le génie de la France.

Les troupes françaises, délogées de leurs positions devant Amiens, après une résistance qui témoigne de leur solidité, se sont retirées, d'après des renseignements qui valent bien ceux de Versailles, en bon ordre et sans être inquiétées dans la direction de Doulens et d'Arras. Elles prendront probablement position dans le quadrilatère formé par les forteresses du Nord, position défensive inexpugnable et qui permet des retours offensifs dès que la situation militaire le commandera.

Paris. Mauvaises nouvelles. Espérances des Prussiens. — Voici d'abord ce que nous en apprend un télégramme de Berlin :

« Berlin, mardi 29 novembre.

» Les dernières nouvelles du quartier général disent que les journaux de Paris confirment les dispositions pacifiques des habitants de la capitale qui se prononcent de plus en plus en faveur de la paix. *Le Figaro*, entre tous, s'oppose d'une manière énergique à l'obstination du gouvernement de la défense nationale.

» L'ouverture de la circulation du chemin de fer jusqu'à Chelles, soit jusqu'à dix-huit kilomètres de Paris, en tournant le tunnel de Nanteuil, donnera à l'envoi de troupes vers Paris une facilité considérable. »

D'autre part, voici ce qu'on écrit au *Journal de Silésie :*

« La presse officieuse, et notamment le *Moniteur prussien*, a exprimé ces derniers jours la pré-

vision d'une capitulation imminente de Paris, *et notre intendance générale a pris des mesures sur une vaste échelle pour cette éventualité.* Mais il faut chercher la raison de ces faits moins dans la situation de l'armée que dans les résultats qu'on espère des opérations sur la Loire.

» Si cette armée éprouve une défaite signalée, la population de Paris réclamera peut-être la paix et les hommes au pouvoir s'inclineront devant la fatalité. *Si, au contraire, l'armée de la Loire parvient à s'échapper intacte, il faut malheusement s'attendre à voir la guerre continuer, même après la chute de Paris.* Les nouvelles que nous attendons avec impatience de la Loire sont donc de la plus haute importance. »

Bulletin de la paix. Projet de restauration bonapartiste. — Au milieu des bruits de guerres et de batailles, il y a encore place pour un bulletin de la paix... Il est vrai qu'il repose sur la base la plus fantastique, la plus romanesque, la plus fantaisiste, la plus odieuse, la plus anti-française qu'on puisse imaginer : *la restauration de l'homme de Sedan.* D'après le *Times*, cette restauration serait déjà un fait accompli... pour le Roi de Prusse et Napoléon III. D'après le *Handelsblad*, d'Amsterdam, on négocierait et la signature du traité serait imminente. On annonce même,— ce qui se confirme en tous points,— que l'Impératrice serait en route pour aller donner sa signature et son approbation au traité de paix qui restaurerait, la dynastie napoléonienne et céderait Metz et Strasbourg à la Prusse.

Les événements qui s'accomplissent et se préparent permettront-ils la réalisation de ces plans aussi odieux qu'anti-patriotiques et anti-français?

Est-ce bien au moment où la France fait des prodiges d'héroïsme et de courage pour réparer les fautes et les ruines qu'ont amenées l'imprévoyance et l'égoïsme dynastique de Napoléon III, que l'on songe à replacer ce souverain à la tête d'un pays qu'il a mis à deux doigts de sa perte?

Si les Français donnaient la main à ces menées et à ces intrigues, si l'armée surtout, par platitude, par esprit de courtisanerie, par préoccupation de traitements et de rubans, favorisait cette nouvelle immixtion de l'étranger dans le gouvernement de la France, il faudrait s'écrier : *Finis Galliæ!* et déplorer l'extinction d'un foyer de lumière et de propagande progressiste au sein de l'humanité!...

Ces plans et ces négociations prouvent toujours une chose : d'une part, la haine de Bismark pour la forme gouvernementale actuelle de la France, puisqu'après avoir voulu la ruine de Bonaparte, et l'avoir dit solennellement à la face de l'Europe, on le rétablirait sur son trône. D'autre part, la lassitude, l'exténuation des Prussiens et leur vif désir de sortir, coûte que coûte, même au mépris de la parole donnée par leur roi, de l'impasse où les ont acculés des revendications iniques et injustes.

Incident anglo-russe. — Le mouvement d'apaisement se pour-

suit. La Turquie seule reste défiante. On parle toujours d'un Congrès. Il paraît même, qu'à défaut de la jolie restauration dont nous venons de parler, la Prusse verrait dans cette combinaison le moyen de se tirer l'épine qu'elle s'est mise au pied en ne traitant pas à Sedan, après avoir renversé le trône des Bonaparte, ou du moins après avoir largement contribué à sa chute.

La question des alliances en Russie. — *L'opinion publique en Russie règne... mais ne gouverne pas.* C'est cependant le contraire qui devrait exister. Ainsi les Russes de toutes classes, nobles, militaires, bourgeois, voire même paysans, s'ils comptent dans ce pays, sont foncièrement opposés à la Prusse et à une alliance prussienne... Malheureusement, le Czar et Gortchakoff sont d'un avis contraire; leurs sympathies sont acquises à la Prusse et ce sont leurs préocupations personnelles qui l'emportent à l'encontre des aspirations et des sympathies presque unanimes du peuple russe.

Voici, à ce sujet, quelques renseignements curieux que nous recueillons dans la correspondance Wilhem Meyer:

« Et en cela je l'ai dit, la presse russe n'est que l'écho de la population en général, et particulièrement celui de la noblesse de l'armée. La première voit dans l'alliance prussienne, telle que semble l'entendre le chancelier de Prusse, un acheminement vers la décadence de ses priviléges, peut-être même une suprématie de la noblesse allemande qui s'infiltre depuis longtemps dans les provinces du Nord. L'armée se souvient de la guerre de Crimée, dont, à tort ou à raison, elle impute la responsabilité à la Prusse, qui avait hypocritement, dit-elle, promis son concours, alors que, sous main, elle instiguait l'Autriche et les puissances occidentales.

» A la Cour, vous le savez de vieille date, il en est tout autrement que dans la presse et dans le pays. A part la parenté d'**Alexandre** et du roi **Guillaume**, il règne entre les deux souverains une parfaite communauté d'idées politiques; l'un et l'autre sont des hommes d'autorité, des partisans du *pouvoir fort*, — et s'ils transigent avec les nécessités du temps, s'ils admettent jusqu'à certain point l'un, l'expansion du régime constitutionnel, l'autre, l'émancipation des droits individuels, ce n'est que jusqu'à concurrence d'une somme de progrès telle, qu'elle ne puisse porter préjudice à leur autocratie.

» A côté d'eux, MM. de **Bismark** et **Gortchakoff** sont aussi des hommes de même trempe, visant à des buts identiques et faits pour s'entendre en tout ce qui peut servir à leurs ambitions personnelles et à celles de leurs souverains,— *et comme ce sont en définitive ces souverains et leurs chanceliers, et non la presse ou l'opinion des deux pays, qui décident de leurs politiques respectives*, ce sera pendant longtemps encore l'alliance prusso-russe qui prévaudra dans tous les faits européens dans lesquelles les deux puissances ou l'une d'elles auront à intervenir. »

Garibaldi citoyen de Lyon. — Nous avons déjà fait connaître les haines et les ardentes sympathies que le nom du célèbre condottiere provoque en France. La ville de Lyon n'est pas du nombre des détracteurs du « héros de Marsala. » Voici le texte de la délibération, par laquelle son Conseil municipal, à *l'unanimité*, a « décerné » à Garibaldi le titre de « citoyen de Lyon : »

« Le conseil municipal :

» Considérant que toute la vie de Garibaldi n'a été qu'une longue et infatigable lutte contre les ennemis de la liberté;

» Considérant que le drapeau de la liberté est surtout celui de la France de 1789, de 1792, de 1828 et 1870;

» Considérant que l'ennemi le plus odieux de la liberté et de la France, le scélérat du 2 décembre, a été l'objet de la haine la plus persévérante, la plus active et la plus courageuse de Garibaldi;

» Considérant que les fauteurs de la réaction de 1849 et de 1851 se sont montrés à Lyon, ces derniers temps, les détracteurs les plus cyniques de l'hôte généreux de la France en danger, parce qu'il est l'ami de la république que Lyon, la première en France, a proclamée le 4 septembre;

» Considérant que l'Amérique s'est fait un point d'honneur de décerner à ce glorieux soldat de la liberté, à ce redoutable ennemi de tous les tyrans, le titre de citoyen de la république américaine;

» Décerne au général Garibaldi, citoyen italien et citoyen américain, le titre de citoyen lyonnais et se déclare fier de l'attacher ainsi à la république française par cette nouvelle initiative de Lyon;

» Arrête, en outre, que cette décision sera publiée de suite et proclamée solennellement aux Lyonnais. »

Polémique bonapartiste. — Les bonapartistes ont leur *Drapeau*... un journal que M. de Cassagnac fait paraître en ce moment à Bruxelles... A coup sûr, ce « Drapeau » là n'est pas et ne sera jamais celui de la France.

Les premières armes de M. Granier n'ont pas été fort heureuses. Il a voulu nier l'authenticité du jugement défavorable que le général Changarnier a porté sur Bazaine et que nous avons reproduit plus haut. Or, l'*Indépendance belge* prétend savoir, de bonne source, que les sévérités et les critiques qu'on a attribuées au général Changarnier sont bel et bien l'expression des sentiments propres du général, sentiments dont il ne fait un secret pour personne. — On sait que le général Changarnier habite Bruxelles, où M. Granier fait paraître son drapeau.

M. Paul de Cassagnac, dans une lettre dont nous avons parlé, paraissait répudier hautement l'homme de Metz et la capitulation à laquelle il a rivé son nom et son honneur militaire. Nous sommes curieux de savoir quelle ligne de conduite le jeune et bouillant écrivain adoptera quand il sera rendu à la liberté et à la presse. Cherchera-t-il, lui aussi, à amnistier Bazaine? Ses ardeurs et ses fougues bonapartistes avaient jusqu'ici l'excuse de la jeunesse, de la première éducation, de l'illusion et de la légende napoléonnienne, dans le culte de laquelle il avait été élevé... Mais maintenant?... (1)

(1) Contrairement à toute prévision, les capitulations de Metz et Sedan et le jour qui s'est fait sur les mobiles intimes et secrets de la politique impériale, n'ont, paraît-il, rien appris ni rien fait oublier à M. Paul de Cassagnac.

Aussitôt rendu à la liberté et au journalisme, il est retourné au culte de ses anciennes idoles; et en même temps, comme si les malheurs de la France et la présence de l'ennemi sur son sol ne commandaient aucune réserve ni discrétion, il s'est attaqué, dans les termes les plus injustes et les plus acerbes, aux patriotes dévoués qui faisaient leur possible pour donner un peu de calme et de repos à leur patrie mutilée et saignante.

Cette attitude de la part d'un écrivain que beaucoup de gens avaient cru patriote avant tout et four-

Roueries bonapartistes. M. Hugelmann garantissant l'emprunt Morgan et Napoléon III faisant des vœux pour les armées de la délégation!... Nous avons fait connaître plus haut les colères et les attaques qu'avait provoquées chez une certaine fraction de bonapartistes la conclusion d'un emprunt à Londres. La *Situation*, surtout, s'était distinguée dans cette campagne. Tous les jours, elle publiait en tête du journal le petit avis suivant, qui avait pour but de démonétiser la délégation de Tours et de troubler le repos des souscripteurs :

« **Au public anglais.** — Nous persistons à reconnaître l'hospitalité dont nous sommes l'objet » de la part de l'Angleterre, en avertissant le public des Trois Royaumes que l'emprunt contracté » par M. **Clément Laurier**, et émis par la maison J.-S. **Morgan** et Ce, n'aura jamais aucune » chance d'être reconnu par la France. »

Or, dans son dernier numéro, la *Situation* fait une volte-face complète sous prétexte que les événements et son amour de la France la forcent à faire des vœux pour « les hommes du 4 septembre. »

Elle convient même que « derrière ces hommes, il y a le pays. » Or, hier encore, elle prétendait que Louis Napoléon Bonaparte n'avait pas lieu de craindre de nouveaux plébiscites... Si le pays « est derrière les hommes du 4 septembre, » comment pourrait-il donc se trouver également derrière Napoléon, « les hommes du 4 septembre » et « l'homme de Sedan » représentant des principes et des drapeaux différents?

Tout cela prouve le désarroi où la conduite énergique, virile et patriotique de la France et du gouvernement provisoire jette les défenseurs du sytème gouvernemental qui a amené Metz et Sedan.

voyé dans le bonapartisme par le fait des circonstances et du hasard de sa première jeunesse, n'a pas laissé que d'étonner. On avait espéré que M. de Cassagnac, à tout jamais désillusionné sur le compte de l'impérialisme et voyant l'abîme de hontes et d'impuissances où vingt ans d'Empire avaient jeté la France, aurait abjuré les préjugés et les enthousiasmes naïfs de ses premières polémiques, et se serait tourné vers les idées démocratiques, si séduisantes pour les âmes généreuses et désintéressées, et dont la réalisation progressive et légale peut seule assurer à l'avenir l'ordre et le progrès, en donnant satisfaction aux intérêts les plus legitimes et aux aspirations les plus élevées du suffrage universel rendu à lui-même et suffisamment éclairé... Mais c'était là pure illusion. M. de Cassagnac, fermant les yeux à la sinistre lumière qu'ont projetée les coups de foudre de Metz et de Sedan, et oubliant les hontes et les capitulations sans nombre qui se sont étalées sans vergogne depuis le commencement de la guerre, en présence de sa patrie trahie, avilie et mutilée par le fait de l'Empire et de ses créatures, se voue plus bruyamment que jamais, — *ense et calamo*, — à la restauration d'un régime si criminel et responsable de tous les malheurs de la France.

Tant pis pour le rédacteur en chef du *Pays!*... Les talents et les dévouements ne manqueront jamais au service de la France démocratique... Quant à lui, malgré tout son talent, malgré toute sa verve de polémiste, malgré l'apparente générosité du rôle de chevalier servant de « grandes infortunes » et « d'illustres exilés, » en s'obstinant à défendre une cause perdue et honnie, dont le succès mènerait la France à de nouveaux abîmes et à de nouvelles hontes, il se condamne à faire éternellement la triste figure de ces bateleurs forains qui font vainement assaut de contorsions, d'éclats de voix et de bruits de tout genre pour attirer à eux la foule, qui passe, indifférente ou dédaigneuse, devant leurs oripeaux flétris et leurs tirades trompeuses.

P. M. Janvier 1872.

Voyant donc toute opposition au gouvernement de la défense nationale condamnée d'avance à l'impuissance ou au mépris, voyant les hommes les plus honorables et les moins compromis de l'Empire faire publiquement montre de sympathies pour les efforts des « hommes du 4 septembre » en faveur de la délivrance de la France, se sentant unanimement renié et blâmé par les Français patriotes, bonapartistes ou non, voici en quels termes l'organe officieux de Napoléon III fait contre mauvaise fortune bon cœur :

« Londres, 29 novembre 1870.

» **Avis important au public anglais.** — L'article que nous publions ci-après, sous le titre de » LA VEILLE DES ARMES, ne nous permet pas de laisser plus longtemps croire que la France impé- » riale puisse être généreuse à demi. *Non-seulement les souverains font des vœux pour que l'armée » de la Loire soit victorieuse, mais ils reconnaissent d'avance tous les engagements pris pour lui » assurer la victoire.* Nous en avons en main la preuve que nous donnerons demain. *Donc, les » souscripteurs à l'emprunt Morgan n'ont désormais aucune crainte à avoir quant à la validité, » sous tous les régimes, des titres qu'ils ont dans les mains.* »

A qui fera-t-on croire que cette note, en apparence si sage et si désintéressée, eût paru, s'il y avait eu une ombre de possibilité de couper les vivres au gouvernement de Tours et de le priver du « nerf de la guerre ?... » Quoi qu'il en soit, tout est bien qui finit bien... Voilà donc maintenant les souscripteurs à l'emprunt Morgan bien rassurés, puisque M. Hugelmann veut bien leur promettre que la France, au nom de laquelle il a, paraît-il, qualité de parler, reconnaîtra la dette que la délégation de Tours a contractée..... un peu témérairement et sans son avis.

On voit en outre que les « Souverains » dont M. Hugelmann est le patron et le soutien sont la bonté même !... Ils daignent faire des vœux pour l'armée de la Loire !!! Après avoir mené la France où l'on sait, il ne manquerait plus que de voir Napoléon III faire publiquement et solennellement des vœux pour la Prusse !...

Comme quoi le salut de la France dépend peut-être d'une seule famille. — Comme curiosité politique et littéraire, nous publions la péroraison de l'article dans lequel M. Hugelmann déclare qu'il cesse son opposition à l'emprunt Morgan et aux armées républicaines :

« Nous aussi, qui avons une famille qui, malheureusement, se trouve encore loin de nous, nous crions du fond du cœur à notre compagne, renfermée dans Paris : « Fais des vœux pour l'armée de la Loire ! » Nous crions du fond de l'âme à nos sept enfants : « Priez pour la nouvelle armée de la France ! » *Il est impossible qu'à tant de vœux innocents le ciel demeure sourd ;* et, cela ne fût-il que pour humilier, même dans leur triomphe, les ennemis de la dynastie napoléonienne, il voudra que, des champs où l'on va combattre, les glorieux brigands contre lesquels les **Trochu** et les **Gambetta** du temps avaient aussi coalisé l'Europe, soulèvent la terre, où ils se sont endormis, afin de montrer à nos jeunes mobiles comment il faut aborder l'ennemi pour avoir le droit de lui redemander, tôt ou tard, les aigles d'or qu'on a perdues ! »

Et dire que si la France est sauvée, ce sera peut-être aux vœux

« innocents » de la famille de M. Hugelmann qu'elle devra son salut!...

Napoléon en soldat prussien. Monnaie nouvelle. — Des graveurs fantaisistes, des Allemands, disent les uns, des Orléanistes ou des républicains, disent les autres, s'occupent à Bruxelles à transformer les pièces de dix centimes françaises à l'effigie de Napoléon III en pièces prussiennes, tout en faisant servir le *facies* de l'empereur mis au rebut.

Ils modifient pour cela une partie de la chevelure et la transforment en un casque prussien, dont la pointe passe près du mot *empereur* et qui se complète par une visière et des gourmettes ou jugulaires qui viennent finir auprès de l'impériale dont était avantageusement orné le menton de Louis-Napoléon; un col d'uniforme dessiné dans le cou du César complète l'ensemble et fait de cette tête une véritable *binette* prussienne comme nous en montrent les croquis qui représentent les soldats de l'armée du roi Guillaume.

On dit que le graveur qui fait ces transformations à Bruxelles gagne un argent fou.

PETITES NOUVELLES. — Le maréchal **Mac-Mahon** a passé lundi à Liége, venant de Pourru-lez-Sedan, se rendant à Wiesbaben. On sait déjà que le maréchal a refusé d'obtempérer aux ordres de Guillaume, qui a enjoint à tous les maréchaux et généraux de se rendre à Wilhemshœhe pour saluer l'*homme de Sedan*.— M. **de Fonvielle** est parti pour l'Angleterre. M. **Clément Duvernois** a été signalé récemment en Belgique, prenant la même direction.— On vient de célébrer à **Bazeilles** la première messe, qui ait été dite dans cette pauvre localité depuis le 1er septembre ; la cérémonie a eu lieu dans une des salles du château. Toute la population y assistait.— Sur la route de Longwy à Arlon, (Belgique) c'est une procession non interrompue de voitures et de charrettes chargées pêle-mêle de meubles, de literies, de malles, de vivres, de petits enfants, de vieillards et escortées de têtes de bétail.

JEUDI, 1er DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — L'obscurité qui a enveloppé si longtemps les mouvements et la vraie situation de l'armée française après la bataille de Wœrth, n'est rien près des contradictions et des obscurités de l'heure présente. On s'est battu un peu partout depuis dimanche. On s'est battu à l'armée de la Loire, on s'est battu sous les murs de Paris. Mais cette fois encore chaque belligérant s'attribue le succès.

Nous avons toujours bien fait de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire les nouvelles de source prussienne. Il est à présumer que les sorties, où les Prussiens voient un succès pour eux, n'étaient, comme nous l'avons supposé tout d'abord, que les préliminaires d'une sortie beaucoup

plus sérieuse. Elles avaient probablement pour but de désorienter l'ennemi et de le tenir en haleine sur les différents points où il défend le passage autour de Paris. Voici, en effet, dans quels termes le télégraphe de Tours nous annonce la sortie du général Ducrot avec cent mille hommes, cette sortie, enfin, annoncée depuis si longtemps, et dans le succès de laquelle la France avait mis une bonne partie de ses espérances. Nous donnons le texte même des différents télégrammes:

« Tours, 1er décembre, trois heures du soir.

» Le général Ducrot a fait une sortie le 30 novembre avec plus de cent mille hommes.

» Il a traversé la Marne et a complétement réussi.

» Les détails suivront. »

« Tours, 1er décembre, quatre heures trente soir.

» Paris, 30 novembre soir.

» (Par ballon. Aéronaute, M. Alfred Martin).

» Les proclamations des généraux Trochu et Ducrot, publiées hier, ont fait une grande sensation.

» La proclamation du général Trochu rejette la responsabilité du sang qui va couler, sur ceux dont la détestable ambition a foulé aux pieds la civilisation moderne et la justice.

» La proclamation du général Ducrot dit qu'il fait serment devant la nation entière de ne rentrer à Paris que mort ou victorieux.

» Les opérations offensives ont été commencées hier matin.

» Les marins, avec les gardes nationaux, ont enlevé la gare aux bœufs de Choisy.

» Une attaque a été dirigée également contre Lhay.

» Aujourd'hui et la nuit dernière, il y a eu une canonnade persistante.

» La bataille s'est engagée sur divers points.

» Le général Ducrot a passé la Marne ce matin.

» Il a occupé Montmelis à midi.

» Montmelis a été évacué ensuite.

» Le fort de la bataille a eu lieu entre Champigny, Brie-sur-Marne et Villers-sur-Marne.

» Nos troupes ont passé la Marne sur huit ponts.

» Elles conservent ce soir les positions prises, ainsi que deux pièces de canon.

» Le général Trochu qui, dans son rapport, fait l'éloge de tous, a oublié le sien, car, à certains moments, il a rétabli le combat en entraînant les troupes par sa présence.

« Cette bataille, appuyée sur presque tout le périmètre de Paris, par le feu incessant et formidable de l'artillerie, fouillant toutes les positions ennemies, par les canonnières sur la Marne et la Seine, par les waggons blindés des railways coopérant à l'action.

» Dans l'après-midi, une action a eu lieu sur Épinay, dont le vice-amiral La Roncière s'est emparé en faisant des prisonniers, parmi lesquels un aide de camp, et en capturant deux canons.

» L'action, engagée sur toute la ligne, continuera demain.

» Le général Renault, commandant le deuxième corps, a été blessé.

» Le général Lacharrière est également blessé.

» Le général Trochu dit que le général Ducrot s'est beaucoup honoré devant le pays.

» Au Sud, le général Vinoy recommence encore le combat. Nous avons approximativement 2,000 blessés.

» Les pertes prussiennes sont très-considérables, d'après des renseignements certains donnés par le général Schmitz.

» Les nouvelles qui précèdent ont causé une agitation indescriptible à Tours. »

A côté de ces nouvelles si rassurantes, qui vont porter la joie et l'espoir dans toute la France et abattre la morgue et l'insolence de nos ennemis, se placent des renseignements prussiens contradictoires que

nous allons recueillir également. On jugera ainsi des sentiments divers qui alternaient dans les esprits à la lecture de ces dépêches. Disons cependant une chose : c'est que les télégrammes prussiens ont si souvent pris le ton de l'exagération et du mensonge dans ces derniers temps, que tous hésitent à ajouter une foi entière à leur contenu.

« Versailles, mercredi, 30 novembre.

» Officiel.

» Le Roi a la Reine.

» Hier, le 6e corps a repoussé victorieusement une sortie au sud près de l'Hay. Nous avons fait plus de cent prisonniers. L'ennemi a eu quelques centaines de blessés et de morts. Nos pertes s'élèvent à cent hommes.

» Aujourd'hui a eu lieu une sortie importante vers l'Est contre les corps wurtembergeois et saxons, près de Bonneuil-sur-Marne, Champigny et Villers, qui ont été pris, mais qui, avant la tombée du jour, sont retombés en notre pouvoir à l'aide de notre 7e brigade.

» En même temps, il y a eu vers le Nord et près de Saint-Denis, contre la garde et le 4e corps, de légères sorties.

» Je n'ai pas pu quitter Versailles pour rester au centre. Il paraît que l'ennemi a compté sur une victoire près d'Orléans pour aller à la rencontre du vainqueur, ce qui n'a pas réussi.

» Guillaume. »

« Versailles, mercredi, 30 novembre.

» Hier, le 6e corps d'armée a repoussé victorieusement plusieurs attaques du 1er corps de la deuxième armée de Paris.

» Pendant toute la nuit, les forts de Paris ont entretenu un feu excessivement vif.

» Ce matin, l'ennemi a développé, sur divers points de l'enceinte de Paris, des forces considérables entre la Seine et la Marne. Elles ont attaqué à onze heures nos positions. Un combat acharné s'est engagé. La division wurtembergeoise et la plus grande partie de la 12e division, ainsi que des parties des 2e et 6e corps d'armée, y ont principalement participé de notre côté.

» Le combat s'est prolongé jusqu"à six heures du soir. A cette heure, nos troupes victorieuses avaient repoussé l'ennemi sur toute la ligne.

» Les autres détails manquent encore. »

« Stuttgart, jeudi, 1er décembre.

» Télégramme d'Obernitz au roi de Wurtemberg.

» Château-le-Pille, 30 novembre.

» La deuxième et la troisième brigade, avec l'aide de la septième brigade prussienne, ont victorieusement repoussé, aujourd'hui après un vif combat qui a duré cinq heures, une sortie faite par une division de la troupe de ligne vers Mont-Mesly.

» La première brigade a maintenu, depuis le matin jusqu'à l'approche de la nuit, sa position à Conilly-Villiers, malgré la vive attaque d'une division ennemie.

» Ici, l'ennemi a été également repoussé.

» Nous avons fait plus de 300 prisonniers.

» Nos pertes ont été de sept officiers tués et trente-quatre blessés et de sept cents hommes tués et blessés.

» Les colonels Berger et Hugel, ainsi que le lieutenant-colonel Link, se trouvent au nombre des blessés. »

On voit que le ton du premier télégramme, — et c'est le seul qui se rapporte à l'entrée en campagne de Ducrot, — est peu enthousiaste ; il est même tellement froid et tellement oublieux de la Providence, vers laquelle le roi poussait d'ordinaire un hymne de reconnaissance, que l'on est en droit de croire au bien fondé et à l'exactitude des nou-

velles de Tours. Pour éviter de cruelles déceptions, signalons toutefois un détail qui a son importance. Le télégramme de Tours nous parle des faits accomplis glorieusement pendant la journée du 30. Le télégramme à « Augusta, » lui, confirme implicitement ce succès, mais il prétend que les Français auraient perdu dans la soirée les avantages que leur avaient assurés les combats du jour.

Ne nous abandonnons donc pas trop vite à la joie! Les apparences, jusqu'ici, sont favorables à nos armes et à la fortune de notre chère France. Attendons avec calme, pleins d'espoir et de confiance, les nouvelles certaines qui ne peuvent manquer d'arriver.

D'ailleurs, quoi qu'il arrive et quel que soit le résultat des combats qui viennent de se livrer et qui se livrent peut-être encore au moment où nous traçons ces lignes, un fait important est toujours acquis à notre avantage : c'est que la France, qui, il y a un mois, voyait confisquer et sombrer dans une capitulation sans nom ce qui lui restait de forces militaires régulières, grâce à ses immenses ressources et au patriotisme de ses chefs actuels, a su mettre sur pied de nouvelles armées nombreuses, ayant foi dans leurs chefs, pleines de dévouement et de confiance dans le succès final, suffisamment commandées et outillées. De plus, — autre considération qui n'est pas à dédaigner, — c'est que la confiance, la discipline et la force de cohésion de nos envahisseurs iront en décroissant en raison de la ténacité de nos efforts et de notre foi dans le triomphe final.

Nous pouvons donc encore être vaincus... L'avenir nous appartient toujours, fatalement, nécessairement, peut-on dire, si toutes les classes de la société française, sacrifiant leurs intérêts égoïstes, leurs rivalités et leurs préjugés à la patrie, et ne voyant que le prestige et l'intégrité territoriale de la France à maintenir, savent rester unies sur le terrain de la défense nationale et se résigner avec patriotisme aux ruines matérielles qu'imposera la continuation de la lutte.

Que pensent de tout cela les généraux et maréchaux *capitulards* prisonniers en Allemagne? Que pensent surtout de ces perspectives d'honneur et de salut ceux qui, il y a un mois, traitaient de « *fous* » et de « *visionnaires* » les membres du gouvernement de la défense, assez *français* pour avoir foi dans le patriotisme et dans les ressources inépuisables de leur pays?

Des engagements heureux pour nos armes, mais dont l'importance s'efface naturellement devant le grand fait de l'entrée en campagne du général Ducrot, ont eu lieu en différents endroits, notamment à Evreux et à Montargis.

Relativement à l'armée de la Loire, on croit savoir qu'elle a marché

en avant et chassé les Prussiens devant elle. — Enfin, de l'Est, voici une dépêche qui n'est pas faite pour égayer la perspective d'une retraite pour les Prussiens :

« Tours, jeudi, 1er décembre.

» Officiel.

» Treize compagnies des corps francs des Vosges ont été engagées à Nuits le 30 novembre.

» Elles ont été vaillamment soutenues par les mobiles de Beaune et ont remporté une victoire complète.

» Les pertes de l'ennemi sont considérables. Les morts prussiens couvrent la route. Il a été fait quinze prisonniers.

» Les Prussiens ont évacué complétement l'arrondissement de Vendôme.

» On assure qu'ils ont évacué Cloyes, Châteaudun et Châteauneuf-sur-Loire.

» Le 30, l'ennemi a attaqué à deux reprises Maizières et deux fois il a été repoussé, laissant entre nos mains un officier et trente-quatre prisonniers.

» Le combat a duré neuf heures.

» Nos pertes sont peu considérables.

» Les troupes sont pleines d'entrain et d'enthousiasme. »

L'esprit de résistance. — L'élan patriotique est unanime. Tous veulent prendre leur part de la lutte engagée pour la défense et l'honneur de la France. Le clergé catholique, il faut lui rendre cette justice, brille partout par son zèle et son enthousiasme. L'évêque d'Angers avait déjà envoyé ses séminaristes au feu. Voici quelques lignes de l'archevêque de Bordeaux qui se rapportent à une décision analogue :

« Bordeaux, le 17 novembre 1870.

» *A M.* **Larrieu**, *supérieur du Grand-Séminaire de Bordeaux.*

» Monsieur le supérieur,

» Un peuple ne trouve pas deux fois, dans le cours de son histoire, une situation pareille à la nôtre, et ce que les circonstances n'exigent jamais, elles le commandent dans ce moment.

» Vos élèves le sentent très-vivement, et quelques-uns d'entre-eux, organes de leurs condisciples, m'ont fait connaître, en termes qui m'ont ému, leur désir de voler à la défense de la patrie. Ces chers enfants ont comprimé longtemps l'élan de leur cœur ; mais, aujourd'hui, ils se déclarent impuissants à continuer cette lutte.

» Qu'il soit donc fait selon leur ardente et patriotique ambition, et que ceux qui n'ont pas contracté d'engagements irrévocables, s'ils ne sont pas empêchés par la faiblesse de leur santé, aillent demander des armes aux chefs qui ont reçu la *grande et sainte mission* de procurer *à tout prix* la délivrance nationale. »

Enfin, nos anciens ennemis eux-mêmes, les Arabes, veulent, eux aussi, combattre et mourir, s'il le faut, à nos côtés.

On lit, en effet, dans une lettre de Tours :

« On a vu arriver à Tours, dans la soirée, un superbe escadron de spahis et d'Arabes, les uns vêtus de leur brillant costume rouge, les autres enveloppés dans les plis de leur blanc burnous. Ces fils du désert font l'admiration des Tourangeaux. Ce sont tous de beaux hommes, à la physionomie martiale, et qui rompent par l'éclat de leur costume la monotomie des uniformes de nos soldats. Les cavaliers sont montés sur leurs petits chevaux arabes et promettent de se mesurer avec avantage contre la cavalerie ennemie. »

Il n'y a que nos « amis » qui ne bougent pas. « Nos amis et alliés » de Crimée, les Anglais, et « nos amis et protégés » de Solferino, les Italiens !

Faites la guerre, après cela, pour « des idées! » Mais, espérons-le, la France va montrer au monde qu'elle est assez forte par elle-même pour tenir tête à la Prusse, et que, quand elle combat pour un principe, c'est sans aucune préoccupation personnelle ni souci de ses propres intérêts dans l'avenir!

Combat de Villers-Bretonneux. — Le *Journal du Havre* a reçu les détails suivants sur la bataille qui s'est livrée dimanche en avant d'Amiens :

« Voici ce qu'on nous rapporte au sujet de l'engagement de Villers-Bretonneux, qui a pris les proportions d'une bataille, car il y avait près de 30,000 Français contre 40,000 Prussiens. C'est d'un témoin oculaire que nous tenons ces détails.

» Les Prussiens, qui occupaient dimanche matin le bois de Mme **Dieu**, situé à peu de distance de Boves, ont envoyé de bonne heure leurs éclaireurs, afin d'inquiéter nos avant-postes ; vers midi, le gros des forces ennemies sortit du bois et commença à attaquer nos troupes qui se trouvaient sur le plateau de Villers-Bretonneux avec dix-huit pièces d'artillerie.

» De midi à une heure et demie, on se battit avec un grand acharnement ; six nouvelles pièces d'artillerie étant arrivées comme renforts aux Français, le feu continua jusqu'à quatre heures et demie, heure à laquelle nous avions réussi *à repousser l'ennemi à trois kilomètres du lieu de l'action.*

» A ce moment, les Prussiens qui se repliaient, reprirent l'offensive, car ils venaient de s'apercevoir que notre feu se ralentissait. En effet, il paraît que nous commencions à manquer de munitions. Nos troupes, jusque-là victorieuses, reçurent l'ordre de rétrograder. L'artillerie et l'infanterie opérèrent un mouvement en arrière ; une partie se retira sur Corbie et l'autre sur Amiens.

» Les Prussiens firent alors leur entrée à Villers-Bretonneux, et avant d'y arriver, incendièrent plusieurs villages, entre autres Cachy et Caix.

» Rien ne saurait définir la frayeur que les habitants éprouvèrent au moment de l'entrée des Prussiens dans leur ville. Les femmes affolées, traînant avec elles leurs enfants, se sauvaient dans toutes les directions ; beaucoup d'entre elles, qui, terrifiées par la peur, s'étaient enfuies dans la direction de l'ennemi, faillirent être tuées par les bombes et les obus.

» On rapporte que ces femmes, comprenant alors le danger qu'elles couraient, furent obligées de se sauver à travers des marais, qui, en ce moment, se trouvent remplis d'eau ; plusieurs d'entre elles s'y seraient, dit-on, noyées.

» Dans le combat, on estime à 40,000 hommes environ les forces prussiennes et les nôtres à 30,000 ; jusqu'au moment où nos troupes ont été forcées de se replier par le manque de munitions, elles se sont battues avec un entrain vraiment remarquable.

» Une compagnie d'infanterie de marine, composée de 50 hommes environ, a été anéantie ; trois officiers, dont deux, dit-on, blessés, ont seuls été sauvés. Plusieurs bataillons de mobiles qui, pour la première fois allaient au feu, se sont admirablement conduits, et les chasseurs à pied se sont fait remarquer d'une manière toute particulière.

» *Un jeune homme de Villers-Bretonneux, âgé de seize ans, a été tué par les Prussiens pour s'être approché trop près d'eux, au moment où ils se battaient.*

» Les Prussiens, au nombre de cent environ, dont cinquante carabiniers et cinquante fantassins, se sont présentés, hier matin, vers onze heures, à la gare de Namps ; ils ont demandé au chef de gare, avec menaces de mort, s'il y avait des armes à la gare ; sur la réponse négative qui leur fut faite, ils s'informèrent de l'endroit où se trouvait le fil télégraphique. Ils coupèrent le fil du disque, croyant que c'était le fil électrique.

» De Namps les Prussiens se sont rendus au petit bourg de Namps-au-Val ; là ils ont requis douze chevaux et se sont fait servir à déjeuner ; après quoi ils se sont rendus à Quevauvilliers, où ils ont tué trois gardes nationaux. Ils sont allés enfin à Conty en passant par Namps-au-Mont, où ils ont annoncé l'intention de venir aujourd'hui à Poix. On dit que des cavaliers ennemis gardent les deux extrémités du tunnel qui est près de Fumechon. »

Armée de la Loire. Possibilité du succès des Français. Opinion du Times. — Au moment où la jeune et vaillante armée de la Loire est peut-être aux prises avec l'ennemi, on aime à se rappeler le jugement favorable que les hommes compétents ont porté sur elle. Or, voici ce qu'un correspondant militaire écrivait d'elle, de Versailles même, au *Times*, il y a déjà plusieurs jours :

« *Il serait inutile de vous dissimuler que dans l'esprit des spectateurs neutres il règne ici l'impression que la position des Allemands en France n'est plus aussi forte qu'elle l'était jadis.* L'idée peut être fausse. Elle l'est très-probablement. Mais je suis dans la vérité en constatant qu'elle existe. *Pour la première fois j'entends des appréciations basées sur l'hypothèse que l'armée allemande pourrait être battue. C'était une supposition inadmissible il y a un mois.* **Von der Tann** a évacué Orléans le 8 et le 9 novembre, et a dû se replier très-vaillamment d'ailleurs sur Toury. Un grand événement doit se passer, dit-on, à la même date de décembre. Le 8 ou le 9 de ce mois, à ce qu'on nous dit, doit voir le spectacle sans précédent d'une capitulation par famine d'une armée plus nombreuse que celles des îles britanniques, lorsque l'Angleterre a commencé à être une puissance européenne. Mais tout dépend des batailles en rase campagne.

» J'entends exprimer autour de moi quelque désappointement de ce que le prince rouge (**Frédéric-Charles**) n'ait pas encore fait sortir **d'Aurelles** de ses lignes. Ce retard cause du malaise. La division de cavalerie du prince **Albrecht** est aussi, à ce que j'apprends par hasard encore, très-éloignée de Pithiviers. Les Français manœuvrent, à ce qu'il paraît, et doivent être surveillés pour que d'Aurelles ne tourne pas la gauche du prince Frédéric-Charles et ne marche sur Paris. Les Allemands, s'ils ne sont pas effrayés de leur tâche, parlent cependant avec plus d'égards de la bravoure de l'ennemi que jadis.

» D'après un ordre de bataille que j'ai vu, l'armée de la Loire compte trois corps d'armée. Le 15e (**Reyau**) comprend la 1re division avec trois brigades (**Tripard, Bertrand, Nahron**) et la 2e division avec deux brigades (**Décheney** et **Pressolles**). Le 16e corps (**Polhes**) se compose de la 3e division (**Regnée**) avec deux brigades et de la 4e division (**Marulay**), avec les brigades (**Poitevin** et **Rouvray**). Le 17e corps (**Kératry**) compte deux divisions et une brigade de cavalerie. Le 18e corps (**Bourbaki**) est de trois divisions et d'une brigade de cavalerie. Il y a aussi une division de cavalerie (**Palliere**) attachée à d'Aurelles, se composant de trois brigades. Ceci nous donne 24 brigades à 6,000 hommes, soit 144,000 hommes d'infanterie, plus cinq brigades de cavalerie à 1,800 hommes, total 153,000 hommes. Quant à l'artillerie, je l'ai entendu porter à 400 canons. D'autres relevés élèvent les forces de l'armée de la Loire à des chiffres bien plus considérables encore, mais ils entrent dans des détails moins précis. »

Nous verrons si le « *grand événement,* » auquel la correspondance du *Times* fait allusion, se produira à l'heure marquée d'avance. Nous craignons fort, à ce sujet, une nouvelle déception et un nouveau « *malaise* » pour les armées prussiennes sous Paris.

Bombardement et capitulation de Thionville. — Un témoin oculaire communique les détails suivants sur le bombardement et la capitulation de Thionville :

« Le bombardement de Thionville a commencé le mardi 22 novembre, à six heures et demie du matin, et a fini le jeudi vers midi. *En vain les personnages les plus influents du pays et la commission de défense avaient-ils supplié les généraux prussiens de laisser sortir les femmes et les enfants. Ils ont répondu que cela n'était conforme ni à leurs ordres, ni à leur système d'attaque.* La moitié des maisons de la ville a été détruite ; plusieurs rues, presque tous les bâtiments publics, la sous-préfecture, le tribunal, le célèbre manége de cavalerie ne sont plus que des monceaux de ruines. Quand le feu prenait sur un point, les bombes prussiennes étaient lancées avec acharnement de ce côté pour activer et propager l'incendie. Les femmes et les enfants, réfugiés dans les caves, étaient

menacés d'y être étouffés par l'écroulement des maisons ; les hommes étaient aux remparts ou cherchaient à éteindre les incendies.

» Au dernier moment, quand le colonel commandant la place, cédant aux déchirantes supplications des habitants, eut accepté la capitulation, quelques gardes mobiles ont voulu faire sauter les poudrières et ce qui restait encore de la ville ; les autorités eurent grande peine à les arrêter dans cet acte de désespoir.

» Vendredi, à onze heures du matin, les régiments prussiens et les généraux faisaient leur entrée triomphale, musique en tête, au milieu des ruines de Thionville. Les remparts étaient intacts. »

Ainsi, *les remparts étaient intacts*, mais les habitations presque toutes entamées par le feu de l'ennemi!... *Les habitations*, où les malheureux habitants trouvaient un abri contre le feu meurtrier de l'ennemi!...

Et dire qu'il y a des gens qui vantent encore « la douceur » des procédés allemands!!!... *Respecter les remparts, et poursuivre le refuge des femmes et des enfants*!!!... Comme c'est humain, en effet!

Un général qui en vaut bien d'autres. — Nos lecteurs n'ont pas oublié le conflit qui a failli éclater à Toulouse entre le préfet, M. Duportal et la délégation de Tours. M. Duportal, au nom de la Ligue du Sud-Ouest, dont il était le chef, avait nommé un général en chef pris dans les rangs inférieurs de l'armée, un simple chef de bataillon de la garde mobile, et cela sans l'avis de la délégation. Voici quelques détails qui prouvent que le choix de M. Duportal n'était pas si mauvais et que le nouveau général, loin d'être le premier venu, comme l'insinuait la presse conservatrice, était même une ancienne connaissance du peuple de Paris. Nous recueillons tous ces détails dans une correspondance du Midi adressée à l'*Indépendance belge :*

« Le chef de bataillon **Demay**, qui a été fait général de division de l'armée auxiliaire, avait mission d'organiser et de commander le camp de Toulouse, en collaboration avec M. **Lissagaray**, est en grande faveur auprès du parti républicain. Cette sympathie date de 1848 ; on se souvient, en effet, qu'à cette époque un lieutenant des chasseurs de Vincennes, nommé Demay, eut maille à partir avec l'autorité militaire, parce qu'il se portait comme candidat du parti socialiste à Paris pour des élections supplémentaires à l'Assemblée constituante, ce qui lui valut un assez grand nombre de voix, pas assez toutefois pour être nommé. Le nom du lieutenant des chasseurs devint populaire, et il paraît que sa popularité, plus heureuse que beaucoup d'autres, ne s'est pas encore effacée. On remarquera que de 1848 à 1870 l'avancement de M. Demay n'a pas été très-rapide, ce qui prouve au moins en faveur de son indépendance. Mais il vient de regagner le temps perdu. »

MM. Crémieux et Glais-Bizoin à l'armée de la Loire. Deux harangues militaires. — L'*Impartial du Loiret* publie les allocutions adressées aux soldats par MM. Crémieux et Glais-Bizoin lors de leur visite à l'armée de la Loire :

« On était en plein champ, dit ce journal, au milieu de ces boues de Beauce si terribles en hiver, et c'est là, au bord d'un fossé plein d'eau, en face d'une redoutable batterie de canons et de mitrailleuses, que M. le garde des sceaux a voulu adresser à ces braves troupiers quelques paroles sympathiques.

« Vous avez du courage, n'est-ce pas, mes enfants ! leur a-t-il dit ; et vous êtes disposés à bien

» faire votre devoir ! c'est qu'aussi vous avez beaucoup à réparer. Il faut venger les échecs de vos » frères trahis, plutôt que vaincus ; il vous faut délivrer la France envahie. Mais vous avez de grands » motifs aujourd'hui pour montrer du courage. Ce n'est plus pour un roi ou pour un empereur, ce » n'est plus pour un homme que vous vous battez, c'est pour la patrie tout entière. Chacun a les » yeux sur vous. Le gouvernement, comme vous voyez, ne vous oublie pas ; et en donnant l'acco- » lade fraternelle à vos chefs, c'est vous tous que je viens féliciter et encourager ici. »

» M. Glais-Bizoin, prenant à son tour la parole, a ajouté :

« Je ne veux pas vous faire de compliments, mes amis, mais soyez certains que vous valez beau- » coup mieux que vos ennemis. Le soldat français vaut deux Prussiens et au moins trois Bavarois. » Bien commandés comme vous l'êtes, vous ne tarderez pas à remporter de nouveaux succès et à » donner la main à vos frères de Paris. N'oubliez pas que vous combattez pour vos foyers, pour » vos familles, pour le sol de la patrie, pour la république, c'est-à-dire pour le gouvernement de » tous, pour le pays se gouvernant lui-même. La France a confiance en vous. Vous ne faillirez » point à votre belle mission... »

» En se retirant, les deux ministres ont laissé aux soldats de quoi améliorer un peu le frugal ordinaire. »

Les espions.—Un fait fort curieux s'est passé récemment à Blois. On a remarqué dans cette ville quatre gendarmes se promenant partout avec un air de curiosité qui a excité les soupçons. On les a interrogés, et leur accent germanique n'a laissé aucun doute sur leur nationalité. C'étaient quatre Prussiens parfaitement déguisés. Inutile d'ajouter qu'ils ont été mis en état d'arrestation.

Nouvelles de Lyon.—On vient de remplacer sur l'hôtel de ville le drapeau rouge usé par un autre tout neuf et de la même nuance.

Sur la liste des personnes qui devaient être arrivées à Lyon et déportées, lors du nouveau coup d'État projeté par le gouvernement impérial, liste trouvée à la préfecture, figuraient MM. Henon, maire de Lyon; Frédéric Morin, actuellement préfet de Saône-et-Loire; Fond père, ex-député à la Constituante.

Les victimes de la guerre. — Voici, à l'heure actuelle, comment les feuilles allemandes estiment les pertes totales de leurs armées en tués, blessés et disparus, depuis le commencement de la guerre : 3 lieutenants-généraux, 9 majors-généraux, 15 colonels, 147 majors et lieutenants-colonels, 473 capitaines, 2,356 lieutenants et sous-lieutenants et 64,214 hommes.

Les défenseurs de Paris en province. — On lit dans le *Nouvelliste*, de Rouen, du 27 :

« Des renseignements qui nous sont fournis, il résulte que le général **Vinoy**, parti de Paris en ballon, est passé à Mézidon, se rendant à Tours (1). »

Une arrestation. — D'après une correspondance adressée au journal *la Révolution*, le citoyen américain George-Francis Train, qui

(1) Cette nouvelle, que rien n'est venu confirmer depuis la publication de ces lignes, était absolument inexacte. Tout le monde sait que le général Vinoy n'a jamais quitté Paris pendant le siége et que c'est même lui qui était commandant des armées parisiennes lors de la capitulation.

P. M. Janvier 1872.

était devenu un des orateurs les plus courus des réunions de l'Alhambra, à Marseille, a été arrêté le 13 novembre, à son passage à Lyon, se rendant à Tours. Un piquet de gardes nationaux l'a conduit de la gare à la prison cellulaire de Saint-Joseph, où il est resté pendant cinq jours au secret et où il est encore détenu à cette heure. Ainsi que le dit notre confrère, si l'Américain Train est coupable, qu'il soit jugé et condamné immédiatement. S'il est au contraire innocent, et si, comme nous le croyons, il ne faut voir en lui qu'un esprit bizarre et exagéré, une sorte de Jean Journet de la démocratie, il convient qu'il soit au plus tôt remis en liberté.

VENDREDI, 2 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Toujours deux versions, touchant la sortie de l'armée de Paris, le 30 novembre. Toujours mêmes contradictions. Il est toutefois à noter, comme nous l'avons déjà fait plus haut, que les télégrammes prussiens n'ont plus le ton triomphant et dévot d'autrefois. On peut donc être certain, dans le cas où les succès qu'ils relatent seraient exacts, qu'il s'est joué gros jeu pour les Allemands sous les murs de la capitale. C'est déjà beaucoup pour les Français, car, encore une fois, ils ne font que reprendre l'offensive et aligner les forces qu'ils ont organisées depuis Sedan, et surtout depuis Metz.

Les télégrammes qui suivent se rapportent à une victoire que l'armée de la Loire aurait remportée hier :

« Tours, vendredi, 2 décembre.

» Un succès important a été remporté hier par l'armée de la Loire sur la droite prussienne.

» Le *Moniteur* annonce que Garibaldi a débusqué les Prussiens hier de deux positions importantes aux environs d'Autun.

» Un nouveau ballon de Paris est tombé hier près de Vannes.

« Tours, vendredi, 2 décembre, 11 heures 45 du matin.

» L'armée de la Loire a commencé hier un mouvement général, concerté le 30 novembre au soir, en vertu d'instructions du ministère de la guerre.

» Le début de cette opération a été favorable.

» Voici la dépêche du général Chanzy, commandant le seizième corps :

« Patay, jeudi, 1er décembre, au soir.

» Le seizième corps a quitté ses positions à dix heures. Il a trouvé, sur la gauche, l'ennemi fortement établi à Guillonville, à Terminiers par Goniers.

» Combat de midi à 6 heures du soir.

» Malgré la résistance énergique de 20,000 hommes d'infanterie et de cavalerie, avec quarante à cinquante canons, la première division a enlevé successivement les premières positions ennemies, puis ensuite Monneville, Villepeou, Faverelles, où nous bivaquerons cette nuit.

» Partout nos troupes ont abordé l'ennemi avec un élan irrésistible.

» Les Prussiens ont été délogés des villages à la baïonnette.
» Notre artillerie a déployé une audace et une précision que je ne puis trop louer.
» Nos pertes ne paraissent pas sérieuses. Celles de l'ennemi sont considérables.
» On recueille des prisonniers dont plusieurs officiers.
» L'honneur de cette journée appartient à l'amiral Jauréguiberry.
» L'ennemi s'est retiré dans la direction de Poigny et Château-Cambray.
» Je fais connaître à mes soldats la grande nouvelle de la sortie de Paris. »

Comme nous venons de le dire, rien de nouveau ni de bien précis sur les faits de guerre qui viennent de se produire sous les murs de Paris. Toute la presse européenne rend hommage à l'énergie et au courage dont l'armée de Paris vient de faire preuve... Nous voilà loin du temps où les journaux allemands, voire même anglais, plaisantaient les Parisiens sur leurs « velléités » belliqueuses !... Que n'a-t-on pas dit sur la légèreté et l'inconstance dont ils feraient preuve? Que n'a-t-on pas espéré des dissenssions et des rivalités qui se produiraient infailliblement parmi eux? Que n'a-t-on pas imprimé en toutes langues et en tous pays sur l'amollissement des « Babyloniens » modernes, qui devaient capituler bien vite devant les ennuis et les longueurs d'un siége? Aujourd'hui, le dédain, l'incrédulité, la défiance ont fait place à l'admiration et à la confiance.

Paris était grand par son luxe, par ses richesses, par les plaisirs qu'il offrait à profusion, par ses journaux, par ses écrivains, par ses orateurs. Aujourd'hui, Paris est grand comme courage, comme dévouement, comme renoncement patriotique. La France a eu besoin de Paris, et Paris, dont l'étranger doutait, parce qu'il ne le connaissait qu'imparfaitement et par ses petits côtés, Paris s'est dévoué.

Honneur à lui et que la France a bien fait de compter sur son courage et sur son héroïsme !

Le combat qui s'est livré dimanche, à proximité d'Amiens, a eu un caractère de gravité incontestable. Un télégramme de Versailles dit que les pertes prussiennes ont été de soixante-quatorze officiers et treize cents tués et blessés. Or, les Prussiens ont eu cinquante mille hommes d'engagés. Qu'en juge par là de l'acharnement qu'a eu la lutte et du courage qu'ont déployé nos jeunes troupes.

La citadelle d'Amiens, comme on s'y attendait, a capitulé avant-hier. Les Prussiens y sont entrés au moment où les Parisiens s'illustraient à Champigny et à Bonneuil. Il y avait compensation pour la France.

Une nouvelle inattendue. Démission de M. de Kératry. — Voici en quels termes le *Daily News* annonce la démission du commandant général des forces bretonnes :

« Tours, 29 novembre.

» Le général de Kératry, dans une lettre considérée comme écrite en termes peu usuels et dans un esprit dénué de patriotisme, arrogant et égoïste, a envoyé sa démission en présence de l'ennemi.

» Il menace **Gambetta** d'un conseil de guerre, et accuse le général **Loverdo** (?) de trahison. »

Les ballons. — Un article de la *Gazette de Gothembourg*, du 1er décembre, annonce qu'un ballon, autre que celui dont l'atterrissement près de Christiania a été signalé, mais dépourvu de ses conducteurs, est encore allé atterrir sur le sol hospitalier de la Norwége. Voici cet article :

« Dimanche dernier, le bruit se répandait à Gothembourg qu'un ballon portant plusieurs pigeons, des sacs de lettres, etc., mais point d'aéronaute, était tombé près de Krodshered, suivant une dépêche envoyée à Christiania. On se demanda alors ce qu'étaient devenus les hommes qui montaient ce ballon. En attendant que nous puissions être éclairés sur ce point, nous recevons quelques détails nouveaux sur ce ballon, qu'il ne faut pas confondre avec celui dont nous avons parlé précédemment.

» Vers les deux heures de l'après-midi, les habitants de Krodshered aperçurent dans les airs un objet bizarre venant du Sud ; comme le temps était chargé de brume, on n'eut aucune certitude de ce que ce pouvait être avant que le ballon fût tombé dans la cour d'un paysan de Krodshered. Grandes furent, au premier abord, la stupéfaction et les appréhensions des bons habitants, qui ne furent rassurés que lorsqu'ils virent qu'il ne s'agissait point de sorcellerie, mais d'un ballon français envoyé par les assiégés de Paris. Il est évident que le ballon a fait fausse route. En attendant, ce pauvre aérostat est là couché sur le sol, à demi rempli de gaz, et s'agitant au moindre souffle d'air avec un bruit strident comme s'il haletait épuisé de son fatigant voyage.

» Ce ballon ne diffère en rien de ce que nous connaissons déjà par les dessins et les descriptions ; quant à la nacelle, voici ce qu'elle contenait :

» Trois grands sacs de lettres attachés avec des chaînes, dont deux étaient en bon état, mais le troisième, tout déchiré, permettait à la curiosité de se satisfaire ; quant au contenu du sac, c'était peu de chose en vérité : nombre de journaux d'ancienne date, à destination de l'Afrique.

» D'êtres vivants, il s'en rencontra six, six pigeons bien portants. Un sac de toile contenant divers articles de toilette et des vêtements marqués **E. C. M.** et **R. M.**

» Un plaid écossais, une casquette d'officier de marine, un appareil électrique et deux longues vues. Le frêle esquif n'était point menacé de disette, car on y a trouvé trois pains, une oie, plusieurs bouteilles de bordeaux. Ce dernier détail nous permit de juger que le ballon n'avait pas été longtemps en route ; et ce qui prouve qu'il avait du être abandonné tout récemment, c'est que la nourriture et l'eau des pigeons avaient été renouvelées tout nouvellement.

» Que sont devenus les *gentlemen* qui ont dirigé ce ballon ? C'est là une question dont nous attendons la solution avec anxiété. »

Beaucoup de bruit... pour... M. Silvy. — Comme il se fait un certain bruit depuis quelque temps autour de cette personnalité, jusqu'ici fort obscure, nous en dirons quelques mots. On sait que M. Gambetta a ordonné que la lecture du Bulletin de la République se ferait publiquement tous les dimanches par l'instituteur de chaque commune. Or, il paraît que plusieurs instituteurs se sont refusés à obéir à la circulaire ministérielle, qui leur prescrivait cette lecture, parce que cet ordre n'émanait pas de leur chef hiérarchique. Personne ne soupçonnait la présence d'un tel chef hiérarchique à Tours. On a cherché... et finalement on a trouvé, paraît-il, que ce chef hiérarchique, à savoir, que le délégué de M. Jules Simon, à Tours, est un M. Silvy, un républicain du lendemain, sur le compte duquel les journaux républicains sont loin d'avoir tous leurs apaisements. Du moins, voici ce qu'en disent le *Siècle* et la *République* de Périgueux :

« M. Silvy, dit le *Siècle*, qui se prétend ou que l'on prétend délégué de M. Jules Simon, est d'origine corse. En 1851, il était rédacteur de l'*Ami de l'Ordre*, journal des Basses-Alpes. Il soutint la candidature de M. **Fortoul**, l'homme de la « bifurcation, » celui de tous les ministres bonapartistes qui a porté le plus rude coup à l'éducation nationale. La reconnaissance de M. Fortoul, se joignant à l'amitié de M. **Piétri**, préfet de police, M. Silvy fut pourvu d'une grasse sinécure au ministère de l'instruction publique. Plus tard nous le retrouvons secrétaire à la Faculté de droit. C'est là, croyons-nous, que la protection de M. **Maurice Richard** le vint prendre, il y a quatre mois, pas plus, le réintégra au ministère, et en fit, savez-vous quoi ? Le directeur de l'instruction primaire !

» Créature de M. Fortoul, créature de M. Piétri, créature de M. Maurice Richard, serviteur convaincu des pratiques de l'ancien régime et propagateur zélé du servilisme impérial, comment M. Silvy peut-il être à Tours le représentant de M. Jules Simon ? »

« Depuis son arrivée à Tours, dit de son côté la *République* de Périgueux, M. Silvy n'a absolument rien fait... que les affaires des bonapartistes et des conspirateurs monarchiques de toute espèce. Aucun changement n'a été opéré dans le personnel. Tout se trouve encore dans le même état que la veille de la chute de l'Empire. La réaction n'a qu'à le vouloir : elle rencontrera partout, dans les villages comme dans les cités, les hommes et les instruments qui, en 1869, concouraient au triomphe de la candidature officielle, et, en 1870, à l'adoption du plébiscite. Grâce à M. Silvy, la savante et puissante machine électorale est demeurée intacte et toute prête pour recommencer son jeu. »

Le *Siècle* dit que la présence d'un homme aussi suspect que M. Silvy à la délégation, constitue « un péril et un péril grave. » Il demande donc « qu'on en agisse avec lui comme on en a agi avec le personnel réfractaire de l'armée ; à savoir : qu'on le supprime. »

Une étoile bonapartiste. — Grande joie dans les bureaux de la *Situation* !... On croit y avoir enfin découvert l'*étoile* qui doit conduire les fidèles à Bethléem, ou, en d'autres termes, on croit avoir sous la main l'homme, l'intelligence, l'activité, l'audace, qui peuvent rendre aux Bonaparte les hommages qu'ils méritent et les replacer sur le trône de la France, auquel ils ont droit. Or, l'homme qui doit être ainsi le sauveur de la France et des Bonaparte est tout bonnement l'ancien lieutenant de M. DE GIRARDIN, l'ancien familier de NAPOLÉON III, l'ancien compère d'OLLIVIER, avant le 2 janvier, M. CLÉMENT DUVERNOIS, enfin, puisqu'il faut l'appeler par son nom.

Voici en quels termes M. Hugelmann salue l'arrivée de cette *étoile* bonapartiste dans son numéro d'hier :

« Nous sommes heureux d'être les premiers à annoncer l'arrivée à Londres de M. Clément Duvernois, le jeune ministre du commerce qui a le mieux caractérisé le ministère choisi par la régence, pour organiser la défense nationale.

» De l'aveu même de ses adversaires, c'est aux dispositions prises par M. Clément Duvernois pour l'approvisionnement de la capitale, que Paris devra d'avoir pu s'illustrer par une héroïque défense ; et, si le journal *le Temps* a cherché, dans l'article que nous reproduisions hier pour donner une idée de sa bonne foi, à diminuer la valeur de l'incontestable service rendu à l'honneur de la France par le brillant écrivain, c'est que les patrons de ce journal savent bien qu'ils auront à compter avec M. Clément Duvernois, le jour où ils oseront démasquer leurs batteries.

» L'arrivée à Londres d'une énergie aussi jeune et aussi dévouée, sans être dépendante, ne saurait être sans influence sur les résolutions de Chislehurst, et sur les décisions des napoléoniens qui peuvent hésiter encore, »

Menées dynastiques. Nouveau plan de restauration bonapartiste. — Voici en quels termes une correspondance de Londres parle d'un projet de restauration bonapartiste, sur la base d'une cession territoriale, que nourrirait une certaine fraction des impérialistes :

« La Prusse ne prendrait que l'Alsace, moins Mulhouse. L'industrie des tissages qui y prospère ferait une trop grande concurrence aux manufactures de l'Allemagne méridionale ; cette ville serait donnée à la Suisse. Metz serait démantelé. Des compensations territoriales seraient données à la France aux dépens de la Belgique. Il serait même possible que l'Alsace ne fût que neutralisée, avec une bande de territoire, également neutralisée, s'étendant jusqu'à Anvers, également neutralisé !

» La France serait appelée par un plébiscite à sanctionner ces bases de paix.

» Enfin, la Prusse formerait, près de Sarrebrück, un camp de cent mille prisonniers français, pour leur délivrer en temps utile cent mille chassepots et les mettre à la disposition de Napoléon III. »

Les pertubations du monde physique. Disparition d'une île. — Le monde physique a aussi ses pertubations et ses ruines. Voici ce que nous lisons dans le *Morning Advertiser* :

« On annonce comme ayant eu lieu dans l'Océan Pacifique un événement des plus extraordinaires. Le capitaine Plock, commandant la barque *Adolphe*, en route d'Iquique pour Londres, raconte qu'à son passage aux nouvelles îles Hébrides, il a découvert que l'île Aurora a entièrement disparu. Il n'en reste pas le moindre vestige sur le point de l'Océan où elle était située. A part huit ou neuf autres, Aurora était la plus vaste et la plus fertile des îles Hébrides nouvelles. Elle avait environ trente-six milles de long et plus de cinq milles de large. On a toujours su que Tanna et Ambrim contenaient des volcans ; mais on supposait généralement que les autres étaient peu sujettes à l'action volcanique. Comment et quand l'île Aurora et ses habitants ont-ils été engloutis dans la mer Pacifique, c'est ce qu'on ignore jusqu'ici ; mais sans doute le capitaine Plock pourra fournir plus de renseignements sur la catastrophe à son retour en Angleterre. »

Un homme modeste. — M. Hugelmann, le grand homme qu'on sait, est modeste, mais modeste!!! Voici en quels termes il salue la publication du *Drapeau* :

« Nous venons de recevoir le deuxième numéro d'un journal que. sous le titre du *Drapeau*, publié à Bruxelles, une individualité sinon plus convaincue, du moins, *plus autorisée que la nôtre.* »

Nous voilà donc avertis. M. Hugelmann est aussi « convaincu, » mais il est moins « autorisé » que M. de Cassagnac.... Avouons que cela s'explique... assez aisément.

Patriotisme des femmes de l'Eure. — Les grandes calamités font les situations héroïques. Or, le réveil est complet : *les femmes s'y mettent.*

« Pendant que des hommes, dit le *Progrès de l'Eure*, des soldats, des officiers nous affligent des lâches faiblesses que l'on sait, il y a des femmes, — il faut qu'on le sache ! — qui s'improvisent hommes, soldats, officiers.

» Un brave capitaine de la mobilisée de l'Eure, qui a exploré ces dernières nuits l'arrondissement pour en organiser la défense, a trouvé dans plusieurs villages, dont tous les hommes étaient partis pour Évreux, les postes occupés par des femmes, le fusil chargé à la main.

» A Tourneville, à Brosville, tous les citoyens étant à Évreux sous les armes, les citoyennes

ont surgi. A son arrivée à Brosville, l'officier dont nous parlons prit gîte chez une de ses parentes.

» Toutes les femmes du village, informées de sa présence, veulent s'assurer de son identité. Quatre d'entre elles, en armes, se rendent à la maison où est l'officier, en ferment les portes derrière elles et procèdent à un interrogatoire en forme, auquel son nom prononcé met fin aussitôt.

» L'officier, émerveillé de tant de courage et de sang-froid, interroge à son tour nos amazones et constate que leur instruction militaire est complète. — Il y a un mois que nous nous exercons ! lui disent-elles.

» Honneur aux citoyennes de Brosville ! »

SAMEDI, 3 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le jour se fait enfin sur les contradictions et les obscurités qui enveloppaient les récents faits de guerre ! Et, disons-le bien vite, si les événements ne sont pas entièrement à notre avantage, ils le sont encore moins à celui de nos ennemis. Il y a un mois, vainqueurs sur toute la ligne, maîtres de toutes nos forces militaires, ils allaient faire la loi à la France et broyer la résistance de Paris en se jouant. Aujourd'hui, les voilà attaqués, harcelés et tenus en échec de tous les côtés.

Nos troupes, si jeunes et si récemment mises sur pied, ont vaincu sur la Loire, elles ont vaincu sous les murs de Paris, et ces succès ne sont ni des mythes ni des exagérations : ils existent de l'aveu même de nos ennemis.

Bien plus, les chefs prussiens ont été si stupéfaits et si décontenancés des coups redoutables qu'on leur portait, qu'ils ont eu recours au mensonge, au mensonge public, solennel, au mensonge qui s'adressait à une reine, à son peuple et à l'Europe entière, pour cacher leur confusion et gagner le temps de reprendre leurs sens.

Oui, le télégramme « à Augusta, » dont nous avons recueilli, jour par jour, les réticences et les exagérations, a annoncé que le général Ducrot était repoussé des positions qu'il avait conquises, alors qu'on savait à Versailles qu'il n'en était rien, et que le général était vainqueur sur toute la ligne. Ce mensonge public et solennel n'a pas suffi. On a donc annoncé la défaite de l'armée de la Loire et son rejet en arrière, alors qu'on avait omis d'annoncer les défaites que le général d'Aurelles avait infligées la veille aux Prussiens. Voilà « la véracité allemande » d'après nature.

Guillaume a donc menti depuis le commencement de la guerre jusqu'à l'heure où nous sommes. Il a menti à son peuple et à la France,

quand il a dit dans une pièce officielle qu'il ne faisait la guerre qu'aux Bonaparte. Il a menti en annonçant des succès alors qu'il était vaincu. Il a célé la vérité en cachant les défaites essuyées près de la Loire. N'est-ce pas assez? Et que faut-il de plus pour qu'on l'appelle *le Roi menteur*?... Qu'on nous parle encore après cela de « la douceur, » de la « pureté de mœurs, » de la « sincérité, » de la « naïveté » de ce peuple et de ses chefs!!!

Voici maintenant ce qui semble acquis jusqu'à cette heure et défier toute contradiction. La sortie du 30 a pleinement réussi, si bien réussi, que, contrairement à tous les télégrammes « à Augusta » et autres, les Parisiens sont restés maîtres sans conteste des positions qu'ils avaient si vaillamment conquises. Le 1er décembre, tout est resté dans le *statu quo* sous Paris. Chacun a enterré ses morts et relevé ses blessés. Il y aurait même eu un armistice de conclu dans ce but. Enfin, le 2 decembre, dès sept heures du matin, des masses wurtembergeoises, saxonnes et prussiennes auraient assailli les positions de l'armée de Paris. La lutte aurait été des plus chaudes; les Prussiens sont même forcés d'avouer,— et il faut que ce soit plus que vrai pour eux que de parler ainsi, — les Prussiens donc, sont même forcés d'avouer que des régiments entiers ont été décimés et ont perdu tous leurs officiers. Enfin, vers le soir, les Français auraient un peu plié devant le nombre et cédé quelques-unes de leurs positions, mais pas toutes, se réservant donc ainsi un retour offensif.

Voilà ce qui semble acquis pour Paris. Du côté de la Loire, victoire complète le 1er décembre. Seulement, le lendemain, retour offensif des Prussiens pour reprendre leurs positions de la veille, et échec *partiel* pour nos troupes. Du moins, c'est ce qui résulte des télégrammes allemands aussi bien que des sources françaises.

Comme nous le disions en commençant, si les événements qui viennent de se produire ne sont pas *entièrement* et *définitivement* à notre avantage, ils le sont moins encore à celui de l'ennemi. Nous, nous ne faisons que nous essayer et entrer en ligne. Pour eux, ils mettent en jeu contre nous le maximum de leurs efforts et de leurs ressources. Dans de pareilles conditions, il est facile de prévoir qui, infailliblement et nécessairement, doit finir par vaincre, pour peu qu'aucunes menées dynastiques ou préoccupations égoïstes et privées ne viennent se mettre au travers des efforts de la résistance et de la lutte.

A cause de l'intérêt que les télégrammes prussiens auront pour Paris après la levée du siége, nous les recueillons ici *in extenso* ainsi que les dépêches de Tours. On comprendra mieux ainsi l'anxiété et les hésitations de l'opinion publique qui pressentait, toutefois, que la situation était critique pour l'armée prussienne.

« Berlin, vendredi, 2 décembre.

» Officiel.

« Versailles, 1er décembre.

» Les pertes des Français en tués, blessés et prisonniers dans la sortie repoussée hier sont très-considérables.

» Aujourd'hui les Français ont demandé un armistice de plusieurs heures, afin d'enterrer les morts.

» Les pertes des Wurtembergeois s'élèvent à environ quarante officiers et huit cents hommes.

» La brigade Durossel, du 2e corps d'armée, a perdu deux officiers et environ sept cents hommes.

» Les pertes des Saxons ne sont pas encore constatées.

» Aujourd'hui l'ennemi s'est tenu complétement tranquille. »

« Breslau, vendredi, 2 décembre.

» Dépêche du général **Trumpling** au commandement général de Breslau.

« Villeneuve-le-Roi, 1er décembre, midi.

» Hier, à deux heures de la nuit, sous un feu très-vif de tous les forts et des canonnières, il y a » eu une nouvelle grande sortie sous le commandement, dit-on, des généraux **Ducrot** et **Trochu** » avec cent vingt mille hommes contre notre front et le front wurtembergeois. Jusqu'à onze heures » le sixième corps a repoussé l'attaque victorieusement. C'est alors que six bataillons, deux escadrons et demi ainsi que deux batteries montées ont pu être envoyés sur Villeneuve Saint-Georges » au secours de l'aile gauche wurtembergeoise vivement attaquée.

» A trois heures de l'après-midi, notre position fut de nouveau vivement attaquée; après six » heures, les Français étaient partout repoussés.

» Grâce à nos retranchements, nos pertes ont été relativement peu considérables. »

« Dresde, vendredi, 2 décembre.

» Le *Journal de Dresde* publie le télégramme suivant du prince George au roi de Saxe :

« Celles, 1er décembre.

» Hier, depuis midi jusqu'au soir, la 4e division et des parties du corps d'artillerie, ainsi que les » Wurtembergeois, ont livré un combat victorieux près de Noisy et Villers. Les Français qui s'étaient » avancés entre Brie et Villers ont été repoussés jusqu'au delà du plateau, en laissant plusieurs cen- » taines de prisonniers entre nos mains.

» D'après les dires de ceux-ci, nous nous trouvions en présence de cinquante mille hommes.

» Jusqu'à présent, on annonce que les pertes des Saxons sont de douze officiers et cent hommes.

» La nouvelle sortie annoncée n'a pas eu lieu aujourd'hui. »

« Stuttgart, vendredi, 2 décembre.

» Le *Staatsanzeiger* annonce que le Roi a télégraphié au général Obernitz pour lui exprimer sa satisfaction au sujet de la conduite vaillante des troupes.

» Sa Majesté a recommandé au prince de Weimar d'avoir soin des blessés.

» Le prince de Weimar a télégraphié les détails suivants :

» Nous avons eu huit officiers tués, trente-deux blessés, quatre cents hommes tués et six cents » blessés.

» C'est surtout le premier régiment d'infanterie et le second bataillon de chasseurs qui ont beau- » coup souffert; l'artillerie a perdu beaucoup de chevaux, mais peu d'hommes. »

« Berlin, samedi, 3 décembre.

« Versailles, 2 décembre, une heure après-midi.

» Officiel. — Le Roi à la Reine.

» Hier, il n'y a pas eu de combat.

» Aujourd'hui, les points de ce côté de la Marne (Champigny et Brie-sur-Marne), qui étaient en- » core occupés par l'ennemi, ont été repris par les troupes prussiennes, wurtembergeoises et » saxonnes. »

« Versailles, 2 décembre.

» *Après la bataille du 30 novembre l'armée ennemie de Paris avait gardé en possession les villages de Brie et de Champigny, situés sur la Marne et sous le feu des forts.*

» *Aujourd'hui ces villages ont été repris par nos troupes à l'aube.*

» Vers dix heures l'ennemi s'est avancé de nouveau avec des forces supérieures contre notre ligne de défense entre la Seine et la Marne, mais il a été repoussé une fois de plus, après une lutte acharnée de huit heures, par les troupes des 12e et 2e corps d'armée ainsi que par les Wurtembergeois.

» Un détachement bavarois envoyé en reconnaissance par le grand-duc de Mecklembourg a rencontré hier entre Orgères et Patay les ennemis qui s'avançaient en forces très-supérieures.

» Le détachement s'est retiré dans ses positions, lorsque, en suite de cela, une division d'armée s'est formée ce matin à neuf heures, pour marcher en avant; elle a été vigoureusement attaquée sur la ligne d'Orgères à Baigneaux.

» Les troupes ennemies, composées des 15e et 16e corps, ont été refoulées au delà de Loigny par la 4e division de cavalerie du 1er corps bavarois.

» Pendant ce temps, la 22e division d'infanterie, soutenue par la 2e division de cavalerie, prenait Poupry d'assaut et s'avançait jusque près d'Artenay. L'ennemi a perdu des centaines de prisonniers. Nous avons pris onze canons pendant la bataille. Nos pertes sont assez considérables, celles de l'ennemi sont plus considérables. »

« Janville, vendredi, 2 décembre.

» Le grand-duc de Mecklembourg mande ce qui suit :

« Aujourd'hui, à huit heures du matin, un combat a eu lieu devant Bazoches-les-Hautes. A neuf » heures et demie, l'ennemi a été repoussé jusque derrière Loigny, après un combat violent avec la » 17e division d'infanterie, suivie du 1er corps d'armée bavarois et soutenue par la 4e division de » cavalerie. Poupry a été pris d'assaut. L'ennemi a été repoussé sur Artenay. Le 16e corps d'armée » français a été battu près de Loigny et le 15e corps près d'Artenay. Plusieurs centaines de prison- » niers sont entre nos mains; onze canons ont été pris pendant la bataille.

» Les pertes de l'ennemi sont considérables. Les nôtres ne sont pas encore connues, mais elles » sont beaucoup moins importantes. »

« Dresde, samedi, 3 décembre.

» Télégramme du prince Georges au roi de Saxe.

« Vendredi, à sept heures et demie, deux bataillons du 8e régiment d'infanterie ont pris Brie-sur- » Marne.

» En même temps les Wurtembergeois ont attaqué et pris Champigny.

» Plus tard l'ennemi a déployé de grandes forces.

» Vers trois heures, le combat s'est terminé par le maintien de notre position par nos troupes.

» Nos pertes sont considérables; surtout le régiment de chasseurs et le 8e régiment ont souffert.

» Nos troupes se sont battues avec une bravoure admirable.

» Nous avons fait plusieurs centaines de prisonniers. »

« Stuttgart, samedi, 3 décembre.

» Le général Obernitz télégraphie au Roi :

« Malnoue, 3 décembre, cinq heures et demie du matin.

» Hier, les Allemands ont attaqué la ligne de Champigny à Brie, occupée par l'ennemi. Des » forces ennemies très-considérables se tenaient en face de nous.

» La première brigade wurtembergeoise a pris part à l'action avec le 2e corps d'armée prussien » et la 24e division saxonne, depuis sept heures du matin jusqu'à 4 heures de l'après-midi.

» Champigny a été repris en partie, et nous nous sommes maintenus dans les positions de Villers » et de Bouilly.

» Les officiers et les soldats se sont distingués par une valeur extraordinaire.

» La seconde et la troisième brigade se trouvaient en position à Sisy et à Villeneuve-Saint- » Georges. Cependant elles n'ont pas pris part au combat. »

D'autre part, on télégraphiait de Londres :

« Londres, samedi, 3 décembre.

» Les Allemands ont attaqué et repris hier Champigny et Brie, près de Paris, que les Français occupaient depuis le 29 novembre.

» Une sortie des Parisiens a eu lieu ensuite.

» Les Allemands ont été exposés pendant des heures au feu des forts de Nogent, Rosny et Charenton, ainsi que des batteries de la Faisanderie et de Saint-Maur.

» Ils ont repoussé les Français.

» Les pertes sont grandes des deux côtés. Deux régiments saxons ont perdu presque tous leurs officiers.

Enfin on télégraphiait de la capitale provisoire de la France :

« Tours vendredi 2 décembre.
» 6 heures 50 du soir.

» Un ballon est signalé au Mans aujourd'hui. On croit qu'il a des nouvelles de Paris de ce matin.

» Des lettres de Paris du 30 novembre nous apportent un décret du 29 défendant aux journaux, sous peine de suppression, toute publication des nouvelles militaires, sauf celles émanant du gouvernement.

» Des décrets réquisitionnent, au nom du gouvernement, tout le porc salé et les denrées de charcuterie existant chez les marchands.

» Les rapports militaires officiels constatent que les opérations offensives ont commencé le soir du 28 novembre par une forte canonnade de Gennevilliers.

» Au lever du jour du 29, une forte reconnaissance a été faite vers les positions de Buzenval et les hauteurs de Boispréau.

» Au sud, le général Vinoy a fait un mouvement en avant contre l'Hay et la gare de Choisy-le-Roi. Cette dernière position a été enlevée.

» L'ennemi, surpris à Choisy-le-Roi, s'est retiré en désordre.

« A l'Hay, les troupes françaises ont pénétré dans la première ligne ennemie. Elles ont reçu l'ordre de ne pas pousser en avant, d'accord avec le plan des chefs.

» Les Prussiens ont souffert de grandes pertes dans cette affaire.

» Dans la presqu'île de Gennevilliers les Français ont délogé l'ennemi et occupé l'île Marante et le pont aux Anglais.

» Des décrets de la délégation de Tours, en date du 2 décembre, mettent à l'ordre du jour de l'armée la première division du 16e corps et son chef, l'amiral Jauréguiberry, pour l'intrépidité et le sang-froid montrés dans la journée du 1er décembre ; nomment le général Chanzy, grand officier de la Légion d'honneur ; ils déclarent que le seizième corps a bien mérité de la patrie pour sa conduite à Ladon, Maizières et Beaune-la-Rolande.

» Le général Cambriels est nommé au commandement des instructions à Bordeaux.

» L'ordre du jour du général Aurelles de Paladine dit que Paris a rompu les lignes prussiennes.

» Le général Ducrot, à la tête de son armée, a marché vers l'ennemi avec un élan dont l'armée de Paris a donné l'exemple. »

Maintenant, voici quelques détails complémentaires sur les opérations de l'armée de la Loire, le 2 décembre. Nous les recueillons dans l'*Indépendance belge* :

« Dans l'Orléanais il y a eu, en réalité, deux rencontres : l'une du côté d'Orgères avec le 16e corps de l'armée de la Loire, l'autre vers Poupry où les forces allemandes ont rencontré le 15e corps de la même armée. Si les données transmises sont exactes, ces deux corps auraient été refoulés, le premier au delà de Loigny vers Terminiers, l'autre jusque près d'Artenay.

» Si l'on met en regard cette relation avec celle du général Chanzy sur l'affaire du 1er décembre, sur laquelle le quartier général de Versailles et le général von der Tann sont restés muets, il en ressort que, par les combats du 2 décembre, le centre de l'armée de la Loire a reperdu en partie, mais non tout à fait le terrain qu'elle avait gagné par ses succès de la veille.

» Pour l'orientation du lecteur, ajoutons qu'Orgères est sur la route de Châteaudun à Janville et Toury, à vingt kilomètres au sud-ouest de cette localité et à peu près à la même distance au nord-

ouest d'Artenay. Loigny est sur la route d'Orléans à Orgères, à quatre kilomètres de ce petit village et à mi-chemin de Terminiers, que les troupes allemandes occupaient encore le 30 novembre, Pourpry est à trois kilomètres à l'ouest d'Artenay. »

Voici l'éloquente dépêche par laquelle M. Gambetta, qui a droit à une part si glorieuse dans la réorganisation militaire actuelle, a annoncé les premiers résultats victorieux à la France :

« INTÉRIEUR A PRÉFETS ET SOUS-PRÉFETS. — CIRCULAIRE.

» La délégation du gouvernement a reçu aujourd'hui, 1er décembre, la nouvelle d'une victoire remportée sous les murs de Paris pendant les journées des 28, 29 et 30 novembre.

» Cette nouvelle avait été apportée à Tours par le ballon *Jules Favre,* descendu près de Belle-Isle en mer. A quatre heures, M. **Gambetta,** membre du gouvernement, s'adressant à la foule réunie dans la cour, a confirmé en ces termes la grande et heureuse nouvelle :

« Après soixante-douze jours d'un siége sans exemple dans l'histoire tout entière, consacrés à préparer, à organiser les forces de la délivrance, Paris vient de jeter hors de ses murs, pour rompre le cercle de fer qui l'étreignait, une nombreuse et vaillante armée préparée avec prudence par des chefs consommés que rien n'a pu ébranler ni émouvoir dans cette laborieuse organisation de la victoire.

» Cette armée a su attendre l'heure propice, et l'heure est venue.

» Excités, encouragés par les fortifiantes nouvelles venues d'Orléans, les chefs du gouvernement avaient résolu d'agir et tous d'accord, nous attendions depuis quelques jours avec une sainte inquiétude, le résultat de nos efforts combinés.

» C'est le 29 novembre au matin que Paris s'est ébranlé.

» Une proclamation du général **Trochu** a appris à la capitale cette résolution suprême et, avant de marcher au combat, il a rejeté la responsabilité du sang qui allait couler sur la tête de ce ministre et de ce roi dont la criminelle ambition foule aux pieds la justice et la civilisation moderne.

» L'armée de sortie est commandée par le général **Ducrot** qui, avant de partir, a fait, à la manière antique, le serment solennel devant la ville assiégée et devant la France anxieuse, de ne rentrer que *mort ou victorieux.*

» Je vous donne, dans leur laconisme, les nouvelles apportées par le ballon le *Jules Favre,* un nom de bon augure et cher à la France, tombé ce matin à Belle-Isle en mer.

» Le 29 au matin, la sortie dirigée contre la ligne d'investissement a commencé par la droite, par Choisy-le-Roi, l'Hay et Chevilly.

» Dans la nuit du 29 au 30, la bataille a persisté sur ces différents points.

» Le général Ducrot, sur sa gauche, passe la Marne le 30 au matin, il occupe successivement Mesly et Montmesly.

» Il prononce son mouvement sur sa gauche, passe la Marne et, adossé à la Marne, se met en bataille.

» De Champigny à Brie, l'armée passe alors la Marne sur huit points. Elle couche sur ses positions après avoir pris à l'ennemi deux pièces de canon.

» L'affaire a été rapportée à Paris par le général Trochu.

» Ce rapport, où l'on fait l'éloge de tous, ne passe sous silence que la grande part du général Trochu à l'action. Ainsi faisait Turenne.

» Il est constant qu'il a rétabli le combat sur plusieurs points en entraînant l'infanterie par sa présence. Durant cette bataille, le périmètre de Paris était couvert par un feu formidable d'artillerie fouillant toutes les positions de la ligne d'investissement.

» L'attaque de nos troupes a été soutenue pendant toute l'action par des canonnières lancées sur la Marne et sur la Seine.

» Le chemin de fer circulaire de M. **Dorian,** dont on ne saurait trop célébrer le génie militaire, a coopéré à l'action à l'aide de waggons blindés faisant feu sur l'ennemi.

» Cette même journée du 30, dans l'après-midi, a donné lieu à une pointe vigoureuse de l'amiral de la **Roncière,** toujours dans la direction de l'Hay et Chevilly.

» Il s'est avancé sur Longjumeau et a enlevé les positions d'Épinay au delà de Longjumeau, où étaient établies les positions retranchées des Prussiens, qui nous ont laissé de nombreux prisonniers et encore deux canons.

» A l'heure où nous lisons cette dépêche de Paris, une action générale doit être engagée sur toute la ligne.

» L'attaque du Sud, du 1er décembre, doit être dirigée par le général **Vinoy**.

» D'aussi considérables résultats n'ont pu être achetés que par de glorieuses pertes. — Deux mille blessés. — Le général **Renault**, commandant le 24e corps, et le général **La Charrière** ont été blessés.

» Le général Ducrot s'est couvert de gloire et a mérité la reconnaissance de la nation.

» Les pertes prussiennes sont très-considérables.

» Tous ces renseignements sont officiels, car ils sont adressés par le chef d'état-major, le général Schmidtz.

» Pour extraits conformes : L. GAMBETTA. »

» Le génie de la France, un moment voilé, réapparaît. Grâce aux efforts du pays tout entier, la la victoire nous revient et, comme pour nous faire oublier la longue série de nos infortunes, elle nous favorise presque sur tous les points.

» En effet, notre armée de la Loire a déconcerté depuis trois semaines tous les plans des Prussiens et repoussé toutes leurs attaques.

» Leur tactique a été impuissante sur la solidité de nos troupes, à l'aile droite comme à l'aile gauche.

» Etrépagny a été enlevé aux Prussiens et Amiens évacué à la suite de la bataille de Paris.

» Nos troupes d'Orléans sont vigoureusement lancées en avant. Nos deux grandes armées marchent à la rencontre l'une de l'autre ; dans leurs rangs, chaque officier, chaque soldat sait qu'il tient dans ses mains le sort même de la patrie ; cela seul les rend invincibles. Qui douterait désormais de l'issue finale de cette lutte gigantesque ?

» Les Prussiens peuvent mesurer aujourd'hui la différence qui existe entre un despote qui se bat pour satisfaire ses caprices et un peuple armé qui ne veut pas périr.

» Ce sera l'éternel honneur de la République d'avoir rendu à la France le sentiment d'elle-même; et, l'ayant trouvée abaissée, désarmée, trahie, occupée par l'étranger, de lui avoir ramené l'honneur, la discipline, les armées, la victoire.

» L'envahisseur est maintenant sur la route où l'attend le feu de nos populations soulevées.

» Voilà, citoyens, ce que peut une grande nation qui veut garder intacte la gloire de son passé, qui ne verse son sang et celui de l'ennemi que pour le triomphe du droit et de la justice dans le monde.

» La France et l'univers n'oublieront jamais que c'est Paris qui, le premier, a donné cet exemple, enseigné cette politique et fondé ainsi sa suprématie morale en restant fidèle à l'héroïque esprit de la révolution.

» Vive Paris, vive la France, vive la République une et indivisible (1).

» L. GAMBETTA. »

(1) Cette circulaire, dont le ton paraîtra peut-être un peu exagéré, aujourd'hui que tant de catastrophes et tant d'émotions diverses ont fait oublier les événements et les impressions de l'opinion publique à cette époque de la guerre, était cependant la fidèle et éloquente expression des sentiments de confiance et d'enthousiasme qui se firent jour partout, en France et à l'étranger, à la réception des dépêches annonçant l'heureux résultat des premières opérations militaires à Paris.

En parlant de la pointe opérée par l'amiral de la Roncière, M. Gambetta avait fait confusion à propos d'Épinay. On lui a souvent reproché, et dans les termes les plus amers, cette erreur involontaire. Voici comment M. **de Freycinet**, dans une note de son si instructif et si intéressant ouvrage : « *La guerre en province pendant le siège de Paris.* » explique la confusion que M. Gambetta a faite entre Épinay, près de Saint-Denis, et Épinay, près de Longjumeau :

« C'est ainsi, en effet, (en confondant Épinay, près de Saint-Denis, avec Épinay, près de Longjumeau,) que le succès beaucoup plus modeste d'Épinay, près de Saint-Denis, fut annoncé aux dépar-

Incident anglo-russe. — Depuis que les faits de guerre font prime, l'attention publique se détourne du différend soulevé par la fameuse circulaire du chancelier russe.

« Il se confirme qu'il y a dissentiment dans le cabinet anglais à propos de la question russe. On connaît maintenant la réponse du prince **Gortchakoff** à la note anglaise. — Le prince regrette que lord **Granville** élève des difficultés spécialement sur la forme de la communication russe. L'aplanissement d'un principe purement théorique (par lequel la Russie se restitue un droit auquel aucune puissance ne pourrait renoncer) ne saurait être considéré comme une menace pour la paix. Le cabinet de l'Empereur n'a jamais eu en vue l'annihilation du traité entier. Le gouvernement russe est prêt à prendre part à toute délibération ayant pour but de garantir la consolidation de la paix en Orient, et il est d'avis qu'un accord entre les deux gouvernements est profitable aux intérêts des deux pays, ainsi qu'au maintien de la paix universelle. »

Etats-Unis. Leur attitude dans le conflit anglo-russe. — Voici ce qu'on écrit à l'*Indépendance belge* touchant l'attitude que le président Grant aurait prise dans l'incident anglo-russe :

« L'empereur **Alexandre** vient de recevoir une lettre autographe du président des États-Unis, le général **Grant**, dans laquelle le chef du pouvoir exécutif de la république de Washington le félicite chaudement de sa résolution d'en finir avec les stipulations du traité de Paris dénoncées par la dépêche du prince **Gortchakoff**, et lui propose formellement l'appui de toute la flotte américaine en cas de conflit avec l'Angleterre. La lettre dit (ceci est presque textuel) qu'au premier mot de la Russie, toute la marine militaire des États-Unis se dirigera dans la Méditerranée et aidera les vaisseaux russes à forcer le passage des Dardanelles.

» L'existence de la lettre du président Grant est connue du gouvernement anglais. C'est depuis lors surtout que le cabinet de Saint-James commence à se montrer plus facile sur le fond de la question soulevée par le cabinet de Saint-Pétersbourg. »

Procédés d'invasion. (*Brevet du roi de Prusse*). — Voici ce qu'on écrit des pays envahis touchant les procédés d'invasion des troupes prussiennes :

« La première chose que font les Allemands en entrant dans un village, est de prendre possession des fours de boulangers et de les faire garder par des sentinelles. Les boucheries sont gardées de la même façon. Armés d'un papier, les Allemands traversent le groupe de villageois qui, à leur grand étonnement, se trouvent dépendre de l'étranger pour leur pain quotidien ; on pénètre dans la boulangerie, et l'on y trouve le boulanger du village, aidé par un ou deux soldats qui connaissent le métier, tirant de longs pains du four et les remettant aux personnes qui présentent leurs cartes, sous la surveillance d'un officier. On obtient la viande par le même procédé. »

tements. L'erreur fut commise à Tours, par suite du laconisme de la dépêche de Paris, qui disait simplement Épinay, et des commentaires exaltés que faisaient les aéronautes porteurs de cette dépêche. On était, en outre, sous l'impression de la marche du général Ducrot, dont le départ était indiqué sur Gien, sur la Loire, et l'on crut voir dans l'engagement d'Épinay un mouvement considérable destiné à appuyer l'opération principale. »

Ces détails expliquent parfaitement, ce nous semble, l'erreur dont l'esprit de parti a fait tant de bruit et dégagent complétement la bonne foi de M. Gambetta, bonne foi que des adversaires haineux et systématiques, comme il y en avait tant autour de la délégation, ont feint de mettre en cause. Si lucides, si péremptoires que soient ces explications, nous avons pourtant peine à croire qu'elles aient satisfait et qu'elles satisfassent jamais les auteurs et propagateurs des innombrables légendes qu'on sait sur les millions et les châteaux ... *en Espagne*, de M Gambetta.... Des gens, toujours prêts à se vendre et qui font commerce de leur plume comme la prostituée de sa chair, peuvent-ils jamais admettre qu'on se dévoue aux intérêts de son pays avec patriotisme, désintéressement et loyauté?...

P. M. janvier 1872.

» Généralement la farine dont le pain est fait est le produit d'une réquisition pratiquée dans la commune, et pour laquelle le maire obtient un reçu. Les personnes qui ne sont pas attachées à l'armée, que ce soient des habitants du village ou des étrangers, doivent présenter une carte pour avoir du pain; naturellement les soldats ne paient pas. Le maire, à qui incombent la responsabilité et l'obligation d'obéir aux réquisitions et de trouver les logements, passe un bien mauvais quart d'heure, le pauvre homme. Si c'est un homme intelligent et énergique, il peut encore s'en tirer, mais s'il est incompétent, la population en souffre d'autant plus. »

Le libéralisme prussien. — Il y a des gens, en Europe, qui s'obstinent à croire au libéralisme prussien. Les faits ont beau démentir leurs assertions. Ils persistent à vous dire que le « sentiment allemand est libéral et sympathique à la liberté de conscience, à la liberté de la presse et au contrôle en tout et par tous. » Nous ne savons pas si leurs convictions tiendront devant le fait suivant. En tout cas, c'est un exemple remarquable de la façon cavalière avec laquelle l'état-major et les chefs prussiens entendent et pratiquent la liberté de la presse. Nous le recueillons dans les feuilles anglaises :

« On a annoncé la mort de M. **Hoff**, qui adressait du quartier général de Versailles des correspondances à la *Gazette d'Augsbourg*, dont il avait été le correspondant à Paris. On assure que M. Hoff a volontairement mis fin à ses jours. Dans une de ses correspondances, il aurait constaté que les journalistes anglais avaient au quartier général de Versailles une situation privilégiée, qu'on leur donnait des nouvelles dont les correspondants allemands étaient privés, et qu'on leur permettait même, sur les mouvements de troupes, certaines indications sévèrement interdites à la presse allemande.

» Lorsque le journal auquel M. Hoff avait adressé cette observation revint au quartier général, les autorités militaires en furent tellement froissées qu'elles intimèrent au correspondant l'ordre de quitter Versailles. *Non content de l'expulser, on voulait le renvoyer en Allemagne par un train de prisonniers français. M. Hoff aurait été profondément ému de ce procédé, et dans un accès de colère il se serait empoisonné.* »

Les ballons. — Tous les ballons n'ont pas la même chance. Qui sait les périls et les risques que plusieurs de ces aérostats ont déjà courus et courent peut-être encore?

Voici à ce sujet ce qu'on mande de Plymouth, 30 novembre, au *Morning Advertisser* :

« Un ballon a été vu hier soir par un bateau pêcheur. Il allait descendre à environ cinq milles au sud du phare d'Eddystone. Il était trop loin sous le vent pour qu'on pût lui porter secours. Les aéronautes semblèrent se rendre compte de leur situation. Le ballon s'éleva aussitôt et fila rapidement poussé par un vent d'est.

» Ce vent a soufflé fortement dans la Manche pendant toute la journée d'aujourd'hui. Si le ballon n'a pu atterrir aux îles Scilly, il y a toute probabilité qu'il a été emporté au large de l'Atlantique. On suppose que ce ballon venait de Paris.

» Un ballon-poste de Paris tombé dans la mer près de Mandal, en Norwége, a été repêché par le steamer *Dantzig*, à Leith, et remis au consul français. »

Les compères... Un avis à M. Gambetta! — M. Gambetta n'a qu'à bien se tenir!... c'est le moment ou jamais. La *Situation* d'hier annonce que M. Ducher est arrivé à Bruxelles, où il va « collaborer efficacement à la rédaction du *Drapeau*. » M. Ducher a-t-il jamais colla-

boré à d'autres journaux autrement qu'*efficacement?*... L'adverbe de la *Situation* le ferait presque croire...

En tout cas, M. Hugelmann a pleine confiance et tout espoir pour l'avenir. La collaboration de M. Ducher au *Drapeau* va être pour lui, du moins l'espère-t-il, une mine à exploiter.

« Nous aurons bientôt à reproduire, nous l'espérons, des articles écrits de la plume impitoyable (*sic*) qui a tracé dans nos colonnes le splendide (*sic*) parallèle entre **Bazaine** et Gambetta, dont nos lecteurs ont sans doute gardé le souvenir. (Ce sont de ces choses qu'on n'oublie jamais, M. Hugelmann).

» Comment pourrions-nous, en effet, douter que la conscience loyale et la rude franchise de notre ancien collaborateur ne trouvassent pas, dans la conduite d'autres hommes du jour que MM. Gambetta et Bazaine, un motif d'en appeler encore à ces énergiques accents, dont M. **Clément Laurier** a pu constater, à ses dépens, la vigueur autant que l'indépendance. »

Encore une fois... M. Gambetta et la délégation de Tours n'ont qu'à bien se tenir!... Les voilà avertis!...

Les intrigues à Tours. — Les lignes suivantes, que nous extrayons du *Siècle*, prouvent que les factions et les ambitions personnelles ne désarment pas, même devant les périls de l'heure présente et l'opportunité de l'union devant l'ennemi :

« Les ex-députés de l'ex-gouvernement, centre droit et centre gauche, se groupent au fur et à mesure que le dénoûment de la crise approche. Ne serait-il pas possible au gouvernement de la république de se défendre contre leurs criminelles entreprises? »

Restauration bonapartiste. Démenti prussien. — Les journaux de Berlin et de Londres démentent de la façon la plus formelle et qualifient d'absurdes les bruits de restauration bonapartiste auxquels nous avons fait allusion plus haut (1).

Angleterre. Les préoccupations du moment. — L'heure est solennelle pour le peuple anglais!...

Nous ne voulons pas parler des dangers qui naissent pour lui de la réouverture de la question d'Orient. Voici ce que dit l'*Indépendance belge* des graves préoccupations de nos voisins d'outre-Manche :

« L'Angleterre est livrée en ce moment à une agitation électorale aussi ardente que s'il s'agissait, pour les partis qui la divisent, de conquérir une majorité parlementaire aux Communes ou la suprématie dans les conseils municipaux des villes et des bourgs; mais aussi le but poursuivi est bien digne de passionner les esprits. Ce qui est en cause, c'est l'instruction publique, les moyens de la développer, les garanties à lui demander, sous la protection de la liberté de conscience, pour la sécurité et la prospérité de la société. Aussi les hommes les plus éminents se sont-ils jetés dans cette lutte, briguant comme un honneur supérieur à tous les autres, la charge de siéger dans les comités scolaires qui, d'après la nouvelle loi sur l'instruction primaire obligatoire, votée pendant la dernière session, doivent exercer une action prépondérante sur la direction à imprimer à l'enseignement des enfants du peuple. Hommes d'église, anglicans orthodoxes, protestants dissidents, catholiques de nuances diverses; philosophes, athées, déistes ou croyants; femmes voulant l'émancipation professionnelle ou politique et sociale de leur sexe; défenseurs des intérêts ouvriers, partisans ou adversaires de l'enseignement religieux, tous sont entrés en lice et ont enlevé les votes des électeurs

(1) Voyez page 366, l'article intitulé : *Bulletin de la paix. Projet de restauration bonapartiste.*

avec plus ou moins de succès. Jusqu'ici le résultat général n'est pas encore connu. A peine avons-nous des informations sur les votes de quelques paroisses de Londres. Ce qui, dans ces premières informations, frappe le plus, c'est que les suffrages populaires ont surtout été donnés à des hommes jouissant déja d'une notoriété politique, ou désignés à l'attention publique par les services qu'ils ont rendus antérieurement à l'enseignement. C'est à ces titres qu'ont été élus dans la Cité : M. **Rogers**, prébendier de la cathédrale de Saint-Paul et chapelain de la Reine ; l'alderman **Colton** et M. **Samuel Morley**, membre très-libéral du Parlement. Dans Finsbury également, un M. **Tabrum**, clerc du Record Office, qui avait fait de grands efforts pour l'éducation des jeunes générations de la paroisse, a passé en tête de la liste avec vingt-sept mille voix. Après lui, M. **Cullogh-Torrens**, membre du Parlement, en a obtenu dix mille sept cent soixante. Les femmes aussi ont eu leur part de succès. A Greenwich, **Miss Davies**, connue par ses écrits et ses discours en faveur des droits de son sexe, a passé en tête des élus; à Marylebone, **Miss Garrett**, le médecin, a obtenu quarante-sept mille suffrages. Immédiatement après elle vient, avec treize mille voix, le célèbre professeur **Huxley**, dont les opinions ne sont rien moins qu'orthodoxes, mais qui, dans les meetings préparatoires à l'élection, s'était prononcé très-énergiquement en faveur d'une pleine et entière liberté de conscience dans l'interprétation et l'application de la loi.

» Un fait curieux à enregistrer, c'est que le vote secret, jadis si énergiquement combattu en Angleterre, a fonctionné pour la première fois dans ces élections scolaires. »

Espagne. Manifestations républicaines. — A Madrid, les étudiants se livrent à des manifestations républicaines : ils ont couvert de boue les armes de l'ambassade italienne et donné un charivari au journal l'*Impartial*, le plus chaud défenseur du duc d'Aoste. Les étudiants de Santiago, de Sarragosse et de Salamanca ont suivi l'exemple de leurs camarades de Madrid ; mais dans ces villes, l'émeute n'a pas eu les mêmes proportions que dans la capitale.

Canal de Suez. Bruits de cession. — Les Parisiens, et notamment M. de Lesseps, pourront bientôt nous renseigner sur ce qu'il y a de vrai dans la nouvelle suivante, que nous lisons dans le *Morning Post* :

« La Compagnie française du canal de Suez va être convertie, suivant toute probabilité, en une compagnie anglaise par actions, sous la direction du duc de **Sutherland**. Les négociations à cet effet se poursuivent depuis quelque temps, malgré l'obstacle que crée la détention de M. de Lesseps à Paris. On pense que le duc de Sutherland ne tardera pas à partir pour l'Egypte. »

Polémique bonapartiste. Violences et accusations du Gaulois contre M. Gambetta. Protestations de la presse belge. — C'est en Belgique, cette terre sacrée de l'hospitalité et de la liberté, que M. Tarbé, du *Gaulois*, et M. Granier, du *Drapeau*, viennent d'établir le siége de leur propagande bonapartiste. C'est de Bruxelles, après Londres, que partent les insinuations, les calomnies, les invectives les plus haineuses et les plus perfides contre les partisans de la résistance, contre ceux qui ne s'inclinent pas devant la force et le nombre, et qui ne croient pas qu'on puisse jamais céder l'Alsace et la Lorraine malgré elles, malgré leur ferme volonté et leur droit indéniable de rester françaises.

En Belgique, où l'on ne juge les hommes et les choses de la guerre

actuelle qu'au point de vue du droit, de la justice et de l'honnêteté, en dehors des préoccupations de personnes et de partis qui divisent la France, on fait aux menées odieuses des feuilles bonapartistes l'accueil qu'elles méritent. Plus les attaques, plus les calomnies, plus les invectives sont violentes, démesurées et injustes, plus les hommes à qui on les adresse sont populaires, respectés et admirés.

Le *Gaulois*, voulant faire un début pompeux, a publié un article que nous avons signalé plus haut, des plus haineux et des plus injustes contre le grand citoyen qui se dévoue avec tant de zèle, d'activité, de désintéressement, et, disons-le, de succès à l'œuvre de la défense. Or, voici en quels termes plein de verdeur et d'éloquence, une feuille belge, de la nuance politique des *Débats* et du *Temps*, l'*Économie* de Tournai, dont les renseignements et la polémique sont fort goûtés et appréciés dans le département du Nord, fait justice de l'attitude inqualifiable du *Gaulois* et rend à chacun, aux calomniateurs comme au calomnié, la part de mépris ou d'admiration qui leur revient :

« Un des organes de cette presse insolente et provocatrice qui a joué un si triste rôle au début de la guerre, le *Gaulois*, vient de s'installer à Bruxelles.

» Le premier soin du rédacteur en chef de cette feuille, M. Tarbé, a été de jeter l'insulte au tribun républicain qui a su galvaniser la France au moment où on la croyait morte, qui a créé l'armée de la Loire par des prodiges d'adresse, d'habileté, de génie patriotique, et grâce auquel un pays, qu'on pensait écrasé il y a trois mois, résiste encore aujourd'hui, avec des alternatives de succès et de revers, à ses formidables ennemis.

» Dans un article intitulé : *Gambetta, tyran de Tours*, le noble jeune homme, qui paiera peut-être son dévouement de sa santé déjà compromise, de sa vie même, a été traîné dans la boue par les vaillants paladins du *Gaulois*.

» Cette conduite soulèvera la colère et le dégoût dans notre libre pays.

» Nous avons vu la France impériale, trahie, pillée, vendue par la bande bonapartiste, abattue en quelques semaines par une puissance qu'elle avait follement provoquée, prête à expirer sous le talon du prussien triomphant : nous voyons aujourd'hui la France républicaine relevant fièrement la tête, soutenant une lutte disproportionnée contre d'innombrables légions, remplaçant le honteux **Bazaine** par l'héroïque **Trochu**, l'insensé **de Gramont** par l'éloquent **Jules Favre** ; envoyant son historien national, M. **Thiers**, relever auprès des Cours européennes le prestige de sa diplomatie ridiculisée par l'ineptie légendaire des **Benedetti** ; lavant les souillures de Sedan et de Metz par la victoire d'Orléans et l'admirable résistance de Paris. Si la République triomphait, elle aurait accompli un véritable miracle ; si elle succombe, elle tombera glorieusement dans le sang, et non pas dans la boue comme l'empire déchu.

» *Gambetta, le tyran de Tours*, a été l'âme de ce sublime mouvement de résistance, l'auteur de cette résurrection d'un peuple abâtardi et trompé par un pouvoir méprisé. — Que les fuyards du *Gaulois*, soigneusement garantis à Bruxelles contre tout horion prussien, insultent le héros républicain qui anime par sa présence la vaillante armée de la Loire, ce n'est pas là ce qui nous étonne, et nous en avons vu bien d'autres. Mais ils se trompent, et de beaucoup, s'ils espèrent donner de cette façon-là un peu de popularité à l'organe qu'ils viennent essayer chez nous de rappeler à la vie. — De toute façon d'ailleurs, on ne manquera pas de se demander, dans notre petite Béotie, comment, après avoir tué tant de Prussiens en imagination pendant la première partie de la campagne, les rédacteurs du *Gaulois* se refusent à en tuer un peu en réalité, aujourd'hui que la place de tout Français jeune et valide est à Paris, à Orléans ou dans les Vosges, et non pas à Bruxelles. »

DIMANCHE, 4 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les jours se suivent, mais ne se ressemblent pas. Hier, il y avait abondance de communications françaises et allemandes. Aujourd'hui, les nouvelles sont rares. On sait seulement que la journée d'hier s'est passée sans engagements à Paris. Toutefois, les mouvements signalés par les avant-postes allemands faisaient prévoir un retour offensif de l'armée de Paris contre les lignes prussiennes, du côté de Vincennes.

Relativement à l'armée de la Loire, une dépêche ministérielle d'hier aux préfets dit qu'elle continue son mouvement de retraite. Il n'a point donné lieu à une série d'engagements marqués d'aucun côté.

Dans l'un de ces engagements, le général de Sonis a été blessé et fait prisonnier. Cet accident a déterminé un temps d'arrêt dans la marche du 17e corps. Du reste, nous gardons nos positions. Le moral des troupes est excellent.

Les événements des derniers jours commencent à être connus en Allemagne, où ils produisent un désarroi complet et une véritable stupeur. On se plaisait à croire les généraux allemands invincibles. On avait foi dans les masses qu'ils avaient toujours menées, jusqu'ici, à la victoire. On caressait la perspective des armées allemandes entrant triomphantes à Paris, et y commandant en vainqueur à qui rien ne doit résister. Tous ces rêves, toutes ces illusions, tous ces *châteaux... sur les bords de la Seine*, s'évanouissent aujourd'hui devant une poignante et indéniable réalité : la réorganisation de la France et l'éventualité d'une retraite.

Voici ce que la correspondance Wilhem Meyer, de Cologne, publie à ce sujet :

« Nos stratégistes d'ici ne cachent pas que leurs appréhensions, que déjà je vous ai signalées, s'augmentent beaucoup de la récente tournure des événements. Il n'est pas nécessaire, me disait l'un d'eux, pour débloquer Paris, que le général **Ducrot** passe sur le corps de la ligne assiégeante : il suffit qu'à un point donné, Champigny par exemple, il s'établisse en force suffisante pour pouvoir se battre en rase campagne, et qu'il s'y maintienne contre un premier choc. L'armée du siége alors sera forcée de se masser sur ce point ; et si, dans l'intervalle, l'armée de la Loire est en état d'occuper les Allemands au Midi, de façon à les empêcher de se replier sur Paris, le cordon d'investissement de la capitale se rompra de lui-même, ou sera facilement rompu par une sortie vigoureuse, que **Trochu** tentera sur tel autre point qu'il choisira de la ligne de siége.

» Je ne sais jusqu'à quel point les événements viendront justifier ces prévisions techniques : *mais quoi qu'il arrive, un premier pas est fait dans la défense de la France ; l'infaillibilité de nos généraux est démentie et le siége de Paris commence à devenir pour tous, ce qu'il n'a été dans le début que pour les gens du métier, une erreur militaire, un grave danger pour l'Allemagne. Supposez en effet que de façon ou d'autre Paris soit débloqué, et qu'à la suite de cette opération, il y ait lieu pour les Allemands de faire un mouvement de retraite, demandez-vous comment s'opérerait ce mouvement de la part d'une armée disséminée aujourd'hui à des centaines de lieues de sa base*

d'opération? Joignez à ces difficultés le double effet moral que semblable événement ne manquerait pas de produire, la surexcitation de la vengeance dans les populations françaises, le découragement et la fatigue chez les troupes allemandes, et figurez-vous les boucheries qui ne manqueraient pas de s'ensuivre.

» Quoi qu'il arrive, du reste, il devient de plus en plus certain que le gouvernement de la défense ne songe nullement à traiter de la paix. Vous avez lu, sans doute, le décret par lequel M. **Gambetta** organise la levée en masse, précédemment décrétée pour tous les départements français non encore occupés par les armées prussiennes. Ce décret institue onze camps militaires, dont quatre camps stratégiques en état de recevoir chacun 250,000 hommes, et sept *camps d'instruction* aménagés chacun pour 60,000 hommes. Cet effectif qui existe réellement, et dont l'état nominatif est prêt, porterait à plus de deux millions le nombre de soldats que la France serait encore en état d'opposer à ses adversaires, et il suffit de lire la liste des cargaisons d'armes, qui ne cessent d'arriver au Havre et à Brest, pour prévoir qu'avant peu toute cette masse de recrues sera parfaitement armée. »

Dans l'Est, Autun a été à deux reprises attaqué par l'ennemi. Deux fois il a été repoussé ; la seconde fois avec des pertes importantes.

Rien de nouveau dans le Nord. Le mouvement de retraite de l'ennemi paraît se prononcer.

Incident anglo-russe. — Cet incident sommeille toujours. Seulement, on signale le vif désir de la Prusse de hâter le plus possible la réunion d'une conférence. M. DE BISMARK voudrait, à tout prix, se présenter en vainqueur aux représentants des grandes puissances. Or, il sent que d'un moment à l'autre les situations respectives des belligérants peuvent changer du tout au tout. De là, la précipitation qu'il montre.

La délégation de Tours, dit-on, se serait déjà déclarée favorable à la convocation d'une conférence, et aurait promis de s'y faire représenter. Si cela est vrai, espérons que la France saura plaider éloquemment la cause de la fraternité et de la solidarité qui devraient présider aux relations internationales aussi bien qu'aux relations politiques et privées.

Paris. — Voici des renseignements, de source anglaise, d'une importance capitale, surtout pour ceux qui écriront l'histoire de cette guerre.

D'abord, on écrit de Berlin, le 2 décembre, au *Sun :*

« La moitié de la population de Paris a été mise à la ration pour le pain et le vin.

» Tous les journaux ont pris un ton plus calme et plus digne.

» *A Versailles, on commence à considérer l'attitude de Paris comme tout à fait honorable et méritant tout respect.* »

D'autre part, on lit dans le même journal :

« Des télégrammes privés de Versailles s'accordent à dire *qu'une grande anxiété règne au quartier général prussien quant au résultat des combats autour de Paris, et que l'état-major général n'est nullement certain des faits tels que les représentent les télégrammes officiels.*

» Les Allemands ont subi des pertes très-sérieuses. »

On voit si nous avons raison, dans notre Bulletin de la guerre de ce jour, de parler de la stupeur et du désarroi où les derniers faits de guerre,

sous Paris et sur les bords de la Loire, ont jeté l'état-major prussien et les populations allemandes.

Démission de M. de Kératry. Sa lettre à M. Gambetta. Ses accusations contre les administrations de la guerre et de la marine à Tours. — La démission et la lettre de M. de Kératry ont éclaté comme un coup de foudre. La presse conservatrice fait grand tapage autour de cet incident. On s'écrie après Vergniaud que la révolution, comme Saturne, dévore ses propres enfants. On fait remarquer d'un ton joyeux et triomphant « que les coryphées de la République se traitent entre eux comme ils ont traité Bazaine. » On exalte M. de Kératry, dont on faisait fi il y a un mois, et sur les hautes fonctions duquel on faisait force gorges chaudes. Enfin, on insinue que M. Gambetta a brisé M. de Kératry et l'a éloigné de tout centre actif, en lui donnant ordre de quitter Tours, par peur des opinions orléanistes de l'ex-commandant du camp de Conlie.

Les journaux ultra-conservateurs auront beau faire. Ils auront beau exploiter cet incident par tous les côtés et par tous moyens. Ils en seront pour leurs frais.

C'est sous le gouvernement personnel que les hommes sont tout. C'est sous ce gouvernement qu'on voit certaines personnalités absorber et concentrer en elles la force, les aspirations, la vitalité, l'avenir d'une nation. C'est sous ce gouvernement que la volonté d'un homme et ses intérêts sont mis au-dessus des principes et au-dessus de l'intérêt public.

Sous la République, sous tout gouvernement qui s'inspire des idées démocratiques, les hommes ne sont rien. Les principes seuls comptent... Les personnalités les plus brillantes, les plus populaires, les plus indispensables en apparence peuvent s'éclipser ou disparaître... Les principes restent toujours et ont assez de sève et de fécondité pour faire naître de nouveaux dévouements et de nouvelles capacités.

Nous ne savons pas ce qu'il y a au fond de l'incident qui vient de surgir. Nous ne savons pas jusqu'à quel point M. de Kératry a tort ou raison, mais nous savons une chose : c'est que si la République perd un serviteur actif, intelligent et honnête, elle saura bien trouver des hommes capables de combler le vide qui vient de se faire. Au lendemain de Sedan, les hommes et les armées manquaient. Aujourd'hui, le patriotisme et la fécondité des idées républicaines les ont fait sortir des entrailles de la nation.

Donnons donc acte à M. de Kératry des services qu'il a rendus à la chose publique; donnons un regret au pénible conflit qui se produit, et ajournons à des temps meilleurs, au lendemain de notre délivrance, la

discussion des griefs dénoncés avec tant de hauteur et d'amertume par l'ex-membre du gouvernement provisoire. *Salus populi, suprema lex esto !*

Voici la lettre de M. de Kératry :

« Angers, 28 novembre.

» Monsieur le Ministre,

» Par décret du 22 octobre dernier, vous m'aviez nommé commandant en chef des forces mobilisées des cinq départements de Bretagne. A cette date rien n'existait encore. Grâce au patriotisme de mes compatriotes et au dévouement de tous mes officiers, le 22 novembre le camp de Conlie était créé et rendu inexpugnable. Quarante-sept bataillons de Bretons mobilisés, sept compagnies de francs-tireurs hardis et disciplinés étaient accourus tout équipés à mon appel ; neuf batteries d'artillerie, toutes formées en matériel et en personnel, n'attendaient plus que des harnais pour manœuvrer utilement. Ce spectacle était unique en France, et le 24 novembre, après avoir vu de vos propres yeux, vous exprimiez hautement à tous les coopérateurs de cette œuvre nationale votre plus vive satisfaction, dont vous m'avez renouvelé l'assurance le même soir à la préfecture du Mans.

» A la même heure, le Mans était menacé ; l'aile gauche de l'armée de la Loire pouvait être débordée ; les troupes du général **Fiérech** avaient été déroutées et fuyaient depuis Nogent-le-Rotrou jusqu'aux portes de mon camp. Vous fîtes un appel pressant à l'armée de Bretagne : 10,000 de ses enfants, malgré leur organisation incomplète, comptant plus sur leur courage que sur leur armement inachevé, me suivirent le 24 novembre, au matin, du camp de Conlie au bivac d'Yvrée, et le 26 nous faisions une marche de trente-et-un kilomètres à l'ennemi. Mes braves volontaires marins traînèrent leurs pièces d'artillerie pendant douze heures de route ; l'ennemi venait d'évacuer en toute hâte.

» Les intérêts de la défense ne me permettent pas d'ajouter un seul mot aujourd'hui.

» Malgré les prières de mes troupes, je vous ai informé, le 27 novembre, que la teneur de vos ordres, conçus le 26 novembre, à Tours, à l'heure même où nous allions à l'attaque, me forçait, à tous égards, à résigner mon commandement.

» Vous avez accepté le même jour ma démission, qui aurait dû paraître aujourd'hui même au *Journal officiel*.

» La douleur que j'avais d'abandonner l'armée que j'avais formée avec mon brave ami et ancien collègue, **Carré-Kérisouet**, qui a cru devoir me suivre dans la retraite, a été profonde ; mais elle ne me fait pas oublier mes devoirs impérieux.

» Rentré dans la vie privée, j'ai retrouvé ma liberté politique, que j'avais aliénée complétement sous l'uniforme. En appelant mes concitoyens à la défense de la patrie, j'avais contracté charge d'âmes ; aussi j'ai l'honneur de vous annoncer que, dès que les événements vont me le permettre, je ferai traduire en conseil de guerre les hautes administrations de la guerre et de la marine : du même coup, elles et moi, nous comparaîtrons à la barre du pays, et aucun des documents que j'ai sous la main ne sera écarté (1).

» Agréez, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

» Comte DE KÉRATRY.

» *P. S.* — J'ai entre les mains les décrets et les arrêtés que vous avez signés comme ministre ; vous avez commis l'insigne faiblesse de les laisser tous protester, et cela par une administration dont **M. de Loverdo** est le véritable chat, et qui, pour tous les yeux clairvoyants, personnifie la

(1) Voilà dix longs mois que les « événements permettent » à M. de Kératry « de traduire en conseil de guerre les hautes administrations de la guerre et de la marine et de comparaître avec elles à la barre du pays. » Or, jusqu'ici, il n'en a encore rien fait, et cela après les promesses et les engagements bruyants, qu'on vient de lire.

Que penser de cette réserve et de cette inaction ? Et que sont donc devenus les documents accusateurs qu'on devait mettre au jour *jusqu'au dernier ?*

P. M. janvier 1872.

trahison vis-à-vis de la France non impérialiste. Il n'y a que vous qui ne vous en soyez pas aperçu, malgré les avertissements réitérés et télégraphiés. »

Déclaration de la guerre franco-prussienne. Préliminaires. Démentis de M. de Gramont. — L'*International*, de Londres, avait écrit que les chancelleries françaises, peu avant la guerre, avaient reçu l'ordre de tenir secrète une communication écrite annonçant le retrait de la candidature du prince de HOHENZOLLERN. M. de Gramont dément le fait de cette communication écrite. Il dément également, mais indirectement, une assertion qui a eu cours, d'après laquelle, l'affaire de Saint-Godard aurait amené la guerre actuelle. Enfin, il prétend que « *si le roi de Prusse avait consenti à ordonner, comme roi et comme chef de famille, le retrait de la candidature espagnole, le débat eût été immédiatement et pacifiquement terminé.* »

C'est le *Gaulois*, le journal des « ramollis » et des « drôlesses, » comme dirait le *Siècle*, qui a actuellement la faveur des « *communiqués* » de l'ex-ministre des affaires étrangères... Honni soit qui mal y pense!...

L'esprit de résistance dans l'Orléanais. — Voici quelques lignes du rapport officiel de Versailles sur la situation que les paysans orléanais font aux Prussiens. Il est à remarquer que ces renseignements portent sur un état de choses antérieur aux succès qui viennent de favoriser nos armes. Si les paysans étaient déjà si revêches et si gênants, alors que la fortune était encore contre nous, que sera-ce maintenant qu'ils nous savent peut-être à la veille de faire lever le siége de Paris? C'est maintenant qu'il va en cuire aux Prussiens et à leurs loyaux chefs!

Voici donc cet extrait du rapport officiel de Versailles, daté du 26 novembre :

« Les forces disponibles du gouvernement français ont été concentrées entre Blois, Tours et Orléans. En cas de défaite, il est probable qu'elles se retireraient sur Lyon, qui est très-fortifié et bien approvisionné.

» Tout autour d'Orléans, les habitants des campagnes, poussés par les prêtres, qui ont reçu de l'évêque **Dupanloup** l'ordre de prêcher une croisade, ont commencé une guerre de guèrillas contre les Allemands.

» Les patrouilles sont exposées aux coups de fusil tirés des maisons et de derrière les haies. Les paysans, faisant semblant de travailler dans les champs, abattent les officiers portant des ordres ; ils sont armés de carabines et de piques. *Pour venger ces assassinats, les allemands fusillent immédiatement tout ce qui n'est pas soldat et porte des armes. Plus d'un prêtre attend en ce moment sa sentence de mort. Les villes de Sens et de Nemours ont été sévèrement châtiées pour avoir aidé les francs-tireurs à surprendre des détachements prussiens.*

» La Prusse a prêté à la caisse d'épargne de Strasbourg mille livres sterling (vingt-cinq mille francs), afin de venir au secours des pauvres dont les dépôts ont été versés dans les caisses du trésor de France. »

Vol de tableaux à Versailles. — On écrit de cette ville au sujet d'un vol mystérieux :

« Il y a quelques jours, deux tableaux faisant partie de la galerie de Versailles ont disparu d'une

manière mystérieuse ; l'un de ces tableaux est le portrait de **Marie de Lorraine**, princesse de Monaco, qui se trouvait dans la salle des portraits historiques ; l'autre, qui représentait ou devait représenter une des maîtresses de Louis XIV, la célèbre duchesse **de la Vallière**, était resté dans une pièce qui sert encore d'ambulance. Pour détacher ces toiles de leurs cadres il a fallu un travail de plusieurs heures. Comme les gardes sont toujours présents lorsque le public est admis au musée, il n'est guère possible que le vol ait été commis par un visiteur. L'auteur du vol doit connaître parfaitement les lieux et les habitudes du personnel de surveillance ; il s'est probablement introduit à l'aide de fausses clefs et aura exécuté son travail sans avoir été dérangé. L'enquête qui vient d'être ordonnée jettera peut-être quelque lumière sur cette regrettable soustraction. »

Un ami maladroit. Curieux aveux de M. Hugelmann sur le sort qu'une restauration bonapartiste réserverait à la France. — Le *Gaulois*, qui n'a rien perdu de ses mauvaises qualités et de son rire malsain, s'est permis quelques plaisanteries à propos des onze enfants deM. Hugelmann et des prières qu'il leur faisait dire ainsi qu'à sa femme pour le salut de la France.

Mais M. Hugelmann, qui se prend au sérieux et qui se croit appelé à sauver la Société, grâce à la réalisation des principes monarchiques et catholiques dont il se pose en champion, a pris la chose du mauvais côté. Et, dans sa mauvaise humeur, ne consultant que son dépit, il a fait au *Gaulois* une réponse qui est le plus sanglant réquisitoire qu'on puisse lire à l'adresse du régime impérial, à la restauration duquel M. Hugelmann, consacre pourtant ses veilles... et son talent. Le rédacteur de la *Situation* croit ne s'adresser qu'au *Gaulois*. Mais en réalité ses coups portent plus haut : ils frappent droit au cœur son très-haut et très-puissant seigneur, maître et banquier, Napoléon III.

Protégez et payez après cela des gens qui viennent vous dire de pareilles vérités, sous prétexte de vous *restaurer*!... Si l'ex-Empereur, en recevant ce pavé, n'en a pas encore assez... des services de M. Hugelmann, c'est qu'il est difficile à contenter...

Voici textuellement la réponse de M. Hugelmann au *Gaulois*, ou pour être plus vrai, son réquisitoire à l'adresse du régime impérial qu'il veut restituer à la France :

« On peut rire assurément de ce que la pensée nous soit venue d'associer notre famille aux vœux que nous faisons pour le triomphe des vengeurs de notre honte ; on ne peut pas nous retirer la joie immense que nous avons éprouvée hier, à la lecture des glorieuses dépêches, *et à la pensée que la prière des nôtres a pu être pour quelque chose dans le succès de nos armes.*

» Le *Gaulois* nous répondra que les chassepots des soldats de l'armée de la Loire y ont été pour bien davantage. Les soldats de **Bazaine** et de **Mac-Mahon** en avaient aussi ; mais ils étaient commandés par des hommes qui, ayant applaudi au général Boum et au lieutenant Valentin, *ne pouvaient plus prendre au sérieux le devoir et l'honneur.*

» Les hommes de l'armée de la Loire sont partis de leurs ateliers et de leurs villages, avec le baiser de la vieille mère, de l'épouse, ou de la fiancée au front, *et ils ont fait ce que n'ont pas voulu faire les amants* de Mlle **Cora Pearl** ou autres coquines de la même laideur physique et morale : *ils se sont battus.*

» C'est en lisant des réflexions comme celles du *Gaulois*, *et en sachant bien l'influence qu'elles reçoivent d'un appui qui nous est refusé, que l'on se prend à se demander si une restauration de*

ce qui fût n'aurait pas pour conséquence de replacer les pères de famille sous la domination des entreteneurs de **Blanche d'Antigny** ; et alors, en regardant du côté où luttent les conscrits embrassés par leurs mères, par leurs épouses, par leurs fiancées, on se prend à se demander si ce n'est pas de ce côté qu'est véritablement, non plus l'aurore de Sylvia, mais l'aurore virile de la France. »

Ainsi, Français, vous voilà avertis !... Si les Bonaparte revenaient, la France, très-probablement, serait de nouveau remise aux mains *des entreteneurs de Blanche d'Antigny*. Et c'est pour atteindre un résultat aussi noble, aussi utile à votre pays et à l'humanité entière que vous montrez si peu d'empressement.

O Français, quelle décadence ! Vous ne vous souvenez donc plus des gloires de votre nation sous la Pompadour et sous la Dubarry?...

Intrigues légitimistes. Le duc Robert de Parme futur roi de France. — On sait le peu de confiance qu'il faut avoir dans les renseignements du *Gaulois*. C'est donc sous réserve et sans garantie d'exactitude que nous recueillons les lignes suivantes. Quand elles paraîtront, la lumière se sera probablement faite sur les menées que la feuille de M. Tarbé dénonce :

« Un acte considérable, quoique sans autre portée pratique, à mon avis, que de démontrer, une fois de plus, que les vieux partis sont aveugles de naissance, vient de s'accomplir dans un château de Bretagne.

» Les onze présidents des onze comités qui, à ce qu'il paraît, se partagent en France la direction du parti légitimiste se seraient réunis dans une demeure seigneuriale de la vieille Armorique, comme il sied à de preux chevaliers, par ordre exprès d'**Henri V**, plus connu sous le titre modeste de **comte de Chambord.**

» Il s'agissait de discuter la question de savoir en faveur de quel prince de la famille de Bourbon, branche cadette comprise, Sa Majesté *in partibus* devait abdiquer ses droits au trône de France.

» Après une longue et pénible conférence, l'idée de transmettre les droits de légitimité sur la tête du **comte de Paris,** héritier naturel en France du comte de Chambord, fut écartée.

» C'était à prévoir. Le comte de Paris ayant pour lui la loi naturelle de succession et le bon sens, il devait être écarté par cette loi de fatalité qui empêche depuis longtemps les représentants du droit divin de faire rien qui soit rationnel.

» Le comte de Paris avait contre lui, aux yeux du conseil légitimiste, ce péché originel d'être le représentant d'une branche qui a trouvé le moyen de concilier la liberté avec la royauté.

» Une fois ce candidat écarté, restait à trouver celui qui, par le fait d'une obstination téméraire, devait le remplacer.

» Après une longue discussion, on s'arrêta naturellement à celui qui offre le moins de chances, non-seulement de monter jamais sur le trône de Henri V, mais d'être regardé comme sérieux, dans un rôle de prétendant, par la France et par l'Europe : le duc **Robert de Parme.**

» On nous affirme que ce choix bizarre aurait cependant été ratifié par le comte de Chambord, et que des lettres patentes destinées à apprendre au monde cette décision stupéfiante ne tarderaient pas à paraître dans les journaux anglais. »

Les modernes Croquemitaines. — Tous les francs-tireurs et leurs officiers faits prisonniers sont conduits à la forteresse de Konigstein, qu'ils ne peuvent quitter. La terreur qu'ils inspirent à la population allemande et aux soldats allemands en France est indescriptible. Au début de la guerre les mères effrayaient leurs enfants désobéissants,

en imaginant un turco à la porte; mais le turco est distancé, et le franc-tireur l'a remplacé.

Acceptation de la couronne d'Espagne par le duc d'Aoste, — Voici le télégramme de Florence qui annonce cette importante nouvelle :

« Florence, 4 décembre.

» La commission des Cortès a présenté officiellement la couronne au duc d'Aoste, qui a accepté.

» Le prince Amédée en acceptant la couronne d'Espagne a dit : « Fidèle aux traditions de mes » aïeux, quoique je n'ignore pas les difficultés de ma tâche nouvelle et ma responsabilité devant l'his- » toire, je me confie en Dieu et au peuple espagnol qui donne la preuve qu'il sait unir au respect de » l'ordre le culte de la liberté. »

» Le prince a ajouté que, pour se rendre digne de son élection, il n'avait qu'à suivre loyalement l'exemple et les traditions constitutionnelles dans lesquelles il a été élevé.

» Le prince a terminé en disant : « Soldat dans l'armée, je serai le premier citoyen devant les » représentants de la nation.

» Je ne sais pas si j'aurai le bonheur de verser mon sang pour ma nouvelle patrie et si j'aurai à » joindre quelque page au grand nombre de celles qui célèbrent la gloire de l'Espagne.

» En tout cas, je suis sûr que les Espagnols verront toujours que celui qu'ils ont élu sait par sa » loyauté s'élever au-dessus des luttes des partis.

» Il n'a d'autre pensée que la concorde et la prospérité de la nation. »

» Le discours du prince a été accueilli aux cris de : Vive le Roi ! vive l'Espagne ! »

LUNDI, 5 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Rien de saillant à noter aujourd'hui.

Les récents faits de guerre sont toujours forts commentés. Les amis de la France applaudissent aux efforts qui viennent d'être faits et qui prouvent la vitalité de la nation et sa force de résistance, même après les désastres comme Metz et Sedan. Ils émettent l'espoir qu'avec le concours et l'union de toutes les classes, la France pourra lasser l'ennemi et finir par en avoir raison.

Paris. — Un correspondant versaillais du *Moniteur prussien*, sous la date du 1er décembre, écrit ceci :

« Le combat d'hier a été particulièrement vif dans les villages de l'Hay et de Chevilly, sur lesquels les Français, sortant du fort de Villejuif et des tranchées voisines s'étaient portés avec beaucoup d'élan. Ils y furent reçus par des troupes du 6e corps prussien et on se battit, dans les maisons et les jardins, à la baïonnette. Cette résistance engagea les chefs de l'ennemi à abréger le combat. Les régiments français qui furent engagés sur ce point faisaient partie de l'armée du général **Ducrot**; ils étaient commandés par le général de division de **Maudhuy**. Parmi les prisonniers, dont deux cent soixante furent transportés à Villeneuve-le-Roi, se trouvent d'anciens soldats, des hommes de quarante ans, qui avaient fait les campagnes de Crimée, d'Italie et du Mexique. Ils se plaignent beaucoup du service fatigant des tranchées, auquel ils avaient été soumis depuis trois mois; ils étaient mécontents de la faveur qu'on accordait aux mobiles d'être

cantonnés près de l'enceinte et d'avoir accès dans Paris, tandis qu'eux étaient restés constamment consignés dans les forts. On avait réduit leur ration de viande, mais augmenté celle du pain et du vin. Quant aux sorties, les soldats n'en avaient été avertis que quelques heures avant.

» La population dans le rayon sud de Paris a passé la journée d'hier dans une grande excitation. Des attroupements formés de personnes de toute classe, accourues des environs, encombraient la terrasse de Saint-Germain d'où l'on jouit d'une vue immense sur toute l'enceinte de Paris jusqu'à Saint-Denis.

» On se préoccupait de la bataille qui devait avoir lieu au nord de Paris. Les groupes, du reste, avaient une attitude anxieuse, mais calme. On commence à croire dans la population que la résistance à outrance de Paris est sans espoir. »

D'autre part, les journaux anglais publient la dépêche suivante :

« Sarrebrück, 30 novembre.

» Des nouvelles de Versailles, en date du 30 novembre, annoncent que le peu de soldats français blessés qui sont tombés au pouvoir des allemands après la sortie d'hier devaient être envoyés à Paris. Mais ils ont refusé d'y aller, en déclarant qu'ils aiment mieux rester prisonniers. »

Nouvelles du Nord. — Par suite de la levée en masse, écrit-on, Lille est littéralement encombré de soldats. Les rues fourmillent de l'aube à la nuit de marins, de lignards, de mobiles et de mobilisés ; les maisons, les casernes et les édifices publics en regorgent. — Voilà cinq jours que cet encombrement dure. Les hauteurs de Saint-Omer, sur lesquelles est établi le camp d'Elfaut, présentent un spectacle non moins animé.

Hier, dans la matinée, une revue gigantesque des mobilisés du Nord a été passée par le général Robin, à qui l'on ne peut dénier deux précieuses qualités militaires : l'activité et l'initiative.

Ces grands mouvements de troupes font croire à une marche générale en avant.

Les journaux publient les premières listes des gardes mobiles blessés aux combats d'Amiens et soignés aux ambulances de Villers : ces blessés, assez nombreux, appartiennent aux septième, huitième et neuvième bataillons.

A Villers, il y a environ six à sept cents blessés. On dit que devant Villers-en-Cachy seulement les Prussiens ont eu dix-sept cents hommes tués et blessés. *Les officiers prussiens disent que, proportions gardées, aucune bataille depuis celle de Gravelotte ne leur a été si meurtrière.* — Quant aux soldats de marine, ils inspirent une grande terreur aux Prussiens, qui ne les attendent jamais de pied ferme.

Rien de nouveau d'Amiens. Albert, occupé par quinze cents Prussiens, a été évacué depuis. L'ennemi est signalé de nouveau aux environs de Saint-Quentin.

Le général Cambriels et ses détracteurs. Une lettre de M. Gambetta. Le lecteur a déjà vu les attaques que certains journaux, et notamment le *Siècle*, avaient portées contre ce général,

qui avait été relevé de ses fonctions pour cause de santé. Fortement affecté de ces attaques et des manifestations populaires qu'elles avaient provoquées sur son passage dans le Midi, l'ex-commandant des forces de l'Est avait demandé à M. Gambetta de convoquer un conseil de guerre ou une cour martiale, pour juger de sa conduite. Il ajoutait ceci :

« Que le *Siècle*, qui s'est fait accusateur public, vienne soutenir son accusation!
» Si j'ai été incapable, qu'on me destitue !
» Si j'ai été traître, qu'on me fusille!
» Citoyen, je demande justice au nom de la conscience et de la liberté ;
» Soldat, je défends mon honneur. »

Les journaux de Tours, le *Siècle* en tête, publient la réponse que M. Gambetta vient de faire à cette demande. Le ministre de la guerre déclare, d'abord, qu'il lui est impossible de convoquer le conseil de guerre que réclame le général Cambriels, parce que ce serait « paraître participer dans une mesure quelconque aux sentiments de suspicion qui le poursuivent contre toute justice. » Il rend ensuite hommage aux services que le général a rendus dans les divers commandements que lui a confiés le gouvernement de la République. Il ajoute que c'est à regret qu'on s'est vu forcé de renoncer à ses services, puisque la maladie le contraignait au repos.

La lettre du ministre de l'intérieur et de la guerre, devant laquelle le *Siècle* a fait amende honorable au brave général, se termine ainsi :

« Je compte, général, que cette nouvelle lettre de moi, dont je vous autorise à faire l'usage qui vous semblera bon, *vous suffira pour confondre vos accusateurs et pour vous rendre le repos et la tranquillité d'esprit* auxquels vous donnent droit les fatigues que vous avez endurées au service de la France et de la République.

» Recevez, général, l'assurance de mes sentiments de sincère et haute considération.

» GAMBETTA. »

Les prisonniers français. Appel en leur faveur. — Mme la comtesse de Gasparin, cette femme de cœur, qui combat avec tant d'éloquence la passion de la guerre et qui met tant d'énergie à en combattre les maux, envoie la lettre suivante aux journaux :

« PRISONNIERS DE GUERRE.

» Monsieur le directeur,

» Je voudrais bien me taire, mais mon cœur brûle en moi.

» Un gémissement s'exhale des forteresses d'Allemagne ; un long cri funèbre poussé par la misère et la douleur.

» Ceux qui souffrent ainsi, ce sont les prisonniers de Woerth, de Sedan et de Metz ; notre chair et notre sang.

» L'Allemagne adoucit leurs maux de tout son pouvoir. Mais oppressée de lourds fardeaux, la charité allemande ne peut pas tout.

» Nos frères sont affaiblis, ils sont dénués ; le froid les mord, la maladie qui les trouve épuisés les fauche grand train.

» Resterons-nous inertes? Va-t-on nous voir passives? non, n'est-ce pas?

» Il ne s'agit point ici d'une pitié chichement accordée; il s'agit d'ouvrir sa bourse comme on ouvre son cœur : largement.

» Sœurs de France, il faut des vêtements, des cordiaux; laissons les termes vagues; il faut des gilets, des chemises, des caleçons, le tout en flanelle; il faut des bas de laine, des mouchoirs de poches, de bonnes couvertures; il faut du vin rouge, du café, du chocolat, du cognac et du rhum; il faut de l'argent pour acheter sur place les objets dont le port dépasserait la valeur.

» Cherchez, donnez tout cela.

» Une agence internationale de secours pour les blessés français vient de s'ouvrir à Bâle (Suisse), 24, Kolhenbegasse, sous la présidence de M. le docteur **Erick Sorin**. Elle se charge de recevoir et d'expédier les envois.

» Hâtons-nous. Aujourd'hui, pas demain, car nos prisonniers meurent et le temps court.

» Que les caisses, que les ballots, que les pièces d'argent et d'or arrivent par milliers, par centaines de mille, et pourquoi ne mettrais-je pas le gros mot : *le million !*

» Nos prisonniers s'attendent à nous; avec la force que Dieu donne, sauvons-les.

» Comtesse DE GASPARIN.

» Valleyres, près Orbe, canton de Vaud, Suisse, ce 30 novembre 1870. »

Les avances prussiennes à l'Alsace et à la Lorraine. — Il n'est pas d'avances que les Prussiens ne fassent aux Alsaciens et aux Lorrains. On voudrait leur rendre le régime prussien doux et agréable au possible. Vains efforts pourtant si l'on en espère de bons résultats pour l'annexion !...

Voici l'avis significatif que publie le *Courrier de la Moselle :*

» Par un ordre de Sa Majesté le roi de Prusse, en date du 11 novembre, tous les prisonniers de guerre, inscrits sur les contrôles de la garde mobile de l'Alsace et de la Lorraine allemande et qui possèdent des immeubles dans l'une ou l'autre de ces deux provinces, seront mis en liberté, s'ils prennent l'engagement par écrit de se soumettre à la confiscation de leurs propriétés dans le cas où ils prendraient les armes contre les troupes allemandes. »

Comment parut le livre du général Trochu sur l'armée française. — L'anecdote suivante est extraite de la correspondance bruxelloise d'une feuille belge, l'*Économie*, de Tournai :

« Le gouverneur de Paris, qui n'est pas marié, a recueilli la famille assez nombreuse de son frère mort il y a quelques années. N'ayant pas lui-même d'autre fortune que son traitement, il s'impose des privations pour l'éducation de ses neveux et nièces. A la fin de 1866, l'éditeur **Amyot**, qui s'est fait à Paris une spécialité de publications militaires, vient trouver **Trochu**: « Mon général, il se dit dans l'armée que vous songez à publier les notes que vous avez recueillies » dans votre carrière. Je viens vous demander l'honneur d'être votre éditeur. Fixez vous-même les » conditions. » — « Monsieur Amyot, répondit le général, j'ai en effet beaucoup de notes, beaucoup » d'études que je crois utiles. Il y a longtemps que je songe à les publier. Toujours j'ai hésité, » parce que j'étais forcé de critiquer et que la critique est surtout chose déplaisante dans un pays qui » juge son armée d'une façon beaucoup trop optimiste. Mais enfin les événements de Sadowa ne me » permettent plus d'hésiter... Il est indispensable que je fasse connaître ma manière de voir sur la » situation, car je prévois des désastres si le remède n'est pas prompt et énergique. Je vais envoyer » mon travail à l'Empereur qui, j'aime à l'espérer, tiendra compte de mes propositions basées sur » une expérience de 35 ans de services. Quant à les faire connaître au public, il n'y faut pas songer » avant que le gouvernement s'en soit occupé. » — « Mon général, reprit l'éditeur, voici cent mille » francs si vous consentez à la publication immédiate... » — Cent mille francs, c'était une fortune pour les enfants adoptifs du brave général... Il accepta et c'est ainsi que la France et l'Europe connurent, en même temps que l'empereur, *l'Armée française en* 1867. »

La nouvelle Jeanne d'Arc.—Nous avons parlé plus haut d'une jeune fille qui opèrerait des prodiges (1). L'*Indépendance belge* publie à ce sujet les lignes suivantes, datées de Lyon, qui sont, pour nous, une véritable mystification :

« Ce n'était point une pure légende que ce récit qui a cours dans les classes populaires, à propos de la nouvelle Jeanne d'Arc. Elle existe, elle a vingt ans, elle se nomme **Catherine Panis**, elle est en service au village de Saint-Laurent (de l'Ain) ; elle a fait le voyage de Paris vers la fin d'octobre dans des circonstances extraordinaires. C'est M. le curé de Saint-Laurent qui atteste tout cela dans une lettre écrite à l'un de ses amis.

» C'est le 3 octobre dernier que Catherine va trouver sa maîtresse et lui dit que la Vierge lui est apparue, tenant d'une main un rosaire et de l'autre une épée, et qu'elle lui a ordonné d'aller à Paris et à Orléans pour aider à délivrer la France et ses ennemis.

» On veut s'opposer à ses projets, mais la Vierge lui apparaît toujours ; on la questionne beaucoup, elle répond : « Je ne puis rien dire, mais ce sera terrible. » Puis elle ajoute tous bas : « J'ai » eu bien tort de dire cela. » Enfin elle part avec soixante francs qui composent ses économies, car elle ne veut pas d'autre argent, voit pour la première fois les Prussiens à Lisses, près de Corbeil, et entre sans difficulté à Paris.

» Catherine va se présenter immédiatement chez les grands personnages qu'elle a mission de voir. Ces messieurs reçoivent ses communications avec beaucoup de réserve. Ils ont même l'air de ne pas faire attention à cette pauvre fille qui, sans se déconcerter, se retire avec la satisfaction d'un devoir accompli. Elle va prier, et, au bout de deux heures, nos gouvernants la font revenir « et cette fois, dit-elle, ils m'ont bien écoutée. »

» Le 20, elle quitte Paris à la suite d'une sortie française qu'elle évalue à 150,000 hommes, ce qui prouve combien elle est absorbée par les pensées du ciel, et elle se met en route pour Orléans. Elle traverse les lignes prussiennes sans que personne lui adresse la parole, arrive dans une forêt où l'on se bat, a la joue frôlée par une balle, pénètre dans la ville de la Pucelle, y reste trois jours, voit les personnes qu'elle devait voir et revient chez ses maîtres, où elle arrive le 3 novembre, et elle reprend tranquillement son service. Elle a encore deux sous sur ses soixante francs.

» Quand on lui parle de son voyage, elle évite la conversation. Seulement, elle a dit un jour à son maître qui la pressait : « J'ai fait ce qu'on m'a dit de faire, et me voilà. Seulement, je crois que » tout ira bien, parce que ces messieurs m'ont promis de faire ce qui a été dit. »

» Et M. le curé de Saint-Laurent ajoute :

« J'oubliais de vous dire que les membres du gouvernement ont demandé le nom et l'adresse de » Catherine, pour le cas où ils auraient à lui écrire. »

» *Et j'ajouterai pour mon compte qu'à Lyon, dans la classe populaire, on est convaincu que c'est sur l'invitation de Catherine que le gouverneur de Paris a fait dire une messe à Notre-Dame de Fourvière pour le triomphe des armes de la France. Et ce qu'il y a de singulier, c'est que c'est dans les quartiers les plus avancés et parmi les ouvriers à cocarde rouge que l'histoire de Catherine a le plus de succès et que la confiance dans l'intervention de la Vierge en notre faveur est la plus complète !* »

Encore ces maires!... — C'est une correspondance de l'*Indépendance belge* qui nous fournit ce nouveau trait de lâcheté à charge des maires :

« Encore un fonctionnaire municipal à signaler à l'attention publique. Le sieur **Guénée**, maire de la commune de Corcelles-les-Monts (Côte-d'Or), non occupée par l'ennemi, ordonne à tous les gardes nationaux de lui apporter leurs armes et menace de faire fusiller tout habitant qui se servirait de ses armes contre les Allemands !

» Il ne manquait plus que de dire : nos amis les Allemands.

(1) Voyez page 357, l'article intitulé : *Légendes et prophéties.*

» Joli patriote que ce monsieur!

» Probablement un survivant du cadre des fonctionnaires de l'empire. »

Les deux font la paire. — Le *Globe* a publié la semaine dernière le canard suivant :

» On dit qu'il existe au quartier-général prussien des preuves positives que le général **d'Aurelles de Paladine** est simplement le duc de **Nemours** en personne, qui aurait pris ce *nom de guerre* afin de combattre pour son pays. »

C'est probablement, pour faire suite à cet autre canard que l'empereur NAPOLÉON III serait en ce moment à Versailles, où il aurait été vu et reconnu par des Français connaissant parfaitement l'ex-souverain.

La déclaration de la guerre franco-prussienne. Les illusions de la diplomatie et de la direction militaire en juillet 1870. — On lit dans une lettre adressée de Tours au *Journal de Bruxelles* :

« Lord Lyons racontait aujourd'hui dans un salon de Tours une conversation rétrospective que je m'empresse de vous envoyer, car je la crois tout à fait inédite.

» Au moment où se sont élevés les premiers nuages de l'incident **Hohenzollern**, quatre hommes se trouvaient réunis : c'étaient le comte **de Solms**, le ministre de la guerre **Lebœuf**, le ministre des affaires étrangères **de Gramont**, et l'ambassadeur de l'Angleterre lord **Lyons**.

» L'ambassadeur de Prusse, qui aime beaucoup la France, manifestait hautement son chagrin de la voir s'engager dans cette lutte, qu'il prévoyait devoir être terrible. — « Comment, disait-il, » au maréchal Lebœuf, osez-vous, avec 250,000 hommes, affronter toutes les forces de l'Alle- » magne? » — « Ce n'est pas avec 250,000 hommes, mais avec 180,000 que je vous battrai, ré- » partit le maréchal Lebœuf; avec les soldats français, on passe partout. » — « Et moi, ajouta » M. de Gramont d'un ton suffisant, j'ai dans mes poches deux poids qui sont bien lourds; dans ma » poche droite un traité avec l'Autriche, dans celle de gauche un traité avec l'Italie. » — « Eh bien! » mossieu, dit flegmatiquement lord Lyons, vos poches sont trouées. »

Il n'avait que trop raison!

États-Unis. Message du Président. — Le message du président fait allusion à la question de l'*Alabama* et déclare que si l'Angleterre désire un règlement complet et amical de cette affaire, les États-Unis prendront le sujet en considération avec le sérieux désir de la résoudre en ménageant l'honneur et la dignité des deux nations.

Le message proclame le sérieux désir du rétablissement de la paix en Europe et établit que la politique américaine interdisait d'intervenir dans les différends européens.

PETITES NOUVELLES. — **Le père Hyacinthe** vient de passer quelques jours chez le professeur **Jowett** à Oxford, Angleterre. — *Le Phare de la Loire* publie une lettre du Mans, annonçant que le rédacteur (M. **Le Nordez**) et le gérant de *l'Union de la Sarthe*, journal catholique, ont été arrêtés, pour avoir cherché à exciter les généraux les uns contre les autres, et donné le contenu de dépêches imaginaires. Ils passeront devant une cour martiale. — La colonne commémorative, élevée au camp de Sathonay à **Napoléon III**, a été renversée par un bataillon de la garde nationale, aidé par les mobiles, cantonnés au camp.

MARDI, 6 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — La joie et l'espérance d'une prompte et immédiate délivrance n'auront pas été de longue durée!...

La sortie de Paris a admirablement réussi dès le début ; l'armée du général Ducrot a fait merveille ; le caractère parisien s'est montré à la hauteur des besoins et des exigences du moment, mais, par suite du froid, de la fatigue des troupes et des puissantes concentrations de l'ennemi, l'armée de Paris a dû repasser la Marne et se replier sur ses anciennes positions. C'est à la date du 4 que ce mouvement en arrière a eu lieu.

Sur la Loire, déceptions et revers également ! L'armée française a dû battre en retraite devant les forces réunies du prince Frédéric-Charles, *c'est-à-dire de toute l'armée de Metz*, et du corps tout entier du duc de Mecklembourg.

On avait espéré que le général d'Aurelles aurait pu tenir à Artenay sans avoir besoin de replier ses avant-postes et d'évacuer Orléans. La délégation de Tours voulait même qu'il maintînt ses positions à tout prix. Mais le général d'Aurelles, en présence du prince Charles qu'il avait en face, et du duc de Mecklembourg qui menaçait son flanc gauche, a craint d'être débordé. Il a donc songé à battre en retraite. Toutefois, sur les instances de la délégation, il est revenu sur sa décision et il a cru devoir tenter la lutte. Elle ne lui a pas été favorable, et il s'est vu forcé d'abandonner Orléans.

Voilà donc Orléans de nouveau au pouvoir des Prussiens ! Quelle souffrance pour cette cité si fière et si patriotique ! Et quelle douleur, en France, quand on apprendra que la fortune a encore une fois trahi nos armes !

Toutefois, ces revers étaient prévus. Après Sedan, après Metz, on ne peut pas compter que la France repousse ses envahisseurs en un jour et au premier choc. Le succès ne peut être que l'œuvre du temps et de la ténacité. Il demandera encore plus d'un effort, plus d'un combat, plus d'un revers, et il n'en sera ainsi que plus glorieux.

Espérons seulement que Paris ne se découragera pas à la nouvelle de ce nouvel insuccès. Il a souffert si héroïquement jusqu'ici. Puisse-t-il persévérer encore quelques jours dans cette sublime et fière attitude ! Puisse-t-il, jusqu'au bout, déconcerter les espérances de l'ennemi ! Puisse-t-il, surtout, avoir les vivres et les ressources nécessaires pour patienter encore quelque temps et attendre le retour offensif de nos armées !

Pourquoi d'ailleurs les Parisiens se décourageraient-ils ? N'est-ce pas

déjà beaucoup que ces armées sorties de terre, que ces combats victorieux sous les murs de Paris, que cette retraite en bon ordre de l'armée de la Loire? Qui eût cru, il y a un mois, que les Prussiens se seraient jamais vus à la veille de devoir lever le siége de Paris, traqués, vaincus, poursuivis partout? Peu s'en est fallu pourtant que ce résultat eût été atteint hier. Et tout fait espérer, si Paris reste fidèle à l'héroïsme de ces derniers jours et si la France maintient son élan, que d'ici à peu de temps la fortune couronnera complétement nos efforts.

Premier revers donc : le passage de la Marne, dans la direction de Paris, par le général Ducrot. Autre revers: l'entrée à Rouen d'une partie de l'armée du général de Manteuffel, qu'on croyait en route pour Paris. Et enfin, troisième revers : la retraite de l'armée de la Loire et la réoccupation d'Orléans. Tel est le triste bilan de la situation actuelle. Mais que sont ces revers en face de ceux déjà essuyés? Sedan et Metz n'ont pas abattu la France. Ces quelques insuccès partiels ne lui feront pas mettre bas l'espoir de repousser l'envahisseur.

On a vu que le général d'Aurelles voulait d'abord battre en retraite, mais qu'il s'était laissé aller à engager la lutte devant les vives et pressantes instances de la délégation. Voici comment ces divergences de vues et les différentes décisions qui ont été prises sont exposées dans un télégramme de Tours :

« Tours, lundi 5 décembre,
» 1 heure du soir.

» Communication officielle. — Après divers combats, livrés le 2 et le 3 décembre, qui causèrent beaucoup de mal à l'ennemi, mais, en même temps, arrêtèrent la marche en avant de l'armée de la Loire, la situation générale de cette armée parut subitement inquiétante au général d'Aurelles.

» Dans la nuit du 3 décembre, le général d'Aurelles signala la nécessité d'évacuer Orléans et d'opérer la retraite sur la rive gauche. Il lui restait cependant une armée de plus de deux cent mille hommes avec cinq cents canons, retranchée dans un camp fortifié avec des pièces de la marine.

» Ces conditions exceptionnellement favorables semblaient devoir permettre une résistance que, en tout cas, le simple devoir militaire ordonnait de tenter. Le général d'Aurelles persista néanmoins dans son plan de retraite, alléguant qu'étant sur place, il pouvait juger mieux que personne la situation réelle.

» Après une délibération prise en conseil, le gouvernement de la délégation à Tours décida à l'unanimité d'expédier au commandant de l'armée de la Loire le télégramme suivant :

« L'opinion du gouvernement était de vous voir tenir ferme à Orléans, vous servir des travaux » de défense et ne pas vous éloigner de Paris. Mais puisque vous affirmez que la retraite est » nécessaire et que vos troupes ne tiendraient pas, le gouvernement vous laisse le soin d'exécuter » la retraite que vous présentez comme pouvant éviter à la défense nationale des désastres plus » grands que l'évacuation d'Orléans. Conséquemment, je retire mes ordres de concentration active » et forcée à Orléans et dans le périmètre de vos feux de défense.

» Donnez l'ordre de l'exécution à tous les généraux placés sous votre commandement en » chef.

» (Signé) GAMBETTA, CRÉMIEUX,
» GLAIZ-BIZOIN, FOURICHON. »

» Cette dépêche était envoyée à onze heures.

» A midi, le général d'Aurelles écrivait d'Orléans :

« Je change mes dispositions; je dirige sur Orléans les 16e et 17e corps. J'appelle les 18e et » 20e. J'organise la résistance. Je suis à Orléans, à la place.

» (Signé) : D'AURELLES. »

» Ce plan de concentration était celui que, depuis vingt-quatre heures, le ministre de la guerre conseillait et ordonnait. Le ministre partait à une heure et demie pour Orléans par un train spécial, pour s'assurer qu'on opérait la concentration. A quatre heures et demie, en avant du village de La Chapelle, le train dut s'arrêter, la voie étant occupée par une partie de cavaliers prussiens, qui interceptaient la marche du convoi.

» En même temps, on entendait une canonnade lointaine laissant présumer une bataille en avant d'Orléans. Le ministre de la guerre revint à Beaugency prendre une voiture pour aller à Ecouis, croyant que la résistance continuait devant Orléans. A Beaugency, il ne lui fut plus possible d'avoir des nouvelles.

» De Blois seulement, à neuf heures du soir, la dépêche suivante fut expédiée à Tours :

« Depuis midi, je n'ai reçu aucune dépêche d'Orléans, mais je reçois maintenant une dépêche de » l'inspecteur Relevet, annonçant qu'on a tiré sur notre train à La Chapelle. »

» Je reçois un autre télégramme du général d'Aurelles, disant : « J'avais espéré jusqu'au dernier » moment pouvoir éviter l'évacuation d'Orléans, mais tous mes efforts ont été impuissants. »

» Cette nuit, la ville sera évacuée. Pas d'autres nouvelles.

» (Signé) FREYCINET. »

» Devant cette grave détermination, des ordres immédiats furent donnés de Blois. Le ministre, rentrant à Tours à trois heures du matin, trouva les dépêches suivantes que le public appréciera :

« Orléans, 4 décembre, minuit.

» LE GÉNÉRAL PALLIÈRES AU MINISTRE DE LA GUERRE.

» L'ennemi proposa notre évacuation d'Orléans à onze heures et demie du soir, sous peine du » bombardement de la ville.

» Comme nous devions quitter Orléans cette nuit, j'ai accepté au nom du général en chef. Les » canons ont été encloués, la poudre et le matériel détruits. »

« Orléans, 5 décembre 4 heures 25 du matin. »

» LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

» L'ennemi a occupé Orléans à minuit.

» On dit que les Prussiens, entrés presque sans munitions, n'ont fait presque point de prison- » niers.

» Actuellement, des dépêches des différents chefs de corps annoncent que la retraite s'est effec- » tuée en bon ordre, mais on est sans nouvelles du général d'Aurelles, qui n'a rien expédié au gou- » vernement. »

L'avantage reste donc momentanément aux Allemands. Mais encore quelques victoires semblables, et leurs armées fondront à vue d'œil. La France ne fait que s'organiser. Telle qu'elle est, armée d'hier, elle a failli vaincre. Demain elle vaincra certainement quand toutes ses forces mieux aguerries et épurées se remettront en ligne.

Mais pour cela, ne l'oublions pas, il faut de la foi dans les efforts entrepris, il faut de la ténacité, il faut de la fermeté dans les revers, il faut de l'élan et de l'unité d'action dans les prochains combats, il faut surtout l'union et l'accord de toutes les classes, *de celles qui possèdent comme de celles qui ne possèdent pas, pour supporter avec un désintéressement et une générosité patriotiques les ruines matérielles que causera la continuation de la lutte.*

Voici le télégramme « à Augusta » concernant la reprise d'Orléans :

« Le Roi a la Reine.

» Versailles, 4 décembre, minuit.

» Officiel. — Après une bataille qui a duré deux jours, livrée par la seconde armée et l'armée mecklembourgeoise, le corps **Munstein** a pris ce soir le faubourg Saint-Jean et la gare d'Orléans.

» Les autres corps se trouvent prêts à occuper la ville demain.

» Nous avons pris trente canons et plus de mille prisonniers.

» Nos pertes sont modérées. C'est la division Wrangel qui a subi les pertes les plus considérables.

» Hier et aujourd'hui tout est resté calme ici. »

Paris. — Voici un télégramme de Versailles :

« Le roi de Prusse a invité les rois de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe à venir à Versailles *pour assister à son entrée à Paris.*

» On fait des préparatifs pour incorporer 150,000 hommes de plus de la landwehr, pour le cas où la France continuerait la guerre après la prise de Paris. »

Qui vivra verra.

Les bonnes nouvelles à Tours. — La joie et l'enthousiasme ont été indicibles dans la capitale provisoire de la France quand on y a appris, d'après les premiers renseignements, la sortie victorieuse de l'armée de Paris. La correspondance suivante, que nous empruntons à l'*Indépendance belge*, est une photographie des plus vivantes et des plus animées de la physionomie de Tours, et, peut-on dire, de la physionomie des villes et des villages de France avant les échecs partiels qui viennent de nous frapper de nouveau :

« Tours, 1er décembre.

» Enfin, c'est vrai... vrai! vrai! nous tenons une victoire.

» Quand cette lettre vous arrivera, vous saurez de toutes parts et le succès de la sortie du général **Trochu** et les circonstances de ce succès. Vous saurez la sortie du 29 et la bataille du 30, et, ce que nous ignorons encore, le résultat de la journée du 1er.

» Ce que je vous dirai donc, ce ne sera ni l'arrivée du ballon à Belle-Isle, ni la poursuite des barques qui couraient au-devant de lui dans la mer, ni la chute des aéronautes qui, tombant blessés, criaient : « Victoire! » ni les proclamations solennelles et magistrales des généraux **Trochu** et **Ducrot**, ni l'attaque des marins et des gardes nationaux sur la Gare-aux-Bœufs de Choisy-le-Roi, ni le passage de la Marne par le général Ducrot, ni la bataille furieuse entre Champigny, Brie et Villiers, ni les canonnades endiablées de nos forts, ni le général Trochu entraînant l'infanterie à la bataille, ni le général Ducrot se battant comme un lion... Non, car tout cela vous le savez.

» Mais je vous dirai l'angoisse qui régnait ici dans les régions gouvernementales, où, depuis le 28, on savait la sortie projetée par Trochu; où, depuis ce matin, les télégrammes de Versailles, venus par voie belge et anglaise, annonçaient que la sortie avait eu lieu; puis la joie unanime, soudaine, communicative, éclatante, qui a retenti d'un bout à l'autre de la ville en un instant; la bonne nouvelle courant comme une traînée de poudre. Ah! comme nous en avions besoin! Ah! comme nous en avions faim et soif!

» Puis la ville entière courant à la préfecture, s'entassant dans les cours; et M. **Gambetta** paraissant à la fenêtre, la dépêche à la main, et, d'une voix sonore, pleine et retentissante, lisant cette heureuse dépêche. — Que dis-je, la lisant? la paraphrasant comme il sait faire, et, sans ajouter au détail, donnant aux faits leur logique, aux hommes leur caractère, aux choses leur valeur.

» Et je vous dirai encore les cris de : Vive la république! Vive Trochu! Vive Ducrot! » retentissants par salves redoublées; les gens s'embrassant les larmes dans les yeux... Quoi encore? Les

journalistes courant écrire, les ouvriers s'empressant dans les imprimeries... Vite! vite! On ne saura jamais assez tôt la bonne nouvelle.

» Et au guichet de la poste, à la gare du chemin de fer, chacun se précipite un paquet de lettres à la main; on veut être le premier à apprendre aux siens la victoire, à rendre l'espoir à la famille d'abord, à la ville natale ensuite.

» Et quelle attente maintenant — déjà! — sur tous les visages. Qu'aura-t-on fait aujourd'hui? Un autre ballon est signalé... on l'a vu se dirigeant du côté de Vannes. Apporte-t-il quelque supplément à la nouvelle? Tous les cœurs battent en même temps que toutes les mains se pressent. On sait à peine le premier succès qu'on veut savoir son lendemain.

» Ah! France ardente, bouillante, endiablée! tu est bien là tout entière, et que de ressort encore; que d'énergie, de courage, d'espérance, de rebondissement dans tes nerfs qu'on disait las, dans ton cœur qu'on croyait abattu, dans ton sang qu'on craignait refroidi! »

Napoléon III et Bazaine. Une opinion de Napoléon III sur la paix. — Le *Daily Telegraph* publie les dépêches suivantes sur ces augustes personnages, si *chers* à la France.

« Cassel, 5 décembre.

» L'Empereur (Napoléon) est entièrement remis de sa récente indisposition.

» Le maréchal Bazaine est malade et forcé de garder le lit.

» L'Empereur a dit hier, dans la conversation, qu'il n'est pas probable que la paix se fasse avant que les hommes du 4 septembre aient épuisé leurs derniers moyens de défense. « Il vaut mieux que » cela soit ainsi, » a-t-il ajouté, « autrement ils feraient toujours valoir que la France aurait pu » être sauvée par eux. »

Les ballons. — Le hasard fait quelquefois admirablement les choses. Ainsi le ballon porteur des dépêches annonçant le succès de la sortie du général Ducrot est descendu sur la maison où est né le général Trochu, à Belle-Isle-en-Mer.

Ouverture du Parlement italien. Discours du Trône. — C'est hier qu'a eu lieu l'ouverture du Parlement italien à Florence. Cette solennité offrait un intérêt exceptionnel à cause des faits importants qui se sont accomplis en Italie dans ces derniers temps. Voici, telle que la transmet le télégraphe, l'analyse du discours que Victor-Emmanuel a prononcé à cette occasion :

« Avec Rome, capitale, j'ai accompli mes promesses et couronné l'entreprise que mon magnanime père avait commencée, il y a vingt-cinq ans.

» L'Italie est libre et une.

» Désormais, il ne dépend que de nous de la faire grande et heureuse.

» Pendant que nous célébrons cette solennité, qui inaugure l'Italie complétée, deux grands peuples, glorieux représentants de la civilisation moderne, se déchirent dans d'horribles luttes.

» Liés à la France et à la Prusse par la mémoire de récentes et bienfaisantes alliances, nous avons dû observer une neutralité rigoureuse, laquelle nous était aussi imposée par le devoir de ne pas augmenter l'incendie et par notre désir de pouvoir toujours interposer impartialement notre parole entre les parties belligérantes.

» Nous continuerons à accomplir ce devoir d'humanité et d'amitié, en unissant nos efforts à ceux des puissances neutres pour mettre fin à une guerre qui n'aurait jamais dû éclater entre deux nations dont la grandeur est également nécessaire à la civilisation du monde.

» L'opinion publique, en consacrant par son sentiment cette politique, a démontré encore une fois que l'Italie libre et unie est pour l'Europe un élément d'ordre, de liberté et de paix.

» Tous, nous sommes entrés dans Rome au nom du droit national; nous y sommes restés en maintenant les engagements pris solennellement avec nous-mêmes, savoir : la liberté de l'Église, la

complète indépendance du siége pontifical dans l'exercice de son ministère religieux et dans ses rapports avec la catholicité.

» L'imminent transfert du siége du gouvernement à Rome nous oblige à étudier les moyens de réduire à la plus grande simplicité l'administration, en rendant aux communes et aux provinces leurs propres attributions. »

Le discours annonce ensuite la présentation de plusieurs projets de lois relatifs à la réorganisation militaire, à l'instruction et aux finances.

Puis, il se termine par ces paroles :

« Pendant que l'Italie avance dans la voie du progrès, une grande nation, sœur de la nôtre, confie à mon fils la mission de gouverner ses destinées.

» Je suis heureux de l'honneur fait à ma dynastie et à l'Italie.

» Je fais des vœux pour que l'Espagne grandisse et prospère au moyen de la loyauté de son prince et de la sagesse de son peuple. »

Ce discours a été très-applaudi.

Polémique bonapartiste. Une querelle de ménage. — Décidément, M. Hugelmann n'a pas de chances !... Il n'est pas d'avances ni d'amabilités qu'il ne fasse aux serviteurs de tout grade et de toute livrée de l'ex-Empereur. Mais ceux-ci font les dégoûtés à tout propos et sur tous les tons.

Il y a quelques jours, la *Situation* délirait de joie et d'espoir à la nouvelle de l'arrivée de M. Duvernois à Londres. Elle saluait l'arrivée de l'ancien familier de Napoléon III comme celle d'un sauveur et d'un restaurateur. Voici, aujourd'hui, la petite épître que reproduit la *Situation*. Si elle émane de M. Duvernois lui-même, comme tout porte à le croire, elle ne prouve pas précisément que l'admiration de M. Hugelmann soit payée de retour :

« Londres, 30 novembre 1870.

» Monsieur Clément Duvernois, *député au Corps-Législatif, ex-ministre du commerce*, a été plusieurs fois déjà l'objet d'attaques violentes de la part d'une feuille française.

» Plusieurs journaux anglais ont cru devoir donner place dans leurs colonnes à ces attaques, auxquelles, cependant, M. Clément Duvernois n'a pas jugé opportun de répondre.

» Aujourd'hui une calomnie infâme circule dans Londres, calomnie qui ne tendrait à rien moins qu'à faire croire que M. Clément Duvernois est sur le point de devenir, soit propriétaire du journal *la Situation*, soit un de ses collaborateurs.

» Jamais M. Clément Duvernois, député au Corps-Législatif et ex-ministre du commerce, n'a pu avoir la pensée d'acquérir, *ni en son nom, ni au nom de la cause napoléonienne*, une feuille, qui, depuis sa création, n'a pu vivre que par le chantage et l'escroquerie, ses seuls mobiles.

» A plus forte raison, M. Clément Duvernois ne peut que repousser avec la plus grande indignation, toute supposition tendant à l'accoler à une *rédaction* dont le chef, renié par tous les partis, n'est autre que le sieur : *Gabriel Hugelmann*, faussaire, banqueroutier, à la solde de la police et condamné à plusieurs années de prison.

» Agréez, Monsieur, l'expression, etc., etc. »

» NOTA. — *Cette lettre a été envoyée à tous les journaux de Londres et de l'étranger avec prière d'insertion.* »

Après avoir reproduit cette tuile de dimension, la *Situation* ajoute ces lignes :

« Il est bien entendu que M. G. **Hugelmann** fait, à propos des auteurs et imprimeurs de cette lettre, toutes les réserves que de droit.

Allons, M. Hugelmann, un bon procès à tous ces calomniateurs, — puisque calomnie il y a. — Cela fera bien mieux votre affaire et celle de vos augustes patrons que toutes les « réserves » et les auto-biographies possibles.

NÉCROLOGIE. — Avant-hier est décédé à Bruxelles, âgé de 78 ans, M. **Philippe de Molinari**, ancien officier de l'empire et du royaume des Pays-Bas, père de M. G. de Molinari, économiste et rédacteur des *Débats*. — Une mort qui, en d'autre temps, eût fait sensation dans le monde des lettres et défrayé la chronique de la presse parisienne, est celle de Mme **Charles Reybaud**. Le charmant auteur de *Misè Brun*, du *Cadet de Collobriès* et de tant d'autres romans pleins de saveur et d'originalité, est morte à Nice, la semaine dernière, dans sa 67e année, après une longue et douloureuse maladie. — L'*Italie* annonce que S. A. R. le rajah **Maharaja de Kolapore** vient de mourir à Florence. — M. le marquis de **Sainte-Hermine**, député de la Vendée, depuis 1852, vient de mourir; il était âgé de 61 ans.

MERCREDI, 7 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — La délivrance de la France n'est pas compromise. Elle n'est qu'ajournée. Les télégrammes allemands eux-mêmes ne parlent qu'avec réserve des récents faits de guerre.

C'est le 4 que la bataille a été engagée devant Orléans. L'armée de la Loire n'a été mise en ligne qu'en partie. Le mouvement général de retraite a eu lieu spontanément, *conformément au plan arrêté à l'avance.* On a de nouveaux renseignements sur ces faits qui ont été fort exagérés à Berlin et à Londres. Il en résulte qu'au début, le corps bavarois du général von der Tann a été fort maltraité et que c'est sa jonction avec ceux des princes Frédéric-Charles et du grand-duc de Mecklembourg qui est devenue fatale aux Français. L'enlèvement du faubourg Saint-Jean et de la gare a été des plus meurtriers; les Allemands ont subi des pertes considérables.

Le gouvernement de Tours croit encore toujours qu'on pouvait se maintenir à Orléans. Il a donc nommé une commission chargée d'examiner la conduite du général d'Aurelles. Ce chef militaire n'est pas du tout mis en accusation, ni en suspicion. Seulement, des hommes compétents sont chargés d'examiner si la conduite qu'il a tenue et les décisions qu'il a prises lui étaient rigoureusement imposées par la force des choses et les mouvements de l'ennemi.

Cette mesure fait crier. On dit que c'est décourager les généraux, paralyser leur élan et leur liberté d'action que de contrôler ainsi leurs faits et gestes. Certes, ce contrôle offre des inconvénients. Mais n'est-il pas bon que l'énergie et l'action des chefs militaires soient tenues à

chaque instant en éveil par la pensée du contrôle qui veille sur eux? Si Bazaine avait été contrôlé, si de Failly et tant d'autres avaient été contrôlés ou certains de l'être, aurions-nous vu les désastres de Metz et de Sedan? Les chefs d'armées, comme tous autres fonctionnaires, ne sont que des mandataires responsables vis-à-vis de la nation, et ils doivent compte, comme tous autres, de leurs faits et gestes à ceux au nom et dans l'intérêt de qui ils agissent. D'ailleurs, si le général d'Aurelles a eu raison d'agir comme il l'a fait, il lui sera facile de se disculper. S'il a eu tort, la nation ne le mettra pas pour cela au pilori, car où est l'homme et le général qui ne soient sujets à faire des fautes de bonne foi?

Une décision des ministres de l'intérieur et de la guerre a donc chargé trois commissaires de procéder à une enquête sur les faits qui ont amené l'évacuation d'Orléans. Ces commissaires sont MM. le général de Barral, l'intendant Robert et le préfet Ricard.

Un détail curieux, que révèlent les dépêches de Tours, c'est que, depuis la journée du 3, on n'avait plus entendu parler du général d'Aurelles. C'est l'un de ses aides de camp, le général Fallières, qui a traité avec les Prussiens de l'évacuation d'Orléans, et c'est son secrétaire général qui a annoncé l'évacuation au ministre de la guerre.

Aujourd'hui, on a des dépêches du général d'Aurelles lui-même, disant que l'armée a fait sa retraite en bon ordre et qu'elle est intacte. Il est inexact que des waggons d'approvisionnement aient été capturés.

Un officier du quartier général de Versailles a été chargé de porter à Paris la nouvelle de la défaite de l'armée de la Loire et de l'occupation des villes d'Orléans, d'Amiens et de Rouen, sans doute avec l'espoir que la révélation de ces faits amollira la force de résistance du gouvernement et de la population de Paris.

Si Paris pouvait connaître la véritable situation, comme il se rirait des menaces et des menées des Prussiens!... Espérons que des nouvelles de source sûre et française lui parviendront bientôt.

Les ballons. — Les Parisiens liront avec un immense intérêt le récit suivant. C'est l'odyssée complète d'un ballon, parti de Paris le 24 novembre, et qui, après des vicissitudes de tout genre, est allé atterrir à quelques lieues de Christiania (Norwége). Les aéronautes étaient MM. Paul Rolier et Deschamps.

C'est l'*Indépendance belge*, toujours si bien renseignée, qui nous fournit cette intéressante relation. Nous ne croyons pas que l'histoire des aventuriers les plus célèbres renferme beaucoup de pages plus émouvantes et plus dramatiques.

« Copenhague, 3 décembre.

» Je vous apporte le récit du merveilleux voyage aérien de MM. **Paul Rolier** et **Deschamps**. Ce

sont eux, vous le savez déjà, qui descendirent en ballon auprès de Christiania, en Norwége, il y a quelques jours. Je tiens les détails qui suivent de la bouche même de l'un des aéronautes.

» Ils sont partis de Paris jeudi 24 novembre, à onze heures trois quarts du soir, espérant se diriger sur Tours (1). Le ballon atteint bientôt une hauteur de deux mille mètres, hors de la portée des balles prussiennes, et il dominait alors tout le camp prussien. Puis, il passa successivement au-dessus de plusieurs villes du Nord.

» Bientôt les aéronautes crurent entendre le bruit d'un grand nombre de locomotives ; ils étaient sur les côtes de la mer ; et c'était le bruit des vagues sur les rochers qu'ils pouvaient parfaitement distinguer. Puis ils entrèrent dans un brouillard épais, n'ayant aucun moyen de déterminer leur rapidité ou le mouvement horizontal de l'aérostat. Le brouillard s'étant dispersé, ils se trouvèrent au-dessus de la mer et virent successivement un grand nombre de vaisseaux (dix-sept), entre autres une corvette française à laquelle ils firent des signaux, qui ne furent sans doute pas compris ; on ne leur répondit point. Leur intention était de se laisser tomber sur la mer et de se tenir là jusqu'à ce qu'ils fussent recueillis par la corvette.

» Plus tard, on tira sur eux, sans doute d'un vaisseau allemand, mais sans les atteindre. Ils avançaient toujours vers le Nord avec une rapidité vertigineuse. Ne voyant nulle part la terre et se trouvant de nouveau dans le brouillard, ils expédièrent un de leurs pigeons voyageurs, annonçant qu'ils se croyaient perdus. Alors, ils jetèrent une longue corde de la nacelle, ce qui ralentit leur marche, le bout de la corde trempant dans l'eau. Enfin, ils aperçurent la terre et jetèrent un sac de journaux et de lettres. Le ballon, allégé, remonta et prit une nouvelle direction vers l'Est.

» Ce fut une heureuse inspiration ; sans cela, d'après toute probabilité, le ballon était conduit vers la mer Glaciale. Placé dans ce nouveau courant, l'aérostat continua son mouvement sur la terre ferme. Perdant de son lest, il s'était relevé à une plus grande hauteur.

» On ouvrit la soupape pour lâcher du gaz et faire descendre le ballon. Près de Lifjeld, paroisse de Silgjord, le ballon toucha le sommet des arbres. Les voyageurs descendirent à l'aide de la corde qu'ils avaient laissée pendre, et arrivèrent à grand'peine presque sains et saufs.

» Aussitôt allégé d'une grande partie de son poids, le ballon s'éleva avec rapidité sans qu'on pût le retenir. Il était alors trois heures quarante minutes de l'après-midi, d'après le méridien de Paris ; c'était le vendredi 25 novembre.

» *Quinze heures s'étaient écoulées depuis leur départ de Paris ; ils ignoraient dans quel pays ils étaient tombés et comment ils y seraient reçus.*

» Accablés de lassitude, mourant de faim, suffoqués par le gaz qui s'échappait du ballon, ils s'évanouirent tous les deux. Bientôt rétablis, ils se mirent à marcher en enfonçant profondément dans la neige. Les premiers êtres vivants qu'ils rencontrèrent furent trois loups, qui les laissèrent passer sans les attaquer. Après cinq ou six heures de marche, ils atteignirent une pauvre cabane, où ils s'abritèrent. Le lendemain, ils rencontrèrent une nouvelle cabane. Là, ils trouvèrent des traces de feu et comprirent alors qu'ils n'étaient pas éloignés d'un endroit habité.

» Peu après deux bûcherons survinrent ; mais il leur fut impossible, à eux Français, de se faire comprendre ou de savoir en quel pays ils étaient. Un des bûcherons sortit de sa poche une boîte d'allumettes pour allumer du feu. Rolier prit aussitôt la boîte et lut dessus Christiania. Plus de doute, ils étaient en Norwége, nom que les paysans ne comprirent naturellement pas ; mais ils se doutèrent pourtant que les étrangers voulaient se rendre à Christiania. Ils les conduisirent d'abord à leur domicile pour les réconforter et leur donnèrent tous les soins que nécessitait leur état, puis ils les menèrent chez le pasteur **Celmer**, où arrivèrent le docteur de l'endroit et un ingénieur des mines, nommé **Nielson**. Ce dernier parlait très-bien le français, et ils purent raconter leur voyage.

» Le journal de Drammen raconte que des paysans travaillant dans la forêt et apercevant le feu, s'élancèrent vers cet endroit, croyant que des vagabonds voulaient incendier la cabane.

» Les Français, ajoute-t-il, reçurent nos compatriotes avec des visages souriants, battant des mains et criant : Norwégiens ! *Normœd* (?) Il faut alors qu'ils aient pu calculer qu'ils étaient en Norwége.

(1) Si nous ne nous trompons, c'était ce ballon qui devait porter à Tours la nouvelle de la prochaine sortie du général Trochu. P. M. Janvier 1872.

» Les voyageurs furent conduits à Kappellangaarden, où l'on ne comprenait pas le français ; mais ils se firent comprendre en dessinant un cercle dans lequel ils mirent un point qu'ils appelèrent Paris, expliquant par gestes l'ascension du ballon et que les Prussiens avaient tiré sur eux. Plus tard, on les conduisit à Kroasberg, dans la nuit, vers deux heures. Ils étaient munis de pièces d'or, dont ils donnèrent dans leur joie quelques-unes à un pauvre petit garçon.

» A Drammen, ils reçurent leurs cinq sacs de poste, pesant 330 livres, leurs six pigeons voyageurs et les autres objets qu'ils avaient laissés dans la nacelle : une couverture, deux bouteilles et demie de vin, un baromètre, un sextant, un thermomètre, un drapeau de signal, une casquette d'officier, etc., etc.

» Ils se déterminèrent à donner à l'université de Christiania le ballon qui mesure une hauteur de vingt et un mètres, et qui, en quinze heures, a fait un trajet de plus de trois cents lieues.

» Il sera d'abord exposé à Christiania et le profit de la recette sera offert aux blessés français.

» Ils apportent des nouvelles de Paris : d'après eux, la situation est bonne, on ne manque pas de vivres. La défense dispose actuellement 450,000 hommes bien exercés et bien armés ; plus 200,000 hommes plus jeunes et moins exercés. Des fabriques d'armes et des fonderies de canon sont en continuelle activité. **Trochu** est respecté et obéi. On attend une grande sortie cette semaine, si elle n'a pas déjà eu lieu. Ils espèrent que la guerre aura une issue favorable. »

Tous les aéronautes, après avoir couru les mêmes dangers, n'ont pas le même bonheur. Nous avons déjà parlé de paquets de lettres trouvés sur les côtes de l'Angleterre. Le *Sun* annonce, sous la rubrique de Londres, que les derniers paquets de lettres tombés du ballon de Paris, qui a été vu planant sur la Manche mardi 29 novembre, ont été jetés par le flot sur la côte et portés à Falmouth. C'est à Cadgwith qu'ils ont été recueillis, près du Lizard. On les a dirigés sur Londres. Il n'y a aucune nouvelle du ballon. On craint que les hommes qui le montaient n'aient été noyés.

Qui sait, à l'heure où nous écrivons ces lignes, quelles sont les angoisses et les souffrances de ces malheureux!...

Les prisonniers allemands en France. — Les officiers prussiens prisonniers qu'on a vus passer en assez grand nombre, ces jours derniers, à Lyon, sont dirigés sur Montpellier, pour y être internés.

Le *Salut public* assure que parmi ces officiers se trouvait le neveu du comte DE BISMARK, colonel d'un régiment de cuirassiers blancs.

Il paraît que la plupart des simples soldats prussiens faits prisonniers sont expédiés à Auray, en Bretagne. Les journaux algériens demandent qu'on en envoie un certain nombre en Algérie, où les bras manquent pour la culture des terres, à laquelle on pourrait employer ces prisonniers, à l'exemple de ce qu'on fait en Allemagne pour les prisonniers français.

Mort d'Alexandre Dumas.—Une perte irréparable, un grand deuil vient de frapper la France littéraire et d'ajouter aux douleurs de l'heure présente.

Alexandre Dumas, le grand conteur, le plus fécond et le plus populaire des romanciers, s'est éteint doucement, le 5 de ce mois, à Puys, près de Dieppe, entouré de son fils, de sa fille et de ses petits-enfants,

ignorant encore les désastres de la patrie, et sans avoir entendu les roulements des tambours prussiens et les sons des fanfares germaniques; comme si Dieu avait voulu épargner à son agonie cette immense douleur, et ne pas troubler, par de funestes apparitions, les dernières clartés de sa haute intelligence.

Les faits et gestes bonapartistes en Angleterre. — L'ex-Impératrice EUGÉNIE a rendu hier à la reine VICTORIA, à Windsor, la visite qu'elle avait reçue de Sa Majesté, mardi dernier, à Chislehurst. On assure que la Reine aurait voulu dispenser l'ex-souveraine de ce devoir d'étiquette. A Chislehurst, on attend une abdication, mais elle ne vient pas.

En tout cas, ce n'est un secret pour personne à Londres que de grandes divisions règnent dans le camp bonapartiste. Les conseillers intimes de l'ex-Impératrice sont M. ROUHER et le marquis DE LA VALETTE; tandis que la camarilla militaire et M. DE PERSIGNY inspireraient les rêveries et les combinaisons ténébreuses de l'hôte de Wilhemshœhe.

Ab uno... — Nous n'avons pas osé achever la citation latine. Car, pour dire toute notre pensée, cette façon de raisonner ne nous semble d'accord ni avec la vérité des faits, ni avec une saine logique... Nous constatons, toutefois, que les écrivains bonapartistes, quand ils lavent leur linge sale en public, se renvoient toutes les malpropretés et toutes les injures possibles. C'est sur la question de probité et d'antécédents que ces messieurs sont surtout prolixes et peu aimables les uns pour les autres.

On a vu plus haut comment on traitait M. Hugelmann. Voici maintenant comment M. Hugelmann rend la monnaie de sa pièce à un ancien collaborateur et, protégé qui lui fait des niches et le dénigre dans la presse:

« AVIS.

» La Rédaction et l'Administration du journal la *Situation* préviennent le public que M. **E. Lambert de Féret** ne fait plus partie, à aucun titre, de leur personnel, depuis le 5 novembre courant, pour des raisons qu'on le défie de faire connaître lui-même. »

NÉCROLOGIE. — L'éminent chimiste **Barreswill** vient de succomber. Né à Versailles en 1817, dit le *Moniteur Universel,* il fut de bonne heure chef du laboratoire de M. Pelouze, à la Monnaie, puis professeur à Turgot, ainsi qu'à l'école supérieure du commerce, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, membre de la commission des logements, secrétaire du comité consultatif des arts et manufactures, chimiste expert au ministère du commerce. Sa dernière pensée fut une preuve de son dévouement au pays. Il aida puissamment M. Steenackers dans le précieux service des postes en ayant l'heureuse idée de faire photographier microscopiquement le *Moniteur* et les dépêches que l'on envoie à Paris par pigeons. C'est un nom qui restera dans le souvenir des familles auxquelles il aura épargné la famine des nouvelles. Il a, en effet, par cette habile application de la photographie, facilité ce qu'on peut appeler le *ravitaillement moral* de Paris. — Un des hommes les plus considérables de la Grande-Bretagne, **Adam Smith**, vient de mourir à Londres, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Depuis cinquante ans, il a été mêlé à tous les événements politiques et sociaux de son pays.

JEUDI, 8 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Maîtres d'Orléans, les Allemands ont commencé, sans perdre de temps, un mouvement offensif vers Tours. Bien que, d'après les dépêches françaises, l'armée de la Loire n'ait été ni entamée ni dispersée, comme elle a dû effectuer sa retraite par Sully et Jargeau, en amont d'Orléans, il semble assez difficile qu'elle puisse se concentrer à temps pour couvrir, en aval, le siége de la délégation gouvernementale.

Il ne restera à celle-ci qu'à choisir un autre lieu de résidence, à moins que les forces réunies au camp de Conlie, près du Mans, et commandées maintenant par le général Bourbaki, ne soient déjà assez formées pour venir la protéger.

On a des nouvelles du Nord. — Les Prussiens exigent d'Amiens un million, payable moitié dimanche et moitié mardi ; on le cherche, mais on a du mal de le trouver. Deux compagnies de mobiles de la garnison sont parties prisonnières. L'église Saint-Remi est convertie en temple protestant.

Les Prussiens sont entrés à Abbeville. Leur entrée à Rouen a été précédée d'un combat soutenu à Buchy par la garde nationale. La gare de cette localité a été brûlée.

Dieppe est menacé. Toutes les communications avec le Havre sont coupées ou le seront bientôt : la France est donc séparée, dans toute sa largeur, en deux tronçons qui n'ont plus de communications entre eux par voie de terre.

On signale un acte barbare : les Prussiens ont tiré entre Rouen et Dieppe sur un train de voyageurs. Le chauffeur a été tué ; le compartiment d'une voiture de première classe a été traversé par un projectile qui a atteint la coiffure d'une dame de Dieppe.

Le bruit court que la nouvelle entrée des Prussiens à Saint-Quentin a provoqué un combat entre eux et les ouvriers, pendant lequel trois maisons auraient été incendiées.

Un engagement a eu lieu à Warcq (Ardennes). Dix-sept francs-tireurs et mobiles y ont été tués ; les Prussiens ont perdu plus de monde.

Incident anglo-russe. — La Porte adhère à la proposition de conférence présentée par le ministre de Prusse, à condition de discuter seulement les questions soulevées par le prince Gortchakoff.

Tout va si bien dans le sens d'une conférence que plusieurs journaux disent que les invitations sont déjà lancées. On signale un grand apaisement dans le langage de la presse anglaise. Le *Morning-Post, parlant de la guerre franco-prussienne, daigne reconnaître que la France*

a toujours été loyale et de grande utilité aux Anglais, notamment dans la fameuse entente cordiale, qui a amené la guerre de Crimée. Ce journal croit donc, eu égard à ces relations cordiales et aux services rendus à l'Angleterre par la France, *qu'il y a lieu de faire des vœux pour le succès de cette puissance....* O égoïsme et mercantilisme, voilà bien de tes traits !

Paris. — Toujours des bruits de bombardement prochain ! On écrit à ce sujet de Berlin au *Journal de Bruxelles :*

« Les lettres de Versailles du 1er de ce mois annoncent que la place va être sommée ces jours-ci de se rendre. *En cas de refus, le bombardement sera commencé sur toute la ligne d'investisssement, attendu que les rigueurs de l'hiver se font déjà sentir cruellement et qu'on veut épargner à nos vaillants soldats de plus longues souffrances.* On dit, au reste, dans les cercles de la Cour, que le Roi serait décidé à revenir à Berlin immédiatement après la capitulation, en laissant à ses généraux le soin de continuer la guerre jusqu'à l'installation d'un gouvernement régulier avec lequel la paix pourrait être conclue. »

La dépêche suivante, extraite du *Daily-News*, abonde dans le même sens et nous montre que les populations allemandes réclament le bombardement, par lassitude de la guerre et par hâte d'en finir :

« Berlin, 7 décembre.

» Des réjouissances ont eu lieu parmi toute la population, par suite des brillantes victoires d'Orléans, *qui ont complétement anéanti l'armée française de la Loire.*

» Maintenant qu'on peut ajouter à la victoire la prise de Rouen, on juge que la fin de la guerre s'approche. En conséquence des fortes pertes infligées aux Allemands par les récentes sorties de Paris et par les maladies, on commence ici *à presser le bombardement*, afin de hâter la reddition de la ville. *Il est question d'exprimer ce sentiment dans une adresse au Roi.* »

L'opinion que formulaient sur eux les étrangers restés à Paris, quelque injuste, quelque passionnée qu'elle puisse être, ne manquera pas d'intéresser les Parisiens. C'est pourquoi nous recueillons les extraits suivants d'une correspondance parisienne, adressée au *Daily-News* à la date du 4 :

« Les Parisiens sont passablement intrigués que leur victoire ait abouti à une retraite. Ils paraissent être aussi ignorants des environs de leur capitale qu'ils le sont des pays étrangers, et jamais ils ne consentent à consulter une carte. Tandis que certains d'entre eux secouent la tête en désespérant du succès, la majorité est sous l'impression que Villiers et Champigny se trouvent de beaucoup au delà de la portée des canons de nos forts, que le terrain qui les entoure est toujours occupé par nos troupes, et que l'on a effectué quelque chose qui amènera la prompte retraite des Prussiens. Nous sommes deux millions, disent-ils ; nous mourrons plutôt que de nous rendre, et ils paraissent convaincus qu'il suffit de répéter cela assez souvent pour que Paris ne soit jamais pris.

» Les ultra-démocrates, dans les clubs, ont inventé une nouvelle théorie pour expliquer leur refus de se battre. « Nous sommes, » a fait observer un orateur, il y a quelques soirs, « les enfants de » Paris; il a besoin de nous : pouvons-nous l'abandonner en un pareil moment ? »

» Certains de ces héros vont jusqu'à affirmer que le meilleur plan serait de laisser les Prussiens entrer à Paris, et de les convertir aux doctrines du libéralisme. Je crois que c'est saint Augustin qui ne désespérait pas d'amener le diable à faire peau neuve ; de la même façon j'ai entendu un patriote ardent exprimer l'espoir d'être à même de convertir « **Guillaume** » à la foi en la République universelle !

» Au club où étaient exprimés ces sentiments fraternels, une dame siégeait au bureau. Lorsque

quelqu'un prononçait un discours qu'elle considérait comme bon, elle l'embrassait sur les deux joues. Elle était loin d'être laide, et j'ai sérieusement songé à présenter quelques observations, afin de recevoir à mon tour la récompense. Mais la timidité qui a entravé toute ma carrière m'a empêché de mettre mon projet à exécution.

» Parfois la dame prenait personnellement la parole et elle aimait à parler d'expérience. « L'autre » soir, je me dirigeais vers ce club, » a-t-elle dit, « lorsque je remarquai qu'un homme me suivait : « Que veux-tu ? » lui dis-je en le regardant fixement. — « Je vous aime, » répondit le vil aristo- » crate. — « Je suis la femme d'un citoyen, » répliquai-je, « et la mère des Gracques ! » Le misé- » rable se retira honteusement pour chercher une autre proie. S'il s'adresse à quelque princesse » ou duchesse, il trouvera probablement une victime. » Les plus vives acclamations accueillirent cette allocution, et plusieurs patriotes très-malpropres s'élancèrent pour embrasser la mère des Gracques, afin de lui prouver combien ils appréciaient sa noble conduite.

» Les journaux commencent déjà à craindre qu'il soit possible que quelques doutes s'élèvent sur l'héroïsme de chacun pendant la semaine dernière. Le *Figaro* contient ce qui suit : « Quoi que cer- » tains correspondants, mieux connus qu'ils ne le supposent, puissent dire, et quoiqu'ils se préparent » à infecter les pays étrangers de leurs correspondances, nos Bretons furent quelque peu troublés de » cette brusque et sauvage plaisanterie, mais.... » Suivent les déclarations de plusieurs de ces héros eux-mêmes, qu'ils se sont battus comme des lions. Le fait est, comme je l'ai déjà dit, que les mobiles ne se sont que passablement bien battus, et que, pour quelques-uns de leurs bataillons, le contraire est bien plus près de la vérité.

» La ligne, pour de jeunes troupes, s'est très-bien conduite, et le courage téméraire des officiers, tant de la ligne que de la mobile, est au-dessus de tout éloge. C'est toutefois un axiome militaire que lorsqu'un nombre disproportionné d'officiers ont été tués dans une bataille, les troupes sont restées en arrière. On ne peut faire de bons soldats en deux mois, et il est absurde d'espérer que de jeunes gens non exercés, qui ont été enlevés à la charrue il y a peu de semaines, se battront aussi bien que des soldats éprouvés et aguerris. C'est cependant ce que, en dépit des faits, on nous invite à croire, parce que « le sol de la France produit des soldats. »

» Il est difficile de prévoir ce qui va arriver maintenant. Les généraux doivent savoir que, à moins que les armées de province ne prennent les Prussiens à revers, de nouvelles sorties ne peuvent avoir pour résultat que de nouvelles boucheries : mais, d'autre part aussi, les Parisiens ne seront pas satisfaits tant que toutes les troupes de ligne et les mobiles qui se trouvent en dehors des murs n'auront pas été tués, afin que l'on puisse dire que la défense de Paris a été héroïque. *Si j'étais à la place de* **Trochu**, *j'organiserais une sortie exclusivement avec des gardes nationaux, afin de montrer à ces citoyens-soldats combien il y a de différence entre un combat réel et les parades en uniforme dans les rues de la capitale* (1). »

Les fausses nouvelles. Dépêche de M. Gambetta. — On sait comme certains gens aiment à propager les rumeurs les plus extravagantes, les plus sinistres et les plus désespérées !... C'est ce qu'on n'a pas manqué de faire à propos de l'armée de la Loire. Après avoir annoncé le complet anéantissement des Prussiens par les nôtres, on a immédiatement après, — et sans transition ni forme aucune, — annoncé

(1) On sait que le vœu de cet aimable correspondant a été exaucé et que la garde nationale a montré à Buzenval et à Montretout, où elle s'est fait tuer avec le même calme qu'à la « *parade*, » que ce n'était pas par bravade ni par dédain pour la vie des soldats et des mobiles qu'elle demandait des sorties en masse.

On voit par cette correspondance que le général Trochu n'était pas seul à croire que la défense était une « folie. » Seulement, là où le gouverneur de Paris voyait une « folie héroïque, » le correspondant du *Daily-News*, un gai luron, paraît-il, ne voyait qu'une « folie drôlatique, » qui lui permettait de gagner honnêtement son argent, en égayant par les folichonneries qu'elle lui inspirait, les lecteurs du journal qui payait et imprimait ses *racontars*.

P. M. Janvier 1872.

notre complet anéantissement par les Prussiens,... que nous étions censés avoir détruits jusqu'au dernier... Les extrêmes, enfin, toujours !...

De là, la dépêche suivante que M. Gambetta a adressée aux préfets, leur disant :

« Démentez hardiment les bruits alarmants sur la situation de l'armée de la Loire, colportés par la malveillance pour provoquer le découragement et la démoralisation. Vous serez strictement dans le vrai en affirmant que l'armée est actuellement dans d'excellentes positions, que son matériel est intact ou renforcé, et qu'elle se dispose à reprendre la lutte contre l'envahisseur. Que chacun soit ferme et fort, que tous ensemble nous fassions un grand effort, et la France sera sauvée. »

Les Prussiens à Saint-Quentin. — On lit dans le *Journal de Saint-Quentin*, du 6 décembre :

« Le passage, hier, à Saint-Quentin d'une colonne prussienne a donné lieu à de regrettables et bien tristes événements.

» L'arrivée inopinée de trois cavaliers sur la Grand'Place, où se trouvait beaucoup de monde en ce moment, y causa une vive émotion. L'attitude de la foule fut telle que les cavaliers durent s'éloigner rapidement pour rejoindre le gros de leur corps.

» A leur retour dans les faubourgs, les choses prirent une tournure si vive que l'avant-garde de l'infanterie allemande crut devoir faire usage de ses armes.

» La décharge fit plusieurs victimes, qui furent immédiatement transportées à l'Hôtel-Dieu, où elles reçurent les premiers soins.

» Deux obus furent ensuite lancés sur la ville, et deux maisons du faubourg, d'où les Prussiens pensaient qu'avait pu partir l'agression dont leurs éclaireurs avaient été l'objet, furent livrées aux flammes. »

La démission du général d'Aurelles. — Le contrôle auquel on soumet les dernières opérations militaires de l'armée de la Loire, sous Orléans, n'est pas du goût du général d'Aurelles. Il vient donc de résigner son commandement et de demander sa retraite sous prétexte de raison de santé. Cette décision est éminemment regrettable et ira au cœur de tous les Français. Le général eût dû comprendre qu'il n'y avait rien d'offensant pour lui à rechercher quelles étaient les causes des revers qui ont frappé son armée, et si ces revers pouvaient être évités. Le général n'était que mandataire : quoi de plus naturel qu'on lui fît rendre compte ?

Quoi qu'il en soit et quelque regrettable que soit la décision que vient de prendre le général d'Aurelles, la France n'oubliera jamais que c'est ce brave général, qui, le premier depuis Metz et Sedan, a conduit les soldats français à la victoire.

On oubliera les revers, mais on se souviendra toujours du premier glorieux fait d'armes à l'honneur de la France et pour sa délivrance !...

Le général Bourbaki en Normandie. — Le général Bourbaki est promu au commandement du camp de Carentan, Normandie, qu'on avait offert au général d'Aurelles en échange de son commandement en chef de l'armée de la Loire. On sait que le général Bourbaki, qui avait été, après son commandement dans le Nord, chargé de com-

mander la division de Nevers, qu'il avait refusé, remplaçait déjà M. DE KÉRATRY au camp de Conlie. Les deux camps de Normandie sont donc actuellement sous le commandement de ce général, de l'énergie et de l'activité duquel on espère beaucoup.

Les compères. Protestations militaires contre une restauration bonapartiste. — On sait que l'Empire a toujours affecté, — en paroles... ce qui ne coûte pas cher et produit peu, — un grand amour pour les classes ouvrières. On sait, d'autre part, que Napoléon III, à toutes les époques de son règne, a tout fait pour se ménager les sympathies et l'affection de l'armée. On a grassement doté les maréchaux, on a relâché les liens de la discipline, on a multiplié les emplois et les sinécures militaires. Tout cela parce qu'on avait besoin des ouvriers et des soldats pour se maintenir au pouvoir.

Aujourd'hui que le pouvoir a échappé des mains de Napoléon III, pour le ressaisir, il n'est pas d'avances qu'il ne fasse de nouveau à l'armée et aux classes ouvrières. Le *Drapeau*, avec sa rédaction cassante et à l'emporte-pièce, a été créé en vue de gagner les forces militaires prisonnières en Allemagne au projet de restauration bonapartiste, qu'on caresse toujours et qu'on réaliserait à tout prix, voire même par l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine. La *Situation*, elle, prend des allures indépendantes et démocratiques. Elle vise les masses, c'est-à-dire le suffrage universel, du concours duquel on ne pourrait pas se passer non plus pour parvenir à ses fins. Le *Drapeau* est l'organe de la camarilla militaire. La *Situation* publie des articles où l'on annonce que la réforme sociale est imminente et sortira infailliblement de la guerre actuelle. Le *Drapeau* se pose en conservateur ultra. La *Situation* donne à entendre qu'après cette guerre il n'y aura plus de riches oisifs et parasites, et que la loi du travail s'imposera à tous les citoyens indistinctement !.....

Détail curieux à noter : *MM. Hugelmann et Granier, qui affichent des programmes si contradictoires et qui s'adressent à des publics si différents, se congratulent publiquement sur leurs faits et gestes.*

Nous ne savons pas si les classes ouvrières, pour lesquelles l'Empire n'a rien su ni voulu faire de sérieux quand il était à l'apogée de sa force et de sa popularité, se laisseront prendre au piége grossier qu'on leur tend. Mais ce que nous savons, c'est que l'armée fait un accueil aussi décourageant que possible à la propagande qu'on exerce dans son sein. Ainsi l'on envoie gratuitement le *Drapeau* à la plupart des officiers français prisonniers en Allemagne. On veut les amener ainsi à donner les mains à une restauration violente et armée de la dynastie napoléonienne. Mais la délicatesse et le sentiment de l'honneur français, plus vif dans notre armée que les bonapartistes ne le croyaient, déjouent toutes les menées et toutes les sollicitations.

Les espérances infâmes qu'on fondait sur elles ont provoqué un *tolle* général dans tous les rangs des armées prisonnières en Allemagne. Les généraux protestent, les officiers supérieurs protestent, les officiers subalternes protestent, les soldats protestent, toute l'armée enfin jure indignée qu'elle ne consentira jamais à imposer à la France le gouvernement personnel des Bonaparte par la force.

Les journaux belges et français, ainsi que les lettres particulières, sont l'écho de ces sentiments et débordent de protestations individuelles et collectives. Désormais donc on peut être sûr d'une chose : c'est que l'armée ne se prêtera jamais au rôle de garde prétorienne que les bonapartistes voudraient lui faire jouer. Elle est au service du pays, du pays seul, et son honneur comme son patriotisme lui défendent de reconnaître d'autre loi et d'autre drapeau que la volonté et le drapeau de la France...

MM. Hugelmann et Granier, ainsi que leurs augustes patrons, en seront donc pour leurs frais de propagande et de compérage!

Les prisonniers alsaciens et lorrains en Allemagne. — La *Gazette de Silésie* dit, en parlant des soldats français d'origine alsacienne ou lorraine qui sont internés à Mayence :

« On peut dire que le séjour de Mayence a sur les prisonniers alsaciens et lorrains l'influence la plus salutaire ; ils commencent à reprendre conscience de leur nationalité, et chaque jour les rapports deviennent plus intimes. Il serait de bonne politique de transférer plus tard les régiments formés d'Alsaciens et de Lorrains dans les villes rhénanes, et *vice-versa*. »

Puisque ces Français sont devenus si bons Allemands, pourquoi ne leur pas faire tenir garnison dans leur propre pays. Ils parviendraient peut-être à convaincre ceux de leurs compatriotes que le bombardement de Strasbourg, de Toul, de Verdun, de Thionville, etc., etc., ne les a pas encore rendus fanatiques du régime prussien.

Les Alsaciens et la défense nationale. — Les détails suivants, que nous recueillons dans une correspondance lyonnaise, prouvent toujours que les Prussiens auront fort à faire s'ils veulent conserver l'Alsace et la Lorraine :

« Il nous arrive tous les jours des détachements de jeunes Alsaciens. Ce qu'on avait pris d'abord pour un fait accidentel est devenu une émigration en masse. Si bien que l'on forme aujourd'hui des bataillons spéciaux de ces braves et robustes jeunes gens, que l'on avait d'abord placés dans les légions de marche de la garde nationale. Ces corps porteront le nom de *bataillons d'Alsace* et seront numérotés par arrondissement. »

L'Empire d'Allemagne. — L'Allemagne aura bientôt son empereur. C'est le roi de Bavière qui fait les démarches nécessaires auprès de ses « chers frères et cousins » pour les amener à offrir au roi Guillaume la dignité impériale. Les « chers frères et cousins » ne peuvent manquer de répondre affirmativement.

Lyon. Nomination du commandant des gardes natio-

nales du Rhône. — M. le préfet du Rhône a nommé commandant des gardes nationales du Rhône, en remplacement de M. ALEXANDRE, M. BAUDESSON DE RICHEBOURG, chef de bataillon du génie, qui avait donné sa démission sous l'Empereur.

Les accusations du Daily-News contre la haute bourgeoisie d'Amiens. — Un correspondant du *Daily-News* ne fait pas un éloge fort flatteur de la conduite des habitants riches d'Amiens, lors des combats qui se sont livrés sous leurs murs. Ils ont fait preuve, paraît-il, de scandaleuses préoccupations personnelles. Les campagnes avoisinantes était jonchées de blessés, qu'un secours prompt et officieux pouvait arracher à la mort. Les bons bourgeois d'Amiens ne se sont pas dérangés pour si peu. Sans l'intervention des membres d'une ambulance anglaise et des pauvres diables de villageois, ces malheureux, tombés victimes de leur dévouement à la France, dont Amiens, si nous ne nous trompons, est une des principales villes, auraient infailliblement succombé au froid et aux blessures qu'ils avaient reçues. Les Anglais ont rendu des services incalculables dans ces tristes conjonctures. Les paysans ont aussi été admirables de patriotisme et de sentiments d'humanité. Sur les champs de bataille, ils portaient les premiers soins aux victimes. Et, dans les maisons, bravant la mort à tout instant, ils accueillaient et cachaient les malheureux échappés aux coups de l'ennemi.

Le correspondant du *Daily-News* constate cependant un fait qui, en apparence, fait grand honneur aux grandes maisons d'Amiens. Toutes ont rivalisé de démarches et de prières pour obtenir des blessés chez elles. Malheureusement, ce n'était pas par sentiment d'humanité, mais par instinct de préservation personnelle, *les familles riches voulant se mettre à l'abri des réquisitions et des logements militaires, sous le couvert de la Croix-Rouge.* Le correspondant dit avoir constaté que les appartements qu'on avait ainsi mis à la disposition des blessés n'étaient généralement pas dignes de servir d'abri « *à des porcs.* »

A côté de ces égoïsmes et de ces préoccupations personnelles, quand les sentiments de patriotisme et d'humanité devaient seuls parler, on aime à se reporter l'esprit vers la conduite si fière, si désintéressée et si dévouée à la France, que la ville ouvrière de Saint-Quentin a si souvent montrée et montre encore au moment où nous écrivons ces lignes.

N'oublions pas qu'Amiens, qui inspire un tel mépris aux Anglais et qui fait preuve de tant d'égoïsme et de lâcheté devant l'ennemi, est une des villes qui étaient acquises à l'Empire. — Tout s'explique (1).

(1) Nous avons recueilli ces faits et ces appréciations dans une correspondance, envoyée d'Amiens

Nécrologie. — L'aristocratie française a bravement fait son devoir et a cruellement souffert à la reprise d'Orléans par les Prussiens. On cite parmi les morts le **duc de Luynes**, qui, après des prodiges de bravoure et d'entrain, a eu la poitrine enlevée par un éclat d'obus. Ce gentilhomme laisse deux enfants, dont le plus jeune a six semaines. On cite encore parmi les tués, MM. **de Moncui**, le comte **de Grancey**, manchot depuis Castelfidardo, ce qui ne l'a pas empêché de faire son devoir depuis l'ouverture de la campagne, et les marquis, comte et vicomte **de Bouillé**, morts tous trois également à Orléans. Tous ces messieurs faisaient partie du corps de Charrette. — La **princesse Louise**, *femme du prince Frédéric des Pays-Bas*, oncle du roi régnant, vient de mourir en Hollande. La défunte princesse, née en 1808, était la fille de feu Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, et sœur du roi Guillaume Ier, chef de la Confédération allemande. Elle laisse deux filles : la princesse Louise, née en 1828, qui a épousé le prince royal de Suède, actuellement Charles XV, roi de Suède et de Norwége ; et la princesse Marie, née en 1841, mariée au prince de Wied. La mort de la princesse Frédéric des Pays-Bas porte donc le deuil dans les trois maisons royales des Pays-Bas, de Prusse et de Suède. — On annonce la mort de M. **Roulleaux-Dugage**, ancien préfet et ancien député de l'Hérault.

VENDREDI, 9 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Nous savions bien que la situation de l'armée de la Loire n'était pas aussi désespérée que voulaient bien le dire certaines rumeurs et les nouvelles de provenance allemande. Cette armée, qu'on a déjà tant de fois anéantie et broyée, — sur le papier, — et qu'on disait de nouveau en déroute, vient de subir le choc de ses vainqueurs. Or, elle a fait, — de l'aveu même des chefs prussiens, — une excellente contenance. Voici les télégrammes de source française et de source allemande se rapportant à cette affaire, qui a toutes les apparences d'un succès d'avant-garde pour nos armes :

« Schwerin, 8 décembre.

» Le grand-duc télégraphie à la grande-duchesse, en date d'aujourd'hui :

» Hier, il y a eu un combat opiniâtre près de Meung et La Bordon.

» Le 90e régiment a pris un canon et une mitrailleuse. »

« Versailles, 8 décembre.

» Le Roi a la Reine.

» Officiel. — Hier soir, la 17e division a livré un violent et heureux combat pendant sa marche vers Blois, à mi-chemin, près de Meung.

même au *Daily-News* et qui a été reproduite par une grande partie de la presse belge et allemande. Nous devons, toutefois, à la vérité et à la loyauté de déclarer, qu'ayant eu occasion de séjourner à Amiens au commencement de février 1871, pendant les premiers jours de l'armistice, nous avons été frappé de la physionomie morne et attristée de la ville ainsi que de l'attitude pleine de réserve et de dignité d'une grande partie de la bourgeoisie et des classes ouvrières vis-à-vis de l'occupation prussienne.

Nous savons, d'autre part, par des renseignements qui nous inspirent toute confiance, que la conduite de la garde nationale, lors de la prise de la ville et de la reddition de la citadelle, a été à la hauteur du patriotisme et du dévouement que commandaient les circonstances.

P. M. Janvier 1872.

» Nous nous attendons encore à plus de résistance.

» Un canon, une mitrailleuse et 150 prisonniers sont tombés entre nos mains. »

« Londres, 8 décembre.

» RAPPORT DU GÉNÉRAL CHANZY, DATÉ DU 7.

» Nous avons été attaqués sur toute la ligne de Meung à Laurent-des-Bois. L'attaque principale a eu lieu sur Beaugency.

» Les forces ennemies étaient composées de deux divisions bavaroises, d'une division prussienne et de 2,000 hommes de cavalerie, avec une réserve considérable appartenant à l'armée du prince Frédéric-Charles et du duc de Mecklembourg.

» Les Allemands ont été refoulés au-delà de Grandchartres.

» Les pertes de l'ennemi sont considérables.

» La bataille à duré jusqu'à la nuit.

» Le général bavarois Stephen est blessé.

» On attend une nouvelle attaque pour aujourd'hui. »

Le lecteur remarquera tout de suite la différence de ton qui existe dans la rédaction de ces bulletins télégraphiques. Le duc de Mecklembourg, qui a vu l'affaire de près et qui y a pris part, est d'une réserve et d'un laconisme remarquables. Le Roi, lui, qui a vu les choses de loin et qui télégraphie à « Augusta » de Versailles, crie immédiatement et à tue-tête à la victoire. Mais, toutefois, sans enthousiasme ni accès de dévotion, — ce qui lui est familier quand le succès a de l'importance et est bien évident. Enfin, le général français, sans grands airs ni rodomontades, entre dans des détails qui respirent la plus grande sincérité et la conscience d'un succès.

De tout cela, concluons que l'affaire a bien marché pour nous ; que Guillaume paie d'audace pour donner de l'espoir et de la fermeté à ses troupes, et qu'une grande bataille entre l'armée de la Loire et les troupes prussiennes, qui marchent à sa suite vers Tours, est imminente et se livre même peut-être au moment où nous écrivons ces lignes.

Meung est à trente kilomètres de Blois, en amont sur la Loire. Saint-Laurent-des-Bois est un village sur le même méridien que Meung, dans la forêt de Marchenoir.

Le Havre prépare une résistance énergique. On dément l'occupation d'Abbeville par les Prussiens. Les uhlans ont fait une apparition dans cette ville, mais il se sont retirés immédiatement.

Opinion du Times sur les derniers combats sous Paris. — Les Parisiens seront curieux de savoir l'opinion qu'on émettait, au lendemain de leurs sorties, sur les résultats qu'ils avaient obtenus et sur leur conduite militaire. C'est pourquoi nous recueillons les extraits suivants de la correspondance militaire du *Times*. Les Parisiens verront ainsi que leurs ennemis et les neutres étaient unanimes à rendre hommage à la bravoure et à l'héroïsme qu'ils ont montrés.

« Versailles, 4 décembre.

» L'attaque de Maudhuys, qui a eu lieu le 30 novembre, a eu pour premier effet de mettre les

Français en possession de Bonneuil, de Villiers et de Champigny-sur-Marne, village situé sur la route de Joinville-le-Pont, à six milles et demi au nord de Boissy-Saint-Leger. Les Allemands, qui opposèrent une résistance désespérée à l'énergique attaque des Français, réussirent à reprendre Champigny, mais les Français restèrent maîtres jusqu'à la fin de Bonneuil et de Villiers.

» Dans la nuit du 1er décembre, il fut décidé, dans un conseil de guerre tenu à la préfecture, que Champigny serait repris. C'était l'opinion du général **von Moltke** qui a entraîné la décision du conseil, les autres généraux étant d'avis que le jeu ne valait pas la chandelle; ils avaient, en outre, exprimé l'opinion que les pertes ne seraient pas compensées par l'avantage douteux d'un succès sur ce point.

» Pendant l'armistice accordé pour enterrer les morts et recueillir les blessés, le 1er décembre, les Français se fortifièrent à Champigny en élevant des barricades et d'autres travaux en terre, et en plaçant les canons sur la colline de Mesly. C'est aux Wurtembergeois que fut envoyé l'ordre de reprendre Champigny à la baïonnette. Les Français, qui s'attendaient à ce mouvement, les repoussèrent vigoureusement. Ce fut une lutte acharnée, dans laquelle les Français avaient l'avantage de la position, outre qu'ils étaient couverts par le feu des canonnières et des forts.

» La première brigade a beaucoup souffert. Le prince **Hermann de Saxe-Weimar**, frère du prince **Édouard de Saxe-Weimar**, qui reçut dans ce combat le baptême du feu comme volontaire, *a déclaré que le premier bataillon de chasseurs n'avait plus, après la lutte, que deux officiers capables de servir dans les rangs.*

» Le 30, les Wurtembergeois avaient été flanqués par une brigade du 6e corps d'armée, soutenu par la 3e division du 2e corps, tandis que les Saxons (12e corps) étaient à leur droite. Mais le 2 décembre, ils eurent à emporter la position en ligne de front, et en même temps ils rentrèrent et se maintinrent dans Champigny; mais un feu terrible des forts et des retranchements fondit sur eux et les abîmèrent, pendant que l'infanterie française, sortant en masses énormes de la ville, semblait résolue à s'emparer du village à tout prix. Les ouvrages pratiqués en face de Nogent et de la Faisanderie lui étaient d'un puissant secours, malgré leur étendue; *il était évident, quand j'atteignis Le Peple, que les Wurtembergeois en prenaient leur parti et battaient en retraite.* Les chariots et les voitures de l'état-major étaient entassés en face de Le Peple, prêts à partir. Dans le nombre se trouvait la voiture de voyage du général **Ducrot**, donnée en présent au prince Hermann qui retournait à Stuttgart pour surveiller les hôpitaux qui sont confiés à ses soins. Il fit observer que cette voiture avait été prise après la bataille de Wœrth, qui n'était peut-être qu'une méprise, qu'elle était marquée des mots « 7e division, » et qu'elle était construite confortablement *et donnait une idée favorable de l'amour du général Ducrot pour ses aises.* J'augurai, d'après la mine des officiers devant la maison, que la journée n'avait pas été bonne. Il en est toujours ainsi quand on s'appesantit sur ses pertes. Le lieutenant-colonel **von Faber** était là pour chercher le corps de son neveu. Le général **von Baumbach** n'était pas maître de son émotion en parlant des ravages soufferts par sa vieille brigade. La brigade **Reichenstein** avait perdu l'élite de ses officiers et de ses soldats. Au milieu de cette scène, des officiers d'état-major arrivant et partant en grand galop pour porter des ordres; **von Obernitz**, avec son état-major, attendant les événements et des ordres supérieurs. Les domestiques français de M. **Hottinguer** apportaient des plats de viandes et de légumes, ainsi que des bouteilles de vin sur une longue table, dans une noble salle à manger, ornée de tableaux: un déjeuner à la fourchette qui n'en finissait pas.

» Le canon joignait sa rauque musique aux charmes du banquet. Je ne sais ce qui pourra arriver après le départ du général Obernitz et de son état-major, mais M. Hottinguer peut être certain que, jusqu'à cinq heures, rien n'était dérangé dans sa magnifique villa. A trois heures et demie, un bataillon de chasseurs très-entamé arriva de Champigny par la clairière. *Ces hommes, à la taille robuste, avaient l'air abattu.* Bientôt après, deux escadrons passèrent du côté opposé, *comme pour couvrir une retraite.* Nous avions espéré passer la nuit à Le Peple, mais il devait en être tout autrement.

» A quatre heures et demie, un officier accourut avec des ordres. En quelques minutes, il fallut plier bagage et céder la place... mais aux Saxons, à ce que l'on nous dit. Je n'en vis pourtant pas trace. Après avoir fait nos adieux au général, au prince Hermann, au comte **Zelplin**, au capitaine **von Storoh** et à tous ceux qui nous avaient donné ce qu'ils pouvaient de renseignements, nous

partîmes, le docteur Hassel et moi, pour Versailles, à cinq heures. Boissy-Saint-Léger était rempli de troupes. C'étaient des Prussiens qui venaient d'arriver. Les soldats erraient parmi les maisons désertes, portant des bouts de chandelles, et cherchant de quoi se chauffer, manger et boire. Valenton était plein de troupes, ainsi que Villeneuve-Saint-Georges, tous Prussiens, quelques-uns en marche, d'autres faisant halte près de leurs armes en faisceaux, évidemment venus pour appuyer les Wurtembergeois. »

« 3 décembre.

» Contrairement à l'attente générale, l'affaire de ce matin n'a pas pris le caractère d'un engagement général. Entre sept et huit heures, les Français, qui occupent la péninsule située en avant de Noisy-le-Grand, Brie, Villiers et Champigny, ont commencé à tirer sur Villiers; les Wurtembergeois, qui sont maintenant dans ce village, ont échangé des coups de feu avec eux. La tentative de la part des Français était considérable, à en juger par le nombre, mais les Allemands n'ont pas attaqué.

» Les Français s'attendaient évidemment à ce qu'un effort fût fait pour reprendre Brie et Champigny, mais les Allemands se tiennent aujourd'hui tout à fait sur la défensive. Le feu du mont Avron, qui a commencé de bonne heure ce matin, a été continué jusqu'à une heure dans l'après-midi ; les Français qui se trouvaient en avant de Villiers s'étaient retirés un peu auparavant. Le gros des Allemands est retourné alors à ses quartiers en laissant de fortes réserves dans les villages menacés.

» On transporte les blessés de la journée d'hier dans les ambulances de Versailles, de Torcy et de Lagny.

» Aujourd'hui, il fait très-froid. Il a gelé fort la nuit dernière, et ce matin nous avons eu de la neige.

» Sur quelques points de terrain où a eu lieu la lutte le 30, le sol est tout couvert d'éclats de bombes.

» *Nous nous demandons si les Allemands laisseront Champigny et Brie au pouvoir des Français sans faire une nouvelle tentative pour leur reprendre ces villages? Nous craignons que non.*

» *Malgré la perte de tant d'hommes qui sont tués, blessés ou faits prisonniers, il y a lieu de croire que les Parisiens seront très-satisfaits de la bravoure que leurs soldats ont déployée pendant ces deux jours de lutte. Il y a lieu aussi de craindre que ces deux jours n'aient pour effet de prolonger le siége et la résistance.* »

Incident anglo-russe. Participation de la France à la Conférence. — Les versions contradictoires répandues sur la participation de la France à la conférence sont expliquées aujourd'hui. Invitée à s'y faire représenter, elle aurait essayé, d'après un télégramme de Berlin, d'ajouter au programme de la réunion des questions, qui, dans la situation actuelle, l'intéressaient plus directement que celle de la mer Noire. Mais cette tentative, qui était de nature à mettre en question l'ouverture des délibérations acceptées par toutes les puissances, aurait été repoussée aussi bien par le cabinet de Saint-Pétersbourg que par le cabinet de Londres. C'est probablement cet incident qui a accrédité des doutes sur l'acceptation finale de la France.

Un nouveau point noir. — L'appétit vient en mangeant. L'Europe, par égoïsme, par pusillanimité et par lâcheté, s'est croisée les bras devant les cruautés et les dénis de justice de la Prusse. Elle a laissé faire; elle a porté aux nues le principe de non intervention et elle a assisté impassible à l'égorgement de la France. Son égoïsme et son indifférence pourront lui coûter cher. Voici un nouveau point noir à l'ho-

rison politique, déjà si sombre. C'est sur le Luxembourg que se montre cette nuée d'où pourraient jaillir la foudre.... et une guerre générale. Voici le télégramme d'Amsterdam qui nous signale le nouvel acte d'audace et d'envahissement de la Prusse :

« Le *Handelsblad* publie un télégramme particulier de Luxembourg, disant que le comte **de Bismark** a adressé au gouvernement de Luxembourg une note disant :

» Comme le Luxembourg a laissé violer sa neutralité par les Français à diverses reprises, sans » protester, la Prusse se considère comme relevée de l'obligation de respecter la neutralité du » grand-duché. »

Les blessures dans la guerre actuelle. — On lit dans une lettre d'un médecin de l'ambulance du Midi, qui est en ce moment à Bellegarde (Loiret) :

« Nous avons dans nos salles un grand nombre de blessés prussiens. La plupart des blessures reçues par les Français sont peu graves, tandis que les Prussiens sont presque tous frappés en pleine poitrine et ont des plaies pénétrantes, qui mettent leur vie en danger. Ceci provient : 1° de ce que les fusils à aiguille portent moins loin que les chassepots et ont une trajectoire plus prononcée ; 2° de ce que les Prussiens tirent sur la hanche sans viser ; 3° de ce que la position prise par le soldat français pour faire feu non-seulement lui permet de viser juste, mais encore lui sert de parade. Telle balle qui le frapperait en pleine poitrine ne l'atteint qu'au bras ou à la main, grâce à cette position. »

La guerre dans l'Est. — Nous extrayons d'une lettre de M. Olchewsky, commandant d'une compagnie de francs-tireurs des Pyrénées-Orientales, des détails curieux sur la manière dont se fait la guerre dans l'Est :

« J'estime nos marches, dit le capitaine, à une moyenne de 25 kilomètres par jour. Tous mes soldats ont supporté vigoureusement ces fatigues, et j'ai été heureux de remarquer avec quelle joie, quel entrain ils vont à l'ennemi. Nous sommes sous le commandement du colonel **Bourrias**, des francs-tireurs des Vosges, et nous nous en félicitons grandement. C'est un homme énergique et qui ne nous épargne pas.

» L'autre jour, M. **de Kergariou**, l'adjudant de notre compagnie, s'est glissé avec cinq hommes, par une nuit profonde, jusqu'à dix pas de deux sentinelles prussiennes qui gardaient les deux ouvertures d'un pont, et qui, inconscientes du danger, causaient tranquillement.

» Cette conversation amicale les perdit. Une détonation retentit. Une sentinelle tomba lourdement, sans pousser un soupir ; l'autre roula dans le ravin en jetant des cris épouvantables. L'adjudant commanda aussitôt un feu nourri contre l'ouverture du pont par où le poste devait accourir ; mais aussitôt, comme par enchantement, la campagne s'éclaira à un kilomètre de distance. Les Prussiens, au moyen d'une étincelle électrique, avaient mis le feu à une meule de paille préparée à l'avance, tandis que des cavaliers, portant des torches, se précipitaient sur la route à la suite de la petite troupe.

» Celle-ci, après une course d'un quart d'heure environ à travers champs, put se jeter dans un petit bois, et M. de Kergariou, avec une habilité merveilleuse, parvint à reconduire ses hommes jusqu'à notre campement. Moi-même j'ai eu la chance de rencontrer une patrouille wurtembergeoise et d'expédier deux hommes avec mon revolver, tout en gardant un prisonnier pour la bonne bouche.

» Telles sont les équipées au milieu desquelles se passe notre orageuse existence.

» Nous avons pris des réquisitions de vivres que l'ennemi avait faites dans deux villages, et notre compagnie a eu l'honneur d'être mise à l'ordre du jour par M. le commandant des corps francs. »

Les restaurateurs. Un certificat de bonne conduite... bonapartiste à la Situation. — Décidément les apparences

étaient trompeuses. Ce bon M. Hugelmann n'est pas du tout désavoué par M. Duvernois. La lettre que nous avons recueillie plus haut serait l'œuvre d'un ancien brigadier de spahis, qui, dans ces derniers temps, servait la France sous les ordres et à la solde de M. Hugelmann, et qui, après avoir trahi la confiance et la bourse du propriétaire de la *Situation*, lui jouerait maintenant toutes sortes de mauvais tours, notamment celui de le dénigrer par toutes voies de publicité et de le traîner aux gémonies.

Mais à quelque chose malheur est bon!... M. Hugelmann peut se consolerdes ingrats qu'il fait en lisant le certificat de bonne conduite et de dévouement bonapartiste que vient de lui décerner M. Duvernois dans les termes suivants:

« Tout le monde aura immédiatement reconnu que je suis absolument étranger à la rédaction de cette note aussi bien que mes amis politiques, mais je ne saurais permettre sans protester publiquement que l'on insulte, à mon sujet, un journal dont je suis doublement l'obligé, puisqu'il a, le premier, après le 4 septembre, défendu le drapeau de la dynastie que j'ai servi, et puisqu'à diverses reprises, il m'a spontanément défendu contre des calomnies que j'ai dédaignées.

» Si, parfois, j'ai pu être en désaccord avec la *Situation* sur telle ou telle question de doctrine ou de conduite, *j'ai toujours estimé son courage* et je n'ai jamais laissé échapper une occasion de la manifester. »

Allons, monsieur Hugelmann, séchez vos pleurs, pardonnez à l'enfant prodigue et montez au Capitole !

Petites nouvelles. — « Le rédacteur en chef du *Journal de la Sarthe*, dit une lettre de Tours, M. **Le Nordez**, arrêté au Mans sous l'inculpation d'avoir publié des nouvelles de guerre interdites par la loi, a été amené à Tours, où il vient d'être mis en liberté après avoir été tenu huit jours au secret, rigueur déjà bien dure s'il avait en effet commis une imprudence, et qu'on aurait pu lui épargner facilement puisqu'on l'a reconnu innocent. » — On lit dans *la Gironde* du 2 : « Nous apprenons que M. **Amédée Larrieu** va être relevé, sur ses instantes demandes, des fonctions de préfet de la Gironde, que ses fatigues et le mauvais état de sa santé ne lui permettaient pas de remplir plus longtemps. M. Amédée Larrieu serait remplacé par M. **Allain-Targé**, candidat aux dernières élections pour la Législative, qui ne se serait chargé que provisoirement, dit-on, de remplacer notre honorable concitoyen. M. Allain-Targé est assez connu dans la presse. Il était récemment préfet de Maine-et-Loire. » — On a relâché à Lyon le tribun américain **Trains**, l'ami du général **Cluseret**. Celui-ci, dit on, a échappé à la justice ; mais le parquet de Lyon a fait arrêter un autre agitateur du Midi, un israélite, nommé **Esdras Crémieux**.

Nécrologie. — Un des hommes les plus versés de notre époque dans la science de tout ce qui touche à l'agriculture, M. **G. Decrombecque**, vient de mourir à Lens (Pas-de-Calais), le 8 décembre, à l'âge de 73 ans. — On annonce de Vienne la mort du docteur **Berger**, membre du barreau de Vienne, du Parlement de Francfort et de la Chambre des députés d'Autriche. En 1868, il avait fait partie du ministère. Le parti centraliste et libéral perd en lui son plus grand orateur. — La semaine dernière est mort en Angleterre un grand entrepreneur du nom de **Thomas Brassey**. Il avait construit pendant sa vie huit cents lieues de chemins de fer, dans tous les pays du monde.

SAMEDI, 10 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Comme on l'avait prévu, la lutte a recommencé, le 8, à Beaugency, entre l'armée de la Loire et les troupes prussiennes. Ces engagements ont eu assez d'importance, mais ne constituent pas, toutefois, une grande bataille. Comme pour l'affaire du 7, chacun des combattants s'attribue la victoire. Il y a cependant un fait avéré : c'est que l'armée de la Loire recule. Que ce mouvement en arrière se fasse en bon ordre et en tenant tête aux avant-gardes ennemies. D'accord. Mais enfin il y a recul. Cela est si vrai que le gouvernement, se sentant menacé à Tours et ne voulant pas embarrasser les mouvements stratégiques des armées, va se rendre à Bordeaux. Voici en quels termes est conçue la dépêche qui a annoncé cette translation :

« Tours, 9 décembre.

» LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AUX PRÉFETS.

» La translation du gouvernement de Tours à Bordeaux aura lieu demain.
» Le but de cette translation est d'assurer la liberté des mouvements des troupes.
» On n'a pas d'inquiétude ; la situation militaire est satisfaisante.
» Le prince Frédéric-Charles a été refoulé par le général Chanzy.
» Les ennemis jugent leur situation critique.
» M. Gambetta reste à l'armée de la Loire qui est entre Meung et Beaugency. »

On voit que le langage du gouvernement est des plus optimistes. Nous craignons, toutefois, que la situation ne soit pas aussi satisfaisante qu'on veut bien le dire... Non pas que le succès final soit compromis... Oh ! non !... Seulement, le dégagement de Paris, ce fait de guerre qui eût probablement mis fin aux hostilités et qui eût forcé les Prussiens à une retraite autrement périlleuse et autrement meurtrière que celle de Russie, est ajourné, peut-être même rendu impossible.

Et pourtant le moment presse !... Paris, qui a fait des miracles d'héroïsme et qui a fait sortir de terre, comme par enchantement, les travaux de défense les plus formidables qu'on ait jamais vus, Paris, disons-nous, pour peu que les retards se multiplient, aura à lutter, non pas contre les Prussiens, — ce n'est pas cet ennemi là qui l'inquiète, — mais contre le plus terrible des adversaires, celui qu'aucune arme, qu'aucun courage, qu'aucun héroïsme ne peut atteindre ni désarmer : la faim !...

Les tristesses de l'heure actuelle ne proviennent donc pas d'inquiétudes sur le résultat final du terrible duel que nous avons engagé contre la Prusse, mais seulement des angoisses et des appréhensions qu'on éprouve pour la capitale. Paris s'est si héroïquement défendu ! Quelle douleur s'il fallait l'abandonner et le voir capituler, non pas avec la force, non pas avec le succès, mais avec la famine ! Paris, dans ces conditions,

tomberait avec honneur et forcerait encore l'admiration de tous, mais il ne recueillerait pas directement et immédiatement la gloire qui lui appartient sans conteste : celle d'avoir sauvé la France et d'avoir rendu la résistance possible, malgré l'anéantissement de nos forces militaires régulières.

Les rumeurs les plus sinistres circulent toujours dans certains journaux relativement à l'armée de la Loire. On dit cette armée mal disciplinée, mal commandée, mal outillée. Les hommes seraient à peine vêtus et manqueraient de vivres. Mais nous croyons que l'exagération et la malveillance, comme toujours, en cas de revers, font leur besogne. Ce qui prouve le peu de fondement de ces bruits sinistres : c'est la force de résistance que cette armée oppose aux troupes prussiennes, de l'aveu même de l'ennemi. Une armée, qui serait dans une situation aussi désespérée que celle de l'armée de la Loire, suivant certains dires, ne combattrait pas avec tant de ténacité et de solidité. Elle ne battrait pas en retraite : elle se débanderait. Il n'y a donc pas lieu de se désespérer de ce côté.

Nous avons déjà dit que les bulletins des différentes armées étaient encore toujours contradictoires pour la nouvelle affaire du 8, comme pour celle du 7. Nous croyons que les Prussiens avancent, mais n'avancent que lentement, au prix des plus grands sacrifices, et tenus en échec par la retraite en bon ordre des nôtres. Le commandement en chef de l'armée de la Loire a été donné au général Chanzy. C'est lui qui a soutenu les combats de Beaugency.

Cette dernière ville a été occupée par l'ennemi à la suite du combat du 8. Les Prussiens s'avancent maintenant vers le centre de la France par deux voies différentes : les uns marchent vers Blois, les autres vers Bourges. Relativement à ces derniers, on craint qu'ils ne cherchent à donner la main à l'armée du général Werder, qui opère dans l'Est.

Les journaux anglais, notamment le *Standard*, parlent élogieusement des opérations militaires de Garibaldi. Le *Standard* dit même que c'est à tort que le général Werder s'est attribué la victoire dans l'affaire du 26 novembre. Beaucoup voudraient que ce chef de partisans remportât de grandes victoires contre des grandes masses d'ennemis. Mais le genre de combat qu'il a adopté, et qui est conforme à ses aptitudes militaires et à l'esprit de ses soldats, ne prête nullement à de grands coups, mais à des surprises et à des embuscades.

Paris. Combat de Champigny. — Voici de nouveaux détails que nous extrayons encore du *Times*, touchant l'affaire du 2 décembre à Champigny :

« Le 2 décembre, il fut convenu que les Wurtembergeois reprendraient Champigny, les Saxons

Brie. Ces derniers eurent une tâche relativement facile. Le 10e régiment s'élança à l'aube de Rosny dans Brie, et surprit les Français, dont la plupart dormaient encore, les autres faisaient le café. Il n'y eut qu'une légère résistance, et les Saxons firent 500 prisonniers, dont 8 officiers. Cependant, dès que Brie fut repris, il fallut l'abandonner. Le feu terrible et persistant des forts rendit la place impossible à tenir. A trois heures, les Wurtembergeois, arrivant de leurs postes au sud, attaquèrent Champigny : c'était l'infanterie qui tirait. Les Français ripostèrent et après une lutte très-vigoureuse des deux parts le mouvement offensif réussit pendant un moment, et les Français se retirèrent, tandis que les Wurtembergeois rentraient en possession de leurs positions avancées perdues le 30.

» Pendant une heure, il y eut une trève, puis les Français commencèrent un feu terrible venant des forts. Le correspondant du *Times* en parle en ces termes :

» Il y avait le feu direct et le feu vertical. Avron et Rosny envoyaient leurs obus directement. Une des batteries sur Nogent tirait de la même façon, l'autre projettait ses bombes en l'air d'où elles descendaient juste au-dessus du point où elles étaient destinées à éclater. Impossible de trouver un abri depuis Noisy jusqu'à Champigny. Les maisons mitraillées ne sont plus que des ruines, les arbres tout en pièces, partout les hommes tombaient morts et blessés.

» Tandis qu'avaient lieu ces effroyables décharges, quelques régiments saxons tentaient d'arriver aux ponts par lesquels les Français avaient traversé la Marne, tandis que ces derniers arrivaient par milliers en de longues colonnes de Rosny et de Nogent. Je vis une longue colonne d'au moins 20,000 hommes sur le terrain entre ces deux forts... Ces tentatives d'atteindre les ponts se répétèrent continuellement, sous le feu des forts, et sous celui de deux batteries de mitrailleuses. Dans le lointain, des détachements d'infanterie française, placés ça et là, maintenaient une fusillade bien nourrie. Les Allemands tombaient comme du gibier dans une battue. Ils cherchèrent à se servir de leur artillerie, mais le terrain était si défavorable qu'ils ne pouvaient la mettre en position que là où les bombes des forts l'eussent écrasée en quelques minutes.

» Il y avait de la cavalerie des deux côtés, elle ne prit aucune part à l'engagement. Les Allemands durent compter entièrement sur leur infanterie, qui infligea de grandes pertes à l'ennemi. Les lignes françaises diminuaient continuellement et chaque fois les vides étaient remplis par de nouveaux soldats, qui entretenaient le feu des chassepots juste à la distance qui leur permettait d'être protégés par leurs forts. De temps en temps, il y avait un temps d'arrêt dans la tuerie quand les Allemands se trouvaient repoussés dans leurs assauts sur les ponts ; mais jamais les obus ne cessèrent de tomber. Puis, les mitrailleuses, les chassepots, recommençaient leur œuvre de destruction, et chaque fois que les Allemands renouvelaient leurs attaques, des lignes de Français tombaient fauchées par le feu du fusil à aiguille.

» *Toutes les correspondances disent que les Français se sont admirablement battus. Leurs tirailleurs avançaient avec une régularité aussi grande que s'ils étaient en parade. Leur déploiement s'est fait avec une rapidité surprenante et une grande discipline.* »

D'autre part, on lit ces lignes dans le *Sun* :

« Les officiers allemands, à Versailles, sont convaincus que le gouvernement de Tours a des moyens de communication souterraine avec Paris. On en a découvert quelques-uns et on les a détruits. Mais les Allemands se croient certains qu'il en existe d'autres. Les opérations des derniers jours, bien qu'elles n'aient pas eu de succès, ont assurément accusé une unité, une entente de la part des généraux **Trochu** et d'**Aurelles**, que n'aurait pu produire la voie incertaine de la poste aux pigeons. »

Le *Daily-News* publie une dépêche de Berlin assurant que le bombardement de Paris a été décidé dans un conseil de guerre tenu le 6 décembre.

Bulletin de la paix. — Nous ouvrons de nouveau cette rubrique, mais nous doutons que ce soit pour longtemps. Car, à peine le bruit de négociations qu'aurait ouvertes M. Gambetta en vue d'un armistice et surtout en vue de l'élection d'une assemblée qui traiterait de la paix est-il

accrédité en Europe, qu'on le dément de tous côtés(1). Le fait est que les apparences sont plutôt à la guerre à outrance qu'à une suspension quelconque des hostilités.

L'occupation prussienne à Metz. — Voici quelques nouvelles intéressantes de l'infortunée capitale de la Lorraine :

« Une personne qui arrive de cette ville infortunée assure que la domination prussienne pèse lourdement sur les habitants, qui se plaignent d'être en butte à toute espèce de vexations.

» Il paraîtrait même que les Allemands ne sont pas tout à fait tranquilles à ce sujet ; lorsque les Messins apprirent, par les rares journaux belges parvenus en contrebande, les premiers succès de l'armée de la Loire et ceux du général **Trochu** devant Paris, une telle agitation régna en ville que les Prussiens craignirent un soulèvement. Les canons des forts furent, pendant plusieurs jours, braqués sur la ville! »

Un nouvel empire. *Séance du Reichstag à Berlin.* — M. Simson annonce la réception d'une lettre du chancelier fédéral, suivant laquelle le Conseil fédéral, d'accord avec les États du Sud, a résolu de remplacer dans la Constitution les mots « Confédération allemande » par « Empire allemand » et de rédiger l'art. XI comme suit :

« La présidence fédérale autorise le roi de Prusse à prendre le titre d'empereur d'Allemagne. » (Vifs applaudissements.)

Les francs-tireurs. Progrès de l'esprit de résistance. — L'esprit de résistance fait tous les jours des progrès, que l'ennemi lui-même est forcé de reconnaître :

« Plus notre seconde armée avance, dit la *Gazette de Cologne*, plus elle rencontre d'obstacles. Jusqu'ici nous combattions des soldats, *mais maintenant c'est la guerre avec le peuple.* Les surprises de petites divisions, de provisions, d'avant-postes, sont à l'ordre du jour. Chaque arbre abrite un franc-tireur, qui tient une balle prête pour chaque Prussien. *Et chaque paysan, chaque ouvrier est devenu un franc-tireur.*

» Les Allemands, fidèles à leur pratique de représailles, *brûlent les villages et tuent les francs-tireurs, mais ceux-ci ont ainsi l'occasion de mourir glorieusement. Quand une nation est inspirée par une telle résolution, elle devient dangereuse pour l'envahisseur.*

On lit dans une correspondance du même journal :

« Le pays est réellement taillé en morceaux, tant les francs-tireurs y ont creusé des fossés, des tranchées, élevé des obstacles et des barricades.

« *Les pauvres uhlans ont fort rude besogne maintenant. Au lieu de galoper aux avant-postes, n'ayant d'autre mission que de porter aux villes et aux villages consternés la carte de visite de leurs généraux, ils sont maintenant continuellement inquiétés par les francs-tireurs et les mobiles, exposés aux feux isolés, aux balles sournoises qui partent de chaque buisson, de derrière*

(1) Ce démenti porte surtout, comme le lecteur le comprendra facilement, sur les négociations que M. **de Chaudordy** aurait récemment entamées à Versailles, dans le but d'obtenir les facilités nécessaires pour élire une Constituante. Ces négociations et le voyage de M de Chaudordy à Versailles. dont nous avons parlé en temps et lieu, (voyez les Bulletins de la paix des 23, 24 et 25 novembre) s'il faut en croire les démentis actuels, n'auraient donc jamais existé que dans l'imagination de quelques-uns des principaux organes de la presse européenne.

Encore une fausse nouvelle, donc, à ajouter à toutes celles qui ont vu le jour pendant cette guerre !...

chaque arbre, du coin de chaque fossé. La cavalerie souffre beaucoup, s'épuise à vue d'œil et perd chaque jour plusieurs hommes.

» Bien à plaindre, en effet, ces « pauvres uhlans ! »

Encore M. de Kératry. — On annonce qu'un fonctionnaire vient d'être chargé par la délégation de Tours du soin de vérifier la comptabilité de M. de Kératry pendant qu'il avait le commandement en chef du camp de Conlie. Cette nouvelle expliquerait-elle la démission si soudaine et si peu motivée de ce général?

L'émigration française à Londres. — L'histoire ne fait que se répéter : il y a presque un siècle, Londres fut témoin des souffrances de l'aristocratie française, fuyant ses palais et ses châteaux. Aujourd'hui, elle revoit de nouveau les mêmes maux et la même affluence. Seulement, cette fois-ci l'émigration est plus mêlée et ne se compose plus exclusivement de grands seigneurs et de grandes dames. Une seule chose n'a pas changé : ce sont les privations et les besoins.

Pour soulager ces misères si poignantes et si nombreuses, plusieurs artistes français, se trouvant à Londres, viennent d'organiser une représentation au profit de la Caisse de bienfaisance pour les réfugiés français.

Les ballons. — Le ballon *Papin*, monté par M. Domalin, est tombé au Mans, le 7, vers midi. Il apportait les meilleures nouvelles de Paris.

La Gazette d'Augsbourg peinte par la Situation. — *Ne touchez pas à la reine*, disait-on jadis. Ce n'est plus ainsi qu'il faut dire aujourd'hui. *Ne touchez pas à la famille impériale !* Voilà le mot en *situation*... dans les bureaux des journaux impérialistes. C'est pour avoir méconnu cet adage (variante bonapartiste), en attaquant la duchesse d'Hamilton, cousine de l'ex-Empereur, à propos d'une commission de secours aux blessés dont cette grande dame se serait retirée pour ne pas venir en aide aux soldats allemands, que la *Gazette d'Augsbourg* vient de s'attirer une rude correction de M. Hugelmann.

Beaucoup se diront avec nous qu'il faut être bien sûr de son passé et bien sûr de son présent pour parler vertu et puritanisme comme le directeur et propriétaire de la *Situation* le fait !... Quelle que soit la main qui administre ces vérités, la *fessée* est trop curieuse et trop bien appliquée pour que nous ne la mettions pas sous les yeux du lecteur. Les Parisiens et les lecteurs du *Siècle* sauront ainsi que la presse allemande n'a rien à envier au *Gaulois* et au *Figaro :*

« L'imprimeur **Cotta**, éditeur propriétaire de la *Gazette d'Augsbourg*, avait un fils qu'il crut devoir jadis envoyer à Paris pour compléter ses études. Le fils Cotta y fut l'objet d'une distinction particulière de la part de l'Empereur, auquel il alla faire sa cour, et qui le reçut et l'invita à plusieurs reprises.

» Ce fils, devenu depuis quelques années, par la mort de son père, propriétaire de la *Gazette d'Augsbourg*, qu'il dirige *lui-même*, a consenti à prêter sa feuille à cette nouvelle infamie, de nature à rendre odieuse à l'Allemagne la duchesse d'Hamilton. Nous espérons que l'aristocratie anglaise trouvera dans cette conduite un nouveau sujet de mépris pour une presse qui ne sait rien respecter.

» Il y a longtemps, d'ailleurs, que cette presse a même perdu le respect d'elle-même.

» *On peut faire insérer à prix d'argent tout ce que l'on veut dans ses colonnes.* La *Gazette d'Augsbourg* a été pendant trente ans et plus à la dévotion du système Metternich.

» Depuis, elle est à la dévotion de la Prusse ; elle représente, en Bavière, ce parti protestant qui sacrifie l'indépendance et les libertés de son pays à des rancunes anti-catholiques.

» Mais ces sortes de feuilles vont plus loin. *Elles ouvrent à tout payant leur quatrième page pour injurier, sous un voile toujours transparent, n'importe quelle personne.* C'est la lettre anonyme tirée à cinq, six et dix mille exemplaires. Vous vous sentez atteint, et vous réclamez ; on ignore complétement au bureau du journal ce dont vous voulez parler. Ce n'est pas tout, ces feuilles se livrent à un métier plus vil encore. *Elles se font entremetteuses ; et, tous les jours, on peut lire, à leur quatrième page, des billets indiquant des rendez-vous.* Cela paraît incroyable, et n'est que vrai. Le père de famille, en ouvrant son journal, n'est pas sûr qu'il ne renferme pas une provocation au déshonneur de sa fille. Qu'on ose nous contredire et nous citerons des exemples. *Voilà la morale des hommes qui prétendent régénérer la France, qu'ils disent corrompue.* Il doit y avoir, de par la landwehr, une foule d'éditeurs de journaux dans l'armée prussienne. Doit-on s'étonner dès lors que les gens qui font le métier que nous venons de mettre au pilori trouvent naturels les vols, les viols, les actes de violence de toute espèce, commis sous prétexte d'assurer l'unité allemande?

» Le *Times* publiait hier une lettre dans laquelle un témoin oculaire raconte avoir vu des blessés prussiens revenir dans leur pays chargés de butin, et offrant à vil prix les vêtements des femmes et des enfants qu'ils avaient massacrés.

» Et de telles bêtes féroces osent nous parler de civilisation ; et ils osent se plaindre de la persistance de tout ce qui porte le nom Français à combattre jusqu'au dernier homme !

Petites nouvelles.—On croyait le prince **Napoléon** en Italie. Il paraît que ce noble personnage est maintenant réfugié dans sa villa de Prangins, en Suisse, et il est de la part de tous ceux qui le rencontrent l'objet du mépris le plus caractérisé. On le hue comme un chien galeux chaque fois qu'on aperçoit le bout de son nez. — La nomination de M. **Détroyat**, ancien officier de marine, directeur de la *Liberté*, au grade de général de division dans l'armée auxiliaire, est aujourd'hui officielle. Le même grade est conféré à MM. **Delacoux de Marivault-Emériau**, capitaine de vaisseau, **Vergne (Jules)**, ancien officier de marine. MM. Détroyat et Jules Vergne sont appelés, en leur nouvelle qualité, au commandement du camp d'instruction de la Rochelle et de Nevers. — Le camp d'instruction de Bordeaux est confié au général **Cambriels**. — M. **Guyot-Montpayroux** a également été promu au grade de général, avec faculté de se choisir un lieutenant-colonel pour aide de camp..... La délégation de Tours aurait-elle voulu se débarrasser d'un partisan quand même et passablement importun d'une Constituante ?

DIMANCHE, 11 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On s'est encore battu hier ; on s'est encore battu avant-hier à l'armée de la Loire. Preuve, comme nous l'écrivions plus haut, que la situation de cette armée n'est pas aussi désespérée qu'on a bien voulu le crier dans certains journaux. Nous l'avouons : les efforts de nos troupes pour arrêter l'ennemi n'ont pas eu

l'effet qu'on en attendait. Mais la résistance opposée a été longue et vigoureuse. Et si les Allemands avancent, ils n'avancent que lentement et au prix des plus grands sacrifices.

Voici comment l'*Indépendance belge*, dans son bulletin de ce jour, parle de la situation militaire :

« Les derniers succès remportés sur la Loire par les Allemands et l'échec des espérances nourries à Tours et à Paris n'ont découragé ni la délégation de Tours, ni le gouvernement de Paris. Simultanément, et avant tout concert, ils ont pris les mesures les plus énergiques pour continuer à tenir tête à l'ennemi.

» Le premier acte de la délégation de Tours a été de décréter la formation de deux armées pour maintenir sa jonction avec Paris. De l'article du *Moniteur*, qui annonce cette décision, il semble ressortir que ces deux armées opéreront en Normandie, en s'appuyant sur les camps de Conlie et de Carentan. Le même article explique en même temps le transfert du siége du gouvernement à Bordeaux et la présence de M. Gambetta auprès des armées qu'il persiste à diriger sur Paris.

» A Paris, dès le 5, on envoyait en province, par ballon, un aide de camp du général Trochu, M. d'Hennecourt, pour informer les armées françaises encore en campagne des nouveaux plans adoptés dans la capitale pour refouler l'ennemi par des opérations concordantes. Cet envoyé est arrivé à Lille le 9 décembre, et, suivant un télégramme de cette ville, il a tracé de la situation de Paris et des résultats des combats des 30 novembre et 2 décembre un tableau des plus rassurants. Ses récits ne manqueront pas d'entretenir l'esprit de résistance du pays.

» Dès le même jour, l'armée du Nord, que sa défaite à Amiens n'a pas désorganisée autant que pouvaient le faire croire les relations allemandes, a répondu à l'appel de Paris en allant réoccuper Saint-Quentin et la petite forteresse de Ham. Dans cette dernière opération, elle a fait deux cents prisonniers, dont douze officiers. Les Prussiens engagés du côté du Havre, pour couvrir leur droite, font détruire les voies de communication. Vendredi dernier, ils ont fait sauter le viaduc d'Albert sur le chemin de fer du Nord.

» La résistance opposée, à Beaugency, aux divisions commandées par le grand-duc de Mecklembourg, a été, de l'aveu même de celui-ci, des plus énergiques. Les corps de l'armée de la Loire, qui s'étaient repliés d'Orléans vers Blois, avaient reçu à Beaugency des renforts considérables de troupes fraîches, et, tout en prenant l'initiative d'un retour agressif, ils s'étaient solidement établis au tour de cette ville, dans les villages de Gravant, Messas, Bonvalet, Villarceau et Bernay. Ce sont ces villages que l'aile droite de l'armée du prince Frédéric-Charles a dû enlever le 7, le 8 et le 9 décembre, après avoir repoussé l'ennemi, et ces opérations ont été des plus difficiles. Il faut croire que, repoussés, les Français ont pu se retirer en bon ordre comme une troupe d'élite bien menée doit toujours le faire, car les dépêches allemandes ne disent rien de la poursuite et se bornent à enregistrer l'occupation de Beaugency et la prise de six canons Mille prisonniers seulement sont tombés en leur pouvoir, ce qui est encore une preuve qu'il n'y a pas eu de déroute. *D'ailleurs les correspondants militaires de l'armée allemande commencent à rendre hommage à la bravoure et à l'organisrtion de leurs adversaires. On sent que les forces engagées sur la Loire, comme celles qui se sont battues récemment à Paris, sont animées d'un tout autre esprit que les troupes vaincues pendant la première phase de la guerre.*

» A propos de Paris, le *Daily News* annonce, sous la date du 9 décembre, que les Français occupent encore quelques positions avancées sur la Marne, telles que Champigny, qui est fortement barricadé. Le fait, bien qu'il soit en opposition avec les assertions antérieures des télégrammes allemands, n'a rien d'invraisemblable, ces positions étant couvertes par le feu des forts voisins de Paris et des batteries élevées en avant de ces forts. »

Une lettre justificative du maréchal Bazaine. — Tout mauvais cas est niable, et il n'est pas de si mauvaise cause qui ne puisse être défendue par l'un ou l'autre côté. On ne s'expliquait donc pas le silence où se renfermait le maréchal Bazaine en présence des

accusations produites contre lui et de la répulsion à laquelle est voué son nom dans presque tous les rangs de l'armée et de la société française, et même européenne. Les amis quand même du maréchal se sont plaints de son silence obstiné. Le maréchal s'est donc exécuté et il a parlé.

Voici sa lettre *in extenso*. Nous avons fait la part aussi large que possible à l'attaque, nous ferons de même pour la défense. C'est le *Nord* qui a eu la primeur de cette épître :

« Cassel, 4 décembre 1870.

» Mon cher ami,

» J'ai été, par ordre, interné ici, et je n'ai pu, à cause de l'état de santé de la maréchale, me rendre à Aix-la-Chapelle, où j'avais demandé et obtenu l'autorisation de résider.

» Vous me dites que vous, et beaucoup d'autres, commencez à vous étonner de mon silence et de ma patience devant les attaques insensées dont j'ai été l'objet de la part de **M. Gambetta** et de deux autres délégués du gouvernement de Tours.

» Ces attaques, qui visaient en même temps à déconsidérer tous les chefs de l'ex-armée régulière, rapprochées de ce fait que ces membres du gouvernement de Tours connaissaient l'imminence d'une capitulation à Metz et ses causes, rapprochées encore de l'abandon absolu où a été laissée l'armée du Rhin, ces attaques, dis-je, m'ont fait ressentir une telle indignation que, dans les premiers moments, il est vrai, j'ai dédaigné d'y répondre, croyant ne devoir opposer que mon mépris à de pareils outrages et calomnies.

» *Depuis, je me suis occupé de la rédaction d'un rapport sommaire, qui sera livré à la publicité.* D'ailleurs, mon parti, vous avez pu le savoir, a été pris dès la première heure.

» *Je suis prêt, en effet, à justifier tous mes actes; tous, sans exception, de général en chef de l'armée du Rhin;* mais, vu l'éclat donné à l'injure qui m'a été faite, c'est une réparation éclatante qu'il me faut.

» Cette réparation, je la demanderai à notre première assemblée représentative, dès que l'exercice légal de la souveraineté du peuple aura reconstitué en France un gouvernement régulier, quel qu'il soit. Je saisirai cette assemblée d'une demande d'enquête, afin que ce soit le pays lui-même qui fasse la lumière sur la capitulation de Metz, et qu'il prononce, cette fois, en connaissance de cause.

» Vienne donc le jugement définitif, mon cher ami; je l'attends en parfaite tranquillité de conscience, n'ayant rempli mes devoirs, et tous mes devoirs, qu'en honnête homme et en loyal soldat, ainsi que je l'ai toujours fait dans les quarante années de ma vie militaire.

» Voilà, cher ami, les motifs de mon silence et de ma patience.

» Votre bien dévoué,

» Maréchal Bazaine. »

Campagne de l'Est. Un épisode curieux. — Nous avons enregistré en temps et lieu la défaite sanglante que Garibaldi a infligée aux troupes prussiennes, le 26 du mois dernier. Ce que nous n'avons pas relaté et ce qui n'était pas à notre connaissance, à dire vrai, c'est que, dans cette affaire, il y a eu un moment où une partie des vainqueurs fuyaient dans un désordre et un pêle-mêle complets devant l'ennemi, *qui était en déroute.*

Voici les curieux détails que nous trouvons au sujet de cette singulière fugue dans le *Standard* :

« Le correspondant d'un de nos confrères rend compte avec beaucoup d'intérêt du combat du

26 novembre. Il paraît que Garibaldi poursuivit les Allemands jusqu'en vue de Dijon, mais que, quand le soir vint, une décharge soudaine des Prussiens causa une telle panique parmi les mobiles, que les officiers eachèrent leurs têtes dans la pèlerine de leurs capotes, tandis que leurs hommes se jetèrent dans des fossés, se blessant entr'eux avec leurs baïonnettes. Au bout d'un certain temps, ils sortirent de leurs trous, et, par la peur et la maladresse, se firent de nouvelles blessures, toujours avec leurs baïonnettes. Soudain ils firent feu sur les garibaldiens, pensant qu'ils étaient des Prussiens. Une scène de confusion s'en suivit que ne peut pas rendre la plume, les mobiles se sauvant et refusant de se rallier. *Heureusement pour Garibaldi et ses hommes que les Prussiens n'eurent point sentiment de la situation, et qu'ils n'entretenaient le feu que pour couvrir leur retrait.*

Un de Moltke français. Mauvaise humeur du Standard. Du contrôle dans les choses militaires. — D'après le *Standard*, dont il nous est impossible, cela va sans dire, de contrôler le dire, nous aurions aussi, comme les Prussiens, un stratégiste en chef. Voici les quelques lignes, pleines d'aigreur et de dédain, que le journal anglais écrit sur notre de Moltke et qui constituent pour nous et pour beaucoup une véritable révélation :

« *On rapporte que toutes les opérations des différentes campagnes sur différents points de la France ont été dirigées, au nom de* **Gambetta**, *par un jeune officier du génie, nommé* **de Serre**, *Polonais de naissance, n'ayant que vingt-six ans, et sorti, il y a quatre ans, de l'École polytechnique.* Si ce rapport est exact, il faut attribuer à ce fait toute cette escrime, ces tergiversations sans but, et les délais et irrésolutions inexplicables qui ont marqué les mouvements de d'**Aurelles** durant les trois dernières semaines. Une stratégie élaborée entre un jurisconsulte et un jeune officier inférieur du génie, sans expérience, était condamnée à de pareils résultats. Si nous sommes bien informés, nous croyons que ce jeune homme fera bien, à l'avenir, de s'en tenir aux dessins, sur le papier, de fortifications pour quelque ville de peu d'importance. Nous voudrions voir les opérations des Français caractérisés d'un peu plus de combat, et d'un peu moins de science. Que M. de Serre s'en tienne à ses gabions, et probablement il n'exposera plus le salut de son pays. (1) »

Le *Standard* est un organe fort sympathique à la France. Les derniers revers de nos armées sur les bords de la Loire lui ont été au cœur. De là peut-être le ton d'aigreur qu'on vient de voir. Espérons que les événements militaires nous fourniront bientôt l'occasion de le voir moins grincheux et plus indulgent pour ceux qui mettent tous leurs efforts et toutes leurs connaissances au service de la patrie.

Nous ne connaissons pas M. de Serre; nous ne savons même pas s'il existe. Sous ce rapport, comme nous venons de le dire, les critiques du *Standard* ont été une véritable révélation pour nous. Seulement, nous ne croyons pas, n'en déplaise à la rédaction si compétente du *Stan-*

(1) **M. de Freycinet**, dans son si intéressant ouvrage : *La guerre en province pendant le siége de Paris*, ouvrage qu'on ne saurait, ni trop lire, ni trop citer, et qui est écrit avec une modération, une réserve et un respect de la vérité qu'on ne saurait assez apprécier, proteste contre l'influence néfaste qu'on a attribuée à M. **de Serres** dans la direction stratégiques des armées. Il loue fort le rôle que M. de Serres a joué pendant la guerre, notamment près du général Bourbaki, qui appreciait d'une manière toute spéciale sa collaboration et ses services, et qui fit d'instantes démarches près de la délégation pour le garder près de lui. Mais il nie formellement que l'intervention de M. de Serres dans la conduite des opérations militaires ait eu l'importance et les résultats desastreux qu'on a dit et auxquels fait allusion l'extrait du *Standard* ci-dessus.

P. M. janvier 1872.

dard, qu'il faille jeter la pierre à tout général ou à tout stratégiste qui échoue. Le *Standard* ne sait pas plus que nous les véritables causes de l'insuccès des Français à Orléans. M. Gambetta et l'état-major français les ignorent comme le public. Et c'est pour les connaître qu'on a ouvert cette fameuse enquête contre laquelle la presse réactionnaire fait rage et qui nous a valu la retraite d'un brave et digne général, à coup sûr plus susceptible qu'il ne convenait de l'être devant une mesure qui n'est pas un acte de suspicion, et encore moins un acte d'accusation.

Quand la France aura proclamé hautement le principe de la responsabilité des fonctionnaires à tous les degrés de l'échelle hiérarchique, et quand ce principe sera définitivement ancré dans les mœurs et dans la pratique de chaque jour, ces susceptibilités regrettables ne se produiront plus. Chaque fonctionnaire, de quelque ordre que ce soit, civil ou militaire, s'honorera alors de rendre compte de la gestion des intérêts qui lui étaient confiés.

Comme toujours dans les choses de ce monde, cette manière de faire aura ses inconvénients. Mais les bons effets qui en résulteront pour la bonne administration des affaires publiques compenseront largemen les quelques difficultés et les quelques embarras qu'on exagère à plaisir.

Tours, chef-lieu du département d'Indre-et-Loire. Adieux d'un chroniqueur à Tours, capitale provisoire. — Voilà donc la ville de Tours privée du titre et des avantages de capitale provisoire de la France !...

Avoir occupé la place de Paris, avoir été le point de mire de tous les regards en Europe, avoir été le centre d'où partaient tous les efforts qui avaient en vue la délivrance du pays, avoir vu sa promenade du Mail et sa *Boule d'or* aussi célèbres et aussi connues dans le monde que le boulevard des Italiens et VACHETTE, et redevenir simple chef-lieu de département, quelle déchéance !... Aussi l'on dit ces braves Tourangeaux dans l'abomination de la désolation. Ce n'est pas tant le titre et les fonctions de capitale en second qu'ils regrettent... Mais le négoce allait si bien ! Mais les tavernes ne désemplissaient pas ! Toutes les industries roulaient sur l'or. Et puis, les Tourangeaux avaient subitement senti en eux une telle aptitude pour l'exploitation.... des bourses !!!

Aussi, si Tours est inconsolable du départ du gouvernement provisoire et des personnages à sa suite, MM. les chroniqueurs, fonctionnaires et employés ne regrettent nullement le beau ciel et le doux climat de la Touraine. Ce beau ciel et ce doux climat leur ont coûté si cher qu'un peu d'ingratitude leur est bien permise.

Voici les adieux d'un chroniqueur, à Tours, ancienne capitale de la France, actuellement chef-lieu du département d'Indre-et-Loire :

« Tours, 6 décembre.

» C'en est fait, *alea jacta est!* le Gouvernement part pour Bordeaux, il part demain à une heure, après s'être fait précéder des archives, qui ont été envoyées dès hier soir. — Adieu bonne ville de Tours, où l'on pratique l'hospitalité d'une manière si peu écossaise! — Adieu, braves hôteliers qui écorchez si bien les voyageurs transis! — Puisse notre argent rester dans vos poches et ne pas devenir, pour les Prussiens, l'objet d'une grave réquisition; et, pourtant, si quelque ville de notre pauvre pays doit être encore rançonnée par les uhlans, que ce soit, de préférence, la capitale de la Touraine. — Dieu sait que je ne souhaite le malheur de personne, mais enfin si le malheur est inévitable, j'aime mieux qu'il frappe sur vous qu'ailleurs, car vous avez trop facilement gagné votre argent. Donc, ma prochaine lettre sera datée de Bordeaux. »

Les Prussiens dans l'Est. — Nous voulons que notre œuvre reflète aussi fidèlement et aussi complétement que possible la physionomie intime, *domestique*, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, des pays envahis par l'ennemi. C'est pourquoi nous recueillons la lettre suivante, écrite par une dame de l'Est, vers la fin de novembre. On y trouvera des détails d'intérieur que les relations plus graves et plus sérieuses ne nous donnent pas et qui sont pourtant d'un grand prix pour celui qui veut connaître toutes les souffrances de la France, et surtout des départements envahis, pendant la crise terrible que nous traversons :

« X... 24 novembre.

» Enfin, je trouve une brave femme qui va à Besançon et qui portera elle-même cette lettre.

» Samedi passé, depuis neuf heures du matin jusqu'à la nuit toute noire, il a défilé des Prussiens à X..., avec l'artillerie; ils venaient de Neuf-Brisach. Le lendemain, il en défilait encore. *Notre pauvre X..., est dévasté : occupation et réquisitions incessantes; les gens battus, volés. Quand ils apprennent de mauvaises nouvelles, comme dimanche soir, ils cassent et brisent tout dans les maisons où ils sont par soixantaine et plus. Les gens sont consternés; les femmes ont vieilli; l'on ne parle que d'abandonner les maisons et de se sauver.*

» *Nous*, franchement, *nous* n'avons pas eu à nous plaindre : pendant douze jours, nous avons eu une demi-douzaine d'officiers fort bien élevés; on parlait d'armistice et l'on buvait à la paix (c'étaient des dragons badois). L'avant-veille de leur départ, ils m'annoncent le soir, avec une vraie tristesse (car ils se réjouissaient de s'en aller chez eux) que l'armistice est refusé. — Que veut faire la France? dit l'un, elle n'a plus de troupes! — Ah! si, reprend un autre, **Garibaldi**! — Pauvre vieux! Qu'est-ce qu'il peut nous faire? etc... Ils m'ont tous laissé leurs cartes; le baron... se réjouissait de passer à X... le temps de l'armistice; il aurait acheté un chien pour nous tuer des lièvres et autre gibier.

» En partant, ils ont donné une quarantaine de francs à notre cuisinière, *en nous faisant dire qu'ils étaient très-fâchés de recommencer la guerre, et qu'ils étaient peinés de ne pas faire leurs adieux*. Du reste, ils étaient prévenus : la veille, au soir, ils étaient nos hôtes, nous pouvions encore leur dire : Bonne nuit! Mais, à leur départ, nous ne pouvions rien leur souhaiter de bon, et nous nous sommes abstenus.

» Depuis samedi soir, nous avons eu trois officiers prussiens avec leurs ordonnances. Ces officiers étaient loin de ressembler aux Badois. Quel genre commun! Ils sont entrés ici comme dans une auberge, ne parlant pas français. Heureusement, mon mari parvint à se faire comprendre; à la vue des ordonnances, il dit : Nous ne couchons pas d'ordonnances. Ils répondirent : Pas coucher, mais manger. Je dis à mon mari : Je ne veux pas surveiller deux tables, cela fait à la cuisine un désordre intolérable. Alors mon mari leur proposa de les mettre à table avec eux : Ya, ya, guerr

ya! — En sorte que j'ai eu autour de moi tous ces sales marcassins; ils mangeaient comme des loups, ils puaient; ils voulaient aller à la cuisine plaisanter les filles (pas les ordonnances qui ont été très-circonspects), et ont paru très-étonnés que mon mari ne fît pas abnégation complète de son autorité de maître de maison.

» Le lendemain, ils ont paru mieux comprendre qu'ils devaient être convenables, et ils ont fait des efforts pour cela. Le surlendemain, à sept heures, ils partaient en nous faisant faire leurs compliments. Après leur déjeuner, ils ont demandé six litres de vin; la cuisinière est allée remplir six litres d'eau rougie qu'ils ont mis dans leurs poches *avec confiance. Leurs chambres, leurs lits, tout empoisonne encore.*

» A chaque instant, nous avons des paniques épouvantables; lundi dernier, nous nous réjouissions encore d'être débarrassés d'eux; on sonne violemment pour annoncer qu'une nouvelle bande de Prussiens demande des réquisitions impossibles, et qu'il y a ordre du général, si l'on ne s'exécute pas dans une heure, de mettre le village au pillage. Juge de l'effet! Mon mari court et apprend que le général n'avait rien commandé de pareil; c'étaient des pillards qui ont pris la fuite quand ils ont vu que le général était prévenu de la chose.

» *Depuis le 1er de ce mois, nous n'avons point de nouvelles que des on-dit.* Aie donc la bonté de nous envoyer quelques journaux.

» On dit que l'ennemi s'est établi à Chalonvillars et a placé ses pièces de canon dans les maisons, après en avoir chassé les habitants; de Belfort, on envoie force obus pour brûler le village et déloger l'ennemi. Beaucoup de Prussiens sont venus du côté de Servance. Si quelques poignées d'hommes avaient été embusquées par là, elles les auraient tous massacrés ou on leur aurait fait rebrousser chemin. Que de belles positions négligées! *Les officiers prussiens disaient que dix mille hommes dans les Vosges les empêcheraient d'entrer.* Et que de désastres seront la funeste conséquence de toutes ces fautes! Enfin, il paraîtrait que la chance commence à tourner; il est plus que temps! Quelle guerre odieuse! Et que nous arrivera-t-il d'ici à la fin! »

Un uhlan... qui en a assez. — On vient de voir les sentiments et les préoccupations des vaincus. Voici maintenant la pensée et les désirs intimes des vainqueurs. On verra que la lassitude et le désir de la paix existent à un égal degré dans les deux camps.

Un détail qui a son importance : la lettre qu'on va lire et qui accuse un immense besoin d'en finir avec cette lutte fratricide entre deux peuples faits pour s'estimer et s'aimer, est extraite de la *Gazette de Cologne*.

Tout cela prouve qui si la guerre continue, la faute en est à l'orgueil et à l'ambition de M. de Bismark et du roi Guillaume, qui veulent à tout prix conserver l'Alsace et la Lorraine.

Voici la lettre de ce brave et pacifique uhlan, qui nous fait tout le mal possible, malgré lui :

« *Je l'avouerai sans détours, je suis déjà un peu las de cette interminable campagne. On se soûle de la chose à la fin, quand, depuis le 20 juillet, on a sssisté à toutes les batailles (Wœrth excepté);* quand on a marché sans s'arrêter, quand on a eu faim et soif... quand on a bu et qu'on se trouve obligé de marché en avant, au milieu de cette guerre de paysans, dans un pays littéralement rasé, pour n'arriver le soir que dans un lit sale que vient de quitter quelque franc-tireur.

» Mais à quoi bon ces plaintes, il faut boire la coupe jusqu'à la lie. C'est ainsi que je suis arrivé à Illiers, un misérable nid de francs-tireurs, qui a été pris par nos troupes, puis abandonné, puis repris et abandonné encore.

» Aux environs d'Illiers, tout est mort et abandonné. Le pays est réellement taillé en morceaux, tant les francs-tireurs y ont creusé des fosses, des tranchées, élevé des obstacles et des barricades. Un épais brouillard couvre tout de ses vapeurs grises; à peine peut-on distinguer, à dix pas, un

cuirassier français d'un cuirassier bavarois. Huit uhlans composaient toute la garnison du village. Rien, absolument rien à manger. Rien, absolument rien à boire. Je fus forcé de me faire du café moi-même.

» Je me rendis à Brou, dans la nuit noire. Partout des fossés et des barricades, partout des blouses bleues ; partout les fils télégraphiques coupés... Tout était mort et silencieux le long de la route. A Brou, j'ai passé une bonne soirée avec les officiers du 10e de uhlans. *Les pauvres uhlans ont fort rude besogne maintenant. Au lieu de galoper aux avant-postes, n'ayant d'autre mission que de porter aux villes et aux villages consternés la carte de visite de leurs généraux, ils sont maintenant continuellement inquiétés par les francs-tireurs et les mobiles, exposés aux feux isolés, aux balles sournoises qui partent de chaque buisson, de derrière chaque arbre, du coin de chaque fossé. La cavalerie souffre beaucoup, s'épuise à vue d'œil et perd chaque jour plusieurs hommes.*

» Je ne crois pas qu'on livre encore de grandes batailles (c'est le 29 novembre que Hans écrit cela). Les mobiles ne se laissent plus attaquer en nombre ni en rase campagne.

» Nous marchons toujours. Les Bavarois sont tous nu-pieds, car tous ont déchiré, usé et perdu leurs bottes le long du chemin.

» *Tout le monde soupire après la paix et attend impatiemment la capitulation de Paris.*

» A Châteaudun, tout le monde s'est sauvé devant nous ; les pauvres seuls sont restés. Ils écoutent en frémissant la canonnade, car chat échaudé, etc. *Les classes pauvres désirent la continuation de la guerre, cependant, mais les classes aisées demandent la paix.*

» Qu'allons-nous devenir?... Voilà la question que chacun se pose. Irons-nous en avant ou nous arrêterons ici? Attaquerons-nous l'ennemi qui est là, devant nous, dans ses retranchements? Ou bien avons-nous assez marché pour chercher un adversaire introuvable, qui nous a fait courir de droite à gauche pendant plusieurs semaines et nous attire avec ces corps disposés de mobiles et de francs-tireurs toujours plus loin et plus loin.

» Nul ne sait ce qui va arriver. On dit que demain nous pousserons en avant. Je ne le crois pas, car nous travaillons à nous couvrir de retranchements. On dit aussi que de nouvelles négociations de paix sont entamées. On dit enfin que le roi Guillaume ne veut pas entendre parler du bombardement de Paris, qui doit commencer le 4 décembre sans remise aucune. Il court ainsi une foule de bruits avec lesquels on cherche à faire diversion aux ennuis de notre situation.

» *Il me semble que la guerre en est venue à ce moment que tout le monde désire la paix. Des départements entiers sont privés de toute nourriture : des villes entières voient leurs populations réduites à la mendicité, et nul ne sait où il trouvera un morceau de pain demain.*

» Les basses classes se traînent de faim dans les rues et fixent un regard sombre sur nos soldats, rigoureusement rationnés, quand eux-mêmes, les malheureux, n'ont pas un morceau de pain noir et sec à donner à leurs enfants qui pleurent.

» C'est d'un aspect désolé que ces ruines encore fumantes des maisons dans les villes et les villages incendiés. J'en ai tant rencontré sur ma route de ces villes et ces villages détruits, où règne un silence de mort. *A Biahon, par exemple, on a canonné toutes les maisons, parce qu'on avait tiré des fenêtres sur nos troupes.* Tout l'endroit était désert comme décimé par la peste ; un silence morne régnait dans les rues, au coin desquelles à peine quelques visages hâves et irrités étaient à voir.

» *Toute activité, toute occupation a cessé dans les villes que nous traversons.* Personne ne travaille et je n'ai même pu faire rapiéceter mes bottes déchirées par les marches continuelles.

» Il n'y a rien à faire cependant, car nul d'entre nous ne se résignerait à refaire le chemin en retraite, s'il n'obtenait d'abord la conviction que tous ces sacrifices obtiendront leur récompense. L'espérance en une paix prochaine en est d'autant plus vive, *car les Français et les Prussiens la demandent également.*

» C'est que, depuis hier, l'hiver nous a surpris. Avant nous pataugions dans l'eau et dans la boue ; une épaisse croûte de glace couvre l'eau maintenant et la neige a blanchi la nature et les maisons. Les francs-tireurs et les mobiles en souffrent autant que nous, car, comme nous, ils bivaquent en plein air. J'en conclus que cela doit singulièrement glacer leur enthousiasme patriotique et que comme nous ils doivent commencer à en avoir assez.

» Je ne sais donc ce que nous ferons demain, car l'ennemi est là devant nous. Demain, c'est le

jour de repos, on travaillera à réparer les dommages soufferts par les équipements, on songera surtout à se procurer de la chaussure. *Nous nous voyons dans la nécessité d'arracher les souliers des pieds aux habitants, quoiqu'il y en ait encore d'abondantes provisions à Meaux et à Chartres.* »

Une circulaire de M. de Chaudordy. — Les procédés inavouables des Allemands dans la guerre actuelle viennent d'être dénoncés à l'attention des peuples et des gouvernements dans une circulaire de M. de Chaudordy, écrite à la date du 27 novembre et adressée à tous les agents de la France à l'étranger. En présence des ruines et des crimes qui marquent partout l'invasion, M. de Chaudordy estime avec raison « qu'il est utile que chacun puisse prendre la responsabilité de sa conduite, *aussi bien les gouvernements qui doivent agir, que les peuples qui doivent signaler ces faits à l'attention de leurs gouvernements.* »

Rédigée dans des termes simples et émus, la circulaire de M. de Chaudordy ne dénonce que des faits mis à charge des Allemands « *par des enquêtes irrécusables.* » Aussi, quoi qu'il en advienne dans le présent, que les peuples et leurs gouvernements interviennent ou non, elle restera devant l'histoire comme le cri de douleur de la France, meurtrie et spoliée, et comme une suprême revendication en faveur du droit, de la justice et des sentiments d'humanité foulés aux pieds par l'Allemagne (1).

Mort du comte Waldersée. — Quelques lignes de l'*Indépendance belge* sur un épisode jusqu'ici mystérieux des combats du Bourget :

« Le correspondant militaire du *Times* au quartier général, à Versailles, avait annoncé, comme un bruit très-accrédité dans ces parages, que le **comte de Waldersée** avait été tué à l'attaque du Bourget par les francs-tireurs qui avaient feint de vouloir se rendre. Le fait avait provoqué dans le camp allemand une irritation d'autant plus vive que le défunt était bien vu à la cour. *Il est aujourd'hui expliqué. Le comte de Waldersée a été tué, en effet, dès le début de l'action, mais par un éclat d'obus.* Ce qui a pu donner lieu à la version accréditée sur la cause de sa mort, c'est que dans le même combat un autre officier allemand a été tué par un soldat français au moment où il faisait prisonnier un officier de mobiles. *C'est le correspondant du Times lui-même qui donne ces explications satisfaisantes pour l'honneur des corps engagés au Bourget.* »

Plusieurs officiers français, faits prisonniers au Bourget, avaient déjà écrit à *l'Indépendance* que le comte Waldersée « était tombé sous le feu des loyaux ennemis qu'il combattait, en franchissant, *l'étendard prussien à la main, la barricade qui défendait l'entrée du Bourget.* »

La délégation et la question des ligues. — Ayant avant tout à repousser l'invasion et préoccupée de la nécessité de rallier sous

(1) Pour cette circulaire, comme pour beaucoup d'autres documents du même genre, malgré leur vif intérêt, *à l'heure actuelle*, comme ils ont déjà paru un peu partout, nous croyons pouvoir nous borner à de simples mentions, analyses ou résumés télégraphiques.

Si ce travail avait pu paraître à son heure, c'est-à-dire immédiatement après le siége, nous nous serions fait un devoir de donner, aussi souvent que possible, des textes officiels et complets.

D'ailleurs, pour la circulaire dont nous parlons plus haut, elle a été portée à la connaissance des Parisiens par le *Journal officiel* du 18 décembre 1870, à savoir plus d'un mois avant la fin du siége.

P. M. Janvier 1872.

une direction unique et sous un seul drapeau, — celui de la défense, — toutes les forces vives de la nation, quelles que fussent leurs aspirations et leurs cocardes politiques, la délégation a toujours vu d'un œil inquiet les ligues qui se sont formées en province. Elle les a, toutefois, tolérées; elle les a même parfois encouragées pour provoquer l'activité individuelle et l'initiative locale en faveur de la résistance; mais ce que la délégation n'a jamais permis, c'est que ces ligues se rendissent complétement indépendantes du pouvoir central qu'elle représente en dehors de Paris et qu'elle croit devoir conserver dans toute son intégrité.

Comme renseignements curieux et *quasi* officiels à ce sujet, voici, d'après l'*Emancipation*, de Toulouse, l'accueil fait par M. Gambetta à des délégués de la ligue du *Sud-Ouest :*

« Le Gouvernement de la défense nationale, auprès duquel nous avons été délégué, avec les » citoyens Marcou, de Carcassonne, et Combarieu, de Cahors, pour lui notifier officiellement la forma- » tion de la ligue du Sud-Ouest et lui en soumettre le programme, *nous a déclaré qu'il n'admettait* » *pas les ligues, et que, désireux de ne pas laisser entamer son pouvoir, il était décidé à les com-* » *battre toujours et partout. Il ne veut voir dans les ligues que l'exercice du droit de réunion et* » *d'association, mais nullement une puissance gouvernementale quelconque. A ses yeux encore, les* » *ligues menacent de compromettre l'unité et l'inviolabilité de la République et de conduire la France* » *à la fédération.* »

» A. Royannez. »

LUNDI, 12 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On connaît enfin et l'on admire beaucoup l'attitude calme et héroïque de Paris, ainsi que le langage digne et fier du général Trochu, en réponse aux communications de l'état-major prussien, concernant nos récentes défaites à Orléans. Les chefs ennemis avaient espéré que Paris allait baisser pavillon et leur ouvrir ses portes, en apprenant les retards apportés à sa délivrance. Or, Paris, en dépit des mauvaises nouvelles et des exagérations prussiennes, maintient sa volonté de résister à outrance. Rappelons-nous, à ce propos, les déceptions que les Allemands ont déjà essuyées au sujet de leur entrée triomphale à Paris. Cette *entrée triomphale* fut d'abord fixée en septembre. On voulut bien ensuite la reculer jusqu'en octobre pour la faire coïncider, disait-on, avec l'anniversaire de la bataille de Leipzick. Or, aujourd'hui, en présence de la force de résistance des Parisiens, même dans le cas d'un bombardement heureux, il n'est personne, au sein des armées allemandes, — nous parlons des gens de sens et de savoir, — qui ose assigner une date quelconque à la reddition de Paris.

La colère et le dépit ont éclaté à Rouen, quand on y a appris qu'il n'y aurait pas de lutte avec les Prussiens. Un conseiller municipal, qui est venu annoncer les mesures qui avaient été arrêtées de commun accord entre

l'autorité municipale et les ennemis, a été accueilli par des marques de désapprobation et des murmures. Quelques coups de feu ont été tirés sur lui. On a également fait feu sur les membres du conseil municipal qui siégeaient à l'Hôtel de Ville. Bref, la partie la plus ardente et la plus patriotique de la cité a protesté hautement contre le défaut d'initiative et le manque d'énergie de ceux qui eussent dû donner l'exemple du patriotisme et de la résistance.

Dieppe a été occupé par les Prussiens. Les nouvelles du Hâvre annoncent que cette ville fera une énergique opposition aux envahisseurs.

Nous avons fait connaître le désarroi qui avait éclaté dans certains rangs de mobiles lors de l'affaire d'Autun, le 26 novembre.

Dans l'ordre du jour que Garibaldi a fait lire à ses soldats après cette affaire, il adresse des félicitations à l'artillerie de campagne et de montagne, aux bataillons des Basses-Pyrénées et des Alpes-Maritimes, à la garde nationale mobilisée, aux francs-tireurs de la 4e brigade, à la compagnie génoise, puis il ajoute :

« Les troupes ont pu voir, par la journée d'hier, que lorsqu'on veut résister aux envahisseurs, même lorsqu'ils sont en nombre supérieur, on le peut ; aussi ne saurions-nous flétrir avec trop d'énergie ceux que le bruit du canon ou de la fusillade met en fuite.

» Ordre est donné dans toutes les directions de les arrêter ; il faut des exemples, et nous nous soumettrons à la dure nécessité d'en faire.

» Tout individu isolé, surpris en état de fuite, sera fusillé sans procès. Si c'est un corps, il sera décimé.

» Quant aux autorités et aux habitants du pays où stationneront les fuyards, leur premier devoir est de leur refuser le manger et le boire ; qu'ils sachent bien que les misérables qui abandonnent ainsi leur poste, en semant derrière eux l'alarme et la terreur, compromettent la vie et quelquefois l'honneur de ceux qui combattent. »

Les derniers combats sous Paris. Physionomie des champs de bataille. — Voici une nouvelle description, extraite du *Times*, des champs de bataille du 2 décembre :

« Dieu ! quel coup d'œil ! Voir les hommes s'avançant sous le canon des forts et tombant à chaque pas ; voir les Français et les Saxons au milieu de cet horrible fracas d'artillerie, s'abattant les uns les autres à coups de fusil ; entendre ces hourras suivis d'une formidable volée ; puis, la fumée dissipée, voir les rangs éclaircis et les survivants marcher sur les corps des morts et des moribonds, c'était horrible. Mais ce n'était rien encore auprès du spectacle de ce champ de bataille couvert de cadavres étendus sur la terre gelée, et le soleil éclairant leurs visages contractés et leurs membres roidis, tandis que le canon de Nogent et d'Avron faisait trembler le sol à des lieues à la ronde.

» Un des premiers groupes que je vis était composé de soixante soldats français. Quelques Wurtembergeois et quelques Saxons gisaient autour d'eux, mais les Allemands avaient déjà enlevé et enseveli la plupart des leurs. Au centre du groupe, il y avait quarante-six cadavres, tellement serrés qu'il eût été difficile d'en introduire un dans le tas. Les hommes étaient tombés épaule contre épaule, comme ils marchaient. La plupart avaient les pieds dirigés du côté de Paris et la tête du côté de Villiers. *Hélas ! il était évident que la plupart d'entre eux n'étaient pas morts sur le champ, mais avaient survécu pendant plusieurs heures sans qu'une main pût les secourir, et cela dans la neige et le givre.*

» Un pauvre diable était étendu le visage contre terre. Deux balles l'avaient frappé dans le dos. Il s'était en partie déshabillé, et il était mort une main sur chacune de ses blessures.

» Plusieurs avaient ôté leur havresac, l'avaient placé sous leur tête, et sur cet oreiller avaient rendu le dernier soupir.

» D'autres serraient leurs gourdes, mais n'avaient pu enlever le bouchon, et étaient morts sans pouvoir humecter leurs lèvres dans les tortures de l'agonie.

» Quelques-uns, dans leurs souffrances, avaient moulé leur visage dans l'argile et avaient retourné vers le ciel, avant de mourir, leur face ensanglantée.

» J'en ai vu deux dont les bras étaient tendus et les poings serrés comme s'ils s'étaient livrés à un pugilat. Très-peu gisaient sur le côté. Ils avaient leur havresac sous la tête. Sur quelques visages rayonnait un sourire angélique ; on eût dit des figures de cire. D'autres portaient la trace d'une horrible agonie. Leurs muscles étaient contractés ; ces malheureux avaient convulsivement retiré les jambes jusqu'à ce que les genoux leur entrassent dans l'estomac, et leurs ongles s'étaient incrustés dans la paume de leurs mains.

» Derrière ces cadavres, il y en avait d'autres, Saxons et Français. J'en ai vu un qui avait une horrible blessure au visage. Il avait retiré ses mains dans ses manches pour les réchauffer, mais sa casquette était tombée et des caillots de sang avaient tassé sa chevelure en nattes épaisses. Un autre avait pris un biscuit dans son sac, de l'eau dans sa gourde et avait avalé quelques bouchées. Plus d'un de ces infortunés était mort les mains jointes dans la prière, et à côté d'un mort, on a trouvé un médaillon en plâtre de la Sainte-Vierge. Une balle en avait ébréché le bord.

» Beaucoup d'hommes tenaient encore sous le bras leurs fusils.

» Tout le plateau entre Villiers et Brie, entre Villiers et Champigny présentait le même coup d'œil, et parmi les cadavres étaient des havresacs, des casques, des baïonnettes et des lettres cachetées à l'adresse de parents et d'amis en France et en Allemagne.

» Près d'un cimetière, situé sur le champ de bataille, j'ai vu de deux à trois cents soldats français, rangés les uns près des autres, pour être ensevelis en cet endroit. Tous appartenaient à l'armée régulière, et la plupart avaient de vingt-cinq à trente ans.

» Aucun armistice n'a été accordé pour l'enlèvement des morts et des blessés, mais des deux côtés on les a enlevés pendant la nuit. Jusque hier soir, on a trouvé parmi les morts des blessés allemands qui sont en ce moment à l'hôpital.

» Quelles ont dû être leurs souffrances, dans la neige et le froid depuis le 2 décembre! Car ils étaient restés abandonnés depuis lors, sinon depuis le 30 novembre! »

Les Prussiens en Beauce. — La lettre suivante, écrite pour l'intimité, est un tableau vivant et dramatique des souffrances et des exactions qui pèsent sur les pauvres populations envahies par l'ennemi. Que de misères! que d'angoisses! et quelle culpabilité que celle des hommes qui déchaînent de pareils maux sur l'humanité!

Et dire qu'un mot, un seul mot, *la renonciation des chefs prussiens à l'idée d'un agrandissement territorial, injuste et violent*, arrêterait ces larmes et supprimerait la cause première de ces dévastations et de ces ruines!...

C'est un propriétaire de la Beauce qui parle :

« ..... Nous ne mangeons pas de viande tous les jours. Il n'y a plus ici ni bouchers, ni boulangers. Tous les établissements (*etablichments*) sont occupés par les Prussiens, dont nous sommes pour ainsi dire les prisonniers. Nous ne pouvons pas même aller dans un village voisin sans être munis d'un laissez-passer du général, lequel est souvent refusé. Il n'y a plus de vaches, et, par suite, ni beurre ni lait.

» *Les champs sont complétement ravagés. Dans les maisons abandonnées par les habitants, le pillage est complet ; pas un meuble qui ne soit brisé, les glaces, les tables, les chaises sont en morceaux. Tout le meilleur linge est emporté : les habits, les matelats, les objets de valeur... Et quant aux caves..., le tout est vendu par les soldats aux juifs, qui suivent l'armée comme des vautours* (vuttures) *et envoient leur butin en Allemagne.*

» Les maisons habitées sont mieux traitées. Nous avons ici des Bavarois, qui sont ordinairement plus doux que les Prussiens; ils font partie de la cavalerie, corps qui vaut mieux (*is better*) que l'infanterie, en ce qu'il est composé de soldats plus instruits (*cultivated*). J'ai en ce moment cinquante chevaux dans ma maison, des soldats en proportion, et il y a dix jours que cela dure. J'ai séparé ma cour en deux : la plus grande, qui contient l'écurie, la remise, etc, etc., appartient à l'ennemi. Je prends des airs de gendarme (*I swagger about like a gendarme*) pour défendre ma propriété. En temps d'invasion, on doit renvoyer les femmes et les filles, *mais c'est folie d'abandonner tout à fait sa maison.*

» Mon voisin N... a dû payer son absence bien cher. On a fait réunir sa vaisselle en tas, et une quarantaine d'individus viennent chaque jour choisir dans ce tas ce qui est à leur convenance. Les voitures des juifs attendent à la porte, et le trafic se poursuit en plein jour. Un soldat vend un lit de fer un franc, un matelas trois francs, un paletot cinq francs, etc. Le fer lourd est emporté dans des charrettes. C'est honteux (*shameful*).

» J'ai failli être tué l'autre jour. Dimanche après-midi, pour commencer, il est arrivé plus de soixante mille hommes. Ils ont envahi ma maison et même la chambre où se trouvait ma pauvre femme malade. Vous vous rappelez qu'il y a deux mois, comme vos bretelles étaient trop longues, vous les avez coupées et vous vous êtes amusé à attacher les deux bouts de chaque côté de la cheminée de la chambre des enfants. Eh bien! vous ne les retrouverez pas, car ils ont disparu avec tout le reste. Ils m'ont pris toutes mes bottes, tous mes souliers, ne me laissant que les chaussons que j'ai aux pieds.

» Ils prennent tout. Ils ont pris mes jambons, mes conserves, une centaine d'œufs que j'avais mis de côté, les chemises qui leur convenaient, mon sucre, mon café, mon chocolat, mon cirage, etc., etc. Enfin la dévastation a été complète. Mes vaches ont été tuées et les quartiers distribués, en même temps que mon vin, dans la cour.

» Ils ont pris tout le pain et toutes les provisions, se sont établis dans la cuisine, ont apporté de la paille dans la salle à manger et ne se sont couchés que vers minuit. Alors seulement nous pûmes manger les restes d'une fricassée de lapin, sans pain et sans rien boire.

» Vers deux heures, une alarme fut donnée; ils partirent aussitôt, se dirigeant du côté où grondait le canon. Ce départ fut si précipité qu'ils ne prirent pas le temps d'éteindre les chandelles coupées par eux en plusieurs bouts et qui éclairaient la place de tous côtés. Mes greniers, mes écuries, ma remise, tout était illuminé comme pour un jour de gala, et un miracle seul a pu me préserver de l'incendie.

» Cependant la canonnade faisait trembler la terre et semblait se rapprocher. On disait que les Prussiens battaient en retraite et que nous serions bientôt le centre du combat.

» La panique s'empara des habitants. La plupart s'enfuirent dans les bois, et il ne resta que cinq hommes au village. Ce fut alors que les maraudeurs, par groupes de deux ou trois, arrivèrent pour piller.

» Comme j'essayais d'empêcher ces déprédations, un misérable en guenilles me menaça de son couteau et m'accabla des injures les plus viles. Le dommage éprouvé par notre pauvre petite localité est incalculable.

» Chaque jour passent des convois de bœufs et de moutons, et des charrettes chargées de fourrage et d'avoine. Mon cœur saigne quand je pense que tout cela vient de mon pauvre pays de Beauce, qu'ils tiennent à rançonner.

» Avis vient d'être donné que tout habitant trouvé dans les bois sera fusillé.

» Il est exact que les Prussiens ont employé jusqu'à deux cents habitants à la fois comme rebatteurs, et qu'ils vont à la chasse à la façon des riches propriétaires.

» J'ai établi une ambulance dans une maison qui me procure un peu de tranquillité. J'obtiens de cette façon un peu de soupe pour ma femme et un peu de viande. *Mais si cet état de choses se prolonge, nous aurons bientôt la famine au milieu de nous. Il faut espérer que les Prussiens voudront bien consentir à nous vendre le pain et la viande qu'ils nous ont volés.* »

Bordeaux, capitale provisoire. — Le choix de Bordeaux ne s'est pas fait de prime abord et sans opposition. Plusieurs villes bri-

guaient l'honneur de succéder à Tours. Voici ce qu'on écrit, au sujet des hésitations de la délégation, quand il s'est agi de quitter Tours et de transférer le siége du gouvernement plus avant dans le Midi :

« On a longtemps hésité avant d'opter pour la Gironde ; on a longtemps parlé de Périgueux, de Montpellier, plus encore de Clermond-Ferrand, et n'était la crainte des neiges, qui, à un moment donné, pourraient interrompre les communications, la capitale de l'Auvergne avait la préférence.

» Le corps diplomatique était fort ému ; s'en aller, au mois de décembre, à Clermont-Ferrand, n'est pas une partie de plaisir : Le prince **de Metternich** en gelait d'avance, M. le chevalier **de Nigra** soufflait dans ses doigts, et le nonce du pape en causait à l'oreille avec l'ambassadeur de Turquie, son confident habituel. — Rassurez-vous, Messeigneurs, vous n'irez pas à Clermond-Ferrand.

» Hier encore, on a parlé de Lyon ; le ministre de l'intérieur tenait pour la Croix-Rousse, et, chose étrange, le ministre de la guerre était tout à fait d'accord avec le ministre de l'intérieur. Lyon n'est pas une ville réactionnaire, le drapeau rouge y fleurit encore à côté du tricolore, que les canuts tolèrent ; puis, derrière Lyon, et, comme ressource suprême, il y avait Marseille...

» Mais, malgré tous ces avantages, ou peut-être à cause de tous ces avantages, MM. **Crémieux, Glais-Bizoin** et **Fourichon** ont préféré Bordeaux, et c'est Bordeaux qui va recevoir le gouvernement de la défense nationale.

» D'ailleurs, ne vous y trompez pas, ce n'est pas une fuite, c'est un simple changement de domicile ; aucune raison grave ne motive ce départ, mais il a paru prudent au gouvernement, — nous l'en louons fort, — de s'éloigner du théâtre de la lutte ; il pouvait, par sa présence trop rapprochée, paralyser dans certains cas les mouvements de nos troupes, qui pouvaient avoir la préoccupation de couvrir Tours.

» Les journaux parisiens qui s'imprimaient à Tours se sont tous transportés à Bordeaux. Aucun d'eux n'a pu encore y commencer sa publication. La *France* emprunte les presses du *Journal de Bordeaux ;* la *Gazette*, celles du journal la *Province ;* le *Français,* celles du *Courrier de la Gironde.* Le *Moniteur* seul a déjà paru, après un jour d'interruption seulement. »

Agitation à Rome. — Quelques désordres ont eu lieu dans la journée du 9; la rumeur publique leur a donné des proportions exagérées. M. Lanza a déclaré au Parlement de Florence qu'il ne s'agissait que d'une rixe dans laquelle plusieurs individus ont été blessés à coups de bâton ou de couteau. Du reste, la tranquillité est parfaite.

Toutefois, sur certains points, l'agitation politique amène des faits regrettables. En voici deux que nous extrayons d'une feuille mazzinienne, *Il Tribuno :*

« Le capitaine **Varroni** a été *rudement bâtonné*. Cet acte n'est pas digne d'éloges, mais après tout, » il se rapporte au passé. M. le capitaine n'a donc qu'à dire : *Meâ culpâ* ! » Et plus loin : « Un » prêtre a été souffleté solennellement pour s'être promené au Corso en affectant des allures provo- » quantes. Le temps n'est plus où l'état sacerdotal servait de sauvegarde pour toute action. »

Existence modeste du prince Napoléon. Une anecdote. — On écrit du canton de Vaud, au *Peuple*, qu'on fait voyager, à tort, le cousin Jérôme et sa famille en Belgique et en Hollande. Le prince vit très-retiré, on pourrait même dire caché, dans sa villa de Prangins, plus connue sous le nom de la Bergerie :

« On ne saurait croire avec quel profond mépris les Vaudois traitent ce personnage, écrit-on au *Patriote savoisien*. On assure même que, si ce n'était par égard pour sa femme et ses enfants, on l'aurait forcé, par des manifestations, à déguerpir.

» Les nombreux Chablaisiens qui travaillent dans le pays n'ont pas de retenue, et, lorsqu'ils le rencontrent, ils le huent.

» Il a laissé pousser sa barbe et n'a pour équipage, le pauvre homme, qu'une espèce de berlingot. Dernièrement, il traversait Nyon, caché dans son véhicule ; mais, malgré cela, il fut reconnu par des ouvriers travaillant sur le chantier ; l'un d'eux ouvrit la portière pendant que les autres contenaient le cocher, et il l'apostropha avec une telle énergie que le *prince* se tint coi et ne fit aucun mouvement. Puis, après ce sermon, on le laissa continuer sa route.

» Il fait courir le bruit qu'on lui a sequestré dix millions à Paris, qu'il ne lui reste que la Bergere, qui, du reste, a une très-grande valeur, mais qu'il vendra difficilement. »

Voici une petite anecdote, ajoute un correspondant, qui peut trouver place à la suite de ce qu'on vient de lire ; elle n'a pas été publiée :

« Etant à sa Bergerie, il prit fantaisie au cousin Jérôme, un soir, d'aller coucher à Evian avec sa *suite* ordinaire. Il traversa le lac dans son yacht ; mais, arrivé dans la ville, impossible de trouver un gîte, tous les hôtels sont combles.

» Il s'adresse aux autorités, qui lancent un gendarme à la recherche d'un logis. Démarches infructueuses. Alors le maire, le juge de paix et le notaire offrent l'hospitalité aux voyageurs.

» Dans le rapport fait par le gendarme pour constater qu'il n'avait pu trouver de logement, il avait mis ces mots : *Le prince était accompagné de ses deux dames d'honneur.*

» On rit encore à Evian de la mésaventure du prince et de la facétie du gendarme. »

Petites nouvelles. — Un télégramme de Versailles parle de l'amélioration de l'état sanitaire de l'armée allemande, et dit qu'il y a maintenant dix mille homme de moins dans les hôpitaux. Ce chiffre laisse supposer une proportion énorme de malades. — Les armées allemandes expédient en moyenne quatre cent mille lettres par jour dans leurs pays respectifs. — C'est à douze millions, et non à dix-sept, qu'a été fixée la contribution de guerre imposée à Rouen. Elle a dû être payée comptant. — Deux cents Prussiens faits prisonniers à Ham ont été amenés à Lille.

MARDI, 13 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les mensonges et les exagérations des télégrammes prussiens feront les délices des futurs historiens de cette guerre. A tout moment, MM. les Prussiens annoncent *urbi et orbi* l'anéantissement complet, officiel, authentique de leurs ennemis, et ces derniers, qui ont la vie dure, paraît-il, reparaissent toujours pour démentir à coups de fusil et à coups de canon la nouvelle de leur destruction... Que de fois l'armée de la Loire n'a-t-elle pas été dépeinte comme détruite et anéantie !.... Elle est encore bel et bien en vie, aujourd'hui, malgré les vigoureux combats quotidiens et successifs qu'elle a soutenus du 28 novembre au 10 courant. Voici ce que télégraphie M. Gambetta, à son sujet, du quartier général du commandant en chef Chanzy, le 10 :

« J'ai trouvé tout ici parfaitement en état, grâce à la fermeté et à l'indomptable énergie du général Chanzy. Non-seulement il garde ses positions depuis trois jours, mais il repousse les masses du prince Frédéric-Charles et lui inflige les pertes les plus cruelles.

» Il se bat depuis le 28 novembre. »

» On peut apprécier ainsi la vérité de l'assertion du général de Moltke, disant que l'armée de la Loire était anéantie, quand la moitié de cette armée a été seule engagée jusqu'à présent et a pu tenir en échec les plus vieilles troupes du prince Frédéric-Charles. »

On continue à organiser la résistance sur tous les points de la France. Le Nord et le Midi, l'Ouest et l'Est, malgré le voisinage ou la présence de l'ennemi, font tous les efforts imaginables pour mettre sur pied les forces les plus sérieuses. A Lille, on signale une grande concentration de troupes, et des revues militaires où l'enthousiasme patriotique et la foi au succès final se montrent avec un éclat et une spontanéité admirables. De Lyon, Marseille, Bordeaux, les renseignements sont aussi satisfaisants, et pour ne citer que Bordeaux, on écrit de cette ville que, dans trois ou quatre semaines au plus tard quatre cent mille hommes seront prêts à remonter vers le Nord, bien organisés, bien armés, avec de l'artillerie et de la cavalerie en proportion.

On voit que tout se prépare pour le suprême effort que réclamait dernièrement le ministre de l'intérieur et de la guerre. Quel dommage qu'on n'ait pas pu retarder les derniers événements militaires! Qui sait? les résultats eussent peut-être alors abouti à une déroute complète et à un véritable anéantissement des forces militaires de la Prusse aux environs d'Orléans et de Paris.

Mais, si la France le veut, si elle continue à marcher résolûment dans la voie de la lutte à outrance, qu'elle n'a pas hésité à prendre après Metz et Sedan, si elle s'obstine à se fortifier et à s'aguerrir dans de nouveaux combats, voire même dans de nouveaux revers, les grandes victoires que nous espérions récemment obtenir, sous Orléans comme à Paris, n'auront été que différées!

Cette opinion n'est pas seulement celle des Français patriotes. C'est aussi celle de beaucoup de neutres, et comme preuve, nous allons mettre sous les yeux du lecteur, les lignes suivantes, par lesquelles le *Standard*, de Londres, termine son *Journal de la guerre :*

« *Les Français peuvent être félicités sur leurs perspectives militaires.* Ils ont montré qu'ils peuvent et veulent se battre fermement, quand ils sont commandés par un général de combat, et comme ils ont sous les armes plus du double d'hommes que les Allemands n'en ont en France, quelques combats de plus sur la Marne et la Loire, tels que ceux qui ont eu lieu pendant cette dernière quinzaine, affaibliront sérieusement l'armée d'invasion, tandis que les Français, relativement, n'en ressentiront que peu d'effets. »

En avant donc, encore quelques efforts, encore quelques victoires comme les dernières pour les Prussiens, et la France sera sauvée!

Les faits de guerre sont peu importants aujourd'hui. Montmédy est rebloqué. Phalsbourg est bombardé, et Bitche aura prochainement le même sort. M. de Bismark, qui croit avoir à tout jamais jeté le grappin sur l'Alsace et la Lorraine, veut à tout prix que ces provinces soient

dépourvues de toute résistance et de toutes troupes françaises à la fin des hostilités.

Le bruit courait dans le Nord qu'on se battait à Laon. Nous verrons bientôt ce qui en est.

Paris. — Le bombardement est toujours à l'ordre du jour. Voici ce que la correspondance WILHEM MEYER nous apprend des engins de destruction qui vont être mis en œuvre pour avoir raison de la résistance des Parisiens :

« Je lis dans la *Gazette du Weser* qu'un correspondant militaire de cette feuille considère les préparatifs du bombardement de Paris comme étant à la veille de se terminer. Trois cent grosses pièces de siége sont en batterie, approvisionnées chacune de cinq cents projectiles. Ces trois cents pièces sont d'un calibre supérieur à tout ce qui a été employé jusqu'ici. Les cent cinquante mille bombes, dont elles menacent la ville, suffiraient seules, dit le correspondant que je cite, à démolir Paris de fond en comble. Elle seront aidées dans cette besogne par la masse des canons et des mortiers qui ont *travaillé* à Strasbourg et dans le Nord. La pluie d'obus que cette artillerie lancera sur les forts et sur l'enceinte sera phénoménale. »

D'autre part, le *Daily Telegraph* a reçu la dépêche suivante de Versailles :

» Il n'y a pas de doute que si les Parisiens ne sont pas convaincus par les événements de la semaine dernière, de l'inutilité de leurs efforts en vue de retarder la capitulation, les Allemands accompliront, sans hésiter, le cruel *ouvrage* qu'ils ont si longtemps différé : le bombardement de la ville.

» Je suis en mesure de vous dire, — sans aucune indiscrétion, — qu'en ce moment les obus des batteries allemandes commandent le centre même de Paris, que Notre-Dame deviendra une cible comme la cathédrale de Strasbourg.

» D'après ce qu'on raconte, le bombardement commencera probablement le lundi, 19 de ce mois. »

Prise de Ham par les Français. — Voici une intéressante relation de la prise de Ham que nous empruntons aux journaux du Nord :

« Ce hardi coup de main a été accompli vendredi soir par l'armée du Nord. Vers dix heures, un détachement du 91e arriva devant Ham, protégé par son château. Le détachement avait été fractionné et le général **Lecointre** avait assigné à chacun son poste, où l'on se rendit dans le plus profond silence.

» Le capitaine **Philipot**, du 91e, à la tête d'un détachement, culbuta le poste prussien qui occupait la gare. Le sous-officier, chef du poste, fut tué et le reste fait prisonnier.

» En même temps, les autres détachements pénétraient dans la ville, où l'attaque avait été si prompte et si bien dirigée, que plusieurs officiers n'eurent pas le temps de sortir du *Café du Commerce*, où ils jouaient au billard. Les Prussiens qui étaient logés chez les particuliers fuyaient vers le fort, selon sans doute les instructions qu'ils avaient reçues en cas d'attaque, mais ils étaient poursuivis la baïonnette dans les reins par les nôtres. Les Prussiens voulaient résister dans le fort.

» A minuit, un parlementaire accompagné du lieutenant **Houdart** se présente à l'entrée du fort. Le parlementaire est tué et le lieutenant blessé.

» A une heure, le capitaine **Martin**, de la 1re compagnie du 91e, se présente en parlementaire en compagnie d'un officier prussien déjà prisonnier : dans l'entrevue avec le commandant de la forteresse on stipule que la place sera rendue à six heures. Bientôt le commandant **Cottin**, le capitaine Martin, le lieutenant **Mayaud** entrent dans le fort. Ils trouvent les Prussiens en rang et

désarmés ; le lieutenant Mayaud fait détruire les retranchements que les Prussiens avaient élevés contre les portes.

» Les pertes des Français sont de trois hommes, dont un officier, plus huit blessés. Les Prussiens ont eu un officier tué, deux blessés, douze morts, une quinzaine de blessés. Presque toutes les blessures sont occasionnées par des baïonnettes.

» On a pris vingt magnifiques chevaux, un grand nombre de chassepots, des robes de soie, des jupons de femmes et autres objets.

» Ce fait d'armes a une importance stratégique. Il coupe la communication de l'ennemi entre Amiens et Rouen, c'est-à-dire entre le général de Manteuffel et le gouverneur de Reims. »

Habemus confitentem..... Germaniam. Admiration des Allemands pour la défense nationale. — C'est une rare et bonne fortune de trouver des adversaires chez qui le bon sens et les sentiments d'humanité n'ont pas étouffé toute notion du juste et du vrai. C'est pourquoi nous sommes heureux de recueillir les lignes suivantes, que nous extrayons d'une correspondance publiée par la *Gazette de Cologne*.

Ces lignes sont une protestation indirecte contre la barbarie et l'inhumanité avec lesquelles la guerre actuelle est conduite. De plus, elles sont un hommage aussi éloquent, aussi sincère et aussi désintéressé que possible, rendu au courage et au patriotisme des armées républicaines. Il va sans dire, toutefois, que nous faisons toutes les réserves possibles sur l'opinion du correspondant que toute résistance en plus de la France est inutile et condamnée d'avance :

« Celui qui veut porter un jugement équitable sur l'ennemi et ne pas traiter de crime, comme cela n'arrive que trop souvent en temps de guerre, ce qu'il honore dans son pays du nom d'héroïsme et d'amour de la patrie, ne peut nier que les Français ne déploient, dans le troisième, et, il faut l'espérer, dernier acte de cette terrible guerre, *une force et une activité*, et même, sur certains points, *une abnégation* que le commencement de la campagne ne nous eût pas bien certainement fait attendre d'eux. Paris, dont la capitulation était, dès le mois de novembre, annoncée comme tout à fait certaine, a, pendant près de trois mois déjà, défié la faim et les privations. L'armée de la Loire, *qu'on représentait comme formée de masses sans consistance et indisciplinées*, dont quelques régiments de cavalerie auraient facilement raison, *a parfaitement opéré sous les ordres du général Aurelles de Paladine*, et nous a infligé, à Orléans, le premier et le seul échec sensible que nous ayons eu à subir dans toute cette campagne. *Si cette armée, qui n'a manœuvré et déployé ses forces qu'après la capitulation de Metz, avait agi avant la chute de cette place, notre position à Versailles eût pu se trouver très-menacée* et le prince royal eût dû faire front de deux côtés avec son armée pour lutter contre deux adversaires. Mais aujourd'hui, quelque puissant que soit l'effort tenté par la France dans son désespoir, quelque brillant que soit le patriotisme déployé par le peuple, la victoire nous est définitivement acquise, et cette résistance n'aurait pour effet que de prolonger inutilement cette *guerre dure et cruelle, qui, à présent déjà, est conduite par nos chefs sans aucun ménagement, en broyant tout, et même, il faut bien l'avouer, par quelques-uns d'entre eux, avec une férocité à tout jamais injustifiable.*

» ..... *Si cette guerre, menée d'une façon aussi dévastatrice, dure encore quelques mois, la moitié de la France sera un désert et des centaines de milliers de Français seront ruinés au point d'être exposés à mourir de faim.* »

Opinions favorables à la retraite du général d'Aurelles. Appréciations de la presse anglaise, concluant à la délivrance de Paris. — L'article suivant a été écrit au len-

demain de l'évacuation d'Orléans. Nous le recueillons parce qu'il expose tout au long quelques opinions qui avaient cours dans beaucoup de cercles militaires, en Europe, sur le sort qui attendait l'armée de la Loire et sur les chances des Français :

« D'après un correspondant prussien, le général d'Aurelles vient d'éviter une faute grave, et il a arraché brusquement son armée à un péril imminent.

» L'étendue de cette correspondance, dit un journal du Nord, nous empêche de la reproduire intégralement; nous en résumerons simplement le sens, pour l'édification de nos lecteurs. Elle est datée du 29 novembre, de beaucoup antérieure, par conséquent, aux nouvelles qui ont répandu parmi nous une alarme si chaude. Le correspondant du journal anglais, qui vit dans l'intimité des chefs allemands, raconte les espérances que « la marche téméraire de Paladines » a fait naître au quartier général prussien, « où l'on est dans une grande anxiété de crainte que des ordres soudains n'arrêtent l'armée de la Loire dans son mouvement vers Paris. »

» Il représente **Frédéric-Charles** guettant avec une impatience fébrile tous les indices pouvant témoigner de la persistance du général français dans ses plans « imprudents, » et dissimulant avec un soin extrême l'effectif énorme de ses troupes, qu'il a disposées comme une gigantesque embuscade destinée à anéantir d'un coup l'armée de la Loire.

« Le projet des Français, ajoute-t-il, est trop simple ; il n'a rien de stratégique ; on n'agit ainsi » que lorsqu'on dispose d'une puissante armée assez considérable pour opérer de vive force sans » s'inquiéter de la résistance de l'ennemi ; et, encore, les Allemands, malgré leur supériorité numé- » rique, ne négligent jamais les ruses et les feintes propres à faciliter le succès. Les Français se » comportent comme s'ils étaient dans une campagne dégarnie d'ennemis. Leurs procédés d'Afrique, » où ils n'avaient à combattre que des sauvages, percent malgré tout dans la guerre actuelle et » gâtent leur tactique. *Si, ce qui est probable, ils continuent à s'avancer vers Paris, ils sont défi-* » *nitivement perdus*, et nous allons voir enfin le terme de cette horrible guerre. »

» Le correspondant du *Daily Telegraph*, qui, comme la plupart de ceux qui ont suivi la campagne pour le compte des feuilles anglaises, est un officier très-sympathique aux armes prussiennes, se félicite vivement du « succès certain et prochain » de ses amis. Plus loin, examinant les moyens qui restent à Paladines d'échapper au sort qu'on lui prépare et de remettre les chances de son côté, il dit qu'une retraite immédiate et rapide de l'armée française derrière la Loire peut seule amener un tel résultat. « Si le général d'Aurelles se dérobe, *tout est encore une fois remis en question.* » Le *Daily Telegraph* parle ensuite des pertes énormes subies par les Allemands autour de Paris et de la *démoralisation* qui se met dans cette armée, « *fondant à vue d'œil ;* » il estime que si Paladines *adopte la tactique de Fabius*, et si les choses continuent dans les mêmes conditions sous Paris, *même sans grande bataille, l'armée allemande sera contrainte de lever le siége de la capitale de la France.* »

Le général de Moltke à Versailles. — Le beau château de Versailles est à la pleine et entière discrétion de l'état-major prussien. C'est la promenade favorite de plusieurs généraux. Voici un épisode d'une visite que le correspondant du *Journal de Genève* y a faite récemment :

« Dans les galeries du château de Versailles, où je me promenais sous la conduite d'un aumônier, on ne rencontrait personne. Seul, dans une des salle de Louis XIV, un vieil officier en bonnet de police et en capote, regardait les tableaux en nous tournant le dos. Il avait les galons rouges de général, sa taille était un peu au-dessus de la moyenne, la tête légèrement pointue, les cheveux blonds, sans barbe, les épaules un peu voûtées, les formes anguleuses, le nez irréprochable, droit et ferme : je le reconnus aussitôt. — c'était le général de Moltke. En passant devant lui, nous ôtons notre chapeau, il nous rend le salut militaire, et, pendant quelques secondes, ses yeux clairs, tranquilles, pénétrants et observateurs, se fixent sur nous. Il marchait lentement, regardant avec attention, s'arrêtant souvent, et il mit ainsi plus d'une demi-heure à traverser cette salle, dans laquelle

Louis XIV avait trôné comme un Jupiter tonnant. Derrière lui, un blessé français, la tête enveloppée d'un mouchoir, la main entourée d'un linge, les pieds dans des pantoufles de lisière, marchait d'un air nonchalant, parfaitement indifférent, en apparence du moins, à toutes ces gloires, à celles du passé aussi bien qu'à celles du présent.

» Dans la cour d'honneur, devant la statue de Louis XIV, est une douzaine de badauds occupés à considérer des canons, sur lesquels on voit l'N et la couronne impériale. Au pied même de la statue sont vingt caissons enlevés, ainsi que les canons, à l'armée de la Loire.

» Moltke, me dit-on, va souvent se promener dans le parc, il y marche seul, absorbé dans ses réflexions, les mains croisées derrière le dos.»

Le libéralisme prussien. — On assure que dans une ville de Bourgogne, occupée par les Prussiens, le commandant a mandé devant lui les journalistes et leur a proposé de continuer leur publication, s'ils voulaient la rédiger dans un sens favorable à la Prusse. Tous ayant refusé, ils auraient été mis en chemin de fer et envoyés en Allemagne.

Les francs-tireurs. — Bombonnel a recommencé à tenir la campagne en Bourgogne avec ses infatigables francs-tireurs. Ils se sont donné pour mission d'agir sur les voies ferrées, interceptant les communications de l'ennemi, saisissant ses approvisionnements, faisant dérailler les trains qui portent les hommes ou du matériel. Dernièrement, les Bombonnel ont fait sauter le pont de Nuits, sous Ravières, point de raccordement de la ligne de Châtillon-sur-Seine avec la grande ligne.

États-Unis. — On écrit de Washington que le vicomte Treilhard a reçu du gouvernement provisoire un télégramme qui confirme sa nomination de ministre de France aux États-Unis.

M. Berthemy aurait désiré, afin de retourner plus tôt en Europe, que ce télégramme pût suffire pour faire admettre son successeur; mais le secrétaire d'État lui a répondu que cela ne s'était jamais fait, et qu'il fallait que M. Treilhard attendît l'arrivée du vapeur qui lui apporte ses lettres de créance.

MERCREDI, 14 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — On rit beaucoup des grosses malices dont les Prussiens viennent de faire l'essai pour refroidir le zèle et le courage des Parisiens. Décidément, ces messieurs de l'état-major à Versailles, ne sont pas forts. Pouvaient-ils se mettre plus gauchement le doigt dans l'œil, qu'ils ne l'ont fait, en signant leurs dépêches du nom de M. Lavertujon, qu'ils devaient savoir être à Paris?... Comme ces procédés sont dignes et fiers, et comme ces lourds et massifs représentants du génie prussien ont belle grâce à dénoncer ensuite la frivolité

et la légèreté françaises!... Leurs derniers essais de malice et de joyeuseté les condamnent dorénavant à un peu plus de réserve et de discrétion. Que doivent penser des hommes comme de Moltke et Bismark des moyens ridicules et inavouables que leurs subalternes emploient pour leur plus grande gloire et profit?... Ces messieurs seraint-ils donc moins fiers et moins sérieux qu'on ne le disait?

En tout cas, — ce qui est acquis et ce qui est fort heureux, — c'est que les Parisiens savent à quoi s'en tenir sur la véracité prussienne, et sur les nouvelles alarmantes qu'on a cherché à accréditer parmi eux. La France est repoussée, oui. Mais momentanément... Elle se prépare à une énergique revanche, et la ténacité et le calme dont Paris fait preuve ne peuvent que la maintenir dans cet ordre d'idées.

On ne saurait croire combien la résistance de Paris embarrasse les Prussiens. Ils ne savent plus à quel saint se vouer, ni quelles imprécations nouvelles vomir sur la grande ville, qui a mis une digue au flot toujours croissant de leurs succès, et qui menace de compromettre irrévocablement leurs faciles triomphes de Metz et Sedan. Suivant leur dire, au début de la guerre et au lendemain des capitulations bonapartistes, Paris ne devait être qu'une bouchée. Mais, malheureusement, cette *bouchée* menace sérieusement ceux qui la convoitaient et pourrait bien les engloutir à leur tour. Mais, enfin, qu'attendent les Parisiens? Qu'espèrent-ils encore? se demandent sur tous les tons les journaux et les correspondants allemands ou anglais dévoués à l'Allemagne. Ce qu'ils attendent, Messieurs les Allemands, c'est que vous soyez fondus et exténués. Et alors, quand leurs frères de la province seront prêts, ils vous demanderont compte des ruines et du sang dont vous avez couvert la France depuis Sedan.

Une nouvelle épreuve fond en ce moment sur la province: c'est la difficulté, et, sur certains points, l'impossibilité absolue de se procurer des nouvelles. Jusqu'ici, Tours était en communications directes avec la plupart des grands centres. On avait ainsi des nouvelles sûres et rapides. Mais maintenant, le Nord, l'Est et le Centre de la France sont aux mains des envahisseurs. On n'en reçoit plus de nouvelles directes. D'autre part, Bordeaux est au bout du monde et ne communique directement qu'avec le Midi. Ces obstacles aux communications sont une difficulté et une souffrance de plus, et l'on comprend plus que jamais quelle privation doit constituer pour les Parisiens l'absence de relations suivies et quotidiennes avec le dehors.

Voici maintenant les nouvelles du jour:

D'après une dépêche de Versailles, l'armée du général Chanzy, qui a lutté pendant quatre jours contre les forces allemandes près de Beau-

gency, s'est retirée inopinément dans la direction de Blois et de Tours.

Le bombardement de Montmédy a commencé. La forteresse de Phalsbourg, qui a résisté si longtemps, vient de capituler. Bitche tient encore.

Le bombardement de Paris et les répugnances du Roi de Prusse. Ce que ces répugnances ont de sérieux. — Le *Daily Telegraph* publie les détails suivants sur le bombardement de Paris :

« Bruxelles, 12 décembre

» Un messager de confiance vient d'arriver de Versailles ; il apporte des renseignements sur l'aspect actuel de la situation au quartier général allemand. Le comte **Nostitz** est l'officier qui a porté la dépêche au général **Trochu** le 6 de ce mois, protégé par un drapeau de parlementaire. La dépêche ne contenait pas une sommation formelle de se rendre. Mais elle exposait avec force l'état général des choses comme affectant les opérations de la campagne.

» Les batteries sont complétées et fournies de traverses, de boucliers, et de tout ce qui est nécessaire pour recevoir trois cents pièces de siége. On a calculé qu'une nuit suffit pour transporter ces canons de gros calibre des parcs de Villa-Coublay et Sevran à leurs positions respectives, pour les monter et démasquer les batteries. Dans une semaine, disait-on, un feu concentré sera ouvert par seize batteries sur les forts et sur la ville même de Paris. Cette perspective est envisagée comme très-sérieuse.

» *Le roi de Prusse lui-même ne s'y décide qu'à regret. Mais, à ce que l'on prétend, il est forcé de songer à ses soldats qui commencent à se plaindre qu'on épargne les Parisiens à leurs dépens, et qui le pressent de mettre un terme à une période d'attente devenue insupportable.* Sa Majesté, de son côté, sent bien qu'il y a plus de cruauté à faire mourir de faim deux cent mille non-combattants qu'à tuer un certain nombre d'habitants par les boulets.

» Le roi est de nouveau irrité contre la folie des Parisiens, qui tiennent bon toujours, après que s'est évanoui l'espoir qu'ils avaient d'être secourus par l'armée de la Loire ; d'autant plus que le général Trochu lui-même a déclaré que « Paris ne pourrait prolonger sa résistance à moins que » les provinces ne lui vinssent en aide. » En second lieu, le Roi est constamment sollicité de prendre des mesures extrêmes par les hommes dans le jugement desquels il a la plus grande confiance. Malgré tout cela, il a résisté jusqu'à présent, mais on croit qu'il va céder. »

S'il en coûte tant au roi de Prusse de bombarder Paris, il a un moyen bien simple de satisfaire ses prétendus sentiments humanitaires : *C'est de conclure une paix convenable, de se contenter de larges indemnités pécuniaires, et de renoncer à l'annexion violente et injuste, de l'Alsace et de la Lorraine.*

Mais ce moyen est de la plus grande simplicité : il est la justice et l'honnêteté mêmes. Aussi on ne le suivra pas, et comme Pilate, mais avec le même succès que lui, Guillaume se lavera les mains du sang que son obstination et ses prétentions inavouables vont faire couler.

Le *Daily Telegraph* a reçu une nouvelle dépêche lui mandant que quatre-vingt batteries de siége sont prêtes pour le bombardement de Paris, *qui commencerait la semaine prochaine.*

Le *Times* dit qu'il y a au mont Valérien un canon monstre qui porte à 9,000 pas. — Les Allemands ignorent ce qui se passe à Paris.

Armée de la Loire. Sa situation. Renseignements

de source allemande. — Voici, en quels termes, une correspondance allemande caractérisait la situation de l'armée de la Loire avant le mouvement vers Blois qu'un de ses tronçons vient d'exécuter, suivant un télégramme de Versailles :

« Il était fort difficile jusqu'ici de se rendre compte des marches suivies par l'armée de la Loire depuis son évacuation du camp d'Artenay. Les télégrammes signalaient des combats contre cette armée, tantôt en amont, tantôt en aval d'Orléans, et comme les dates de ces engagements coïncidaient, on se demandait, avec raison, comment pareilles coïncidences étaient possibles? La *Nouvelle Gazette générale* nous apporte aujourd'hui le mot de l'énigme. Après la bataille d'Artenay, l'armée de la Loire, forte, dit-on, de près de 200,000 hommes, s'est divisée en deux tronçons ; l'un, sous le commandement du général **Chanzy**, est resté sur la rive droite, l'autre a passé sur la rive gauche et s'est dirigé vers l'aval. Les corps commandés par Chanzy, après avoir franchi la Loire à Sully, ont continué à résister obstinément aux forces allemandes qui les poursuivaient. Ils ont eu, à la date du 7, un engagement à Meung avec les troupes du duc **de Mecklembourg** ; le lendemain, ils ont livré contre les mêmes troupes une bataille à Beaugency, et le surlendemain, 9 décembre, ils n'ont cédé que pied à pied devant leur vainqueur, pour venir s'acculer au Nord-Ouest de Beaugency à la forêt de Marchenoir. Dans sa situation actuelle, Chanzy, que l'on attendait à Tours, ne pourra guère prendre cette direction. Il marchera plutôt sur Vendôme ou sur le Mans, dans l'intention de continuer à s'opposer à l'expansion de l'armée allemande vers les départements de l'Ouest.

» Quant à l'autre moitié de l'armée d'Orléans, celle qui a franchi la Loire immédiatement après la bataille d'Artenay, elle paraît s'être avancée à marches forcées vers Bourges ; — mais il est peu probable qu'elle atteigne cette place, car j'ai déjà dit hier que les divisions prussiennes du prince **Frédéric-Charles** ont coupé la route de Bourges en s'établissant à Vierzon, qui est la gare centrale des deux grands chemins de fer du centre, la ligne de Paris à Bordeaux et la ligne transversale qui relie Nantes par Tours et Nevers à la frontière orientale de la France.

» Il résulte de ces mouvements, non-seulement que toute communication est aujourd'hui coupée entre le Sud et le Nord du pays, mais encore qu'aucune correspondance directe n'existe plus entre les deux moitiés de l'armée de la Loire. Elles ne peuvent désormais se joindre qu'en faisant, l'une ou l'autre, un immense circuit, qui passerait par exemple par Périgueux, Aurillac, etc. Encore, des marches de ce genre se trouveraient-elles exposées à des attaques de flanc qui partiraient, suivant les circonstances, de l'armée du prince Frédéric-Charles ou de celle du duc de Mecklembourg. »

Ces renseignements sont pessimistes au possible. Nous les recueillons pour qu'on ait une idée bien exacte des rumeurs qui avaient cours dans la presse européenne. Les dernières victoires des Prussiens, — si victoires il y a, — leur ont coûté cher. Du moment qu'elle reste maîtresse de ses mouvements, l'armée de la Loire ne peut que se ravitailler et revenir à la charge, mieux aguerrie, avec de nouvelles forces. Attendons donc avec calme et confiance les événements qui se préparent.

On oublie toujours que les armées aguerries ne s'improvisent pas, et que ce n'est pas d'un seul coup, qu'on peut anéantir et frapper au cœur la puissance militaire de l'Allemagne.

Les Prussiens à Amiens. Révélations sur le mort mystérieux. — La correspondance suivante, qui a été adressée d'Amiens même au *Propagateur* de Lille, nous donne d'intéressants détails sur l'occupation prussienne dans cette ville ; elle nous donne aussi le mot de la pompe funèbre et de la légende d'une mort illustre

et mystérieuse qui ont si vivement intrigué l'opinion publique dans ces derniers temps.

Voici cette lettre :

« Les Prussiens s'installent ici comme chez eux ; après la nomination d'un préfet qui a nom : **Sulzer**, est venu un sous-préfet appelé : **Horion**, puis un secrétaire : **Walter**, avocat à Berlin, un commandant de la ville, etc.

» Un arrêté préfectoral prussien supprime les impôts indirects, réservant pour la ville l'impôt communal de l'octroi, et annonce une prochaine augmentation des impôts directs.

» Un autre avis annonce la prochaine réouverture des chemins de fer d'Amiens à Rouen et d'Amiens à Creil ; on demande des anciens employés de la Compagnie du Nord.

» Un autre arrêté abolit les lois de la conscription dans le département, *et dit que si un homme valide s'éloigne pour prendre du service militaire, ses biens, ceux de sa famille, et le maire de la commune en répondent.*

» Ainsi, presque chaque jour, nous voyons s'épanouir sur les murs de nouvelles affiches, sans compter les proclamations, où pour chaque délit on vous promet très-aimablement la peine de mort.

» S'il vous était agréable d'avoir ces documents, je pourrais les copier et vous les donner.

» On a obtenu que les mobiles artilleurs de la Somme qui ont défendu la citadelle fussent prisonniers sur parole, et les Prussiens ont saisi ce prétexte pour réclamer une rançon d'un million, et non pas trois qu'ils avaient d'ailleurs intention de demander comme contribution de guerre ; ils n'ont donné que quelques jours pour fournir cette somme.

» On avait, en effet, espéré emprunter cette somme à la Banque de France à Lille ; mais, paraît-il, le gouvernement de Tours a refusé l'autorisation. On a dû, pour trouver le million, se saigner à blanc, et qui dit que demain ces messieurs n'en demanderont pas un autre ?

» On assure que ce million a été enlevé aujourd'hui par les Prussiens ; *il se trouvait enfermé dans un cercueil en plomb, recouvert d'un drap d'argent ; le char soi-disant funèbre était escorté d'une forte escouade de cavalerie. Vous rappelez-vous les trois cercueils couverts de drap d'or qui sont passés à Reims, et auxquels on rendait les honneurs militaires ? Le gouvernement français signalait leur passage, et croyait qu'ils renfermaient de grands personnages.* Oh ! les rusés Prussiens ! Oh ! les vilains Juifs !

» A Villers-Bretonneux, à Demuin, à Bolves, à Dury et à la citadelle d'Amiens, les Prussiens ont perdu beaucoup de monde ; ils ne s'en cachent guère.

» Dimanche, dans la cathédrale, à sept heures et demie, l'aumônier prussien a chanté la grand'messe militaire ; les soldats catholiques y assistaient.

» Le curé de Saint-Remi, malgré les protestations de Mgr l'évêque, a dû céder son église et se réfugier à la Providence.

» Les Prussiens traînent après eux un grand nombre de fiévreux ; ils ont transformé la bibliothèque communale et le musée en ambulance. Ils doivent y mettre, dit-on, trois cents lits. Pauvre musée Napoléon ! »

Les Prussiens à Rouen. — Il n'est pas vrai que Rouen ait été imposé de douze millions. On n'a pas fait de réquisitions en numéraire ; mais la ville a été obligée de fournir 20,000 paires de bottes, et 80,000 couvertures, sans parler d'autres réquisitions en nature.

Les officiers supérieurs se sont installés dans les *hôtels de France* et *d'Angleterre*. Ils mangent bien et boivent beaucoup. Quant au règlement de la note, c'est la ville qui doit s'en charger.

Il va sans dire que l'ennemi s'est emparé de tous les chevaux. Il déclare hautement que son intention est de passer l'hiver à Rouen. La garnison prussienne doit se composer de 8,000 hommes. Plus de 20,000

soldats occupent la ville actuellement. L'armée qui l'a traversée se composait de 50,000 hommes.

La délégation à Bordeaux. Détails sur le transfert. — Les Tourangeaux, s'ils sont le calcul et la spéculation incarnés, ne sont pas la bravoure même. A la nouvelle de la reprise d'Orléans, ils ont été pris d'une folle panique, et c'est à qui voulait quitter la ville, comme si l'ennemi était aux portes... La délégation elle-même, paraît-il, malgré sa gravité, a subi l'influence d'une aussi chaude et aussi folle alarme.

Voici des détails fort curieux sur la physionomie de Tours, à la veille de la translation, et sur le fait de la translation elle-même. Nous les empruntons au *Journal de Genève:*

« Dès le lundi, aussitôt que le sort d'Orléans fut connu, les membres du gouvernement annoncèrent leur résolution de partir pour Bordeaux. Les administrations préparèrent leurs bagages, et le déménagement aurait commencé dès le soir même, si M. **Gambetta** ne s'y était opposé. Le ministre de la guerre était outré de cette précipitation dans le départ. Il annonçait hautement sa résolution de rester ; il faisait interdire aux administrations de quitter leurs postes, et il traitait ses collègues de vieilles femmes.

» Les préparatifs furent suspendus. La panique de Tours s'apaisa. Deux jours se passèrent dans l'attente. Mais quand on sut que l'armée prussienne ne s'arrêtait pas sur la Loire comme après la première occupation, quand on sut que le prince **Frédéric-Charles** poursuivait avec des masses considérables le corps du général **Chanzy**, posté entre Beaugency et Mer, le sentiment d'une situation critique reprit le dessus, et les membres du gouvernement délibérèrent de nouveau sur la question du depart. Les premières nouvelles du général Chanzy étaient très-favorables. Il avait repoussé l'attaque des Prussiens contre ses positions de Josne. Mais, en même temps, il annonçait qu'il serait attaqué le lendemain avec des forces supérieures à celles qu'il avait eues en face de lui la veille.

» S'il perdait cette seconde partie, Blois pouvait avoir le sort d'Orléans, et Tours n'était plus séparé de l'ennemi que par deux étapes.

» Ce fut dans la matinée du jeudi 8 que le départ du gouvernement fut résolu. Cette décision, tenue d'abord secrète dans la ville, se révéla bien vite par les préparatifs d'un grand nombre de fonctionnaires. L'émigration commença dans la journée par le convoi de trois heures. Elle se continua dans la soirée par le convoi de sept heures vingt-cinq minutes et par le train de minuit.

» Je ne saurais vous dépeindre le trouble, le désordre de ces départs, qui ne peuvent se comparer qu'à la confusion de l'arrivée. Le froid, la gelée, la neige ajoutaient leurs souffrances aux difficultés de ce triste pèlerinage. Les chemins de fer étant encombrés par les mouvements de troupes, la marche des waggons était très-lente, *et le trajet de Tours à Bordeaux n'a pas demandé moins de douze à quatorze heures.*

» Les hôtels ici sont encombrés et hors de prix. Les appartements meublés introuvables. Bordeaux est une grande et magnifique ville, mais c'est une ville d'été. Elle a été bâtie en vue du soleil.

» Les chambres sont hautes ; les cheminées n'y sont pas du tout rares, mais la plupart regimbent au feu comme à un hôte inconnu. Les fenêtres et les portes ignorent la clôture, si bien, que quand elles sont closes, le vent y entre comme si elles étaient ouvertes. Tous les arrivants souffrent. Les trois quarts errent dans les rues, quêtant un logis qu'ils ne trouvent pas. Les hôtels de dernier ordre ont haussé leurs prix au-dessus de l'ancien tarif des hôtels les plus luxueux. Un bouge glacial coûte dix francs par jour, avec ou sans nourriture. Un petit appartement meublé, qui semblait cher à Tours au prix de deux cents francs par mois, ne se loue pas moins cinq cents francs.

» M. **Crémieux** est arrivé hier soir avec un certain nombre de membres du corps diplomatique. Il s'est logé à l'hôtel et aujourd'hui il a cherché à pied son logement. Il doit résider avec son cabinet rue Esprit-des Lois, près de la préfecture.

» Le bureau de la presse et le ministère de l'intérieur sont arrivés aujourd'hui. Leurs bureaux seront installés dans l'hôtel de la préfecture.

» Le ministère de la guerre sera à l'intendance. Le ministère de la marine au dépôt de la marine.

» La direction générale des postes prend la place du grand cabinet de lecture dont les galeries occupent le rez-de-chaussée du Grand-Théâtre, et que le gouvernement a délogé par réquisition.

» Des sommes fabuleuses ont été demandées au gouvernement pour ses ministères, ou aux ambassadeurs pour leurs légations. Des particuliers ont offert leurs maisons au prix de vingt-six mille francs par mois !

» Hier soir, à son arrivée, lord **Lyons** n'a pu trouver une chambre à l'*Hôtel de Paris*. Il a passé la nuit sur un lit de fer improvisé dans une salle de l'hôtel. Le chevalier **Nigra** a dormi dans un fauteuil.

» Aujourd'hui tout le monde politique, administratif et diplomatique se case tant bien que mal. Mais aucun bureau n'est encore formé. Les tables manquent partout.

» Pendant ce temps, M. Gambetta, resté seul à l'armée de la Loire, semble narguer ses collègues fugitifs, en leur décochant des bulletins qui attestent la vaillante résistance de nos troupes, dont il fait honneur *aux mains fermes* du général Chanzy.

» Un accident grave a eu lieu hier soir. La municipalité a cru devoir faire transporter dans une salle de la mairie un certain nombre de tableaux qui se trouvaient dans une galerie de planches du musée : le tuyau d'une cheminée de corps de garde a mis le feu à cette salle. Soixante tableaux de prix ont été consumés, entre autres un tableau de **Brascassat**, une toile de **Philippe de Champagne**, une Revue de Charles X, par **Horace Vernet**, deux tableaux de **Lauterbourg**, un portrait équestre du duc d'Orléans, par **Alfred de Dreux**, et la grande Chasse aux lions, d'**Eugène Delacroix**. »

Le libéralisme prussien. — MM. Jeunet et Tilloy, rédacteurs du *Journal d'Amiens*, sont entre les mains des Prussiens. Ceux-ci les ont arrêtés comme coupables d'injures envers le roi de Prusse et de diffamation envers les armées prussiennes. Ils réclament 50,000 francs pour les rendre à la liberté.

Une héroïne. — C'est une jeune fille qui commande aujourd'hui les francs-tireurs de Lamarche, dans les Vosges. Elle se nomme Antoinette Lix ; son père était soldat et elle est née à Colmar. Elle a reçu une très-belle éducation et fut admise comme institutrice dans une grande famille de Varsovie. C'est pendant son séjour dans cette ville qu'éclata la dernière insurrection polonaise. Après avoir vu le comte X..., dans la famille duquel elle était, envoyé en Sibérie, elle se prit de passion pour la cause qu'il avait défendue, endossa un costume d'homme, fit la guerre des guérillas et se réfugia à Dresde, après la défaite, avec les restes de l'armée nationale. Revenue dans son pays, elle obtint le bureau des postes de Lamarche. Cette ville avait depuis longtemps une compagnie de francs-tireurs ; lorsque vint la guerre, on en offrit le commandement à la jeune femme, et aujourd'hui elle a retrouvé dans le Jura l'existence qu'elle a menée un an dans les forêts de la Pologne.

Les victimes de la guerre. — Il paraît que la contrée entre Orléans et Toury présente un coup d'œil indescriptible. Quatre fois de

suite elle a été ravagée par les armées. Les villages et les fermes sont brûlés, les villes en ruines. Les routes sont couvertes des cadavres d'hommes et de chevaux gelés et roidis. Toutes les maisons, même celles qui tombent en ruines, regorgent de blessés allemands.

Evasion de M. Charette. — On nous assure, dit le *Français*, que le colonel de Charrette ne serait pas prisonnier. Quoique atteint de trois blessures, à la cuisse et au bras, il aurait pu s'échapper. C'est son frère qui serait tombé aux mains de l'ennemi.

JEUDI, 15 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Nous entrons dans une nouvelle période d'atonie. Les événements importants, si communs ces derniers jours, vont nous faire encore une fois défaut. De vagues rumeurs, quelques escarmouches ça et là, des renseignements sur les marches et contremarches des belligérants, les conjectures des stratégistes de tous pays et de tous partis, voilà quelle sera la maigre pitance du chroniqueur pendant plusieurs jours. A dire vrai, ce menu butin vaut encore mieux, si chiche qu'il soit, que des revers et des désastres à signaler.

Le mouvement inopiné,—c'est le terme employé par Sa Majesté le Roi très-pieux,—le mouvement inopiné, disons-nous, de l'armée de la Loire, sous les ordres du général Chanzy, dans la direction de Blois et de Tours, se confirme et ressort indirectement aussi d'une dépêche de Bordeaux, laquelle, après avoir donné quelques détails sur les combats du 9 et du 10, ajoute que l'ennemi paraît prononcer son mouvement sur la rive gauche de la Loire. C'est probablement la crainte d'être coupé des divisions en retraite sur Bourges qui a déterminé le général Chanzy à se replier à son tour vers le Sud-Ouest.

Le Havre paraît bien en mesure de se défendre. L'armée de Manteuffel manœuvre aux environs de la place, sans avoir rien entrepris jusqu'ici contre elle. Dieppe a été évacué après une courte occupation. Honfleur, en face du Havre, sur la rive gauche du fleuve, était menacé, lorsqu'un corps français de dix mille hommes est venu prendre position à Pont-l'Évêque. Les Prussiens se sont alors retirés.

Une dépêche de Lille avait signalé le bruit de la reprise de La Fère par l'armée du Nord, sous les ordres du général Faidherbe. Mais rien ne confirme cette nouvelle. Il y a donc lieu de la placer parmi ces mille

exagérations dont on se plaît à fatiguer le public, qui, de l'extrême joie, passe alors au dépit et au découragement.

Les Prussiens viennent d'occuper Blois. Ce résultat était facile à prévoir du moment que l'armée du général Chanzy se repliait pour rester maîtresse de ses mouvements, et garantir ses communications avec les troupes du général Bourbaki. Un fait glorieux pour le nouveau général en chef est toujours acquis : c'est que les Prussiens voulant aller à Blois, ils en ont été empêchés pendant sept jours, grâce à la ténacité et à la bravoure de l'armée de la Loire... Et c'est cette armée, et c'est ce général, qui ont fait preuve de tant de solidité et qui ont tenu en échec si longtemps les meilleures troupes prussiennes, qu'on nous disait en pleine déroute !...

Montmédy s'est rendu hier. Les Prussiens l'avaient bombardé dès le 12.

Cinquante-deux officiers, dix-huit cent trente-neuf hommes, et soixante-trois canons ont été capturés à Phalsbourg.

Bombardement de Paris. Les perplexités du roi de Prusse. — Les Allemands se disent sans nouvelles de Paris. La question du bombardement est toujours à l'état de vraie balançoire. Les uns l'annoncent comme certain et inévitable *pour le lundi* 19 *courant*. Les autres nient la possibilité même de pouvoir bombarder Paris. Le fait est que Sa Majesté le Roi très-pieux et très-humain est fort embarrassé et que l'Esprit-Saint lui rendrait grand service en lui soufflant un bon conseil.

S'il ne bombarde pas Paris, que ce soit pour raison politique ou pour force majeure, ses sujets vont dire qu'on les sacrifie aux Parisiens. S'il bombarde, quel cri d'horreur jaillira des entrailles de l'Europe, qui, en dépit de tout ce qu'on peut dire, a toujours vu dans Paris un caravansérail et une lumière à l'existence et à la prospérité desquels tous les pays civilisés sont plus ou moins intéressés.

Mais, d'autre part, si, contrairement à toute prévision, Paris tombait aux mains du Roi très-pieux et très-humain, qu'en ferait-il? Comment l'administrerait-il? Comment y circulerait-il? Comment en sortirait-il sain et sauf?.... On peut tenir Metz et Strasbourg en respect.... Mais Paris?.... Et surtout Paris surexcité par les horreurs et les sacrifices d'un long siége?....

Quoi qu'il arrive, on peut dire dès maintenant que le siége de Paris qui devait mettre le comble à la « gloire allemande, » sera probablement l'écueil où viendront se briser et se punir l'ambition et les convoitises de l'Allemagne.

Les devoirs des neutres vis-à-vis des belligérants

surpris sur leur territoire. Procès de deux internés français au gouvernement belge. — Certaines puissances neutres se croient obligées d'interner tous les militaires appartenant aux armées belligérantes qui se trouvent sur leur territoire, *avec ou sans armes, voire même en habits bourgeois.* Plusieurs publicistes, en France et dans les pays neutres, ont déjà protesté contre cette façon d'entendre et de pratiquer la *neutralité,* d'autant plus que cette interprétation et cette pratique ne fleurissent jusqu'ici qu'aux dépens de l'armée française et pour le plus grand profit de la Prusse.

En Belgique, où jusqu'ici surtout la question des devoirs qui incombent aux neutres vis-à-vis des belligérants a été posée, les protestations les plus vives et les plus motivées se sont fait jour au sein du Parlement contre l'internement des soldats français. Plusieurs orateurs, parmi lesquels nous devons surtout citer MM. Demeur et Bergé, représentants de Bruxelles, ont dénoncé l'internement des belligérants comme une peine que rien ne justifie, comme une atteinte à la liberté individuelle et comme une mesure hautement inconstitutionnelle et arbitraire. Mais le gouvernement belge, par déférence pour l'omnipotence prussienne et pour les prétentions de M. de Bismark, maintient sa manière de voir et s'obstine à priver de leur liberté des malheureux soldats, coupables d'un seul crime : celui d'avoir été trahis par la fortune et de s'être fiés à la générosité et aux sentiments hospitaliers bien connus de la Belgique.

Heureusement, la justice belge va être saisie de la question, et il est à espérer, que, soucieuse avant tout de la liberté et des droits individuels, sans se préoccuper si sa décision doit *obliger* ou *désobliger* l'un ou l'autre des belligérants, elle saura faire rendre à eux-mêmes et à leur pays de braves soldats qui n'ont rien fait pour être privés de la liberté.

Voici dans quelles conditions ce point de droit public international va être déféré aux tribunaux : Il y a quelques jours, deux sous-officiers français, MM. Victor Carré et Théodore Gaulon, tous deux maréchaux-des-logis chefs au 1er régiment du génie, faits prisonniers à Metz et ayant eu la bonne fortune de s'échapper de la forteresse de Deutz, confiants dans le renom de l'hospitalité belge, mettaient le pied en Belgique. *Ils y étaient entrés librement,* ils y avaient séjourné trois jours, et ils se disposaient à partir pour Lille, *vêtus d'habits bourgeois et munis de papiers,* quand ils furent arrêtés à l'embarcadère même de la gare du Midi, à Bruxelles. Or, c'est sur la plainte de ces deux sous-officiers, qui ne comprennent rien à leur arrestation ni à leur internement, que le tribunal de première instance de Bruxelles est appelé à se prononcer sur la

constitutionnalité et la légalité des mesures décrétées par le gouvernement belge contre les soldats français de passage pour se rendre en France.

C'est un des membres les plus distingués du jeune barreau belge, Me Léopold Wilbaux (1), avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, qui soutiendra les réclamations des deux sous-officiers du génie, actuellement internés à la citadelle de Gand.

Il va sans dire que nous recueillerons la décision qui interviendra dans cette affaire, décision qui sera d'une importance capitale au point de vue de la définition des droits et des devoirs des neutres en temps de guerre et qui a sa place marquée d'avance dans une œuvre comme la nôtre.

La guerre franco-prussienne et les ouvriers autrichiens.—En Autriche, comme en Angleterre, c'est du sein des classes ouvrières que partent les protestations les plus vives et les plus tenaces contre la guerre inhumaine et impitoyable que la Prusse fait actuellement à la France, par esprit de conquête et de domination en Europe. Les gouvernements, par bêtise, lâcheté, aveuglement ou égoïsme, font les endormis; les classes moyennes forment la galerie et trouvent que le spectacle prête aux émotions. Seules, les classes ouvrières parlent et agissent autant que possible en faveur de la justice et de l'humanité.

Une assemblée d'ouvriers, composée de plusieurs milliers de personnes, a adopté récemment, dans un faubourg de Vienne, une fulminante résolution contre la continuation de la guerre. Elle demande que le gouvernement autrichien reconnaisse la république française et qu'il s'efforce d'assurer l'intégrité territoriale de la France et le retour de la paix.

La résolution contient ce passage : « *La continuation de la guerre depuis Sedan est une trahison à l'égard du peuple allemand et un crime à l'égard de l'humanité au point de vue politique, économique et social.* » L'assemblée s'est séparée en chantant la *Marseillaise*.

L'occupation prussienne à Metz. Un épisode. — Dans la nuit du 11, une sentinelle prussienne a été tuée d'un coup de fusil. Plusieurs personnes suspectes ont été arrêtées, et si l'assassin n'est pas découvert, la ville devra payer une amende de 50,000 francs. On a trouvé dans des maisons particulières beaucoup de caisses de chassepots et de cartouches qu'on y cachait.

(1) M. l'avocat Wilbaux, qui avait apporté un grand dévouement et une activité des plus louables à la défense des intérêts qui lui étaient confiés, a été depuis appelé au poste d'avocat de la légation de France, à Bruxelles.

P. M. Janvier 1872.

Le libéralisme prussien. — On lit dans le *Messin* du 12 :

« Les journaux de Metz ont été avertis vendredi soir qu'ils ne seront plus astreints à soumettre leurs épreuves à la censure. Cette mesure nous dispense de certaines obligations qui entravaient parfois la prompte exécution matérielle du journal ; elle nous place néanmoins dans une situation d'autant plus périlleuse qu'elle est moins définie. Nous prions nos lecteurs de nous en tenir compte. »

Les inquiétudes des vainqueurs. Mesures de précaution à Versailles.—Tout n'est pas roses dans le métier barbare et inhumain que font aujourd'hui Messieurs DE BISMARK et DE MOLTKE.

Il a fallu cette guerre entre deux nations civilisées et la « douceur » du peuple allemand pour donner au monde l'odieux spectacle du pillage à froid, du pillage prémédité, du pillage introduit comme moyen de guerroyer et de réduire l'ennemi. Dans toutes les guerres, le soldat, sous l'empire de la surexcitation et de la colère, a fait fi de la vie et de la fortune de ses adversaires. Ses chefs toléraient ces actes inhumains et inutiles, tout en les déplorant. Aujourd'hui, le soldat ne pille pas, n'incendie pas, ne vole pas, ne saccage pas par instinct, par ivresse, par colère ; il pille, il incendie, il viole, il saccage, —*par ordre*. Ce sont les états-majors, ce sont les généraux qui arrêtent, qui ordonnent les pillages et qui en déterminent la durée et l'intensité. TROPMANN, dont on a tant parlé et de la férocité duquel le monde entier s'est ému, Tropmann travaillait en petit... Messieurs de l'armée prussienne travaillent en grand... Ce serait jeu d'enfant pour eux que d'anéantir une famille... C'est à des hameaux entiers, c'est à des bourgades, c'est à de grandes cités qu'ils s'en prennent et qu'ils apportent le deuil et la ruine!...

Mais, comme nous le disions plus haut, tout n'est pas roses dans ce noble métier de bourreau d'un pays et d'un peuple. Outre la honte, outre le remords, — ces bêtes fauves en ont-elles encore? — outre la responsabilité devant l'histoire, il y a la crainte des représailles et des vengeances. On redoute la colère des fils, des pères, des mères, des épouses, des amantes. Aussi, comme on s'entoure de précautions et de gardes! Comme on se barricade! Comme tout émeut et inquiète!

Voici, à ce propos, comment le correspondant du *Times*, à Versailles, décrit la physionomie de cette ville, à la date du 10 décembre, et le luxe de précautions prises par les vainqueurs :

« La gelée est devenue plus intense. Après quelques minutes de dégel, hier, le froid a augmenté. Il est tout à fait impossible de sortir à cheval ou en voiture, et il n'est pas commode d'aller à pied. Il y a d'autres difficultés de locomotion jointes à celles de regarder à ses pieds, par exemple, la vigilance croissante des sentinelles, des postes et de la gendarmerie autour et à l'intérieur des camps et des quartiers de l'armée. *Le soir, il n'y a pas moyen d'approcher des grands personnages, à moins d'être instruit des mots d'ordre et de passe. A sept heures, toutes les portes de Versailles sont closes. Personne ne peut entrer ni sortir,* à moins d'être muni de ces signes de reconnaissance qui s'élaborent tous les jours au quartier général, à l'heure de midi, et sont envoyés à toutes les stations pour le service de nuit. Dans le jour, il y a des postes sur toutes les routes

pour l'examen des papiers. C'est ainsi qu'entre Versailles et Saint-Germain, il n'y a pas moins de cinq postes où le voyageur peut être arrêté. Seulement, s'il est en voiture, il peut échapper à trois ; à cheval, il peut n'avoir à répondre que deux fois au qui-vive ; à pied, il est sûr d'être arrêté une fois et peut éviter les autres, selon les apparences. On voit dans les rues des gendarmes examinant de près les étrangers. La préfecture, ainsi que les *Ombrages*, sont gardés. L'autre soir, un des principaux chefs militaires se rendait à son quartier, dans l'enceinte des résidences princières, quand il se heurta contre une baïonnette et entendit une voix qui demandait le mot d'ordre. Le général l'avait oublié. — « Je suis, dit-il, le général von..... » Puis il expliqua qu'il ne se souvenait plus du mot de passe.

» La sentinelle avait la parole laconique, mais impérative. Elle se borna à répondre en allemand polonais : « Je vais tirer sur vous. » Et elle paraissait si prête à le faire que le général renonça à toute contestation verbale et attendit qu'un soldat du poste eût été chercher un officier pour constater l'identité de Son Excellence et la relâcher. *Ces précautions sont tout à fait nécessaires, car il n'est pas à supposer que les Français soient satisfaits du joug des vainqueurs, ou qu'ils renoncent à l'espoir d'une revanche, disposés qu'ils sont à faire tout ce qui peut l'amener.* »

Réoccupation d'Orléans par les Prussiens. Relation du Times. — La rentrée des Prussiens à Orléans a offert le plus navrant spectacle. Voici ce que le correspondant du *Times* écrit à ce sujet :

« Des femmes en deuil parcouraient les rues cherchant les traces de leurs fils, de leurs frères, de leurs maris. La voie publique était jonchée de cadavres d'hommes et de chevaux. On a ramassé deux gendarmes prussiens qui avaient été tués pendant qu'ils marquaient à la craie les volets des maisons destinées à recevoir des logements militaires. Le grand-duc **de Mecklembourg** descendit à l'*Hôtel d'Orléans* et ses soldats le forcèrent à se montrer pour lui faire une ovation.

» Le nombre des prisonniers était énorme. Par le froid glacial qui régnait, les mobiles venaient demander à pouvoir se réchauffer aux feux des Prussiens. Ceux-ci firent ouvrir les magasins pour se procurer des gants, des camisoles de flanelle, des cartes géographiques et tous les objets indispensables.

» Le trait le plus extraordinaire de la physionomie d'Orléans, c'était la cathédrale. On y enferma des milliers de prisonniers. Ceux-ci, pressés par le froid, mirent le feu à toutes les chaises de l'église. Ces bûchers allumés au milieu du temple produisaient une épaisse fumée au milieu de laquelle les soldats s'agitaient comme des ombres fantastiques. On ne peut s'imaginer un pareil coup d'œil. Tout à coup le bruit assourdissant des conversations de cette multitude fut interrompu par le son de l'orgue, qui se mit à jouer... une gigue, tandis que les prisonniers cuisaient sur le feu allumé dans la nef. Le correspondant regardait ce spectacle avec des yeux ébahis. Derrière lui un prêtre versait des larmes, à côté de lui des femmes en deuil distribuaient du pain aux prisonniers. Il raconte qu'il fut tellement ahuri qu'il oublia de se découvrir.

» De toutes les déclarations des captifs, il résulte qu'ils étaient convaincus de la victoire du général **Ducrot** et de sa marche vers l'armée de la Loire. Une proclamation de **M. Gambetta**, affichée sur les murs d'Orléans, en faisait foi.

» Un fait curieux et qui n'a pas été mentionné jusqu'ici, c'est que Mgr **Dupanloup** est aux arrêts. Il a deux sentinelles devant sa porte, et personne ne peut communiquer avec lui qu'avec une autorisation spéciale. On l'accuse d'avoir profité de ses rapports avec les Bavarois (catholiques) pour donner aux Français des renseignements qui ont eu pour résultat la défaite des Allemands à Coulmiers. On lui reproche, en outre, d'avoir, dans une lettre pastorale, comparé les Allemands aux hordes d'Attila.

» Le procureur de la République à Orléans est également aux arrêts, mais dans la prison de la ville et non dans sa demeure comme Mgr Dupanloup.

» On a la conviction qu'un télégraphe souterrain, qui relie Paris à Tours, passe sous Orléans, et on fait d'actives recherches pour le découvrir.

» M. Gambetta était dans la ville au moment de l'approche des Prussiens. *Il ne s'en est fallu que de quelques minutes qu'il ne fût capturé par les uhlans.* »

VENDREDI, 16 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Disette absolue de nouvelles importantes.

Le Havre est complétement dégagé et est actuellement entouré de nombreuses troupes françaises.

Voici ce que le *Standard* écrit, à propos de l'occupation passagère de Dieppe par les Prussiens, et des faits et gestes annexionnistes de ces derniers :

« Les pillards de **Manteuffel** ont accompli leur mission, *qui n'avait d'autre objet que le vol*, et sont repartis de Dieppe.

» Ils ont mis la ville à contribution de différents articles, parmi lesquels vingt-cinq mille cigares à dix centimes la pièce, dont ils ne se seront pas trouvés très-satisfaits, sans aucun doute. *On a reproché à* **Napoléon Ier** *d'abuser du système de contribution de guerre. Il en frappait les nations, mais il se fut bien gardé d'agir de cette façon envers une petite ville ouverte se trouvant sur son passage.*

» En ce que regarde les approvisionnements, il ne se faisait aucun scrupule, il est vrai, de se les procurer partout où il pouvait. Non-seulement les Prussiens forcent les villes à leur fournir des objets de première nécessité et même de luxe, mais ils n'épargnent pas le pillage à la propriété privée. Ils se plaignirent amèrement lorsque **von der Tann** fut chassé d'Orléans de ce que les Français s'étaient emparés de quelques waggons d'ambulance. mais tout impartial lecteur admettra que cette prise était justifiable, *car ces waggons étaient bondés d'habillements de femmes et d'enfants, de boucles d'oreilles et de toutes sortes de propriétés personnelles.* La pratique du vol avec effraction par les Allemands s'est découverte par la capture, en d'autres occasions, des waggons contenant des marchandises semblables. Pendules, vêtements de femmes, ornements,— rien de ce qui n'est ni trop chaud, ni trop lourd n'est négligé par cette armée civilisée. »

Rien de nouveau du centre de la France et des armées qui y opèrent.

Depuis l'évacuation d'Orléans et les combats de Beaugency, l'armée de la Loire s'est dédoublée et forme une longue ligne de défense qui va du Mans jusqu'à Bourges. Des engagements fréquents, mais qui n'ont rien de décisif, ont eu lieu sur différents point de cette ligne. Quelques-uns d'entre eux, au dire du *Moniteur*, seront rendus inexpugnables. Les positions de l'ennemi ne sont pas bien connues, mais on signale sa présence dans les vallées du Cher et de la Loire à Vierzon, Romorantin, Montrichard, Chambord et Blois.

On attend beaucoup du nouveau commandant en chef de l'armée de la Loire, qui n'était, suivant les on dit, que colonel au début de la campagne. On le dit homme d'action et d'audace et tout à fait à la hauteur de la lourde tâche qu'il a assumée.

Retraite du général d'Aurelles. Une opinion du Times défavorable à ce mouvement militaire. — Les avis sont toujours contradictoires touchant la ligne de conduite suivie, à Orléans, par le général d'Aurelles. Nous avons donné plus haut une

version, d'après laquelle, le général français aurait sauvé son armée en battant en retraite. Voici maintenant la version contraire. Nous la trouvons dans une correspondance du *Times*. Le correspondant dit que les renseignements qu'il a recueillis constatent que les officiers supérieurs de l'armée de la Loire sont tous dignes des plus grands éloges, mais que les soldats n'étaient pas à la hauteur des circonstances particulières où se trouvait cette armée :

« Le résultat de la bataille, bien que n'étant pas un succès pour les Français, n'avait rien de décourageant et ne les mettait pas dans l'impossibilité de reprendre l'offensive le lendemain. *On supposait généralement que les faits du 2 décembre n'étaient que le prélude de ce que devait amener la bataille décisive du 3.* Au lieu de cela, la matinée du 3 trouvait les Français en pleine retraite. Pour une raison quelconque, le général de Paladine fit ses dispositions pour se retirer avec son armée, immédiatement après un simple échec sans déroute, et dans la nuit du 2 son lourd matériel était en retraite. *En présence de ce mouvement, le découragement s'empara des troupes dont le moral était déjà ébranlé.*

» Ces troupes, voyant qu'on les ramenait en hâte en arrière, bien que ce mouvement ne fût pas une faute, et n'étant pas assez disciplinées pour obéir aveuglément à leurs chefs, prirent le mors aux dents et battirent résolûment en retraite tout en se battant, mais en refusant de tenir nulle part assez de temps pour arrêter la marche de l'ennemi. Celui-ci, voyant cet état de choses, ne se pressa pas de poursuivre, ce qui explique peut-être le peu de pertes et le bon ordre de retraite. Sans aucun doute, les Allemands ont ainsi épargné beaucoup de monde, mais il n'est pas moins certain que s'ils avaient poursuivi l'ennemi à outrance, les immenses approvisionnements et le matériel de toute sorte, réunis à Orléans pour Paris, seraient tombés dans leurs mains, tandis que leurs ennemis ont réussi à tout emporter sans encombre. *Le point qui reste un mystère est celui de savoir pourquoi le général de Paladine s'est retiré du poste d'Artenay samedi, au lieu de s'y maintenir jusqu'à nouvel ordre avec une armée double en nombre de celle de l'ennemi.* »

Puis le correspondant critique les mesures prises par l'intendance et le désordre qui a présidé à l'évacuation d'Orléans par les troupes françaises, accompagnées du matériel qu'elles emportaient de cette ville.

La délégation à Bordeaux. Détails sur son installation. — La translation du siége du gouvernement de Tours à Bordeaux est un fait qui a son importance et qui marquera dans les annales de cette guerre. Tout ce qui s'y rattache, tout ce qui a trait aux circonstances qui l'ont amenée, aux conditions dans lesquelles cette translation a eu lieu, est donc du domaine, sinon de l'histoire, du moins de la chronique des événements actuels.

Les correspondances suivantes, jointes à celles que nous avons déjà recueillies, permettront au lecteur de se faire une idée aussi exacte et aussi complète que possible des difficultés et des embarras de ce déplacement. C'est toujours le correspondant du *Journal de Genève* qui parle :

« Bordeaux, 14 décembre.

» La translation du gouvernement de Tours à Bordeaux a été pénible. Son installation est laborieuse. Au bout de quatre ou cinq jours, c'est à peine si les services publics sont organisés. La télégraphie ne fonctionne pas ou elle fonctionne si peu que nous avons en à peine une ou deux dépêches du ministre de la guerre depuis les combats livrés sur la Loire par le général Chanzy. Quant au ser-

vice des postes, il présente une désorganisation qui est presque comparable à celle qui a suivi l'investissement de Paris. La vie politique est pour ainsi suspendue. Les esprits désorientés flottent au hasard des impressions qu'ils recueillent sur la voie publique. Bordeaux est une ruche immense, où tout le monde bourdonne sans pouvoir saisir une situation ni préciser un fait.

» La population bordelaise est divisée en deux catégories bien tranchées : *les classes conservatrices, qui voient l'arrivée du gouvernement et de son personnel comme le signe funeste d'un danger futur ; les classes républicaines, qui ont une confiance illimitée dans la résistance.* Tous les jours, des bataillons de garde mobilisée partent par le chemin de fer, et sont dirigés vers le théâtre de la guerre. La garde nationale sédentaire les accompagne drapeau et musique en tête, branches d'arbres et fleurs au bout du fusil. On s'embrasse cordialement à la gare, on se souhaite un prompt retour, mais personne ne doute de la victoire finale. Seules, les femmes qui suivent leurs fils, leurs frères ou leurs parents, témoignent un désespoir qui s'accroît encore quand elles rentrent au foyer vide.

» C'est à peine si j'ose vous parler des événements de la guerre. Je les connais si mal, et cette lettre vous arrivera si tard, que je craindrais, en vous les esquissant, de faire fausse route, ou d'écrire un chapitre de l'histoire ancienne.

» Ce qu'on sait bien ici, c'est qu'à la suite du départ du gouvernement de Tours, une panique effroyable s'est emparée de la population. Dimanche, lundi, mardi, une foule considérable d'habitants de la Touraine est venue grossir l'émigration de Bordeaux. Blois est pris par l'ennemi, disaient-ils. Tout le département de Loir-et-Cher est occupé. L'Indre-et-Loire est déjà envahie.

» La vérité est qu'à la date du 9, le château de Chambord a été enlevé par les Prussiens, qui y ont surpris un corps de gardes mobiles. La vérité est qu'à la date du 10, un détachement prussien est arrivé devant Blois par la rive gauche, et que, trouvant le pont rompu et la Loire très-grosse, il a envoyé quelques volées sur la ville. La consternation a été grande. L'évêque, les autorités civiles parlaient de capituler, quand M. **Gambetta**, qui revenait de l'armée de la Loire, est arrivé dans la ville, et leur dit : « Auriez-vous la faiblesse de vous rendre à douze hommes armés d'un canon? » — Un officier prussien est venu en bateau demander la reddition de la ville. Le ministre de la guerre lui a fait répondre par un refus. Que s'est-il passé depuis ce moment? Nous l'ignorons. Mais il est certain que pendant trois jours, les Prussiens n'ont pas renouvelé leur tentative sur Blois.

» En revanche, leur marche offensive par la rive gauche de la Loire a fait de grands progrès. Leurs corps occupent la rive du Cher entre Vierzon et Montrichard. Les récits des voyageurs qui fuient Tours signalent l'ennemi aux stations voisines de cette ville. Ces récits sont peut-être exagérés. En tout cas, toutes les ambulances de Tours ont été évacuées sur Bordeaux. C'est un tableau navrant que l'arrivée des convois encombrés de ces victimes de la guerre. Les malheureux débarquent au nombre de six ou huit cents, les uns pâles de fièvre, les autres le bras en écharpe, le pied enveloppé de linge, ou la tête couverte de charpie. Ils montent par escouades dans les omnibus qui les transportent à leurs ambulances, à travers la ville désolée de ce douloureux spectacle.

» **M. Glais-Bizoin**, qui était aussi au camp de Conlie, est arrivé à Bordeaux.

» M. Gambetta est attendu le 17 ou le 18.

» *Un grand nombre d'anciens députés ont suivi le gouvernement pour y renouveler leurs tentatives en vue de l'élection d'une assemblée nationale.* »

« 15 décembre.

» La translation du gouvernement de Tours à Bordeaux a produit une sensation profonde. Cette retraite a fait partout l'effet d'un désastre. Mais c'est surtout dans le centre de la France que ce désastre a été ressenti. La panique qui s'est emparée des populations riveraines de la Loire est indescriptible. A Tours et au delà de Tours, on avait à diverses reprises conçu des craintes très-vives sur l'invasion, mais au fond les habitants se flattaient de l'espoir que la ligne de la Loire ne serait jamais franchie, et que leur pays serait préservé.

» Le départ du gouvernement a été un premier coup de foudre. Les nouvelles qui sont bientôt arrivées du Loir-et-Cher ont porté au comble l'effroi général. Tous ceux qui étaient libres de partir ont abandonné leurs foyers. Chaque convoi qui arrive ici amène des familles entières qui fuient l'approche de l'ennemi.

» Bordeaux est devenu le refuge de la France de l'Ouest. Cette grande ville est trop petite pour contenir ce flot chaque jour croissant des émigrés qui viennent lui demander un abri. Tout ce monde

errant cherche un logement qu'il est donné à très peu de gens de trouver. Tous ceux qu'on interroge sur leur sort répondent invariablement : — « Je suis campé dans un trou, en attendant mieux. »

» Au milieu d'événements si graves, dans lesquels le sort de la France est engagé, la question de l'installation est devenue pour ainsi dire la première des questions politiques.

» De la guerre, nous ne savons rien, ou si peu de chose depuis le départ de Tours qu'on peut à peine deviner la marche de l'ennemi. En revanche, nous savons que les administrations du gouvernement sont encore dans un tel désarroi que les communications télégraphiques sont une rareté, que les communications postales sont à peu près impossibles ; journaux étrangers, dépêches, correspondances politiques, correspondances privées, tout nous manque.

» Les administrations publiques ont eu de gros conflits pour leurs logements. Le ministère de la justice a réquisitionné un hôtel particulier qui était vacant, mais dont le propriétaire réclame un prix beaucoup plus élevé que celui qu'on lui offre.

» La direction générale des postes a réquisitionné les galeries du Cercle de lecture qui occupent le rez-de-chaussée du Grand-Théâtre. La préfecture abrite tant bien que mal le ministère de l'intérieur dont les bureaux se trouvent divisés sans communication entre eux à tous les étages de l'hôtel.

» La délégation des affaires étrangères, dont le personnel est très restreint, a pu se loger dans une maison de la rue Esprit des Lois. Quant aux membres du corps diplomatique, ils sont à peu près dans la même situation que les plus malheureux des émigrés. Seul, M. **Nigra** a trouvé pour la légation d'Italie un hôtel sortable, rue Duplessis. Quant aux autres Excellences, elles cherchent encore un domicile qu'elles ne trouvent pas, même en offrant les prix les plus élevés. **Lord Lyons**, le prince **de Metternich**, M. **Okouneff, Djemil pacha** sont à l'hôtel, et leurs chancelleries sont éparses dans des chambres numérotées.

» Avant-hier, une scène de violence a eu lieu au Grand Café du Théâtre. Un Anglais a cherché querelle à M. **Lecesne**, président de la commission d'armement, qu'il a frappé et renversé sur le trottoir. On dit que la cause de cette scène est venue du refus que M. Lecesne a opposé aux propositions que lui avait faites son agresseur pour des marchés d'armes et de munitions.

» Les nombreux membres du Corps législatif qui se trouvent à Bordeaux, et qui cherchent à renouveler un mouvement électoral, vont rencontrer dans le gouvernement, dans l'administration préfectorale de Bordeaux, et peut-être dans la population radicale de la ville une opposition dont le préfet a donné hier le premier signal par une proclamation placardée sur les murs de la ville et qui est ainsi conçue :

« Citoyens,

» Au moment où l'armée de Paris commence, contre ses assiégeants, une campagne de sorties » meurtrières et victorieuses ; pendant qu'une de nos armées lutte héroïquement contre les troupes » aguerries du prince Frédéric-Charles ; pendant que d'autres armées attendent l'heure de frapper » des coups décisifs ; pendant que les gardes nationales mobilisées de l'Ouest et du Nord, du Centre » et du Midi s'assemblent pour marcher au secours de nos gardes mobiles, *quelques habiles*, profi- » tant du trouble de cœur qu'ils ont cru sentir, à l'instant des adieux, chez nos populations patrio- » tiques, cherchent *à vous pousser à de lâches défaillances*.

» Qu'ils le sachent bien : leur heure est mal choisie, et mal choisie surtout serait la noble » Gironde, pour une entreprise contre l'honneur de la patrie, contre l'intégrité du territoire de » la France, contre la République.

» Qu'ils se calment aussi les citoyens qui s'alarment ; le gouvernement de la République a fait » pour la défense nationale, depuis trois mois, des miracles que la République seule pouvait pro- » duire. Qu'ils aient confiance et patience.

» Signé : ALLAIN-TARGÉ. »

» Cette proclamation est évidemment un avertissement donné aux *politiques* qui se préparaient à plaider dans les réunions publiques du Grand-Théâtre la thèse d'une assemblée nationale et celle d'un traité de paix avec l'ennemi. »

Agitation à Rome. — L'*Italie* a reçu de Rome, le 9 décembre, le récit suivant d'une échauffourée qui a eu lieu le même jour dans cette ville et dont il a déjà été question au Parlement de Florence :

« La journée d'hier ne devait pas se terminer aussi tranquillement qu'elle avait commencé. Ainsi que je vous le disais dans ma lettre d'hier, rien d'extraordinaire ne s'est passé dans la matinée, ni à Saint-Pierre, ni au Vatican. J'étais allé moi-même de ce côté, à une heure avancée, pour prendre des informations *de visu*.

» A quatre heures et demie de l'après-midi, un certain nombre d'individus, qui s'étaient réunis dans Saint-Pierre, quittèrent l'église par groupe et en affectant un air de provocation. Ils appartenaient, pour la plupart, à la garde dissoute, que le peuple romain désigne sous le nom de *caccialepri*; on remarquait parmi eux plusieurs ex-officiers supérieurs de l'ancienne armée pontificale, connus pour leur dévouement au Saint-Père et pour leur haine implacable contre les libéraux.

» Ces groupes, sortant par la porte extérieure de la façade de Saint-Pierre, se sont mis à crier : Vive le Pape-Roi ! excitant ainsi la curiosité de la foule rassemblée sur la place, dans l'attente de quelque manifestation de ce genre. Plusieurs habitants de la cité Léonine répondirent par les cris de : Vive l'Italie ! Vive Victor-Emmanuel !

» Il s'ensuivit une mêlée dans laquelle les parapluies et les bâtons jouèrent d'abord le principal rôle ; mais des coups de revolver augmentèrent bientôt la confusion. Quelques personnes prétendent que c'étaient des coups de remington, tirés du Vatican même ; d'autres affirment, au contraire, que c'est la sentinelle italienne qui monte la garde au portique droit de la place qui a déchargé son arme. Ces deux hypothèses paraissent également erronées. Les coups de feu ont plutôt été tirés par des *caccialepri*, qui, durant la mêlée, sortirent du Vatican pour aider leurs partisans.

» Du reste, l'intervention des gardes de la sûreté publique, des carabiniers et d'un officier de la questure suffit pour arrêter ce commencement de tumulte, qui ne dura pas plus de cinq minutes. On a opéré plusieurs arrestations, entre autres celles de quelques étrangers suspects d'être d'anciens zouaves, échappés à la capitulation du 21 septembre ; il en reste un certain nombre à Rome.

» Deux individus sont blessés par les coups de feu, un autre par un bâton ; mais personne ne l'est grièvement. Les soldats de la garnison, qui étaient en petit nombre, n'ont pas fait usage de leurs armes.

» Une partie des manifestants s'est réfugiée promptement dans le Vatican, dont les portes se sont fermées devant nos agents, de sorte que les coupables n'ont pu être arrêtés. »

Les Prussiens à Etretat. — Les Prussiens ne respectent rien. Il est donc tout naturel qu'ils aient occupé Etretat, une petite ville bien connue des Parisiens, comme ils ont fait pour tant de villages, de bourgades et même de grands centres. La colonie parisienne a fui, à leur approche, dans un désordre et une précipitation regrettables. La plupart fuyaient au Havre, d'où ils voulaient s'embarquer à tout prix pour l'Angleterre ou la Belgique.

Voici ce qu'on écrit, à ce sujet, d'Etretat même, à la date du 15 :

« A la nouvelle de l'approche des Prussiens, tout homme en état de porter les armes se dirigea vers le Havre pour concourir à la défense ; les femmes et les enfants partirent, qui à pied, qui en voiture. L'aspect de ce départ était réellement navrant, et nous avons vu arriver des dames, riches pourtant, qui n'avaient plus ni chaussures, ni bas. Vingt-huit kilomètres à pied, c'est dur quand on n'a l'habitude que d'aller en voiture.

» Au Havre, on n'était pas sauvé, les moyens de départ manquant presque entièrement. Cependant, au bout de cinq ou six jours, tout s'arrangea par l'embarquement de la majeure partie des fugitifs, je dis majeure partie, car quelques-uns, à bout de patience, se décidèrent à rentrer à Etretat.

» Nouvelle difficulté ! La route était occupée par les troupes allemandes ! On prit alors des barques de pêcheurs et le trajet se fit par mer.

» Que de péripéties et que d'ennuis pour ces pauvres Parisiennes qui viennent ordinairement passer six semaines chez nous et qui y sont depuis bientôt six mois ! Une de ces dames a éprouvé de telles émotions que tout un côté de sa chevelure a blanchi dans le trajet du Havre à Etretat.

» Les Prussiens, tant redoutés, arrivèrent hier, au nombre de quatre-vingt cinq, — toujours les uhlans. Leur premier soin fut de scier les poteaux télégraphiques et de demander le maire. M. **Vatinel** était absent et la mairie fermée. Cela n'arrêta pas l'officier commandant le détachement, qui fit casser les vitres et enfoncer les portes

» En partant, les Prussiens nous ont défendu de relever les poteaux qu'ils avaient abattus, sous peine de 10,000 francs d'amende, et comme ils savaient bien que cette somme serait introuvable, l'officier ajouta en riant que, en cas de non-payement, *le village serait incendié*.

» Après cette déclaration, ils ont tranquillement continué leur route vers le Havre.

» Que pouvions-nous faire? Il ne reste pas un homme valide dans le pays, tous sont au Havre ou à l'armée du Nord!

» Aujourd'hui, un officier et quatre hommes sont revenus pour voir si leurs prescriptions avaient été observées. Il n'en pouvait être autrement!

» Toute la journée, nous avons été visités par des officiers de tous grades, qui venaient des environs visiter nos admirables falaises et déjeuner chez **Blanqui**.

» Beaucoup d'entre eux ont été reconnus par les habitants pour les habitués de l'été. Aussi se sont-ils très-bien conduits et ont-ils payé tout ce qu'ils ont consommé ou acheté.

» Ce soir, sur un ordre apporté par un cavalier, tout le monde est parti avec rapidité et l'on nous affirme que l'armée entière s'est repliée vers Amiens. »

Les otages dans l'Est. — La marine française a fait main basse sur plusieurs capitaines de navires allemands, appartenant à la marine marchande. Le gouvernement prussien soutient que ces arrestations ont été faites, et sont maintenues, en dépit des principes qui régissent la matière. Pour se venger des procédés de la marine française, et dans l'espoir de faire cesser l'emprisonnement des capitaines capturés, les Prussiens arrêtent comme otages les notables de plusieurs villes de l'Est. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans la *Gazette de Cologne* :

« Un train de prisonniers civils, venant de Gray, est arrivé, le 2 décembre, en Allemagne. Ces prisonniers sont : le baron **Thenard**, membre de l'Institut ; **Persigny**, sous-préfet de Gray ; **Mangin**, conseiller général de la Haute-Saône ; **Dumont**, juge au tribunal de commerce ; **Aubert**, ex-maire d'Arc ; **Poulot**, rentier ; **Jâger**, banquier, à Gray ; **Carot** et **Thierry**, propriétaires. Le 3 décembre, un autre transport, venant également de Gray, est arrivé en Allemagne. Il se composait de quatre-vingt notables, arrêtés à Dijon comme otages, en représailles, dit-on, de la capture de capitaines de navires allemands. Ils seront conduits à Brême. »

Les victimes de la guerre. Deux infortunées. — Les victimes de la guerre sont nombreuses et dans tous les rangs de la société. Mais toutes les infortunes n'émeuvent pas la pitié publique à un égal degré. Personne ne lira sans émotion le récit suivant, que nous recueillons dans une correspondance du Nord-Ouest, adressée au *Standard* :

« Hier, je me suis rendu à Calais à pied; c'est une des promenades les plus pittoresques que je connaisse. A mi-chemin, on voit à côté de la route un gigantesque crucifix, érigé sur un tertre et entouré d'une vieille muraille de pierre. Longtemps avant d'y arriver, j'aperçus un groupe de paysans, venus de Marquise ; tous étaient agenouillés au pied de la croix. Je devinai qu'ils priaient pour leurs fils, leurs frères, arrachés à ce paisible village, pour prendre part à cette guerre cruelle. Une vieille femme de quatre-vingt dix ans se tenait à l'écart, elle était à genoux, et une jeune fille à la figure d'ange la soutenait. Toutes deux priaient avec la plus touchante ferveur. Je fus tellement frappé de cette scène, de la vue de cette digne vieille femme et de la figure virginale de la jeune fille que j'accostai un paysan qui venait de se lever et se dirigeait vers Calais.

» J'entrai facilement en conversation avec lui, et il m'apprit que la vieille femme était la bisaïeule

de la jeune fille, dont l'unique frère avait dû partir pour l'armée dès la première semaine de la guerre. Depuis ce triste jour, les deux femmes n'avaient jamais manqué, quel que fût le temps, de venir chaque matin implorer le ciel pour que le jeune soldat revînt sain et sauf. Et chaque jour, elles allaient sur la route à la rencontre du facteur pour lui demander une lettre.... qui ne viendra jamais. Quinze jours après la première bataille, on avait reçu à Marquise une lettre de l'un des camarades du pauvre jeune homme, et tous les gens du village, excepté les deux femmes, savent que le jeune soldat a succombé sous le feu des Prussiens. Personne n'a osé apprendre la vérité à celles qui prient toujours pour le retour de l'absent. »

Les pigeons de M. de Saint-Valéry. — Les pigeons du directeur de la *Patrie* ont eu leur quart d'heure de célébrité, comme ceux du *Daguerre*. Voici pourquoi : l'administration des postes, à Tours, a cru que les pigeons qu'avait amenés l'*Archimède* étaient propriété publique. Or, ces volatiles étaient la propriété privée de M. de Saint-Valéry, qui, comme c'était son droit, tint à les conserver pour lui. De là, le bruit qui courut dans la presse que M. de Saint-Valéry avait refusé de se dessaisir de pigeons qui appartenaient au gouvernement.

Voici comment ces incidents sont mis au jour et expliqués dans une communication, adressée aux journaux belges, par M. de Saint-Valéry lui-même :

« Le *Siècle* assure que j'ai refusé de livrer au gouvernement de Tours les pigeons voyageurs apportés par moi de Paris, par le ballon l'*Archimède*, lesquels pigeons seraient, au dire du *Siècle*, la propriété du gouvernement.

» J'ai, en effet, refusé de livrer ces pigeons, mais la raison de mon refus était aussi simple que légitime ! Ces pigeons m'appartenaient et ils n'étaient à aucun titre propriété de l'État, comme le gouvernement de Tours, imparfaitement informé, l'avait supposé au premier abord.

» J'ai quitté Paris sans mission ni commission officielle d'aucune espèce. Je l'ai quitté pour tâcher de réussir, à mes frais, à mes risques et périls, une tentative absolument privée, qui consiste, — je n'en ai jamais fait mystère, — à essayer de faire pénétrer dans Paris des nouvelles de famille et des renseignements d'affaires, destinés à un certain nombre de mes amis.

» Le directeur général des postes, M. **Rampont**, dont je ne saurais assez hautement reconnaître la bienveillance et l'esprit libéral, a donné son agrément à ce projet, dont tous les moyens d'exécution sont à sa connaissance ; il avait pensé qu'en face de la disette de nouvelles qui formait à Paris la plus énervante de nos privations, il était raisonnable de ne pas décourager l'initiative individuelle et de laisser le champ libre à une expérience privée, qui pouvait, en cas de réussite, fournir à l'occasion au gouvernement lui-même un auxiliaire assez utile.

» Il est évident qu'au moment où le gouvernement de Tours a fait réclamer mes pigeons, il ignorait tous ces détails. Le ministre de France à Bruxelles, M. **Tachard**, dont la justice en cette circonstance ne m'a pas plus manqué que la parfaite courtoisie, s'est chargé de transmettre à Tours mes explications, accompagnées des preuves écrites de leur exactitude. J'ai lieu de supposer qu'elles ont paru concluantes, puisque je n'ai reçu depuis lors aucune nouvelle réclamation. »

Un des oncles de la nouvelle reine d'Espagne. — On lit dans l'*International* de Florence :

« Voilà Mgr **de Mérode** qui devient l'oncle d'une princesse souveraine, la reine d'Espagne, car la duchesse d'**Aoste**, Marie-Victoire Charlotte-Henriette-Jeanne, né le 9 août 1847, fille de feu Charles-Emmanuel, etc., prince del **Pozzo della Cisterna** et de feu Louise-Caroline-Ghislaine, née comtesse de Mérode, est la propre nièce du prélat. On ne dit pas si le camérier participant de Sa Sainteté sollicitera un secours effectif de la part de ses augustes neveu et nièce, le roi et la reine d'Espagne, en faveur de la papauté temporelle. Cela n'est point à croire, car Mgr de Mérode est un des hôtes du Vatican qui connaissent le mieux les affaires politiques contemporaines et qui

croient le moins aux interventions miraculeuses. La défunte princesse de la Cisterna, mère de la nouvelle reine d'Espagne, était la propre sœur de Mgr de Mérode, qui n'est point encore cardinal, comme on l'imprime souvent dans les papiers malavisés. »

Petites nouvelles. — Par décret du 8 décembre, est nommé au grade de chevalier de la Légion d'honneur : **M. de Charette** (glorieux services rendus devant l'ennemi, à l'armée de la Loire) ; **Riccioti Garibaldi**, à la même date, est élevé au même grade pour les mêmes motifs. — Le colonel **Frappoli**, des garibaldiens, est nommé général de brigade dans l'armée auxiliaire.— **M. Ordinaire**, fils du préfet du Doubs, lieutenant d'état-major de l'armée garibaldienne, vient d'être promu par le général **Garibaldi** au grade de capitaine.—M. le général d'**Aurelles de Paladine**, ex-général en chef de l'armée de la Loire, et qui a refusé le commandement du camp de Cherbourg, se rend dans sa famille, à Belley, département de l'Ain. — Les servantes marseillaises ont organisé une souscription pour faire don d'une mitrailleuse, qui sera nommée : *La Fidèle servante*. — Plus de deux mille émigrants, venus pour la plus grande partie du Havre, sont arrivés à Londres, ne pouvant pas se loger dans les villes du littoral de la Manche. En moins de huit jours, l'émigration française s'est augmentée de plus de quinze mille personnes. — On mande de *Catane* que l'aviso anglais la *Psyché*, qui avait à bord la commission des savants anglais qui venaient de Sicile après avoir observé l'éclipse, a échoué hier, à midi, près de Acktezza. L'équipage et les passagers ont été sauvés. Des navires de guerre italiens et anglais travaillent au sauvetage de la *Psyché*. — On écrit de Soissons, que cette ville est un véritable hôpital. Chaque jour il arrive des blessés allemands par milliers, venant de tous les côtés, *mais surtout de Paris, et ceux-ci sont presque tous aveugles*. La garnison prussienne est attérée de ce spectacle. — M. **Biauchieri** a été nommé président du Parlement italien. M. **Cairoli** était son compétiteur. — Le général **Cialdini** est nommé ambassadeur d'Italie à Madrid en remplacement de M. le commandeur **Cerutti**, qui prend place au Sénat.

SAMEDI, 17 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre.—A tout seigneur tout honneur !... Commençons donc ce bulletin par la proclamation que le très-haut, très-puissant, très-pieux et très-humain Guillaume, Roi de Prusse, Empereur d'Allemagne en herbe, vainqueur du royaume de France et de Navarre, a daigné adresser à ses fidèles sujets et soldats. La prose royale est datée du 6 courant :

« Nous sommes arrivés à une nouvelle phase de la guerre. Toutes les tentatives de l'ennemi pour briser la ligne l'investissement ont été vaines ; les armées ennemies qui, de tous les côtés, avançaient pour dégager Paris, sont toutes battues. Je remercie les troupes. Si l'ennemi insiste pour la continuation de la guerre, je sais que les soldats continueront à faire les mêmes efforts que ceux auxquels nous devons les succès déjà obtenus, et cela jusqu'à ce que nous ayons obtenus une paix honorable et digne des grands sacrifices qui ont été faits. » (1)

Toutes ces belles choses prouvent à toute évidence : 1° que les soldats de Sa Majesté sont fatigués « des succès obtenus » qui ont coûté la vie

(1) Il est bien entendu que nous ne donnons ici que le résumé télégraphique de cette proclamation. P. M. Janvier 1872.

ou la santé à tant de milliers de leurs camarades et qui n'ont encore rien rapporté de positif à « la gloire allemande ; » 2° que pour stimuler « l'ardeur allemande » qui faiblit, on veut empêcher les armées prussiennes de s'abandonner à l'idée décourageante que leurs fatigues et leurs lauriers seraient condamnés à rester stériles. On leur demande donc de nouveaux efforts, pour que la guerre actuelle rapporte quelque argent et quelques provinces, en échange du sang versé et des sacrifices que l'Allemagne s'est imposés, surtout depuis Sedan... Comme si les neuf dixièmes des soldats prussiens s'inquiétaient beaucoup de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine et des contributions de guerre qui iront grossir, — si on les obtient, ce qui est à voir, — la liste civile du futur empereur d'Allemagne et de ses courtisans !

Si les armées prussiennes sont peu enthousiastes à l'heure présente, — et pour cause, — les populations allemandes le sont encore moins. Les vides qu'a faits la guerre ont provoqué de nouveaux départs de troupes de landwehr ; cette mesure a excité le mécontentement et la colère des populations. On ne s'est même pas borné partout à des murmures et à de simples protestations. Du moins, voici ce que nous lisons dans les journaux belges, qui sont à même de puiser à bonne source :

« D'après un bruit persistant à Bruxelles, il y aurait eu, à Cologne, à l'occasion du dernier départ de la landwehr, un commencement d'émeute qu'il aurait fallu arrêter par les armes.

» Un voyageur, dont le témoignage nous semble irrécusable, nous assure que quinze soldats de la landwehr auraient été fusillés.

» *Voilà la popularité de la guerre derechef établie en Allemagne !* »

D'autre part, un journal de Francfort ose écrire que la guerre se poursuit, « *malgré l'Allemagne et à l'encontre de ses intérêts.* » La même feuille, en veine d'audace, et se sentant probablement soutenue par l'opinion publique, conseille ironiquement au roi de Prusse de rester en France, où sa vie est plus en sécurité qu'elle ne le sera en Allemagne, après son retour.

Ce langage et ces faits ont leur éloquence et leurs enseignements. Ils montrent ce que les rois gagnent à mettre leurs caprices et les plans de leurs conseillers et favoris au dessus du droit, de la justice et des sentiments d'humanité. Si Guillaume avait fait la paix quand le gouvernement provisoire s'est offert à traiter, outre une grande gloire militaire, — les rois tiennent encore à cette fumée ! — il eût gagné le renom d'un prince sage, juste et magnanime. De plus, il eût tenu parole et se serait montré conséquent, puisqu'il n'en voulait pas, avait-il dit, à la France, mais à Bonaparte seul.

Maintenant, tout le sang versé depuis Sedan retombe sur lui. Son nom est déjà, aujourd'hui même, plus exécré que celui de l'auteur véri-

table de la guerre, l'ex-Empereur, et si, ce qui n'est ni impossible ni improbable, la victoire définitive faisait défaut à ses armes, le ressentiment et le courroux de ses peuples pourraient fort bien le faire rentrer dans la vie privée, et lui ôter la couronne de roi, au lieu de la changer contre le diadème d'empereur.

Quand donc les peuples feront-ils leurs affaires eux-mêmes ? Quand donc cesseront-ils d'abdiquer l'initiative, qui leur appartient exclusivement, entre les mains de deux ou trois ambitieux couronnés, menés à leur tour par d'autres ambitieux et d'autres égoïstes? Espérons que le fruit du sang répandu depuis Sarrebrück ne sera pas perdu, et qu'un souffle puissant, nourri et alimenté par le souvenir de tant de deuils et de ruines, renversera tout ce qui s'oppose au triomphe des idées et des intérêts populaires, à savoir, au triomphe de l'honnêteté, du travail et de la justice en tout et pour tous.

Mais ces réflexions nous ont éloigné du théâtre même de la guerre. Revenons-y donc pour y recueillir deux ou trois faits peu importants.

Afin d'empêcher le ravitaillement des Prussiens, Rouen, Dieppe et Fécamp sont mis en état de blocus. Les navires auront onze jours pour partir.

Quant à l'armée de la Loire, voici ce qu'écrit un journal :

« Les opérations sur la Loire sont retombées dans les nuages qui avaient précédé la dernière affaire d'Orléans. Seront-ils dissipés par un de ces coups de foudre qui sont dans les habitudes de la stratégie militaire et, pour ainsi dire, normale des Allemands? Il nous paraît probable que l'état-major prussien prépare une manœuvre décisive. Le fait que le prince Frédéric-Charles a laissé au grand-duc de Mecklembourg la mission de poursuivre avec des forces inférieures le gros de l'armée de la Loire, qui se repliait à l'Ouest dans la direction de Tours, et qu'il s'est réservé le soin de marcher au Sud dans la direction de Bourges et de Nevers, où il n'a cependant devant lui que des détachements français, — ce fait donne à penser. Le feld-maréchal prussien poursuit sans doute toujours le même objectif, et cherche à envelopper l'armée de la Loire, que la retraite opportune de d'Aurelles, suivant les uns, aurait sauvée une première fois.

» La marche latérale des Allemands sur Bourges et Nevers serait donc une feinte, et les troupes lancées sur ces routes feraient à un moment donné un à droite qui les porteraient sur les derrières de l'armée de Chanzy, pour peu que celui-ci s'attarde à Tours. Toutes ces prévisions sont naturellement conjecturales ; elles puisent cependant un certain caractère de vraisemblance dans la retraite rapide de l'armée française à Blois et au delà, et dans la façon dont un télégramme du roi de Prusse apprécie cette retraite « inopinée. » Il est permis d'en inférer que le général Chanzy n'est pas sans appréhender quelque mouvement tournant de l'ennemi, et que l'état-major de Versailles eût peut-être préféré que l'armée de la Loire s'obstinât à tenir à Beaugency. »

A Montmédy, les Prussiens ont pris soixante-cinq canons et fait trois mille prisonniers. Ils ont délivré deux cent trente-sept prisonniers allemands.

Belfort continue à se défendre énergiquement et fait beaucoup de sorties. Le bois de Bosmond-Grand-Bois et le village d'Anselnuns ont été pris par nous.

Nos pertes se sont élevées à deux officiers et soixante-dix-neuf hommes tués. L'ennemi a perdu, rien qu'en prisonniers, un officier et quatre-vingt-dix hommes.

Sentiments des Allemands à l'égard de Paris. — La grande ville sera-t-elle bombardée lundi prochain, comme on l'a dit, comme on l'a télégraphié, comme on l'a écrit, de tant de côtés et sur tant de tons? Nul ne peut le dire. Seulement la correspondance suivante de Hans WACHENHUSEN, à la *Gazette de Cologne*, jette une lumière nouvelle sur la situation des choses à Paris et dans l'armée assiégeante :

« *Je ne comprends pas ce qu'ils attendent encore!* L'armée du Nord est battue, Rouen est occupé et le général **von Goeben** vient de nous informer qu'il a des provisions pour plusieurs mois. L'armée de la Loire est battue et devra se retirer jusque près de la Garonne. De l'armée de l'Ouest, nous n'avons pas encore de nouvelles et l'armée des Vosges ne peut plus empêcher l'investissement de Lyon. Qu'attendent-ils encore à Paris?

» Le général **Trochu** vient de recevoir le second parlementaire, qui lui apporte la nouvelle de la défaite de la superbe armée de la Loire, sur laquelle il avait fondé tant d'espoir. Il a répondu tout simplement qu'il *croit* à ces nouvelles! Le général Trochu a régalé le parlementaire à la Lucullus, mais détournant la conversation chaque fois que celui-ci entamait la question de la reddition de Paris. De sorte qu'autour de Paris les choses en sont à présent à peu près au point où elles en étaient avant la défaite de l'armée d'investissement du Sud. Les faibles avantages, que les colonnes de sortie remportèrent récemment vers l'Est du cercle d'investissement, doivent avoir encouragé la garnison parisienne. Tous ces avantages, cependant, demeureront sans résultat par suite de la défaite de l'armée du Sud. C'était leur dernière espérance; elle s'est évanouie, *et cependant tout cela ne semble leur faire aucune impression.*

» *Lorsque je quittai le Midi de la France, tout le monde croyait que Paris capitulerait au premier jour. A Versailles, on croit que la ville pourrait se rendre demain ou après demain, et peut-être aussi à Pâques ou vers la Trinité.* Sans aucun doute, chez nous, *en haut lieu*, on est très-bien renseigné sur la situation de Paris ; *dans l'armée, au contraire, on ne sait trop à quoi s'en tenir.* Mangent-ils déjà des rats ou des souris, ou digèrent-ils encore régulièrement des filets? Probablement ont-ils encore leur rôti dans certains quartiers, tandis que dans d'autres ils doivent se contenter de toute espèce de gibier domestique, car il est impossible que dans de pareilles circonstances les différents quartiers de la grande ville soient également bien approvisionnés. Il y a huit semaines déjà que des pauvres gens nous disaient n'avoir plus rien à manger; c'étaient peut-être de ceux qui ne dînent pas régulièrement en temps ordinaire et vivent un peu au jour le jour, du hasard.

» J'entends les mêmes choses encore aujourd'hui, et l'attitude de Paris, jusqu'à présent, doit me convaincre qu'on a réellement résolu cette question inouïe, incroyable : l'approvisionnement d'une ville de deux millions pour plusieurs mois. *Contrairement à notre attente, que la populace de Paris s'insurgeât contre les classes riches, nous devons constater qu'elle semble voir avec une satisfaction patriotique que même les riches s'imposent toutes sortes de sacrifices et de privations.*

» *Tout le monde est uni, résolu à tout, faisant tout pour la cause nationale, pour l'honneur de la capitale afin que le monde dise : « A Paris il n'y avait pas un seul traître! »*

« Vous aurez déjà appris, sans doute, qu'on a trouvé sur les prisonniers français des provisions de viande pour sept jours, et d'après cela, il est facile à voir que la situation alimentaire de Paris n'est pas aussi critique qu'on le dit. D'un autre côté, il faut dire aussi que l'armée campée dans la ville a ses provisions propres prises dans les campagnes des environs de Paris. *On convient que Paris peut encore tenir jusqu'au nouvel an ou aux premiers jours de janvier, et, s'il en est ainsi, les choses peuvent encore traîner en longueur, car d'un bombardement de la ville il ne peut plus être question.* »

La défense nationale à Phalsbourg. — Nous recueillons dans le *Propagateur* de Lille ce récit émouvant :

« C'est le cœur à la fois navré de douleur et ému par l'admiration que nous assistons depuis le 8 août à l'héroïque défense de Phalsbourg.

» Chaque jour, les rares dépêches qui nous étaient envoyées des vigies environnantes, en nous montrant la défense devenue plus difficile, le siége plus douloureux, ajoutait un exploit aux exploits de Phalsbourg et un trait de plus à son héroïsme.

» Seule, abandonnée, perdue au milieu des Vosges, dont elle commande les défilés, sans communications, livrée à elle-même, ignorant si la France est encore la France, si la Patrie est prussienne, si l'ennemi est vainqueur, Phalsbourg luttait avec désespoir, culbutant l'ennemi, sans soldats, servie par quelques habitants et ses gardes mobiles encore inexpérimentés ; mais soutenue par son patriotisme et sa volonté, elle luttait, elle luttait sans cesse. En vain les Prussiens, nombreux comme ils le sont toujours, ont cerné la ville. N'importe ! en vain ont-ils arrêté tous ceux qui apportaient aux assiégés des vivres et des munitions. N'importe ! en vain ont-ils coupé le ruisseau qui fournissait de l'eau aux habitants de la ville. N'importe !!! Phalsbourg boit l'eau des puits et des citernes.

» En vain, les obus ont-ils incendié l'église ; en vain de nombreuses maisons sont-elles devenues la proie des flammes ; en vain la mitraille sème-t-elle la ruine dans les rues : Phalsbourg lutte toujours.

» Phalsbourg n'a ni les remparts de Metz, ni les provisions de Strasbourg, Phalsbourg est une place de second ordre, elle a cependant marqué sa place dans l'histoire, car elle avait pour la soutenir dans la lutte son commandant **Taillant**, héros énergique, patriote à la volonté de fer, au dévouement à toute épreuve.

» Il y a quelques semaines, sommé de se rendre sous peine d'un nouveau bombardement, Taillant répond au parlementaire prussien :

« Quand Phalsbourg en sera à sa dernière pierre, à son dernier biscuit, à son dernier verre » d'eau ; quand le dernier soldat, exténué de fatigue, laissera tomber son arme, ce jour-là, je ferai » sauter la ville, et, le soir, je serai couché avec les miens parmi les décombres et sur un mon- » ceau de cadavres prussiens. »

» Depuis ce moment, Taillant continue jour et nuit d'observer l'ennemi ; il attend qu'on vienne enfin le délivrer.

» Mais, hélas ! ce secours ne vient pas, et un fléau plus terrible que le fer et le feu apparaît : la faim avec toutes ses horreurs, la faim, ennemi invisible, auquel on ne peut opposer aucune arme, aucune puissance humaine. Après cinq mois d'une résistance héroïque, Phalsbourg a capitulé ; non pas avec la Prusse, mais avec la famine.

» Oui, Phalsbourg s'est rendue, mais elle a noblement rempli son devoir jusqu'à la dernière extrémité ; elle a tenu à l'honneur de faire flotter sur ses ruines le drapeau français alors que l'étendard prussien se déployait déjà depuis longtemps sur les murs de Strasbourg, Metz, Thionville, Toul et Verdun.

» Phalsbourg, en 1870, a voulu être digne de Phalsbourg en 1814 : Elle a bien mérité de la patrie.

» Et n'est-ce pas le cas de dire plus que jamais : Phalsbourg est tombé ! vive Phalsbourg ! Oui, cette noble cité pourra voir s'étendre sur elle la domination prussienne ; mais elle sera toujours française par le cœur.

» La France ne l'oubliera pas au jour de la réparation. »

Un cheval... de prix. Procédés prussiens. — Un cheval de uhlans ayant été tué d'un coup de feu, à Altkirch, malgré la preuve que le *coupable*, — si *coupable il y a, bien entendu*, — n'appartenait pas à la commune, Altkirch a été rendu responsable par le document suivant, que nous recueillons comme échantillon des procédés prussiens en pareil cas.

De l'avis des envahisseurs et des pillards de la France, les Français devraient probablement se laisser tuer et piller, sans mot dire, et en chantant avec Pandore :

Chers Prussiens, vous avez raison !

« Fontaine, 29 novembre.

» L'enquête à laquelle on s'est livré ayant prouvé que le 25 novembre, à proximité de la ville d'Altkirch ou de sa banlieue, il a été tiré un coup de feu sur une patrouille de uhlans, à la suite duquel un cheval a péri, une amende est infligée à la ville d'Altkirch. Je veux bien, en considération de l'attitude bienveillante de ses habitants et dans l'espoir qu'à l'avenir la municipalité saura empêcher de pareils méfaits, *ne fixer le chiffre de cette imposition qu'à sept mille francs*. En outre, la ville aura à payer la valeur du cheval, soit sept cent cinquante francs, ainsi que cent quarante-deux francs pour la selle ; de plus soixante-huit francs pour objets personnels perdus par le cavalier. Je préviens la mairie que cette imposition devra être versée en or et dans le délai de huit jours entre les mains du préfet prussien à Colmar. Celui-ci en a été informé pour qu'en cas de besoin il fasse opérer la remise de cette somme par la force. Quant à l'indemnité pécuniaire réclamée pour le cavalier, elle devra être envoyée ici et dans le délai de six jours ! »

» Le général commandant les troupes devant Belfort,

» DE TRESKOW. »

Les Prussiens chez Mgr Dupanloup. — Un témoin oculaire, qui était l'hôte de l'évêque d'Orléans, raconte ainsi l'arrivée des Prussiens chez Mgr Dupanloup :

« L'évêque allait déjeuner lorsque les Prussiens se présentent, après avoir posé des sentinelles à l'hôtel. Un officier ouvre la porte de la salle à manger, et se plaint avec menaces de n'avoir trouvé personne pour le recevoir et le conduire. Il demande si la pièce où il se trouve est la salle à manger, puis il marque à la craie les chambres du rez-de-chaussée.

» Mgr Dupanloup descend, et lui dit que si on prend les chambres de ses vicaires généraux, il quittera lui-même l'évêché. L'officier lui répond que c'est pour deux jours seulement, et pose deux factionnaires à l'entrée de la chambre. Il fait briser à coups de sabre la porte d'un réduit où se trouvaient des objets de literie, déclarant qu'au besoin il prendrait la chambre de l'évêque. Les officiers menacent les domestiques, qui ne les servent pas assez vite, en se plaignant qu'ils ne les servent pas en livrées.

» *Deux montres ont été volées dans la chambre de l'abbé* **Lagrange** *et une somme de cent francs chez l'abbé* **Hetsch**. L'abbé Lagrange ayant reproché cet acte de bassesse, un officier voulut le souffleter. Mais l'abbé maintint fièrement son imputation, qui, en France, serait le déshonneur d'un soldat.

» Trente officiers étaient logés et nourris à l'évêché. Un autre jour, *ils ont volé la moitié du dîner de l'évêque ;* un autre jour encore, *ils ont enlevé le potage que son domestique allait lui servir.*

» Ils étaient fort courroucés d'avoir trouvé une cave épiscopale si mal montée, et surtout vide de vin de Champagne. L'évêque leur dit qu'il ne leur en achèterait que s'il était forcé.

» Au moment de leur départ, ils ont transformé l'évêché en ambulance. Le 14 décembre, il y avait deux cents blessés prussiens, dont huit succombaient dans la nuit. Les prêtres prirent soin de ces malheureux. Les Prussiens avaient rempli la cathédrale de prisonniers français, qui furent obligés de brûler les chaises pour se réchauffer. Leurs vêtements, troués de balles, protestaient éloquemment contre la rumeur qui les accusait de ne pas s'être battus.

» Les Prussiens ont fouillé toutes les librairies pour détruire les circulaires de l'évêque d'Orléans.

» A son arrivée, le 14, le général **von der Tann** a retiré les factionnaires de l'évêché. Mais il a laissé sans réponse une lettre énergique où l'évêque lui signalait les procédés ignobles de ses hôtes.

» Les prêtres de l'évêché, leurs collègues ont soigné avec un dévouement évangélique les blessés qu'ils étaient allé ramasser jusque sur les champs de bataille de Patay ; tout manquait, même

du pain, aux blessés, qui étaient au nombre de trois cents dans l'église ; quarante-cinq officiers ont été tués dans ce combat.

» Disons, pour être juste, qu'avant leur départ, plusieurs officiers prussiens, qui avaient été soignés à l'évêché, sont venus saluer et remercier l'évêque. »

Le duc.... de Bismark. — M. de Bismark rend de trop grands services au roi de Prusse pour ne pas en recevoir un de ces hochets que les rois distribuent à leurs favoris et à leurs créatures !....

« Le monde, dit un journal, va compter un DUC de plus, — M. **le duc de Bismark**.

» L'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, voulait même le faire duc de Lorraine ou duc de Strasbourg, selon la mode impériale ; mais le chancelier de la Confédération y a mis de la modestie ; peut-être bien a-t-il trouvé que la mode impériale était trop française pour qu'on la pût décemment adopter si vite ; bref, étant déjà comte, comme M. **de Moltke**, il a voulu se contenter de devenir duc, pour maintenir les distances, mais sans prendre le titre d'un fief imaginaire. Son nom d'ailleurs a dû lui sembler assez illustre pour ne point déparer un titre ducal, et nous ne serions pas bien étonnés qu'il eût dit à son maître impérial et royal : « Roi ne puis, Lorrain ne daigne, Bismark reste. »

L'oncle et le neveu. — C'est au *Gaulois* que nous empruntons les lignes suivantes.... *Si non è vero, benè trovato* :

« On sait que M. **Léonce Detroyat**, rédacteur en chef de la *Liberté*, vient d'être nommé général de divison et commandant du camp de deux cent cinquante mille hommes en voie de formation à la Rochelle.

» M. **de Girardin** est arrivé dans cette ville avec le nouveau général ; il s'était fait précéder de la curieuse lettre suivante adressée à un de ses amis, propriétaire dans le chef-lieu de la Charente-Inférieure :

« Mon cher ami,

» Vous avez lu dans le *Moniteur* la nomination de mon neveu Detroyat au grade de général de di-
» vision. Nous arrivons demain afin de nous occuper de la formation de notre camp. Ayez l'obli-
» geance de nous trouver un local renfermant douze chambres à coucher, *car nous voyageons avec*
» *nos aides de camp et une partie de notre état-major*.

» Bien à vous. »

DIMANCHE, 18 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Peu de faits intéressants à butiner aujourd'hui. On annonce qu'un combat aurait de nouveau été livré entre les troupes prussiennes et l'armée du général Chanzy. Cette affaire aurait eu lieu à la date du 15, en avant de Vendôme. Le général Chanzy aurait tenu tête au grand-duc de Mecklembourg, qui avait attaqué, jusqu'à la nuit. Toutefois, s'il faut en croire un télégramme de Versailles, le général français aurait évacué Vendôme le 16. Constatons donc encore une fois que l'armée de la Loire est en vie et bien portante.

Amiens et Beauvais ont été évacués. Rien au Havre. Couverte par ses fortifications et par la Seine, cette ville est momentanément à l'abri de

toute attaque. Les forces ennemies, qui ont paru dans l'arrondissement, se concentrent à Yvetot.

A Longeau, près de Langres, il y a eu, le 16 décembre, un engagement de trois heures entre la garnison de la place et le corps chargé de l'observer. La dépêche prussienne s'attribue les avantages de la journée.

On vient de prendre des mesures énergiques à l'égard de deux généraux qui ne s'étaient pas montrés à la hauteur de leurs fonctions. L'un d'eux, le général Morandy, a été destitué pour incapacité. L'autre, le général Sol, a été révoqué pour la précipitation, sans motifs plausibles, avec laquelle il a évacué Tours à la nouvelle de la reprise d'Orléans et de la marche des Prussiens vers le Centre.

Ces mesures font toujours un peu crier. Les ennemis de la France et du gouvernement de la défense les commentent en tous sens, et en font des gorges chaudes. Elles sont cependant indispensables. Tous les généraux connus, et dans lesquels on avait foi, — ou la plupart, du moins,— sont prisonniers. Il a fallu nommer des hommes nouveaux, un peu à la hâte, et sans être bien sûr des talents qu'on élevait aux plus hautes situations. Quoi d'étonnant, dès lors, si, ça et là, il y a des incapacités et des non-valeurs flagrantes, là où il faudrait de la science et de l'énergie? Et que peut-on faire, sinon mettre à l'écart les hommes condamnés à desservir, involontairement, et malgré eux toujours, les grands intérêts qui leur sont confiés?

On dit que la République fait une grande *consommation* de généraux. Nous voudrions voir quel est le gouvernement et quelle est la nation, qui, après Metz et Sedan, eussent pu organiser des armées et leurs cadres d'officiers en aussi peu de temps et avec autant de succès que le gouvernement, qui s'est à si juste titre intitulé : le gouvernement de la défense nationale. S'il y avait beaucoup de *déchet* parmi les survivants des armées impériales, à qui la faute? Et n'est-ce pas remplir un devoir, et un devoir pénible, que d'écarter les incapables ou les suspects?

Le *Times* annonce que plusieurs tentatives d'assassinat ont eu lieu à Versailles. Le journal anglais ne donne aucun détail. Mais il ne faut pas être fort perspicace pour deviner quels sont les personnages qui ont pu être l'objet de pareils attentats.

Paris. — Le jour fatal approche : c'est demain que doit commencer le bombardement de la plus belle, de la plus riche et de la plus intelligente ville du monde. Jusqu'au dernier moment, nous voulons croire que les Allemands en seront... pour leurs bonnes intentions. Jusqu'ici, Paris a déjoué tous leurs projets. Ils devaient y entrer le 14 septembre; ils devaient y entrer le 18 octobre. Or ils en sont aujourd'hui, 18 décembre, plus loin qu'au premier jour de l'investissement. Plusieurs journaux pré-

tendent que le bombardement, — et ils s'appuient sur des autorités militaires compétentes, — s'il a lieu, sera de nul effet. Le roi de Prusse ferait donc acte de cruauté sans espoir de recueillir le fruit de son inhumanité. On avait compté sur la famine; on n'en compte plus rien. On avait compté sur les dissenssions intestines; on n'en espère plus rien. Déçus de tous côtés, sous la pression de l'opinion en Allemagne, qui se fatigue de ces insuccès et de ces retards, peut-être essaiera-t-on cet horrible moyen qui a nom bombardement... Il y a encore tant de femmes et d'enfants à Paris qu'il sera peut-être utile de les effrayer et de les décimer pour avoir raison des pères, des frères, des époux, des amants... On essaiera donc... Mais réussira-t-on? Mais versera-t-on le sang et l'épouvante, comme on le voudrait?... Aussi l'embarras et les soucis sont grands à Versailles. Voici ce qu'on écrit à ce sujet du quartier général au *Times :*

« L'opinion règne toujours ici que le roi de Prusse considère son élévation au trône impérial, comme prématurée. Il eût préféré couronner l'édifice par la reddition de Paris. *Le grand problème est toujours quand cette reddition s'effectuera, et comment elle s'effectuera. Mes craintes d'une résidence prolongée se confirment, si ce que l'on peut saisir des bruits qui viennent de Paris est fondé.* Il y a, dans les forts, bon nombre de pièces de marine de 10 pouces. J'ai mesuré une bombe l'autre jour; elle avait trois pieds deux pouces de long et neuf pouces et demi à la base. Malgré ces proportions, elle avait fait un trajet d'au moins 6,300 yards, et était tombée hors des grilles de Versailles. J'apprends aussi, non sans inquiétude, qu'un projectile est tombé dans Villeneuve, venant de Charenton, à 9,000 mètres de là. Ceci rend bien difficile l'ouverture de batteries de brèche, fussent-elles en nombre suffisant, bien servies, et bien pourvues de projectiles. »

Le bombardement et l'entrée des Prussiens à Montmédy. — Voici ce qu'on écrit de cette infortunée ville, qui vient de tomber aux mains des Prussiens après des prodiges d'héroïsme et de constance :

« Je viens de voir Montmédy; c'est un triste spectacle, je vous l'assure.

» La ville haute ne forme pas un amas de ruines à proprement parler; mais on peut dire que tout y est à reconstruire. Pas une maison n'a échappé à l'action destructive du bombardement. L'effet des projectiles prussiens est incroyable. J'ai vu des angles de murs construits en pierre de taille, des blindes énormes recouvrant les casemates entièrement démolis et renversés par l'explosion d'un seul de ces engins.

» Les Prussiens ont continué à Montmédy l'essai des nouveaux obus dont Thionville a eu la primeur. Ce sont des bombes ovoïdes de soixante centimètres de longueur, pesant soixante dix-huit kilog., à ce qu'on m'assure.

» Deux bastions du côté de Vigneul ont beaucoup souffert du bombardement.

» Il paraît que les premières batteries des Prussiens ont été démontées le 12 décembre par le feu de la place : ils les ont reculées de telle sorte que les boulets de la forteresse de Montmédy, — qui n'avait du reste que quelques canons rayés, — venaient pour ainsi dire expirer à quelques centaines de mètres de leurs positions pendant qu'elles conservaient toute leur force meurtrière.

» Le 13 décembre, le feu des Prussiens a été tellement vif que l'on a craint pour les poudrières de la ville, dont le blindage a été reconnu insuffisant par les officiers du génie.

» C'est cette circonstance, ajoutée à celle de la portée inutile des canons de la place, qui a amené la reddition de la ville.

» Les Prussiens y sont entrés à une heure de l'après-midi.

» Les conditions de la capitulation sont celles de Thionville, et non de Verdun.

» Il y a trente à quarante Français tués et une soixantaine de blessés; les Prussiens, — est-ce possible ? — n'accusent que quelques morts.

» On dit que les canons de siége sont en route pour Mézières.

» La locomotive arrive jusque tout près de Montmédy — jusqu'au pont de la Chiere, qui est démoli. »

Une ville bien sage. Témoignage de bonne conduite. — Nous avons déjà fait connaître la conduite égoïste et peu patriotique qu'une fraction de la population d'Amiens, au dire du *Daily-News*, avait tenue lors des combats livrés à proximité de ses murs par l'armée du Nord. Depuis lors, Amiens a acquis de nouveaux titres à l'estime et à la reconnaissance de la nation. Ayant une garnison prussienne en ville et à la citadelle, la population s'est montrée si peu française, si peu soucieuse de sa dignité et de son honneur, si sympathique aux ennemis de la France, qu'elle a mérité un certificat de bonne conduite... prussienne. Ce témoignage honorable lui a été rendu par les autorités les plus compétentes en la matière, à savoir, par l'autorité prussienne elle-même. Voici en quels termes la population d'Amiens, ville française, a été notée d'infâmie et de lâcheté sur ses propres murs, transformés en pilori par le commandant des troupes d'occupation :

« Par des ordres supérieurs, je quitte la ville pour peu de jours, la laissant sous la protection des habitants dont j'ai eu à apprécier *la sagesse* pendant ces derniers quatorze jours.

» Le commandant de la citadelle vient de recevoir des ordres bien précis de ne pas souffrir de corps français dans la ville et, si de tels corps voulaient entrer, de les repousser à coups de canons. Espérons que de tels événements douloureux seront épargnés à la ville (1). »

Les ballons. — Un ballon est allé tomber en pays ennemi, le 16, dans le duché de Nassau. Voici ce qu'on écrit à ce sujet de Sinn, près d'Herborn (Nassau), à la *Gazette de Cologne :*

« Je vous adresse en hâte un rapport détaillé sur la descente d'un ballon parisien dont je vous ai déjà annoncé la nouvelle par le télégraphe. Vers une heure, nous aperçûmes à une hauteur d'environ cent pieds et se dirigeant vers le Sud, un ballon qui pouvait avoir quatre-vingt pieds de haut et quarante de diamètre. Désireux de procéder à une première capture de ce genre sur le sol allemand, je courus pendant un quart d'heure, avec trente ouvriers de la fabrique de MM. **Doering** et **Hoffmann**, jusqu'au bois du Mühlberg, où les deux aéronautes opéraient précisément leur descente au milieu d'une clairière entourée de hauts arbres. Malgré notre hâte, nous étions encore éloignés de deux cents pas quand les Français coupèrent les cordes de la nacelle, et le ballon remonta sous nos yeux. Je croyais bien que nous allions mettre la main sur un des membres du gouvernement, mais ce n'étaient que deux enfants de Paris, l'aéronaute et son aide, quelque peu transis et affamés.

» Le chargement consistait en un sac de dépêches rempli de milliers de lettres, des vêtements, un pain et une bouteille de cognac. Les aéronautes avaient jeté le sac de dépêches avant de tomber. Le sac s'était éventré par la chute. Naturellement nous prîmes les dépêches, puis nous conduisîmes les aeronautes chez nous, et nous leur donnâmes une hospitalité aussi bonne que possible. Ils ont jeté en chemin deux autres sacs que l'on trouvera.

Voici la traduction d'une des lettres :

» Vive la république ! « Paris, 13 décembre 1870.

1 Voyez la note plus haut, page 427, à l'article intitulé : *Accusations du Daily-News contre la haute bourgeoisie d'Amiens.*

» Mes chers et pauvres amis, pensez à nous et plaignez nous. Depuis trois mois, nous ne vivons » plus. Nous sommes cernés par les barbares Prussiens. Voilà où nous a menés le traître de » Sedan. Il me faudrait dix pages pour dépeindre toutes ces souffrances physiques et morales. » Notre pauvre jardin et notre pauvre maison sont, nous dit-on, pillés et dévastés. Quel malheur! » C'est là que nous voulions nous reposer dans nos vieux jours. Je vous envoie cette lettre en la » confiant au ballon poste. Puissent Dieu et le vent l'empêcher de tomber aux mains de nos cruels » ennemis. E... est garde mobile volontaire. Qu'adviendra-t-il de nous? Il ne s'écoule pas de » jour où je ne pense à vous. La famine approche. Paris est très-triste, mais plein de courage et » d'énergie. L'armée de la Loire approche. Dieu protége la France! Vive la République! »

Les otages dans l'Est. — Les Prussiens ne se contentent pas des quarante otages qu'ils ont enlevés et qui appartiennent aux premières familles de la Haute-Saône et de la Côte-d'Or. Ils doivent en prendre autant que la flotte française fera de capitaines allemands prisonniers. Ce n'est pas tout. On a signifié aux familles que les otages répondront sur leur fortune des pertes causées à la marine marchande allemande.

Parmi les otages de la Haute-Saône arrivés à Brême le 14 décembre, pour y être internés, se trouve M. Xavier de Montépin, l'auteur bien connu des *Filles de plâtre* et d'un grand nombre de romans et de pièces de théâtre.

Le libéralisme prussien. — MM. Souplet, conseiller général, et Ch. Poette, rédacteur du *Guetteur*, tous deux conseillers municipaux de Saint-Quentin, ont été *enlevés* par les Prussiens à l'arrivée des Français.

Il faut croire que les habitants de Saint-Quentin ne sont pas aussi « *sages* » que ceux d'Amiens.

Grèce. — La Grèce vient d'avoir sa crise ministérielle. L'ancien cabinet ne pouvait se soutenir que moyennant une dissolution. Le Roi lui a refusé la dissolution, et un nouveau cabinet a été constitué comme suit : MM. Coumoundouros, président du conseil et ministre de l'intérieur; Cotostavros, ministre de la justice; Botzaris, ministre de la guerre; Sotiropulus, ministre des finances; Christopoulos, ministre des affaires étrangères; Pargyros, ministre de la marine et des cultes.

Petites nouvelles. — La place de l'Impératrice, à Lyon, vient de reprendre le nom de *place des Jacobins*, que lui avait enlevé le préfet **Waisse**. La légion des *vengeurs du Rhône* ne tardera pas à partir pour le théâtre de la guerre. Elle a, comme les mobilisés de la garde nationale, des compagnies d'artillerie et du génie. — La maréchale Bazaine vient d'accoucher d'un fils à Wilhemshœhe. Le nom de Bazaine ne périra donc pas!... Malheureusement pour ceux qui le portent, le nom de Metz ne périra pas non plus.

LUNDI, 19 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Voici, en quels termes, l'*Indépendance belge* expose la situation militaire à ce jour :

« Les opérations des l'armées allemandes continuent au midi de la Loire. Le corps qui occupait Montrichard, en quittant cette ville, ne s'est pas retiré au nord sur Pont-Levoy, comme le portaient les dernières dépêches, mais a avancé, au contraire, sur Loches au Sud, menaçant de là directement la ville de Tours. Il est donc à craindre que la panique qui s'était emparée de cette ville, après le départ du général Sol, et dont elle commençait à se remettre, grâce à l'énergie des autorités civiles, n'y ait éclaté de nouveau lorsqu'on y aura appris l'approche de l'ennemi.

» Pour le moment Tours est sans protection, à moins que le général Chanzy, qui s'est retiré de Beaugency sur Vendôme, ne puisse le couvrir par le nord. Peut-être est-ce pour ce motif qu'il a évacué Vendôme le 16 décembre.

» Nous pouvons sous peu nous attendre, soit à une retraite de l'armée du Nord, commandée par le général Faidherbe, soit à une nouvelle bataille dans les environs mêmes des lieux où s'est livrée celle du 27 novembre. En effet, les dépêches de Lille signalaient des concentrations de troupes à l'Est et au sud-est d'Amiens. Les Français ont poussé leur avant-garde jusqu'a Roye et Mondidier, leur quartier-général étant à Corbie. Les Allemands paraissaient avoir le gros de leurs forces à Chauny et à Clermont. Corbie est la première station en deçà d'Amiens, sur le chemin de fer du Nord ; Montdidier et Roye sont sur les routes d'Amiens à Compiègne et de Noyon : Chauny est dans la même direction, un peu à droite de Noyon, en amont sur l'Oise. Clermont est à quinze kilomètres de Creil. Ham, à vingt kilomètres au nord-est de Roye, paraît être retombé au pouvoir des Allemands.

» Les dernières sorties de la garnison de Langres et les opérations des francs-tireurs, favorisées par cette place, vont obliger les forces allemandes de la cerner. Cela résulte d'un article du *Moniteur prussien*. Chaque jour leur impose de nouvelles charges. *Aussi, des écrivains militaires commencent-ils à se demander comment l'Allemagne, malgré ses ressources militaires, pourra dompter la France si ses populations continuent à opposer à l'invasion une résistance aussi opiniâtre que celle qu'elles développent en ce moment.*

» Ce n'est pas une mince tâche que de conquérir tout le pays éventuellement jusqu'aux Pyrénées et aux deux mers, d'y garder la liberté de ses communications, d'enlever toutes ses forteresses et d'avoir en perspective, après le siége de Paris, ceux de Lyon, Lille, le Havre, Nantes, Bordeaux, Toulouse et Marseille. Aussi suggèrent-ils l'idée de s'arrêter à la Loire, d'enlever encore après Paris, Nantes et Lyon, d'achever la conquête des territoires au nord de ses positions et d'y attendre que la France, réduite de moitié, ou prenne l'offensive, ou souscrive aux conditions de paix que l'Allemagne croit devoir lui imposer. »

Nous avons signalé l'évacuation d'Amiens et les éloges que cette ville avait mérités des autorités prussiennes... pour sa bonne contenance devant l'ennemi.

Les Allemands ont aussi quitté Beauvais. Ils l'ont quitté avec tant de précipitation qu'ils ont dû laisser en gare deux cent cinquante mille francs de réquisitions, représentés par cent sacs de farine et trois cents d'avoine ; ils ont pris la précaution de recommander à la ville de ne point toucher à cette réserve, sous peine d'une amende considérable.

Paris. — Pas le moindre bruit... de bombardement de ce côté. Encore une déception donc au passif de nos seigneurs et maîtres les

Prussiens. Les pauvres diables, malgré leur triomphes de Metz et de Sedan, malgré les lauriers de tout genre dont ils se sont couronnés depuis le commencement des hostilités, sont tout désorientés. Ils ne savent plus que dire ni penser de Paris. Ils allaient l'affamer, ils allaient s'en emparer, grâce à la sédition. Ces moyens leur ont échappé. Ils ont alors inventé autre chose, plus fort encore, ils ont promis un petit bombardement... Mais ce moyen-là ne leur réussit pas mieux que les autres, du moins pour le moment. On annonce donc la remise de la fête à une quinzaine ou à un mois. Cet ajournement du bombardement est-il sérieux? N'est-ce pas Pâques ou la Trinité plutôt qu'il faudrait dire? Et n'ajourne-t-on pas « *ce spectacle militaire* » purement et simplement pour jeter de la poudre aux yeux de ces malheureuses familles allemandes, qui s'impatientent de la durée de la guerre et qui ne demandent qu'une chose : *la paix à tout prix?*

Ce qui a porté le désarroi des assiégeants à son comble, ce sont les impressions que les officiers prussiens, prisonniers un certain temps à Paris, et échangés ensuite, ont rapportées de leur séjour. Ces messieurs sont revenus stupéfaits de ce qu'ils ont vu, des dîners plantureux que leurs « *gardiens* » leur ont fait faire, de l'abondance de tout qui semble régner, et surtout de l'admirable esprit de résistance de la population. Ils ne tarissent pas sur la parfaite courtoisie et sur la générosité pleine de tact et de délicatesse avec laquelle on les a traités. Tout cela décontenance l'état-major prussien..... On ne bombarde pas gaiement des gens si aimables, et qui traitent si largement et si affectueusement leurs ennemis.

Attendons donc avec calme et confiance les moyens que le « génie allemand » va essayer pour se tirer de l'impasse où l'acculent la constance et le patriotisme des Parisiens.

Le général de Sonis. — On a beaucoup parlé de ce général depuis les combats qui ont eu lieu sous les murs d'Orléans.

Nous empruntons, en l'abrégeant, à la *Guienne*, cette notice sur ce brave général :

« Le général Gaston de Sonis appartient, par sa naissance, au département de la Gironde. Son père était commandant de place à Libourne. Lui-même suivit fort jeune la carrière des armes. Entré d'abord dans la cavalerie, il était depuis quinze ans en Afrique. Au commencement de l'année 1869, étant lieutenant-colonel et commandant du cercle de Laghouat, il dispersa, avec 450 hommes, près de 5,000 Arabes marocains rebelles, ce qui mit fin au soulèvement. A la suite de ce brillant fait d'armes, il fut fait colonel, et placé à la tête de la subdivision d'**Aumale**; il remplissait ainsi les fonctions de général lorsque, au mois d'octobre dernier, il fut nommé général de brigade.

» A l'époque de la guerre d'Italie, il prit part à la campagne, et eut un cheval tué sous lui dans une charge à la tête de l'escadron qu'il commandait. Vingt trois hommes seulement se retrouvèrent après cette charge, et il se releva presque seul du champ de bataille à travers le feu de deux cadres autrichiens sans avoir été blessé. « C'est, disait-il avec foi, c'est la Sainte Vierge qui m'a » protégé! »

» Lors de la déclaration de guerre à la Prusse, il demanda un commandement ; mais comme il possède à fond la langue arabe, chose précieuse pour traiter avec les chefs, sa demande ne fut pas agréée. Cependant, la guerre prenant des proportions alarmantes, il télégraphia à Tours qu'il voulait marcher à l'ennemi, dût-il quitter les épaulettes et se faire simple soldat. C'est alors qu'il a été nommé général de division et commandant du 17e corps.

» Voici maintenant l'homme privé et le chrétien. Il s'est marié, fort jeune, avec la fille de M. **Roger**, notaire à Castres (Tarn). Il n'a que quarante-six ans et il est père de dix enfants, qu'il élève dans ses fermes principes de chrétien fidèle.

» Trois de ses fils sont soldats. Le plus jeune n'a que seize ans ; l'aîné, fait prisonnier à la frontière, s'est évadé et s'est réfugié dans la citadelle de Bitche, où il lutte vaillamment contre l'envahisseur.

» Le général de Sonis a toujours placé la religion au premier rang, au-dessus de tout. Catholique fervent, d'une piété angélique, il prend part à toutes les bonnes œuvres.

» La dernière lettre qu'il écrivait d'Aumale, le 1er novembre dernier, porte l'empreinte d'une profonde tristesse ; on ne peut en faire la lecture sans être attendri.

» Il disait :

« Lorsque Dieu se mêle à donner des leçons, il les donne en maître. Rien ne manque à celle que » la France reçoit en ce moment.

» J'ai télégraphié à Tours pour marcher à l'ennemi ; je ne veux, à aucun prix, rester ici... Plutôt » mourir les armes à la main, en soldat ! »

« Et plus loin, après des considérations sur les hommes qui ont perdu la France :

« Pour nous, ne parlons pas ; mais demandons à Dieu qu'il ne nous quitte pas et de nous faire » la grâce de savoir mourir comme un chrétien doit finir, les armes à la main, les yeux aux ciel, » la poitrine en face de l'ennemi, en criant : Vive la France ! »

L'occupation prussienne à Dijon. — Voici ce qu'on écrit de cette ville sur les bienfaits de l'occupation prussienne :

« L'aspect de la ville est assez bizarre ; on ne sort que pour ses affaires, personne ne peut quitter sa maison ; le soir, pas une âme dans les rues ; un calme de mort, les portes des maisons ouvertes pendant toute la nuit, c'est exigé. Souvent les Prussiens viennent s'installer à votre domicile pendant que vous reposez ; on est tout surpris d'en trouver le matin, à son lever, une nouvelle nichée. Depuis six semaines, les cloches de nos temples sont muettes ; deux fois même nos églises ont été fermées par prudence.

» La question d'argent devient grave ; personne n'en a ; on ne paie plus les fonctionnaires depuis longtemps ; les fermes sont dévastées et pillées à plusieurs lieues à la ronde ; les valeurs mobilières ne servent à rien. Il est même impossible d'emprunter ; on prend tout à crédit. Les vivres sont hors de prix, le lait n'est plus que de l'eau de riz, et encore le vend-on un franc vingt-cinq centimes le litre ; toutes les vaches ont été mangées ; les œufs et les poulets sont un mythe. Nous n'avons plus de charbon et on nous menace de nous faire éclairer chacun nos portes, faute de gaz. »

Les ballons. — Les détails suivants sont extraits du *Progrès de Seine-et-Loire* du 19 décembre :

« Hier, à onze heures et quart, un ballon, venant du Nord, apparaissait au-dessus de la côte nuitonne et descendait rapidement pour atterrir.

» Traversant au-dessus des lignes prussiennes, justement près de Gevrey, quelques soldats bavarois se mirent à sa poursuite, coururent si bien et si fort que l'un d'eux, essoufflé et n'en pouvant plus, fut pris par les paysans et emmené prisonnier à Beaune, avec les aéronautes.

» Parti de Paris, hier dimanche, à cinq heures du matin, le ballon le *Davy*, monté par MM. **Chaumont**, aéronaute, élève de **Godard**, et le colonel **Gérard**, des francs-tireurs de la Seine, fut rapidement sur Dunkerque. A six heures, la marche était reconnue par les aéronautes, lorsqu'à ce moment un fort courant de l'Ouest les rejetait au-dessus de la Belgique, puis de l'Allemagne, et vers huit heures, ils étaient au-dessus du Rhin ; le vent se mit bientôt au nord, les

ramena vers la France, et la vallée du Rhin tout entière resta sous leurs yeux jusqu'à dix heur

» Un peu plus tard, les nuages se dissipèrent, et la Saône débordée leur apparut. Ils la prirent encore pour le Rhin, mais néanmoins ils résolurent d'atterrir et commencèrent à ouvrir la soupape. La descente fut rapide, les aéronautes évaluèrent la chute à huit cents mètres pour la première seconde, et, comme nous l'avons dit, à onze heures un quart ils jetaient l'ancre au-dessus de Fussy, village situé dans la montagne, près de Nuits. Le grappin ne prit pas solidement et le guide rope fut développé à son tour, mais sans plus de succès.

» Le ballon et la nacelle heurtaient violemment contre les rochers et les arbres. A ce moment, le colonel Gérard grimpa dans les cordages et ouvrit en plein la soupape ; le ballon s'affaisa, la nacelle, heurtant un rocher, fut culbutée, et l'aéronaute Chaumont, précipité de huit à dix mètres de haut, tomba dans une terre labourée, sans éprouver heureusement aucun mal. Des paysans accourus purent enfin mettre le pied sur l'ancre qui s'accrocha dans la terre et arrêta net l'appareil.

» Les habitants de Bouillaut, de Fussy, de Savigny et d'autres localités accueillaient les aéronautes, les aidant à charger leurs appareils et dépêches et les amenaient bientôt à Beaune.

» Le *Davy* était porteur de sacs contenant quarante mille lettres de Paris et de dépêches pour le gouvernement de la défense que M. le colonel Gérard, après deux jours de repos, portait à Bordeaux par un train spécial. »

Les prisonniers français à Mayence, Coblence et Cologne. Rapport d'un ex-médecin en chef de l'hôpital militaire du Gros-Caillou. — « Des détails navrants ayant été donnés par des journaux anglais sur la situation des prisonniers français aux bords du Rhin, quelques personnes de la colonie française, à Bruxelles, se sont empressées de rassembler, au moyen d'une souscription, une somme qui atteint le chiffre approximatif de vingt-deux mille francs. Le docteur Worms, l'un des principaux souscripteurs, s'engagea à aller lui-même et à ses propres frais répartir les secours.

» Nous donnons, dit l'*Indépendance belge*, le rapport qu'il a fait à ses souscripteurs ; à ce rapport est annexé le compte rendu des secours qui ont été distribués, tant en argent qu'en nature, dans les villes de Cologne, Coblence et Mayence. Le reliquat, à peu près cinq mille francs, a depuis été réparti entre les prisonniers internés à Landshut, Ulm, Ingolstadt et Rastadt :

« Chers souscripteurs,

» Je viens vous rendre un compte succinct de ce qu'il m'a été possible de faire dans l'intérêt de notre œuvre commune, le soulagement des prisonniers français à Cologne, Coblence et Mayence. Parti le 29, je ne me suis arrêté à Cologne que juste le temps nécessaire pour prendre près de M. **Dohlstadt**, dont la charité est proverbiale dans cette ville, les renseignements urgents relativement aux besoins de nos compatriotes, au prix de revient des objets de vêtement et de chaussure, et aux sources où on peut les puiser.

» Dès mon arrivée à Coblence, je me suis rendu chez le général commandant, M. **de Wedel**, en compagnie de M. le banquier **Sclignon**, chef du comité local de secours. Le général, dont j'avais entendu citer la bienveillance et l'humanité avant d'en avoir acquis par moi même des preuves nombreuses, me donna toutes les autorisations et voulut bien me demander de lui soumettre les observations que me suggérerait ma visite.

» M. le docteur **Gorgens**, aumônier des prisonniers, qui déploie, pour améliorer leur situation,

une ardeur infatigable, se fit mon guide pendant tout mon séjour et me conduisit d'abord au camp de Saint-Pierre, où quinze mille hommes sont logés dans de bonnes barraques munies de poêles ; sur la route, je rencontrai une nombreuse troupe de prisonniers qui allaient, sous la surveillance de quelques soldats, chercher du bois et de l'eau, et je fus péniblement affecté en voyant parmi eux plusieurs hommes dont la figure hâve et ématiée impliquait beaucoup plus le besoin d'un lit et des secours de l'art que l'aptitude à de telles fatigues. Ce fait accusait l'insuffisance des médecins étrangers, très-jeunes et peu nombreux, attachés au camp. Mais déjà le jour suivant, un médecin militaire supérieur prussien était désigné pour diriger le service. Huit barraques avaient été exclusivement réservées pour la réception des malades que j'ai tous individuellement visités et gratifiés d'argent et de tabac à leur grande joie, ainsi qu'à celle des admirables sœurs de Saint-François, qui les entourent d'une sollicitude toute maternelle. C'est à vous surtout qu'il me faut rapporter les bénédictions dont par tout mon voyage je me suis vu combler par les pauvres prisonniers valides et malades.

» Dans deux salles, j'avais constaté une odeur infecte et insisté pour qu'il fût paré de suite à ce danger ; je revins le lendemain et pus me convaincre qu'il avait cessé d'exister. Le camp de la Chartreuse, que je parcourus ensuite, ne laisse rien à désirer que des vêtements et des chaussures en rapport avec la rigueur de la saison et du climat ; le régime alimentaire du soldat prussien ne comporte qu'un repas à midi, et dès l'abord il avait été le même pour les prisonniers ; mais, averti de l'insuffisance de cette alimentation pour les Français, le général avait prescrit une bonne soupe le soir et s'était rendu lui-même au camp pour en constater la qualité ; un peu avant de partir, j'écrivis à M. de Wedel pour le remercier à la fois de son bon accueil et de sa touchante sollicitude pour nos malheureux soldats, et je reçus quelques instants après une note de sa main où il se disait heureux de pouvoir m'annoncer pour eux un envoi de cent manteaux et de deux mille paires de bottes, et ajoutait que, prenant en considération la demande que je lui avait faite, il venait d'écrire pour faire venir de Metz et de Strasbourg les guêtres qui y étaient en magasin et qui pourraient servir à garantir les jambes des prisonniers.

» A Mayence, où j'ai obtenu, non sans quelque hésitation de S. Exc. le prince **de Holstein**, gouverneur, l'autorisation de tout visiter, j'ai trouvé un état de choses beaucoup moins consolant et une très-grande mortalité; — la charité privée, ailleurs si active et si pleine d'initiative, y semble intimidée; on n'y trouve pas une de ces nobles sœurs de charité qui avaient fait à Cologne et à Coblence l'objet de mon admiration. En compagnie de MM. le chanoine **Haffner**, l'abbé **Rolleshausen** et de l'abbé **Strub**, aumônier des prisonniers (auquel l'administration ne fournit point, comme à son collègue de Coblence, une voiture pour lui faciliter ses pénibles fonctions), je me rendis au camp de Sternberg, occupé par une vingtaine de mille hommes, dont mille étaient encore sous la tente, mais n'ont pas à y rester longtemps. Je distribuai des secours en argent aux plus nécessiteux, et je suis heureux de dire que j'ai été noblement secondé dans cette tâche par des hommes de la landwehr qui les gardaient.

» Je remarquai avec une pénible surprise qu'il n'existait là aucun établissement hospitalier et que beaucoup de prisonniers gravement malades étaient forcément laissés dans les barraques, faute de place dans les hôpitaux militaires prussiens, qui sont pleins. On me dit que les hôpitaux appartenant à la ville s'étaient offerts à en prendre, mais que cette offre avait été déclinée. Je fus frappé, en outre, de voir que le repas des prisonniers n'était pas préparé au camp, mais apporté de la ville en voiture, d'où il suit que la distribution qui commence à midi n'est terminée qu'à la nuit.

» Je suis allé ensuite parcourir les forts et leurs casemates, ainsi que les diverses casernes où sont détenus les Français. J'ai parlé à chacun d'eux, non sans leur laisser des moyens d'adoucir leur position, qu'ils supportent avec résignation.

» A la caserne du duc **Guillaume** seulement ils se sont plaints des paillasses qui leur servent de couches, me disant que la paille n'y avait pas été renouvelée depuis 1866, et renfermait des hôtes qui les privaient du sommeil. Quant aux hôpitaux militaires prussiens que j'ai tous visités, et où j'ai été reçu avec des transports de joie par nos malades, ils y sont confondus avec les soldats allemands et y jouissent du même traitement. J'espère ne pas m'être montré infidèle à l'esprit de la mission que vous m'avez confiée en faisant aux malades de l'armée allemande une petite part dans vos libéralités.

» A Cologne, que j'avais laissée pour la fin, il n'y a d'autre besoin que celui de vêtements et de

chaussures pour les prisonniers valides. La charité des dames de la ville a établi plusieurs ambulances, où les malades jouissent de soins incessants et d'une véritable abondance.

» Quant aux hôpitaux militaires, ils sont dirigés et entretenus avec une excellence dont je n'avais vu encore d'exemple. C'est surtout à l'hôpital de Kalk, qui reçoit les malades du camp, que j'ai pu constater des arrangements et des soins remarquables.

» Au milieu de toutes les misères dont j'ai eu le douloureux spectacle, j'ai trouvé une grande consolation dans les preuves incessantes de la bienveillance et de la charité de toutes les classes de la population allemande à l'égard de nos prisonniers, et en voyant ces sentiments partagés par le plus grand nombre des soldats chargés de les garder.

» WORMS,

» Médecin principal de 1re classe en retraite et ex-médecin en chef de l'hôpital militaire du Gros-Caillou de Paris. »

La délégation à Bordeaux. Son installation. — Le *Siècle* publie les détails suivants sur l'installation de la délégation gouvernementale à Bordeaux :

« Le ministère de l'intérieur a pris possession de l'hôtel de la préfecture.

» Les bureaux du ministère de la guerre se sont installés à l'Hôtel de ville, dans les appartements que jadis M. **Brochon** avait fait préparer pour recevoir la famille impériale.

» M. **de Freycinet**, délégué du ministre, aura son cabinet du côté de la rue Rohan, sur le jardin.

» Un bureau télégraphique est installé dans une pièce adjacente.

» M. le général **de Loverdo**, directeur du personnel, aura également ses bureaux au rez-de-chaussée de l'Hôtel de ville.

» M. **Crémieux** a loué, pour son logement particulier, la maison n° 21 de la rue Esprit-des-Lois. — Dans la même rue, au n° 20, se trouvent les bureaux du ministère de la justice.

» Les autres services se placeront dans les locaux que nous avons déjà indiqués hier.

» Le bureau central des télégraphes et le cabinet de M. **Steenackers** sont établis au rez-de-chaussée de la préfecture, à côté de l'ancien commissariat central.

» Nous croyons savoir, dit la *Gironde*, que M. **Glais-Bizoin** a accepté un appartement qui lui a été offert par M. le docteur **Guépin**.

» Lord **Lyons**, ambassadeur d'Angleterre est logé à l'*Hôtel de la Paix*.

» L'*Agence Havas*, suivant la délégation gouvernementale, a transféré son siége à Bordeaux, allée de Tourny. »

Les malheurs de la France et les Français expatriés. — Les malheurs de la patrie ont un douloureux retentissement dans les pays les plus lointains. Les populations françaises des États-Unis, du Canada et de l'Amérique du Sud, se sont déjà émues et cotisées pour venir à notre aide. Mais c'est la Californie qui montre encore le plus de zèle et la plus grande douleur patriotique. Dernièrement, la population française de Chicago envoyait l'expression de ses vœux et de ses angoisses et en même temps un secours en argent considérable. Voici maintenant ce que l'on écrit de San-Francisco, à la date du 15 novembre, à l'*Indépendance belge* :

« Notre population française montre une admirable activité afin de prouver combien est profond son dévouement pour la cause nationale. Les dons volontaires, les souscriptions volontaires, les loteries, les concerts et jusqu'aux sermons, tout marche avec un magnifique entrain pour venir au secours des blessés, pour aider au départ des volontaires, pour contribuer aux dépenses de la guerre. Notre petite colonie française a déjà envoyé à la mère-patrie près de sept cent mille francs, et de nouveaux envois se préparent. Dès aujourd'hui, ils seront surtout destinés à la continuation de

la guerre. Car l'opinion française est ici pour la lutte à outrance. Il y avait beaucoup d'impérialistes; l'indignation et le mépris ont rendu tout le monde républicain.

» A la nouvelle de la trahison de Metz, l'exaspération publique a été portée à son comble. Dans un meeting où toutes les anciennes opinions étaient représentées, l'acte de **Bazaine** et l'homme lui-même ont été qualifiés en termes tels que je n'oserais les reproduire. Enfin, on a signé une adresse au gouvernement qui se termine ainsi :

« Pas d'armistice, pas de paix, pas de cession de territoire ! Guerre à mort !

» La République ne peut périr. Vive la France, vive la République. »

« Le comité central de la Californie vous envoie cette semaine cinquante mille francs pour la défense nationale. »

On remarquera, — et c'est un détail qui a son prix, — que les Français résidant à l'étranger, et qui, partant, sont plus ou moins désintéressés dans les luttes et les divisions de partis, soucieux avant tout de l'honneur et du salut de la France, opinent généralement pour la résistance à outrance. C'est un témoignage d'adhésion à la politique du gouvernement de la défense qui en vaut bien d'autres.

Et nunc erudimini... — Voici une petite nomenclature que les souverains devraient avoir sans cesse sous les yeux. C'est la liste des princes qui ont été dépossédés de leur trône. On verra qu'elle est assez fournie. Telle qu'elle est, il y a cependant encore de la marge :

« Le prince **Gustave Wasa** de Suède (1809); le comte **de Chambord** (12 août 1830); le duc **Charles de Brunswick** (17 septembre 1830); le comte **de Paris** (24 février 1848); le duc **Robert de Parme** (1859); le grand-duc **Ferdinand de Toscane** (1860); le duc **François de Modène** (1860); **François II**, roi de Naples (13 février 1861); la veuve du roi **Othon** de Grèce (24 octobre 1862); le duc **Adolphe de Nassau** (1866); le roi **Georges de Hanovre** (1866); l'Électeur de Hesse (1866); la princesse **Charlotte**, impératrice du Mexique (1867); **Isabelle**, reine d'Espagne (1869); l'empereur **Napoléon** (1870). »

Espagne. Protestation contre l'élection d'un Roi. Prochaine entrée d'Amédée Ier. — Après Isabelle II, voici don Carlos, qui proteste à son tour contre l'élection du duc d'Aoste au trône d'Espagne, comme une usurpation contraire à ses droits héréditaires et aux intérêts du peuple sur lequel ses aïeux ont régné. Parmi les griefs allégués, figure « l'outrage » fait par les Cortès « à la foi de l'Espagne en allant chercher pour roi le fils de celui qui a offensé le catholicisme et la chrétienté tout entière dans la personne de son saint et auguste chef, Pie IX, le vicaire de Jésus-Christ sur la terre. »

C'est vers la Noël que le nouveau roi fera son entrée dans son royaume, et ce sera, au nouvel an, lors de la réception du corps diplomatique, qu'il exercera pour la première fois les fonctions royales. Grand bien lui fasse et à l'Espagne !...

Les rimes et les plaisirs de l'émigration bonapartiste. — Pendant que la France combat et meurt pour sauver son honneur et sa dignité, l'émigration bonapartiste hante les théâtres et les lieux de réjouissance en Suisse, en Angleterre, et en Belgique. Cer-

tains, comme M. HUGELMANN, trouvent même le temps de rimer des compliments à une beauté septuagénaire.

Voici, en effet, les rimes que le rédacteur si grave et si sérieux de la *Situation*, vient de consacrer à la célèbre Déjazet..... et par raccroc, à Paris :

A DÉJAZET.

Hier, j'ai revu mon Paris :
Le Paris des fêtes joyeuses,
Des baisers donnés ou surpris,
Et des faiblesses généreuses ;
Le Paris des courages fiers,
De l'esprit et des vers faciles,
Où les yeux noirs ont des concerts
Pour les cœurs à l'amour habiles ;
Le Paris qui n'aime dormir,
Que sur des fleurs fraîches écloses ;
Mais qui, pour se battre et mourir,
A désappris toutes ces choses.
Déjazet, c'est en t'écoutant,
Que j'ai retrouvé la patrie ;
Et, quand les ailes de ton chant
Ont touché mon âme attendrie,
Tous les souvenirs d'autrefois,
En envahissant ma mémoire,
M'ont fait oublier les abois
Auxquels succombe notre histoire.
Nul danger ne pesait sur nous ;
La France était puissante et libre ;
Béranger, l'amant peu jaloux,
De Frétillon cherchait la fibre ;
Et, pour lui plaire, cette enfant,
Sérieuse et folle à ses heures,
Fredonnait, tout en s'habillant,
Ses chansons toujours les meilleures.
Les temps ont fui du *Vieux drapeau*,
Du *Sergent* et du *Champ d'asile*,
Où ton jupon comme un rideau,
Cachait encor l'amour facile?
Non ! Ils sont là ; c'est toujours toi :
Voix fraîche et regard qui pétille.
Tout, du temps, a subi la loi,
Excepté ta taille gentille,
Excepté tes doigts constellés,
Roses, sur un pommeau d'épée,
Comme des becs d'oiseaux ailés,
Qu'on voudrait prendre à la pipée,
Excepté ton rire et ta voix,
Et ton front aristocratique,
Et ton pied, que des fils de Rois
Ont chaussé de la mule antique.
C'est toujours le charmant fripon,
Richelieu, Lauzun, Létorières,
Qui vous chiffonne sans façon
La batiste des boutiquières ;
Mais qui, pour tomber à genoux,
Devant la duchesse orgueilleuse,
A trouvé des accents si doux
Que la vertu même est songeuse.
Tes lèvres, gardant leur carmin,
Pour la main blanche de Soubise,
N'ont pas oublié la Grévin
Que ta hardiesse scandalise ;
Et cependant, pleine d'amour,
Voici ta chaste fiancée,
Qui serait prête à mourir, pour
Finir la chanson commencée.
Hélas! quand le entendrons-nous,
A Paris, ces chants de conquêtes?
Hélas ! quand le retrouverons-nous
Le temps d'orner de fleurs nos têtes ?
Hélas ! quand verrons-nous encor
S'incarner dans d'autres jeunesses,
Ce talent, qui fut le trésor
Du cher Paris de nos tendresses?
Je pleure, rien qu'en y pensant,
Sur ces beautés évanouies,
Sur ce cortége éblouissant
De grâce et de splendeurs enfuies ;
Et, cependant, un juste orgueil,
Compense ma douleur profonde ;
C'est que, dans sa robe de deuil,
Il est encore le Roi du Monde.
Nous le reverrons quelque jour,
Plus fier, plus charmant, plus aimable,
Prêt à sourire à ton retour,
Comme s'il eût été coupable ;
Mais nous le saluerons bien bas,
Ce Paris, en qui l'on espère,
Pour rendre, après ses fiers combats,
La joie et l'amour à la terre ;
Car, sublime comme il fut beau,
Achille comme il fut Icare,
S'il pouvait descendre au tombeau,
L'Humanité perdrait son phare !

C. H.

MARDI, 20 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Les événements militaires sont nuls. Nous donnerons donc la parole aux stratégistes. Voici ce qu'écrit l'un d'eux touchant le projet que l'état-major allemand aurait adopté de restreindre le champ des opérations militaires, projet que nous avons déjà indiqué hier. C'est la correspondance WILLEM MEYER qui parle :

« Une grande résolution stratégique paraît avoir été prise à Versailles : celle de limiter l'occupation de la France, aux départements actuellement occupés, de se retrancher dans ces positions et d'attendre la capitulation de Paris. Les mouvements des armées allemandes se borneraient donc désormais à former d'abord les lignes de défense qui ont été arrêtées et à échelonner ensuite les troupes du Sud et celles du Nord, de telle sorte que ces lignes soient infranchissables aux Français.

» Il y aura deux grandes lignes. La principale, celle du Sud de Paris, s'étendra de Nantes à Dijon, en traversant Angers, Bourges et Nevers. L'autre, la ligne du Nord, reliera Rouen à Metz, par Noyon, Laon, Reims et les forteresses frontières.

» Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour se rendre immédiatement compte de la valeur stratégique de cette mesure. Elle vaudra d'abord aux Allemands une plus grande concentration de leurs forces, trop éparpillées dans ces derniers temps et offrant à l'ennemi, avec des fronts d'attaque plus développés, des profondeurs moindres et souvent insuffisantes. L'évacuation de Laon dans le Nord, et les défaites partielles des Mecklembourgeois dans le Sud ont été le résultat de ces éparpillements. Le même mouvement fortifiera aussi la ligne d'investissement de Paris, laquelle se trouvera définitivement doublée au Nord et au Sud non plus seulement par des corps en marche, toujours exposés à se voir couper l'un de l'autre, mais par des cantonnements retranchés, reliés entre eux par de solides cordons de défense. Enfin, en y regardant de près, la stratégie que j'indique produira un véritable état de blocus militaire des forces françaises. Dans le Nord, ce blocus sera complet; les armées de la République, au Nord et à l'Ouest d'Amiens, vont se trouver circonscrites entre la ligne de Rouen à Laon et les garnisons allemandes des forteresses du Nord. Ces armées seront ainsi isolées du reste de la France; elles seront confinées dans le triangle dont Lille est le centre, et comme elles ne pourront en sortir qu'en faisant une double trouée à travers le corps de Manteuffel, qui aura son quartier-général à Rouen, et la ligne du siége de Paris, elles seront absolument neutralisées pour le restant de la campagne.

» Les armées françaises du Sud seront moins gênées dans leurs mouvements. Elles pourront s'appuyer fortement sur Bordeaux, et tenter de rompre la ligne d'occupation du Sud; mais elles y trouveront les Allemands toujours en forces supérieures, car, indépendamment de l'ancienne armée de Metz, qui forme sur ce point le noyau de ces forces, l'état-major de Versailles y a rassemblé le corps entier des Bavarois du général von der Tann, celui du duc de Mecklembourg-Schwerin et une bonne partie de l'armée du prince royal de Prusse.

» Toutes les marches et contre-marches, l'évacuation par exemple d'Amiens, la retraite de Manteuffel sur Montdidier, le mouvement tournant qui se fait à Bourges, toutes ces manœuvres qui seraient inexplicables, si on se bornait à les étudier chacune séparément, deviennent claires en présence du plan que j'indique. Il s'agit, en somme, pour les Allemands de se fortifier dans l'empire qu'ils occupent, de défendre ainsi leur ligne de siége, et d'attendre ensuite, dans leurs cantonnements, la reddition de Paris. Il a fallu pour cela rentrer les angles des surfaces occupées et réduire ces surfaces : tout le mystère des derniers mouvements s'explique par ces nécessités. »

L'état-major propose, Dieu dispose. Nous verrons si la suite des événements permettra aux Prussiens de suivre leurs plans. Ce n'est pas la première fois qu'on nous parle de former une seconde ligne d'investissement autour de Paris. Cette seconde ligne a même déjà existé en

partie. Seulement, les faits militaires du commencement de ce mois n'ont pas permis à l'armée prussienne de la maintenir, et la retraite si solide et si calme du général Chanzy a forcé l'ennemi à sortir de ses positions et à élargir considérablement son cercle d'opérations. Or le général Chanzy est toujours là. Chaque jour de délai, chaque jour de combat aguerrit et fortifie ses troupes. Attendons un peu, et nul doute que l'armée de la Loire ne force de nouveau l'ennemi à modifier ses plans, peut-être même de changer sa position... de vainqueur contre celle de... vaincu.

Le seul fait de guerre de la journée : Nuits aurait été repris par les Badois. Le prince Guillaume de Bade a été *légèrement* blessé à la joue.

Les Prussiens ont en partie évacué la Normandie, qu'on va garantir contre un nouveau coup de main de leur part.

Le nouveau point noir. — L'incident du Luxembourg continue à occuper singulièrement les journaux anglais. L'espace nous manque pour faire l'inventaire des nombreuses appréciations auxquelles la note de M. de Bismark donne lieu dans la presse de Londres. En somme, ce qui nous paraît ressortir de l'ensemble de ces discussions et surtout de la vérité des faits, c'est que le chancelier n'a, *pour le moment*, aucun dessein arrêté sur le grand-duché. Il s'est borné à secouer les entraves que la neutralité du Luxembourg opposait à certaines mesures stratégiques du général DE MOLTKE.

Il en résultera peut-être une occupation temporelle du pays, par quelques corps prussiens, mais le côté politique de l'affaire, c'est-à-dire la question de l'annexion, reste réservée. Elle fera probablement partie des discussions européennes qui vont s'ouvrir à Londres.

Le libéralisme prussien. — Nous voudrions bien voir si quelqu'un, en France, nous parlera encore du libéralisme prussien après la guerre. Ce libéralisme, jadis si célèbre dans certains milieux, vient de s'affirmer par de nouveaux exploits. Nous avons signalé le courage, l'énergie, avec laquelle les députés socialistes ont protesté contre la continuation de la guerre après la honteuse chute de l'Empire à Sedan. Nous avons dit les théories si sages et si humanitaires que ces membres de l'extrême gauche avaient développées, malgré les clameurs et les huées, qui, à certains moments, couvraient leur voix. Tant de courage et tant d'indépendance ne pouvaient rester sans récompense dans un pays aussi libéral que la Prusse. Trois de ces fiers et hardis champions du droit, MM. BEBEL, LIEBNECK et HEPNER, viennent donc d'être arrêtés. On les accuse de haute trahison.

S'ils avaient préconisé les boucheries actuelles et le génie de M. DE BISMARK, on n'aurait su de quelles faveurs les combler... Mais ils ont fait l'éloge de la paix et maudit les guerres fratricides, il n'y a pas de châtiments qu'ils ne méritent!... Voilà pourtant ce qu'on appelle la justice... humaine!

A quand donc table rase de ces mensonges et de ces préjugés?

Campagne de l'armée de la Loire. Un épisode. — L'armée de la Loire a perdu beaucoup de monde dans les derniers engagements. Les Allemands sont un peu dans le même cas. Voici ce qu'on écrit à ce sujet au *Daily Telegraph :*

« Il nous arrive de tristes nouvelles au sujet des blessés français et allemands à Beaugency. Une foule de soldats blessés dans les batailles entre le grand-duc et **Chanzy** sont positivement morts de faim. On en a transporté à Beaugency, qui gisaient à demi noyés dans leur sang depuis trois jours et trois nuits, sans avoir rien eu à manger, sans avoir eu même une goutte d'eau. Tout l'argent possible ne saurait acheter des aliments à Beaugency ou dans les villages près de cette ville; cent soixante soldats grièvement blessés sont là, dans la cave d'un couvent d'Ursulines; il y en a autant dans le petit théâtre. Chaque maison contient de six à douze malheureux; mais il n'y a qu'un seul chirurgien pour soigner sept cents blessés. La puanteur dans la plupart des maisons est horrible, la gangrène et la pourriture sont partout, et la plupart des malheureux blessés sont en partie décomposés avant de mourir.

» La petite ville a été bombardée pendant un court espace de temps; un triste épisode m'a été raconté à ce sujet. Un gentilhomme français, du voisinage, un véritable serviteur de la Croix, celui-là, quoiqu'il n'en portât pas l'insigne, avait offert ses services comme infirmier et pour transporter les blessés. Pendant les combats, il avait bravé le feu le plus terrible en emportant dans ses bras des blessés des deux nations; entre autres un soldat prussien, qu'il soigna, avant la prise de la ville, dans un hôpital improvisé dans une maison particulière.

» Debout à côté du lit de son ennemi blessé, le Français lui donnait à boire, quand tout à coup une bombe perça le mur du dortoir et fit explosion. Les fragments ne firent aucun mal au blessé, mais ils emportèrent les deux jambes du brave et noble Français, qui tomba pour ne jamais se relever.

» Le blessé prussien réussit à sortir en chancelant de son lit, et chercha à étancher le sang de son bienfaiteur. On le trouva pleurant comme un enfant accroupi à côté du cadavre. Peut-il y avoir une mort plus glorieuse? »

Les ballons. — Le ballon *Parmentier* est tombé, le 16, dans le département de la Marne, au beau milieu des Prussiens. Mais plus heureux que leurs confrères qui ont atterri dans le duché de Nassau, les aéronautes ont pu sauver les dépêches officielles et les pigeons. On sait également qu'un autre ballon, le *Davy* a opéré sa descente avant-hier dans le département de Saône-et-Loire. On va donc avoir des nouvelles sûres et officielles de Paris. C'est fort heureux, car l'exagération et la malveillance propageaient déjà les bruits les plus sinistres. Entre autres choses effroyables, on racontait qu'une nouvelle émeute avait ensanglanté la grande ville, que BLANQUI était tué et que FLOURENS était blessé et prisonnier. Il va sans dire que le télégraphe, à même d'être bien renseigné par les voyageurs du nouveau ballon, a déjà démenti ces sombres rumeurs, dont il est facile de deviner le *but* et la *source*.

Les prisonniers français en Allemagne. — Le nombre

des prisonniers français, non blessés, détenus en Allemagne, s'élevait, d'après le *Moniteur prussien*, le 28 novembre, avant les combats de la Loire, à 303,842 hommes et 15,253 officiers.

Quarante notables, qui ont été enlevés en France comme otages des capitaines de navires marchands allemands faits prisonniers de guerre par le gouvernement français, sont arrivés le 14 à Brême, lieu de leur internement. Ils étaient sous l'escorte d'un officier et accompagnés de personnes de leur famille et de leurs serviteurs.

La correspondance des 320,000 prisonniers français internés en Allemagne donne à l'administration des postes une besogne énorme. Les envois d'argent aux prisonniers s'élèvent, pour la dernière semaine seulement, à la somme de 375,000 francs.

Espagne.—Il fallait un roi à tout prix!... On l'a et les choses n'en vont pas mieux pour cela.

Les nouvelles de Madrid sont toujours peu favorables à la nouvelle monarchie, et l'on prête au général Prim, en présence de diverses manifestations qui ont déjà eu lieu, l'intention de désarmer la milice citoyenne. Cette mesure ne serait certes pas de nature à ajouter à la popularité du nouveau souverain.

Popularité de la guerre en Allemagne. — A Aix-la-Chapelle, comme à Cologne, des troubles sérieux ont eu lieu à l'occasion de l'appel sous les armes des hommes de la landwehr, de quarante ans. Là aussi, on a eu recours aux militaires pour rétablir l'ordre et faire exécuter les ordonnances du gouvernement.

L'émigration française en Belgique. — L'émigration française, à Bruxelles, compte beaucoup de grandes dames bien connues dans le haut monde parisien. On cite, entre autres, parmi ces illustres émigrées, Mesdames la princesse de Beauveau, la duchesse de Castries, la comtesse Walewska, la comtesse Aguado, de Gosselin, et plusieurs autres célébrités du grand et du demi-monde bonapartiste et légitimiste... Le commerce bruxellois n'a jamais été à pareille fête !...

Le succès du Drapeau. — Le noble organe du noble Cassagnac père, le *Drapeau*, a voulu opposer une contre-protestation bonapartiste aux protestations anti-napoléoniennes que publie l'*Indépendance* et qui sont signées par des milliers d'officiers français internés en Allemagne. Cette tentative du Cassagnac a eu un grand et légitime succès ; après quelques jours d'efforts, il a obtenu *une* signature d'un officier qui dit se porter garant pour quatre de ses collègues dont il donne les noms... et déjà l'un de ces quatre proteste qu'il ne s'est nullement associé à la manifestation.

Les victimes de la guerre. — L'Allemagne paie chèrement ses victoires : toute sa jeunesse est moissonnée cruellement. On cite par vingtaine les régiments qui ont perdu presque tous les officiers par lesquels ils étaient commandés au début de la guerre. De la garde royale, c'est à peine si quelques-uns des colonels partis de Berlin sont encore vivants. Le ministre des affaires étrangères de Wurtemberg a eu ses deux fils tués dans la dernière affaire. Une division bavaroise a perdu en trois jours douze cents hommes et quarante-huit officiers. Un bataillon bavarois a eu, en deux jours, trois cent vingt hommes hors de combat, et il appartient à un régiment qui, depuis la guerre, a perdu soixante-deux officiers et n'en conserve que trois de tous ceux qui le commandaient au départ, etc.

Petites nouvelles. — M. **Frédéric Reitlinger**, secrétaire de M. **Jules Favre**, qui est parti de Paris en ballon, il y a six semaines, est arrivé à Londres. Il vient de Vienne, où il a passé quelques semaines. Après son arrivée, il a eu une entrevue avec lord **Granville**, et hier il a dîné chez le ministre du Foreign Office, où se trouvait aussi M. **Gladstone**. — M. d'**Hendecourt**, qui vient d'être envoyé en mission par ballon par le général Trochu, avait un frère qui était attaché à la personne de Napoléon III en qualité d'officier d'ordonnance. Se trouvant à Sedan et voyant la débâcle de l'armée française, n'en pouvant plus de colère et de dépit, il se détacha de l'état-major impérial, et se fit littéralement tuer en chargeant avec la rage du désespoir. — M. **Raimbaut**, l'écuyer célèbre, dont le cheval sauva jadis la vie à l'empereur de Russie, se fixe définitivement à Bruxelles. M. Raimbaut a une partie de sa fortune engagée dans les charbonnages belges. Les événements actuels lui permettront ainsi de soigner ses intérêts de plus près... Tout est bien qui finit bien. — Le *Journal de l'Ain* annonce que trente-deux religieux de la Trappe de Dombes ont quitté leurs travaux, justement admirés, de défrichements, pour s'enrôler dans la garde mobilisée de l'Ain. La compagnie du canton de Chalaumont en compte vingt-trois, qui sont des modèles de dévouement et de bravoure sous le drapeau. — D'après certains on dit, les Prussiens brûleraient à Versailles une partie de leurs morts. — Mme **Doche**, Mlle **Fargueil**, Mlle **Cellier**, **La Ferrière**, les frères **Lyonnet**, etc., sont actuellement à Bordeaux.

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le corps d'armée, commandé par le grand-duc de Mecklembourg, continue sa marche en avant, dans la direction du Mans, par les routes de Châteaudun au nord, Epuisay et Saint-Calais au centre, Château-Renault, au sud.

Pour le moment, les colonnes qui suivent la route de Saint-Calais sont les plus en avant. Le 18, elles ont continué à poursuivre les Français sur Epuisay, après les avoir vaincus, à Droué. Celles qui forment l'aile droite ont livré le 17 un combat près de Poislay et La Fontenelle. Elles en sont également sorties à leur avantage, au dire d'un télégramme de Versailles. L'aile gauche ne s'est mise en marche de Vendôme sur

Château-Renault que le 19 décembre. Poislay et La Fontenelle sont des villages à vingt kilomètres à l'ouest de Châteaudun. Chateau-Renault est à vingt-cinq kilomètres au sud de Vendôme, à mi-chemin de cette ville à Tours.

Aux environs d'Amiens, il y a eu un premier choc entre les forces françaises du Nord, reconstituées après la bataille de Villers-Bretonneux, et l'arrière-ligne des troupes allemandes commandées par le général de Manteuffel. Deux bataillons de la division Paulze d'Yvoy, abordés par une reconnaissance de 2,500 hommes, sortie d'Amiens avec de l'artillerie, l'ont repoussée. Les morts sont restés aux mains des Français. L'affaire n'a pas eu grande importance ; il n'y a eu de part et d'autre qu'une dizaine de tués et de blessés, mais elle prouve que l'armée du Nord n'est pas aussi dispersée que les télégrammes allemands l'avaient annoncé après l'occupation d'Amiens, et que, pour obtenir sa dispersion, une seconde et grande bataille devra du moins être livrée. Les Allemands s'y préparent. Surséant à leur mouvement sur le Havre, ils ont concentré 2,500 hommes de troupes à Montdidier, où se trouvait également le centre de leurs forces à la bataille du 27 novembre.

Nous sommes par continuation sans informations précises, tant de la part des Allemands que des Français, sur leurs opérations au midi de la Loire, du côté de Gien, Briare, Bourges, Vierson, Montrichard et Tours.

La légion lyonnaise a beaucoup souffert à la reprise de Nuits. Le colonel Cellér a été grièvement blessé.

Angleterre. Démission de M. Bright. — M. Bright vient de donner sa démission de membre du cabinet anglais. Les sollicitations que le président du *board of trade* avait reçues à diverses reprises de ses collègues, et particulièrement de M. Gladstone, l'avaient seules empêché jusqu'ici de prendre une mesure qu'il considérait comme indispensable au rétablissement de sa santé.

D'après une version accréditée à Londres, le véritable motif de la retraite de M. Bright aurait été son désir de voir l'Angleterre intervenir en faveur de la France, au besoin par la force. L'assertion est des plus invraisemblables, mais ce qui n'est pas contestable, c'est que dans les classes populaires, les sympathies de l'Angleterre, prépondérantes pour l'Allemagne au début de la guerre, *se reportent de plus en plus sur la France*, et ce mouvement s'accentue encore à mesure que la presse fait ressortir les difficultés que le vainqueur rencontre à achever sa tâche et à faire prévaloir ses volontés.

M. Bright était au sein du cabinet Gladstone, le représentant le plus autorisé des idées populaires, et les autres membres du gouvernement,

d'un radicalisme plus douteux, bénéficiaient de la confiance que M. Bright inspirait aux classes inférieures. La retraite de l'illustre orateur et économiste, en fait, constitue donc un affaiblissement pour le ministère actuel. Toute la presse anglaise est unanime à regretter la retraite de M. Bright et à saluer en lui un type de loyauté et de patriotisme.

Irlande. — Le ministre Gladstone continue sa mission réparatrice envers ce malheureux pays. Par décision ministérielle, tous les prisonniers pour cause de fénianisme ont été rendus à la liberté. D'autre part, on annonce que le prince ARTHUR, troisième fils de la Reine, va établir sa résidence à Dublin comme vice-roi.

N'oublions pas de dire que l'amnistie, accordée aux fénians, n'est pas sans réserve.

Les prisonniers fénians n'en pourront profiter qu'à la condition de quitter le Royaume-Uni et de n'y plus mettre le pied.

Espagne. Encore le rappel de M. Olozaga. — Les Cortès viennent de s'occuper du rappel de M. Olozaga, dont nous avons parlé en temps et lieu.

Interrogé sur la cause du retour de ce diplomate, le ministre d'État a répondu assez obscurément, si nous devons en juger par les indications sommaires que le télégraphe nous apporte sur la séance. Il a toutefois appris à l'assemblée que le gouvernement espagnol a bien reconnu à Paris le gouvernement de la défense nationale, mais qu'il n'a nullement reconnu, jusqu'à présent, la république. C'est apparemment le motif pour lequel l'ambassade a été laissée sans titulaire, après le rappel de M. Olozaga. M. Sagasta, cependant, en a indiqué un autre, tiré de cette circonstance, que la France n'a pas d'ambassadeur, en ce moment, à Madrid.

Les prisonniers français en Allemagne. — Voici quelques lignes intéressantes sur les projets qu'on attribue aux prisonniers français, en Allemagne :

« L'*Allgemeine Zeitung* dit qu'elle a reçu de Cologne, sous la date du 15 décembre, des renseignements conçus en termes assez précis sur une prétendue conspiration, qui embrasserait tous les prisonniers de guerre français en Allemagne et les soldats français internés en Belgique, et aurait pour but d'amener une émeute générale, à l'effet d'opérer leur évasion en masse vers la France.

» L'*Allgemeine Zeitung* dit qu'elle hésite à publier la communication fort détaillée de son correspondant, mais qu'elle croit que l'avis qu'elle en publie suffira pour appeler l'attention des autorités sur ce danger qui, réel ou imaginaire, doit cependant être envisagé par les autorités sur l'esprit aventureux des Français.

» Ce correspondant ajoute que les fréquentes évasions de prisonniers français ont forcé les autorités civiles et militaires de Cologne à prendre des mesures plus sévères contre les prisonniers. »

Les victimes de la guerre. — On vient de terminer à Berlin la publication des cent vingt-six listes, indiquant les pertes subies jus-

qu'à présent par l'armée prussienne. Voici le total : ont été tués ou blessés 12 généraux, 206 officiers d'état-major, près de 3,000 officiers subalternes et 53,500 soldats. Si l'on joint à ces énormes chiffres les manquants, — ce mot fait toujours frissonner, car, si parmi les manquants il y a les prisonniers et quelques lâches déserteurs, il y a aussi des cadavres si horriblement mutilés qu'on n'a pas pu les reconnaître, — les manquants comptés, total général 70,000 hommes ! Que de sang ! C'est la population d'une grande ville !

Le nouveau régime à Rome. Deux épisodes. — La chute du pouvoir temporel et l'installation d'un nouveau gouvernement sont marquées par les incidents les plus divers. La liberté a si longtemps manqué aux Romains, que plusieurs d'entre eux abusent du changement qui s'est produit dans leur situation. La presse religieuse a fort à faire à dénoncer les folies de ces jeunes émancipés. Elle se fâche toute rouge, elle crie, elle se démène, mais sans grande avance jusqu'ici.

Voici deux faits qui ne manquent pas de couleur locale et qui montrent bien l'état des esprits. C'est à la presse religieuse que nous en empruntons la relation :

« Les journaux de Rome insultent Mgr **de Mérode** à propos de sa conduite envers un coquin, qui était entré à Saint-Pierre, dans la chapelle des chanoines, pendant l'office, et s'était planté, à côté du diacre assistant, le chapeau sur la tête, le cigare à la bouche, les mains dans les poches, et toisant d'un air de mépris les dignitaires ecclésiastiques dans leurs stalles. Un maître des cérémonies étant allé auprès de ce coquin, il avait répondu : « Je suis libre de fumer s'il me plaît. Quelle diffé- » rence trouvez-vous entre la fumée du cigare et celle de votre encens ? » Avec de tels sectaires, il y a toujours à craindre le stylet. Mgr de Mérode, se levant de sa stalle, s'était dirigé droit vers l'homme, et, le prenant par le bras, l'avait mis à la porte du chœur d'abord, puis conduit jusqu'aux marches extérieures de la basilique. Sept autres chanoines s'étaient joints au prélat, en sorte que ce *forfante* a eu, en cet accompagnement, plus d'honneur que le Pape, qui n'est reconduit sous ces portiques que par quatre chanoines.

» Livré à des policiers, l'homme a été amené à la questure. Mais la questure a beaucoup ri de la chose et renvoyé ce *valeureux* patriote.

» Vous voyez que Mgr de Mérode a commis une grande noirceur.

» M. **La Marmora** a une figure de Don Quichotte : il est sale et négligé. En bourgeois, sa tournure prête à rire et le plat à barbe qui servait de casque au héros de la Manche était un objet d'art auprès de son extravagant chapeau râpé. Comme tous les Piémontais, il se montre ignorant en fait d'art et inspire du dégoût aux artistes dont il visite les ateliers. Dans un de ces ateliers, les ébaucheurs ont imaginé une souscription pour lui offrir un gibus, qu'ils se sont empressés de lui envoyer. Ce trait montre qu'à côté de ses grands embarras, le lieutenant du Roi a ses petites misères. »

Un Alsacien né malin... si pas Français. — La piquante anecdote suivante a été recueillie dans une correspondance de l'*Indépendance belge :*

« Il y a dans une petite ville d'Alsace, un journaliste, qui joue, trois fois par semaine, un tour audacieux au commandant que l'état-major allemand lui a donné. Ce commandant ne sait absolument que sa langue. Or, le journal de la petite ville s'imprime dans les deux langues, allemande et française. Le commandant qui est chargé de tous les pouvoirs n'a pas oublié celui qu'il a d'être le

censeur de la pensée publique. Il se fait apporter tous les matins le premier numéro du journal local. Il lit la partie allemande, la trouve orthodoxe et se rendort en fumant sa grande pipe de porcelaine.

» Il ne sait pas que la partie française n'est pas toujours conforme à la partie allemande.

» Ainsi on lisait l'autre jour :

(COLONNE ALLEMANDE.)

« La dernière sortie des Parisiens n'a fait » que resserrer le blocus. Ils ont été abominable- » ment battus par les intrépides Wurtembergeois. » Ducrot est tué. S. M. le roi de Prusse l'a té- » légraphié à la reine Augusta. »

(COLONNE FRANÇAISE.)

« Les 29 et 30 novembre sont deux journées » glorieuses pour la jeune armée de Paris. Les » Saxons et les Wurtembergeois ont fait des per- » tes énormes. Il était temps que les Prussiens » vinssent à leurs secours. Le général Ducrot a » tenu son serment, et cette fois le roi Guillaume » n'écrira pas à la reine Augusta. »

« On comprend le succès qu'obtient ce procédé parmi les lecteurs de la petite ville et des environs. Le chiffre des abonnés a triplé, et le commandant attribue peut-être ce progrès à la rédaction germanisée du journal. »

Un tableau inutile. — Les lignes suivantes, que nous recueillons dans les journaux belges, prouvent la légèreté avec laquelle on a entamé la guerre et le rôle ridicule qu'on a fait jouer à la France devant l'Europe. Il n'y a plus à en rougir, maintenant que ces fautes et ces légèretés, fait d'un seul homme et de ses créatures, ont été rachetées par le courage et l'héroïsme de Paris et d'une grande partie de la nation:

« *Le passage du Rhin par l'armée française* (en 1870) se voit exposé chez Hartmann, à Hanovre. C'est une lithographie, d'après un tableau de **Gustave Doré**. Avant d'entrer en campagne, les Français étaient si sûrs de vaincre l'Allemagne, que déjà,— comme on peut s'en convaincre par la susdite lithographie, — ils avaient chargé les beaux-arts d'immortaliser par avance leurs triomphes futurs.

» Le tableau est dans la manière fantastique de Gustave Doré. Arrivés sur la rive droite du Rhin, les Français sont salués par les Mânes des soldats de Louis XIV et du premier Empire, tombés jadis en ce lieu. Une borne du chemin indique par l'inscription qu'elle porte que l'armée qui arrive va marcher sur Germersheim. Dans le lointain se laisse voir, par un très-habile raccourci, Caub en Palatinat ; — c'est aux environs de ce lieu que **Blücher**, dans la nuit du 1er janvier 1814, passa le Rhin. L'artiste, sans doute, voulait signifier, en choisissant cette place, que l'invasion française de 1870 serait une revanche de 1813, 1814 et 1815. »

Deus hæc otia fecit. — Il paraît que la Suisse est remplie de *dégommés* de l'Empire. Genève regorge de préfets, de dames d'honneur et autres fonctionnaires, à qui la chute du citoyen Bonaparte a fait des loisirs.

Dévouement d'un évêque. — Le *Progrès de la Marne*, qui s'imprime à Châlons, annonce que l'évêque de cette ville, Mgr MEIGNAN, s'est fait inscrire sur la liste des notables destinés à monter sur les locomotives pour les trains d'essai quotidiens, et propose même de remplacer les pères de famille qui seraient exposés à cette lamentable corvée, plus honteuse encore pour ceux qui l'imposent que pénible pour ceux qui la subissent.

Une capitulation impopulaire. — L'art. 3 de la capitulation de Rouen excite en France la plus vive indignation. En voici la teneur : « Tous les citoyens de vingt à quarante ans étant mobilisés sont prisonniers de guerre et peuvent être expédiés en Prusse, dès que le général prussien le juge nécessaire. »

Polémique bonapartiste. Colères et invectives. Aveux précieux. Une succession qu'on feint de dédaigner. — Le dépit et la colère des bonapartistes sont à leur comble. Ce qui vexe surtout *les hommes de* BONAPARTE, c'est qu'on puisse gouverner et sauver la France, sans eux et malgré eux. Aussi, ils ne savent de quel bois faire flèche contre les hommes qui se sont dévoués à la grande œuvre de la défense nationale.

Les extraits suivants, d'une lettre publiée par la *Situation*, montrent bien leur dépit, et leur impuissance à rapetisser les grandes choses qui se sont faites depuis la chute de NAPOLÉON III et de ses séides à haute paye :

« Mais, monsieur le rédacteur, dites-moi donc où vous avez vu que, depuis la création du monde, l'utilité gouvernât les affaires humaines. Si l'utilité jouait le grand rôle que vous lui attribuez, **Noë** eût profité de son séjour dans l'arche pour nous débarrasser des vipères et autres reptiles. Vous savez qu'il n'en fit rien, et je ne serais pas surpris d'apprendre qu'il eût, au contraire, pour ces intéressantes bêtes des attentions toutes spéciales, donnant ainsi un exemple à ces gouvernements qui élèvent les **Trochu** et les **Schneider** avec tant de sollicitude (*sic*).

» C'est pourquoi, ayant raison peut-être au fonds, vous courez grand risque de ne convaincre personne.

» Convaincrez-vous d'abord M. **de Bismark**, auquel vous prêchez la modération ? Un vainqueur modéré !.... En voyez-vous beaucoup dans l'histoire, et pourquoi voulez-vous que M. le Chancelier donne ce bel exemple ? Ce que veut M. de Bismark, c'est l'affaiblissement de la France, et, pour cela, les hommes de la défense nationale lui conviennent bien mieux que les Napoléon. Pour un vrai traité, point de départ d'une alliance sincère, l'Empire seul pourrait offrir des garanties sérieuses, mais pour un méchant traité qui ne soulèvera que des haines, pour une mauvaise trève qui ne serait, pour la France, qu'une halte dans la défaite et pour la Prusse qu'une halte dans la conquête, l'Empire ne vaut rien et ce n'est pas à lui que l'on songera.

» Je ne sais si M. le Chancelier a tenu, à l'égard des Latins, les propos irrévérencieux que lui prête M. **de Miranda**, mais convenez que les événements auxquels nous assistons ne sont pas faits pour donner du Latin une opinion bien haute. Expliquez-moi un peu, je vous prie, la toute puissance de **Glais-Bizoin**. Je vous passe **Gambetta**. Il est jeune, il est ardent ; il y a dans son attitude, dans son langage, quelque chose de viril qui peut plaire aux femmes ; et ce qui plaît aux femmes ne saurait déplaire aux maris. Mais Glais-Bizoin, à qui peut-il plaire ? Mais **Crémieux**, qui peut-il séduire ? Et cependant, ces évêques, si arrogants vis-à-vis de l'Empire, laissent s'écrouler le pouvoir temporel sans pousser un soupir ; ces évêques, qui eussent protesté contre la nomination de M. **Duruy** au ministère des cultes, s'inclinent respectueusement devant l'israélite Crémieux ; et quand M. Crémieux avait établi son domicile dans le palais épiscopal de Tours, Sa Grandeur s'effaçait, sans doute, avec un respectueux empressement pour céder le pas à Son Excellence. Et ces généraux, ces nobles soldats s'inclinant devant les arrêts de Gambetta, lui demandant, comme le général **Cambriels**, des certificats, exécutant ses plans, tandis que leurs frères d'Allemagne regrettent tout haut de ne point obtenir un pareil honneur. Songez à ce qu'eût dit l'armée, si l'Empereur eut mis un *Pékin* au ministère de la guerre. Aujourd'hui un *Pékin* taille, rogne, prend des clubistes pour en faire des généraux, déshonore publiquement ceux qui lui désobéissent,

et fait un signe protecteur à ceux qui lui plaisent. Tout le monde est enchanté. **Et la France entière bat des mains** (1). Vous rappelez-vous, sous Tarquin, les criailleries contre le gouvernement personnel, qui était, hélas! le moins personnel des gouvernements; les gémissements sur le despotisme qui baillonnait la Prusse; les démonstrations éloquentes de la nécessité du contrôle des Chambres, surtout pendant la guerre, et les déclamations sur les grosses dépenses? Aujourd'hui, plus de presse, plus de contrôle, plus d'assemblées, plus rien que Glais-Bizoin et l'emprunt forcé. *Voyez si quelqu'un réclame* !

» Vous me citerez, je le sais bien, l'aventure de cet animal célèbre qui, portant des reliques, marchait d'un pas relevé, faisait sonner sa sonnette et recevait avec tant de dignité les hommages de la foule. Vous me direz que Glais-Bizoin porte la défense nationale. Mais, croyez-moi, le spectacle auquel nous assistons n'est fait pour encourager personne, ni M. de Bismark à rechercher l'alliance de la France, *ni aucun pouvoir à désirer la succession du triumvirat de Bordeaux.* »

Un auxiliaire de l'intendance allemande. — La saucisse, — *risum teneatis*, — joue un des premiers rôles dans la guerre actuelle. Elle est devenue un auxiliaire précieux pour l'intendance allemande. Voici comment on expose la grande situation que les événements viennent de lui faire, ainsi que les ressources dont dispose l'intendance prussienne pour approvisionner les armées en campagne :

« Plus de dix-sept cents personnes des deux sexes travaillent du matin au soir à la fabrication quotidienne de cent cinquante mille livres de saucisses aux pois (*Erbwurst*) et de deux cent quarante mille rations de viande et de légumes conservés, qui sont immédiatement expédiés par les chemins de fer.

» La plus vaste salle du bâtiment est exclusivement consacrée à la préparation de la célèbre saucisse. Les ingrédients employés sont de la viande de porc, de la farine de pois, du sel et la mystérieuse substance dont l'inventeur possède seul le secret, et qu'il a facétieusement baptisée du nom de *lupus*. C'est cette substance qui donne à la saucisse la saveur agréable qui forme son principal mérite.

» Quatre cents femmes sont exclusivement occupées à l'emballage des saucisses, sur chacune desquelles est collée une étiquette contenant les instructions suivantes : mettre dix onces, soit le tiers d'une saucisse dépouillée de sa peau, dans une pinte et demie d'eau froide, remuer et faire cuire pendant dix minutes.

» Les saucisses sont emballées deux par deux, avec soin, et expédiées par caisses de cent cinquante livres. Avec le temps, le pouding qu'elles contiennent acquiert la dureté de la pierre. La *véritable* saucisse aux pois, telle qu'elle se consomme dans l'armée, ne se trouve pas dans le commerce, quoi qu'il s'en débite des contre-façons.

» Les raves, les carottes et le céleri, destinés à être transformés en *légumes conservés*, sont préparés et coupés par cent et vingt ouvrières. La seule fabrication des boîtes en fer-blanc pour ces légumes occupe cent et vingt individus. Chaque matin, une centaine de bœufs sont abattus à la manufacture des vivres, laquelle reçoit en outre deux cent soixante-quinze quintaux de viande de porc. Cet établissement, propriété de l'État, couvre une étendue de six arpents. Il en existe de pareils à Mayence et à Francfort.

» Toutes les boîtes de fer-blanc, renfermant des viandes ou légumes conservés, portent une étiquette indiquant le contenu de la boîte et la manière de s'en servir. En un mot, le département des vivres est organisé et administré avec le même ordre et la même minutie que tous les autres départements de l'armée prussienne. »

(1) La presse prussienne et une certaine fraction de la presse réactionnaire française crient tous les jours, à tue-tête, que la France est impatiente du joug que le gouvernement actuel fait peser sur elle. On voit ce que les bonapartistes de la *Situation*, dont le témoignage a quelque valeur dans l'espèce, pensent du sérieux et de la sincérité de cette assertion, puisque, dans un moment de dépit et d'expansion, ils conviennent que « la France entière bat des mains, » — femmes, prêtres, civils et militaires, — aux faits et gestes de la délégation.

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Voici, en quels termes, le bulletin de l'*Indépendance belge* parle de la situation militaire, à ce jour :

« Quelques détails complémentaires sur le combat fort acharné qui a remis la petite ville de Nuits, en Bourgogne, au pouvoir des Badois et des renseignements sur les mouvements des armées allemandes sur les deux rives de la Loire, voilà tout ce que nous avons à enregistrer en fait de nouvelles du théâtre de la guerre. A Nuits, les Français, au nombre de vingt mille hommes, commandés par le général Cremer, ont fait face à l'ennemi pendant plus de cinq heures et ne se sont retirés qu'à la nuit close. Les pertes ont été considérables de part et d'autre.

» Il semble se confirmer, que sur la Loire le prince Frédéric-Charles a renoncé à poursuivre ses opérations au delà de Vierzon et du Cher. Du moins, une dépêche de Versailles nous dit que les colonnes de l'aile gauche de son armée rabattent l'ennemi sur Tours, tandis que celles de l'aile gauche, qui ont livré les combats sur le Loir, continuent leur mouvement sur le Mans. On sait que le camp de Conlie, avec les levées de la Bretagne, est établi près de cette ville. Il pourrait la protéger efficacement. Tout dépend de l'état d'instruction et d'armement des troupes qui y sont renfermées.

» Sur la route d'Orléans jusqu'à Blois, les Allemands auraient trouvé plus de six mille blessés français, abandonnés même par leurs médecins ! Il est peu admissible que ceux-ci aient oublié à ce point leur devoir, alors surtout qu'ils sont protégés contre la captivité par la convention de Genève ; mais ce qui est possible, c'est que le service sanitaire des nouvelles armées françaises, constituées avec l'activité fiévreuse qu'imposait l'absence de toute défense nationale après Metz et Sedan, n'a pas encore pu être organisé de façon à répondre à toutes les exigences de la situation.

» Dans le Nord, les Allemands, tout en concentrant leurs forces du côté de Montdidier et de Clermont, pour empêcher le général Faidherbe de continuer à avancer dans la direction de Paris, paraissent en même temps se disposer à le tourner par le nord-est. Hier déjà, un télégramme de Vervins nous signalait leur présence à Marle, sur la ligne de Paris, Soissons et Hierson. Il est probable que, devant ce danger, le commandant en chef de l'armée du Nord devra ou se replier ou se hâter de livrer bataille. D'après les dernières informations reçues de Versailles, ses forces avaient déjà disparu des environs de Ham. »

Paris. Bonnes nouvelles de la situation. Insinuations du Times en faveur d'une transaction et de négociations pacifiques.—L'opinion publique va toujours aux extrêmes!... Longtemps, on a cru Paris sur le point de manquer de vivres. Il n'y avait pas de rumeurs sinistres qu'on ne propageât alors sur le sort qui attendait la capitale et sur la nécessité où elle allait se trouver de capituler. Les Prussiens, semblait-il, faisaient grâce du bombardement, tant ils étaient sûrs que la famine leur ouvrirait les portes de la grande cité, depuis si longtemps objet de leurs rêves et de leurs convoitises.

Aujourd'hui, comme par enchantement, et comme si un coup de foudre avait subitement fait jaillir une nouvelle lumière, les renseignements, de pessimistes, deviennent optimistes au possible. Les correspondants anglais parlent des embarras et des mécomptes de leurs bons amis de l'état-major prussien. Ils constatent, qu'au lieu d'avancer, on a reculé, que rien n'est prêt pour le bombardement, que le bombardement, fût-il possible, serait peut-être inefficace, et enfin, que Paris,

qu'on pensait aux prises avec la famine, a du pain, du vin et du cheval à discrétion

Les nouvelles données qu'on a sur la situation provoquent en même temps un changement de ton vis-à-vis des vaincus. On a acquis la conviction que Paris et la France sont de taille encore à lutter hardiment et longuement. On devient donc plus caressant, moins hargneux, et plus convenable à leur égard. On ne dit plus à la France *qu'elle doit faire la paix à tout prix et subir la loi du vainqueur*, quelque dure qu'elle soit. C'est à la Prusse, qu'on voit fatiguée et sous le point de succomber de lassitude et d'épuisement, qu'on adresse ses sages avis... Ce que c'est que l'habitude de flatter le plus fort et de tomber sur le faible !...

Seulement, le roi de Prusse, pour le moment, est encore vainqueur: on y met donc des formes. On ne lui dit pas tout crûment de laisser Paris, que ses armées ne verront jamais que de loin, et sous les murs duquel elles sont à chaque instant exposées à succomber. On procède avec toutes sortes de précautions oratoires... On *insinue* ses sages conseils... Voici, en quels termes, où perce un reste de flatterie :

« Si le roi de Prusse sortait de Versailles et prenait la peine de lire sur le visage de ses soldats, tandis que le froid et l'humidité les déciment presque à l'égal des balles et des boulets, lui qui passe généralement pour avoir une âme humaine et sensible, leurs souffrances pourraient l'amener à se demander si ce qu'il réclame comme le « juste prix de la victoire » ne pourrait devenir l'objet d'une négociation.

» Nous ne nous avancerons pas jusqu'à *insinuer* quelles conditions devraient être maintenues comme raisonnables. L'essentiel serait que l'une des parties annonçât qu'elle est prête à entrer en arrangement, *et que les avances fussent faites de la meilleure grâce par celle à qui cette démarche demanderait le moindre sacrifice d'amour-propre*. Peu importe de quel côté le sort de la guerre ait penché jusqu'à ce jour; la fatigue de la lutte se fait déjà sentir à un égal degré chez l'un et l'autre des belligérants. Celui des deux qui pense avoir le bon bout est celui qui peut le mieux se montrer empressé d'en finir. *C'est à l'Allemagne à émettre ces conditions*. Qu'elles soient oui ou non acceptables pour la France, ce sera toujours quelque chose si elles peuvent paraître loyales et équitables au reste du monde. »

C'est le *Times*, lui qui raillait encore la France sur sa résistance sotte et inutile il y a quelques jours, qui parle ainsi. Ce brusque changement d'attitude est une preuve péremptoire que Paris est dans les meilleures conditions de défense.

Mais ce n'est pas seulement le *Times*, c'est toute la presse anglaise, c'est toute la presse européenne, c'est la presse allemande elle-même, qui crie à tue-tête que Paris est de taille à se défendre encore longtemps et à lasser ses assaillants.... Nous sommes loin des télégrammes annonçant les préparatifs de ravitaillement des Parisiens affamés et exténués!...

Quand on a lu toutes les prévisions sinistres qui avaient le haut du pavé, partout, il y a un mois, on croit rêver, en lisant ce qui s'écrit au-

jourd'hui sur la situation favorable des Parisiens.... C'est presque à envier leur sort et la gloire qui les attend après le siége!

Comme preuve de ce revirement inouï et unanime, voici ce qu'on écrit de *Francfort*, le 12 décembre, sur « *la situation véritable de Paris :* »

« Je viens de recevoir des nouvelles dignes de foi sur la véritable situation de Paris. Ces informations proviennent de personnes qui viennent de quitter la capitale et qui sont bien informées. Paris ne manque de rien. Il y a de tout à profusion, excepté du bœuf frais, du mouton, des volailles, des œufs et du poisson. On commence à peine à entamer le poisson salé. Il y a assez de viande de cheval pour deux mois; quant au pain, vin et autres produits, il y en a suffisamment pour trois ou quatre mois.

» Le général **Trochu** s'est emparé de tous les comestibles et de toutes les boissons et a déclaré, que, comme il considère toute la population de Paris comme étant « l'armée de Paris, » elle doit être approvisionnée par le commissariat militaire. On ne pense pas du tout à se rendre. On a appris et reçu avec calme la nouvelle de la défaite de l'armée de Paris et de celle d'Orléans. Les Parisiens disent que l'armée de la Loire leur rend un grand service en éloignant de Paris une partie de l'armée allemande. Ils ont la confiance de pouvoir défaire bientôt l'armée d'investissement. Ils sont satisfaits de la sortie du général **Ducrot**, dont le résultat a été de leur faire connaître la faiblesse des Allemands et la facilité avec laquelle leurs lignes peuvent être forcées quand ils le jugeront à propos.

» Il n'y a plus de civils dans Paris. Tous les hommes sont armés et font tous les jours l'exercice. Les troupes régulières, qui sont appelées « l'armée du champ de bataille, » sont fortes de 200,000 hommes, pleins d'enthousiasme, bien nourris et ont la conscience de pouvoir faire face aux Prussiens avec avantage. On s'attend d'un jour à l'autre à une sortie beaucoup plus considérable que la dernière. Naturellement, on ne sait pas dans quelle direction. On a ouvert quelques théâtres pour l'amusement des bourgeois pendant les longues soirées d'hiver. A Paris, vous pouvez vous procurer presque tout ce que vous désirez. Vous sautez dans une voiture de louage et allez où bon vous semble; on peut y passer le temps beaucoup plus agréablement qu'à Versailles.

» Il n'est pas vrai qu'on ait mangé tous les chevaux des voitures de louage. On ne s'aperçoit presque pas, dans le transit ordinaire de la ville, que la quantité des chevaux qui y est ordinairement employée soit diminuée. On m'a dit que si Paris n'était pas bombardé, il pourrait encore tenir trois mois sans supporter de grandes privations. La mortalité est grande, mais non cependant d'une manière alarmante; il n'y a pas d'épidémie et personne n'est mort encore de besoin.

» Les Français ont avancé leur ligne en dehors de Paris, dans toutes les directions, et sont cause que le cercle d'investissement s'élargit et devient conséquemment plus faible. Là où il y avait, il y a deux mois, des avant-postes à l'abri des forts, il y a aujourd'hui des retranchements, des batteries et des avant-postes qui commandent les chemins qui étaient, il y a quelque temps, hors de la portée des canons. Les Allemands se sont beaucoup fortifiés, leurs positions sont presque imprenables; il s'agit de savoir s'ils pourront les défendre. »

Capitulation de Metz. — Voici un nouveau témoignage peut-être plus écrasant et plus éloquent que tous ceux qui ont déjà paru contre le maréchal Bazaine, dont la récente brochure n'a guère avancé la défense. L'*Indépendance belge*, à qui nous empruntons cette nouvelle *déposition à charge*, dit « qu'elle émane d'un colonel d'état-major, prisonnier de Metz, grand seigneur, ancien ami des Tuileries et qui a occupé la haute et exceptionnelle position d'attaché militaire à l'ambassade française près une grande puissance du Nord. Cet officier supérieur va, du reste, publier prochainement le journal complet, heure par

heure, pour ainsi dire, du siége de Metz, et cette œuvre sera signée de son nom : »

« Hambourg, 27 novembre.

» Votre lettre du 4 novembre m'arrive à l'instant et vous voyez que je ne perds pas de temps de mon côté à vous écrire, à vous remercier de votre bon intérêt et à vous dire que je vais aussi bien qu'on peut aller dans la triste situation *où l'incapacité et la trahison* ont jeté notre malheureux pays. En présence de semblables infortunes, la nôtre disparaîtrait presque, si elle ne devait pas avoir pour conséquence l'extension de l'envahissement, et, par suite, l'aggravation du mal pour cette France déjà si terriblement atteinte. Vous rappelez-vous ma ou mes lettres de Metz, ce que je vous y disais de ce qui se passait alors, et ce que je prévoyais déjà, en face des imbécillités et des faiblesses dont j'avais le triste spectacle ; mais, hélas ! il y avait une chose que je n'avais pas prévue, et que la Providence réservait comme dernier châtiment de notre orgueil et de notre décrépitude morale, c'était la trahison! *Eh bien, cette douleur-là ne nous a même pas été épargnée et nous avons assisté au honteux spectacle d'un maréchal de France voulant faire de sa honte le marchepied de sa grandeur, de notre infamie la base de sa dictature, livrant ses soldats sans armes, comme un troupeau qu'on mène à l'abattoir et qu'on remet au boucher, donnant ses armes, ses canons, ses drapeaux, pour sauver sa caisse et son argenterie, oubliant à la fois tous ses devoirs d'homme, de général, de Français, et se sauvant furtivement au petit jour pour échapper aux insultes qui l'attendaient ou peut-être à la fureur qui l'aurait frappé !...* Voilà ce que j'ai vu pendant deux longs mois, voilà ce que j'ai écrit, du reste, ce que j'ai dit bien haut, à tel point qu'il m'a menacé de me faire arrêter ainsi que mon ami S... ; mais il n'en a même pas eu le courage, il m'a refusé cette satisfaction !... Nous avons assisté à une trame ourdie de longue main, dont les fils ont été aussi multiples que les motifs, et cet homme a obéi à des pensées si diverses qu'on en est à se demander aujourd'hui, s'il n'était pas tombé dans cette imbécillité qui semblait être devenue l'apanage de cette honteuse dynastie et de ses créatures. Il a d'abord *trahi l'Empereur* pour rester seul et se faire faire gloire à lui-même ; puis il a *manqué à ses devoirs de soldat*, en ne voulant pas aller au secours de l'armée qui marchait sur Sedan, par haine de **Mac-Mahon**, et pour ne pas servir à un accroissement d'illustration pour celui qu'il appelait son rival. La catastrophe arrive, le trône est renversé et il allait se rallier à la république, quand **Trochu** apparaît avec la grande position que la situation lui avait faite ; il ne voit plus pour lui la première place, celle qui peut seule lui assurer les gros traitements dont il s'est habitué à jouir, *et il trahit alors la république et la France*, pour chercher je ne sais quelle combinaison politique qui fera de lui le dictateur du pays, sous la protection des baïonnettes prussiennes ; cette combinaison lui échappe et il se retourne alors vers la pensée impie d'une restauration impériale qui conviendrait à la Prusse et lui assurerait toujours ce premier rôle auquel il aspire, sans souci de son honneur pas plus que de celui de son armée. Mais l'ennemi ne veut plus rien entendre, car il le sait actuellement sans ressources, et il n'a pas même alors le courage de nous faire tuer ; il préfère nous déshonorer et noyer sa honte dans celle de son armée. Voilà ce qu'a fait cet homme ; quelle leçon pour les popularités mal acquises, quel réveil pour ceux qui ont pu croire un instant aux hommes de cette triste époque !... Bien des esprits sagaces ont deviné le mal au début, bien de braves cœurs ont voulu le prévenir, et je vous dirai que ce sera pour moi un honneur d'avoir été un des auteurs de la conspiration qui se formait, aux premiers jours d'octobre, pour forcer Bazaine à marcher ou le déposer ; les généraux **Aymard, Courcy, Clinchant, Péchot**, les colonels **Boissonnet, Lewald, Davoust d'Auerstadt et d'Andlau**, nous voulions à toute force sortir de l'impasse vers laquelle on nous précipitait et que les autres ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir... Mais il nous fallait un chef, un général de division, dont le nom et l'ancienneté eussent pu rallier l'armée dons nous aurions arrêté les chefs.

» Eh bien, pas un n'a voulu prendre cette responsabilité, pas un n'a eu le cœur de se mettre en avant pour sauver du même coup et l'armée et la France. *Ah ! ils sont bien coupables aussi ces généraux et ces maréchaux, et ils auront des comptes sévères à rendre devant l'histoire et peut-être devant les tribunaux;* car, voyez-vous, de pareilles infamies rendent féroces, et j'en suis arrivé aujourd'hui à demander du sang pour y laver l'injure que l'on m'a faite ! Je ne sais pas si mon caractère a changé, mais ce qu'il y a de certain, c'est que mes idées sont singulièrement modifiées.

D'abord, le nom seul de **Napoléon** me fait horreur, et il ne me reste du souvenir de cette dynastie, que l'affection que je portais à la femme, qui, elle du moins, s'est conduite avec cœur et honneur jusqu'à ces derniers jours. Je me jetterais aujourd'hui dans les bras des **Rochefort**, des **Flourens**, des **Dorian**, n'importe qui, — pourvu qu'il me donnât un fusil et qu'il pût me dire : Frappez ! Frappez ! Vengez-vous ! Aujourd'hui j'en suis arrivé presqu'à comprendre les massacres de quatre-vingt douze, les horreurs de la révolution, et j'ai regretté hautement à Metz de ne pas voir arriver ces anciens commissaires de la convention aux armées, *qui faisaient tomber les têtes des généraux et ne leur laissaient d'autre alternative que de vaincre ou de mourir !...* Faut-il que j'aie passé par d'assez horribles épreuves pour en arriver là ! Le pensez-vous, vous qui m'avez pu si bien connaître dans des temps meilleurs et déjà si loin (1).

» Mais je ne parle que de moi ! Pardon ! c'est que je suis dans une telle exaspération, je gémis tellement chaque jour de la position que cet infâme nous a faite qu'il m'est impossible de m'en distraire absolument... »

A quoi il faut attribuer la continuation des succès de la Prusse. — Les correspondants allemands avouent aujourd'hui qu'après la bataille de Coulmiers, la position de l'armée assiégeant Paris a été des plus critiques, *et que si le général d'Aurelles avait poussé sa pointe sur Versailles, sans perdre de temps, la capitale aurait été probablement débloquée.* — Ils disent que, si Metz avait tenu *quinze jours de plus*, le siége de cette place aurait été levé et que l'armée de Frédéric-Charles aurait rejoint l'armée devant Paris qui aurait pris alors position derrière Meaux.

Les victimes de la guerre. — Quelques lignes émouvantes que nous empruntons aux journaux belges. Elles nous font voir les poignantes misères que les Allemands trouveront à leur retour dans leurs foyers :

« Voici un fait qui donnera une légère idée de l'état dans lequel doivent se trouver certaines parties de l'Allemagne à la suite de cette horrible guerre.

» Dans un hôtel de province, en Belgique, un jeune homme allemand, n'ayant pas répondu à l'appel de la landwehr, sert en qualité de garçon d'hôtel. Le voyant plus triste que d'ordinaire, un habitué lui demanda la cause de son chagrin. Le garçon, pour toute réponse, lui tendit une lettre.

» Cette lettre lui apprenait la mort de ses trois frères devant Paris. Or, le premier laisse une

(1) Cette situation morale, si puissamment décrite, n'a pas été celle d'un seul homme : elle a été celle d'un grand nombre d'officiers et de soldats de l'armée de Metz ; elle a surtout été celle de Paris, après la capitulation, et après l'anéantissement des espérances dans la continuation de la lutte et dans le succès final.

Beaucoup de gens se sont étonnés des effroyables événements qui ont suivi la fin de la guerre et le traité de paix, qu'on sait, avec la Prusse. En y réfléchissant un peu, pourtant, tout s'explique et l'on se convainc que cette terrible crise, qui était condamnée d'avance à l'impuissance, devait se produire, et découlait en quelque sorte fatalement des fautes, des trahisons, des impérities et des déceptions antérieures.

Décimé, appauvri, désillusionné, trompé partout, en tout, et par presque tous, ému des velléités de restauration monarchique qui s'affichaient bruyamment et intempestivement à Bordeaux, craignant tout et n'espérant rien du *statu quo* pour les améliorations politiques et sociales qu'il revendique, le peuple de Paris, a cherché, par un effort suprême et malgré le peu de chances de succès, à se frayer de nouvelles voies, et pour cela, s'est donné à de nouveaux chefs.

P. M. Janvier 1872.

veuve avec dix enfants; le second, une veuve et sept enfants; le troisième, une veuve et cinq enfants !

« Me voilà le seul soutien de tous ces orphelins, s'écria en sanglotant le malheureux alle-
» mand. »

« On sait qu'en Allemagne les régiments se recrutent en entier dans la province même. Cette méthode, excellente pour une guerre défensive, est déplorable dans une guerre de conquête.

» Il y a des villages qui perdent en un seul jour vingt-cinq ou trente hommes de la même localité, quand leur régiment a eu la mauvaise chance d'être écharpé. »

Et c'est quand chaque jour, quand chaque heure augmente le nombre des orphelins et des victimes de la guerre que le Roi Très-Pieux, Très-Humain et Très-Paternel s'écrie « qu'il ne signera la paix qu'à Paris, » c'est-à-dire qu'il se refuse à mettre fin à ces boucheries.

Discipline militaire. Condamnation à mort et dégradation d'un commandant de guérilla. — Le fait dont il s'agit a produit une douloureuse sensation dans le Midi de la France et notamment à Marseille et à Lyon :

« On écrit d'Autun à la *Gironde,* que le commandant **Thenet**, de la guérilla d'Orient, reconnu coupable d'avoir abandonné son poste, a été condamné à la peine de mort. Sur les instances et les prières de ses camarades, compromis par lui, il a été sursis à l'exécution.

» La dégradation a eu lieu sur la place d'Autun. Ça été une triste cérémonie.

» Les arbres étaient garnis de gamins, un cordon de troupes entourait la place; au centre, la guérilla formait un carré; les officiers de toutes armes s'y trouvaient.

» Tout à coup, le colonel paraît, conduit par des gendarmes. Un silence glacial règne sur la place.

» Un greffier lit la condamnation à mort et le décret de suspension. Un autre déclare, au nom de la République envahie, que le colonel est indigne de commander.

» Alors un homme s'approche, lui arrache les boutons de sa tunique, les galons de ses manches et de son képi, tous ses ornements. Il tend son épée, on la brise sur le genoux et on jette les morceaux à terre. Il ramasse ces débris, et va recommencer son ignominieuse tournée.

» Bien des gens pleurent de pitié, d'autres étouffent leurs sanglots.

» Le colonel, les habits en désordre, portant les traces de ses décorations enlevées, passe devant tous les soldats conduit par quatre hommes.

» C'était navrant.

» Le malheureux reprend ensuite le chemin de sa prison, où il va attendre ou la grâce ou la mort. »

Retraite du général d'Aurelles. Révélations du Standard. — Personne ne sait encore en France, à l'heure actuelle, si le général d'Aurelles a eu tort ou raison de battre en retraite, malgré les forces supérieures qu'il pouvait opposer aux Prussiens. Les journaux anglais paraissent mieux renseignés que nous à ce sujet. Du moins, le *Standard* écrit ceci sans sourciller :

« L'opinion publique ne paraît pas être du côté de d'**Aurelles de Paladine**. On dit qu'il s'était mis entre les mains de l'évêque d'Orléans, et que le temps qu'il aurait dû consacrer à l'accomplissement de ses devoirs militaires, il l'aurait perdu en dévotions devant les autels. Dans une circonstance malheureuse, on dit qu'il aurait passé quatre heures consécutives, agenouillé devant un autel, dans l'accomplissement d'une pénitence ordonnée par l'évêque. »

Malgré la grande confiance que nous inspire le *Standard,* de pareils « *on dit* » nous paraissent peu de nature à éclaircir ce qu'il y a d'obs-

cur dans la retraite du général d'Aurelles, à Orléans. La commission d'enquête, qui a été nommée pour rechercher les causes de cette manœuvre, sera probablement de notre avis.... Mais qui sait? les membres qui la composent sont peut-être protestants!.... Alors il ne faut répondre de rien... Car qui peut dire tout ce que l'esprit de secte fait faire, fait voir et fait dire?

L'évêque d'Orléans et les derniers faits de guerre dans l'Orléanais. — Tout le monde connaît l'activité dévorante, l'esprit d'initiative et la grande influence de M. Dupanloup. On sera probablement curieux, plus tard, de savoir le rôle, qu'un homme de sa valeur et de son tempérament a pu et a dû jouer dans des événements aussi graves et aussi importants que ceux qui se sont déroulés au commencement de ce mois sous les murs d'Orléans. C'est pourquoi nous recueillons l'article suivant, qui abonde en renseignements à ce sujet, et qui émane d'une source toute dévouée au célèbre évêque et polémiste :

« Ce n'est pas sans une vive émotion que nous citons les pièces suivantes, lesquelles se rap-
« portent aux derniers événements ayant eu lieu dans l'Orléanais. Le 2 décembre, Mgr. Dupanloup
« adressa aux curés de la ville la lettre suivante :

« Monsieur le curé,

» Nous touchons à des événements décisifs; de grandes et heureuses nouvelles nous arrivent;
» c'est le moment de redoubler nos prières. Le général en chef lui-même m'écrit ce matin : « Priez,
» Monseigneur, pour le salut de la France! »

« Le Saint-Sacrement demeurera donc exposé, toute la journée, dans toutes nos églises et cha-
» pelles, aujourd'hui, demain et après-demain.

» Le salut solennel aura lieu ces trois jours, dans chaque paroisse, à six heures du soir.

» Veuillez agréer, monsieur le curé, tous mes bien dévoués sentiments en N.-S.

» FÉLIX, évêque d'Orléans. »

« Voici le texte de la dépêche du général d'Aurelles à Mgr. l'évêque d'Orléans :

« *Le général commandant en chef l'armée de la Loire à Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans.*

» Le 6e corps de l'armée de la Loire a obtenu hier un brillant succès. Il a combattu depuis midi
» jusqu'à six heures du soir.

» L'armée de la Loire part aujourd'hui pour marcher au-devant de l'armée du général **Ducrot**,
» qui a rompu les lignes prussiennes à Paris, et qui se dirige vers nous.

» Priez, Monseigneur, pour le salut de la France.

» D'AURELLES. »

« Mgr l'évêque d'Orléans avait devancé le vœu du général d'Aurelles; car voici la lettre pastorale par laquelle l'évêque d'Orléans ordonnait qu'une neuvaine de prières eût lieu dans l'église de Saint-Paul, à l'autel de *Notre-Dame-des-Miracles*. Nous en citons l'extrait suivant :

« Au moment où l'armée de la Loire va marcher sur Paris, ce n'est pas sans un particulier et
» secret espoir que j'ai spécialement indiqué, pour cette semaine, un lieu de pieux pèlerinage, un
» vieux sanctuaire cher à la piétié orléanaise, *Notre-Dame-des-Miracles!* J'ai choisi ce lieu, non-
» seulement parce que s'il faut des miracles pour nous sauver, c'est **Marie** qui les obtiendra, mais
» encore parce que, au milieu de tant de souvenirs qui se rattachent à cette antique chapelle, je
» retrouve la prière de **Jeanne d'Arc** : c'est là que cette vaillante et sainte fille qui aima tant la
» France, qui n'en désespéra jamais et qui mourut pour elle, c'est là, devant cette vieille image qui
» est toujours sur cet autel, qu'elle vint s'agenouiller et demander le salut de la France. J'aime à
» mêler le nom de la vierge guerrière et martyre, dont l'épée et le bûcher nous rachetèrent, aux

» espérances que nous plaçons en la Vierge protectrice de Jeanne d'Arc et de la France. C'est donc » là, dans notre vieux sanctuaire orléanais, que pria Jeanne d'Arc; c'est là que nos pères ont prié » avec elle; c'est là que nous viendrons aussi prier. »

« Une messe militaire pour l'armée de la Loire a été célébrée à la cathédrale d'Orléans en présence d'une affluence considérable.

» Mgr Dupanloup, que l'état de sa santé retenait depuis plusieurs jours dans ses appartements, a voulu dire lui-même cette messe et appeler sur l'armée française les bénédictions de Dieu.

» A l'heure indiquée, le général d'Aurelles de Paladine, escorté de plusieurs généraux et d'un brillant état-major, fit son entrée dans la cathédrale au milieu de la haie formée par les artilleurs de marine de la frégate *Jeanne d'Arc* et un détachement de gardes mobiles. Derrière l'état-major du commandant en chef de l'armée de la Loire venaient le préfet du Loiret, un grand nombre d'officiers de tous grades et de gardes nationaux d'Orléans. (1)

» Pendant la messe a eu lieu la quête ordonnée par Mgr l'évêque d'Orléans, dans le but de procurer des vêtements aux gardes mobiles et aux gardes nationaux mobilisés. — L'*Impartial du Loiret* cite un détail touchant. On a trouvé dans la Bourse la médaille militaire d'Italie, qu'un vieux soldat avait généreusement détachée de sa poitrine pour l'offrir à ses jeunes frères de la garde nationale mobilisée. Nous devons ajouter que la valeur de la médaille a été aussitôt versée à la quête, et que l'on sera fort heureux à la préfecture de remettre à ce brave soldat le précieux souvenir de la campagnie de 1859.

» A l'issue de la cérémonie, M. le général d'Aurelles s'est entretenu quelques instants, sur le péristyle de la cathédrale, avec les officiers qui l'accompagnaient. De chaleureuses ovations, parties du milieu de la foule, ont salué à plusieurs reprises le commandant en chef de l'armée de la Loire.

» A Orléans, dans la quête organisée par Mgr Dupanloup pour fournir des vêtements chauds aux mobiles et aux mobilisés, on a trouvé une parure en diamants (broche, bague, pendants d'oreille), déposée par une dame orléanaise. Soumise à l'estimation d'un bijoutier, cette parure a été évaluée deux mille francs. Le comité a décidé qu'elle sera mise en loterie : deux mille billets à un franc. »

État-major des armées impériales. — Voici le tableau des vides et des changements introduits par la guerre dans l'état-major des armées impériales :

« Quelques jours avant la déclaration de guerre à la Prusse, l'état-major général de l'armée française, rentré dans les limites réglementaires assignées par la loi du 4 août 1859, se composait, pour la première section du cadre : de huit maréchaux, de cinq généraux de division conservés sans limites d'âge sur le tableau comme ayant commandé en chef, de quatre-vingts généraux de division n'ayant pas soixante-cinq ans révolus, et de cent soixante généraux de brigade n'ayant pas soixante-deux ans accomplis. Quatre des huit maréchaux, le duc de **Magenta**, **Canrobert**, **Baziane** et **Lebœuf** ont eu des commandements dans les armées actives. Tous les quatre sont prisonniers en Allemagne, le premier par la capitulation de Sedan, les trois autres par celle de Metz. Les quatre maréchaux non employés, parce que l'âge ou leur santé ne permettait pas de leur confier des commandements, sont en France dans leurs propriétés, à l'exception du maréchal **Vaillant**, qui s'est rendu en Allemagne volontairement.

» Un seul des cinq généraux considérés comme ayant commandé en chef, le comte de **Palikao**, a été employé, et sur le refus du gouverneur de la défense nationale d'utiliser ses services, s'est également retiré en Allemagne. Les quatre autres sont en France sans emploi.

» La plupart des quatre-vingts divisionnaires de la première section du cadre ont eu des commandements aux armées du Rhin et de Châlons, soit de corps d'armées, soit de divisions, soit du génie et de l'artillerie. Cinquante-deux sont aujourd'hui prisonniers en Allemagne, savoir : vingt-deux par suite de la capitulation de Sedan ; trente par suite de celle de Metz ; le nombre en eût été plus considérable, si plusieurs n'étaient parvenus à s'échapper.

(1) C'est probablement cette solennité religieuse que le *Standard* avait en vue, dans l'article cité plus haut, quand il parlait du général d'Aurelles, comme ayant perdu la bataille, « pour avoir passé, quatre heures consécutives, agenouillé devant un autel dans l'accomplissement d'une pénitence, ordonnée par l'évêque. »

» Six ont été tués à l'ennemi, savoir : **Decaen**, devant Metz, commandant en chef le 3e corps; **Duhesme**, commandant la division de cavalerie du 1er corps, mort à Paris des suites de Freschwiller; **Abel Douay**, commandant la 2e division du 1er corps à Wissembourg; **Raoult**, commandant la 3e division du même corps à Freschwiller; **Legrand**, commandant la division de cavalerie du 4e corps devant Metz; **Guyot de Lespart**, commandant la 3e division du 5e corps, à Sedan. »

VENDREDI, 23 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Nouvelles émotions!... Nouvelles anxiétés!...

L'armée de Paris a fait une sortie, et d'importantes opérations militaires sont peut-être en cours d'exécution au moment ou nous écrivons ces lignes!...

La sortie dont nous parlons, s'est effectuée le 21. Comme toujours, les versions des belligérants se contredisent. Nous allons les recueillir toutes les deux. Le lecteur enfermé dans Paris ou les départements envahis, verra ainsi quelles étaient de nouveau les angoisses et les hésitations du public.

La version française nous a été apportée par ballon. Laissons d'abord la parole au télégraphe allemand :

« Versailles, 21 décembre.

» Officiel.

» Dans la nuit du 20 au 21, les forts de Paris ont entretenu une vive canonnade.

» Dans la matinée du 21, environ trois divisions de la garnison de Paris ont attaqué les fronts du corps de la garde et le 12e corps d'armée.

» Après un combat qui a duré plusieurs heures et qui était principalement conduit par l'artillerie dans notre position d'avant-poste, l'attaque a été repoussée.

» Nos pertes ne sont pas considérables.

» (L'*Agence Havas* fait observer que la dépêche sur la même affaire qui était venue de Londres, porte : « Nos pertes considérables.) »

» Le général **Voigts-Rhetz** a repoussé de Monnaie, le 20, environ 6,000 gardes mobiles avec cavalerie et artillerie au delà de Notre-Dame-d'Oe en désordre sur Tours.

» Le général **Goltz** a surpris l'ennemi en quatre cantonnements près de Langres et l'a dispersé vers le Nord.

» L'ennemi a laissé derrière lui des centaines de fusils, des bagages et cinquante prisonniers. »

Voici maintenant les renseignements venus de Paris :

« Beaufort (Maine-et-Loire), 22 décembre.

» Dépêche de l'aéronaute à **Gambetta**. — Je suis parti ce matin à deux heures de Paris par le ballon *Lavoisier*. Je suis envoyé par le gouvernement. Je suis descendu à Beaufort.

» J'ai laissé Paris dans un état excellent. Les opérations militaires contre les Prussiens ont recommencé hier matin.

» Nous avons eu un combat d'artillerie, qui nous a été favorable.

» La villa Evrard et la Maison-Blanche ont été prises par le général **Vinoy**.

» Le général **Ducrot** a combattu en avant de Drancy. »

Telles sont les deux versions. Pour être vrai, nous devons dire que le public est généralement plus porté à ajouter foi aux renseignements venus par ballon qu'à ceux qui émanaient du quartier général prussien. Ce dernier a menti si souvent et si impudemment dans ces derniers temps, notamment lors de la sortie du général Ducrot, que ses télégrammes ont perdu tout crédit.

Ces opérations sous Paris sont-elles le prélude de faits de guerre plus importants? C'est ce que nous saurons bientôt.

On a de bonnes nouvelles de l'armée du Nord. Les Parisiens, qui n'espèrent plus rien de ce côté avant longtemps, seraient bien surpris, s'ils savaient que cette armée tient vaillamment tête aux troupes du général Manteuffel qu'ils croient encore à Rouen. L'armée du Nord s'est bien battue hier toute la journée. Une grande bataille est imminente près d'Amiens où affluent tous les Prussiens venant de Normandie.

Le général Chanzy est arrivé au Mans sans encombre. Il se rapproche donc des forces de Bretagne et de la route de Paris.

Les nouvelles de Bourbaki sont excellentes. Ses troupes se reforment et se remoralisent. C'étaient elles, surtout, qui avaient montré de l'indécision et de la mollesse après la reprise d'Orléans. Le général Bourbaki est fort énergiquement et fort heureusement secondé par les généraux Clinchamp et Billot, deux échappés de l'armée de Metz, si nous ne nous trompons.

On voit que la situation est aussi favorable que possible. Que Paris tienne encore quelques jours, et nos armées seront aptes à le dégager et à reprendre leur revanche de Metz et de Sedan.

M. Gambetta est toujours infatigable. Il a été à l'armée du général Chanzy, puis à celle de Bourbaki. Maintenant, il est à Lyon où il y a d'immenses ressources militaires à mettre en œuvre. Partout il fortifie les courages, électrise les tièdes, calme les impatients, et communique à tous son souffle patriotique et sa foi au succès.

La France n'oubliera jamais que deux hommes et deux caractères ont surgi des hontes et des défaillances de Metz et de Sedan : Trochu à Paris (1), Gambetta en province ! Puisse-t-elle ne jamais renier la dette

(1) Il est inutile, croyons-nous, de faire observer que ces lignes ont été écrites avant la capitulation de Paris, alors que tout le monde croyait à la sincérité et à l'utilité des efforts du général Trochu pour la délivrance des Parisiens. Or, on sait aujourd'hui, par son propre témoignage devant l'Assemblée de Versailles, dans les séances du 13 et 14 juin 1871, que l'ancien gouverneur de Paris n'a jamais eu foi dans le succès de la défense, qu'il a toujours considéré cette défense comme une « folie héroïque », et qu'il n'a jamais cru, ni aux qualités militaires, ni à l'efficacité du concours de la garde nationale, qui a pourtant montré à Buzenval, à Montretout et sous la Commune, qu'elle était capable, comme dévouement et solidité, de tenir tête aux meilleures troupes régulières, françaises et prussiennes. P. M. Janvier 1872.

de reconnaissance qu'elle contracte envers ces deux grands citoyens ! Puissent-ils, eux aussi, ne jamais oublier qu'ils se doivent toujours et tout entiers à la France et à ses volontés !

Si vis pacem, para bellum. — En Angleterre, l'amirauté a en ce moment plus de trente bâtiments de haut bord, tous cuirassés, avec plus de cinquante transports prêts à prendre le large au premier signal.

Le recrutement ne s'est pas ralenti. La moyenne des engagements journaliers pour tout le Royaume-Uni est de trois cents par jour. Le lendemain, les recrues sont dirigées sur les dépôts de leur arme.

On signale des menées d'agents russes en Roumanie et en Serbie.

Le grande manufacture impériale d'armes à Joula (Russie), occupe actuellement nuit et jour un personnel de plus de quinze mille ouvriers de toute sorte.

La Turquie répond à cette activité russe, en faisant assaut d'énergie et de volonté. Le personnel du grand arsenal turc d'Ismid (Asie) est triplé, et les renforts venus d'Europe y arrivent chaque jour.

Une proclamation de la commune de Lyon. — La municipalité lyonnaise trouve que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Cela ne nous étonne pas. La France peut-elle revenir, en quelques mois, sur le recul que lui a fait faire le pouvoir personnel ? Il nous paraît cependant que ce qui s'est fait depuis le 4 septembre dans le sens des principes républicains mérite déjà d'être pris en considération. Que des préfets, maintenant, que des maires soient infidèles aux graves devoirs qui leur incombent. Que les uns soient indifférents ou animés de sentiments réactionnaires. Que certains d'entre eux « consacrent à cacher à leurs réfractaires l'activité qu'ils devraient déployer au service de la République, » tout cela n'est malheureusement que trop vrai... Mais quel est le pays qui se reforme du jour au lendemain? Les progrès et les réformes à constater depuis la chute de l'Empire ne méritent pas tant de dédain et de pessimisme que n'en affiche la commune de Lyon, dans une proclamation qu'elle vient d'adresser à la délégation de Bordeaux.

Cette proclamation demande la répression énergique de toute incapacité, de toute inertie et de toute trahison. Elle dénonce « la curée de places, rappelant les souvenirs de l'Empire, et des fonctionnaires oubliant leur premier devoir pour se prélasser dans une oisiveté qui serait en tout temps une honte, mais qui, devant les malheurs de la patrie, est un acte de trahison. » Elle demande une large application du principe de la responsabilité des fonctionnaires à tous les degrés, — et ce n'est pas nous qui lui chercherons noise sur ce point. Enfin, elle se termine par ces lignes énergiques :

« Malgré les trahisons qui l'ont, dès sa naissance, enlacée de toutes parts, la République est assez forte pour terrasser ses ennemis du dehors et du dedans, et lorsqu'un pays a fait le serment de vaincre ou de mourir, il ne compte pas plus ses défaites que le nombre de ses ennemis.

« LA COMMUNE DE LYON. »

Piété des envahisseurs. L'office divin à Versailles. — On sait les sentiments de piété qu'affichent à tout propos les envahisseurs de la France et surtout leur chef si doux et si humain, sa majesté GUILLAUME. Tous les dimanches, il y a service religieux à la chapelle du château de Versailles, transformé pour la circonstance en temple luthérien. Le roi très-humain et très-pieux y assiste avec sa suite. Voici la description d'une de ces solennités religieuses que nous recueillons dans le *Journal de Genève*, qui, depuis quelque temps, tient la corde vis-à-vis des journaux qui visent à arriver premiers :

« Quand je me rendis à la chapelle pour assister au culte, je vis arriver successivement une foule de notabilités, princières et autres ; les uns venaient à pied, les autres en voitures à deux chevaux, tous endimanchés et revêtus des uniformes les plus variés, accompagnés d'officiers de la cour et d'employés dorés sur tranche et chamarrés d'une masse de décorations. Ils se tenaient là groupés jusqu'au moment où le roi arriva dans sa voiture découverte et précédé d'un courrier. Il sauta à terre avec la légèreté d'un jeune homme, salua à droite et à gauche, et serra la main d'abord à un officier en uniforme d'artillerie, puis au général **de Moltke**. Ce dernier, qui portait un casque, avait beaucoup moins bonne façon qu'avec le képi qu'il met d'ordinaire ; il me parut aussi plus fatigué que la dernière fois que je l'avais vu.

» A l'intérieur de l'église, six cierges brûlaient sur l'autel. En face, une espèce de tribune tenant lieu de chaire, revêtue d'un drap rouge ; devant, une croix noire sur fond blanc. Dans la nef, le roi et les princes ; toutes les autres places étaient libres, occupées par qui voulait les prendre, diaconnesses, bourgeois, badauds, curieux, soldats, etc. Tout autour, les murs, les tribunes et le jubé étaient garnis de feuillage.

» Le service divin commença par un chœur de soldats, accompagné de la musique du régiment ; tantôt ils chantaient seuls et sans indication, tantôt ils entonnaient les chants désignés par un ecclésiastique en robe qui officiait à l'autel. Après la prière, un autre ecclésiastique monta en chaire.

» Il prit pour texte Luc II, 11 à 14, paroles relatives à l'Avent et aux approches de Noel. Je n'ai pas bien compris tout le sermon, ce genre d'églises n'étant pas favorable à la prédication ; mon impression générale est que l'orateur était un peu froid ; mais le sermon était beaucoup moins belliqueux que celui que j'avais entendu au commencement d'octobre dans la chapelle du parc. On eût dit que l'orateur voulait consoler les soldats de ce qu'ils ne pouvaient pas célébrer la fête de Noël chez eux comme ils l'avaient espéré. On chanta ensuite ces paroles du v. 14 et qui étaient revenues à plusieurs reprises dans le sermon : « Paix sur la terre, et bienveillance parmi les hommes. »

» Pendant tout ce temps on ne cessait d'entendre le grondement lointain des gros canons de Paris, et les vitraux de l'église en étaient par moment ébranlés. »

Devine si tu peux. — On dit que M. DE KÉRATRY sera prochainement rappelé au commandement en chef de l'armée de Bretagne, qui serait rétablie, et M. MARIVAULT, récemment nommé commandant supérieur du camp de Conlie, serait à ce moment placé sous ses ordres.

Suivant d'autres bruits, M. de Kératry songerait à aviser aux moyens de rentrer à Paris, afin de faire connaître au gouvernement la situation des choses.

Supériorité de la nation prussienne. Opinion de Carl

Vogt. — Les Prussiens commencent à être appréciés comme ils méritent de l'être. Les philosophes, les gens de lettres, qui faisaient si grand état avant la guerre du développement de l'instruction en Prusse, sont les premiers à reconnaître que l'organisation et le tempérament des Prussiens s'opposent à toute idée, à toute institution vraiment libérales. Il faut lire à ce sujet la lettre curieuse que Carl Vogt vient d'écrire à un de ses compatriotes qui avait relevé, dans un travail en faveur de la paix, les opinions anti-françaises de M. Strauss. L'esprit prussien, l'instruction prussienne, le libéralisme prussien y sont fustigés d'une main de maître et sous une forme aussi piquante qu'instructive.

Voici cette lettre que nous recueillons *in extenso* à cause de l'intérêt qu'offrent les appréciations de Carl Vogt :

« Genève, ce 5 décembre 1870.

» *A Monsieur* MAX GOSSI, *Anvers.*

» Cher monsieur,

» Je ne veux pas partir pour Berne, où m'appellent, pendant le reste de décembre, mes devoirs comme député au Conseil des États suisses, sans vous remercier de l'envoi de votre excellente réponse à M. **Strauss**. Je la trouve parfaite et complète quant au fond des choses. Si j'ai un point à critiquer, c'est que vous regardez encore la situation d'une manière trop bienveillante. Permettez-moi de relever, en peu de mots, un ou deux points; étant compatriotes, nous nous comprendrons parfaitement.

» Vous vous étonnez des contradictions manifestes accumulées par M. Strauss. Il y aurait lieu de s'étonner, si c'était le contraire. M. Strauss, tout en n'exerçant pas, est professeur allemand jusqu'au bout des ongles. Or, cet être (et je dois le connaître, étant du nombre) n'est, en général, que la *contradictio in adjecto* vivante. Sa théorie est l'antipode de sa pratique. Le véritable professeur allemand hait même celui qui veut mettre sa théorie en pratique. Il sera théoriquement aussi libre-penseur que possible, « ennemi personnel de Jéhovah; » mais malheur à celui qui ne fera pas baptiser ses enfants, bénir en église son mariage ; il proclamera dans ses cours la république la meilleure des formes de gouvernement possible, mais il applaudira lorsqu'on fusillera ou enverra à Cayenne ceux qui veulent établir la république; il écrira dans la Constitution : *Die Wissenchaft und thre Lehre ist frei* (la science et son enseignement sont libres), il fera des discours à la Gneist là-dessus, mais il poursuivra à outrance et par tous les moyens possibles, le *Privat docent* qui veut s'établir pour la branche qu'il professe ; il soutiendra théoriquement la *Lernfreiheit* (liberté d'enseignement), mais fera déclarer obligatoire son cours à lui. S'il s'est créé un idéal, c'est encore pis ; il pourrait, s'il en avait le pouvoir, faire dresser le bûcher pour celui qui oserait avoir le même idéal que lui.

» Faites l'application de tout cela à M. Strauss, et vous aurez la solution des contradictions qui vous paraissent inexplicables. M. Strauss veut la liberté, mais seulement celle de la pensée ; pratiquement, il faut être « animal politique, » sautant le bâton au commandement du maître. M. Strauss est l'homme le plus pacifique du monde, s'enrhumant par le courant d'air que produit un tiroir trop rapidement tiré, et il chante les sublimes horreurs de la guerre de défense et les bivouacs en plein air. M. Strauss s'insurge contre l'idée des Français voulant prendre la rive gauche du Rhin, mais il proclame la vérité magnifique que la guerre pillarde est une bonne chose, si elle est exercée au profit des Allemands.

» En voilà assez pour expliquer les contradictions qui vous étonnent. Règle générale, prenez toujours, lorsqu'un professeur allemand doit proposer une solution pratique quelconque d'un problème philosophique, le contraire de ce qui en découle logiquement, et vous aurez deviné sa manière d'agir.

» Permettez-moi de toucher un second point. Vous aimez l'Allemagne, votre patrie comme la

mienne, libre et juste. Moi aussi. Mais cette race foncièrement bâtarde de slaves et de germains scandinaves, qui domine aujourd'hui l'Allemagne sous le nom de Prusse, cette race-là n'a jamais connu la liberté, ni la justice, et ne les connaîtra jamais ! Soumise au maître, insolente envers les inférieurs, elle est, en même temps, boule-dogue et *Heerdenvieh*, absolument incapable de comprendre autre chose que la liberté absolue... de l'État. L'État est tout, le reste n'est rien.

» Mais c'est une thèse trop longue pour la développer ici. En vous serrant la main, je renouvelle mes sincères remerciments pour votre réponse.

» C. Vogt. »

SAMEDI, 24 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Messieurs les Prussiens passeront de tristes fêtes de Noël... Nous disions hier qu'une bataille était imminente entre les généraux Faidherbe et Manteuffel. Cette bataille a eu lieu à Pont-Noyelle, entre Albert et Amiens. La lutte a duré de 11 heures du matin à 6 heures du soir. Combat d'artillerie dès l'abord, elle s'est terminée par une charge d'infanterie sur toute la ligne qui a valu aux nôtres la possession du champ de bataille.

Cette victoire aura un immense effet moral. Les troupes qui y ont pris part, de notre côté, se composaient en grande partie de recrues et de mobiles, allant au feu pour la première fois. Leur attitude et le résultat de la journée prouvent que la *furia francesca* a encore son mot à dire. Cette conviction ragaillardira nos fantassins, jusqu'ici si éprouvés par le feu de l'artillerie ennemie, et à l'élan desquels les circonstances se sont si rarement prêtées.

Relativement à la sortie du 21, nous avons de nouveaux télégrammes de Versailles : ils sont datés du 22 et sont un peu moins vagues et moins laconiques que les précédents. D'après le roi de Prusse, la sortie a eu lieu dans la supposition que l'armée du Nord était proche. Stains et le Bourget, pris d'abord par les Français, (pourquoi le véridique Guillaume n'en parlait-il pas dans sa première dépêche?) ont été, selon lui, repris ensuite par les deux bataillons Élisabeth, le bataillon Augusta et deux bataillons de la garde.

Les dépêches prussiennes disent encore :

« Une attaque a eu lieu contre les Saxons de Bobigny-sur-Sevron et une autre de Rosny et Neuilly-sur-Marne contre Chelles.

» Partout l'ennemi a été repoussé. Aujourd'hui, nous attendons une nouvelle attaque vers ce côté.

» Dans la sortie de Paris, du 21, nous avons fait plus de mille prisonniers non blessés.

» Pendant la sortie, des grenades ont été lancées continuellement contre nos fronts, qui n'ont pas été attaqués.

» Sur le 5e corps d'armée seul sont tombées trois cent cinquante grenades.

» Ce corps n'a eu qu'un blessé.

» Le 22, deux brigades ennemies se sont avancées le long de la Marne contre l'aile gauche du corps saxon, mais elles ont été obligées de se retirer devant le feu de flanc de deux batteries wurtembergeoises. »

Nous avons encore un télégramme du prince de Saxe relatif à ces combats. Il y est dit que le corps d'armée saxon s'est battu contre trois brigades françaises et que deux endroits, *évacués d'abord*, ont été repris, après un combat acharné, *dans la soirée*, et que la 48e brigade saxonne a fait 600 prisonniers, dont un major et 5 officiers du 2e corps français.

L'absence de nouvelles dépêches françaises ne nous permet pas de contrôler ces assertions. Et cependant le contrôle serait plus que jamais nécessaire : car il est évident que les dépêches prussiennes, les premières, surtout, ne disaient pas la vérité et représentaient comme une victoire une lutte qui n'est pas encore terminée.

Les secondes dépêches prussiennes sont donc sujettes à caution.

Ce qui nous paraît certain, dans tous les cas, c'est que l'affaire n'est qu'au début et que le général Trochu va de nouveau tenter de percer les lignes allemandes. *S'il faut en croire le Daily Telegraph, les forces allemandes assiégeant Paris ne dépasseraient pas* 170,000 *hommes*. Il y a au moins quatre à cinq cent mille hommes armés dans Paris. Les ouvrages avancés des assiégés sont formidables au dire des Allemands eux-mêmes. La lutte qui se prépare sera donc sérieuse, vivement disputée, et personne ne saurait en prévoir le résultat.

Les Prussiens à Tours. — L'ex-capitale provisoire de la France a essuyé aussi le feu des Prussiens qui se sont montrés, mercredi, sous ses murs. Depuis lors, on sait que l'ennemi s'est replié sur Chateau-Renault et que Tours ne sera probablement pas occupé, à cause du nouveau plan stratégique que les Prussiens viennent d'adopter. Voici le récit du télégraphe, en date de mercredi :

« Une dépêche officielle annonce que l'ennemi est arrivé ce matin devant Tours sur la colline dominant le pont Saint-Pierre.

» Une patrouille de cuirassiers est venue au milieu du pont.

» Des coups de fusils sont partis des groupes civils. Trois ou quatre cavaliers ont été tués et blessés. La patrouille a rebroussé chemin au galop.

» Aussitôt une canonnade a été ouverte sur la ville; les obus enfilaient les rues.

» Il y a eu plusieurs victimes.

» M. **Beurtheret**, rédacteur de l'*Union libérale*, a été tué.

» Le drapeau parlementaire a été hissé. Le maire est allé à la rencontre de l'ennemi et a obtenu du chef la cessation de la canonnade.

» L'ennemi n'est pas entré dans la ville aujourd'hui ; il attend le reste du corps et le général. »

La campagne de l'armée de la Loire. — La correspondance suivante du *Standard* donne de curieux et intéressants détails ;

« Le Mans, 22 décembre.

» D'après ce que j'entends dire, les Prussiens ont fait un grand effort pour écraser entièrement l'armée du général **Chanzy** à Vendôme, le 14 et le 15. Ils n'avaient pas moins de trois corps d'armée réunis à cet effet. Mais ils ont complétement échoué dans leur tentative et ont été repoussés avec une terrible perte. Celle des Français est comparativement peu de chose.

» Le nombre des morts, du côté de l'ennemi, est principalement dû à la puissance du tir des canons français qui avaient été mis en batterie la veille. Les Prussiens, par suite de l'état du sol, n'avaient pu mettre en ligne que leur artillerie légère, qui s'est trouvée impuissante contre les pièces plus fortes des Français. On peut avoir une idée des combats qui ont eu lieu dans le courant du mois dernier d'après ce fait que l'artillerie française a lancé seize mille projectiles du 7 au 15 (inclus) de ce mois.

» Des informations dignes de foi annoncent que les corps prussiens opérant dans nos parages ont été mis au complet dans ces dix derniers jours par l'adjonction des levées de 1870. Mais, eu égard aux pertes que leur font subir les batailles et la petite vérole, qui règne avec intensité dans l'armée, il faudra faire un nouvel appel dans quinze jours. Un Allemand fait prisonnier récemment et appartenant au corps du duc de **Mecklembourg**, a déclaré que sa compagnie, qui est entrée en action forte de deux cents hommes le 2 décembre, n'en comptait plus que quarante-six le 15, le jour où il a été pris.

» Je pense que les Français ont enfin trouvé le général dont ils auraient eu si grand besoin dans le cours de cette guerre. C'est le général Chanzy, qui possède à un égal degré la confiance de ses officiers et de ses soldats. Il est encore jeune, il n'a pas plus de quarante-sept ans environ. On m'assure que ses ordres du jour sont des chefs-d'œuvre de diction militaire, clairs et précis dans tout leur contenu. On ne l'a jamais vu manquer de présence d'esprit dans les positions les plus difficiles.

» Vous comprendrez qu'il a eu occasion de déployer cette qualité dans la bataille du 2, quand vous saurez que vingt mille de ses soldats, qui s'étaient admirablement battus pendant deux heures, se mirent tout à coup dans la tête de s'enfuir dans le plus grand désordre, parce qu'ils avaient été chargés en flanc par une compagnie de l'ennemi.

» Le général Chanzy est très-bien secondé par le vice-amiral **Jauréguiberry** et le capitaine de vaisseau **Jaurez**, qui lui sont subordonnés et qui commandent le 16e et le 17e corps.

» Il peut sembler étrange que deux officiers de marine commandent des corps. Les Anglais, on se le rappelle, ont eux-mêmes employé sur terre des officiers de marine, et cela avec succès, pendant la campagne de **sir Charles Napier** en Syrie. On me dit que les deux officiers que je viens de citer sont d'admirables commandants de corps, spécialement Jauréguiberry, qui est considéré comme l'âme de l'armée de ce côté, et qui prendrait probablement le commandement en chef si malheureusement le général Chanzy venait à être atteint dans la lutte.

» Les Prussiens se concentrent, suivant l'apparence, en deux corps : l'un est à l'est de cette ville, vers Montmirail, et l'autre dans les environs de la Chartre, sur la rive méridionale du Loir. Leur plan d'opération sera probablement d'attaquer le Mans au sud, en faisant des attaques simulées à l'est et au nord-est.

» Il y a ici environ huit mille blessés, — tristes résultats des luttes des trois dernières semaines. La plus grande partie de ces blessés ont reçu des éclats de bombe.

» Le temps, après une semaine de pluie incessante, est tourné au froid vif ; le vent est au nord-est et il neige. J'apprends qu'entre Paris et Tours la misère est extrême ; c'est à peine si l'on trouve encore un morceau de bois pour faire du feu. Tous les véhicules ayant été enlevés par les réquisitions faites par l'un ou l'autre parti, il n'y a pas moyen de porter des vivres à la population des campagnes qui est affamée. »

Agitation populaire à Lyon. Assassinat du commandant Arnault. — Une dépêche du préfet a appris hier qu'un crime horrible, qui rappelle les plus mauvais jours de notre histoire, avait été commis dans la matinée. Il s'agissait d'un républicain éprouvé, chef

d'un bataillon de la garde nationale de la Croix-Rousse, caractère fortement trempé, fusillé par quelques misérables à la suite d'un simulacre de jugement.

M. Gambetta a immédiatement télégraphié à Bordeaux que le crime commis indigne la population et qu'il recherche activement les coupables pour qu'une justice exemplaire se fasse.

Voici les premiers détails sur ce lamentable épisode des agitations que nos revers et la crainte des trahisons produisent tous les jours en France, surtout au sein des populations si impressionnables et si patriotiques du Midi :

« Dans la soirée de lundi, une certaine agitation s'était répandue dans Lyon à la nouvelle de l'échec de Nuits. Quelques misérables de la Croix-Rousse, qui guettent toutes les occasions de faire du désordre, résolurent d'exploiter cette occasion. Une réunion tenue à la salle Valentino résolut que le lendemain il y aurait une manifestation avec femmes en deuil et le drapeau rouge, que l'on y installerait la Commune révolutionnaire, qui saurait faire la guerre avec plus d'énergie.

» Les membres du club Valentino passèrent la nuit en permanence ; mais le matin ils eurent quelque peine à organiser la manifestation. Il vint bien quelques femmes ; mais il n'y avait pas de fusils. On raccola quelques gardes nationaux exaltés, mais ce n'était pas assez pour balayer l'Hôtel de ville. On voulait avoir un bataillon. On se transporta au domicile de l'un des chefs de bataillon de la Croix-Rousse. On le somma de faire battre la générale, mais il résista et parvint à se tirer des mains de ces forcenés.

» Les meneurs pensèrent alors à M. **Arnaud**, chef d'atelier, commandant le 12e bataillon. On l'entraîna à Valentino, sous prétexte d'affaires de service ; là il fut sommé de descendre à Lyon avec son bataillon. Refus énergique. Les femmes exaspérées l'entraînent hors de la salle ; dans la rue, il est l'objet de mauvais traitements de la part de quelques individus armés de fusils... Il est frappé d'un coup de baïonnettte au front... Il croit sa vie en danger... Il veut effrayer ces misérables... Il tire deux coups de revolver qui n'atteignent personne.

» Aussitôt on le désarme. On l'entraîne de nouveau à Valentino en criant : « Il a tiré sur le peuple ! il faut le fusiller ! »

« Séance tenante, une douzaine de clubistes des plus exaltés se constituent et condamnent en quelques minutes le malheureux Arnaud à être passé par les armes. Et quelques minutes encore après, l'exécution avait lieu sur la Place d'Armes de la Croix-Rousse, à trente pas d'une caserne et d'un poste de la garde nationale. Et cet assassinat s'est accompli à une heure de l'après-midi par quinze individus environ, escortés d'une trentaine de mégères qui agitaient le drapeau rouge.

» Le chef de bataillon Arnaud est mort avec beaucoup de courage. Il s'est dépouillé de sa tunique, a découvert sa poitrine et, jetant au loin son képi, a crié : « Vive la Répu-» blique ! »

« Ce crime a jeté notre population dans une véritable stupeur ; puis une irritation générale s'est manifestée qui pourrait bien devenir dangereuse pour les auteurs bien connus de toutes les agitations dont Lyon a été le théâtre depuis quelques mois.

» Le parquet s'est hâté d'agir. La garde nationale de la Croix-Rousse lui prêta main forte avec empressement. On a déjà arrêté ceux qui passent pour les principaux coupables, les sieurs **Bruyas, Chol, Deloche, Lapierre**, etc. On cite beaucoup d'autres noms ; mais je m'abstiendrai de les citer pour le moment. »

» Un détail hideux : le malheureux Arnaud n'était pas tombé sous la décharge ; il n'était que blessé ; un gamin de quinze ans s'est approché et lui a tiré un coup de carabine dans la poitrine.

» Les odieuses mégères qui avaient été les instigatrices du crime s'étaient rangées de chaque côté pour jouir du coup d'œil. Puis elles restèrent préposées à la garde du cadavre, tandis que les

assassins allaient tranquillement chercher une civière pour transporter le corps à la mairie du 4e arrondissement, où les constatations officielles furent faites par leurs soins. Là eut lieu une scène affreuse. Mme Arnaud est tombée évanouie devant le cadavre mutilé de son mari. Celui-ci, au moment de mourir, avait en vain demandé à ses bourreaux la grâce d'embrasser une dernière fois sa femme et ses enfants.

» A la Croix-Rousse, tout le monde rejette la possibilité d'un tel crime sur la rapidité avec laquelle il a été commis. Une demi-heure à peine a suffi. Deux ou trois courageux citoyens ont cherché à s'interposer entre la victime et ses bourreaux ; mais repoussés par les femmes qui les menaçaient du même sort, et aussi par des hommes qui étaient disposés en tirailleurs autour du peloton d'exécution, ils ont couru chercher du secours qui est venu trop tard. Des soldats ont songé un instant à arrêter le funèbre cortége ; mais la présence de deux officiers de la garde nationale, parmi les assassins, leur aurait fait croire qu'il s'agissait d'une exécution légale.

» La garde nationale tout entière a manifesté le désir de participer aux derniers honneurs rendus au commandant Arnaud, et un ordre du jour a été publié dans ce sens par le général en chef. J'ai aussi à constater la présence dans le cortége du conseil municipal et de tous les corps judiciaires et administratifs. Les coins du poêle sont tenus par le préfet, par le général de la garde nationale, par le maire de Lyon, par le président des chefs de bataillon. Il y a longtemps que Lyon n'a assisté à de telles funérailles. »

Attitude de la presse conservatrice vis-à-vis de la défense nationale. — Voici un échantillon de l'attitude de certains journaux conservateurs vis-à-vis de la délégation. C'est le *Français* qui parle :

« M. **Perrin**, ancien rédacteur d'un journal, est nommé inspecteur des camps du Midi.

» M. **Spuller**, ex-notaire et frère du secrétaire de M. **Gambetta**, est nommé inspecteur des camps de Nevers, de Clermont-Ferrand et du Pas-des-Lanciers.

» Un ancien notaire pour inspecter quatre armées ! Encore si l'on avait pris un huissier : on eût au moins pu dire qu'il avait l'habitude des exploits ! »

A qui la faute s'il ne reste plus que des civils pour occuper la plupart des emplois militaires? Est-ce la faute à Gambetta et à la république si Metz et Sedan ont confisqué et anéanti la fleur de nos ressources militaires? D'ailleurs, gageons que le *Français* lui-même tiendrait un tout autre langage si MM. de Broglie ou Cochin étaient investis d'une fonction quelconque, voire même se rapportant à la conduite de la guerre. Nous ne sachions pas, par exemple, qu'il ait protesté contre les commandements militaires confiés à deux de ses amis : MM. Keller et Estancelin.

D'ailleurs, il y a dans l'histoire contemporaine un fait qui met absolument à néant les plaisanteries et les critiques du *Français* : c'est la guerre de sécession aux États-Unis. Est-ce que dans les armées *improvisées* du Nord, les commandements subalternes, ou même supérieurs, n'étaient pas en grande partie aux mains de pacifiques instituteurs, avocats et hommes de négoce, transformés par la nécessité en gens de guerre? Est-ce que ces armées, ainsi commandées, se sont moins bien battues, de l'aveu de tous les hommes du métier, que les armées du Sud, où il y avait antérieurement à la guerre des cadres d'officiers et

une organisation militaire sérieuse ?... Eh bien!... en France, où à l'heure actuelle il n'y a plus d'armées régulières et où l'honneur et la défense du sol font un devoir *d'improviser* des armées, on fait aujourd'hui, comme aux États-Unis... on prend les officiers généraux et autres... *où on les trouve et comme on les trouve.*

Le camp de Conlie. — Nous avons parlé du camp de Conlie au temps où y florissaient MM. de Kératry et Carré Kérisouët. Voici les détails que nous fournit le *Standard* sur l'état des forces qui s'y trouvent actuellement rassemblées :

« Sur les cinquante mille hommes qui s'y trouvent, vingt mille seulement sont armés : ce sont les Bretons, et beaucoup d'entre eux ne possèdent que des armes d'un modèle fort inférieur. On dit qu'il y a une quantité de carabines à Brest ; mais l'argent n'ayant pas été remis aux consignataires, les carabines ne peuvent pas être expédiées. Quoique vingt mille hommes seuls possèdent des armes, tout le contingent du camp s'en sert tour à tour pour apprendre l'exercice. Peu d'entre eux sont complétement équipés, et depuis le départ de M. de **Kératry**, la discipline s'est beaucoup relâchée. Le commandant actuel est le général **Marevault**, mais le bruit court que M. de Kératry doit être nommé de nouveau. Le camp, qui a six milles de circonférence, est entouré d'un parapet et défendu par deux redoutes. »

C'est sur le camp de Conlie que s'appuie l'armée du général Chanzy, actuellement au Mans.

L'occupation prussienne en Champagne. — Le joug prussien pèse plus lourdement que jamais sur cette malheureuse contrée, envahie dès le commencement de la guerre. Voici ce qu'on écrit de ce pays si cruellement éprouvé :

« Dans la crainte de l'arrivée prochaine de l'armée du Nord, les Allemands ont porté leur garnison de Reims de deux mille cinq cents à dix mille hommes. Celle de Châlons a été augmentée dans la même proportion.

» Lundi dernier, un édit très-sévère a été affiché sur les murs de Reims : Rassemblement interdit de plus de trois personnes ; défense de circuler de cinq à neuf heures du soir sans être muni personnellement d'une lanterne ; à neuf heures, circulation complétement interdite et établissements fermés.

» A propos des lanternes, la population rémoise a pris la menace au comique, et bien entendu que chaque habitant sortant de cinq à neuf heures, portait sa lanterne.

» Dans les cafés et estaminets, les lanternes étaient au clou avec les chapeaux et vêtements.

» La ville de Châlons s'étant refusée à couvrir les réquisitions d'argent, trois honorables habitants, parmi lesquels M. **Joseph Perrier**, ancien maire, ont été arrêtés et déportés en Prusse. La population de cette ville est constamment en lutte avec les envahisseurs.

» Il n'est pas non plus facile de se servir des chemins de fer ; un train indiqué pour trois heures part souvent à sept heures. Si ceux qui montent en waggon, munis d'un billet, déplaisent aux officiers de service, on les fait descendre, enlever par la garde et jeter simplement à la porte de la gare. »

La vie matérielle à Versailles. — Les habitants de cette ville ne souffrent pas encore trop des événements actuels. Voici un échantillon du prix des principales denrées :

« Le demi-kilog. (la livre) de beurre, fr. 2 20 ; de café, fr. 2 40 ; de sucre, fr. 1 50 ; de pain, fr. 0 25 ; de sel, fr. 0 25 ; de viande, fr. 1 20 ; d'huile à brûler, fr. 1 20 ; d'huile de table, fr. 1-60 ; de chandelle, fr. 0-80 ; de bougie, fr. 2 00 ; le décalitre de pommes de terre, fr. 0-75 ; poules, la

douzaine, fr. 45-00 ; un litre d'eau-de-vie, fr. 1-75 ; litre de vin ordinaire, de fr, 0-60 à 0-70. — Tout cela, c'est cher, mais ce n'est pas la famine. »

Le libéralisme prussien. — Le gouvernement prussien poursuit ses mesures de sévérité contre les radicaux allemands. Immédiatement après l'arrestation de MM. Bebel et Liebknecht, on apprend la confiscation de la *Vollische Zeitung* « pour un article non patriotique sur la guerre. »

Enterrement d'un officier français à Versailles. — Le 17 décembre, un lieutenant français du 32e régiment, nommé Godard, a été enterré à Versailles avec les honneurs militaires. Il avait reçu un coup de feu à travers le corps à quatre heures du matin, dans la sortie de Paris qui eut lieu le 2 décembre. Il est resté étendu sur le champ de bataille, et cette nuit-là il gelait très-fort ; le jour suivant, encore un froid cruel, et la nuit il gela plus fort encore, puis, le deuxième jour la terre était couverte de neige, il faisait un vent glacial ; et il passa ainsi encore une autre nuit. Le lundi, à midi et demi, on le retrouva ; il vivait encore ; mais ses deux jambes était gelées et gangrenées. Il a été transporté à la Creuse en Brie, où les plus grands soins ont prolongé sa vie jusqu'au 14 décembre.

Une étoile qui file!.... Déboires et insuccès de M. de Kératry. — Décidément, la fortune de l'ancien préfet de police de la république chancelle !.... Après avoir résigné ses fonctions de général, après avoir menacé les administrations militaires d'accusations et de poursuites, sur lesquelles il a gardé un silence prudent, l'ancien commandant en chef du camp de Conlie a posé sa candidature aux fonctions de généralissime des forces militaires de la Bretagne. Mais ses prétentions n'ont guère rencontré d'appui. Voici comment on les a accueillies dans un club de Nantes, le 20 décembre. C'est d'abord M. Cantagrel, à qui l'on avait donné la présidence, qui a attaqué M. de Kératry :

« Les hommes ne manquent pas, a-t-il dit, les armes ne manquent pas, ou plutôt elles manquent aussi, mais ce qui manque surtout, ce sont les chefs ; nous n'avons que les vils serviteurs de l'Empire, les **Bazaine**, qui ont préféré tout perdre alors qu'ils pouvaient tout sauver. Il ne faut pas que pareil désastre se renouvelle : il faut choisir des chefs républicains.

» Le comte **de Kératry**... (Pas de comte ! Kératry tout court.) M. de Kératry est proposé par le comité républicain, qui n'a pas consulté le département et la démocratie nantaise ; nous, nous voulons consulter l'un et l'autre ; voilà pourquoi nous vous avons réunis ce soir.

» Le général **Trochu** a dit : « La République et la France ne font qu'une, » et à côté de ces paroles catégoriques, nettes et précises, M. de Kératry vient dire ici, froidement, sèchement, durement : « Je ne viens pas faire de politique ! » Evidemment, c'est qu'il veut faire de la politique hostile. Assez d'équivoques et de phrases, et voyons ce que c'est que M. de Kératry.

» Au Mexique, il y avait une république. L'homme qui est tombé dans la fange de Sedan lui a déclaré la guerre. M. de Kératry, alors en Afrique (et je respecte trop la vie privée pour entrer ici dans des détails qui ne lui seraient peut être pas favorables, mais...), partit, non pas forcé par sa position de soldat, mais comme volontaire, et il fit, en qualité de sous-lieutenant, à la contre-guerilla, la campagne odieuse contre ce **Juarez**, tant calomnié, qui n'était, après tout, qu'un honnête homme

et un loyal citoyen. Là il fut l'ami de Bazaine, et que peut-on attendre de bon d'un ami de Bazaine? »

« Après un discours de M. **de Juire**, qui a reproché à M. de Kératry de s'appuyer plutôt sur des influences officielles et aristocratiques que sur des influences populaires, M. de Kératry est entré dans la salle et a demandé la parole.

» L'orateur, se tournant vers le président, lui dit : « Vous, vous avez méconnu tous les principes » républicains. »

« Ces seuls mots soulevèrent un orage. Des cris : Assez! assez! se font entendre. Le président a peine à rétablir l'ordre et déclare que malgré l'inconvenance de M. de Kératry à son égard, il prie l'assemblée de passer outrè, se réservant le droit de lui répondre.

» M. de Kératry, reprenant son idée, reproche au président d'avoir manqué aux règles les plus élémentaires de la justice en se proposant de l'accuser, sans l'avoir averti de se défendre et invité à la séance.

« ..... L'on a attaqué ma vie passée, soit militaire, soit littéraire, soit politique.

» J'ai été au Mexique, car partout où il y avait de l'honneur, je me suis trouvé le premier, et » jamais je n'ai voulu rester en arrière.

» Les articles que j'ai publiés au sujet de cette campagne ont été les premières attaques sé- » rieuses dirigées contre l'Empire. »

« — Et **Rochefort?**... »

« — Rochefort est mon ami de classe, et, seul de la gauche, je l'ai défendu à Paris, au Corps » législatif.

» Trois semaines avant la chute de l'Empire, je partais de Brest, déclarant que j'allais à Paris » pour aider à proclamer la République.

» Dans la nuit du 3 au 4 décembre, je hâtai, j'achevai la déchéance impériale et l'avénement du » nouveau régime.

» Je poussai **Gambetta** à la tribune; je m'emparai d'abord de l'Hôtel de Ville avec lui, puis de la » Préfecture de police.

» Voilà ce que j'ai fait.

» Mais pour faire ici protestation de foi politique, pour expliquer mes sentiments devant vous, je » vous déclare que je préfère le pays à la République... » (Tonnerre de murmures. — Cris : Vive la République! Pas de Kératry! Nous n'en voulons pas! il n'est pas républicain!)

« A la fin, le silence se rétablit. M. de Kératry, resté impassible, termine en disant : « Quant au » dossier que j'ai-là, contre les administrations, je m'en servirai peut-être à un moment donné, ou je » ne m'en servirai pas. »

« Sur ces mots il se retire.

» Le bruit recommence. Nous voulons les papiers! il ne les montre pas! c'est qu'il n'y en a pas! vive la République!

» Enfin le calme renaît :

» M. Cantagrel prend la parole :

« — M. de Kératry ne s'est pas défendu parce qu'il ne le pouvait pas ; mais il s'est porté comme mon » accusateur, ce qui ne prouvait rien ; il s'est retiré devant l'ennemi, est-ce là le fait d'un brave? »

« Un citoyen venu de Paris en ballon avec M. de Kératry et qui assistait aux réunions électorales où M. Cantagrel attaquait M. **J. Favre**, en 1869, s'écrie en riant : — « Et vous, vieux farceur! »

« M. Cantagrel quitte le fauteuil, se promène avec indignation sur la scène, en appelle aux citoyens :

« — Le citoyen Kératry m'appelle vieux farceur! »

« Un immense hourrah retentit.

» L'assemblée consultée se prononce à l'unanimité contre la candidature de M. Kératry au commandement en chef de l'armée de Bretagne. »

Menées bonapartistes. — Ces menées ne sont un secret pour personne. Le plus souvent, elles se trament dans l'ombre. Mais, parfois,

soit par imprudence, soit à dessein, elles s'affichent au grand jour. La lettre suivante, que publie l'*Indépendance belge*, en est une preuve entre mille :

« Monsieur le rédacteur,

» Voici un fait que je porte à la connaissance de tous mes camarades, prisonniers en Allemagne.

» J'ai vu ici, à Mayence, pendant trois jours, venant de Londres, Cologne, Coblentz, ayant passé par Wilhemshœhe, allant à Wiesbaden, Stuttgardt, Munich, Ulm, Dresde et Leipzig, un étranger, se recommandant d'une lettre autographe de l'Empereur que j'ai lue.

» Cette personne met en avant des projets de restauration et s'étonne de trouver si peu d'attachement personnel pour Napoléon III dans l'armée ; elle vante le courage de l'Empereur à Sedan, et dit peu de bien des membres du gouvernement de la défense nationale.

» Nous savions depuis longtemps que notre souverain déchu avait le génie de l'intrigue, mais nous espérions qu'il ne chercherait pas maintenant à préparer une restauration qui amènerait infailliblement la guerre civile.

» Mais tôt ou tard le masque tombe, le héros s'évanouit, l'aventurier reste.

» Veuillez agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

» **A. de Haut.**

» capitaine d'état-major. »

Situation de l'Algérie. Nouvelles rassurantes. — Les rumeurs les plus inquiétantes ont couru, à différentes reprises, touchant la situation de notre colonie. On parlait de l'imminence d'une insurrection. Voici le tableau rassurant qu'un journal étranger, la *Pall Mall Gazette*, nous donne d'Alger et de la colonie :

« Le pays est très-florissant ; les banques ne sont nullement ébranlées ; il n'y a pas de détresse commerciale ; on bâtit beaucoup à Alger et dans les environs ; il ne paraît y avoir aucun trouble ; tout le monde est armé et fait l'exercice pour pouvoir remplacer les troupes régulières, ce qui fait du bien à la population et lui donne un sentiment de fraternité. Les apparences de la dignité, du courage, toutes nouvelles parmi la population, sont réellement frappantes. La République paraît lui avoir inspiré une vie nouvelle.

« Le général Lallemand est un homme capable, qui connaît bien l'Algérie. On ne craint aucun trouble près d'Alger, même s'il y avait une insurrection dans le Midi. Il y a dans Alger même quatre mille mobiles et gardes nationaux, et beaucoup plus dans le pays et les petites villes. Il reste encore de nombreux détachements de troupes régulières ; celles qui ont été envoyées en France ont été remplacées par des gardes mobiles envoyés de plusieurs départements de la France.

» Dans l'état actuel des affaires, Alger jouit d'une sécurité parfaite, et les Arabes, que l'on suppose dangereux, ont des intérêts qui se rattachent si étroitement à ceux des Européens, qu'il est invraisemblable qu'ils se révoltent. De plus, et sans compter le chiffre élevé d'indigènes dans les régiments de tirailleurs algériens, les Arabes ont fourni et sont disposés à fournir encore de nombreux contingents.

» Il n'y a rien à craindre des tribus nomades du Maroc. Il est fâcheux que de faux bruits se se soient répandus au sujet de l'insécurité de l'Algérie, vu que rien ne les motive. Les Algériens offrent de recevoir dans leurs maisons les soldats blessés en France, dont la convalescence pourrait être accélérée par leur délicieux climat. »

DIMANCHE, 25 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre.—Comme il fallait s'y attendre, les Allemands s'attribuent la victoire dans l'affaire qui a eu lieu, avant-hier, à Pont-Noyelles. Les Allemands se seraient trouvés en nombre inférieur, mais auraient néanmoins refoulé les Français sur toute la ligne, dont Pont-Noyelles était le centre, de Beaumont à Daours. Les télégrammes prussiens rendent hommage à la résistance opiniâtre du général Faidherbe, qui n'aurait cédé le terrain qu'à l'entrée de la nuit, en se retirant au delà de l'Hallu.

La dépêche du général Faidherbe était si explicite qu'il nous est impossible de douter de sa véracité. Dans la situation tendue où ils sont, en présence du mécontentement de l'Allemagne, qui va grandissant tous les jours, les Prussiens ne peuvent à aucun prix s'avouer vaincus. Attendons-nous donc à ce qu'ils mentent pour dissimuler leurs défaites. D'ailleurs, Sa Majesté Guillaume a éloquemment prêché d'exemple en annonçant la reprise d'une position au moment où les troupes françaises s'y trouvaient installées, le 30 novembre, sous les murs de Paris, à Champigny.

Les opérations militaires qui viennent d'avoir lieu à Paris n'ont guère amené de résultat. On a brûlé beaucoup de poudre des deux côtés, mais sans se faire beaucoup de mal, ni sans résultat sérieux. Du moins, c'est ce qui résulte des renseignements reçus jusqu'aujourd'hui. Signalons toutefois un petit détail qui a bien son prix : trois cent cinquante grenades, suivant un télégramme du Roi, auraient éclaté au milieu d'un corps prussien en n'y blessant qu'*un* homme. Ces Prussiens seraient donc invulnérables. Heureux Roi d'avoir de pareils soldats!... ou bien plutôt... Heureux soldats d'avoir un pareil Roi!...

A quand la fin de ces horribles carnages où le comique se mêle au tragique?

Un vœu de la ville de Lyon. — La Commune lyonnaise fait toujours parler d'elle. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Nous préférons le zèle un peu exagéré et bruyant à l'inertie et à l'indifférence. Les administrations des petites localités ne sont que trop portées à s'endormir et à s'amollir. Il n'est pas mauvais que les grandes villes comme Lyon, Marseille et Bordeaux les tiennent en haleine et leur montrent le chemin qui mène au succès et à la délivrance.

Le dernier acte de la Commune de Lyon est le vœu qu'elle a émis auprès de la délégation de voir Garibaldi, déjà « *Citoyen de Lyon* », admis parmi les membres du gouvernement de la défense nationale, le célèbre

condottiere pouvant être considéré comme la « personnification des idées républicaines. »

Il va sans dire que cette idée ne laisse pas que d'être différemment accueillie par les divers partis.

La portée des canons parisiens. — Le correspondant du *Times* à Saint-Germain écrit, le 23, la description d'une scène qui a eu lieu sur la terrasse devant un hôtel bien connu :

« Je montai au n° 14, d'où l'on jouit d'une vue splendide. Comme les Parisiens ont travaillé ! Le terrain est tout fraîchement retourné devant une nouvelle batterie au-dessous du Mont-Valérien, à la maison du carrefour. Cela doit être à 1,800 mètres plus près des lignes allemandes. Et quand la batterie sera armée... Juste en ce moment un canon ouvrait le feu, il faisait partie du Moulin-à-Vent, la nouvelle redoute dont j'ai parlé il y a quelque temps, et l'obus partit en sifflant vers La Celle ; bientôt après la fumée monta d'un splendide château.

» Encore un obus vers Chatou, où la destruction accomplit aussi son œuvre, tandis que nous regardions un épais nuage de fumée se dégager du rempart du Valérien. Ce nuage n'attira que momentanément notre attention et j'expliquais à mon compagnon les détails de la position, quand tout à coup s'éleva au-dessus de nous un bruit qui ne ressemble à nul autre en ce monde. C'est l'aile de fer de cet ange de la mort qui s'élance de la bouche d'un canon. Le projectile décrivit une courbe et, de la rive opposée de la rivière qui coule à nos pieds, l'obus s'était transformé en un énorme cratère. C'était un grand succès. Un projectile de l'un de ces nouveaux canons avait ainsi décrit une courbe pour venir atteindre un point éloigné de huit mille mètres. L'obus, ainsi envoyé au milieu d'un bataillon, aurait suffi pour l'ébranler. Je sortis, et j'allai causer au milieu d'un groupe composé du général **von Lowe**, qui commande ici, du colonel **Harvey**, de Mme **Mackensie**, une dame anglaise et de ses enfants.

» Devant nous se trouvaient de nombreux soldats prussiens, des dames et des messieurs français, et la foule des oisifs de Saint-Germain qui fréquentent la terrasse.

» Derrière nous, un détachement d'infanterie était rangé sous les arbres pour la parade du soir. Toute l'assemblée devait former un point de mire admirable pour l'officier d'artillerie du Mont-Valérien.

» L'épais nuage bleu, opaque comme une crême, s'éleva de nouveau du fort. Personne n'y prêta attention. Nous causions, je crois, des dernières nouvelles, et plusieurs secondes s'étaient écoulées quand tout à coup les dames et les messieurs français s'éloignèrent précipitamment du grillage de la terrasse ; le bruit du terrible projectile annonçait son approche, et cette fois, sifflant à nos oreilles, il traversa bel et bien la rivière, et tomba à côté de ce que nous appelons « la maison de **Gladstone**. »

» Le général tint ferme, et cria : — Eh bien ! soldats, que faites vous là ? Allons, ferme !

» L'effroi ne dura qu'un moment, les dames et les messieurs qui s'étaient enfuis revinrent, demi-souriants, demi-sombres. Les dames les plus agitées furent réconfortées par l'assurance du général, que le canon avait développé toute sa portée huit mille trois cents mètres. Puisque je loge à deux cents yards de l'endroit, j'espère que le général a raison. »

Le même correspondant ajoute que la préfecture de Versailles peut être atteinte par n'importe quel canon du Mont-Valérien. La préfecture est à neuf mille quatre cents mètres de la saillie la plus rapprochée du fort.

La santé de M. Gambetta. — Le travail d'Hercule auquel se livre M. Gambetta depuis son arrivée en province, les préoccupations qui l'obsèdent, les attaques auxquelles il est en but, ses voyages aux armées, tout cela n'a pas ébranlé sa vigoureuse et puissante organisa-

tion. Au contraire. Voici ce qu'on écrit de Lyon, où il est en ce moment:

« Je viens de me trouver assez près de M. Gambetta, que je n'avais pas vu depuis le Corps législatif. Les grands intérêts dont il est chargé, les vives et poignantes préoccupations auxquelles il est constamment en proie, ne paraissent pas avoir nui à sa santé ; elle m'a paru, au contraire, meilleure que dans cette fameuse séance, où il se trouvait haletant et épuisé à la tribune pour soutenir que la république est le corollaire indispensable, la fille légitime du suffrage universel. Il est légèrement engraissé, sa figure est colorée. Seulement, sa chevelure noire est aujourd'hui parsemée de quelques cheveux gris qui sont venus bien vite et qui attestent les veilles, les inquiétudes, les fatigues. Tout le monde ici a été frappé de l'air de mâle résolution et de virile confiance qui régnait dans toute la physionomie du jeune ministre. »

Tout est bien qui finit bien.—Il paraît que M. DE KÉRATRY est remis en possession du commandement du camp de Conlie. Ainsi tombent toutes les rumeurs et tous les bruits que nous avons relatés. C'est M. GLAIS-BIZOIN qui a réinstallé M. de Kératry. — Il ne resterait donc de ce fâcheux incident que la lettre regrettable que nous avons publiée plus haut.

Succès de propagande du Drapeau. Protestation de Robert Mitchell. — Le *Drapeau* et l'attitude hostile qu'il a prise vis-à-vis du gouvernement de la défense nationale obtiennent un succès... de désaveu, qui ne fait que croître et embellir. M. Granier espérait devenir un embarras pour les « hommes du 4 septembre. » Il espérait leur aliéner l'estime et les sympathies de l'armée française et de ses chefs. Or, c'est précisément le contraire qui arrive. Non contents de protester contre tout projet de restauration bonapartiste, qui reposerait sur la connivence de l'armée française, les officiers et soldats prisonniers tiennent à proclamer bien haut leurs sympathies pour le gouvernement de la défense et leur dégoût pour le *Drapeau*, qui les attaque à tout propos et par tous moyens. Voici, à ce propos, quelques lignes extraites d'une lettre que M. Robert Mitchell adresse à un ami. Elles seront lues avec intérêt :

« As-tu lu un indigne journal, qui s'appelle *le Drapeau ?* Je ne comprends pas qu'un Français ose, dans un pareil moment, insulter ceux qui organisent et dirigent la défense nationale. Il faut être fou ou pis que cela, pour essayer de semer la division en France et, de compliquer, par des luttes civiles, la situation déjà si douloureuse de notre malheureux pays.

» Je ne sais ce qu'espèrent les promoteurs de cette œuvre anti-patriotique, mais, pour ma part, *entre un système qui a ruiné la France et ceux qui s'efforcent de la sauver, je n'hésite pas.*

» ROBERT MITCHELL. »

Méfaits prussiens. Cruelle punition!—Une tragique anecdote à classer parmi les épisodes de l'invasion en France :

« M. de L***, propriétaire du château de Saint-A..., venait de congédier un maçon, avec lequel il s'était entendu pour faire murer, le jour même, un long couloir, situé dans les substructions de sa maison, lorsqu'un détachement de douze Prussiens, précédé d'un commis aux réquisitions, se présenta chez lui :

« — Conduisez-nous bien vite à votre cave... »

« — Pardon, je ne comprends pas... »

« — Oh ! vous allez comprendre... Nous savons, par nos rapports particuliers, que vous avez » enfoui, dans le souterrain du château, votre argent et vos bijoux ; car, dans une heure, notre ré- » giment sera ici : nous vous permettrons de ne pas attendre son arrivée, et quand vous nous » aurez montré le chemin de la cave, vous pourrez partir avec votre famille et vos deux domes- » tiques... »

« M. de L*** cède à la force, et, laissant ce qu'il possédait à la discrétion des envahisseurs, se rend à Bois-d'O..., où il trouve un asile chez l'un de ses parents.

» Quelques jours se passent ; on apprend alors que, non-seulement aucun régiment ennemi n'a paru à Saint-A...., mais qu'en outre les Prussiens semblent avoir quitté le département. M. de L*** se décide alors à retourner dans ses pénates ; et, chemin faisant, il rencontre le maçon de Saint-A...

» — Monsieur a-t-il été satisfait de son mur ? »

« — De quel mur ?... »

— « De celui que j'ai fait, l'autre jour, suivant l'ordre de monsieur, pour murer le couloir de la cave... »

« — Hein ! que dites-vous ?... »

« M. de L*** entre précipitamment au château, en amenant avec lui le maçon ; la grille est ouverte... Tout est encore désert...

» On va chercher des ouvriers, on descend dans le souterrain, on démolit la muraille, et on trouve, à l'entrée de la cave, les douze soldats ennemis et leur chef, morts de congestion alcoolique... Autour d'eux étaient épars les bijoux et les espèces monétaires qu'ils avaient déterrés, ainsi que les nombreuses bouteilles qu'ils avaient vidées...

» On suppose que, après avoir fouillé le sol et fait le partage de leur butin, ces malheureux, trouvant à leur portée un assortiment de spiritueux, dans lequel figuraient plusieurs litres d'absinthe, auront commencé des libations qui les auront ménés promptement à l'intoxication et à la mort, par le chemin de l'ivresse.

» Pendant qu'ils agonisaient ainsi dans les profondeurs du souterrain, le maçon, revenu tout à coup pour exécuter son marché avec M. de L*** et qui ne se doutait nullement que la cave était pleine d'ennemis, s'était mis promptement à la besogne, et n'avait pas quitté la place avant que le couloir fût bien et solidement muré. »

Tentative d'assassinat sur le roi de Prusse. — Nous avons signalé plus haut le bruit qui a couru qu'un Bavarois avait attenté aux jours du Roi Très-Pieux et Très-Humain. Ce bruit a été démenti par les journaux à la dévotion de M. DE BISMARK.

Nous trouvons, cependant, dans l'*Avenir du Gers*, le récit très-circonstancié de la rumeur, qui deviendrait ainsi un fait acquis. Laissons parler ce journal :

« Le roi de Prusse, désirant fêter somptueusement l'anniversaire de la princesse **de Galles**, avait, la veille, donné à Versailles, des réjouissances splendides. Dîner de gala à la préfecture, quatre-vingts couverts ; bals publics ; musiques et fanfares militaires sur les places jusqu'à onze heures du soir ; grandes eaux devant toute la cour assemblée, le roi **Guillaume**, les princes **de Wurtemberg**, **de Bade**, le prince-royal **Fritz** à pied près de son père, de **Moltke** en voiture, et une vingtaine de généraux suivis par tout leur état-major.

» Cette nouvelle édition des fêtes et des réjouissances de **Louis XIV** et de ses successeurs avait, paraît-il, échauffé la cervelle du vieux Roi de Prusse.

» Le lendemain, il voulut refraîchir un peu ses esprits par une petite promenade, et il se dirigea vers les sites pittoresques situés entre Louveciennes et Bougival.

» Il était entouré d'une faible escorte, et il cheminait, fumant bourgeoisement sa pipe, hors d'atteinte des salutations ordinaires du Mont-Valérien.

» Soudain, un coup de feu éclate et une balle siffle à l'oreille du promeneur, qui oscille sur lui-même et fait quelques pas pour s'appuyer sur le bras d'un de ses voisins.

» En même temps, quelques hommes de sa suite se détachent, se dirigent vers l'endroit d'où semblait être partie la détonation et se livrent à des investigations minutieuses.

» Au bout de quelques instants de recherche, ils ramenèrent aux pieds du Roi un soldat bavarois à la mine altière, l'œil vif, énergique, tenant dans la main un fusil encore chaud.

» Le vieux Guillaume regarde cet homme, et, sans même lui parler, il fait un signe qui est compris de son entourage.

» Deux minutes après, et à quelques mètres de là, sous l'œil fauve du Roi de Prusse, le soldat bavarois recevait une balle dans la tête. »

Polémique bonapartiste. Brochure d'un ex-préfet. — Les Parisiens ne sauraient se faire une idée de la fécondité des bonapartistes en fait de production et de... *reproduction*... de brochures. M. Hugelmann *reproduit* ses anciens plaidoyers bonapartistes dans la *Situation*. Quant aux ex-préfets, sous-préfets et fonctionnaires, chacun d'eux tient à *brochurer* son mot sur la situation actuelle. Chacun d'eux tient à dire pourquoi, à son avis, l'Empire est tombé, et ce qu'il faut faire pour le reconstituer.

Voici ce qu'on écrit de Londres à la *Gazette de Cologne*, relativement à une de ces brochures récemment parues :

« L'agitation bonapartiste continue avec un zèle digne d'une meilleure cause. Une brochure française vient de paraître à Londres, intitulée : « *Histoire de 3 mois, 4 décembre* 1870, par un ex-préfet impérial. »

» La brochure cherche à innocenter complétement **Louis Napoléon** au sujet de la guerre. La Prusse, la faiblesse du ministère **Ollivier** et l'opposition ont amené la guerre (page 13). L'entente secrète de la Prusse avec la Russie est dénoncée (page 12).

» L'auteur dit qu'une assemblée nationale serait maintenant impossible et dangereuse ; il demande un appel direct au peuple par la question : La guerre ou la paix. Dans quelles conditions, c'est ce qu'il ne dit pas, et l'on reconnaît bien là la façon dont les **Bonaparte** ont l'habitude de manier le plébiscite. Cet écrit nous apprend une nouvelle, c'est que Paris est redevable à la prévoyance du dernier ministère impérial d'avoir échappé pendant quatre-vingts jours au bombardement. Le baron **David**, ministre des travaux publics, a fait couper, le 30 et le 31 août, les canaux de l'Est de la France, ce qui fait que l'artillerie de siége des Prussiens, déjà en chemin sur le canal du Rhin et de la Marne, a été perdue ; et ce n'est que dernièrement qu'ils ont pu amener une nouvelle artillerie devant Paris. Le style et d'autres indices nous montrent que la brochure est sinon écrite, du moins inspirée par M. **Rouher**. »

Comme on vient de voir, d'après certains journaux, c'est un ex-préfet qui aurait tenu la plume dans cette circonstance. Mais personne ne donne le nom, ni les initiales du scribe bonapartiste.

LUNDI, 26 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Nous avons enfin le mot, (cela n'arrive pas toujours) des contradictions que nous avons signalées entre les versions allemandes et françaises touchant l'affaire de Pont-Noyelles. Le

général Faidherbe a été vainqueur, et bel et bien vainqueur. Seulement, la nuit, à la faveur de l'obscurité, MM. les Prussiens ont réoccupé certains villages qu'ils avaient dû abandonner. Ces mouvements se sont faits à l'insu de l'armée française, et sur un ou deux points isolés.

Samedi, le général Faidherbe a attendu l'ennemi, qui n'a pas donné signe de vie. Et cela n'en déplaise aux télégrammes allemands, qui annoncent une nouvelle bataille et une nouvelle défaite pour les Français, le lendemain du 23. Le plan stratégique du général Faidherbe comportait un mouvement en arrière sur Arras. Ne voyant rien venir du côté de l'ennemi, il a donné l'ordre d'exécuter ce mouvement, et c'est ainsi que les Allemands, qui voient tout du bon côté et qui interprètent tout en leur faveur, ont pu dire que les Français battaient en retraite devant eux.

La conduite du général Faidherbe, à cette affaire, a été au-dessus de tout éloge. Il a payé de sa personne comme le dernier des soldats. Il a même eu un cheval tué sous lui et ses vêtements lacérés et en lambeaux. C'est la vaillante attitude de l'infanterie de marine, dont l'héroïsme ne se lasse pas et fait des merveilles depuis le commencement de la guerre, ainsi que l'élan et l'impétuosité des chasseurs de Vincennes, qui ont surtout contribué au succès des Français.

La journée du 23 avait été exceptionnellement rigoureuse. Le froid était excessif, *le pain qu'on a distribué aux troupes était gelé*, c'est-à-dire non mangeable. Malgré cela, elles ont bivaqué sur le champ de bataille. *La plupart des hommes n'avaient pas de capote.* Le lendemain, malgré les fatigues de la veille et la persistance du froid, tous attendaient l'ennemi de pied ferme. Or, nous venons de dire que les Allemands, vainqueurs ce jour-là, suivant leurs télégrammes, se tinrent cois et pour cause.

Somme toute, cette affaire fait le plus grand honneur à l'armée du Nord et à son vaillant chef.

En Bourgogne, les forces belligérantes se tiennent en échec depuis l'affaire de Nuits, le 18 décembre. Bien que l'occupation de cette ville leur ait coûté beaucoup de monde, les Allemands l'ont évacuée dès le lendemain. Ils n'ont rien entrepris non plus depuis la même époque contre les positions de Garibaldi à Autun, Arnay-le-Duc et Épinay.

Des correspondances allemandes, publiées par des journaux belges, imputent l'insuccès des Français, dans l'Est, aux rivalités et à la mésintelligence qui existent entre les généraux français et Garibaldi. On contrarie celui-ci le plus possible, et l'on oublie qu'il a fait ses preuves, comme chef de partisans, sur plus d'un champ de bataille. La Commune de Lyon vient, d'ailleurs, de protester près de la délégation contre le

mauvais vouloir qu'on ne cesse de montrer à l'égard de Garibaldi, dans certaines régions.

Départ du duc d'Aoste pour l'Espagne. — Le futur Roi d'Espagne a quitté sa famille, hier, pour se diriger vers son nouveau royaume. On sait de quelle façon s'est faite l'élection de ce souverain. C'est PRIM qui l'a imposée aux Cortès, malgré l'antipathie et les animosités que cette candidature provoquait sur tous les points de l'Europe.

Nous n'aimons pas à prophétiser et nous ne nous sentons aucune aptitude pour le faire. Toutefois, nous croyons pouvoir dire que le règne du successeur d'ISABELLE ne sera probablement pas des plus heureux. Quand on s'impose à un peuple, et quand l'intrigue et l'ambition vous servent de marchepied pour monter sur un trône, il y a tout à parier que l'heure des orages et des agitations populaires n'est pas loin. En tout cas, si le duc d'Aoste est malheureux, s'il voit la mauvaise fortune fondre sur sa couronne, il ne devra s'en prendre qu'à son ambition et à son aveuglement, car les avertissements ne lui ont pas manqué.

Les auteurs de la Révolution de septembre avaient un beau rôle à jouer : c'était de doter leur pays d'un gouvernement en rapport avec les aspirations nouvelles des peuples. Leur union, leur popularité, l'ascendant qu'ils avaient sur la nation espagnole, eussent pu fonder à tout jamais en Espagne la forme républicaine. Par ambition, par antagonisme, par fétichisme pour le principe monarchique, ils ne l'ont pas voulu.... Puissent-ils jamais ne s'en repentir pour eux-mêmes et pour leur pays!...

Percement du Mont-Cenis.—Le percement du Mont-Cenis a été terminé hier.

A quatre heures vingt-cinq minutes, la sonde a traversé la dernière couche de 4 mètres d'épaisseur, dans l'axe de la montagne, à la profondeur de 7,080 mètres de Bardonnèche et de 5,148 mètres de Modane.

Les spectateurs qui ont assisté à la chute du dernier massif de séparation du tunnel, qui est entièrement perforé sur une longueur de 12,228 mètres, ont fait éclater le plus grand enthousiasme. Le succès de ce travail admirable fait le plus grand honneur à l'ingénieur SOMMEILLER.

Quand donc les peuples, au lieu de s'entretuer, et d'anéantir le fruit du travail de plusieurs années en luttes stériles, se voueront-ils exclusivement à des œuvres aussi utiles et aussi glorieuses, dans le bon sens du mot, que celle que nous signalons?

Conseil d'enquête pour les capitulations de Metz et de Strasbourg. — Le conseil d'enquête relatif aux capitulations de Strasbourg et de Metz est définitivement constitué.

Il se compose de MM. le maréchal BARAGUEY-D'HILLIERS, président, et les généraux de division FOLTZ-GROSBON, DE MARTIMPREY et POURCET, membres.

Le ministre de l'intérieur a décidé que M. AGULHON, chargé du bureau de la justice militaire au ministère de la guerre, remplirait, près du conseil d'enquête, les fonctions de secrétaire, sans voix délibérative.

Funérailles du commandant Arnault. Présence de M. Gambetta. Interdiction des réunions publiques à Lyon. — L'enterrement du commandant Arnault a eu lieu avec une grande pompe. M. GAMBETTA y assistait avec son secrétaire, M. SPULLER. La cérémonie a été purement civile. La femme du commandant est devenue folle. La municipalité a décidé de pourvoir à ses besoins. En même temps, elle a adopté les trois enfants de l'homme de bien qui vient de mourir dans des circonstances si dramatiques. Elle leur fera à chacun une pension temporaire.

Les réunions publiques et les manifestations publiques ont été momentanément interdites, « pour arrêter au plus tôt, dit l'arrêté, des menées dans lesquelles il est facile de reconnaître la main des étrangers et des ennemis de la France. »

L'ambassadeur de la République française aux États-Unis.—Le vicomte TREILHARD a été admis, le mardi 6 courant, à présenter au Président la lettre par laquelle le gouvernement de la défense nationale l'accrédite, comme son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, près la république des États-Unis d'Amérique. «M. Treil» hard, dit le *Messager*, ne portait pas d'uniforme de cour ; il était vêtu » simplement de noir, comme il convient à un ministre de la répu» blique. »

Metz. — On lit dans le *Messin* du 22 :

« L'évacuation presque complète des malades et des blessés touche à sa fin. Les seuls établissements où l'on en rencontre sont les casernes du fort Moselle, du Génie, Coislin, la Manufacture des tabacs, et une ambulance privée dirigée par des Belges, rue de l'Évêché. Aussi les ambulances hollandaises, anglaises, du Luxembourg, ainsi que les différentes escouades d'infirmières venues de Belgique et d'Allemagne, ont-elles à leur tour quitté Metz pour d'autres destinations.

» Le dernier acte qui se rattache à la reddition de la place s'accomplit en ce moment. C'est l'évacuation du matériel médical appartenant aux ambulances françaises, et que la convention de Genève couvre par la neutralité.

» Ce matériel paraît être très-considérable ; c'est un pharmacien belge, M. Kayser, qui depuis quelque temps se trouve à Metz pour l'œuvre des secours aux blessés, que M. le docteur d'Arrest, médecin en chef de l'armée prussienne, a chargé de cette mission, en sa qualité de neutre. MM. les pharmaciens militaires Kœnig et Yservink collaborent avec lui à ce travail.

» Le choix fait d'une personne neutre, pour inventorier notre matériel, empêchera des difficultés inévitables autrement, et donnera, espérons-le, une entière satisfaction aux intéressés des deux parties belligérantes. »

Les prisonniers français en Allemagne. Tentatives d'évasion en masse.—Nous avons déjà signalé certains bruits, qui parlaient d'une tentative d'évasion en masse, méditée par les prisonniers français en Allemagne. Voici quelques lignes d'une correspondance allemande, qui se rapportent à ces bruits :

« Le plan d'évasion des prisonniers français n'était pas aussi imaginaire qu'on l'avait cru au premier abord. Le 23, à onze heures du soir, l'alarme était assez grande dans la garnison de Cologne. On annonçait de Coblentz que les prisonnniers campés dans les baraques de la bruyère de Wahn étaient sur le point de se soulever. Un détachement de cuirassiers et huit canons furent envoyés sur les lieux : toute la garnison de Cologne fut consignée. — Le projet des Français était de se soulever en masse le jour de Noël, jour bien choisi, car on sait combien les Allemands, à quelque rang qu'ils appartiennent, tiennent à célébrer cette fête. Des perquisitions ont fait découvrir dans les campements des revolvers et des poignards. Le mot d'ordre avait été donné partout par des agents secrets. On assure que c'est un officier français qui, prévoyant la gravité des conséquences que ce soulèvement allait provoquer, indépendamment de l'inutilité de la tentative, qui ne pouvait guère réussir, a dévoilé le plan de la conspiration au commandant de Coblentz.

» Plusieurs officiers français ont été arrêtés et dirigés sur la Prusse orientale, et il est question d'en envoyer d'autres à Glatz, en Silésie. »

Méfaits prussiens. — Voici un méfait d'un nouveau genre, dénoncé à la charge de l'invasion prussienne :

« On sait que le but de la guerre entreprise par l'Allemagne est la ruine de la France. Pour l'atteindre, les Prussiens ne reculent devant aucun moyen, et un de ceux qu'ils ont imaginés, c'est la vente des coupes des forêts de l'État. Mais, comme ils rencontrent dans les populations une force d'inertie qui les paralyse, et, de la part de l'administration forestière, un refus absolu de concours, ils procèdent par la terreur pour vaincre les résistances, et, au pis aller, ils envoient en Allemagne les bois qu'ils abattent dans le voisinage de la frontière. On nous écrit, en effet, de Sarrebourg, que M. **Chatelain**, sous-inspecteur des forêts, n'ayant pas voulu se rendre complice des dévastations prussiennes, a été mis en état d'arrestation par ordre des autorités allemandes, avec sa femme et ses enfants, qui ont été incarcérés avec lui. L'intimidation ne s'est pas arrêtée là, tous les membres du tribunal de l'arrondissement ont été également envoyés en prison, pour punir la population qui n'avait fourni aucun acheteur pour débarrasser les Prussiens du produit de leur brigandage. Et l'Allemagne ose encore prétendre appartenir à la civilisation! »

Affaire d'Hautefaye. — On se rappelle la scène terrible qui eut lieu dans un village français, à Hautefaye, au début de la guerre.... M. DE MONEYS, propriétaire, accusé stupidement par la populace de sympathies pour la Prusse, fut brûlé vif par une bande de forcenés. — Le procès nous a montré, sous leur véritable et triste jour, ces populations campagnardes, telles que l'Empire les a démoralisées et crétinisées. Quatre des accusés ont été condamnés à mort, seize autres à diverses périodes de travaux forcés ou de prison.

Voici un passage de l'acte d'accusation :

« ..... Quand la flamme mordit les reins du malheureux M. de Moneys, il fit un dernier mouvement. C'est à ce moment que le jeune **Limay** soutient avoir vu **Campot** jeune « *chaucher* » sur les fagots.

» Tout autour éclatait une joie féroce! les uns attisaient le feu, comme l'avouent **Lomougie** et **Besse**, dit Duroutet, qui s'en vantait le soir à sa femme, qu'on entendit, dans son indignation, l'appeler F..... coquin (Besse a déjà été condamné à trois ans de prison pour attentat à la pudeur sur des enfants.) — Il y en eut un qui eut le courage d'allumer sa cigarette à des tisons pris sur

le corps de M. de Moneys ; un autre le montrait du doigt en disant : « Vous voyez comme ça grille » bien. » Besse, voyant flamber la graisse qui coulait le long du corps, n'exprimait qu'un regret, c'est que toute cette graisse fût perdue.

» Quand tout fut fini, il se trouva encore des hommes pour remuer le brasier et le cadavre avec leurs bâtons et se repaître du hideux spectacle de ce corps carbonisé, qui ressemblait, dit-on, à un tronc d'arbre brûlé auquel tiendraient encore deux morceaux de branches rougies par les flammes.

» Puis la foule s'écoula indifférente et tranquille, disant que c'était bien fait, que quiconque le plaindrait méritait qu'il lui en arrivât autant. »

Les ballons. Un contretemps scientifique.—M. Janssen, parti en ballon pour aller observer, en Algérie, l'éclipse totale de soleil du 22 décembre, est descendu près de Saint-Nazaire. Malheureusement, au moment où il allait mettre pied à terre, un violent coup de vent a secoué la nacelle, et le choc a été tel que tous les délicats instruments qu'elle renfermait ont été brisés. Dans l'impossibilité de les remplacer, M. Janssen s'est vu forcé de renoncer à son expédition scientifique.

Louis-Napoléon fusillé. — Le hasard fait d'étranges choses. Le 1er décembre, le nommé Napoléon (Louis), canonnier, conducteur à la 10e batterie montée du 14e régiment d'artillerie de marche, a été condamné à la peine capitale par la cour martiale siégeant au camp des Barres.

Le jugement a été exécuté, le lendemain, 2 décembre, devant les troupes assemblées sous les armes.

Avec un nom d'aussi mauvaise augure, dit le *Progrès des Ardennes*, on devait finir aussi misérablement.

Le réveillon à Versailles. — Le correspondant du *Standard*, à Versailles, a assisté à la célébration de la soirée de Noël parmi les blessés prussiens. Voici comment il décrit la scène qui eut lieu dans le château royal :

« Où sommes-nous? Dans la galerie Louis XIII, toute re splendissante de dorures et tapissée de portraits de guerriers, de belles femmes et de tableaux de batailles. Quelle transformation s'est opérée dans ce lieu depuis que je le visitai! Tous les lustres sont allumés; les murs sont ornés de guirlandes de lierre; et, d'une extrémité à l'autre de l'appartement, s'étend une table littéralement couverte de cadeaux, et sur laquelle on remarque trois arbres de Noël tout enguirlandés et illuminés.

» Mais les regards se détournent pour contempler la longue rangée de blessés assis sur des banquettes le long du mur vis-à-vis de la porte d'entrée. La plupart d'entre eux sont bien pâles, pas un n'a bonne mine, et quoique cette fête soit préparée uniquement à leur intention, tous ont l'air triste et abattu. A gauche, à l'extrémité la mieux chauffée de la galerie, sont dix ou douze lits; chacun d'eux est occupé par un blessé, qui se soulève pour regarder avec curiosité la foule qui s'assemble. Les yeux caves, les visages amaigris de ces pauvres soldats navrent le cœur. Plusieurs bonnes dames sont-là, des habitants de Versailles, qui cherchent à soigner, à soulager de leur mieux ces pauvres êtres souffrants.

» La porte s'ouvre et le commandant fait son entrée, suivi de tout un état-major, tandis qu'une musique militaire fait entendre un hymne de Noël. Alors un chapelain s'avance, lit dans l'Évangile la narration, si touchante et si simple, appropriée au saint jour, et prononce une oraison, mi-sermon, mi-prière, où dominent l'éloge de la paix et les allusions à la patrie absente. Ceux des soldats

qui peuvent se tenir debout se lèvent, la plupart restent assis, leurs tristes regards fixés sur le sol. Quelques officiers eurent de la peine à dissimuler leur émotion, ce spectacle était si douloureux, en dépit du désir qu'on avait eu de répandre un peu de joie parmi ces victimes de la guerre. La prière finie, les officiers, les religieuses, les dames, portèrent aux pauvres blessés les cadeaux qui leur étaient destinés.

» Chaque présent était accompagné de quelque chose à mettre, de quelque chose à manger et de quelque chose à garder. Les soldats étaient reconnaissants, mais il n'y en eut pas un qui perdit pour un instant cette expression de tristesse navrante qui m'avait frappée, et j'ajoute que, malgré les lumières, la musique, les paroles de joie et de paix, les cadeaux placés dans les mains vides et les bonnes intentions qui doublaient le prix de toutes ces choses, je n'ai jamais assisté à un enterrement qui m'ait produit une impression aussi douloureuse. »

Soldat sauvé par son chien. — Voici un nouveau trait touchant de dévouement du « meilleur ami de l'homme. » Nous le recueillons dans une correspondance du *Standard :*

« A Douai, je vis quelques blessés, mais en état de convalescence ; ils se promenaient lentement. L'un de ces hommes était suivi d'un petit terrier anglais à poil gris et marchant sur trois pattes. Le blessé me raconta, de la façon la plus simple, comment son petit chien lui avait sauvé la vie :

» Près de Ham, il reçut une balle dans la poitrine et resta étendu sur le sol pendant six heures, le combat étant fini ; il n'avait pas perdu connaissance, mais son sang coulait et il s'affaiblissait petit à petit. Il n'y avait que des cadavres autour de lui, et son petit terrier, qui errait çà et là avec inquiétude, tenant dans sa gueule le képi de son maître. Enfin, le chien partit au trot, et le soldat blessé crut que son dernier ami l'avait abandonné. La nuit était obscure, le froid intense ; il sentit qu'il allait s'évanouir, et recommanda son âme à Dieu.

» Tout à coup, il entendit un aboiement, sentit que son petit chien lui léchait le visage, et vit la lueur projetée par une lanterne. Le chien avait erré bien loin avant d'arriver à un petit cabaret sur la route. Les gens de la maison avaient entendu la canonnade toute la journée, et voyant le képi dans la gueule du chien, sa vive inquiétude, ils résolurent de le suivre.

» Il les mena droit à l'endroit où gisait son maître, si droit à travers champs qu'il fut impossible à une petite carriole qu'ils avaient préparée de les suivre. L'homme s'évanouit, mais il était sauvé. Il y avait des larmes dans ses yeux quand il me raconta l'histoire. Le chien avait été contusionné par une balle dans la même bataille, et il boîte depuis ce jour.

Nécrologie. — La mort vient de frapper, à Metz, un de ces généreux étrangers qui étaient venus, au jour du malheur, apporter aux pauvres blessés français le secours de leur science et de leur dévouement. M. **Præger** (Lodewyk-Ferdinand), médecin de première classe de la marine royale néerlandaise, vient de succomber, à l'âge de 38 ans, aux accidents déterminés par une piqûre qu'il s'était faite à la main pendant un pansement. — La duchesse de **Wurtemberg**, princesse de Tour et Taxis, est décédée, le 20 décembre, à Ratisbonne. Elle était née en 1800 ; en 1827, elle avait épousé le duc Paul de Wurtemberg, qui mourut en 1860, et laisse un fils, le duc Maximilien de Wurtemberg, major en retraite. — On annonce la mort de M. **Dietz**, peintre renommé d'histoire et de batailles, professeur à l'Académie des arts de Carlsruhe. Il est décédé en France, à Gray, où il s'était rendu pour soigner les blessés. Il était né en 1813. — On annonce la mort de M. **Chais**, ancien procureur général, ancien membre de l'assemblée constituante, ancien président du conseil général des Basses-Alpes, officier de la Légion d'honneur et président honoraire de la Cour de Lyon.

MARDI, 27 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Le général Faidherbe, dans une note destinée à la publicité, maintient énergiquement ses dires quant à l'affaire de Pont-Noyelles. Il y a eu là un succès bien caractérisé pour ses troupes, et s'il bat en retraite vers les places fortes du Nord, ce n'est nullement par suite d'un échec éprouvé. Le général de Manteuffel, de son côté, persiste plus que jamais à voir une déroute dans la bataille de Pont-Noyelles. Les apparences viennent en aide à son système. Mais le langage du commandant de l'armée du Nord est trop catégorique et trop formel pour que sa véracité puisse être mise en doute.

Nous avons annoncé l'arrivée du général Chanzy, au Mans, à la suite d'une des plus belles et des plus fermes retraites que l'on ait eues à enregistrer. Voici ce qu'on écrit écrit, du Mans même, au *Standard*, le 22 décembre :

« Le général Chanzy et son armée se sont battus dix-neuf jours sur les vingt-cinq écoulés. Les troupes ont grandement besoin d'une semaine de repos pour se réorganiser. Elles le trouveront ici où elles sont arrivées avant-hier. Elles seront prêtes ensuite à reprendre l'offensive dans la dizaine.

» J'apprends que les Français ont combattu admirablement pendant leur longue retraite. Ils n'ont pas perdu de canons, si ce n'est une batterie de six pièces à Vendôme ; encore cette perte n'est-elle due qu'à la mauvaise manœuvre de l'officier qui la commandait. Il sera jugé par une cour martiale ; mais jusqu'à présent on n'a pas pu le trouver ; il s'est judicieusement absenté sans congé.

» *Les Prussiens ont été repoussés avec une terrible perte à Vendôme.* Mais les troupes de Chanzy avaient un tel besoin de repos qu'il s'est décidé à poursuivre son mouvement de retraite, en rompant tous les ponts derrière lui, pour aller au Mans réorganiser son armée avant de reprendre l'offensive.

» Vous comprendrez la nécessité absolue de cette mesure quand vous saurez que, depuis quinze jours, pas un seul rapport n'a été fait sur les divers corps et régiments ; vous pouvez, d'après cela, vous imaginer la confusion qui règne ici en ce moment. Néanmoins, tout se remet en place, les traînards rejoignent, de sorte que dans dix jours, l'armée sera en état de reprendre sa marche, *et cette fois, je pense, avec succès. Je ne puis clore cette correspondance sans vous signaler la belle tenue des troupes françaises, surtout des gendarmes.* Ce qui manque, ce sont les officiers. Presque tous ont été mis hors de combat ou faits prisonniers. »

Incident anglo-russe. Réunion d'une Conférence. — Bonne nouvelle, et qui éloigne les perspectives si épouvantables d'une guerre générale en Europe !...

La dénonciation du traité de 56 va être déférée à une conférence. Le fait, qu'on ait admis le principe d'une réunion diplomatique, est par lui même un symptôme des plus favorables au maintien de la paix.

On avait dit, d'abord, que la France se refusait à prendre part à ce Congrès, si les puissances, et notamment l'Angleterre, ne reconnaissaient pas formellement la République française. On avait dit ensuite que la France ne consentait à participer aux travaux de la conférence

que si le différend franco-prussien faisait partie des questions à examiner.

Nous ne savons pas ce qu'il y a de vrai dans ces rumeurs. Ce qui est acquis, c'est que la conférence se réunit le 3 janvier prochain et que M. Jules Favre y représentera la France. Comment croire que les représentants des grandes puissances, une fois réunis, pourront s'empêcher de traiter la grande question du moment, le duel franco-prussien, et l'égorgement de la nation française par de nouvelles hordes barbares ? Ou l'opinion publique européenne se fait grandement illusion, ou la conférence évoquera le lamentable différend qui désole aujourd'hui la France et afflige tous les amis de l'humanité et du progrès.

L'enthousiasme monarchique en Espagne. — L'union et l'allégresse sont loin de régner dans ce pays à l'approche du nouveau Roi. Des discussions orageuses ont surgi aux Cortès, sur la question de savoir, si cette assemblée devait se dissoudre ou non. PRIM, qui est enfin parvenu à ses fins, et qui sera l'homme indispensable du nouveau règne, tenait pour la dissolution immédiate... On a bien le droit de se reposer après de l'aussi belle et bonne besogne que celle de faire un Roi !.... — L'avis de Prim a prévalu au scrutin, les Cortès se sont donc déclarées dissoutes ; mais les républicains ont refusé de prendre part au vote, et l'amiral TOPETE, un des auteurs de la Révolution de septembre, a déclaré en pleine séance qu'il ne voulait avoir rien de commun avec le futur règne et qu'il se démettait de toutes les charges et dignités qu'il occupait dans l'État. *El Combat*, principal organe des républicains, a imprimé qu'il cessait de paraître parce qu'au moment où un roi allait prendre possession du trône, le fusil devait remplacer la plume.

On voit quelle paix et quel bonheur ont ménagé à l'Espagne les partisans quand même de la monarchie et du duc d'AOSTE !....

Logique prussienne. — Tout le monde est soldat en Prusse. Mais messieurs les Prussiens, toujours logiques, n'admettent pas qu'il en soit ainsi en France. Un Prussien fait son devoir en marchant sous les drapeaux de son pays. Mais le Français, qui en fait autant, commet un crime digne de tous les châtiments et de toutes les humiliations.

Une quinzaine de jeunes gens de Reims, qui désiraient quitter la ville envahie pour rejoindre l'armée, s'étaient réunis clandestinement afin de s'entendre sur les mesures à prendre pour favoriser leur fuite.

Dénoncés par quelque traître, ils furent arrêtés et condamnés au supplice de la schlague, ce qui fut accompli séance tenante.

L'esprit de résistance à Bordeaux. Une réponse à la réaction. — Une grande revue de la garde nationale a eu lieu à Bordeaux, hier.

Quinze à vingt mille gardes y assistaient.

Dans un discours, M. Crémieux a dit que le gouvernement est décidé à repousser toute violence de la réaction, — la République seule pouvant sauver la France.

Les gardes nationaux et la foule ont montré un grand enthousiasme et ont crié : Vive la République !

Les officiers ont juré de défendre la République.

Ces manifestations sont une réponse éloquente à la polémique réactionnaire de certains journaux, comme le *Français* et la *Gazette de France*, qui, sachant les difficultés que rencontreraient des élections à l'heure actuelle, n'en réclament pas moins à cor et à cri la réunion d'une Constituante, criant à tue-tête que le gouvernement de la défense mène le pays à l'abîme et à la ruine. Encore un peu, et ces feuilles honnêtes et sincères rendraient les hommes du 4 septembre responsables du vandalisme et des convoitises de la Prusse.... O préjugés ! O esprit de parti !

Les ballons. — On envoie de Munich, 26 décembre, à la *Gazette d'Augsbourg*, les détails suivants sur la descente d'un ballon parisien en Bavière :

« La nuit dernière, à une heure, trois gendarmes ont amené ici quatre voyageurs du ballon *Lavoisier*, capturé à Rothenbourg, savoir :

» 1° **Adolphe Leprinay**, ingénieur, de Paris ; 2° **Joseph Verrecke**, aéronaute, ci-devant écuyer ; 3° **François Jouffryon**, mécanicien ; 4° **Juillod**, commissionnaire, de Paris. Tous les quatre ont été conduits à la prison militaire. Le contenu du ballon, en lettres et journaux, a été également transporté ici et est en ce moment soumis à un examen officiel. Les lettres portent en partie le timbre-poste de l'Hôtel de Ville de Paris, en partie celui des divers arrondissements de Paris, et sont marquées d'un affranchissement de vingt centimes ; elles contiennent sur l'adresse les mots : *par ballon monté*.

» Le ballon a parcouru le trajet de Paris à Rothenbourg, environ cent soixante-dix à cent quatre-vingts lieues, en neuf heures. Dans les lettres particulières, qui portent toutes la date du 18 décembre, se trouvent, relativement à l'approvisionnement de Paris, les indications les plus opposées ; tandis qu'on prétend dans l'une qu'aucun manque de vivres ne se fait sentir, on affirme justement le contraire dans l'autre. Presque toutes expriment l'espoir que la grande sortie qui était en perspective dégagerait Paris. »

Un complot dans l'armée prussienne. — Tout le monde se demande, comment il se fait que la politique sanguinaire et ambitieuse de Guillaume, et de son tout puissant ministre Bismark, rencontre tant d'appui dans tous les rangs des armées allemandes. On ne veut pas croire à un tel oubli de soi-même, à une obéissance si passive, à un si parfait renoncement, pour une cause injuste, et cela au XIXe siècle, en présence de la République en France. Aussi, ça et là circulent des rumeurs touchant des résistances que les visées égoïstes et cruelles des Hohenzollern rencontreraient au sein des armées qui occupent aujourd'hui la France.

Un journal de Caen, le *Franc-Parleur républicain*, donne, comme positifs, les renseignements suivants, qui lui ont été transmis sur une conspiration découverte récemment à Versailles, et que nous reproduisons avec toutes les réserves que commande commandent de semblable révélations :

« Un complot a été découvert parmi les soldats polonais de l'armée prussienne ; il avait pour but de déposer les armes en masse et de se faire prisonniers de la France, contre laquelle ils ne veulent plus combattre parce que cela est évidemment contraire aussi bien à leurs sentiments sympathiques envers elle qu'à leurs propres intérêts nationaux.

» Un grand nombre d'officiers et plus encore de sous-officiers, après avoir été enchaînés, ont été conduits à la forteresse de Stettin pour être jugés.

» Soumis immédiatement à un conseil de guerre, dix-sept d'entre eux ont été fusillés le 2 novembre 1870, à cinq heures du matin, dans les environs de Versailles ; c'étaient des officiers.

» Quant aux sous-officiers et soldats qui ont eu à subir le même sort, le nombre nous en est encore inconnu.

» Entre les papiers plus ou moins compromettants trouvés sur ces malheureuses victimes d'un patriotisme non moins enthousiaste qu'admirable, plusieurs documents authentiques ont constaté l'existence d'un comité national polonais, anti-russo-prussien, dont les chefs supérieurs sont inconnus.

» Un soulèvement en faveur de la France est organisé sur une vaste échelle. Beaucoup d'agents secrets très-habiles, appartenant à toutes les classes de la société, agissent déjà avec la plus grande énergie.

» Le Comité central publie un bulletin polonais dont plusieurs extraits autographiés sont traduits en allemand, en français, en italien, en russe, en danois, en suédois et même en turc, en arabe, en arménien, en persan, etc.

» Les exemplaires de ce bulletin, saisi sur les militaires polonais enregimentés dans l'armée prussienne, ont constaté que plusieurs d'entre eux ont envoyé des correspondances, chiffrées pour la plupart, et que les projets et même certains actes les plus secrets ont été en partie trahis.

» Plusieurs personnes, employées dans les divers bureaux politiques, diplomatiques et militaires, suspectés d'avoir abusé de la confiance de leurs chefs respectifs, ont été mises en état d'arrestation.

» Bon nombre de documents faisant partie de pièces secrètes de ces bureaux ont disparu d'une manière inexplicable.

» Ces faits, qui ont produit une grande agitation, obligent la Russie, non moins que la Prusse, à modifier et à hâter l'exécution de leurs traités secrets.

» Les révélations à cet égard sont de la plus haute importance, particulièrement dans le moment actuel.

» Toutes les intrigues et les infâmies des ennemis jurés de la liberté, de la civilisation et de l'indépendance des peuples, seront désormais dévoilées sans pitié.

» Il est maintenant hors de doute que la disparition soudaine des pièces précitées a nécessairement déterminé la Russie à jeter le masque beaucoup plus tôt qu'elle ne l'eût voulu, et à lancer la note qui dénonce le traité de 1856, sans pouvoir cacher davantage par cela seul ses formidables armements.

» Les communications du bulletin sont plus que suffisantes pour prouver avec pleine certitude l'existence depuis un demi-siècle de traités entre la Prusse et la Russie ; il va sans dire qu'ils ont été successivement révisés, amplifiés et complétés.

» Voici les dates de cinq traités, en partie déjà déchiffrés :

» 1° Du 1er avril 1822 ;

» 2° Du 7 octobre 1831 ;

» 3° Du 4 septembre 1850 ;

» 4° Du 26 mai 1854 ;

» 5° Du 5 août 1868.

» Tous les despotismes sont ainsi mis en péril par leurs excès mêmes. Ils se croient forts, ils semblent les maîtres absolus. Tout est sécurité à la surface, mais au cœur tout est haine, conspiration, et péril d'autant plus menaçant qu'il est mieux caché dans l'ombre et le silence. »

Les Prussiens chez Mgr Dupanloup. — On s'imagine que les soldats d'un Roi aussi pieux et aussi humain que GUILLAUME doivent être pleins d'égards et de respect pour les ecclésiastiques. Il n'en est cependant rien; du moins, la conduite des Prussiens à Orléans est une preuve manifeste du contraire.

Voici ce que la *Gazette de France*, qui doit puiser à bonne source, écrit à ce sujet :

« L'évêque d'Orléans est prisonnier dans sa demeure.

» Cent cinquante Prussiens sont venus s'emparer de l'évêché.

» Des sentinelles ont été posées à toutes les portes de l'évêché, et deux sentinelles a la porte même du cabinet et de la chambre de l'évêque, le jour et la nuit.

» Il est chargé de loger et de nourrir le général en chef du 3e corps de l'armée prussienne avec trente officiers et une garde de trente soldats, plus les domestiques.

» Selon leur coutume, en prescrivant leur menu, ils ont demandé du vin de Champagne, et ils ont paru très-étonnés de ce qu'il ne s'en trouvait pas à l'évêché, pas plus que d'autres vins fins.

» On s'est, du reste, si bien emparé de l'évêché, que trois des grands-vicaires ont dû aller chercher asile dehors.

» Toutes ces peines ne sont rien auprès du fait suivant : une église que Mgr d'Orléans avait donnée comme ambulance, les Prussiens en ont fait une écurie et l'ont remplie de chevaux.

» Tout s'est, du reste, passé à l'évêché avec une dureté et une violence singulières : à tel point qu'un grand-vicaire, chargé par l'évêque d'Orléans de montrer les chambres à un officier qui avait mission de préparer les logements, et entendant cet officier traiter d'impoli l'évêque d'Orléans, dut lui répondre : « L'évêque d'Orléans, monsieur, n'a pas de leçon de politesse à recevoir de vous » et ajouter : « Il y a des choses que nous sommes condamnés a subir, et d'autres que nous ne pou- » vons accepter et que nous n'acceptons pas : vos procédés en sont une. »

» Lorsque les Bavarois ont quitté Orléans après la bataille de Coulmiers, ils y laissèrent beaucoup de blessés sans aucun secours religieux, sans aucun aumônier. Alors, Mgr d'Orléans chargea un de ses grands-vicaires, qui parle allemand, de s'occuper très-spécialement de ces blessés, auprès desquels il n'avait cessé d'excercer son ministère ; ce que le grand-vicaire fit avec un dévouement que toute la ville d'Orléans a admiré. Ce même grand-vicaire, ayant eu l'occasion de parler des blessés bavarois à l'officier chargé de préparer des logements prussiens à l'évêché, l'officier, pour tout remercîment, lui répondit : « Si vous n'aviez pas fait cela, vous auriez été un *co-* » *chon.* »

Levée du camp de Conlie. — Le *Moniteur du Calvados* annonce, dans son numéro du 25, la levée définitive du camp de Conlie.

Les troupes en état de combattre sont dirigées vers l'armée du général CHANZY. Les autres ont été dirigées sur Rennes.

Le père Hyacinthe à Londres. Son opinion sur la guerre actuelle. — Le Père Hyacinthe est à Londres, où il conférencie au profit des victimes de la guerre. Dernièrement, il a parlé à Hanover-Square, et il a examiné s'il y avait des raisons politiques, religieuses, ou ethnologiques pour que la guerre, que se font la France et l'Allemagne, fût une guerre sans fin et une guerre d'extermination.

Le savant conférencier a conclu à la négative. Il ne croit pas qu'il existe entre les Allemands et les Français un antagonisme naturel, ni aucune incompatibilité d'intérêts. L'unité de l'Allemagne, d'après lui, peut parfaitement s'accorder avec les intérêts bien entendus de la France. Et quant aux provinces, dont la possession est toujours l'objet de convoitises des deux côtés du Rhin, aux yeux du père Hyacinthe, les provinces rhénanes ne désirent pas plus devenir françaises que l'Alsace et la Lorraine ne veulent être allemandes. Si ces deux provinces viennent à être annexées à la suite de la guerre actuelle, ce sera un grand malheur ; mais le père Hyacinthe ne croit pas que pareille annexion fasse déchoir la France du rang qu'elle occupe en Europe. L'Allemagne gagnerait en laissant les Alsaciens et les Lorrains rester ce qu'ils veulent être, car ils sont le lien qui unit les deux peuples, et comme un canal, au moyen duquel ils échangent leurs idées. Des compensations territoriales, si elles sont obtenues, détourneront l'Allemagne du rôle que la nature lui a assigné et qui est essentiellement moral, intellectuel et industriel. Et en même temps, elles la condamneront au militarisme, c'est-à-dire à la tyrannie déguisée, bien près de devenir tyrannie ouverte.

La religion ne peut également être une cause de guerre entre les deux peuples ; car, si l'un est protestant et l'autre catholique, il y a chez tous les deux, à égal degré, réaction contre les idées ultramontaines qui ont Rome pour foyer. D'ailleurs, il y a un rapprochement graduel entre l'Église d'Allemagne et celle de Rome. On ne doit pas oublier que c'est en France qu'est né le protestantisme de Calvin, aussi bien que l'ardent catholicisme de Bossuet.

L'orateur a dit que si la guerre actuelle a pour conséquence l'unité de l'Allemagne, c'est-à-dire la création d'une puissante nation au cœur de l'Europe, ce sera un grand profit pour la civilisation. C'est ainsi que les fléaux dans les vues de Dieu peuvent servir au progrès.

« Quand à la France, s'est-il écrié en terminant, ma pauvre patrie, étendue saignante aux pieds de l'envahisseur, mais se débattant encore avec l'énergie du désespoir, on serait presque tenté de s'écrier à la manière du héros polonais : *Finis Galliæ!* Mais non ! La France avait besoin de s'affranchir d'elle-même, et elle conquerra sa propre délivrance. Je ne parle pas d'elle politiquement, mais dans le double sens moral et social. Elle allait à l'abîme. Il était temps qu'elle en fût sauvée. J'ai averti à Notre-Dame mes auditeurs du luxe et des vices qui conduisaient la société à sa dissolution. Que Dieu soit donc remercié pour une guerre qui nous ramène à nos anciennes mœurs et à notre ancienne pureté, pour une guerre qui nous redonne une race de femmes chastes et d'hommes braves. »

Il va sans dire que le père Hyacinthe était en habit bourgeois, au grand regret, à la grande déception même de plus d'un de ses auditeurs des deux sexes.

NÉCROLOGIE. — On annonce de Manchester la triste nouvelle de la mort subite d'un économiste

éminent, M. **Georges Wilson**, ancien président de la fameuse ligue contre les lois-céréales, qui fut le principal instrument de la réforme économique en Angleterre. — On annonce la mort du célèbre compositeur italien, **Mercadante**. Il est décédé à Naples.

MERCREDI, 28 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — L'armée du Nord continue son mouvement de retraite vers les forteresses de la frontière belge. Le général Faidherbe a établi son quartier général à Arras et concentre son armée autour de lui. Le général de Manteuffel occupe les anciennes positions de l'armée du Nord, au fur et à mesure qu'elles sont évacués. On doute, cependant, qu'il s'avance beaucoup plus loin, son armée devant servir de réserve aux forces qui gardent Paris contre une sortie en masse.

Le bruit court dans certains cercles militaires de Versailles, que le général Bourbaki, après avoir réorganisé ses forces à Bourges, pourrait bien se diriger vers l'Est et tomber avec Garibaldi sur le général de Werder. La présence de M. Gambetta à Lyon se rattache peut-être à ces projets. En tout cas, il y a dans les lignes de communication des Allemands, du côté du Nivernais, un point faible, par où un retour offensif, soit sur Paris, soit sur la Champagne, serait plus facile que dans d'autres directions.

Les opérations militaires sous les murs de Paris préoccupent toujours l'opinion. Le *Daily-News* publie un télégramme de Versailles, d'après lequel on a cru remarquer, à Margency, que les troupes campées en avant des fortifications de Paris, depuis le 21 décembre, semblaient vouloir se replier et lever leurs bivacs.

Quoi qu'il en soit, de ce côté, les assiégeants ont reconnu qu'il pouvait être dangereux de laisser l'ennemi s'y établir trop solidement. Le mont Avron, d'où ses batteries pouvaient atteindre Chelles, à une lieue de Lagny, le grand dépôt des armées allemandes, va devenir l'objet d'une attaque en règle. Le bombardement de cette position a dû commencer hier matin, d'après une communication télégraphique, reçue dans la journée à Dresde, du commandant en chef du corps saxon.

Espagne. Tentative d'assassinat sur Prim. — Une grave nouvelle nous arrive d'Espagne !....

Une tentative d'assassinat a eu lieu sur la personne de Prim. C'est hier soir, à la sortie des Cortès, au moment où le maréchal regagnait son domicile, que l'attentat a eu lieu dans une rue isolée. Le maréchal

a été blessé. Les auteurs de ce crime sont inconnus. On ne doute pas que la politique ait été le mobile de cet attentat.

Pauvre Espagne ! La voilà livrée au déchaînement de toutes les passions et de tous les ressentiments politiques. Et que pensera le nouveau Roi de ces faits lamentables, de ce sang versé en haine de son pouvoir ?

Le prince Amédée et le Pape. — On écrit, de Rome, que le prince Amédée voulait faire une visite au Pape, et lui demander sa bénédiction, avant de s'embarquer pour l'Espagne. Mais une sorte de crainte superstitieuse l'aurait retenu, indépendamment des désagréments forcés d'un tête à tête entre lui, fils du *spoliateur*, et Pie IX, le *spolié*. Ce n'est certes pas la bénédiction donnée par le Pape à Maximilien, partant pour le Mexique, qui a produit le drame lugubre de Queretaro. Mais, à force de voir mal tourner les bénits de Sa Sainteté, le peuple italien s'est mis en tête que Pie IX est un *jettatore*, et cette opinion, très-accréditée dans la classe populaire, à Rome, pourrait bien avoir trouvé créance au palais Pitti.

On a enlevé, au palais du Capitole l'inscription rappelant la délivrance de Rome par le général Oudinot, et on lui a substitué une autre inscription latine commémorant la délivrance de Rome par le général Cadorna. Comme Oudinot, Cadorna est créé *civis romanus... Uno avulso, non deficit alter !*

Armements russes. — La Russie développe toujours son organisation militaire.

La conscription *générale*, qui vient d'être introduite dans ce pays, augmentera le nombre des personnes sujettes au service de 3,433,100 hommes de tout âge. Il n'y a que ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge de rigueur pour entrer sous les drapeaux qui sont tenus de s'enrôler, attendu que la mesure n'a pas d'effet rétroactif.

Le nombre des hommes exemptés : membres de la noblesse, négociants de la première et de la seconde corporation, évêques honoraires, ecclésiastiques et popes, s'élève à 941,900 hommes.

L'esprit public à Bordeaux. — L'atmosphère, que la délégation respire à Bordeaux, n'est pas précisément la même que celle qu'elle respirait à Tours. A Tours, l'opinion légitimiste et cléricale tenait le haut du pavé. Mais à Bordeaux, les républicains de toutes nuances forment une imposante majorité. Les journaux réactionnaires, qui faisaient prime à Tours, ont continué leur opposition à Bordeaux. Mais l'opinion publique bordelaise a pris la chose du mauvais côté. Elle réclame donc la suppression momentanée de toute opposition, comme pouvant entraver l'œuvre de la défense, et provoquer la désunion, dans un moment où la France doit marcher à l'ennemi compacte et unie. La municipalité de

Bordeaux a épousé ces idées, et elle a immédiatement envoyé une députation à la délégation, pour l'inviter à montrer plus d'énergie et à briser toutes les velléités de résistance et de dissension. M. Crémieux, qui a reçu la députation, a tenu un langage conciliant et modéré.

On croit, toutefois, que la délégation ne voit pas de mauvais œil l'attitude de la population bordelaise et qu'elle ne tardera pas à adopter les mesures énergiques réclamées par la municipalité de la nouvelle capitale provisoire.

Nouvelles de Lyon. — Le drapeau rouge, écrit-on de cette ville, flotte toujours à Lyon, et cela malgré les protestations de la garde nationale. C'est la municipalité qui tient à cette couleur, et elle prétend la maintenir, aussi longtemps qu'une assemblée nationale n'aura pas désigné le nouveau drapeau de la France.

La garde nationale vient de profiter de la présence de M. Gambetta pour le prier de faire retirer le drapeau rouge. Sa pétition se termine ainsi :

« Que nos édiles ne nous parlent plus de la permanence du signe d'alarme ; ce n'est pas lorsque nos enfants paient outre mesure leur dette à la défense de nos institutions que nous avons besoin que le péril nous soit rappelé. Il est écrit dans nos cœurs !

» Donc, plus de drapeau rouge ! ce drapeau qui a présidé au lâche assassinat du commandant **Arnaud** et qu'on a sali dans son sang ! Rendez à Lyon, citoyen ministre, les nobles couleurs de la France, ces couleurs qui l'ont autrefois rendue républicaine et qui doivent asseoir ses nouvelles destinées !

» Entourez-vous de la garde nationale, consultez ses chefs élus, qui représentent la cité républicaine en armes, et avec leur concours, quelque difficile que soit votre tâche, elle sera promptement accomplie.

» Salut et fraternité ! »

M. Gambetta n'a pas encore répondu.

Réoccupation de Saint-Quentin. — Cette vaillante et patriotique cité vient d'être occupée par les Prussiens, pour la troisième fois, depuis le commencement de la guerre. Voici ce qu'on écrit au sujet des exactions de l'ennemi et de la faute militaire, qui a amené cette nouvelle occupation :

« Six mille hommes, avec cavalerie et artillerie, sont passés à Saint-Quentin, samedi, rejoignant **Manteuffel** et venant de Montmédy. Ils ont saccagé la gare, faisant main-basse sur tous les dépôts de vivres, de vêtements et d'étoffes qui se trouvaient au chemin de fer ; ils ont fait rechercher activement le chef de gare, qui a réussi à leur échapper ; enfin, ils ont réclamé de la ville une réquisition en argent de cinq cent mille francs, et sur le refus de la municipalité d'obtempérer à leurs exigences, ils ont arrêté le conseil municipal en bloc, pour le déporter en Allemagne, assure-t-on. Le commandant de la colonne a ordonné, de plus, aux habitants, de s'apprêter à recevoir d'autres détachements dans le cours de cette semaine.

» C'est la pusillanimité des chefs du corps français occupant Vervins qui a laissé ainsi le passage libre aux arrivants de la Lorraine. Il y a une dizaine de jours, six mille hommes, dont deux mille de troupes régulières, avaient été envoyés à Vervins sous la conduite d'un officier du génie évadé de Metz et que l'on avait, par considération pour les états de service qu'on lui supposait, élevé aux fonctions de chef de corps ; cette colonne avait ordre de protéger l'extrême gauche de la ligne

française. Vendredi, le bruit s'étant répandu aux environs que l'ennemi s'approchait en force avec de l'artillerie, la garnison de Vervins reçut de son chef l'ordre de battre en retraite sans coup férir, ce qui ne s'exécuta pas sans un certain désordre, et les troupes rentrèrent à Avesnes avec un air de déroute tout à fait propre à réjouir l'œil des ennemis de la république française. Je viens d'apprendre à l'instant que le trop prudent commandant a été révoqué net par le commissaire général.

» La nuit dernière, fausse alerte à Arras. Tocsin, appel aux armes, rien n'y a manqué. Après informations, tout s'est expliqué : les vedettes de Bucquoy avaient pris des mobilisés pour des Prussiens. »

Le libéralisme prussien. — L'*Indépendance belge* est mal notée, à Versailles et à Berlin. Cela se conçoit. D'abord, elle fait la guerre aux convoitises et aux prétentions inavouables des Prussiens. Puis, c'est dans ses colonnes, que des centaines d'officiers français viennent déclarer tous les jours qu'ils se refusent à donner la main à tout projet de restauration bonapartiste.

La bureaucratie prussienne vient donc de décerner les honneurs de la persécution à la feuille belge.

Le directeur de Coblentz, M. de Frentz, a fait interdire au bureau des postes de transmettre l'*Indépendance belge* aux officiers français, auxquels elle était adressée de Bruxelles. En même temps, il a interdit aux propriétaires de cafés et d'autres lieux publics de faire lire l'*Indépendance* aux habitués de ces maisons. Tous ceux qui désobéiront à ces injonctions auront à encourir les peines comminées.

Offre d'une épée d'honneur à Garibaldi. Sa lettre de refus. — Le général Garibaldi, à qui les habitants de Besançon avaient offert une épée d'honneur, a répondu en ces termes au principal promoteur de la souscription :

« Autun, 10 décembre.

» Je considère une épée donnée par la France comme le plus glorieux des dons, et vous serez certainement étonné que je ne l'accepte pas. Ayant fermé la porte aux honneurs pour tous les braves qui m'accompagnent, je ne veux pas de préférence. A la fin de la guerre, j'accepterai avec eux ce que la France républicaine voudra nous décerner. Pas avant.

» Ma reconnaissance aux généreux initiateurs d'une idée si flatteuse pour moi, — et à vous.

» G. Garibaldi. »

Menées dynastiques. Un traité de paix bonapartiste. Révélations. — On a beaucoup parlé de négociations, qui auraient été tentées près de l'ex-Impératrice, pour l'amener à traiter de la paix. Napoléon III jouait son rôle, disait-on, dans ces machinations. L'article suivant de l'*Indépendant des Basses-Pyrénées* prétend lever un coin du voile qui couvre encore les allées et venues de certains diplomates et généraux. Nous le recueillons à titre de renseignements :

« Immédiatement après la capitulation de Sedan et la proclamation de la République, le comte de Bismark a soumis à l'Empereur un projet de traité sur les bases suivantes :

» La cession de Strasbourg et d'une partie de l'Alsace ; le démantèlement de Metz ; l'abdication de Napoléon III et la régence de l'Impératrice. Le traité devait être ratifié par le Sénat et le Corps législatif, que l'on convoquerait à Amiens. L'armée du Rhin quitterait Metz avec armes et bagages,

mais sous la condition de ne pas servir contre l'Allemagne pendant trois mois, dans l'éventualité considérée comme improbable que le Sénat et le Corps législatif ne ratifiassent pas le traité de paix.

» **Bazaine** et son armée devaient protéger la réunion des Chambres à Amiens et rétablir l'ordre à Lyon, Marseille, Toulouse, etc.

» Enfin, et nonobstant l'armistice, l'armée allemande devait investir et réduire par la famine à la soumission la population qui a proclamé et organisé la République.

» Ce traité, approuvé par l'Empereur, fut communiqué an maréchal Bazaine, qui y adhéra, mais stipula pour lui-même des pouvoirs si étendus et d'un caractère tel que la régence, ou plutôt la dictature, aurait appartenu au maréchal Bazaine plutôt qu'à l'Impératrice.

» L'adhésion provisoire du maréchal Bazaine fut apportée à Versailles par le général **Boyer**, et les conditions imposées par le maréchal furent acceptées à Versailles. Le général Boyer partit pour l'Angleterre, afin d'obtenir la signature de l'Impératrice-Régente, pour un traité déjà rédigé. Cette formalité était la seule indispensable pour conclure la négociation.

» Pendant trente-six heures, l'Impératrice refusa avec fermeté d'apposer sa signature à ce document. Mais dans la nuit, accablée de fatigue et d'épuisement, elle céda aux vives sollicitations de ceux qui l'entouraient et signa le traité ; et le général Boyer, ainsi que les autres personnes bonapartistes qui l'entouraient et avaient exercé sur elle cette pression, à laquelle elle n'avait pu résister, prirent immédiatement congé d'elle.

» L'Impératrice, laissée seule à ses propres réflexions, se repentit d'avoir signé le traité ; et apprenant le matin que le général Boyer n'était pas encore parti, elle envoya à sa recherche, et demanda de nouveau à voir le traité sous le prétexte, disait-elle, de rectifier une erreur dans la copie qu'elle avait gardée. Le général Boyer le lui rendit, et elle le mit en pièces, puis congédia le général.

» Le général Boyer retourna à Metz, et la capitulation eut lieu deux jours après son retour.

» Pendant toutes les négociations, le maréchal Bazaine s'est abstenu de faire aucune tentative sérieuse pour rompre le blocus et il avait épuisé toutes ses provisions dans, la crainte que si l'armée ne souffrait du défaut de nourriture, sa popularité ne diminuât, et il tenait à la préserver en vue de la dictature qu'il espérait.

» Celui qui a écrit cette communication dit que les faits en question ont été constatés à Londres d'une façon authentique, et ajoute que la raison pour laquelle l'Impératrice a changé d'opinion, après avoir signé le traité, n'est autre que sa défiance du caractère de Bazaine, dont l'ambition était bien connue et attestée par les soins qu'il avait pris de stipuler pour lui-même des pouvoirs exorbitants.

» On affirme que l'Impératrice a dit : « J'ai assumé tout le déshonneur sur moi, sans profit aucun » pour l'avenir, car Bazaine me chassera bientôt de nouveau avec mon fils, et prendra tout le pou- » voir pour lui. »

JEUDI, 29 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Rien d'important à noter aujourd'hui.

Continuation des exactions prussiennes. Le jour de Noël, voulant probablement célébrer cette fête à leur façon, les Prussiens ont mis au pillage la petite ville de Saint-Calais, où leurs blessés étaient l'objet des soins les plus empressés et les plus intelligents.

Le général Chanzy a envoyé protester auprès du commandant prus-

sien, à Vendôme, contre les violences inqualifiables exercées par les Prussiens à Saint-Calais, malgré le bon traitement des malades prisonniers allemands ; sa protestation dit :

« Vous ajoutez à cela l'injure gratuite et vous avez prétendu que nous étions vaincus. Cela est faux. Nous vous avons battus et tenus en échec depuis le 4 septembre.

» Quelque sacrifice qu'il faille faire, nous lutterons à outrance, sans trève ni merci. Nous ne combattons plus des ennemis loyaux, mais des hordes de dévastateurs, qui veulent la ruine et la honte d'une nation qui prétend conserver son honneur, son indépendance et son rang. A la générosité avec laquelle nous traitons les prisonniers blessés, vous répondez par l'insolence, l'incendie et le pillage. Je proteste, au nom de l'humanité et du droit des gens, que vous foulez aux pieds. »

Paris. — Voici, sous quel jour, la presse présente aujourd'hui la situation de la capitale :

« L'état-major prussien, désespérant enfin de venir à bout de Paris par la famine, a fait commencer le bombardement des travaux de défense. C'est le Mont-Avron qui supporte les premiers coups des assiégeants. Depuis mardi, il est bombardé sans relâche. Ce n'est que le prélude, selon la *Correspondance provinciale* de Berlin. Aussitôt que ce point sera pris, dit ce journal, l'action contre les forts les plus proches ne sera pas seulement facilitée, mais le bombardement des parties de la ville situées dans le voisinage sera rendu possible. Moins on a à craindre une attaque du dehors, plus cette grande tâche sera exécutée facilement.

» Avron n'est pas, à proprement parler, un fort ; c'est un ouvrage avancé situé à trois mille ou trois mille cinq cents mètres au delà des forts.

» Le Mont-Avron a été occupé et retranché par les Français, au cours de la sortie du 30 novembre. Le bombardement est sans doute destiné à empêcher le développement des travaux de retranchement qui ont pour but d'élargir sans cesse autour de la capitale la zone défensive et abritée, et de faciliter les sorties, en diminuant l'espace découvert qui sépare cette zone des lignes de circonvallation allemandes.

Des dépêches envoyées aux journaux de Londres disent que le général **Trochu** approvisionne le Mont-Valérien, comme s'il projetait de s'y retirer dans un camp fortifié, si Paris capitule.

» Le Mont-Valérien est une formidable forteresse, qui exigerait à elle seule un siége en règle et qui pourrait effectivement tenir après la reddition de la ville.

» Mais quant à y établir un camp retranché pour des forces considérables, ce plan paraît difficilement praticable. On comprend la formation d'un camp retranché, protégé par une ligne de forts détachés, qui le mettent à l'abri des batteries de siége de l'ennemi. Mais on s'imagine malaisément l'installation d'une grande place d'armes, nécessairement improvisée, au pied d'une citadelle isolée, comme le Mont-Valérien, qui pourra bien la protéger efficacement de son feu contre un assaut, mais ne saurait empêcher les projectiles des canons Krupp d'arriver jusqu'à elle et d'y faire des ravages. Du reste, avant d'apprécier plus longuement la portée pratique de ce projet, il faut attendre pour savoir s'il existe réellement. »

Espagne. Tentative d'assassinat sur Prim. — Voici comment le correspondant madrilène du *Times* rapporte la tentative d'assassinat qui a eu lieu sur la personne de Prim, le 27 au soir, au sortir de la séance où les Cortès venaient de voter leur dissolution :

« Au sortir de la séance des Cortès, qui s'est terminée vers sept heures et demie, le maréchal Prim est entré dans sa voiture avec ses deux aides de camp, MM. **Naudin** et **Morja**, et est retourné chez lui par la calle Turcos, rue extrêmement étroite. A l'extrémité de la calle Turcos, qui aboutit à la calle Alcala, la voie se trouvait obstruée par deux voitures. Le cocher du maréchal dut s'arrêter devant ces voitures, desquelles sortirent, un moment après, plusieurs hommes qui tirèrent à travers les vitres de la voiture du maréchal et s'enfuirent.

» Le maréchal et un de ses aides de camp avaient reçu des blessures graves.

» Le cocher, immédiatement après les coups de feu, fouetta vivement les chevaux et réussit à passer en renversant une des deux voitures; en moins de deux minutes, il arriva au ministère de la guerre. Le maréchal monta l'escalier avec beaucoup de sang-froid en s'appuyant de sa main blessée sur la balustrade qu'il tacha de sang. En rencontrant la comtesse de Reus, il lui dit tranquillement qu'il était légèrement blessé. On peut s'imaginer l'émotion de la comtesse qui est des plus dévouées au maréchal et qui avait constamment le pressentiment qu'il lui arriverait quelque malheur.

» L'aide de camp Naudin avait plusieurs blessures à la main droite, qu'il tint cachée dans son mouchoir de poche, sans rien dire de l'accident avant qu'il n'eût vu le maréchal dans son lit et la comtesse à côté de lui. Il passa ensuite dans un autre appartement où un officier lui demanda pour la première fois s'il était blessé. Il a été amputé aujourd'hui.

» L'indignation populaire est immense. Le régent, qui habite la même rue, a été le premier à rendre visite au blessé. Il a été promptement suivi de tous les ministres, ambassadeurs étrangers et hommes publics de tous les partis.

» Un conseil auquel ont assisté les principaux membres des Cortès a été immédiatement convoqué, sous la présidence du régent, pour aviser aux mesures à prendre en présence du fait que le duc **d'Aoste** avait déjà quitté Carthagène, et de la certitude que le général Prim serait incapable, pendant quelque temps, de vaquer à ses travaux. Toutes les voix se sont prononcées pour l'amiral **Topète**, comme étant l'homme qui convient le mieux pour prendre la présidence du conseil et recevoir le Roi.

» Naturellement, l'amiral a montré de l'hésitation, surtout après l'attitude qu'il a assumée la semaine dernière. Il déclara qu'il était prêt à se dévouer en toutes circonstances, mais qu'il éprouvait des scrupules à aller recevoir le Roi, parce que sa conduite pourrait sembler n'être pas d'accord avec ce qu'il a toujours conseillé. Il dit finalement qu'il se laisserait guider par les avis de ceux de ses amis qui étaient présents et qui, comme lui, avaient soutenu la candidature du duc de Montpensier. M. **Rios-Rosas**, avec un patriotisme digne de tout éloge, dit qu'il croyait que l'amiral Topète était tenu de se rendre au désir général. D'autres députés du même parti parlèrent dans le même sens. L'amiral a déclaré ensuite qu'il était à la disposition de ses collègues pour faire tout ce qu'ils voudraient.

» L'amiral Topète a accepté la présidence du conseil, le ministère de la guerre et le ministère d'État. M. **Sagasta** prend la direction du ministère de l'intérieur; M. **Ayala**, celle des Colonies; MM. **Montero-Rios**, **Béranger** et **Moret**, les directions des ministères de la justice, de la marine et des finances.

« M. **Layard** est le premier membre du corps diplomatique qui a rendu visite au général Prim; le général **Sickles** est arrivé peu de temps après et est resté chez le blessé jusqu'à une heure du matin. »

Rome. Dévouement et désintéressement des employés de l'ancienne administration. — Il paraît que les employés des administrations pontificales ont donné un rare exemple de fidélité à l'ancien ordre des choses. Sollicités à entrer dans le nouveau cadre de fonctionnaires et à continuer à l'Italie les services qu'ils rendaient à l'État pontifical, la plupart s'y sont refusé. Sur tous les officiers de l'armée, trois seulement ont pris du service dans l'armée italienne. Les employés du ministère des finances, sauf deux, ont refusé d'adhérer au nouvel ordre de choses. Dans l'administration des postes, sur quatre-vingts employés, soixante-dix ont refusé le serment; dix seulement l'ont prêté. Mêmes dispositions hostiles chez les pauvres douaniers. Sur quatre-vingts employés de la douane, soixante-dix ont refusé d'entrer dans les rangs de la nouvelle administration.

Au moins voilà des gens logiques et fidèles à leurs convictions!... C'est chose si rare qu'il est bon de donner de la publicité à de pareils faits. L'honnêteté, la fidélité au drapeau, le désintéressement seront toujours honorés et respectés par tous les partis.

La démission de M. de Loverdo. — La manifestation de la municipalité de Bordeaux près de la délégation commence à porter ses fruits. Entre autres mesures, on réclamait la destitution de tous les fonctionnaires, qui tenaient leurs pouvoirs de l'Empire et, qui, partant, devaient être suspects de sentiments hostiles à la République. M. de Loverdo a compris ce que cela voulait dire et il vient de résigner les fonctions qu'il occupait au ministère de la guerre. Il a invoqué des raisons de santé pour se retirer. Mais tout le monde sait bien que ses anciennes attaches bonapartistes sont les vraies causes de sa retraite.

On parle également de la démission de M. de Freycinet, autre employé du ministère de la guerre et autre bras droit de Gambetta. Mais beaucoup se refusent à croire que ce dernier consente à se priver d'un auxiliaire aussi utile et aussi dévoué.

M. de Loverdo était directeur de la cavalerie et de l'infanterie.

Les victimes de la guerre. — Voici quelques chiffres qui montrent que les Prussiens paient chèrement leurs victoires: Dans le Hanovre, il a été annoncé à l'autorité compétente 28,600 veuves avec 52,412 orphelins; en Westphalie, 13,110 veuves avec 29,973 orphelins; dans la Prusse orientale, 16,319 veuves avec 29,428 orphelins; dans les villes hanséantiques 8,312 veuves avec 11,715 orphelins.

Ces chiffres, qui ne portent d'ailleurs que sur quelques provinces, sont tout à fait incomplets, puisqu'ils ne concernent que les familles ayant demandé des secours du gouvernement et des communes.

Méfaits prussiens. Mort du vicomte Jaubert. — Nous trouvons dans le *Mémorial de Lille* la lettre suivante, qui sera lue avec un douloureux et vif intérêt. Il s'agit d'un nouveau crime commis par les Prussiens sur la personne du vicomte Jaubert, fils de l'ancien ministre sous Louis-Philippe.

« Lille, le 28 décembre 1870.

» Monsieur le rédacteur,

» Je reçois à l'instant la triste nouvelle de la mort de mon ami, M. le vicomte Jaubert. Il est bon, je crois, que tout le monde connaisse les causes de cette mort, qui est un crime de plus à la charge de nos envahisseurs, et je compte trop, Monsieur, sur vos bons sentiments de citoyen et de patriote pour douter de l'accueil que vous voudrez bien faire à cette lettre.

» Quelque temps après l'invasion, M. le vicomte Jaubert, qui habitait alors une propriété magnifique à douze kilomètres du Mans, dans une commune où il était le maire et le défenseur naturel, a vu son château envahi par les Prussiens. Il n'avait aucun moyen de défense. Les seuls habitants du pays étaient les familles de propriétaires et les paysans des villages environnants sans armes et sans direction militaire.

» Il fallut souffrir les mauvais traitements, les réquisitions, etc., comme partout où ont passé nos ennemis.

» Un jour que le vicomte était à dîner avec sa famille et deux ou trois amis, on vient l'avertir que les Prussiens avaient fait irruption au presbytère du village voisin, et que le curé, digne et respectable pasteur du pays, allait être mis à mort à cause de l'impossibilité où il se trouvait de ne pouvoir satisfaire aux exigences avides des Prussiens.

» N'écoutant que ses courageux sentiments, M. Jaubert s'élance et court au village, afin de soustraire le curé au sort que tant d'autres ont subi. Mais nous le savons trop pour notre malheur, rien ne saurait toucher les barbares sicaires de Guillaume.

» M. Jaubert fut pris par eux et emmené prisonnier sans qu'il lui fût même possible de faire connaître à Mme la vicomtesse Jaubert ni à ses amis le malheur qui venait l'atteindre ni le sort qui probablement lui était réservé.

» La captivité de M. Jaubert a duré trois jours, au milieu des plus horribles traitements. Mais le plus affreux, c'est que dans ces trois jours de supplice, notre malheureux ami a été conduit sept fois sur le terrain pour être fusillé et il subit alors les plus horribles traitements, brutalités, etc. Des circonstances inopinées, peut-être aussi l'horreur même du crime, ont-elles apporté un obstacle à une semblable exécution, je l'ignore; ce qui est certain, c'est que pendant ce temps Mme la vicomtesse Jaubert, folle de désespoir, se livra aux démarches les plus actives pour sauver son mari. Avec l'énergie qu'inspirent les profondes affections de la famille, Mme Jaubert put enfin obtenir d'arriver jusqu'à son mari et eut le suprême bonheur de l'arracher des mains de ses persécuteurs.

» Mais, hélas! dans quel état! Notre pauvre ami avait reçu des coups de crosse de fusil, des brutalités telles qu'il en était résulté des lésions internes du caractère le plus dangereux, et malgré les soins les plus intelligents, malgré le dévouement le plus tendre, il vient de succomber dans cette même propriété d'où il était parti naguère au secours du pauvre curé de son village.

» Je n'ajouterai rien, monsieur le rédacteur, à ce bien pénible récit. Les faits parlent d'eux-mêmes. »

Le libéralisme prussien. Expulsion d'un journaliste d'un quartier général allemand. — Nous empruntons le fait suivant à une feuille étrangère :

« Le correspondant spécial de la *Gazette de Francfort* et de la *Nouvelle Presse libre* de Vienne, M. **Hermann Voget**, qui a d'abord suivi sur le théâtre de la guerre l'armée du prince-royal de Prusse, puis la troisième armée sur les bords de la Loire, est revenu à Francfort le 23 décembre, en exécution d'un ordre du grand-duc **de Mecklembourg**. Il a traversé toute la France, muni d'un passe-port qui recommandait aux autorités militaires de faire de leur mieux pour faciliter et hâter son voyage... à ses frais. M. Voget a été tout simplement expulsé du quartier général du grand-duc de Mecklembourg et renvoyé en Allemagne pour avoir dit, dans une de ses correspondances, que le colonel **Krentzky**, chef de l'état-major grand-ducal, avait été remplacé par le général **von der Stosch**. C'était parfaitement exact, mais on reproche au correspondant d'avoir vu dans cette mutation une critique des opérations stratégiques, des marches et contre-marches qui ont précédé la reprise d'Orléans par les troupes allemandes. »

La polémique réactionnaire. — Il est bon que Paris sache de quelles armes les ennemis de la délégation font usage contre elle. Une commission d'enquête vient d'être instituée pour examiner les faits qui se rapportent à la capitulation de Strasbourg et à celle de Metz. Voici l'article que la *Patrie* a écrit en réponse à cette mesure :

« ENQUÊTE POUR ENQUÊTE.

» Nous demandons d'abord qu'une Assemblée nationale soit nommée et qu'elle choisisse, à son tour, dans son sein des hommes qui formeront ce conseil d'enquête. Toute autre façon de procéder est irrégulière, illégale et ne peut aboutir à aucun résultat.

» Les enquêtes administratives, les conseils créés par un caprice personnel, nous les dénonçons

et nous les repoussons comme M. **Gambetta**, alors simple député, les dénonçait et les repoussait sous l'Empire.

» Avant donc de décider qu'un conseil se réunira, décidez qu'une Assemblée se réunira ; cette Assemblée nommera la commission, et alors...

» Oh ! alors, elle examinera la capitulation de Metz et de Strasbourg, mais elle examinera aussi :

» Si Metz et Strasbourg, qu'on n'a pas secourus, pouvaient l'être ;

» Si l'on n'a pas compromis le salut des armées en osant affirmer que **Ducrot** avait brisé les lignes prussiennes et était à Epinay-Lonjumeau, quand la chose était fausse.

» Si l'on n'a point ainsi amené l'évacuation d'Orléans, en imposant au général de **Paladine** un mouvement que, sans cette nouvelle fausse, il n'aurait point tenté ;

» Si l'on n'a pas mis au bas d'une proclamation, et pour lui donner de la valeur, le nom de l'amiral **Fourichon**, qui ne l'avait pas signée ;

» Si l'on n'a pas anéanti le camp de Conlie en destituant brusquement M. **de Kératry** qui l'avait organisé ;

» Si, par des destitutions incessantes, des nominations burlesques, de perpétuelles accusations de trahison et des élévations aux grades supérieurs de nullités notoires, on n'a pas découragé le soldat, désorganisé l'armée et produit la situation où se trouve la France ;

» Si, enfin, par incapacité ou par gloriole, par insuffisance et suffisance, par mépris de toutes les lois militaires, on n'a pas perdu en réalité le pays qu'on sauvait tous les jours en paroles.

» Voilà ce qu'examinera le conseil d'enquête nommé par l'Assemblée nationale, et devant ses décisions, dictateurs ou généraux devront s'incliner.

» Mais en dehors d'une commission émanant du suffrage universel, il ne peut y avoir ni juges ni inculpés ; il n'y aura ni arrêt, ni condamnés, ni acquittés. »

On voit sur quel ton le prend la *Patrie* vis-à-vis des hommes qui cherchent, non sans quelque succès, à racheter les fautes de l'Empire et de ses créatures. La *Patrie* parlerait-elle avec plus de mépris et de dédain des hommes qui ont amené les capitulations de Metz et de Sedan? Nous en doutons. Ce sont de pareilles polémiques, où la mauvaise foi, le dépit et la haine se donnent libre carrière, qui provoquent le dégoût et les colères des patriotes, et contre lesquelles, par suite, on veut réagir, — à tort, selon nous, — par des violences et des proscriptions.

La France, l'Europe entière savent le dévouement, le patriotisme, l'activité à toute épreuve des hommes qui ont accepté le dur et ingrat labeur de réparer les fautes et les ruines amoncelées par l'Empire. C'est pourquoi il faut laisser au mépris ou à l'indifférence publique le soin de faire justice des articles aussi malveillants et aussi injustes que celui qu'on vient de lire.

Les ballons. — On parle très-sérieusement d'un appareil pour se diriger dans l'air. Cet appareil, nommé engin VALLÉE du nom de son inventeur, a été examiné à Lyon par une commission composée d'hommes de science et de pratique, et voici le procès-verbal qu'ont signé ses membres, MM. COQUAND docteur ès-sciences, professeur de géologie et de minéralogie ; SICAUD, ingénieur gazier ; CKIRADI, ingénieur constructeur ; LAURENT, mécanicien ; F. LAUR, commissaire spé-

cial pour la défense des Bouches-du-Rhône; puis, HÉRAULT, mécanicien.

« De l'examen de l'engin Vallée, il résulte :

» 1° Que cet engin consiste en un aérostat pouvant emporter avec lui un poids considérable, et ce dans les proportions dépassant tout ce qui s'est fait jusqu'à ce jour;

» 2° Que techniquement cet aérostat est dirigeable ;

» 3° Que les forces ascensionnelle et descensionnelle sont facultatives et peuvent être obtenues sans déperdition du gaz ni de lest;

» 4° Que les théories sur lesquelles s'appuie M. Vallée sont incontestables et reposent sur des lois scientifiques, les seules que la commission ait pu examiner. »

La commission émet, en outre, l'opinion que lorsque M. Vallée aura mis à exécution ses théories par lui soumises, son appareil peut être employé comme engin de guerre et que, comme tel, il peut devenir une arme formidable.

D'un autre côté, MM. Philippe BRANNON et Cie, ingénieurs, publient une lettre dans laquelle ils signalent une invention qu'ils ont faite et qui consiste en un nouveau système de ballon ou poche à air avec lequel ils se disent prêts, non-seulement à ouvrir, mais à maintenir ouvertes les communications avec Paris.

« Notre ballon, disent ces messieurs, n'est plus cette masse énorme, dangereuse et difficile à manier; ses dimensions sont celles de l'aérostat *Égalité;* il descendra ou s'élèvera à volonté et gouvernera soit avec vent arrière, soit avec vent debout; sa vitesse, suivant les aires de vent, sera de 4 à 16 milles; il portera de 2 à 3 tonneaux, comme le ballon, déduction faite des voyageurs; il pourrait porter un poids utile de 1,000 kilgrammes, soit d'environ 1,500 rations d'une demi-livre chacune de conserves alimentaires. Si l'on expédiait une flotille de ballons à deux voyages par jour, Paris recevrait 90,000 rations de provisions.

L'émigration artistique à Bruxelles. Succès de Faure. — Le baryton Faure fait merveille à Bruxelles. Voici ce qu'on écrit à ce sujet de la capitale de la Belgique :

« Le héros du jour pour nous, ce n'est ni S. M. **Guillaume**, ni **Trochu**, ni **Gambetta**; ce n'est pas davantage **Manteuffel** ou **Faidherbe**. L'homme dont on parle partout, qu'on exalte, qu'on porte aux nues, c'est le baryton **Faure**, du Grand-Opéra de Paris, qui nous a joué la *Favorite* et *Guillaume-Tell* avec une perfection dont rien dans nos souvenirs ne nous donne une idée. Quelle admirable voix ! Quel talent plus admirable encore ! De toutes les étoiles parisiennes de première et de seconde grandeur que nos théâtres ont vu briller depuis trois mois, celle-ci est à coup sûr la plus brillante. M. **Vachot** a fait de l'argent avec Mesdames **Bloch**, **Hamaekers** et **Miolan**; il fera de l'or avec Faure. »

Prisonniers et émigrés. Deux épisodes touchants. — Ostende renferme actuellement un certain nombre de militaires français internés en Belgique depuis Sedan.

On raconte deux épisodes touchants qui ont eu lieu à l'arrivée de ces prisonniers dans cette ville :

« Une servante française, réfugiée avec ses maîtres à Ostende, a trouvé son frère, qu'elle croyait mort, parmi les prisonniers. Cette scène a vivement impressionné les personnes qui y ont assisté.

» Un pêcheur français, qui venait d'entrer dans le port, pleurait la mort de ses deux fils, dont il était sans nouvelles depuis deux mois, et s'était rendu à la gare pour voir ses compatriotes, quand,— jugez de sa joie,— parmi les premiers prisonniers qui descendent du train, il reconnaît ses deux enfants. La scène de reconnaissance est indescriptible. »

Lettre d'Alexandre Dumas fils sur la fin religieuse de son père. — Tout ce qui se rattache aux derniers moments du grand écrivain, de l'incomparable conteur dont la France pleure la perte, s'impose à l'attention publique. C'est à ce titre que nous recueillons l'article suivant de l'*Univers* :

« Nous recevons et nous reproduisons avec bonheur ces quelques mots adressés à notre rédacteur en chef, M. **Louis Veuillot**, par M. **Alexandre Dumas** fils ; ces mots soulageront bien des cœurs qui prieront avec plus de confiance pour le défunt ; ils honorent celui qui les a écrits, à cause de sa pitié filiale et à cause de l'acte de foi qu'il ne craint pas de faire à la face du monde. Nous osons dire, et nous sommes sûrs que M. Alexandre Dumas fils ne nous désavouera pas, que cette courte lettre vaut mieux que tous les drames et les préfaces les plus applaudis ; nous ajoutons qu'elle ne nous surprend pas ; même dans les œuvres du fils, que l'*Univers* a combattues et critiquées, il y a un accent de sincérité, un désir du vrai et du bien, accent et désir d'une âme naturellement chrétienne, qui se révèle aujourd'hui en face de la tombe paternelle et qui promet à notre littérature des chefs-d'œuvre dignes d'être loués par les plumes catholiques.

» Voici la lettre de M. Dumas :

« Cher apôtre,

» Sachez par moi, qui vous garde un inaltérable souvenir, que mon bien-aimé père est mort lundi » 5 décembre 1870, à onze heures moins sept minutes du soir, *muni des Sacrements de l'Église*. » Oh ! répétez-le *très-haut* avec moi : Dieu m'a fait grâce infinie !— Priez pour celui qui s'est douce- » ment endormi dans le Seigneur, et qui, sur cette terre faite de mal, tâchée de pire, passa faisant le » bien. Je reviens du cimetière. Je n'ai pas le courage de vous en dire davantage ; louez Dieu de ce » grand exemple et de ces sacrements, sans lesquels mon cher grand génie ne voulait pas mourir.

» Tous les respects du cœur.

» MARIE-ALEXANDRE DUMAS.

» Le 8 décembre 1870. »

NÉCROLOGIE. — On annonce de Marseille la mort de M. **Lieutaud**, gérant de la *Gazette du Midi* depuis 1830. — Le feld-maréchal **de Moering**, ancien gouverneur de Trieste, vient de mourir à Vienne, à l'âge de 63 ans. De naissance bourgeoise, il avait conquis tous ses grades par son mérite et ses capacités militaires.

VENDREDI, 30 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre. — Rien à signaler aujourd'hui en province.

Sous Paris, le bombardement du Mont-Avron a commencé et les

Prussiens s'étonnent de la mollesse avec laquelle l'artillerie des assiégés répond à leur feu.

M. Gambetta est arrivé à Bordeaux, venant de Lyon, où les nécessités et les intérêts de la défense nationale l'avaient appelé. Il rapporte les meilleures impressions de son séjour parmi les différentes armées républicaines.

Espagne. Mort de Prim. Rentrée en scène de l'amiral Topète. — Une grave nouvelle nous arrive de l'Espagne : Prim est mort des suites des blessures reçues dans l'attentat que nous avons relaté plus haut. Cette mort, dans de pareilles circonstances, au moment où le nouveau roi va prendre possession du trône auquel l'a appelé l'influence de Prim, cette mort, disons-nous, est un fait grave et qui ne pourra qu'ajouter aux embarras et au malaise politique et social contre lesquels l'Espagne se débat.

Le duc d'Aoste a accepté par ambition la couronne qu'on lui offrait, nous aimons à le croire, dans des vues désintéressées et patriotiques. Et à son premier pas dans son nouveau royaume, il va se heurter au cadavre de celui qui l'a fait monter sur le trône !... Triste et éloquent témoignage des haines et des colères que son acceptation a soulevées !...

A la nouvelle de la mort de Prim, Topète s'est offert à aller recevoir le nouveau roi pour sauver la Révolution de septembre d'une réaction quelconque..... Le duc d'Aoste sera donc reçu et complimenté par l'homme qui a montré le plus d'antipathie pour sa candidature!.....

Condamnation à mort et dégradation d'un commandant de guérilla. — Nous avons publié plus haut les détails émouvants et sinistres de la dégradation d'un commandant de guérilla, en face de ses troupes, pour lâcheté devant l'ennemi. Il paraît que tout n'est pas des plus nets dans les faits qui ont amené l'arrestation et la condamnation du commandant Chenet. M. Gambetta aurait été saisi de l'affaire, et sur ses ordres, on aurait sursis à l'exécution du jugement. Voici ce qu'on écrit de Toulon à ce sujet :

« Le commandant de la guérilla d'Orient, M. Chenet, vient d'arriver à Toulon où Garibaldi l'envoyait au bagne ; mais l'autorité maritime a refusé de le recevoir au bagne ; elle veut les preuves d'un jugement régulier, et provisoirement elle l'a fait déposer dans la prison ordinaire.

» De son côté, M. Gambetta se hâtait de télégraphier à Toulon pour qu'on traitât M. Chenet comme un simple prévenu, non comme un condamné, en attendant qu'il eût pu examiner la cause et reviser la sentence du conseil de guerre garibaldien.

» C'est en partie pour ce conflit que le ministre de la guerre est venu à Lyon. On prétend que certains hommes de l'entourage de Garibaldi auraient voulu se venger des mesures disciplinaires du commandant Chenet à leur égard. Il y aurait eu d'abord des rivalités de champ de bataille, des reproches de M. Chenet à un chef incapable, qui aurait compromis la colonne par de fausses manœuvres. Un homme, qu'on dit être un repris de justice, aujourd'hui démasqué, aurait envenimé ce débat par une dénonciation calomnieuse, par une accusation de prétendue désertion, et la sentence de mort aurait été prononcée sous l'impression de cette calomnie ; mais la lumière se serait

faite depuis lors, et ce serait, dit-on, l'accusateur qui aurait lui-même à se défendre, car on aurait fait arriver son dossier judiciaire. Tels sont du moins les bruits accrédités à Toulon et à Marseille, deux villes qui ont fourni à M. Chenet un certain nombre de marins volontaires. »

Le château de Meudon. — Que de ruines cette horrible guerre amoncelle !... Ce sont les environs de Paris surtout, si riches, si pittoresques, où les villas rivalisaient de coquetterie et d'élégance, qui sont devenus méconnaissables. Le château de Meudon est presque détruit. On aura peine à le reconnaître. Voici ce qu'on écrit à la *Gazette de Cologne* touchant le pitoyable état de ce but favori des promenades parisiennes : ·

« Le beau château de Meudon est à moitié détruit. La dernière fois que je l'ai visité, les chasseurs bavarois étaient encore étendus sur des coussins de soie dans les élégants boudoirs, car le château venait seulement d'être occupé. Aujourd'hui, tout est en ruines. La terrasse est très-exposée au feu des Français, les grenades passent à travers les trous percés dans les murailles par d'autres coups de feu.

» Il en est de même à Sceaux dans les belles villas de Robinson, de Fontenay-aux-Roses, de Chatenay et de tous ces charmants environs. Des décombres, des ruines partout, rien ne reste que des murs lézardés, auxquels pendent des lambeaux de tapis, et où les canons ont pratiqué de véritables brèches. Les grenades ont enlevé les têtes et les bras des statues de marbre. Hélas ! dans dix ans, Paris ne sera pas redevenu ce qu'il a été. »

A quelque chose malheur est bon! — Malgré le mauvais temps, dit un journal belge, le nombre des voyageurs vers Bouillon et Sedan ne diminue pas; on aura une idée de ce que les événements de Sedan auront valu au chemin de fer du Luxembourg, lorsque nous aurons dit que la recette à la gare de Libramont, qui s'est élevée en novembre 1869 à 20,000 francs, a fait 240,000 francs pendant le même mois de novembre 1870. — Et une proportion analogue a dû se faire sentir aux stations de Poix et de Neufchâteau. — C'est bien le cas de dire ici : A quelque chose malheur est bon !

Philanthropie de certains anglais. — La nation anglaise a toujours été renommée pour son égoïsme et son esprit de mercantilisme. Mais, si tel est en général le caractère du peuple anglais, certaines individualités font exception et méritent d'être citées pour leur philanthropie et leur zèle à soulager les souffrances de tout genre et en tous pays. Voici, à ce sujet, quelques lignes intéressantes que nous extrayons d'une feuille belge :

« Les Anglais ont réellement accompli des merveilles de charitable humanité lors des derniers désastres causés par la guerre. Et qui mieux est, ils n'en sont pas à considérer leur mission comme terminée. Dans les environs de Sedan, par exemple, au milieu de tous ces villages ruinés de fond en comble, la Société anglaise a établi des fours à pain qui fonctionnent sans cesse et lui permettent d'approvisionner les malheureux paysans de ces contrées désolées. Chaque matin, des agents de la Société montent à cheval et parcourent le pays en tous sens, s'enquérant des besoins de chaque famille, de chaque bourgade. L'un de nos amis a rencontré un membre de l'association bénie : — « Notre section a *encore* un million à dépenser, lui a-t-il dit, et je ne retournerai pas en Angleterre » tant qu'il m'en restera un penny ! »

« La Société anglaise acquiert là-bas une réputation légendaire qu'elle mérite à tous égards. »

Popularité de la guerre en Allemagne. Lettre d'un soldat prussien. — Plusieurs journaux publient la lettre suivante, qui est une éloquente paraphrase des sentiments intimes de plus d'un des envahisseurs de la France :

« Vous rappelez-vous, mes chers parents, notre Christ-baum de l'an dernier? Quelle joie chez nous! quelle bonne et heureuse journée! vous souvenez-vous de notre joyeux arbre tout chargé de lumière et de fruits et notre *phakanger*, nos *krüchen*, notre grande soupière, notre belle nappe toute blanche et notre bonne cruche de vin.

» Nous étions en paix avec tout le monde alors; *on n'avait pas encore décidé que l'occupation de l'Alsace et de la Lorraine était nécessaire au bonheur de l'Allemagne.*

» Quelle guerre, quelle horrible guerre, et comment finira-t-elle?

» L'hiver est venu, avec lui les grandes gelées, et nous sommes dans les champs, dormant sur la terre qui est couverte de givre, *en face de ce Paris qui devait, à notre approche, ouvrir ses portes et dont les murailles se dressent devant nous, fières comme au premier jour de l'envahissement.*

» Comme la guerre a changé, et comme nous n'avons plus notre ardeur des premiers jours! Certes, dès les premières batailles, j'ai trouvé que la guerre était une épouvantable chose. Le sifflement des balles et le déchirement des mitrailleuses; les feux de pelotons, roulant comme des tambours, les boulets rabotant la terre et les blessés dont les os criaient, écrasés par les roues de notre artillerie; ah! tout cela est peint en feu dans ma mémoire, il y a des spectacles que je n'oublierai jamais.

» Mais nous étions au moins soutenus par le sentiment de notre droit; nous savions la justice de notre cause. *Maintenant, pourquoi, pour qui nous battons-nous?*

» Partout, le pays est contre nous. Tous nous ont en horreur. Les habitants avertissent les francs-tireurs de notre présence; à l'appel du soir il en manque toujours quelques-uns des nôtres. Les paysans qui, il y a trois mois, tremblaient à notre approche et se hâtaient de céder à nos exigences, nous regardent aujourd'hui mornes, sombres, désolés. Les fermes sont détruites, leurs maisons brûlées; les villages ne forment qu'un monceau de décombres. *Quelle débâcle si nous sommes vaincus sous Paris!*

» Qu'ils ont une charge lourde à porter ceux qui nous ont conduits ici et qui ont refusé de traiter avec un peuple *qui ne voulait que vivre en paix avec nous!* »

Une lettre de George Sand sur les événements actuels. — Les journaux publient une lettre de cette femme éminente touchant les événements actuels. Le grand cœur et la grande intelligence de George Sand ont peine à se rendre compte de la conduite sanguinaire et ambitieuse que l'Allemagne protestante et philosophe tient envers la France. Elle ne s'explique pas surtout l'apathie et la neutralité des grandes nations, notamment de l'Angleterre. George Sand oublie que les institutions politiques de la plupart des nations de l'Europe, pour ne pas dire de toutes, sont vermoulues et surannées, en opposition avec les principes politiques modernes, et condamnées à tomber bientôt au premier souffle des idées progressistes et populaires.

Les grands gouvernements européens sont encore monarchiques : ils ont encore pour base la volonté et l'intérêt de quelques familles. Ils impliquent encore le pouvoir irresponsable et perpétuel aux mains de dynasties, souvent ambitieuses, fatalement égoïstes. Le travail, l'honnêteté, le désintéressement privé, les vertus civiques, les principes de fraternité et de solidarité ne comptent pour rien à leurs yeux : de là les

égoïsmes inintelligents, les déchirements, les conflits fratricides auxquels nous assistons.

Voici, du reste, la lettre que cette femme de tant de cœur et de talent adresse à une dame anglaise, circonstance qui explique l'attention un peu longue qu'elle donne à l'Angleterre :

« Salies, 12 décembre 1870.

» J'ai bien reçu votre lettre du 21 octobre; mais vous m'excuserez, je pense, de ne vous avoir pas répondu plus tôt. Mon cœur et mon esprit sont absorbés par les calamnités qui fondent de toutes parts sur notre pays. Vous m'avez écrit au moment de la capitulation de Metz, qui m'a moins surpris que d'autres, et qui a mis fin du moins à l'idolâtrie de la France pour les maréchaux et les états-majors de l'Empire. Depuis, vous avez pu voir que l'excès de l'infortune nous était salutaire. Un mois après que notre dernière armée régulière est fondue, nous nous trouvons avec deux grandes armées organisées et bien munies, celle de la Loire et celle de Paris.

» A défaut de grands généralissimes (que je n'ose souhaiter), nous avons des généraux intelligents, dévoués, et libres de toute préoccupation dynastique. Des réserves immenses sont prêtes à partir, à mesure que les armes arrivent. Vous ne pouvez traverser un village sans assister à des exercices militaires. Je ne puis pas dire qu'il y ait de l'enthousiasme, mais il y a de la résolution, et après avoir étonné l'Europe par la résistance de Paris et la création de grandes armées, nous pourrons l'étonner encore par la durée de notre effort. Le pays ne veut pas mourir. Si la masse est inerte, elle obéit; et quant à la bourgeoisie, il n'y a plus de distinction. Catholiques zélés et protestants, libres-penseurs et ultramontains, légitimistes et républicains, tous rivalisent de zèle pour prouver que la France ne veut pas se rendre. Si la France meurt, elle mourra debout!

» Vous le dirai-je? Ce qui m'afflige autant que nos malheurs, c'est le rôle d'une nation protestante, civilisée, philosophe, telle que la Prusse. Je suis honteux et pénétré de douleurs en voyant que le sentiment public s'est égaré si monstrueusement en Allemagne. Quoi! voilà un pays qui, après avoir subi les désastres du mois d'août, offre de payer les frais et demande la paix; et l'Allemagne croit qu'il est de bonne politique et de bonne religion d'écraser un ennemi suppliant, de lui enlever son sang et ses biens; et on ose avouer en public, en plein Parlement, qu'il faut l'exterminer pour cinquante ans! et on lui demande de céder des provinces qui notoirement ne veulent pas être cédées et dont l'abandon achèverait notre déshonneur! Et dans ce vaste public de critiques, d'historiens, de philosophes, il se trouve à peine deux hommes pour protester! Et dans cet innombrable clergé, qui prétend représenter la vérité, pas une voix, pas un orthodoxe, pas un libéral, qui ose reprocher au peuple son péché! Tous se précipitent sur leur victime, fortifiant leur haine teutonique de théories dogmatiques...

» Voilà ce qui me confond et met le comble à ma douleur. J'avais prévu tout cela dès le premier jour de la guerre.

» De quel front, je vous le demande, parlerons-nous désormais du protestantisme, de philosophie, de libre examen? Trop de haines, trop de besoins de vengeance s'opposeront pour de longues années à tout progrès. Les voix libérales qui, avant Sedan, se faisaient écouter en France et qui auraient été toutes puissantes si la Prusse eût suivi une politique morale et humaine, ces voix expireront de plus en plus dans le désert. Il ne restera de place que pour la haine de l'étranger et à tout de qui vient de l'étranger. Se peut-il rien de plus lamentable!

» Il faut aussi vous le dire. L'attitude égoïste de l'Angleterre est un scandale pour notre peuple et un sujet de grand chagrin pour nos esprits les plus éclairés. Nous n'attendions pas une intervention active (ce que nous avions semé, nous devions le moissonner); mais qu'une nation comme la vôtre, si habituée aux libres manifestations de l'opinion, ne se soit pas plus émue en faveur de ses voisins et de ses alliés naturels; que votre presse et vos meetings soient restés silencieux depuis la proclamation de la République; que l'opinion n'ait pas contraint votre gouvernement à reconnaître le nôtre, malgré son origine forcément irrégulière; que vous vous soyez bornés à des quêtes en faveur de nos blessés, au lieu de vous prononcer dans un grand mouvement national pour le droit, pour la justice, pour l'existence d'un peuple égorgé : voilà encore un grief que nous aurons de la peine à faire oublier.

» Cela est d'autant plus grave que l'on se souvient très-bien de l'empressement que mirent à l'envi le gouvernement anglais et l'opinion anglaise à saluer l'établissement de l'Empire et à encenser l'Empereur. Au lieu d'applaudir énergiquement aux efforts du parti libéral pendant dix-huit ans, le peuple et la presse laissaient percer la conviction que nous avions le régime qu'il nous fallait, que nous étions un peuple aimable, artiste et belliqueux, mais incapable de se gouverner. Est-ce d'une nation protestante, d'une opinion publique qui a pour premier principe l'inviolabilité du droit et de la conscience, que nous aurions dû attendre un langage si peu moral et si décourageant pour les rares disciples de la folie de la liberté?

» Beaucoup d'entre nous, qui aiment l'Angleterre, ses institutions, sa religion, ne peuvent s'empêcher de penser et de dire que si votre pays s'était trouvé, par sa faute ou autrement, dans l'extrémité où est le nôtre, si votre sol était inondé d'envahisseurs, arrogants et *systématiques*, surtout, *ah! surtout* si vous aviez fait preuve d'énergie et de constance, la France catholique ou libérale n'aurait pas assisté impassible à votre écrasement; aucun gouvernement n'eût été capable de retenir l'élan sympathique de l'opinion; on aurait vu se produire en votre faveur le beau mouvement qui se produisit vers la fin du dernier siècle en faveur des colonies du nord de l'Amérique; et notre peuple aurait donné une nouvelle preuve de son imprudence, de son esprit impolitique, en commettant la folie d'aller vous aider de ses volontaires ou de ses armées régulières.

» Pardonnez-moi, chère Madame, vous êtes digne, et j'ajoute sans flatterie, le peuple anglais est digne d'entendre ce langage. Que je voudrais pouvoir m'adresser à l'opinion dans un de vos grands journaux! Si cela n'est pas possible, suppléez-moi, parlez vous-même.

» Que n'aurais-je pas à vous dire sur le dommage immense qu'essuiera la cause de la liberté dans le monde si nous venons à succomber?

» Vaincue, la France sera comme ce malheureux de l'Évangile qui, pour un démon sorti de lui, en reçoit sept autres pires que le premier. Victorieuse, elle cédera à l'impulsion du parti libéral et raisonnable. Ce ne sera pas sans doute sans de nouvelles épreuves civiles; mais, du moins, les chances de succès des idées libérales seront accrues au centuple.

» Encore une fois, excusez-moi, Madame. N'attendez pas une issue prochaine. Si Paris est forcé de se rendre, il n'est pas encore sûr que la province se rende à son tour. Tant que **Gambetta** vit, il est à croire qu'on résistera. »

Petites nouvelles. — La commission municipale de Toulouse vient d'adresser sa démission au préfet de la Haute-Garonne. Elle a convié le préfet à pourvoir à son remplacement en faisant appel au suffrage universel. Le préfet a engagé la commission municipale à conserver ses fonctions et il a parlé de la difficulté de faire des élections actuellement. — Le général **Achard** vient d'être nommé directeur de la cavalerie et de l'infanterie en remplacement de M. **de Loverdo**, dont nous avons mentionné la démission. — Le général **de Beauregard**, qui s'est illustré dans la guerre de sécession, va entrer dans l'armée française, où le gouvernement lui réserve le commandement d'une division.—M. **Paul Beurtheret**, qui a été tué à Tours dans une escarmouche de la garde nationale avec les Prussiens, était un écrivain de beaucoup de talent, fort connu dans la cité lyonnaise, où il avait rédigé longtemps la *Gazette de Lyon*. — M. **Louis Blairet**, journaliste, appartenant à la presse franco-américaine, arrivé dernièrement des États-Unis avec trois cents volontaires, est nommé commandant du corps espagnol qui se forme à Lyon. — M. **Geller**, colonel de la première légion lyonnaise de marche, à titre auxiliaire, était capitaine d'état-major, et vient d'être nommé chef d'escadron dans le même corps, en récompense de sa brillante conduite au combat de Nuits. — On vient d'ouvrir une faculté de droit à Bordeaux. — Le *Kürier für Niederbaiern* annonce qu'on a trouvé sur la personne d'un prisonnier français nommé **Berlan**, interné à Landshut, des papiers concernant les meurtres de **Troppmann**, et prouvant l'existence de deux complices. Une enquête a été commencée.

SAMEDI, 31 DÉCEMBRE 1870.

Bulletin de la guerre.—Le Mont-Avron a été occupé par les Prussiens, sans coup férir, dans la journée du 29 décembre. Les Français l'avaient évacué. Cette conduite du général Trochu est vivement commentée. Les uns y voient une preuve de l'infériorité de l'artillerie française devant les engins de guerre prussiens. Les autres estiment que cet abandon aura probablement été imposé aux assiégés par des considérations stratégiques dont la suite des événements donnera le mot.

S'il faut en croire des dépêches de Lille et de Bordeaux, les généraux Chanzy et Bourbaki auraient repris l'offensive : l'un du côté du Loir, l'autre dans la direction de l'Est, et cela dès le début avec tant d'énergie et de bonheur que l'ennemi aurait été battu au sud-est du Mans, d'une part ; puis, d'autre part, qu'il aurait été obligé d'évacuer Auxerre, avec ses malades et ses mourants, Dijon, Gray, en Bourgogne, et de se replier en toute hâte sur Vesoul.

Que ces faits se confirment ou non, il est évident que le mois de janvier, dans lequel nous allons entrer, ne se passera pas sans d'énergiques tentatives sur les différents points de l'échiquier militaire en vue de la délivrance de Paris, dont les souffrances et les privations doivent croître à mesure que le siége se prolonge. Il y a un mois, des tentatives analogues furent sur le point de réussir, de l'aveu même des Prussiens. Espérons que cette fois-ci le succès couronnera nos efforts pour de bon. Voilà bientôt quatre mois que Paris est cerné et comme isolé du reste du monde, et il est grand temps qu'on sorte de la situation présente.

Angleterre. — Le successeur de M. Bright au ministère du commerce est nommé. C'est M. Chichester-Fortescue, actuellement ministre pour l'Irlande. Le marquis de Hartington, ancien ministre de la guerre, prend la place de ce dernier.

Dissolution des Conseils généraux. Protestations contre cette mesure. Sa raison d'être. — L'influence du milieu se laisse facilement deviner dans les actes que la délégation pose depuis son arrivée à Bordeaux, centre et foyer d'une propagande républicaine très-active et très-énergique. L'opinion publique bordelaise se prononçait surtout contre le maintien de tous les fonctionnaires et de tous les corps politiques, suspects d'attaches et d'origine bonapartistes. C'est sans doute pour obéir à ces sentiments de défiance et pour se prémunir contre toute tentative de restauration bonapartiste, que la délégation vient de dissoudre les conseils généraux élus sous l'Empire.

Les conseils généraux seront remplacés par des commissions dépar-

tementales composées d'autant de membres qu'il y a de cantons dans le département; elles seront instituées par le gouvernement sur la proposition d'urgence des préfets.

Le *Français* proteste contre cette mesure qui exclut le libre suffrage des électeurs, et demande la nomination des nouveaux conseils par la voie régulière.

L'opposition, dont le *Français* est l'un des principaux organes, suppose toujours, cela va sans dire, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes et que les différents rouages à mettre en jeu pour des élections peuvent fonctionner régulièrement.

La France a répudié la dynastie bonapartiste. Quoi de plus naturel que de mettre à pied les assemblées qui avaient mandat d'agir d'accord avec l'Empire, et avec l'Empire seul? Les conseils généraux avaient mandat du suffrage universel. Ce dernier, en répudiant l'Empire tacitement ou expressément, a bel et bien mis fin aux mandats des assemblées constituées sous l'Empire et pour l'Empire? Pourquoi maintiendrait-on donc ces assemblées, puisque leur mandat est en quelque sorte devenu caduc?

Maintenant, par suite des conditions fâcheuses où se trouve la France, il n'y a de place que pour le provisoire. Nous aurons donc le provisoire jusqu'à ce que la situation soit devenue régulière et permette au suffrage universel de doter la France d'assemblées politiques imprégnées de l'esprit nouveau qui l'anime depuis Sedan.

Les protestations militaires contre une restauration bonapartiste et le libéralisme prussien. — L'*Indépendance belge* annonce qu'elle cesse d'ouvrir ses colonnes aux protestations des officiers français contre toute tentative de restauration bonapartiste avec le concours des armées prisonnières en Allemagne. D'une part, défense a été faite aux officiers prisonniers de recevoir l'*Indépendance* et de lui faire quelque communication que ce soit. D'autre part, le journal belge, en continuant d'ouvrir ses colonnes aux protestations des officiers prisonniers, pourrait attirer sur eux les rigueurs de l'administration prussienne; il préfère donc cesser toute publication de ce genre. D'ailleurs, la preuve est suffisante : l'armée prisonnière est à la France et non à une dynastie ou à une coterie.

Les États-Unis et la République du 4 septembre. Une dépêche de M. Washburne sur la journée du 31 octobre à Paris. — Voici quelques télégrammes diplomatiques qui se rattachent à la conduite des États-Unis vis-à-vis de la République du 4 septembre. M. Washburne avait télégraphié « la mort de l'Empire » et la « naissance de la République » dans les termes les plus flatteurs et les plus enthousiastes pour le nouvel ordre de choses.

Le 6 septembre, on télégraphie de Washington à M. Washburne :

« Si le gouvernement provisoire est réellement en possession du pouvoir ; s'il est reconnu par le peuple français de façon à pouvoir être considéré comme un gouvernement *de facto*, — ce dont vous aurez pu vous assurer quand ce télégramme vous parviendra, — vous n'hésiterez pas à le reconnaître. »

Le même jour, autre télégramme de Washington :

« Comme il ressort de votre dernière dépêche que le nouveau gouvernement est complètement installé, et que Paris reste calme, vous le reconnaîtrez aussitôt que, dans votre jugement, cette mesure vous paraîtra justifiée, et vous transmettrez les félicitations du Président et du peuple des États-Unis à l'occasion de l'heureux établissement d'un gouvernement républicain. »

Enfin, voici quelques extraits de la dépêche que M. Wasburne a envoyée après la tentative du 31 octobre :

« J'ai attendu jusqu'au dernier moment,—écrit M. Washburne,—avant de commencer cette dépêche qui, je l'espère, pourra partir demain de bonne heure. Cette journée en a été une d'émotions : l'arrivée de M. **Thiers**, la honteuse (*disgraceful*) affaire du Bourget, hier, dans laquelle les Français ont permis aux Prussiens de les surprendre et de reprendre la ville ; enfin, la terrible nouvelle de la chute de Metz ; tout conspirait pour produire dans Paris une violente surexcitation. Il est à peu près impossible d'arriver à la vérité sur l'état des choses ; mais, autant que j'ai pu m'en assurer, quelques gardes nationaux mécontents et une foule de républicains rouges ont envahi l'hôtel de ville cet après-midi et ont fait prisonnier le gouvernement de la défense nationale. Ils se sont mis ensuite à la besogne et ont organisé ce qu'ils appellent le « gouvernement de la Commune. » Ils ont ensuite désigné les candidats qui devront être élus demain par un vote du peuple de Paris. Je suis allé ce soir à l'Hôtel de ville, et je l'ai trouvé envahi par des hommes armés. La magnifique salle du conseil municipal était occupée par des soldats, chantant, criant, hurlant et faisant des discours. Tous semblaient considérer la révolution comme virtuellement accomplie, et comme devant l'être définitivement le lendemain par le vote du peuple de Paris. Mais j'apprends à l'instant que le général **Trochu** et **Jules Favre** ont réussi à s'échapper au commencement de la soirée et qu'ils se préparent à écraser ces néorévolutionnaires (1). »

Un homme de guerre. Biographie du général Chanzy. — Gambetta écrivait dernièrement à ses collègues du gouvernement provisoire à Paris que le général Chanzy « paraissait être le véritable homme de guerre révélé par les événements. » Voici quelques détails biographiques sur ce brave général, qui a su tenir tête si vaillamment et avec tant de ténacité aux plus vieilles et aux meilleures troupes allemandes, et qui, d'une retraite longue et pénible à travers un pays dévasté par la guerre et par le froid, a su faire une série d'engagements honorables pour nos armes :

« Le général Chanzy, âgé d'environ 47 ans, est né au petit village de Nouart, dans le département des Ardennes. Tout enfant, il se faisait remarquer par son ardeur au travail et pour sa vive intelligence. De bonne heure aussi se manifestèrent ses goûts pour la carrière des armes. A 16 ans, il s'engageait comme mousse à bord d'un vaisseau de guerre. C'est ainsi qu'il commença sa vie militaire par ce rude apprentissage.

» Après une année de cette existence pénible, le général Chanzy comprit qu'il n'était pas né pour faire un marin. Il reprit ses études et passa avec succès l'examen d'admission à Saint-Cyr. En sortant de cette école avec l'un des premiers numéros, il fut nommé sous-lieutenant dans un régiment de zouaves.

(1) C'est à une correspondance de l'*Indépendance belge*, que nous empruntons ces intéressants extraits.

» Depuis cette époque jusqu'à la guerre d'Italie, en 1859, le général Chanzy ne cessa de résider en Afrique, d'où il partit avec le grade de chef de bataillon au 23e de ligne. Sa belle conduite pendant toute cette campagne, notamment à Solferino, où il fut cité à l'ordre du jour, lui valut le grade de lieutenant-colonel au 71e de ligne.

» Lors de l'expédition de Syrie, en 1860, le général d'**Hautpoul** demanda auprès de lui, pour prendre la direction des affaires politiques, le lieutenant-colonel Chanzy, que lui recommandait une connaissance approfondie des mœurs et des langues orientales. Ce fut avec beaucoup de tact et d'habileté qu'il s'acquitta de cette mission délicate, à la suite de laquelle il fut promu officier de la Légion-d'Honneur.

» De tels états de service méritaient un avancement rapide. En 1864, M. Chanzy était nommé colonel du 48e de ligne. Il demanda à rentrer en Afrique, ce qui lui fut accordé. Placé comme colonel à la tête de la subdivision de Sidi-bel-Abbès, il devint général en 1869. Dans ces fonctions, il déploya de grands talents administratifs. Au commencement de cette année, il fit l'expédition du Sud avec le général **Wimpfen**, et contribuait pour une large part à en assurer le succès.

» Lorsque la guerre fut déclarée entre la Prusse et la France, M. Chanzy demanda le commandement d'une brigade active. Mais il eut le regret de se voir refuser l'honneur de marcher à l'ennemi. Il ne fut rappelé d'Afrique qu'au commencement d'octobre, alors que les malheurs de la France avaient commencé et qu'elle manquait de généraux ayant assez d'habileté et d'énergie pour réparer les désastres d'une campagne si follement et si absurdement conduite.

» Personne n'ignore quelle a été la conduite du général Chanzy à l'armée de la Loire. Nommé général de division, peu de temps après son arrivée, il prenait une part très-importante à la bataille de Coulmiers. Au combat de Patay, il enleva, à la tête du 16e corps, les positions fortement occupées par l'aile droite de l'armée prussienne.

» Les malheureux événements qui suivirent ces glorieuses journées, placèrent entre les mains du général Chanzy le commandement de la deuxième armée de la Loire.

» C'est avec cette armée que, pendant trois jours, il a soutenu les attaques incessantes des armées de **Frédéric-Charles** et du duc de **Mecklembourg**, et qu'il vient d'opérer, avec une grande habileté, une retraite qui a été, en réalité, une bataille sanglante pour les Prussiens et glorieuse pour les armées françaises. »

DIMANCHE, 1er JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — On signale plusieurs engagements partiels qui auraient tourné à l'avantage de l'armée de la Loire.

Le siége de Belfort continue, mais sans que les opérations des assiégeants fassent beaucoup de progrès. Voici ce qu'on écrit, à ce sujet, de Belfort même :

« Toute l'artillerie employée au siége ne consiste encore qu'en huit ou dix batteries, dont quarante ou cinquante pièces seulement sont d'un effet utile ; dans ce nombre il y plusieurs batteries d'artillerie légère.

» L'attaque principale part d'une colline élevée près du village d'Essert où sont établies, dans des tranchées, les batteries des Prussiens et des Wurtembergeois. Ces travaux ont offert beaucoup de difficultés, parce qu'il a fallu les accomplir sous le feu de la place et des forts. Le village même se trouve à moitié dans le rayon de la forteresse et a déjà beaucoup souffert. La population a émigré en grande partie, soit à Belfort, soit dans les localités voisines. Des fermes isolées ont été foudroyées par des obus français pesant soixante kilogrammes. Un de ces projectiles est venu saluer, à la veillée de Noël, le logis du commandant des avant-postes prussiens. Ces obus proviennent de

l'artillerie de marine, d'une portée de quatre mille mètres, qui se trouve à Belfort. Les batteries allemandes sont établies à une distance de deux mille trois cent à deux mille huit cent mètres des forts extérieurs et de trois mille six cent mètres de la citadelle. A chaque batterie sont attachés deux uhlans qui font le service d'estafettes entre la ligne des avant-postes et les réserves. Le terrain, entrecoupé et boisé tout autour de Belfort, rend la tâche des assiégeants beaucoup plus difficile que le siége d'une place forte située, comme Strasbourg, par exemple, dans la plaine. Il est impossible d'y faire les travaux d'un siége en règle, par des tranchées et des parallèles. Il s'agit principalement d'emporter des positions avancées, de s'y maintenir et de battre en brèche la partie de la place qui offrirait le plus de chance pour un assaut. »

La capitulation de Metz. — Voici de nouvelles révélations à charge du maréchal Bazaine. Nous les empruntons au dossier que l'*Indépendance belge* a réuni touchant la conduite inexplicable et inexpliquée du généralissime de l'armée du Rhin avant la célèbre capitulation à laquelle il a rivé son nom :

« Parmi les prétextes donnés par le maréchal Bazaine, dans sa brochure justificative, pour expliquer son inexplicable conduite à partir du commencement de septembre, l'un des plus plausibles, en apparence, c'est assurément le manque de projectiles de campagne. L'administration impériale avait négligé d'approvisionner l'armée des munitions les plus indispensables ; à elle la responsabilité d'une telle incurie et non au maréchal qui en a été la première victime. Rien de plus simple et de plus juste... Seulement le maréchal oublie d'ajouter qu'il n'a dépendu que de lui de faire fabriquer dans Metz tous les projectiles de campagne qui lui eussent été nécessaires et qu'il ne l'a point voulu.

» Un industriel de Metz nous adresse à ce sujet une lettre trop remplie de détails pour qu'il soit utile de la publier en entier, mais qui établit les faits d'une manière irrécusable. Il en résulte, qu'immédiatement après la triste affaire du 31 août-1er septembre, le bruit s'étant répandu que l'armée allait prochainement manquer de projectiles de campagne, l'offre formelle fut faite de mettre à la disposition de l'autorité des ateliers propres à la fabrication de ces projectiles et un ingénieur ayant l'expérience de cette fabrication. Le fait est constaté, notamment par une lettre en date du 6 septembre, adressée au général commandant supérieur de l'arsenal.

» Cette offre fut déclinée sous le prétexte qu'on s'était déjà mis en rapport avec un autre industriel pour le même objet. Or, cet industriel, au bout d'un mois, n'aboutit qu'à se déclarer impuissant à rien produire.

» La lettre qui nous apporte ces révélations nouvelles conclut ainsi :

« Quand le besoin d'un objet d'une importance aussi capitale se révélait d'une manière aussi im-
» périeuse, on fait une soi-disant commande, et l'on reste, tout un mois durant, sans se préoccu-
» per si cette commande sera menée à bonne fin ou non ; quand on a été averti par écrit signé
» d'une personne connue et qui ne passe pas pour être absolument dénuée d'une certaine noto-
» riété, on reste dans l'insouciance, dans l'inertie la plus complète, la plus coupable. Et quand, au
» commencement d'octobre, M. X... vient avouer son impuissance à fabriquer des projectiles,
» est-ce que l'on s'en est ému dans les hautes sphères de l'armée? Est-ce qu'alors on a songé à
» avoir recours à celui qui offrait, par son expérience de la chose et par les moyens dont il dispo-
» sait, la certitude de pouvoir obtenir ce qui faisait défaut pour culbuter, pour écraser l'ennemi ?
« *Eh bien ! non, — non, — on n'a pas fait la moindre démarche auprès de lui....*

» Et c'est bien, comme vous le voyez, un des moyens invoqués par le maréchal dans sa défense
» d'aujourd'hui : le manque de projectiles dans les arsenaux. Il y a longtemps que je l'attendais là.
» Permettez-moi, je vous prie, de faire usage de votre journal pour lui faire parvenir un démenti
» formel. S'il n'y avait pas, à l'arsenal de Metz, de projectiles de campagne en suffisance, c'est que
» le maréchal, que cette question regardait seul, n'a pas voulu qu'il y en eût en suffisance. »

L'esprit public à Bordeaux. Deux discours de M. Gambetta. — Bordeaux est une admirable cité, qui a fait des

sacrifices inouïs pour la guerre. Aucune ville de France n'a mis sur pied plus vite et plus complètement un aussi grand nombre de volontaires, de gardes mobiles et de gardes nationaux mobilisés. Dans la semaine qui a suivi la translation du gouvernement de Tours, c'est-à-dire après la retraite de l'armée de la Loire, au moment où le découragement semblait débarquer dans le Midi à la suite de l'émigration du Centre, dix mille gardes nationaux mobilisés partaient avec un entrain qui ne peut se comparer qu'à l'enthousiasme que nous avons vu *dans certaines régions* au début de la guerre, au moment du départ de l'armée du Rhin.

A Bordeaux, comme ailleurs, les opinions conservatrices et républicaines sont aux prises. Mais nulle part, peut-être, elles ne comptent les unes comme les autres des défenseurs aussi habiles, aussi convaincus, aussi éloquents. Le *Courrier de la Gironde* est l'organe des conservateurs et a pour rédacteur en chef un journaliste de premier ordre, M. Crugy. L'opinion républicaine et progressiste a surtout la *Gironde* pour défenseur autorisé. Le *Courrier de la Gironde*, dans ces derniers temps, s'est vu renforcé par le *Français* et la *Gazette de France*. Mais ces deux émigrés de la presse parisienne sont peu lus et peu influents, même sur la partie de l'opinion qui partage leurs convictions politiques et religieuses.

Nous avons parlé d'une adresse du conseil municipal à la délégation pour l'inviter à éloigner tous les anciens fonctionnaires de l'Empire et à supprimer tout ce qui pourrait faire obstacle à la défense nationale. Cette mesure avait été prise à l'instigation du docteur Paulet, et, dans la pensée de ses partisans, elle avait surtout le *Courrier de la Gironde* et son opposition pour objectif.

M. Gambetta a rejoint la délégation, de retour de Lyon. L'illustre patriote travaille beaucoup et se montre peu au public impatient à Bordeaux, plus encore que partout ailleurs, de lui témoigner ses sympathies et son admiration.

Il n'a pas pu, toutefois, se dérober à toute manifestation.

Déjà le conseil municipal de Bordeaux lui a rendu une visite officielle.

Le maire lui a témoigné une admiration profonde pour son dévouement et pour son activité.

M. Gambetta lui a répondu en rendant hommage à l'esprit de la population de Bordeaux :

« Le siége du gouvernement, a-t-il dit, ne pouvait être mieux placé que dans cette ville. A Tours, il subissait un peu l'action énervante de cette population encline à une mollesse traditionnelle. Ici, au milieu de vos populations actives, qui allient à l'amour du progrès la mesure et la prudence qu'inspire l'habitude des affaires, le gouvernement se trouvera fortifié. C'est le fait des gouvernements

libres de s'inspirer de l'opinion publique. Car nous n'entendons pas procéder à la façon de ces dictateurs ineptes, qui prétendent faire le bonheur du peuple en étouffant d'abord sa liberté. Sans doute, en laissant le libre jeu à l'opinion publique, il y a des hommes qui en profitent dans l'intérêt de leurs préjugés ou de leurs partis.

» A ces attaques injustes, il faut opposer le mépris et répondre par un redoublement d'énergie dans la voie du progrès qui s'impose à notre raison. *Ce serait, du reste, une erreur que de chercher à supprimer les partis ; ils ont leur rôle nécessaire dans cette lente évolution qu'accomplissent les sociétés. Il y a dans le monde deux forces contraires : l'esprit de tradition, de routine, de résistance aux innovations, et l'amour du progrès, qui peut aller quelquefois jusqu'à la témérité. Et c'est du jeu libre de ces deux forces que résulte la marche régulière de la société.* Dans ce moment, notre principale préoccupation doit être tournée vers l'ennemi, qui dévaste la France et qui menace sa sécurité. On a parlé d'élections ; mais d'abord elles ne sont pas possibles : un tiers de la France est envahi ; les électeurs sont sous les armes ou sur les champs de bataille ; Paris est investi et sans communications régulières avec la province, une heure perdue pour la défense du pays pourrait être la cause de notre perte.

» Ne nous laissons pas détourner de cette tâche ; consacrons-y nos efforts ; ne reculons devant aucun sacrifice, et, je vous le prédis, la victoire ne saurait nous échapper. J'ai vu notre jeune armée ; elle est pleine de résolution et de courage, et je vous affirme que ces jeunes soldats, inexpérimentés tout d'abord, valent mieux aujourd'hui que notre ancienne armée.

» Mais il faut les soutenir, leur rappeler le souvenir de la patrie meurtrie, ensanglantée, qui attend son salut de leur patriotisme. Il a fallu du temps, c'est-à-dire quelques mois, pour se procurer des armes, organiser ces forces, les soumettre à la discipline ; du rang des officiers faire surgir des chefs pour remplacer les vieux généraux qui, n'ayant pas de confiance dans cette nouvelle organisation militaire, ne pouvaient en inspirer à leurs soldats. Aujourd'hui, tout cela est fait ; nous avons autant de canons que les Prussiens ; nos défaites même nous ont servi d'enseignements, et la confiance règne partout dans notre armée, tandis que nos ennemis, qui se sont avancés témérairement jusqu'au cœur de la France, sont découragés, fatigués même de leurs triomphes, qui les affaiblissent et les déciment.

» Ils croyaient faire une campagne de Sadowa, et Paris les retient depuis trois mois. Les pertes qu'ils ont éprouvées sont énormes. L'Allemagne est épuisée d'hommes et d'argent ; quelques jours encore, un mois d'énergie et d'efforts, et la défaite de l'armée prussienne est certaine. Aidez-nous dans cette œuvre de résistance, et nous aurons la satisfaction d'avoir sauvé le pays du plus grand danger qu'il ait jamais couru. »

Après le conseil municipal est venue une députation des officiers de la garde nationale.

A leurs félicitations, M. Gambetta a répondu en déclinant les paroles flatteuses qui venaient de lui être adressées :

« La gloire, a-t-il dit, n'est ni mon but, ni mon souci, et il ne faut point en ce moment parler d'admiration : Je n'ai qu'une seule prétention, celle de remplir *un devoir public*. Là se borne toute mon ambition.

» Après l'horrible décadence où nous avaient plongés dix-huit ans d'empire, ce qu'il importait le plus, *c'était de restaurer la moralité publique, en relevant l'idée du devoir, qui semblait s'être effacée de nos âmes.* La République seule était capable d'accomplir cette merveilleuse transformation, et ce sera son plus grand honneur d'y avoir réussi en quelques mois.

» Grâce à ce changement, des prodiges ont pu s'accomplir, non-seulement dans l'héroïque Paris, mais dans les départements aussi. Des hommes nouveaux et peu expérimentés, des improvisateurs ont pu tout créer, tout improviser : des fusils, des canons, des soldats, et même des généraux ; — ce qui était le plus difficile. Voilà maintenant que nos gardes mobilisées, remplies de la flamme nouvelle qui circule en France, emportant dans leur cœur la commotion patriotique qui ébranle tout notre pays, vont à leur tour entrer en ligne. L'ennemi lui-même est obligé d'avouer publiquement que la guerre entre dans une phase nouvelle : c'est en effet la guerre de la délivrance, la guerre nationale, la guerre sainte qui est commencée !

» Et c'est un pareil moment que quelques hommes choisiraient pour donner des conseils de faiblesse, pour parler de paix! Arrière ces conseils! Soyons prêts, a dit l'ardent ministre avec une indomptable énergie, soyons prêts aux plus extrêmes sacrifices pour le salut de la patrie. Jurons tous la guerre à outrance. Et même, malheur épouvantable et impossible à prévoir, Paris dût il tomber, jurons de lutter encore et de résister toujours. D'ailleurs, si nous sommes assez fermes pour tenir quelque temps, il est de certitude absolue que la victoire définitive nous est assurée. La France représente des principes qui ne peuvent périr, qui ne périront pas.

» En élevant son cœur par de telles pensées, il est facile de dédaigner les impuissantes attaques de ses adversaires, — *et ce ne sera pas un des moindres honneurs du gouvernement de la défense nationale d'avoir voulu et d'avoir su donner la plus extrême liberté, au milieu de la crise la plus épouvantable qu'un peuple ait jamais traversée.*

» Quant à la république, elle est placée si haut aujourd'hui, qu'elle peut considérer sans émotion les compétitions rivales qui ne sont que le passé, tandis qu'elle est l'avenir, comme elle est le drapeau dans les périls du présent. »

Angleterre. Manifestations en l'honneur de M. Jules Favre. — La seule annonce de l'arrivée possible de Jules Favre pour représenter la France à la Conférence, qui va s'ouvrir à Londres, a mis le public anglais en émoi. Le parti démocratique, surtout, s'est ému à la pensée de recevoir le représentant de la République française.

Une députation a été, mardi, trouver l'ambassade française, afin de communiquer ses projets au sujet de la réception à faire à M. Jules Favre, dans le cas où il viendrait assister à la prochaine conférence des puissances européennes. Plusieurs des chefs des associations républicaines et démocratiques organisent une démonstration semblable à celle faite en l'honneur de Garibaldi, lors de son voyage à Londres. Ils espèrent, par cette démonstration, provoquer un enthousiasme général dans le pays en faveur de la cause de la France. Un comité a été formé pour offrir un banquet public à Jules Favre dans la Freemasons'Hall. Un grand nombre d'hommes influents ont déjà accepté, dit-on, le mandat de commissaires, et tous les efforts seront faits pour que l'accueil réservé au ministre français ait un caractère de grandeur et de cordialité.

Armée de la Loire. — Cette armée est toujours une des grandes préoccupations de la France et des étrangers qui font des vœux pour le succès des armes françaises. Voici ce qu'on écrit du Mans, à son sujet, au *Standard*, le 28 décembre :

« Si Paris n'est par secouru, ce n'est certainement pas la faute du général Chanzy. A un déjeuner qu'il donnait à ses amis, avant-hier, il a dit : « *Messieurs, vous avez déjà battu l'ennemi plusieurs* » *fois, et vous le battrez encore. J'ai l'intention de gagner Paris ; il ne faut que de la persévé-* » *rance pour atteindre notre but.* »

» Je vois que le correspondant du *Times* annonce que les Français ont fait d'immenses progrès dans les dernières batailles de la Loire, en employant dans leur artillerie les canons à culasse. Mais c'est là malheureusement une grande erreur. Les Français n'avaient pas de ces canons dans les batailles en question. La seule batterie de ce modèle n'est arrivée qu'avant-hier. J'espère qu'on ne concluera pas que les canons à culasse valent mieux que ceux qui se chargent par la gueule, uniquement à cause que les canons prussiens ont prouvé qu'ils sont supérieurs aux canons français. La vérité est que le canon rayé de l'armée française est le plus mauvais de l'Europe. Les officiers d'artillerie

française le reconnaissent eux-mêmes. La trajectoire étant très-haute, il manque de portée et de justesse.

» Un poste prussien de campagne a été surpris près de Nogent-le-Rotrou, ce matin. Les lettres dont on a pris connaissance confirment les pertes terribles que les Prussiens disent avoir essuyées. Un capitaine, écrivant à sa femme, lui dit que son bataillon a été réduit à trois cents hommes par les rencontres du mois. Cette perte n'est pas peu de chose, si l'on considère que la force d'un bataillon prussien est de mille hommes.

» Nous apprenons que les Prussiens se concentrent autour de Chartres. Les lettres interceptées disent que le roi **Guillaume** est attendu pour les passer en revue.

» Je vois que le correspondant du *Times*, à Bordeaux, évalue la perte des Français sur la Loire à 50,000 hommes. Je sais, d'après les meilleurs renseignements, qu'elle n'a pas dépassé les 30,000.

» Un lieutenant de mobiles a été passé par les armes, hier, pour avoir déserté son poste devant l'ennemi. »

Affaire de Pont-Noyelles. Pertes considérables des Prussiens. — On lit dans une lettre adressée d'Amiens à un journal du Nord, ces détails rétrospectifs sur la bataille de Pont-Noyelles :

« Nous savons tous ici que les Prussiens ont eu à Pont-Noyelles plus de 7,000 hommes hors de combat. La ville d'Amiens regorge de blessés et le nombre de morts laissés sur le champ de bataille dépasse toute proportion.

» Les marins ont été impitoyables, par la raison que les Prussiens, après avoir fait le geste de se rendre, ont tiré à bout portant sur les Français, et leur ont tué plusieurs centaines d'hommes.

» Les Prussiens se mettaient à genoux demandant la vie, au nom de leurs enfants, mais les marins avaient devant les yeux leurs camarades victimes d'une fourberie trop fréquente chez nos ennemis, et ils ont été impitoyables.

» Un régiment prussien qu'on dit être le 33e, *a perdu tout son effectif, moins une dizaine d'hommes.*

» Les officiers prussiens ont déclaré que l'affaire de Pont-Noyelles, si l'on tient compte de l'effectif engagé, a été plus meurtrière encore que l'affaire de Gravelotte. »

Une atrocité prussienne. — Nous lisons dans le *Times :*

« La lettre suivante, qui nous est adressée, décrit un incident que, pour l'honneur de l'humanité, nous espérons voir démentir; nous pensons cependant devoir le rendre public, afin que les autorités militaires allemandes aient l'occasion de faire une enquête, et de se disculper, s'il y a lieu, d'une si odieuse accusation :

« Monsieur le Rédacteur,

» Vous avez eu l'impartialité et le courage d'élever la voix pour blâmer les procédés sauvages » que la Prusse se croit autorisée à employer pour vaincre et démembrer la France; je vous de- » mande la permission de vous raconter le fait suivant, dont j'ai été témoin, et que dix personnes » recommandables peuvent vous attester. Dimanche, 25 décembre, vers trois heures, des uhlans » sont arrivés au galop dans le village de Chassey (Haute-Saône). Ils voulurent exiger des réquisi » sitions en nature que la pauvreté de ce village rendait exorbitantes. Un vieillard digne et inof » fensif osa leur faire quelques observations et résister.

» Alors ils prirent le malheureux vieillard, qui était tremblant de peur et de froid, ils le garottè » rent avec des cordes, *puis l'un d'eux mit le feu à sa maison sous ses yeux, et les autres le poussè- » rent à coups de baïonnette dans le feu, où il tomba et fut brûlé !* Les Allemands qui commettent » de semblables atrocités sont-ils des hommes civilisés? Un jour cette horrible boucherie d'hommes » cessera, parce que tout finit ici-bas; alors chaque village, chaque hameau, enverra aux grands » journaux de Paris, les récits authentiques des atrocités inutiles que les Allemands auront com- » mises; on en fera un résumé que l'on répandra à des millions d'exemplaires dans le monde » entier; l'opinion publique et l'histoire les transmettront à la postérité.

» Elle dira qu'au dix-neuvième siècle, cinq royaumes ont été assez lâches pour se laisser con-
» duire par peur d'un vieillard ambitieux, à continuer une boucherie d'hommes que leur conscience
» et leur cœur désapprouvaient ; elle dira qu'un peuple qui se prétendait le premier en civilisation,
» s'est conduit comme une bande de Peaux-Rouges. Et les Allemands se sont montrés plus barbares
» que les barbares du moyen âge. Les mères maudiront le nom prussien, et il n'y aura pas en
» France une seule femme qui ne se fasse un devoir sacré d'élever ses enfants dans la haine et
» l'exécration de l'Allemagne.

» Agréez, Monsieur le Rédacteur, l'expression de mon profond respect.

» MARCEL,

» propriétaire à Chassey (Haute--Saône.) »

Les ballons. Essais. — Nous avons signalé la prétendue découverte d'un aérostat qui pourrait se diriger en l'air. On cherche à réaliser l'idée à Lyon.

On y construit avec les fonds d'une souscription particulière un aérostat, dit engin VALLÉE, *dirigeable* et établi dans des proportions inconnues jusqu'à présent.

L'inventeur affirme qu'il pourra transporter *où l'on voudra*, et dans un temps très-court, des dépêches, des voyageurs, des vivres et des munitions de toutes sortes. Il se fait fort d'anéantir tel corps d'armée qu'on lui désignera, de débloquer une place forte, de la ravitailler en peu de jours.

Encore les bons villageois. — Le défaut de patriotisme de certaines populations du Nord rend la vie assez gaie aux Prussiens. Voici ce qu'on écrit à ce sujet :

« En attendant, les uhlans continuent à villégiaturer à leur manière. Ils flanent la pipe aux dents sur les routes ci-devant impériales, et daignent avaler de temps en temps la rasade de *schnap* que les aubergistes leur présentent humblement, le bonnet à la main. Car telle est l'inqualifiable lâcheté de ces « bons villageois, » que l'ennemi y est mieux traité par eux que le pauvre et brave soldat à pantalon rouge qui risque obscurément sa vie pour accomplir le plus sacré des devoirs : la défense du sol natal. J'ai des lettres par douzaines où les mobilisés vouent au mépris public et à la vengeance des lois des villages entiers, où on les a laissés mourir de froid, de faim et de soif, où on les a leurrés par des renseignements faux, où on a vendu leur embuscade aux officiers allemands. Voilà le fruit empoisonné de vingt ans de despotisme, d'hypocrisie et d'ignorance ! »

Nouvelles de Wilhelmshœhe. L'Empereur... s'amuse. — Pendant que la France est sur les champs de bataille pour repousser l'invasion que l'imprévoyance et la témérité de Napoléon III a provoquées, il n'est pas sans intérêt de savoir ce que fait l'auteur principal des calamités qui fondent aujourd'hui sur la plus noble et la plus généreuse des nations.

Eh bien ! l'homme de Sedan, celui qui a déclaré la guerre d'un cœur léger et qui avait cependant prévu les difficultés de la lutte, ainsi que l'atteste une de ses proclamations à l'armée, s'amuse, au moment ou la France ploie sous le faix de l'invasion, meurtrie, déchirée, broyée sous le talon du Prussien.

On écrit de Wilhelmshœhe au *Daily Telegraph* que Napoléon le

sédentaire se livre journellement pendant de longues heures à l'exercice du patin. Son agilité et son audace sont « admirables, » dit le correspondant, qui a eu le rare privilége d'assister à ce spectacle. Napoléon III, ajoute le correspondant, est le meilleur patineur parmi tous les habitants du château. Le jour de Noël, la reine de Prusse lui a envoyé plusieurs paires de très-beaux patins pour son usage particulier. L'ex-Empereur s'est montré très-touché de cette attention, et a fait parvenir à la Reine de chaleureux remercîments.

Le maréchal Bazaine devient très-rare au château ; il ne visite plus que très-rarement son maître.

Prim, comte de Reuss. Détails biographiques. — Plusieurs journaux publient la notice suivante sur le maréchal espagnol :

« Don Juan Prim, comte de Reuss, marquis de los Castillejos, maréchal espagnol, qui vient de mourir à Madrid, était né à Reuss, en Catalogne, le 6 décembre 1814.

» Il fit ses premières armes dans la guerre civile qui suivit l'avénement d'**Isabelle** au trône d'Espagne, en 1833. — Nommé colonel en 1837, il se dévoua aux intérêts de la régente **Marie-Christine** et se déclara contre la dictature d'**Espartero**. — En 1843, après un exil de quelques années passées en France, il fut élu député aux Cortès par la ville de Barcelone et il entra dans l'alliance formée contre Espartero par les progressistes et les christinos réunis. La chute d'Espartero et la victoire de Marie-Christine lui valurent le grade de général, le titre de comte de Reuss et le gouvernement de Madrid.

» Quelque temps après, disgracié par la reine, il fut arrêté et accusé de complot contre le gouvernement et de tentative d'assassinat contre **Narvaez** : il repoussa victorieusement devant les tribunaux cette dernière accusation, et fut condamné, sur le premier chef, à six ans de prison. Relâché six mois après, il resta pendant neuf ans étranger à la politique de son pays; puis il se rendit en Turquie, en 1853, pour prendre part à la guerre contre les Russes. Rappelé en 1854 par son élection aux Cortès, il vota le maintien de la royauté avec tout le parti progressiste groupé autour d'Espartero et d'**Olozaga**.

» En 1860, le général Prim prit une part glorieuse à la guerre du Maroc. Il reçut, à cette occasion, le titre de marquis de Castillejos et fut fait grand d'Espagne.

» En 1861, il fut appelé au commandement du corps expéditionnaire envoyé au Mexique.

» Après avoir eu la plus grande part à la convention de la Soledad, conclue le 19 février 1862, il se sépara, non sans éclat, de la politique française, et protesta en faveur de l'indépendance du Mexique, d'où il fit rembarquer ses troupes.

» Il rentra en Espagne au mois de juillet.

» On sait les persécutions dont il fut, peu d'années après, l'objet de la part des ministères réactionnaires ; son exil, son séjour en Belgique, son expulsion de ce pays et sa retraite en Angleterre, d'où il partit, au mois de septembre 1868, pour aller rejoindre à Barcelonne l'amiral **Topete** et le maréchal **Serrano**, et accomplir avec eux la révolution qui mit fin au règne d'**Isabelle**.

» Depuis lors il eut le premier rôle actif dans le gouvernement de l'Espagne. »

Les morts illustres en 1870. — Parmi les célébrités dont l'année 1870 a enregistré la fin, on remarque lord Clarendon, Charles Dickens, Alexandre Dumas, le général Lee, Prévost-Paradol et le comte de Montalembert.

LUNDI, 2 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — L'armée de Normandie, sous les ordres du général Roy, est restée maîtresse de ses positions le 30 et le 31 décembre, à Bouille (Seine-Inférieure), à quinze kilomètres au sud-ouest de Rouen.

Mézières a été occupé aujourd'hui par les Prussiens. Les Allemands y ont trouvé cent six canons, beaucoup de vivres et de munitions, plus une garnison de deux mille hommes faits prisonniers. Comme toujours, *les remparts sont intacts*. La ville a énormément souffert du bombardement. Deux cents personnes au moins ont péri dans les caves et les souterrains où elles s'étaient réfugiées. On cite des épisodes émouvants. Le plus navrant est celui dont la famille B... tout entière a été victime :

M. et Mme B..., leur fille et son mari, le frère de M. B... et sa femme, et enfin une sage-femme appelée pour l'accouchement d'une de ces dames, ont été engloutis et brûlés dans la cave pleine de papiers, après l'éboulement de l'habitation qui se composait de cinq étages. Que voilà bien la guerre avec toutes ces horreurs!...

Rome. Débordement du Tibre. — Grande panique dans la nouvelle capitale de l'Italie!... Le Tibre est débordé et la plupart des rues sont inondées. L'armée et ses généraux ont fait merveille pour conjurer les effets de ce désastre. Le prince Odelscachi s'est également bien conduit. Mais on ne peut en dire autant de la nouvelle municipalité qui a montré de l'hésitation et de la mollesse. Les pertes sont considérables et les fondations de beaucoup d'habitations menacent de s'effondrer sous l'ébranlement des eaux qui refluent des souterrains et des égouts qui communiquent tous avec le Tibre. Le débordement actuel marquera parmi les plus fameux et les plus néfastes.

Le jour de l'an à Versailles.—Il y a eu réception à Versailles le jour de l'an. Le Roi de Prusse a prononcé à cette occasion un discours dans lequel il a dit que de grands efforts seront encore nécessaires pour arriver à une paix honorable et durable. L'invocation de rigueur à la Providence a terminé cette allocution. Au banquet donné dans l'après-midi, nouveau speech de Sa Majesté prussienne qui a remercié les principicules allemands présents à la fête du concours qu'ils lui ont prêté.

Ce toast, que le Roi Guillaume a porté verre de champagne en main, le dos au feu et le ventre à table, a dû faire un plaisir extrême aux Bavarois, Saxons, Wurtembergeois et autres Allemands alliés qui se réconfortaient, en ce moment-là, aux avant-postes avec l'air pur de la campagne.—Campagne d'ailleurs rime parfaitement avec Champagne.

En répondant au discours du Roi, le grand-duc de Bade a bu à la renaissance de l'empire d'Allemagne, ressuscité à Versailles dans la personne auguste de « Guillaume le Victorieux. »

Le jour de l'an à Wilhemshœhe. — Le correspondant du *Daily Telegraph* tient son journal très-scrupuleusement au courant des faits et gestes du prisonnier de Wilhemshœhe. Voici ce qu'il lui écrit sur le jour de l'an :

« Le jour du nouvel an, qui a toujours été considéré par la Cour impériale de France comme un événement d'une haute importance, a passé à Wilhelmshœhe assez malheureux, comparativement aux années précédentes.

» L'Empereur s'est levé un peu plus tôt que d'ordinaire et a reçu d'abord les félicitations des personnes de sa suite qui sont admises dans son intimité. Il entra alors dans la salle du château, qui a été transformée en chapelle, et a assisté avec une profonde dévotion à la messe. Outre sa suite, il y avait encore la princesse de la **Moskowa** avec ses deux fils, le comte **Labédoyère**, général de division, le marquis de **Forton**, le comte de **Turenne**, le baron **Lambert** et son fils et le grand chambellan, le duc de **Bassano**, qui était arrivé la nuit précédente.

» Après la messe, l'Empereur retourna aux salles de réception, et instinctivement, M. de Bassano remplit ses devoirs de chambellan comme autrefois aux Tuileries. Il remit d'abord à l'Empereur un grand paquet de lettres de félicitations ; il introduisit ensuite la princesse de la Moskowa, qui était en grand deuil, ses deux fils s'avancèrent et baisèrent les mains de l'Empereur. Ensuite vinrent les aides de camp conduits par le prince de la Moskowa ; ils furent reconduits par le duc. Le comte **Reille** présenta à l'Empereur une Adresse de félicitations portant les signatures de plus de mille officiers prisonniers.

» L'Empereur, avec un sourire mélancolique, pressa la main de tous les assistants.

» Ceux qui s'avancèrent ensuite furent les officiers prisonniers à Cassel ; les généraux **Forton** et **Duplessis** les conduisaient, suivis par les personnes civiles de sa maison, les docteurs **Conneau** et **Corvisart**, M. **Piétri**, etc. Tous furent invités au déjeuner. Le repas étant fini, le maréchal **Bazaine** et son état-major se présentèrent et restèrent pendant près d'une demi-heure. Pendant le reste du jour, l'Empereur s'enferma seul dans son cabinet.

» Un très-grand nombre de télégrammes arrivèrent de Bruxelles, Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne, Berlin, Rome, Florence, La Haye, Stockholm, Genève, Carthagène, Lisbonne et Constantinople, ainsi que de plusieurs villes des provinces d'Angleterre et de Belgique. Vers midi, le comte **Monts**, le commandant de Cassel, arriva et présenta ses souhaits. Pendant toute la journée, tout le monde resta en grande tenue, le duc de Bassano portant encore son uniforme officiel. »

Le jour de l'an à Chislehurst. — Le duc DE PERSIGNY, le marquis DE LAVALETTE et son fils, le baron JÉRÔME DAVID, M. ROUHER, M. DE BOUVILLE et cinquante à soixante des principales familles qui résident en Angleterre, ont été reçus le 1er janvier par l'Impératrice des Français, à Chislehurst.

Les prisonniers français en Allemagne. — Un habitant de Roubaix qui s'est rendu en Allemagne pour porter des vêtements et des secours aux mobiles de son pays prisonniers dans ces contrées, écrit qu'il a trouvé la plupart de ses compatriotes souffrant horriblement du froid.

Il a vu arriver à Berlin les prisonniers d'Orléans qui avaient voyagé quinze jours et quinze nuits à peine vêtus dans des bocks au bétail ; dix-sept de ces malheureux sont morts gelés dans ces ignobles voitures.

Bordeaux. — La délégation, qui a fait d'énormes sacrifices pour armer la France, sent s'épuiser les ressources que lui a données le dernier emprunt contracté à Londres. En conclure un nouveau, serait difficile en ce moment. Les membres de la délégation l'ont remplacé par un appel aux contribuables, les invitant à verser par anticipation leurs impôts.

Négociations pour échange de prisonniers. Politesse de la diplomatie prussienne. — Le *Progrès du Nord* publie l'article suivant, dont nous lui laissons la responsabilité :

« Depuis longtemps déjà, la France cherche à négocier avec la Prusse des échanges de prisonniers, conformément aux usages de la guerre entre peuples civilisés; mais on a toujours rencontré de la part des Prussiens un refus obstiné à toutes les demandes de ce genre.

» Quel en est le motif? *Peut-être faut-il le chercher dans le parti pris de nous dénoncer aux soldats allemands comme des barbares habitués à fusiller nos prisonniers. Il est clair que ceux qui reviendraient au camp, par suite d'échange, auraient bientôt fait taire le mensonge et parler la vérité.*

» *Est-ce là ce qu'on veut éviter aux armées prussiennes? Nous ne le savons, mais le fait est certain, quel qu'en soit le motif; on n'admet pas d'échange de prisonniers aux quartiers généraux prussiens.*

» Tout dernièrement, une tentative à cet égard fut essayée, malgré les insuccès précédents, par un de nos attachés d'ambassade à l'ambassade à Bruxelles.

» Sur l'invitation de notre ambassadeur, M. **Tachard**, cet honorable fonctionnaire, parfaitement connu de M. **de Balan**, ambassadeur prussien, se présente à la chancellerie prussienne, où il fut accueilli avec toute la politesse et la déférence usitées entre gens bien élevés.

» Mais, dès qu'il fut question d'échange de prisonniers faits par l'armée du Nord, et proposé par notre commissaire général contre remise de prisonniers français, le hobereau reprit le ton rogue et hautain de cette race aristocratique et il se contenta de dire à son visiteur officiel :

« — Qu'est-ce que c'est de ça le commissaire général de la défense; nous ne connaissons pas ça ; » je sais bien qu'il y a à Lille un monsieur qui se nomme **Tesselin, Thélin, Tessefelin** ou quel- » que chose d'approchant, qui se décore de ce titre, mais nous ne le reconnaissons pas plus que » nous ne reconnaissons le prétendu gouvernement français.

» — Cependant, fit observer l'attaché d'ambassade, les pouvoirs de M. Testelin, dont vous con- » naissez parfaitement le nom, tout en affectant de l'ignorer, ne sont méconnus par personne dans » le Nord, et le gouvernement français, dont je suis en ce moment le représentant, est partout re- » connu et respecté en France.

» — C'est possible, mais en Prusse c'est autre chose, nous ne connaissons pas plus l'un que l'autre. » Du reste, ajoute M. de Balan, pourquoi échanger des prisonniers? Dans huit jours, vos Lillois » nous auront ouvert leurs portes et nous reprendrons nos hommes sans vous rendre les » vôtres. »

« A cette réponse insolente autant que grossière, notre représentant n'avait qu'une chose à faire, de prendre son chapeau et de tourner le dos à ce Teuton de mauvaise compagnie ; c'est ce qu'il fit immédiatement sans prendre congé de lui.

» Nous tenons ces détails d'un ami même de notre attaché d'ambassade, et nous sommes certains qu'ils sont très-exacts. »

Encore M. de Kératry... Sa retraite définitive. — Nous avons annoncé sur la foi de toute la presse française la réintégration de M. de Kératry dans son commandement militaire.

Le *Moniteur* annonce que M. de Kératry, *sur sa demande*, a cessé de faire partie de l'armée auxiliaire. Ainsi, voilà qui est entendu : l'ex-

capitaine, devenu député, devenu général, rentre dans la vie privée, tout-à-fait.

PETITES NOUVELLES. — A l'occasion du centième jour de l'investissement de Paris, M. **de Girardin**, toujours à l'affût des circonstances et de l'*idée du jour*, a publié une brochure intitulée : les *Cent jours*. — Le citoyen **Train**, qui a mené un certain *train* en compagnie de son compatriote le général américain **Cluseret**, à Lyon et à Marseille, notamment lors des tentatives pour établir la Commune révolutionnaire dans ces villes, vient de s'embarquer pour les États-Unis, au Havre. — On dit merveille de deux nouveaux tableaux de M. **Müller**, le célèbre auteur du *Dernier appel des condamnés sous la Terreur* et de la *Lecture de l'arrêt de mort de Marie-Antoinette*. L'illustre peintre s'est inspiré des effroyables réalités de la guerre actuelle. Ces deux tableaux sont intitulés : l'un, *Alsace* 1870, et l'autre : *Là ! ils ont tué notre mère*. — M. **Ducoux**, qui a quitté Paris le 29 décembre, est arrivé à Bordeaux, où il a apporté les meilleures impressions et les meilleurs renseignements sur la situation morale et matérielle des assiégés. — Il n'y a que les Américains pour avoir de ces idées-là! L'*Alta California* annonce qu'une dame vient d'écrire à l'ex-Impératrice **Eugénie**, l'invitant à aller donner des conférences aux États-Unis. — A Lille, un industriel fait fortune en fabriquant et en vendant des cuirasses à l'épreuve de la balle du revolver et à l'usage des mobiles ; cette cuirasse, composée de deux pièces de cuir renfermant une plaque de tôle, se met en-dessous de la tunique ; elle se vend soixante-dix francs et l'industriel en question, qui gagne 50 p. c. n'en fabrique pas vite assez pour les besoins de la consommation. — Le *Times* publie une lettre de Wilhemshœhe, dont voici le dernier paragraphe textuellement traduit : « L'Empereur entrevoit avec » confiance sa prompte restauration par la volonté du peuple français et par le peuple français tout » seul. » — On dit que le duc **de Chartres** est engagé comme officier dans l'armée de la Loire (1).

(1) Ce qui n'était qu'une vague rumeur en janvier 1871 est devenu depuis une certitude. Le duc de Chartres servait en effet, sous un nom d'emprunt, dans l'armée de la Loire, où sa vraie situation était ignorée, même des personnes qui le voyaient de plus près.

Comme les feuilles publiques, pendant la guerre, ne nous ont plus fourni aucun renseignement sur la présence de ce prince d'Orléans aux armées républicaines, nous ne croyons pas pouvoir mieux faire pour donner le dernier mot de ces rumeurs et de ces faits que de reproduire *in extenso* la note que le géneral **Chanzy** a cru devoir leur consacrer dans son livre, intitulé : « *La deuxième armée de la Loire.* »

Voici cette note, la huitième du livre :

« M. **Robert Le Fort**, chef d'escadron d'état-major auxiliaire, dont il est question dans les négociations avec le grand-duc de **Mecklembourg** pour régler la ligne de démarcation entre les deux armées pendant l'armistice, n'était autre que le duc de Chartres.

» Le prince se trouvait à l'état-major du général **Dargent**, qui, pas plus que son entourage, ne soupçonnait son véritable nom. Le général n'avait pas assez d'éloges à donner au zèle, à l'activite, au dévouement que le commandant d'état-major apportait dans son service. Sa parfaite connaissance de la langue allemande l'avait fait choisir tout naturellement pour les rapports qu'il s'agissait d'avoir avec les Prussiens.

» Toutefois, la présence du prince dans l'armée n'était point complétement ignorée, et le bruit courait qu'il y servait sous un nom d'emprunt. Beaucoup d'officiers crurent le reconnaître dans un commandant américain, M. **Schœnsfsky**, qui était employé au 21e corps. Le général en chef n'avait point jugé utile d'approfondir cette question. Bien que froissé des mesures prises au Mans, à son insu, par la délégation de Bordeaux à l'égard du prince **de Joinville**, après la conduite qu'il avait tenue dans cette circonstance, s'il avait su officiellement que le duc de Chartres était dans l'armée, son devoir eût été de faire ce qu'il avait fait pour le prince de Joinville ; le même refus du Gouvernement se serait sans doute de nouveau produit, et il n'eût point admis qu'il fût accompagné des mêmes procédés, ne voyant là qu'une question d'honneur militaire et non une question politique.

» Il préféra donc ne pas tenir compte des bruits vagues qui circulaient, et quand il proposait pour la croix de la Légion d'honneur M. Robert Le Fort, il ignorait que ce fût le prince, et ne récompensait que les excellents services d'un officier des plus méritants et des plus distingués. »

P. M. Janvier 1872.

Nécrologie. — Le chef d'escadron d'état-major **Celler**, qui était colonel de la 1re légion de marche du Rhône et qui s'était brillamment distingué dans son commandement, vient de mourir à la suite de la blessure qu'il avait reçue au combat de Nuits. C'est une grande perte pour la défense nationale, dont le colonel Celler était un des appuis les plus sûrs et les plus énergiques. — On annonce la mort de M. **Van Schendel**, peintre flamand, célèbre par ses effets de lumière. — Le comte **de Christen**, légitimiste bien connu par la longue et vaillante résistance qu'il opposa jadis à Garibaldi dans les Abruzzes, vient de mourir au château de Rome, chez M. de Saint Victor. La maladie seule l'avait empêché de prendre le commandement d'un régiment de mobiles que lui avait *accordé* le gouvernement de la défense. — L'évêque d'Ajaccio, M. **Guttoli**, vient de mourir à quarante-six ans, après un an d'épiscopat.

MARDI, 3 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — La capitulation de Mézières a entraîné celle de Rocroi, qui était presque sans défense.

Un fait curieux qui se rapporte au bombardement de Mézières : Une batterie d'artillerie prussienne, établie sur la glace, a été engloutie dans les eaux avec servants, matériel, et chevaux.

Rien à signaler d'important aujourd'hui en fait d'opérations militaires.

Grande manifestation patriotique à Bordeaux.... Un discours de M. Gambetta. — Le premier jour de l'an, dans la cité bordelaise, a été marqué par une grande manifestation en faveur de la République et de Gambetta, qui est actuellement son plus illustre et son plus populaire représentant. A midi, malgré une température sibérienne, une foule énorme, parmi laquelle beaucoup de dames, a envahi la *Place d'Armes*. Il y avait du monde à toutes les fenêtres, aux balcon set jusque sur les toits. Depuis la fameuse réception de Napoléon III, Bordeaux n'avait plus vu pareille foule, ni pareilles émotions. M. Gambetta n'a pas tardé à paraître au balcon de la préfecture, entouré de MM. Glais-Bizoin, Crémieux, Fourichon. Son apparition a provoqué une véritable tempête de hourrahs et de cris de : Vive la République ! Vive la France ! Vive Gambetta ! Malgré le froid, toutes les têtes s'étaient découvertes. Quelques étrangers, des Américains, du balcon d'un hôtel, étaient restés couverts et ayant paru peu sympathiques à la manifestation, furent apostrophés de plusieurs côtés et durent se retirer devant les marques d'impatience et de colère de la foule.

Des délégués de corps politiques montèrent ensuite au balcon et lurent une Adresse où se trouvaient exprimés des sentiments de patriotisme et de foi républicaine. Puis, M. Gambetta prit la parole. De l'aveu

de tous, des ennemis de la République, comme de ses partisans, le discours que prononça l'éloquent patriote restera comme un des plus beaux monuments oratoires de notre langue. La voix de l'orateur était vibrante et son geste puissant. Aussi la sensation produite fut immense. C'était une chose remarquable qu'une pareille chaleur de sentiment et un enthousiasme aussi délirant par le froid qu'il faisait. Il est vrai que le soleil s'était montré gracieux et s'était mis de la fête, comme pour ajouter sa douce influence et son éclat à la manifestation, déjà si brillante par elle-même.

Quand M. Gambetta eut terminé sa magnifique harangue, l'enthousiasme et le délire de la foule furent à leur comble. Tous acclamaient le grand orateur, et dans sa personne, la République, dont il venait de parler en si beaux termes. M. Gambetta était ému au possible. M. Steenackers l'emporta dans ses bras, ruisselant de sueur et enfiévré, et le déposa sur un lit pour le dérober à l'enthousiasme populaire et lui permettre un peu de repos. Mais la foule réclama l'éloquent orateur et M. Gambetta dut reparaître au balcon et y entendre de nouvelles acclamations à sa personne et à la République.

Voici une courte et pâle analyse de la magnifique harangue de M. Gambetta :

« En présence de ce magnifique spectacle, en face de ces citoyens assemblés ici pour saluer l'aurore de notre succès, fruit de votre persévérance et de la ténacité de vos efforts, je dis que notre succès est bien mérité pour deux raisons. D'abord, parce que la France a eu confiance en elle-même ; *ensuite, parce que, seule dans l'univers, la France aujourd'hui représente la justice et le droit.* (Applaudissements prolongés.)

» Oui, qu'elle soit à jamais close, à jamais effacée, s'il est possible, cette horrible année 1870, qui, témoin de la chute du gouvernement le plus fourbe, le plus corrompu, nous a en même temps livrés à l'insolente fortune de l'étranger.

» Citoyens, nous ne devons pas oublier que ce revers de fortune contre lequel nous combattons aujourd'hui est l'œuvre des intrigues bonapartistes du dehors. Que chacun ait sa part de responsabilité devant l'histoire. C'est dans cette ville même que l'homme de Décembre, l'homme de Sedan, l'homme qui s'est efforcé de gangrener la France, a prononcé cette mémorable imposture : « L'em- » pire c'est la paix. » — Son règne, nous devons l'avouer, devait nous être imposé comme expiation, car nous sommes blâmables pour l'avoir si longtemps supporté. *C'est parce que nous l'avons supporté pendant vingt ans que nous devons aujourd'hui endurer l'invasion étrangère jusque sous les murs de notre glorieuse capitale. Et c'est parce que toutes les sources de grandeur et de pouvoir ont été taries systématiquement dans ce pays, c'est parce que nous avions perdu cette puissance réparatrice, sans laquelle rien dans ce monde ne saurait durer ou triompher, je veux dire l'idée du devoir et de la vertu, qu'on a pu croire un instant que la France était sur le point de s'anéantir.* (Nouveaux applaudissements.)

» C'est alors que la République, revenant à la vie pour la troisième fois, dans notre histoire, a pris sur elle le devoir, l'honneur et le péril de sauver la France. (Cris enthousiastes de : Vive la République !) C'était le 4 septembre, l'ennemi s'avançait à marches forcées vers Paris. Nos arsenaux étaient vides, la moitié de notre armée prisonnière, nos ressources étaient dissipées, gaspillées de toutes parts ; un gouvernement en double, captif d'une part, de l'autre fugitif, une Chambre dont la servilité passée était un obstacle à ce qu'elle prît en main le gouvernail. *Oh ! ce jour-là, personne ne mettait en doute la légitimité de la République. Ce n'est que plus tard, quand la Repu*

blique fut parvenue à un état d'inviolabilité consacrée (bravos), *quand il est devenu patent que la République avait accompli sa promesse du 4 septembre — « sauver l'honneur du pays, organiser » la défense, maintenir l'ordre, » — quand il a été prouvé que, grâce à la République, la France ne périrait pas, qu'elle devait triompher, que par elle le droit l'emporterait sur la force brutale, c'est alors que les adversaires de la République, eux à qui elle assure le repos et la sécurité, ont commencé à contester sa légitimité, à mettre en question son origine.* (Nouveaux cris de : Vive la République !)

» La République, dévouée, liée à la défense et au salut du pays, est irrévocablement établie. Elle est immortelle. *Pourtant ne confondez pas la République avec les membres de son gouvernement élevés par la force des événements, et pour un temps, au pouvoir. Lorsqu'ils auront accompli leur tâche, qui est de chasser l'étranger, ils déposeront ce pouvoir et se soumettront au jugement de leurs concitoyens.*

» Cette tâche, cette mission, qui doivent être remplies jusqu'au bout, doivent être exécutées à tout prix, à l'entière exclusion de tout intérêt personnel.

» Ce que nous devons établir, sous peine d'un rude châtiment, c'est d'abord la sécurité de tous, le respect de la liberté de tous, la liberté parfaite, la liberté jusqu'au point de consentir à être méconnu, calomnié, injurié. Secondement, le respect, de la part de tous les amis et adversaires, du droit et de l'autorité du gouvernement. La parole doit être aussi libre que la pensée, et respectée dans toutes ses digressions jusqu'à la limite fatale où elle se transforme en résolution et aboutit à des actes.

» Si cette limite est dépassée, — et j'exprime ici l'opinion de tous les membres du gouvernement, — vous pouvez compter sur une répression énergique. (*Applaudissements prolongés.*)

» Je ne terminerai pas sans vous dire que le gouvernement, ayant l'union pour base, exprime, sert et croit servir l'opinion publique en opposition à ces gouvernements despotiques qui nous ont précédés et qui n'ont été guidés que par leur soif dynastique de puissance.

» Je remercie la population patriotique de Bordeaux, ainsi que les habitants des villes voisines et des environs qui sont réunis ici aujourd'hui, du brillant appui qu'ils ont donné au gouvernement républicain par leur imposante manifestation le premier jour de 1871.

» *Je les remercie surtout au nom de nos chers frères assiégés, au nom de cet héroïque Paris, dont l'exemple nous soutient et nous guide et nous excite jusqu'à l'émulation.*

» *Ah! s'ils pouvaient être témoins, ces chers frères assiégés, de toute la sympathie et de tout le dévouement que nous inspire leur valeur, leur foi dans le succès s'en accroîtrait, si en effet, cette foi pouvait s'accroître encore.*

» Nous transmettrons vos bons souhaits, citoyens. Puissions-nous bientôt frayer notre chemin à travers les lignes ennemies et les leur transmettre de vive voix, avec l'expression de l'admiration du monde et de la profonde et impérissable gratitude de la France. Vive la France ! Vive la République »

Entrée nocturne de Victor-Emmanuel à Rome. — A quelque chose malheur est bon ! Sa Majesté Victor-Emmanuel ne savait ni comment, ni quand faire son entrée à Rome. Le débordement du Tibre, dont nous avons parlé, est venu mettre fin à ses hésitations et à ses perpléxités.

A la nouvelle du désastre, Victor-Emmanuel a compris quelle planche de salut s'offrait à lui pour vaincre ses scrupules et éviter toute esclandre ultramontaine ou mazzinienne. Il est donc parti, tout de suite pour Rome, à toute vapeur, et le 31 décembre, *à quatre heures du matin* (qui eût jamais prévu ces dates et ces circonstances?), le roi d'Italie prenait possession de sa nouvelle capitale. Après les félicitations, les présentations, les collations, les illuminations et les gratifica-

tions ordinaires, surtout aux inondés, pour lesquels on était censé venu, Victor-Emmanuel est retourné à Florence, où il était de retour, le 2 janvier, *à quatre heures du matin.*

Espagne. Entrée d'Amédée Ier à Madrid. — Les nouvelles de Madrid, du 2 janvier au soir, annoncent que le nouveau Roi est arrivé à deux heures de l'après-midi. Il s'est rendu à l'église d'Atocha pour remercier Dieu de son heureux voyage et pour donner un témoignage d'affection à la mémoire du général Prim, enterré le matin dans la même église. En sortant, le Roi est allé rendre visite à la veuve du général Prim, puis aux Cortès, où il a prêté serment entre les mains du président, qui l'a proclamé roi d'Espagne au milieu du plus grand enthousiasme.

En quittant les Cortès, Sa Majesté s'est rendue au palais, où elle a reçu tous les grands corps de l'État.

Pendant tout le trajet, le peuple a acclamé le Roi, qui a paru au balcon du palais pour recevoir les salutations de la foule immense qui remplissait toute la place d'Orient.

Le Régent a résigné ses pouvoirs et l'assemblée s'est déclarée dissoute après avoir reçu le serment du Roi.

La ville de Madrid était fort animée, disent les télégrammes reçus.

Athènes. Manifestation en l'honneur des Hellènes morts pour le salut de la France. — Les lignes suivantes sont extraites d'une correspondance de Grèce de l'*Indépendance belge :*

« Sur l'initiative et aux frais des étudiants de notre université nationale, un service funèbre solennel a eu lieu, à l'église cathédrale d'Athènes, en mémoire des trente volontaires hellènes tombés en combattant, en France, pour la sainte cause de la liberté. Le ministre de la République, tout le personnel de sa légation, l'amiral et les officiers de la station navale française au Pirée, assistaient à ce pieux service, ainsi qu'une foule immense de toutes les classes de la société athénienne. Peu de jours après, une cérémonie semblable a eu lieu à l'église catholique de cette capitale. »

Installation de nouveaux camps. — On organise activement les camps dont on a décrété l'érection.

Le camp des Alpines sera placé sur les versants nord et sud de cette chaîne de montagnes, au confluent du Rhône et de la Durance. Il pourra contenir plus de cent cinquante mille hommes.

Le camp de Clermont s'organise aussi : il sera placé sur les terrains compris entre l'Allier et la route départementale de Pont-du-Château à Maringues.

L'installation du camp de La Rochelle est commencée ; des troupes sont déjà arrivées à Dampierre. L'état-major occupe le château de la Pinaudière.

Assassinat du commandant Arnault. — On lit dans le *Progrès de Lyon* :

« Le nombre des inculpés dans l'affaire de la Croix-Rousse s'élève à environ quatre-vingts depuis mardi. Sur ce nombre, une quinzaine seront relâchés, dit-on, d'ici à samedi.

» C'est par erreur, dit le *Petit Journal*, qu'on a prétendu qu'une parodie de cour martiale avait précédé l'exécution de l'infortuné commandant. C'est plutôt par acclamation, dans la salle Valentino, qu'il a été condamné à mort.

» Quelques voix s'écriant non! non! grâce! grâce! semblaient conjurer l'horrible catastrophe. On sait le reste.

» L'affaire comportera trois catégories : la première ayant trait à tous les discours et excitations à la guerre civile qui ont précédé le crime ou qui lui sont concomitants ; la seconde, relative aux faits directs du crime même ; ces deux premiers chefs ressortiront à la juridiction du conseil de guerre ; la troisième concernera tous les délinquants qui, après la perpétration de l'assassinat, se sont faits ses apologistes en prononçant ces mots : « C'est bien fait! C'est bien fait!... » (apologie d'un fait qualifié crime). Ce chef sera déféré au tribunal correctionnel. »

D'autre part, on lit dans la *Décentralisation*, touchant un accident qui se rapporte également au drame de la Croix-Rousse :

« On a apporté de la Croix-Rousse, jeudi, à l'hôpital un nommé Charvet, grièvement blessé d'un coup de feu. On dit que c'est un des complices de l'affaire Arnauld. Il est mort une demi-heure après. Ceux qui le portaient se sont enfuis et n'ont pas même aidé à le monter à son lit.

» *P. S.* On dit que Charvet, décédé à l'hôpital, est celui qui a chargé le fusil du gamin qui lui a tiré le coup de grâce.

» Il a été tué par un officier de la garde nationale, qui l'a tué à bout portant avec un pistolet de poche.

» Il est une circonstance que la *Décentralisation* ne fait pas connaître, c'est que Charvet, homme connu par sa violence et sa force, s'étant, après avoir été arrêté, jeté sur le garde national qui le conduisait, celui-ci se crut en danger, et c'est alors qu'il fit feu de son revolver.

La mortalité chez les prisonniers français en Allemagne. — On mande de Mayence, 2 janvier, à la *Gazette de Francfort*, que les cas de mortalité parmi les prisonniers français se chiffraient, au mois dernier, dans les proportions de 5/6 pour cent, au lieu d'un tiers constaté dans les mois précédents, ce qui établit le nombre des décès pour décembre à deux cent cinquante et un. Cette mortalité est justifiée par les germes de maladies contractés par les Français eux-mêmes sur les champs de bataille. Il est, du reste, surprenant que les maladies qui se déclarent parmi ces prisonniers sont les mêmes que l'on remarque parmi les armées en France. De nombreux cas de petite vérole ont été signalés et un lazareth spécial de sept cents lits a été fondé. Le typhus et les inflammations de poitrine sont les maladies régnantes et sont dues à la rigueur de la température. La ville même s'en ressent.

Les otages dans l'Est. — A Dijon, le général Werder a fait annoncer aux familles des otages qu'ils sont arrivés en bonne santé à Brême. On a d'autres détails. A leur passage à Cassel, nos concitoyens auraient reçu, de l'entourage de l'ex-Empereur, *des témoignages de sympathie qu'ils ont tous repoussés avec indignation.*

Condamnation du colonel Chenet. — La *Gazette du Midi* annonce que le lieutenant-colonel Chenet, commandant la guérilla

d'Orient, a reçu l'ordre de quitter Toulon et de se rendre immédiatement à Bordeaux pour assister à la révision du jugement de la cour martiale d'Autun, qui l'avait condamné à la peine de mort.

Exploits des uhlans... sur les murs d'une ville trop prudente. — Il y a de ces faits qui provoquent aussi bien le rire que les pleurs. Cela dépend du caractère, du point de vue où l'on se place et si le spectateur ou le lecteur tient de Démocrite ou d'Héraclite.

L'épisode suivant de l'invasion dans le Nord est un de ces faits de nature à faire pleurer aussi bien qu'à provoquer le rire. Nous l'empruntons à un correspondant de l'*Indépendance belge*, qui nous semble avoir pris la chose du bon côté :

« Je veux vous conter un bon tour qui vaudrait à ses auteurs ma carte de visite, si j'avais l'honneur de les connaître par leurs noms, bien que ces auteurs soient de simples uhlans.

» Je vous ai dit déjà que ces hardis cavaliers parcouraient la Picardie et l'Artois en véritables touristes, s'arrêtant ça et là pour se rafraîchir aux hôtelleries de bonne apparence. Dans l'occasion dont je vais vous parler, ils n'ont pas bu ; ils ont fait absolument le contraire, comme vous allez voir.

» La prudente municipalité d'Abbeville ayant expressément recommandé aux gardes nationaux qui veillent au salut de la ville de s'abstenir de tirer sur les soldats ennemis, et ne leur ayant pas donné de cartouches pour être plus sûre d'être ponctuellement obéie, lesdits gardes nationaux, à l'approche de l'ennemi, ne virent pas d'autre moyen de sauvegarder leur cité que d'en fermer les portes et de regarder par-dessus le rempart si quelqu'un ne se présentait point pour entrer. Messieurs les uhlans, qui n'étaient pas loin, ne tardèrent pas à s'apercevoir de la longanimité des sentinelles abbévilloises, et peu à peu s'enhardirent si bien qu'ils arrivèrent jusqu'au pied même des inoffensifs remparts. Les gardes nationaux les regardaient fort étonnés. Ce que voyant, les uhlans descendirent de cheval (ils étaient cinq) et firent contre la porte.... ce que vous savez. Les gardes nationaux regardaient toujours. « Nous reviendrons demain avec des seringues ! » crièrent-ils en bon français en se remettant en selle.

» Si vous croyez la chose exagérée, je vous renvoie à la lettre que le commandant de place d'Abbeville vient d'adresser au *Messager du Nord*, de Dunkerque, qui avait blâmé les termes véhéments de sa proclamation. Cette lettre, qui n'emploie pas les mêmes euphémismes que moi, est vraiment une pièce curieuse. Je dois ajouter que l'entrée en fonctions de ce brave militaire est postérieure au fait que je vous cite, et qu'il ne serait plus prudent aux uhlans de recommencer maintenant leur escapade à la Piron. »

Nous ne voulons pas quitter cette page fâcheuse de l'histoire de l'invasion dans le Nord sans émettre un vœu dont on pourra faire profit après la guerre. Pourquoi Abbeville, la brave devant l'ennemi, ne prendrait-elle pas le nom de Lâcheville. Lâcheville rime avec Abbeville. Et quant aux gardes nationaux de cette vaillante cité, pourquoi ne les décorerait-on pas du titre de *gardes piscines* ? Une pareille dénomina-leur rappellerait à jamais le laisser-aller de leurs ennemis et leur tolérance à cet... endroit.

Petites nouvelles. — On écrit de Lyon que M. **Lutz**, qui avait été arrêté le 22 décembre sur un mandat émané de l'autorité administrative, vient d'être rendu à la liberté.— Une troisième compagnie de francs-tireurs s'organise en ce moment à Quimper, par les soins de M. **Pavy**, qui a fait en Amérique une fortune considérable et qui en consacre une partie à la défense nationale. Tous les hommes de ce petit corps,— hommes d'élite,— sont armés d'un rifle américain à douze coups et d'un

revolver. Le costume est celui des zouaves, mais tout noir. Le fanion est également noir avec cette devise : « Sans merci ! » — L'évêque **Strossmayer**, dont l'éloquente philippique contre l'infaillibilité est connue de tout le monde, souffre d'une grave maladie d'estomac. — M. François **Litz** portera en Hongrie, où il s'est établi, le titre de directeur général de la musique, qu'il échangera plus tard, après la création de l'Académie hongroise de musique, contre celui de directeur général de cet établissement. — Le *Journal des Étrangers*, de Genève, publie une liste de visiteurs exotiques dans laquelle nous trouvons les noms suivants qui ont leur signification : S. A. le prince **Napoléon**, de Paris; M. E. **Marfori**, d'Espagne; M. **Janvier de la Motte**, de Paris; M. et Mme **Napoléon** (?). de Paris; M. et Mme J. **David**, de Paris; M. **Strauss**, de Paris; M. **Cohen**, de Paris; Mme **Favre** et sa famille, de Paris.

Un accident a la Patti. — La grande cantatrice poursuit en ce moment à Saint-Pétersbourg le cours de succès inouïs dans les fastes du théâtre.

Au milieu d'une de ces représentations brillantes, où les ovations et les fleurs avaient assailli la cantatrice, un grand accident a failli lui arriver. On donnait la *Traviata*. Au moment où *Violetta* va quitter *Alfredo*, et comme elle s'élance en courant de la chambre, la diva s'est embarrassée les pieds dans les longs plis de sa robe, et, dans sa chute, sa tête est allée heurter violemment contre un décor.

Il y eut un moment de confusion et de terrible anxiété, et l'on crut d'abord que la diva s'était cassée la tête. Il n'en était rien, heureusement; la partie du décor où elle était tombée n'était qu'un châssis recouvert de toile peinte et, à part les légères contusions que Mme Patti avait reçues aux mains et au genou, on en était quitte pour la peur. La représentation continua et les ovations redoublèrent.

MERCREDI, 4 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — L'armée du Nord, après quelques jours de repos dans ses cantonnements, vient de reprendre l'offensive.

Voici en quels termes l'*Indépendance belge* apprécie la situation de cette armée ainsi que celle des armées de l'Ouest et de l'Est :

« Une brigade de la première division a enlevé les villages d'Achiet et de Riencourt. D'autres corps de la même division sont allés jusqu'à Ervillers et Behaignies, mais ils ont dû abandonner ces positions après avoir subi des pertes considérables. Le reste de l'armée n'a pas été engagé, mais hier, à Lille, on s'attendait à ce qu'il le fût aujourd'hui.

» Ce mouvement a eu lieu au sud d'Arras. Achiet est une station du chemin de fer du Nord, à mi-chemin d'Albert; Ervillers est à trois kilomètres de là, à l'est, sur la route d'Arras à Bapaume.

» Dans l'Est, quelques engagements ont eu lieu près de Gray et sur la ligne de Beaume à Isle-sur-le-Doubs. L'avantage, d'après un télégramme de Bordeaux, serait resté aux Français.

» D'après une dépêche suisse de Pruntut, ils auraient été moins heureux le 1er janvier à Abbervilliers-la-Croix. Ils auraient été forcés à la retraite et deux cents hommes du corps dit des vengeurs auraient été faits prisonniers sur le territoire helvétique. Une rencontre plus sérieuse a eu lieu près de Delle; mais le 3 janvier on n'en connaissait pas encore le résultat à Berne.

» Enfin, au sud-est du Mans, l'armée de Chanzy signale sa présence par de vigoureuses reconnaissances. Les corps chargés de ce soin opèrent au delà du Loir, et l'un d'eux a pu, le 2 janvier, refouler sur Vendôme un peloton ennemi composé de hussards et de deux compagnies d'infanterie qu'il avait rencontrés entre cette ville et Château-Renault. »

Paris. — Les bruits d'une reddition prochaine sont de nouveau mis en circulation. C'est le *Times*, qui a joué si souvent le rôle de compère de M. de Bismark depuis le commencement de la guerre, qui remet ces rumeurs sinistres sur le tapis. Mais le *Times* a si souvent déjà crié au loup, c'est-à-dire à la capitulation... depuis quatre mois, et toujours sans motifs, qu'on ne le croit plus. Alors même que ses renseignements seraient exacts, le journal de la cité n'épouvanterait plus personne.

Il est évident que Paris ne peut pas tenir indéfiniment. Mais, d'après la presque unanimité des renseignements dans lesquels l'opinion publique a foi, Paris a encore de la viande au moins pour janvier et de l'esprit de résistance de reste.

Les Prussiens, à moins d'un bombardement qui leur réussirait, auront donc encore plusieurs semaines à patienter et à battre la semelle aux portes de la grande cité. Sur ce laps de temps, qui sait quels peuvent être les retours de la fortune ? A coup sûr, c'est bien de la situation actuelle qu'on peut dire : tout à craindre et tout à espérer !

Bombardement et reddition de Mézières. — Un journal de Lille publie une correspondance particulière donnant de longs détails sur le bombardement et la prise de Mézières. Le correspondant constate d'abord qu'aucun effort sérieux n'a été fait pour empêcher l'approche des Prussiens et l'établissement de leurs batteries :

« Le 30, un parlementaire vint annoncer qu'on bombarderait « incessamment. » Les habitants furent envoyés *au lendemain à dix heures* pour se retirer dans les casemates. On invita ceux qui avaient des caves voûtées et solides à s'y installer. Idée malencontreuse et fatale !

» Le lendemain, *dès sept heures du matin*, je fus réveillé par des détonations puissantes et régulières dont je n'avais pas l'idée. *Les habitants des villes étaient surpris : tous ne purent se réfugier dans les casemates. Un grand nombre furent frappés dans les rues. En un clin d'œil, l'incendie s'était déclaré à Charleville dans les environs du cimetière, et à Mézières, dans les casernes et autour de l'église. Cela dura vingt-sept heures ! vingt-sept heures pendant lesquelles, sans pouvoir essayer même de se défendre, il fallut, immobiles, silencieux, désespérés, subir cette épouvantable canonnade. Quelles choses horribles, mon Dieu, et quelles déshonorantes victoires que celles-là !*

» Le soir du 31, on demanda au chef de la place de capituler. Il répondit au Conseil municipal de Charleville que « *les dégâts causés n'étaient pas encore assez considérables.* » Les obus poursuivaient leurs ravages. On les entendait, dans leur vol sinistre, siffler dans tous les sens : au midi, le ciel était d'un rouge intense. Mézières brûlait. *Dès le matin du 1er janvier, on se décida à hisser le drapeau blanc : le bombardement n'en continua pas moins jusqu'à onze heures du matin.* Alors le feu s'arrêta. Il avait redoublé d'intensité de huit heures à neuf heures et demie. « **Les dé-** » **gâts causés étaient suffisants.** »

» Je le crois bien, mon Dieu, et lorsque, en se rendant sous condition, on eut le droit de compter les malheurs que vingt-sept heures avait accumulés, on vit qu'ils étaient irréparables. Une moitié de Mézières seule demeurait debout ; le reste achevait de brûler. La couronne de Champagne, tout un côté de la Grande-Rue, presque toutes les maisons qui entourent l'église, les casernes, etc., ne présentent plus que d'épouvantables ruines. Dieu seul, jusqu'à présent, sait le nombre des victimes asphyxiées dans les caves. On en a retiré onze des décombres fumants d'une seule maison. Qui dira l'horrible agonie de ces pauvres gens que la guerre, c'est-à-dire le caprice de deux despotes, avait enfouis là pour mourir ? Maintenant, dans toute cette partie de la pauvre petite ville, il n'y a

plus que des ruines, au milieu desquelles éclatent de temps à autres un obus oublié. L'église dresse au milieu de tout cela sa masse sombre, décharnée, percée à jour de la manière la plus capricieusement sinistre. *Les remparts ont peu souffert.*

» Charleville n'a pas été épargné : *on a bien voulu ne pas le brûler, pour remercier le conseil municipal qui s'était opposé à la défense.* On n'est pas plus aimable. *L'ambulance du collége fut pendant plusieurs heures l'endroit de la ville le plus maltraité. Et cependant le drapeau à croix rouge flottait très-haut sur les toits, et l'ambulance à elle seule forme tout un quartier.*

» C'est dans le collége qu'a éclaté cet épouvantable projectile ovoïde de soixante-dix-huit kilogr. A l'Hôtel-Dieu, deux obus ont éclaté de la même façon et un dans la salle d'étude de l'école normale. *tout cela dans le quartier des ambulances. A Mézières, l'hôpital fut incendié tout d'abord.*

» On dit que Rocroy a expédié sa garnison et ses canons sur Lille, tant mieux! se défendre comme Thionville, comme Montmédy l'ont fait, comme nous l'avons fait, est-ce se défendre ? »

Le correspondant engage ensuite les places du Nord à profiter de l'expérience ; si elles n'ont pas de travaux avancés, de canons à longue portée, il est inutile qu'elles risquent la ruine pour une résistance de quelques heures. Il termine en ces termes :

« Le prince de **Reuss** a fait le 2 janvier, son entrée solennelle à Charleville, au son d'une musique de carnaval. J'ai entendu dix fois le hourra sauvage retentir dans une ville française : Dieu vous épargne cet horrible concert, dont je ne sais quel traîneur de sabre donna le signal du haut d'un grand diable de cheval à la tête busquée.

» Tous les villages que j'ai traversés pour arriver jusqu'ici sont « comblés » des soldats du prince de Reuss. Il y a mille hommes au moins dans chacun. Où vont-ils ? C'est difficile à préciser. J'ai entendu la fusillade du côté de Brau, dans la direction de Givet. J'ai cependant quelque raison de croire que cette ville n'est pas l'objectif de l'ennemi. Après tout, peut-être me trompé-je. S'agit-il d'une diversion par Hirson, d'une marche sur Arras ? Je ne sais, mais il faut veiller.

» Les Prussiens semblent vouloir s'installer à Charleville ; ils ont pris tout le collége, le séminaire et l'école normale, pour y installer leur service médical. A Sedan, ils ont exigé la réouverture du collége, *et rendu l'étude de la langue allemande obligatoire.* (O Benedetti ! ô Duruy !) A Charleville toute classe, même irrégulière, est devenue impossible. Chacun des villages occupés que j'ai vus, est muni à la sortie, du côté de la Belgique, d'une barricade sérieuse : il y a des sentinelles placées jusque sur les plus petits sentiers. Ces gens-là se gardent bien, et les camarades peuvent fumer à leur aise dans la longue pipe de porcelaine.

» *J'aime mieux me taire que de vous dire l'attitude des populations impériales occupées par les troupes du roi Guillaume.*

» *C'est écœurant, et je ne m'étonne pas, ma foi! que ces gens-là prétendent nous régénérer. On n'a pas trop d'éloges délicats, de sourires niais pour ces héros mal taillés et mal peignés. Eh! mon Dieu, oui! au café, à l'hôtel, à la tabagie, tout cela commande, mais tout cela paie, ô miracle! Il est vrai que personne plus que ces gens-là ne possède l'art d'être en quelque façon honnêtement malhonnête.*

» Nos lignards se sont fort mal conduits le jour de la capitulation : ils ont pénétré dans le magasin des vivres, et bu à pleines gamelles dans les tonneaux éventrés. Après cela, un certain nombre de ces dignes soldats de l'Empire se sont répandus dans la ville, le chant aux lèvres, l'ivresse et la menace dans les yeux ; des officiers ont été insultés ; l'intendant a été foulé aux pieds ; le préfet, M. **Dauzon**, n'a pu, malgré son énergie, avoir le dernier mot de tous ces désordres ignobles. »

L'*Echo du Nord* publie une correspondance du même genre ; les vieilles forteresses françaises, y est-il dit, ne peuvent résister à ces engins de démolition à distance qu'on appelle canon Krupp. — Le nombre des victimes du bombardement est évalué à deux cents ; beaucoup de personnes ont péri écrasées dans les caves. « Charleville, ajoute le

correspondant de l'*Echo du Nord*, a reçu beaucoup d'obus, mais n'a pas souffert comme Mézières, où la férocité prussienne s'est portée principalement sur les maisons ; l'église, véritable cathédrale, est percée à jour ; sa tour élégante ne tient encore que par un miracle d'équilibre. »

Beaucoup de bruit pour rien. Un épisode de la guerre dans l'Est. — Le télégraphe parlait dernièrement d'une défaite essuyée par les Français, sur la frontière suisse, à Croix, près de Delle. Or, il s'agissait simplement d'une escarmouche entre un corps franc et des Prussiens en nombre supérieur. Il paraît même que le chef du détachement français est suspecté de trahison.

Le *Jura*, de Porrentruy, donne les détails suivants relatifs à ce combat :

« Un combat d'avant-garde a eu lieu hier lundi (2 janvier) entre Croix et Abbevillers. Cinq à six cents hommes du corps des *Vengeurs* se sont rencontrés contre des forces prussiennes supérieures en nombre, évaluées de douze cents à quinze cents hommes. Les Français avaient réussi, à Hérimoncourt, à prendre aux Prussiens deux pièces de canon. Dans le combat de lundi, ils ont été repoussés avec des pertes sensibles. Le corps du génie des *Vengeurs* a subi les plus grandes pertes. Le chef du génie, un millionnaire, a été tué.

» Les Prussiens ont repris leurs canons et, en outre, deux mitrailleuses que les *Vengeurs* appellent des *tirailleuses*. Ces pièces diffèrent des mitrailleuses ordinaires.

» Environ deux cents Français ont été refoulés jusque sur la frontière suisse, où ils ont préféré profiter de l'hospitalité helvétique, que de se rendre prisonniers aux Prussiens ; cent quatre-vingts ont été désarmés à Grandfontaine et une dizaine de cavaliers à Fahy. Les hommes et les chevaux ont été dirigés sur Porrentruy.

» Le commandant du corps des *Vengeurs*, un Polonais nommé **Malinscky**, avait promis du renfort à l'extrême avant-garde ; il devait se trouver dès six heures du matin sur le champ du combat, mais on ne l'a plus revu. Ses hommes l'accusent hautement de concussion. Il serait porteur d'une certaine somme et de la solde de trois jours revenant au corps des *Vengeurs* ; nous reproduisons ce détail sous toute réserve. Un mandat d'arrêt n'en a pas moins été lancé contre lui. On dit qu'il a été arrêté à Délémont, porteur d'une somme de quatre mille francs.

» Le corps des *Vengeurs* compte de onze à douze cents hommes. Il est arrivé de Besançon par derrière le Lomond, et il a passé la dernière nuit à Villars sous Blamont. Chose curieuse, les chefs assurent qu'il n'y a point de troupes du côté de Pont-le-Roide et Saint-Hippolyte.

» Le corps des *Vengeurs* comprend environ deux cents hommes de cavalerie, dont la moitié seulement étaient montés. Ce sont des uhlans polonais, des hussards et des spahis. L'artillerie était composée de deux mitrailleuses (tirailleuses). Le reste se compose d'une compagnie du génie et d'une infanterie formée de zouaves, de turcos et de francs-tireurs.

» Lorsque le Conseil fédéral leur aura assigné une résidence dans l'intérieur de la Suisse, les prisonniers y seront immédiatement dirigés. »

On écrit de Bamvant, 3 janvier, au *Journal de Genève*, au sujet du même engagement :

« Il paraît que les troupes françaises irrégulières, établies depuis quelque temps à Blamont et dans les environs, venaient de prendre l'offensive et d'attaquer les Prussiens. Déployées de part et d'autre en tirailleurs, elles se battaient depuis plusieurs heures en gardant leurs positions respectives, lorsque les Prussiens s'avancèrent d'Hérimoncourt avec quelques pièces de canon. Les Français commencèrent alors à se débander, et l'on vit peu d'instants après, les premiers fugitifs arriver sur le territoire suisse. Les avant-postes les désarmèrent et les firent conduire à Fahy. C'étaient d'abord des cavaliers faisant partie du corps franc des *Vengeurs de la mort* formé à Lyon, il y a quelque temps ; ils furent dirigés sur Chevenez, où plus tard, dans la soirée, ils furent rejoints par

d eux autres convois comptant en tout deux cents hommes environ et qui furent arrêtés à Grandfontaine par la 4e compagnie, capitaine **Lachenal**.

» Ces derniers offraient le mélange le plus indescriptible de soldats de toutes armes, de tout costume et de toute nation, mobiles et mobilisés de la garde nationale, francs-tireurs, turcos, etc. Français, Italiens, Polonais, et même deux Suisses, un Zuricois et un Appenzellois. Les Français disaient hautement qu'ils avaient été vendus ; les Italiens du corps de Garibaldi répétaient *venduti* ; les nègres de Kabylie grelottaient, et parmi eux, un pauvre enfant de quatorze ans, déjà habillé en soldat, tomba d'épuisement. Il reçut aussitôt tous les soins que réclamait son état et fut conduit à l'ambulance. Le gros de la troupe fut dirigé sur Porrentruy, pour être mis à la disposition du colonel **Grand**. »

Bordeaux. Ouverture de l'école polytechnique. Les détracteurs du général Trochu. — On a ouvert aujourd'hui, dans cette ville, les cours de l'école polytechnique. M. Gambetta a présidé à l'inauguration de l'année scolaire et a prononcé un discours chaleureux et fort patriotique (1).

Dans l'entourage de la délégation on croit que Trochu prépare une grande sortie et voudra sortir à tout prix de Paris. La capitale sera plus ou moins laissée à elle-même et l'on tiendra la campagne au printemps prochain avec sept à huit cent mille hommes contre les troupes prussiennes, réduites à leur dernier effectif et à leurs dernières ressources. C'est ainsi que s'expliquerait le mot prêté à Trochu « que la guerre ne commencerait qu'en mars prochain. »

L'émotion et la déception de la population parisienne à la nouvelle de l'évacuation du Mont Avron ont eu leur contre-coup en province. Le grand événement du jour dans la capitale provisoire, celui devant lequel pâlissait presque le récent succès oratoire de M. Gambetta, était un article dirigé par le *Siècle* contre le général Trochu. Encore un peu, et le *Siècle* aurait écrit le mot de trahison tout au long à l'adresse du gouverneur de Paris. Par elles-mêmes, les accusations du *Siècle* trouveraient peu d'écho et produiraient peu d'effet. Mais le *Siècle* est bien en cour et l'on veut voir, dans la conduite si inattendue et si agressive de ce journal, un reflet des appréciations et des sentiments de la délégation elle-même. Aussi les graves insinuations du *Siècle* sont-elles fort commentées, et généralement, unanimement même, défavorablement.

Le *Siècle* n'ose pas croire, dit-il, à « des projets ténébreux, » ce qui veut dire en bon français, qu'il ne veut pas croire que Trochu trahisse. Mais il n'est pas « rassuré sur les capacités du général. »

(1) Ce discours, de l'avis de tous ceux qui ont entendu M. Gambetta aux plus grands jours de son éloquence, est un des plus beaux que le grand orateur ait prononcés. Malheureusement, il manque complétement.

Il n'y avait pas de sténographe à cette solennité. Après la séance, plusieurs des auditeurs se réunirent et s'employèrent à retrouver les principaux traits de la parole de M. Gambetta; mais ils n'y purent réussir, se sentant impuissants à reproduire d'une façon convenable l'éclat, la chaleur et la flamme de la magnifique harangue qu'ils venaient d'entendre.

P. M. Janvier 1872.

Les gens du métier, dit-il, lui reprochent beaucoup de fautes, et quelques-uns vont même jusqu'à dire qu'il en a commis à lui seul autant que tous les maréchaux de l'empire réunis.

« 1° Il a, contre les règles les plus élémentaires, rassemblé dans une place qui était à la veille d'être assiégée, toutes forces disponibles du pays;

» 2° Il a négligé d'envoyer en province un seul organisateur militaire, politique ou administratif;

» 3° Il a imaginé d'armer les gardes nationaux de la banlieue au lieu de les ramener dans Paris en faisant le vide tout autour de la capitale;

» 4° Sachant qu'il n'y avait en province personne pour diriger les opérations de guerre, il nous a laissés plusieurs mois sans un plan de conduite;

» 5° Au lieu de marcher à fond, comme le commandaient les circonstances et le plan convenu, il a fait, le 30 novembre et le 2 décembre, une sortie platonique, laissant à la discrétion de l'ennemi l'armée extérieure qu'il avait fait placer dans une situation ridicule;

» 6° Pour en finir, il vient encore de faire une sortie à la Bazaine. »

Après avoir reproduit ce réquisitoire « des gens du métier, » le *Siècle* demande qu'on en finisse avec le système adopté. Pour lui, dans les circonstances où se trouvent Trochu et Paris, l'héroïsme ne consiste pas « à faire semblant de résister avec éclat, là où l'on n'est pas attaqué sérieusement, mais à passer sur le ventre de l'ennemi et à se jeter dans la province. »

Nul doute que ces attaques contre le général le mieux vu des classes conservatrices ne ravivent l'opposition de la presse réactionnaire. Le patriotisme et le dépit de ne pas vaincre ne sont pas toujours de bons conseillers. Le *Siècle* eût dû y songer. (1)

Les prisonniers Français en Allemagne. — L'*Écho de la Frontière*, de Valenciennes, publie le récit de l'excursion que viennent de faire en Allemagne les envoyés d'un comité formé en cette ville pour distribuer aux prisonniers français des vêtements et d'autres secours qui leur sont si nécessaires. Ces courageux voyageurs ont visité, par les froids terribles de ces derniers temps, les villes, les forteresses et les camps où sont installés leurs infortunés compatriotes. Voici quelques passages de la dernière lettre que l'un des envoyés, M. Ernest Boulan, a adressée à la feuille Valenciennoise :

« Nous arrivons à Glogau mardi ; nous trouvons dans cette ville 15,000 prisonniers, *dont mille malades ;* c'est ici particulièrement que, jusqu'à présent, nous trouvons les misères les plus navrantes. Nous avons aussitôt fait notre visite aux deux commandants de la place, et je dois dire que nous les avons trouvés très-convenables. L'autorité a laissé là, (ce que nous n'avions malheureusement pas rencontré ailleurs,) le soin aux officiers français de s'occuper des soins à donner

(1) Encore une fois, il est inutile, croyons-nous, de faire observer que ces lignes ont été écrites à une époque où la province et l'étranger croyaient généralement à l'utilité et à la sincérité des efforts du général Trochu pour la délivrance de Paris. Les aveux du général Trochu lui-même, — sans parler des récriminations et des attaques si nombreuses qui se sont produites depuis la capitulation du 28 janvier, dans la presse et ailleurs, — ont prouvé que le *Siècle* n'avait que trop raison dans ses plaintes contre le système de défense suivi par la direction militaire, à Paris.

P. M. Janvier 1872.

aux prisonniers. Le président de ce comité, M. **Duval**, commandant des mobiles de Vitry et conseiller général de la Marne, est un homme d'un dévouement admirable; nous sommes allés lui rendre notre visite ; il avait reçu du colonel l'autorisation de nous faire visiter les camps. Cet excellent homme est d'une complaisance extrême, il sert ici de père à tous ces malheureux et il est l'objet de leur vénération. C'est à son initiative que les 300 officiers internés ici ont élu un comité chargé de secourir les pauvres soldats ; ce comité est bien constitué, mais les choses principales, les secours, faisaient complétement défaut.

» On attendait que la Providence voulût bien se charger d'en apporter, et la Providence a été la bonne et généreuse ville de Valenciennes, qui a envoyé à près de quatre cents lieues des représentants pour calmer les douleurs de l'âme de ses enfants, rechercher au milieu d'eux ceux dont la misère est la plus grande. Oui, notre cité a été la première de toutes les villes de France, la première qui s'est portée dans ces rigoureux climats, pour secourir ses compatriotes : aussi son nom est-il ici de tous, amis comme ennemis, honoré et respecté.

» Ce comité a fait ériger dans le cimetière de la ville un monument à la mémoire de nos infortunés soldats, dont trois à quatre cents sont déjà morts depuis leur internement ici. Le commandant Duval a bien voulu me donner quelques exemplaires de la photographie de ce monument avec une dédicace pour les dames du comité de notre ville.

» Nous partons après-midi visiter les camps, et notre impression, en y entrant, a été un sentiment d'horreur. Vous ne pouvez vous faire une idée de l'aspect affreux de ces hangars dans lesquels on accumule les hommes par milliers, entassés dix-huit dans ces compartiments de quatre mètres carrés, couchant à trois sur deux paillasses dont la paille est toute mouillée ; car la neige qui recouvre les toits se fond et vient tomber goutte à goutte dans ces taudis infects, sur la figure, sur le corps de nos soldats, pendant leur sommeil, si toutefois ils peuvent s'endormir. Ces bouges ne sont ni chauffés, ni éclairés, ou si faiblement que l'on a peine à y reconnaître quelqu'un. Ils se composent d'un sous-sol et d'un entresol, très-bas, manquant d'air, dans lequel ce que l'on respire ne doit vous conduire que promptement à l'hôpital, et le plus souvent de là au cimetière.

« Voilà, mes enfants, dit le commandant Duval, des amis de Valenciennes qui viennent vous » serrer la main. » Et tous de se presser autour de nous pour nous remercier.

» La nourriture des prisonniers est insuffisante ; c'est de la soupe de gruau ou de riz, quelquefois un petit morceau de viande, un pain très-noir et très-lourd, et cela une fois le jour, car il ne faut pas compter pour un repas l'eau chaude noircie de café qu'on leur donne le matin.

» *La plupart de ces hommes n'ont ni chemises, ni tricots, ni chaussettes, ni chaussures, il y en a qui n'ont qu'un pantalon de toile, et il fait ici un froid horrible, vingt-quatre degrés, et cinquante centimètres de neige. Nous gelons sur place, nos jambes se refusent à marcher.*

» De là, nous nous dirigeons vers les hôpitaux ; nous trouvons de nombreux malades du typhus, dyssenterie et variole. Ces pauvres malheureux ont pour tout lit une paillasse et deux couvertures, et, lorsqu'ils meurent, un autre malade les remplace sans que la paille soit même changée. Les secours font défaut et les officiers ne peuvent rien pour soulager ces misères. Ainsi les médecins allemands ont pour système de ne pas donner de vin aux convalescents, *l'eau est le seul cordial ordonné :* il est peu tonique, comme vous le voyez. Une autre mesure, que nous trouvons encore bien triste : un malade sait à peine se tenir sur ses jambes qu'on le renvoie au camp ; il faut faire place à un autre, dit-on, et c'est là la cause de rechutes funestes, et cette cruelle mesure, nous l'avons vu appliquer dans *toute l'Allemagne.*

» Il meurt tous les jours huit à dix malades, on les place quatre dans une caisse, et voilà leur bière. Affreux ! affreux !

» Nous retournons le soir à l'hôtel, nous recevons la visite de quelques officiers ou autres, M. **Moreau**, du 7e cuirassiers de Cambrai. M. **Ducatez**, sous-lieutenant au 94e de ligne, cousin de M. **Testelin**, commissaire général du Nord.

» Nous apprenons qu'à Cologne, le lundi de la Noël, vers le soir, un prisonnier s'éloigna de vingt pas de sa baraque. Suivant sa consigne, le factionnaire lui cria en allemand le *qui vive?* que le malheureux n'entend pas, et à l'instant il tombe frappé d'une balle. La mort avait été instantanée. Les autorités de Cologne, sont, il est vrai, depuis quelques jours d'une sévérité sans exemple. On dit que dans la nuit de Noël, une conspiration des prisonniers était projetée pour tenter

en masse l'évasion. Toute la troupe a passé ce grand jour de fête sous les armes, et les batteries étaient braquées en face du pont de Deutz. Le fait est-il vrai? J'en doute beaucoup, car une évasion dans ces conditions paraît bien difficile.

» L'Allemagne entière me paraît encore regorger de soldats allemands.

» Des officiers nous donnent presque la certitude que les mobiles de Valenciennes sont à Minden; nous quittons immédiatement Leipzig. A sept heures du soir nous allions, dans notre ardent désir de les retrouver, passer la troisième nuit en voiture, sans nous être couchés depuis trois jours, ce qui serait peu de chose si nous pouvions les retrouver. Nous arrivons à Minden, à cinq heures du matin, et aussitôt nous éprouvons une nouvelle déception; nos mobiles n'y étaient pas. Le nombre de malades est là le même que partout et dans les mêmes proportions, mais il y était entré la veille 300 marins venant d'Orléans qui avaient eu les pieds gelés, et qui étaient entièrement noirs, et pour plusieurs l'amputation sera nécessaire. Des horreurs de ce genre sont indignes d'un grand peuple, et je ne puis comprendre qu'en dehors de la soldatesque, un cri de réprobation ne s'échappe pas de toutes les poitrines allemandes, ou que du moins elles ne protestent contre toute solidarité de ces actes »

Les voyageurs ont dû revenir en France après avoir secouru bien des misères, mais sans avoir pu rencontrer les mobiles de Valenciennes internés on ne sait où.

Un épisode de l'invasion en Picardie. — Voici, d'après l'*Abeille de la Ternoise*, journal de Saint-Pol, le récit des faits qui ont marqué le passage des Prussiens à Frévent :

« Le 1er janvier, vers midi, une soxantaine de fantassins et quatre-vingt-dix cuirassiers, précédés de trois éclaireurs à cheval parurent sur le territoire de Frévent.

» Les éclaireurs se rendirent directement à l'hôtel de ville.

» Après avoir annoncé la troupe et fixé le nombre de rations, deux d'entre eux se choisirent un pied à terre, tandis que le troisième, resté seul, se mit, craie traditionelle en main, à indiquer les logements sur la porte des maisons.

» A peine avait-il commencé sa besogne, qu'un homme très-robuste vint le saisir par derrière et le désarmer.

» Le Prussien, plus que surpris, veut fuir; mais son adversaire, le tenant comme dans un étau, le transperce deux fois avec son propre sabre et le jette dans la rivière.

» Ces faits se sont passés en un clin d'œil, et ils étaient accomplis quand la troupe annoncée arriva.

» Le secret fut scrupuleusement gardé, l'absence du cavalier prussien n'éveilla les soupçons qu'au moment du départ.

« Trois hommes de mon escadron sont entrés ici ce matin; deux seulement répondent à l'appel, » dit alors le chef de bande en s'adressant au maire et à la foule. Je vous donne une demi-heure » pour retrouver le troisième; s'il n'est pas rendu dans ce délai, attendez-vous aux plus terribles » représailles. »

« Le maire (M. **de Fourment**), bien résolu à ne pas livrer le courageux meurtrier qu'il croyait du reste en fuite, feignit de se livrer à une enquête.

» Il revint ensuite trouver le commandant prussien, et lui dit qu'il venait d'être informé par la rumeur publique, que le cavalier absent avait été tué et jeté à la rivière; que vu l'heure avancée, les recherches pour découvrir le cadavre étaient impossibles et que l'on ignorait le nom du meurtrier.

» Le commandant répondit que ces explications ne changeraient rien à ses exigences. « Un des » nôtres a été tué, continua-t-il, il nous faut son cadavre et la personne du meurtrier, *sinon j'incen-* » *die la ville et j'emmène en otage le maire et les principaux notables de la cité.* Vous avez une » nouvelle demi-heure pour procéder aux recherches nécessaires. »

« M. de Fourment feignit encore d'exécuter les ordres du chef prussien.

» Après ce nouveau simulacre, le maire venait se livrer à la merci de l'oppresseur, en lui de-

mandant d'épargner la ville et les habitants, lorsque le meurtrier, qu'on croyait bien hors de danger, montra à cette troupe de forcenés un courage dont leur race maudite ne compte sans doute pas d'exemple.

» A la nouvelle de ce qui se passait, **Romain**, tel est le nom du héros, se déclara hautement l'auteur de la mort du cavalier prussien. — « *J'ai commis l'acte*, dit-il ; *j'entends en subir seul les conséquences.* »

« Le commandant fit Romain prisonnier, et, avant le départ de ses soldats, il exigea du maire le versement de dix mille francs.

» Mardi dernier, tout Frévent assistait aux funérailles de Romain, enterré par les soins de M. de Froment, maire.

» Romain était marié, mais il ne laisse pas d'enfants. »

Ce dévouement, qui peut faire un digne pendant aux récits les plus héroïques et les plus pathétiques des écrivains de l'antiquité, nous remet en mémoire le mot célèbre d'un ancien :

Et facere et pati fortia *Romanum* est,

qui pourrait fort bien servir d'épitaphe à ce brave citoyen de Frévent, quand on élèvera un monument à son héroïsme et à son civisme.

Popularité de la guerre en Allemagne. — Nous avons déjà signalé la répulsion que le vrai peuple allemand montrait pour la continuation de la guerre. Cette répulsion va croissant, surtout que la durée de la guerre force le gouvernement à tirer parti de toutes les forces disponibles, même de celles, qui, suivant la loi, ne devraient marcher qu'en cas d'invasion.

Une lettre écrite de Grevenmacher, petite ville allemande, à la date du 3 janvier, nous donne une idée de la douleur qui existe en Allemagne au sujet du départ de la dernière levée de la landwehr qui atteint jusqu'aux hommes de 45 ans :

« Votre correspondant de Vianden dit que la nuit de la Saint-Sylvestre n'aura pas été gaîment célébrée dans les villages allemands.

» Je vous assure qu'il en a été de même dans les villes. Ces jours-ci je me trouvais à Trèves : nous étions dans la salle d'attente, lorsque nous entendîmes un grand bruit à l'extérieur, puis des cris, des jurons, des larmes. Comme les portes étaient fermées, ce ne fut que plus tard que nous apprîmes ce qui s'était passé.

» Un bataillon de landwehrs nouvellement rappelés s'embarquait : au moment du départ, le désespoir des femmes et des enfants qui les avaient accompagnés fut tellement grand, que l'autorité militaire craignit un instant des manifestations anti-belliqueuses de la part des landwehrs. Le signal fut donné, mais les malheureuses s'accrochaient si bien aux marche-pieds des waggons, que les soldats de garde durent mettre le sabre au clair pour les en écarter.

» Le train partit.

» O Allemagne ! terre de la philosophie et de la raison, toi si sérieuse, si avancée, si douce, devais-tu voir de pareilles scènes, devais-tu les permettre ! »

On apprend, de Nancy, que la landwehr a refusé de marcher sur Paris, sous prétexte qu'elle ne doit défendre que les places conquises ; *on ne l'a décidée à partir qu'en faisant afficher la fausse nouvelle de la prise de Paris.*

Le général de Bresolles. — Encore un homme qui paie bra-

vement de sa personne dans les tristes circonstances que nous traversons! Voici quelques détails biographiques sur sa personne, que nous empruntons à une correspondance lyonnaise de l'*Indépendance belge :*

« Le général de Bressolles, commandant la division de Lyon, aujourd'hui chef du 24e corps d'armée, n'est âgé que de quarante-trois ans. Il est né à Lavaur, dans le département du Tarn. Sorti de Saint-Cyr en 1847, il a conquis ses grades sur les champs de bataille et a été de toutes les guerres depuis vingt ans, excepté de celles de Chine et du Mexique. Prisonnier de Sedan, il traversa les lignes prussiennes sous un déguisement de paysan et parvint, au milieu de mille dangers, à venir offrir son épée à son pays envahi. C'est un homme énergique, actif, doué d'un grand sang-froid et d'un coup d'œil sûr. M. **Gambetta** a pu l'apprécier et le gouvernement compte beaucoup sur lui, ainsi que sur le jeune et brillant général **Cremer**. »

Affaire Arnault. — On lit dans le *Progrès de Lyon :*

« L'instruction de l'affaire du commandant Arnault touche à sa fin, d'après les renseignements qui nous parviennent. L'interrogatoire des prévenus aurait été terminé le 1er janvier. Un très-grand nombre de ceux-ci ont été remis en liberté. Une centaine de témoins ont été entendus. On assure que de nombreux témoignages signalent le prévenu **Deloche** comme ayant commandé le feu sur l'infortuné Arnault. Ce prévenu oppose des dénégations formelles. Quelques inculpés ont fait des aveux ; entre autres le jeune **Boyer**. Parmi les prévenus qui restent détenus, il y a trois femmes. »

Rome. — D'après les nouvelles de Florence du 3, le roi Victor-Emmanuel, en arrivant à Rome, a envoyé au Pape une lettre lui annonçant son arrivée. Le cardinal Antonelli a fait au colonel Spinola, porteur de cette lettre, un accueil très-cordial. Le ministre de Portugal, près le Saint-Siége, a rendu une visite solennelle au Roi.

JEUDI, 5 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre.—Les prévisions qu'on émettait touchant l'imminence d'une rencontre importante dans le Nord n'ont pas tardé à se réaliser. Le général Faidherbe a livré une grande bataille, mardi, et a chassé les Prussiens des positions qu'ils occupaient en avant d'Arras. Bapaume et Behagnies sont brûlés. La voie est coupée à Busigny. Le service du Nord est rétabli entre Arras et Cambrai.

La lutte a duré de huit heures du matin à six heures du soir. Les pertes ont été considérables des deux côtés, mais surtout du côté de l'ennemi.

Le sort des armes nous a été, par contre, moins favorable du côté de Belfort et de Rouen.

Grâce aux renforts qu'il a reçus du prince Frédéric-Charles, le général de Werder a pu refouler sur Besançon et sur la Suisse les forces qui venaient gêner ses opérations, et le général Roy, qui avait remporté, à

la fin de décembre, un petit succès à Bouille, sur la Seine inférieure, vient, dit-on, d'être attaqué par des forces supérieures, ce qui semble indiquer qu'il a été impuissant à garder ses positions.

Alliance austro-prussienne. Démenti. — On avait parlé de pourparlers engagés entre MM. DE BISMARK et DE BEUST aux fins d'établir une alliance intime entre le futur empire d'Allemagne et l'Autriche. Mais un télégramme de Vienne dément les bruits qui avaient couru à ce sujet.

La neutralité en temps de guerre. Interprétations abusives. — Le droit public international n'a pas encore formulé de règles bien précises touchant les devoirs qui incombent aux neutres en cas de guerre. Ce qui fait que, par pusillanimité, par excès de prudence, ou même par plus ou moins de sympathies pour l'un ou l'autre des belligérants, les nations neutres posent souvent des actes exagérés et contraires aux saines notions sur la matière.

Ainsi, comme en Belgique (1), où l'on retient prisonniers tous les soldats français qui sont surpris sur le territoire!.... Pourquoi ne pas plutôt les désarmer, et les renvoyer où il leur plaît? L'internement est une peine... Qu'ont fait ces loyaux soldats pour qu'on la leur applique, et de quel droit se conduire ainsi à leur égard? Que vous vous absteniez de prendre part, directement ou indirectement, à la lutte. Fort bien... Mais vous intervenez, et vous intervenez intempestivement, quand vous détenez des milliers d'hommes, rien que par le fait qu'ils se sont trouvés en armes, ou simplement en habit militaire, sur votre sol. En temps de paix, en agissez-vous jamais ainsi? Pourquoi donc cette conduite, en temps de guerre, où vous n'avez pas plus de droit à cet égard qu'en toute autre circonstance?

L'Autriche, à son tour, vient d'interpréter de cette façon exagérée et qui frise à notre avis l'arbitraire, les devoirs que lui impose la neutralité. Suivant l'exemple de la Belgique, elle a pris la décision d'arrêter et de retenir, pendant la durée de la guerre, tous les prisonniers français qui se sont échappés des forteresses allemandes. Une pareille conduite s'expliquait jusqu'à un certain point chez la Belgique, petit pays soucieux de son indépendance et qui se sent toujours plus ou moins entre l'enclume et le marteau. Mais nous avouons n'y plus rien comprendre quand nous voyons un pareil système de neutralité, adopté et suivi par une grande nation comme l'Autriche, et cela au lendemain de Sadowa..... Que veut-on? Il y a certaines nations comme certains hommes qui ont le caractère bien fait et qui oublient vite....

(1) Voyez, page 466, l'article intitulé : *Les devoirs des neutres vis-à vis des belligérants surpris sur leur territoire. Procès de deux internés français au gouvernement belge.*

Les prisonniers français en Allemagne. Leurs souffrances. Protestations de la presse allemande. — On a des détails navrants sur les souffrances qu'ont endurées les malheureux soldats français, faits prisonniers sous Orléans, et dirigés au nombre de 1600 sur Berlin. Ces infortunées victimes de la guerre ont dû voyager *pendant dix-sept jours, dans soixante waggons ouverts, par un froid de* 8 *à* 12 *degrés*. Quand ces malheureux sont arrivés à Berlin, ils n'auraient plus pu voyager une heure. *Ils étaient debout dans les waggons, car il n'y avait pas de siége; leur mince uniforme était trempé par les pluies battantes; le froid glacial leur gelait le corps; la neige leur montait jusqu'aux genoux, et leurs jambes vacillantes, leurs membres raidis, leur refusaient le service.*

La descente de waggon était très-dangereuse à cause des marchepieds gelés et glissants; un Turco, qui, malgré les avertissements, voulut descendre, tomba sous les roues et fut broyé. Plusieurs prisonniers ont été pris, après avoir avalé un peu de bouillon chaud, de spasmes auxquels a succédé un sommeil profond.

Les zouaves, surtout, ont fort souffert du froid, leur costume n'étant rien moins qu'approprié aux besoins d'un hiver du Nord et d'une locomotion à ciel ouvert, nuit et jour, par une température sibérienne. Leurs souliers étaient tellement déchirés qu'ils tombaient en lambeaux; leurs larges pantalons et burnous étaient collés aux membres roidis, et ont dû leur être coupés du corps. Il a fallu les hisser sur les voitures qui devaient les transporter et les porter dans les chambres qui leur étaient destinées.

Tel est le sort que de braves victimes du sort des armes ont subi par milliers dans la douce et patriarcale Allemagne. Combien d'entre eux auront appelé la mort pour mettre fin à leurs souffrances! Et dire, surtout, que parmi ces malheureux, transportés *pendant dix-sept jours, à ciel ouvert, debout, voués à l'immobilité la plus complète, par* 8 *à* 12 *degrés de froid*, plusieurs étaient nés et avaient grandi sous les climats si doux et si cléments du Midi et de l'Algérie.

La presse allemande elle-même s'est émue de ces faits inqualifiables et des tortures sans précédents et sans excuses qu'on a infligées à nos soldats. La *Gazette de Cologne* dit que ce traitement constitue « *une cruauté qu'on ne justifiera jamais devant le tribunal de l'humanité. Même dans la campagne de* 1812, *en Russie, dit-elle, la misère et la souffrance ne peuvent avoir égalé ce qu'on voit journellement en Allemagne à l'heure présente.* »

Qu'on nous parle encore après cela de la douceur et des mœurs patriarcales de Guillaume et des siens!

Méfaits prussiens. Six navires anglais coulés par les Prussiens. — On a beaucoup parlé, depuis quelques jours, de l'aventure de six navires anglais saisis et coulés bas par les Prussiens à Duclair, à l'embouchure de la Seine. Une protestation contre ce fait a été envoyée à Versailles. M. DE BISMARK y a immédiatement répondu par une promesse d'enquête et d'indemnité. Le *Times* raconte, d'après ses informations, que les six navires en question ont été saisis au moment où les Prussiens venaient de subir des pertes considérables par le fait d'une canonnière française, et le journal anglais ajoute qu'en vertu du droit d'*angarie* un belligérant a le droit de se servir de navires neutres qui se trouvent dans les eaux d'un pays ennemi, à la condition de réparer le dommage infligé. Il résulte de cet article du journal anglais qu'il n'y a lieu de craindre aucune complication du chef de cet incident, dont les circonstances ont été, du reste, fort exagérées. La *Saturday Review* ajoute que les six navires anglais avaient quitté Rouen sans attendre la permission que les capitaines avaient réclamée pour se diriger vers le Havre.

Les accusations contre le général Trochu. La défense. — On signale un article du *Moniteur universel*, c'est-à-dire de l'organe de la délégation elle-même, en réponse aux insinuations du *Siècle* vis-à-vis du général Trochu. Le *Moniteur* trouve que rien dans les événements récents n'autorise une pareille « ingratitude » envers le chef de la défense de Paris. Pour l'organe de la délégation, les griefs mis en avant par le *Siècle* ne soutiennent pas l'examen et ne doivent pas entamer « la sympathique admiration » qu'on a vouée depuis le siége au gouverneur de Paris. Seulement, de pareilles attaques sont de tristes symptômes de la situation et de l'état des esprits.

« Lorsque plus que jamais on devrait s'unir en vue du but commun, les rancunes, les soupçons, les récriminations s'accusent et s'étalent. Quoi! devant un ennemi qui se vante de triompher surtout grâce à nos divisions, n'aurons-nous pas la dignité de la concorde et la force de l'union? »

Un brave! — Nous avons dit les exploits des uhlans sous les murs d'Abbeville ; nous avons dit la conduite honteuse des gardes nationaux de cette ville. Voici la lettre du brave officier républicain, dont il est parlé plus haut, et qui appelle un chat un chat, et... autre chose encore par son nom.

Nous recueillons cette lettre, car elle est une nouvelle preuve des nobles énergies et des lâches défaillances qui se font jour depuis cette guerre. Elle est adressée à un journal qui avait critiqué le langage et la

conduite de ce franc et loyal militaire, en présence du singulier esprit de tolérance des habitants d'Abbeville :

« Monsieur le rédacteur,

» J'ai reçu hier, 25 décembre, le numéro du *Messager du Nord* du 17, dans lequel j'ai pu lire votre appréciation personnelle sur les mesures que j'ai prises dès mon arrivée à Abbeville.

» Vous paraissez ignorer, monsieur le rédacteur, l'esprit qui m'anime dans l'accomplissement des graves devoirs qui me sont imposés : en deux mots, vous serez au courant de la situation.

» Dix malheureux uhlans se sont présentés, il y a environ quinze jours, aux portes de la ville, gardées alors par la milice nationale, qui avait reçu l'ordre formel de ne pas faire le coup de feu ; ces impudents cavaliers ont *pissé* sur la porte crénelée, et ont promis de revenir sous peu avec des *seringues ?* L'insulte était-elle assez forte ?

» C'est dans une pareille disposition d'esprit que j'ai trouvé la population ; le conseil municipal avait déjà préparé les mille cinq cents francs destinés à remplir le gousset prussien ; n'avais-je pas le droit de prendre des mesures énergiques ? Mon devoir était tout tracé par l'autorité supérieure. Certainement, ce devoir n'entre pas dans la combinaison de tous ces riches bourgeois, qui tremblent devant la lance rouillée d'un cavalier, qui abandonnent la ville au lieu de la défendre ! Sans doute, les populations effarées reçoivent gracieusement l'ennemi ; les maires, les adjoints, les autres autorités sont généralement peu disposés à entendre la fusillade ennemie. Que leur importe le sol de notre chère France souillé par l'envahisseur !

» L'abrutissement et la décrépitude sont aujourd'hui l'apanage de tous ces trembleurs ; l'espionnage sur une grande échelle continue son œuvre infâme ; j'en ai fait prompte justice, voilà tout. Si vous étiez environné, comme moi, de traîtres, d'espions ou d'hommes d'une inertie capitale, vous agiriez, j'en suis persuadé, comme j'ai agi. L'inertie est aujourd'hui un crime ; la trahison, un forfait. C'est l'inertie et la trahison qui ont entraîné la France sur les bords de l'abîme ; à nous, hommes de cœur, de la sauver, même au péril de notre vie.

» Pas plus que vous, monsieur, je n'aime les rigueurs inutiles : mais le colonel républicain Plancassagne ne permettra jamais l'impunité de la trahison et de l'espionnage. Je suis heureux d'avoir fait mon devoir ; et la cité *si patriarcale et si pacifique* que vous connaissez bien est aujourd'hui remplie de confiance et de courage ; la peur a disparu, et avec elle l'ennemi insolent.

» Veuillez être assez bon, monsieur le rédacteur, pour vouloir bien faire insérer cette lettre dans le plus prochain numéro de votre journal, et agréer l'assurance de mes meilleurs sentiments.

» Votre dévoué,
» D. PLANCASSAGNE,
» lieutenant-colonel commandant supérieur
» de la place d'Abbeville. »

Les manieurs d'argent.—Nous avons signalé, en temps et lieu, la part que certains banquiers allemands avaient pris à l'emprunt Laurier, fournissant ainsi à la France des ressources, ou, si l'on veut, du *nerf*, pour continuer la guerre contre la Prusse. Ces messieurs viennent d'être poursuivis et condamnés devant les tribunaux du chef de trahison.

M. GUTERBOCK a été condamné à deux ans d'internement dans une forteresse ; M. KULP, à neuf ans ; MM. MEYER et GOAR, à dix ans ; M. LEVITA, à trois mois.

VENDREDI, 6 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — On a enfin la version allemande sur la dernière victoire des Français dans le Nord. Cette version irait-elle prendre langue à Versailles et y subir la censure de l'état-major qu'elle est chaque fois si lente à voir le jour? Comme toujours, les Allemands contestent que nous ayons battu leurs troupes. Il y a cependant des faits patents, chaque fois, à l'appui du dire des généraux français. A Pont-Noyelles, nous sommes restés maîtres du champ de bataille. Cette fois-ci, nous avons fait plus : nous avons occupé les villages qui servaient de cantonnement à l'ennemi. Si ce n'est pas là vaincre, nous demandons une nouvelle définition du mot, suivant le sens allemand.

C'est le général von Gœben qui commandait la partie de l'armée du général de Manteuffel qui a pris part à l'affaire du 3. Bapaume n'a pas été pris par nos troupes, comme on l'avait pensé. Ce sont les villages environnants qui ont été réoccupés par les nôtres. Quant à Bapaume, comme les Allemands faisaient mine de s'y concentrer et qu'il eût fallu bombarder la ville pour les déloger de leurs positions, le général Faidherbe a renoncé à aller plus loin. L'armée du Nord va continuer ses opérations.

Du côté de Rouen, le général Roy a perdu 300 hommes, faits prisonniers, trois canons et trois drapeaux. Il a dû reculer jusqu'à Bourgachard.

Paris. — L'évacuation du Mont-Avron est fort commentée dans la presse. Les uns trouvent qu'il n'y a rien de mal fait, le Mont-Avron étant une position intenable pour les Prussiens, qui s'y trouveraient broyés sous le feu du fort Rosny. D'autres estiment que le général Trochu eut dû se maintenir à tout prix dans cette position, rien que pour ne pas ébranler le moral des assiégés, qui ont pu voir un échec dans l'abandon de ce retranchement.

Plusieurs journaux allemands émettent à ce propos l'avis que l'artillerie française et ses servants sont impuissants à lutter avec avantage contre les engins allemands. Ils bâtissent force châteaux en Espagne sur l'abandon du Mont-Avron. Ils se voient déjà maîtres du fort Rosny et libres de s'établir sur le front est de la ville, qu'ils pourront prendre de là à pleine portée de leur artillerie et à laquelle ils pourront faire subir tels dommages qu'il faudra pour la réduire complétement.

On voit que la capitulation de Paris est imminente et inévitable... sur les gazettes prussiennes. Reste à voir si la garnison de Paris se tiendra l'arme au pied, impuissante et impassible devant les suprêmes efforts

des Prussiens, pour s'emparer de l'héroïque cité, qui les tient en échec et déconcerte leurs plans depuis quatre longs mois.

On sait que les Prussiens ont toujours eu grand espoir dans les divisions intestines qui devaient se produire au sein de la population parisienne et lui livrer la ville, sans coup férir. Les déceptions n'ont pu les faire renoncer à leurs espérances. *On leur prête donc l'intention de bombarder sans merci les quartiers populaires, aux fins d'y décimer et d'y ruiner les masses ouvrières, et de les faire refluer, surexcitées et exténuées, vers les quartiers riches, qu'elles mettraient au pillage et forceraient ainsi à des concessions aux assiégeants.*

Comme les Prussiens connaissent la population parisienne et comme les leçons qu'elle leur donne depuis quatre mois leur ont profité !...

Abandon du Mont-Avron. — Voici les renseignements qu'on fournit, en date du 30 décembre, au *Times*, sur cette position et les circonstances qui ont suivi son abandon :

« Un bataillon de troupes saxonnes, fort de quatre compagnies, s'est établi au Mont-Avron ce matin. Les troupes françaises l'avaient évacué la veille. On y a trouvé deux canons de 24, mais encloués. Les armes abandonnées par les Français étaient en petit nombre. C'étaient des fusils sniders et non des chassepots. Tandis que les Saxons occupaient le plateau, un parti de Français s'approcha, venant du village de Rosny. On répondit à leur feu coup pour coup. Ils battirent en retraite précipitamment, poursuivis par les Saxons. Ceux-ci leur crièrent de s'arrêter, mais ils continuèrent à fuir. Les Saxons leur lancèrent des pierres et des mottes de terre, mais sans pouvoir les atteindre.

» Un déserteur raconte qu'aussitôt que les projectiles des batteries allemandes commencèrent à tomber sur Avron, il y eut une grande consternation parmi les artilleurs qui servaient les canons sur le plateau. Beaucoup de ces hommes s'enfuirent vers Paris pendant la bataille du premier jour ; ils y donnèrent l'alarme aux troupes et aux bourgeois. Un certain nombre de soldats, en présence du général **Vinoy**, firent entendre ce cri : « La paix ! » Le général, indigné, leur répondit : « Mes-» sieurs, je vous ferai marcher. »

» Les ingénieurs allemands et les officiers des troupes qui ont visité le Mont-Avron disent qu'il est admirablement fortifié, muni d'excellents parapets, de murs crénelés et d'embuscades extrêmement ingénieuses. Il y avait trois ou quatre rangs de tranchées superposées, des fascines en abondance, des ouvrages en terre d'une admirable construction. De bon artilleurs n'auraient pas abandonné une pareille position après une seule journée de canonnade.

» J'ai dit dans ma lettre d'hier qu'on a trouvé dans les fortifications d'Avron une quantité de munitions pour l'artillerie. Ce matin, on a découvert également de l'acide sulfurique en quantité. Un soldat saxon ayant, par mégarde, enfoncé un couteau dans une outre qui contenait cette matière inflammable, une explosion eut lieu et blessa vingt hommes. »

Les Prussiens à Amiens et à Rouen. — On écrit de Lille :

« Des lettres de Rouen et d'Amiens confirment ce qui a été déjà dit de la situation misérable des deux villes. A Rouen, il ne se passe pas de jour où il ne survienne des rixes entre les ouvriers et les soldats ; les Prussiens n'osent plus s'aventurer dans les faubourgs populeux et encore moins dans le Martinville ; jour et nuit des canons sont braqués devant les ponts. A Amiens, les gens sont moins remuants, mais plus malheureux encore. Les occupants s'y sont beaucoup relâchés de leur discipline primitive ; cependant, dans la ville ils s'observent encore jusqu'à un certain point. Il n'en est pas de même dans les villages voisins : *tout ce qui est transportable y a été enlevé ou brûlé, et les indigènes errent dans les champs sans asile et sans pain.*

» On m'en cite un que je ne nommerai pas, parce que c'est une triste réputation à donner à une localité où toutes les femmes ont été outragées. Je sais que l'armée allemande, si elle est loin d'être exempte de reproches, n'est pas coutumière de ces sortes d'excès qui rappellent un peu trop le sac de Magdebourg ; mais il est certain que des excès se sont produits loin de l'œil des chefs supérieurs, et, étant donné le caractère de la personne qui m'écrit, je suis porté à croire que ceci en est un exemple malheureusement réel. »

Cruautés prussiennes à Reims. — On adresse de Reims les lignes suivantes. Nous ferons remarquer que les faits qu'on signale ne sont pas isolés :

« La cruauté allemande paraît s'acharner tout spécialement sur les malheureux habitants de Reims. Pendant les froids terribles que nous venons de subir, un notable de cette ville fut mis sur la locomotive d'un train qui partait pour Mézières. *Il y resta dix heures sans boire ni manger, doublement exposé à périr, car le manque de nourriture aidait l'action délétère de la gelée.* Comme le convoi approchait de Mézières, le voyageur malgré lui aperçut à quelque distance de la voie ferrée dix gardes mobiles prisonniers, qui creusaient le sol, surveillés par une escouade de soldats allemands. Il s'étonna qu'on leur fît faire des terrassements par une semblable température. — *On leur fait creuser leur fosse avant de les fusiller*, lui répondit-on. Il frémit et garda le silence. Enfin, le convoi s'arrête. On donne au malheureux notable un morceau de pain gelé, tandis que les Allemands se repaissent avec leur gloutonnerie proverbiale. Le train repart, et l'habitant de Reims passe une seconde fois devant les fosses creusées par les gardes mobiles. Les dix prisonniers de guerre y étaient couchés, morts, criblés de balles, et les soldats prussiens qui leur avaient fait subir la torture de préparer eux-mêmes ce lit tragique, *n'avaient pas pris la peine de les recouvrir*. Voilà comment les Teutons respectent les lois de la guerre et le droit des gens.

» Un autre notable de Reims a été enlevé de sa maison, transporté dans une des forteresses que les Allemands ont prises à la France et on exige qu'il paye une somme de vingt-huit mille francs pour obtenir sa liberté. On le voit, ce sont les procédés des brigands italiens et des bandits grecs appliqués au centre de l'Europe. »

Espagne. Constitution du ministère d'Amédée. — Le nouveau Roi a constitué son ministère. M. Serrano, hier encore Régent, a consenti à reprendre la présidence du Conseil et le département de la guerre. On compte beaucoup sur son concours pour rallier l'armée au nouvel ordre de choses. Comme on le sait, l'Espagne en est encore à voir dans l'armée une force distincte de la nation, ayant des opinions propres et à l'occasion cherchant à les faire triompher envers et contre tous. De pareilles notions sur l'armée et le rôle qui lui échoit dénoncent une éducation politique bien incomplète et une situation bien précaire.

Le nouveau ministère est composé partie de progressistes et de démocrates ralliés, partie d'adhérents à l'Union libérale. Voici les noms de ses membres :

Président du conseil et ministre de la guerre, le maréchal Serrano. — Ministre des affaires étrangères, M. Martos ; — de la justice, M. Ulloa ; — des travaux publics, M. Zorilla ; — des finances, M. Moret ; — de l'intérieur, M. Sagasta ; — de la marine, M. Beranger ; — d'outre-mer, M. Avala.

La tranquillité règne, disent les communications télégraphiques. Nous

verrons combien de temps durera le fragile édifice, élevé par PRIM, en dehors de la nation et avec le seul concours de l'armée.

On remarquera que l'amiral TOPÈTE ne fait pas partie du nouveau ministère. Cet homme politique se retirerait-il définitivement des affaires, conformément à sa déclaration, la veille de l'attentat contre Prim et de l'arrivée du Roi ?

Les trophées français en Allemagne. — Voici l'énumération qu'en donne le *Moniteur prussien*, et dont la lecture est peu faite pour aviver la flamme bonapartiste dans les âmes vraiment françaises :

« A la fin du mois de septembre, les armées allemandes avaient fait prisonniers 3,677 officiers et 123,700 soldats français, tous non blessés. Elles avaient pris, à la même époque, 2,100 canons et 56 aigles.

» Dans le courant des deux mois d'octobre et de novembre, les chiffres ci-dessus se sont élevés à 10,067 officiers, 303,842 soldats prisonniers de guerre, non blessés, 4,130 canons, dont 470 mitrailleuses et 112 aigles.

» Le nombre total des prisonniers se divise ainsi : — capitulation de Sedan, 3,289 officiers et 104,750 soldats ; — redditions de Laon, Toul et Strasbourg, 288 officiers et 18,950 soldats ; — capitulation de Metz, 6,000 officiers et 150,000 soldats (non compris 22,000 malades et blessés) ; — reddition de Schlestadt, 2,400 hommes ; de Neuf-Brissach, 5,000 ; de Soissons, 4,000 ; de Verdun, 4,000 ; prisonniers faits devant Paris, 3,500 ; par le corps d'armée de Werder, 1,500 ;—enfin 500 officiers environ et 7,700 soldats qui sont sortis guéris des divers lazarets et transportés dans les dépôts des prisonniers, ou — pour ce qui concerne les 500 officiers, — qui ont été pris dans les places nommées plus haut.

» Les prisonniers de guerre français ont été répartis comme il suit dans le royaume de Prusse :

Province rhénane	2,700	officiers,	61,200	soldats.
Province de Saxe	1,800	»	47,150	»
Westphalie (et Wese) . . .	740	»	29,500	»
Posen (avec Glogau) . . .	550	»	24,400	»
Poméranie	170	»	21,100	»
Silésie.	610	»	20,500	»
Province de Prusse. . . .	200	»	16,360	»
Brandebourg.	250	»	7,200	»
Les autres provinces (qui n'ont pas de forteresses) . . .	1,450	»	4,000	»

Dans la Confédération du Nord, chacun des États a reçu, proportionnellement à sa grandeur, un certain nombre de prisonniers de guerre. Les trois villes hanséatiques font seules exception ; elles n'ont aucun soldat prisonnier, mais, en revanche, elles sont pourvues d'une plus grande quantité d'officiers. Dans le midi de l'Allemagne ont été transportés 334 officiers et 50,886 soldats, dont la moitié pour la Bavière, un quart pour le Wurtemberg, le reste partagé entre Bade et la Sud-Hesse.

» Il serait difficile de donner un compte détaillé de tout le « butin de guerre » tombé entre les mains des armées allemandes depuis le commencement de la campagne, soit sur les champs de bataille, soit dans l'intérieur des places. Voici seulement quelques chiffres à cet égard :

» Dans Sedan ont été pris 815 voitures de munitions, 54 affûts, plus de 100 caissons, 355 voitures du train, 61 forges de campagnes, 57,000 fusils, 2,800 sabres de cavalerie, 900,000 cartouches d'infanterie, 60,000 boulets pleins, 50,000 boulets creux, grenades et cartouches à mitraille ; — dans Metz, 1,400 affûts, 1,000 caissons, 2,000 voitures, 100,000 fusils, 280,000 kilogrammes de poudre ; — plusieurs petites places ont aussi livré un matériel de guerre relativement considérable ; dans Schlestadt, par exemple, on a trouvé 120 affûts, 6,000 fusils, 660 tonnes de poudre, etc.

» Il faut remarquer que tout ce matériel de guerre tombé entre nos mains, s'il constitue une grande perte pour les Français, n'est qu'un médiocre gain pour nos armées, notamment la masse de voitures, de canons et de munitions qui a été prise, qui n'a pas d'autre valeur pour notre artillerie que celle du bois et du fer. »

Le général Faidherbe à Bapaume. — Voici deux épisodes que nous apportent les premiers récits de la bataille de Bapaume :

« Le général Faidherbe, qui a fait preuve de sa témérité habituelle, a failli être tué deux fois, d'abord dans la gare d'Achiet où il a essuyé avec son état-major le feu d'un peloton prussien embusqué derrière des waggons; ensuite dans une reconnaissance : d'après un récit envoyé à l'*Écho du Nord*, il voulait jeter un coup d'œil dans les environs. Il força son cheval à gravir le revers de la route, près de la crête duquel se trouvait une meule de blé. Heureusement pour le général, son cheval manqua des quatre pieds et retomba en glissant sur le chemin, car au même moment, un coup de feu visé avec précision déchira son caban (un caban tout neuf !) et lacéra une carte topographique pliée en huit qu'il portait dans sa poche gauche. Le papier fit bouclier et évita à son porteur tout au moins une forte éraflure. On vit alors sortir de derrière la meule un vieux soldat prussien qui tranquillement, l'arme sur l'épaule, se retira à pas lents. Cet homme se trouvait *à l'intérieur de nos lignes*. « Voilà un brave ! » s'écria Faidherbe. Les officiers d'ordonnance avaient été si stupéfaits de cette audace qu'ils ne songèrent à poursuivre le soldat que quand celui-ci était déjà loin. »

Nos bons villageois. — Voici un nouvel échantillon du patriotisme de quelques-uns de nos bons villageois :

« On me cite sur la bataille de Bapaume un odieux épisode qui caractérise bien l'état de démoralisation où le régime impérial a plongé les campagnes. C'était, si je ne me trompe, à Behagnies. Une colonne de marins se présente et s'informe auprès d'un notable de l'endroit si les environs sont sûrs et si l'ennemi n'occupe pas le village. L'indigène jure ses grands dieux que le pays est libre, que l'on y peut circuler en toute sécurité, et s'esquive. A peine le détachement français est-il engagé entre deux rangées de maisons, qu'une effroyable fusillade éclate de toutes parts et jette sur le carreau chefs et soldats : *les habitations regorgeaient de Prussiens embusqués.* »

Un épicier patriote. — S'il faut en croire le *Journal du Havre*, un épicier, à Rouen, a empoisonné quatre soldats prussiens, logés chez lui. Conduit au lieu de supplice, il a émis le vœu de voir sa conduite imitée par tous les Français.

Une lettre de Garibaldi sur la guerre actuelle. Ses espérances dans le succès final. — Le *Movimento* publie la lettre suivante du général Garibaldi :

« Autun, 30 décembre 1870.

» Je n'ai jamais désiré comme à présent d'avoir trente ans de moins. *Je considère cette guerre comme la plus importante de ma vie,* et je suis vraiment content de voir prendre à la cause de la République une tournure très-favorable.

» *Je n'ai jamais douté du succès final, et maintenant moins que jamais. L'esprit de ces populations s'est retrempé et les hommes de tout âge courent aux armes avec un enthousiasme merveilleux.*

» Comme vous voyez, j'ai la main malade, mais, au demeurant, je suis très-solide et je peux même monter à cheval.

» Votre GARIBALDI. »

Les malices de la presse réactionnaire et la défense nationale. — Dans l'immense tâche qu'accomplit le gouvernement

de la défense nationale, quoi d'étonnant qu'il y ait çà et là de l'hésitation et même de la confusion? L'Empire a eu dix-huit ans pour préparer la guerre actuelle, et l'on sait ce qu'il a fait. Comment veut-on que le gouvernement de la défense ne donne aucune prise à la critique, et réponde à toutes les exigences du moment, alors que tout est à organiser et que les hommes spéciaux font presque totalement défaut.

Les embarras, la confusion qui se produisent sur certains points, et qu'il eût été impossible d'éviter, font les délices de la presse opposante. Voici dans quel *esprit* le *Français* parle du camp de Conlie :

« Pendant que M. **Glais-Bizoin** visitait naguère le camp de Conlie, il rencontra un mobilisé de son pays, et on raconte que le dialogue suivant s'échangea au passage entre le membre du gouvernement et le milicien.

— » Depuis quand êtes-vous ici, mon ami? avait demandé M. Glais-Bizoin.

— » Depuis un mois, monsieur, répondit le soldat, en frottant le canon d'un Spencer.

— » Et qu'avez-vous fait depuis un mois?

— » Ah! dame, monsieur, c'est assez difficile à dire...

— » Mais encore?

— » Et bien! ma foi, ce que je vois de plus net, c'est que, depuis, nous avons changé quatre fois de chemise et trois fois de généraux en chef.

» M. Glais-Bizoin reprit sa promenade sans répliquer, pendant que le mobile continuait sournoisement d'astiquer son fusil.

» Il est difficile d'apprécier d'une façon plus succincte et plus originale ce qui s'est fait au camp de Conlie dans l'espace de quelques semaines. »

Chiens français servant d'éclaireurs aux Prussiens. — Les Prussiens apportent un soin particulier à s'éclairer. Quand il s'agit de se tenir sur leurs gardes et de se renseigner sur les allées et venues de l'ennemi, il n'est pas de procédés qu'ils n'emploient. En voici un des plus ingénieux :

« Les ravages faits dans les rangs de la cavalerie prussienne par les francs-tireurs ayant rendu son usage presque impossible la nuit, le danger a suggéré aux envahisseurs un nouveau moyen de se garder des surprises partielles. Les fantassins font le service d'éclaireurs. A l'aide de chiens requis dans les fermes et ensuite parfaitement dressés, ils se mettent en embuscade ou parcourent le rayon de terrain qui leur a été désigné, tenant l'animal en laisse. Avec cet admirable instinct, particulier à certaines races, le chien prévient de l'approche de l'homme par des mouvements d'impatience et de sourds grognements.

» Ainsi que cela a été fortement constaté dans les rapports des officiers de francs-tireurs, chargés d'enlever les sentinelles ennemies, l'homme dès qu'il a constaté le danger, se replie sur le poste d'où il a été détaché. L'alerte étant donnée et les communications étant très-rapides entre les avant-postes ennemis, toujours très-rapprochés les uns des autres, toute surprise devient presque impossible. Le moyen étant connu et employé en temps ordinaire par les braconniers du Midi de la France, qui la plupart font partie de nos bataillons de francs-tireurs, il sera facile de déjouer par les mêmes moyens la surveillance et les ruses des éclaireurs prussiens. »

SAMEDI, 7 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Le dégel va-t-il donner un nouvel élan aux opérations militaires, si entravées par les froids rigoureux que nous venons de traverser? C'est ce que nous saurons bientôt. L'inaction du général Trochu serait inexplicable, si elle n'avait pour excuse probable un plan concerté avec les généraux qui opèrent à l'Ouest, au Centre, à l'Est et au Nord.

Le général Faidherbe vient de faire preuve d'activité et d'intelligence. D'autre part, les Allemands se voient forcés de lever le siége de Langres à cause des mouvements combinés de Bourbaki et de Garibaldi. Pour les mêmes motifs, Dijon est abandonné déjà depuis longtemps, et le général Werder, coupé de ses communications avec le prince Charles, se porte à marches forcées sur Vesoul et Belfort. Le prince Charles est toujours établi sur la Loire. Pour le moment, sauf quelques escarmouches, tout s'est borné dans l'Est à des mouvements stratégiques qui ont Belfort pour objectif. Une armée française, forte de quarante mille hommes, est à Rioz, à mi-chemin de Vesoul à Besançon. Un premier choc d'avant-garde, favorable aux Allemands, d'après un télégramme de Carlsruhe, a eu lieu le 5 janvier à Villefaux, à deux lieues au sud de Vesoul.

A la suite de la bataille de Bapaume, cette ville a été évacuée par les corps prussiens qui l'occupaient. Une dépêche de Lille porte à neuf mille hommes, tués et blessés, le chiffre des pertes que l'armée de Manteuffel a subies dans la défense de ses positions entre Bapaume et Arras. Quant à l'armée du Nord, son effectif ne serait réduit que de quatre mille hommes environ.

A quand les grands coups et une marche en avant, sur toute la ligne, vers Paris?

Bombardement et capitulation de Rocroy. — Ce n'est pas sans coup férir que Rocroy a été pris.

« Une correspondance adressée à l'*Indépendance belge* nous apprend que la ville a été attaquée à l'improviste. Dès jeudi, elle était cernée par les uhlans. A dix heures, un parlementaire se présentait, parlant de bombardement. On ne crut pas la menace sérieuse : comment les Prussiens auraient-ils pu trouver le temps de transporter devant Rocroy leur parc d'artillerie de Mézières? La chose était faite pourtant, car, à midi, cent quatre canons lançaient sur la ville deux mille projectiles et y mettaient le feu. — La place avait cent vingt hommes d'artillerie et cent cinquante mobiles comme garnison et quelques vieux canons, qui tirèrent près de cinq cents coups sur les batteries ennemies sans pouvoir même les apercevoir ; leurs boulets tombaient dans le vide. La poudrière était tellement endommagée que le danger de sauter devenait imminent.

» A cinq heures et demie, un nouveau parlementaire se présente et fait observer qu'il est inutile de prolonger la résistance, que les Allemands ont trouvée si vaillante, que, contrairement à l'usage, ils envoient un second parlementaire. La ville continuait à brûler sans secours possible. Le comman-

dant se résigna alors à signer la capitulation, et les Allemands entrèrent et éteignirent l'incendie qui, par suite d'un vent violent, menaçait d'envelopper toute la ville. Sur les cent vingt hommes, la moitié environ réussit à s'échapper après la capitulation. Le reste a été dirigé sur l'Allemagne avec les officiers. »

Armée de Normandie. Journée du 4. — On écrit au *Journal du Havre*, au sujet de la bataille qui s'est livrée, le 4, sur la rive gauche de la Seine :

« L'engagement a eu lieu sur le territoire des communes de Saint-Ouen-de-Thouberville et de Bosc-Gouet. L'action a commencé à quatre heures et demie du matin et s'est terminée à midi.

» Deux cent cinquante hommes des francs-tireurs du Calvados, des francs-tireurs du Puy-de-Dôme, des mobiles de l'Ardèche et des Landes étaient de grand'garde, dans le château de Robert-le-Diable. Le brouillard était très-intense. Un détachement de quinze cents Prussiens environ a profité de cette circonstance atmosphérique pour les cerner complétement et les cribler de coups de fusil. Chose étonnante ! ces coups de fusil ne faisaient aucun bruit : *les Prussiens, comme nous l'avons dit plusieurs fois déjà, se sont servis d'une poudre spéciale qui ne détone pas et dont ils se servent pour ce genre d'attaques.*

» Ces deux cent cinquante hommes se défendirent héroïquement et tuèrent une grande partie des assaillants. Une soixantaine de ces braves parvinrent seulement à se dégager, grâce à une vigoureuse charge à la baïonnette. Cette héroïque petite troupe réussit ensuite à rejoindre deux bataillons postés à la jonction des routes de Rouen et de Bourgtheroulde.

» Cet épisode n'était que le prélude d'une attaque générale. Les Prussiens étaient, selon les uns, forts de quinze mille hommes, selon les autres de sept à huit mille hommes. Ce dernier chiffre nous paraît le plus vraisemblable. Ces forces ennemies provenaient presque en totalité de renforts venus de Rouen et des pays voisins. Nos ennemis savent tirer un parti tout à fait stratégique des moyens de communication qu'ils se sont ménagés.

» Nos forces étaient de trois mille hommes, et mille cinq cents hommes seulement auraient pris part à la lutte. Outre les mobiles de l'Ardèche, les francs-tireurs du Calvados et du Puy-de-Dôme, qui se sont battus comme des lions, il y avait, disséminés dans la campagne, sans chefs, sans ordre de bataille, des troupes diverses, qui ont mal tenu. Les mobiles des Landes ont fait leur devoir ; mais cinq bataillons de mobilisés du Calvados ont battu en retraite de fort bonne heure, et un bataillon de mobiles qui se trouvait à Routot, bien qu'il aît parfaitement entendu la canonnade, s'est prudemment abstenu de se porter sur le champ de bataille. Il manquait d'ordres, sans doute !

» Le général **Roy**, qui devait se trouver entre Bourgtheroulde et Brionne avec le gros de ses troupes, n'était malheureusement pas sur le terrain de l'action ; sans quoi, il eût certainement empêché plusieurs faits déplorables.

» Nous en citerons un, parce qu'il convient que la publicité flétrisse certains actes trop habituels chez certains officiers. Un colonel, dont une enquête fera, nous l'espérons, connaître le nom, était, nous assure-t-on, dès sept heures du matin dans un état d'ébriété peu digne des galons qu'il portait.

» Ce monsieur, qui n'avait sans doute pas conscience de ses actes, a, sur le champ de bataille, à coups de sabre et de pistolet, tué quatre mobiles qui, d'après le témoignage même de leurs officiers, se comportaient très-vaillamment. Nous demandons formellement à ce qu'une cour martiale examine l'incident et à ce que prompte et sévère justice soit faite. Lorsqu'un simple soldat se met en état d'ivresse et insulte un caporal, la loi le condamne à mort. Il ne faut pas qu'on puisse dire que l'ivresse et l'homicide sont permis aux hommes qui ont des grades et qui, par conséquent, devraient donner l'exemple de toutes les vertus militaires.

» Les Prussiens, en grand nombre, vinrent facilement à bout de nos troupes sans cohésion et mal dirigées. Ils les firent battre en retraite vers midi, et les poursuivirent en poussant des hurlements féroces.

» Le colonel, dont nous avons signalé l'état d'ivresse, fit placer deux pièces de 12 entre l'Écu de Brestot et Médine, afin, disait-il, de protéger la retraite. Ces deux pièces étaient servies par une quarantaine d'artilleurs du Morbihan. En vain, on fit observer au colonel que les Prussiens allaient s'emparer des pièces avant qu'elles fussent en position : il ne voulut rien écouter. Les Prussiens

arrivèrent sur les pièces, en tournant un village voisin; ils se mirent à l'abri dans des fossés de fermes et firent deux feux de peloton, qui tuèrent la moitié de ces intrépides Bretons.

» Les survivants chargèrent les deux canons de boîtes à mitraille et tirèrent deux coups qui firent le plus grand mal à l'ennemi. Malheureusement la partie était inégale ; les balles ennemies fauchaient les chevaux et les hommes. Quelques artilleurs à peine, lorsqu'ils virent que toute résistance était impossible, se décidèrent à se replier et parvinrent à s'échapper. Les deux canons tombèrent au pouvoir des Prussiens.

» La retraite s'effectua en partie sur Pont-Audemer, en partie sur Montfort. Quelques centaines d'hommes sont même allés jusqu'à Honfleur. A Pont-Audemer, on a remarqué l'empressement avec lequel les officiers s'embarquaient sur des voitures de louage, laissant aux sous-officiers le soin de conduire les soldats.

» Il y a bien eu quelques traînards, mais la retraite, en somme, s'est effectuée en très-bon ordre. Rien de comparable à la débandade de Buchy.

» La retraite a dû s'opérer sur Brionne.

» Un malheureux accident l'a signalée. Un mobile aurait sollicité d'un fourrier d'artillerie la permission de monter sur un caisson. Cette permission lui fut accordée. Mais, à peine installé sur la voiture, le mobile alluma sa pipe. Par malheur, une étincelle atteint la poudre, et le caisson saute, enlevant la tête de l'imprudent mobile et blessant grièvement trois autres soldats qui se trouvaient avec lui sur le caisson. »

Les Prussiens à Rouen. — Le joug prussien se fait de plus en plus sentir aux habitants de cette ville, si lâchement livrée aux ennemis. La population ouvrière, surtout, supporte impatiemment le contact des Prussiens. Aussi les rixes sont fréquentes et quotidiennes entre les ouvriers et les envahisseurs. On parle même d'un soulèvement populaire qui se produirait en cas d'arrivée de troupes françaises sous les murs de la ville.

Les Français à Dijon. — Nous avons dit plus haut que Dijon était abandonné depuis quelque temps déjà par les Allemands qui y ont oublié un grand nombre de blessés et de malades dans les hôpitaux. Le maire a fait appel aux sentiments d'humanité de la population pour qu'on laissât la vie sauve aux Allemands et pour qu'on leur procurât les soins que réclamait leur état.

Les troupes du général Cremer occupent aujourd'hui la ville.

« Le général Cremer, écrit-on, à son entrée à Dijon, a reçu une véritable ovation des habitants. On criait : Vive la France ! vive la République ! vive Cremer ! On récompensait ainsi le jeune général d'avoir, avec ses troupes toutes neuves, opposé aux Prussiens une résistance des plus sérieuses à leur première tentative en force sur la vallée de la Saône.

» Aussitôt après le départ des Prussiens, Dijon, cette ville si triste et si morne depuis un mois, a pris tout à coup un aspect des plus animés. Les rues regorgeaient de monde : on allait, on venait, on avait les yeux fixés sur la route de Beaune ; on attendait de ce côté les pantalons rouges. A la nuit tombante, les pantalons rouges, une dizaine de mille environ, ont fait leur entrée dans la ville au milieu de la joie publique ! Et de la cavalerie, et des artilleurs, et des gendarmes ! Tous ont été applaudis.

» **Bombonnel** a eu aussi sa petite ovation à son entrée dans sa ville natale, à la tête de ses francs-tireurs. Tout le monde voulait lui serrer la main. »

L'esprit de résistance chez les paysans des Vosges. — La *Gazette Jurassienne*, de Porrentruy, constate que partout dans les Vosges et le Jura, les paysans commencent à ne pas souffrir les

exactions des uhlans sans protestation énergique. Ainsi, à Valdoie, des représentations étaient faites sur la quantité considérable de fourrage qu'un cavalier prussien employait en litière pour ses chevaux. Le Prussien répond par une insulte, le paysan riposte par un vigoureux coup de trident qui abat son homme. Un autre cavalier accouru a le même sort. Le paysan est garotté, mais il rompt ses liens, saute par la fenêtre d'un premier étage et s'échappe par des sentiers détournés jusqu'en Suisse.

A Bouroyne, des cavaliers prussiens exigent des réquisitions en dehors d'un accord conclu avec le quartier général. L'instituteur leur reproche d'agir en pillards, en maraudeurs. Les soldats s'irritent et veulent forcer l'instituteur à retirer ses expressions.

Un cavalier prussien dégaîne son coutelas, le maître d'école tire son couteau. On s'interpose, et les uhlans finissent par détaler sans rien obtenir.

Angleterre. — Messieurs les marchands de la Cité et leurs organes, comme le *Times* et le *Daily News*, ont de bonnes raisons pour réclamer la non-intervention de l'Angleterre dans la lutte franco-prussienne. Voici ce qui va jeter un nouveau jour sur la politique bourgeoise du cabinet Gladstone et de ses adhérents :

« Le gouvernement anglais vient de publier les statistiques commerciales pour l'exercice 1870. Or on constate avec surprise que la guerre n'a exercé qu'une médiocre influence sur les échanges internationaux.

» Le commerce du coton a été très-prospère, et, après une panique au mois de juillet, il s'est relevé à mesure que la Prusse remportait des victoires, de telle sorte que les fabriques du Lancashire ne sont pas restées un moment inoccupées.

» Malgré six mois de sanglantes batailles, le commerce des soies est resté dans une situation prospère.

» La situation de la marine marchande est splendide. Il est vrai que la marine allemande, comptant plus d'un million deux cent mille tonneaux, a été en quelque sorte exclue de la navigation maritime et que l'ouverture du canal de Suez a augmenté la construction des navires à vapeur.

» Alors que la guerre a dû enlever des milliers de bras à la culture, jamais la production du sucre de betterave n'a été plus considérable.

» Le *Times*, tout en faisant ses réserves pour les éventualités de l'avenir, constate les avantages de la neutralité, qui seule a valu à l'Angleterre cette situation remarquable. »

Que les nations s'entretuent!... Que les principes de justice et d'humanité soient violés partout..... Fort bien, du moment que le commerce va et que les marchands de la Cité font de jolis bénéfices.

O égoïsme!... O esprit exagéré de mercantilisme!... Que de vilaines choses vous faites et vous laissez faire!....

Les prisonniers français en Allemagne. Une évasion. — La lettre suivante, a été adressée à un de ses amis par un officier français, prisonnier en Allemagne, et qui est parvenu à s'évader à travers mille péripéties. Le récit de cette évasion nous paraît offrir assez d'intérêt pour que nous le mettions sous les yeux de nos lecteurs :

« Bâle, le 30 décembre 1870.

» Je viens d'arriver à Bâle après une série d'aventures que je tiens à vous raconter tout au long.

» Vous vous rappelez qu'après la capitulation de Metz, je fus interné à Wiesbaden, prisonnier sur parole.

» Le 9 décembre, n'y tenant plus, j'ai porté au colonel prussien, commandant la place de Wiesbaden, la lettre suivante :

« Monsieur le colonel, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien ne plus me considérer comme » prisonnier sur parole à partir de demain.

» L'idée des malheurs qui s'acharnent sur mon pays me rend insoutenable la vie que je mène à » Wiesbaden.

» Je retire donc, à partir de demain, samedi, à onze heures du matin, la parole que j'ai donnée aux » autorités militaires prussiennes à mon arrivée en Allemagne, et vous prie de disposer de moi en » conséquence.

» Agréez, etc. »

» Le colonel me donna rendez-vous pour le lendemain matin, à notre lieu de réunion habituel. Mais le soir même, à dix heures et demie, au moment où je venais de me coucher, il me fit arrêter dans mon lit par un officier prussien, qui me conduisit en voiture jusqu'au premier poste de Mayence (Cassel).

» Je passai la nuit au poste. Au jour, on me conduisit au gouvernement, puis à la citadelle de Mayence.

» Le lendemain, on m'expédiait, sous la conduite d'un officier et de deux hommes, sous la forteresse de Glogau, en Silésie.

» J'y arrivai le 12 décembre. On m'enferma immédiatement dans la prison militaire, située le long des fortifications, auprès la porte Breslau.

» Je fus reçu dans la prison avec une cordialité parfaite par cinq officiers français : MM. **Brissot**, capitaine au 73e de ligne; **Prévost**, capitaine; **Nicolas de Villiers**, lieutenant, et **Motle**, sous-lieutenant au 7e cuirassiers, qui, dès leur arrivée en Allemagne, avaient eu l'énergie de refuser de signer toute espèce d'engagement et qu'on tient enfermés depuis lors.

» Je passai huit jours à préparer un plan d'évasion qui m'a pleinement et entièrement réussi, et cela sans compromettre personne.

» Tous les soirs, vers six heures, notre geôlier venait nous compter dans nos chambres, avant de refermer les portes qu'il avait ouvertes pour nous faire monter notre dîner. Puis, jusqu'au lendemain matin, à neuf heures, il ne nous voyait plus. Le vendredi 23, au moment où, après m'avoir vu, il entrait dans la chambre voisine, je me glissai dans l'escalier, que je m'étais exercé à descendre sans bruit. A dix pas de la porte, le factionnaire battait la semelle, en me tournant le dos. Je courus sur le rempart, et je m'étendis à plat ventre derrière un buisson.

» Quel moment, mon cher ami, que celui-là : il me semblait impossible que le factionnaire n'eût rien vu, rien entendu.

» Enfin, le geôlier sortit, fit grincer la serrure, dit deux ou trois mots au factionnaire et rentra chez lui.

» Je me mis alors à ramper le long du parapet. Il faisait une nuit claire, la neige criait sous moi. Le froid était très-vif, quinze degrés pour le moins, et bien heureusement pour moi, car le factionnaire continuait à battre la semelle.

» J'arrivai, en rampant jusqu'à un bastion situé à une centaine de mètres du factionnaire, de l'autre côté de la porte de Breslau. Je me laissai couler le long d'un talus très-raide et affreusement glissant, et je me trouvai dans l'intérieur du bastion derrière deux voitures qui me séparaient de la vue du rempart.— Je fis lestement quelques préparatifs et je sortis bientôt avec de grosses lunettes sur le nez et armé d'un énorme collet et d'un bonnet de pelisse.

» Je passai à cinq pas du factionnaire, qui persistait à battre la semelle, et un quart d'heure après j'étais à la gare de Glogau.

» J'avais une si belle tournure d'Allemand et je demandais mon billet avec une telle pureté d'accent, qu'on ne me fit aucune difficulté. Je partis pour Lissa, puis pour Posen. Kreuz. Berlin, Cassel. Francfort, Heidelberg et enfin Bâle.

» J'aurais pu filer sur la frontière autrichienne, qui n'est qu'à trente lieues de Glogau, mais cette frontière m'effrayait ; je la savais très-surveillée, et dans tous les cas, c'était là évidemment qu'on me chercherait.

» Je renonce à vous dire toutes mes émotions pendant ce long voyage. En arrivant aux dernières stations avant Bâle, je ne respirais plus. Sans papiers, sans rien, je n'avais pour me sauver que la pureté de mon accent et le germanisme de ma physionomie.

» Aussi, avec quel soin préparais-je mes réponses ! Combien de fois n'ai-je pas ajusté mes lunettes ! Comme je me renfonçais dans mes pelisses !

» On ne me demanda absolument rien. Et me voilà à Bâle, libre, mon cher ami, libre, sans aucune arrière-pensée, de pouvoir enfin aller rejoindre ceux qui défendent mon pays. »

Ce que coûte la gloire. — On va demander de nouveaux crédits, en Prusse, pour la continuation de la guerre, qui coûte un million de thalers (3,750,000 fr.) par jour. Ajoutez à cela ce qu'on détruit, ce qu'on ne produit plus, ce qu'on devra produire en place des richesses anéanties, et on aura, — sans parler du sang versé et des vies humaines perdues, — un échantillon de ce que la gloire coûte aux peuples, et aux peuples seuls, les rois étant toujours à l'abri des ruines et des souffrances amenées par les maux qu'ils déchaînent par ambition ou intérêt dynastique.

Popularité de la guerre en Allemagne. — La Bavière et le Wurtemberg viennent de voter de nouveaux crédits pour la continuation de la guerre. Mais les discussions qui ont précédé ces votes prouvent qu'il y a dans ces pays, comme en Prusse, une minorité, *en réalité l'interprète fidèle du sentiment de la masse des citoyens*, qui ose dire le vrai mot de la guerre actuelle aux gens affolés de gloire militaire. Ces discussions seront curieuses à rappeler quand on écrira l'histoire des événements présents. C'est pourquoi nous en donnons un aperçu, que nous empruntons au bulletin politique de l'*Indépendance belge :*

« La discussion a été très-vive au sein de la seconde Chambre de Bavière sur les crédits militaires demandés par le gouvernement pour les besoins de la guerre, bien que finalement le projet de loi ait été voté à l'unanimité moins quatre voix. Mais cette minorité, qui eût voulu que la Bavière, plutôt que de s'engager dans la guerre, eût observé une neutralité armée, a voulu affirmer ses principes. Elle a soutenu que la guerre, fût-il vrai que la Bavière l'eût commencé en vertu d'un *casus fœderis, avait perdu depuis Sedan son caractère défensif et n'avait plus de raison d'être.*

» Les orateurs du camp opposé ont surtout insisté sur l'impossibilité de rappeler les troupes bavaroises avant l'achèvement de l'œuvre commencée et qui ne peut se terminer que lorsque la France elle-même accédera aux conditions d'une paix durable, telle que l'Allemagne croit pouvoir la lui imposer, dans l'intérêt de sa sécurité future.

» A la Chambre wurtembergeoise, le débat a eu le même caractère, mais avec moins de violence. L'opposition n'était représentée que par un seul député, M. **Hopf**, lequel a développé la thèse que la guerre était devenue une guerre de conquête, et qu'il eût fallu épargner à la France et à sa capitale des épreuves qui rendront bien difficile une réconciliation avec l'Allemagne. Parmi les orateurs qui lui ont répondu, MM. **Romer** et **Lenz**, du parti libéral national, ont soutenu la nécessité de la continuation de la lutte. A en croire le premier, elle serait encore une lutte défensive, et elle le resterait jusqu'à ce que la France soit réduite à l'impuissance d'attaquer et de menacer l'Allemagne par de continuelles revendications. M. Lenz a surtout mis en cause l'Angleterre, qui, d'après lui, en favorisant la France par ses exportations dans un intérêt mercantile, s'est attirée la haine et le mépris du peuple allemand. »

Les volontaires italiens. Mésintelligences et rivalités. — On signale de graves et regrettables mésintelligences au sein des volontaires italiens en France. Il y aurait scission entre GARIBALDI et FRAPPOLI. C'est même pour cela que ce dernier a obtenu l'autorisation de former un corps de républicains italiens, à Lyon. Les volontaires, qui arrivent en France, sont retenus dans les dépôts lyonnais et agrégés, presque de force, au corps de Frappoli, qui aurait la confiance des gouvernements de Bordeaux et de Florence.

Le colonel BORDONE vient de protester, dans une lettre aux journaux, contre les attaques auxquelles on s'est livré dans certaine presse contre les faits et gestes des garibaldiens. Sa protestation se termine ainsi :

« Il ne me reste maintenant qu'à prémunir vos lecteurs contre le danger qu'il y aurait à confondre avec ceux qui ont l'honneur de combattre à côté du général Garibaldi, les histrions ou les malfaiteurs qu'il a chassés de son armée et qui promènent leurs oripeaux loin de l'ennemi. »

Le général Robin. — Cet officier supérieur, qui commande sous Faidherbe, a une grande réputation d'originalité et de bravoure dans le Nord, où tous ne le voient pas de bon œil. Voici ce qu'en dit l'*Écho du Nord :*

« L'*Écho du Nord* a publié un ordre du jour fort curieux dans lequel le général Robin tance vertement la pusillanimité de certains bataillons de gardes nationaux, que le baptême du feu a trouvés peu solides, comme il fallait, du reste, s'y attendre. Le général Robin est un type que l'on ne rencontre guère que dans des moments extraordinaires, comme celui où la France se trouve actuellement, ou dans les pays en période de formation comme ceux de l'Amérique. C'est un véritable capitaine d'aventure, ayant les défauts et les qualités attachés à la profession : brave, débauché, dur à la fatigue pour lui et pour les autres, bon garçon et mauvaise tête. S'il n'était général de mobilisés en France, il serait chercheur d'or en Californie, candidat à la présidence du Mexique ou au Guatemala; au quinzième siècle, il eût commandé des compagnies franches. Au demeurant, c'est un homme précieux pour organiser, assouplir et mener au feu des troupes aussi hétérogènes et aussi peu maniables, que celles qu'il a sous ses ordres. »

Assassinat du commandant Arnault. — Le *Progrès de Lyon* dit que l'absence d'un certain nombre de témoins dans l'affaire du commandant Arnault, cause des retards dans l'instruction. Il paraît, d'ailleurs, que cette affaire nécessitera des développements plus étendus qu'on ne s'y attendait. Quoi qu'il en soit, on annonce que la procédure sera close définitivement d'ici à quelques jours.

L'inculpé qui aurait frappé du coup de grâce le malheureux Arnault, se nomme BOYER, d'après le *Petit Journal;* il a prétendu pour sa défense qu'on lui avait remis un fusil armé, mais qu'il avait raté faute de capsule.

Une nation qui sait lire et écrire. — On sait les cruautés et les exactions de tout genre dont la Prusse se rend actuellement coupable vis-à-vis de la France..... Et dire pourtant que cette nation, qui pille si bien, qui terrorise et qui bombarde avec tant de volupté, est la

nation la mieux instruite de l'Europe..... Il y a vraiment là de quoi faire douter des bons effets de l'instruction.

Voici un article de la *Correspondance de Berlin* qui atteste cette *diffusion des lumières* en Prusse :

« Le recrutement de la classe de 1869 et 1870, en Prusse, a donné les résultats qui suivent, au point de vue de l'instruction des recrues :

	Recrues.	Ne sachant pas lire.	p. c.
Prusse (prov. de) . .	10,809	1,183	11.00
Brandebourg . . .	7,836	47	0.59
Poméranie	4,955	47	1.08
Posen	5,577	802	14.38
Silésie	12,605	361	2.86
Saxe (province de) .	7,516	28	0.87
Schleswig-Holstein .	2,748	19	0.69
Hanovre.	6,188	54	0.87
Westphalie. . . .	5,806	60	1.03
Hesse-Nassau . . .	4,359	10	0.22
Province du Rhin . .	11,188	84	0.75
Hohenzollern . . .	227	0	0.00
Lauenbourg. . . .	174	1	0.57
	80,028	2,696	3 37

» Les recrues sans aucune instruction se trouvent, on le voit, en grande majorité dans les parties de la Prusse où l'élément polonais a une grande importance; si nous faisons abstraction des provinces de Silésie, de Prusse et de Posen, la moyenne des hommes ne sachant pas lire est insignifiante. Les armées des petits États de l'Allemagne donnent des chiffres analogues. »

Petites nouvelles. — La *Gazette de Cologne* raconte qu'un officier allemand, traversant une rue d'Orléans quelques jours après la réoccupation de cette ville, entendit sortir d'un café chantant les sons d'un piano touché par une main exercée. Il entre, étonné que de pareilles distractions s'offrent déjà aux habitants, et il se trouve en présence d'un soldat du train d'artillerie qui, assis sur l'estrade, devant un superbe Erard, donnait avec **Beethoven** un concert à tout un auditoire de chevaux..., qui, pressés les uns contre les autres, les têtes tendues, écoutaient la musique dans le plus grand silence. — M. **Magne**, le dernier ministre des finances de l'Empire, est en ce moment à Bordeaux; il a eu, dit-on, un entretien avec M. **Thiers**.—Le général **de Sonis**, amputé à la cuisse le 4 décembre, a heureusement supporté cette grave opération, et son état n'inspire plus aucune inquiétude. — Le *Journal de Bordeaux* annonce que le maréchal **Baraguey-d'Hilliers**, qu'on croyait à Arcachon, se trouve au château de Ruat, dans le canton de La Teste, chez Mme la générale **Espinasse**. C'est là aussi qu'habite provisoirement Mme la générale **Bourbaki**, ainsi que M. **Daniel Festugière**, aide de camp du général, qui est retenu au château par une blessure, heureusement fort légère, dit-on. — M. **Anatole de la Forge**, « vice-président civil du camp de Bordeaux, » vient de lancer une éloquente proclamation aux gardes nationaux mobilisés des six départements qui ont été appelés à s'instruire et à s'organiser dans ce camp, sous les ordres du général **Renault**. — Parmi les Français émigrés récemment à Bruxelles se trouve M. **Pierre Jeanson**, préfet de la Meurthe, qui, jusqu'à ces derniers jours, a continué d'habiter, et l'on peut dire d'administrer clandestinement son département, malgré l'occupation prussienne, échappant à toutes les recherches des envahisseurs. A la fin, cependant, traqué de toutes parts, il a dû se résoudre à quitter la place et à se réfugier momentanément en Belgique.

DIMANCHE, 8 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Les mouvements de troupes en cours d'exécution, la nécessité de secourir Paris sans délai, les prévisions des hommes compétents, tout annonce que nous sommes de nouveau à la veille d'événements importants et probablement décisifs.

Dans le Nord, Faidherbe bat périodiquement les Prussiens, dont il empêche les progrès dans ces riches et plantureuses contrées ; en même temps, en n'accentuant pas sa marche en avant, il tient l'armée de Manteuffel éloignée des environs de Paris, où elle pourrait être si utile en cas d'une sortie des assiégés.

Sur la Loire, le général Chanzy voit son armée se reformer et se renforcer. Elle a, aujourd'hui déjà, atteint le chiffre de 200,000 hommes. Son artillerie se complète et quelques jours de repos permettent aux soldats de se reposer des fatigues et des combats qu'ils ont essuyés dans leur fameuse retraite de trois semaines. Malheureusement, tout ce qui concerne l'intendance laisse beaucoup à désirer. Une analogie de plus avec la situation de 92 : la plupart des hommes manquent de bonnes chaussures. Malgré cela, le moral de ces troupes est excellent et chacun se prépare avec entrain et confiance à une prochaine trouée vers Paris.

Dans l'Est, Bourbaki et Garibaldi, qui ont déjà coupé le prince Frédéric-Charles de ses communications avec le général de Werder, se disposent à tomber sur ce dernier et à paralyser toute action efficace de sa part.

Comme on le voit, la situation est bonne; elle est meilleure que lors de la dernière tentative de l'armée de la Loire. Alors il n'y avait qu'une armée sur laquelle on pût compter : celle de d'Aurelle. Aujourd'hui, nous avons en plus Faidherbe, qui se bat très-bien et tient de Manteuffel en respect, et Bourbaki, qui a reconstitué une nouvelle et importante armée avec les débris d'un tronçon de la première armée de la Loire.

Puissent les efforts de ces forces réunies aboutir enfin à la délivrance de Paris et à l'expulsion des Prussiens! Délivrer Paris et sauver la France!!! Quel plus noble but pourrait-on assigner à une jeune armée française, vaillante, et animée du patriotisme le plus pur! Paris a tant fait et fait encore tant tous les jours pour le salut commun! Pourrait-on l'abandonner à ses seules forces, surtout au moment suprême où ses ennemis tentent un effort sans précédent dans l'histoire pour le réduire et lui dicter ses lois?

Paris. — Le bombardement des forts continue « avec succès, » disent les télégrammes de Versailles ; « sans produire autre chose que des dommages facilement réparables dans la nuit, » disent les dépêches d'origine française.

Les correspondances de Versailles des journaux anglais nous apprennent que les Prussiens sont très-intrigués par le silence des forts, qui répondent à peine à leur feu. Du côté de l'Est, les embrasures des canons ont été fermées, et les assiégeants se demandent si les pièces sont enlevées ou si les Français méditent quelque surprise. Il y a même des membres de l'état-major prussien qui prétendent que les commandants de l'armée de Paris veulent attirer les Allemands dans les forts pour les faire sauter ensuite ou bien qu'ils s'apprêtent à une formidable sortie.

On voit si ces pauvres diables d'assiégeants ont la vie gaie et de quelles riantes perspectives ils se nourrissent.

Le correspondant du *Times* n'est pas aussi perplexe que l'état-major prussien. Voici sa facile et cavalière explication de l'étrange attitude de la défense à Paris :

« Je crois que Paris, dit-il, a plus besoin d'une armée disciplinée que de vivres. Ma conviction, après les sorties des 20 et 21, est que les généraux ne sont pas capables de forcer un nombre suffisant de leurs soldats d'avancer sous le feu. Si cette impression est bien fondée, on en aura bientôt fini à Paris. »

On ne connaît guère encore le plan que les Prussiens se proposent de suivre pour la continuation de la lutte autour de Paris. Sous ce rapport, tout n'est que conjectures : « Si les Français, écrit le correspondant prussien du *Times*, retirent leurs batteries de Nogent, de Rosny et de Noisy, les remplacerons-nous par les nôtres? Et, dans ce cas, s'il y a une lutte entre les forts Nord et Sud de Paris, le général Trochu, commandant le Mont-Valérien, quel sort attend la ville et sa population? »

En résumé, MM. les Prussiens sont inquiets et fort éloignés de la quiétude et de la certitude du succès final que leur attribuent les télégrammes à « Augusta. » Ils ont une trop haute idée du caractère et des capacités militaires du général Trochu pour croire un instant qu'il sera aisé de prendre Paris. Ils savent également le patriotisme et l'élan de la population parisienne, y compris même les femmes. Il leur est donc permis d'être perplexe, — n'en déplaise au correspondant du *Times* qui voit tout à travers un prisme prussophile et anti-français.

Les Prussiens à Elbeuf. — On lit dans le *Lexovien*, du 7 :

« Nous avons reçu, sur le séjour des Prussiens à Elbeuf, quelques renseignements qui ne seront pas sans intérêt pour nos lecteurs.

» Les ponts d'Elbeuf avaient, paraît-il, été abandonnés aux Prussiens, qui avaient pris l'obligation de ne point canonner la ville, à la condition qu'ils les feraient sauter, lorsqu'ils le jugeraient convenable, sans en être empêchés.

» *Ce sont les administrateurs des villes qui passent ces odieux marchés, livrant à l'ennemi les cités, leurs richesses et les travaux d'art qui ont coûté tant de millions à construire.*

» *Disons, pour rendre justice à chacun, que la population, en général, est indignée et qu'une étincelle suffirait à déterminer une explosion.*

» Deux de ces magnifiques ponts ont été détruits dans la retraite des Prussiens sur la rive droite, mais quels qu'aient été leurs efforts et leur ardeur de dévastation, après quatre jours de travail, ils n'ont pas réussi à faire sauter le pont sur la voie ferrée.

» Celui-ci, construit en fer, solidement établi, a défié leurs manœuvres. A l'heure où l'on nous transmettait ces renseignements, ils s'occupaient à trouver le moyen de le scier.

» Leur en laissera-t-on le temps?

» Comme partout où ils ont passé, leur séjour à Elbeuf a été marqué par le vol, le pillage et les exactions. On en a vu un certain nombre sortir un jour avec des filles de mauvaise vie ; ils étaient porteurs de grands sacs en toile; ils se sont répandus dans les campagnes, ont pillé les armoires des ménagères, ont rempli leurs sacs de linge, qui est devenu le butin des filles de joie. »

Le libéralisme prussien. — On lit dans le *Messin*, journal de Metz, du 7 :

« M. J. **Mayer** père et M. P. **Mayer**, son fils, gérant et rédacteur du journal le *Messin*, ont été arrêtés hier dans l'après-midi. Le premier a été relâché peu de temps après, mais le rédacteur est encore détenu. »

Les sympathies pour la France en Angleterre. — Les sympathies et les vœux pour la France vont croissant. De nombreux meetings réclament une intervention du gouvernement en faveur de la France et de la conclusion d'une prompte paix. Les idées monarchiques perdent du terrain à vue d'œil, et il se fait chez tous les hommes qui pensent et qui raisonnent un grand travail dans le sens des principes démocratiques avancés. On écrit de Londres que ces changements dans l'état des esprits ne tarderont pas à se manifester par des symptômes qui étonneront beaucoup les classes ultra-conservatrices.

Tentatives anti-françaises à Nice. — Les journaux ont parlé de menées actives organisées pour soulever Nice et la détacher de la France. On lit à ce propos dans le *Journal de Nice :*

« Plusieurs comités sont organisés dans ce sens et fonctionnent avec régularité. Ils sont en rapport avec plusieurs autres villes italiennes et tout particulièrement avec ceux de Gênes. Ces bureaux ont même pour mission, à ce qu'il paraîtrait, d'empêcher le départ des compagnies de garde nationale mobilisée du département.

» Il est certain que des convocations ont déjà été adressées à plusieurs de ces compagnies et qu'elles n'ont amené aucun résultat.

» Nous croyons savoir cependant que l'autorité ayant pris en considération la demande qui en aurait été faite par le cadre des officiers, les gardes nationaux mobilisés des Alpes-Maritimes seront envoyés en Afrique. M. **Marc-Dufraisse** ne peut tarder à en faire publier l'avis. On sait que le *Journal de Nice* a plusieurs fois déjà fait cette proposition. »

Opinion de Garibaldi sur la France actuelle. Ses espérances dans le succès final. — La *Gazettina rosa* publie une lettre de Garibaldi à MAURIZIO-QUADRIO. Voici les principaux passages de cette lettre, ceux où le célèbre républicain parle de la situation militaire et politique de la troisième République française :

« Autun, 27 décembre.

» La situation de la France est représentée par les pessimistes *comme sombre et même désespérée. Il n'en est rien pourtant.* Ce pays n'est rien moins que découragé. Il ne s'est pas laissé abattre par Sedan, par Metz, ni par toutes les turpitudes bonapartistes et cléricales, *et quand même son héroïque capitale serait forcée de céder, après une semaine d'émotion, la nation reprendrait hautement la mâle résolution de résister à outrance.*

» Que nos amis se tranquillisent; il n'y a pas de découragement ici ; on ne manque pas d'armes, ni de munitions, ni d'hommes, et sur ces quatre cinquièmes du territoire non occupé par l'étranger, il existe des moyens de résistance inépuisables.

» En France aussi il y a grand nombre de cafards, (cancrelats) naturellement hostiles à la République et qui, faisant cause commune avec cette lèpre qu'on nomme bonapartisme, légitimisme et noire famille d'ennemis et de cafards, résument leur vie infâme dans l'adoration du ventre. Mais toute cette engeance compte sans son hôte; elle se trompe en comptant sur l'efficacité de la corruption et du découragement qu'elle sème à pleines mains.

» La population, en général, est bonne et généreuse ; elle apprécie plus qu'ils ne valent les légers services que nous rendons à elle-même et au principe sacré que nous défendons.

» *Le partie chevaleresque de cette nation ne consentira jamais à plier le genou devant l'étranger. Ah! il serait mal reçu celui qui, en France, viendrait proposer une paix honteuse.*

» Les armées prussiennes, qui ont fait évanouir devant elles les armées impériales avec une célérité presque magique, *hésitent aujourd'hui devant ces sans-culottes de* 1870, *et dans les batailles acharnées de tous les jours on ne peut déjà plus faire grande différence entre les soldats aguerris de* **Guillaume** *et les jeunes recrues de la République.*

» Dans les rencontres partielles, il n'est pas rare de voir de fortes colonnes ennemies céder devant un petit nombre de francs-tireurs.

» *L'enthousiasme national augmente en raison des outrages reçus.*

» Vous voyez donc que nos ennemis se réjouissent trop tôt et n'ont qu'à bien se tenir. A la fin de ma vie, je suis fier de servir la sainte cause de la République. » GARIBALDI. »

La blessure du prince Guillaume de Bade. — C'est à tort que nous avons écrit que les princes n'étaient jamais blessés grièvement. Voici ce qu'on annonce de l'état du prince de Bade :

« Carlruhe, 7 janvier. — La blessure que le prince Guillaume de Bade a reçue dans le sanglant combat de Nuits, le 18 décembre, est plus grave qu'on ne le pensait d'abord. La balle qui a frappé le prince est entrée sous l'œil gauche et sortie par le cou au-dessous de l'oreille gauche ; elle a pénétré dans la cavité du conduit sans léser le tympan, mais dans son parcours, elle a déchiré beaucoup de nerfs secondaires ; ce qui cause au blessé de vives souffrances. »

Véracité, modestie, désintéressement et déceptions de M. Guyot-Montpayroux. — Depuis la crise terrible que traverse la France, M. Guyot-Montpayroux est un des hommes qui se sont fait le plus remarquer par leurs menées de tout genre, soit pour se hisser à une haute situation, soit pour créer des embarras au Gouvernement de la défense. Mais, en même temps, M. Guyot-Montpayroux, qui a cherché à être tout et qui n'est arrivé à rien, pose pour le désintéressement et la modestie.

L'article suivant de la *Gironde* montre ce qu'il faut penser de cette personnalité plus remuante et plus vaniteuse que sérieuse :

« Nous trouvons dans le *Républicain*, de Clermont-Ferrand, une lettre de M. Guyot-Montpayroux, de laquelle nous extrayons le passage suivant :

« Clermont-Ferrand, 2 janvier.

» Monsieur le rédacteur,

» On me communique, à mon arrivée à Clermont, un numéro d'un journal portant la date du » 28 décembre, et s'intitulant : *Le Républicain, journal de la France centrale*. Ce numéro contient » un article dans lequel je suis vivement attaqué, c'est votre droit ; et, loin de m'en plaindre, je » profite de cette circonstance pour vous faire connaître qu'il ne me déplaît pas d'être attaqué par » certaines feuilles et par certaines gens.

» Aussi n'est-ce point pour engager une discussion que je vous réponds aujourd'hui ; ce n'est » point actuellement le cas de traiter des questions personnelles, et ce n'est point mon désir de » relever les drôleries de votre collaborateur. Je me borne à rectifier les deux faits allégués dans » dans votre article.

» 1° Il est absolument inexact que j'aie demandé à être nommé commissaire ou inspecteur du » camp de Clermont-Ferrand. A toutes les propositions qui ont pu m'être faites pour ce poste ou » pour d'autres, j'ai répondu, au contraire, que je tenais essentiellement à n'exercer aucune fonction » rétribuée, et que le mandat législatif suffisait à mon ambition.

» Vous remarquerez d'ailleurs que s'il m'avait plu d'occuper une situation quelconque, je l'aurais » choisie et prise le 4 septembre. — Et qui donc, je vous prie, se serait permis de me la reprendre ? » Mais laissons tout cela : je ne suis rien maintenant, parce que je ne veux rien être ; et je m'ex- » plique que cette pensée puisse entrer difficilement dans l'esprit de ces républicains purs qui n'ont » vu, dans la révolution du 4 septembre, qu'une occasion unique de se livrer à la scandaleuse curée » aux places à laquelle nous venons d'assister.

» L. Guyot-Montpayroux.

» *Député au Corps législatif de* 1869. »

» Nous affirmons, parce que nous le tenons de source certaine, et il en existe des traces irrécusables, que M. Guyot-Montpayroux a successivement sollicité les places suivantes :

» A Paris : 1° directeur de l'imprimerie nationale ; 2° directeur général des postes.—En province: 3° commissaire à la défense ; 4° commandant supérieur des mobilisés de la Haute-Loire ; 5° vice-président du camp de Clermont.

» Cette multiplicité de demandes ne peut être comparée qu'à la multiplicité des refus subis par cet infatigable solliciteur.

» A notre connaissance, M. Guyot-Montpayroux n'a refusé qu'une place, *celle qui lui a été offerte dans les rangs des mobilisés de la Gironde, lors de son passage à Bordeaux.* »

Roumanie. — Le prince Charles de Hohenzollern, hospodar ou quelque chose d'analogue dans ce pays, n'est pas content de son sort et n'est pas éloigné d'inscrire son nom sur la liste des princes dépossédés ou démissionnaires... pour cause de désagréments. Son Parlement lui cause force embarras et ses sujets ne sont pas précisément le respect incarné.

En outre, les rapports de vassalité qui existent entre la Roumanie et la Porte l'empêchent de battre monnaie et de rendre justice comme il le voudrait.

Le susdit prince vient donc de faire un appel aux grandes puissances, dont il invoque l'appui et les lumières ;... faute de quoi il

pourrait bien résigner ses fonctions et retourner en Prusse, gros Jean, comme il était parti.

Encore une leçon pour les amateurs de trônes et de listes civiles, et un point noir à l'horizon politique déjà si sombre!

LUNDI, 9 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre.—Le général Bourbaki fait prime actuellement sur l'échiquier militaire. Suivant que les opérations de ce général réussiront, la fin de la campagne de France sera rude ou non pour les Prussiens, et cela indépendamment même des événements qui peuvent se produire à Paris.

D'après le plan qui aurait été concerté à Lyon entre Gambetta et Bourbaki, ce général, après avoir nettoyé les Vosges, pousserait sur Nancy, afin de couper l'armée allemande de sa base d'opérations et de ravitaillement.

Ce plan aurait été pressenti déjà par les Allemands qui se concentrent à Vesoul avec de grandes forces et feront le possible et l'impossible pour faire échouer des combinaisons dont la réalisation aurait des conséquences si désastreuses pour eux. Garibaldi, cette fois, agit de concert avec Bourbaki.

Les avant-postes des armées de Chanzy et du grand-duc de Mecklembourg sont en présence. Dans la journée du 6, plusieurs engagements ont eu lieu dans les villages situés au nord et au nord-est de Château-Renault, près de la route et du chemin de fer de Tours à Vendôme. Après un premier succès, les Allemands ont lâché pied et ont été refoulés au delà de Saint-Amand jusqu'à Vendôme.

En revanche, la victoire est restée à des divisions de l'armée du prince Frédéric-Charles, à l'Ouest de Vendôme, sur la route de Vendôme à Épinay.

Paris. Ouverture du bombardement. — La patriarcale nation allemande et la Reine Augusta doivent être satisfaites!... Le bombardement des forts a commencé pour de bon et les assiégeants télégraphient joyeusement que leur feu a occasionné plusieurs incendies dans les casernes des forts.

Quelle belle chose que le « génie allemand » et « le sentiment allemand » tels que l'entendent le Roi Guillaume et son état-major de Versailles !... Les plus malheureux, dans toutes ces calamités, sont en-

core ces pauvres allemands, pacifiques, instruits, animés d'idées philosophiques et humanitaires, qui ne demanderaient qu'à s'en retourner chez eux, et qui, esclaves d'une discipline tyrannique, se voient contraints de donner les mains au pillage, au sac et à l'égorgement de la France républicaine et démocratique...

Espagne. — On annonce la publication d'une prochaine amnistie pour les délits politiques.

Pas d'indice encore au sujet des assassins du général Prim. On assure que l'infortunée duchesse a reçu un billet anonyme conçu à peu près dans ces termes :

« Nous sommes satisfaits de la réussite de la première partie de notre » projet; nous allons continuer l'exécution, espérons-le, avec le même » succès. »

Les amis du général ont réuni une somme de 100,000 francs pour récompenser celui qui dénoncera les auteurs de cet abominable forfait.

Les carlistes se remuent beaucoup à la frontière pyrénéenne, et l'on croit qu'ils cherchent à tenter de nouveau fortune, malgré les tristes résultats de leurs dernières équipées.

On annonce que la Reine Marie-Victoire (princesse de la Cisterna), arrivera en Espagne au commencement de février et débarquera à Barcelone.

Prétendues offres de M. Thiers aux Prussiens pour obtenir la paix. Un démenti. — On télégraphie de Bruxelles, 8 janvier, que M. Thiers nie avoir offert à Versailles soit la Belgique, soit la Hollande à l'Allemagne, à la condition que l'Alsace et la Lorraine restassent à la France.

Un homme de guerre. — Voici ce qu'un correspondant dit des qualités militaires du commandant en chef de l'armée de la Loire :

« Le général **Chanzy**, d'après l'aveu même des Prussiens, a montré un talent de stratégiste consommé et une grande audace militaire.

» Les sept batailles qu'il a livrées au duc **de Mecklembourg**, réuni aux troupes du prince **Frédéric-Charles**, font l'admiration des journaux anglais et allemands. Il paraîtrait même, d'après le *Times*, que les troupes allemandes ont été décimées à Beaugency, à Marchenoir, à Vendôme et réduites *des deux tiers*.

» Le général Chanzy a la solidité et l'énergie qui caractérisent le général **Ducrot**. Comme lui, il est ardent, audacieux et indomptable.

» Ses dépêches aux généraux et aux colonels placés sous ses ordres sont comme ces coups d'éperons qui ne permettent ni inertie ni lenteur. On en cite deux ou trois qui sont à peu près ainsi conçues : — Un chef de corps qui avait reçu du général l'ordre de concourir à une action de nuit lui écrit : « Mes troupes fatiguées ont absolument besoin d'un repos de quarante-huit heures. » — Le général Chanzy lui répond : « Vos troupes sont faites de la même chair que les troupes prus- » siennes ; les Prussiens se passent de repos, vos troupes doivent s'en passer. »—Un autre chef de corps lui fait des objections sur un poste périlleux : « Nous ne sommes pas au bal, lui répondit-il, » battez-vous d'abord, vous plaisanterez après. »—Pendant près de douze jours, le général Chanzy

a eu affaire aux meilleures troupes du prince Frédéric-Charles. Il les a souvent arrêtées ; il leur a fait subir des pertes sensibles. *Il leur a toujours tenu tête.* »

Les prisonniers français en Suisse.—On sait que plusieurs militaires français sont internés en Suisse depuis peu. Le Conseil fédéral s'est préoccupé de cette situation et, dans sa séance du 4, il a pris la résolution suivante :

« Cent quatre-vingts militaires français, parmi lesquels quatorze officiers, ayant, après un combat entre Croix et Abbevilliers, franchi le 2 de ce mois la frontière du territoire suisse, le Conseil fédéral, conformément au règlement de neutralité, a pris, pour l'internement de ces troupes, les dispositions suivantes :

» 1° Les soldats devront être internés dans la caserne de Thoun ; ils seront surveillés militairement et on devra leur donner une occupation convenable ;

» 2° Les officiers ont à se rendre à Lucerne, où il leur sera assigné, sur leur demande, un logement. Ils auront à s'engager sur leur parole d'honneur à ne pas quitter le rayon de la ville. La paie et l'entretien sont réglés de la manière suivante :

» Les officiers, s'ils le désirent, pourront habiter la caserne ; la table des officiers est la même que celle des officiers suisses ; la paie est par jour de deux francs. Les sous-officiers sont logés dans la caserne, entretien obligatoire d'après règlement ; solde journalière, vingt-cinq rappen avec supplément proportionné à l'ouvrage de ceux qu'on fait travailler. »

La défense nationale dans le Midi.—Voici en quels termes une correspondance de Toulouse nous renseigne sur l'organisation de la défense dans le Midi et sur la part que deux anciens journalistes y prennent :

« M. **Lissagaray** fait paraître un *Journal du Camp*, dans lequel il déclare que l'intendance, le génie, le service médical et l'état-major ont ordre d'ouvrir aux journalistes leurs bureaux, leurs registres et leurs livres, *l'administration des républicains devant habiter une maison de verre.*

» Le *Journal du Camp* évalue à cinquante mille hommes environ le premier contingent des légions mobilisées qui prend place dans les barraquements. Il appartient aux départements de la Haute Garonne, des Pyrénées-Orientales, des Hautes-Pyrénées, de Tarn-et-Garonne, de Tarn, du Gers, de l'Ariége et de l'Aude, en tout dix-sept légions, cinquante et un bataillons, trois cent cinquante et une compagnies, quarante neuf mille quatre-vingt dix-sept hommes. Le plus fort contingent est celui de la Haute-Garonne, dix mille trois cent dix-sept hommes ; le plus faible celui de Tarn-et Garonne, trois mille hommes.

» Le *Journal du Camp* donne des louanges particulières à l'activité avec laquelle les préfets de l'Aude, du Tarn et du Tarn-et-Garonne ont su organiser, surveiller et presser l'habillement et l'équipement de leurs contingents respectifs. Et le préfet de l'Aude, M. **Raynal**, mérite une mention spéciale, *car se retirant dans les greniers de la préfecture, il a abandonné aux ouvriers de toute sorte les salons officiels du Mans, ainsi que les ateliers et les magasins du département.*

» Que nous voilà loin des splendeurs de M. **Haussmann** à Paris, de M. **de Maupas** à Marseille, de M. **Sencier** à Lille !

» Le préfet du Tarn, M. **Frédéric Thomas**, a le second prix, car, non-seulement il a parfaitement armé et habillé ses hommes, mais il les a encore pourvus de bidons, de grandes gamelles et de marmites. *Bonne réponse à opposer à ceux qui prétendent que jamais les littérateurs ne deviennent des gens pratiques.* »

Un cri de vengeance. — L'obstination du Roi Guillaume à continuer la guerre et à traiter la France en ennemie qu'il faut réduire et ruiner à tout prix, a surexcité partout les esprits. Les lignes suivantes montrent à quel degré d'exaltation et de haine on s'abandonne

à la vue de l'égoïsme, de l'ambition et de la cruauté prussiennes :

« S'il existe des moyens de faire payer aux Prussiens leur audace et leur prétention, fût-ce au prix de cette bonté humaine qui est le signe porté au front par le peuple français, il est temps de s'en servir. Les Prussiens n'ont plus rien à nous faire supporter ; et nous, nation envahie, nous n'avons plus rien à perdre. Dès lors, servons-nous de tout ce que peut nous suggérer le désespoir. Brûlons l'armée prussienne tout de suite et l'Allemagne ultérieurement.

» Il n'y a plus rien à ménager par rapport à l'ennemi ; il n'y a plus rien à épargner en Allemagne, ni une marguerite dans les prés, ni un brin d'herbe sur les monts.

» Les Prussiens se comprennent bien ; car ils n'ont plus ni humanité, ni mesure. Nos populations meurent de faim et se couchent dans les fossés, tout le long de nos cités et de nos villages de l'Est, du Nord et du Centre-Nord. C'est une immense lamentation, dont vous ne vous faites pas une idée exacte, parce que vous êtes dans une situation excentrique aux maux réels de la guerre. Revenez par la pensée au milieu de l'invasion ; ramassez en un cri de douleur et de colère tout ce qu'on nous fait souffrir, et dites à tout le Midi de la France, depuis Bordeaux jusqu'à Châteauroux et depuis Nevers jusqu'à Nice : Soulève-toi et marche !

» Il n'y a pas de merci à attendre. Tout le Nord, pavés compris, est en proie à douze et quinze degrés de froidure. Les frimas couvrent les champs, enveloppent les maisons sans foyer, les familles sans abri. L'hiver est cruel. Le ciel est impitoyable. Nos ennemis sont sans raison et sans honneur ; ce sont des garçons bourreaux. Tuons-les. »

Un plaisant anachronisme. — Il y a des dynasties qui n'ont rien appris ni rien oublié et qui veulent ressusciter les priviléges et les degrés hiérarchiques d'un autre âge.

Une commission spéciale s'occupe en ce moment, au ministère de la maison du Roi, à Berlin, de composer le titre que portera désormais le Roi de Prusse. Voici en quels termes ce titre serait formulé :

« Guillaume Ier, **empereur allemand**, roi de Prusse, **duc souverain et suprême** de Silésie et du comté de Glatz, **grand-duc** du Bas-Rhin et de Posen, **duc** de Saxe, d'Engern et de Westphalie, à Gueldre, Magdebourg, Clèves, Juliers, Berg, Stettin, Poméranie, des Caltudes en Wender, de Mecklembourg et Grossen, **burgrave** de Nuremberg, **landgrave** de Thüringe, **margrave** de la haute et basse Lusace, **prince** d'Orange, de Neuchâtel et de Valengin, **prince** de Rügen, Paderborn, Halberstadt, Munster, Minden, Eichsfeldt et Erfurt, **comte** de Hohenzollern, **comte-prince** de Henneberg, **comte de** Ruppin, de la Marche, de Ravensbourg, Hohenstein, Tecklembourg, Schwerin, Lingen, Sigmaringen et Wehringen, Pyrmont, **seigneur** des pays de Rostock, de Stargardt-Lauenbourg, Butow, Haigerloch et Werstein. »

Et dire que c'est pour ajouter à tous ces titres celui de *Vainqueur de Paris* que l'armée prussienne, à l'heure actuelle, pille et rançonne la France et qu'elle séquestre et bombarde la capitale du monde civilisé. Pauvres peuples ! Comme on vous mène !... Pauvres rois ! Comme vous vous suicidez !...

Une lettre de l'homme d'Auteuil. — Les malheurs de la France n'empêchent pas les bonapartistes de se préoccuper de questions d'argent et de leurs querelles de ménage. Voici ce que le prince Pierre, autrement dit l'*homme d'Auteuil*, vient d'écrire à ce sujet à l'*Indépendance belge* :

« Rochefort, province de Namur, 7 janvier.

» *A M. le rédacteur en chef de* l'Indépendance.

» Vous annoncez une publication donnant le total, dites-vous, de ce que les Bonaparte ont coûté

à l'Empire. *Il serait curieux de rechercher ce que le Second Empire a coûté à la plupart des Bonaparte* (sic).

» Ignorez-vous que par le même décret, attribuant au fisc certains biens des princes d'Orléans, l'empereur **Napoléon III** a renoncé (*sic*) à toute réclamation de sa famille.

» Quand cette arme à deux tranchants vint au clair, nous nous écriâmes : « De quel droit! » mais il nous fut répondu : *Quia nominor leo.*

» Il est vrai qu'en même temps, l'Empereur nous accordait une allocation, mais, outre qu'elle était loin de valoir ce que **Louis XVIII** nous avait confisqué, elle était mensuelle, révocable, éphémère, comme les derniers événements l'ont prouvé.

» Cependant, nos titres étaient valables, de l'aveu même de la royauté de Juillet. Pour ne citer que les délégations du trésor, dont nos frères **Louis** et **Antoine** et moi, nous sommes porteurs, elles sont hypothéquées sur les forêts de l'Etat, elles s'élèvent à deux millions soixante-quatre mille francs, sans les intérêts accumulés depuis 1814, et elles représentent une partie de la liste civile du Grand Homme échue en 1813.

» Je n'entre pas dans plus de détails, et je vous fais remarquer que si je n'y étais provoqué, je ne parlerais pas d'argent dans un moment où tout bon citoyen n'est préoccupé que des malheurs de la France.

» Salut.

» PIERRE-NAPOLÉON BONAPARTE. »

L'*Indépendance* a fait suivre cette curieuse épître des observations non moins curieuses que voici :

« Nous n'avons, quant à nous, qu'une seule observation à faire au sujet de cette lettre : c'est que « s'il serait curieux de rechercher ce que le Second Empire a coûté à la plupart des **Bonaparte**, » il y aurait une recherche plus curieuse encore, ce serait la provenance de ces fortunes que le Second Empire leur a fait perdre, au dire de l'auteur de la lettre. *Nous ne sachions pas que le sous-lieutenant d'artillerie* **Napoléon Bonaparte** *possédât beaucoup de millions, et ses frères, pensons-nous, étaient, sous ce rapport, logés à peu près à la même enseigne que lui.* Si donc, à la chute du premier Empire, tous les membres de cette famille se trouvèrent grassement rentés, dotés et pourvus de toutes les façons, *ce ne pût être qu'aux dépens soit de la France, soit des autres pays, dont le « grand homme » leur avait confié l'exploitation.* Cela diminue un peu la pitié que pourrait exciter la spoliation dont la plupart des Bonaparte auraient été l'objet, en 1852, par le fait de leur cher parent, — toujours au dire de la lettre à laquelle nous n'avons pas cru pouvoir nous refuser d'ouvrir nos colonnes. »

Oncle et neveu. — On ne dit pas merveilles de l'activité et des services de M. DÉTROYAT, au poste qu'il occupe de général de division commandant le camp de La Rochelle. M. Détroyat est toujours flanqué de son oncle, M. DE GIRARDIN, qui a trouvé le moyen d'être le plus mal possible avec les légitimistes et les républicains du pays et qui écrit force brochures pour préconiser la paix *à tout prix* et la convocation de l'ancien Sénat et de l'ancien Corps législatif. On voit que ce sont encore de nouvelles *idées*... Et dire que M. de Girardin *poussait jadis à la guerre à tout prix!...*

Encore M. Guyot-Montpayroux. — Le *Républicain* de Clermond-Ferrand a reçu de Brioude, le 5 janvier 1871, une lettre dont il extrait le passage suivant :

« M. Guyot-Montpayroux est arrivé à Brioude pour se faire incorporer dans les mobilisés. S'il ne se fût pas rendu à l'appel qui lui avait été fait, des ordres étaient donnés pour le faire arrêter. Ces ordres auraient certainement été exécutés. »

Assassinat de Lincoln. Nouveaux détails. — Voici ce qu'on écrit de New-York touchant l'assassin de M. Lincoln :

« Les journaux américains ont révélé dernièrement un fait qui jette un grand jour sur le mobile honteux qui a dirigé **John Wilkes Booth** dans son criminel attentat. On avait cru pendant longtemps qu'il avait été poussé à assassiner le meilleur des hommes par une exaltation politique portée jusqu'à la passion, jusqu'au délire. Il paraîtrait qu'il n'a été que le vil mercenaire de la bande de rebelles et de conspirateurs assemblés au Canada. En effet, il a été constaté que quelques jours jours avant l'assassinat d'**Abraham Lincoln**, une somme de trois mille livres sterling était versée en son nom dans une des banques de Montréal.

» Depuis sa mort, les officiers de cette banque ont à diverses reprises écrit à Mme **Booth**, la mère, et à M. **Edwin Booth**, le grand tragédien, les invitant à retirer cette somme, leur appartenant en leur qualité d'héritiers de leur fils et frère. Il faut croire que l'origine infâme de cette somme leur était connue, car ni l'un ni l'autre n'ont jamais consenti à faire la moindre démarche pour en être mis en possession. Il est donc établi que ce John Wilkes Booth n'a agi que dans un intérêt sordide et que le sang si pur qu'il a versé lui était payé d'avance. »

MARDI, 10 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Le général Chanzy est toujours aux prises avec les Allemands. On croit une grande bataille imminente. Les Allemands ont occupé Nogent-le-Rotrou, Savigny et la Chartre.

Le général Bourbaki vient d'établir son quartier général à Dijon et il va marcher sur Montbéliard, évidemment avec l'intention de dégager Belfort. Les assiégeants de cette place forte, qui est un véritable camp retranché, se sont emparés du village de Domjautin, qui se trouvait sous le feu des batteries françaises. Les assiégés affirment que, jusqu'ici, l'ennemi n'a point réussi à entamer leurs ouvrages extérieurs, que quelques maisons à l'intérieur de la ville seulement ont été détruites et qu'ils ont encore des vivres pour trois mois.

Le général Werder est toujours à Vesoul, où il va essayer de barrer le passage au général Bourbaki, que celui-ci se porte, ou vers l'Alsace, ou vers Nancy et la Lorraine.

Angleterre. — La situation politique commence à devenir intéressante en Angleterre, où le Parlement reprendra prochainement ses travaux.

Le ministère a été complété par la nomination d'un député catholique irlandais à la direction des postes, fonction purement honorifique, qui, jusqu'ici, avait toujours été confiée à un membre de la Chambre des lords.

Les choix de M. Gladstone sont généralement approuvés ; mais ce dont la presse et le public se préoccupent le plus, c'est de la question

de la défense nationale, et l'on demande à cor et à cri un ministre de la guerre qui soit plus à même que M. Cardwell de fortifier l'établissement militaire de la Grande-Bretagne.

Bapaume après la bataille. — Voici d'intéressants détails sur la physionomie qu'offre la petite ville de Bapaume, depuis le combat important qui s'est livré à proximité de ses murs. Nous les empruntons à une lettre écrite de Bapaume même :

« Je disais qu'après la dernière bataille dont les environs de Bapaume ont été le théâtre, mille cinq cents blessés ont été transportés dans cette ville. Aujourd'hui on n'en compte plus que deux cents environ. Les Prussiens ont conduit tous leurs blessés transportables à Amiens, et les Français qui se trouvaient dans le même cas ont été transportés à Arras et dans les communes voisines. *Mais le plus grand nombre a été enlevé par le froid.* On se rappelle la température hivernale des premiers jours de janvier. Aussi le froid a-t-il terriblement contribué à tuer les malheureux qui, en d'autres temps, auraient pu échapper à la mort.

» *On a constaté, en outre, qu'aucun des blessés n'a pu résister à l'amputation.* Tous ceux qui ont subi cette horrible opération ont succombé. Ce matin encore, on a enterré cinq cadavres.

» Les blessés qui survivent et dont le transport a été jugé impossible sont soignés à l'hôpital de la ville et à l'ambulance établie dans une deuxième caserne par les sœurs de la piété. Ici, sur cent blessés, il se trouve quatre-vingts Prussiens. Cette ambulance était desservie par des médecins et des infirmiers prussiens, qui ont été remplacés aujourd'hui par des Français et conduits aux avant-postes par ordre du général **Robin**.

» Bapaume est une petite ville que l'industrie sucrière fait vivre, mais d'une manière fort peu florissante, car, sur les trois mille habitants qu'elle compte, douze cents sont inscrits sur le registre des pauvres. Cette situation, on le comprend, ne peut que s'aggraver. Les Prussiens ont occupé Bapaume pendant dix-sept jours, *ils n'ont pas frappé la ville de réquisitions en argent ; ils avaient pu se convaincre que cette mesure serait inutile, mais ils ont enlevé tout ce qui pouvait leur convenir.*

» *Les derniers jours qui ont précédé l'occupation par les Francais, les Prussiens ont fait des réquisitions évaluées à* 600,000 *francs.* Aussi les autorités se demandent-elles avec effroi comment elles vont subvenir à l'existence non-seulement de ces douze cents pauvres, mais du nombre énorme de ceux qui se trouvent aujourd'hui sans ressources.

» La ville elle-même a souffert peu de dégâts matériels. Quelques obus seulement sont arrivés dans l'intérieur des maisons, entre autres un dans la maison du maire, où il n'a causé aucun accident, et un dans une salle de l'hôpital, où il a tué un mobile et blessé grièvement cinq autres. Mais les maisons situées dans les faubourgs de Bapaume et celles des faubourgs ont terriblement souffert. Il n'en est pas une qui soit encore habitable.

» Il serait difficile de donner une idée exacte de l'étendue de la douleur, de la misère qui règnent ici, et auxquelles vient s'ajouter encore une température d'une rigueur impitoyable, exceptionnelle. Quelque blasé que l'on puisse être à la suite de tous les malheurs dont on a été le témoin depuis le commencement de cette terrible guerre, le cœur se brise à la vue de maux aussi profonds. *Depuis Arras jusqu'à Bapaume, sur toute la longueur de la route, qui est de vingt-deux kilomètres, je n'ai pas compté dix maisons encore habitées. Partout règne un silence effrayant.* »

Popularité de la guerre en Allemagne... Discours d'un député bavarois en faveur de la paix. — Certains défenseurs de la politique prussienne écrivent tous les jours que l'opinion publique, en Allemagne, réclame à cor et à cri la continuation de la guerre jusqu'à l'entière soumission de la France et l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Or, cette assertion est entachée d'exagération, pour ne pas dire de mensonge. Oui, dans le monde militaire, dans le monde des

fonctionnaires, des chambellans et des gardes du corps, on veut la ruine de la République et l'humiliation de la France. Mais ce monde là, si brillant et si empesé qu'il soit, ne forme qu'une minorité dorée, appointée et égoïste. La nation véritable, c'est-à-dire la bourgeoisie et le peuple, demandent la paix immédiate et sur des bases honorables pour les deux nations aux prises..... L'homme qui vit de son travail n'a que faire des calculs égoïstes et ambitieux des têtes couronnées et de leurs adulateurs ! Pour lui, les mots de fraternité et de solidarité des nations et des individus entr'eux ont un sens.

Ces idées progressistes et ces vœux en faveur d'une paix honorable trouvent des défenseurs convaincus et éloquents dans la presse, et jusque dans les Parlements. Nous avons signalé les discussions qui ont surgi à ce sujet en Wurtemberg et en Bavière. Nous allons citer maintenant quelques extraits du discours d'un député bavarois, M. Kolb.

On verra ainsi que c'est en fermant l'oreille à la voix de l'humanité, à la voix de la justice et aux vœux de ses peuples que Guillaume poursuit le cours de ses conquêtes et de ses destructions :

« Messieurs, *quand on ne considère une paix comme honorable que lorsqu'elle est conclue par l'anéantissement de la République française, je ne partage pas cette manière de voir.* Ce n'est pas la mission pour laquelle le sang allemand a été versé, et si l'on ne veut peut-être pas reconnaître la paix sans que l'homme du 2 décembre, qui est fêté maintenant à Wilhemshœhe, ne soit réinstallé sur le trône restauré de Paris, si l'on regarde cette restauration comme la mission des armées allemandes, je ne partage non-seulement pas cette manière de voir, mais je la regarderais comme la *plus grande honte et la plus grande humiliation de l'Allemagne*, si telle devait être la fin de la guerre.

» *Chaque paix est-elle déshonorante, qui ne finit pas par une conquête? Je ne suis pas du tout de cet avis.* Je considère plutôt et spécialement, dans le cas donné, que la conquête et l'annexion sont aussi injustes qu'imprudentes et préjudiciables aux intérêts de l'Allemagne. *Je regarde l'annexion d'un peuple qui ne veut pas être annexé comme une injustice.*

» *Que faites-vous donc, ou que fait-on, quand on annexe des pays français contre le vœu du peuple? Ne fait-on pas justement la même chose que ce qu'on reproche aux Français comme un crime? C'est tout à fait le même cas. Mais ce qui est un crime pour l'un, ne peut pas être pour l'autre un acte juste et méritoire.*

» Messieurs, nos réclamations en faveur de la paix sont-elles injustifiables? Les annales bavaroises de la guerre sont infiniment riches en descriptions de guerres sanglantes. Il n'en est parmi elles pas une qui, à l'exception d'une seule, ait coûté autant de sang que celle-ci. Si la lutte pour laquelle on demande des fonds continue encore deux ou trois mois, vous pouvez être persuadés qu'elle aura fait couler plus de sang que la campagne de Russie.

» Messieurs, en face de ces hécatombes humaines, je mets de côté toute autre considération. Je ne m'appesantirai donc pas davantage sur les autres maux de cette guerre ; il me suffit de vous montrer les mœurs barbares et sauvages qu'elle traîne à sa suite et qui vont envahir la société. Combien l'industrie et le commerce restent en souffrance, je ne dois pas vous le dire!... Quelles perturbations ne produisent pas dans la vie civile les interruptions du mouvement de nos chemins de fer? C'est aussi une erreur de croire que les dévastations commises en France ne frappent que les Français. Leur effet rétroactif et désastreux atteindra tout aussi bien nos contrées, et nous souffrions encore de longues années des ruines accumulées là-bas. »

Les prétendues rivalités de race... Une leçon élo-

quente. — Le fait suivant, que nous recueillons dans l'*Étoile belge*, de Bruxelles, montre ce qu'il y a réellement au fond des rivalités et des défiances que certains hommes politiques et les souverains prétendent exister entre les différentes nations :

« On peut voir depuis quelques jours, dans les rues de Bruxelles, un spectacle à la fois attristant et singulier. Un soldat français, mutilé des deux jambes, est promené dans une petite voiture que poussent trois soldats allemands. Ces terribles vainqueurs, blessés eux-mêmes, ont pour leur ennemi de la veille les soins les plus touchants. Ces contrastes, choquants dans leur humanité même, ne font que condamner mieux encore la sanglante folie de la guerre. »

Un grand spectacle !... Les amis de la Prusse à Versailles. — Les souffrances actuelles des Parisiens et les ravages d'un bombardement (système prussien) sont chose rare et offrent *un spectacle* qui n'est pas à dédaigner. Aussi « *les amis de la Prusse,* » partisans de ces sortes de fêtes, affluent-ils à Versailles.

Voici ce qu'on écrit, à ce sujet, de la Lorraine, 7 janvier, à la *Gazette de la Cologne* :

« Des officiers, *appartenant aux pays amis* de la Prusse, partent fréquemment, depuis quelque temps, pour l'armée qui investit Paris, pour assister *au grand spectacle* militaire du bombardement de cette ville. On compte, en ce moment, au quartier général de Versailles, huit à dix officiers russes de différents grades et plusieurs officiers anglais ; mais il n'y en a ni d'Autriche, ni d'Italie, ni de Belgique. En fait d'hôtes originaux, il y a huit officiers japonais, dont plusieurs appartenant à un rang très-élevé, que l'empereur du Japon avait envoyés à l'armée prussienne pour y faire des études militaires et qui y ont été bien reçus. Ils portent des habits civils. Ils viennent de passer par Nancy, revenant de Versailles. »

Les prisonniers français en Allemagne. Leurs souffrances et leur dénûment. Témoignage d'un correspondant anglais. — La conduite des Prussiens envers leurs prisonniers sera une tache indélébile pour eux et un crime dont ils ne se laveront jamais au tribunal de l'humanité. Depuis les pontons anglais et l'encaquement des esclaves sur les vaisseaux négriers, on n'avait plus rien vu de semblable. Certes, les souffrances et les tortures auxquelles nous faisons allusion ne se produisent pas partout. Mais il suffit qu'elles se produisent sur divers points, qu'on les y ait tolérées et qu'on les y tolère même encore, pour que nos protestations et nos colères soient justifiées.

Voici comment un anglais, correspondant du *Standard*, nous décrit les bouges infects qui servent d'asile aux soldats français :

« Un fonctionnaire attaché à l'ambulance anglo-allemande, établie à Cologne, nous a procuré les moyens de visiter les hôpitaux consacrés aux blessés français. *Je commencerai par louer la franchise des chirurgiens prussiens. Loin de chercher à me cacher quelque chose, ils m'ont exprimé leurs difficultés ; c'est à l'administration qu'incombe la misérable situation des prisonniers,* qui tous témoignent aux médecins allemands la plus vive reconnaissance.

» Le premier dortoir que je visitai avait trente pieds de longueur sur vingt de largeur. Il était sombre, triste et mal aéré. Ça et là une fenêtre recevait un peu de lumière, mais pas assez pour permettre de lire. La pièce contenait plus de quarante hommes. *J'aperçus sur le plancher humide quelques bottes de paille. On m'apprit que cette paille servait de lits aux blessés !*

» C'est à peine si j'osais en croire mes oreilles. Des malheureux, pâles, fiévreux, gisant sur la paille, quand il y avait trois degrés de froid ! Je m'adressai à un pauvre garçon en haillons et tout tremblant, qui se tenait tout près du petit poêle au centre, et lui demandai pourquoi il ne restait pas dans son lit. — Mon lit, monsieur, me répondit-il avec un triste sourire, regardez-le. Cela me tue de coucher sur ce plancher, et les courants d'air me pénètrent jusqu'à la moëlle des os !

» Effectivement, ces malheureux s'étaient traînés loin de leur paille pour échapper à la bise glaciale.

» Le dortoir adjacent était en tout semblable à celui que je venais de visiter ; seulement, une lumière un peu plus forte me permit de juger la manière dont étaient vêtus les prisonniers. De ma vie, je n'oublierai le spectacle qui s'offrit à mes yeux. *Quelques-uns des prisonniers étaient complétement nus ; le mieux vêtu de tous avait une paire de pantalons en guenilles et un vieux gilet ! On m'apprit que sur six cents hommes, il n'y en avait pas vingt qui eussent une chemise.*

» Quant aux chaussettes, elles avaient depuis longtemps disparu. C'était affreux de voir l'absolu dénûment de ces pauvres malheureux. Ils tâchèrent de se lever et de s'éloigner du petit poêle autour duquel ils grelottaient, quand nous entrâmes, afin de dissimuler leur affreuse misère.

» Mon compagnon m'indiqua un pauvre zouave qui avait conservé sa médaille de Crimée. Il me regarda vivement, et, voyant que j'étais anglais, me dit : « Bonjour, monsieur ! Les temps sont » bien durs, je regrette de ne pas être resté à Sébastopol ! »

« En le regardant en ce triste état, je ne pus m'empêcher de songer qu'il avait raison. Mort à Sébastopol, c'eût été en pleine victoire, tandis que maintenant...! Je lui serrai la main en silence.

» La pièce voisine était consacrée à ceux qui étaient malades du typhus. Ceux-là, ne pouvant se tenir debout, avaient été forcés de rester sur la paille... Enfin, partout, je ne vis que misère et dénûment. Ces malheureux ne demandent qu'une chose, que la mort vienne les délivrer de leurs tortures... J'ai le cœur navré d'avoir vu ces pauvres Français, *nos gais voisins*, comme nous les appelons toujours, *si malheureux, si désespérés.* »

Le correspondant conclut en faisant un appel à la charité en faveur des infortunés dont il a décrit la misérable position et il espère qu'en Angleterre au moins on viendra à leur aide.

La mort d'un franc-tireur racontée par un officier prussien. — Le *Daily-News* reproduit une lettre fort intéressante d'un lieutenant d'infanterie du Rhin, dont nous détachons quelques passages :

« Nous marchions sur Besançon lorsque, vers l'après-midi, nous reçûmes une grêle de balles venant d'un bois que nous devions passer ; il nous fallut attaquer la position, car elle commandait la route que nous devions prendre. Les francs-tireurs qui formaient l'embuscade étaient bien commandés ; ils se défendirent obstinément et choisirent leurs positions avec beaucoup de circonspection.

» J'avançai, entouré de mes tirailleurs, dans le bois, et, dès que nous eûmes dépassé la lisière, le combat dégénéra en des luttes presque corps à corps. Bientôt l'ennemi se retira, laissant des tirailleurs pour couvrir sa retraite. Un jeune homme attira surtout notre attention. S'élançant d'arbre en arbre, en tirant sans cesse, il nous avait déjà fait beaucoup de mal, quand un de nos sous-officiers, excellent tireur, qui l'avait visé à plusieurs reprises, s'écria : « Monsieur le lieute- » nant, je réussirai à atteindre ce jeune gaillard et à mettre fin à ses bonds ! »

» Et au prochain coup de feu, effectivement, notre jeune adversaire roula dans la neige. Je m'élançai près de lui ; c'était un jeune homme remarquablement beau ; une moustache naissante ombrageait sa lèvre supérieure ; jamais ses mains blanches n'avaient travaillé. La balle avait pénétré dans sa poitrine, et son sang coulait à flots. Le combat étant terminé, je restai près de lui et je tâchai de le soulever dans mes bras. Il ne pouvait plus parler, mais il me serra convulsivement la main ; il frissonna de tous ses membres, qui s'étendirent ; ensuite ses yeux roulèrent dans leurs orbites, il poussa un gémissement : il était mort.

» Je le laissai retomber sur la neige. Le spectacle était sinistre et imposant; le visage du pâle jeune homme prit dans la mort une expression de douceur remarquable; autour de lui se pressaient nos soldats, tristes et sombres, appuyés sur leurs armes.

» Nous trouvâmes dans la poche du jeune homme plusieurs lettres de sa vieille mère, et le portrait de sa sœur. Son adresse se trouvait dans son calepin. Je pris tous ces objets, lui coupai une mèche de cheveux, et j'envoyai ces tristes souvenirs à sa mère, une dame de haute position, à Lyon.

» ... Nos hommes, je le répète, souffrent les plus cruelles privations; pas de vêtements chaux, plus de bottes; ils courent nu-pieds dans la neige! »

Et facere et pati fortia Romanum est. — Voici de nouveaux détails, qu'on dit authentiques, sur les cruautés et les tortures que les Prussiens auraient fait subir à ce brave citoyen de Frévent, du nom de ROMAIN, qui avait, disait-on, noyé un uhlan et qui s'était ensuite livré à l'ennemi pour éviter des exactions à ses concitoyens.

Nous avons pleine et entière confiance dans le caractère et la véracité de l'*Écho du Nord*, mais nous craignons que sa religion n'ait été surprise. Car il n'y a que des cannibales pour agir comme les Prussiens l'auraient fait envers Romain.

Voici l'article de l'*Écho du Nord* qui nous apporte ces lamentables détails :

« Il nous est rapporté par un parent du héros de Frévent quelques détails rectifiant le récit que nous avons publié des hauts faits des Prussiens lors de leur apparition du 1er janvier dans cette ville. Cette rectification coïncide avec des informations qui nous arrivent d'une personne de Lillers, témoin oculaire des faits!

» L'infortuné Romain, qui bravement avait tué l'officier de l'avant-garde prussienne dans un combat livré corps à corps devant sa maison qu'on voulait envahir et occuper, a été livré au commandant prussien, *qui a eu la barbarie de lui faire couper les oreilles et les joues et de le faire promener meurtri et sanglant pendant plus d'une heure dans les rues de Frévent.*

» Après ce supplice, Romain fut conduit par ses bourreaux près de sa maison; *là on le hissa sur un tonneau et on l'attacha par les jambes à un poteau télégraphique;* cette opération cruellement exécutée, on retira le tonneau afin de martyriser le brave citoyen, *et ce fut dans cette position que, las de le torturer, le magnanime commandant le fit fusiller!* »

L'émigration française à Londres. — Le quartier français à Londres est plus français que jamais maintenant, et l'on assure que la fin des hostilités n'en diminuera guère le nombre d'habitants. Des centaines de familles, des milliers d'individus isolés sont arrivés à Londres, et la plupart se sont installés dans le voisinage de Leicester-square et de Soho. Quelques-uns ont ouvert des magasins, d'autres ont obtenu des places de cuisiniers, de garçons d'hôtel, de commis, d'instituteurs, de demoiselles de comptoir, etc., et il est probable que fort peu retourneront en France. Beaucoup de blanchisseuses de fin aussi ont trouvé d'excellentes occasions de se caser, et il est impossible de ne pas admirer l'activité et le courage de toutes ces personnes ainsi jetées hors de leur sphère naturelle.

Arrestation et mise au secret d'un journaliste à Bor-

deaux. — On fait grand bruit, dans cette ville, de l'arrestation d'un journaliste, M. Fournier, rédacteur de la *Province*, pour avoir publié sur l'armée de l'Est, sa composition et son plan de campagne, des renseignements de nature à être utiles à l'ennemi. M. Fournier a été arrêté et mis au secret en dehors des formes de la procédure ordinaire, et des perquisitions ont été faites à son domicile et dans les bureaux de la *Province*, mais sans amener la découverte d'aucun papier compromettant.

Ces rigueurs sont regrettables. La République, plus qu'aucun autre gouvernement, a le devoir de respecter et de faire respecter la liberté de la presse et la liberté individuelle. Mais, d'autre part, tous les journalistes devraient comprendre que, dans la situation actuelle, un mot ou un renseignement, jeté à la légère en pâture à la curiosité publique, peut avoir de graves conséquences et fournir des armes à nos envahisseurs.

Une violation du territoire Suisse. — Une enquête est ouverte, à Berne, sur une violation du territoire suisse par les Prussiens. Un Bâlois a été enlevé par des uhlans qui le prenaient pour un franc-tireur; ils prétend l'avoir surpris sur le territoire français; le Bâlois soutient qu'il était bien sur le sol de la Confédération helvétique, et qu'il chassait. *Et adhuc sub judice lis est.* Gageons que la Confédération suisse en sera pour ses frais et le chasseur bâlois pour ses vingt-quatre heures de uhlans forcés.

Encore l'infaillibilité pontificale. — Les lignes suivantes d'une correspondance allemande remettent la célèbre question de l'infaillibilité pontificale sur le tapis :

« Une œuvre qui semble destinée à faire sensation a été publiée à Prague par M. le Dr **Jean de Schulte.** L'auteur, canoniste distingué, réfute la doctrine de l'infaillibilité par des preuves tirées de la doctrine et des actes des papes romains. Il confesse humblement qu'il a beaucoup contribué à défendre les droits de l'Église et du Pape, peut-être même à faire triompher l'absolutisme dans l'Église.

» Mais il agissait de bonne foi. Les résolutions du concile lui ont démontré, depuis, qu'il vivait dans une profonde erreur. En conséquence, il défend les enseignements primitifs de l'Église contre la nouvelle pratique romaine. Il nie que l'infaillibilité ait été de tout temps reconnue dans l'Église, et cite, à ce sujet, l'exemple des évêques catholiques d'Irlande qui, depuis 1793, sont tenus de déclarer, sous serment, qu'aucun article de foi ne les oblige à croire à l'infaillibilité du Pape.

» A propos des rapports des jésuites avec le Saint-Siége, il établit que leur puissance est due à la règle que leur supérieur est, en quelque sorte, Dieu même, d'après la prescription : *Et in illo Christum veluti præsentem agnoscant et venerentur.*

» M. de Schulte annonce qu'il prouvera, par un autre écrit, que les décrets sur l'infaillibilité ne sont point à considérer comme les décrets d'un concile œcuménique. »

MERCREDI, 11 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Voici ce que l'*Indépendance belge* dit ce matin de la situation militaire.

« Les colonnes de l'armée du prince Frédéric-Charles, qui étaient à Vendôme, ont quitté cette ville pour gagner Saint-Calais. Aux dernières informations reçues à Versailles, elles avaient dépassé cette ville sans avoir rencontré beaucoup de résistance. Saint-Calais est à quarante kilomètres du Mans.

» Des dépêches de Bordeaux, ainsi que d'informations adressées de Tours au *Times*, il résulte que si l'armée du prince Frédéric-Charles avance par Saint-Calais sur le Mans, l'extrême aile droite de Chanzy maintient ses positions aux environs de Château-Renault.

» Quelques premières rencontres ont eu lieu entre les forces allemandes qui gardent les approches de Belfort et celles de Bourbaki accourues de Bourges, de Nevers et de Lyon pour dégager cette place et se jeter dans les Vosges. De part et d'autre on s'attribue le bénéfice des combats engagés. Les Allemands, au dire d'une dépêche de la *Gazette de Carlsruhe*, seraient restés victorieux dans les combats d'avant-garde à Leuvrecey et à Echenoz; les Français, d'après un télégramme de Bordeaux, auraient emporté Villersexel, près de Rougemont. Leuvrecey et Echenoz sont deux villages à deux lieues au sud de Vesoul, l'un sur la route de cette ville à Pesme et à Auxonne, l'autre sur le chemin de fer de Besançon. Villersexel est au sud-est de Vesoul, sur l'Oignon. De la situation des localités, il semble résulter, si les dépêches disent la vérité, que les Français, vainqueurs au centre et sur leur aile droite, auraient été battus sur leur aile gauche.

» Le corps de Garibaldi, qui opère en arrière de Bourbaki, près de Semur, a attaqué et repoussé l'ennemi sur la ligne de Montbéliard, toujours au dire des dépêches de Bordeaux. »

Ces divers faits d'armes, peu importants par eux-mêmes, peuvent cependant avoir de grandes conséquences pour la suite des opérations militaires. Ils prouvent, en outre, que la France est debout, les yeux fixés sur Paris et cherchant à le délivrer.

Capitulation de Metz. La défense du général Coffinières. — Le général Coffinières, ancien gouverneur militaire de Metz, vient de publier une brochure en réponse aux attaques dont il a été l'objet. Le principal argument de cette défense consiste à démontrer que le commandant d'une place est obligé de se conformer aux ordres du général en chef qui y a établi son quartier général. M. Coffinières a donné trois fois sa démission, qui a été trois fois refusée.

Voici la conclusion de cette brochure :

« Quelque imparfait que soit cet écrit, il suffira certainement pour faire comprendre quelle a été ma position à Metz, et quelle part j'ai prise aux événements dont cette ville a été le théâtre.

» *Mon avis était que personne ne devait faire de la politique, et que tout le monde devait s'unir dans l'unique but de la défense ;* que l'armée devait manœuvrer vivement autour de la place et prendre pour objectif la ligne d'opérations de l'ennemi ; que la place devait être approvisionnée et ravitaillée de manière à pouvoir se défendre elle-même, et servir de pivot de manœuvres et de refuge à l'armée.

» Et maintenant, que les uns m'accusent de connivence avec les démagogues, *et les autres*

de complicité avec certaines personnes contre les tendances desquelles je me suis toujours élevé ;

» Que les uns me reprochent de ne pas avoir appliqué les règlements, et les autres de les avoir suivis trop servilement ;

» Que les uns me blâment d'avoir laissé trop de liberté à la presse, et les autres d'avoir soumis les journaux à une censure impitoyable ;

» Que les uns m'aient trouvé trop indulgent pour les agitateurs, et que les autres m'accusent de les avoir contenus par la force des baïonnettes ;

» Que les uns disent que j'ai gaspillé les approvisionnements au profit de l'armée, et que les autres se récrient contre ma parcimonie ;

» Que tous ensemble, dans le paroxisme de la fureur, prononcent les mots de duplicité, de cruauté, de vénalité, de trahison.

» Je repousse énergiquement ces accusations contradictoires et ces injures grossières. J'ai la conviction d'avoir loyalement et consciencieusement rempli mes devoirs de soldat et de citoyen, et j'ai pleine confiance dans le jugement de tous les hommes impartiaux et honnêtes.

» Général COFFINIÈRES DE NORDECK.

» Hambourg, 6 décembre 1870. »

Une lettre du général Changarnier. — On lit dans le *Moniteur universel :*

« Le *Courrier de la Gironde* publie une lettre du général Changarnier, en ce moment à Bruxelles, lettre qui, dans sa brusque familiarité, a le caractère de l'authenticité. Cette lettre est évidemment intime et n'était pas écrite pour le public ; mais, puisqu'elle a déjà été livrée à l'impression, nous ne voyons pas d'inconvénient à la reproduire. On avait dit dans un document imprimé (lettre du général **Coffinières**) que le général Changarnier était partisan d'une régence impérialiste ; on avait dit aussi que le prince **Napoléon** avait fait auprès de lui une démarche pour le presser de se mettre à la tête d'une restauration de l'Empire. Le général a tenu à protester contre la première supposition et à bien établir la nature de son court entretien avec le prince Napoléon.

» On remarquera que, par la même occasion, il déclare apocryphe une entrevue qu'un correspondant du *Daily Telegraph* s'était vanté d'avoir eue avec lui, et qui avait fait le tour de la presse des deux mondes. Mais, en niant l'authenticité de quelques indications qu'elle contient sur sa personne, le général Changarnier ne dément pas les opinions que le *reporter* anglais lui attribuait sur **Bazaine** ; il les confirme plutôt par quelques lignes qui ne seront pas agréables aux auteurs de la capitulation de Metz. Quant à la restauration impérialiste et à l'intervention du prince Napoléon, il les traite avec une verdeur d'expression qui n'étonnera pas ceux qui se rappelent qu'il fut proscrit, en 1851, pour n'avoir pas voulu s'associer aux projets du prince-président. En somme, le document est intéressant, et l'honorable journal qui le publie ne semble pas douter qu'il ne soit parfaitement authentique ; nous croyons, en tous cas, qu'il exprime bien les opinions du général Changarnier. On nous saura gré de le donner ici :

. . . . . .

« Les journaux s'occupent beaucoup de moi. L'autre jour, un correspondant du *Daily Tele-* » *graph*, pour faire croire à un entretien avec moi, décrivait ainsi ma personne : La figure du » général porte les traces profondes de ses fatigues physiques et morales. Il est tout voûté et » marche péniblement. »

« N'en croyez rien ; je ne suis pas du tout voûté. J'ai encore le jarret très-ferme, et vous ne me » trouverez pas changé. Hier ou avant-hier, l'*Indépendance* insérait une longue lettre du général » Coffinières, où Bazaine, en essayant de se disculper, à force de citations d'articles de règlements, » des inculpations dirigées contre lui par M. **de Bouteillier**, glisse incidemment que je suis un » chaud partisan du rétablissement de l'Empire... sans doute pour aller passer encore huit ou dix » ans à Malines ! Cet essai de vengeance, pour l'humiliation que j'ai infligée à M. Coffinières en » plein conseil de guerre, est assez drôle.

» Voici qui est plus drôle encore : En revenant de la poste, où j'avais été porter la lettre à

« laquelle vous répondez aujourd'hui, j'ai été suivi de près par le prince Plon-Plon en personne. » J'ai été assez étonné de voir ce gras et grand personnage remplir mon pauvre petit salon ; mais » mon sang-froid de soldat ne m'a point abandonné. Sans l'inviter à s'asseoir, je lui ai demandé » comment j'avais pu mériter l'honneur de sa visite.

» Après de grands compliments impossibles à reproduire sur mon importance et ma renommée, » Plon-Plon a ajouté : « Vous seul pouvez sauver la France et terminer cette guerre. L'*Impératrice* » *est une brute*(*sic*). Soyez régent de France et ramenez le petit prince. Je vous garantis l'assen- » timent du roi de Prusse et de M. de Bismark. Vous réunirez sur la frontière cent cinquante » mille prisonniers commandés par des généraux de votre choix. *Quand vous aurez fait fusiller le* » *Gouvernement provisoire et une cinquantaine d'autres coquins, l'ordre sera à jamais rétabli.* Si » vous consentez, un agent va aller trouver de suite M. de Bismark. »

« — Prince, lui ai-je répondu, je ne fais plus de romans et n'en veux pas composer un aussi » ridicule. » — J'ai montré à ce... ma porte, et il a descendu mon étroit escalier ; etc., etc. »

Le libéralisme prussien. — La *Gazette de Cambrai* annonce l'arrestation de M. Abel Deroux, rédacteur du *Glaneur*, qui a été emmené prisonnier à la suite du corps d'armée prussien qui est entré à Saint-Quentin, il y a quelques jours.

Arrestation de M. Pinard. — Une arrestation qui va faire du bruit :

M. Ernest Pinard, ancien ministre de l'intérieur, a été amené à Lyon et écroué à la prison de Saint-Joseph. Il paraît que l'arrestation n'a pas été ordonnée de Bordeaux, mais pratiquée sur l'initiative du colonel Bordone. M. Pinard a été appréhendé au corps le 5 janvier, au cimetière d'Autun. Décidément, les cimetières ne portent pas bonheur à M. Pinard. La sensation a été très-vive dans la ville natale de M. Pinard; elle n'est pas moindre à Lyon. Il faut attendre des renseignements.

D'autre part, l'*Emancipation* de Toulouse publie la dépêche télégraphique suivante :

« Autun, 5 janvier, 1 h. 15 soir.

» Je viens de faire arrêter l'ex-ministre Pinard, qui faisait ici le jeu des Prussiens et des bonapartistes, en distribuant les numéros du *Drapeau* de Cassagnac. Sa maison était entourée. Il suivait, mêlé au cortége d'un enterrement, et bizarre coïncidence, l'homme de l'expédition du cimetière Montmartre a été arrêté à l'entrée du cimetière d'Autun.

» Je le fais conduire à Lyon sous bonne escorte. Tout va bien.

» Signé : Bordone. »

Les exécutions. — On lit dans le *Moniteur judiciaire* :

« Jeudi, l'exécution du nommé **Tommet**, sergent au 45e chasseurs de marche, devait avoir lieu au polygone de Besançon. Il avait été condamné la veille par la cour martiale, pour refus d'obéissance devant l'ennemi. A sept heures et demie du matin, il fut conduit au lieu de l'exécution, où toute la garnison était sous les armes.

» Au polygone, placé à dix pas du piquet qui devait faire feu sur lui, il entendit avec courage sa sentence de mort. Déjà les ecclésiastiques qui l'accompagnaient, après avoir lui donné une dernière bénédiction et l'avoir embrassé, se disposaient à lui faire leurs derniers adieux, lorsque M. le capitaine **de Lenoncourt**, s'avançant au milieu du Champ-de-Mars, lut à haute voix la grâce que, vu ses bons antécédents, M. le général de division accordait à ce condamné.

» En entendant cette lecture, ce dernier tomba à la renverse, tandis que, dans les rangs de l'armée, ce n'étaient que des cris de joie et d'allégresse. Il paraît que tous ses camarades et les sous-officiers

du bataillon avaient réclamé cette grâce avec instances. On reconduisit donc Tommet à la citadelle, où, libre désormais, mais privé de son grade, il servira dans une compagnie d'éclaireurs. »

Le journal prussien à Versailles. Son rédacteur. — Nous avons déjà dit le peu de succès de cette feuille près de la population française. Voici ce qu'on écrit de Versailles même au *Journal de Bruxelles*, touchant la rédaction de cette publication ;

« Il est souvent question du *Moniteur de Seine-et-Oise*, rédigé à Versailles, sous l'inspiration de **M. de Bismark** lui-même. Ce journal publie de temps à autre des nouvelles fantaisistes, telle que le consentement de **M. Gambetta** à conclure la paix, tandis que le général **Trochu** serait décidé à prolonger la lutte. Le rédacteur de ces joyeusetés est un certain docteur **Levysohn**, fort connu à Paris dans le monde journaliste.

» M. Levysohn est un gros garçon joufflu, blond, au teint coloré. Il a été pendant cinq ans correspondant de la *Gazette de Cologne* à Paris. Sa position l'avait mis en relation avec un grand nombre de journaux. On le voyait chaque jour, suivi de son ami **Hoff**, dont je parlerai tout à l'heure, envahir les cabinets de rédaction, et en ressortir avec une véritable moisson de nouvelles. Au reste, poli, réservé, parlant peu, sans doute pour simuler une grande profondeur de vues, ce jeune Allemand s'était attiré des sympathies. Dès le début de la guerre, sa présence commença à devenir plus rare dans les journaux. Levysohn se contentait d'observer. Il continua à habiter sa petite propriété d'Asnières jusqu'au jour où, reconnu comme Allemand, il fut expulsé de cette localité. A ce moment, il alla recueillir le fruit de ses travaux pour la cause allemande. Accompagné de sa femme, chanteuse distinguée, dit-on, il partit pour le quartier général, et devint l'historiographe de la campagne. Depuis l'occupation de Versailles, le journaliste Levysohn n'a cessé de mettre au service du roi de Prusse les connaissances de toute nature que lui a fait acquérir son long séjour parmi nous. Il peut même, à l'abri des canons prussiens, faire une visite à sa villa d'Asnières.

» Voilà pourtant la fortune politique à laquelle ont contribué plusieurs journalistes qui s'y sont prêtés avec une grâce toute française, qui ne prévoit pas le péril. »

Les horreurs de la guerre et la nature humaine. — Un des correspondants de la *Gazette de Cologne* trace l'éloquent tableau suivant des maux de la guerre et de l'impression que leur vue habituelle produit sur le moral de l'homme. C'est une page qui se recommande à l'attention de tous, mais surtout à l'attention des philosophes et des hommes d'État. On y trouve de nouvelles preuves de l'omnipotente influence du milieu. Mais laissons parler le correspondant :

« Depuis huit jours, j'ai déposé la plume, et j'espère pendant huit jours encore jouir d'un repos que je crois mérité, puisque voici cinq mois et demi que je suis les corps d'armée par voies et par chemins. *C'est une chose terrible d'écrire toujours avec du sang, de voir du sang, d'y penser sans cesse, d'y rêver la nuit. On tombe peu à peu dans une humeur entièrement contraire à la nature humaine. Tout autour de nous est la négation, la destruction, l'anéantissement dans leur expression la plus brutale.* L'œil s'habitue à voir toutes les contrées en proie à la dévastation et à la ruine ; l'esprit se dégrade aux plus mauvais instincts. A la façon des enfants qui font le mal par plaisir, *un courant irrésistible pousse les plus raisonnables et les plus pacifiques à la violence, et les entraîne à détruire, sans savoir pourquoi, tous les objets, les plus insignifiants,* du moment qu'ils semblent vouloir se soustraire à la dévastation commune.

» Une horloge qui se présente sur notre chemin et balance son pendule au bruit de son tic-tac régulier nous irrite les nerfs, car comment se fait-il qu'elle marche encore lorsque tant d'autres sont arrêtées? Qui donc lui a permis de rester intacte sous son globe de verre ? Une tasse dont l'anse n'est pas brisée, un verre, une assiette qui conserve le plus mince filet d'or, un vase qui s'émancipe jusqu'à nous montrer encore des groupes de bergers peints sur ses flancs ; un tableau

tranquillement suspendu dans son cadre, un rideau dans lequel on n'a point taillé une demi-douzaine de mouchoirs, une botte incomplétement usée et dont la semelle tient encore, *tout objet, en un mot, qui n'est pas entièrement ou partiellement détruit,* nous excite à des convoitises nerveuses, car tout doit être ruiné, puisque tout est devenu sans maître.

» Aucun homme, dans cette guerre, n'a droit à sa vie, puisque la première balle venue peut la lui ravir en un instant; aucun toit n'a le droit de recouvrir une maison ; nul individu n'a de titre de propriété sur aucun objet, puisque cet objet lui sera ravi à la première occasion, par un autre qui croira en avoir besoin.

» Voici une maison, une hutte dont les vitres ne sont pas complétement brisées. Dans une heure, les bouteilles vides ou les bâtons de chaises, lancés au dehors par les hôtes d'un moment, briseront les vitres, a moins qu'une bombe envoyée par l'ennemi ne vienne faire des ravages pires encore. Voici une voiture, un équipage qui peut-être appartenaient à un officier d'intendance. Le lendemain, la capote a disparu : les soldats ont emporté le cuir pour s'en faire des *souliers.*

» Ainsi tout aboutit à une destruction totale. L'œil aspire à revoir une culture : les pensées entraînent graduellement à désirer le retour de l'ordre et de la paix ; mais où les trouver. L'œuvre de dévastation continue, partout et toujours. »

Les émigeés bonapartistes. Verte leçon d'un anglais. — Nous empruntons l'anecdote suivante à l'*Etoile belge :*

« *Parmi les Français restés en Belgique, il s'en rencontre fréquemment dans les lieux publics qui s'imaginent que plus la France essuiera de défaites, plus se rapprochera l'époque de la restauration de l'Empire, et qui pour cette raison accueillent les mauvaises nouvelles de leur pays avec la plus vive satisfaction.* Parmi ceux-là on voit de robustes gaillards dans toute la force de l'âge, qui étaient autrefois bien rentés et le sont peut-être encore aujourd'hui, lesquels se garderaient bien de s'exposer à aller se faire casser les reins par les Prussiens.

» Ces jours-ci, trois de ces beaux messieurs se trouvaient à déjeuner dans une taverne des environs de la Monnaie et s'exclamaient bruyamment en commentant à leur façon les dépêches du général **Faidherbe** et celles de l'état-major prussien. — C'est évident, disait le plus bavard des trois, si ce républicain du lendemain avait remporté autant de succès qu'il le dit, il ne serait point resté sur place ; à quoi lui sert-il d'être victorieux s'il ne profite pas de ses victoires? Mon sentiment à moi, c'est que **Manteuffel** l'a battu.

» Un monsieur qui lisait son journal et que ce bavardage ennuyait visiblement, se lève tout à coup, s'arrête calme et grave en face des trois bonapartistes, et, le chapeau sur la tête, leur dit : — « Monsieur, je suis Anglais... »

» A ce mot, naturellement, l'insulaire se redressa avec orgueil. C'était un grand sec, roux, avec de longs favoris en côtelettes, au menton proéminent, large d'épaules, mais n'ayant nullement l'air d'un homme disposé à chercher querelle à son voison.—« Je suis Anglais, répéta-t-il, et je vous » déclare que si l'Angleterre était envahie comme l'est actuellement la France, il n'y aurait plus un » seul Anglais sur le continent. »

« Cela dit sans essayer d'attirer sur lui l'attention des autres consommateurs, il tourna lentement les talons se rassit à sa table et continua la lecture de son journal.

» Nous ignorons si les bonapartistes du coin, comprenant la leçon, sont allés demander du service au général Faidherbe, mais ils sont sortis incontinent et on ne les a plus revus à la taverne. »

Association anglaise en faveur des paysans français ruinés par la guerre. — La guerre qui désole les campagnes françaises, non-seulement épuise les ressources actuelles, mais encore menace de détruire les germes de la production future.

Ce fait a inspiré à M. James Howard et à plusieurs agriculteurs de la Grande-Bretagne la généreuse pensée de venir en aide aux

fermiers et aux paysans français ruinés par la guerre, en leur procurant gratuitement, par des contributions, soit en nature, soit en numéraire, les graines, les bulbes, semences et autres moyens nécessaires pour emblaver leurs champs. On sait que ces personnes, pour réaliser leur projet, se sont mises en rapports avec M. Drouyn de Lhuys, président de la Société des agriculteurs de France, qui s'est assuré que, de son côté, l'administration française adoptera toutes les mesures propres à en seconder l'exécution.

L'affaire marche à souhait. Les principales sociétés d'agriculture ont pris la direction de ce mouvement; plusieurs meetings ont été tenus : les souscriptions arrivent et le concours unanime de la presse étend cette propagande sur tous les points du Royaume-Uni.

Petites Nouvelles. — M. **Valentin**, le courageux préfet du Bas-Rhin, se trouve toujours à Coblence. Il est interné à Ehrenbreitstein, forteresse qui domine Coblence. On lui permet de se promener une fois par jour, sur une terrasse, suivi d'un sous-officier qui porte un fusil chargé. On le surveille de très-près, et il n'a pas à se louer grandement de la situation. L'administration prussienne lui alloue fr. 1-50 par jour pour sa nourriture (1).—Le principal journal de Grenoble, le *Courrier de l'Isère*, vient de recevoir un avertissement de la préfecture pour avoir fait connaître au public la marche de l'armée française dans l'Est. — On mande de Lille que la retraite de M. **Pierre Legrand**, préfet du Nord, est chose décidée. Ce fonctionnaire a été astreint à des fatigues tellement nombreuses que son état de santé s'en ressent. Il a donné de telles preuves de son dévouement à la chose publique dans ces temps difficiles que l'on regrettera vivement dans le Nord la détermination dans laquelle il est obligé de persister en dépit des obligations unanimes de ses concitoyens. — Un correspondant du *Manchester Guardian* télégraphie que la bibliothèque de l'école militaire française de Saint-Cyr a été saisie et expédiée en Allemagne pour l'usage des élèves militaires prussiens. — *La Gazette de Bromberg* dit qu'un colonel français, prisonnier de guerre, s'est évadé avec son ordonnance de la forteresse de Grandenz, et a réussi à passé la frontière russe. Mais ils ont été arrêtés tous deux par l'autorité russe et extradés à l'autorité militaires de la forteresse prussienne de Thorn. — *La Gazette de la Bourse* de Berlin raconte le fait tragique suivant : le baron **Maltzahn**, maréchal de le cour, s'est brûlé la cervelle à la sortie d'un déjeuner brillant auquel il avait invité tous ses créanciers, sous prétexte de prendre des arrangements.

JEUDI, 12 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Le général Bourbaki est aujourd'hui, après Paris, l'objet de toutes les espérances et de toutes les anxiétés. Nous avons dit le plan qu'on lui prêtait de débloquer Belfort et de gagner ensuite l'Alsace ou la Lorraine. Aujourd'hui, on lui attribue d'au-

(1) Nous avons dit plus haut, (page 60,) que M. Valentin avait pu quitter Strasbourg avant l'entrée des Prussiens. Ce fait, comme tant d'autres, du reste, était probablement erroné, puisque les journaux du jour prétendent nous renseigner sur la captivité que ce fonctionnaire subirait actuellement à Coblence.

tres projets dont le caractère aventureux sourit fort aux imaginations populaires. Suivant ces rumeurs, Bourbaki irait tout simplement en Allemagne même,.... où il délivrerait et armerait les prisonniers, se réservant ensuite d'infliger aux Allemands l'occupation militaire de leur pays... à la façon prussienne,... mais avec les atténuations et les formes de la générosité française.

Tous ces projets sont discutés avec fièvre partout. Plusieurs y voient le salut prochain de la France. Les dernières nouvelles ont ravivé ces espérances. Comme nous le disions hier, elles constatent que l'entrée en campagne de Bourbaki a été marquée par un succès. Toutes les positions indiquées par l'ordre de marche seraient tombées aux mains de nos troupes,—certaines sources favorables à la France faisaient, toutefois, des réserves pour l'aile gauche, à Vallerois,—et les points principaux, Villexersel, Mornay et Marat, auraient été enlevés aux cris de : vive la France! vive la République! Mais en présence de ces renseignements si favorables et si réconfortants, voici qu'un télégramme de Versailles, comme toujours, prend le contrepied de la version française et change la victoire de Bourbaki en une défaite complète à l'actif du général Werder.

Que faire en présence de telles contradictions...? Attendre avec confiance les renseignements postérieurs, la foi punique!... pardon... la foi prussienne ayant fait ses preuves depuis longtemps.

A Versailles, on prétend aussi avoir de bonnes nouvelles de l'armée qui opère contre le général Chanzy. Les troupes du prince Frédéric-Charles ne seraient plus qu'à huit kilomètres du Mans.

Le général Faidherbe, dans le Nord, est dans de meilleures conditions. Il a repris l'offensive en faisant occuper Bapaume, qui a déjà été évacué, réoccupé et de nouveau encore abandonné par les Prussiens depuis la dernière affaire.

Péronne a capitulé; la garnison, forte de plus de 3,000 hommes, a été faite prisonnière de guerre.

Paris.—On a des nouvelles par trois ballons tombés, l'un près de Reims, l'autre à Laval, et le troisième dans la Nièvre!.. Lanouvelle que les projectiles portent jusqu'au cœur de Paris impressionne vivement l'opinion. Nouveaux Vandales, les Prussiens ne respectent donc rien... Ni la faiblesse, ni le sexe, ni la souffrance, puisqu'ils paraissent tirer de préférence sur les hôpitaux, ni les œuvres d'art, si nombreuses et d'un si grand prix à Paris. Pour une nation qui sait lire et écrire,—du moins d'après ce qu'on nous chante de tous côtés, —ce n'est guère fort humanitaire, ni fort glorieux.

On est toujours fort anxieux de savoir la conduite que va tenir la po-

pulation parisienne devant les nouvelles souffrances qui l'atteignent. On se demande aussi ce que fait et ce que fera la défense. On attend toujours un suprême effort, un signe de résistance quelconque, et l'on ne voit rien venir,.. sinon des articles de journaux parisiens qui dénoncent des hésitations et des dissensions au sein des défenseurs de Paris.

L'état-major prussien, qui compte déjà Paris pris, a son petit plan d'occupation. Le Roi n'entrerait pas dans la grande cité, mais il partirait immédiatement pour Berlin. La ville de Paris ne serait donc souillée par la présence d'aucun Prussien... et pour cause. La garde nationale serait chargée du service de sûreté et ne serait pas désarmée. Les forts recevraient garnison allemande. Les Allemands, en possession de l'Alsace et de la Lorraine, traiteraient des conditions de la paix et laisseraient la France complétement libre de reconstituer son gouvernement et de continuer ou non la guerre suivant son bon plaisir.

Ce sont les journaux anglais qui nous rapportent ces beaux projets. Espérons encore que la conduite des armées de Paris fera avorter les plans prussiens.

Paris a tant fait et souffert pour la France, qu'il serait regrettable qu'il ne recueillît pas directement et immédiatement les fruits de son héroïsme et de son abnégation !...

Dissolution des conseils généraux. — Nous recueillons à titre de *renseignements* les extraits suivants d'une correspondance adressée de Bordeaux à un journal *conservateur* de Genève :

« L'opposition anti-républicaine fait en ce moment au gouvernement une guerre des plus vives, tant à l'occasion de quelques mesures répressives, dont certains journaux de province ont été l'objet, qu'au sujet de la dissolution des conseils généraux. Je n'ai guère approuvé, quant à moi, cette dernière mesure, et j'ai prévu les difficultés qu'elle allait causer à M. **Gambetta** et à ses collègues. Eux-mêmes paraissent en avoir eu le pressentiment, car ils ont tâché de l'atténuer de leur mieux; et les hésitations qu'ils ont eu à vaincre avant de rendre ce regrettable décret, ont produit un incident assez curieux, et que je crois peu connu.

» Ils avaient envoyé au *Moniteur*, pour y être inséré, un décret accompagné de considérants passablement blessants pour les membres des conseils généraux actuels ; tout d'un coup, ils furent pris de remords, et firent arrêter le tirage du journal officiel pour en empêcher la publication, qui leur paraissait maintenant dangereuse. Malheureusement, on avait eu l'indiscrétion de communiquer déjà le malencontreux décret à la *Gironde*, qui, plus prompte que le *Moniteur*, l'avait imprimé et mis en vente avant que le contre-ordre ne fût arrivé. De sorte que l'acte de dissolution des conseils généraux a paru deux fois, la première dans la *Gironde* avec la rédaction primitive, la seconde dans le *Moniteur* du lendemain, sous la forme définitive et seule officielle. Et il en est résulté que l'opposition, au lieu d'une arme contre le gouvernement, en eut deux; car elle ne s'est pas fait scrupule de puiser indifféremment dans l'une et l'autre édition du décret pour y chercher la justification de ses attaques.

» *Mais si j'ai toujours considéré la dissolution des conseils généraux comme une faute, je trouve beaucoup moins pardonnable encore la manière dont on proteste contre cette mesure dans divers départements*, entre autres dans la Loire-Inférieure et dans Maine-et-Loire. Il semble du moins que les légitimistes vendéens et bretons, qui ont rédigé et signé ces protestations, *ont pris conseil de leur antipathie pour la République plutôt que des intérêts du pays*, et qu'ils n'ont pas assez

réfléchi à l'effet que pouvaient produire en ce moment ces espèces d'appels. *Il est à souhaiter que les populations restent sourdes à ces excitations.*

» Le bruit court que le gouvernement serait disposé à ne pas donner suite à la formation des commissions départementales. »

L'entrée des Prussiens à Rouen. — La ville de Rouen, instruite des bruits qui ont couru à propos de son occupation trop facile par les Prussiens, etc., a envoyé à Bordeaux un mandataire, membre de son conseil municipal, M. Raoul Duval, qui dément aujourd'hui par la voie du *Moniteur* une foule d'assertions ayant cours et portant au compte de la ville de Rouen des faits inexacts et calomnieux. Il rejette la responsabilité de la reddition sur le général Briant.

M. Fourichon et ses accusateurs. — Nous avons déjà constaté, lorsqu'il s'agissait de réunir une Constituante, que M. Fourichon n'était pas en odeur de sainteté près des républicains purs. L'incident suivant, qui s'est produit, à Bordeaux, dans une réunion publique, au Grand Théâtre, nous prouve que M. Fourichon n'est pas parvenu à faire tomber les défiances et les antipathies qu'on nourrissait contre lui. Nous empruntons le compte-rendu de l'incident à la *Gironde*, du 11 :

« Le troisième orateur inscrit, le citoyen **Charles Lullier**, paraît à la tribune. Il commence par dire qu'il se bornera à raconter les faits et que le public jugera. Il attaque alors violemment M. Fourichon, en citant des preuves à l'appui ; il lui reproche la nomination de M. **Tricault** qui, en 1852, se trouvait à Cayenne comme capitaine de vaisseau et faisait mettre aux deportés le bonnet de galérien et la camisole de force ; il le blâme surtout d'avoir appelé à un commandement important M. **Jurien de la Gravière**, bonapartiste bien connu. Il ajoute que sous main M. Fourichon fait tout ce qu'il peut pour paralyser les efforts de la flotte. Il conclut à l'éloignement de M. Fourichon du ministère. Cette proposition, mise au voix, est adoptée à l'unanimité, et l'assemblée décide qu'on enverra aux membres du gouvernement de la défense nationale trois délégués pour demander le renvoi de M. Fourichon. »

Le drapeau rouge à Lyon. — Les chefs de bataillon de la garde nationale de Lyon ont été appelés à donner leur avis sur le maintien du drapeau rouge, qui est toujours l'objet de contestations et d'antipathies. La majorité s'est prononcée en faveur du maintien du drapeau ultra-révolutionnaire par 19 voix contre 8..... On voit que le succès du drapeau rouge est coloré !...

Fais ce que dois, advienne que pourra... Une protestation contre le bombardement de Paris. — Nous croyons que la devise ci-dessus pourrait fort bien servir d'épigraphe à la protestation suivante que le comte de Chambord vient de publier contre le bombardement de Paris :

« Il m'est impossible de me contraindre plus longtemps au silence.

» J'espérais que la mort de tant de héros tombés sur le champ de bataille, que la résistance énergique d'une capitale résignée à tout pour maintenir l'ennemi en dehors de ses murs, épargnerait à mon pays de nouvelles épreuves ; mais le bombardement de Paris arrache à ma douleur un cri que je ne saurais contenir.

» Fils des rois chrétiens qui ont fait la France, je gémis à la vue de ses désastres ; condamné à

ne pouvoir les racheter au prix de ma vie, je prends à témoin les peuples et les rois, et je proteste, comme je le puis, à la face de l'Europe, contre la guerre la plus sanglante et la plus lamentable qui fût jamais.

» Qui parlera au monde, si ce n'est moi, pour la ville de **Clovis**, de **Clotilde** et de **Geneviève** ; pour la ville de **Charlemagne**, de saint **Louis**, de **Philippe-Auguste** et d'**Henri IV** ; pour la ville des sciences, des arts et de la civilisation?

» Non ! je ne verrai pas périr la grande cité que chacun de mes aïeux a pu appeler *ma bonne ville de Paris.*

» Et puisque je ne puis rien de plus, ma voix s'élèvera de l'exil pour protester contre les ruines de ma patrie ; elle criera à la terre et au ciel, assurée de rencontrer la sympathie des hommes, et attendant tout de la justice de Dieu.

» 7 janvier, 1871. » » HENRI.

L'École polytechnique à Bordeaux. — Le personnel administratif et enseignant de l'Ecole polytechnique est provisoirement ainsi composé :

Directeur délégué, M. **Serret** ; secrétaire général de la direction, M. **Haton** ; administrateur, M. **Houchart.**

Analyse mathématique et mécanique : MM. **Hermite** et **Philips.** Géométrie descriptive : MM. **Dormoy** et **Haag.** Physique : M. **Mariel Lavy.** Chimie : M. **Peligot.** Cours d'art militaire : M. **Saint Léger.** Cours de littérature : M. **Berni.** Cours d'allemand : M, **Pey.**

Évasion de M. de Charrette. — On lit dans l'*Union de la Sarthe :*

» M. de Charette est au Mans.

» L'héroïque commandant des volontaires de l'Ouest, blessé à Loigny d'une balle dans la cuisse qui laboura les chairs sans entamer l'os, avait été fait prisonnier et conduit au presbytère de ce village.

» Nous ignorons par quel heureux concours de circonstances M. de Charette a pu s'échapper et revenir au Mans.

» On nous affirme qu'il y est arrivé hier et qu'il est nommé général. »

M. de Laguéronnière au Capitole. — Le *Siècle*, qui tient le haut du pavé dans la presse parisienne,... émigrée en province, a demandé ce que M. de Laguéronnière pouvait faire à Bordeaux. M. de Laguéronnière lui a répondu,.. comme Scipion, en montant au Capitole, c'est-à-dire, en rappelant la part qu'il a prise à l'abolition de la peine de mort, à la décoration accordée à un rédacteur du *Siècle*, et à la guerre d'Italie.—Après cela, qui pourrait encore douter du libéralisme et de la pureté des intentions de l'ancien brochurier bonapartiste?

PETITES NOUVELLES. — Il vient de paraître à Londres le journal l'*Assemblée nationale*, supprimé à Paris en 1858. Provisoirement, l'*Assemblée nationale* ne paraît que trois fois par semaine. Elle a pour rédacteur en chef M. **Adrien de La Valette**, qui l'avait fondée en 1848. — Un nouveau journal vient de paraître à Angers. Il est intitulé : *Les Libertés publiques.* La nouvelle feuille paraît devoir remplacer l'*Union de l'Ouest*, suspendue, comme on le sait, pour deux mois. — M. **Roumain de la Rallaye**, ancien rédacteur du *Monde*, vient de créer un nouveau journal, qui s'appelle l'*Ordre*, à Mayenne. — La *France*, du 7, dit qu'elle croit pouvoir annoncer la nomination de M. **de Rothan** comme ministre de la République à Francfort. — La malice populaire a décoré le nouveau Roi d'Espagne du titre significatif et drolatique de Sa Majesté Macaroni Ier. — Les journaux de province reproduisent les articles de la presse parisienne sur la mort d'un ancien secrétaire de **Fouquier Tinville.**

VENDREDI, 13 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Mauvaises nouvelles aujourd'hui!... Voilà encore une fois la trouée vers Paris ajournée!... Le général Chanzy bat en retraite vers le Mans! Les dépêches de Versailles le disent en pleine déroute, abandonnant des canons, des mitrailleuses, d'immenses approvisionnements et des prisonniers par milliers. Les dépêches de Bordeaux reconnaissent son insuccès, mais disent qu'il se replie en arrière devant l'ennemi et qu'il va occuper « des positions choisies à l'avance. «

Le général Chanzy a fait ses preuves : nous ne croyons donc pas qu'il y ait déroute comme le dit la version prussienne. Seulement, nous voyons la marche vers Paris ajournée indéfiniment ou du moins compromise. Et cependant l'heure presse!... L'ennemi étreint Paris dans un cercle de feu et de fer!... Des milliers d'innocents voient leurs jours en danger!.. Les privations et les souffrances vont croissant!... Quel dommage que la province ne puisse rien dans de pareilles circonstances!

En voyant les efforts impuissants du général Chanzy pour balayer les obstacles à sa marche vers Paris, on se demande s'il était sage de scinder l'armée de la Loire et d'envoyer ses deux tronçons opérer isolément, sous deux généraux différents et avec un objectif distinct. Si l'armée de la Loire, avec son effectif actuel, n'était pas de force à refouler l'ennemi et à pousser droit vers Paris, pourquoi ne pas lui avoir restitué les forces qui se sont séparées d'elle après la prise d'Orléans et qui se sont reconstituées à Bourges?

En thèse générale, dit-on dans certains cercles militaires de l'Europe, les généraux français devraient se défier des grandes manœuvres stratégiques. Leurs armées improvisées, qui ne sont pas encore rompues aux marches, et qui ne peuvent avoir ni la rapidité de mouvement ni l'organisation administrative nécessaires en pareil cas, ne sauraient lutter sous ce rapport avec l'armée prussienne, parfaitement propre à ces opérations à vaste envergure. Il vaut mieux pour les forces de la République marcher en masses compactes, avec un but précis et par le plus court chemin.

D'un autre côté, on ne peut se dissimuler que le dégagement de Belfort, le refoulement de l'armée de Werder et la marche des troupes françaises vers le Nord menaceraient gravement les communications des armées allemandes. Le succès justifie bien des choses, et Bourbaki serait plus que justifié s'il obtenait des résultats aussi considérables.

On n'a pas de détails sur les récents succès de ce général dans l'est. Seulement, on croit avoir le mot des contradictions signalées entre les

dépêches de source française et celles de source allemande. Le 9, le général de Werder a, en effet, occupé Villexersel. Mais comme c'est dans la nuit du 10 au 11 que Bourbaki prétend avoir chassé l'ennemi de cette localité, les deux versions peuvent se concilier. L'avantage serait en définitive à Bourbaki, qui s'est avancé vers Belfort.

Rien du général Faidherbe, qui montre les meilleures dispositions. Puissent ses troupes ne pas trop s'émouvoir des revers du général Chanzy!

Paris.... Ce qu'on y mange. – Voici ce qu'on télégraphiait au *Times* à la date du 9 :

« Le Roi et le prince-royal ont assisté ce matin au service divin dans la chapelle de **Louis XIV**. Le général **Meredith Read**, consul général pour la France et l'Algérie, qui est sorti de Paris le premier jour de bombardement, est parti aujourd'hui pour l'Angleterre. Il a vu le comte **de Bismark** hier, et a reçu les papiers nécessaires pour son voyage. On apprend que le général Read n'a donné aucun renseignement sur la situation des affaires dans Paris, mais il ne dissimule pas que sa sympathie est acquise à la République française et qu'il pense que Paris peut encore se défendre pendant quelque temps. »

Autre dépêche de Versailles :

« La neige tombe, mais en se fondant. J'entends dire de nouveau qu'il n'y a dans Paris qu'un nombre limité d'artilleurs. Cela peut être vrai pour les gros canons. Voici sur quoi est fondé ce dire. Lorsque le Mont-Valérien tire, les autres forts gardent proportionnellement le silence. Quand Issy, Vanves, Montrouge se font entendre, le Mont-Valérien reste inactif et ainsi de suite. Tant que le chemin de fer était libre, la chose était facile, les hommes pouvaient se transporter promptement d'un lieu dans un autre. Maintenant que les viaducs, sans être démolis, sont rendus impraticables, il n'est plus possible de se servir de ce chemin de fer ; cela rend difficile le transfert des canonniers. »

Les renseignements qui concernent l'alimentation de Paris ont toujours le privilége de fixer l'attention publique. Le *Gazette d'Augsbourg* vient de publier sur cet intéressant sujet une correspondance qui abonde en détails curieux, et pour la plupart inédits. Nous en recueillons la traduction dans les journaux belges, qui font remarquer que ces renseignements, si optimistes, émanent d'une source allemande :

« 1er janvier 1871.

» Vous connaissez sans doute, par la statistique, les chiffres des quantités énormes de produits de toute espèce dont on a besoin pour la consommation de Paris. Ces chiffres vont jusqu'à des milliers, des millions et des milliards pour les bœufs, veaux, moutons, poules, homards, etc., qu'on sacrifie annuellement au Moloch culinaire. Le noble liquide qu'on déguste bon an mal an dans cette ville gigantesque représente un fleuve d'une dimension très-respectable. Le chiffre collectif des divers aliments, quand nous le voyons écrit, nous plonge au premier abord dans un tel étonnement, que nous ne savons pas si nous devons davantage admirer la capacité de production inépuisable du pays, ou le besoin insatiable de consommation de sa capitale. On a vraiment peine à croire que les envois journaliers puissent suffire à des besoins qui paraissent au-dessus de toute mesure humainement possible.

» Le colosse qui dévore tout, qui n'est jamais satisfait, et qu'on désigne par le nom de « Paris à table, » a pris la résolution héroïque de se suffire à lui-même. Comme cet ours, dont on raconte qu'il passe l'hiver dans son gîte, suçant ses pattes, Paris, à l'étroit derrière ses remparts, a la prétention de vivre de ses propres ressources, de sa propre substance.

» Il serait injuste de méconnaître le mérite de cette entreprise gigantesque, car, malgré tout ce qu'on raconte au dehors des agitateurs parisiens, c'est la première fois qu'une de ces villes énormes, qui renferme deux millions d'estomacs, est mise à la demi-ration, tout au plus sans plainte, sans intervention de la police, sans menace de punition.

» Ce stoïcisme inattendu et imprévu, qui sera certainement cité dans l'histoire comme un fait sans exemple, n'empêche pas que « ce qu'on mange à Paris » joue en ce moment, dans notre vie journalière, un grand rôle ; pas si important cependant que veulent bien le dire les correspondants du quartier général du Roi à Versailles, qui en partie ne nous sont que trop connus, et qui jettent de la poudre aux yeux de leurs compatriotes au delà du Rhin, en affirmant sans cesse, depuis deux mois, « que Paris n'a plus de vivres que pour huit jours, et encore... »

» Comme ces huit jours ont déjà dû paraître longs à ces messieurs à Versailles !

» Pour rendre hommage à la vérité, il faut avouer que nous ne mangeons pas toujours précisément ce que nous voudrions manger, mais nous avons encore toujours à manger, et l'on peut aujourd'hui, — cent septième jour du siége, — traiter de fantasques et de toqués ceux qui prennent plaisir à s'assimiler les comestibles étranges que vend **Deboos**, le boucher du Jardin d'acclimatation. Les chameaux, les casoars, les antilopes, les kanguroos, les éléphants, ne sont recherchés que par ceux qui ont voulu de tout temps et de toute manière attirer sur eux l'attention. Leur façon actuelle de faire parler d'eux est beaucoup plus inoffensive et plus supportable que l'ancienne. Ils font de la coquetterie avec la famine, et dépensent maintenant dans le raffinement de leurs dîners de siége, comme auparavant dans d'autres raffinements, un argent colossal.

» Pour la viande de cheval, c'est tout différent. Elle a conquis dans la consommation régulière une place qui lui sera difficilement enlevée désormais. Les cousins du noble coursier, l'âne et le mulet, ne resteront pas au même titre sur notre menu ; ils y figureront comme friandises très-recherchées. Ce n'est pas seulement par hasard, par nécessité que l'âne et le mulet paraissent sur des menus comme celui-ci :

» RESTAURANT **Noël-Péters**, PASSAGE DES PRINCES.

» Menu du dîner du 1er janvier 1871 :

» *Hors d'œuvre :* Beurre frais, olives, sardines, saucisson de Lyon et de Boulogne, thon ma-
» riné, etc. ;

» *Potage :* Sagou au vin de Bordeaux ;

» Julienne au riz ;

» Croûte au pot ;

» *Entrées :* Rosbeef de mulet à la purée de pommes ;

» Cuissot de chevreuil, sauce Joussenel ;

» Filet d'éléphant, sauce madère ;

» Carré d'âne aux navets ; Cuissot d'ours bourgeois ;

» *Rôtis :* Poulets ;

» Cannetons ;

» Gigot d'agneau ;

» Galantine de paon, salade de saison ;

» *Entremets :* Asperges à l'huile ;

» Petits pois à la crême ;

» Fonds d'artichauts à la casse ;

» Macédoine de fruits au marasquin, bombe glacée à la Raspail ;

» *Dessert assorti.* »

» Il ne faudrait pas croire qu'on est insensible ici au contraste navrant qui existe entre le raffinement frivole, avec lequel le Lucullus assiégé se met à table, et la gravité de la situation actuelle.

» Je puis vous assurer que jamais on n'a fait tant d'efforts puissants, et couronnés de succès, pour aider ceux qui pourraient voir dans ce menu une satire de leur propre situation.

» La question du manger est entrée complétement dans le domaine de la mode. Sur le boulevard flânent maintenant, un poulet sous le bras, les mêmes personnes qui jadis avaient coutume de vendre aux lorettes sensibles des levrettes blanches, ornées de rubans roses. Je préfère en tous points

le poulet à la levrette, quoique des gastronomes déclarent que cette dernière n'est nullement dépourvue de mérite.

» Je regrette d'avoir à constater, pour certains journaux allemands, qu'au moment où leurs correspondants déclaraient que nos restaurants avaient été obligés de se fermer entièrement, j'ai mieux dîné pour cinq francs cinquante centimes, qu'il n'est possible de le faire dans toute l'Allemagne du Nord, Hambourg excepté.

» Je vous transmets mon menu :

» Croûte au pot, olives farcies, morue à la Provençale, rosbeef de cheval, salade, confitures, gâteaux, le tout arrosé d'une bouteille de Mâcon. Je cours le risque d'être pris pour un gastronome, et je déclare que le dîner était bon, et qu'il a été digéré sans accident.

» Hier (31 décembre), j'ai déjeuné pour deux francs vingt centimes, café compris, chez Duval, dans un cabaret d'un rang assez peu élevé.

» En ma qualité d'artilleur de la garde nationale, j'ai été amené, il y a peu de temps, à lier souvent connaissance avec la cuisine d'un marchand de vin, à proximité du parc d'artillerie, qui fournissait pour trente-deux sous le déjeuner suivant : « Filet de cheval, sauce piquante ; un demi-» litre de vin et café. » Voilà qui vous donne une idée de la vie de restaurant du haut en bas de l'échelle.

» Dans les familles, la question de l'alimentation est devenue une vraie loterie, depuis que le gouvernement fait tout rationner. Quand on se rencontre, on se pose cette question :

» — Etait-ce hier votre jour?

» — Non, ça été mon tour aujourd'hui.

» — Et vous avez reçu?

» — Du lard excellent.

» — Quelle chance vous avez ; moi, on m'a donné hier de la morue.

» — Mais pour cela vous avez eu du fromage la dernière fois, tandis que moi j'ai eu du mouton de conserve qui ne brillait pas par la fraîcheur.

» Les cuisinières seraient du reste très-satisfaites de la vente à la ration, si la queue aux portes des cantines municipales était moins longue et les portions moins courtes. On leur vend à bon compte et à poids exact, — deux choses qui plaisent aux femmes de ménage.

» Le plus grand désavantage des petites portions consiste en ce qu'elles excitent l'appétit d'une façon vraiment inconvenante.

» Les gastrologes se transforment en machines vivantes, où tout fait farine au moulin. La question : « Comment vas-tu? » a vieilli depuis longtemps. On se demande seulement : « Qu'as-tu mangé aujourd'hui ? » et puis les confidences culinaires prennent leur essor.

» Entre amis très-intimes, qu'on a mis à l'épreuve souvent, mais seulement entre ceux-là, on pousse la fraternité au point d'échanger des renseignements de grande valeur à propos de l'alimentation. On se dit sous le sceau du secret, où il y a moyen d'avoir encore du beurre frais à quinze francs la demi-livre, des œufs à un franc pièce, des poulets à vingt-six francs, et on se chuchote mystérieusement à l'oreille que, dans tel ou tel coin, il y a espoir d'obtenir quelque morceau d'une vache abattue en secret.

» Rien de plus curieux que l'acharnement avec lequel les promeneurs contemplent les grandes vitrines des marchands de comestibles. Et cependant, ni **Chevet**, ni **Potel** n'ont l'air de se souvenir de la coquetterie si connue de leurs étalages irrésistibles. Tout leur luxe consiste maintenant en boîtes en fer blanc, longues, carrées ou rondes, d'un aspect ennuyeux. La moindre coûte six francs et l'objet qu'elles contiennent porte le nom attrayant de « bœuf de rempart. »

» Il est plus que jamais intéressant, dans notre situation, de saisir des phrases au vol en se promenant. Dernièrement, devant moi, sur le pont où l'on attend les *Mouches*, causaient deux femmes : « Nous avons fait un pot-au-feu de viande de cheval et il était si bon que je voudrais toujours » pouvoir m'en procurer suffisamment. On dit aussi que la viande de chat est excellente ; mais nous » ne mangerons le nôtre qu'à la dernière extrémité. »

» N'est-ce pas méchant?

» Il y a quelque temps, une autre femme marchait à deux pas de moi, conduisant un petit garçon par la main et expliquant à son jeune compagnon, dans la mesure de ses forces, les mouvements

de l'armée de la Loire. « On chassera les Prussiens, disait-elle à la fin. » « Les Prussiens, les » vilains Prussiens ? » questionna le petit garçon. « Oui, mon fils, « confirma la mère, » on chas- » sera les Prussiens, et nous aurons de nouveau du fromage à manger. »

» Ne souriez pas trop de cette perspective de fromage. Personne n'aurait rêvé que le fromage de Gruyère pût devenir un aliment aristocratique. Et c'est cependant comme cela. Quand on parle d'un dîner recherché, on demande très-sérieusement sans sourire : « Est-ce qu'il y avait du Gruyère ? » A la dernière réception de l'ancien préfet de police, **M. Edmond Adam**, un des convives, directeur d'un grand journal politique, a fait venir l'eau à la bouche de tous les invités, en tirant de sa poche un morceau de Gruyère, soigneusement enveloppé. Il l'a posé avec gravité sur une assiette et l'a fait circuler dans la société.

» — Où vous a-t-il été possible d'attraper cette friandise ? » a-t-on demandé de tous côtés.

» — Je l'ai volée hier à un dîner officiel. » Telle fut la réponse du journaliste.

» Je ne saurais vous dire si les casemates des forts sont vraiment à l'abri des bombes, mais je sais que les Parisiens sont complétement cuirassés contre l'ironie. Je recommande aux esprits satiriques, en Allemagne, la lithographie que **Daumier** a fait tout récemment dans le *Charivari*. Une foule d'hommes et de femmes se serrent l'un contre l'autre, sur le trottoir, à l'entrée d'un égout, sous l'œil attentif d'un poste de la garde nationale. Les yeux grands ouverts, les membres frémissants, les nez en avant, toute cette foule attend un butin, qu'on devine aisément. Voici la légende écrit au bas du dessin : « Queue pour la viande de rat. »

» Tournez en dérision une nation, qui sait rire elle-même de ses malheurs, et si vous dites que cette ironie, dans ce moment-ci, a quelque chose de triste, je réponds que, d'un autre côté, elle ne laisse pas que d'avoir une certaine noblesse et beaucoup de courage. Jamais la légèreté des Français ne s'est montrée sous un plus beau jour que pendant les journées dures que nous avons eu à traverser depuis le 18 septembre, depuis le moment, où l'après-midi à cinq heures, le dernier train de voyageurs a été expédié pour Le Mans. »

M. Fourichon et la délégation. — La délégation a fait savoir aux délégués du club qui venaient lui demander la démission de l'amiral Fourichon qu'elle ne pouvait faire droit à cette exigence, l'amiral ayant organisé les premiers corps de la Loire et ayant rendu des services éminents.

Démission de M. Duportal à Toulouse. — M. Duportal vient d'être démissionné et est remplacé par M. Pierre Lefranc. On sait que la commission municipale de Toulouse avait donné sa démission. M. Duportal voulait la remplacer par une commission choisie exclusivement par lui et en dehors de l'intervention de la délégation. C'est cette façon d'agir qui aurait amené son remplacement.

La chaire d'histoire à l'école polytechnique de Bordeaux... Lettre de M. Gambetta à M. Littré. — On sait que l'École polytechnique vient d'être ouverte à Bordeaux. Une chaire d'histoire générale y a été créée, et M. Gambetta a écrit à ce sujet la lettre suivante à M. Littré :

« Bordeaux, le 7 janvier 1871.

» Mon cher et vénéré concitoyen,

» Vous m'avez autorisé à faire appel à votre concours pour telle œuvre qui pourrait se présenter dans le gouvernement de la République. Je vous demande la permission d'user de cette autorisation.

» Nous venons de rouvrir à Bordeaux l'École polytechnique. La plupart des cours seront professés par les titulaires eux-mêmes, qui se trouvaient absents de Paris au moment du blocus et qui n'ont pu y rentrer.

» Il est toutefois un cours pour lequel nous manquons de professeur, et c'est à nos yeux un des plus importants; c'est le cours d'histoire et de géographie que de cruelles expériences viennent de nous apprendre à ne plus dédaigner.

» A la cérémonie de réouverture de l'École, j'ai eu l'occasion de prononcer un discours où je me suis appliqué à grandir, à exalter le rôle de la science dans le monde ; où je me suis, autant que je l'ai pu, inspiré des grands principes de la philosophie moderne, et où j'ai tâché de ramener l'École polytechnique à l'ancien esprit de sa constitution, qui est l'esprit même de la Révolution française.

» C'est pour cette raison que j'ai mis le cours d'histoire générale au premier rang, et je vous demande, mon cher concitoyen, en souvenir des illustres fondateurs de l'École polytechnique, ces contemporains de **Michel-François Littré**, votre vénérable père, qui avait de si fortes et si justes idées sur l'éducation publique, de vouloir bien distribuer aux jeunes gens des générations nouvelles un enseignement substantiel et solide, qui complète et développe leurs intelligences trop absorbées par des études exclusivement professionnelles.

» Par là, la réouverture de l'École polytechnique prendrait son véritable caractère. Votre enseignement marquerait un retour vers les vrais principes, et la République, fidèle à sa tradition, pourrait se féliciter d'avoir remis l'élite de la jeunesse française entre les mains de « l'instituteur, » suivant la belle expression de la Convention nationale, le plus capable et le plus digne de former et de l'initier à la connaissance des faits et des lois sur lesquels reposent les sociétés modernes.

» Veuillez agréer, mon cher et illustre concitoyen, mes plus affectueux respects.

» LÉON GAMBETTA. »

M. Littré a répondu par une acceptation.

Un partisan d'une Constituante. Lettre de M. Grévy. — La lettre suivante est un échantillon de la polémique que provoque tous les jours la question d'une Constituante... impossible... à élire. Cette lettre est adressée au *Progrès de Lyon :*

« Mont-sous-Vaudray (Jura), 6 janvier 1871.

» Monsieur,

» Dans un article que je trouve reproduit par le *Républicain du Jura*, vous dites qu'après la trahison de Bazaine, j'ai prononcé les paroles : « Maintenant, nous n'avons plus qu'à courber le dos. » Vous êtes mal renseigné, monsieur ; je n'ai point tenu ce propos.

» Vous ajoutez que si je suis partisan d'une représentation nationale, c'est pour faire la paix, même au prix de l'Alsace et de la Lorraine. Cette seconde assertion n'est pas plus vraie que la première. J'ai exprimé publiquement les motifs de mon opinion; vous auriez pu les discuter, vous avez préféré m'en attribuer gratuitement d'autres.

» Du reste, vos arrêts sont sans appel; il est évident que ceux qui s'obstinent à ne pas préférer, pour la défense du pays et pour la fondation de la République, une dictature et un gouvernement personnel à une représentation de la nation elle-même, et qui refusent d'admettre qu'on puisse disposer des plus grands intérêts d'un peuple sans son consentement et sans son concours, ne sont pas républicains, et puisque c'est vous, monsieur, qui dispensez les brevets de républicanisme, vous faites bien de leur retirer ceux qu'ils ont usurpés.

» Je vous prie, monsieur, de publier cette rectification et d'agréer mes civilités,

» JULES GRÉVY »

Complot contre la vie de Napoléon III. — On écrit, à ce sujet, au *Daily Telegraph*, de Wilhemshœhe même, les lignes suivantes :

« Des bruits ont couru à Cassel relativement à une conspiration contre la vie de l'Empereur. Comme une chose certaine, je puis vous communiquer la nouvelle qu'un individu, moitié Allemand, moitié Russe, dont le nom est **Arnstein**, et qui vient de Berlin, est arrivé à Cassel et a informé le comte **Monts** de l'existence du dangereux complot. J'ai vu cet individu et tout ce que j'ai pu en tirer, c'est que, passant dans un récent voyage par Merseebourg, et entendant causer des prisonniers français, il a inféré de leurs conversations qu'ils manifestaient l'intention de tuer l'Empereur dans le cas

où Paris serait bombardé. Après tout, je ne puis avoir que peu de confiance dans l'histoire d'Arnstein, quoique le comte Monts ait pris la chose très au sérieux. Il est de nouveau question d'une visite prochaine de l'Impératrice. Quelques-uns croient qu'elle est déjà en route, mais rien n'est positif. »

Une protestation anti-annexionniste colorée. — Une certaine quantité de rubans tricolores viennent d'être commandés à Saint-Étienne. Voici, d'après une lettre communiquée au *Mémorial de la Loire*, la destination de ces rubans :

» J'ai oublié de vous dire à qui sont destinés les rubans tricolores que vous venez de nous adresser, je vous le donnerai en cent mille que vous ne le devineriez pas. C'est pour Strasbourg !

» Les braves Strasbourgeois et Strasbourgeoises veulent protester contre toutes tentatives d'annexion allemande, en arborant courageusement nos couleurs nationales. Les femmes vont en orner leurs robes et les hommes leurs chapeaux. »

Fin d'Alexandre Dumas. Une erreur épistolaire. — Ce n'est pas sans surprise, nous devons l'avouer, que nous avons lu une lettre que M. Alexandre Dumas fils avait envoyée, disait-on, à Louis Veuillot, pour lui faire connaître la fin chrétienne de son père. Ces deux écrivains ont toujours hanté des milieux et des sujets littéraires si différents, que nous nous sommes demandé si la lettre était authentique et s'il était possible que des relations aussi intimes existassent entre l'auteur de *Corbin et d'Aubecourt* et celui de la *Dame aux Camélias*. A cause de l'intérêt qui s'attache à la personne d'Alexandre Dumas et à ses derniers moments, nous avons, toutefois, recueilli cette lettre, sans faire même aucune réserve, d'autant plus que nous ne pouvions pas douter de la bonne foi de l'*Univers*.

Aujourd'hui, nous avons le mot de l'énigme dans la lettre suivante que publie l'*Univers*, *qui a confondu la signature du frère avec celle de sa sœur M*lle *Marie-Alexandre Dumas* :

« Puys, 28 décembre 1870.

» Monsieur le rédacteur,

» Vous avez inséré, ces jours derniers, dans votre journal une lettre signée : **Marie-Alexandre** » **Dumas**, que vous faites précéder de ces mots : « Nous recevons de M. **Alexandre Dumas** fils » la lettre suivante. » Il y a là une erreur que je tiens à rectifier. Cette lettre n'est pas de moi, » mais de ma sœur; j'ignorais même qu'elle eût été écrite, et ce n'est qu'aujourd'hui que j'en ai eu » connaissance, par la *Vigie de Dieppe*.

» Voulez-vous bien, monsieur, insérer cette lettre, qui est de moi, dans votre prochain numéro, » et agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

» A. Dumas fils. »

« L'*Univers* remarque que cette lettre, en rectifiant une erreur, confirme, par le silence même de M. Alexandre Dumas fils, les consolants détails donnés par la fille du célèbre écrivain ; « nous regrettons, ajoute-t-il, que le fils n'ait rien ajouté à la rectification qu'il nous adresse ; nous regretterions bien davantage d'avoir conçu à son sujet des espérances qu'il n'aurait pas l'intention de réaliser, mais nous maintenons les éloges donnés aux généreuses tendances de son esprit et nous aimons à penser qu'il ne se pressera pas de nous donner un démenti. »

Humanité de certains gentlemens anglais et préoccupations du journalisme allemand. — Nous lisons dans le *Nord* :

« On nous affirme qu'une troupe de touristes anglais vient de débarquer en France avec l'intention de former « un train de plaisir » pour assister au bombardement de la capitale. Qu'est-ce que la badauderie tant reprochée aux Parisiens, qui sont en train de racheter bien des petites faiblesses par leur attitude actuelle, à côté de la férocité ingénue de ces *cockneys*, que la presse de Londres ne manquera pas de traiter comme ils le méritent?

» Il faut espérer que les autorités françaises renverront prestement aux cafés-concerts et aux théâtres de leur ville natale ces *dilettanti* intrépides, qui ne voient dans les calamités d'une grande cité que matière à spectacle. C'est la moindre punition qui puisse être infligée à leur indécente curiosité. »

Cet acte d'excentricité britannique, s'il est vrai, est tout simplement ignoble, et il est certain que l'opinion publique en Angleterre est trop généreuse pour ne pas le flétrir hautement.

En fait d'excentricité, d'ailleurs, certains journaux allemands pourraient en revendre à ces touristes de bombardement. Pendant que les projectiles prussiens tombent dans Paris, tuant de malheureuses femmes et de pauvres petits enfants, de quoi s'occupent quelques feuilles d'outre-Rhin? — De la question de savoir si, à leur entrée dans Paris, les musiques militaires prussiennes joueront la vieille marche de 1813 ou une marche nouvelle, œuvre récente de nous ne savons quel compositeur contemporain!

PETITES NOUVELLES. — On vient de décréter que les églises de Bordeaux seraient converties en ambulances.—M. **de Charrette** vient de faire un court séjour à Bordeaux ; il en est reparti avec le brevet de général. — M. **Rameau**, maire de Versailles, qui avait été arrêté pour avoir fait opposition à plusieurs réquisitions de l'ennemi, vient d'être relâché après plusieurs semaines de détention. — On écrit de Bordeaux à un journal belge que le jour où le comte **de Chambord** monterait à cheval toute la France se trouverait derrière lui. Derrière lui? D'accord. Mais serait-ce pour l'acclamer ou pour le huer? — Les journaux publient une lettre de M. **Louis Blanc** à M. **Victor Hugo**, dans laquelle l'éloquent écrivain socialiste insiste, dans les termes les plus vifs et les plus patriotiques, pour une offensive énergique et immédiate des armées de Paris.

SAMEDI, 14 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — La défaite de l'armée de la Loire se confirme. Battue le 10, battue le 12 par les troupes du duc de Mecklembourg et du prince Frédéric-Charles, elle s'est vue forcée d'évacuer le Mans le 12. Voici les dépêches par lesquelles le général Chanzy annonce cette grave résolution :

« Bordeaux, jeudi 12 janvier.

» Le général Chanzy télégraphie du Mans, le 12 janvier, à huit heures trois quarts du matin.

« Hier soir, nos positions étaient bonnes, à l'exception de celle de la Tuilerie, où les mobiles de » Bretagne se sont débandés en causant l'abandon des positions occupées sur la droite de l'Huisne.

» L'amiral Jauréguiberry et les autres généraux pensent qu'une retraite est nécessaire. Dans ces circonstances, je m'y résigne à contre-cœur. »

« Bordeaux, vendredi, 13 janvier.

» Le général Chanzy télégraphie du Mans, le 12 janvier, à cinq heures du soir.

» J'ai commencé un mouvement de retraite, que j'organise de manière à occuper une nouvelle ligne afin de reformer mon armée et de recommencer les opérations. »

Les échecs du 10 et du 11 n'avaient pas été décisifs. Mais dans la nuit du 11 au 12, la situation a paru s'assombrir et l'on a envisagé la nécessité d'une retraite. Ce sont les marches rapides et victorieuses du prince Charles, qui, en lui permettant de rejoindre le duc de Mecklembourg, ont amené ces lamentables résultats. Les Allemands ont fait 18,000 prisonniers et sont maîtres du Mans, qui était un des points de communication entre le Nord, l'Ouest et le Centre. Dorénavant, les communications entre ces différentes parties de la France ne pourront se faire que par la ligne de Nantes, Redon et Rennes, c'est-à-dire au prix d'un détour considérable. Mais, comme nous le constations hier, ce qu'il y a surtout d'affligeant, c'est que voilà encore la marche en avant vers Paris indéfiniment ajournée.

Nous ne doutons pas que le général Chanzy ne reforme ses troupes et ne revienne à la charge, mais à quand ce retour offensif? Et pendant ce temps-là, Paris, qui est sous une pluie de feu, Paris, qui est décimé par les privations et par les souffrances, va voir encore s'éloigner la perspective de la délivrance. Or il faut, à tout prix, ravitailler Paris.

Paris souffre pour la province et pour l'honneur de la France. Il faut qu'il recueille directement et immédiatement le fruit de son héroïsme et de son abnégation. Pour cela il faut une puissante diversion en sa faveur, soit du Nord, soit de l'Ouest... Maintenant cette diversion pourra-t-elle encore se faire à temps?... On avait espéré tenir le prince Frédéric-Charles en dehors des opérations sur les bords de la Loire. On avait espéré qu'il se serait attaché aux pas de Bourbaki. Mais, malheureusement, le prince prussien n'a pas donné dans le piége qu'on lui tendait, et il a opéré une de ces concentrations rapides et en masse, si fréquentes depuis la guerre et toujours si fatales à nos armes. Par suite, chose triste à dire, à l'heure qu'il est, le Mans comme Amiens sont au pouvoir des Allemands, et les armées françaises, destinées à marcher au secours de Paris, sont plus éloignées de cette ville qu'elles ne l'ont jamais été depuis le commencement de la campagne d'hiver.

Le succès de Bourbaki, qui a chassé les troupes de Werder des positions de Villexersel et de Valleroix, se confirme entièrement. Seulement, les Allemands se renforcent considérablement. On annonce qu'ils viennent d'abandonner Vesoul et que le général de Manteuffel passe de l'armée du Nord à celle de l'Est. Espérons que la fortune nous ménage dans l'Est des compensations à nos revers dans l'Ouest... C'est Paris pourtant qu'il faudrait surtout secourir et avant tout!...

La reddition de Péronne semble avoir contrarié les opérations du général Faidherbe dans le Nord. Du moins, ses mouvements sont arrêtés, et, dans une dépêche au commissaire de la défense nationale à Lille, il annonce que le commandant de la place en question va être traduit devant un conseil de guerre pour l'avoir rendue lorsque les défenses étaient encore intactes et que des forces françaises marchaient à son secours.

Bombardement de Paris. — Une seule préoccupation, un seul sujet de conversation, un seul thème à la polémique des journaux : le bombardement de Paris... On donne un regard aux faits de guerre qui se passent en province, mais, comme instinctivement et malgré soi, c'est vers Paris que l'attention se reporte et se concentre toujours... On avait si longtemps rejeté et repoussé bien loin l'éventualité de ce bombardement !... On avait même cru à son impossibilité !... On avait caressé cette perspective !... Et, aujourd'hui, on sait, à n'en plus douter, qu'une pluie de fer et de feu tombe sur la grande cité, suprême espoir et boulevard de la défense nationale. Et puis on sait que l'heure de la délivrance est encore loin pour les Parisiens et ne sonnera peut-être jamais !...

Dans de si tristes conditions, exténués par les privations, aigris par l'inaction apparente de la province, les Parisiens sauront-ils rester confiants et unis comme ils l'ont été jusqu'ici ?... Ne précipiteront-ils pas leurs tentatives de sortie ?... Et puis, par ces froids exceptionnels, savoir que la grande ville, si frileuse, si délicate et toujours si bien chauffée et éclairée, manque de luminaire et de combustible ! Quel aliment aux angoisses et aux sollicitudes !...

Aussi, à l'heure de la veillée, de chaque foyer un cri de haine inspiré par la pitié pour les victimes monte de chaque poitrine contre les têtes couronnées, dont l'ambition ou la lâche insouciance rend possibles de pareilles souffrances et de si horribles attentats.

Guillaume a juré que Paris, centre et foyer de la grande propagande du progrès au sein de l'humanité, s'humilierait et courberait la tête devant lui, et il ne recule devant aucune extrémité pour arriver à ses fins. Mais Paris résiste et résistera et son héroïsme sonnera le glas funèbre des dynasties et des tyrans. Et un jour, quand le joug de fer de la discipline ne s'appesantira plus sur leurs intelligences et sur leurs consciences, les Allemands maudiront Guillaume et l'œuvre de sang et de destruction à laquelle son ambition les condamne aujourd'hui.

Voici les renseignements que le *Daily Telegraph* publie sur le bombardement :

« Les Prussiens sont maintenant en mesure de bombarder Paris pendant un mois sans interrup-

tion. Actuellement, le front de défense bombardé comprend un quart de l'enceinte, soit soixante-trois bastions munis de six cents canons. On assure que demain, dimanche, les Prussiens lanceront dix mille bombes incendiaires à l'intérieur de Paris, prenant pour principaux points de mire l'Hôtel de Ville, l'Hôtel des Invalides et le Palais du Luxembourg.

» Toujours d'après la feuille anglaise, le général **Vinoy** a passé en revue les troupes françaises hors de Paris. A des cris en faveur de la paix, il a répondu : « Au contraire, je vous conduirai au » feu. » — Le chiffre des armées allemandes actuellement en France est de 630,000 hommes. »

La manière dont les Allemands font la guerre. Réponse de M. de Bismark à M. de Chaudordy. — Voici, telle que nous l'apporte le télégraphe, l'analyse de la réponse de M. de Bismark à l'éloquente circulaire de M. de Chaudordy :

« Le *Staatsanzeiger* contient une note de M. **de Bismark**, datée du 8 janvier et repoussant les accusations portées par M. **de Chaudordy** contre la manière dont les Allemands font la guerre.

» La note fait ressortir la composition de l'armée allemande, par suite de l'obligation générale de servir, et compare l'armée allemande à l'armée française, composée en partie de turcos et de bataillons disciplinaires.

» La note se réfère ensuite aux rapporteurs anglais et américains ; elle constate vingt et un cas dans lesquels on a tiré sur les parlementaires allemands et trente et une violations de la convention de Genève.

» La note mentionne ensuite l'emploi de cartouches interdites.

» La note constate enfin la manière de faire la guerre sur mer, qui est complétement en opposition avec les droits des peuples, ainsi que le fait que des navires allemands ont été brûlés par des navires français. Les navires allemands ont, par suite, reçu l'ordre d'user de représailles.

» La note mentionne enfin le mauvais traitement des prisonniers blessés allemands, ainsi que la violation de la parole d'honneur de la part d'officiers français prisonniers, violation encouragée par le gouvernement français.

» Un gouvernement qui compte rester à la tête du pays évitera de telles mesures dans l'intérêt du pays même.

» Mais il n'est pas dans l'intention des hommes qui sont maintenant à la tête de la France de faciliter le rétablissement de la paix. C'est pourquoi ils ont rendu impossible la libre expression de l'opinion par la presse et par la représentation nationale.

» La responsabilité de la nécessité imposée à l'Allemagne de pratiquer le droit de guerre d'une manière plus sévère retombe sur les personnes qui, sans y être appelées et sans droit, ont entrepris de continuer la guerre en se départant des traditions européennes concernant la manière de la faire, et qui ont entrepris d'imposer cette continuation de la lutte à la nation française. »

Les prisonniers français en Allemagne. Mesures de rigueur. — L'*Ostdeutsche Zeitung* dit que le département de la guerre vient de prescrire des mesures sévères pour la surveillance des prisonniers. En vertu de ces instructions, l'officier prisonnier sur parole qui manque à sa parole et s'évade sera privé, s'il est repris, de son grade et rangé dans une compagnie de discipline.

Jugement et mort courageuse d'un enfant de Paris prisonnier en Allemagne.—Un journal bavarois publie le récit suivant de l'exécution par les armes d'un prisonnier de guerre français dans la forteresse d'Ingolstadt en Bavière :

« Cette après-midi (le 8 janvier), un sergent des turcos, nommé **Gombault**, a été condamné à mort par le conseil de guerre et fusillé le même jour. En suite de ses nombreuses tentatives d'évasion et de sa mauvaise conduite en général, cet homme avait été placé dans la compagnie de disci-

pline, qui a la permission de se promener chaque jour de dix à onze heures dans l'enceinte destinée à cet usage.

» Ledit Gombault, à la promenade d'hier, a voulu franchir la barrière du point noir; le factionnaire qui voulait l'en empêcher, ainsi que le chef du poste qui venait à son secours, ont été, de la part du turco, l'objet de voies de fait. Le délinquant était un enfant de Paris, de bonne mine et n'était âgé que de vingt-trois ans. Devant le conseil, il conserva son air calme et insoucieux en fumant son cigare; après le jugement, il se rendit sur le lieu de l'exécution et commanda lui-même le feu. Quatre balles l'étendirent roide mort. »

Arrestation du prince de Joinville. — On lit dans le *Phare de la Loire :*

« Nous apprenons à l'instant, de source certaine, que le prince de Joinville a été récemment arrêté au Mans ; on l'a reconduit à Saint-Malo, où il s'est embarqué pour l'Angleterre. »

Un avis aux Allemands. — *L'Écho du Nord* annonce que la pièce suivante, avec sa traduction en allemand, vient d'être collée à un nombre considérable d'exemplaires sur les murs de toutes les communes qui se trouvent entre Amiens et Arras :

« Avis. Les prisonniers allemands manifestent souvent les signes d'une terreur singulière, a laquelle succède une joie sincère dès qu'ils se voient convenablement traités. Les officiers prussiens ont sans doute réussi à faire accroire aux soldats que les Français fusillent parfois des prisonniers, comme si les Prussiens n'avaient pas entre leurs mains un grand nombre des nôtres, auxquels ils feraient expier un procédé aussi sauvage.

» En réalité, la haine des Français se reporte en entier sur la tête des deux souverains, auteurs d'une guerre commencée par l'un et continuée par l'autre, sans l'aveu des peuples qui en supportent les conséquences. »

Le général de Moltke. — Le grand stratégiste prussien l'a échappé belle ! Voici ce que dit un télégramme de Versailles :

« Le général de Moltke, en retournant le 11, après-midi, à Versailles, après une visite aux batteries du Sud-Ouest, l'a échappé belle. Un obus a éclaté tout près de sa voiture. L'explosion a couvert de boue, de glace et de terre gelée le général lui-même, ses aides de camp, les chevaux, les cochers, etc., sans toutefois causer aucun mal à personne. »

L'alimentation à Versailles. — La question de la nourriture pour Versailles, dit une lettre adressée au *Telegraph*, n'est pas tout à fait satisfaisante; nous n'avons pas encore eu la famine, mais nous pouvons l'avoir.

« Nous nous sommes nourris presque entièrement de vaches depuis trois mois, et il paraît qu'elles cessent d'être abondantes ; les bœufs ont disparu ; ils sont tous entrés dans Paris avant la fermeture des portes; les moutons sont dévorés par l'armée ; les épiceries en tout genre sont fort rares; les légumes ont presque disparu depuis la gelée, peut-être le dégel les fera-t-il reparaître ; même le pain s'est épuisé à deux ou trois reprises.

» Ce qui rend la situation difficile, c'est qu'outre la présence de tant de soldats, Versailles est encombré de réfugiés des villages environnants, qu'il faut nourrir tant bien que mal. Les Français refuseraient probablement de permettre qu'on transportât des provisions de l'Angleterre à Versailles, de crainte que les Prussiens n'en profitent.

» Le résultat de tout ceci est que nos approvisionnements sont bien maigres ; nous vivons au jour le jour, et toute interruption dans l'arrivée régulière des aliments d'usage journalier placerait la population civile face à face avec le besoin. »

Une statue bonapartiste à Grenoble. — Le conseil municipal de Grenoble vient de voter sans discussion 550 francs pour enlève-

ment de la statue de NAPOLÉON Ier. Cinq cent cinquante francs!... Un petit chapitre tout voisin du gros chapitre du balayage de la voie publique! *Sic transit gloria mundi!* Et il y a si peu de temps que toute la population de Grenoble et des environs assistait à l'inauguration du monument élevé par M. VENDRE et ses amis aux gloires immortelles de l'Empire!

Les contradictions militaires de M. de Girardin. Son idée du jour. — M. de Girardin a modifié du tout au tout son plan de défense du pays. Voici comment une feuille orléaniste, l'*Étoile belge*, de Bruxelles, apprécie la nouvelle *idée* du célèbre publiciste, idée qui est le contre-pied de celle qu'il préconisait, jadis, dans une proclamation aux départements, dont nous avons recueilli quelques extraits :

« M. Emile de Girardin vient d'adresser une longue lettre ouverte à M. **Gambetta** pour lui proposer rien moins qu'une refonte complète de tout le système de la défense actuelle. A la levée en masse, qui arme tout citoyen valide pour la défense de son foyer et de la patrie, M. de Girardin veut voir substituer la concentration, sur la ligne la plus facile à défendre, d'une armée dite *Armée en ligne de défense*, exclusivement composée de soldats déjà suffisamment exercés, ayant de bons cadres, bien armés, bien équipés, chaudement vêtus, fortement chaussés, soigneusement préparés à la rude épreuve du campement, nuit et jour en plein air par un rigoureux hiver, et abondamment approvisionnés de vivres de bonne qualité.

» C'est le contre-pied de tout ce qui s'est fait jusqu'ici. Mais pour M. Emile de Girardin même, l'envahissement de sa patrie, qu'il a aidé à amener, les malheurs qui terrassent la France et qui ont pris toute sa prétendue clairvoyance en défaut, ne sont encore et toujours que prétextes à paradoxes.

» *Si l'on n'écoute pas ses conseils, M. Emile de Girardin menace le gouvernement de la défense nationale des foudres de son opposition. L'ancien rédacteur en chef de la* Liberté *a encore cela de commun avec l'homme de Sedan qu'il s'est glorifié jadis d'avoir porté au faîte des grandeurs, qu'il se fait des illusions sur sa puissance.*

» *Ces foudres font long feu et ne sont pas plus à craindre que les misérables intrigues de Wilhemshœhe.* »

DIMANCHE, 15 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Le désastre de l'armée de la Loire est presque aujourd'hui mis de côté dans les préoccupations publiques. On sait que Paris a fait une grande sortie et l'on est anxieux de savoir quels ont été les résultats de cette tentative... Les dépêches prussiennes disent bien que les Parisiens ont été repoussés. Mais qui croit encore aux dépêches prussiennes à première lecture? Chacun s'énumère complaisamment et avec minutie les mensonges, les inexactitudes, les réticences de la télégraphie ennemie pour se persuader que cette fois encore elle nous trompe... On a tant besoin d'espérer!...

Voici le texte de la seule dépêche que nous ayons sur les opérations militaires à Paris :

« Versailles, 14 janvier.

» Dans la nuit du 13 au 14, de violentes sorties ont eu lieu contre la garde, près du Bourget-Drancy, le onzième corps à Meudon, le deuxième corps bavarois à Clamart.

» Partout l'ennemi a été repoussé victorieusement.

» En quelques endroits, la retraite a dégénéré en fuite. »

Attendons maintenant la version française qui ne peut tarder.

Le général Chanzy a télégraphié à Bordeaux que sa retraite s'effectuait en bon ordre et dans les meilleures conditions possibles. On ne sait pas encore dans quelle direction l'armée de la Loire va se replier. Sera-ce sur le camp de Conlie et sur Alençon? Peut-être va-t-elle essayer de défendre la ligne de Mayenne, qui vient immédiatement après celle de la Sarthe, aujourd'hui tournée par la prise du Mans. En se retirant vers la Loire, le général Chanzy abandonnerait à eux-mêmes la Normandie et le Nord et s'éloignerait toujours plus de Paris. En remontant vers le Nord-Ouest, il ne perdrait pas de vue son objectif principal, mais il renoncerait à peu près complétement à se renforcer des nouvelles levées qui se forment constamment dans le Centre et le Sud de la France.

D'après les indications transmises à Versailles, la retraite s'effectuerait en partie vers Laval.

Chanzy en retraite, obligé de réorganiser son armée, le Mans occupé, l'attention va se reporter avec d'autant plus d'intérêt sur les opérations de Bourbaki. Une dépêche de Bordeaux confirme l'évacuation de Vesoul par les Allemands.

Le général lui-même mande qu'il est très-satisfait des généraux et des troupes sous ses ordres, ainsi que des résultats qu'ils obtiennent. Le 13 janvier, il a pu enlever les villages d'Arcey et de Sainte-Marie. Arcey et Sainte-Marie sont à quatre lieues de Belfort, à deux lieues à l'ouest de Montbéliard. Si, en effet, Bourbaki a remporté sur ces points une victoire importante, il se pourrait bien que les Allemands fussent obligés de lever le siége de Belfort, à moins que les renforts qui leur arrivent de toutes parts ne leur permettent de se maintenir dans leurs positions et de regagner le terrain qu'ils ont dû abandonner en dernier lieu.

Un bruit, répandu à Lille, peut expliquer l'inaction du général Faidherbe dans le Nord. Cambrai serait menacé par les forces prussiennes, en mouvement pour tourner l'aide gauche de l'armée française.

Il y a eu près de Bolbec, vers le Havre, quelques engagements sans importance.

Bombardement de Paris. Détails curieux sur l'opinion de MM. de Bismark et de Moltke à ce sujet. — M. Russell écrit du quartier général de Versailles que le conseil militaire a résolu d'employer contre Paris toutes les forces de l'artillerie allemande, *afin de hâter le dénoûment. On affirme aujourd'hui que la résistance à l'idée du bombardement a été depuis l'origine le fait du général* de Moltke, *tandis que* M. de Bismark *soutenait qu'il valait mieux en finir sur le champ pour terminer la lutte au plus tôt.* Comme il était seul de son avis, on l'a exclu complétement des séances du conseil de guerre.

Reddition et bombardement de Péronne. — Le *Courrier du Pas-de-Calais* du 13 donne sur la situation de Péronne, lors de la capitulation, les détails suivants, dont nous lui laissons la responsabilité :

« Nous recevons les détails les plus navrants sur le bombardement à la suite duquel la ville de Péronne a été obligée de capituler.

» C'est sous la pression d'une population décimée et affolée que l'autorité militaire, en présence de ruines matérielles qui s'élèvent à plus de huit millions, dans une petite ville de 4,000 âmes, a dû, par humanité, faire cesser un bombardement prolongé, à deux reprises, pendant quatre ou cinq jours.

» Il est difficile d'énumérer les détails des dévastations commises.

» L'église est brûlée et les cloches ont été fondues dans la tour, par l'intensité de l'incendie.

» L'hôpital, la recette des finances, où les deniers en caisse se sont transformés en lingots, plus de cinquante maisons particulières n'existent plus.

» La population civile a perdu beaucoup de monde. Elle s'était réfugiée dans des casemates trop encombrées et dans lesquelles on a eu à déplorer plusieurs cas d'asphyxie. Les caves auraient présenté plus de sécurité en préservant de l'encombrement. Mais on n'a pu vaincre, paraît-il, la répugnance des habitants.

» Les braves marins qui défendaient les remparts, désespérés de ne pas pouvoir diriger utilement leur feu contre un ennemi insaisissable et de n'être pas même attaqués à leurs pièces, ont brisé leurs armes et encloué leurs canons.

» Le 2e bataillon des mobiles du Pas-de-Calais tenait garnison à Péronne. Comme le 3e à La Fère, il vient d'être fait prisonnier, après avoir subi peu de pertes, puisque, nous l'avons dit, le feu de l'ennemi n'a presque jamais été dirigé contre les remparts.

» Nous croyons ne pas devoir évaluer à plus de dix ou douze le nombre des hommes tués.

» Comme à La Fère aussi, les officiers ont été séparés de leurs soldats. Quelques-uns, cependant, ont jugé à propos, non de les accompagner, mais de partager leur sort en Allemagne. »

Les Prussiens chez eux. Un décret de droit divin. — La pièce suivante, qu'on croirait datée des époques de la féodalité et de la barbarie la plus reculée, a sa place marquée dans l'histoire de cette guerre. On y verra que la Prusse n'a rien appris en fait du droit des peuples de rester maîtres de leurs destinées. On y verra comment cette même nation, si instruite et si éclairée, entend le respect de la liberté individuelle et de la propriété privée. On y verra, enfin, comment, en plein XIXe siècle, un roi « de droit divin »

traite les nouveaux sujets que la force, c'est-à-dire, pour lui, « la grâce de Dieu, » lui a donnés et par quels liens il cherche à se les attacher.

Ce document ne sera pas une des pages les moins curieuses de l'histoire de l'occupation prussienne et un des témoignages les moins écrasants contre les dénis de justice et les procédés barbares de la Prusse.

Nous l'empruntons à la *Gazette de Strasbourg :*

« Nous, **Guillaume**, roi de Prusse, ordonnons pour les gouvernements généraux de l'Alsace et de la Lorraine ce qui suit :

» Art. 1er. Celui qui se joint aux forces militaires françaises est puni par la confiscation de sa fortune présente et future et par un bannissement de dix ans.

» Art. 2. La condamnation se fait par arrêté de notre gouverneur général, lequel, après avoir été publié pendant trois jours dans la partie officielle d'un journal du gouverneur, acquiert tous les effets d'un jugement légal et sera exécuté par les autorités civiles et militaires.

» Art. 3. Tout payement ou remise fait plus tard au condamné est considéré comme non avenu.

» Art. 4. Toute disposition prise par le condamné de sa fortune en faveur de vivants ou non vivants et après publication de cette condamnation, est nulle et sans valeur.

» Art. 5. Celui qui veut s'éloigner du siége de son domicile doit en demander, après justification préalable du motif, l'autorisation par écrit au préfet. De celui qui s'est éloigné sans cette autorisation plus longtemgs que huit jours de son domicile, on suppose en droit qu'il est allé rejoindre les forces françaises. Cette supposition suffit pour la condamnation.

» Art. 6. Les préfets ont à veiller à l'inscription et au contrôle de listes de présence pour toutes les personnes de sexe mâle.

» Art. 7. Le produit des confiscations doit être versé à la caisse du gouvernement général.

» Art. 8. Le retour du bannissement entraîne l'application de la peine comminée par l'art. 33 du Code pénal.

» Art. 9. Cet arrêté sort son effet à partir du jour de sa publication.

» Donné dans notre quartier général de Versailles, le 15 décembre 1870. »

Offre d'un commandement au général d'Aurelles. Lettre de refus. — Le général d'Aurelles de Paladine, qui est toujours dans le département de l'Ain, a reçu une lettre de M. Gambetta, qui lui propose de reprendre un commandement.

Le brave général aurait envoyé à M. Gambetta la réponse suivante, que publie le *Gaulois :*

« Belley, 11 janvier.

» Monsieur le Ministre,

» J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre par exprès. Je place mon pays avant tout, et malgré les déboires et les dégoûts dont j'ai été abreuvé, je suis prêt à reprendre le commandement d'un corps d'armée. Mais je ne veux tenir ce commandement que d'un gouvernement régulier, dont le premier acte aura été de faire passer en jugement les « ambitieux et les incapables » qui ont perdu la France !

» Recevez, Monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

» D'Aurelles de Paladine. »

La presse réactionnaire souligne les mots « *ambitieux* » et « *incapables* » qu'elle feint de croire écrits à l'adresse des membres du gouvernement de la défense. Tout en faisant nos réserves sur l'authenticité de la lettre que nous venons de recueillir d'après le *Gaulois*, nous aimons

à croire, dans l'intérêt et pour l'honneur du général, que s'il a réellement parlé « d'*ambitieux* » et « d'*incapables*, » il n'a eu exclusivement en vue que les anciens chefs de la France, qui l'ont menée sur les champs de bataille, « *le cœur léger*, » sans être prêts et sans raison plausible.

Les reporters anglais à la suite des armées prussiennes. — Voici de curieux renseignements que nous donne la presse allemande sur les journalistes étrangers qui suivent les opérations militaires dans le camp prussien :

« Tandis que nos correspondants s'exposent aux fatigues de la guerre par dévouement patriotique, la plupart des reporters anglais y voient une affaire d'ambition personnelle ou des aventures attrayantes. Parmi ces derniers, il faut ranger le colonel **Pemberton**, et surtout lord **Adair**, qui, malgré sa brillante fortune, ne dédaigne pas d'être le correspondant militaire du journal à un penny, le *Daily Telegraph*, et la société anglaise, loin d'en être choquée, lit ses rapports avec un intérêt plein d'estime En qualité de dessinateur, il faut citer : M. **Sidneysale** pour la feuille illustrée *The Graphie*, et M. **Landelle** pour l'*Illustrated News*. Ce dernier jouit au quartier général du prince royal du meilleur accueil, et ses relations avec les sommités militaires remontent à la campagne du Schleswig et à la guerre de Bohème. M. **Skinnes**, le correspondant de Versailles du *Daily News*, est en haute faveur, mais, *last not least*, M. **Russell**, le correspondant du *Times*, est naturellement le plus haut placé dans l'estime du quartier général, du moins à ce que croient ses lecteurs. On sait que l'autorité dont il jouit date de la guerre de Crimée, à cause de ses rapports que toute la presse a reproduits, et plus encore à cause de ses révélations impitoyables concernant les vices de l'administration militaire de l'Angleterre. M. Russell est âgé de 50 à 60 ans, il est chamarré de décorations, qu'il exhibe à toute occasion ; il a à sa disposition six chevaux et de nombreux domestiques. Irlandais de naissance, il possède une solide instruction et la gravité réfléchie de l'Anglais et la vivacité et la faconde du Celte. En dépit de toutes les oscillations de son journal versatile, il sait conserver, même dans les régions les plus hautes, sa position personnellement respectable. La plupart des correspondants anglais et américains, et peut-être tous, ont des chevaux et sont ainsi dans la situation heureuse de pouvoir se porter sur tous les points. Le plus infatigable d'entre eux est M. **Forbes**, qui, monté sur son petit alezan, trotte sans cesse dans les lignes de l'armée de la Meuse. M. Forbes est Ecossais; grand, blond, portant toute sa barbe ; les bribes d'allemand qu'il sait l'aident à faire la connaissance des officiers au Cabino, dans les replis, aux avant-postes, chez les autres correspondants ; et il trouve partout un gîte pour la nuit. Le terrain qu'il étudie le plus volontiers est celui de notre ligne d'investissement, que le canon des forts incommode le plus, et les obus français, qui tombent un peu partout, sauf à Versailles, semblent avoir une prédilection pour les routes que suit le capitaine Forbes. »

La science de la guerre en Allemagne. — Si la France n'était pas préparée à la guerre, il n'en était pas de même de l'Allemagne. On y avait tout prévu, tout combiné avec une prévoyance et une minutie admirables. Ainsi, il existe en Allemagne une publication assez curieuse. C'est un plan de l'occupation éventuelle par les Allemands de la Belgique, du Nord de la France et de la Hollande. Cet ouvrage comprend une foule d'indications d'une précision vraiment remarquable. Tout y est prévu : la topographie exacte des localités, l'importance de la population de chacune d'elles, les ressources que l'on peut s'y procurer au point de vue des réquisitions en vivres et en argent, etc.

On peut juger par ce fait du soin que l'on met en Allemagne à développer tout ce qui se rattache à la science militaire.

La folie de la guerre et ce qu'il faut penser des prétendues rivalités de races et de nationalités. — Voici un épisode émouvant à méditer :

« Le *Nuremberger Zeitung* raconte qu'un jeune officier hanovrien avait, dans une rencontre, fait, avec sa compagnie, vingt-cinq francs-tireurs prisonniers. Il demanda à son commandant ce qu'il devait en faire. Il reçut une réponse laconique : « les fusiller ! » L'officier fit conduire sa compagnie en dehors du village et fit agenouiller les francs-tireurs. Parmi eux se trouvait un garçon de dix-huit ans, délicat comme une fille, et qui n'avait guère envie de mourir.

» Des torrents de larmes lui coulaient le long des joues. Il se jeta aux genoux de l'officier et le supplia de lui faire grâce, dans les termes les plus pressants. *L'officier, profondément ému, pleurait également; mais l'ordre reçu devait être exécuté.* Le jeune garçon fut donc lié et fusillé. *L'officier tomba évanoui, et quand il fut reveillé, il était fou!* Il est actuellement dans une maison de santé en Allemagne. »

Ce fait prouve éloquemment la répulsion et le dégoût avec lesquels les hommes intelligents et humains,... en Allemagne même, assistent et prennent part à l'égorgement de la France. On parle de rivalités, de haines, d'antagonisme entre races. Rien n'est plus faux, comme on le voit. Les souverains et les politiques entretiennent les peuples dans ces idées pour y trouver le germe de gloire et de conquêtes à leur profit exclusif. A part quelques exceptions qui tiennent plutôt de la bête fauve que de l'homme, Germains et Latins ne demandent en réalité qu'à vivre en bonne harmonie et à se faire part de leurs progrès et de leurs richesses.

On vient de voir combien il en a coûté à un Allemand de faire fusiller des Français. Le fait suivant montrera la sympathie des prisonniers français pour les populations allemandes au milieu desquelles ils vivent.

Nous l'empruntons à la *Gazette de Silésie :*

» Trois officiers français, dont deux sont de l'Alsace et comprennent parfaitement l'allemand, demeurent depuis longtemps à Breslau dans une maison où la mansarde est louée à une pauvre femme dont le mari se trouve sur le théâtre de la guerre. Cette femme avait un petit garçon qui s'était pris d'une vive affection pour ces officiers et qui venait les voir chaque matin. Or, il arriva un jour que l'enfant ne parut point et toute la semaine il resta invisible. Le dimanche, il entra subitement dans la chambre des officiers et raconta tout en larmes qu'il avait reçu un petit frère, mais que sa mère était très-malade et qu'il devait la soigner tout seul. Les officiers tranquillisèrent le petit éploré et lui dirent qu'ils se rendraient dans l'après-midi à l'église pour y remplir l'office de parrain.

» La nourrice, informée du projet des officiers, alla les voir. Ceux-ci commandèrent une vigilante, y firent entrer la nourrice et l'enfant soigneusement emmitouflé et emmenèrent triomphalement le petit « citoyen » à l'église où le baptême eut lieu. Après la cérémonie, la nourrice fut généreusement rétribuée, la mère de l'enfant reçurent comme cadeau de baptême un billet de 100 thalers, et au dîner de relevailles, les officiers lui firent encore remettre une tourte et deux bouteilles de vin.

» La pauvre femme, toujours alitée, n'a pas encore pu aller remercier ses bienfaiteurs. »

Les manifestations en faveur de la France en Angleterre. — Il s'est formé depuis quelque temps, dans ce pays, un parti de la guerre; tout au moins quelques démocrates, MM. Beesly, Harrison et autres, qui font appel à la classe ouvrière pour qu'elle fasse des démonstrations en vue de forcer le gouvernement anglais à interve nir en faveur de la France. Le *Daily Telegraph* engage ces agitateurs à nommer une commission d'enquête.

Celle-ci serait chargée : 1° de calculer le préjudice éprouvé par les familles dont les chefs servent sous les drapeaux, en France et en Allemagne ; 2° de compter le nombre d'hectares de terres laissées en friche autour de Metz et sur la Loire; 3° de compter les victimes restées sur les champs de bataille; 4° de déterminer la somme du salaire perdu par les ouvriers des deux nations, 5° de rechercher le nombre des travailleurs sans ouvrage ou qui ont été forcés d'émigrer.

La commission rédigerait un rapport qui serait distribué à tous les ouvriers de l'Angleterre, à leurs femmes et à leurs enfants.

Puis on consulterait tous ceux qui l'auraient lu, sur la conclusion que leur dicterait la lecture de ce document.

Menées dynastiques. Rentrée en scène de M. Régnier. — M. Régnier, déjà connu de nos lecteurs par son intervention à Metz et à Versailles dans le but d'amener une restauration bonapartiste, revient encore sur le tapis. Voici quelques lignes que nous extrayons d'une feuille bruxelloise, jadis sympathique au régime impérial et aujourd'hui ultra-prussienne, l'*Echo du Parlement* :

« Nous avons reçu hier (14 janvier) la visite de M. Régnier, le mystérieux personnage qui a joué un rôle dans l'affaire de la capitulation de Metz.

» M. Régnier nous a remis une brochure dans laquelle, en vue de terminer la guerre, il propose ce qui suit :

« Dans toutes les communes de France, tous les Français majeurs voteront dans la commune » où ils se trouveront ; ils auront deux *oui* à mettre sur un bulletin qui devra, à moins d'être nul, » porter les cinq questions suivantes :

» 1° Continuation de guerre?

» 2° Paix avec rectification de nos frontières?

» 3° Gouvernement impérial?

» 4° Gouvernement légitimiste et orléaniste fusionné?

» 5° Gouvernement républicain?

» (Plus de deux *oui* rendront le bulletin nul.)

» Le gouvernement qui serait ainsi nommé mettrait à exécution les désirs de la nation quant à » la paix ou à la guerre. Plus tard, une fois la paix signée, il réunirait une Constituante ou for- » merait une commission chargée d'élaborer une Constitution et de la présenter à l'acceptation » de la première réunion des Chambres, qui aurait, en outre de son pouvoir législatif, un mandat » spécial d'approbation. Dans un cas comme dans un autre, ce gouvernement aurait de suite » une immense autorité, et tous les partis seraient forcés de s'incliner devant lui et de dispa-

» raître. Il suffirait de cinq jours d'armistice, du 17 au 22 décembre, jour de la proclamation » des votes, et il est certain d'avance qu'il serait accordé sans même qu'il fût besoin de le de- » mander. Il en serait de même de toute lettre ouverte qui aurait les élections pour objet et » qu'il serait permis aux membres du gouvernement au dedans et au dehors de Paris d'échanger » entre eux. Les provinces envahies voteraient aussi facilement et aussi librement que les » autres. Jusque-là on devrait, autant que possible, ménager la vie de nos concitoyens et se » contenter de les avoir mieux préparés en cas de continuation de la guerre, — résultat du vote » que je crois improbable. Je suis sûr que, sans être signé, un armistice de fait se trouverait » presque imposé pour les deux partis.

» Si le gouvernement de la défense nationale se refusait à mettre à exécution cette idée, que » les journaux s'en emparent; que tous les citoyens individuellement s'entendent les uns les » autres; le vote ainsi obtenu le 18 décembre dans chaque commune, il sera bien forcé ensuite » d'en faire le recensement par arrondissement et département et de le rendre public. Ne sommes » nous pas depuis trop longtemps un troupeau que la volonté de maîtres trop nombreux dirige » où il leur plaît, même à la boucherie?

» Quand Jacques Bonhomme veut, il faut qu'on lui obéisse.

» M. Régnier nous a dit qu'il partait pour Versailles, avec un sauf-conduit, pour soumettre son projet à M. de Bismark. »

Arrestation de M. Fournier. Son élargissement sous caution. — On lit dans la *Gironde* du 18 :

« Nous avons annoncé l'arrestation de M. Fournier, rédacteur de la *Province*, de Bordeaux, et les circonstances qui ont précédé cette arrestation. Aujourd'hui nous apprenons que M. Fournier a été, dès mardi soir, remis en liberté sous caution. »

Petites Nouvelles. — A Strasbourg vient d'être condamné à la détention perpétuelle, *par grâce spéciale*, un tailleur, un ancien soldat, le nommé **Bischler**, qui était accusé d'avoir enrôlé de jeunes Alsaciens pour le service des armées françaises. A toutes les questions du président du conseil de guerre, il n'a répondu que par ces mots : « J'ai cru remplir un devoir. » — On vient d'enterrer, à Toulouse, un frère capucin qui s'était engagé pour la durée de la guerre. Le cercueil a été porté au cimetière par deux capucins et par deux soldats du 8e bataillon de chasseurs à pied. — Le *Times* dit que le gouvernement français a décidé que la Banque de France émettrait des billets avec cours forcé pour 37,500,000 francs, garantis par les bois et forêts.

LUNDI, 16 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Décidément, la fortune semble nous ménager des compensations dans l'Est. Le général Bourbaki continue sa marche en avant, lentement et au prix des plus grands sacrifices, mais enfin il avance. Il mande de son quartier général d'Omans, en date du 13, que ses éclaireurs, à la suite des journées de Villexersel et d'Arcey ont pris possession, le 12, de Gray, de Vesoul et de Lure. De ces points, il peut indifféremment se porter sur Belfort ou se jeter dans les Vosges par Épinal. Il menacera ainsi les premiers territoires conquis par les Allemands et leurs lignes de communication, sauf les retours offensifs dont il pourra être l'objet.

Les premiers détails nous arrivent sur les sanglantes journées qui ont précédé l'évacuation du Mans. La bataille du 10 a duré de neuf heures à cinq heures. D'abord combat d'artillerie, elle devint une lutte d'infanterie. C'est l'aile gauche des Français, qui, en faiblissant, a entraîné la retraite. Il y avait soixante mille Prussiens et un nombre égal des nôtres. Les troupes françaises se sont repliées en bon ordre et d'après les règles militaires. C'est l'aile droite de l'armée de la Loire qui fut aux prises, dans ces circonstances, contre des troupes du duc de Mecklembourg.

On ne sait encore rien de la sortie des Parisiens... Pas même le moindre brin de télégramme à « Augusta » pour nous renseigner!... Ce silence, toutefois, est de bon augure et fait croire que les choses ne se seront pas passées trop gaiement pour les Prussiens.

Paris. Impressions et manière de vivre d'un correspondant anglais. — Le *Daily News* possède à Paris un correspondant d'humeur folichonne, dont nous avons déjà parlé et dont les lettres, malgré leur ton léger et leur prétentions à la méchanceté, sont parfois curieuses à lire. Dans sa dernière, il raconte philosophiquement à quel point de détresse il est arrivé : presque plus d'argent, pas moyen de s'en procurer, des habits râpés, des chaussures en lambeaux, etc., voilà où il en est réduit. Ce qui n'empêche pas ce reporter, « habillé comme un voleur de chien, » de conserver son activité et son ton plaisant. — Voici un passage de sa dernière lettre :

« Pour la nourriture, je me rationne de façon à allonger autant que possible mes ressources. Je dîne et déjeune dans un restaurant de seconde classe. Le chat, le chien, le rat et le cheval sont très bien pour la nouveauté du fait, mais, pris habituellement, ils ne conviennent pas du tout à mon estomac. Les médecins disent que le cheval est une nourriture échauffante : je voudrais bien que cela me réchauffât. Je donne cette description de mon existence comme le type de l'existence de bien d'autres. Ceux qui ont de la fortune et ceux qui n'en ont pas, à moins que les ressources des premiers ne soient à Paris, rament tous dans la même galère.

» La société, dans mon restaurant de seconde classe, est très-variée. Beaucoup sont des habitués et nous nous connaissons tous. Ce sont des officiers qui viennent là quand ils obtiennent un congé du dehors, — des gaillards hardis et bien découplés qui prennent les choses philosophiquement et professionnellement. Ils jouissent de leur jour de vacance sans beaucoup penser au lendemain. Puis il y a des commerçants qui portent des képis en leur qualité de gardes nationaux. Ils ne sont pas aussi gais que les autres. Leur fortune décline, et je crois qu'au fond du cœur, quoique leur cri soit toujours : Ne pas se rendre! ils seraient contents si tout était fini. Ils parlent à voix basse et mettent en poche le morceau de sucre qui leur est donné avec leur café. De temps en temps, un ex-dandy fait son apparition. Je le vois regarder d'un air inquiet pour s'assurer qu'un autre dandy n'est pas là pour le voir dans un lieu aussi peu fashionable, ce qui ne l'empêche pas de garder sont quant-à-soi et de nous regarder d'un œil hautain, car nous sommes trop communs pour des gens de son espèce. Les dames du demi-monde ne manquent pas non plus dans le restaurant de seconde catégorie. Hier il y avait à côté de moi une fille que j'avais souvent vue dans les temps passés se pavanant au bois dans une magnifique voiture. Ses robes de soie et de velours, ses bijoux et sa voiture avaient disparu. Il n'y avait plus de princes russes ni de milords pour payer ses extravagances.

» Elle mangeait son morceau de cheval comme si elle avait été « pauvre et honnête » toute sa vie. Tout en la regardant faire passer le noble coursier avec une pinte de vin ordinaire, je voyais clairement les changements que le siége opère dans la condition de toutes les classes. Les journaux proposent que les entrepreneurs de pompes funèbres soient taxés comme les bouchers. Ce sont les seuls industriels auxquels le siége fasse faire une bonne affaire. Ils ont élevé leurs prix d'une façon si exorbitante que les pauvres se plaignent qu'il leur devient impossible même de mourir.

» On publie aujourd'hui une lettre trouvée ou censée trouvée dans la poche d'un Allemand et écrite par sa *Gretchen*. En jeune fille pratique, elle lui écrit :« Si tu as l'occasion de piller la boutique » d'un bijoutier, ne m'oublie pas et apporte-moi une jolie paire de boucles d'oreilles.» La famille de ce guerrier semble disposée aussi à compter sur un coup de chance ; car la lettre continue en disant que sa mère lui a tricoté une jaquette, mais qu'après l'avoir finie elle l'avait portée elle-même au lieu de la lui envoyer. *Gretchen* n'aura jamais ses boucles d'oreilles, et la mère peut porter sa jaquette maintenant sans craindre d'en priver son fils, car le pauvre garçon dort sous trois pieds de terre près du Bourget. »

Conférence de Londres. — C'est demain que s'ouvre irrévocablement la conférence chargée d'examiner la dénonciation de certains articles du traité de Paris par la Russie. Or, on ne sait pas encore si la France prendra part aux travaux de cette réunion diplomatique.

La délégation de Bordeaux, télégraphie-t-on de Londres, ignorant les intentions de M. Favre, ne se croit pas en droit d'envoyer un autre représentant.

Si la conférence passe outre, c'est alors qu'on verra la grande place que la France occupe dans le monde et l'appui qu'elle a toujours prêté aux idées de progrès et de libéralisme dans la politique extérieure, et cela même sous ses gouvernements les plus despotiques.

Voici ce qu'un télégramme de Berlin nous apprend à l'avance des travaux de la conférence :

« Les puissances qui seront représentées à la conférence de Londres se sont entendues sur les dispositions qui devront remplacer la neutralisation de la mer Noire, ainsi que sur les garanties relatives à la navigation du Danube.

» Le protocole renfermera le principe que les traités ne peuvent cesser d'exister par la dénonciation de l'une seule des parties signataires.

» La conférence terminera ses travaux dans un très-court laps de temps.

» La France a été invitée une dernière fois à s'y faire représenter, au besoin par son chargé d'affaires à Londres, avec avis que, si elle s'y refuse, la conférence passera outre. »

D'autre part, on écrit de Londres que la question de la paix sera soulevée par le représentant de l'Empire austro-hongrois.

Armée de la Loire. Journée du 10. — Un correspondant anglais, qui se trouvait au quartier général de l'armée de la Loire, au Mans, a adressé la lettre suivante au *Daily Telegraph* :

« 10 janvier.

» A moins que le général **Chanzy** ne se relève aujourd'hui et à moins que la revanche ne soit assurée demain, la journée du 10 janvier aura peut-être décidé des destinées de la France dans la guerre qui sévit maintenant, entre un Empire et une République. L'armée de la Loire, l'espoir de la France, et Chanzy, son idole, ont été défaits dans une sanglante bataille, à sept milles environ

du Mans, le plus grand centre de chemins de fer qui existe en France après Paris. Pendant toute la journée, nous avons entendu le canon, et toute la population du Mans s'est portée sur les toits, dans les faubourgs, et sur toutes les routes pour suivre les progrès de la lutte. J'ai rarement été témoin d'une pareille agitation, quoique la population soit déjà habituée au bruit du canon et à la vue de la fumée.

» A neuf heures, l'aile droite des Français qui se trouvait devant la ville et à l'est, fut attaquée soudainement par une avant-garde de Prussiens, sortie d'un bois situé à l'extrême gauche des Français. C'était une avant-garde de l'armée du prince de **Mecklembourg**, qui, depuis plusieurs jours, marchait rapidement sur le Mans.

» Les avant-postes ayant sonné l'alarme, les régiments d'infanterie furent rangés en ligne de bataille, l'artillerie poussée en avant par des ouvertures faites en rompant les rangs et la cavalerie prit des positions avantageuses à droite et à gauche. Une plus parfaite ligne de bataille n'aurait pu être formée par la meilleure armée du monde. L'artillerie était bien pourvue de munitions, l'infanterie également, les trains d'approvisionnement étaient postés à l'arrière et les fourgons placés en ligne. Tout était prêt pour entreprendre le carnage, et l'œuvre sanglante du jour commença.

» Le champ de bataille était formé d'une vallée et les ennemis occupaient, de part et d'autre, les hauteurs qui se font vis-à-vis. La ligne française, de forme semi-circulaire, s'étendait sur une distance de douze milles sur le versant d'une colline dominant une vallée couverte de douze pouces de neige. Un rocher escarpé était occupé par les Français à quatre-vingts pieds de haut ; les Prussiens avaient, d'autre part, une position à peu près semblable.

» Un peu après neuf heures, les Prussiens commencèrent une canonnade furieuse d'un bois placé près de leur extrême gauche, laquelle était flanquée d'une immense force de cavalerie. Ce bois cachait la position des Prussiens, et leurs troupes étaient massées en grand nombre avec l'intention évidente de tourner la droite du général Chanzy. Les Prussiens avaient établi leur artillerie, avec une rare adresse, dans de petits bois qui s'étendent tout le long de la ligne de bataille qu'ils avaient choisie, et lorsque leurs canons commencèrent à donner, les Français, qui se trouvaient dans des positions plus exposées, répondirent avec vigueur à leur feu. Les Prussiens tiraient avec une grande précision. Le combat entre les deux artilleries continua jusqu'à ce que les munitions commençassent à manquer du côté des Prussiens. L'ordre de marcher en avant fut ensuite donné à l'infanterie, et les Français, opérant une évolution tout aussi rapide, s'avancèrent sur toute la ligne, se rapprochèrent des Prussiens et entreprirent contre eux, dans la vallée, une lutte acharnée. Les Prussiens firent preuve de leur courage ordinaire ; les Français se comportèrent en braves et tirèrent avec non moins d'impétuosité que de rapidité.

» La gauche des Français commença à faiblir vers midi. Le corps des mobiles ne sut pas garder sa position et les Français commencèrent leur retraite sur le Mans. Les morts couvraient le sol partout, la neige était rouge de sang et le carnage avait été terrible. Plus de mille cinq cents braves soldats, qui étaient sortis ce matin de la ville, sont tombés sur le champ de bataille. A cinq heures, l'armée était en pleine retraite et elle se range en ce moment en bataille à six milles du Mans. La lutte recommencera sans doute demain.

» Il y avait dans cette lutte soixante mille Prussiens et soixante mille Français ; ces derniers se composaient de soldats de marine, de mobiles, d'éclaireurs, de chasseurs, de hussards et de dragons ; pas de turcos.

» Les Français ont perdu quatre mitrailleuses, huit canons, mille cinq cents hommes environ hors de combat. On ne leur a pas fait de prisonniers. La retraite s'est opérée en bon ordre et d'après les règles militaires.

» Les Prussiens ont perdu trois cents prisonniers et ont eu trois mille hommes tués à cause de leur sortie contre l'artillerie française. La journée a été magnifique, mais froide ; au point de vue militaire, elle a été désastreuse pour les armes françaises.

» Demain, nous aurons probablement encore une sanglante journée. Le général Chanzy est malade, mais on croit qu'il se mettra néanmoins à la tête de ses troupes.

» L'aile gauche de l'armée de la Loire est maintenant à Alençon et se trouve en bon état de défense. »

L'esprit de résistance. Témoignage du Times. — La

presse réactionnaire et bonapartiste a beau préconiser les idées de paix à tout prix, ses efforts n'obtiennent aucun succès ni crédit près des classes intelligentes et honnêtes. C'est un fait assez remarquable : Que là où l'on criait : à Berlin ! au commencement de la guerre, à savoir dans le monde exclusivement et essentiellement militaire ou gouvernemental, on penche aujourd'hui vers la paix, vers la paix à tout prix, tandis que dans le monde des travailleurs et des hommes de progrès, où l'on avait vu avec défiance et stupeur la France menée contre la Prusse, on est prêt à tous les sacrifices pour repousser les envahisseurs et pour maintenir dans toute leur intégrité l'honneur et le sol de la nation.

La France persistera-t-elle jusqu'au bout dans ces sentiments si virils, si généreux, si patriotiques? C'est le secret de l'avenir.

Un correspondant du *Times*, qui vient de faire le trajet, aller et retour, du Havre au Mans, et qui a eu occasion de s'entretenir avec un grand nombre de Français des classes moyennes et d'entendre l'expression de leurs opinions au sujet de la guerre, écrit ces lignes qui viennent à l'appui de notre dire sur les sentiments patriotiques de la grande majorité de la nation :

« *J'ai trouvé parmi eux une unanimité presque absolue. Il n'y aura pas de paix jusqu'à ce que le dernier Allemand soit expulsé du territoire français, et aucun sacrifice d'argent ou de vies humaines ne pèsera dans la balance de manière à l'emporter sur le but qu'il faut atteindre.* Relativement à la situation actuelle du pays, il y a, sans doute, de vastes districts saccagés et dépeuplés, et par suite de l'invasion et de la défense, il y a probablement un million et demi de consommateurs qui ne produisent rien. Il serait facile d'exagérer l'importance de ces deux éléments dans le cas actuel.

» Il y a en France des vastes accumulations de richesses, et le gouvernement ne manque nullement d'argent.

» Tout dernièrement, un vaisseau américain a transporté en France une immense cargaison d'armes et de munitions, et sur la demande du capitaine américain, la valeur totale de sa cargaison lui a été payée en or avant qu'on commençât le déchargement. La guerre met fin au luxe, aux dépenses qu'entraîne le superflu ; et ce qu'on gagnera de ce côté là, en France, servira à défrayer la guerre. Les Français ont découvert qu'ils peuvent user leurs vieux habits et boire du cidre au lieu de vin sans perdre la considération de leurs voisins. Au Mans, j'ai vu Mme **de Tocqueville** prendre place à la table d'hôte d'un hôtel de troisième ordre, le seul dans lequel j'ai pu me faufiler, et à la fin du repas, cette dame a fait le tour de la table avec un plateau pour recueillir les dons pour les blessés. »

Menées bonapartistes. L'annexion de la Belgique comme compensation de la cession de l'Alsace et de la Lorraine. — L'*Indépendance belge*, qui a déjà plusieurs fois éventé et fait avorter les intrigues bonapartistes, nous dénonce aujourd'hui de nouveaux agissements en vue d'une restauration de l'Empire.

On sait que M. DE BISMARK est fort embarrassé et ne sait avec qui traiter, ne voulant en aucune façon signer la paix avec le gouvernement du 4 septembre. On spécule donc sur cette situation du tout-puissant ministre et l'on veut lui suggérer de se jeter dans les bras d'une restau-

ration bonapartiste. Il trouverait ainsi une issue aux embarras actuels et serait sûr d'obtenir l'Alsace et la Lorraine, dont la possession lui tient tant à cœur. Mais, comme l'*Homme de Sedan*, malgré l'aplomb et le flegme qu'on lui connaît, hésiterait à offrir ses services à la nation française après de pareils sacrifices territoriaux, on ferait main-basse sur la Belgique, qui irait, moitié à l'Allemagne ou à la Hollande, et l'autre moitié à la France. Tel est le projet qui se trame aujourd'hui dans les antres de la diplomatie bonapartiste et auquel M. de Bismark semble prêter une certaine attention, puisqu'il vient de donner toute facilité pour se rendre à Versailles à ce M. Régnier, célèbre par ses photographies et ses allées et venues à Metz et qui reparaît sur la scène dans toutes les grandes circonstances... bonapartistes.

Malheureusement... ou plutôt heureusement... l'entente cordiale est loin de régner dans le camp bonapartiste. Les uns, M. de Persigny en tête, ont toujours foi dans le maître et veulent son retour sur le trône et à la direction des affaires. Les autres, et avec ceux-ci M. Rouher, veulent une régence. Pour ces derniers, l'ex-Empereur a fini tout à la fois physiquement, moralement, politiquement et militairement. De là des tiraillements qui provoquent des allées et venues et des conciliabules, dont les Murat, les Conneau et autres familiers de Wilhemshœhe et de Chislehurst sont les grands initiateurs et faiseurs.

Une autre difficulté. Pour faire acte d'empereur ou de régente, il faudrait reprendre pied en France. Point d'armée, ni de marine qui s'y prête. Dans cet abandon, il faudrait pouvoir faire jouer les Chambres si dévouées, de qui l'on a obtenu tous les milliards que l'on a voulu, sans compter l'approbation de la déclaration de guerre qui a mis la France où elle est. Ces Chambres, on prétend qu'elles ont toujours une existence légale, et l'on croit que M. de Bismark partagerait, le cas échéant, cet avis. Tout est de les réunir. Neutraliser un département français occupé par les Allemands, c'est la chose la plus simple du monde; mais l'essentiel, c'est d'y faire venir les sénateurs et les députés. Ils y viendraient bien et en grand nombre, probablement; mais sur quelle convocation? Si peu de gêne qu'on y mette, on voudrait encore se donner des airs de légalité.

En admettant que la dissolution prononcée par le gouvernement républicain fût nulle, il n'y n'aurait guère que les présidents des deux Chambres qui eussent pouvoir de les convoquer. M. Rouher est prêt à donner cette suprême preuve de fidélité à la régente et à ses propres intérêts. Mais M. Schneider refuse.

Tout cela paraîtra puéril, mais tout cela occupe beaucoup ce monde-

là, non pas qu'on y ait précisément de grands scrupules de légalité, mais l'on s'y ingénie à rechercher l'expédient le plus propre à duper encore une fois la France.

Heureusement, la France a les yeux ouverts ; elle veillera à n'être pas une seconde fois dupe et victime d'aventuriers dont elle sait le juste prix.

Un article de la *Gazette de la Croix*, qui dit tenir d'émigrés français à Bruxelles (des bonapartistes, à coup sûr !) que le gouvernement français (le leur, celui du Sédentaire et de M. Hugelmann), a fait des propositions de cessions territoriales à la Prusse, donne de la vraisemblance aux révélations de l'*Indépendance belge*. L'*Echo du Parlement*, journal prussien et bonapartiste de Bruxelles, a attaché également une grande importance aux bruits relevés et accrédités par la *Gazette de la Croix*. Mais cette tentative aura le sort des précédentes : elle échouera devant le bon sens, le patriotisme et les sentiments de dignité de la France.

Les ballons. — Le ballon « *le Vaucanson*, » parti de Paris le 15, à trois heures du matin, est tombé à Erquinghem-Lys, près d'Armentières, à onze heures, après un voyage accidenté.

La descente a été fort périlleuse.

Les voyageurs avaient de nombreuses dépêches, qui ont été remises de suite, à Lille, à la direction des postes.

Les victimes de la guerre dans les départements. — Le *Daily Telegraph* publie un appel des plus attendrissants à la charité de l'Angleterre, en faveur des malheureux habitants du département de Seine-et-Oise, où, par suite de l'invasion, plus de cent mille personnes sont littéralement sans abri et sans moyens d'existence. C'est tout le clergé du département, l'évêque de Versailles en tête, qui donne les détails les plus navrants sur ces grandes infortunes; et dans le tableau des communes figurent continuellement ces mots : villages réduits en cendres... population chassée par les Prussiens, qui ont fait de la commune une station militaire fortifiée.

Les victimes de la guerre à Genève. Un épisode. — Voici quelques lignes extraites d'une correspondance génevoise :

« Le passage des blessés continue ; j'ai assisté, l'autre jour, à une scène bien émouvante. Pour vous la faire comprendre, il faut vous rappeler que nous sommes ici enveloppés par la France. En marchant une ou deux heures, trois au plus, dans n'importe quelle direction, l'on passe d'une République à l'autre et l'on arrive en Savoie ou dans le département de l'Ain. Si bien que, les jours de marché, Genève est encombré de paysans français apportant leurs denrées. L'autre jour donc, un de ces pauvres blessés qui arrivent d'Alsace et qui, passant par ici pour rentrer chez eux, s'arrêtent un jour ou deux parmi notre population vraiment hospitalière, se promenait avec la figure coupée et un bras de moins dans la rue du Marché. Tout-à-coup il s'arrête devant un marchand de

légumes, en lui disant : « Hé ! vieux, tu ne me reconnais pas ? » Le paysan se lève, regarde un instant, puis pousse un grand cri et tombe sans connaissance ; le blessé était son fils. »

Cruauté prussienne. Un trait de cannibales. — A Mézières, on a déjà retrouvé trois cent vingt-cinq cadavres dans les ruines des maisons.

D'après une lettre adressée à la *Voix du Luxembourg*, voici un détail horrible : Après la capitulation, les ennemis ayant reconnu un franc-tireur dans la ville, le mirent à nu sur le sol glacé, firent faction tout autour et ne le quittèrent que lorsqu'ils furent certains qu'il était gelé. Et le roi de Prusse se donne comme le restaurateur de la civilisation !

L'évêque de Montpellier et la défense nationale. — L'évêque du diocèse de Montpellier a autorisé les conseils de fabrique à se réunir extraordinairement, *afin de voter les sommes dont ils pourront disposer pour les batteries d'artillerie départementales.*

La liberté de conscience à Rome. — Un télégramme de Rome annonce que sur la porte de la première église protestante qui vient d'être ouverte dans la ville éternelle, on lit cette inscription : « L'Eglise libre dans l'Etat libre. » Décidément, malgré la guerre franco-prussienne, nous voilà bien loin du moyen âge !

E sempre bene. — On apprend de Rome un curieux détail. A l'occasion de la nouvelle année, Napoléon III, agissant toujours comme Empereur, a écrit au Pape sa lettre habituelle de compliment. Il avait félicité Victor-Emmanuel de la conquête de Rome ; il offre à Pie IX ses condoléances pour le même fait. *E sempre bene.*

Prusse. — La Chambre des Députés du royaume de Prusse a adopté les budgets sans aucune modification. On s'occupe déjà en Prusse et dans les autres États de l'Allemagne de la confection des listes électorales pour le prochain Parlement allemand, qui doit se réunir, suivant les indications des feuilles ministérielles, dans le courant du mois de février.

Le bruit avait couru qu'à raison de la situation générale encore indécise, les élections seraient ajournées jusqu'au printemps. La *Gazette de la Croix* assure que cette assertion est inexacte et que les élections générales dans toute l'Allemagne auront positivement lieu à l'époque prévue.

MARDI, 17 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — La marche en avant vers Paris n'est peut-être pas aussi compromise que nous l'avions craint... Le général Chanzy bat en retraite dans la direction Ouest et Nord-Ouest, c'est-à-dire vers Laval et Alençon, ce qui implique de sa part la pensée de retours offensifs. Les vingt mille prisonniers qu'on lui a faits sont déjà remplacés par un renfort de 50,000 hommes, qui lui sont venus de Cherbourg. Son effectif est ainsi plus fort aujourd'hui qu'avant ses récentes défaites. Rien n'est donc désespéré de ce côté. Le général Chanzy vient d'adresser une fort belle proclamation à ses troupes pour leur expliquer les causes qui ont amené leurs récents revers et pour les inviter à faire le suprême effort que réclament les intérêts de la défense.

Une division de l'armée de la Loire vient de chasser les Prussiens de Gien et de les refouler vers Orléans et Montargis. Quel dommage que toute cette armée n'ait pas tenu bon sur toute la ligne! Paris verrait peut-être bientôt les avant-gardes des armées libératrices sur les derrières des troupes d'investissement. Sur un autre point, à proximité de la Loire, à Briare, un corps allemand s'est vu assailli par nos troupes et n'a pu se dégager qu'à grande peine. Que les troupes qui ont évacué le Mans se reforment et reprennent bientôt une offensive heureuse, et qui sait quel retour la bonne fortune peut ménager à nos armes?

Le général Faidherbe marche toujours en avant. C'est donc dire qu'il est battu (les bulletins de source prussienne et mensongère le veulent ainsi), mais content. Il vient de porter son quartier général à Albert, et on lui prête l'intention de laisser Péronne de côté et de chercher à réoccuper Amiens.

Tous les officiers de la garnison de Péronne viennent de protester contre la reddition de cette ville.

Du côté de l'Est, les Prussiens en sont pour leurs frais de mensonges. Leurs prétendues victoires n'empêchent pas les progrès de Bourbaki et le dégagement de Belfort est imminent. Les Français se remettront ainsi en possession de la clef de l'Alsace. Montbéliard est occupé par nos troupes.

On a reçu la version française sur les dernières opérations militaires à Paris. Il en résulte que les Prussiens ont de nouveau exagéré leurs succès et présenté les faits sous un faux jour. D'après eux, les Parisiens avaient pris l'offensive sur tous les points où l'on s'était battu. Or, les rapports de l'état-major parisien constatent que les Prussiens ont attaqué eux-mêmes sur différents points et qu'ils n'ont guère mieux réussi

que les Parisiens de leur côté. Il y a donc compensation et il n'y a pas lieu à chanter victoire comme on l'a fait pour bercer l'Allemagne d'illusions et d'espoir.

Les Prussiens annoncent en ces termes une nouvelle sortie des Parisiens :

« Versailles, 15 janvier.

« Vers deux heures de ce matin, les Français firent une sortie du côté de Bondy et de Groslay, ils attaquèrent les lignes saxonnes s'avançant vers Avron.

» Une autre sortie eut lieu hier sur le Bourget. Toutes les deux étaient couvertes par une canonnade furieuse des forts. Elles ont été repoussées. »

Le bombardement de Longwy a commencé aujourd'hui à huit heures du matin.

Du côté de la France, l'investissement est complet. Il n'est pas de même du côté de la Belgique. Longwy n'est, d'ailleurs, qu'à un bon kilomètre de la frontière belge.

Cette petite ville est disposée à se défendre à outrance. Tous les habitants hors d'état de porter les armes l'ont quittée. L'*Écho du Luxembourg* fait ainsi le tableau de cette nouvelle émigration en Belgique :

« Si vous parcouriez les villages belges environnant Longwy, vous seriez amené à faire de bien tristes réflexions en voyant tous les chemins encombrés de voitures emmenant tout ce qui est transportable. Chaque véhicule est une petite montagne d'objets les plus divers. Ici des bois de lit, des armoires, des matelas, une berce! Là quelques vieux bahuts, quelques chaises veuves d'un ou plusieurs pieds, des cartons éventrés et laissant voir des lambeaux de guenilles et indiquant que le propriétaire ne craint pas le communisme, et souvent, dominant le tout, une pauvre femme flanquée de quelques mioches grelottants. Triste ! triste !

» Il faut alors se mettre en quête d'un logement qui ne se trouve pas facilement aujourd'hui, les maisons étant combles. Force est donc souvent de pénétrer plus dans l'intérieur : combien c'est désolant et combien sont coupables les auteurs de cet état de choses. »

Bombardement de Paris. Aveux prussiens. — On écrit de Cologne au *Journal de Liége* ces lignes froidement atroces :

« Le bombardement continue de plus belle, et les Parisiens subissent les angoisses d'un feu incessant et impitoyable. On nous reproche injustement que nos artilleurs ont pris à tâche de diriger le feu sur les hôpitaux, les ambulances, les écoles et les prisons. *Il est certain que le bombardement se fait sans pitié ni miséricorde, afin d'ébranler la résistance de la population.* »

Effets du bombardement (système prussien) à Mézières. — On sait que les Prussiens ont un procédé commode et sûr pour réduire les villes. Ils laissent les remparts intacts, mais ils font pleuvoir les projectiles les plus dévastateurs sur les habitations privées. A Mézières, sur 500 maisons que comptait la ville, il n'y en a plus 20 intactes, 347 sont complétement détruites. 1,500 habitants sont sans asile. Chaque habitant était ou marchand ou propriétaire d'une maison dont il se réservait seulement un étage et louait les autres à des fonctionnaires. La destruction des maisons est donc *la ruine totale* de cette population.

Armée de la Loire. Ordre du jour du général Chanzy après l'évacuation du Mans. — Le général Chanzy semble défier tous les revers. La mauvaise fortune le trouve toujours calme, serein, maître de lui, confiant dans ses troupes et plein d'espoir dans l'avenir. Voici le texte de l'ordre du jour qu'il a adressé à ses troupes après leurs derniers revers au Mans :

« Après le combat heureux dans la vallée de l'Huisne, sur la rive gauche de la Loire, jusque sous Vendôme ; après le succès du 11 janvier autour du Mans et la résistance sur toutes nos positions au principal effort des forces ennemies, commandées par le grand-duc de Mecklembourg et par le prince Frédéric-Charles, des défaillances honteuses, une panique inexplicable ont amené certaines parties de nos troupes à abandonner des positions importantes et à compromettre la sûreté de tous.

» Un effort énergique n'a pas été tenté, malgré les ordres immédiatement donnés, et il a fallu abandonner le Mans.

» La France a les yeux dirigés sur la deuxième armée. Il ne faut pas d'hésitation.

» La saison est rigoureuse, la fatigue est grande, les privations sont de tous les instants ; mais le pays souffre, et lorsqu'un effort suprême peut le sauver, nul ne doit hésiter.

» Sachez bien, d'ailleurs, pour vous-mêmes, que le salut est dans la résistance et non dans la retraite.

» L'ennemi va se présenter devant nos positions ; il faut l'y recevoir vigoureusement et lutter.

» Serrez-vous autour de vos chefs et prouvez que vous êtes toujours les soldats de Coulmiers, de Villepoix, de Josnes et de Vendôme. »

La guerre actuelle et la démocratie allemande. — C'est aux ambitions dynastiques et au militarisme prussien qu'il faut imputer les boucheries et les ruines actuelles. Nous avons déjà signalé à différentes reprises l'aversion que la démocratie allemande montrait pour la guerre. Le fait suivant est une nouvelle preuve de ces sentiments généreux et humanitaires.

Des Allemands résidant à Londres ont envoyé l'adresse suivante à Garibaldi :

« Société Teutonia, 13, King's square Goswel Road E. C.

» Londres, 21 décembre 1870.

» Citoyen,

» Les démocrates allemands résidant à Londres vous remercient pour votre dévouement continuel à la cause républicaine, et principalement pour votre générosité d'avoir offert votre cœur et votre épée à la France, au nom de la République universelle, non-seulement contre le despotisme prussien, car, en le combattant, vous combattez tous les gouvernements despotiques de l'Europe, unis contre la liberté des peuples.

» Pour les sociétés *Teutonia* et *Arbeiter Bildungs Verein* (Union pour l'instruction des ouvriers),

» *Les Présidents :*

» C.-E. Fricke, Seemann. »

Les prisonniers français en Allemagne. Une évasion. Ovation en Danemarck. — Trois sous-officiers français, internés au château de Gottorp (Schleswig), sont dernièrement parvenus à s'échapper et à passer la frontière danoise, après une marche de plusieurs nuits. Les habitants de Bastrupp leur ont aussitôt fourni une

voiture qu'ils ont ornée d'un Dannebrog et qui les a conduits à Kolding, où, à leur arrivée, ils ont été reçus par la société chorale. Au milieu des chants et des acclamations, on les a conduits à la salle, où un festin avait été préparé, et l'argent nécessaire à leur voyage leur a été remis.

Mise à l'ordre du jour d'une sœur de charité. — Un grand nombre de femmes françaises comprennent les devoirs que leur imposent les circonstances exceptionnelles et douloureuses que nous traversons. C'est surtout dans le sublime rôle de consolatrice de nos mourants et de nos blessés qu'elles montrent leur héroïsme et leur patriotisme. Voici, en quels termes, un de nos chefs militaires, le général DE POINTE DE GÉVIGNY, a mis une de ces nobles et généreuses femmes, la sœur de charité, LÉOCADIE LABATTU, à l'ordre du jour de ses troupes :

« Je veux, dit le général, non pas récompenser celle dont la conduite est au-dessus de toute récompense, mais seulement remercier, au nom de l'armée que je commande, la femme qui, depuis un mois, expose chaque jour sa vie pour soigner nos malades et nos blessés. »

Un père vengé par son fils. — Il y a dans la 3e compagnie des francs-tireurs du Doubs un enfant âgé de *treize ans*, nommé LEGENDRE, qui s'est engagé pour venger son père tué par les Prussiens. Il compte parmi les plus courageux et les plus habiles *et il a été proposé par son capitaine pour la médaille militaire.*

Toujours M. Lutz. — Le tribunal correctionnel de Lyon a rendu son jugement dans l'affaire du fameux M. Lutz, prévenu d'escroqueries commises au préjudice de l'État, à propos de l'organisation d'une brigade d'éclaireurs.

Le tribunal a condamné le prévenu à deux ans de prison, cinq cents francs d'amende et aux frais. On le dit en fuite.

Éruption du Vésuve.—Nous lisons dans le *Pungolo*, de Naples, du 11 :

« Le Vésuve a commencé une modeste éruption, de nature à satisfaire la curiosité des touristes, sans faire courir aux populations les périls des années dernières.

» C'est un spectacle en miniature que le cratère offre aux voyageurs et aux curieux qui désirent assister de près aux mugissements de la montagne et à la lave incandescente lancée au-delà du bord du grand cône.

» Le sysmographe et l'appareil de variation sont par intervalle légèrement agités.

» Naples, 13. — Une éruption du Vésuve a commencé cette nuit. La lave, sortant du sommet du cône, s'est dirigée vers l'Atrio del Cavallo. Aucun danger jusqu'à présent. »

PETITES NOUVELLES. — On écrit de Dijon que l'on prépare en ce moment les voies du chemin de fer. L'arrivée du premier convoi sera une joie pour la ville. Mais que de choses à réparer ! La pauvre gare est méconnaissable ! Tout est brisé dans les salles d'attente et au buffet, et le vitrage sous lequel circulaient les trains a été converti en une vaste écurie par les Prussiens. — M. **Pierre Legrand**, préfet du Nord, qui depuis quelque temps déjà avait demandé un successeur à la délégation du gouvernement de Bordeaux, a appris hier que son désir, manifesté à plusieurs reprises, venait de recevoir satisfaction. M. **Paul Bert**, professeur à la Faculté des sciences de Paris, secrétaire général de l'Yonne, a été désigné pour le remplacer. — M. **Anatole de la Forge**, vice-

président civil du camp de Bordeaux, est nommé préfet des Basses-Pyrénées, en remplacement de M. **Nogué**, démissionnaire pour raison de santé, dont la démission est acceptée. — On annonce de Grenoble la démission du procureur général, M. **Michal-Ladicherd**, qui est remplacé par un républicain de la veille, M. **Roujat**, avocat à Vienne. — M. **Ponson du Terrail** est actuellement à Bordeaux, où il est alité des suites d'une fièvre scarlatine qui donne des inquiétudes à la colonie parisienne. — A Vienne, les bals de la Cour ont été contremandés pour cet hiver, non pas seulement à cause de l'absence de l'Impératrice, mais surtout en considération de la gravité des événements qui s'accomplissent actuellement en Europe. — Le beau-père du commandant **Arnaud** est mort, dimanche dernier, de la douleur que lui avait causée l'assassinat de son gendre. — M. **Pinard**, toujours détenu à la prison de Saint-Joseph, a obtenu de communiquer avec sa femme, qui est la sœur de l'un des magistats de Lyon. Sa santé serait, paraît-il, légèrement ébranlée. — A Lyon, on continue d'envoyer de temps en temps des billets de garde à des ecclésiastiques. — Le colonel **Bordone**, chef d'état-major du général **Garibaldi**, n'est point Italien ; il est né à Avignon. Il vient d'être promu au grade de général. — On écrit à l'*Echo du Luxembourg* que dans les environs de Sedan la masse des cadavres enterrés à très-peu de profondeur dans les champs, commence à répandre, malgré la gelée, des odeurs fétides et très-dangereuses. Il ne s'agirait de rien moins que d'opérer une nouvelle inhumation des victimes à une plus grande profondeur. Quelle horrible chose ! Les Allemands qui ont été expulsés de Paris demandent déjà à escompter la reddition prochaine de la capitale. Bon nombre d'Allemands qui ont partagé ce sort, font des démarches à l'effet d'obtenir un convoi du gouvernement pour qu'ils puissent se rendre promptement à Paris dès que la nouvelle de la capitulation arrivera. La plupart y ont laissé des propriétés qu'ils pensent sauver par leur retour prochain. Les soldats prussiens se divertissent de préférence dans l'orangerie de Saint-Cloud, bien qu'elle soit à la portée des obus du Mont-Valérien. Ils y ont trouvé les joujoux du prince impérial. L'un s'exerce au vélocipède, l'autre fait marcher la locomotive qui se remonte à l'aide d'un puissant ressort, un groupe s'extasie devant la lanterne magique et oublie ainsi les dangers qui l'entourent... . D'après une lettre écrite par un soldat bavarois, on aurait découvert récemment un télégraphe souterrain entre les forts de Vanves et d'Issy.

Nécrologie. — M. **Knorring**, ministre de Russie à la Haye, est décédé samedi, à midi, par suite d'une attaque de petite vérole de la pire espèce. — Mardi est mort, à Douvres, à l'âge de soixante et onze ans, sir **Luc Smithett**, ancien commandant des paquebots de Douvres à Calais. Cet officier commanda pendant trente-deux ans le yacht royal d'Angleterre. Il dirigea le navire qui transporta au-delà du détroit le prince **Albert** en 1840, **Napoléon III**, en 1855, et le roi **Léopold Ier** le choisissait de préférence pour la traversée quand il allait en Angleterre par la France. Sir L. Smithett était chevalier de l'ordre de Léopold et de la Légion d'honneur. — Le maréchal **Randon** vient de mourir à Genève, à l'âge de soixante-quinze ans. Il avait été ministre de la guerre sous le second Empire et gouverneur général de l'Algérie. Il fut chef d'état-major de l'armée d'Italie en 1859, et le gouvernement actuel de la France l'avait nommé président de la commission chargée de faire une enquête sur la capitulation de Sedan et de Metz.

MERCREDI, 18 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — La retraite de l'armée de la Loire est laborieuse et sanglante. Les troupes réunies du prince Charles et du grand-duc de Mecklembourg ne lui laissent aucun répit. Dimanche, il y a eu de nouveaux combats. Les Français, sauf sur un ou deux

points, ont tenu ferme. L'amiral Jauréguiberry a eu un cheval tué sous lui et son chef d'état-major a été tué à ses côtés. Malheureusement, le recul continue toujours... Alençon a été occupé dans la nuit du 16 au 17 par les Prussiens, qui y ont trouvé des approvisionnements et des armes en grande quantité. On ne sait rien des troupes qui se retirent dans la direction de Laval.

Nous avons parlé de renforts envoyés de Cherbourg au général Chanzy. Malheureusement, ces renforts ont dû s'arrêter en route, les communications par chemin de fer ayant été rompues par suite de l'occupation d'Alençon.

Le général Werder, qui prend à tâche d'imiter le roi Guillaume dans ses mensonges et ses réticences, annonce qu'il a soutenu des combats heureux le 15 et le 16. Malheureusement pour lui, la marche en avant de Bourbaki ne laisse aucune doute sur l'inanité de la résistance des Prussiens dans l'Est.

Les Prussiens semblent renoncer à assiéger et partant à bombarder Givet qui se préparait à une résistance à outrance.

Paris. — Les Prussiens ne paraissent guère fort enchantés des résultats du bombardement. Par contre, ce procédé barbare et inhumain leur aliène les sympathies du monde entier.

Il paraît que le quartier Saint-Denis est condamné par l'artillerie prussienne. L'état-major prussien se préoccupe vivement de l'état des esprits à Paris. C'est donc dire qu'il a connaissance des attaques qui se produisent contre la manière de faire du général Trochu. La plupart des Allemands estiment que l'unité de commandement tel que Trochu l'exerce est une faute. Il faudrait dédoubler la direction militaire : il faudrait scinder les forces militaires en forces offensives et en forces défensives. Ces diverses forces, qui poursuivent le même but, mais par des moyens différents, agiraient isolément sous des chefs et des plans distincts. Et, en effet, le bon sens dit qu'autre est le rôle des armées chargées exclusivement de la défense de la forteresse et autre celui des troupes ayant pour but le percement des lignes d'investissement et l'entrée en campagne hors de Paris.

Conférence de Londres. — La conférence s'est réunie hier; mais elle n'a pas osé passer outre en l'absence du délégué français. Elle s'est ajournée à huitaine, dans l'espoir que d'ici là, M. Jules Favre pourrait quitter Paris. Nous doutons fort que les espérances de Messieurs les diplomates se réalisent.... A moins que par courtoisie, la Prusse, dont les procédés sont toujours si délicats, ne renonce à son bombardement.

Russie. — Le *Journal de Saint-Pétersbourg*, dans son numéro de

mardi, parlant de la dépêche du comte DE BEUST, du 2 janvier, d'après laquelle la Russie doit savoir gré à l'Autriche de ce qu'elle n'a pas pris part à la guerre de Crimée, dit :

« Ce point de vue a le mérite d'être nouveau, mais l'opinion de la Russie et de l'Europe est fixée à ce sujet. La politique de l'Autriche nous a nui autant qu'il était possible, sans prendre une part directe à la guerre.

» Sa prétendue bienveillance était plus nuisible que si elle avait pris une part directe à la lutte, parce que le théâtre de la guerre s'est limité sur notre territoire.

» L'Autriche a également aggravé nos conditions de paix.

» Cette politique ne pouvait lui procurer l'amitié de la Russie, pas plus que celle des puissances occidentales. Il est regrettable que cette expérience n'ait pas profité aux hommes d'État autrichiens. »

Le *Journal* proteste contre l'assertion de la dépêche envoyée à Belgrade et à Bucharest, dans laquelle il est dit que la circulaire russe était de nature à agiter les esprits en Orient.

Le *Journal* ajoute que la circulaire d'octobre avait expressément protesté contre l'idée que la question d'Orient pût être soulevée de nouveau et maintenu les principes généraux qui assurent la position de la Turquie européenne.

Le Grand-Duché du Luxembourg et le bombardement de Longwy. — Le bombardement de la forteresse de Longwy n'entraînera pas, comme on l'avait craint à Luxembourg, la violation du territoire neutre du Grand-Duché. Un télégramme de Berlin nous en apporte l'assurance. Les versants des collines luxembourgeoises qui dominent Longwy seront religieusement respectés. Mais, d'autre part, le gouvernement du Grand-Duché a pris toutes les mesures de « précaution » que M. DE BISMARK lui a recommandées; il a fait occuper avec les faibles forces militaires dont il dispose la lisière qui touche au territoire français; de plus, par un surcroît de prudence sans doute, il a expulsé de la zone limitrophe les individus suspects de vouloir prendre du service en France, ainsi que le rédacteur français d'un journal qui se publie dans le Grand-Duché, l'*Omnibus*.

Les sympathies pour la France en Angleterre... Un discours de M. Otway. — Si les classes populaires avaient voix au chapitre, il y a longtemps que le peuple anglais aurait fait cause commune avec la France contre les idées autoritaires et réactionnaires représentées par l'état-major prussien. Le fait suivant, qui se produit à la veille de l'ouverture de la Conférence, montre quelle aversion on professe en Angleterre pour la continuation de la guerre et pour le

principe de non intervention, tel que l'entend et le pratique le ministère GLADSTONE.

M. OTWAY, qui appartient au parti populaire, sous-secrétaire d'État du département des affaires étrangères, a donné sa démission, le 27 novembre, parce que sa conscience et ses convictions politiques, dit-on, ne lui permettaient pas d'approuver l'attitude d'indifférence et de non intervention du ministère Gladstone dans le duel franco-prussien. Dans une réunion de ses commettants, qui a eu lieu, il y a deux jours, il a prononcé un discours dans lequel il a engagé les représentants des puissances à la conférence à faire leurs efforts pour mettre un terme à la lutte qui se poursuit entre la Prusse et la France. Voici le texte du passage de son discours relatif à cet objet :

« Je ne puis rien dire de la Conférence qui vient de se réunir. Mais si ma voix pouvait avoir quelque crédit auprès de mon noble ami qui la préside, ou si elle pouvait arriver jusqu'au lieu de réunion, je dirais : *Vous pouvez accomplir une grande œuvre en faisant un effort pour arrêter le carnage qui désole les familles de France et d'Allemagne.* Si vous réussissez, vous aurez acquis pour vos souverains et pour vous-mêmes les bénédictions du genre humain. Si vous échouez dans votre tentative, vous aurez du moins pour récompense le respect de vos semblables. *Mais si vous, les représentants des grandes puissances de l'Europe assemblés en Conférence, vous vous séparez sans rien tenter pour mettre un terme à la guerre, vous n'ajouterez aucune faveur à vos noms honorés, et vous attirerez sur la profession dont vous êtes les ornements un mépris mérité.* (Grands applaudissements.)

» On a dit à la France, dans une phrase *d'un cynisme brutal* qui, je le crains, ne s'oubliera jamais, aussi longtemps qu'existeront le Rhin et la Seine, « *que Paris cuirait dans son propre jus.* » N'est-il pas temps que la voix des puissances neutres de l'Europe se fasse entendre, lorsque nous savons que la population civile de Paris est exposée aux horreurs d'un bombardement et que quelques-uns des plus précieux monuments historiques de cette capitale ont été choisis comme but aux boulets. (Applaudissements.) *Ce serait une politique pusillanime que celle qui voudrait empêcher la voix des puissances neutres de se faire entendre, ce serait une politique indigne de l'Angleterre et de l'humanité elle-même !* » (Applaudissements.)

Les devoirs des neutres vis-à-vis des belligérants surpris sur leur territoire. Procès de deux internés français au gouvernement belge. — Nous avons dit plus haut que les tribunaux belges allaient être appelés à se prononcer sur l'intéressante question de savoir si le gouvernement belge n'outrepasse pas ses droits et n'exagère pas les obligations que lui impose sa neutralité dans la guerre actuelle, en internant, c'est-à-dire en privant de leur liberté individuelle, ceux des belligérants qu'il surprend de passage sur le territoire belge.

Contrairement à notre attente, nous n'aurons pas, du moins de si vite, l'avis de la justice belge sur la façon dont le ministère du roi Léopold entend et pratique les devoirs que lui impose la neutralité. Au moment où les réclamations des deux sous-officiers du génie français, MM. VICTOR CARRÉ et THÉODORE GAULON étaient soumises au tribunal de Bruxelles, les journaux nous apprenaient que les deux plaignants

avaient eu la bonne fortune de mettre la frontière française entre eux et les geôliers du gouvernement belge.

L'instance judiciaire finit donc, faute... de demandeurs.

Tout en nous félicitant de l'évasion de deux braves soldats, qui, en recouvrant leur liberté, recouvrent la faculté de se consacrer à la défense de leur pays, nous regrettons que la justice belge n'ait pas pu donner son avis sur une question qui intéresse au plus haut degré les devoirs des neutres en temps de guerre et les droits individuels des belligérants, que les circonstances forcent à passer en pays neutre (1).

(1) Nous avons eu tort, l'année dernière, de penser que l'évasion des deux sous-officiers du génie, qui réclamaient l'intervention de la justice belge pour obtenir leur mise en liberté, devait mettre fin au procès engagé. L'affaire est toujours pendante devant la justice belge et elle doit être plaidée incessamment. Il y a là en jeu une question de principe que les amis de la France tiennent à vider en vue de l'avenir et des situations analogues à celles de 1870 qui pourraient se représenter.

M. l'avocat **Wilbaux**, qui devait soutenir devant les tribunaux belges les réclamations des internés français, ayant eu les épreuves de notre livre sous les yeux, veut bien nous communiquer la note suivante, où il expose les diverses phases de l'affaire et l'état de la question à l'heure actuelle :

« Le succès de l'évasion des deux internés français qui avaient intenté au gouvernement belge un procès, tendant à leur mise en liberté, faillit en effet mettre un terme à l'instance pendante. C'est ce qui aurait eu lieu infailliblement si, le 21 janvier 1871, le tribunal de première instance de Bruxelles n'avait rendu un jugement qui accueillait le système présenté par les internés. Il est à noter que le gouvernement avait opposé une exception d'incompétence, se fondant sur ce que l'indépendance respective des pouvoirs s'oppose à ce que l'autorité judiciaire annule les effets d'une décision du pouvoir exécutif. Cette prétention exorbitante fut facilement repoussée, la Constitution belge consacrant formellement, par l'article 107, le droit, pour les tribunaux, de vérifier la légalité des arrêtés et règlements dont on lui demande l'application.

» Le jugement du 21 janvier, en affirmant la compétence du tribunal, ordonnait aux parties de plaider au fond à l'audience du 28 janvier. Il est évident que, sur la question du fond, la demande aurait été repoussée, faute d'intérêt ; mais la question intéressant tous les internés français, il fut convenu entre les avocats des parties que cette exception ne serait point soulevée, l'avocat des internés s'engageant à ne pas en faire une fin de non recevoir contre l'appel du jugement de compétence, et l'avocat du gouvernement s'engageant à ne pas la soulever lorsque l'on serait admis à plaider au fond.

» Le 26 janvier, le gouvernement interjeta appel du jugement de compétene, et la Cour d'appel de Bruxelles rendit le 14 février, un arrêt qui réformait la décision du premier juge.

» Cet arrêt souleva une grande indignation, tant dans le barreau que dans la presse, parce qu'il consacrait un système auquel la magistrature belge n'avait pas coutume de recourir, ce qu'on appelle, en terme de métier, *une ficelle*. Tout en reconnaissant le droit des tribunaux de vérifier la légalité des actes administratifs, la Cour déclarait que, la mesure ayant été prise par le ministre de la *guerre* vis-à-vis de *militaires étrangers* et exécutée par des *militaires*, c'était une *opération militaire*, et que sur ce terrain le ministre de la guerre était souverain maître : que, en tout cas, ce ne serait pas à la juridiction *civile* à apprécier une opération *militaire*.

» Il n'est pas besoin de faire remarquer tout le danger de cette théorie qui donne au gouvernement un pouvoir absolu, pourvu qu'il ait le soin de faire édicter la mesure qu'il veut prendre par le *ministre de la guerre* et qu'il la fasse exécuter par des *agents militaires*. Quant à la qualité de *militaires étrangers*, c'est un élément sans importance et qui n'a pu guider la Cour dans son appréciation, car il est évident que si les tribunaux sont incompétents pour accueillir une demande contre une mesure, édictée dans les circonstances qui viennent d'être rappelées, jamais celui qui en est l'objet ne pourra faire constater, par une juridiction qui se déclare *ab origine* incompétente, la nationalité et la qualité de civil ou militaire qui peuvent lui appartenir.

» Aussi, un pourvoi en cassation fut immédiatement formé contre cet arrêt ; le pourvoi fut déposé au mois d'avril 1871. Nous pouvons affirmer que d'ici à trois ou quatre mois, l'affaire sera plaidée devant la Cour de Cassation.

» Il est regrettable que le fond du procès n'ait pu être vidé par la justice belge ; car, outre que l'on aurait ainsi obtenu une décision judiciaire sur les droits et les devoirs des neutres, le succès était

M. Carnot, commissaire de la défense nationale dans le Nord-Ouest. — M. Carnot, nommé par la délégation du gouvernement commissaire extraordinaire de la défense dans les départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure et du Calvados et préfet de la Seine-Inférieure, est arrivé au Havre. Hier, 17, il a publié la proclamation suivante :

« Chers concitoyens,

» Je suis envoyé au milieu de vous par le gouvernement pour organiser dans vos trois départe-
» ments les forces de la défense nationale.

» J'arrive et je me mets à l'œuvre.

» Travaillons ensemble au salut de la patrie ; l'union de tous les efforts et le concours de toutes
» les énergies assureront le succès de la sainte cause que nous avons à défendre.

» Je compte sur le patriotisme de chacun de vous, comme chacun de vous peut compter sur mon
» dévouement.

» SADI CARNOT. »

M. Carnot, fils de l'ancien ministre de l'instruction publique en 1848 et petit-fils de l'illustre conventionnel que Napoléon Ier surnomma *l'organisateur de la victoire,* est un ancien élève de l'École polytechnique, âgé de trente-quatre ans. Il était, avant la guerre, ingénieur des ponts et chaussées. Puisse-t-il avoir hérité de son illustre aïeul le génie spécial de l'organisation militaire !

Dissolution des conseils généraux.—Les conseils généraux ne se sont pas laissé dissoudre sans maugréer, ni protester. Les deux protestations suivantes résument assez bien l'esprit et les récriminations de toutes les protestations individuelles et collectives qui se sont produites à ce sujet. Voici, d'abord, une protestation individuelle, adressée à M. GAMBETTA, par le comte DARU :

« 6 janvier 1871.

» Monsieur,

» Vous nous avez demandé tous nos enfants, nous vous les avons donnés. Ils sont partis avec empressement : il n'y a pas un réfractaire parmi eux, et leur sang coule abondamment sur les champs de bataille de l'armée de la Loire et de l'armée de Paris.

» Vous n'avez pas voulu de contrôle ; vous avez voulu disposer *souverainement* de la politique, des forces, des richesses de la France : *confiante dans votre patriotisme, la France y a consenti* (1).

» Mais elle a le droit de vous demander pourquoi, après avoir frappé de dissolution le Corps législatif, vous frappez de dissolution les conseils généraux qui ne sont point des assemblées politiques, substituant ainsi à la représentation départementale l'omnipotence préfectorale.

» Pour mon compte, j'ai protesté contre la dissolution de la Chambre des députés ; je proteste contre la dissolution des conseils généraux, fidèle en 1870 à la conduite que j'ai tenue après le 2 décembre 1851.

» Si j'avais besoin, pour ma justification, d'un autre témoignage que de celui de ma conscience,

certain, les mesures prises par le gouvernement étant illégales et inconstitionnelles, puisqu'elles n'étaient prises en exécution d'aucune loi. »

P. M. Janvier 1872.

(1) On méditera cet aveu, remarquable sous la plume d'un des chefs du parti conservateur, que la France a eu « *confiance* » dans les « *hommes du 4 Septembre* » et qu'elle leur a laissé la faculté d'agir en *maître* pour la sauver. P. M.

j'en appellerais, Monsieur, à vous-même et à ceux de vos collègues qui, pendant vingt ans, nous ont répété, tant de fois et avec tant de raison, qu'il n'y a pas de droit contre le droit.

L'intérêt supérieur de la défense nationale doit, à mes yeux comme aux vôtres, dominer aujourd'hui tous les autres intérêts. Je me garderai donc d'imiter l'exemple que vous donnez en jetant dans le pays des germes de discorde par des mesures semblables à celle contre laquelle je m'élève.

» J'ai un double devoir à remplir, et je le remplis :

» Protester, car je ne veux pas me rendre coupable de l'oubli du droit.

» M'en tenir à une simple protestation, afin de ne pas me rendre à mon tour coupable de semer la désunion parmi des hommes qui tous, avec une égale ardeur, travaillent au salut de la France.

» C'est dans cet esprit qu'a été conçue la protestation ci-jointe, faite au nom du conseil général de la Manche, et que j'ai l'honneur de vous envoyer.

» Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée. » Comte DARU. »

Voici, maintenant, la protestation du conseil général de la Manche lui-même :

« Nous, soussignés, président et secrétaire élus dans la dernière session du conseil général de la Manche, obéissant à un devoir vis-à-vis de nos électeurs et de nous-mêmes, protestons contre le décret du 25 décembre 1870.

» Ce décret prononce la dissolution des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, sans convoquer les colléges électoraux, et leur substitue des commissions administratives nommées par le gouvernement sur la désignation des préfets. Nous ne pouvons laisser s'accomplir en silence cette usurpation sur les droits des électeurs. A la nation seule, régulièrement appelée dans ses comices, appartient le pouvoir de changer ses mandataires en leur désignant des successeurs.

» Sous aucun régime, depuis 1789, on n'a admis que le gouvernement pût disposer de la fortune publique sans l'intervention d'une autorité élue.

» Les commissions départementales nommées par les préfets sont sous la dépendance de l'autorité qui les nomme. Elles n'offrent aucune garantie aux contribuables, ni pour la vérification des comptes, ni pour la modération des taxes à percevoir. Ces garanties, on ne peut les trouver que chez des représentants choisis par les contribuables au moment où les dépenses et les besoins d'argent imposent au pays les plus lourds sacrifices.

» Animé des plus purs sentiments de patriotisme, le conseil général de la Manche a secondé de tous ses efforts l'œuvre de la défense nationale et adopté à *l'unanimité* des voix toutes les mesures qui lui ont été soumises dans le but de délivrer la France de l'invasion. (1)

» Forts de notre droit et convaincus que le décret du 25 décembre 1870 porte la plus grave atteinte aux intérêts que l'on croit servir, résolus d'ailleurs à ne jamais nous incliner devant des prescriptions qui blessent les droits et les libertés du pays, nous déclarons que la délégation de Bordeaux a prononcé à tort la révocation du mandat que nous tenons de nos électeurs.

» Nous demandons la convocation, sous le plus bref délai, des colléges électoraux, et nous continuons à nous considérer comme investis de nos mandats tant que le suffrage universel qui nous les a donnés ne nous les aura pas retirés.

» Comte **Daru, Arthur Legrand, Henry de Couville,** comte de **Pontgibaud, Quénault, L. de Saint-Pierre, Leguedou, P. du Mesnildot, Du Châtel, Faslinde, Lemperière,** etc., etc. »

Les ballons. — Les détails suivants, que nous empruntons aux feuilles belges, concernent le *Steenackers* .

« Monté par deux personnes et chargé de dépêches, il était parti lundi même de Paris, à sept heures du matin. Au moment de s'élever, ceux qu'il emportait avaient été prévenus par le chef aérostier, chargé d'organiser le départ, que, suivant toute prévision, vu l'état de l'atmosphère et la force du vent, leur vitesse serait d'environ cinq lieues à l'heure.

(1) On voit, par ces détails, *qu'au sein même des corps politiques élus sous l'Empire et composés de majorités bonapartistes*, on était « *unanime* » à vouloir la guerre après Sedan et après Ferrières.
Que peuvent dire les journaux bonapartistes et réactionnaires en présence de ces aveux ? P. M.

» Deux heures après, au moment sans doute où ils passaient sur Bruxelles, ils aperçurent la ville. Mais où étaient-ils? Confiants dans ce qui leur avait été dit quelques instants auparavant, ils se crurent à dix lieues à peine de Paris et se résolurent à continuer leur voyage, de crainte de tomber au beau milieu des Allemands.

» Une heure après, sans se douter le moins du monde de la rapidité vertigineuse de leur course, ils se trouvaient bien loin de nous et apercevaient la mer.

» Ils étaient alors à une hauteur de quatre mille mètres. Menacés comme ils l'étaient, ils n'hésitèrent pas une minute, et en un instant, le ballon, attaqué de toutes parts, était largement éventré. La descente fut effrayante. En quatre minutes, les quatre mille mètres étaient franchis, la nacelle frappait rapidement le sol, et les voyageurs en étaient précipités avec une caisse de dépêches, sur les côtes de Hollande.

» La secousse avait été formidable ; cependant les aéronautes n'étaient point blessés, ils n'étaient qu'évanouis. Lorsqu'ils revinrent à eux, ils apprirent que leur ballon s'était relevé après leur chute, et des pêcheurs venus à leur aide leur dirent qu'il était allé s'abîmer dans la mer. »

Parallèle entre les Français et les Allemands par un Anglais. — Depuis que l'Allemagne a vaincu la France, par suite du nombre, de la perfection des engins et de la science de ses stratégistes, elle est devenue, aux yeux de certaines gens, jadis à plat ventre devant les Français, la première nation du monde.

Le canon Krupp et les doctes mouvements de concentrations prussiennes auront pourtant beau faire : le génie allemand restera ce qu'il est, à savoir, honnête, fouilleur, investigateur, laborieux et moral, mais exerçant peu d'influence sur le reste de l'humanité, tandis que la nation française, momentanément vaincue et amoindrie, ne tardera pas à reprendre la place que son intelligence si déliée, son caractère désintéressé, son besoin d'expansion et son esprit ouvert à toutes les idées généreuses, lui assignent à la tête des peuples progressistes du monde.

Voici le parallèle que M. Russel, du *Times*, sous le charme de l'hospitalité du château *impérial* de Versailles et du bruit civilisateur du canon Krupp, vient d'établir entre la France livrée et trahie par l'impéritie et les ambitions bonapartistes et l'Allemagne triomphante par la grâce du nombre et des engins de destruction :

« Si l'on me demandait pourquoi les Prussiens ont battu les Français dans cette grande guerre, je répondrais que je pense qu'ils l'ont fait parce qu'ils avaient de meilleures têtes, de meilleurs bras et de meilleures jambes que les Français. Si l'on me demandait si je pense que les Prussiens peuvent perdre cette supériorité, je dirais que cela se pourrait s'ils restaient trop longtemps en France. Mais il n'est pas probable que personne m'adressera cette question, et pour ce motif il n'est pas nécessaire que j'explique les raisons de ma croyance sur l'un et l'autre point. Mais quoique nul ne puisse prétendre qu'un homme est plus fort parce qu'il est né en Prusse qu'un homme né en France, je crois qu'il est facile de démontrer que la force moyenne du Prussien est plus grande que celle du Français.

» Il y a une grande différence entre les facultés et les connaissances acquises. L'intelligence du Français est très-développée, mais son éducation est défectueuse ; prises en bloc, ses connaissances réelles sont inférieures à celles de l'Allemand. Voyez un régiment français campé, admirez la grâce des groupes, les ingénieuses inventions pour faire la cuisine, manger et boire, l'ornementation des quartiers, l'allure martiale des hommes, leurs jeux et leur gaîté ; et puis rendez-vous

auprès d'un régiment allemand : voyez ces hommes, grands, sans grâce, apathiques et rudes et vous serez vivement impressionné par le contraste, si vous n'allez pas plus loin. Mais si vous portez vos recherches plus avant, vous trouverez les Allemands lisant des livres et des journaux, écrivant des lettres, étudiant des cartes, fourbissant leurs armes, pansant leurs chevaux ; et si vous entrez en conversation avec eux, vous constaterez une immense bienveillance, qui n'est pas aussi frappante que la courtoisie des Français, mais qui est plus pratique en ses effets.

» Vous serez surpris de rencontrer des hommes parlant le français et peut-être l'anglais, parce que vous ne réfléchissez pas à la composition de l'armée allemande. Il y a de petits hommes dans l'armée allemande, ce qui n'est pas étonnant, car tous les Allemands ne sont pas des géants. Mais sous le rapport des qualités physiques, ils ne sont surpassés, homme pour homme, par aucune des armées que j'aie jamais vues ; à cet égard, ils sont immensément supérieurs aux Français. Un régiment de ligne ordinaire contient dans ses rangs des hommes plus forts et plus robustes qu'un de nos régiments de ligne ordinaires.

» Je suppose aussi que personne ne prétendra qu'aucun chef ou général français ait déployé dans cette guerre quelque chose de comparable aux capacités stratégiques dont les Allemands ont fait preuve. Le plan de campagne des Français a échoué. Le plan de campagne des Allemands a obtenu un plein succès. Si les Français disent que leur plan dépendait pour son exécution de moyens défectueux, le chef qui n'a pas découvert cette défectuosité est à blâmer. Sous le rapport de la marche, — qui est inestimable dans des conjonctures aussi vitales que celles qui se sont produites lorsque le prince royal eut la première nouvelle de la marche de **Mac-Mahon** de Châlons et le trouva à Vouziers, essayant de porter son flanc vers Metz, — l'Allemand a battu le Français. Comme tête, bras et jambes, il s'est donc montré, en somme, le maître du « Franc impétueux. »

» Que ce soit ou non un homme d'une race nouvelle et améliorée, inventée par le comte **de Bismark** dans un but spécial, il m'est impossible de le dire ; mais il est indubitablement un compagnon très-formidable dans le cabinet, sur le champ de bataille et en marche, et comme personne collective et « unifiée, » il n'est pas probable qu'il laisse l'Europe sans lui avoir profondément imprimé sa griffe, partout et chaque fois qu'il lui plaira. Il lance maintenant douze cents bombes dans Paris chaque nuit. Il a pris ou il prendra chaque place forte qui résiste en France, coupant le Nord du Midi et l'Est de l'Ouest. Il réclame l'Alsace et la Lorraine ; mais, en réalité, à en juger par ce que je sais actuellement, je ne vois pas ce qui pourrait l'empêcher de prendre beaucoup plus qu'il ne demande.

» Nous pouvons dire que cela n'est pas bon pour sa constitution; mais si le jeune géant veut tenter l'épreuve malgré nos avis, pouvons-nous ou quelqu'un d'autre peut-il l'en empêcher ? Des côtes de la Manche jusqu'aux rives éloignées où il se rencontre avec la Russie, aucune puissance semble ne pouvoir arrêter le vol de l'aigle noir. Mais il peut s'attarder trop longtemps hors de chez lui. La France exerce une mauvaise influence sur la race germanique. Je ne parle pas du « vandalisme » des soldats, que les officiers déplorent parce qu'ils n'ont jamais vu une armée française en Chine, ni des troupes anglaises dans une révolte de l'Inde, mais d'autres signes caractéristiques qui commencent à se développer et qui tendent à rabaisser le niveau de l'armée. »

JEUDI, 19 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Voici, en quels termes, *l'Indépendance belge* décrit la situation militaire à l'heure actuelle :

« M. Gambetta n'était pas au Mans lorsque l'armée, qui défendait cette ville, a dû l'abandonner, et, *par conséquent, il n'a pas pu prendre la fuite dès le commencement de l'action comme l'annonçait, il y a quelques jours, une dépêche venue par la voie d'Angleterre.* Mais le général Chanzy vient d'appeler à l'armée de l'Ouest le jeune ministre, qui est en ce moment l'âme de la résistance de la

France, soit pour concerter avec lui de nouveaux plans de défense, soit pour lui permettre d'apprécier jusqu'à quel point ceux qui pourraient s'élaborer à Bordeaux sont exécutables.

» En attendant, cette armée postée à Laval, fait des reconnaissances et réussit à enlever quelques prisonniers à l'ennemi. Mais, à moins qu'elle ne soit suffisamment réorganisée pour affronter de nouveaux combats et solidement établie sur la Mayenne, il est douteux qu'elle puisse y rester. En effet, le grand-duc de Mecklembourg, après avoir occupé Alençon, s'avance par le Nord dans la direction de Rennes, avec l'intention de tourner l'aile gauche des forces qui lui font face et de les refouler ainsi dans la direction d'Angers et de Nantes. En même temps, d'autres corps allemands coupent les communications du Mans avec Tours et menacent de reparaître devant cette ville, qui est complétement hors d'état de se défendre.

» Dans le Nord, une fraction de la garnison française de Cambrai a réoccupé Saint-Quentin évacué avec précipitation par sa garnison allemande au prix de deux canons, de bagages et de prisonniers, et le général Faidherbe a pu continuer son mouvement en avant d'Albert sur Corbie. Cela semble indiquer que son adversaire, le général von Goeben, n'a pas cherché jusqu'à présent à le déborder, comme le bruit en courait à Lille ces jours derniers, mais qu'il l'attend, au contraire, dans ses positions fortifiées derrière la Somme.

» Les nouvelles de l'Est sont toujours contradictoires, les dépêches allemandes persistant à nier les succès mandés par les dépêches françaises. Cependant, elles avouent des combats sanglants et des pertes considérables. Leur position en avant de Belfort est stratégiquement très-forte, ce qui explique comment Bourbaki, malgré la supériorité numérique de ses forces, n'a pas encore réussi à les obliger de lever le siége de la place, qui ferme, du côté du Sud-Ouest, les communications de l'Alsace avec la Franche-Comté. »

Guillaume, Roi de Prusse, Empereur d'Allemagne. — Le rêve et l'ambition des Hohenzollern sont enfin réalisés !... Guillaume est élevé à la dignité d'Empereur. Voici le texte du message par lequel il a fait part de son élévation au peuple allemand :

« Nous, **Guillaume**, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, proclamons, par la présente, les princes allemands et les villes libres ayant fait à nous l'appel unanime de renouveler, avec le rétablissement de l'Empire allemand, la dignité d'Empereur, abolie depuis soixante ans, et d'accepter ce titre.

» Les stipulations nécessaires ayant été prévues dans la Constitution de la Confédération allemande, nous proclamons que nous considérons comme un devoir envers la patrie commune d'accéder à cet appel des princes allemands fédérés et des villes libres, et d'accepter la dignité d'Empereur.

» Nous et nos successeurs dans la couronne allemande, nous prendrons le titre d'Empereur dans toutes nos relations et affaires de l'Empire allemand.

» Nous espérons en Dieu, qu'il sera donné à la nation allemande de mener la patrie sous le symbole de son ancienne splendeur à un avenir prospère.

» Nous acceptons la dignité impériale avec la conscience du devoir de protéger avec la fidélité allemande les droits de l'Empire et de ses membres, de sauvegarder la paix, de soutenir l'indépendance de l'Allemagne et de consolider la force du peuple.

» Nous l'acceptons dans l'espoir qu'il sera donné au peuple allemand de jouir de la récompense de ses luttes chaudes et soutenues avec abnégation dans une paix durable et dans les frontières qui accorderont à la patrie la sécurité contre de nouvelles attaques de la France, sécurité dont l'Allemagne a été privée pendant des siècles.

» Mais à nous, à nos successeurs, à la couronne impériale, Dieu veuille accorder d'être toujours le garde de l'Empire allemand, non par des conquêtes de guerre, mais par des œuvres de paix, sur le domaine de la prospérité, de la liberté et de la civilisation nationale. »

Et dire que c'est en France, à Versailles, jadis siége de toutes les pompes et de toutes les splendeurs de la monarchie française, que le Roi de Prusse s'est octroyé la couronne impériale, depuis si longtemps

convoitée. Et dire que c'est pour obtenir « *cet avancement* » et ce pompeux hochet que la guerre a été continuée après Sedan et que le sang ruisselle de toutes parts sur le sol français. Cette couronne impériale, que le chef des Hohenzollern vient de ceindre, elle a été placée sur sa tête par la main de milliers de braves allemands, morts pour la plus grande gloire de leur chef et pour la ruine et la douleur de leurs familles. Cette couronne est souillée du sang et des larmes de l'Allemagne et de la France.

Quelle dure leçon que ces événements pour les peuples! Et sauront-ils en profiter?... Napoléon III a jeté la France dans les hasards d'une guerre « longue et pénible » pour affermir la couronne impériale qui chancelait sur sa tête. Guillaume Ier a continué la guerre après Sedan pour pouvoir se faire proclamer Empereur d'Allemagne. Voilà ce que sont les peuples et la fortune des nations aux mains des Rois : des instruments de vengeance personnelle, de domination et de conquête!

Quand les souverains emprisonnent, déportent et fusillent les tenants de la démocratie et de la République des États-Unis d'Europe, ils savent ce qu'ils font. Mais les peuples qui tolèrent ces dénis de justice, ces actes arbitraires, ces luttes fratricides entre nations faites pour s'estimer et s'entr'aider, et qui acclament les bourreaux de leurs plus fidèles et plus sûrs défenseurs et leurs propres bourreaux à eux-mêmes!... Quel aveuglement!... Quel oubli de leurs intérêts!...

La France, aujourd'hui, sait à quoi s'en tenir sur les bienfaits du régime monarchique. Le pouvoir personnel lui a valu toutes les hontes, toutes les humiliations, toutes les trahisons. Aussi son règne est fini à jamais. Espérons que l'Allemagne reconnaîtra, elle aussi, à son tour, ce que lui coûte de sang et de bien-être la couronne impériale que son chef vient de ceindre. Et alors il y aura de beaux jours, en Europe, pour la dignité humaine, pour la liberté individuelle, pour le progrès et la prospérité de tous! Et, au lieu de souverains ambitieux et égoïstes, prodigues du sang et du bien-être de leurs peuples, il y aura partout à la tête des groupes politiques, des mandataires révocables, responsables des intérêts majeurs qui leur seront confiés.

L'élévation de Guillaume à Berlin... Un enthousiasme irréfléchi. — Les Prussiens, ou du moins les Berlinois, ne se sentent pas de joie des honneurs et des titres pompeux que leur seigneur et maître Guillaume vient de s'octroyer aux dépens de la vie et de la santé de tant de braves soldats. Voici un télégramme de Berlin, qui nous donne de navrants détails sur l'enthousiasme de la population de cette ville à l'occasion de la *promotion* de Guillaume :

« La proclamation du Roi annonçant qu'il accepte la couronne impériale d'Allemagne a été lue à

haute voix dans les rues. Elle a été accueillie avec de grands applaudissements. Le passage qui se rapporte aux frontières de la patrie commune et à leur sécurité contre les attaques de la France, a été particulièrement acclamé.

» Ce soir, la ville est illuminée. Les habitants en masse stationnent devant le palais de la Reine, acclamant « l'Impératrice, » et faisant entendre des chants patriotiques. La foule couvre l'allée des Tilleuls. »

Guillaume, Empereur et Maudit. — On vient de voir l'enthousiasme irréfléchi qui se fait jour à Berlin à l'occasion de l'élévation de Guillaume à l'Empire.

L'article suivant de l'*Écho du Nord* est l'éloquente expression des sentiments d'une grande partie de la nation française à l'égard du nouvel « *Empereur* » dont l'ambition et l'égoïsme sont en grande partie la cause des luttes et des désastres actuels, surtout depuis Sedan et Ferrières :

« Quelle mauvaise inspiration de ne pas avoir attendu la paix pour ceindre la couronne impériale et prendre le titre d'Empereur !

» Il est impossible qu'une couronne ramassée dans des torrents de sang ne porte pas malheur à celui qui la porte.

» Pour forger cette couronne impériale, il a fallu un million de victimes, ensevelies dans les sillons du Danemark, du Hanovre, de la Saxe, de tous les États de l'Allemagne, de l'Autriche et de la France.

» C'est dans le sang que le manteau impérial a puisé sa fausse couleur de pourpre.

» Les malédictions de toute la France et d'une partie de l'univers forment le concert du *joyeux avénement.*

» L'Empereur Guillaume est maudit par trente millions de mères ou d'épouses de chaque côté du Rhin.

» Il est maudit par des millions d'enfants, priant Dieu pour leurs pères ou leurs frères.

» Il est maudit par les habitants des villes, dont il ravage les propriétés et ruine les familles.

» Il est maudit par les populations des campagnes dont il brûle les villages et détruit les maisons.

» Il est maudit par les soldats des deux nations, qui se massacrent pour son ambition.

» Il est maudit par les blessés qui encombrent les hôpitaux, par les mutilés qui rentrent dans leurs foyers, inutiles pour l'existence de leurs familles.

» Il est maudit par les artistes, par les savants, par les poètes.

» Il est maudit par les générations présentes, comme il sera maudit par l'histoire.

» C'est lui qui, à la fin de ce siècle splendide, arrête la marche de l'humanité dans la voie du progrès.

» Il est le fléau de la civilisation, il est l'Antechrist de la barbarie.

» C'est avec la puissance des machines, avec la perfection des engins de guerre qu'il a triomphé du plus héroïque courage et ravagé les nations.

» Ce n'est point la gloire, mais la célébrité qui convient à ce fléau de l'Europe.

» Ce n'est point l'admiration, mais la haine que laissera son passage.

» Et lorsque la vérité pourra librement se faire entendre, lorsque seront dévoilées toutes les atrocités de cette guerre, lorsque seront comptés tous les morts, estimées toutes les ruines et constatés tous les attentats aux droits et aux progrès, ce n'est plus le nom de *Guillaume-le-Ravageur* qui sera donné à cet Empereur des Germains, mais celui de *Guillaume-le-Maudit.* »

L'occupation prussienne à Amiens. — On écrit de cette ville que le joug prussien pèse plus lourdement que jamais sur la population. Les classes ouvrières s'étant donné le plaisir de siffler et de huer leurs seigneurs et maîtres les Prussiens, le soir, au sortir des

ateliers, l'autorité militaire a fait avertir que tout rassemblement serait dispersé par la force, et sans sommation, et que les *perturbateurs* seraient déférés à une cour martiale.

D'autre part, on a rendu les communes responsables des dégâts et des entraves que les francs-tireurs pourraient apporter aux voies de communication.

L'amende que les communes auront à payer, s'il s'agit d'un télégraphe dérangé : A deux mille francs la première fois.

S'il agit d'un chemin de fer :

A cinq mille francs la première fois.

Et à quinze mille francs en cas de réïtération.

Dans les cas graves, le préfet se réserve d'augmenter le chiffre de cette amende.

Mise en liberté de M. Pinard. — M. Pinard a été mis en liberté et a reçu l'ordre de quitter immédiatement la France. Il est parti pour Genève. Il a été établi qu'il avait communiqué à quelques-uns de ses amis des exemplaires du journal le *Drapeau*. Mais le parquet n'a pas cru voir là matière à une mise en prévention.

Arrestation du précepteur du prince impérial. — Le *Journal du Cher* annonce que M. Filon, précepteur du prince impérial, aurait été arrêté à Angers, porteur de dépêches chiffrées.

Opinion d'Henri Heine sur les fortifications de Paris. — Il est curieux de relire, à la lueur des événements actuels, les discussions et les jugements divers auxquels donna lieu, il y a trente ans, la construction des fortifications de Paris. Voici ce qu'écrivait à ce sujet (13 février 1841) l'un des écrivains les plus en vogue, l'allemand Henri Heine, dans ses lettres à la *Gazette d'Augsbourg* rééditées plus tard sous forme du livre intitulé *Lutèce :*

« Les fortifications de Paris, disait-il, sont l'événement le plus grave de notre temps, et les hommes qui ont voté dans la Chambre des députés pour ou contre cette œuvre prodigieuse ont exercé sur l'avenir la plus grande influence. A cette enceinte continue, à ces forts détachés, se relie désormais le sort de la nation française. Ces constructions avanceront-elles l'établissement de la liberté ou de la servitude? Sauveront-elles Paris d'une surprise ennemie, ou l'exposeront-elles impitoyablement au droit dévastateur de la guerre? Je l'ignore, car je n'ai ni siége ni voix au conseil des dieux. Mais je sais que les Français se battraient parfaitement bien s'ils devaient un jour défendre Paris contre une troisième invasion. Les deux invasions antérieures, de 1814 et de 1815, n'auraient servi qu'à accroître la fureur de la résistance.

» Peut-être, continue-t-il, ces fortifications sont-elles le cercueil gigantesque que, par un noir pressentiment, le géant gaulois décréta de préparer pour lui-même. Cependant, un bon laps de temps pourra encore se passer avant que son heure suprême ne sonne, et il serait capable d'asséner auparavant les coups les plus mortels à plus d'un présomptueux. En tout cas, si un jour venait où ce géant dût succomber, que les dieux ne fassent jamais arriver ce jour maudit ! — le fracas de sa chute ferait trembler la terre; et bien plus terriblement que pendant sa vie, le colossal fantôme du défunt tourmenterait ses ennemis par sa mission posthume. »

Le cri d'admiration du monde entier devant la ténacité et la résistance à outrance de Paris montre que l'écrivain allemand, naturalisé parisien par son esprit et ses habitudes, disait vrai en prédisant « la grande influence que les fortifications de Paris devaient exercer sur l'avenir » et en prévoyant que les Français sauraient « défendre leur Capitale contre une troisième invasion. »

VENDREDI, 20 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Encore un revers ! Encore une déception pour la France !... Elle se consolait des dernières défaites sur la Loire en songeant aux compensations que lui apporterait la marche de Bourbaki dans l'Est... Et voilà que de ce côté aussi la fortune trahit nos efforts !

Comme toujours, il y a contradiction sur l'étendue de nos insuccès. Ainsi, d'après les dépêches de Suisse et de Versailles, notre armée serait en pleine retraite. Par contre, d'après la version de la délégation, les efforts de Bourbaki, pendant trois jours, n'auraient pas réussi à rompre les excellentes lignes stratégiques du général Werder. Ce serait donc une tentative repoussée, mais qui pourrait encore se renouveler.

Ces nouvelles ont jeté la consternation et le dépit dans toute la France. On avait tant espéré de la stratégie de Bourbaki pour inquiéter les communications de l'ennemi avec l'Allemagne et le contraindre à lever le siége de la Capitale !... Et voilà toutes ces espérances anéanties, et Paris de nouveau abandonné à lui-même, et cela au moment où un ennemi implacable menace impitoyablement jusqu'à la vie des femmes et des enfants dans leurs asiles les plus sacrés... Aura-t-on encore le temps de se reformer et de revenir à la charge ?... Ce n'est pas l'issue finale de la guerre qui semble compromise. Non ; mais c'est la délivrance, c'est le salut de Paris qui est peut-être devenu impossible. Or, la province eût tant voulu faire pour Paris ce que Paris avait fait pour elle : à savoir, déconcerter l'ennemi, en déjouant ses projets d'humiliations et d'assujettissement... Et voilà encore tout à refaire, tout à reformer : les plans, les armées, la stratégie.

Dans de telles circonstances, quand on mesure tout ce qu'il a fallu faire pour organiser les forces insuffisantes, aujourd'hui sur pied, et que l'on songe aux merveilleuses conditions d'organisation et de tactique de l'ennemi, on ne peut s'empêcher de songer avec colère aux auteurs de

la situation désastreuse avec laquelle la République est aux prises. Ce n'est pas Chanzy, ce n'est pas Bourbaki, ce n'est pas l'armée de la Loire, ce n'est pas l'armée de l'Est qu'il faut incriminer. Non. Les auteurs de nos désastres passés, présents et futurs, ce sont ces généraux, maréchaux et empereur qui ont commencé la guerre sans être prêts et qui ont livré la fleur de nos forces et de notre outillage militaires à l'ennemi. Voilà les coupables, les seuls coupables. Ne l'oublions pas. Et sachons gré aux généraux et aux armées de la République des preuves d'énergie et de courage qu'ils donnent tous les jours, malgré des difficultés sans nombre, malgré l'insuffisance du matériel, malgré l'inexpérience des troupes, malgré les circonstances atmosphériques contraires.

Avec de la foi en elle et dans les innombrables industries de son génie militaire, avec l'union de toutes les classes, avec de l'obstination et de la tenacité, surtout avec le dévouement et le désintéressement de celui qui possède comme de celui qui ne possède pas, la France finira par vaincre. Mais quand vaincra-t-elle?... Et entretemps que deviendra Paris?

Les armées et les ressources militaires qu'elle a su créer en quelques semaines et qui s'aguerrissent tous les jours, se complétant, se fortifiant, s'épurant à chaque revers, et recueillant jusqu'aux suffrages et à l'estime de l'ennemi, nous permettent ces espérances dans le succès final.

Mais d'ici à l'heure du succès final, que de sang encore à verser à cause de l'impéritie et de la trahison de quelques hommes aux mains de qui la France avait confié son honneur et sa fortune !

Paris. — Les malheurs ont plus fait pour grandir Paris que sa richesse, ses plaisirs et ses merveilles de tout genre. La grande cité apparaît aujourd'hui au monde avec une auréole de grandeur morale à laquelle on lui défendait d'atteindre.

Voici en quels termes élogieux et émus s'exprime sur le compte de la population parisienne, le correspondant du *Daily News*, qui jusqu'ici s'était montré fort peu sympathique à la défense, et qui, dans chacune de ses lettres écrites depuis le siége, poursuivait sans vergogne des railleries les plus amères et des sarcasmes les plus acérés les efforts des défenseurs de Paris, surtout des défenseurs civils :

» Le bombardement continue. Pendant quelque temps il se relâche et ensuite il reprend avec son ancienne violence, principalement pendant la nuit. Le peuple l'endure avec une force de caractère qui est digne d'éloges. Les habitants de la rive gauche accourent maintenant sur la rive droite, et tout le monde s'empresse d'aider ces *méridionaux* dans leur difficulté. *La charité de Paris est sans limite. Je n'avais point d'idée, jusqu'à cet hiver, du cœur généreux qu'a ce peuple de Paris. Nous avons en Angleterre cette opinion qu'il est frivole et sans cœur, et que ses manières affables*

sont affaire de surface. Vous devriez voir son abnégation, sa bonté de cœur, sa libéralité sans bornes. La misère du pauvre est bien grande, mais elle fait ressortir toutes les nobles qualités de la nation française, montrant comment ceux qui n'ont rien peuvent souffrir avec héroïsme et ceux qui ont quelque chose viennent généreusement en aide aux autres. N'importe quel soit le résultat du siége, — que Paris soit sauvé ou non, — la Capitale de la France sortira de cette fournaise ardente, ennoblie et purifiée, avec un sens de grandeur que même la défaite ne saurait détruire, avec une possession de sentiment humain qui lui assurera ce que, sous le règne de Napoléon, elle avait presque perdu : l'empire des cœurs. »

A Versailles, où l'on s'est mépris sur le caractère du peuple de Paris, on est fort surpris que le bombardement et ses horreurs n'aient pas encore amené la population à se rendre. Aux avant-postes, pour charmer leurs ennuis et se bercer l'esprit de riantes perspectives, les Prussiens échangent entre eux force récits de séditions qui auraient éclaté à Paris. Voilà quatre mois qu'ils prennent ainsi leurs vœux pour la réalité... *et qu'ils se trompent du tout au tout*. Espérons qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin de cette guerre maudite !...

Proclamation de l'Empire allemand à Versailles. — Voici quelques détails qu'on a télégraphiés, à ce sujet, aux journaux anglais, et notamment au *Daily-News :*

« Versailles, 19 janvier.

» Comme je vous l'ai annoncé brièvement, l'Empire allemand a été proclamé ici hier. La cérémonie a eu lieu dans la Galerie des Glaces. Le roi **Guillaume** a été accueilli avec un enthousiasme extraordinaire par les soldats victorieux, qui remplissaient la galerie d'un bout à l'autre. Il y avait là des détachements d'un grand nombre de régiments de toutes armes. Ils étaient rangés sur les deux côtés de la galerie ou dans les appartements qui y conduisent. Le corps entier des officiers d'état-major, les courtisans, les officiers de régiments, les fonctionnaires du gouvernement, étaient rangés en face des soldats sur le côté opposé de la galerie. L'aspect était très-brillant.

» Les drapeaux allemands étaient groupés à l'extrémité ouest de la galerie. Au centre, on avait dressé un autel pour la célébration de l'office luthérien. Devant cet autel se tenait l'Empereur, ayant le prince royal à sa droite. Les princes allemands formaient un demi-cercle derrière lui. A l'autel se trouvaient plusieurs ecclésiastiques luthériens, les aumôniers des régiments en costume, etc. A leur droite un corps de musique militaire. Le service a eu un caractère particulièrement imposant par l'excellence du chant et de la musique. Il y a eu un sermon court, mais habilement conçu, dans lequel la situation politique a été hardiment abordée.

» Le groupe impérial s'est ensuite dirigé vers le fond de la galerie où les drapeaux étaient déployés. Là, l'Empereur a fait un discours pour annoncer qu'il accepte le titre d'Empereur selon le vœu du peuple et des princes de l'Allemagne, afin d'assurer l'union nationale de la patrie.

» Le prince royal a pris ensuite la parole et a terminé son discours en criant d'une voix ferme : « Vive l'empereur Guillaume ! » Aussitôt s'éleva une acclamation telle que la galerie en a rarement entendu de pareilles. Les casques et les toques s'agitaient en l'air. La musique entonnait l'hymne national. L'enthousiasme était irrésistible. »

La vie à Versailles pendant le siége de Paris. — Versailles ayant joué un grand rôle dans l'investissement de Paris, nous croyons bon de collectionner tous les détails qui se rattachent à la vie qu'on y menait et aux rapports des habitants avec leurs vainqueurs. La lettre suivante, adressée au *Journal de Bruxelles*, est instructive à plus d'un point de vue :

« Versailles, 16 janvier.

« Je viens de parcourir les galeries du Musée de Versailles. Ce n'est pas l'un des spectacles les moins curieux à étudier ici que ces galeries toujours remplies d'officiers et de soldats allemands qui les parcourent en tous sens et qui sont grands admirateurs de ces fameuses collections dédiées « à toutes les gloires de la France. » Les salles du rez-de-chaussée, où sont les tableaux consacrés aux victoires de **Napoléon Ier**, sont transformées en ambulance internationale et l'accès en est interdit au public; mais celles du premier et du second étage, qui retracent le règne de **Napoléon III** et ceux de ses prédécesseurs, sont ouvertes toute la journée. J'ai remarqué que les peintures qui rappellent les victoires de Magenta, de Solferino, de Malakoff, de l'Alma, de Puebla, de Mexico, c'est-à-dire les plus récentes, sont celles qui excitent plus particulièrement la curiosité des visiteurs allemands.

» Peut-être les vainqueurs du jour veulent-ils y rechercher quelques ressemblances et quelques modifications ? Peut-être est-on curieux de retrouver sur ces toiles plus ou moins froides, plus ou moins *officielles*, les traits de ces généraux et de ces maréchaux qui, vainqueurs jadis, ont dû rendre les armes à Sedan, à Metz ou à Orléans. Sans doute, ce qui attire dans les galeries historiques cette affluence de militaires allemands, c'est surtout la jouissance d'amour-propre qu'ils éprouvent à avoir vaincu la grande nation qui promena sur tous les champs de bataille du monde ses aigles victorieuses et qui arbora son drapeau sur les clochers de toutes les capitales.

» La visite que j'ai rendue au palais de Versailles m'a convaincu que les Allemands ont respecté absolument tous les objets d'art et qu'ils n'ont rien emporté en fait de tableaux ou de statues. On s'est borné à expédier à Berlin quelques canons hors d'usage qui dataient du temps de **Louis XV** ou de **Louis XVI** et qui étaient oubliés dans l'une des cours du château. Les jardins sont également ouverts au public versaillais comme aux soldats de la garnison, et malgré le froid excessif, les promeneurs y sont assez nombreux. Les pièces d'eau sont couvertes de patineurs allemands, français, anglais, américains, en un mot de tous pays.

» Dans les rues de Versailles, ce qui étonne surtout l'étranger, c'est de rencontrer presqu'à chaque pas des boutiques allemandes, où l'on vend des effets militaires, des cigares, des salaisons, du vin de Champagne, de la quincaillerie, etc. Les commerçants français se sont presque tous mis à l'unisson et ont posé des affiches allemandes ainsi conçues : *Ici on parle allemand; Dîners et déjeuners pour MM. les officiers de l'armée allemande ; Bières allemandes; Costumes civils et militaires.* C'est à tel point que parfois on se demande si Versailles n'a pas été transporté tout à coup du Rhin ou de l'Oder; mais, les marchands ambulants qui crient en français : *Demandez, messieurs, demandez les allumettes allemandes, cigares du comte de Bismark, demandez !* vous rappellent aussitôt la réalité, et dans le fait les habitants de la ville qui savent parler allemand sont rares. Cette remarque s'applique d'ailleurs à toutes les villes de France.

» Les gens les plus à plaindre sous le rapport matériel sont évidemment les propriétaires et les rentiers, qui ne touchent plus qu'une très-faible portion de leurs revenus. Au contraire, les hôteliers, les cafetiers et, en général, les commerçants du détail font de beaux bénéfices, et plusieurs d'entre eux ont réalisé des fortunes dans les quatre mois de l'occupation. On cite tel et tel individu qui ont gagné plusieurs centaines de mille francs depuis le 15 septembre. Cela s'explique par les prix excessifs auxquels on fait payer toutes choses aux militaires.

» Le champagne véritable se vend de 12 à 15 et même à 18 francs la bouteille, et tout homme qui porte le casque pointu, le petit bonnet rond ou la casquette plate de l'armée conquérante ne saurait obtenir une bonne bouteille de vin de Bordeaux ou de Bourgogne, s'il ne la paye 8 ou 10 francs, un dîner convenable s'il n'y met 5 ou 6 francs, sans le vin. Pendant ce temps, l'homme qui porte un costume civil payera les choses à leur valeur véritable, *et si vous avez le bonheur d'être Français, vous ne les payerez pas du tout, on vous donnera tout ce que vous voulez à crédit.*

» Voici un fait qui m'est arrivé à moi-même avec un Belge de mes amis. Nous commandons une bouteille de Beaune, on nous la fait payer quatre francs, ce qui est le prix; un officier allemand commande à côté de nous une bouteille du même cru, on la lui a comptée dix francs ! Et ceci n'est pas une exception, c'est un fait normal. Le *Moniteur de Seine-et-Oise* publiait hier une lettre d'un médecin allemand sur cette question, sous le titre: *Les vainqueurs vaincus.* La publication de cette lettre dans le journal officiel prouve que le fait signalé est loin d'avoir échappé à l'état-major ; mais je

pense qu'il ne déplaît pas aux vainqueurs de tolérer cet état de choses, d'abord pour établir leur modération d'une façon irréfutable, ensuite dans l'intérêt même de l'approvisionnement de l'armée. Les commerçants français, qui ont la certitude de vendre la marchandise trois ou quatre fois ce qu'elle leur coûte, ne reculent devant aucun danger pour se la procurer, et plusieurs d'entre eux enfreignent journellement, et même en territoire français, les articles du Code pénal français qui interdisent de ravitailler l'ennemi. De temps en temps quelques fraudeurs sont saisis et fusillés par les Français. »

Les prisonniers français... Leurs souffrances. — Voici quelques passages d'une poignante correspondance de Nancy :

«... La captivité n'est à souhaiter pour personne, pas même pour les lâches qui jettent bêtement leurs armes, se croyant quittes de risquer leur vie. Nous en voyons passer à Nancy par milliers qui conviennent, mais trop tard, que la mort est préférable à ce qu'ils endurent. Ils meurent de faim ; du reste leur figure le dit assez.

» Mais ce qu'il y a de plus affreux, c'est de les voir passer dans des waggons de marchandises, à découvert, par le froid rigoureux que nous éprouvons en ce moment : et depuis longtemps ces malheureux sont presque tout nus, sans bas et beaucoup même sans chemise. Toute la ville se porte à leur arrivée ; et c'est chose admirable, comment tout le monde, le cœur navré de douleur, en voyant ces cadavres, qui ne peuvent ni remuer ni parler, tant leurs dents sont serrées, se dépouille pour couvrir tous ces malheureux. Les dames jettent leurs châles, défont leurs jupons, et souvent les divisent en deux pour faire deux heureux au lieu d'un.

» On court chargé de pains, de sabots, de chaussettes ; et combien il en faut pour contenter tant d'infortunés ! La ville de Nancy se distingue par le cœur et la charité. Aussi, en partant, ceux qui peuvent encore remuer les lèvres, s'efforcent de crier : *Vive Nancy !...*

» Ce tableau est navrant ; en voici un autre, bon à mettre en regard.

» L'imagination se représente **Bismark** et le roi de Prusse assis face à face dans l'OEil-de-bœuf de Versailles, torturés par des scrupules de politique ou de conscience par rapport au bombardement de Paris, et se suggérant alternativement l'un à l'autre des notes diplomatiques ou des solutions puisées dans la Bible. Le roi de Prusse trahit subitement une faiblesse de nerfs, qui est tout à fait de circonstance, mais dont on ne lui a guère fait honneur, en réfléchissant que la route qui mène à Berlin est rouge de sang et couverte de sombres tombeaux à peine fermés. On n'a rien négligé pour lui frayer le chemin de la victoire. »

Les ballons. — Les feuilles belges nous donnent les détails suivants sur un ballon parti de Paris avant-hier :

« Un ballon parti de Paris est descendu mercredi, à dix heures du soir, près de Ruremonde. Son atterrissement a été assez facile, grâce au courage et à l'énergie d'un paysan qui a maintenu l'ancre. Les trois voyageurs ont été reçus par la population avec sympathie et ont pris un repas chez le curé.

» Ils étaient partis le matin à trois heures, de Paris, et ont mis par conséquent dix-neuf heures pour franchir une distance qui, en ligne droite, est de 360 kilomètres.

» L'aéronaute est resté à Ruremonde pour reprendre son ballon. L'un des voyageurs est parti pour Londres, par la Hollande, avec une partie des dépêches ; l'autre pour Lille, par Namur et Liége, en emportant aussi beaucoup de dépêches et de pigeons.

» Les nouvelles données par ce dernier sont, en résumé, les suivantes :

» Le bombardement a continué sans relâche sur les forts et aussi sur plusieurs parties de la ville. Il a causé assez de dégâts, mais les incendies sont rares et éteints facilement. Il y a encore beaucoup de blé à Paris ; mais, dans les derniers jours, on a eu de grandes difficultés pour le moudre, à cause de la destruction de plusieurs moulins par le bombardement. On est obligé de moudre à la main dans beaucoup de localités. Il y a aussi un très-grand nombre de chevaux pour la boucherie.

» Le nombre des personnes tuées par le bombardement est évalué à quinze par jour.

» Les sacs de dépêches apportés par ces trois aéronautes pesaient près de deux cents kilo-

grammes ; celui des trois qui allait à Lille est un adjoint à la mairie du 3e arrondissement : il espère pouvoir rentrer dans Paris grâce à un déguisement. »

D'autre part, nous trouvons dans les feuilles hollandaises les noms des aéronautes. Ce sont : MM. Eugène Clercy, adjoint du maire du 3e arrondissement de Paris ; Edouard Cavaillon, volontaire et Edmond Tarbiaux, ingénieur.

Le couronnement du nouvel Empereur et les déceptions de Francfort. — D'après le *Journal de Francfort*, les efforts tentés par les magistrats de Francfort pour obtenir le couronnement du nouvel Empereur d'Allemagne dans cette antique cité de l'Empire, ne paraissent devoir amener aucun résultat. La nouvelle télégraphiée de Berlin à la *Presse* de Vienne, que le couronnemeut se fera à Berlin et non à Francfort, est confirmée par une communication confidentielle, adressée de Versailles au *Post*, d'après laquelle il est moins que jamais question d'élever Francfort à la dignité de « ville de couronnement. »

Un partisan d'une Constituante. — M. Lanfrey, républicain de la veille, bien connu par une histoire de Napoléon Ier où la légende n'est guère ménagée, a publié un article fort sévère pour la délégation, qu'il appelle la *dictature de l'incapacité*. Les *incapables* ont répondu à M. Lanfrey en lui offrant la préfecture du département du Nord. Mais M. Lanfrey a décliné cette offre. — M. Lanfrey est partisan de l'élection immédiate d'une Constituante et de la suppression du provisoire. A ses yeux, il n'y a de salut pour la France que dans l'adoption de ces mesures.

La France et l'Allemagne au point de vue de la Révolution. — Voici quelques fragments d'une lettre fort intéressante que la plupart des journaux attribuent à un publiciste allemand dont on ne donne pas le nom :

«... Ainsi que tout ce que le peuple français a fait et souffert depuis le commencement de sa révolution, cette horrible guerre renferme une leçon qui ne saura plus s'effacer dans l'esprit de tous les opprimés.

» C'est au milieu des grands malheurs que se montre la valeur des hommes et des idées. Là où les âmes basses succombent, les âmes bien trempées se régénèrent et retrouvent en elles-mêmes la puissance morale qui défie la force brutale.

» Tous les peuples, qui ont joué un rôle dans l'histoire, ont dû passer par des épreuves qu'ils ont su plus ou moins dignement supporter ; mais jamais peuple n'a montré plus d'énergie et d'élévation d'âme que cette noble nation française, tant calomniée par les ennemis de sa révolution.

» Aussi la France a-t-elle les sympathies de tous les hommes généreux du globe. Il n'y a que les Allemands dont l'aveuglement semble être incurable.

» Ce n'est pas d'aujourd'hui que datent ces sentiments haineux et envieux envers la France, cette incapacité absolue des Allemands pour apprécier les mérites de la plus grande nation moderne. Depuis plus de cinquante ans, gouvernements, universités, écoles populaires, journalisme et littéra-

ture ont concouru en Allemagne pour semer les plus mauvaises passions contre une nation qui a été, depuis la fin du dernier siècle, le cauchemar de ses princes et l'objet d'envie de ses professeurs. Cette semence empoisonnée porte aujourd'hui ses fruits, à la stupéfaction du monde et surtout du peuple français lui-même, qui ne se doutait pas de tant de fiel chez un peuple réputé bénin et savant.

» Quant à moi, je ne me suis jamais trompé sur ce qu'on devait attendre d'un peuple endoctriné par des valets et mené par des bourreaux. Bien longtemps avant cette guerre nationale, préparée de longue main par les chefs des Junkers prussiens, j'ai dit à plusieurs reprises, en Allemagne autant qu'en France, ce que je pense de ces malheureux, entraînés aujourd'hui à la remorque de leurs princes pour envahir la France, qui leur a apporté le peu de liberté dont ils jouissent dans ce siècle. — On m'a taxé de pessimiste. Hélas! ce que j'ai tant de fois prédit ne s'est que trop réalisé.

» Eh bien! malgré la terrible catastrophe qui s'est abattue sur la France, je suis plus que jamais convaincu du triomphe final de la cause française, qui est celle de tous les peuples.

» Un nouveau monde moral, tel que la révolution française l'a préparé, ne se substitue pas à un ancien monde profondément corrompu, sans réactions, sans péripéties et sans secousses qui semblent vouloir ruiner ce qui vient d'être enfanté. C'est ce que ne comprendront jamais les savants Pharisiens de l'Allemagne, qui manquent du feu sacré de l'humanité moderne, dont la face est toujours tournée en arrière, et qui reprochent à la France des changements continuels, inséparables pourtant d'une vie sociale en ébullition, toujours en lutte avec l'ignorance et la misère de l'ancien monde.

» Ah! les ingrats, qui ont tant profité des bienfaits de la révolution, tout en applaudissant aux guerres contre-révolutionnaires! Ils n'ont ni le droit ni la capacité de juger une nation qui s'est dévouée à la cause des opprimés, tandis qu'eux n'ont fait qu'entraver la marche de la société moderne.

» Ce qui se passe sous nos yeux est bien digne de nos méditations. Voilà une nation qui expie, en nouveau Christ, pour le salut de l'humanité, des fautes et des crimes inhérents aux luttes, par lesquelles les peuples de l'histoire doivent passer pour accomplir les grandes destinées de la société humaine.

» Voilà, d'autre part, des masses inertes, poussées par des despotes hypocrites et des professeurs serviles à se ruer sur la terre classique de la révolution, avec l'intention bien arrêtée de ruiner avec la nation française tous les efforts qu'elle a faits et qu'elle ne cesse de faire pour réaliser dans le monde l'ère de la liberté et de la justice! Et ce triste spectacle, cette immence tragédie se joue devant un monde trop lâche et trop égoïste pour intervenir dans cette dernière lutte gigantesque entre le passé et l'avenir!

» Oui, c'est à cette heure suprême que se montre la valeur des hommes. Sauf quelques amis sincères de la révolution, qui accourent se joindre aux partisans du héros italien pour sauver le monde d'une nouvelle barbarie infiniment plus odieuse que celle du moyen-âge, la France seule doit se suffire et se suffira pour accomplir sa tâche.

» Un jour, et ce jour n'est pas éloigné, les opprimés de tous les pays se lèveront en masse et demanderont compte non-seulement aux bourreaux de la France, mais encore à tous ces gouvernements égoïstes qui assistent les mains jointes à l'égorgement du peuple-martyr de la société moderne. »

SAMEDI, 21 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Il est donc écrit que la fortune doit nous trahir à la fois de tous les côtés. Nous sommes battus à l'Ouest; nous sommes repoussés et tenus en échec à l'Est; et nous voilà égale-

ment battus et en retraite dans le Nord, où jusqu'ici nous avions fait bonne contenance. Là aussi, la lutte a duré trois jours ; là aussi, le patriotisme et le courage de nos troupes ont fait merveilles ; mais là aussi, nous avons succombé devant le nombre, devant la perfection des engins et devant le génie des stratégistes ennemis. Les Prussiens tirent un tel parti des nouvelles voies de communication, créées depuis les guerres du premier Empire, que les mêmes troupes se trouvent un jour sous les murs de Paris et, le lendemain, combattent et écrasent une armée ennemie à dix lieues, à quinze lieues de là, quittes à venir reprendre leur campement de la veille, une fois l'*exécution* faite.

Les chemins de fer, les perfectionnements introduits dans l'armement, l'augmentation considérable des hommes en armes, tout cela a changé les conditions de la guerre et la manière de la faire. Or, l'état-major prussien est admirablement préparé pour les nouvelles conditions et la nouvelle manière de faire la guerre. En était-il de même de nous? En était-il surtout de même pour nous au lendemain de Metz et de Sedan? C'est par l'opiniâtreté, c'est par la ténacité, c'est par la persistance dans la lutte à outrance que nous vaincrons l'agression. Nous ne battrons pas l'ennemi. Nous ne l'écraserons pas. Mais nous le lasserons et nous l'épuiserons. Le plus grand ennemi que la France ait à combattre aujourd'hui, c'est le découragement.

Et comment pourrait-elle ne pas s'émouvoir, quand elle voit son sang le plus généreux couler à flots sur tous les points de son sol envahi? Et, d'un autre côté, comment adhérer aux exigences d'un ennemi qui veut la mutiler et lui enlever deux de ses plus belles, de ses plus riches et de ses plus fidèles provinces? *Jamais la France ne s'est trouvée dans une alternative aussi cruelle : avoir à choisir entre le salut dans l'humiliation et la honte, dans une paix humiliante et précaire ; ou entre l'honneur et la dignité dans la continuation de la guerre, dans de nouvelles ruines et dans de nouvelles effusions de sang!..*

Depuis Sedan, depuis Metz, la France a sacrifié des milliers d'existences et une partie de sa prospérité matérielle pour conserver sa grandeur morale et tenir honorablement son rang de grande nation. Aujourd'hui, il faut de nouveaux sacrifices, ceux qui ont été faits étant restés stériles. La France a sauvé son honneur et sa dignité que la dynastie bonapartiste et ses créatures avaient compromis à Sedan et à Metz. Maintenant, elle doit sauver son unité et les principes de la Révolution, c'est-à-dire, ce qui fait la France si grande, si écoutée, si aimée dans le monde, partout où il y a un noble cœur et une intelligence élevée, partout où un peuple opprimé et avili soupire après l'indépendance et la dignité. En un mot, l'honneur de la France est

sauf comme nation. Il faut lui garder maintenant sa grande position de champion du droit et de la justice au sein de l'humanité ; *et pour cela, il faut repousser tout compromis avec la force et toute condition de paix contraire au droit de chaque citoyen français de garder sa nationalité.*

En apprenant le revers qui vient de frapper l'armée du Nord, M. Gambetta s'est immédiatement rendu à Lille pour relever les courages abattus et insuffler les idées de résistance à outrance. Malgré les circonstances pénibles où elles se trouvent, malgré les sacrifices que la situation leur impose, malgré les calomnies et les clameurs haineuses de certaine presse, malgré l'appel de la réaction aux sentiments les plus vils et les plus égoïstes, les populations ont acclamé le grand patriote et les idées qu'il a préconisées avec l'éloquence et la hauteur de vues qui lui sont familières.

C'est le 19 que le général von Gœben, à l'aide de renforts envoyés par chemin de fer, de l'armée assiégeant Paris, a battu le général Faidherbe et l'a contraint à une prompte retraite vers Cambrai et finalement vers Lille et Valenciennes. Saint-Quentin, qui avait été repris par les nôtres le 17, sous les ordres du brave colonel Isnard, a été réoccupé par les Prussiens dans la nuit du 19 au 20. Sur plusieurs points, la retraite a dégénéré en déroute : ce qui doit toujours arriver quand les troupes sont jeunes et inexpérimentées. Une partie seulement des troupes du général Faidherbe s'est trouvée engagée contre des forces supérieures, grâce aux renforts. La veille, nos troupes s'étaient partout battues avec courage et succès. Le 19, elles tinrent, sept heures durant, contre une formidable artillerie et contre la masse des assaillants. S'il y a échec, l'ennemi l'a cruellement expié, nos braves marins leur ayant tué beaucoup de monde.

Maintenant, que va faire Paris en présence de ces revers qui ajournent sa délivrance ?

Voici les bulletins de « l'Empereur à l'Impératrice, » qui annoncent une nouvelle et puissante sortie de Trochu :

« Versailles, jeudi, 19 janvier.

» L'Empereur à l'Impératrice.

» Officiel. — Je reviens à l'instant d'un combat à la suite d'une sortie ; sortie violente en ce qui concerne la canonnade, mais qui a été sans aucun succès.

» Versailles, vendredi, 20 janvier.

» L'Empereur à l'Impératrice.

» La sortie d'hier s'est faite avec un nombre considérable de troupes, mais sans succès. L'ennemi se trouve cependant encore hors Paris, dans la plaine du Mont-Valérien. Il attaquera certainement de nouveau aujourd'hui. »

Bataille de Saint-Quentin. — Voici les premiers récits qui

viennent au jour sur le désastre essuyé, le 19, par l'armée de Faidherbe sous les murs de Saint-Quentin :

« Le 18, au matin, l'armée du Nord quittait ses cantonnements pour se diriger sur Urvillers et Mézières-sur-Oise. La deuxième brigade du 22e corps était déjà arrivée à Roupy, lorsqu'elle rencontra les avant-postes prussiens. Elle s'arrêta sur la route pour laisser au reste de l'armée et à ses convois le temps d'arriver.

» Pendant ce temps, la brigade **Fœrster**, qui était arrivée à Vaux, fut violemment attaquée par les Prussiens appuyés d'une batterie de 12. Le manque de cavalerie, qui se trouvait à Saint-Quentin, ne permettait pas d'éclairer suffisamment cette brigade, qui n'avait que des flanqueurs d'infanterie et qui fut ainsi attaquée à l'improviste. Malgré cela, ce corps d'armée, assailli dès dix heures et demie du matin, résista vigoureusement jusqu'à trois heures et demie après-midi. Le 43e de ligne soutint le choc seul pendant un certain temps, sans se laisser entamer et fut ensuite aidé par le 20e bataillon de chasseurs à pied. Une aussi vigoureuse résistance ne pouvait se faire sans pertes, et ce brave régiment comptait cinq officiers et une centaine d'hommes hors de combat après l'action.

» Les mobiles du Gard furent chargés par la cavalerie et ne surent pas résister au choc, mais les mobiles de Seine-et-Marne soutinrent la charge avec le plus grand sang-froid et forcèrent la cavalerie à se retirer.

» Malgré l'impétuosité et l'inattendu de l'attaque, la 1re brigade, quoique non secourue par la 2e brigade qui était restée dans l'expectative sur la route de Roupy, continua sa marche en avant, et pût gagner Mézières-sur-Oise et Sery-les-Mézières. L'ennemi n'était donc pas parvenu à arrêter la marche de la division commandée par le général **du Bessol**.

» De son côté, le 23e corps courut au canon, croyant à un engagement très-sérieux, mais il arriva du côté de Vaux quand la 1re brigade avait déjà gagné Serancourt. Les colonnes ainsi envoyées en soutien eurent beaucoup à souffrir et durent abandonner quelques voitures.

» Cette première journée ne fut, du reste, que le prélude de la grande bataille du lendemain.

» Le 19, le 23e corps se trouvait près de Saint-Quentin, la 1re division était cantonnée autour de la Neuville et de Gauchy, la 2e division à Grugis et Castres. L'ennemi attaqua d'abord Castres, qui fut défendu vigoureusement par la brigade de **Gislin**, malgré la situation des lieux favorables aux Prussiens, maîtres des hauteurs dominant ce village.

» Peu après, Grugis fut également attaqué, tandis que le canon grondait en même temps du côté de Savy, où se porta rapidement le 23e corps en entier, appuyant sa gauche au canal.

» La division **Deroja**, quoiqu'elle ne fut pas encore attaquée, se porta sur les hauteurs où se trouve le moulin de *Tout Vent* et sur les crêtes de Raulieu, la droite également appuyée au canal; mais insensiblement, et tandis que la division du Bessol gravissait les escarpements en arrière, les colonnes du général Deroja appuyaient sur la gauche et arrivèrent à la hauteur de Neuville et de Mesnil-Saint-Laurent.

» La ligne de bataille s'étendait ainsi de Holmont, Savy, Grugis, le moulin *Tout Vent*, Raulieu-la-Neuville à Mesnil-Saint-Laurent. Malheureusement, le 23e corps était séparé du 22e corps par le canal Crozat, bordé de marais inaccessibles, de sorte qu'il était impossible de les mettre en communication sans faire un long détour par Saint-Quentin.

» Vers dix heures, l'ordre fut envoyé au général **de Gislin** d'abandonner le village de Castres pour se porter sur les hauteurs. Au même moment, le général **Deroja** était attaqué sur toute la ligne et l'attaque était appuyée par de violentes volées d'artillerie. Les tirailleurs prussiens, descendant des crêtes d'Itancourt, se précipitèrent sur nous avec une telle audace que les nôtres ne crurent pas d'abord à la présence de troupes ennemies, et les laissèrent s'avancer à près de deux cents mètres, afin de ne pas commettre de méprise; dès qu'il fut certain que l'on avait affaire à l'ennemi, un feu nourri les arrêta instantanément et les força à déguerpir avec une rapidité plus grande encore dans la fuite que dans l'attaque. Les pertes des Prussiens ont dû être énormes à ce moment, car le sol était littéralement couvert de leurs morts.

» Les Allemands firent alors avancer leurs bataillons en masse, pour arrêter cette avalanche ; le général du Bessol fit avancer une batterie de quatre, qui fut insuffisante et qui fut bientôt démontée par le feu convergent de plusieurs batteries prussiennes, mais aussitôt remplacée par une batterie de douze qui commença bientôt à forcer les batteries ennemies à ralentir leur feu. Mais une nouvelle

batterie envoyée au secours des Prussiens nous obligea à changer de position, et pendant que le général du Bessol surveillait et dirigeait lui-même le mouvement, il reçut une blessure grave par un éclat d'obus qui l'atteignit au ventre.

» La division Deroja occupait, de son côté, au moyen de ses tirailleurs, des crêtes fort élevées, d'où elle empêchait l'approche de l'ennemi ; une batterie de huit avait été placée au lieu dit la *Maison de Raulieu*, et conserva pendant tout le combat sa supériorité sur les batteries allemandes.

» Vers deux heures, toute la ligne prussienne reculait en face du 22e corps, mais le 23e corps avait beaucoup à faire et perdait du terrain. Le général **Faidherbe** donna l'ordre à quelques bataillons du 22e corps de se porter au secours de ce corps, mais nous n'avons pu savoir si le secours était arrivé à temps ; ce qu'il y a de certain, c'est que le 23e corps céda visiblement et battit bientôt en retraite. Il pouvait être deux ou trois heures de l'après-midi.

» Le 22e corps, à cette heure, avait gagné trop de terrain pour que sa ligne, formant un arc de cercle qui s'étendait à mesure de la marche en avant, ne devînt pas bientôt un danger, parce que cette ligne devenait ainsi extrêmement mince. Le danger était d'autant plus sérieux que nos troupes de réserve étaient peu nombreuses, et que l'ennemi avait concentré ses forces, d'ailleurs supérieures en nombre, sur trois ou quatre points en colonnes serrées, avec lesquelles il pouvait à un moment donné enfoncer la ligne amincie de l'armée française sur le point qu'il aurait choisi à l'avance. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver.

» Vers trois heures et demie, les mobiles commencèrent à lâcher pied. On parvint cependant à les rallier derrière l'ambulance de Cauchy et on les plaça sur un rang avec les zouaves du Nord en réserve, et avec mission de protéger la retraite.

» En face de la division Deroja, une forte colonne prussienne cherchait à exécuter un mouvement tournant sur la gauche de l'armée, mais une batterie de huit, sous les ordres de M. **Montebello**, l'arrêta par son tir aussi rapide que précis et lui fit éprouver des pertes énormes.

» A quatre heures, aucune position n'était abandonnée, on les défendait toutes au contraire avec la plus vigoureuse énergie, lorsque l'ordre de la retraite fut donné, sans doute à cause de l'impossibilité où la division **Paulze d'Ivoy** se trouvait de résister à l'effort de l'ennemi. Quelques bataillons du 22e corps protégèrent la retraite, qui se fit d'abord avec le plus grand ordre, des bataillons massés et les batteries intercalées à leur place réglementaire, mais bientôt les batteries prussiennes se montrèrent sur les crêtes élevées qui dominaient les positions françaises et tirèrent sur nos troupes à toute volée. Nos colonnes accélérèrent d'abord le pas pour se mettre hors de portée, mais l'effet du tir était tel qu'il fallut bientôt prendre le pas de course, pour aller se reformer plus loin, non sans pertes sensibles. Toutes les troupes traversèrent Saint-Quentin sous le feu des Prussiens qui bombardaient la ville, écrasant les toitures, et cherchant à incendier les habitations ; la nuit ralentit la poursuite, et Faidherbe put se retirer vers Cambrai sans être inquiété davantage.

» En somme, nos armées ont éprouvé un regrettable échec, mais l'armée du Nord va se reconstituer sous les murs de Cambrai, et Faidherbe reprendra ses opérations dès qu'il aura réorganisé ses bataillons et ravitaillé ses colonnes fatiguées.

» La personne dont nous tenons ces détails nous affirme avoir vu des soldats sans chaussures ou munis de chaussures de si mauvaise qualité qu'elles tombaient en lambeaux pendant la marche. Le cœur saignait, nous disait-elle, en voyant nos braves militaires réduits à marcher pieds nus. A quoi servent donc les intendances, si elles ne savent pas même nous défendre de la rapacité des fournisseurs ? »

La défense nationale dans le Nord.... Les inondations. — On écrit de Douai au *Daily-Telegraph*, le 19 janvier :

« La question d'inonder tout le département du Nord a été sérieusement agitée la semaine dernière. Elle a même fait l'objet d'une enquête officielle, et « l'on annonce » que des ordres ont été donnés pour faire monter les eaux au maximum de leur élévation.

» Il est généralement connu que le général **Faidherbe** a consulté, il y a quelques jours, l'ingénieur du département, qui lui a remis une estimation des énormes dépenses qui résulteraient des inondations, tant pour les indemnités à payer à la population que pour celles qui seraient dues par suite de l'irruption de la mer en Belgique. Il paraît, d'après les derniers renseignements, que la

mesure serait adoptée, — en tout cas pour ce qui regarde les premières lignes — puisque les travaux y relatifs sont déjà entrepris à Mortagne, là où l'Escaut et la Scarpe s'écoulent en Belgique. Des digues ont été coupées à huit milles de Douai. Déjà, dans l'intérieur de cette ville, la Scarpe s'est élevée à un niveau sans précédent, et ses flots boueux présentent les indications d'une imminente inondation.

La défense nationale en Savoie. — La brigade de Savoie a quitté Chambéry. Parmi les simples soldats se trouvent M. P. Lanfrey, le célèbre historien, et M. Molin, le directeur de la *Gazette du Peuple*, de Chambéry.

La brigade est partie au milieu des acclamations de la foule.

Nouvelle expulsion d'Allemands. — Un arrêté du préfet de Marseille vient d'ordonner l'expulsion de douze cents Allemands, parmi lesquels plusieurs se trouvent compromis pour espionnage.

On raconte, à ce propos, que l'ancien directeur des douanes de l'Alsace étant venu dernièrement de ce pays revoir ses amis de Marseille, s'était exprimé avec beaucoup d'indignation sur les exactions commises à Strasbourg. Ces propos auraient été, dit-on, transmis par des espions au gouverneur de l'Alsace, et celui-ci, au retour de l'ancien fonctionnaire français, lui en aurait demandé compte et l'aurait fait incarcérer, puis interner en Prusse. Ces détails accrédités dans la société marseillaise ont contribué à l'expulsion des derniers Allemands.

Les prisonniers prussiens en France. — Un correspondant de Pau envoie à l'*Indépendance belge* d'intéressants détails sur la manière dont les prisonniers allemands sont traités dans cette ville :

« Les prisonniers prussiens sont entourés ici de tous les égards dus au malheur, et si, dans un premier moment, ils n'ont pas eu tout ce qui était désirable pour des blessés et pour des malades, c'est qu'ils sont arrivés en grand nombre et que l'on n'avait pas été prévenu que douze cents prisonniers descendraient du chemin de fer à dix heures du soir.

» Parmi eux se trouvaient des hommes très-malades de variole et de typhus. Aussi y a-t-il eu un certain nombre de décès. Mais tous les prisonniers ont été logés. On a même fait évacuer des soldats français pour les loger.

» Il existe à Pau plusieurs ambulances. En outre, les jésuites ont reçu des blessés et des malades dans leur maison particulière (ils n'ont pas de collége ici) ; les Petites Sœurs des pauvres également. Chez ces dernières, les malades de la variole ont été soignés avec un dévouement qui a coûté la vie à la respectable supérieure de cet établissement. Enfin, la prison a été convertie aussi en ambulance. A leur arrivée, les soldats prussiens avaient la liberté de circuler de tous côtés dans la ville. Ils sont aujourd'hui dans une fort bonne caserne, avec un espace considérable et bien aéré pour se promener. Je les ai vus *moi-même* jouer et lutter entre eux pendant ces derniers jours de neige. Ils ne sont astreints à aucun travail, si ce n'est d'aller chercher à une fort petite distance (deux cents ou trois cents mètres), le pain, la viande et les légumes nécessaires à leur alimentation.

» Trois d'entre eux ont tenté de s'évader et ont été repris à quelques lieues de Pau ; ils ont été ramenés et réunis avec leurs camarades, sans aucune aggravation de réclusion. Les gens du pays, dont plusieurs ont des enfants prisonniers en Allemagne, leur portent des cigares, du tabac et même de l'argent, espérant que de semblables procédés seront employés à l'égard de ceux qui leur sont chers. »

Arrestation du prince de Joinville. — Depuis la création

de l'armée de la Loire, on a souvent parlé de la présence d'un prince d'Orléans dans ses rangs. On a même dit que le général d'Aurelles était un d'Orléans en personne. Nous avons aujourd'hui le mot de ces rumeurs, qui nous semblaient d'abord plus qu'invraisemblables. L'*Étoile belge*, feuille bruxelloise à la dévotion du parti orléaniste, confirme l'arrestation du prince de Joinville et publie à ce sujet la lettre suivante de Saint-Malo :

« Le *Phare de la Loire* annonçait, il y a peu de jours, que le prince de Joinville venait de s'embarquer à Saint-Malo pour l'Angleterre.

» Cette nouvelle était parfaitement exacte.

» Nous avons eu la bonne fortune d'obtenir des renseignements certains, précis sur le séjour que le prince de Joinville vient de faire en France. Nous les tenons d'un voyageur étranger auquel Son Altesse Royale s'est confiée et qui se trouvait à bord du steamer britannique, remportant le prince sur la terre d'exil.

» Le prince de Joinville suivait nos armées depuis le 5 octobre, et, dans ces derniers temps, il était, sous un nom supposé, attaché à l'armée de la Loire comme simple capitaine dans le corps des marins.

» Il est vrai cependant que la présence du prince de Joinville dans l'armée française a été signalée au Mans, et c'est à Son Altesse Royale que le journal l'*Union démocratique* faisait allusion, il y a quelque temps, lorsqu'elle annonçait qu'une arrestation mystérieuse d'une haute gravité avait été opérée dans cette ville.

» C'est aussi par un conseiller de préfecture du chef-lieu de la Sarthe que le fils de l'ancien roi des Français était accompagné lorsqu'il est arrivé pour s'embarquer à Saint-Malo.

» Une émotion indescriptible s'est emparée du prince de Joinville lorsqu'il a revu ces rivages où, il y a trente et quelques années, il fut reçu avec des démonstrations de sympathie si chaleureuses, si sincères par nos populations maritimes, au milieu desquelles son nom est demeuré populaire, malgré les vicissitudes politiques qui se sont produites et les longues années qui se sont écoulées.

» Le prince de Joinville a passé cette fois presque inaperçu à Saint-Malo.

» Après avoir déjeuné à l'hôtel de l'Univers, place Châteaubriand, il dut prendre passage à bord du paquebot anglais, sous les yeux de l'autorité républicaine, qui, nous devons lui rendre cette justice, a fait preuve de beaucoup d'égards, de convenance, nous dirions presque de déférence pour Son Altesse Royale, dont la tenue calme, digne et patriotique eût, du reste, imposé le respect aux hommes les plus prévenus contre les princes passés, présents et futurs. »

Unité allemande... Vote des traités fédéraux en Bavière... Détails curieux. — Le débat solennel qui se poursuivait depuis plusieurs jours à la Chambre des Députés de Munich, au sujet des traités fédéraux, s'est terminé hier. La Chambre a approuvé, par appel nominal, les traités qui consomment l'entrée de la Bavière dans l'empire germanique par cent et deux voix contre quarante-huit. Il ne s'en est donc fallu que de quatre voix pour que les traités n'eussent pas réuni les deux tiers de voix nécessaires à l'adoption d'un changement aussi profond dans la Constitution et la politique de la Bavière.

Un détail curieux et qui étonnera beaucoup M. Veuillot, adversaire implacable d'un Empire germanique luthérien, c'est le vote de l'archevêque de Munich, qui a porté le coup à l'indépendance de la Bavière catholique. Dorénavant, la Bavière formera encore un État à part ; mais elle sera sous la haute main et à la dévotion de la Prusse militariste et

protestante. Le roi de Bavière a écrit une lettre autographe de félicitations à Mgr de Munich, à l'occasion de son attitude dans le débat.

Autre détail à noter, non moins instructif et non moins édifiant : GUILLAUME s'est proclamé Empereur d'Allemagne le 18. Or, à cette date, l'Empire germanique n'était pas encore fait, ou du moins voté partout... On voit si M. DE BISMARK, qui prêche sans cesse à M. GAMBETTA le respect du vote des populations, a grand souci, pour sa part, du vote et des vœux des Parlements allemands.

NÉCROLOGIE. — On écrit de Lyon : « Le R. P. **Augustin**, abbé prieur de la Trappe des Dombes qu'il avait fondée, vient de mourir, victime de son dévouement. Il a succombé à la petite vérole, maladie qu'il a contractée en donnant des soins aux malades si nombreux qui en sont atteints dans ce moment. Le père **Augustin, Adhémar d'Alzac**, était le chef de l'une des plus anciennes familles du Périgord et portait autrefois, dans le monde, le titre de marquis de la Douze. La terre de ce nom, qui, depuis plus de neuf siècles, appartient à sa famille, était une baronnie dès l'an 1120 et avait été (par lettres patentes du 15 septembre 1615, enregistrées au Parlement de Bordeaux) érigée en marquisat en faveur de Gabriel d'Alzac, baron de la Douze. Elle passe, par la mort du père Augustin, au comte d'Alzac de la Douze, son cousin germain, qui devient chef de la famille et marquis de la Douze. » — M. **Emile Pouget**, substitut à Carcassonne, fils d'un honorable conseiller à la Cour royale de Montpellier, qui s'était engagé dans un bataillon des gardes mobiles de l'Aude, vient de mourir des blessures qu'il a reçues au combat de Beaune-la-Rollande. — M. **Émile Péan**, ancien secrétaire de l'Assemblée nationale en 1848, et qui s'expatria lors du coup d'État, est mort le 16 à Orléans.

DIMANCHE, 22 JANVIER 1871.

La situation. — Les récents désastres ont provoqué une immense et puissante aspiration vers la paix. Tous les Français, toutefois vraiment dignes de ce nom, la subordonnent à des conditions honorables et sérieuses. Quant à la gloire des armes, qui n'est autre que le triomphe de la force brutale et l'écrasement du plus faible par le plus fort, du moins bien armé, par le mieux outillé, personne n'y songe guère. Les populations françaises ont de nouveaux goûts et de nouveaux instincts : elles se battront toujours avec la même bravoure et avec la même *furia* pour l'honneur et la défense des foyers ; mais elles n'accordent plus la même importance aux succès et au prestige dus exclusivement à la force brutale.

Tout le monde donc actuellement en France souhaite la paix. Tout le monde est las de ces homériques tueries et de la dévastation que les hordes ennemies causent sur leur passage.

Dans certains milieux, on compte sur une intervention de l'Europe,

dont tous les intérêts économiques sont menacés par la continuation de la guerre.

Aussi, bien des regards se portent vers la Conférence de Londres, comme vers la planche de salut, qui s'offre aux neutres, pour mettre fin aux boucheries et aux ruines qui frappent actuellement deux grands peuples.

Mais ces espérances sont-elles fondées? Ont-elles la moindre chance de succès? La Prusse ne veut à aucun prix que l'action de la diplomatie porte sur la guerre franco-prussienne. Son représentant à la conférence a l'ordre de quitter la salle des délibérations si quelqu'un soulève cette question. Comment donc introduire et comment donc plaider efficacement la cause de la paix?

Et puis, la France se fera-t-elle représenter au sein de cette réunion diplomatique? Est-il séant pour elle de s'occuper des intérêts d'autrui, alors que l'Europe l'abandonne, trahie et presque désarmée, aux haines et aux appétits d'un despote ambitieux, jaloux de sa gloire et de son passé? Et si le représentant de la France ne peut décharger son âme du poids de ses angoisses, de ses douleurs et de ses préoccupations patriotiques, qu'ira-t-il faire là où il lui sera défendu de parler des maux et des intérêts de sa patrie?

Et puis, pourquoi l'Europe interviendrait-elle aujourd'hui, elle qui est restée neutre et impassible jusqu'ici? Il ne faut pas se le dissimuler : Ce qui fait la force et la grandeur de la France est aussi ce qui amène son isolement actuel. Les principes de 89, les idées de justice en tout et pour tous, dont le peuple français s'est constitué le représentant et le champion, au sein de l'humanité, sont la négation de tous les préjugés, de tous les priviléges, de tous les arbitraires, de tous les népotismes, de tous les dénis de justice. Or, combien de nos grands gouvernements européens vivent encore d'arbitraire et d'injustice? Comment veut-on, dès lors, qu'ils prennent parti pour un peuple et pour des idées qui leur sont si antipathiques et dont l'influence doit leur être mortelle?... Pourquoi voyons-nous partout les peuples et leurs gouvernements divisés sur l'attitude à prendre dans la guerre actuelle, les peuples opinant pour une intervention en notre faveur, les gouvernements invoquant les convenances et l'utilité de la non-intervention, sinon pour les causes que nous venons de donner? On aime la France, mais d'un amour purement platonique, et l'on craint pour ses priviléges et pour son existence au pouvoir la toute-puissante influence des idées de justice et de progrès moral et politique qu'elle représente.

Il est donc à craindre que la France ne puisse compter que sur elle-même pour sa délivrance. Dans ce cas, que fera-t-elle? La province

imitera-t-elle l'abnégation patriotique de Paris? Repoussera-t-on toute idée de transaction qui ne laisserait pas sauf le principe de l'unité et de l'indivisibilité de la France? Consentir à la cession de l'Alsace et de la Lorraine, ne serait-ce pas le suicide moral de la France républicaine et démocratique? Ne serait-ce pas reconnaître le droit de la force et remettre les destinées de l'Europe à la merci de la violence et de l'audace? En d'autres termes, ne serait-ce pas abdiquer, répudier, trahir les idées qui font la France si grande et si aimée dans le monde? Et, d'autre part, continuer la lutte, n'est-ce pas multiplier les revers et les ruines inutilement? N'est-ce pas un vain et impuissant défi à la toute-puissante organisation de la Prusse, à la science de ses généraux, aux hordes innombrables qu'elle promène et nourrit sur notre sol?

Graves questions qui préoccupent tous les esprits! La vérité est que tout le monde désire la paix, mais que les âmes viriles et vraiment françaises ne la veulent pas au prix du sacrifice de l'honneur, de la dignité et du prestige de la nation.

Après Sedan, après Metz, la situation de la France était pire qu'elle ne l'est aujourd'hui. Après Sedan, après Metz, nous nous sommes pourtant relevés et nous avons forcé nos envahisseurs à compter avec nos nouvelles armées. Pourquoi ne nous relèverions-nous pas des récents revers? Pourquoi le sentiment de la nécessité de lutter, et de l'impossibilité de reconnaître le droit de la force et de céder des populations qui veulent rester françaises, ne décuplerait-il pas notre effort de résistance et notre résolution de vaincre? Et puis, pour peu que notre défense soit sérieuse, compacte et tenace, n'aurons-nous pas avec nous un nouvel auxiliaire précieux, tout puissant même : le découragement de nos ennemis. Tout le monde sait combien les soldats allemands ont hâte de regagner leurs foyers et les travaux de la paix. Tout le monde sait également que les populations, en Allemagne, demandent la fin de la guerre, à tout prix, et que les familles sont impatientes de voir revenir ceux de leurs membres que le caprice et l'ambition de Guillaume forcent à couvrir la France de sang et de ruines.

Eh bien! pour peu que la nation se montre disposée à continuer la lutte, même après la chute de Paris, l'impatience du peuple allemand créera des embarras à l'ambition et aux convoitises de ses chefs, et, en même temps, la lassitude et le désir d'en finir feront tomber les armes des mains des soldats. Ces perspectives, que rien de fondé ne permet de reléguer dans le domaine de la fantaisie et de la chimère, ne sont-elles pas de nature à maintenir la France dans la résolution de résister à outrance, plutôt que de s'incliner devant la force, en adhérant aux prétentions injustes et violentes de la Prusse, et en cédant l'Alsace et la

Lorraine, contrairement à tout droit, à toute justice et à toute raison?

Telles sont les considérations qui s'offrent à l'esprit d'un grand nombre de patriotes et d'amis de la France à l'étranger. Les bonapartistes, seuls, repoussent bien loin l'idée de la résistance à outrance. A chaque revers, ils relèvent la tête et jettent l'injure au gouvernement de la défense, comme si ce gouvernement était responsable de la situation désastreuse que lui ont léguée les fautes et l'impéritie de l'Empire.

Prenant texte d'un article où un journaliste républicain de Lille disait que si l'Europe intervenait et nous obtenait des conditions honorables, nous devions faire la paix, l'*honneur étant sauf maintenant*, le journal de la camarilla militaire et civile qui a poussé à la guerre, le *Drapeau* de M. de Cassagnac, ose écrire ceci :

« Voilà ce que, à Lille même, la conscience publique répond à M. Gambetta. Assez de sang, de ruines et de larmes ; *notre honneur est sauf!*

» L'horreur des tueries désormais inutiles va s'élever de tous côtés. Le gouvernement de la défense tombera par son incapacité ; le gouvernement de la République tombera par ses hontes ; et l'immonde mascarade des journalistes généraux finira chez les fripiers. »

Mais, messieurs de Bonaparte, de Metz et de Sedan, si la France a été humiliée, à qui la faute? *Et si l'honneur est sauf aujourd'hui,* à qui le doit-on? A vous et à vos patrons? ou « aux hommes du 4 septembre » et à la France entière, qui s'est presque unanimement groupée autour d'eux?

La situation des départements de l'Est... Déprédations prussiennes. — On écrit de Sedan, le 19, au *Nord* :

« Je viens de faire une tournée dans nos provinces occupées de l'extrême Est. Quelle misère et quels deuils ! Rocroy fait peine, d'autant plus que le mal a été fait à plaisir par notre faute. Dire que depuis quatre mois on s'attendait à une attaque ; qu'après la chute de Mézières on était certain que l'ennemi arriverait *et que le commandant n'a pas eu l'idée de placer une grand'garde sur la route de Mézières, distant de quatre lieues seulement !* De telle sorte qu'un beau matin de brouillard, le commandant a appris à son réveil qu'il avait devant ses murs dix mille hommes et soixante canons de siége. Et il a refusé de céder, il a fait incendier quelques maisons pour capituler au bout de cinq heures.

» Mézières est lugubre. Nombre de maisons sont à bas et il y a eu plus de cent cinquante victimes dans la bourgeoisie, étouffées dans les caves où l'on avait dû se refugier. Des familles ont péri jusqu'au dernier. Encore une incurie étrange : depuis quatre mois, on n'avait pas pris le soin d'occuper fortement les deux positions dominant Mézières. Grâce à cela, les Prussiens ont pu, sans la moindre peine, établir leurs batteries. A Charleville peu de dégâts ; quelques bourgeois cependant ont été atteints.

» Les Prussiens ont évacué toutes leurs petites garnisons. Il n'y a plus un soldat à Vauzière, Suippe, Sainte-Menehoul, Clermont, à la grande joie des habitants des campagnes, qui sont débarrassés de réquisitions régulières. Il n'y a plus de troupes dans ces parages qu'à Verdun, Châlons, Reims, Sedan, Mézières, au camp de Châlons, à Rethel, Rocroy, Epernay et Vitry ; mais, sauf à Reims et à Mézières, ce sont de faibles détachements.

» On a ordonné l'appel des jeunes gens et la levée des conscrits de 1871 dans l'arrondissement de Vouziers, à la fin de décembre, mais à Mézières on a renvoyé tous ces jeunes gens chez eux. Il part cependant beaucoup de monde dans l'Aisne, les Ardennes, moins dans le Rémois. *On annonce un décret qui traduirait devant une cour martiale les pères qui laisseront partir leurs fils pour entrer dans l'armée française.*

» Les départements occupés subissent depuis quelques jours des réquisitions de paires de bas, douze mille par département, de couvertures de laine, etc. Tout cela est réparti au prorata de la population. Cela n'a pas de fin. On est obligé d'envoyer plus fréquemment des soldats *hâter* le payement des exorbitantes contributions.

» Naturellement, je ne puis vous donner aucune nouvelle de la France non occupée. Je puis cependant vous dire malheureusement que, dans le Nord, on se plaint de l'intendance militaire. Nos troupes marchent souvent des douze heures à jeun. Je vous en parle sciemment. Faites donc aller des mobiles et des mobilisés avec ce régime.

» Vous avez reproduit, d'après l'*Écho du Parlement*, une lettre de M. **de Voigt**, *repoussant hautement les reproches de M.* **Gambetta** *au sujet des déprédations commises par les troupes allemandes. Je n'aime guère notre dictateur, mais je dois dire qu'il a raison.* Les Prussiens observent assurément une certaine discipline: au point de vue des mœurs, leur armée est irréprochable, et malgré les anecdotes des journaux de provinces, je suis assuré que nulle part les femmes n'ont subi de violences. Mais pour les *emprunts* forcés, c'est différent. Chaque bataillon a au moins un char rempli des plus divers objets. J'ai eu la *chance* de loger sept fois des bataillons prussiens; chaque fois l'état-major était chez moi et dans ma cour le fourgon de service : chaque fois j'ai eu la curiosité de visiter ce fourgon plus ou moins adroitement; chaque fois j'y ai trouvé un butin composé des éléments les plus variés. »

Les Prussiens dans le Nord-Ouest. — Nous détachons ce qui suit du *Courrier du Havre*, du 21 courant :

« Nous recevons d'un voyageur, qui a quitté Rouen, il y a trois jours, les très-intéressants détails qui suivent sur la présence des Prussiens dans notre arrondissement :

» Mardi dernier, sur un ordre venu du Nord, à la suite probablement des succès de **Faidherbe**, toutes les troupes allemandes disponibles se sont disposées à prendre la direction d'Amiens.

» Non-seulement la Seine-Inférieure, mais l'Eure également ont été dégarnis.

» *Mercredi matin, il ne restait plus à Rouen qu'un millier de Prussiens.*

» La personne qui nous fournit ces informations a vu embarquer, de sept à neuf heures du matin seulement, quatre batteries d'artillerie, qui ont été transportées, par voie ferrée, vers Amiens. L'opération a été accomplie avec un ordre et une promptitude véritablement remarquables.

» Tous les corps envoyés au secours de von **Gœben** sont partis précipitamment le mercredi.

» Contrairement à ce qui a été rapporté, les Prussiens n'ont établi aucune batterie à Bon-Secours.

» Mais, de Saint-Jean à Barentin, le passage de la vallée est assez fortifié, bien qu'il existe toutefois un côté faible, par lequel il serait possible de tourner les défenses prussiennes.

» Le voyageur auquel nous devons ces renseignements n'a presque pas rencontré de Prussiens sur sa route, si ce n'est à Tôtes, où s'est établi un poste ennemi.

» Comme on le voit, d'après ces renseignements, la Seine-Inférieure n'est ravagée que par une bande de maraudeurs assez peu nombreuse dont on aurait probablement raison facilement.

» Les Prussiens se comportent assez bien à Rouen; mais, dans les campagnes environnantes, ils réquisitionnent paille, foin, avoine, etc., le pistolet au poing.

» On ne pense pas qu'ils dirigent rien sur Paris; c'est pour leurs propres besoins qu'ils exigent ces fournitures. Le pays est déjà tellement dégarni de toutes provisions qu'on a peine à les satisfaire.

» *La population rouennaise souffre beaucoup du joug des Prussiens, et serait disposée à tenter un effort sérieux, si elle voyait poindre de quelque part une lueur de délivrance.* »

Cruautés prussiennes. — Des lettres d'un artilleur, publiées dans la *Gazette de Cologne*, donnent une idée lamentable de la façon dont la guerre se fait dans l'Est de la France, et de l'exaspération des Allemands contre les Garibaldiens et autres combattants irréguliers.

Après avoir raconté la surprise de GARIBALDI, à Châtillon, où soixante dix-neuf ou quatre-vingts hommes de la landwehr et un demi-escadron de hussards ont été massacrés dans leur lit, l'artilleur ajoute :

« Il y a quelques jours, trente de ces Garibaldiens ont été pris non loin de Chaumont. On les a d'abord forcés de creuser leurs tombes, puis ils ont été fusillés et jetés dans leurs fosses. Dès que l'un d'eux tombe entre nos mains, il est fusillé. Si nous rencontrons Garibaldi, il y aura une lutte à mort; on n'accordera pas de quartier. Nous ne nous battons plus contre une armée française, mais contre des assassins. Une compagnie faisant des réquisitions ayant été surprise dans un village par des francs-tireurs et des habitants, on nous ordonna de mettre le feu au village. Notre artillerie l'attaqua, envoya quelques volées dans les fenêtres, et fit sortir seize des principaux habitants, y compris le maire et le curé, comme prisonniers. Plusieurs, qui tentèrent de s'échapper, furent immédiatement fusillés. Notre infanterie, avec les prisonniers, s'éloigna du village et nous nous portâmes à seize cents pas pour le réduire en cendres.

» Nous avons tiré une quarantaine de coups quand les francs-tireurs s'avancèrent des bois voisins. Quatre de nos chevaux, deux de nos hommes tombèrent ; l'infanterie ne pouvait plus tenir et il fallut nous retirer, sinon nous eussions perdu tous nos chevaux et nos deux canons. Mais le lendemain, nous revînmes avec six canons et une infanterie plus nombreuse, *et nous n'épargnâmes que les enfants au berceau. Tout ce qui était capable de se servir même d'un bâton fut fusillé.* »

Physionomie d'une cité flamande pendant la guerre. — Voici comment un correspondant de Lille nous dépeint la physionomie calme et placide de la vieille cité flamande, à l'heure actuelle, c'est-à-dire au lendemain de la déroute de Saint-Quentin et à la veille de l'arrivée des Prussiens sous ses murs :

« On n'entend guère ici parler des Prussiens. En voyant la ville conserver l'aspect de caserne qu'elle a revêtu depuis tantôt quatre mois, sans en renforcer la couleur, sans s'agiter de cette activité fébrile qui est l'indice infaillible de l'approche du danger, j'en suis à me demander si la bataille de Saint-Quentin n'est pas une fantasmagorie de mon cerveau fatigué, et si ce que l'on m'a dit ce matin de Cambrai n'est pas un conte bleu invité par des voyageurs facétieux. Le fait est que les choses marchent à Lille comme d'ordinaire, et que, depuis le pâtissier du coin, qui pétrit ses petits fours, jusqu'à l'honnête bourgeois, qui pose son double-six quotidien à son estaminet traditionnel, chacun tourne, comme si de rien n'était, la roue de ses habitudes particulières. Cette placidité est sans doute un des bons côtés du caractère flamand, mais dans des moments aussi éminemment critiques, on ne peut s'empêcher d'être un peu choqué du contraste qu'elle présente avec les événements. Je dois ajouter, en matière de décharge, que la ville de Lille est armée depuis longtemps, car les éventualités de siége ne datent pas d'hier, et qu'en dernier ressort le génie militaire a toujours la ressource de rendre le pays impraticable à l'ennemi au moyen de la grande inondation qui, en quelques heures, peut noyer toute la contrée depuis Lille jusqu'à Valenciennes. »

Les exigences de la Prusse et la défense nationale... Lettre de M. Guizot à M. Gladstone. — M. Guizot, l'ancien chef des conservateurs français, qui croit que l'Angleterre pourrait s'employer en faveur du rétablissement de la paix plus efficacement qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, vient d'écrire une lettre à M. Gladstone, où il dénonce avec plus d'énergie que jamais l'exagération et les dangers des prétentions prussiennes. A l'encontre d'un grand nombre de ses coréligionnaires politiques, qui cherchent à enrayer et à dénigrer par tous les moyens possibles les efforts du gouvernement de la défense, M. Guizot croit au sérieux des efforts accomplis depuis Sedan ; il croit

même à la possibilité du succès final et il parle de la continuation de la guerre comme d'une chose utile, glorieuse et pouvant aider à obtenir une paix honorable.

En regard du langage de certaines feuilles et de certains hommes qui cherchent à diminuer l'odieux des prétentions prussiennes, à décourager la défense et à faire croire que la lutte est impossible, inutile et fatalement vouée à l'impuissance, il est utile et opportun de placer les appréciations contraires d'un homme peu suspect de sympathies exagérées pour les hommes et les principes qui ont triomphé au 4 septembre.

Voici donc les principaux passages de la lettre de l'ancien ministre de Louis-Philippe au chef du cabinet anglais :

« Mon cher M. Gladstone,

» Parmi toutes mes tristesses, il y en a une que j'hésite à faire connaître, tant elle vous paraîtra le produit d'une présomption exagérée.

» Je crois qu'il y a des moyens de mettre un terme aux souffrances de la France, mon pays, aux dangers qui menacent l'Europe, ainsi que mon pays, car toutes les nations unies sous le nom européen et placées si près l'une de l'autre dans ce coin de l'univers, forment une grande société et ont des intérêts communs et une destinée commune.

» Je dis que je crois qu'il existe des moyens de mettre un terme à ces maux, et, hélas! je suis désolé de penser que votre noble pays, l'Angleterre, peut faire plus qu'il n'a tenté jusqu'à présent. Dans toutes les questions qui touchent à la paix de l'Europe et au droit politique et moral, l'Angleterre doit consacrer au monde ses plus puissants efforts.

» Je le répète, il faut me pardonner une confiance dans mes propres vues qui est peut-être présomptueuse. La profondeur et l'intensité de ma conviction doivent plaider mon excuse.

» Jusqu'à ce moment, j'ai compris, — quoique je l'aie profondément regretté, — l'extrême prudence de l'Angleterre dans la lutte qui a lieu entre la France et la Prusse. Il n'est pas douteux que, dans le principe, la France ne fût dans son tort, pendant que la Prusse faisait preuve d'une grande modération et de bon sens.

» La Prusse a accédé au vœu de la France en faisant retirer la canditature du prince de **Hohenzollern** au trône d'Espagne. Et soudainement on vit la France avancer une prétention futile, extravagante et presque sans précédent. La Prusse le comprit, refusa d'y faire droit, et c'est alors que la France lui déclara la guerre. Comme sous un prétexte si frivole la France prit une pareille initiative, toute l'Europe rejeta sur elle toute la responsabilité de la guerre.

» Je parle de la France à dessein et dans l'idée que mon langage sera d'accord avec les apparences. *Mais, en fait, ce qui s'appelle vraiment et réellement la France n'approuvait pas la guerre et ne la désirait pas. Le gouvernement impérial résolut d'aller en guerre et entraîna le pays avec lui.* Les anciennes passions guerrières de la nation se réveillèrent par l'appel du gouvernement. *Le parti politique dominant vota tout ce qui fut demandé, parce qu'il avait besoin de soutenir le pouvoir dont il faisait son profit.* Malgré les cris de : « à Berlin! à Berlin! » qui se firent entendre dans les rues, il ne manqua pas de se produire des protestations judicieuses et patriotiques, et les véritables intérêts et les désirs réels de la nation ne pouvaient être tout ensemble méconnus. Il n'est pas étonnant que l'Europe fut trompée ; et une nation qui possédait encore quelque restant de liberté, comme la France l'avait à cette époque, doit payer la pénalité encourue par des actes qu'elle avait tolérés, juste comme si elle en était l'auteur.

» La pénalité a suivi promptement. La Prusse, sans nul doute, très-prévoyante et préparée à tout événement, était mieux à même de commencer la guerre et de repousser une attaque que la France, qui a été la première à prendre les armes. Cette guerre, « follement entreprise et inepte- » ment conduite, » comme M. **Thiers** l'a judicieusement fait observer, n'a été qu'une longue série de

désastres. *Mais le malheur a amené avec lui une révélation: il a ouvert les yeux de la France sur sa position véritable et lui a montré aussi la nature réelle du gouvernement qui l'a entraînée dans cette guerre. Par la volonté de toute la nation, et à son entière satisfaction, la dynastie impériale a été promptement renversée.* La crise militaire actuelle rend la nation triste et inquiète ; mais elle est résolue, pour l'avenir, à diriger ses propres affaires, de rétablir la paix et en même temps de maintenir sa sécurité et sa dignité.

» Jamais conquérant n'a eu de plus superbe occasion que la Prusse après ses victoires de Wœrth et de Sedan; elle aurait pu faire une paix magnanime et assurer des conditions et des garanties exceptionnellement favorables. C'était une de ces occasions que l'empereur **Napoléon Ier**, s'il avait remporté une grande victoire, eût saisi immédiatement avec satisfaction. Il eût fait à l'instant une paix avantageuse, même si, à une autre époque, il aurait dû reprendre ses desseins plus ambitieux.

» Mais la Prusse n'a pas l'habileté de Napoléon Ier. Enivrée par le triomphe, elle voulut en cueillir immédiatement les fruits, et non-seulement elle continua la guerre, mais encore elle divulgua sur le champ ses visées. Toute l'Allemagne prussienne, armée et nation, réclama la cession de l'Alsace et de la Lorraine. « A Paris ! » devint le cri populaire, juste comme en France on avait crié d'abord : « à Berlin ! » Le roi **Guillaume**, disait-on, ne traiterait la paix qu'à Paris. *Depuis lors, ç'a été la Prusse, et la Prusse seule, qui désirait la guerre et qui obligea la France à combattre. Le désir de vengeance et le désir de conquêtes sont inscrits sur ses drapeaux, et la guerre qu'elle fait en ce moment est une guerre d'agression : mais nous n'avons maintenant d'autre but, d'autre désir que de défendre la France.*

» Puis-je vous demander si vous avez soigneusement pesé tout ce qu'un pareil changement signifie et tout ce qu'il indique?

» Il y a eu bien des choses dans la politique générale de l'Europe depuis 1815 que nous condamnons et regrettons. *On a provoqué le mécontentement populaire, quand on aurait pu calmer ce sentiment ; bien des réformes sociales auraient pu être accomplies qui restent à l'état de projet.* Mais malgré toutes les fautes qui marquent notre époque, — fautes de gouvernants et de sujets, d'hommes politiques et de gouvernement populaire, un grand et nouveau principe a rencontré la reconnaissance universelle dans la politique de l'Europe depuis un demi-siècle.

» Il n'avait jamais été question d'une guerre d'ambition dans le but d'une conquête ; aucune puissance européenne n'avait tenté de s'agrandir aux dépens des autres puissances, et le respect pour la loi internationale et la paix était devenu la maxime fondamentale de la politique internationale. Les changements territoriaux ont été rendus nécessaires dans certains pays par suite des révolutions ; mais de pareils changements n'ont jamais été reconnus avant d'avoir été contrôlés et sanctionnés par l'Europe.

» La Belgique et la Grèce ne passèrent pas au rang d'États européens avant d'avoir passé par ces épreuves. En 1844 et 1848, l'Empereur **Nicolas**, dans une conversation intime avec le ministre anglais à Saint-Pétersbourg, proposa que la Russie et l'Angleterre s'uniraient pour attaquer la Turquie, de manière que la décadence de l'empire ottoman pourrait, comme il le disait, se terminer par une conquête ; mais, à leur grand honneur, deux ministres anglais, — lord **Aberdeen** et lord **John Russell**, — répudièrent cette proposition comme une tentative de violer les lois internationales et de rompre la paix de l'Europe.

» Je n'hésite pas à affirmer, mon cher M. Gladstone, que c'est le fait politique le plus important qu'on ait eu à enregistrer dans la première moitié de ce siècle et qu'il a eu plus d'influence et de pouvoir pour le rétablissement des principes du droit et de la justice, pour le développement des ressources des différentes nations et le progrès de la civilisation dans le monde, que tout autre événement pendant la même période.

» Quoique ce principe soit nouveau, il a cependant eu assez de force pour arrêter, sinon pour diminuer l'activité de ces mauvais germes d'ambition et de mépris pour les droits des nations, qui ont été répandus en Europe par les diverses crises révolutionnaires depuis 1848.

» Certainement les gouvernements et les partis politiques n'ont pas, depuis lors, été affranchis de tentations ; *mais la république de* 1848 *a prouvé son respect pour la paix et le droit international*, et l'empire français, en 1852, s'est hâté de proclamer que c'était un empire de paix. Quand l'Em-

pereur a quitté les sentiers de la paix, quand il s'est élancé dans la guerre italienne, était-il possible de supposer qu'il se fût contenté de Nice et de la Savoie comme récompense de l'appui qu'il avait prêté à l'Italie, à moins qu'il n'eût été retenu par cet excellent principe de la politique européenne moderne,— la désapprobation de l'esprit d'ambition et de conquête? Et c'est ce grand et généreux principe qui est méprisé, attaqué et menacé par l'attitude actuelle de la Prusse.

» ..... La politique de la Prusse est exclusivement une politique de conquêtes; elle est en opposition directe avec les lois internationales et est basée sur la puissance des armes. C'est précisément la politique de Napoléon Ier, lequel, avec des prétextes plus ou moins spécieux d'intérêts nationaux ou dynastiques, prenait possession de toutes les provinces et de tous les États qui pouvaient aider à la réalisation de ses rêves ambitieux.

» C'est la politique si justement condamnée par les plus éminents écrivains politiques modernes; en tout temps, elle a été la cause des souffrances des nations, et l'Europe, principalement à l'époque actuelle, en a cruellement souffert. Mais je ne veux pas aller plus loin. Il n'est pas nécessaire d'insister sur des évidences pareilles.

» ..... La France lutte au milieu d'une crise périlleuse, mais elle a la consolation de savoir que sa politique actuelle est d'accord avec la politique européenne de respect pour les lois internationales et la paix. Pendant longtemps, elle a été journellement compromise, soit par les intrigues déshonorantes de son ancien souverain, soit par sa faiblesse ou son indécision, *mais aujourd'hui, qu'elle a secoué le joug et qu'elle est redevenue sa maîtresse, la France n'a pas d'ambition turbulente, de projets cachés : elle ne fait aucune demande, elle défend sa liberté, son sol, son honneur.*

» Même après les événements qui ont suivi nos désastres à Wœrth et à Sedan, je comprends pourquoi l'Angleterre s'est tenue encore à l'écart. Quand la France fut réduite à prendre la défensive, quand elle se trouva sans gouvernement, sans armée, vous vouliez voir si la défense serait énergique et obstinée. Vous vouliez pouvoir dire aux conquérants de la France : « N'entrez pas » dans une lutte à outrance, remplie de danger pour l'Europe et à laquelle il est impossible d'assister » passivement. » Les Prussiens, avec leurs prédictions arrogantes, ont essayé d'étouffer les appréhensions. « Que feriez-vous, si Paris tenait bon? » demanda un voyageur anglais au comte **de Bismark.** — « *Paris ne tiendra pas,* » *fut la réponse du chancelier, et toute l'Allemagne du Nord et la plus grande partie de l'Europe, y compris l'Angleterre, partagea son opinion.*

» Paris résiste maintenant depuis quatre mois; 200,000 Prussiens sont campés autour de la Capitale; ils n'ont pas encore essayé de la prendre d'assaut, et il n'y a que peu de jours qu'ils ont commencé à la bombarder. Dans ces derniers temps, ce sont les assiégés qui ont attaqué les assiégeants, et ceux-ci comptent sur la famine et non sur la victoire pour leur livrer la Capitale. Mais la cité trouvera, j'ai lieu de le croire, des moyens de subsistance aussi bien que des moyens de défense, qui rendront les succès des Prussiens quelque peu douteux. Dans un cas pareil, je crois que le témoignage d'un témoin oculaire est précieux. J'ai quatre fils et petits-fils dans Paris; ils ne sont pas officiers dans l'armée; ils sont simples gardes nationaux, remplissant leurs devoirs sur les remparts avec une exactitude scrupuleuse. Ce sont des hommes graves, sensés, pratiques, sans exagération, et leur confiance dans la résolution et l'unanimité de toute la population, citoyens, soldats, officiers, etc., au lieu de diminuer, augmente de jour en jour; l'un d'eux m'écrivait à la date du 14 décembre :

« Personne ne peut apprécier les horreurs de la guerre, à moins de s'y trouver mêlé, mais, en » même temps, la guerre développe l'esprit d'abnégation et de sacrifice de soi-même. Les Parisiens » sont tout à fait calmes et plus que jamais résolus à résister jusqu'à la fin ; *ce n'est pas la résis-* » *tance prolongée de Paris qui ferait naître une insurrection, mais l'idée de se rendre.* »

» Mais de pareilles circonstances font naître dans l'âme plus que l'esprit d'abnégation et de sacrifice de soi-même; d'autres sentiments et d'autres puissances se mettent aussi en action et apportent des consolations inattendues. M. **Vitet**, un de mes plus intimes amis de l'Académie française, qui est un juge sévère et rigide des hommes et des choses, est enfermé dans Paris depuis le commencement du siége. Dans le principe, il faisait les plus tristes pronostics, mais tout récemment il écrivait une lettre dans la *Revue des Deux Mondes*, laquelle, je crois, est aussi emprisonnée dans les murs de Paris :

« Je ne crois pas être dépourvu de sentiment, et pourtant je dois confesser que ma première im-

» pression, quand je me trouvai devant Paris transfiguré, fut une sorte de satisfaction intérieure » de voir que tout cet appareil militaire avait surgi comme de dessous terre, si rapidement, si no- » blement, sous les yeux même de cette population généreuse et par l'effet de son travail et de sa » propre volonté.

» Tout n'est pas perdu quand on voit un peuple capable de si nobles impulsions. Et c'est pour- » quoi, quand je me prends à songer que peut-être nos souffrances auront un jour une fin, que dans » un avenir prochain nous devrons de nouveau embellir Paris, le premier ornement que je rêve » pour la Capitale, c'est qu'elle retienne sa couronne de guerriers, ses ponts-levis, ses troupes et » ses gigantesques remparts qui l'isolent du reste du monde.

» Paris a bonne mine dans cet appareil et j'aimerais à le lui voir conserver. »

» Ce n'est donc pas le cœur seul qui est échauffé et élevé par le patriotisme; c'est aussi l'imagination. Il y a des spectacles en temps de guerre qui compensent les sacrifices qu'ils ont nécessités; et quand le citoyen contemple les remparts et les défenses de ses forteresses, il peut pour un moment oublier les délices de la vie qu'il ne rencontre plus sur les boulevards de sa ville.

» En dehors de Paris, où il a fallu faire moins d'efforts et où les épreuves n'ont pas été si fortes, nous trouvons les mêmes exemples. Quoiqu'il y ait certaines villes et certains arrondissements qui semblent plus disposés à échapper aux horreurs de la guerre que de se défendre, *encore la plus grande partie de la France s'est-elle levée avec une ardeur patriotique pour chasser l'envahisseur. Toutes les classes de la population ont été appelées à se réunir sous le drapeau de leur pays, et toutes ont promptement répondu à l'appel. Des armées ont été levées, organisées et exercées dans l'Ouest, dans le Nord, dans le Centre, et déjà elles sont en état de résister ou de tenir sérieusement l'ennemi en échec. Nos marins ont donné aux troupes de campagne un noble exemple de courage et d'intrépidité. Nos généraux se révèlent et se perfectionnent comme nos soldats. Ils arrivent de toutes parts : du pont de leurs vaisseaux, des sables du Sénégal, d'Algérie, des casernes du Vatican. Nous entendons les noms de* **Jauréguiberry**, **Bourbaki**, **Chanzy**, **Faidherbe**, **Charette** et **Cathelineau**, *dans les journaux, dans les rues et dans toutes les conversations.*

» En 1792, au commencement de la grande révolution, on nous disait aussi que nous n'avions ni armée, ni généraux. L'Europe peut dire aujourd'hui si nous en avons jamais été privés. La France ne veut pas se défendre en employant les mesures violentes des temps passés, soit sur son territoire, soit au-delà des frontières. Elle est plus forte, plus unie qu'elle ne l'était alors; elle sera plus sage et moins ambitieuse, *mais elle ne veut pas plus se soumettre qu'elle ne l'a fait alors. Ses épreuves ont à peine duré quatre mois, et déjà Paris a fait tout ce qui sera fait par le restant de la France quand cela sera nécessaire.*

» La France est mal comprise et mal jugée, parce que nous ne nous rappelons pas son histoire. Parmi les grandes nations de l'Europe, la France est celle qui, dans le cours de sa longue existence, a fait les plus grandes fautes, commis les plus grands excès et éprouvé les revers de fortune les plus frappants. Elle n'a jamais manqué de voir ses erreurs et elle s'est toujours relevée après être tombée. Elle est inconstante, légère, sujette alternativement à des boutades ou à la gaîté. Mais sous cette apparence frivole, il y a la base solide d'une détermination intelligente et hardie. La France a de nobles et vertueux instants qui équilibrent ses erreurs et même ses vices. Dans ses plus grands revers, elle conserve une vitalité énergique, un pouvoir de résurrection, — si je puis employer cette expression, — qui se manifeste, selon les circonstances, dans sa moralité et sa politique, dans son organisation militaire et dans toutes les actions de sa vie intellectuelle, sociale, publique et privée. Tous ceux qui ne reconnaissent ou n'apprécient pas la multiformité, la mobilité et l'inconstance de la nation française, et les mérites aussi bien que les défauts du caractère français, se tromperont grandement, quelque jugement qu'ils puissent se former, et tôt ou tard ils payeront cher leur erreur.

» Je serais bien surpris si, même dans le camp ennemi, des hommes comme le comte de Bismark, n'ont pas déjà découvert qu'ils se sont fait une fausse idée de la France et de Paris. *Il est impossible qu'ils ne voient pas que, en dépit de leurs victoires, ils rencontrent de tous côtés une force de résistance à laquelle ils étaient loin de s'attendre.* Je n'ai pas l'intention de parler des procédés violents et brutaux, également odieux et déshonorants, par lesquels ils ont provoqué et envenimé cette résistance. Je suis prêt à admettre qu'il y a quelque exagération dans les histoires

qu'on nous raconte de leur conduite dans nos villes pendant leurs victoires et pendant leurs retraites. Mais il doit être évident pour tout le monde que la grande majorité de la nation devient de plus en plus féroce contre eux, et que plus ils avancent sur le sol français, *plus leurs succès deviennent douteux et difficiles*. Ce fait frappant et irréfutable ne peut avoir que deux résultats : *ou notre résistance sera si prolongée et si puissante qu'elle découragera l'ambition prussienne et nous procurera une paix honorable ;* ou la guerre se prolongera indéfiniment et deviendra une guerre de nation, de haine contre haine, d'homme contre homme, une source inépuisable de misères et de désolation pour l'Allemagne aussi bien que pour la France, *un spectacle de plus en plus intolérable et un danger de plus en plus menaçant pour toute l'Europe.*

» F. Guizot. »

LUNDI, 23 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Voici en quels termes l'*Indépendance belge* s'exprime sur la situation militaire à ce jour :

« Le cercle des assiégeants autour de Belfort se resserre de jour en jour. Après avoir emporté successivement les positions dominantes au sud et à l'ouest de la forteresse, le général Treskow a pris dans la nuit du 20 au 21 janvier, après un combat qui, de l'aveu des commandants des forces prussiennes, a coûté à celles-ci des pertes importantes, les positions retranchées de Pérouse, au nord-est de la forteresse. Les batteries nouvelles, établies à Damjoutin, battent directement le château de Belfort.

» Le corps poméranien que le général Zastrow amène de Paris pour renforcer l'armée de l'Est, paraît déjà avoir atteint Dijon et menace ainsi de couper la ligne de retraite de Bourbaki sur Lyon.

» Un télégramme de Bordeaux nous signale un coup de main tenté par un corps prussien sur Dijon. L'opération n'aurait pas réussi. La bataille devait recommencer le lendemain, 22. C'est évidemment l'avant-garde de Zastrow qui était aux prises avec le corps de Garibaldi, et l'affaire sera probablement devenue générale hier.

» Les Allemands avancent aussi en Normandie. Il y a eu un combat à Bernay, et Lisieux est menacé. Ces deux localités sont situées sur la ligne du chemin de fer d'Elbeuf et d'Evreux à Caen. Maîtres de cette dernière place, les forces qui opèrent de ce côté pourront donner la main à celles qui sont à Alençon et au Mans. Elles tiendront ainsi en leur pouvoir tout le pays traversé par l'Eure, l'Orne et le Loir. »

Participation de la France à la Conférence de Londres. — Les nouvelles sont toujours contradictoires quant à la participation de la France à la Conférence. On disait à Lille, samedi, que Gambetta devait voir Jules Favre se rendant à Londres. D'autre part, la *Gazette de la Croix* annonce que M. de Bismark a formellement refusé le sauf-conduit nécessaire à M. Jules Favre pour traverser les lignes prussiennes. Si ce refus se confirme, il édifiera l'Europe sur la délicatesse des procédés de la diplomatie prussienne. Depuis que la supériorité du canon Krupp est constatée, la Prusse ne doute plus de rien et se joue de l'Europe, de la justice et de l'humanité comme les cohortes de prétoriens se jouaient du droit et des populations civiles sous l'Empire romain.

Et les grandes puissances laissent faire et elles restent impassibles ! C'est seulement maintenant que le rôle civilisateur et moral de la France va devenir évident, même pour certains cercles diplomatiques et pour certaines puissances qui le niaient et qui applaudissaient à l'humiliation et à l'amoindrissement de la nation française, en haine des idées républicaines et égalitaires.

La défense nationale dans le Nord. Gambetta à Lille. Manifestations et discours patriotiques. — Au moment où la population de Lille était abattue par la terrible nouvelle du désastre de Saint-Quentin, au moment où les hommes les plus énergiques s'affaissaient et se laissaient entraîner sur la pente du découragement le plus complet et d'un irrémédiable désespoir, le glorieux tribun qui a su, après les plus effroyables défaites, galvaniser la France et allumer sur tous les points du territoire cet indomptable esprit de résistance et de lutte à outrance qui l'anime, Gambetta apparaissait au milieu de la ville consternée, et sa présence et sa parole ardente suffisaient pour dissiper la panique et raffermir les courages. — D'où venait-il et comment lui avait-il été possible de franchir en si peu de temps la distance qui le séparait de la capitale du Nord? — *La France*, de Boulogne, nous l'apprend en ces termes :

« Samedi matin, à onze heures, le vapeur de l'Etat, l'*Hirondelle*, entrait au port de Boulogne. Comme **Louis IV**, après Brenneville, à un châtelain-normand, le commandant de l'aviso aurait pu dire aux officiers du port : « *Ouvrez, c'est la fortune de la France !* » Car ce navire nous amenait le grand citoyen qui a entrepris la lourde tâche de chasser l'envahisseur, le ministre de l'intérieur et de la guerre, le cauchemar de la réaction et l'espoir des patriotes : Léon Gambetta, enfin.

» Les soucis de la défense nationale ont laissé leurs traces sur ce visage résolu et énergique. Quelques cheveux gris argentent déjà cette tête spirituelle et franche. La voix est douce et sympathique. On se demande en écoutant le ministre si c'est bien là le fougueux orateur qui, naguère, au Corps législatif, clouait sur leurs bancs d'une voix tonnante et irrésistible les *Romains* de la majorité. »

A deux heures, Gambetta était à Lille, où il était reçu avec enthousiasme, aux cris de: *Vive la France ! Vive Gambetta !* — Le lendemain, à dix heures du matin, il recevait, dans une des salles de la préfecture, plus de cinq cents personnes, représentant toutes les classes de la société lilloise, et au nom desquelles un conseiller municipal, M. Werquin, a pris la parole en ces termes :

« Citoyen Gambetta,

» Je suis chargé de l'honneur de vous témoigner les hommages sympathiques de la démocratie lilloise. Lorsque vous vîntes, il y a deux ans, défendre devant la justice nos amis **Masure** et **Vrignault** contre M. le marquis d'**Havrincourt**, nous comprîmes qu'un glorieux et brillant avenir vous était réservé, mais nous ne pouvions nous attendre à tant de services rendus à la cause démocratique.

» Lorsque le 4 septembre dernier, du haut de la tribune française, vous nous débarrassiez d'un règne qui avait commencé par un crime et qui finissait dans la honte, vous avez porté dans nos cœurs l'ardeur qui nous a remplis depuis et qui nous fera vaincre. Nous attendons aujourd'hui quel-

ques bonnes paroles qui nous guident dans le chemin que nous avons à parcourir. *Nous vous avons dit nos espérances, dites-nous quelle est votre foi dans l'avenir du pays; car nous croyons avec vous qu'il faut vaincre ou périr avec honneur.* Si la France n'est pas victorieuse, grâce à vous, elle aura sauvé son honneur; permettez-moi de vous en remercier au nom de la démocratie lilloise et de sa population, si dévouée au gouvernement républicain. »

Gambetta a répondu par l'admirable discours que voici :

« Chers concitoyens, et je puis vous donner ce nom, car je me regarde comme citoyen de cette grande ville de Lille qui, deux fois déjà, m'a si sympathiquement accueilli dans ses murs. J'y suis entré hier avec émotion, mais je savais qu'à Lille les faits dominent les émotions de la guerre et qu'elles ne peuvent rien changer à vos sentiments.

» Nos adversaires savent bien que si la République, dont cette glorieuse contrée est le plus vif soutien, a recueilli la succession de l'Empire, c'est qu'elle doit sauver la France. Elle défiera au dedans comme au dehors les entreprises coupables de ceux qui voudraient l'attaquer par la base en reniant ses plus énergiques défenseurs. *On nous croit disposés à pousser à la guerre pour arriver plus facilement à l'asservissement du pays en prenant la place de ceux qui, comme nous l'a dit tout à l'heure M. Werquin, nous ont fait glisser dans la honte. Nous sommes avant tout les ennemis déclarés de la guerre, et de cette guerre que nous avons considérée comme un crime. Nous l'avons flétrie lorsqu'elle fut entreprise, nous avons fait appel à cette pâle assemblée, qui nous y entraînait par son attitude servile, nous l'avons maudite de toutes nos forces; aujourd'hui il nous faut la soutenir, car il nous faut faire le salut de la France.*

» Allez donc demander à ceux qui foulent notre sol pour quelle cause ils se battent; ils vous diront peut-être qu'ils ne se battent que parce qu'un roi commande. Ce roi avait dit d'abord qu'il ne faisait pas la guerre au pays, mais à l'Empereur qui y régnait. Cependant lorsque l'on a voulu, au nom de la République et du peuple, arrêter la lutte fratricide, on nous a demandé trois millions d'habitants, plusieurs milliards, un fort de Paris, le déshonneur enfin; nous avons refusé; aujourd'hui nous refusons et nous périrons tous plutôt que de nous démentir. »

(Gambetta est interrompu en ce moment par une longue acclamation et par les cris : Vive la République! Vive le gouvernement de la défense!)

» La République, continue Gambetta, a accepté une complète solidarité avec la cause de la patrie. Si elle succombait à la tâche, il ne manquerait pas de réactionnaires pour la blâmer de la responsabilité qu'elle a prise. Il faut donc qu'elle sauve le pays. Il faut aussi qu'elle sauve ces populations malheureuses qui ont foi en elle et qui s'y sont confiées. *Rappelons-nous que quinze mille Alsaciens ont quitté leurs provinces envahies pour aller à Lyon se ranger parmi les défenseurs du pays; nous ne pouvons les abandonner, car ceux-là sont les représentants de ceux qui ont dû rester en proie aux vexations de l'ennemi.*

» *Aujourd'hui, la paix, c'est la cession, la mutilation de la patrie, et pourtant il n'appartient à personne de céder un pouce de terrain, une parcelle du territoire de la France.* Pour l'honneur de nos populations envahies, pour l'honneur de celles qui ont échappé jusqu'aujourd'hui à l'invasion, nous ne pouvons céder un morceau de terre, une partie de population. La France se doit à la résistance à outrance, sinon elle est à jamais condamnée. (*Applaudissements.*)

» *Pendant vingt ans, Bonaparte a préparé ses armées; il a englouti dans cette œuvre impie plus de vingt milliards, et cependant, après quinze jours de lutte, lui et ses armées disparaissaient devant l'ennemi. Depuis quatre mois, nous tenons devant de formidables armées, nous n'avons pas dépensé un milliard, et si la résistance vient à embraser la nation, l'ennemi est perdu.*

» C'est que l'Allemagne est vide. Toute sa population est sous les armes. Chez elle, plus on pense, plus on vit; et cependant aujourd'hui la pensée est morte, le commerce est nul, la ruine est partout. Chez nous, la vie sociale n'est qu'entravée, mais elle n'est pas morte, et si, forts de notre conscience et de notre droit, nous résistons, tout peut être sauvé; si dans trois mois les Prussiens sont encore sur notre sol, ils sont perdus.

» Par tous les sacrifices possibles, il nous faut les y maintenir pour les perdre plus sûrement. *Si chacun de nous a cette foi et cette passion, il nous suffira de vouloir pour réussir. Que pourra, en effet, par le temps et les sacrifices, ce million d'hommes armés contre ces trente-huit millions de poitrines qui auront juré de périr plutôt que de se déshonorer?*

» Et malgré les malheurs qui pourraient nous atteindre, si nous avons cette foi, nous serons sauvés ; non pas sauvés par un homme, mais sauvés par une idée, sauvés par la République, qui aura définitivement pris sa place parmi nous et guidera nos destinées.

» *Alors on verra si nous sommes des hommes de guerre, si nous sommes des dictateurs. Forts de notre conscience, des devoirs accomplis pour le salut commun, nous n'aurons plus qu'un désir, rentrer dans la foule à laquelle je me fais gloire d'appartenir et prouver que si nous avons des passions démocratiques, nous avons surtout la foi républicaine.* »

« En ce moment, dit l'*Echo du Nord*, l'enthousiasme de l'assemblée est indescriptible. Un long frémissement la saisit, puis un long cri éclate : Vive Gambetta! auquel succèdent bientôt ceux de : Vive la République! Vive la France! Vive la résistance à outrance!

» Gambetta traverse la foule en serrant toutes les mains qui se tendent à lui sur son passage, puis on se sépare pour porter dans toute la cité l'émotion qui a saisi chacun des heureux spectateurs de cette splendide scène. C'est encore le cœur ému que nous écrivons ces lignes. Puissent-elles rendre avec quelques lueurs de vérité la scène à laquelle nous avons eu le bonheur d'assister et dont nous conserverons un bien précieux souvenir! »

Le duel franco-prussien au Parlement italien. — Nos alliés de Solferino veulent bien s'occuper de nos embarras. Le comte Arrivabene avait interpellé le gouvernement italien sur ce qu'il comptait faire en faveur du rétablissement de la paix.

Dans la séance de samedi, M. Visconti-Venosta a répondu. Il a fait connaître que le gouvernement italien s'est mis d'accord avec les autres puissances pour saisir toutes les occasions favorables qui se présenteraient de recommander la paix aux belligérants, mais que les efforts des neutres sont restés jusqu'ici sans succès. Le gouvernement n'en continuera pas moins à agir dans ce sens. Le ministre a terminé en exprimant l'espoir que la Conférence de Londres aurait un résultat favorable.

L'interpellation n'a pas eu d'autre suite.

Ayez des alliés, pour qui vous avez donné votre or et votre sang, et quand vous serez dans l'embarras, comme ils se souviennent de vos services, et comme ils s'emploient en votre faveur! Des mots! Des mots! *Sesquipedalia verba!* comme auraient dit les anciens. Cela coûte si peu, et cela vous épargne tout souci pour l'avenir.

Le poète l'a bien dit, et la France, à l'heure actuelle, en fait la cruelle expérience pour son compte :

Donec eris felix, multos numerabis amicos;
Tempora si fuerint nubila, solus eris.

La sortie du 19 à Paris. Combats de Montretout et de Buzenval. — Voici d'intéressants détails extraits du *Standard* :

« 20 janvier.

« Dans la soirée de mercredi, 18, le général **Trochu** s'est rendu du Louvre à la citadelle du Mont-Valérien ; c'est de ce point central qu'il devait diriger en personne les opérations militaires. Elles devaient être exécutées par trois corps d'armée différents, sous le commandement respectif des généraux **Vinoy**, **Bellamare** et **Ducrot**, qui ont tenu conseil au Mont-Valérien avec le gouverneur pendant la nuit précédant l'action. A Vinoy, officier expérimenté, a été confiée la conduite de l'attaque sur la gauche, qui devait être dirigée sur Montretout en partant du voisinage du chemin de fer de Versailles ; à Bellamare, l'attaque du centre, partant de Courbevoie, au sud du Mont-Valérien ; à Ducrot, l'attaque de droite vers Rueil.

» Plus de 100,000 soldats, embrassant les trois sections du service (soldats de la ligne, mobiles et gardes nationaux), soutenus par une forte artillerie (trois cents canons) formaient les trois corps d'armée. En regardant la carte, on s'apercevra que la ligne de front n'avait qu'une étendue d'une lieue. La tâche de concentrer et de manier des forces aussi considérables en un si petit espace était difficile et délicate ; aussi la concentration ne s'est-elle effectuée qu'avec une difficulté inouïe ; la nuit était obscure et la matinée du 19 amena un brouillard fort intense.

» Il avait été décidé que la marche en avant commencerait à six heures, mais les délais causés par le brouillard, une opposition inattendue à la marche de la colonne de droite, retardèrent le mouvement de plusieurs heures. Ce ne fut pas là l'erreur la plus fatale. Les gardes nationaux furent laissés pendant huit heures sous les armes,— depuis deux heures du matin jusqu'à dix heures, heure à laquelle l'action commença, — sac au dos et chargés en outre de ration pour quatre jours. Les soldats de ligne étaient harassés de fatigue avant de commencer l'attaque et marchaient sans cet élan qu'inspire la confiance. — Leurs officiers, — des hommes d'une valeur éprouvée, — les forçaient d'avancer et devaient le faire avec leurs revolvers armés.

» Les hommes de Vinoy partirent du Mont-Valérien par la route parallèle à la Seine, cachés pendant un certain temps par l'éminence de la Fouilleuse. La colonne d'assaut se composait des zouaves, du 136e de ligne et de plusieurs bataillons de gardes nationaux, entre autres le 107e de ligne. Ils s'emparèrent sans beaucoup de peine de la hauteur de Montretout. Les Prussiens, surpris, luttèrent avec obstination, mais le nombre les vainquit dans un combat corps à corps. C'est là que **Rochebrune**, du 10e régiment de Paris, trouva la mort. Rochebrune, chef des zouaves de la mort en Pologne, fut tué par une balle polonaise, car Montretout était défendu par des soldats de Posen. De Montretout, les Français descendirent dans Saint-Cloud, et parcoururent le village, en chassant l'ennemi des caves. Ils avaient profité de la leçon de la villa Evrard. Des tirailleurs poursuivirent les ennemis, qui cherchaient à se réfugier dans le bois.

» Tandis que la gauche réussissait ainsi, le centre descendait la colline du Mont-Valérien pour attaquer le château de Buzenval et la hauteur de la Bergerie, qui se trouve derrière. Le premier obstacle que rencontra ce corps d'armée fut la ferme de la Fouilleuse, à l'ouest d'un four à briques. Les Français furent accueillis par une fusillade terrible, et la colonne dut se replier deux fois. La troisième fois, elle s'élança à la baïonnette et enleva la position. *Ici, la garde nationale fut magnifique d'élan.* Mais le revers de la médaille allait venir.

» Cette partie du centre (l'aile gauche) avança vers le carrefour entre la Fouilleuse et Saint-Cloud, au fond d'une colline, où elle devait former sa jonction avec la gauche du front. Mais cette position fut enlevée aussi à la baïonnette, avec une véritable *furie française*, tandis que la droite de Bellamare envahissait les terres du château de Buzenval, montait l'éminence de la Bergerie et se répandait dans les vignobles, les plantations, les jardins, s'étendant à sa droite vers la Celle-Saint-Cloud. La ligne de bataille n'était plus maintenue ; c'était une série de combats isolés ; les hommes ne voyaient plus leurs officiers, qui, eux-mêmes, les avaient perdus de vue ; la fusillade était continuelle ; naturellement, sans résultat la plupart du temps.

» Les soldats, enthousiastes, mais novices, tiraient au hasard sur les arbres ; ils tombaient par monceaux sous les feux des impassibles Prussiens, bien abrités derrière leurs tranchées ; en outre, les malheureux Français recevaient le feu de leurs propres tirailleurs, placés trop en arrière. C'est alors qu'un colonel de la ligne demanda au 116e bataillon de garde nationale d'enlever un mur percé de meurtrières.

» — Comment faire? Ne voyez-vous pas qu'une mort certaine nous attend, si nous attaquons cette

» position? répliqua un lieutenant de la garde nationale, M. Baker.— «Vous êtes ici pour mourir! » répondit l'autre. »

» — Et la ligne? fit le lieutenant; mais je vous montrerai que la garde nationale sait mourir. En » avant, camarades! »

» Et il brandit son épée au-dessus de la tête. Au même instant, il tourna sur lui-même et roula sur le sol, le front percé par une balle sortie des embrasures du mur. Un caporal se précipita en avant, grimpa au mur, et chercha, de la crosse de son chassepot, à abattre les canons des fusils prussiens; un moment après, son cadavre roulait par terre. Les Prussiens ne montraient leurs têtes au-dessus du mur que pour tirer sur les Français.

» Pendant tout ce temps, que faisait Ducrot? Ses troupes étaient sous les armes à trois heures du matin, mais elles durent, en venant de Saint-Denis, contourner l'arc d'un cercle dans la nuit sombre. La route qu'ils suivaient, par Nanteuil et Rueil, était balayée par une batterie prussienne dans les carrières de Saint-Denis. Les troupes de Ducrot ne purent affronter ce feu : l'artillerie de campagne ne réussissait pas à le combattre, et leur passage ne put se faire enfin qu'au moyen d'une locomotive cuirassée que le gouverneur envoya par la ligne de Saint-Germain. Mais ce corps d'armée arriva deux heures en retard, et la simultanéité de l'attaque échoua.

» Lorsqu'enfin les trois corps d'armée combattirent ensemble, on tenta de les faire converger sur la Bergerie, tandis que les bastions du 6e secteur ouvraient le feu sur Sèvres et sur le parc de Saint-Cloud. Mais il était trop tard, les Prussiens avaient eu le temps d'amener leurs renforts d'infanterie et une masse formidable d'artillerie.

» Pendant deux heures, il y eut un duel d'artillerie, les canons français furent écrasés, principalement par la puissante batterie de Garches, et comme la nuit venait, les troupes durent être mises en sûreté, afin qu'il n'y eût pas de danger d'un retour offensif. A six heures et demie, il fallut abandonner Montretout! Les vainqueurs d'un moment n'avaient pas même réussi à établir leurs batteries. La sortie avait donc manqué son but! »

Un dîner dans un grand restaurant de Paris en janvier 1871. — Voici comment le correspondant parisien du *Daily-News* parle d'un dîner fait récemment à Paris. Sa lettre est datée du 20 :

« Quand j'entrai aujourd'hui au restaurant pour dîner, — c'est le meilleur restaurant de Paris maintenant, — le garçon m'apporta le couvert habituel, mais il me dit : « Avez-vous apporté votre » pain, monsieur? Nous n'avons pas de pain. Depuis que le pain est si strictement rationné, nos cha- » lands doivent apporter leur pain. » — « Non, répondis-je, je n'ai pas de pain, je ne savais pas que je » devais en apporter. Tâchez de m'en procurer pour aujourd'hui, je me conformerai demain au » règlement. »

» Il m'apporta un affreux morceau de pain lourd et d'une couleur sale, auquel il me fut impossible de toucher. J'étais indisposé et ce morceau de pain me souleva le cœur. Je le plaçai à l'extrémité opposée de la petite table carrée où je dînai, et le contemplai d'un regard chargé de dégoût.

» Bientôt d'autres dîneurs vinrent s'installer devant les tables voisines. A ma gauche, un capitaine portant l'uniforme des éclaireurs de la Seine et un colonel de mobiles vinrent s'asseoir; à ma droite, une jeune femme vêtue de noir, d'un aspect modeste, mais appartenant évidemment au demi-monde de l'ancien régime.

» En fort peu de temps, mes compagnons de droite eurent dévoré leur pain et se mirent à regarder le mien avec convoitise. Tout à coup le colonel de mobiles, — un étranger que je n'avais jamais vu auparavant, — me dit : — « Monsieur, avez-vous l'intention de manger votre pain ou bien » de l'emporter? Si par hasard vous n'en aviez pas besoin, me permettriez-vous d'en prendre un peu? » — Prenez-le tout entier, colonel; j'ai fini. »

» Il en prit la moitié et partagea cette moitié avec le capitaine. Là dessus, Mlle Cocotte s'écria : — « Ah! Monsieur, donnez-moi, je vous prie, l'autre moitié; mille grâces! »

» Cet incident, par lui-même, est peu important, mais c'est un signe caractéristique des temps. »

Un épisode de la bataille de Saint-Quentin. — Un

témoin oculaire raconte l'épisode suivant de la bataille de Saint-Quentin :

« Toute l'armée française battant en retraite, le commandant **Feuillant**, des éclaireurs à cheval de l'armée du Nord, et le lieutenant **André**, du même corps, entourés de leurs dragons et soutenus par le commandant **Richard**, aide de camp du général **Faidherbe**, refusèrent de se porter en arrière, et rassemblant autour d'eux, sous une grêle d'obus et de balles, tous les clairons qu'ils purent rencontrer, ils leur firent sonner la charge aux cris de : *Vive la France !* L'effet produit sur les troupes fut tel, que plusieurs bataillons se rallièrent et défilèrent au pas de course dans le faubourg Saint-Martin, se déployant ensuite à droite et à gauche et forçant les tirailleurs prussiens à reculer en désordre. Trois fois de suite ces braves soldats, combattant sans souliers et sans cartouches, s'emparèrent des hauteurs dominant la route de Roupy. Ce ne fut qu'à la nuit que ces troupes se replièrent derrière les barricades faites à l'entrée de la ville par une compagnie du génie. Elles disputèrent là le terrain longtemps encore, et donnèrent ainsi le temps au reste de l'armée de se replier sur la route de Cambrai. »

Les mésintelligences chez les volontaires italiens. Apaisement. — Nous avons signalé certaines mésintelligences qui s'étaient produites entre FRAPPOLI et GARIBALDI. Depuis, Frappoli, ayant fait une démarche de conciliation près du célèbre *condottierre*, en a reçu la lettre suivante :

« Ne nous occupons pas du passé. Songeons à l'avenir. Organisez tout ce que vous pourrez d'Italiens. Je vous en serai reconnaissant. Envoyez-les moi. Nous marcherons ensemble, si cela vous va. Faites imprimer ces lignes, si vous le croyez utile.

» GARIBALDI. »

Les ballons.—Un ballon, le *Dauménil*, parti de Paris, hier, à cinq heures du matin, opérait cinq heures après sa descente à Marchiennes, près Charleroi (Belgique), dans les conditions les plus curieuses et les plus heureuses à la fois.

Au moment où il allait toucher terre, car il était à peine à cent mètres de hauteur, son ancre d'atterrissage préparée, un train suivait la voie ferrée.

Train et ballon se rapprochaient, et comme le vent soufflait avec assez de force, une collision qui aurait été fâcheuse pour l'aérostat était possible. C'est ce que comprit le machiniste du train qui suspendit immédiatement la marche de sa locomotive.

Les voyageurs avaient également aperçu l'aérostat, et le train était à peine arrêté que tous en descendaient pour aider les aéronautes à toucher le sol.

Singulière étape d'un pigeon voyageur. — On lit dans le *Journal de Gand :*

« Vendredi dernier, un pigeon est venu s'abattre sur le Casino, où il a pénétré par le dessous de la toiture vitrée dans la grande salle. Il est allé se reposer sur la mitrailleuse qui surmonte le tableau de l'exposition Ghémar, intitulé : *La prise de Berlin.*

» Après lui avoir fait la chasse, on est parvenu à prendre l'intéressant messager, qui était porteur d'une lettre dont l'enveloppe en parchemin très-léger, contenait trois journaux de dépêches microscopiques, provenant de Bruxelles et adressées sans nul doute à Paris.

» Après les avoir soigneusement examinées à la loupe, on s'est aperçu que l'une de ces trois dépêches se trouvait en double, elle fut retenue ; les autres furent remises dans l'enveloppe, fermée et rattachée au pigeon qui fut relâché après qu'on lui eut fait prendre le nécessaire pour continuer le voyage (à boire et à manger).

» Le pigeon portait estampillé sur les ailes *une ancre*, les noms des villes de Paris, Arras, Tours, Bruxelles.

» La dépêche microscopique retenue, qui est une véritable curiosité, se trouve exposée dans le musée Ghémar, au Casino, où les visiteurs peuvent la voir et en prendre lecture à la loupe. »

La gaieté française et l'esprit gaulois en Allemagne. — Nous extrayons les lignes suivantes de l'*Indépendance belge* :

« Il paraît, depuis quelques jours, dans la forteresse de Spaudau un journal satirique français, intitulé : *Prométhée*, publié par les prisonniers et orné d'illustrations. Le frontispice du journal représente Prométhée enchaîné dont l'aigle de Jupiter ronge le foie. Le rédacteur en chef est représenté par un certain Maugial; les communications et articles doivent être adressées « à la commission de » la causerie à la citadelle. »

» La feuille en question dit n'avoir d'autre but que de « causer à distance du beau pays de France » ou des petites choses qui nous concernent à l'étranger, et revivre enfin au milieu de cette vieille » critique et gaieté gauloise qui caractérisent notre nation. »

» Le premier numéro du *Prométhée* est métallographié et contient un article de fond plein d'humour, intitulé : *la Naissance de Prométhée*, puis un autre : *Ces pauvres Turcos*, et signé Abdallah-ben-Mohamed. On y trouve encore quelques variétés illustrées de dessins à la plume parfaitement réussis, tels que « *nos Thalers*, » le *Prisonnier mourant*, poésie ; le *Rêve d'un lycéen*, signé Cocorico et un rébus. Le numéro coûte « deux demi-gros. »

Guillaume, Empereur d'Allemagne... Sa réponse aux félicitations du maréchal Wrangel. — Le vieux maréchal Wrangel avait adressé par le télégraphe ses félicitations à l'empereur d'Allemagne. Le souverain a répondu au doyen des généraux prussiens par le télégramme suivant : « Merci pour vos vœux qui s'accompliront, » si je puis faire en sorte qu'après cent soixante-dix ans l'Allemagne » soit aussi glorieuse que la Prusse l'est aujourd'hui après cent » soixante-dix ans. » Le 18 janvier est le cent soixante-dixième anniversaire du jour où l'Electeur de Brandebourg prit le titre de Roi.

MARDI, 24 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — La campagne de l'Est n'est peut-être pas aussi compromise qu'on l'avait craint et que les assertions prussiennes le donnaient à croire !...

La lutte, commencée à Dijon samedi dernier, a continué le lendemain. D'après un télégramme, reçu à Lille et adressé à M. Gambetta, les Garibaldiens auraient repoussé et poursuivi leurs ennemis. Ceux-ci auraient dû abandonner les fortes positions de Hauteville, d'Aix et de

Plombières avec un grand matériel et des prisonniers. Garibaldi est rentré à Dijon au milieu des acclamations de la foule.

Le général Faidherbe a publié sur la bataille de Saint-Quentin un rapport qui confirme les faits déjà connus. Une partie de son armée a lâché pied, et c'est celle-là qui a laissé aux mains de l'ennemi le plus de traînards. Il n'y a pas eu de pertes de prisonniers ni de canons sur le champ de bataille, mais le désastre n'en est pas moins réel, et il se passera plus d'un jour encore avant que le commandant en chef du Nord puisse, comme il l'annonce, ramener ses troupes contre l'ennemi.

A Longwy, la forteresse résiste jusqu'ici avec succès aux assiégeants. Le feu de la place a réduit au silence trois batteries prussiennes sur quatre.

La sortie du 19 à Paris. — Les journaux anglais publient force détails sur la dernière tentative des Parisiens pour briser le cercle de fer qui les enserre. Ils rendent hommage à « l'étonnante fermeté » avec laquelle les Français ont soutenu le « feu meurtrier et bien dirigé » des Prussiens.

L'insuccès de la tentative de l'armée de Paris faisait espérer la reddition de la ville.

Le bruit du canon a tenu Versailles en émoi toute la journée du 19.

« L'alarme s'est répandue dans la ville, écrit-on de Versailles même; des patrouilles de cavalerie l'ont parcourue pour maintenir l'ordre; des batteries d'artillerie ont été mises en position sur la Place d'armes.

» On pouvait voir les voitures d'ambulance toutes prêtes à partir; les trains de munitions de réserve se mouvaient lentement le long des chemins boueux.

» L'Empereur, suivi d'une faible escorte, sortit à cheval de la ville se dirigeant vers Saint-Germain. Le prince royal suivit la même route, puis, décrivant une courbe vers l'Est, il longea en arrière les positions occupées par ses troupes. »

Les Prussiens accusent seulement 39 officiers et 616 hommes morts, blessés et disparus dans cette sortie. Ils évaluent, par contre, la perte de l'armée de Paris à 6,000 hommes ; rien que devant leur front de bataille, ils auraient trouvé plus de mille cadavres de Français. Ils attribuent l'écart si important qui existe entre leurs pertes et les nôtres à cette circonstance que l'armée de Paris a combattu à découvert, tandis que leurs troupes combattaient à l'abri de parapets et de fossés. D'après eux, deux généraux français auraient été tués.

Il n'y a qu'un cri chez les correspondants allemands et anglais pour rendre hommage à la rare bravoure et à la solidité de toutes les troupes françaises indistinctement qui ont pris part à cette importante affaire.

Le 20, au matin, plusieurs centaines de prisonniers ont traversé la ville et la gare de Versailles. La population de Versailles leur a fait l'accueil le plus sympathique. Des collectes ont été faites en leur faveur.

Sur plusieurs points, l'attitude de la foule a été menaçante pour leurs gardiens, et la cavalerie et les gendarmes prussiens ont dû intervenir pour prévenir toute tentative de délivrance des prisonniers.

Quand donc toute manifestation en faveur des défenseurs de la France sera-t-elle tolérée et libre sur tous les points du sol français?

Les balles explosibles à Wœrth.... Protestation du maréchal Mac-Mahon. — Les Allemands ne cessent d'affirmer que l'armée française se serait déshonorée dans cette guerre, notamment à Wœrth, par l'emploi de balles explosibles. M. DE BISMARK s'est fait l'écho de ces plaintes et de ces attaques. Voici, par suite, la lettre que le maréchal Mac-Mahon vient d'adresser, en date du 21 janvier, au ministre des affaires étrangères à Bordeaux :

« Excellence,

» Le comte de Bismark prétend, dans sa circulaire du 9 janvier, adressée aux agents diplomatiques de l'Allemagne à l'étranger, que plusieurs soldats allemands ont été blessés à la bataille de Wœrth par des balles explosibles, et accuse l'armée française d'avoir fait usage de ces balles. Le comte de Bismark a été induit en erreur et le fait avancé par lui ne peut pas avoir eu lieu, le corps qui était engagé à la bataille de Wœrth n'ayant reçu dans ses munitions aucune balle explosible. J'affirme ceci en parfaite connaissance de cause et vous prie de bien vouloir démentir l'assertion du comte de Bismark.

» Agréez, etc. » MAC-MAHON. »

Les prisonniers français en Allemagne.... Évasion du maire d'Argenteuil,.., Détails dramatiques. — Le maire d'Argenteuil, qui, à l'encontre de tant d'autres de ses collègues, ne se prêtait pas de bonne grâce aux exigences des Prussiens, fut arrêté et conduit en Allemagne. Voici quelques renseignements que nous trouvons dans une correspondance de Neisse, à la *Breslauer Morgen Zeitung* (Silésie), touchant les malheurs qui l'ont frappé dans son exil :

« Le sort du maire d'Argenteuil, qui fut, peu de temps après l'investissement de Paris, conduit dans notre forteresse et enfermé au bastion n° 6, excite ici beaucoup d'intérêt. C'est un homme d'une trentaine d'années, d'un esprit très-cultivé et d'une affabilité qui lui avait créé beaucoup d'amis dans nos cercles. Les autorités lui avaient, à son arrivée, laissé beaucoup de liberté ; il pouvait circuler en ville, voir des sociétés et fréquenter les lieux publics ; mais vers la Noël, toutes ces facilités lui furent tout à coup et sans qu'on sut pourquoi, retirées, et ordre fut donné de l'enfermer dans le bastion n° 6. Ces mesures rigoureuses eurent pour effet de troubler les facultés du maire, à tel point, qu'il se crut à chaque moment sur le point d'être fusillé ; c'est sous l'influence de ces craintes qu'il s'échappa un jour du bastion, la tête nue et chaussé de souliers vernis, et s'enfuit à travers la neige vers les frontières autrichiennes. Il arriva par les grands froids qui ont régné le mois dernier à Ziegenhals, à une demi-lieue de la frontière, et qu'il eût pu atteindre sans encombre s'il avait suivi la grande route. Probablement que la forêt qui s'étendait à sa droite lui parut offrir plus de sécurité, car il chercha à l'atteindre en passant la rivière gelée de Bicla.

» *Ici la glace se rompit sous ses pieds,* mais parvenant à se dégager, il entra dans la forêt, la parcourut au milieu d'une neige épaisse pendant plusieurs heures, passa et repassa la frontière autrichienne, et revint enfin dans la forêt où il tomba glacé de froid et épuisé de lassitude sur la neige. C'est là que le trouva, le matin, une vielle femme qui ramassait du bois et qui le ramena dans sa hutte, où, allumant du feu, elle fit sécher ses habits *et mit ses pieds gelés dans un bain d'eau*

chaude. Cette imprudence mit les pieds du fugitif dans un tel état qu'il lui fut impossible de continuer à marcher. Bientôt le bruit de cette aventure se répandit dans le village; un propriétaire des environs fit transporter le maire à sa campagne, et après l'avoir fait soigner par un médecin, l'envoya à Ottmachau, où il est encore en traitement. *Un pied du malheureux s'est complétement détaché de la jambe ;* de l'autre il ne sera possible que de conserver le talon. Les autorités, informées de ces circonstances, ont pris à l'égard du maire toutes les mesures d'humanité que réclamait sa position. »

Changements dans le personnel de la défense à Lille. — M. Testelin vient de résigner ses fonctions de commissaire général de la défense dans le Nord. Il motive sa retraite par ce fait que les fonctions qu'il exerçait n'ont plus de raison d'être depuis l'organisation de l'armée du Nord. Le général Robin, qui faisait la vie dure aux mobilisés et dont on avait signalé la disparition pendant la bataille de Saint-Quentin, vient d'être privé de son commandement et remplacé par le colonel Isnard.

Les réunions publiques et la défense nationale à Bordeaux. — Une réunion publique, tenue dimanche au Grand-Théâtre, a adopté les résolutions suivantes : 1° Levée en masse ; 2° Envoi de commissaires extraordinaires près les intendants et les généraux ; 3° Changement des fonctionnaires de l'Empire ; 4° Punition des traîtres.

Les victimes de la guerre. — Un soldat qui se trouve maintenant dans l'un des hôpitaux de Dresde offre un exemple curieux des effets de l'ébranlement du système nerveux. Recueilli sur le champ de bataille de Saint-Privat, il n'est pas blessé, mais dans un état de prostration extrême. Il ne voit rien, ne sent rien, ne perçoit aucun bruit. La bataille a tellement ébranlé ses nerfs, qu'il a même entièrement perdu l'usage de la parole. Il y a un autre soldat dans un hôpital, à Bautzen, qui présente à peu près le même aspect. Seulement, il agite les doigts comme s'il tricotait. Son état est attribué à une dépression du crâne causée par le fragment d'un obus.

Le journal la Patrie devenu légitimiste. — Un article de la *Patrie*, assez pessimiste et qui termine par jeter la France dans les bras d'Henri V, est fort remarqué. En général, cela se comprend; toutes les fois que les nouvelles sont mauvaises, les feuilles réactionnaires montrent le bout de l'oreille. Il n'importe : en dehors des journaux légitimistes de vieille date, à la *Patrie* reviendra la gloire d'avoir la première attaché le grelot.

Un souvenir anti-bonapartiste. — S'il est triste de constater que dans certaines régions agricoles il se trouve encore des gens qui rêvent au retour du *Sédentaire*, il est juste de constater aussi que dans d'autres parties de la France le nom de Napoléon est bel et bien exécré.

Voici, imprimée en guise de prière, une pièce curieuse qui vient des Ardennes françaises :

IL NOUS PARLE

***

L'empire c'est la paix.
(*Discours de Bordeaux*, 1853.)

—

CURIEUX SOUVENIR
DE
Louis-Napoléon Bonaparte
EX-EMPEREUR DES FRANÇAIS,

criminellement monté au pouvoir le 2 *décembre* 1851,
ignominieusement déchu, à Sedan,
le 1er *septembre* 1870, *muni des secours des Prussiens.*

—

Détesté de Dieu et des hommes, sa mémoire sera en exécration.

—

Guillaume a coupé le fil de ma dynastie, comme le tisserand coupe le fil de sa toile.

—

Canrobert, Bazaine, Lebœuf, aidez-moi à remonter sur le trône.

(3,000 *décorations.*)

PAR SES ATTENTATS ET SES PARJURES

ENCORE APRÈS SA CHUTE

QU'IL REPOSE EN PRUSSE. — AMEN.

Assez de bohème ! — L'heure actuelle est propice aux résolutions morales et généreuses.

On connaît Gérard de Nerval, sa vie, sa mort. Alfred Asseline vient de consacrer un des feuilletons de l'*Indépendance belge* à cet habile écrivain, qui pratiqua avec tant de *sérieux* et si bien à la lettre la vie de bohème. Il prend texte de son existence malheureuse et de sa fin plus malheureuse encore pour pousser cet éloquent cri de guerre contre la « *bohème*, » qui est la négation des relations et des devoirs qui s'imposent à quiconque vit au sein de la grande famille humaine :

« Nous qui avons survécu à ce mort aimé, qui avons vu se dérouler depuis quinze ans bien des misères moins intéressantes que celle-là, qui avons vu la muse se couvrir de bijoux mal gagnés, nous qui avons vu sous l'Empire bien des hontes littéraires que le désespoir n'excusait pas, tirons du moins du suicide de Gérard de Nerval un enseignement utile. Assez de bohème ! Que ce soit le dernier cri jeté sur cette tombe : Assez de bohème ! Nous avons eu *toutes les bohèmes*, la vie de bohème, la bohème galante, la bohème d'argent, la bohème d'or, la bohème de Paris, la bohème de la province, la bohème des étrangers, la bohème des littérateurs, la bohème des peintres et même la

bohème des notaires et des huissiers. Il est temps de songer un peu au devoir, au devoir vulgaire; à cette simple et douce morale de tous les temps qui n'empêche pas d'écrire de beaux vers tout en payant son terme. Gérard de Nerval avait pris trop au sérieux la campagne organisée par les rapins de 1832 contre les bourgeois de **Louis-Philippe**. Au lieu de s'égayer d'un simple paradoxe, il en fit le thème de toute sa vie; il déploya hardiment et d'un bras convaincu le drapeau de sa bohème chérie, et quand il eut passé l'âge fatal de 40 ans, il ne vit d'autre horizon que la folie finale ou le retour dans le chemin de tout le monde. Le choix ne lui était plus permis. Désormais il appartenait à la folie. Ajoutons que sa maladie même lui donna des inspirations touchantes, et que, s'il avait été l'homme de la société régulière, peut-être son talent eût perdu en originalité ce qu'il eût gagné en fécondité. Mais si l'originalité d'un écrivain doit s'acheter par de tels malheurs, plaignons l'homme que la nature avait si bien doué, et plaignons surtout la société qui n'a pas su diriger ses premiers pas et régler l'emploi de ses facultés en les récompensant. »

Les sympathies populaires pour la France en Angleterre. — Il ne faut pas rendre le peuple anglais tout entier solidaire de l'apathie et de l'indifférence du ministère GLADSTONE pour la France. Le gouvernement anglais nous abandonne lâchement, par haine du principe républicain et démocratique; les marchands de la cité nous abandonnent par égoïsme et intérêt; mais les classes ouvrières, mais le vrai peuple anglais, mais tous les esprits généreux et élevés sont avec nous et font des vœux pour une intervention active en notre faveur.

Voici un compte rendu détaillé d'un meeting populaire, tenu hier à Trafalgar square, en faveur d'une intervention du gouvernement anglais pour amener une paix honorable pour la France :

« La démonstration, annoncée pour hier soir, à Trafalgar square, *ayant pour but de protester contre le bombardement de Paris et contre l'inaction du gouvernement anglais pendant la guerre*, a eu lieu malgré l'état déplorable de la température. Pendant près de deux heures, une foule très-serrée a stationné sur la place malgré la nuit, le vent et la pluie, prêtant l'oreille aux accusations virulentes formulées contre les pouvoirs souverains de Prusse et d'Angleterre. La procession qu'on avait organisée a pris comme point de départ, pour se rendre à Trafalgar square, une rue des plus populeuses, derrière Farrington Road, quartier général des « Pionniers de la liberté. » En tête marchait un corps de musiciens jouant la *Marseillaise*. Il y avait une quinzaine de drapeaux d'un caractère particulier. Beaucoup étaient de couleur rouge uni, avec un bonnet phrygien très-mal confectionné et de laide figure surmontant la hampe. Un seul, qui n'était pas absolument rouge, était parsemé d'étoiles et dédié aux « État-Unis d'Europe; » un autre portait ces mots : « A la répu- » blique universelle et à la France. » Un troisième, isolé, avait pour inscription : « Vive **Gambetta** » et **Jules Favre** ». Les porteurs avaient un ruban rouge au bras. Quelques-uns, en outre, portaient des ceintures de même couleur.

» La procession barbottait plutôt qu'elle ne marchait, le long des rues, derrière Hatton Garden. Elle traversa Leather lane et déboucha par Bond street, dans Holborn, d'où elle se dirigea vers la place par Saint-Martin's lane. C'était bien plutôt une multitude à la dérive qu'une procession. Sur la place, une foule de spectateurs attendaient son arrivée. Elle avait pris possession de la plate forme habituelle au pied du monument de Nelson, au niveau des lions, bien avant l'arrivée de la procession. Cette foule était très-nombreuse, recrutée en grande partie parmi l'élément populaire le plus grossier et le plus disposé, *à ce qu'il paraissait*, à faire le mal (1). Elle applaudit vigoureusement un

(1) L'auteur de cette relation, qui a paru dans les journaux belges, un *gentlemen* « apparemment » habitué aux *meetings* de salon, aura pris la physionomie bruyante de cette réunion populaire si nombreuse pour des « *dispositions apparentes* » à mal faire... C'est là une erreur d'appréciation excusable chez un homme faisant probablement sa société exclusive de gens « bien élevés », parlant bas et marchant sur la pointe du pied, comme il convient à de bons citoyens, ennemis de tout bruit et de tout désordre.

militaire à moitié ivre qui poussait pour se faire place au premier rang, en criant : « Au nom de » l'armée anglaise, trois salves en l'honneur de la France ! »

» Le meeting se rangea sur le côté de la place faisant face à Cockspur street. Ce fut à grande peine et avec peu de succès que l'on essaya d'éclairer la place au moyen des *flamers*, genre particulier d'éclairage usité parmi les marchands de pommes. Un grand nombre de gens de la foule étaient, *à ce qu'il paraît*, fort au courant de ce moyen. Leur science produisait deux inconvénients. A un certain moment de la soirée, les marchands de pommes donnèrent à tue-tête des instructions sur la manière de diriger le feu, ce qui ne laissait pas que de troubler grandement la solennité. Plus tard, en voulant aider à la manœuvre, ils renversèrent la charpente à laquelle les lampes étaient attachées et les lampes elles-mêmes dont le liquide brûlant dégoutta sur les assistants.

» M. **Odger**, appelé au fauteuil de la présidence, commence par dire que le meeting s'est constitué, non pas pour un objet futile, mais pour un but important. *Il s'agit de faire savoir aux nations de la terre que, si le gouvernement anglais ne sent pas tout ce qu'il y a de grave dans la situation présente et dans ce qui se passe en France, les travailleurs anglais, eux, le comprennent.* (Applaudissements.) Quiconque a porté son attention sur cette question a bien vu que notre ministère des affaires étrangères a un représentant de l'Allemagne dans son sein. (Applaudissements.) *Or, ce que les classes laborieuses de l'Angleterre veulent dire à lord* **Granville**, *c'est qu'au lieu de représenter les princes allemands, il devrait représenter les bons sentiments, les aspirations et les désirs du peuple anglais.* (Applaudissements.) Les classes ouvrières ont tenu meeting sur meeting ; elles ont fait appel au gouvernement à plusieurs reprises pour qu'il intervienne dignement, afin de mettre un terme à cette guerre atroce. Quelle a été la réponse du gouvernement? Rien ! Le gouvernement ne s'est pas plus occupé des vœux du peuple, là où l'intérêt des princes allemands était dans la balance, que s'il s'agissait d'un peuple à l'extrémité du globe. (Écoutez !) Le vœu de ceux qui ont convoqué ce meeting n'est pas que l'Angleterre se précipite vers la guerre. Ils disent seulement que l'Angleterre devrait prendre l'attitude digne qui lui appartient et demander à la Prusse quelle base pour la paix elle est disposée à offrir à la France. Si la Prusse formulait des propositions admissibles, il faudrait insister pour que la France les acceptât. Mais si la Prusse refuse de faire ces conditions, nous saurions alors que son but n'était pas de travailler pour la paix de l'Europe, mais de poursuivre sans relâche la spoliation de la France. (Écoutez !)

» On ne désire pas que l'Angleterre agisse isolément. Les représentants des Cours étrangères sont à Londres ; il est bien aisé à l'Angleterre de proposer aux puissances neutres les conditions de paix qui paraîtraient les mieux faites pour mettre fin à la guerre. (Applaudissements.) On ne veut pas dire que l'Angleterre doive prendre le rôle de chef constable de l'Europe, et intervenir dans tous les faits et gestes du continent. Mais la position de l'Angleterre lui permet d'amener les puissances neutres à un examen complet de la situation des affaires. Est-ce là ce qu'elle a fait? (Non!) *Non, certes, et elle ne le fera pas aussi longtemps que la Cour sera Allemande.* Mais nous avons atteint le point culminant en ce qui concerne les Cours ; car les autres Cours de l'Europe ne se soucient pas de voir la Prusse devenir tellement forte que sa puissance devienne dominante.

» Le vœu général est que l'Angleterre prenne l'initiative d'une politique qui soit suivie par les autres puissances, et c'est ce que l'humanité lui commande. Le peuple anglais a suivi de près les récits de villages brûlés, les horreurs des maisons détruites, des villes pillées, des femmes, des enfants tués à coups de canon, des populations françaises dépouillées par les réquisitions des hordes allemandes. Il demande si cet horrible carnage, si cette ruine doivent avoir pour complément la destruction de la plus belle ville du monde et le massacre de la population parisienne. (Honte !)

» Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de ce qui s'est fait dans cette guerre. Et pourtant nos hommes publics ont dit que, dans l'intérêt même de la paix, ils doivent s'abstenir de toute intervention. (« Oh ! ») Si le gouvernement anglais persiste dans cette politique timorée, il sera entraîné dans la guerre, comme un gouvernement qui l'a précédé a été entraîné dans la guerre de Crimée. *Au contraire, en adoptant la politique qu'on lui met sous les yeux, il terminera la guerre actuelle et en évitera une autre dans l'avenir.* (Applaudissements.) Ce n'est pas à dire que si les propositions des puissances neutres n'étaient pas acceptées par la Prusse, l'Angleterre dût les maintenir seule. Les promoteurs de ce meeting ne désirent pas la guerre, comme le disent quelques journaux, mais ils soutiennent que le moment est venu pour les puissances neutres de dire que les conditions de

paix seraient équitables et justes. (Écoutez !) Si les ministres sont tous comme le ministre timoré qui est allé à Halifax pour dire à ses électeurs que la question de la guerre est tellement délicate qu'on n'en doit point parler (rires), alors il est temps que la voix du peuple se fasse entendre. (Applaudissements.)

» Peut-être n'était-on pas en droit de s'attendre à ce que le gouvernement anglais agît autrement, mais on devait s'attendre à quelque chose de mieux de la part du peuple allemand, qui est un peuple instruit. *Le peuple allemand, cependant, ne doit pas être considéré comme étant responsable de cette guerre, car le pouvoir de faire la guerre appartenait au vieux Roi, qui invoqua la puissance du ciel en massacrant d'innocentes femmes et des enfants.* L'orateur remercie Dieu que Napoléon soit tombé, qu'il y ait un tyran de moins, et il termine en disant que si le chef de l'Allemagne suivait bientôt, le peuple ne donnerait aucun signe de regret.

» M. **Fagan** propose la résolution suivante :

« Ce meeting constate avec des sentiments d'indignation et d'horreur la manière cruelle et impi-
» toyable avec laquelle cette lamentable guerre est conduite en France par le roi despote de Prusse
» qui, faisant appel à la divinité, incendie des villages entiers, bombarde et capture des villes, pille
» les vivres, les vêtements et l'argent des habitants et achève son œuvre de destruction en jetant
» des boulets, des bombes et le feu dans Paris, sur la tête de deux millions d'hommes, de femmes
» et d'enfants ; *ce meeting désire exprimer sa profonde sympathie pour cette noble population qui,*
» *malgré la famine et les maladies, a défendu pendant quatre mois ses foyers contre cette guerre*
» *barbare et inhumaine qui n'a pas de précédent dans l'histoire.* »

» L'orateur dit que le peuple français, qui avait déjà toutes les sympathies de l'Irlande, peut compter maintenant sur celles de tout le pays, *et que les sympathies de l'Angleterre eussent été de même acquises aux Allemands si les Français avaient commis en Allemagne les atrocités que les Allemands ont commises en France.* M. **Fagan** dit qu'il fait appel à toutes les personnes présentes pour qu'elles déclarent au gouvernement que la question de la paix est la première qui devrait être discutée à la Conférence, la question de la mer Noire pouvant attendre jusqu'à ce que le véritable allié de l'Angleterre ait reconquis sa puissance. La Russie, en mettant ses prétentions en avant maintenant, insulte à l'Angleterre et à la France. *L'orateur dit, en terminant, que l'Angleterre doit veiller à ce qu'on offre à la France des conditions qu'elle puisse accepter sans compromettre sa dignité.*

» M. **Weber** appuie la motion et blâme l'attitude de la presse allemande de Londres. Il proteste également contre le fait du bombardement et dit que le roi de Prusse viole journellement l'engagement qu'il a pris de ne pas faire la guerre contre le peuple français, alors qu'il le détruit sans pitié.

» La résolution est adoptée avec de bruyants applaudissements.

» M. **Niass** propose la seconde résolution, qui est conçue en ces termes :

« Ce meeting dénonce la continuation de cette guerre comme étant le plus grand fléau de l'huma-
» nité, de la paix et de la civilisation ; comme le fléau qui nuira le plus au bonheur futur des peu-
» ples de l'Europe et qui formera la page la plus sanglante de l'histoire des temps modernes ; ce
» meeting engage vivement le gouvernement à s'adresser immédiatement aux puissances neutres, afin
» de s'assurer si elles sont disposées à s'unir à l'Angleterre pour prendre une mesure énergique
» qui mette, à tout risque, un terme aux hostilités. »

» L'orateur se félicite de ce que **Napoléon** soit tombé ; au moins la guerre aura eu pour conséquence d'éloigner du gouvernement de France l'homme qui y était arrivé au trône en marchant dans le sang.

» M. **Lees** appuie la proposition et accuse le gouvernement d'avoir trahi le pays.

» La motion est adoptée.

» M. **Salomons** présente une proposition qui condamne la conduite du gouvernement anglais relativement aux volontaires. Il demande que les noms des hommes qui seront renvoyés de leurs corps, parce qu'ils auront pris part au meeting, soient inscrits sur un drapeau d'or, et les noms des officiers qui auront signé les démissions, inscrits sur un drapeau noir.

» Cette motion est également adoptée.

» L'assemblée se sépare et se reforme en cortége dans le même ordre qu'à l'arrivée. »

Entrée du prince et de la princesse Humbert à Rome. — Le prince Humbert a fait hier son entrée à Rome. Voici ce qu'on écrit à ce sujet d'une source italianissime et monarchique :

« J'arrive de la place du Quirinal tout ému du spectacle que je viens de voir. Le temps avait été affreux toute la journée : il tombait une de ces pluies fines et serrées dont nous jouissons depuis quatre mois presque sans interruption. Au premier coup de canon, annonçant l'arrivée en gare du train royal, la pluie a cessé comme par enchantement. Le prince et la princesse ont pu faire leur entrée en voiture découverte, au milieu d'une foule immense, entre une longue haie formée par la garde nationale et les troupes de la garnison, escortés par l'escadron de la garde nationale à cheval et salués partout sur leur passage par les plus vives acclamations. Arrivées au palais Quirinal, LL. AA. RR. ont été appelées deux fois au balcon pour recevoir les plus chaleureuses et les plus sincères ovations populaires, et l'on ne dira pas que tout cet enthousiasme était payé, comme sous le régime pontifical. Oh ! que j'aurais voulu que le Pape se trouvât là dans un coin ! Eh ! qui sait Il y était peut-être.... »

MERCREDI, 25 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — On annonce de Lille que le siége de Cambrai est levé. Par contre, Longwy a capitulé. Le chiffre des troupes allemandes qui opèrent dans le Nord s'élève, dit-on, à 20,000 hommes, dont 6,000 sont cantonnés à Rœux, à neuf kilomètres nord-est d'Arras.

Tours est évacué.

Du côté de l'Ouest, on reçoit la nouvelle que les Prussiens sont entrés à Foulbec, près d'Honfleur, et qu'ils menacent cette dernière ville.

Une dépêche officielle de Dijon confirme le succès des Garibaldiens près de cette ville. Violemment attaqués, le 23, au nord et à l'ouest, ils ont forcé les Allemands à se retirer. Les pertes de ces derniers sont sérieuses.

D'autre part, on signale la présence d'un détachement de l'armée de Bourbaki, sous les ordres du général Bressolles, près de la frontière suisse. Un corps d'armée marche sur Abbevillers (quatorze kilomètres de Montbéliard), qui avait été occupé par les Allemands après la bataille du 17. Est-ce un indice d'un retour offensif de l'armée des Vosges?

C'est possible, mais on annonce que les Allemands ont tourné l'armée de Bourbaki par Besançon. L'occupation de Dôle était l'indication d'un mouvement stratégique de ce genre.

Paris. M. Jules Favre à Versailles..... Ouverture de négociations pour la capitulation. — Une émotion et un

mystère à côté de toutes les autres émotions et de tous les autres mystères!...

On venait d'apprendre la démission du général Trochu comme chef exclusif des armées de Paris. On était encore sous le coup du refus hautain et insolent de M. de Bismark à la demande d'un sauf-conduit pour Jules Favre. On se demandait si le ministre des affaires étrangères de la République ne chercherait pas à traverser les lignes prussiennes, comme un simple particulier, sûr d'avance de la tolérance et du bon vouloir des autorités militaires prussiennes. On admirait et l'on plaignait l'héroïque population de Paris, tout à la fois si calme et si ardente, si calme devant la mort, si ardente pour la résistance à outrance. On se demandait ce qu'allait faire la France, ce qu'allait faire l'Europe devant le martyre et le patriotisme obstiné des Parisiens, lorsque tout à coup le télégraphe de Londres nous transmet la nouvelle la plus inattendue et la plus stupéfiante : la présence de Jules Favre au quartier général de Versailles pour traiter de la capitulation de Paris!...

Et c'était le *Times*, à même d'être bien informé dans ce cas, qui tenait la nouvelle de son correspondant de Versailles, qui la lui avait télégraphiée dans ces termes :

« Versailles, 24 janvier, 2 heures après-midi.

» M. Jules Favre est ici maintenant avec des propositions pour une capitulation.
» Il demande que la garnison sorte de Paris avec les honneurs de la guerre.
» Cette demande est tout à fait inadmissible.
» L'attaque contre Saint-Denis et la grande défaite du 19 ont principalement poussé à la résolution de demander des conditions.
» Trochu est malade.
» Vinoy commande.
» M. Favre a vu le comte de Bismark.
» L'arrangement des conditions prendra du temps.
» Les demandes des Français sont beaucoup trop larges. »

Si cette nouvelle est exacte,— et il faut convenir que le luxe de détails de la dépêche ainsi que les relations du correspondant du *Times* avec l'état-major prussien, à Versailles, lui donnent un fort grand air de vraisemblance, — c'en serait donc fait, définitivement, réellement, de la résistance de Paris, et la France verrait sa Capitale à la discrétion de l'ennemi, au moment où elle a tant besoin du dévouement et de la ténacité des Parisiens pour stimuler les courages abattus par les récents revers.

On le voit, ce n'est pas moyennant de telles conditions qu'on capitulera: on est prêt à le faire à tout prix.... Aussi, « l'arrangement des conditions prendra du temps. »

Que s'est-il donc passé pour amener ce brusque dénoûment?...« Et cette sortie de la garnison de Paris avec les honneurs de la guerre, »

qu'est-ce? Que veut-on dire par là?... La garnison se constituerait-elle aussi prisonnière, comme à Metz et à Sedan, ou veut-on dire par là que Jules Favre subordonne la capitulation de Paris à la libre sortie de la garnison, affranchie de toute obligation, de tout engagement vis-à-vis du vainqueur?... Et puis, Jules Favre avait-il bien mandat du peuple de Paris pour ouvrir de pareilles négociations? Et s'il agit d'accord avec ses collègues et avec le peuple lui-même, que s'est-il donc passé pour opérer un aussi brusque revirement dans les esprits, hier encore, malgré tous les revers, malgré toutes les souffrances, si portés à la résistance?

Toutes ces considérations se présentent en foule à l'esprit. Aussi, la plupart se refusent à croire à l'exactitude de la nouvelle, du moins telle qu'elle est donnée. On espère et l'on attend donc les renseignements qui ne peuvent tarder à nous éclairer sur ces faits, si inattendus et si graves, et dont beaucoup révoquent en doute l'existence.

Campagne de l'Est...Un ordre du jour de Garibaldi.— Nous signalons au *Bulletin de la guerre* de ce jour la confirmation officielle des succès remportés par Garibaldi sous les murs de Dijon. Voici l'ordre du jour que le célèbre chef de partisans adressait aux mobiles et aux mobilisés des Vosges, la veille même du jour où il devait être attaqué par les Prussiens :

« Soldats, tous les jours nos braves francs-tireurs présentent à la République de nouveaux trophées en attendant que nous partagions tous, selon votre impatience et la mienne, leurs glorieuses fatigues.

» Jeunes miliciens de la sainte cause de la République, vous apprendrez à vos ennemis la différence qui existe entre l'esclave d'un despote et le champion de la liberté.

» Les redoutables soldats du roi de Prusse, jadis si fiers contre un tyran, commencent à plier devant les nobles défenseurs du droit et de la justice; et c'est à vous, génération prédestinée, que la fortune confia le soin, non-seulement de déblayer le sol de votre belle patrie de l'envahisseur, mais d'établir sur des fondements perpétuels les principes saints de la liberté et de la fraternité des nations, que vingt siècles d'efforts des générations passées n'ont pu obtenir, grâce à la tenace et diabolique association du tyran et du lévite.

» Les désastres sanglants que vient d'éprouver la France sont une dure mais efficace leçon pour le sybaritisme que les rois voulaient imposer à votre noble pays.

» Mensonge et corruption, voilà le symbole de ces malfaiteurs !

» Vérité et justice ! sont empreintes sur les oriflammes de nos jeunes légions, et le sang, la désolation, les larmes de deux grands peuples trompés, ont engendré cette ère nouvelle où la famille humaine oubliera ces pages ensanglantées de l'histoire !

» Presqu'à la fin de ma carrière, je suis bien fier de marcher à vos côtés pour servir la plus belle des causes, confiant dans votre bravoure pour l'accomplissement de notre mission humanitaire.

» G. GARIBALDI. »

Les ballons. Odyssée du Dauménil.—On écrit de Roux lez-Charleroi, le 25, les détails suivants sur un des derniers ballons venus de Paris :

« Aux détails que vous publiez dans votre numéro de ce jour, sur le ballon du *Général Dauménil* venant de Paris, descendu dimanche dernier sur le territoire de Monceau-sur-Sambre, entre cette commune et celle de Roux, je viens en ajouter quelques-uns, rectifiant ceux qu'on vous a transmis.

Je les tiens de l'aéronaute lui-même, **Eliset Robin**, aspirant pilote, âgé de 27 ans. Je lui laisse la parole :

« Après avoir suivi pendant vingt-six jours les cours de l'École d'aérostation, je fus choisi parmi » les cinquante-deux qui la fréquentaient, pour diriger le ballon le *Général Dauménil*. Je partis seul » de la gare de Strasbourg, dimanche 22, à trois heures du matin, à la faveur d'une brume épaisse » et d'un temps calme. Les bombes des Prussiens pleuvaient déjà sur Paris.

» Avec une rapidité extraordinaire, je fus élevé à une hauteur de 1,800 mètres, hors de portée » des canons ennemis. Alors, la pression atmosphérique agissant fortement sur les parois du » ballon, le fit dégorger par la soupape inférieure : « Il fumait sa pipe. » Triste moment pour moi ! » le gaz m'incommodait complétement, je perdis connaissance.

» Pendant ce temps, je montais toujours ; lorsque je revins à moi, je me trouvais dans l'impos- » sibilité de constater mon élévation et ma direction : mon baromètre et ma boussole étaient gelés. » Le froid me pénétrait ; pour me réchauffer, je bus le contenu d'un flacon de rhum : mais il ne » produisit pas l'effet que j'en attendais : mes membres restaient incapables de tout mouvement.

» Je voyageai ainsi jusqu'à l'aurore. Je croyais avoir pris la direction du Havre et naviguer au- » dessus de l'Océan.

» Enfin, le soleil apparut, je le voyais sous mes pieds ; j'en conclus que j'étais à une hauteur pro- » digieuse, je descendis lentement. — Mon idée que j'étais en pleine mer se confirmait d'autant » plus que les sillons des plaines me semblaient être l'ondulation des vagues.

» Après quelques heures d'angoises, je fus tout heureux d'apercevoir des maisons ; j'entendis le » son des cloches. Je planais doucement au-dessus d'un bourg en criant : « Où suis-je ? » On me » répondit en flamand et aussitôt un coup de feu partit. « Plus de doute, dis-je, je suis en Prusse ; » » je lâchai du lest et je jetai mes deux plus lourds paquets de dépêches.

» La perte considérable de gaz que j'avais fait en opérant ma descente et l'humidité de mon aé- » rostat m'empêchèrent de remonter. Forcé d'atterrir, mon ancre s'accrocha à un arbre ; tout était » perdu ! Heureusement, à ma grande surprise, j'apprends que je suis en Belgique. »

» Voilà, monsieur le directeur, la narration exacte que l'aéronaute m'a fait de son voyage. Il emportait avec lui huit sacs de dépêches, dont cinq nous sont parvenus ; un pain qui était de meilleure apparence que celui qu'on distribue à nos soldats et trois pigeons voyageurs.

» Il a reçu la plus gracieuse hospitalité chez M. **Jonniaux**, agent général des charbonnages du nord de Charleroi, à Roux.

» Nous n'avons pu le retenir aussi longtemps que nous le désirions ; arrivé à dix heures, il nous a quittés à cinq heures du soir se dirigeant sur Lille, où M. **Gambetta**, à qui on avait télégraphié son arrivée, le faisait mander immédiatement. »

Les prisonniers prussiens en France et les prisonniers français en Allemagne. Contraste. — Le fait suivant, que nous recueillons dans une correspondance lyonnaise, fait un pénible contraste avec les relations qui nous viennent d'Allemagne sur les souffrances et les privations des prisonniers français, officiers et soldats :

« Le propriétaire d'un hôtel, où huit officiers prussiens prisonniers ont fait un dîner bruyant, a présenté, en leur nom, une note de septante francs à la mairie. M. **Hénon** a cru devoir annoncer dans un journal qu'il avait repoussé cette réclamation avec indignation, et mépris. « La municipalité » lyonnaise, ajouta-t-il, plus qu'aucune autre, comprend les égards dûs à l'infortune et aux situa- » tions qui résultent des vicissitudes de la guerre ; mais ils ne pouvaient avoir leur application dans » la circonstance dont il s'agit, révoltante tout à la fois pour le sentiment français, qui ne saurait » traiter en amis d'implacables envahisseurs, et pour nos concitoyens, dont un si grand nombre, » en ces temps de souffrance, ont à peine le nécessaire. »

Détails authentiques sur l'arrestation et l'éloignement du prince de Joinville.—On a fait, depuis quelque temps, un certain bruit autour de la personne du prince de Joinville. Comme

tout le monde, le *Times* a entretenu ses lecteurs des détails qu'on a donnés sur le séjour du prince en France et sur son arrestation par ordre de M. Gambetta. C'est ce qui lui a valu la lettre suivante du prince lui-même :

« Monsieur, la publicité du *Times* est trop grande pour qu'il me soit possible de laisser accréditer sans rectification le récit que vous donnez aujourd'hui de mon arrestation au Mans et des circonstances qui l'ont amenée.

» Voici les faits :

» J'étais en France depuis le mois d'octobre. J'étais allé pour offrir de nouveau mes services au gouvernement républicain, et lui indiquer ce que, avec son aveu, je croyais pouvoir faire utilement pour la défense de mon pays.

» Il me fut répondu que je ne pouvais que créer des embarras.

» Je n'ai plus songé dès lors qu'à faire anonymement mon devoir de Français et de soldat.

» Il est vrai que je suis allé demander au général **d'Aurelles** de me donner, sous un nom d'emprunt, une place dans les rangs de l'armée de la Loire. Il est vrai aussi qu'il n'a pas cru pouvoir me l'accorder, et que ce n'est qu'en spectateur que j'ai assisté au désastre d'Orléans.

» Mais lorsque plus tard j'ai fait la même demande au général **Chanzy**, elle a été accueillie. Seulement, en m'acceptant au nombre de ses soldats, le loyal général a cru devoir informer M. Gambetta de ma présence à l'armée, et lui demander de confirmer sa décision.

» C'est en réponse à cette demande que j'ai été arrêté le 13 janvier par un commissaire de police, conduit à la préfecture du Mans, où on m'a retenu cinq jours, et enfin embarqué à Saint-Malo pour l'Angleterre.

» Je n'ai pas besoin d'ajouter que, quels que soient les sentiments que j'ai éprouvés en étant arraché d'une armée française la veille d'une bataille, *je n'ai tenu aucun des propos que l'on me prête sur M. Gambetta, que je n'ai jamais vu.*

» Agréez, Monsieur l'éditeur, l'assurance de ma haute considération.

» Fr. d'Orléans, prince de Joinville.

» Twickenham, le 24 janvier. »

On avait dit, avec force commentaires venimeux, que le prince s'était plaint de l'oubli et de l'ingratitude que M. Gambetta montrait pour la famille d'Orléans, chez qui il avait reçu l'hospitalité, et de la bienveillance de laquelle il avait eu à se louer à son entrée dans la vie politique. On voit par la lettre qui précède ce qu'il y avait de vrai dans tout cela.

Nouvelles de Wilhemshœhe. — On écrit de Cassel, 25 janvier, au *Journal de Francfort :*

« A en croire les apparences, l'ex-Empereur vit à Wilhemshœhe d'une manière fort retirée et comme s'il ne voulait plus avoir de rapports avec le monde extérieur; on évite même tout ce qui pourrait attirer l'attention du dehors.

» Comme tout prisonnier politique qui veut se distraire des ennuis de sa captivité, l'Empereur se montre souvent dans la journée à une croisée ouverte du château, une tasse à la main, dans laquelle il prend des miettes de pâtisserie qu'il distribue ensuite aux nombreux moineaux qui viennent voleter sous les fenêtres de ses appartements. Puis il fait une courte promenade. Avant sa sortie du château, on prévient les sentinelles que l'Empereur va passer, pour qu'elles puissent présenter les armes, ce qui pourrait quelquefois n'avoir pas lieu, attendu qu'il sort souvent en tenue civile.

» *On nous assure que les soldats allemands ne s'accomodent guère de cette dure formalité, mais la consigne est la consigne.*

» Voilà pour l'extérieur.

» Quant à l'intérieur, c'est tout autre chose. Une vive agitation politique ne cesse de régner parmi les hôtes du château de Wilhemshœhe; ce sont des allées et venues continuelles, des dépêches arrivent et partent, et les diplomates les plus marquants de l'ancien Empire font de fréquentes visites à Sa Majesté. Ces jours-ci, le marquis **de Lavalette** a passé une journée entière au château. On dit qu'après il est parti d'ici, en passant par Bruxelles, pour le quartier général de Versailles. Il est peu probable que ces voyages aient un autre but que des visites de politesse. Nous nous en tenons à l'opinion généralement admise que d'importants conciliabules ont lieu entre le le maître et les serviteurs, et que ceux-ci ne font que lui transmettre les fils d'une trame habilement ourdie. »

D'autre part, on écrit de Cassel à la *Gazette nationale* de Berlin :

« Le général **Fleury**, l'ancien préfet de police **Piétri** et le ci-devant directeur des postes, **M. Vandal**, viennent d'arriver en notre ville et sont descendus à l'hôtel Shombard. Leur visite à Wilhemshœhe se prolongera de quelques jours. »

De la reddition des villes bombardées au point de vue du devoir et des règlements militaires... Opinion du général Faidherbe. — Le commandant d'une ville fortifiée, qu'on bombarde, a-t-il le droit, par humanité et pour conserver des propriétés privées, de capituler? Telle est la question qu'on a souvent posée depuis le commencement de cette guerre en présence des singuliers et inqualifiables procédés des Prussiens pour avoir raison de la résistance des villes fortes. Cette question vient encore de se poser dans le Nord, à propos de la reddition de Péronne, et d'une démarche du sous-préfet de cette ville pour excuser la conduite du commandant de cette place forte. Or, voici le curieux avis du général Faidherbe sur ce point controversé, controversable et touchant lequel on controversera surtout après la guerre :

« Lille, 22 janvier 1871.

» Monsieur le sous-préfet,

» La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, le 18 janvier, a pour but d'apporter un témoignage en faveur du commandant de Péronne, sur lequel j'appelle les rigueurs de la loi. Elle soulève en même temps une question générale pleine d'actualité, car si elle se présentait il y a quelques jours pour Péronne, elle se présente à l'heure qu'il est pour Cambrai, qui vient d'être sommé de se rendre et dont le bombardement va probablement commencer, et elle se présentera peut-être dans quelques jours pour d'autres places fortes du Nord.

» Je dois donc vous répondre en quelques mots pour éclairer la question et je fais publier ma réponse comme vous avez fait publier votre lettre, pour que le public puisse juger avec connaissance de cause.

» *Autrefois on faisait le siége des fortifications d'une ville forte en ménageant la ville.* C'était une sorte de convention internationale, c'était du droit des gens.

» Les Prussiens, en cela comme en bien d'autres choses, ont rompu avec le passé. *Ils n'assiégent plus les fortifications, ils bombardent les villes.*

» Moi je les accuse de manquer aux usages, aux ménagements pour les populations que les peuples civilisés gardaient dans leurs guerres, à une convention tacite, si elle n'est pas écrite, c'est donc leur loyauté que j'incrimine, car remarquez que si vous les accusez d'inhumanité, ils vous répondent que c'est, au contraire, par humanité qu'ils agissent ainsi.

» Voyez Péronne : sa prise leur a coûté quelques hommes; mettez, si vous voulez, quelques centaines d'hommes ; et à nous une dizaine de militaires et autant de civils tués ou blessés. Or, savez-vous ce qu'eût coûté un siége en règle de la ville de Péronne bien défendue? Mille à

quinze cents hommes aux assiégés et trois à quatre mille hommes aux assiégeants : comparez !

» Étant admis que les Prussiens, au mépris des anciens usages entre nations civilisées, démolissent et brûlent les villes au lieu d'assiéger les fortifications, que devons-nous faire dans les circonstances actuelles ?

» Considérant le cas de Péronne que traite votre lettre, son commandant a-t-il bien fait ou non de se rendre avec ses moyens de défense et sa garnison intacts, parce que sa population se voyait à moitié ruinée et réduite aux abois ?

» *L'humanité répondrait sans doute : oui ! la loi (règlement des troupes en campagne) répond : non ! Dura lex, sed lex.*

» Chacun a son devoir à remplir ; le devoir militaire du commandant de Péronne le forçait à se défendre jusqu'à ce qu'il eût une brèche au corps de place et qu'il eût repoussé au moins un assaut à ce corps de place.

» Eh bien, j'estime que des considérations d'humanité ne peuvent autoriser un commandant de place à agir contre la loi. J'estime que le gouvernement du pays seul peut, en changeant la loi, autoriser un commandant de place à rendre sa place pour sauver la vie ou la fortune de la population, et, pour être logique et raisonnable, s'il en devait être ainsi à l'avenir, la première chose à faire serait de retirer des places fortes les garnisons, les canons et les approvisionnements, car c'est là autant de cadeaux que vous offrez à l'ennemi après quelques jours de bombardement.

» Agréez, monsieur le sous-préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

» Le général en chef de l'armée du Nord,

» FAIDHERBE.

» *P. S.* Il est clair que si les villes, au lieu de se rendre, se sacrifiaient ; si les Prussiens, après avoir détruit les maisons, en étaient réduits à faire un siége régulier pour prendre les fortifications, ils seraient forcés, sous le poids de l'exécration générale, d'abandonner leur méthode, qui n'aurait, du reste, plus rien d'avantageux pour eux. »

Mort de la fille de Garibaldi, Thérésita Canjio. — On annonce la mort de l'unique fille de Garibaldi, THERESITA, femme de CANJIO, décédée le 8 de ce mois. Elle laisse deux orphelins : un petit garçon et une petite fille. L'*Égalité de Marseille* consacre à sa mémoire les lignes suivantes :

« Pauvre jeune femme, tu t'es éteinte seule dans ton île déserte, n'ayant autour de toi ni ton père qui livre à la République française le reste de sa vie, ni ton mari, ton époux, qui t'a quittée aussi pour venir défendre la République française.

» Sois bénie à jamais, pauvre femme ! et pardonne à la République de t'avoir causé encore cette grande douleur. Chose triste ! le grand patriote qui se consolait de ses souffrances en songeant au retour près de sa fille, il va se sentir frappé plus cruellement que jamais. »

Une tentative d'évasion malheureuse. — On écrit de Darmstadt, 22 janvier, qu'un officier prisonnier de la garde mobile ayant sauté d'un waggon sur la ligne Darmstadt-Aschaffenbourg et voulu s'enfuir, les soldats de l'escorte lui tirèrent du train marchant à grande vitesse des coups de fusil qui l'étendirent raide mort sur place.

Blessure du prince Guillaume de Bade. — On a annoncé à différentes reprises, surtout dans l'Est, la mort du prince Guillaume de Bade, blessé à l'affaire de Nuits. Il n'en était rien.

Le dernier bulletin des médecins concernant l'état du prince dit que le blessé va mieux et qu'il peut tous les jours quitter le lit pour quelques heures ; seulement, d'un jour à l'autre, après le pansement, le

prince éprouve une grande prostration de forces, quoique passagère. Le 12, la partie de la blessure qui se trouve entre l'oreille et le cinciput a dû, pour accélérer la suppuration, être fendue, ce qui a amené une amélioration notable dans l'état du malade.

Un secrétaire de M. Jules Favre à Londres. — M. Reitlinger, le secrétaire intime de M. Jules Favre, qui est sorti récemment de Paris, en ballon, a depuis été l'hôte de M. Gladstone, à Howarde-Castle, et de lord Granville. M. Reitlinger avait été chargé, par le gouvernement français de la défense, d'une mission pour Vienne, où il a été reçu par le comte de Beust. Il a ordre de rester à Londres pour le moment.

Une paternité littéraire. — Nous avons publié, plus haut, une longue lettre traitant de la situation actuelle de la France. Cette lettre a été, à tort, attribuée à George Sand. La *Gironde* nous donne le nom de son auteur, qui est M. Félix Pécaut. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas lieu pour nous à retirer aucun de nos commentaires sur certaines assertions de cette lettre, ni aucune de nos appréciations à l'endroit de George Sand.

Polémique bonapartiste... Un poing et une injure qui ont fait fausse route.—L'attitude si digne, si fière, si patriotique et si populaire du gouvernement de la défense, et de M. Gambetta en particulier, gêne et offusque au plus haut degré les meneurs bonapartistes. On fait appel à tous les sentiments, aux plus vifs et aux plus naturels, pour ameuter les masses contre la politique si française et si digne du grand citoyen, actuellement l'âme et l'espoir de la défense nationale.

Voici ce que le *Drapeau* se fait écrire de Lille à propos de la présence de M. Gambetta dans cette ville et du magnifique langage qu'il y a tenu :

« C'est à la guerre à outrance qu'a conclu dans son allocution l'homme qui a assumé l'immense responsabilité de la direction de nos affaires. Ah ! M. Gambetta, si vous aviez, comme tant d'autres, comme moi-même, vu cette femme du peuple, cette mère qui, lorsque vous passiez sur la place de Lille, vous montrait le poing en vous appelant l'assassin de son fils, tué la veille à la bataille de Saint-Quentin, peut-être auriez-vous fait un retour sur vous-même, et, au lieu d'annoncer, comme vous venez de le faire ici, de nouvelles mesures militaires, des levées anticipées, vous auriez pensé aux malédictions qui vous sont adressées. »

Mais le poing levé et le mot d'assassin — si ce geste et si ce mot injurieux il y a eu — se sont trompés de direction. C'est à vous, Messieurs les bonapartistes, et à vous qui, seuls, avez voulu et réclamé cette guerre maudite, qu'en toute justice et vérité ils devaient être adressés, et non à ceux qui ont flétri et subi la guerre actuelle comme un crime de lèse-humanité et un attentat aux droits du peuple allemand.

JEUDI, 26 JANVIER 1871.

Bulletin de la guerre. — Le sort éventuel de Paris absorbe aujourd'hui l'attention publique. A dire vrai, d'ailleurs, les nouvelles parvenues aujourd'hui du théâtre de la guerre sont peu importantes.

A l'Ouest, les Allemands semblent se replier. Le 23, au moment où ils quittaient La Fère, une de leurs colonnes a eu un engagement avec des troupes françaises, qui leur auraient fait subir des pertes sensibles.

Alençon est évacué.

Du côté de l'Est, les villages de Glay et Roche, au sud de Montbéliard, ont été pris d'assaut, le 24, par les Allemands.

Paris. — A l'heure actuelle, rien n'est encore venu démentir ni confirmer la nouvelle de la présence de M. Jules Favre au quartier général de Versailles. Il y a bien une dépêche de Londres annonçant l'arrivée du ministre des affaires étrangères de la République en Angleterre. Mais cette dépêche ne concordant avec aucun des renseignements émanés des points où la personne de Jules Favre aurait dû être signalée, on la regarde généralement comme inexacte.

Le *Times*, qui commente les conséquences du voyage de Jules Favre à Versailles, se dit certain de l'existence de menées bonapartistes, dont M. de Bismark se ferait une arme pour contraindre la République à cesser la résistance. L'Empereur aurait abdiqué, la Régence serait à la veille d'être proclamée, et en cas de refus de la République de faire la paix, la Prusse traiterait avec les bonapartistes, de l'acquiescement desquels elle est assurée à toutes ses prétentions territoriales et autres. Le *Times* s'élève avec beaucoup d'énergie contre les procédés de M. de Bismark, qui pourront avoir pour effet d'exaspérer la France et de la pousser à la résistance à outrance, même après la capitulation de Paris.

Ces révélations et ces commentaires inquiétent et surexcitent l'opinion européenne au plus haut point. Toutefois, la plupart des journaux révoquent en doute le bien fondé de ces rumeurs et de ces appréciations. Car, encore une fois, que peut Jules Favre sans le consentement du peuple de Paris? Et que peut-il donc s'être passé pour que la population parisienne, hier encore partisan de la résistance à outrance et hostile aux demi-mesures et à toute temporisation, ait tout à coup, du jour au lendemain, admis la nécessité et l'opportunité de capituler?

On sait bien que Paris, finalement, devra mettre bas les armes. On sait bien, depuis les récents revers, que la grande et fière cité ne pourra pas recueillir tout de suite et directement le fruit de son cou-

rage et de son abnégation. Mais on se refuse à croire que l'heure suprême ait sonné sans que rien n'ait fait pressentir sa venue.

Quoi qu'il en soit, si la dernière heure de la résistance a sonné, et si Paris succombe, il succombera avec gloire, et l'admiration du monde et de la postérité le vengera de son humiliation passagère devant la force et le nombre. Et le siége de la grande ville formera une des pages les plus émouvantes et les plus glorieuses de l'histoire de l'humanité. Par contre, il sera à jamais une honte et une flétrissure pour l'Allemagne qui l'a entrepris et soutenu pour réduire à toute extrémité une nation à laquelle les amis de l'humanité et du progrès doivent tant, et ce par un mesquin esprit de conquête et de domination.

Des devoirs des officiers envers leurs soldats.... Circulaire de M. Gambetta. — Tout ce qui concerne le soldat, son bien-être, son instruction militaire et son esprit de discipline est l'objet de la sollicitude incessante du grand citoyen en qui les patriotes et tous les amis de la France en Europe aiment à saluer l'âme et l'espoir de la défense nationale.

Voici une circulaire récente adressée aux généraux et où M. Gambetta, mettant le doigt sur une des plaies vives de notre situation militaire, s'occupe des devoirs des officiers de tout grade vis-à-vis de leurs subordonnés :

« Bordeaux, le 25 janvier 1871.

» Général, l'ensemble des observations que j'ai recueillies me démontre une chose, c'est que l'officier ne vit pas assez avec le soldat et ne s'occupe pas assez de lui.

» Contrairement aux prescriptions de décrets et d'arrêtés récents, on voit les officiers logés en ville, alors que les soldats sont au camp sous la tente. Pendant le jour, très-peu de contact entre eux ; leur existence est pour ainsi dire séparée : on dirait deux classes différentes. Il n'en doit pas être ainsi ; l'officier doit être l'ami et le tuteur de ses soldats. Pour leur faire accepter l'autorité sévère dont la loi l'a investi, il doit leur montrer sa sollicitude constante pour leur bien-être et pour leur moral ; pour les aider à supporter les privations, il doit les supporter lui-même et leur donner l'exemple. Il ne suffit pas d'être à leur tête le jour du combat; c'est là un devoir familier à l'officier français, mais il doit être constamment à côté d'eux, dans la vie obscure du camp, dans les labeurs de la marche, en un mot, dans toutes les situations variées où le soldat a besoin de se sentir soutenu et réconforté par la présence de ses chefs.

» Je vous prie, général, d'être d'une sévérité inexorable à l'égard des officiers qui manqueraient à ce devoir sacré; vous voudrez bien me les signaler, pour que je puisse, à mon tour, leur faire sentir les effets de mon mécontentement.

» Enfin, général, il est indispensable que des revues fréquentes mettent les soldats et les chefs en présence dans des conditions d'un ordre plus relevé. Ces rapprochements sont, en outre, l'occasion d'allocutions, d'ordres du jour qui permettent au général de communiquer avec l'ensemble de ses troupes et de porter à leur connaissance les faits de nature a exciter leur patriotisme. C'est en vous adressant souvent à elles, en leur faisant entendre des paroles qui vont à leur cœur, que vous conquerrez graduellement sur vos troupes cet ascendant, grâce auquel vous pourrez plus tard leur faire braver la mort et les privations.

» J'attache un intérêt tout particulier à ce que vous fassiez observer les prescriptions de la présente circulaire, dont je vous prie de m'accuser réception.

» Agréez, général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» LÉON GAMBETTA. »

Les Prussiens chez eux. — Des francs-tireurs ayant fait sauter un pont sur la Moselle, près de Toul, les Prussiens ont réquisitionné des ouvriers français pour rétablir les communications. Mais ces ouvrier ont refusé d'obéir aux injonctions prussiennes. Par suite, le préfet de la Meurthe a fait afficher l'avis suivant :

« Nous, préfet de la Meurthe,

» Considérant qu'après avoir requis cinq cents ouvriers, en vue d'exécuter un travail urgent, » ceux-ci n'ont pas obtempéré à nos ordres,

» Arrêtons :

» 1° Aussi longtemps que ces cinq cents ouvriers ne se seront pas rendus à leur poste, tous les » travaux publics du département de la Meurthe seront suspendus ; sont donc interdits tous tra- » vaux de fabrique, de voirie, de rues ou chemins, de construction et autres d'utilité publique;

» 2° Tout atelier privé qui occupe plus de dix ouvriers sera fermé dès aujourd'hui et aux mêmes » conditions que pour les travaux prémentionnés ; sont donc fermés tous ateliers de charpentiers, » menuisiers, maçons, manœuvres, tous travaux des mines et fabriques de toute espèce;

» 3° Il est en même temps défendu aux chefs, entrepreneurs et fabricants, dont les travaux ont » été suspendus, de continuer à payer leurs ouvriers.

» Tout entrepreneur, chef ou fabricant qui agira contrairement aux dispositions ci-dessus men- » tionnées sera frappé d'une amende de dix à cinquante mille francs pour chaque jour où il aura fait » travailler et pour chaque payement opéré.

» Le présent arrêté sera révoqué aussitôt que les cinq cents ouvriers en question se seront ren- » dus à leur poste, et il leur sera payé à chacun un salaire de trois francs par jour.

» Le préfet,

» Comte RENARD. »

D'autre part, on écrit de Nancy, 23 juin :

« Hier 22, à sept heures du matin, un corps de francs-tireurs, venant de Langres, a fait sauter le pont de Fontenoy, sur le chemin de fer près de Toul. Les Prussiens ont fait immédiatement incendier ce village. Aujourd'hui, la ville de Nancy a été réquisitionnée pour fournir cinq cents ouvriers à la réparation de ce pont. Les ouvriers s'y étant refusés aux cris de : Vive la République et en chantant la *Marseillaise*, le préfet prussien, comte Renard, a fait apposer dans l'après-midi, sur les murs de la ville, un arrêté enjoignant à tous les chefs d'ateliers occupant plus de dix ouvriers d'avoir à cesser immédiatement leurs travaux et à fermer leurs chantiers, sous peine d'une amende de *dix mille à cinquante mille* francs chacun et défense expresse de payer les ouvriers.

» A quatre heures de l'après-midi a été apposée une seconde affiche, dont voici le texte :

» **AVIS.**

» M. le préfet de la Meurthe vient de faire au maire de Nancy l'injonction suivante :

« Si demain, mardi 24 janvier, à midi, cinq cents ouvriers des chantiers de la ville ne se trouvent » pas à la gare, les surveillants d'abord, et un certain nombre d'ouvriers ensuite, seront saisis et » fusillés sur place.

» Nancy, 23 janvier, quatre heures du soir. »

Campagne de l'Est. Un ordre de jour de Garibaldi. — Voici l'ordre du jour que Garibaldi a adressé à ses troupes après leurs brillants combats sous les murs de Dijon :

« Dijon, 23 janvier 1871.

» *Aux braves de l'armée des Vosges.*

» Eh bien, vous les avez revus les talons des terribles soldats de Guillaume, jeunes fils de la liberté !

» Dans deux jours de combats acharnés, vous avez écrit une page glorieuse pour les annales de

la République, et les opprimés de la grande famille humaine salueront en vous, encore une fois, les nobles champions du droit et de la justice.

» Vous avez vaincu les troupes les plus aguerries du monde, et cependant vous n'avez pas exactement rempli les règles qui donne l'avantage dans la bataille.

» Les nouvelles armes de précision exigent une tactique plus rigoureuse dans les lignes de tirailleurs ; vous vous massez trop, vous ne profitez pas assez des accidents de terrain, et vous ne conservez pas le sang-froid indispensable en présence le l'ennemi, de manière que vous faites toujours peu de prisonniers, que vous avez beaucoup de blessés, et l'ennemi, plus astucieux que vous, maintient, malgré votre bravoure, une supériorité qu'il ne devrait pas avoir.

» *La conduite des officiers envers les soldats laisse beaucoup à désirer; à quelques exceptions près, les officiers ne s'occupent pas assez de l'instruction des miliciens, de leur propreté, de la bonne tenue de leurs armes, et enfin de leurs procédés envers les habitants qui sont bons pour nous et que nous devons considérer comme des frères.*

Enfin, soyez diligents et affectueux entre vous, comme vous êtes braves ; acquérez l'amour des populations dont vous êtes les défenseurs et les soutiens, et bientôt nous secouerons jusqu'à l'anéantir le trône sanglant et vermoulu du despotisme; et nous fonderons sur le sol hospitalier de notre belle France le pacte sacré de la fraternité des nations !

» Le général chef d'état-major général, » G. GARIBALDI,

» BORDONE. »

Le commandant de Belfort. — Le colonel Denfert, qui défend si vigoureusement Belfort, est né dans le département de l'Aude; sa famille a toujours eu des opinions républicaines. Il a servi dans l'arme du génie, et pendant qu'il était en garnison à Montpellier, il a collaboré très-activement à la rédaction du journal démocratique l'*Indépendant du Midi*. Comment s'étonner que le défenseur de Belfort ait repoussé avec indignation certaines offres qui, suivant un bruit très-consistant dans l'Est, lui ont été faites?

Les prisonniers français à Kœnigsberg. — Parmi les prisonniers français à Kœnigsberg se trouve M. TRÉMOLE, premier ténor de l'Opéra de Bordeaux. Plusieurs de ses compagnons qui, comme lui, se sont engagés dans le bataillon des tirailleurs de la Gironde, sont des banquiers, des négociants de vin, les plus riches habitants de Bordeaux.

L'un d'eux, négociant, est un admirable prestidigitateur. Les prisonniers de Kœnigsberg s'amusent souvent à jouer des pièces de théâtre, et l'un d'eux est un excellent photographe. Vingt-trois mille prisonniers français vont être transportés de Coblentz et de Cologne dans la Prusse orientale et dans le Schleswig. On croit que les prisonniers alsaciens et lorrains recevront bientôt la mission de rentrer chez eux, moyennant l'engagement de ne plus prendre part à la guerre. On leur a déjà accordé des priviléges particuliers.

Les connaissances géographiques dans les armées allemandes. — On ne saurait trop insister sur l'importance que les états-majors allemands attachent à la parfaite connaissance de la topographie de l'Europe, et surtout de la France.

Voici à ce sujet quelques détails intéressants :

« Un officier bavarois fait remarquer dans une correspondance adressée au *Journal militaire*, que les deux armées bavaroises, à leur entrée en campagne, avaient emporté plus de cent mille cartes de bureau topographique. En outre, ces corps de troupes, à mesure qu'ils avançaient dans le pays ennemi et à chaque nouvelle combinaison stratégique, recevaient de l'état-major *des cartes détaillées indiquant la situation du moindre hameau qu'ils avaient à traverser*, et ces cartes n'étaient rien moins que celles dressées en feuilles d'atlas au « dépôt de la guerre, » sur l'échelle de 1/80,000. L'armée d'investissement est encore en possession du plan de Paris à l'échelle de 1/40,000 ; ce plan a été agrandi sur l'atlas officiel par le procédé topographique et multiplié à l'infini. Il faut encore ajouter à ce plan une carte donnant un aperçu général et détaillé des endroits les plus reculés et tracé d'après l'Atlas officiel de France. Cette carte a été dressée sur l'échelle de 1/320,000. Le bureau topographique de Berlin avait déjà travaillé depuis des années à la reproduction de cette carte à l'échelle originale de 1/320,000, ce qui permit à l'état-major prussien de les distribuer au commencement de la campagne au nombre de plus de *deux millions* d'exemplaires. On a encore utilisé les progrès obtenus dans la fabrication du papier, en employant le papier de chanvre, qui permet de les mettre en circulation immédiatement après leur impression ; elles occupent à peine un quart de l'espace des cartes collées sur toile : les frais de collage, lesquelles dépassent dans le cas le double de la valeur de la carte, sont économisés. Les cartes usées ou perdues sont vite remplacées par d'autres délivrées à bon marché aux états-majors qui en font la demande. »

Mésaventures, en Allemagne, d'un secrétaire allemand de M. Jules Favre. — Nous avons annoncé plus haut la sortie de Paris d'un secrétaire de M. Jules Favre, Allemand de naissance, mais naturalisé Français. Ce personnage avait été, paraît-il, chargé de missions importantes près de la diplomatie européenne. S'étant rendu à Stuttgart, sa ville natale, pour y voir sa famille et ses amis, sa présence dans cette ville y a provoqué des manifestations et des mesures peu agréables pour lui et pour sa famille.

Voici comment une correspondance de Stuttgart même relate les faits :

« On a procédé ces jours derniers à l'arrestation de toute une famille, qui habitait depuis plusieurs années Stuttgart. Cet événement n'a pas laissé de donner lieu, comme bien on pense, à toute sorte de conjectures, dont la plus accréditée ne tiendrait à rien moins qu'à incriminer cette famille d'avoir entretenu des relations suspectes avec les prisonniers français internés dans notre Capitale. Voici ce qui se dit dans les cercles les mieux informés :

» M. R..., le fils aîné de la famille en question, était allé demeurer, il y a quelque temps, à Paris, et y avait trouvé un emploi de secrétaire chez Jules Favre ; les exigences de sa nouvelle position l'avaient engagé à se faire naturaliser. Ayant été envoyé, ces jours derniers, en mission particulière à Londres, il obtint à son retour l'autorisation d'aller faire une visite à sa famille à Stuttgart.

» Cette circonstance, si simple, fut bientôt, dans notre paisible cité, l'objet des plus étranges commentaires, et les bruits de conspiration, de révolte des prisonniers français, de dépôts d'armes clandestins ne tardèrent pas à circuler dans le public ; l'attention de l'autorité militaire fut éveillée et la famille R... mise en prison. Comme après une minutieuse enquête aucune prévention fondée n'a pu être établie à sa charge, on l'a relâchée deux jours après. Mais en admettant qu'elle soit tout à fait innocente des faits qui lui ont été imputés, il est peu probable qu'elle portera plainte contre la mesure sévère dont elle a été l'objet, car la cause première du scandale doit être attribuée à la conduite peu patriotique de M. R..., qui n'a pas craint de s'engager au service du gouvernement qui fait la guerre à son propre pays. »

La conduite de M. de Kératry au 4 septembre. — La *Gironde* a attaqué certains actes posés par M. de Kératry, au lendemain du 4 septembre. Voici la lettre que lui a envoyée l'ancien préfet de police :

« Rochefort, 20 janvier 1871.

» Monsieur,

» La *Gironde* de ce jour reproduit un article extrait d'une feuille publique, dans lequel il est dit que *je me suis rendu coupable d'une faiblesse frisant la trahison*, en protégeant la fuite de l'Impératrice et celle des princes d'Orléans, au lendemain du 4 septembre.

» Ceci veut une rectification.

» En ce qui concerne l'Impératrice, j'ai pensé que mon devoir de préfet de police d'une grande capitale m'imposait avant tout de préserver un régime qui avait eu l'honneur d'abolir la peine de mort, comme les violences, en manière politique, de toute représaille.

» Ce principe généreux, que je me félicite d'avoir sauvegardé vis-à-vis d'une femme, était bon à affirmer en France, surtout au moment où les armées et le gouvernement du roi **Guillaume** ne respectent plus rien. Le 4 septembre restera donc fier vis-à-vis du 2 décembre.

» Quant aux princes d'Orléans, le duc de **Chartres**, le prince de **Joinville** et le duc **d'Aumale**, ils n'ont pas fui. Ils se sont retirés en Angleterre, pleins de tristesse, quatre heures après leur arrivée à Paris, où ils avaient fait connaître leur présence, sur le désir que je leur ai fait exprimer de ne les voir fournir aucun prétexte à une agitation dangereuse.

» La France doit, au contraire, leur savoir d'autant plus gré de cette loyale attitude qu'ils avaient usé, à mon sens, de leur droit absolu de citoyens, en venant mettre leur épée au service de la défense nationale. Ils étaient en cela d'accord avec la parole trop oubliée de M. **Jules Favre**, affirmant que *nous étions au combat et non pas au pouvoir*.

» Je ne suis pas plus partisan des lois et mesures d'exception sous la République que sous l'Empire.

» Recevez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

» Comte DE KÉRATRY. »

Assassinat du commandant Arnaud. Un vote du conseil municipal de Lyon. — Le conseil municipal de Lyon a voté les sommes suivantes en faveur de la famille du commandant Arnaud :

1° Huit cents francs de rente viagère incessible et insaisissable pour Mme veuve Arnaud; 2° Une somme de huit cents francs sera placée en rente 3 p. c. inaliénable durant sa vie au bénéfice de Mlle Arnaud; 3° Huit cents francs de rente seront servis à chacun des deux fils Arnaud jusqu'au jour de leur majorité. »

Les sympathies pour la France en Irlande. — Un meeting enthousiaste a eu lieu hier à Dublin, en faveur de la France. On y a adopté une adresse à M. JULES FAVRE.

Les Ursulines de Blois et la reine Augusta. — Le couvent des Ursulines de Blois fait prime depuis la guerre. On a colporté et imprimé en tous lieux une prédiction émanée d'une religieuse de cette maison, qui était morte en odeur de sainteté après avoir prédit les événements passés, présents et à venir de cette guerre. Voici, maintenant, quelques lignes de la *Gazette de Silésie*, qui se rapportent au même couvent et à ses bons rapports avec la reine Augusta, à Berlin :

« Les Ursulines de Blois, en France, ayant envoyé à leurs sœurs de Berlin un nouveau contingent d'institutrices, eurent recours en même temps à la supérieure pour la prier d'obtenir du Roi de

Prusse que leur couvent fût exempt des charges de la guerre. La supérieure en question s'adressa directement à la reine Augusta. Le couvent de Blois avait reçu l'ordre de loger cinquante hommes avec chevaux. Quant les cavaliers se présentèrent à la porte du couvent, on leur montra un rescrit royal portant que la communauté était libérée de toutes charges militaires. C'était une lettre du roi Guillaume. »

La musique du Roi des Belges à Aix-la-Chapelle et une Adresse des travailleurs Lillois au peuple belge. — Tout le monde, en France, sait les vives sympathies et la générosité sans bornes que les Belges ont montrées pour nous depuis le commencement de la guerre, mais surtout depuis la chute du pouvoir personnel d'une dynastie impopulaire et exécrée chez les peuples libres.

Mais, en Belgique, comme ailleurs, si les sympathies des masses sont acquises à la France, il n'en est pas de même des sentiments des gouvernants et des hautes classes. Par haine du progrès, par pusillanimité, par esprit de caste, par traditions de famille, la Cour et les hautes classes aristocratiques et gouvernementales sont à plat-ventre devant la Prusse et devant la toute-puissance du nombre et du canon Krupp. De là, une foule de mesures vexatoires pour la France, mais de nature à plaire à M. de Bismark. De là, l'internement de nos soldats; de là, la consigne de faire feu sur tout interné français qui cherche à recouvrer sa liberté. De là, les mille égards et prévenances pour la Prusse et ses caprices.

Le Roi des Belges est encore allé plus loin que son gouvernement dans la voie des complaisances et des politesses envers nos ennemis. Il a envoyé sa musique particulière donner un concert à Aix-la-Chapelle au profit des blessés prussiens. Cette gentillesse, dont le moindre défaut était de manquer de tact et d'opportunité, a vivement ému l'opinion en Belgique, et plusieurs sociétés musicales, voulant protester à leur façon contre la conduite du roi Léopold, se sont offertes à donner un concert à Lille au profit de nos blessés. Cette offre, si généreuse, si délicate, fut acceptée avec la reconnaissance et l'enthousiasme qu'elle méritait. Le jour du concert fut fixé au dimanche 22 courant, et des préparatifs furent faits par la population lilloise pour recevoir les artistes belges avec tout l'éclat et toute la cordialité possibles. A chaque gare belge, sur le passage du train depuis Bruxelles, les refugiés français s'étaient donné rendez-vous pour saluer nos sympathiques voisins et leur faire cortége jusqu'à Lille où une brillante réception les attendait. Malheureusement, la déroute de Faidherbe, qui éclata comme un coup de foudre, rendit impossible toute fête musicale, même ayant la charité pour mobile. On contremanda donc le concert, et la population lilloise ajourna à des temps meilleurs la réception enthousiaste et cordiale qu'elle comptait faire aux sociétés musicales belges.

Mais les travailleurs lillois ne voulurent pas tarder à dire aux Belges la reconnaissance et la sympathie qu'ils leur avaient vouées, et ils leur envoyèrent l'Adresse suivante, que nos lecteurs ne liront pas sans émotion et qui prouve également en faveur de la démocratie lilloise, qui sait parler une langue si noble, si digne, si élevée, et de la nation belge qui a su inspirer une telle sympathie et une telle gratitude :

« LES TRAVAILLEURS LILLOIS AU PEUPLE BELGE.

» Frères !

» Votre visite eût été pour nous une fête dans notre deuil. Déjà était ordonnée la pompe de votre promenade flamande. Magistrats, gardes nationaux, soldats, bourgeois, travailleurs, tous, nous nous apprêtions à vous souhaiter la bienvenue. Nos quêteurs et les vôtres, vêtus de noir, eussent recueilli sur votre passage les offrandes et du pauvre et du riche. La journée eût été bonne pour nos blessés. Vous veniez chanter. Heureux amis, vous savez chanter encore. Pour nous, nos chants ont cessé, même notre *Marseillaise*. Les Allemands nous l'ont trop jouée. Mais nous aurions encore tressailli à ses divins accents ; elle eût allumé notre sourde rage, relevé nos fronts abattus, si vous nous l'aviez jouée, vous, devant notre drapeau, notre immortel drapeau, cent fois plus aimé et de nous et de vous, depuis qu'il ne porte plus l'aigle infâme et qu'un crêpe a voilé ses brillantes couleurs. Vos mélodies, frères, n'eussent ni assoupi ni froissé notre douleur : elles eussent, au contraire, ranimé notre énergie en excitant de douces larmes, que nous aurions versées ensemble.

» Mais nous avons dû vous prier de différer votre visite. Une autre pompe a traversé les rues de notre cité. Nous avons vu défiler nos intrépides chasseurs, nos marins héroïques, nos mobiles devenus aussi des héros, nos canons, sauvés tous des atteintes d'un ennemi supérieur en nombre, nos gardes nationaux qui, fidèles à nos traditions, ont fait, eux, devant l'ennemi, tout leur devoir ; cette fois ils n'étaient plus vainqueurs ! mornes, ils se rappelaient leurs anciennes victoires pour en préparer d'autres. Nous avons vu défiler nos blessés. Et nous n'avons pas tous retrouvé, même parmi nos blessés, nos frères, nos fils, nos amis...

» Tandis que nous contemplions en silence ce douloureux spectacle, nous avons vu tout à coup apparaître **Gambetta**, et avec lui, incarnée en lui, l'immortelle et radieuse image de la France. Il nous a semblé, quand il nous a parlé, entendre la voix même de la France républicaine, terreur des rois et idole des peuples, sirène généreuse et séduisante, espoir de l'humanité. Et nous avons senti renaître dans nos âmes, un moment brisées, la volonté indomptable et la foi dans un avenir vengeur et réparateur.

» Voilà, frères, les émotions qui ont empêché la fête qu'attendait notre mutuelle amitié.

» Mais rien n'a mis obstacle à celle que préparait Aix-la Chapelle. Nous ne doutons pas que la cité allemande ait fait bon accueil aux *Guides*, qui, sur l'ordre de leur Roi, ont été dans ses murs donner un concert au profit des blessés prussiens. Elle n'aura pas manqué d'applaudir des artistes si justement renommés et si dociles aux fantaisies du prince dont ils ornent la Cour.

» Vous regrettez peut-être, frères, de n'avoir pas eu l'occasion de protester, comme vous en aviez la généreuse intention, contre cet empressement de votre Roi à saluer le triomphe de la force et à sortir de la contrainte qu'imposaient à ses sympathies prussiennes et à celles de sa famille des lois de la neutralité et le respect dû à la France malheureuse. Eh quoi ! craindriez-vous que la nation française confondît vos sentiments avec les siens ?

» Nous n'avons pas attendu cette inconvenance pour juger votre Roi et son ministère rétrograde. La France, qui a appris à se passer de monarque, se passe sans regret des politesses royales. Libre à **Léopold** de tolérer sur le territoire neutre de la Belgique le passage de la poste prussienne, des uniformes prussiens et des uhlans armés, tandis qu'il incarcère dans d'humides et malsaines casemates, déguenillés, exposés à toutes les souffrances, nos pauvres soldats et nos officiers, qui croyaient pouvoir traverser la Belgique sans armes, sans aucun insigne militaire. Libre à lui de retenir prisonniers ceux qui, guéris de leurs blessures, pouvaient avoir le droit de venir, bourgeois inoffensifs, remplir de nouveau en France leurs devoirs de citoyens. Libre à lui de garder nos

armes, que nous avions légitimement achetées dans vos manufactures, comme nous en achetons dans celles de l'Angleterre. Libre à lui de mettre son honneur à courtiser la force. Nous dédaignons tout cela. *Tout cela ne regarde que vous et lui.* (1).

» Nous n'attachons de prix qu'à l'amitié des peuples. De tous côtés, l'humanité entière nous console par un cri unanime d'amour et d'admiration. Voici que du fond même de l'Allemagne nous entendons s'élever des voix amies. Les menaces et les intrigues des monarques peuvent accroître nos malheurs. Mais elles nous font moins de mal encore que les sympathies des peuples nous font de bien. Si le despotisme s'acharne contre notre République, c'est qu'il comprend qu'elle doit le tuer. Et si les peuples l'encouragent et l'admirent dans ses efforts invincibles, c'est qu'ils sentent à merveille que, en sauvant la France, elle leur annonce une ère nouvelle et qui semblait naguère être plus éloignée dans la brume de l'avenir, une ère de paix, de justice et de liberté.

» Et vous, chers voisins, croyez bien que les sympathies courageuses des peuples faibles nous touchent plus que le concours utile des grandes nations. Nous connaissons vos cœurs dès longtemps. Tandis que l'Empire corrompait nos âmes et foulait aux pieds notre liberté, vous nous plaigniez, vous nous méfiez même, et avec raison, d'un despotisme militaire dont vous ne connaissiez pas la faiblesse et la fragilité. Quand l'aveuglement d'une partie de notre nation nous a précipités dans cette sanglante aventure, votre presse libérale, comme nos députés de Paris, nous a inutilement avertis. Elle aussi a fait appel à notre bon sens. Elle aussi a flétri cette guerre. Et c'est elle seule qui nous a rendu le service de nous montrer l'étendue de nos désastres, tandis que la presse impériale cherchait encore à les dissimuler par ses mensonges. Elle aussi a eu, comme notre opposition, l'honneur d'une impopularité passagère parmi l'immense multitude des aveugles et des sourds. Dès ce jour, ceux-là même n'ont pas tardé à reconnaître la sincérité de votre amitié, frères de Belgique. Quand la France a failli glisser dans la honte avec l'homme de Sedan, nous avons vu vos larmes. Nous vous avons vus relever nos blessés, panser leurs plaies et les recueillir dans vos foyers. Vous n'auriez pas mieux traité vos propres enfants. On a dû vous rappeler les misères de vos pauvres, tant votre générosité s'est imposé de sacrifices pour nourrir et vêtir nos compatriotes. Aujourd'hui même vous allez sur les champs de bataille de Bapaume et de Saint-Quentin renouveler les prodiges de votre charité. Pour vous, chacun de nos désastres est un deuil public : et c'est par des applaudissements unanimes que vous accueillez chacune de nos rares victoires. Vous aussi, vous avez foi dans le triomphe de la justice et du droit. Dans toutes vos poitrines bat un cœur plus français que dans celles de nos réactionnaires. Il faudra bien que votre Roi en prenne son parti. Les sentiments, en Belgique, pas plus qu'en Suisse, ne se commandent.

» Merci, frères, merci ! A plus tard les fêtes qui cimenteront notre alliance. Elles ne sont pas nécessaires pour attester votre amitié et votre reconnaissance. Malgré Guillaume et Léopold, nous sommes unis par un lien indissoluble.

» *Les travailleurs lillois.* »

Une manifestation de la Chambre de commerce de Lille contre le traité de commerce avec l'Angleterre. — Les membres de la Chambre de commerce de Lille ont été en corps présenter à M. le ministre de l'intérieur des observations relatives à la prorogation du traité de commerce dont l'échéance a lieu le 4 février prochain.

(1) Nous croyons bon de faire remarquer l'erreur étrange où versent les travailleurs lillois, habitués aux agissements du pouvoir *personnel*, quand ils imputent à la personne du roi **Léopold** les mesures prises à l'égard des soldats français.

En Belgique, où fleurit la maxime si chère aux partisans du régime parlementaire, *le Roi règne, mais ne gouverne pas*, et ce sont ses ministres seuls qui doivent encourir la responsabilité des actes du gouvernement. C'était donc au ministère d'**Anethan**, qui était au pouvoir pendant la guerre et qui vient d'être remplacé à la suite d'une émeute doctrinaire, ainsi qu'aux Chambres belges, qui ont eu leur mot à dire dans la question, que les travailleurs lillois, pour être dans la logique et dans la vérité des faits, devaient adresser leurs reproches. **P. M. Janvier 1872.**

M. le président de la Chambre a fait remarquer au ministre à quel point la situation était critique, et après avoir très-nettement développé les motifs de haut intérêt qui doivent engager le gouvernement à prendre des mesures promptes et efficaces à cet égard, il a exprimé le désir de connaître, sur cette grave question, les vues et les projets du gouvernement.

M. Gambetta a répondu que, sans doute, le gouvernement serait désireux d'examiner une question des plus importantes pour le pays tout entier, mais que dans les circonstances présentes, cet examen même lui était interdit, puisque, scindé en deux, Bordeaux n'a que de très-rares rapports avec Paris, et que, par conséquent, il lui était impossible de répondre d'une manière positive aux questions des membres de la Chambre de commerce.

Nécrologie. — M. **Doney**, évêque de Montauban, est mort le 22 janvier, à la suite d'une longue maladie. Né le 25 novembre 1794, à Epernay (Daubs), M. Doney avait été nommé à l'évêché de Montauban le 10 novembre 1843 et sacré le 10 mars suivant.—On annonce de Bordeaux la mort de **Ponson du Terrail.** Cet écrivain a succombé après quelques jours de maladie. Il n'avait que 42 ans. Il est mort entouré des soins les plus touchants de sa femme, qu'il avait dû amener à Bordeaux pour la soustraire à l'envahissement de sa demeure par les Prussiens. — On annonce du département de l'Ain que Mlle Henriette **d'Angeville**, sœur de l'ancien député, et personnellement connue par sa courageuse ascension du Mont-Blanc, qui a pris place dans la légende de Chamounix, à côté de celle de M. Saulxures, vient de mourir à l'âge de 77 ans. — L'abbé **Hermann Cohn**, israélite converti au catholicisme, vient de mourir victime de son dévouement aux prisonniers français. Il a succombé à Spandau, près de Berlin, à une atteinte de variole, après quelques jours de maladie.

VENDREDI, 27 JANVIER 1871.

Paris. — Qu'a donc fait la France pour mériter les infortunes et les souffrances de l'heure présente? Depuis quatre mois, les désastres se succèdent, et le désastre du lendemain dépasse toujours celui de la veille. Au moment où l'opinion publique, haletante, fiévreuse, sous le coup de l'émotion et des angoisses produites par la présence de M. Jules Favre à Versailles, est impatiente de connaître le vrai mot de la situation et le sort qui attend Paris et ses héroïques défenseurs, voici qu'on apprend qu'un mouvement populaire a éclaté à l'Hôtel de ville et que le sang a coulé dans les rues.

C'est le 22, que ce mouvement populaire, aussitôt réprimé, s'est produit. Cette nouvelle affecte douloureusement l'opinion publique déjà si vivement émue par les bruits de négociations à Versailles.

Paris avait souffert pendant si longtemps avec calme et patience.

Pourquoi faut-il qu'à l'heure suprême et dernière l'émeute ait ensanglanté la cité? Pourquoi faut-il ces quelques taches de sang au front jusqu'ici si pur et si radieux de la grande ville? Probablement, pour faire mieux resplendir l'éclat du dévouement et de l'héroïsme de chacun des jours de l'investissement.

Au 31 octobre, une fraction de la population voulait renverser le gouvernement établi au nom de l'intérêt de la défense nationale. Cette fois-ci encore le mouvement populaire affichait le même cri de ralliement et les mêmes préoccupations patriotiques. Qu'y a-t-il au fond des récriminations qui se font jour ainsi, si brusquement, et à coups de fusil dans les rues? La direction militaire a-t-elle réellement donné prise à ces récriminations et à ces manifestations tumultueuses? C'est ce que personne en province, à l'heure actuelle, ne saurait dire. D'un autre côté, comment admettre que le peuple de Paris, qui a fait preuve de tant d'abnégation et d'esprit de renoncement patriotique, au dernier moment, alors que tous les moyens de résistance lui échappent, irait, sans rime ni raison, par pur amour du désordre, descendre dans la rue? Sont-ce des susceptibilités exagérées, le sentiment de leur impuissance à vaincre, la crainte de survivre à une capitulation qu'on espérait tant éviter, le dédain qu'on éprouve presque instinctivement et malgré soi pour les hommes qui échouent dans l'œuvre qu'ils entreprennent; sont-ce ces divers sentiments qui ont affolé les défenseurs de Paris et les ont armés les uns contre les autres? C'est ce que nous ne tarderons pas à savoir. Quoi qu'il en soit, quelles que soient les causes qui ont amené ces regrettables manifestations et cette regrettable effusion de sang, comme nous le disions plus haut, ces impatiences, ces colères, ces dépits de la dernière heure ne font que mieux ressortir l'attitude calme, patiente, dévouée de la population parisienne pendant les longs jours de siége.

Les dernières nouvelles confirment la présence de M. Jules Favre à Versailles et l'ouverture de négociations en vue d'une capitulation prochaine. Il résulte des renseignements de source anglaise que la surprise et l'*incrédulité* même, ont été grandes dans l'état-major prussien quand on a appris que Paris était sur le point de mettre bas toute résistance. Oui, après avoir cru et dit bien haut à tout propos et à tous venants, sur le ton de l'ironie ou du dédain, que Paris ne tiendrait pas; après avoir chaque jour annoncé sa reddition pour le lendemain, se voyant sans cesse trompé dans ses prévisions et ses calculs, l'ennemi avait fini par ne plus croire à la capitulation, et il en est, à l'heure actuelle, à douter de l'existence des négociations entamées par M. Jules Favre.

Témoignage éloquent de sa foi dans le patriotisme et dans la force de résistance des Parisiens!... Aussi, si Paris capitule, comme tout le fait

prévoir et comme la fatalité l'exige, les vaincus seront les véritables vainqueurs, et il sera constant pour les contemporains comme pour l'histoire que l'investissement de Paris, qui devait mettre le comble « à la » gloire allemande, » depuis le premier jour jusqu'au dernier, n'aura apporté à cette « *gloire* » que surprises, hontes et déceptions de tout genre...

Voici les premiers détails, tels que les donne le correspondant du *Times* à Versailles, sur la présence de M. Jules Favre au quartier général prussien :

« Versailles (quartier général du prince royal), 24 janvier.

» Hier matin, M. **Jules Favre** a écrit une lettre datée du 23 janvier et du ministère des affaires étrangères, par laquelle il informe M. **Odo Russell** qu'il est obligé, quoique à regret, de renoncer à l'idée de se rendre à la conférence de Londres. Il ajoute, à ce qu'on me rapporte, qu'il se berçait de l'illusion de pouvoir être utile à son pays en faisant le voyage, mais que toutes les circonstances rendaient sa présence nécessaire à Paris.

» Cette lettre, sans aucun doute, a été apportée par un parlementaire qui était en même temps porteur de dépêches pour le comte **de Bismark**, à qui elles ont été remises ce matin de bonne heure. Je ne puis dire si M. Favre, en les écrivant, avait quelque idée de sortir de Paris, ou si la nécessité de sa présence existait encore. Je ne suis pas non plus en position d'affirmer s'il avait dès alors annoncé au comte de Bismark son intention de venir à Versailles. Un ballon-poste pourra vous renseigner à cet égard.

» Quelle que soit la cause de sa détermination, M. Favre est venu de la Capitale à Versailles hier. Je sortais de chez un ami dans la soirée, quand je rencontrai un monsieur qui me dit avoir vu M. Jules Favre dans une voiture fermée parcourant l'avenue ; *s'il m'eût dit qu'il venait de voir toute autre personne au monde, le prince de Galles ou l'Empereur de Russie, quelque invraisemblable que cela fût, j'aurais pu le croire. Mais M. Jules Favre! Après ce que j'avais entendu dire dans l'après-midi, cela me paraissait une pure illusion. Pourtant rien n'était plus vrai.*

» A une heure non spécifiée de la nuit, Jules Favre était arrivé de Paris à Versailles. Quelques-uns disent qu'il est venu par la route de Sèvres et que les batteries de Billancourt ont tiré sur lui ; d'autres, qu'il a passé à travers les lignes de Clamart et qu'il est arrivé aux avant-postes des Bavarois. De toute manière, il est parvenu au quartier général et a vu le comte de Bismark vers onze heures du soir. Il paraît que le premier messager avait apporté une communication de M. Jules Favre, demandant l'autorisation de venir à Versailles. La réponse fut que si son dessein était de faire des propositions relatives à la conférence, il ne pouvait être reçu ; mais que s'il désirait proposer la capitulation de Paris, toute facilité lui serait accordée.

» M. J. Favre vint donc ici. Aussitôt après son arrivée en ville, où les autorités prussiennes l'ont accompagné, il a vu le comte de Bismark, dont la santé est tout à fait rétablie.

» Après l'entrevue, M. Favre a été conduit à la demeure de M. **Stieber**, chef de la police, où l'on avait préparé des appartements pour lui. Le comte de Bismark s'est rendu auprès de l'Empereur à la préfecture, où l'on a tenu conseil jusqu'à une heure avancée de la nuit. *On croit que M. Favre a déclaré que Paris était prêt à capituler sous la condition que les troupes de la garnison proprement dites pourraient sortir avec les honneurs de la guerre.*

» *Le comte de Bismark a refusé d'admettre que le gouvernement de Paris eût le droit de stipuler séparément pour la Capitale, le gouvernement étant le gouvernement de la France, ou étant réputé tel. Par conséquent, le gouvernement devait faire des conditions de paix de nature à obtenir l'assentiment du reste de la France.* Si cet assentiment était refusé, il devenait évident que les hommes qui se disaient le gouvernement n'avaient pas le droit d'avoir une délégation à Bordeaux, et ils ne pouvaient demander le passage des troupes de Paris à travers les lignes prussiennes. Si le gouvernement de Paris désirait assumer la responsabilité de représenter la France et pouvait donner des garanties quant à l'observation des conditions, on pourrait alors traiter avec Paris comme faisant

partie d'un tout. Naturellement, n'ayant pas assisté à la conférence et ayant encouru des reproches pour avoir rapporté, « d'après les meilleures autorités, » ce qui avait été dit dans un colloque tout aussi solennel, je crains d'en dire trop, et suis tout prêt à subir les ratifications et les contradictions. Du reste, je dis les choses telles qu'elles m'ont été dites. »

D'autre part, on écrit de Versailles à la *Gazette nationale* de Berlin, sous la date du 25 :

« Vous connaissez sans doute déjà tous les préambules qui ont précédé l'entrevue de M. **Jules Favre** et de M. **de Bismark**. Voici quelles en ont été les suites.

» Immédiatement après sa visite à M. de Bismark, qui dura cinq heures et ne finit qu'à minuit, M. Jules Favre se rendit à l'appartement qui lui avait été réservé, boulevard du Roi, n° 1, où il travailla jusqu'à trois heures du matin avec son gendre. Entretemps un conseil de guerre avait été convoqué, qui se réunit sous la présidence du Roi. Les propositions formulées par M. Jules Favre y furent l'objet d'un examen approfondi. Hier, vers onze heures et demie du matin, M. de Bismark rendit à M. Jules Favre sa visite, et resta une demi-heure. M. de Bismark fut annoncé sous le titre de : « chancelier allemand impérial. » M. Jules Favre le reçut avec une grande courtoisie en lui disant : « *Vous me rendez beaucoup d'honneur.* » Vers une heure, le ministre des affaires étangères de la République alla voir de nouveau M. de Bismark pendant qu'un conseil de guerre d'un caractère plus diplomatique fut convoqué ; celui-ci dura deux heures ; M. Jules Favre retourna ensuite à trois heures et demie de l'après-midi à Paris avec son gendre et accompagné de deux gendarmes à cheval. Sur la demande à quelle heure il voulait dîner, il répondit en souriant : « Ah! merci, nous dînons » aujourd'hui à Paris. »

» J'avais vu la dernière fois Jules Favre à Ferrières, c'était en septembre, et je l'ai trouvé bien vieilli. Cependant, tandis qu'à son arrivée il avait l'air sombre et abattu, à son départ pour Paris il me parut plus content et moins soucieux. Le comte de Bismark a pris congé de M. Jules Favre de la façon la plus amicale et lui a serré plusieurs fois la main.

» Plus tard, quand je vis le chancelier faire après la conférence sa promenade à cheval habituelle, il me sembla d'humeur plus gaie que de coutume. Je ne veux pas attribuer à ces signes plus d'importance qu'ils n'en comportent réellement, mais ils me paraissent de nature à faire augurer favorablement d'une prochaine conclusion de la paix ; nous apprendrons bientôt, sans doute, les idées que dans leur entretien les deux hommes d'État ont échangées à cet égard. On croit savoir cependant que le ministre français a abandonné en partie la thèse négative qu'il avait soutenue à Ferrières relativement à la cession de l'Alsace et de la Lorraine, et qu'il a trouvé une base de négociations moins absolue. D'après ce qu'on m'a appris, la cession aurait été accordée en principe ; seulement on se refuse pour le moment à admettre le retour de Metz à l'Allemagne. C'est sur ce point que pivotent toutes les négociations, car il nous est impossible, dans cette question qui, pour nous est la plus importante de toutes, de faire la moindre concession. »

Nous trouvons encore dans le même journal quelques renseignements sur la disposition des appartements assignés à M. Jules Favre :

« Comme nous l'avons dit, c'est dans une maison du boulevard du Roi que M. **Jules Favre** est descendu. Cet immeuble avait été occupé autrefois par Mlle **Rachel**, la célèbre tragédienne, et en dernier lieu par le représentant de la Hesse grand-ducale, M. **Hoffmann** ; ensuite par quelques membres de la députation du Reichsrath. Les appartements affectés au ministre des affaires étrangères se composent d'un salon de grandeur moyenne, simplement, bourgeoisement meublé, et d'une chambre à coucher à deux lits, dont l'un est un lit de camp improvisé, destiné au compagnon de M. Jules Favre. Au milieu de cette pièce, on voit une petite table et trois fauteuils à dossier sculpté et dont les siéges sont en velours vert. C'est à cette table que se sont assis à leur première entrevue, M. Jules Favre et M. **de Bismark**. »

Reddition de Longwy... Un épisode du siége.—L'*Écho du Luxembourg* reçoit les nouvelles suivantes de Longwy :

« Il n'y a ici personne à accuser. Tous ses défenseurs ont fait leur devoir. Il ne faut accuser que

la puissance de l'artillerie prussienne, qui en si peu de jours a complétement démonté toutes les batteries françaises.

» Les dégâts sont assez considérables et peu d'habitations n'ont pas été atteintes.

» Les rues sont couvertes d'éclats d'obus. Partout on trouve des morceaux de fusil, des cartouches et jusqu'à des équipements militaires que l'on foule aux pieds.

» Les fuyards rentrent rapportant une partie du mobilier qu'ils avaient mis en sûreté. En retrouvant leur demeure et parfois seulement l'emplacement, ce sont des lamentations à n'en pas finir et du reste parfaitement justifiées.

» Le général prussien a fait son entrée aujourd'hui, et comme bien-venue, il a annoncé à ses soldats la reddition prochaine de Paris. A cette annonce, ils ont poussé un hourrah qui fait honneur à leurs poumons.

» Les Français avaient enfoncé les tonneaux, et dans certaine cave on aurait pu se livrer à l'exercice de la natation. Le jour de la reddition, on vendait le sac de farine de cent kilog. cinq francs. Enfin les vivres gaspillées auraient pu nourrir des milliers de pauvres pendant toute la saison morte. En effet, Longwy avait des approvisionnements pour trois ans. Plutôt tout anéantir que rien laisser aux Prussiens. Voilà la guerre! c'est magnifique.

» Pour terminer, laissez-moi vous conter ce qui est arrivé hier à une honorable famille belge qui habite près de Longwy.

» Lorsque Longwy fut sur le point d'être cernée, cette famille amena en Belgique deux petites filles, dont l'aînée peut avoir sept ans et la plus petite cinq. L'amour filial les poussant, elles profitèrent d'un moment où elles n'était pas surveillées pour prendre la fuite. Les affaires allèrent bien jusque quelques pas avant Mont-Saint-Martin.

» A l'entrée du village, il y avait un poste prussien et les sentinelles se promenaient de long en large sur la route. Ce point leur parut infranchissable, et elles se mirent à pleurer à chaudes larmes. Enfin, une idée vint à la plus petite et elle dit à sa sœur : Avançons et crions : Vive le roi de Prusse, alors ils ne nous feront rien.

» Aussitôt dit, aussitôt fait, et voilà ces deux beaux petits anges, montant la côte de Mont-Saint-Martin criant de toute la force de leurs petits poumons et le cœur galopant de crainte : Vive le roi de Prusse ! Les sentinelles franchies, elles se mirent à courir de nouveau et arrivèrent près de leurs parents dans une agitation facile à comprendre. Elles ne furent pas grondées et je dois même dire que les baisers ne leur manquèrent pas. Je crois encore entendre la voix chevrotante de la pauvre petite contant le stratagème qu'elle avait inventé. »

Bombardement de Landrecies. — L'*Observateur d'Avesnes* publie dans son numéro du 25 janvier les détails suivants sur le bombardement de Landrecies (Nord) :

« Le feu de l'ennemi a duré depuis deux heures et demie jusqu'à cinq heures du soir. C'est au lieu dit le *Grimpet* qu'était sa principale batterie, celle qui a incendié l'arsenal et le quartier de l'église. L'attaque du côté de *Sombreton*, commencée la première avec trois canons seulement, n'était qu'une feinte destinée à tromper les assiégés. Cette batterie a heureusement fort mal pointé et ses projectiles, renversant à peine quelques cheminées, sont allées se perdre dans la forêt de *Mormal*.

» On évalue à plus de six cents les obus lancés par les Prussiens; le premier tomba au milieu de la ville, sur la maison habitée par M. **Catoire**. La compagnie de pompiers, énergiquement commandée par M. **Martin**, a fait preuve en cette occasion de courage et de dévouement.

» La maison de M. **Seulfort-Renard** a reçu cinquante obus qui, en éclatant à l'intérieur, ont littéralement pulvérisé le mobilier ; celle de M. **V. Lolé** trente ou quarante; celle de M. **Carton** est à moitié détruite. L'escalier de l'église et l'orgue sont à refaire ; un projectile est tombé sur le maitre-autel après avoir fracassé un lustre.

» Les habitants, loin de se laisser effrayer par les effets destructeurs de cette première attaque, étaient résolus au sacrifice de leurs intérêts pour seconder l'inébranlable résolution du commandant supérieur. La garde nationale était à son poste sur les remparts, quelques minutes après le rappel, et a contribué au service de l'artillerie ; le colonel seul manquait et nous n'avons pas besoin d'insister,

nous écrit-on, sur l'effet produit par cette absence, au moment du danger, de l'homme qui avait réclamé l'honneur de commander la défense du pays.

» Les Prussiens ont emmené tous leurs morts et leurs blessés ; quatre ou cinq voitures en étaient chargés ; on les a vus passer à la *Croize* et au *Cateau*, où un habitant a failli s'attirer un mauvais parti en demandant au colonel s'il était vrai que Landrecies fut rendu. Ils ont laissé sur le terrain trois roues de canon, ce qui montre que leurs pièces ont été atteintes et les bâtiments de la gare montrent plusieurs mares de sang.

» L'insuccès de ce coup de main peut donc tempérer un peu la douleur qu'a causée chez nous la défaite de Saint-Quentin. »

La manière de faire la guerre des Allemands... Réponse de M. de Chaudordy à M. de Bismark. — M. de Chaudordy vient de répondre par une dépêche, en date du 25 janvier, à celle de M. le comte de Bismark, du 9 du même mois. Il est dit dans ce document :

« M. **de Bismark**, au lieu d'examiner les actes cités dans ma dépêche du 29 novembre dernier, se livre à des considérations spéciales, constatant ainsi l'impossibilité de réfuter les faits douloureux que j'ai signalés au monde entier comme contraires aux règles de la guerre parmi les nations civilisées. Nous prenons acte de cet aveu tacite des violences de l'armée prussienne. Nous n'imiterons pas la singulière méthode du chancelier de la Confédération du Nord ; nous répondrons directement et complétement.

» M. de Bismark nous reproche d'ignorer l'Allemagne. Quoique y ayant résidé quelques années et l'ayant observée avec le plus grand soin, j'avoue que je n'aurais pas pu croire le peuple allemand aussi éloigné des principes et des usages de l'humanité et de la civilisation que nous le voyons aujourd'hui. Je dois dire avec tristesse que je n'ai pas connu, ou plutôt que je ne connais plus l'Allemagne. Elle est entraînée par une main fatale dans une voie qui n'est pas la sienne. Ses penseurs, ses philosophes, ses poètes, ses historiens lui avaient ouvert d'autres horizons que ceux où elle s'engage depuis six mois. Un nuage de sang est venu troubler les regards du peuple, qui n'a pas su résister à temps aux caprices de la force et de l'absolutisme militaire. »

M. de Chaudordy cite la circulaire de M. Jules Favre, du 12 janvier, pour repousser l'accusation d'avoir tiré exprès sur des parlementaires. En ce qui concerne la convention de Genève, il dit que la Prusse, non-seulement a enfreint cette convention dans ses articles les plus essentiels, mais qu'elle s'est faite une arme de la Croix rouge, dont plusieurs fois elle a couvert ses convois de munitions.

Plusieurs chirurgiens français ont été fusillés.

» Au sujet des balles explosibles, poursuit M. de Chaudordy, nous pouvons répondre d'une manière absolue que jamais le soldat français n'a été à même de s'en servir. S'il en a été ramassé sur le champ de bataille, elles proviennent des rangs ennemis. On dit que des balles en seize segments ont été trouvées sur des Français. Si cela est vrai, c'est un fait isolé qui ne prouverait rien. Une telle balle ne porterait pas à cinquante pas. Nous voudrions que ce fût le projectile ordinaire de nos ennemis. »

M. de Chaudordy rappelle la note qui a réfuté déjà les accusations relatives à la guerre maritime et s'élève contre la saisie d'otages français. Il cite le témoignage du médecin américain, M. Pratt, qui a visité les prisonniers allemands en France, pour prouver combien les Allemands sont reconnaissants des soins qui leur sont prodigués. M. Pratt a reçu des lettres de prisonniers allemands, pour les remettre aux quar-

tiers généraux allemands, constatant l'humanité du traitement qui leur est appliqué.

M. de Chaudordy réfute l'accusation d'accorder des primes aux officiers français prisonniers sur parole qui parviennent à s'échapper. Le rappel d'effets seul est accordé, et seulement aux officiers qui s'échappent sans violer leur parole. Il défend les tirailleurs; aucun procédé barbare n'a été prouvé contre eux, tels que ceux commis par les Prussiens contre des habitants inoffensifs.

M. de Bismark se fait le champion de libertés méconnues, selon lui, par le gouvernement de la défense nationale! M. de Chaudordy cite un journal allemand qui dit que M. de Bismark a dû commettre une méprise et s'est cru sur la rive droite du Rhin.

M. de Chaudordy ajoute qu'un ministre qui emprisonne un député et en accuse deux autres de haute trahison, parce qu'ils n'ont point approuvé sa politique, ne saurait élever la parole en faveur d'une liberté quelconque, lorsqu'il les foule toutes aux pieds dans son pays et les viole outrageusement dans le nôtre.

« M. de Bismark nous accuse de surexciter le pays et de l'obliger à la guerre contre son gré. Nous n'avons qu'une réponse à faire : que le gouvernement prussien consulte les provinces qui sont entre ses mains, surtout l'Alsace, qui est la plus proche de l'Allemagne; nous ne pouvons pas influencer ces départements ; cependant, douze mille de leurs enfants, malgré tous les obstacles, ont pris du service dans nos armées. »

En parlant des atrocités commises par les Allemands, la dépêche s'exprime ainsi :

« M. de Bismark a refusé un sauf-conduit par crainte de voir M. Jules Favre porter ces accusations terribles devant la conférence.

» Le jugement de l'Europe frapperait d'un coup mortel cette politique astucieuse et cruelle, inspirée par les tristes souvenirs d'un autre âge. »

Instruction publique... L'enseignement primaire et la délégation. — Les soins donnés à la défense n'empêchent pas la délégation de songer à l'avenir des jeunes générations et de se préoccuper des mesures à prendre pour leur assurer une instruction forte et sérieuse.

Le *Moniteur* publie le décret suivant, qui atteste l'importance que la délégation attache à l'enseignement en général et à l'enseignement primaire en particulier :

« La délégation de la défense nationale,

» Considérant qu'il importe de connaître la situation dans laquelle l'Empire a laissé l'instruction primaire, que les préfets doivent avoir des pouvoirs complétement indépendants qui leur permettent d'obtenir à cet égard tous les renseignements qui peuvent éclairer, par un examen sérieux, la question si grave des résultats produits par la législation de 1850 à 1854,

» DÉCRÈTE :

» Les préfets sont autorisés, sans qu'il soit besoin d'un rapport ou d'un avis de l'inspecteur d'Académie, à choisir des inspecteurs spéciaux, qui auront pour mission de visiter les écoles des garçons,

enfants et adultes, de constater l'état réel, tant moral que matériel, de chaque école ou établissement, dans les diverses villes et communes, de s'entourer de tous renseignements, de faire aux préfets des rapports exacts et détaillés, renfermant leurs impressions et de proposer, s'il y a lieu, les mesures qu'ils croiront utiles pour établir les améliorations qui leur sembleront devoir être réalisées.

» Fait à Bordeaux, le 25 janvier 1871. »

Trait de barbarie des Prussiens... Un capitaine de francs-tireurs brûlé vif. — C'est la presse anglaise qui révèle le fait suivant, nouveau et sinistre témoignage des habitudes de férocité et de sauvagerie que les envahisseurs de la France montrent à certains endroits et dans certaines circonstances. Si cet acte sans nom n'était pas donné comme vrai par le *Daily News*, on hésiterait à croire à tant de cruauté et de barbarie.

Voici ce qu'on écrit de Dijon au *Daily News :*

« Vous avez sans doute appris par le télégramme le fait d'un capitaine de francs-tireurs brûlé vif par les Prussiens. Je puis attester la vérité de cette horrible histoire, *ayant vu de mes propres yeux* le corps de ce malheureux. Je ne pouvais croire ce qu'on rapportait avant que j'eusse visité le lieu de la scène et examiné le cadavre. Il était dans un état effrayant. *Il a dû être attaché à une poutre et rôti sur un feu lent.* J'aurais voulu que ceux qui traitent les Garibaldiens de « brigands » et de « bandits » dans les journaux, eussent été témoins de ce spectacle. *Un médecin militaire prussien*, qui se trouvait à Dijon pour soigner les blessés allemands, *était présent à côté de moi et a vérifié le fait.* Il était ému au point de perdre la parole. »

Désagréments et ennuis de deux reporters anglais à la suite des armées. — Les correspondants militaires des journaux anglais, malgré la position privilégiée dont ils jouissent, comparativement à celle accordée à leurs confrères du continent, sont cependant loin, paraît-il, de coucher sur des lits de roses. Voici d'abord un extrait d'une lettre adressée par sir Bandall-Roberts, correspondant militaire du *Daily-Telegraph* au quartier général de Manteuffel et plus tard de celui du général von Gœben, et qui fut blessé à Gravelotte :

« Amiens, hôpital, 20 janvier.

» Je suivis, après le combat de Saint-Quentin, l'état-major allemand à la poursuite de l'armée française en retraite. Le 22, nous traversâmes Caudry où nous changeâmes de chevaux, et notre course ne prit fin qu'à Cauvoir, sous les murs de Cambrai. Ici une bombe éclate presque sous les pieds de mon cheval qui, effrayé par l'explosion, perdit son centre de gravité, chancela et tomba par dessus le parapet en m'entraînant avec lui, mais d'une façon si malheureuse que la blessure que j'avais reçue dans le côté à Gravelotte se rouvrit... Cependant je suis à présent assez rétabli pour remonter à cheval, si c'est nécessaire... C'est grâce à l'obligeance du général von Gœben que je pourrai demain vous renseigner sur tous les événements qui se sont succédé depuis mon dernier accident. »

Le colonel Elphinstone, un des correspondants militaires du *Times* au quartier général français, raconte en ces termes la mésaventure dont il a été victime :

« Il était détaché à l'armée du général **Chanzy**, qui l'avait accueilli, ainsi que son état-major, avec la plus grande cordialité. Tout à coup on vint l'arrêter, sans qu'on voulût lui dire pourquoi. On l'enferma pendant deux jours dans un cachot infect, sans feu, ni lit, ni couvertures et privé de toute nourriture convenable. Il ne recouvra sa liberté qu'à l'arrivée des Prussiens. L'ambassadeur d'An-

gleterre informa de ce fait le comte **Chaudordy** et demanda une enquête. Le comte promit de faire son possible pour découvrir le motif de l'arrestation, et M. **Gambetta** saura sans doute punir les auteurs de cet acte arbitraire. »

Légitimité de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine... Opinion défavorable d'un jurisconsulte allemand. — On sait que c'est la prétention du gouvernement prussien de s'annexer l'Alsace et la Lorraine, qui est la seule et unique cause de la continuation de la guerre depuis Sedan, et surtout depuis Ferrières. Voici quelques passages d'un article où l'on établit que l'enseignement donné dans les universités allemandes, notamment à Heidelberg, par M. Bluntschli, est contraire aux prétentions de M. de Bismark et de Guillaume :

« En admettant que la France ait conquis par la violence l'Alsace et la Lorraine, elle n'en a pas moins aujourd'hui, sur ces provinces, un droit aussi respectable et aussi complet que celui de n'importe quel État de l'Europe sur toutes ses possessions. Je vais plus loin : elle a un droit plus incontestable que ceux de beaucoup d'autres pays, puisqu'elle tient le sien, en dernier lieu, des traités de 1814 et de 1815, dans lesquels elle n'a pas imposé sa volonté à l'Europe, dans lesquels elle a figuré comme vaincue et la Prusse a figuré parmi les vainqueurs.

» Voulût-on faire abstraction de ces traités, la France se défendrait encore en invoquant l'autorité d'un des jurisconsultes les plus éminents de l'Allemagne, M. Bluntschli, professeur à l'université de Heidelberg, qui, au § 290 de son Droit international codifié (traduction de M. **Lardy**, page 170), s'exprime ainsi :

« S'il n'existe pas de titre d'acquisition spécial, et même si l'on peut prouver que la prise de pos-
» session primitive a été accompagnée de violences et a eu lieu au mépris du droit, mais que, d'un
» autre côté, la possession paisible dure depuis assez longtemps pour que la stabilité et la nécessité
» de l'ordre de choses établi soient reconnues par la population, on devra admettre que l'état de fait
» amené par la violence s'est transformé avec le temps en état légal. »

» La France, je le répète, n'est pas même dans ce cas, puisqu'elle a un titre légal d'acquisition ; mais on voit que, n'eût-elle pas ce titre, elle trouverait encore une réponse péremptoire à la question qui lui est posée, et que cette réponse lui serait fournie par un des maîtres de la science du droit international en Allemagne.

» Que, néanmoins, une partie de son territoire puisse lui être enlevée par la force, c'est ce qu'il serait puéril de contester. Mais quelles sont les conditions auxquelles M. Bluntschli subordonne la validité des cessions de ce genre ?

» Au § 285 de l'ouvrage que je viens de citer, après avoir établi que le territoire national est en général inaliénable et indivisible, il admet qu'*un État peut exceptionnellement céder une partie de son territoire pour des motifs politiques*, notamment lorsqu'une guerre en a démontré la nécessité. Au § 286, il ajoute :

« Pour qu'une cession de territoire soit valable, il faut : A. L'accord de l'État cédant et de l'État
» cessionnaire ; B. Une prise de possession effective de la part de l'État acquéreur ; C. *La recon-*
» *naissance de la cession par les personnes habitant le territoire cédé et y jouissant de leurs droits*
» *politiques.* »

» Et, commentant aussitôt cette dernière condition, il dit :

« La reconnaissance de la cession par les populations ne peut être passée sous silence et sup-
» primée : car celles-ci ne sont pas une chose sans droits et sans volonté dont on se transmet la
» propriété ; elles sont une partie essentielle, vivante, de l'État, et la résistance de la population
» rend impossible la prise de possession pacifique du pays. Il faut que les populations reconnais-
» sent le nouvel ordre de choses. »

» Il insiste encore sur ce point aux §§ 288 et 289, et enfin au § 706, ainsi conçu : « Lorsqu'on
» cède par le traité de paix une partie du territoire, cette cession est valable en droit international.

» lors même que la constitution de l'État cédant interdirait cet acte, *pourvu que la population ratifie* » *le traité.* »

» Je sais bien que cette nécessité, du consentement des populations, n'était pas exigée autrefois et qu'elle ne l'était pas même au temps du congrès de Vienne. Mais c'est là précisément un des progrès que le droit international semblait avoir réalisés depuis cette époque, sous l'influence des idées modernes, qui ne sauraient permettre, comme l'a fort bien constaté M. Bluntschli, d'assimiler les hommes aux choses ou aux animaux. C'est aussi à ce progrès que la France a rendu hommage en stipulant formellement, lors de la cession de Nice et de la Savoie, que cette cession, même après avoir été accordée par le roi de Sardaigne et votée par le Parlement sarde, ne serait valable qu'autant qu'elle serait ratifiée par le vote libre des populations. Eh bien, que la Prusse agisse de même aujourd'hui.

» .... Lorsqu'on dit que nous aurions pris la rive gauche du Rhin si nous avions été vainqueurs, et que dès lors il est tout simple que l'Allemagne victorieuse prenne l'Alsace et la Lorraine, on raisonne avec une mauvaise foi qu'il est à peine besoin de signaler; on oublie que notre gouvernement était engagé, soit par sa déclaration explicite, soit par ses propres précédents, à n'annexer la rive gauche du Rhin à la France qu'après avoir consulté les populations. »

Les sympathies pour la France et pour Paris en Angleterre... Lettre de M. Gladstone. — Nous n'avons jamais douté de l'amour... platonique... que la plupart des gouvernements européens, notamment le gouvernement anglais, éprouvaient pour la France et pour Paris. La lettre suivante de M. Gladstone prouve que nous étions dans le vrai. Il est regrettable seulement que quand on aime tant, et quand on éprouve de telles susceptibilités d'être *incompris*, on *agisse* si peu en faveur des objets aimés !

La lettre dont il s'agit a été écrite par M. Gladstone à un ami qui en a donné copie au *Morning-Post :*

« Howarden-Castle, Chester, 16 janvier 1871.

» Mon cher monsieur, il est impossible de lire sans un sentiment profond d'intérêt la lettre de M. **Bénard** que vous avez eu la bonté de m'envoyer. *Nous, qui assistons avec la plus vive peine aux horreurs continues et croissantes de la guerre, nous ne pouvons être surpris de voir que dans cette agonie, — l'agonie de l'héroïsme, — au milieu de laquelle le peuple de Paris combat pour son pays, nos motifs et même nos actes ne sont pas toujours correctement interprétés.*

» Nous n'avons par devers nous aucune demande tendant à obtenir de nous la reconnaissance du gouvernement français. Rien de pareil ne s'est fait depuis la mission de M. **Thiers**, qui a eu lieu il y plusieurs mois, très-peu de temps après la formation de ce gouvernement. Cependant, pour tous les objets pratiques, nous avons procédé envers et avec lui justement comme si son origine eût été la plus régulière du monde, et jamais, ni par parole, ni par action, nous ne l'avons considéré comme étant sans titre au plus haut degré de notre sympathie et à notre respect.

» Je reste, mon cher monsieur, etc.,

» Signé : GLADSTONE. »

Une lettre de Jules Simon. — La *Gironde* publie les extraits suivants d'une lettre adressée à M. Massicault, préfet de la Haute-Vienne, par M. Jules Simon.

Cette lettre, datée de Paris, 14 janvier, n'est arrivée à Limoges que le 26 :

« Paris, 14 janvier.

» Mon cher ami,

» J'ai appris par mon représentant auprès de mes collègues de Bordeaux que vous étiez préfet à Limoges. . . . . .

» Paris est bombardé jour et nuit; un obus est passé au-dessus de mon cabinet un quart d'heure avant que je ne commençasse cette lettre.

» *Pourtant, je suis convaincu que nous tiendrons jusqu'à la dernière cartouche et à la dernière bouchée de pain.* Ce qui est affreux, c'est l'absence de nouvelles ; nous n'avons rien reçu depuis le 8 de ce mois . . . . . .

» Le jour où Paris sera débloqué, il n'y aura rien à donner à manger à deux millions d'habitants. De plus, les chemins de fer mettront trois semaines à se ressusciter ; il faudra donc envoyer par eau de la farine moulue, des grains et du beurre. Le commerce y gagnera beaucoup, surtout ceux qui se presseront ; mais les préfets ne doivent pas s'endormir. Nous pouvons aussi bien être débloqués demain que dans un mois. Je vous demande d'avertir les cultivateurs et les négociants dans tous les départements agricoles.

» Une chose à ne pas oublier, c'est la nécessité de joindre aux premiers envois du blé de semence. Dans ce moment, nous saisissons le blé réservé pour les semences, et nous promettons sur l'honneur de le remplacer. Pesez bien tous les termes de cette lettre. Déployer une grande activité dans cette question, c'est rendre au commerce un service de premier ordre . . . . . .
. . . . . .

» 11 heures.

» On assure que le bombardement va prendre un caractère plus terrible, que tout Paris va être couvert de feu. *De toutes parts on entend des gens qui veulent, en cas de désastre, faire sauter Paris. C'est épouvantable, et pourtant il vaut mieux être Moscou que Sedan !...*

» A vous de cœur.

» JULES SIMON. »

Les ballons. — Voici une dépêche préfectorale annonçant l'arrivée du *Toricelli :*

« M. **Bely**, matelot, parti de Paris dans le ballon le *Toricelli*, avec cinq sacs de dépêches, le 24, à trois heures du matin, est tombé à Famechen, canton de Saint-Just (Oise), le même jour à onze heures du matin.

» Il vient d'arriver à Abbeville, aujourd'hui 26, à deux heures du matin.

» Il porte un sac de dépêches du gouvernement de Paris, et trois pigeons.

» Il part pour Bordeaux, par le train de sept heures vingt-six minutes.

» Poursuivi par l'ennemi à la descente jusqu'après de la ville d'Aumale (Seine-Inférieur), il a laissé l'aérostat aux soins du maire de Froissy (Oise), et a gagné Blagny (Seine-Inférieure), où les dépêches privées ont été déposées.

» Pour copie conforme :
» Le préfet du Nord,
» PAUL BERT. »

Correspondances clandestines entre Paris et Rouen. Version de la Gazette de Cologne. — On écrit de Versailles à la *Gazette de Cologne* qu'on a découvert les communications secrètes qu'on supposait exister entre Paris et Rouen et au moyen desquelles des correspondances s'échangeaient encore entre ces deux villes d'une manière restée inexplicable jusqu'ici. Il paraît que des facteurs de la poste de Versailles se chargeaient de ce service. C'est probablement en nageant qu'ils traversaient les avant-postes prussiens et la ligne d'investissement. C'est dans une lettre de Paris interceptée qu'on a trouvé la clef de l'énigme. Elle expliquait au correspondant comment il devait s'y prendre pour faire parvenir une lettre. Les facteurs incriminés ont été incarcérés.

Les prisonniers français en Allemagne. Une évasion honorable... Lettre justificative. — L'autorité militaire prussienne avait cherché à noter d'infamie l'évasion d'un officier français, le lieutenant CONTE, qui s'était échappé de Coblentz dans des conditions décentes et loyales. Voici, à ce sujet, la lettre justificative que le lieutenant Conte vient d'envoyer à l'*Indépendance belge* :

« *A M. le rédacteur en chef de* L'INDÉPENDANCE.

» Saintes, ce 16 janvier 1871.

» Monsieur,

» J'ai l'honneur de venir vous prier d'insérer dans votre estimable feuille, où la justification peut se faire jour, une lettre adressée par moi au général de Coblentz, lettre qui apprendra à nos camarades prisonniers la légitimité d'une évasion périlleuse que l'autorité allemande semble vouloir flétrir.

» J'ai l'honneur, etc.

» P. CONTE,
» lieutenant au 2e dragons. »

« Général,

» Devant l'accusation dont la presse autoritaire allemande semble vouloir me flétrir, j'ai l'honneur de vous informer qu'en présence du *refus du ministère de la guerre de Berlin* (dépêche du 7 décembre au commandant) à ma demande d'aller voir sur parole d'honneur mon vieux père mourant, en présence de ce *refus inhumain*, contraire à la charité due au malheur, au droit des gens et à la dignité de l'homme et *de l'officier*, dont on semble mettre le retour en suspicion, je me suis déclaré libre de tout engagement pris de rester à Coblentz et je suis parti à mes risques et périls.

» Je suis arrivé *à temps* et *j'ai réussi*, car il y a un Dieu qui protége celui qui est résolu à essuyer des balles dans le dos pour aller ensevelir un père.

» J'ai l'honneur de vous faire part de la mort de mon père que j'ai pu consoler et assister dans ses derniers moments.

» Tout en vous adressant mes regrets d'avoir eu à froisser un homme aussi bon et aussi honnête que vous, aussi convenable et aussi grand dans sa mission pénible de gouverneur de prisonniers, j'ai l'honneur, en vous offrant mon profond respect, de déclarer de nouveau que, *libre de tout engagement*, j'ai repris du service et que les Prussiens n'auront *jamais* que mon cadavre.

» Votre serviteur respectueux,
» P. CONTE. »

La musique du Roi des Belges à Aix-la-Chapelle. Impressions d'un musicien des guides. — Nous avons dit plus haut que le Roi des Belges avait envoyé sa musique donner un concert à Aix-la-Chapelle, au profit des blessés allemands.

Sous le titre : *la Musique des Guides à Aix-la-Chapelle*, le journal : *les Nouvelles du Jour*, de Bruxelles, publie la lettre suivante qui lui a été adressée d'Aix-la-Chapelle et où un musicien des guides relate ses impressions gastronomiques... et autres :

« La musique royale est arrivée à la gare d'Aix, le 19, à deux heures.

» A peine descendus du train, nos musiciens, suivant le plan du général Boum, se sont divisés en trois groupes, dont l'un s'est porté en avant, tandis que l'autre s'acheminait à gauche et le troisième à droite.

» Pas le moindre Prussien pour nous indiquer la route conduisant aux gargottes où nous

attendait le succulent dîner que voici : *choux, saucisses, choucroûte, lard gras et pommes de terre.*

» Ainsi restaurés, nous nous sommes rendus à la salle du concert. — Avant de commencer l'exécution du programme, M. **Bender** nous fit signe de nous lever : c'était en l'honneur de l'air national prussien que les Allemands écoutèrent assis.

» Le 19 était, vous le savez, le jour de la proclamation du nouvel Empereur d'Allemagne, et, à ce sujet, une conversation s'était engagée, à laquelle un des nôtres crut pouvoir prendre part. — De quelle nationalité êtes-vous donc, lui dit un officier de la douane, pour prendre tant à cœur la défense du Luxembourg? — Je suis Luxembourgeois, lui répondit notre camarade. Et là-dessus, l'officier s'en va quérir un gendarme et lui intime l'ordre d'arrêter le Luxembourgeois.

» L'indignation la plus vive a été excitée par cette brutale agression, et officier et gendarme ont été mis à la porte de l'établissement.

» Le concert du lendemain n'était plus donné sous le patronnage des chefs de corps prussiens; c'est notre chef qui a voulu recommencer la fête. Quel four! monsieur, il y avait cent cinquante personnes et les entrées n'ont certainement pas couvert les frais de notre séjour à Aix. J'ai vu dans un journal belge que la moitié de la recette était destinée aux blessés français. C'est probablement la recette de la seconde journée qui aura cette destination, à moins que le deuxième concert n'ait été donné que dans le but de faire couronner M. Bender. C'était bien le moins, n'est-ce pas? puisqu'on venait de donner une couronne toute neuve à **Guillaume**, le chef des Allemands, que notre chef à nous ait, lui aussi, sa petite couronne.

» Mais revenons au concert : il a été écouté par des gens qui ne faisaient pas le moindre cas de la musique de Sa Majesté belge.

» Figurez-vous une salle où se trouvaient six rangées de tables, garnies de nappes, où l'on mangeait, buvait, fumait pendant que nous exécutions les morceaux les plus brillants de notre répertoire.

» Quelle différence quand nous songeons aux réceptions qui nous ont été faites à Arras, Amiens, Lille, Douai, Valenciennes, Tourcoing, etc., etc. Quand la municipalité et la musique de la garde nationale, jouant la *Brabançonne*, nous attendaient au sortir du train et nous conduisaient pompeusement dans la ville que nous parcourions au milieu des acclamations du peuple.

» Voyez-vous la musique des guides, aujourd'hui en Prusse, jouant l'air national au triomphe des armes prussiennes, et demain ces mêmes artistes jouant la *Marseillaise* au triomphe des armes de la République? Ce jour-là, ils ne le joueront pas cet air qui fait revivre, ils le chanteront et leur chant partira de l'âme. »

Fuite de l'Impératrice de Paris... Nouvelle version dite authentique. — La version suivante, sur le départ de l'Impératrice, de Paris, est extraite d'une correspondance de Berlin, qui a paru d'abord dans une feuille belge, l'*Écho du Parlement*, de Bruxelles :

« On vient de me raconter l'histoire authentique de la façon dont l'Impératrice **Eugénie** a quitté Paris et la France. Je vous transmets le récit tel qu'il m'a été fait.

» C'était le 4 septembre 1870, un dimanche, le jour de la dernière révolution de Paris. Je n'ai pas besoin de rappeler à votre mémoire les événements populaires qui se sont passés à cette date sur les boulevards, sur la place de la Concorde, sur celle de l'Hôtel de ville, sur celle du Carrousel.

» Ce sont-là toutes choses qui ont rempli les journaux et sur lesquelles il est inutile de revenir.

» C'est à l'intérieur des Tuileries que je veux vous conduire.

» Là, vers neuf heures du matin, dans le pavillon Marsan, se trouvait l'Impératrice, qui attendait, soucieuse, que l'on vînt procéder à sa toilette, pour se rendre à la grand'messe de Saint-Germain-l'Auxerrois.

» Elle attendait et, dans ses moments de distraction, s'impatientait de ce que, à son grand étonnement, personne ne répondit aux ordres qu'elle avait donnés.

» Se présente enfin Mme **Lebreton**, son amie dévouée, qui lui fait sur l'état de Paris le plus sombre tableau. Le peuple réclamait à grands cris dans les rues la déchéance de l'Empereur; il protestait avec les mêmes cris contre la Régence : c'était la République qu'il voulait. Partout des

groupes menaçants se formaient, peut-être les Tuileries seraient-elles bientôt envahies. Mme Lebreton, les larmes aux yeux et l'angoisse dans l'âme, supplia l'Impératrice de prendre la fuite, pendant qu'il était encore temps.

» L'Impératrice, quoique émue, chercha à la calmer, en lui assurant que **Trochu** veillait sur elle ; qu'il lui avait promis de la protéger ; qu'il était homme d'honneur ; qu'elle comptait sur sa parole ; que certainement il ne manquerait pas, si un danger réel survenait, de lui envoyer au moins quelqu'un pour l'avertir de ce qu'il jugeait opportun de faire.

» Entretemps, la révolution s'accentuait, la foule s'animait, se massait ; les clameurs de : Vive la République, parvenaient jusqu'aux oreilles de l'Impératrice et de sa fidèle compagne.

» Mme Lebreton revint à ses supplications. Sa maîtresse resta inébranlable. « J'ai confiance en » Trochu, ne cessait-elle de répéter. Il est soldat, il ne m'abandonnera pas. »

» Ce n'est que vers une heure, lorsque la place du Carrousel fut envahie par le peuple, huant le gouvernement impérial et la Régence, que l'Impératrice, convaincue enfin du danger et, à ce qu'elle assure, de la défection de Trochu, écouta Mme Lebreton.

» Elle sonna ses femmes, sonna longtemps : Aucune ne vint. Mme Lebreton, inquiète, parcourut toutes les pièces environnantes. Personne ! Tout ce qu'elle vit, ce furent : des meubles renversés, des tiroirs ouverts.

» Alors l'Impératrice se sentit faiblir et elle se prit à sangloter.

» *Elle était bien abandonnée de tout le monde, même de ses laquais.* Abandonnée en ce moment !

» *Où donc étaient-ils ces hommes que l'Empire avait faits grands, qu'il avait tirés, Dieu sait d'où, pour les placer aussi haut que possible? Où étaient... ne prononçons aucun nom*, contentons-nous de raconter.

» Ici cependant une remarque. *On a beaucoup dit que le prince* **de Metternich** *avait aidé l'Impératrice à fuir. Non ! Que M* **de Lesseps** *l'avait secourue, non* (1).

» La pauvre femme, car de ce moment, elle ne doit plus être considérée que comme femme, s'est enfuie seule, avec son admirable amie.

» Elles ont employé une heure à traverser les galeries, les cabinets, les longs couloirs de l'énorme palais, pâlissant à chaque bruit qu'elles croyaient entendre autour d'elles ; n'osant passer devant les fenêtres, de peur d'être aperçues de l'extérieur ; s'arrêtant à chaque instant, indécises sur leur chemin, s'encourageant, se soutenant, fuyant plus vite chaque fois que les cris de la foule venaient jusqu'à elles.

» Enfin, épuisées, elles arrivèrent sous la colonnade du Louvre, devant le grand escalier. Elles étaient à la rue. Alors seulement elles songèrent à se regarder et un cri d'effroi leur échappa : dans leur précipitation et leurs angoisses, elles avaient oublié de se vêtir ; elles l'étaient de façon à ne pouvoir faire dix pas dans la rue sans être remarquées.

» L'Impératrice était en peignoir, elle n'avait qu'un filet de gaze sur la tête.

» Au même moment, avant qu'elles eussent descendu la première marche de l'escalier, retentit à côté d'elles un cri : l'Impératrice !

» L'Impératrice pâlit et s'écria : « Nous sommes perdues ! »

» Mme Lebreton, gardant son sangfroid, se retourne vers celui qui avait poussé le cri. C'était un monsieur, parfaitement mis et ganté. Elle lui jeta un regard suppliant. Le gentleman comprit et fit semblant de ne plus les voir.

» Au bas de l'escalier, se trouvait un fiacre ; descendre et s'y jeter fut l'affaire d'un instant.

» Le cocher étonné et peut-être soupçonneux, se mit à examiner les deux femmes. L'Impératrice, dominant sa terreur, lui cria brusquement : Boulevard Haussmann, 30 !

» Le fiacre partit. En chemin, alors déjà qu'elles se sentaient une lueur d'espoir, Mme Lebreton demanda tout à coup à sa maîtresse si elle avait de l'argent?

» — Oh ! mon Dieu ! ai-je pensé à cela, répondit l'Impératrice.

(1) Nous avons publié plus haut, page 50, une autre relation des mêmes faits, où il est beaucoup parlé, en effet, de l'aide que MM. de Lesseps et de Metternich auraient prêtée au départ de l'Impératrice de Paris.

» Mme Lebreton tâta ses poches. Une sueur froide vint au front des deux femmes.

» — Sauvées ! s'écria Mme Lebreton. Elle avait trouvé deux pièces de cinq francs.

» La voiture s'arrêta à l'endroit désigné. Au même moment arrivait au pas un autre fiacre. Le cocher reçut cinq francs, on le laissa s'éloigner; on appela l'autre : « Avenue de l'Impératrice, no..., (j'ignore le no) s'écria encore l'Impératrice.

» Là, elles se trouvèrent devant la porte de M. **Evans**, dentiste de la Cour.

» C'était pour dépister le premier cocher que l'Impératrice avait d'abord désigné le boulevard Haussmann.

» Elles sonnèrent chez M. Evans. Un laquais leur vint ouvrir. — Monsieur n'était pas là... Que désiraient ces dames ?

» Et le laquais semblait vouloir leur fermer la porte, quand l'Impératrice, d'un ton assuré, imposa encore à ce nouveau curieux.

» — Nous sommes Américaines, dit-elle. M. Evans nous a donné rendez-vous chez lui à deux » heures.

» M. Evans est à ce qu'il paraît un Yankee opulent, sportsman de haute distinction, s'étant par son caractère franc, original, expansif, procuré aux Tuileries ses grandes et petites entrées.

» Les dames furent conduites dans un cabinet où elles attendirent une heure. M. Evans rentra.

» Son laquais lui annonça que deux Américaines très...

» M. Evans, qui venait des Tuileries où il avait vainement cherché l'Impératrice, eut un éclair de divination.

» — Ah! oui ! je sais. Elles viennent encore m'ennuyer de leurs jérémiades ; nous tâcherons de » leur faire passer l'Atlantique le plus tôt possible. »

» Et il entra dans le cabinet.

» M. Evans est Américain et sportsman ; c'est assez dire qu'il est homme de décision. — » Allons, mesdames, à l'œuvre. Ma femme est à Dieppe, vous devrez donc vous chercher seules, » robes, bottines et tout ce qu'il vous faut. Je vais entretemps faire atteler mes meilleurs chevaux, » et nous partons dans une demi-heure pour Trouville. »

» Et il les conduisit au cabinet de toilette de sa femme.

» Hélas ! Mme Evans, en vraie Américaine, avait pris toute sa garde-robe avec elle.

» Il y aurait eu moyen d'envoyer aux Tuileries chercher ce qu'il fallait, mais M. Evans ne l'entendait pas ainsi. C'était de partir à tout prix et à l'instant qui était nécessaire. Les dames se restaurèrent rapidement, s'enveloppèrent dans des plaids, s'arrangèrent au mieux, la voiture partit et elle vola hors de la ville, roulant jusqu'à ce que les chevaux tombèrent. Des relais étaient déjà commandés par la poste ou le télégraphe, on descendit à Évreux, en d'autres endroits encore et enfin on arriva à Trouville.

» L'Impératrice et sa compagne furent conduites à l'hôtel. M. Evans se rendit au port.

» Il y avait deux yachts dans le port. M. Evans s'adressa au plus grand. Il proposa le départ immédiat pour l'Angleterre.

» Dans son impatience, a-t-il été un peu pressant? Il le suppose, car il lui fut assez impoliment répondu.

» Il s'adressa au propriétaire de l'autre yacht : sir **J. Burgoyne**. Celui-ci refusa de partir, prétextant que sa femme tenait à rester avec lui à Trouville.

» M. Evans insista. Inutile. Il prit alors le parti de tout confier à l'Anglais, qui, en homme de cœur, jura que tout irait pour le mieux.

» Quelque temps après, l'Impératrice abordait à l'île de Wight.

» Sir J. Burgoyne a raconté lui-même la fin de cette histoire dans les journaux anglais. Ne doutez pas des autres détails : ils sont vrais, je le répète, de point en point.

» M. Evans est venu depuis en Allemagne, où il a vu M. **Bancroft**, ministre des États-Unis, à Berlin. Je ne vous dirai pas que c'est de lui que je tiens l'histoire. »

Une vraie lettre de George Sand. — Encore à propos de la lettre, attribuée à George Sand, que nous avons donnée plus haut, et dont nous avons fait connaître le véritable auteur !...

« Nous recevons, dit l'*Écho du Nord*, de Mme George Sand la rectification suivante :

« Mon cher rédacteur,

» La lettre signée George Sand, que vous avez publiée dans l'*Écho du Nord*, n'est de moi ni en » totalité ni en partie ; j'en ignore absolument l'auteur et le destinataire.

» Je trouverais hors de saison de faire intervenir la question du protestantisme dans nos malheurs » politiques, et quant à la conclusion *libérale et modérée* de cette lettre, je sais assez l'abus qui a » été fait de ces expressions pour m'en servir au hasard.

» Veuillez, je vous prie, faire droit à ma réclamation ; c'est une bien petite chose au milieu des » événements que nous traversons, mais pas plus que moi vous ne voulez contribuer à leurrer le » public.

» Salut amical. » GEORGE SAND. »

Arrestation de M. Pinard. Nouveaux détails. — Nous avons relaté, en temps et lieu, l'arrestation et la mise en liberté de M. Pinard. Nous avons dit à ce propos que nous ne comprenions pas bien l'utilité qu'il y avait de fournir l'occasion de crier au martyre et à la persécution à un homme un peu dangereux, de nulle valeur, et dont l'opposition ne saurait jamais faire grand mal à la cause républicaine et à ses défenseurs. Ce n'est pas la lettre suivante, que nous extrayons de la *Décentralisation*, de Lyon, et où M. Pinard raconte ses récentes mésaventures judiciaires au journal lyonnais, à la France et au monde, qui nous fera changer d'avis :

« Monsieur le rédacteur,

» Je lis, à ma sortie de prison, les lettres étranges de **Bordone**, destinées à égarer l'opinion (lettres des 1er et 5 janvier). Veuillez me prêter la publicité de votre journal pour répondre à de calomnieuses insinuations par le simple récit des faits.

» Le 5 janvier, je fus arrêté à Autun ; on ne put me dire qui avait signé l'ordre d'arrestation ni quel en était le motif. J'écrivis le même jour à M. le ministre de la justice et à M. le ministre de l'intérieur et de la guerre pour leur signaler ce fait inexplicable et leur demander de faire immédiatement préciser les faits.

» Le 6 janvier, je fus transféré à Lyon et mis à la disposition de M. le préfet du Rhône.

» Le 7 janvier, M. le préfet me fit connaître qu'on m'imputait d'avoir participé, à Autun, à la distribution du journal le *Drapeau ;* que mon séjour en France s'expliquait peu depuis le 4 septembre ; que ma présence à Autun se justifiait moins encore ; que si elle pouvait, au début, ne pas présenter d'inconvénient, elle était au moins une imprudence autorisant l'imputation, depuis que le théâtre de la guerre s'était rapproché et que le quartier général de l'armée de Garibaldi s'était fixé dans la cité.

» Au résumé, il y avait deux griefs : — participation à la distribution du journal le *Drapeau* ; — séjour à Autun.

» Voici quelle fut ma réponse :

» J'affirmai sur l'honneur que je n'avais jamais lu, jamais reçu, jamais vu, jamais remis ni fait remettre à personne le journal le *Drapeau*.

» Quant à mon séjour à Autun, il se justifiait ainsi :

» Pourquoi n'avais-je pas suivi ma première pensée : rester à Paris et participer à son héroïque résistance? Parce qu'un membre du gouvernement provisoire avait dit : Si un certain nombre d'anciens députés y restent après la dissolution de la Chambre, ils feront une situation fausse à eux et à nous.

» Pourquoi n'avais-je pas suivi ma seconde pensée : m'engager dans un corps combattant plus

actif que la garde nationale? Parce qu'on m'avait représenté que ce parti extrême appellerait trop l'attention, et serait, à raison des fonctions que j'avais précédemment remplies, l'objet de fausses interprétations.

» Pourquoi n'avais-je pas été à l'étranger? Parce que cette résolution m'était trop pénible, en présence de la France envahie faisant appel au concours de tous ses enfants; parce qu'elle me semblait impossible devant cette attaque d'une correspondance belge, reproduite par un journal français, me faisant jouer à Mons un rôle antipatriotique indigne de mon caractère. (Je répondis à cette attaque par une lettre publiée dans le *Bien public* du 14 octobre et dans d'autres journaux, à des dates analogues.)

» Pourquoi m'étais-je fixé à Autun?

» Parce que cette ville est ma cité natale, que je n'en étais pas le député, et qu'enrôlé dans les rangs de sa garde nationale, je m'y associais à la défense sans faire de la politique.

» Pourquoi ne suis-je point parti au moment où le théâtre de la guerre s'est rapproché et où le quartier général de l'armée de Garibaldi s'est fixé dans la cité?

» Parce que je ne voulais pas qu'on pût dire à des concitoyens qui m'ont toujours entouré de leur estime et de leur affection : il est avec nous quand l'ennemi est loin : il part quand le danger est là.

» Trouve-t-on que ma présence soulève des défiances injustes et des rancunes qui se cachent? Je suis prêt à partir. Mais si loin que je serai de la terre natale, je resterai associé d'esprit, de cœur et d'espoir aux soldats qui combattent pour nous, n'emportant que l'incurable regret de ne pouvoir partager leurs périls.

» Cette réponse, reproduite dans une note écrite, fut déposée entre les mains de M. le préfet du Rhône et transmise à MM. les ministres de l'intérieur et de la guerre.

» Le 13 janvier, ne recevant pas de réponse, j'écrivais à M. le bâtonnier de l'ordre des avocats de Lyon pour le prier de venir conférer avec moi dans la maison d'arrêt.

» En raison du secret rigoureux auquel j'ai été constamment soumis, cette permission lui fut refusée; mais il avait reçu le mandat verbal d'introduire une instance judiciaire en fait d'élargissement si, le lundi 16 janvier, on ne me donnait pas des juges ou ma liberté.

» Le 16 janvier, la requête à fin d'élargissement fut présentée, répondue et enregistrée.

» Elle sera aujourd'hui sans objet, parce qu'au moment où elle était introduite, M. le préfet du Rhône donnait l'ordre de me mettre en liberté, en me faisant connaître que les renseignements recueillis, en dehors de moi et en mon absence, justifiaient mes explications.

» Qu'ajouterai-je à ce récit des faits?

» En temps ordinaire, je pourrais demander qui m'a fait arrêter, qui m'a fait élargir, devant quel juge devais-je répondre? Comment, pendant onze jours, n'ai-je obtenu qu'un interrogatoire verbal, officieux, devant M. le préfet du Rhône?

» Sont-ce là des garanties de la liberté?

» Les hommes auxquels je poserais ces questions gouvernent en ce moment mon pays qui se bat; ils sont au feu avec lui.

» Je ne sollicite pas de réponse, je ne leur fait qu'un reproche : avoir trop écouté ceux qu'ils ne pouvaient satisfaire, leur avoir sacrifié le droit d'un citoyen qui ne se tait aujourd'hui que par patriotisme.

» Mais ce que je dois proclamer très-haut, dès maintenant, c'est que le triste honneur d'avoir fait prévaloir, pendant onze jours, une calomnie, revient aux énergumènes de ce parti sans nom qui veut moins défendre la patrie que de révolutionner le monde. Chez eux la politique a tué l'amour du pays; elle a tué la justice.

» Ce sont eux qui voulaient une arrestation avant toute perquisition, parce qu'après la perquisition restée infructueuse l'arrestation devenait trop difficile; ce sont eux qui voulurent que cette perquisition fût faite en mon absence; ce sont eux qui reprochaient aux gendarmes chargés de m'escorter à Lyon les égards qu'ils avaient pour leur prisonnier; ce sont eux qui regrettaient ma translation dans cette ville, parce qu'un autre pouvoir m'eût, à leurs yeux, plus vite et plus sûrement expédié; ce sont ceux qui prévoyaient déjà en décembre l'acte dont j'ai été la victime par ce langage significatif tenu devant d'autres : « Le titre seul d'ancien ministre est un crime : il faut frapper tous » les anciens fonctionnaires : ils font le jeu de la Prusse : décréter la terreur, c'est organiser la » victoire. »

» La victoire! Ah! ce ne sont pas eux qui nous la donneront! Ces hommes-là ne sont dangereux que pour les honnêtes gens. Leur drapeau à eux n'a pas les couleurs nationales; on le voit aux heures de deuil : on ne le voit pas aux heures de péril. Ils peuvent, aux jours d'effroi, le promener dans la cité ; ils ne l'exposent pas sur les champs de bataille.

» Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» PINARD. »

Sympathie et dévouement d'une bavaroise pour la France et pour ses soldats prisonniers. — Il n'est pas permis aux Allemandes, à l'heure actuelle, d'être et de se montrer trop sympathiques pour la France et pour ses soldats. Une brave et digne dame d'Ingolstadt, forteresse de Bavière, vient d'en faire une dure expérience :

« Cette dame, disent les journaux allemands, femme du notaire **Bauer**, un homme généralement estimé, entretenait, depuis quelques semaines déjà, des relations assez intimes avec plusieurs officiers français internés dans cette forteresse. Bientôt le cercle de ces relations s'étendit jusqu'aux sous-officiers, qui n'eurent garde de négliger un commerce qui apportait une si agréable diversion aux ennuis de leur captivité. Mais les autorités bavaroises ayant eu vent de l'affaire et s'étant aperçues que le nombre de prisonniers diminuait à vue d'œil, en référèrent au ministre de la guerre; celui-ci changea le commandant de place. Le nouveau fonctionnaire, après avoir constaté la disparition de trois cents prisonniers, prit des mesures sévères et les désertions eurent un terme. Mais il arriva quelques jours après que de nombreuses lettres adressées à Mme Bauer et portant l'estampille française parvenaient au bureau de poste d'Ingolstadt ; le commandant en fit ouvrir quelques-unes. Les correspondants de l'épouse du notaire remerciaient celle-ci, dans les termes les plus galants, des dons en argent et en vêtements qu'elle avait mis à leur disposition et de l'appui qu'elle avait donné à leur fuite; ils annonçaient en même temps leur heureuse arrivée en France.

» Cette affaire, qui fait le sujet de toutes les conversations, a donné lieu à une enquête, et Mme Bauer a été mise en état d'arrestation.

Les semelles en carton et les mobiles du Nord. — On lit dans l'*Echo du Nord :*

« Le procureur de la République de Lille a fait écrouer dans la maison d'arrêt, hier soir, 26 janvier, le sieur **Casper**, fabricant de chaussures et fournisseur militaire. Cet individu, d'origine anglaise, a fourni à l'intendance de la 3e division plus de quinze mille paires de chaussures dont les semelles sont en carton. Il a été arrêté à la gare, au moment où il se disposait à prendre le train express pour Calais. Il est encore titulaire de marchés importants de chaussures pour le compte du gouvernement de Bordeaux.

» Les faits relevés contre le sieur Casper constituent les crimes et délits prévus et punis par les art. 77, 430 et 433 du Code pénal. »

Les Français expatriés et la défense nationale. — Nous avons déjà dit quelles douloureuses sympathies les malheurs de la France avaient éveillées chez les Français expatriés, notamment en Californie.

Les renseignements suivants adressés de San-Francisco à l'*Indépendance belge*, sont une nouvelle preuve de ces sentiments ainsi que de la popularité des efforts faits pour la délivrance :

« Depuis la formation de notre comité franco-californien, c'est-à-dire à peu près depuis le commencement de la guerre, nous avons expédié en France pour les blessés de la défense nationale, des sommes qui équivalent à mille dollars par jour en moyenne.

» Le 30 décembre, le conseil décida que vingt mille dollars seraient expédiés immédiatement en France avec la dépêche suivante :

» A Monsieur le Ministre de la guerre à Bordeaux.

» Etrennes des Français de Californie à la France : cent mille francs pour la défense nationale.

» Vive la France, vive la République ! »

» San Francisco.

» Le 31 décembre, à neuf heures 15 minutes du matin, nous recevions par le câble la réponse suivante :

« *Gambetta au comité central.*

» Au nom de la France, de la République, de notre héroïque Paris, merci à nos frères d'outre-
» mer. Salut à vous tous qui veillez et agissez incessamment pour le salut de la patrie! L'année
» qui se lève ouvre l'ère définitive de la grandeur et de la liberté nationales! Que d'un bout à l'autre
« de l'univers toute bouche française acclame cette renaissance !

» Vive la République française !

» Salut et fraternité. » LÉON GAMBETTA. »

» Bordeaux. »

» Notre population cherche tous les prétextes, tous les moyens de renouveler les souscriptions. Aussi a-t-elle accueilli avec enthousiasme la proposition faite, dans le *Courrier de San-Francisco*, par un Français qui ne signe sa lettre que de ces mots : « *Un enfant de la Gironde*, » d'ouvrir un nouveau fonds de souscription sous le nom d'*Étrennes à la patrie*, et qui doit se composer de toutes les sommes que chacun est dans l'habitude de dépenser en famille pour les cadeaux du jour de l'an.

» L'auteur de la proposition a prêché d'exemple en envoyant cent dollars ; tout le monde s'est précipité à sa suite et depuis huit jours l'argent afflue dans les caisses du comité. Le fonds des *Étrennes à la patrie* n'aura rien à envier aux précédents et l' « *Enfant de la Gironde* » s'est fait une popularité de bon aloi.

» Vous voyez que le patriotisme des Français de Californie est ingénieux et que rien ne le lasse.

» Notre journal français a reçu cette touchante lettre :

« Monsieur le rédacteur, en lisant la lettre d'un *enfant de la Gironde,* je me suis sentie fière
» d'être la compatriote d'un cœur aussi généreux. Je viens, en réponse à cet appel, offrir mes
» *étrennes à la patrie* et vous prier de vouloir bien remettre au comité central la modeste parure
» qui accompagne cette lettre ; c'est un souvenir qui m'est bien cher, et il le deviendra encore plus,
» puisque j'ai le bonheur de venir en aide à ceux qui souffrent.

» Agréez, etc., » UNE PARISIENNE. »

» Les manifestations de ce genre abondent ; tous les jours le *Courrier de San-Francisco* trouve dans sa boîte des sommes importantes avec cette simple mention : *Étrennes à la patrie.* »

NÉCROLOGIE. — On annonce la mort d'un écrivain distingué, auteur dramatique très-connu, **Anicet Bourgeois**, qui vient de s'éteindre à l'âge de soixante-quatre ans. — D'un banquier suisse, établi à Paris, M. **Ulric Zllweger**, chef de la maison de banque M. Zllweger et Cie. — Et de M. **Rochussen**, ancien gouverneur des Indes néerlandaises, qui vient de mourir à La Haye.

SAMEDI, 28 JANVIER 1871.

Capitulation de Paris. — *Consummatum est!...* Comme tous les renseignements le faisaient prévoir depuis deux jours et comme une inexorable fatalité l'exigeait, Paris a capitulé!...

Après avoir soutenu, le front haut et le cœur calme et intrépide, le feu de la plus puissante artillerie que la science ait jamais créée; après avoir bravé pendant quatre longs mois les ennuis et les horreurs d'un investissement sans précédent dans l'histoire; après avoir vaillamment supporté les labeurs et les souffrances d'une population assiégée à qui incombe le soin de sa défense, Paris s'est rendu à un ennemi plus terrible et plus meurtrier que le canon Krupp, à un ennemi plus difficile à vaincre que les doubles lignes d'investissement les plus épaisses, Paris, enfin, à bout de ressources, voyant la hideuse famine frapper à la porte de ses foyers, menaçant la vie des femmes et des enfants, Paris, toujours héroïque et généreux, a capitulé avec la faim.

Ce résultat était prévu depuis longtemps. Il était devenu presque inévitable depuis les récents revers des armées de secours. Nonobstant cela, la reddition de Paris a frappé la France et l'Europe de stupeur et de regret!.. On s'était tant bercé de l'espoir de voir la grande et patriotique cité recueillir directement le fruit de ses souffrances et de ses labeurs!.. Et la voir vaincue et désarmée par le plus cruel et le plus impitoyable des ennemis, vis-à-vis duquel il n'y a pas de lutte ni d'héroïsme possible : la faim!

Paris est donc tombé. Paris va être sous le canon et à la merci de ses ennemis implacables. Mais Paris, tombé, meurtri, saignant par tous ses pores, aux yeux des peuples et de l'histoire, est plus haut placé que ses vainqueurs, qu'il domine de la grandeur morale qu'il vient de montrer et de l'admiration que lui assurent quatre longs mois de souffrances et de sacrifices à l'honneur et au salut de la patrie.

Comme nous l'écrivions hier, les vainqueurs, ici, les vrais vainqueurs, les seuls vainqueurs, sont les *vaincus*. Sur tous les points du monde, la résistance de Paris a provoqué un long cri d'admiration, et nul doute que l'histoire ne joigne un jour sa voix et son admiration à celles des contemporains. Quant aux Allemands, trompés chaque jour dans leurs prévisions, déçus dans les espérances qu'ils avaient mises dans la turbulence ou la frivolité des Parisiens, n'ayant retiré que honte et déceptions des moyens inhumains qu'ils ont employés pour réduire la population parisienne, arrivés à leurs fins par le seul fait de la fatalité et du temps, objets d'horreur et de mépris pour tous les amis du droit,

de la justice et de l'humanité, ils encourront les jugements les plus sévères et les plus mérités de la postérité.

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Pour nous, à cette heure lamentable qui sonne le glas de nos meilleures et de nos plus chères espérances, Paris ayant capitulé et étant rendu au monde et à ses relations extérieures, notre œuvre devient sans objet et nous n'avons plus qu'à déposer la plume.

Chaque jour, chaque heure, en voyant l'héroïsme et la ténacité des Parisiens, en assistant aux efforts de la province pour organiser la défense et tendre la main à sa capitale, en constatant la fatigue et le découragement toujours croissants des envahisseurs, en prêtant l'oreille aux prévisions favorables qui venaient de toutes parts, voire même parfois de la presse prussienne, nous nous laissions aller à l'espoir de terminer ce journal des événements en France et en Europe par l'annonce de la délivrance de Paris et de l'expulsion prochaine de l'ennemi du sol français. On comprend donc quels sentiments d'amertume et de regret nous oppressent, aujourd'hui que nous assistons à la chute de Paris, et peut-être à l'anéantissement de nos espérances de voir la France lasser ses égorgeurs et les rejeter loin de ses frontières. — Nos regrets sont d'autant plus amers que nous savons mieux qu'à plusieurs reprises, sur divers champs de bataille, il s'en est fallu du plus petit incident, du moindre retour de fortune, pour que le sort des armes devînt favorable aux soldats de la Republique et que les rôles fussent intervertis en leur faveur.

Maintenant, sous le coup de tels désastres, que va faire la France? Continuera-t-elle la guerre en jetant un suprême appel à ce qui lui reste d'hommes et de ressources? Acceptera-t-elle les dures et humiliantes conditions du vainqueur? Ou bien, exténuée, meurtrie, se sentant incapable de nouveaux efforts, confiante dans les sympathies populaires de l'Europe, s'offrira-t-elle désarmée aux coups et aux injures de l'ennemi, se refusant à toute concession, à tout sacrifice contraires à la justice et à l'équité, se refusant surtout à l'abandon de deux provinces qui sont françaises et qui veulent le rester? Quelle est celle de ces voies, encore une fois, que suivra la France? C'est ce qu'il serait, dès maintenant, impossible de prévoir.

Quoi qu'elle fasse, quelque résolution qu'elle prenne, que la France n'oublie pas, quand elle émettra le vote de paix ou de guerre que le vainqueur lui réclame, ou plutôt lui impose, que si la force peut momentanément primer le droit, il n'y a de paix durable que celle qui

repose sur la justice, sur l'esprit de fraternité, sur le respect des droits de tous, en un mot, sur ces immortels principes que nos pères ont proclamés il y a un siècle et que soixante-quinze ans de réaction monarchique et autre n'ont pas encore pu effacer de la conscience populaire, ni en France, ni en Europe.

La nation française avait abdiqué aux mains d'un homme ; elle lui avait délégué, en dépit de tout droit et de toute raison, la faculté qui lui appartenait à elle seule de faire la paix et la guerre. Elle sait aujourd'hui ce que cet oubli de ses droits et de ses devoirs lui a valu de hontes et de revers....Quand l'heure propice aura sonné, quand la main de fer de l'étranger ne l'étreindra plus, quand le calme, quand la réflexion, quand les préoccupations de l'ordre intérieur auront repris leur empire, puisse la France, docile aux dernières et si cruelles leçons, se choisir une forme de gouvernement qui lui permette de rester toujours maîtresse d'elle-même, de ses destinées, de sa fortune, de son honneur et du sang de ses enfants !

FIN.

ANNEXE [1].

Les opérations militaires de l'armée du Rhin et la capitulation de Metz. — Il sera peut-être utile, pendant les débats qui vont s'ouvrir, d'avoir sous les yeux la toute première appréciation des Allemands à l'égard des opérations militaires de l'armée du Rhin.

Nous allons donc reproduire les télégrammes militaires se rapportant à cette armée, qui furent expédiés des différents quartiers généraux allemands pendant la période de la guerre qui va du 13 août à la chute de Metz.

Voici ces télégrammes, dans l'ordre chronologique (2) :

« A la reine **Augusta** (3). — Herny, dimanche 14 août. — Combat victorieux près de Metz, livré par les troupes des 4e et 1er corps d'armée. Les détails manquent encore.

» Je me transporte immédiatement sur le champ de bataille.

» GUILLAUME. »

« Herny, 15 août, 7 1/2 heures du soir. — Retour du champ de bataille de Metz, à 3 heures.

» L'avant-garde du 7e corps a attaqué, hier soir vers 5 heures, l'ennemi en retraite; celui-ci a pris position et a été renforcé à vue d'œil par la place de Metz. — La 13e division et une partie

(1) Notre travail, remis à l'imprimeur vers la fin de janvier, est complétement imprimé depuis plusieurs mois déjà. Mais des circonstances indépendantes de notre volonté ne nous ont pas permis de le faire paraître plus tôt. Voulant faire profiter nos lecteurs de ce retard, en présence de l'ardente curiosité qui continue à se porter vers la capitulation de Metz, en présence surtout du débat solennel qui va s'ouvrir sur la part de responsabilité qui incombe au maréchal **Bazaine** dans ce lamentable fait de guerre, nous croyons devoir compléter les renseignements et documents que nous avons donnés dans le cours de ce travail sur la plus grande catastrophe de la guerre franco-prussienne, et sur les polémiques et accusations qui en ont été la conséquence.

P. M. Décembre 1872.

(2) Nous empruntons ces pièces officielles à une publication parue à Berlin, quelques mois après la conclusion de la paix, sous ce titre : *Tableau historique de la guerre franco-allemande*, chez les libraires *Stilké* et *van Muyden* (Dr *G. van Muyden*), 16, Georgenstr., publication renfermant, entre autres renseignements, la plupart des relations, rapports, circulaires diplomatiques, télégrammes, et autres documents *officiels*, *de source allemande*, se rapportant à la guerre franco-prussienne.

P. M.

(3) Ce télégramme et les deux suivants concernent le combat que les Français appellent *combat de Borny* et que les Allemands appellent *combat de Courcelles*.

P. M.

de la 14e ont soutenu l'avant garde, ainsi que des détachements du 1er corps d'armée. — Un très-sanglant combat s'est déployé sur toute la ligne ; l'ennemi a été refoulé sur tous les points et poursuivi jusque sur le glacis des ouvrages extérieurs.

» La proximité de la place forte a permis à l'ennemi de mettre en sûreté beaucoup de ses blessés.

» Après avoir transporté nos blessés, les troupes se sont retirées, à la chute du jour, dans leurs bivacs précédents. — Les troupes ont combattu, dit-on, avec une incroyable et admirable énergie et avec entrain. — J'ai vu plusieurs corps et les ai remerciés de cœur. Leur joie était saisissante. — J'ai parlé avec les généraux **Steinmetz**, **Zastrow**, **Manteuffel**, **Gœben**.

» GUILLAUME. »

« Herny, 15 août (dépêche du grand quartier général prussien). — Le 14, vers quatre heures de l'après-midi, notre avant-garde qui se trouve devant Metz a cru reconnaître que le corps ennemi, encore campé sous le canon de la place forte, commençait un mouvement de retraite. Immédiatement la brigade **Goltz** a attaqué l'arrière-garde du corps **Decaen** (jusqu'ici **Bazaine**), et l'a engagée dans un si vif combat que le corps ennemi, ainsi que des détachements du corps **Frossard**, ont dû faire front pour soutenir cette arrière-garde.

» Le général **Glümer** a fait avancer aussitôt sa deuxième brigade **Osten-Sachen**. Puis, les divisions **Kameke** et **Wrangel** ont saisi le moment pour une attaque énergique sur l'aile gauche, et finalement rejeté l'ennemi sur tous les points, jusque derrière les ouvrages de la place.

» Entretemps, le corps **Ladmirault** avait essayé d'entamer le flanc droit du 1er corps d'armée, mais il fut attaqué par le général **Manteuffel**, qui avait fait avancer *tambour-battant* ses réserves, et après avoir perdu une suite de positions prises d'assaut, l'ennemi fut décidément, de ce côté aussi, rejeté dans la place. Nos troupes poussèrent jusqu'à Bellecroix et Borny, c'est-à-dire jusque dans le rayon des forts nouvellement construits.

» Ce matin, Sa Majesté le Roi a fait une reconnaissance sur le champ de bataille et visité nos avant-postes qu'on y a laissés pour assurer le transport des blessés prussiens et français. Des points les plus élevés on n'apercevait plus aucune troupe ennemie sur la rive gauche de la Moselle. Des nuages de poussière de l'autre côté de ce fleuve faisaient supposer un mouvement de retraite de la principale armée française. »

« Pont-à-Mousson, 17 août, 7 heures du soir (1). — Le lieutenant général **de Alvensleben**, avec le 3e corps d'armée, a atteint, le 16, à l'ouest de Metz, la ligne de retraite de l'ennemi sur Verdun. Sanglant combat contre les divisions des corps de **Decaen**, **Ladmirault**, **Frossard**, **Canrobert** et la garde impériale ; le 3e corps a été successivement soutenu par le 10e et par des détachements des 7e et 9e corps sous le commandement en chef du prince **Frédéric-Charles**. Malgré sa grande supériorité numérique, l'ennemi, après une lutte acharnée de douze heures, a été rejeté sur Metz. *Les pertes de toutes armes sont considérables de part et d'autre ;* de notre côté, les généraux **de Doering** et **de Wedel** sont tués, les généraux **de Rauch** et **de Grüter** blessés. Sa Majesté le Roi a salué aujourd'hui les troupes sur le champ de bataille victorieusement conservé. »

« Pont-à-Mousson, 17 août (dépêche extraite du *Moniteur prussien*). — **Bazaine**, dans son mouvement de retraite de Metz sur Verdun, a été attaqué, le 16, à 9 heures du matin, et arrêté dans sa marche par la 5e division brandebourgeoise, qui a déjà pris part à la bataille de Spickeren. Nos troupes, dans ce combat, où elles avaient devant elles 4 corps d'armée français, dont la garde, lesquels se sont bravement battus et étaient bien commandés, — ont déployé une bravoure héroïque, et ce n'est qu'après une lutte de six heures qu'elles ont été soutenues par le 10e corps d'armée qui s'avançait pendant ce temps-là. Les pertes des deux côtés sont très considérables ; mais notre succès est complet ; les Français, arrêtés dans leur mouvement de retraite et rejetés sur Metz, ont perdu en

(1) Les trois télégrammes qui suivent se rapportent à l'affaire de *Mars-la-Tour* ou *Vionville*, suivant les Allemands, et de *Rezonville* ou *Gravelotte*, suivant les désignations de source française.
P. M.

tout 2,000 prisonniers, 2 aigles et 7 canons.— Ils ont d'ailleurs violé d'une façon flagrante la Convention de Genève, en tirant sur les lieux de pansement et sur les médecins. »

« Pont-à-Mousson, 18 août, 6 heures du matin. (Autre dépêche extraite du *Moniteur prussien.*)— Victoire décisive de S. A. R. le prince **Frédéric-Charles** avec les 3e et 10e corps d'armée et des détachements de la 17e et de la 25e division, sur l'Empereur **Napoléon** et le maréchal **Bazaine**, sur la garde, les corps **Frossard, Bazaine, Decaen, Canrobert, Ladmirault**. Combat de 12 heures contre une grande supériorité numérique des Français; 7 canons pris, 2 généraux et 2,000 hommes faits prisonniers. »

« A Sa Majesté la Reine **Augusta** (1). — Bivac de Rezonville, jeudi 18 août, 9 heures du soir. — L'armée française, dans une très-forte position, à l'ouest de Metz, attaquée aujourd'hui sous Mon commandement, complétement battue dans un combat de 9 heures, coupée de ses communications avec Paris et rejetée sur Metz.

» GUILLAUME. »

« Berlin, 21 août. — De l'armée il n'est point arrivé jusqu'à présent de détails plus précis sur la bataille du 18 août, sauf la communication que la principale armée ennemie, dans la nuit du 18 au 19, s'est retirée tout entière à l'intérieur des fortifications de Metz. »

« Pont-à-Mousson, 19 août. (Dépêche du grand quartier général prussien.) Hier, brillante victoire près Gravelotte. Les Français, chassés de très-fortes positions, se trouvant les unes derrière les autres, et rejetés sur Metz, sont enfermés maintenant dans un étroit emplacement autour de Metz, et complétement coupés de Paris, le chemin de fer de Metz à Thionville étant occupé par notre 12e corps. Les pertes de nos troupes sont malheureusement en proportion de la grandeur de leurs efforts héroïques contre les fortes positions enlevées par elles aux Français. »

« Pont-à-Mousson, 21 août, midi 45 minutes. (Dépêche du grand quartier général prussien). — On amène encore continuellement des prisonniers français. Hier soir est arrivé un transport avec 2,000 prisonniers, dont 36 officiers; aujourd'hui un autre, avec 54 officiers, dont le général **Plombin**. La perte des Français dans les combats des derniers jours, à Courcelles le 14, à Vionville le 16, et à Gravelotte le 18, est, en morts, seulement de 12,000 à 15,000. Si l'on y ajoute les prisonniers et que l'on évalue, comme on fait ordinairement, le nombre des blessés d'après celui des morts tombés dans la bataille, la perte totale des Français ne peut pas être calculée au-dessous de 50,000 hommes. — A Gravelotte, nous avons fait environ 4,000 prisonniers. »

« Pont-à-Mousson. (Dépêche reçue à Berlin le 22 août). — Dans la bataille du 18, ont été principalement engagés la garde, les 2e, 7e, 8e, 9e et 12e corps d'armée. La réserve était formée des 3e et 10e corps, dont quelques détachements seulement, en grande partie d'artillerie, ont pris part au combat. L'ennemi était dans une position semblable à une forteresse avec toute son armée, à l'exception du corps **Mac-Mahon** et de deux divisions **de Failly**. A l'entrée de la nuit, toutes les hauteurs étaient prises d'assaut. Les pertes ne peuvent pas encore être évaluées approximativement. Le général **Craushaar** (saxon), les colonels **Rœder** et **Erckert**, tués. Durée de la bataille depuis midi jusqu'à 9 heures du soir. Plusieurs milliers de prisonniers ont été faits.

» Le quartier-mestre général **de Podbielski.** »

« Dresde, 21 août. — Le *Journal de Dresde* publie le rapport télégraphique suivant, adressé au ministère de la guerre de Saxe, sur la part que le 12e corps d'armée (saxon) a prise à la bataille de Rezonville : — « Le corps d'armée saxon a pris part au combat pendant 4 heures avec plein » succès à côté des gardes prussiens. Deux divisions et le corps d'artillerie ont combattu. Beau- » coup de prisonniers faits. Étaient engagés les 2e, 3e, 7e, 8e et 9e corps, la garde et l'artillerie. »

« Bar-le-Duc, 25 août. — Depuis nos victoires de Metz, *qui ont enfermé les Français dans cette place,* celles de nos troupes qui ne sont pas nécessaires pour l'investissement de Metz, se sont

(1) Les six télégrammes qui suivent ont trait à la bataille de *Saint-Privat* ou également *Gravelotte*, à laquelle le maréchal **Bazaine** a aussi donné le nom de *Défense des lignes d'Amanvillers*. Quant aux Allemands, la plupart de leurs relations désignent ce combat sous le nom de *bataille de Gravelotte*.

P. M.

rapidement et sans relâche portées en avant. Châlons est occupé par elles; leurs têtes de colonne sont déjà entre cette ville et Epernay. Le quartier général du roi se trouve à Bar-le-Duc.

» DE PODBIELSKI. »

« Grand quartier général (*sans nom de lieu*), 28 août, au soir.— . . . . . .

. . . . . .

» . . . — La correspondance de **Bazaine**, portée par un espion, est tombée entre nos mains, le 25 août.

» DE PODBIELSKI. »

« Varennes, 31 août. — La tentative de **Mac-Mahon** pour délivrer Metz a complétement échoué par les opérations des derniers jours et par la bataille du 30 août...

» DE PODBIELSKI. »

« Malancourt, le 2 septembre, 11 h. 20 avant-midi (1). — Depuis le matin du 31 août jusqu'à midi, le 1er septembre, le maréchal **Bazaine** a essayé sans cesse, avec plusieurs corps, de forcer le blocus de Metz dans la direction du nord. Sous le commandement en chef du prince **Frédéric-Charles**, le général de **Manteuffel** a repoussé toutes ces tentatives dans de glorieux combats, compris tous ensemble sous le nom de bataille de Noisseville. L'ennemi est rejeté de nouveau dans la place de Metz. — Aux combats ont pris part : Le 1er corps d'armée, le 9e, la division **Kummer** (ligne et landwehr) et la 28e brigade d'infanterie. La principale action a eu lieu autour de Servigny, Noisseville et Retonfay. Des attaques de nuit ont été repoussées par les crosses de fusils et baionnettes des troupes de la Prusse orientale. Nos pertes, non encore évaluées exactement, ne sont pas relativement très-grandes; celles de l'ennemi sont considérables.

» Général DE STIEHLE. »

« Sainte-Barbe, près Metz, 1er septembre, 9 h. 45 du soir. — Au général **de Borcke**, à Kœnigsberg. — Depuis hier matin, le maréchal Bazaine, avec toute son armée, a combattu jour et nuit contre le 1er corps d'armée et la division **Kummer**, qui lui était adjointe, — et hier, dans la nuit, il était victorieusement repoussé sur tous les points. Les Français se sont battus avec une grande bravoure, mais ils ont dû céder aux soldats de la Prusse orientale (1er corps). Le prince **Frédéric-Charles**, commandant en chef les troupes qui cernent Metz, a, hier et aujourd'hui, exprimé sa reconnaissance et ses félicitations au 1er corps d'armée, pour ces deux victoires. La 4e division de landwehr a pris à la victoire d'aujourd'hui une glorieuse part.

» DE MANTEUFFEL. »

« Ferrières, 3 octobre.— Devant Paris, rien de nouveau. Devant Metz, la division **Kummer** a soutenu hier un combat d'avant-garde très-sérieux. Ennemi repoussé avec de fortes pertes.

» DE PODBIELSKI. »

« Quartier général, *Corny* devant Metz, 8 octobre (2). — Hier, à 2 heures de l'après-midi, l'ennemi débouchant par Woippy a attaqué la division **Kummer**. Violent combat jusque dans la nuit. L'ennemi repoussé partout avec de grandes pertes. La 9e brigade d'infanterie et des détachements du 10e corps ont été fortement engagés. Du côté de l'ennemi combattaient aussi les troupes de la garde. En même temps l'ennemi développait sur la rive droite de la Moselle plusieurs divisions contre le 1er et le 10e corps. Il y a eu là une très-vive canonnade. Nos pertes pour la division Kummer, et le 10e corps, sont évaluées à 500 hommes; celles du 3e corps à 130.

» DE STIEHLE. »

« Versailles, 22 octobre. — . . . . . .

» Devant Metz, chaque jour s'accroît le nombre des déserteurs français qui arrivent à nos avant-postes.

» DE PODBIELSKI. »

(1) Ce télégramme et le suivant se rapportent à une tentative de sortie du maréchal *Bazaine*, affaire que les Allemands, comme les Français, désignent sous le nom de bataille de *Noisseville*.

(2) Il s'agit dans ce télégramme de l'engagement appelé *combat de Woippy* par les Allemands, et *combat de Bellevue*, par la plupart des relations d'origine française.

P. M.

« A la reine **Augusta**, à Hombourg. — Versailles, le 27 octobre. — Ce matin, l'armée du maréchal **Bazaine** et la place de Metz ont capitulé. 150,000 prisonniers, y compris 2,000 blessés et malades.

» Aujourd'hui, dans l'après-midi, l'armée et la garnison mettront bas les armes.

» C'est l'événement capital de ce mois. *Rendons grâces à Dieu pour ce succès!*

» GUILLAUME. »

« Corny, 28 octobre. — La capitulation de la place et de l'armée de Metz a été conclue ce soir, au château de Frascaty. La place sera occupée par nous le 29. 3 maréchaux, plus de 6,000 officiers, 173,000 soldats sont prisonniers de guerre.

» DE STIEHLE. »

« Versailles, 28 octobre. — Hier soir a été signée la capitulation de Metz, et l'ordre envoyé directement à Berlin de tirer le canon pour la victoire. Le 29 (ainsi, non pas le 27), les villes et les forts seront occupés par nous.

» Sont prisonniers : 173,000 hommes, 3 maréchaux, plus de 6,000 officiers.

« GUILLAUME. »

« A la reine **Augusta**, à Hombourg. — Versailles, 29 octobre. — En raison de ce grand événement que les deux armées ennemies qui, en juillet, marchaient contre nous, sont aujourd'hui prisonnières, j'ai nommé hier feld-maréchaux les deux commandants de nos armées, **Fritz** et **Frédéric-Charles**. C'est la première fois que ce cas se présente dans notre maison.

» GUILLAUME. »

« Munich, 31 octobre.— Le roi de Bavière, **Louis II**, a répondu par le télégramme suivant à la dépêche du roi de Prusse qui lui annonçait la capitulation de Metz :

« J'ai salué avec la joie la plus vive la reddition de Metz, *si importante pour la solution de la* » *guerre*, et je vous envoie mes meilleurs remercîments pour Votre amicale dépêche. Lorsqu'un » jour la postérité considérera la suite ininterrompue des brillants succès que sous Votre comman- » dement les armées allemandes ont remportés, elle Vous appellera justement Guillaume-le-Vic- » torieux.

» LOUIS. »

« Versailles, le 31 octobre. — Le prince **Frédéric-Charles** mande qu'à Metz lui ont été livrées 53 aigles avec drapeaux . . . . . .

. . . . . .

» DE PODBIELSKI. »

On vient de voir les différentes communications télégraphiques auxquelles donnèrent lieu, de la part des Prussiens, les opérations militaires de l'armée du Rhin.

Nous allons maintenant faire place à d'autres renseignements de source française ou neutre.

Il sera fort important de savoir par le menu ce qui se pensait et ce qui se disait, au lendemain même de la capitulation, des circonstances qui l'avaient amenée et accompagnée. Au risque de tomber dans des redites, nous donnerons donc de nouveaux renseignements à ce sujet. Citons d'abord, *in extenso*, une dépêche du *Daily-News* que nous n'avons fait qu'analyser, page 188, sous la date du 3 novembre 1870 :

« Metz, 30 octobre. »

« A une heure (le 28), l'armée française devait poser les armes. Mais cette clause a été reculée

de vingt-quatre heures, par suite de l'impuissance des autorités françaises en présence de désordres intérieurs.

» Hier, à dix heures du matin, l'artillerie du 7e corps a pris possession des forts. A une heure, la 3e division qui doit partir, le 5, pour le sud-ouest, a été passée en revue par le Prince, sur la route de Metz à Nancy, près de Tournebride. Ensuite la garde impériale, l'élite de l'armée française, est sortie de Metz avec ses armes qu'elle déposait à Frascati, en défilant devant le Prince. Cet honneur n'a été accordé qu'à la garde impériale : tout le restant des troupes, ayant déposé leurs armes dans les arsenaux de Metz, est sorti pour se rendre dans les cantonnements extérieurs, où elles attendront leur départ pour l'Allemagne. La garde impériale a été reçue par les troupes prussiennes avec une respectueuse dignité, et l'on n'a pas plus entendu un mot insultant que l'on n'a vu un regard de joie indécente. Mais, à la revue qui avait précédé sa sortie de Metz, les applaudissements avaient été bruyants et prolongés.

» A quatre heures de l'après-midi, les compagnies françaises qui montaient encore la garde aux diverses parties de la ville et aux dépôts et arsenaux, ont été remplacées par les Prussiens, dont deux régiments d'infanterie et un de cavalerie étaient entrés dans la place. Le gouverneur militaire allemand, général **von Zastrow**, commandant le 7e corps, prit possession du gouvernement de la ville et de la citadelle, où il me dit qu'il espérait trouver le portrait de l'un de ses ancêtres, autrefois gouverneur de Metz. La tragédie était terminée, mais il me reste à narrer les détails les plus tristes.

» *D'après le général von Zastrow, qui tenait le bois de Vaux, dans la matinée du* 19 *août,* **Bazaine** *aurait pu éviter d'être bloqué dans Metz. Après son investissement, il aurait, d'après toutes les assertions recueillies à Metz, pu faire promptement une sortie et rejoindre* **Mac-Mahon** *beaucoup plus facilement que ce dernier ne pouvait venir à lui. Après qu'on eut mangé une partie des chevaux de son artillerie et de sa cavalerie, cela devint naturellement plus difficile. Cependant, on dit encore que ses mouvements ont manqué de détermination et qu'ils ont même été frivoles dans les deux dernières sorties. Ces faits sont attribués à un complot avec la régence, suivant lequel son armée devait rester dans le* statu quo *jusqu'à la conclusion de la guerre dans l'Ouest de la France, et alors servir, du consentement des Prussiens, à des desseins bonapartistes, Bazaine s'attendant dans ce cas à être gouverneur du prince impérial et régent de fait. Presque toute la population de Metz semble croire à cette intrigue, et plusieurs des habitants les plus influents me l'ont affirmé.*

» Le matin du 29, cinq soldats sont morts de faim à Montigny pendant que l'état-major prenait place encore à des dîners splendides (1), et on a distribué dans la matinée de ce jour pour quatre

(1) Le luxe et le bien-être dont les états-majors de l'armée du Rhin auraient été entourés jusqu'à la dernière heure, alors que tout était misère et souffrance dans la ville et dans l'armée, ont été l'objet de vives et nombreuses accusations. Nous en avons recueilli quelques-unes dans le cours de ce travail. L'impartialité, toutefois, nous fait un devoir de déclarer que ces attaques ont rencontré d'honnêtes et loyaux contradicteurs.

Voici, notamment, comment parlait de ces accusations, au lendemain de la capitulation, l'auteur d'un travail des plus intéressants qui a paru dans l'*Indépendance belge* (*), sous ce titre : *La Capitulation de Metz devant l'histoire :*

« Des correspondances accueillies par divers journaux ont affirmé que les états-majors faisaient de luxueux repas, pendant que les soldats mouraient de faim. Je vois toujours avec peine ces accusations injustes, jetées comme des ferments de discorde au milieu des cœurs aigris. Il n'est pas vrai qu'on ait fait de luxueux repas. Tout le monde a souffert. Sans doute, ceux qui, plus prévoyants, ont su conserver quelques ressources jusqu'à la fin, en ont profité, mais le nombre n'était pas grand. On ne sait pas d'ailleurs, à moins de l'avoir éprouvé, les misères et les privations que doit supporter souvent l'officier d'état-major, l'officier isolé, lorsqu'il se trouve, comme il arrive fréquemment, séparé de ses bagages et de sa cantine. Son service ne lui permet pas de se charger d'un sac et de provisions de bouche, comme le soldat, et il n'a pas, comme l'officier attaché à un régiment, la ressource de partager le pain de ses hommes, de profiter de petites trouvailles faites en route. Alors, il lui faut, et au pied de la lettre, passer des journées entières sans manger, comme sans se plaindre. »

P. M.

(*) Voyez le numéro de ce journal du 6 novembre 1870, édition D.

jours de vivres à l'armée entière, qui n'en avait pas reçu depuis deux jours entiers. Depuis une semaine, on ne pouvait avoir à aucun prix ni bœuf, ni porc; mais le matin du 29, avant que rien n'eût pénétré dans la ville, les boutiques en étaient encombrées. On regarde cela comme une preuve de la vérité des accusations circulant dans la ville, que des spéculateurs s'étaient approprié une grande partie des provisions, et que, si l'on avait de prime-abord introduit le système de distribution combiné avec des réquisitions forcées, que l'on employait dans les dix derniers jours, on aurait épargné beaucoup de gaspillage et mis la place à même de résister un mois de plus. Dans le commencement, les officiers nourrissaient leurs chevaux avec du pain. Récemment, les prix avaient atteint le maximum suivant : sucre, 30 francs la livre ; sel, 15 francs ; un jambon, 300 francs ; une pomme de terre, 45 centimes ; un oignon, 68 centimes. Un petit cochon pris à Gravelotte a été vendu, dit-on, 748 francs.

» *Pendant les cinq dernières semaines, on faisait les amputations sans chloroforme ou éther, et les blessures étaient pansées sans acide carbonique. Il y a plus de dix-neuf mille blessés et malades, et trente-cinq mille personnes, dans la ville seule, sont mortes pendant le siége, la plupart à cause du manque de soins.* Les maladies dominantes sont la petite vérole, le typhus et la dyssenterie. Le scorbut n'a pas été violent, bien que même les malades aient, pendant plus de trois semaines, reçu leur morceau de cheval sans sel. La découverte annoncée à Saint-Julien d'une source saline était un leurre pour encourager l'armée. Pour y faire croire, on avait jeté du sel dans une source.

» Quand la reddition fut connue, le peuple devint furieux. La garde nationale refusa de mettre bas les armes, et, le 29, dans l'après-midi, un capitaine de dragons parut à la tête d'un corps de troupes, jurant qu'ils mourraient plutôt que de céder, tandis qu'**Albert Collignon**, rédacteur d'une feuille quotidienne ultra-démocratique, le *Journal de Metz*, galopait sur un cheval blanc en tirant des coups de pistolet et en exhortant les troupes à sortir et à chercher la mort ou la victoire, pour éviter la honte qui les attendait. Il était suivi d'une dame chantant *la Marseillaise*, ce qui produisit une agitation terrible. On enfonça la porte de la cathédrale, et presque toute la nuit on sonna le tocsin et le glas funèbre.

» Quand le général **Coffinières** parut pour les pacifier, on lui tira trois coups de pistolet. Enfin, à l'aide de deux régiments de ligne, il dispersa tranquillement la foule. Mais, toute la nuit, on entendit des cris de colère, d'indignation et de terreur. Les femmes respectables parcouraient les rues en s'arrachant les cheveux et en foulant aux pieds leurs chapeaux et leurs dentelles, et en criant à haute voix : « Que deviendront nos enfants? » Des soldats ivres ou non criaient çà et là en groupes irréguliers, têtes nues et leurs sabres cassés, criant, pleurant et sanglotant. « Oh, pauvre Metz! autre-» fois la plus fière des villes! Quel malheur! Quelle catastrophe inattendue! Nous avons été vendus. » Tout est perdu. C'en est fait de la France, » et bien d'autres choses. Les fonctionnaires civils se demandaient d'une rue à l'autre : « Qui sera notre maître? Qui nous gouvernera? Où irons-nous, » pour ne pas voir la ruine de notre nation? »

» Hier, je suis resté enfermé pendant deux heures avec le maire et le conseil municipal, pendant qu'ils me retenaient comme le premier étranger entré dans la ville. Dans leur agitation, leur incertitude et leur terreur, ils me faisaient une foule de questions, dont quelques-unes étaient réellement trop enfantines. Que feraient les Prussiens? Comment s'arrangeraient-ils? Comment fallait-il les recevoir? Ils demandaient s'ils auraient encore à tirer de leurs cuisines vides de la nourriture pour les troupes, et s'ils seraient personnellement maltraités au cas où ils seraient dans l'impossibilité de fournir les objets demandés.

» Ils furent rassurés immédiatement en apprenant qu'un millier de waggons se trouvait à Courcelles, prêts à apporter des provisions ici, et qu'il y avait à Londres des fonds pour venir à leur secours, en réponse aux appels des maisons de Briey et autres communes, publiés il y a quelques semaines dans les journaux anglais et américains. L'armée assiégeante tout entière a donné hier volontairement sa ration de pain pour nourrir les prisonniers. Ce fait a touché profondément la population de Metz et a suffi pour dissiper ses craintes.

» A midi, un inspecteur de chemins de fer prussien a fait le parcours d'Ars à la station de l'Union, située à un mille au sud de Metz, en waggon, et aujourd'hui la communication existe complétement par le chemin de fer entre Sarrebrück, Metz et Nancy. La voie avait très-peu souffert.

» On n'a trouvé que très-peu de prisonniers allemands à Metz. Les Français ne les gardaient point quand ils pouvaient les renvoyer. Hier soir, en quittant Metz, j'ai remarqué sur la figure des soldats allemands un regard évident de satisfaction, et rien de plus. Chez les officiers et les soldats qui affluaient de toutes parts sur la place, tous, même ceux qui étaient ivres, ce qui était excessivement rare, avaient une expression de profonde tristesse et un regard d'orgueilleux défi. Cette dernière expression était rare cependant et ne se trouvait que chez les plus jeunes officiers.

» J'apprends que les pertes des Français en tués dans les diverses affaires depuis le 18 août, ajoutés aux morts de la ville par suite de maladie, sont de 42,000 hommes. Bazaine a refusé la généreuse proposition de laisser toutes les troupes déposer les armes au dehors des ouvrages devant les vainqueurs, au lieu de les remettre dans l'arsenal. Il a déclaré ne pouvoir garantir leur conduite dans ce cas. La garde impériale avait seule maintenu sa discipline pour être jugée digne d'être passée en revue sous les armes. Les habitants n'ont jamais cessé d'espérer jusqu'à la fin l'arrivée de l'armée de **Bourbaki**, de Lille, mais les troupes, depuis quelques semaines, ne pouvaient plus être trompées, attendu qu'elles avaient de meilleurs renseignements par les avant-postes allemands. De là venait leur démoralisation, due principalement à la faim, dont se plaignaient hautement et amèrement leurs officiers.

» Hier, à quatre heures de l'après-midi, Bazaine a traversé Ars, en route pour Wilhelmshœhe, dans une voiture fermée, marquée à son nom et escortée par plusieurs officiers de son état-major à cheval. Les femmes du village avaient appris son arrivée et elles l'ont accueilli aux cris de : « Traître ! Lâche ! Serpent ! Voleur ! » etc. « Où sont nos maris que tu as trahis ! Rends-nous » nos enfants que tu as vendus ! » Elles ont même attaqué la voiture, en ont cassé les panneaux avec leurs poings, et elles lui auraient fait un mauvais parti sans l'intervention des gendarmes prussiens.

» Il y a trois jours, quand j'envoyai la première nouvelle de la capitulation, *je parlais à chacun sur ma route de l'étonnante réalité de ce qu'ils avaient pris jusque-là pour des bruits sans consistance* (1). Les officiers allemands me retiennent aujourd'hui contre mon gré, car je suis

(1) On a souvent dit que la capitulation de Metz, quand elle s'était produite, n'avait surpris personne, du moins dans les cercles bien informés de la situation militaire des armées belligérantes. Or voici à ce sujet ce qu'écrivait l'*Indépendance belge* (*), le lendemain de la capitulation :

« On envoie de Cassel à la *Gazette de Francfort* une lettre datée de Peltre, devant Metz, 18 octobre, et écrite par un officier de l'armée allemande. Nous y trouvons, outre quelques détails navrants sur la misère des environs de Metz, *une indication qui prouve qu'à cette date, huit jours seulement avant la capitulation, même dans l'armée d'investissement, on était loin de considérer comme imminente la reddition de la place :*

« Depuis deux jours, le tonnerre quotidien de la forteresse a cessé de gronder, ce qui donne lieu » naturellement à toutes sortes de suppositions. On prétend que Bazaine voudrait se rendre, et qu'il » aurait envoyé au quartier général un de ses aides de camp. *Je ne croirai pas à la capitulation de » Metz avant de voir le drapeau blanc flotter sur la forteresse. Tout ce qu'on raconte de la famine, » du typhus, de la dyssenterie qui sévirait dans la place est fort exagéré. Si toutes ces histoires étaient » vraies, il nous arriverait beaucoup plus de déserteurs et jusqu'à présent nous n'en voyons venir que » très-peu.* Nous ne voyons guère que des paysans qui se sauvent des villages voisins, où ces mal- » heureux ne sont pas à leur aise ; ils se présentent souvent à nos avant-postes, mais nous, nous ne » pouvons pas les laisser passer. Par le mauvais temps qu'il fait, et la façon de vivre essentiellement » malsaine à laquelle nous sommes astreints, la dyssenterie et le typhus sont des maux accablants, » mais les troupes en souffrent beaucoup moins que les habitants des environs. Parmi ceux-ci, » les vieillards meurent par douzaines. Tout récemment, j'ai été témoin d'une scène horrible. Dans » une pauvre cabane, un homme et une femme atteints du typhus reposaient sur leur lit. Le mari » était tombé malade le premier, et déjà le cercueil qui lui était destiné était placé ouvert devant le » lit, attendant le cadavre. Dans la chambre se trouvait un petit enfant avec quelques-uns de nos » soldats. Ils faisaient la cuisine sans avoir l'air de se douter de la misère qui les entourait, pendant » que deux autres soldats, malades eux-là, se tenaient étendus près du lit, ayant devant les yeux ce » cercueil, ce terrible *memento mori*. Il paraît que, dans cette contrée, c'est la coutume, lorsqu'une » personne atteinte d'une maladie mortelle a reçu l'extrême-onction, de placer le cercueil au pied » du lit. — Les habitants vivent absolument à nos dépens, mais nos soldats leur donnent des aliments » en abondance. »

(*) Voyez le numéro de l'*Indépendance belge* du 30 octobre 1870, édition A.

pressé, pendant que le peuple français maudit ces brigands. Il y a encore beaucoup de gens qui ne veulent pas croire à ce qui a eu lieu. Ils sont convaincus que Metz devait avoir des provisions pour dix, quinze et même vingt ans. Cependant la ration des civils était de 400 grammes de pain par jour et celle des soldats de 150 à 200 grammes de pain avec 750 grammes de cheval. *L'impression générale actuelle dans le pays est que la France n'existe plus. On croit que Paris résistera moins que Metz; ceux qui réfléchissent davantage, croient que la guerre ne finira pas avec la prise de Paris.* »

Voilà ce que voyait, voilà ce qu'entendait, et voilà ce qu'écrivait un journaliste de la presse anglaise, qui puisait ses informations dans les deux camps. Malgré cela, malgré les accusations qui partaient de tous les rangs de l'armée de Metz, des rangs des officiers comme des rangs des soldats, beaucoup de gens, surtout chez les neutres, hésitaient encore à croire que le maréchal Bazaine fût en faute. Leurs hésitations provenaient des hommages rendus par les journaux et par les généraux allemands au sérieux et à la sincérité de la défense de Metz ; elles provenaient surtout de l'accord qu'on supposait avoir régné jusqu'au dernier jour du siége entre les officiers généraux et leur chef Bazaine. Quant à ce dernier point, la lettre suivante (1), où un général de division signait en toutes lettres les critiques et les accusations les plus graves contre le généralissime de l'armée du Rhin et les maréchaux qui l'entouraient, fut une vraie révélation, et montra sous un nouveau jour les rapports du maréchal Bazaine et de son entourage intime avec les autres généraux et officiers supérieurs de l'armée :

« 6e CORPS.

—

» 2e DIVISION MILITAIRE.

—

» Cabinet.

» Trèves, le 4 novembre 1870.

» *Plusieurs journaux belges et français ont produit, sur la capitulation de Metz, des articles inexacts pour l'honneur de l'armée française et des généraux en sous-ordre. Il est indispensable que l'Europe sache que, dans aucune circonstance, les généraux commandant les divisions et les brigades de l'armée de Metz n'ont été consultés. Chaque fois que les commandants de corps d'armée les ont réunis, c'était, non pour leur demander leur avis, mais pour les informer des faits accomplis. Il faut donc que la responsabilité tout entière des fautes commises retombe sur le général en chef et les chefs de corps d'armée ci-dessous désignés :* **Bazaine**, général en chef; — **Canrobert**, commandant le 6e corps; — **Le Bœuf**, le 3e corps; — **Ladmirault**, le 4e; — **Frossart**, le 2e et **Desvaux**, la garde, en remplacement de **Bourbaki**.

» Le 8 octobre, par ordre du général en chef, les commandants des corps d'armée réunirent chez eux les généraux de division, afin de les informer qu'il ne restait plus à l'armée que pour huit jours de vivres, en réduisant la ration d'un tiers, et que la ville de Metz en avait tout au plus pour une dizaine de jours; qu'il fallait prendre un parti avant l'épuisement total de nos provisions de bouche; quant à nos munitions de guerre, l'artillerie avait encore assez de projectiles et l'infanterie une quantité suffisante de cartouches pour livrer une bataille.

» Afin de ne pas m'écarter de l'exacte vérité, je m'abstiens de parler des autres corps d'armée;

(1) Cette lettre, dont nous avons fait connaître les principales allégations plus haut, parut d'abord dans l'*Étoile belge*, de Bruxelles, sous ce titre : *Une Voix de l'armée de Metz.*

je citerai seulement, mot pour mot, tout ce qui a été dit et fait dans le 6e corps, auquel j'avais l'honneur d'appartenir. M. le maréchal Canrobert, après nous avoir lu la lettre du général en chef, faisant connaître la triste situation dans laquelle se trouvaient l'armée et la ville de Metz, se retira en nous priant de tenir conseil sur la conduite que les circonstances nous dictaient. — Le 6e corps d'armée était composé de 4 divisions d'infanterie et une de cavalerie, commandées par MM. les généraux **Tixier, Bisson, Lafont de Villiers, Levassor-Sorval** et **du Barrail**. Bien qu'ils n'eussent jamais été consultés jusqu'alors, pour les opérations militaires qui avaient amené cette fâcheuse situation, dans l'intérêt de l'armée, les généraux de division au 6e corps consentirent à proposer la capitulation suivante :

« N'ayant plus de vivres, l'armée de Metz consentirait à capituler, à condition qu'elle rentrerait en » France avec drapeaux, armes et bagages, pour se retirer dans une des villes du Midi, s'engageant » à ne pas servir contre la Prusse pendant le reste de la campagne ; que la ville de Metz serait » libre de continuer sa défense. Si ces conditions n'étaient pas acceptées par l'ennemi, nous étions » résolus à poursuivre un passage, les armes à la main, et à nous faire tous tuer plutôt que de » nous rendre. »

» Ce procès-verbal, signé par les cinq généraux commandant les divisions du 6e, fut remis au maréchal Canrobert, avec prière de le transmettre au maréchal Bazaine, commandant en chef. — Bien résolu à ne pas accepter la moindre condition humiliante, j'adressai, le lendemain, une proposition au maréchal Canrobert, en le priant de la communiquer au maréchal commandant en chef.

» Je demandais qu'on formât une avant-garde composée des bataillons de chasseurs à pied au nombre de 6 et des compagnies d'éclaireurs de tous les corps d'armée, ce qui faisait un total de 10,000 hommes. Si l'on voulait m'en confier le commandement, je me chargeais d'ouvrir un passage à l'armée en m'emparant des hauteurs boisées qui vont presque jusqu'à Thionville, en longeant la rive gauche de la Moselle ; par ce moyen, nous tournions les batteries ennemies, établies à Sautny, Norroy, Bellevue, Fèves et Semécourt.

» L'armée pouvait, passant au-dessous des bois, éviter l'artillerie placée sur la rive droite de la rivière, et, protégée par mes troupes, n'aurait eu à se défendre qu'à l'arrière-garde. Culbutant devant nous les faibles lignes que les Prussiens avaient dans la vallée, nous pouvions, dans la journée, gagner Thionville et de là nous diriger sur Mézières en longeant la frontière, au pis aller nous jeter dans le Luxembourg. Malheureusement ma proposition resta sans effet, et Son Excellence ne daigna pas me répondre.

» Le 11, nous apprîmes que le général **Boyer**, désigné par le commandant en chef pour traiter de la capitulation, était parti pour Versailles.

» Le 18, le maréchal Canrobert me fit appeler à 7 heures du matin : il feignit de ne pas connaître les nouvelles apportées dans la nait par le général Boyer ; il m'interrogea longuement sur mon opinion en cas de refus de l'ennemi d'accepter des conditions honorables. Je lui répondis que le seul parti à prendre était celui que j'avais proposé, c'est-à-dire gagner Thionville par les hauteurs boisées. La conversation en resta là. Le même jour, à 2 heures de l'après-midi, les commandants de corps d'armée réunirent les généraux de division, les chefs de service et les chefs de corps, pour les entretenir sur les projets du général en chef et les résultats de la démarche faite par le général Boyer, rentré de la veille au grand quartier général.

» Dans la réunion des généraux de division du 6e corps, le maréchal Canrobert fut excessivement embarrassé dans les détails sur la mission du général Boyer.

» *Il parla longuement pour ne rien dire, sa voix tremblait, et, après bien des circonlocutions, il finit par nous dire que le roi de Prusse ne voulait pas reconnaître le gouvernement de la défense nationale, mais qu'il traiterait volontiers et au grand avantage de l'armée française avec le gouvernement de la régence ; qu'en conséquence, le général en chef allait de nouveau envoyer le général Boyer, pour décider l'Impératrice à accepter cette proposition.* Le maréchal nous engagea à réunir les officiers, pour leur bien faire comprendre la triste position dans laquelle se trouvait l'armée et leur dire *que le seul moyen d'en sortir était d'établir en France le gouvernement de la régence ; que, pour arriver à ce résultat, il n'y avait que quelques jours à attendre ; que l'armée serait dirigée, avec drapeaux, armes et bagages, sur une ville de France où l'on réclamerait le nouveau gouvernement ;* que l'on comptait sur le dévouement du soldat, pour prendre patience encore

quelques jours ; que faute de pain on augmenterait d'un tiers la ration de viande de cheval. Les officiers acceptèrent la proposition du commandant en chef comme seul moyen de rentrer en France avec les honneurs de la guerre, *mais parmi eux, pas un n'aurait consenti à imposer le gouvernement à notre pays.*

» Le même jour, ordre fut donné de se tenir prêt à partir au premier signal ; *on donna à tous les états-majors le plan des attaques prussiennes, non pas pour les leur faire connaître dans la prévision d'un assaut, mais pour faire accepter aux officiers ce que l'on voulait d'eux en cherchant à les intimider par la quantité et la force des ouvrages prussiens. Cette mesure était une fourberie de la part du commandant ; car, une fois prisonniers, nous pûmes, en passant les lignes, nous rendre un compte exact de la fausseté des plans qui avaient été communiqués.*

» Les avant-postes de Ladonchamp et de la ferme Sainte-Agathe, qui occupaient toute la partie de la plaine de la Moselle, faisant face à Thionville, furent retirés ; les officiers prussiens vinrent serrer la main aux officiers français, se chargèrent de leurs lettres, et leur dirent qu'ils partaient pour Mézières ; tous les avant-postes furent retirés, on paya aux officiers de tous grades un mois de solde de France, c'est-à-dire solde sans accessoires. On demanda de suite un supplément de proposition, pour des récompenses ; en un mot, on fit tous les préparatifs d'un prochain départ.

» *Le 24, à 5 heures du soir, le maréchal Canrobert réunit ses généraux de division, pour nous annoncer le refus de l'Impératrice.* Un seul espoir, disait-il, nous restait ; le général **Changarnier** s'était rendu auprès du prince **Frédéric-Charles**, *afin de lui proposer de faire appel aux anciens députés de l'Empire. Ceux-ci devaient nommer un gouvernement que nous ferions accepter par la France.*

» Lorsque le maréchal eut fini de parler, je lui fis observer que cette démarche était une feinte ; la réunion de l'ancienne Chambre étant impossible, la France ne voulait pas plus de ses députés qu'elle ne voulait de la régence ; j'ajoutais que l'armée se regardait comme trompée, persuadée qu'elle était de l'autorisation accordée par S. M. le roi de Prusse de sa rentrée en France avec drapeaux, armes et bagages ; mais que les généraux en chef, trop compromis pour l'y suivre, songeaient à la livrer à l'ennemi, pour se constituer prisonniers avec elle, afin de sauver leur vie et leur fortune.

» Le maréchal Canrobert repoussa l'accusation que je portais contre le général en chef, *tout en partageant mon opinion sur l'impossibilité de la démarche tentée par le général Changarnier.* — Deux jours après, le maréchal Canrobert nous réunit pour la dernière fois, et nous annonça qu'une capitulation acceptée par le général en chef nous constituait prisonniers de guerre, car le prince Frédéric-Charles ne voulait entendre parler d'aucune autre condition.

» Indigné du mépris avec lequel le Prince traitait une armée qui l'avait toujours loyalement et vaillamment combattu, je demandai au Maréchal de faire un appel à nos troupes pour réunir 10,000 hommes de bonne volonté et marcher à leur tête, non pas pour percer la ligne et nous sauver, mais pour marcher sur Ars, quartier général du Prince, m'emparer de ses canons et le voir fuir devant cette armée à laquelle il refusait les honneurs de la guerre.

» Le Maréchal me répondit que cela n'améliorerait pas le sort de l'armée et ne ferait que l'aggraver. Toute résistance aux ordres de nos chefs étant impossible, nous dûmes nous soumettre à ces honteuses conditions acceptées par eux. — Le lendemain, nous rendîmes nos armes, et le jour suivant, nous livrâmes à l'ennemi nos braves soldats, dignes d'un meilleur sort.

» Et nous nous constituâmes prisonniers.

» Voilà, Monsieur, où nous a conduits la fourberie des chefs que nous avait donnés l'Empereur.

« *Mais une dernière infamie devait mettre le comble à ces honteuses menées ;* le 28, à 10 heures du soir, les généraux de division recevaient la lettre confidentielle suivante :

« Général,

» Veuillez donner des ordres pour que les aigles des régiments d'infanterie de votre division
» soient réunies, *ce soir,* dans le logement que vous occupez. Demain matin, à sept heures, elles
» seront transportées, par les soins du général commandant l'artillerie, dans un fourgon fermé,
» sous l'escorte d'un officier et de maréchaux des logis d'artillerie, à l'arsenal de Metz ; elles devront
» être enveloppées de leurs étuis, et vous préviendrez les chefs de corps que ces aigles **seront**

» brûlées à l'arsenal. Le directeur de cet établissement les recevra et en délivrera des récépissés aux corps.

» Le maréchal de France, commandant le 6e corps d'armée :
» Par ordre : le général chef d'état-major général,
» (Signé) HENRY. »

» *C'était un nouveau mensonge : les aigles n'ont pas été brûlées, mais bien livrées à l'ennemi comme le dernier trophée de notre honte* (1).

» Le général commandant la 2e division du 6e corps d'armée.
» Bisson. »

Ces révélations, auxquelles la haute position de leur auteur donnait une si grande autorité, étaient des plus graves. Il en résultait qu'il y avait eu des préoccupations dynastiques ou personnelles chez les chefs de la défense, et que plusieurs généraux en sous-ordre, n'obéissant qu'aux inspirations du patriotisme le plus pur et le plus désintéressé, étaient loin d'avoir été d'accord avec le commandement en chef sur la conduite à tenir, soit dans la direction de la défense, soit dans les négociations avec l'ennemi.

Une autre publication vint bientôt fournir de nouveaux éléments aux

(1) Voici, en quels termes, le maréchal **Bazaine** a essayé de se laver de cette accusation, dans la brochure justificative qu'il a publiée, à Berlin, en décembre 1870, sous ce titre : *Rapport sommaire sur les opérations de l'armée du Rhin, du 13 août au 25 octobre 1870, par le commandant en chef maréchal Bazaine :*

« Au rapport du 26 octobre, j'avais donné l'ordre au général commandant l'artillerie de faire réunir, par les soins de l'artillerie, les aigles des régiments pour les disposer à l'arsenal où ils devaient être détruits ; mais cet ordre ne fut malheureusement pas exécuté dans tous les corps. On en demanda un nouveau avec l'attache de l'état-major général ; on perdit ainsi des moments précieux, et, une fois la convention signée, c'eût été manquer à la parole donnée que de ne pas en exécuter rigoureusement toutes les clauses, quelque pénibles qu'elles fussent. Du reste, les trophées militaires n'ont de valeur morale que quand ils sont pris sur le champ de bataille : ils n'en ont aucune, quand ils sont déposés dans un arsenal. »

A quoi un officier de l'armée du Rhin répondait, dans une lettre datée de Lubeck, 16 décembre 1870, et insérée dans l'*Indépendance belge* du 21 du même mois :

«Ah ! comme il est difficile, monsieur le maréchal, de trouver de bons arguments pour défendre une cause comme la vôtre ; ici, votre essai de justification tourne au balbutiement et à l'ergoterie pure.

» Si, comme vous le prétendez, vous aviez réellement la ferme intention de détruire les drapeaux, qu'était-il besoin pour cela de les faire réunir par l'artillerie ou par l'état-major général ? Que ne laissiez-vous aux corps le soin pieux d'empêcher que ces reliques sacrées ne devinssent la proie de l'ennemi ? Aviez-vous peur, par hasard, que quelque régiment oubliât ou omît volontairement de soustraire l'emblème de son honneur à la honte suprême d'une capture ?

» Vous vous êtes fait remettre les drapeaux à l'aide d'un subterfuge indigne, je dirai presque d'un guet-apens exécrable ; ils nous ont été volés nuitamment et sans bruit ; ce n'est qu'au matin que les colonels informèrent leurs officiers que les drapeaux et étendards avaient été, par votre ordre, transportés à l'arsenal pour y être brûlés.

» Or, ces trophées, au lieu d'être livrés aux flammes, ont été livrés à l'ennemi, qui en ornera ses musées et ses temples ; et lorsque le père les montrera avec orgueil à ses enfants, il leur dira : « Voilà les drapeaux que nous avons conquis sur les Français ! » et il n'ajoutera certainement pas : « du reste, ils n'ont aucune valeur morale, attendu que nous les avons pris dans un arsenal. »

» Vous avez mieux aimé manquer à la promesse que vous nous aviez faite que de manquer à la parole donnée à nos implacables adversaires : c'était naturel, et votre choix ne pouvait être douteux....

» Je m'arrête, car je craindrais de me laisser entraîner trop loin. » P. M.

accusations. Dans son numéro du 10 novembre, l'*Indépendance belge* publia une relation des derniers jours de Metz, d'où il résultait que le commandement en chef avait été l'objet de la défiance d'un grand nombre de généraux et officiers supérieurs, et qu'il avait même été question, mais trop tard, de le déposer, et cela, dans l'intérêt de l'honneur de l'armée comme dans l'intérêt de la défense et des opérations militaires.

Cette relation, qui entrait dans les détails les plus précis et les plus circonstanciés, fut immédiatement signalée par un conseiller municipal de Metz, par M. DE BOUTEILLER, — un nom qui ne sera pas suspect aux bonapartistes, — comme « *un compte rendu très-vivant et très-sincère des émouvantes péripéties qui ont précédé le lamentable événement qui s'appelle la capitulation de Metz.* »

La voici, *in extenso*, à cause du vif intérêt qu'elle offre encore aujourd'hui :

« La vérité se fera petit à petit sur la défense de Metz par Bazaine, *défense si vantée par les Prussiens, qui ne peuvent pas croire qu'ils ont vaincu sans péril.* Depuis le premier jour jusqu'au dernier, cette défense a été insuffisante, entachée d'impéritie, de lâcheté et, enfin, de trahison. On défend une place par des actions de vigueur, et depuis le 1er septembre, Bazaine n'a pas permis autre chose que l'escarmouche de Peltre et les combats stériles de Ladonchamps.

» Jusqu'au 1er octobre, l'armée de Bazaine pouvait vaincre l'armée ennemie ; jusqu'à la fin, elle aurait pu s'ouvrir un chemin par une entreprise aventureuse et rapide. Le dernier jour enfin, c'était le devoir étroit des chefs de l'armée de détruire les fortifications, les munitions et le matériel de guerre. On savait tout cela, on savait qu'on était trahi, mais personne ne voulait s'engager dans l'aventure d'une révolution militaire ou d'un mouvement politique.

» Le 26, les yeux commencèrent à se dessiller : ce n'était plus ni la paix, ni une convention, ni une régence dont il s'agissait, mais une vraie capitulation, une reddition complète. On était un peu animé ; les incrédules de la veille disaient : « si j'avais su ! si on me l'avait dit ! si nous avions » eu le temps ! » enfin, toutes les disjonctives qui servent d'excuses à l'infortune et à l'ignorance.

» C'est au cercle de l'Hôtel du Nord, où se réunissait de préférence le parti libéral, qu'eut lieu la première manifestation contre la capitulation de Bazaine, à l'instigation d'un capitaine de carabiniers, décoré et portant la croix de Mentana. Paraissant au cercle pour la première fois, il se jette au milieu des groupes agités, composés surtout de journalistes et d'officiers de la garde nationale. — « Il ne faut pas se rendre ! crie-t-il d'une voix énergique et tremblante d'émotion. Trente mille » hommes se réuniront pour chercher à se faire jour ; ils périront peut-être, mais n'importe ! Les » officiers prendront un fusil et feront le coup de feu, ne fût-on que huit ou dix, j'en serai ! Il ne faut » pas se rendre. » — Chacun s'émeut, les vieux joueurs de dominos se retournent pour lui serrer la main, le capitaine s'anime de plus en plus. — « Moi, dit un commandant de la garde nationale, je fais » battre le rappel dans mon bataillon, demain à 6 heures ! » — « Pourquoi pas tout de suite ? cria le » carabinier. Qu'on batte le rappel, qu'on sonne le tocsin ; aux armes, aux armes ! » — Et il jette sa croix d'honneur sur la table.

» Voyant que la chose devenait sérieuse, les gens prudents peu à peu s'esquivèrent ; il y avait au cercle quatre sur cinq des chefs de bataillon de la garde nationale, on les entoura en leur demandant de marcher. L'un fit le sourd et disparut ; les trois autres, pressés de choisir un chef et de donner des ordres, restaient embarrassés et irrésolus, et finirent par s'enfermer dans un salon voisin, pendant que le carabinier, arrivé au dernier terme de l'exaltation, poursuivait ses déclamations énervantes, et demandait son cheval, ses armes, son revolver !!!

» Le malheur fut, en cette circonstance, que celui des chefs de bataillon qui était désigné comme

le *leader* du parti libéral à Metz, comme le seul capable de conduire la garde nationale, manqua et de confiance dans cette garde et d'un caractère capable de grandes résolutions. Après être restés à délibérer beaucoup plus longtemps que ne le comportait l'urgence de la situation, les trois chefs de bataillon déclarèrent qu'il n'y avait rien à faire. Sur quoi chacun s'en fut se coucher.

» Le 27, je fus éveillé par un de mes plus anciens camarades, lieutenant au 76e, que j'avais vu en ville blessé et qui avait rejoint son corps à Montigny. Il ne me dit pas d'abord pourquoi il venait, mais je le vis tout de suite, et lui demandai sur combien d'hommes de son régiment il pouvait compter pour se battre. — « Trois ou quatre par compagnie. » — « Et les officiers ? » — « Les officiers à propor-
» tion, une douzaine : on pourrait peut-être former dans le régiment un peloton de 60 hommes, mais
» la moitié lâcheront pied à la fusillade. *L'influence des officiers supérieurs démoralise tout.*

» Tu conçois, ajouta-t-il pour m'expliquer cette démoralisation étrange, qu'on a fait depuis huit
» jours tout ce qu'on a pu faire pour prouver à ces gens que tout est fini, qu'il n'y a plus moyen de
» se battre. Ceux qui marcheront se croiront sacrifiés. Tu sais l'influence des officiers supérieurs ;
» eh bien, il faut l'avouer, on n'est pas fâché de se dire : — « Ma foi, j'irai en Prusse, je ne courrai
» plus aucun danger. — « *L'autre jour, notre colonel nous a réunis et nous a parlé de l'Impératrice,*
» *de prendre patience de tout cela. On dit que cela a réussi sur la garde, mais sur nous, pas du*
» *tout : une fois dehors, nous sommes-nous dit, il ne faut pas qu'il compte sur nous pour rétablir*
» *l'Empire. Alors nous n'avons parlé aux soldats ni d'Empereur, ni d'Impératrice*, mais nous leur
» avons dit : — « Vous avez encore cinq ou six jours à souffrir, nous n'avons de vivres que pour
» deux jours, mais nous vous ferons vivre comme nous pourrons. — Et nous l'avons fait ; mais les
» six jours sont passés.

» A neuf heures, je rencontrai dans la rue le capitaine du génie de R..., attaché à la personne de **Coffinières**, et qui, dès le début, avait su juger les événements avec l'implacable netteté d'un sceptique éclairé. Je lui avais écrit le matin pour qu'il pressât Coffinières de démanteler la place avant de la rendre ; il vint à moi : — « J'en ai déjà parlé, et V... (aussi, le commandant V... est un
» ingénieur et un théoricien militaire d'une haute autorité) ; il répond qu'il faut attendre, qu'on
» négocie des conditions, et puis il rompt les chiens. Je lui en reparlerai. » — « Dites-lui bien,
» repris-je, qu'il nous trouvera prêts à obéir ; nous y avons déjà songé ; cela peut se faire vite et
» sans aucun danger. » — « Je lui reparlerai, je lui répéterai ce que nous lui avons dit : chaque jour
» est pour nous une bataille perdue, et perdue sans perte pour l'ennemi. Puisque nous nous rendons
» à discrétion, qu'avons-nous à perdre, qu'avons-nous à craindre? Nous avons à craindre qu'on nous
» fusille : et quand on nous fusillerait ? »

« On comprend facilement l'importance qu'il y avait pour la défense du pays à détruire les fortifications de la place et du camp retranché. On privait ainsi l'ennemi d'un point d'appui presque imprenable, au cœur même de la France ; on lui enlevait les arsenaux, les usines militaires de Metz, les locaux nécessaires pour loger une nombreuse garnison et concentrer les approvisionnements de son armée. Enfin, l'exécution de cette entreprise était, pour les Prussiens, un petit désastre de Moscou, mais sans danger pour les habitants ni pour les propriétés particulières ; la science du mineur donne les procédés et les charges de poudre à employer dans de semblables entreprises, et montre qu'on aurait pu ruiner les forts, les écluses, l'enceinte et les bâtiments militaires, sans autre dommage que de casser quelques vitres. La ville elle-même, riche, industrieuse, ne demandant qu'à s'étendre, aurait gagné à être débarrassée de cette enceinte qui l'étouffe, gêne les communications, rejette les faubourgs à de grandes distances et constitue un péril pour les habitants. Enfin, dans le le cas d'un retour de fortune, il faut considérer que les Français seraient obligés d'assiéger la ville et de faire de nouveau souffrir aux habitants autant et plus que les Prussiens leur ont fait déjà souffrir. Malheureusement, l'homme qui aurait eu commission et autorité pour faire accepter à Coffinières cette combinaison, le défenseur et le gardien de la fortification de Metz, le commandant du génie de la place, ne songeait, lui non plus, à rien moins qu'aux actes désespérés.

» On ne put rien obtenir pour faire sauter les fortifications. Les commandants des forts, quoique braves et résolus, avaient témoigné la ferme résolution de s'en tenir à l'obéissance pure et simple.

» Tout ce qu'on put faire fut de signer une protestation dont le commandant **Villenoisy** prit l'initiative.

» A midi, le hasard me conduisit au café, où j'appris qu'il y avait dans la salle même, à une heure, une réunion d'officiers, provoquée par le général **Clinchant** et le colonel **Boissonnet**. Une soixantaine d'officiers s'y trouvèrent, presque tous du génie, quelques-uns de la garnison et très-peu de l'armée. Le colonel Boissonnet y parut, mais le général Clinchant attendit le résultat dans la ville.

» J'ai déjà parlé du général Clinchant, ancien colonel de zouaves au Mexique ; il commandait une brigade de Mexicains, le 84e et le 95e. Il se distinguait par sa simplicité, de la bravoure et un grand éloignement pour ce confortable luxueux avec lequel presque tous nos chefs insultaient la pénurie du soldat. Comment est-il devenu l'homme indécis qui n'a rien fait et n'a rien voulu faire ?

» Boissonnet, colonel du génie, est un esprit très-fin, bienveillant, éclairé. Dès le début, il avait jugé nos chefs et ne s'était vengé de leur coupable négligence que par quelques plaisanteries. Enfin, la capitulation lui parut une pilule trop dure à avaler. Une fois qu'il nous eut réunis autour de lui, il prit la parole : il parla de l'ignominie des conditions qu'on nous imposait, et déclara qu'il nous avait réunis afin que ceux qui ne voulaient pas subir cette honte pussent se compter et s'entendre. Pour les troupes du génie en particulier, il s'offrait à commander ceux qui voudraient partir. Il ajouta qu'on s'était adressé à plusieurs généraux, et que jusqu'à présent, le général Clinchant acceptait seul un tel commandement, pourvu que l'on réunît 15 à 20,000 hommes. Il demandait, enfin, qu'on se comptât.

» C'est alors qu'on s'aperçut que les officiers présents ne représentaient même pas un vingtième de l'armée, et on décida que le lendemain matin, après avoir prévenu autant de monde que possible, on se rendrait dans un local isolé des bureaux du génie pour y concentrer les renseignements et s'organiser.

» A l'heure convenue, on ne vit ni Clinchant, ni Boissonnet ; seulement, un officier, plus convaincu sans doute que les autres, s'installa devant la table avec deux cahiers de papier blanc qu'il avait préparés dans la nuit, en forme de répertoires, pour noter les effectifs, les positions, les mouvements et les chefs des troupes qui se rallieraient. A la même table se plaça un élève de l'école polytechnique, avec une grande carte du camp retranché, pour y pointer la position des mêmes troupes. La besogne abondait : les officiers de la veille apportaient des renseignements ; d'autres, en foule, arrivaient de l'armée ; *des colonels avaient envoyé leurs adjudants-majors*. Les uns se faisaient inscrire, et promettaient un effectif, les autres marcheraient seuls, avec un fusil ou un cheval ; beaucoup demandaient des renseignements, des explications : on leur en donnait. Vers neuf heures, l'aide de camp de Clinchant demanda s'il y avait du nouveau. — « Rien, lui dit-on, tout s'organise, mais bien des » corps ne sont pas prévenus. » — Il promit qu'à une heure après-midi son général viendrait se faire rendre compte du résultat obtenu, et qu'à deux heures il verrait les officiers et leur parlerait. Vers dix heures, il y avait environ 5,600 hommes inscrits, et beaucoup d'officiers isolés ; on nous promettait, de plus, six mitrailleuses.

» A une heure, les officiers remplissaient le bureau et la cour. Clinchant ne parut pas. On continua d'inscrire, puis, comme le temps pressait, on donna aux plus dévoués quelques indications de mouvements. Le temps pressait, dis-je, car nous apprenions qu'on rendait les armes. — « Ce matin, quand » je suis rentré au camp, mes mitrailleuses avaient été ramenées à l'arsenal. On désarme le 4e corps. » On porte à l'arsenal les fusils et les drapeaux. » — Ces nouvelles rendaient l'animation plus grande. — « On nous a dit qu'il y avait un général, criait-on, où est-il, pour qu'il nous commande ? » — Trois cents officiers peut-être étaient réunis.

» Vers deux heures, Boissonnet arrive : — « Il n'y a, dit-il tout bas, plus rien à faire. » — « Alors » nous agirons sans vous, si nous pouvons. Pourquoi nous avez-vous réunis hier ? » — Les officiers se groupent, on forme un cercle ; le colonel répète en balbutiant qu'il n'y a plus rien à faire, qu'on rend les armes, que tout est fini. La séance devient tumultueuse, on parle d'aller à l'arsenal reprendre les drapeaux, *on parle d'aller exécuter Bazaine*. Tout à coup surgit, au milieu de la foule, le même carabinier que j'avais vu au cercle l'avant-veille, toujours aussi animé, et toujours aussi brouillon. Sa voix domine la tempête : — « Le rappel ! le tocsin ! aux armes ! aux armes ! »

Enfin, après une délibération incohérente, un commandant d'état-major, M. **Leperche**, convoque pour neuf heures du soir, sur la route de Sarrebruck, ceux qui voudraient absolument partir, entreprise désespérée et aventureuse qui n'était en somme qu'une courageuse et inutile protesta-

tion. — *Telle fut la fin de notre dernière tentative pour sauver l'honneur des armes françaises* (1).

« Je rentrai en ville en passant par la rue des Clercs, et en entrant de l'Esplanade dans cette rue, je croisai le général Clinchant. Il vint à moi : — « Eh bien, dit-il, cela n'a pas réussi ? » — « Non, mon » général, répondit-je ; ceux qui nous avaient engagés nous ont abandonnés. » — « Et qui donc ? » — » Mais, mon général, vous-même. » — « Moi ? Mais pas du tout, j'attendais chez le capitaine **Chery.** » D'ailleurs il n'y avait que 4,000 hommes. » — « Oui, le matin, quand personne n'était prévenu, » mais ce soir vous en auriez eu 20,000 ; ils étaient là trois-cents officiers qui demandaient leur » chef, et ce chef ne s'est pas montré. *Vous n'aviez qu'à vous faire voir, l'armée vous tombait » dans la main.* »

» Je le quittai ; j'ai su depuis qu'il avait été sermonné le matin par Bazaine. Un autre motif certainement l'a empêché d'affronter une réunion d'officiers : c'est que certainement le général, tel que je le connais, doit redouter une assemblée publique plus qu'une volée de mitraille, et se sent beaucoup plus soldat qu'orateur ; mais il y a des moments dans la vie où il faut être orateur, quoi qu'il en coûte, et je réponds bien que le public aurait été indulgent pour l'expression.

» La ville était très-animée. La Mute, l'immense cloche de la cathédrale, sonnait le tocsin par volées. Des gardes nationaux, l'arme au pied, formaient un cordon devant les portes de la cathédrale ; à côté d'eux, des détachements du 2e de ligne étaient censés maintenir l'ordre ; mais assurément aucun n'aurait marché contre le peuple.

» Au milieu de cette même place, un groupe chantait *la Marseillaise* et brandissait un drapeau tricolore. Les hommes avaient des chassepots arrachés aux soldats qui les rendaient à l'Arsenal ; le porte-drapeau avait une redingote usée et cette barbe longue et inculte qui est l'indice de la pure démocratie. Je crus reconnaître aussi à la tête du même groupe le violent carabinier qui m'avait déjà harangué deux fois.

» J'entrai, sur l'autre place, dans le baraquement du 2e de ligne, pour réclamer à un officier des cartouches qu'il m'avait promises. Les sous-officiers m'en donnèrent ; ces braves gens faisaient encore leurs apprêts pour marcher à l'ennemi : — « Toi, qui ne pars pas, donne donc des » cartouches, » — dirent-ils à un homme malingre qui était au fond du lit de camp.

» C'est là aussi que je rencontrai, sous sa capote de caporal du génie, triste, amaigri par la faim (car le pauvre garçon avait eu faim), M. S..., ingénieur de la maison **Cail**, engagé volontaire pour la guerre. Il courut à moi : — « Ah ! mon capitaine, mon capitaine ! » — Et sans pouvoir parler

(1) En regard de ces appréciations et de ces renseignements, émanés, diront peut-être certaines gens, d'indisciplinés ou d'esprits turbulents, il ne sera peut-être pas sans intérêt de placer l'opinion qu'a émise sur les mêmes faits un homme d'ordre par excellence, un patriote éminent, un ancien député de la majorité au Corps législatif et membre du Conseil municipal de Metz, M. **de Bouteiller.**

Or, dans une lettre adressée à l'*Indépendance belge* et insérée dans le numéro du 12 novembre de ce journal, voici en quels termes M. de Bouteiller parlait des tentatives de déposer le maréchal **Bazaine** et des causes qui les avaient fait échouer :

« La garde nationale, si unie et si homogène, *où le sentiment national avait rapproché toutes les opinions, de même que toutes les classes s'y trouvaient confondues*, n'aspirait qu'à jouer, dans la défense, un rôle plus actif que lui permettait d'espérer le départ de l'armée.

» Elle exhalait son patriotisme dans des conciliabules, elle l'affirmait dans les projets suivis d'exécution, *dont le succès eût sauvé la situation alors que la situation pouvait encore être sauvée.* Elle rêvait de voir substituer au maréchal Bazaine un autre chef mieux en possession de la confiance de l'armée ; elle demandait le remplacement du général **Coffinières** par un colonel du génie, chez lequel une haute expérience s'unissait à une mâle énergie. Elle sollicitait, enfin, l'honneur de voir à sa tête le général **Changarnier**, et sous ce chef respecté, elle se sentait capable de grandes choses.

» Mais tout échoua. Menées avec loyauté, avec résolution, *appuyées par de chaudes sympathies dans la partie de l'armée restée virile jusqu'au bout, toutes les démarches se brisèrent contre un respect absolu de la discipline qui ne permit à aucun de ceux en qui on mettait son espoir de consentir à ce qu'on attendait d'eux.* Laissez-moi ici défigurer un mot célèbre, pour dire à ce sujet tout ce que je pense : « *O discipline militaire, que de faiblesses on a commises en ton nom !* »

La plupart des communications émanées des officiers de l'armée du Rhin abondaient dans le même sens.

Voulant réfuter les accusations qu'on avait élevées contre la connivence coupable des chefs de

davantage, il me serra les mains en sanglotant ; il pleurait comme un pauvre enfant ; je cherchai à le calmer un peu et je l'envoyai mettre ses effets bourgeois, avec lesquels il était arrivé à Metz deux mois auparavant.

» Je ne sais pas ce qu'il advint du commandant Leperche et de ses compagnons. On m'a dit qu'ils étaient partis à dix heures dans la direction des lignes ennemies, au nombre de 37, presque tous officiers et armés de fusils ou de revolvers. Ils avaient marché en se glissant le long des haies, et jusqu'à une heure du matin, on n'entendit pas un seul coup de fusil. On en concluait qu'ils avaient réussi à passer, ce que je souhaite (1). Sans doute, d'autres entreprises analogues ont eu lieu dans différentes directions.

» A 6 heures, des grenadiers et des zouaves de la garde étaient entrés en ville ; ils firent des patrouilles toute la nuit pour maintenir l'ordre. On connaissait alors l'ordre où Bazaine ose se comparer à **Masséna** : il y eut encore quelque agitation informe, « les convulsions de » l'agonie, » me dit un observateur désintéressé.

» Le lendemain, 29, qui était un samedi, il n'y avait plus d'armée. J'aimai mieux être fugitif que prisonnier, et je partis sans attendre que les Prussiens fussent entrés dans la ville. »

corps avec le maréchal Bazaine et contre l'esprit d'indiscipline des troupes, voici ce qu'un officier français, prisonnier à Mayence, écrivait également à l'*Indépendance belge* vers le milieu du mois de novembre 1870 :

« Sans doute, quelques actes d'indiscipline ont eu lieu chez le soldat manquant de vivres ; les maraudeurs affamés fuyaient les camps pour aller en chercher ; toutefois, l'indiscipline n'était réellement qu'apparente ; *mais on en décuplait les cas, afin d'accuser une cause de plus de faiblesse. « Vos » hommes ne vous suivront pas, » nous disait-on ; ces hommes eussent manqué de jambes peut-être, vu les privations passées, mais de cœur, non pas ! Je parle pour le plus grand nombre, — qu'importe le reste ?*

» *Ceux qui ont assisté au drame du 28, aux adieux des officiers à leurs soldats, seront tous de mon avis.*

» N'invoquons donc pas l'indiscipline comme excuse à notre capitulation ; ce serait, au contraire, faire retomber sur tous la responsabilité d'un tel acte.

» **Je dirai même plus, c'est par esprit de discipline que l'armée s'est soumise, non sans indignation, non sans réclamation, mais sans éclat, à un ordre aussi inique.**

» *Ainsi donc, il n'y a pour moi qu'un coupable, le général en chef.* (Je ne parle pas de sa doublure, le général **Boyer.**)

» *Les chefs de corps d'armée ont subi l'ascendant du commandement, et, comme le reste de l'armée, ils ont été trompés.*

» Le général en chef leur a sans doute parlé des malheurs de la France, de son engourdissement vis-à-vis de l'étranger, de la guerre civile, des garnisons prussiennes réclamées par les conservateurs, enfin, de l'effondrement de tout gouvernement, de toute la société française, etc., etc. ; puis, sur ce sombre tableau, il a fait ressortir que l'intérêt de la France était de retrouver au plus vite un gouvernement monarchique pour résoudre ce chaos, et dès lors, il a fait miroiter la fidélité, la reconnaissance de chacun envers l'Empereur et sa dynastie. *Je suis persuadé qu'aucun des chefs de corps n'eût sacrifié l'intérêt général à sa fidélité à l'Empire ;* seulement, c'était un élément dont on pouvait se servir ; il n'y avait qu'à appliquer cette fidélité à l'intérêt général ; l'Empire seul dut alors sauver la France ; le général en chef oubliait de parler de l'intérêt personnel qu'il espérait dans cette restauration.

» C'est ainsi que ces messieurs ont consenti aux démarches faites par le général Boyer ; pendant ce temps, l'armée dévorait ses derniers chevaux, et bientôt, sans vivres et épuisée, elle fut réduite à l'immobilité, elle était ankylosée.

» Ainsi donc, l'armée entière a été trompée : les journaux de Metz, tronqués par ordre supérieur, et d'ailleurs, sans nouvelle sérieuse de France, ne disaient que trop peu pour l'éclairer. *Aussi bien, lorsque la capitulation a été accomplie, l'armée tout entière s'est soulevée avec indignation, en apprenant la situation vraie de la France, et les plus ardents défenseurs du général en chef, jusqu'à ce jour, ont également dit* : « **Nous avons été trahis !** »

» Que la France, aujourd'hui si ardente à la lutte, sache bien que l'armée n'a jamais démérité, et qu'elle supporte avec une profonde douleur l'inaction si déplorable à laquelle la condamne la captivité. » P. M.

(1) Les journaux belges, notamment l'*Indépendance belge* et l'*Étoile belge*, ont constaté, en novembre 1870, le plein succès de cette courageuse et chevaleresque tentative d'évasion. P. M.

Telles sont les accusations qui se firent jour au lendemain même de la capitulation. Telles sont, avec les renseignements que nous avons recueillis dans le cours de ce travail, les principales données, d'après lesquelles l'opinion publique, en province et à l'étranger, fut appelée à asseoir un premier jugement sur les faits et sur les circonstances qui avaient amené et accompagné la chute de la première forteresse de la France, réputée jusque là imprenable.

Quant au généralissime de l'armée du Rhin et à ses défenseurs officieux, leurs essais de justification pouvaient, la plupart, se résumer en ces termes : Que tout avait été pour le mieux dans la plus sincère et la plus sérieuse des défenses possibles ; que le commandement en chef avait toujours été à la hauteur de ses devoirs et n'avait rien à se reprocher ; enfin, que la capitulation de Metz et l'internement de l'armée du Rhin n'étaient imputables qu'à la mauvaise fortune et à la fatalité.

Mais ces essais de justification, quelle que fût leur source, et si bruyamment patronnés qu'ils fussent par certains journaux bonapartistes de Londres et de Bruxelles, ne rencontraient généralement que dédain ou incrédulité.... Nous verrons bientôt ce que les juges militaires, et l'opinion publique, devant lesquels le maréchal Bazaine va comparaître, penseront de ce système de défense, après un loyal et solennel débat, où toutes les parties seront entendues, et où « la voix désolée des Messins » pourra enfin demander la lumière, au nom de Metz, livrée à la Prusse, au nom de la France, en deuil de deux de ses plus belles et plus fidèles provinces.

Nous allons maintenant reproduire quelques documents intéressants, se rapportant également au siége et à la capitulation de Metz.

Voici, en premier lieu, le célèbre *Ordre du jour* par lequel le maréchal Bazaine a fait connaître à ses troupes la capitulation de Sedan et la proclamation de la République :

« A L'ARMÉE DU RHIN !

» D'après deux journaux français du 7 et du 10 septembre, apportés au grand quartier général par un prisonnier français qui a pu franchir les lignes ennemies, S. M. l'empereur Napoléon aurait été interné en Allemagne après la bataille de Sedan, et l'Impératrice ainsi que le Prince impérial, ayant quitté Paris le 4 septembre, un pouvoir exécutif, sous le titre de Gouvernement de défense nationale, s'est constitué à Paris. — Les membres qui le composent sont : (*suivent les noms*).

» Généraux, officiers et soldats de l'armée du Rhin ! Nos obligations militaires envers la patrie restent les mêmes. Continuons donc à la servir avec dévouement et la même énergie en défendant son territoire contre l'étranger, l'ordre social contre les mauvaises passions.

» Je suis convaincu que votre moral, ainsi que vous en avez déjà donné tant de preuves, restera

à la hauteur de toutes les circonstances, et que vous ajouterez de nouveaux titres à la reconnaissance et à l'admiration de la France.

» Ban Saint-Martin, 16 septembre 1870. »

Voici, ensuite, la proclamation par laquelle le général Coffinières apprit aux Messins que tout était fini, que la ville allait être livrée à l'ennemi, et que toute prolongation de résistance ne pourrait que nuire aux intérêts de la population :

« Habitants de Metz,

» Il est de mon devoir de vous faire connaître loyalement notre situation, bien persuadé que vos âmes viriles et courageuses seront à la hauteur de ces graves circonstances.

» Autour de nous est une armée, *qui n'a jamais été vaincue,* et qui s'est montrée aussi ferme devant le feu de l'ennemi que devant les plus rudes épreuves. Cette armée, interposée entre la ville et l'assiégeant, *nous a donné le temps de mettre nos forts en état de défense et de monter sur nos remparts plus de six cents pièces de canon ; enfin, elle a tenu en échec plus de* 200,000 *hommes.*

» *Dans la place, nous avons une population pleine d'énergie et de patriotisme, bien décidée à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.*

» Si nous avions du pain, *cette situation serait parfaitement rassurante ;* malheureusement il n'en est point ainsi.

» J'ai déjà fait connaître au Conseil municipal que, malgré la réduction des rations, malgré les perquisitions faites par les autorités civiles et militaires, nous n'avions de vivres assurées que jusqu'au 28 octobre.

De plus, notre brave armée, déjà si éprouvée par le feu de l'ennemi, puisque 42,000 hommes en ont subi les atteintes, souffre horriblement de l'inclémence exceptionnelle de la saison et des privations de toute sorte. Le conseil de guerre a constaté ces faits, et M. le maréchal commandant en chef a donné l'ordre formel, comme il en a le droit, de verser une partie de nos ressources à l'armée.

» Cependant, grâce à nos économies, nous pouvons résister encore jusqu'au 30 courant, et notre situation ne se trouve pas sensiblement modifiée.

» Jamais, dans les fastes militaires, une place de guerre n'a résisté jusqu'à un épuisement aussi complet de ses ressources, et n'a été aussi encombrée de blessés et de malades.

» Nous sommes donc condamnés à succomber, mais ce sera avec honneur, et nous ne serons vaincus que par la faim.

» L'ennemi, qui nous investit péniblement depuis plus de soixante-dix jours, sait qu'il est près d'atteindre le but de ses efforts : il demande la place et l'armée, et n'admet pas la séparation de ces deux intérêts. Quatre ou cinq jours de résistance désespérée n'auraient d'autre résultat que d'aggraver la situation des habitants. Tous peuvent d'ailleurs être bien convaincus que leurs intérêts privés seront défendus avec la plus vive sollicitude.

» Sachons supporter stoïquement cette grande infortune, et conservons le ferme espoir que Metz, cette grande et patriotique cité, restera à la France.

» Metz, le 27 octobre 1870.

» Le général commandant supérieur,

» F. Coffinières. » (1)

(1) On sait que la population de Metz, surtout à la fin du siége, ne voyait pas de bon œil le général Coffinières. Les lignes suivantes, que nous détachons d'une correspondance envoyée de Metz même, le 30 octobre, à la *Gazette de Cologne,* témoignent hautement, si le fait relaté est exact, de l'impopularité de cet officier supérieur et du mépris qu'on lui aurait témoigné après la capitulation :

« Une scène qui a eu lieu hier soir a prouvé que des dissentiments violents ont dû régner entre le commandant de la garnison et celui des autres troupes. Un officier âgé, courbé, et le képi enfoncé sur le visage, traversait hier la rue, accompagné de deux camarades plus jeunes et suivi d'hommes et de femmes qui l'insultaient et crachaient sur lui. Je suppose que c'est le commandant Coffinières, qui avait contribué, contre la volonté de la population, à la reddition de la place. » P. M.

Enfin, voici la proclamation que M. Gambetta crut devoir adresser à l'armée, au lendemain de la capitulation de Metz, pour lui déclarer que personne en France ne la rendait solidaire de l'impéritie ou de la trahison de ses chefs :

« Soldats !

» Vous avez été trahis, mais non déshonorés ! Depuis trois mois, la fortune trompe votre héroïsme. Vous savez aujourd'hui à quels désastres l'ineptie et la trahison peuvent conduire les plus vaillantes armées.

» Débarassés de chefs indignes de vous et de la France, êtes-vous prêts, sous la conduite de chefs qui méritent votre confiance, à laver dans le sang des envahisseurs l'outrage infligé au vieux nom français ?

» En avant ! vous ne lutterez plus pour l'intérêt ou les caprices d'un despote ; vous combattrez pour le salut même de la patrie, pour vos foyers incendiés, pour vos familles outragées, pour la France, notre mère à tous, livrée aux fureurs d'un implacable ennemi. Guerre sainte et nationale, mission sublime pour le succès de laquelle il faut, sans jamais regarder en arrière, nous sacrifier tous et tout entiers.

» D'indignes citoyens ont osé dire que l'armée avait été rendue solidaire de l'infamie de son chef. Honte à ces calomniateurs, qui, fidèles au système des Bonaparte, cherchent à séparer l'armée du peuple, les soldats de la république !

» Non ! non ! j'ai flétri, comme je le devais, la trahison de Sedan et le crime de Metz, et je vous appelle à venger votre propre honneur, qui est celui de la France !

» Vos frères d'armes de l'armée du Rhin ont déjà protesté contre le lâche attentat, et retiré avec horreur leur main de cette capitulation maudite.

» A vous de relever le drapeau de la France, qui, dans l'espace de quatorze siècles, n'a jamais subi pareille flétrissure !

Le dernier Bonaparte et ses séides pouvaient seuls amonceler sur nous tant de honte en si peu de jours ! Vous nous ramènerez la victoire ; mais sachez la mériter par la pratique des vertus républicaines, le respect de la discipline, l'austérité de la vie, le mépris de la mort. Ayez toujours présente l'image de la patrie en péril ; n'oubliez jamais que faiblir devant l'ennemi à l'heure où nous sommes, c'est commettre un parricide et en mériter le châtiment.

» Mais le temps des défaillances est passé ; c'est fini des trahisons ! Les destinées du pays vous sont confiées, car vous êtes la jeunesse française, l'espoir armé de la patrie : vous vaincrez ! Et, après avoir rendu à la France son rang dans le monde, vous resterez les citoyens d'une république paisible, libre et respectée.

» Vive la France !

» Vive la République !

» Le membre du gouvernement, ministre de l'intérieur
» et de la guerre.

» LÉON GAMBETTA. »

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES

QUI SE RENCONTRENT DANS CET OUVRAGE.

A

Abdallah-ben-Mohammed (le pseudonyme), 714.
Aberdeen (lord), 704.
Achard (Félix), 239.
Achard (Le général français), 563.
Acton (lord), 138.
Adair (le *reporter* anglais, lord), 656.
Adam (l'ex-préfet de police, Edmond), 644.
Adolphe de Nassau (le duc), 495.
Agenars (l'ancien déporté politique), 109.
Aguada (la Comtesse), 500.
Agulhon (l'employé du ministère de la guerre à Tours), 537.
Albe (le duc d'), 310.
Albert d'Angleterre (le prince), 671.
Albert de Prusse (le prince), 30, 57, 77, 100.
Albrecht (le prince), 377.
Alcanices (le marquis d'), 310.
Alexandre (de Lyon), 427.
Alexandre II, de Russie (l'empereur), 49, 93, 278, 367.
Alexandra Josephovna de Russie (la grande duchesse), 93.
Allain-Targé (l'ex-préfet de la Gironde), 433, 474.
Alphonse d'Espagne, (le fils d'Isabelle, prince), 280, 295, 330.
Alzac (Adhémar d'), 697.
Alzac de la Douze (le comte d'), 697.
Amédée Ier (le roi d'Espagne), 57, 113, 125, 171, 196, 228, 240, 246, 280, 294, 310, 320, 361, 404, 536, 542, 553, 556, 559, 604, 639.
Amélie (la reine), 8.
Amyot (l'éditeur parisien), 407.
Andlau (le colonel d'), 511.
Andrassy (le comte hongrois), 101, 177, 279, 294.
André (le lieutenant des éclaireurs de l'armée du Nord), 713.
Anethan (l'ancien ministre Belge, baron d') 109, 738.
Angeville (Mlle Henriette d'), 739.
Angulo (le député espagnol Paul y), 310.
Antigny (madame Blanche d'), 403.
Antoine (l'intendant), 191.
Antoine (le commandant), 191.
Antonelli (le cardinal), 251, 288, 594.
Antonio, 355.
Arago (l'ancien membre du gouvernement de la défense, Emmanuel), 47, 164.
Arco (le comte prussien), 222.
Arjugeon (le colonel de mobiles, comte d'), 347.
Arlès Dufour, (l'industriel Lyonnais), 129.
Armaillé (le comte d'), 354.
Arnim (le baron d'), 2.
Arnstein, 645.
Arnaud, (Mme Ve), 735, 525, 537.
Arnaud (le chef de bataillon de la garde nationale de Lyon), 523, 524, 527, 582, 594, 611, 671, 735.
Arthur d'Angleterre (le prince), 503.
Arrest (le médecin en chef de l'armée prussienne, docteur d'), 537.
Arrivabène (le député italien), 710.
Asies du Faur (le commandant des partisans du Gers d'), 255.
Asseline (le littérateur, Alfred), 718.
Aubert (l'ex-maire de Gray), 476.
Augusta de Prusse (l'impératrice), 333, 373, 385, 387, 429, 574, 618, 660, 735, 761, 762, 763, 765.
Auguste de Wurtemberg (le prince), 241.
Augustembourg (le duc d'), 105.
Aumale (duc d'), 73, 735.
Aurelles de Paladine (l'ancien commandant en chef de l'armée de la Loire, le général d'), 89, 109, 259, 272, 291, 313, 327, 334, 338, 364, 377, 385, 389, 409, 410, 411, 412, 416, 424, 436, 442, 456, 471, 472, 478, 480, 513, 514, 515, 556, 655, 696, 726.
Avala (l'ancien ministre espagnol), 601.
Alvensleben (le comte), 184, 762.
Ayala (l'espagnol), 553.
Aymard (le général français), 511.
Azémar (le général français d'), 272.

B

Bade, (la princesse, Marie de), 14, 439.
Baker (le lieutenant de la garde nationale parisienne), 712.
Balan (le diplomate prussien, de), 577.
Balle (le compositeur), 137.
Bancel (l'ancien député de Paris), 328.
Bancroft (le diplomate américain), 114, 757.
Bandall-Roberts (le *reporter* anglais), 746.
Baragnon (Numa), 115.
Baraguey-d'Hilliers (le maréchal), 537, 612.

Bardin (de Vitry), 282.
Baresewil (le chimiste), 420.
Baring (les frères), 96, 164.
Barni (Jules), 87, 639.
Baroche (l'ancien ministre), 40.
Barrachin (le colonel du 1er zouaves), 55.
Barrail (le général français du), 770.
Barral (le général français de), 182, 208, 222, 417.
Bastien (de Metz), 163.
Bassano (le duc de), 576.
Bataille (le général), 192.
Battu (l'actrice, la), 298.
Baudesson de Richebourg (le général français), 427, 525.
Baudrillart (l'économiste), 100.
Bauer (le notaire bavarois), 756.
Bauer (madame), 756.
Baudelocque (l'ancien maire de Montdidier), 118.
Baumbach (le général prussien von), 430.
Baume, (le journaliste marseillais), 55.
Bayvet, 23.
Bazaine (le généralissime de l'armée du Rhin, maréchal), — Voyez à *l'Annexe* plus loin.
Bazaine (madame la maréchale), 177, 313, 441, 488.
Bazard (le commandant d'artillerie), 191.
Beauregard (le général américain de), 563.
Beaurepaire (le lieutenant-colonel de mobiles, vicomte de), 158.
Beauveau (la princesse de), 500
Bebel (le député allemand). 353, 498, 526.
Beesly (le démocrate anglais), 658.
Beethoven (le compositeur allemand), 612.
Beghui (le capitaine du génie), 192.
Béhaghel (l'ancien préfet), 115
Bellamare (le général français, de), 31, 711.
Bellanger (mad. Marguerite), 47.
Belzunce (le cardinal de), 109.
Belly (le matelot et aéronaute), 749
Bénard, 748
Bender (l'artiste belge), 751.
Benedetti (l'ancien ambassadeur comte), 157, 325, 396, 587.
Benedix (l'auteur dramatique), 140.
Benoit (de Mirecourt), 168
Bentheim (le général prussien von), 312.
Bento (le ministre portugais, Carlos), 177.
Béral (l'ancien ingénieur et préfet, Elie), 238.
Béranger (le chansonnier), 496.
Beranger (l'homme d'état espagnol), 553, 601.
Berckeim (le général français de), 191.
Berga (la famille messine), 191.
Berger (le député autrichien), 433
Berger (le colonel Wurtembergeois), 373.
Bergé (le représentant belge), 467.
Berguès (le sous-lieutenant de cavalerie, Pierre de), 137.
Berg von Dussem (le banquier hollandais), 95.
Berlan (le soldat français), 563.
Berlin (le maire de Roy), 87.
Berry (le duc de), 204.
Berry (la duchesse de), 330.
Bert (l'ex-préfet du Nord, Paul), 670, 749.
Besançon (de Metz). 163.
Bertrand (le général français), 377.
Besse (d'Hautefays), 538.
Berthemy (le diplomate français), 458
Bessol (le général français du), 693.
Bertholon (le préfet César), 136.
Bethman-Holleweg (l'ancien préfet prussien), 313.
Beurtheret (le journaliste, Paul), 522, 563.
Beust (le ministre autrichien, comte de). 27, 32, 79, 101, 147, 299, 309, 595, 673, 729
Biancheri (le député italien), 478.
Bigot (le commandant d'état-major), 129.
Billault (l'ancien ministre). 23.
Billot (le général français). 517.
Bischler (le tailleur strasbourgeois), 659.
Bischoff (le docteur suisse), 30.
Bismark (le colonel de cuirassiers, de), 419
Bismark (le chancelier de l'empire allemand, prince de). 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 15, 16, 25, 26, 28, 29, 30, 32, 34, 38, 46, 51, 52, 55, 59, 61, 67, 68, 94, 100, 105, 111, 114, 115, 116, 117, 119, 139, 157, 172, 178, 200, 223, 224, 229, 231, 242, 246, 258, 261, 264, 265, 267, 276, 282, 287, 296, 297, 298, 319, 341, 348, 366, 367, 398, 432, 454, 459, 484, 499 533, 543 586, 595, 597, 633, 650 654, 659, 663, 664, 673, 688, 696, 705, 706, 707, 716, 723, 730, 741, 742, 744, 747.
Bissinger (le bijoutier badois) 341
Bisson (le général français), 225, 769, 770.
Bitter (l'ancien préfet prussien de) 313.
Blache (l'ancien maire de Toulon, Noël), 115.
Blairet (le journaliste américain, Louis), 563.
Blanc (l'ancien membre du gouvernement provisoire de 1848, Louis), 647.
Blanche (l'élève militaire), 191.
Blanqui (le démocrate), 499.
Blanqui (le restaurateur d'Etretat), 476.
Bloch (la cantatrice), 557.
Blondin (le conseiller municipal messin), 165.
Blondin (l'ex-sous-préfet de Péronne), 736.
Blücher (le général prussien), 126, 505.
Blümenthal (le général prussien de), 104.
Bluntschli (le jurisconsulte allemand), 747.
Bois (l'ingénieur parisien, Victor), 112.
Boissonnet (le colonel), 191, 511, 775.
Bombonnel (le commandant de francs-tireurs), 458, 607.
Bonaparte (le prince Antoine), 622.
Bonaparte (le prince Louis), 622.
Bonaparte (le prince Pierre), 304, 323, 623.
Bonaparte (madame), 29.
Booth (madame). 623.
Booth (Edwin), 623.
Booth (l'assassin, Jones Wilkes), 623.
Bouchotte (de Metz), 163, 173.
Bouillé (le comte de), 428.
Bouillé (le vicomte de), 428.
Bouillé (le marquis de), 428
Boulan (le journaliste valenciennois, Ernest), 590.
Bourbaki (l'ancien divisionnaire de l'armée de Metz, commandant des armées de l'Est, général), 52*, 54*, 59*, 65*, 77*, 79*, 83*, 101, 115, 119, 136, 141, 143, 145, 150, 171*, 181, 182, 193, 237, 281*, 289, 326, 338, 343, 421, 424, 466, 517, 547, 605, 613, 618, 623, 630, 635, 636, 640, 641, 648, 653, 657, 667, 672, 680, 684, 707, 722, 762, 768, 769 (1).

(1) Les chiffres marqués d'un astérisque indiquent qu'il s'agit aux pages signalées de la sortie du général de Metz, après la visite d'un émissaire bonapartiste

Bourbaki (mad. la générale), 612.
Bourgeois (l'auteur dramatique, Anicet), 756.
Bourrias (le colonel), 432.
Bouteiller (l'ex-député de), 163, 245, 631, 773, 776.
Bouvet (le chevalier de), 282.
Bouville (l'ex-préfet de), 576.
Borcke (le général allemand de), 764.
Bordone (le général garibaldien), 611, 632, 671, 754.
Borel (le général français), 89.
Bostmembrun (l'officier payeur), 192.
Bossack (le général garibaldien), 135.
Botin (le père Jérôme), 205.
Botgaris (le ministre grec), 488.
Boyenval (le capitaine du génie), 210.
Boyer (de Lyon), 594, 611.
Boyer (le général), 186.
Boyer (l'ancien aide de camp du maréchal Bazaine, général, baron Napoléon), 116, 119, 131, 135, 142, 150, 175, 180, 198, 209, 222, 296, 297, 551, 770, 771, 777.
Brannon (les ingénieurs), 557.
Brascassat (le peintre), 464.
Brassey (l'entrepreneur anglais, Thomas), 433.
Brébant (le conseiller municipal rémois), 312.
Bressolles (le général français de), 201, 593, 722.
Breitteinbach (d'Alger), 184.
Briant (le général français), 638.
Bricon (Edouard), 203.
Bright (l'homme d'état anglais), 502, 564.
Brissaud (le capitaine d'infanterie), 609.
Brissy (l'intendant militaire), 53.
Brochier (de Marseille), 55.
Brochon (de Bordeaux). 494.
Broglie (le duc de), 525.
Brown (les frères), 95.
Brunet (l'ancien commissaire de police central, à Alger), 183.
Brunswich (le duc de), 71, 132, 193, 495.
Bruyas (de Lyon), 524.
Buchanan (l'homme d'état américain), 279.
Buffet (l'ancien ministre), 133.
Buffet (Jules), 314.
Bulow (l'ex-attaché militaire prussien, à Paris, le lieutenant) 359.
Bultingaire (de Metz), 163.
Bulwer (l'homme d'état anglais) 8.
Buren (le colonel suisse), 30.
Burgoyne (sir James), 753.
Burgoyne (le feld-maréchal anglais), 353.
Burnside (le général américain), 105, 297.
Bussières (de), 115.
Buxel (de Paris), 327.

C

Cadorna (le général italien), 2, 11, 22, 29, 31, 54, 57, 79, 331, 548.
Cail (l'industriel parisien), 776.
Cairoli (le député italien), 478.
Callet (Auguste), 136.
Calonne (Charles de), 174.
Calonne (le vicomte de), 273.
Cambriels (le général), 118, 140, 143, 149, 168, 237, 298, 343, 345, 389, 405, 439, 506
Campot (d'Hautefays), 538.
Canrobert (le maréchal), 73, 178. 210, 225, 226, 258, 515, 717, 762, 763, 769, 770, 771.
Cantagrel (le publiciste), 527.
Canzio (Thérésita) 728
Canzio (l'italien), 303, 728.
Carcassone (le démocrate marseillais), 214, 232, 247, 270.
Cardwel (le ministre anglais), 104, 624.
Carette (l'officier de mobiles), 9.
Carlos (don), 495.
Carignan (le prince de), 57.
Carnot (l'ancien commissaire de la défense nationale dans le Nord-Ouest, l'ingénieur Sadi), 676.
Carot (de Gray), 476.
Carré (le maréchal des logis-chef du génie, Victor), 467, 674.
Carré-Kérisouet (l'ancien député, général, et commissaire civil près des armées de Bretagne), 139, 250, 322, 400, 526.
Carton (de Landrecies), 579.
Carvalho (le ministre portugais), 177.
Casper (le fournisseur), 756.
Cassagnac (Paul de), 7, 9, 99 174, 236, 368, 369.
Castelar (le démocrate espagnol), 89, 196.
Castellazzo (le chef garibaldien). 313.
Castelnau (le général de), 52, 61, 68, 282.
Castries (la duchesse de), 500.
Cathelineau (le général Henri de), 27, 38, 46, 89, 311, 320, 345, 349, 706.
Catoire (de Landrecies), 743
Cavaillon (Edouard), 689.
Celler (le chef d'escadron d'état-major), 563, 579.
Cellier (mademoiselle), 501.
Celmer (le pasteur norwégien), 418.
Cerutti (le sénateur italien), 478.
Cesarini (le prince romain), 54.
Cesarewna de Russie (la grande duchesse), 93.
Cevilly (l'intendant militaire, Denecey de), 191.
Cialdini (le général italien), 113, 478.
Cibrario (l'italien Luigi), 62
Cisterna (le chevalier de Pozzo, prince de la), 246.
Chaberd (le lieutenant d'artillerie), 192.
Chaix (l'ancien représentant du peuple), 540.
Challemel-Lacour (l'ex-préfet), 67, 355, 427, 523, 525, 754.
Chambord (le comte Henri de). 110, 191, 202, 276, 403, 495, 638, 647, 717.
Champagne (l'artiste Philippe de), 111.
Champflour (le comte Martial de), 355.
Champvans (de), 136.
Chandigné (le capitaine de), 85.
Changarnier (le général), 160, 163, 181, 196, 297, 300, 368, 630, 776.
Chanzy (l'ancien commandant de la deuxième armée de la Loire, général), 380, 389, 434, 435, 453, 459, 461, 463, 465, 466, 471, 472, 480, 484, 489, 498, 499, 517, 523, 526, 551, 564, 566, 571, 578, 585, 613, 617, 619, 623, 630. 636, 640, 647 ,653, 661, 662, 667, 669, 672, 679, 685, 706, 726, 746.
Charles-Albert (le roi de Piémont), 206.
Charlotte (l'ex-impératrice), 495.
Charrette (l'ex général de), 98, 321, 354, 465, 478, 639, 647, 706.
Chartres (le duc de), 578, 735.
Charvet (de Lyon), 583.
Chastel (du), 677.
Châtelain (le sous-inspecteur des forêts), 537.
Chaudordy (l'ancien délégué aux affaires étrangères à Tours et à Bordeaux, comte), 109, 311, 319, 324, 331, 457, 650, 744, 747.
Chaumont (l'aéronaute), 491.
Chavande (le membre du comité de défense de Boulogne), 129.
Chazal (le lieutenant-général belge), 284.
Chenet (le commandant de guérilla), 513, 559, 583.
Chevet (le restaurateur parisien), 642.
Chevreau (l'ex-préfet et ministre), 72, 136.

Chevreuse (le duc de), 334.
Chichester-Fortescue (l'anglais), 564.
Chigi (le nonce à Paris), 158, 452.
Chol (de Lyon), 524.
Christen (le comte de), 579.
Christopoulos (le ministre grec), 488.
Ckiradi (l'ingénieur constructeur), 556.
Clanricarde (lord), 170.
Clarendon (lord), 17, 574.
Clary (le vicomte), 143.
Clary (le général), 178.
Clerc (le chef d'escadron d'artillerie, Eugène), 258.
Clercy (Eugène), 689.
Clinchant (le général), 191, 511, 517, 775, 776.
Cluseret (le général américain), 34, 37, 71, 126, 201, 214, 232, 247, 433, 578.
Cobourg (le duc de), 105.
Cocenza (le général italien), 212.
Cochelet (l'ancien commissaire de police, Laurent), 41.
Cochery (l'ancien député), 355.
Cochin (Augustin), 525.
Cocorico (le pseudonyme), 714.
Coffinières de Nordeck (l'ancien commandant de place de Metz, général), 148, 160, 166, 181, 191, 211, 212, 245, 255, 296, 630, 631, 767, 774, 776, 779.
Cohauvin (mademoiselle de), 14.
Cohen (de Paris), 585.
Cohen (le jeune israélite), 101.
Cohn (l'abbé Hermann), 739.
Collignon (le journaliste messin, Albert), 767.
Collignon (le conseiller municipal), 163.
Colton (l'alderman), 395.
Columba (la religieuse, Rosa), 205
Combarieu (de Cahors), 447.
Conneau (le docteur), 136, 576, 664.
Constantin Nicolaïewitch (le grand-duc), 93.
Contades (le vicomte de), 87.
Conte (le lieutenant de cavalerie), 750.
Coppée (le banquier belge, Dominique), 21.
Coquand (de Lyon), 556.
Cora Pearl (madame), 402.
Corvera (le marquis de), 310.
Corvisart (le docteur), 578.
Cotostavros (le ministre grec) 488.
Cotta (l'imprimeur allemand), 438.
Cotta (le fils), 439
Cotte (l'ex-préfet), 250.
Cottin (le commandant), 455.
Coulaines (le commandant de), 143.
Courcy (le général de), 191, 511.
Courtin (le fournisseur de l'armée), 70.
Couville (Henri de), 677.
Cowley (lord), 14.
Cowley (lady), 14.
Craushaar (le général saxon), 763.
Cremer (le général Gambettiste), 508, 594, 607.
Crémieux (l'ancien membre du gouvernement de la défense), 26, 66, 69, 116, 142, 164, 170, 228, 314, 359, 378, 411, 452, 463, 494, 506, 543, 549, 579.
Crémieux (l'agitateur méridional, Esdras), 433.
Crespin (le général), 191.
Cretin (le lieutenant du génie), 192.
Crugy (le journaliste bordelais) 569.
Cullogh-Torrens (le membre du Parlement anglais), 395.
Curicque (l'abbé), 204.
Cuttoli (l'ancien évêque d'Ajaccio, de), 579.
Cuzon (de Paris), 221.
Cuzon (le sous-préfet), 87.

D

Dalwig (le baron), 144.
Damas (le père jésuite de,) 191.
Dargent (le général), 578.
Daru (le comte), 676.
Dauzon (le préfet des Ardennes, Eugène), 144, 587.
Daumier (le dessinateur), 644.
Dauphinot (l'ancien maire de Reims), 136.
David (le baron Jérôme), 72, 534, 576, 585.
David (madame), 585.
Davies (Miss), 395
Davillier (le comte), 14.
Davoust d'Auerstadt (le général), 191, 511.
Decaen (le général), 516, 762, 763.
Decazes (le général), 252.
Decailly (le soldat), 329.
Décheney (le général), 377.
Decrombecque (l'agronome G.), 433.
Dehackenwader (le chef de bataillon du 46e de ligne), 10.
Déjazet (mademoiselle), 496.
Dejussieu (l'ancien journaliste bonapartiste), 39
Deligny (le général), 191.
Delacoux de Marivaux (l'ex-général de division, Emérian), 439, 519, 526.
Delacroix (le peintre Eugène), 464.
Delarable (le soldat), 329.
Delbrück (le diplomate prussien), 59, 311, 332.
Delhomme (la dame), 311.
Deloche (de Lyon), 594.
Delpech (l'ancien préfet des Bouches-du-Rhône), 41, 108, 109, 132, 168, 201, 214.
Demay (le général), 257, 271, 378.
Demeur (le représentant belge), 467.
Denfert (le colonel), 733.
Depreuve (le paysan), 326.
Dérroja (le général), 693
Deroux (le journaliste, Abel), 632.
Derrien (le chef de division au ministère de l'intérieur), 140.
Deschamps (l'aéronaute), 417.
Desseaux (le chef de volontaires, commandant), 85.
Desseaux (le préfet de la Seine Inférieure), 86.
Desvaux (le général), 225, 769.
Détroyat (le journaliste et ex-général auxiliaire), 439, 484, 622.
Devienne (le président), 38, 47.
Dickens (le romancier Charles), 574.
Didier (l'ancien représentant, Henri), 215.
Didion (le général), 163.
Didot (la librairie), 350.
Dietz (le peintre), 50.
Dieu (madame), 376.
Djemil-pacha (le diplomate turc), 474.
Doche (madame), 501.
Doering (le fabricant allemand), 487.
Doering (le général allemand de), 762.
Dolkstadt (de Cologne), 492.
Domalin (l'aéronaute), 438.
Domalin (le chef de corps franc), 313.
Dombroswki (le colonel), 34.
Doney (l'évêque), 739.
Donizetti, (le compositeur italien), 140.
Donnet (l'archevêque), 375.
Doré (Gustave), 505.
Doria (le prince), 54
Dorian (l'ancien membre du gouvernement provisoire), 107, 390, 512.
Dormoy (l'ingénieur), 143, 639
Douay (le général Abel), 516.
Dreher (le brasseur prussien), 306.
Dreux (le peintre Alfred de), 464.
Dreux-Brézé (marquise de), 10.
Drouyn-de-Lhuys (l'ancien ministre), 41, 361, 635.
Drouyn-de-Lhuys (madame la baronne), 41.
Dubos (l'envoyé parisien du gouvernement de la défense), 124.

Dubost (le général), 191.
Dubourg (l'évêque), 205.
Ducatez (le sous-lieutenant), 591.
Duchêne (le chef d'escadron), 192.
Ducher (le publiciste bonapartiste), 393.
Ducoux (de Paris), 578.
Ducrot (le général) 55, 92, 165, 371, 372, 373, 374, 385, 387, 389, 390, 392, 397. 404. 410, 411, 413. 419, 430, 470, 505, 510, 514, 516, 517, 619.
Duffraisse (l'ancien préfet, Marc), 41, 116, 168, 615.
Duhesme (le général), 516.
Dumarest, 115.
Dumas, fils, (Alexandre), 84, 419, 558, 646.
Dumas, père, (Alexandre), 84, 313, 419, 558, 574, 646.
Dumas (mademoiselle Marie-Alexandre), 646.
Dumont (de Gray), 476.
Dumont (le général de division), 97.
Dunoord (le capitaine d'artillerie), 191.
Dupanloup (l'évêque d'Orléans), 124, 334, 401, 470, 483, 513, 514, 515, 545. — Voyez à la *Table des matières* le mot *Lettres pastorales*.
Dupasquier (le président de la cour de Chambéry), 159.
Dupin (ainé), 272.
Duplessis (le général), 576.
Dupont (de Marseille), 195.
Dupont (le publiciste Léonce), 350.
Duportal (le journaliste et ancien préfet de Toulouse), 257, 271, 290, 378, 563, 644.
Duportal (l'ingénieur), 271.
Dupré (le général), 63.
Durangel (le membre de la commission d'armement à Tours), 23.
Durrieu (le général baron), 183, 215.
Durossel (le général allemand), 387
Duruof (l'aéronaute), 43.
Duruy (l'ancien ministre de l'instruction publique), 506, 587.
Dusolier (l'ex sous-préfet de Notron, Alcide), 159.
Duterme (le capitaine), 192.
Dutrevan (l'adjoint de Roy), 87
Duval (le conseiller municipal rouennais, Raoul), 638.
Duval (l'ancien rédacteur des *Débats*, Jules), 21.
Duval (l'ex-commandant des mobiles de Vitry), 591.
Duvernois (l'ancien journaliste et ministre, Clément), 317, 371, 383, 415, 433.

E

Ebling (le sous-préfet), 107.
Eckert (le colonel allemand), 763.
Ehrenwin (le major), 115.
Elphinstone (le *reporter* anglais, colonel), 746.
Erpelata (d'), 355.
Espartero (le maréchal), 196, 240, 246, 280, 574.
Espinasse (madame la générale), 612.
Esquiros (l'ancien préfet des Bouches-du-Rhône), 55, 98, 108, 117, 132, 168, 175, 201, 214, 232, 253, 271, 355.
Esquiros (William), 253.
Estancelin (l'ancien député et commandant), 70, 86, 525.
Etzel (le garde forestier prussien, von), 313.
Eugénie (la comtesse de Montijo, ex-impératrice), 6, 8, 24, 50, 52, 54, 59, 65, 76, 77, 83, 135, 139, 148, 150, 211, 258, 282, 283, 296, 361, 366, 420, 512, 551, 576, 578, 632, 646, 735, 751, 770, 774. — Voyez à la *Table des matières* les mots *Fuite* et *Chislehurst*.
Eulemberg (le comte), 104.
Evans (le dentiste parisien), 753.
Evans (madame), 753.

F

Faber (le lieutenant colonel, von), 430.
Faidherbe (l'ex-commandant de l'armée du Nord, général), 326, 465, 489, 508, 521, 530, 535, 541, 547, 594, 599, 603, 605, 613, 634, 636, 641, 649, 653, 680, 692, 693, 694, 701, 706, 715, 727, 736.
Failly (le chef d'escadron de), 192.
Failly (le général), 417, 763.
Fagan (l'orateur anglais), 721.
Falloux (l'ancien ministre, comte de), 356.
Farco (l'aéronaute), 94.
Fare (le général), 318.
Farguell (mademoiselle), 501.
Faslinde (de la Manche), 677.
Faultrier (la famille messine), 191.
Faure (le chanteur), 557.
Favier (de Metz), 163.
Favre (madame), 585.
Favré (l'ancien membre du gouvernement de la défense, Jules), 5, 8, 12, 15 16, 25, 29, 32, 38, 51, 52. 61, 107, 113, 238, 542, 566, 571, 661, 672, 707, 719, 722, 723, 724, 729, 730, 734, 735, 739, 740, 741, 742, 744, 745.
Feldhaux (le lieutenant du génie), 192.
Feldmann (le lieutenant d'artillerie), 192.
Ferdinand de Toscane (le grand-duc), 495, 683.
Ferêt (le publiciste Lambert de), 420.
Ferrand (l'ex-préfet), 60.
Ferry (l'ancien membre du gouvernement de la défense nationale, Jules), 107.
Festetics (le comte), 141.
Festugière (l'aide de camp du général Bourbaki, Daniel), 612.
Feuillant (le commandant des éclaireurs du Nord), 713.
Fiereck (le général), 143, 318, 400.
Fillon (le précepteur du prince impérial), 282, 683.
Fisher (le commandant d'artillerie), 191.
Flassellières (d'Alger), 184.
Flaujol (l'ex-préfet), 238.
Fleury (le général), 727.
Fleury (l'ancien représentant), 237.
Florentin (le capitaine d'artillerie), 192.
Flourens (Gustave), 208, 499, 512.
Foester (le général), 673.
Foltz-Grosben (le général de division de), 539.
Fond (l'ancien député à la Constituante), 379.
Fontenay (le journaliste de), 39.
Fonvielle (Wilfried de), 327, 360, 371, 372.
Forbes (le *reporter* anglais), 656.
Forsyth (le général américain), 105
Forton (le général, marquis de), 258, 576.
Fortoul (l'ancien ministre), 383.
Fould (l'ancien ministre), 44.
Fourcand (le maire), 569.
Fourichon (l'ancien membre du gouvernement de la défense, amiral), 24, 26, 36, 49, 65, 75, 86, 89, 411, 556, 579, 638, 644.
Fourment (le maire de Frévent, de), 592.
Fournel (le littérateur Victor), 202, 348.
Fournier (le journaliste bordelais), 629, 659.
Fournier (le général), 191.
Fox-Young (l'ancien gouverneur de l'Australie), 15.
Foy (le vicomte), 15.

François-Joseph (l'empereur d'Autriche), 49, 79, 101.
François de Modène (le duc), 495.
François II (l'ex-roi de Naples), 495.
Francqueville (de), 355.
Frappoli (le colonel italien), 98, 122, 303, 478, 611, 713.
Frédéric-Charles (le général, prince), 10, 69, 142, 160, 166, 167, 170, 211, 225, 295, 329, 363, 364, 416, 434, 440, 457, 461, 480, 512, 567, 594, 605, 613, 617, 619; 630, 636, 647, 648, 669, 674, 762, 763, 764, 765, 771.
Frédéric des Pays-Bas (le prince), 428.
Frentz (de), 550.
Freppel (l'évêque d'Angers), 320, 375.
Freycinet (l'ancien délégné à la guerre à Tours et à Bordeaux, de), 391, 412, 442, 494, 553.
Fricke (le démocrate allemand), 669.
Frietsen (le baron de), 144.
Froment (l'officier de mobiles), 9.
Fronde (l'historien anglais), 302.
Frossard (le général), 210, 225, 236, 258, 762, 763, 769.
Funder (le banquier), 95.
Fürstemberg (le capitaine de hussards prussiens), 20.
Furstentein (le préfet prussien de Seine-et-Marne, comte de), 306.

G

Gætani (le duc romain), 84.
Gaillardon (l'ancien commissaire de police), 15.
Galles (la princesse de), 533.
Galles (le prince de), 741.
Gallimard (le colonel), 191.
Gambetta (l'ancien membre du gouvernement de la défense nationale et ministre de l'intérieur et de la guerre à Tours et à Bordeaux, Léon). — Voyez ce mot à l'*Annexe* plus loin.
Garibaldi (le démocrate italien et chef de partisans, Joseph), 75, 78, 82, 89, 92, 98, 101, 102, 106, 116, 118, 120, 127, 135, 168, 234, 237, 239, 245, 276, 285, 292, 299, 307, 313, 318, 345, 358, 367, 380, 435, 441, 449, 535, 547, 550, 559, 603, 605, 611, 616, 617, 630, 669, 671, 702, 707, 713, 724, 728, 732.
Garibaldi (Menotti), 135, 303, 359, 478.
Garibaldi (Ricciotti), 285, 303, 478.
Garret (miss), 395.
Gasparin (madame de), 48, 406.
Gaulon (le maréchal des logis du génie, Théodore), 467, 674.
Gehin (de Metz), 163.
Geisler (de Metz), 163.
Gensoul (de Marseille), 55.
Gent (l'ancien préfet des Bouches-du-Rhône Alphonse), 85, 195, 208, 214, 232, 247, 253, 355.
Genton (l'ancien député), 17.
Georges de Hanovre (le roi), 495.
Georges de Saxe (le prince), 387.
Gérard (le colonel des francs tireurs de la Seine), 471, 472.
Germay-Premer (le chef d'escadron), 192.
Germiny (comte de), 254.
Geyl (le major von), 305.
Ghémar (le photographe bruxellois), 713.
Gillet (le capitaine du génie), 192.
Gilles, 174.
Girardin (le publiciste, Emile de), 22, 72, 91, 121, 181, 182, 267, 383, 484, 572, 622, 652.
Gislain (le général du), 673.
Gladstone (le ministre anglais), 137, 501, 502, 503, 531, 623, 674, 702, 719, 729, 748.
Glais-Bizoin (l'ancien député et membre du gouvernement de la défense), 26, 69, 170, 336, 356, 359, 378, 411, 452, 473, 494, 506, 532, 579, 604.
Glümer (le général allemand), 762.
Godart (l'aéronaute, Louis), 70, 491.
Godart (le lieutenant du 32e de ligne), 527.
Gœben (le général prussien von), 482, 599, 680, 692, 701, 746, 762.
Goltz (le général prussien) 516, 762.
Gombault (l'enfant de Paris, sergent des Turcos, Louis), 650.
Gorgens (le docteur), 492.
Gorstchakoff (prince), 93, 270, 273, 278, 292, 300, 309, 319, 320, 331, 344, 360, 367, 392, 420.
Gosselin (la comtesse de), 500.
Gossi (Max), 520.
Gottberg (le colonel allemand von), 104.
Gouin (l'ancien maire de Tours), 66, 522.
Goulier (le colonel), 192.
Gougeon (de Metz), 163.
Gouveia (le ministre portugais), 177.
Gramat (le journaliste, Paul), 362
Gramont (le duc de), 23, 275, 396, 401, 409.
Grancey (le comte de), 428.
Grand (le colonel suisse), 589.
Granier (l'abbé), 174.
Granier (de Cassagnac), 8, 18, 68, 99, 174, 317, 348, 361, 368, 384, 395, 425, 426, 532, 632, 700.
Grant (le président des États-Unis), 99, 392.
Granville (lord) 200, 223, 235, 279, 314, 319, 331, 344, 581, 720, 729.
Grassart (le lieutenant du génie), 192.
Grenier (le journaliste), 100.
Grevy (Albert), 150.
Grevy (l'ancien député), 133, 356, 645.
Grüter (le général allemand), 762.
Groslean (l'ancien préfet), 151.
Gudin (le général), 87.
Guénée (l'ancien maire), 408.
Guépin (l'ancien préfet), 237.
Guépin (le docteur bordelais), 494.
Guibert (l'ancien archevêque de Tours), 66, 196, 234, 506.
Guilhem (le général de l'armée de Paris), 45.
Guillaume, Empereur d'Allemagne (le roi de Prusse), 3, 9, 12, 30, 68, 100, 104, 111, 120, 130, 138, 191, 206, 207, 221, 224, 227, 230, 231, 261, 276, 319, 326, 331, 353, 362, 366, 367, 373, 385, 422, 428, 429, 446, 460, 479, 533, 543, 572, 596, 616, 618, 620, 621, 625, 649, 655, 672, 680, 681, 682, 686, 689, 692, 704, 709, 714, 718, 736, 747, 751, 761, 762, 765, 765, 774.— Voyez à la *Table des matières* les mots *Assassinat* et *Empire allemand*.
Guillaume (prince de Bade), 616, 728.
Guillaume (de Neuville), 326.
Guillemand (l'élève militaire), 191.
Guillin (l'élève militaire), 191.
Guigne, fils, (le médecin major de première classe), 218.
Guizot (l'ancien ministre), 170, 273, 702, 707.
Guterbock (le banquier), 598.
Guyot de Lespars (le général), 516.
Guyot-Montpayroux (l'ancien député), 17, 120, 133, 355, 356, 439, 616, 617, 622.

H.

Haag (le professeur), 639.
Hachette (la librairie), 350.
Haemackers (l'actrice belge), 557.
Haffner (le chanoine mayençais), 473.
Hall (le restaurateur parisien), 325.

Hamilton (la duchesse de). — Voyez princesse *Marie de Bade*.
Hammerstein (l'administrateur prussien von), 313.
Harrisson (le démocrate anglais), 658.
Hartington (le marquis de), 564.
Hartmann (le libraire Hanovrien), 505.
Harzé (le docteur belge Raoul), 240.
Harvey (le colonel prussien), 531.
Hassel (le docteur), 431.
Haton (le professeur), 639.
Hausmann (l'ancien préfet de la Seine, baron), 73, 261, 620.
Haut (le capitaine d'état-major français de), 529.
Hautpoul (le général français d'), 566.
Havrincourt (l'ex-chambellan bonapartiste, marquis d'), 708.
Heckereen (Georges de), 178.
Heine (l'écrivain, Henri), 683.
Hélène d'Angleterre (la princesse), 118.
Hendecourt (Louis le Sergeant d'), 501.
Hendecourt (l'aide de camp le Sergeant d'), 440, 501.
Hénon (le maire de Lyon), 37, 202, 221, 379, 725.
Henri de Luxembourg (le prince), 272.
Henrot (le conseiller municipal de Reims, docteur), 313.
Henry (le général français), 772.
Hepner (le journaliste allemand), 498.
Herault (de Lyon), 557.
Hergenhahn (le conseiller et ex-policier prussien). 313.
Hermann de Saxe-Weimar (le prince), 430.
Hermann (le frère), 206.
Hermite (le professeur), 639.
Herzourg (le colonel de), 160.
Hestch (l'abbé d'Orléans), 483.
Hinstin (le commandant), 191.
Hirsch (le docteur Max), 191.
Hijar (le duc de), 310.
Hoff (le journaliste allemand), 342, 393, 633.
Hoffmann (le fabricant allemand), 487.
Hoffmann (le hessois), 101, 144, 742.
Hohenlohe (le prince de), 264.
Hohenzollern (l'hospodar de Roumanie, prince Charles), 617.
Hohenzollern (le prince de), 23, 105, 275, 401, 409.
Holshauser (le vénérable prophète), 206.
Holstein (le prince de), 493.
Holstein (le colonel von), 121, 208.
Hopf (le député wurtembergeois), 610.
Horion (l'ex-sous-préfet prussien), 462.
Hortense (la reine), 159.
Hottinguer, 430.
Houchard (le professeur), 639.
Houdard (le lieutenant du 91e), 455.
Houssard, (l'ancien député de Tours), 17.
Howard (l'anglais James), 634.
Huc (le professeur toulousain), 257.
Huescar (le marquis de), 310.
Huet (le maire de Sergny), 264.
Hugel (le colonel wurtembergeois), 373.
Hugelmann (le publiciste), 341, 348, 362, 369, 370, 371, 383, 384, 394, 402, 415, 425, 433, 438, 534, 665.
Hugo (Victor), 2, 40, 148, 647
Humann (le maire de Strasbourg), 30.
Humbert d'Italie (la princesse). 722.
Humbert d'Italie (le prince), 57, 722.
Humbert (la famille messine), 191.
Humbert (le commandant), 160.
Huot (la famille messine), 191.
Hurbal (le général Courtois d'), 208, 257.
Huxley (le professeur anglais), 395.
Hyacinthe (le père), 409, 545.

I

Ignatief (le général russe), 360.
Iranyi (le député hongrois), 177.
Isabelle d'Espagne (l'ex-reine), 330, 495, 536, 574.
Isnard (le colonel), 693, 717.
Isoard (le procureur général, 311.

J

Jacoby, (le démocrate allemand), 3, 30, 59, 125, 130, 147, 156, 257, 276.
Jacquement (Victor), 355.
Jager (le banquier), 476.
Jallibert (l'intendant militaire), 191.
Janssens (l'astronome), 538.
Janvier de la Motte (l'ex-préfet), 585.
Jarras (le général), 162, 163.
Jauban (Albert), 314.
Jaubert (le vicomte), 555.
Jaubert (mad. la vicomtesse), 554.
Jaureguiberry (l'amiral), 381, 389, 523, 647, 672, 706.
Jaurès (le capitaine de vaisseau), 523.
Jeandel (le chef d'escadron), 192.
Jeanson (l'ancien préfet de la Meurthe, Pierre), 162.
Jecker (le banquier mexicain), 95.
Jesse (l'habitant de Versailles) 100.
Jeunet (le journaliste), 464.
Joinville (le prince de), 73, 91, 578, 651, 695, 725, 726, 735.
Jowcet (le professeur anglais), 409.
Jolly (le ministre badois), 341.
Jonhsone (l'ancien président des Etats-Unis), 289.
Jonniaux (l'agent général des charbonnages belges), 725.
Jouffryen (de Paris), 543.
Journet (Jean), 380.
Jouvencel (de), 156.
Juarez (le président), 527.
Juigné, (le mobile de la Sarthe, de), 334.
Juillodt (de Paris), 51.
Juire (de), 528.
Jurien de la Gravière (l'amiral), 638.

K

Kameke (le général allemand von), 762.
Karr (le littérateur Alphonse), 307.
Kayser (le pharmacien belge), 537.
Keller (l'ancien député et commandant de corps franc), 127, 345, 525.
Kanzler (l'ancien ministre de la guerre de Pie IX, général), 38.
Kératry (l'ancien commandant de guérilla, député, préfet de police et général, le comte de), 18, 81, 107, 124. 129, 139, 172, 312, 313, 322, 340, 345, 377, 381, 399, 400, 438, 519, 526, 527, 532, 556, 577, 735.
Kergariou (l'adjudant de), 432.
Kern (l'ambassadeur suisse), 305.
Kersalaun (le général français), 56, 346, 347.
Kindlet (le banquier viennois), 94.
Kirchbach (le général), 105, 147.
Knorring (le diplomate russe), 671.
Kœnig (le pharmacien militaire prussien), 537.
Kolb (le député bavarois), 625.
Krentzki (le colonel), 555.
Kulp (le banquier), 598.
Kummer (le général, von), 48, 68, 167, 170, 764.

Küss (l'ancien maire de Strasbourg), 161.

L

Labattu (la sœur de charité, Léocadie), 656.
Labédoyère (le comte de), 576.
Lacharrière (le général français), 322, 391.
Lachenal (le capitaine suisse), 589.
Ladmirault (le général), 210, 225, 762, 763, 769.
Lafaille (le général français), 191.
Lafferrière (l'acteur), 501.
Lafont de Villiers (le général français), 770.
Laforge (l'ex préfet et journaliste, Anatole de), 68, 74, 75, 104, 140, 144, 239, 612, 670.
Lafuente (le député espagnol, Romualdo), 310.
Lagrange (vicaire général d'Orléans), 483.
Laguéronnière (madame la vicomtesse de), 7.
Laguéronnière (le publiciste Alfred de), 84, 260.
Laguéronnière (l'ex-journaliste, sénateur et ambassadeur, le vicomte Arthur de), 7, 18, 84, 639.
Lallemand (le général français), 529.
Lamarmora ((le général italien de), 46, 92, 96, 138, 212, 239, 288, 291, 504.
Lambert (le baron), 576.
Lamotte Rouge (le général français de), 87, 102.
Landelle (le dessinateur anglais), 656.
Landriot (l'archevêque de Reims), 10, 60.
Lanfrey (l'historien), 689, 695.
Lanza (le ministre italien), 90, 452.
Lapasset (le général français), 191.
Lapierre (de Lyon), 524.
Lardy (le conducteur français), 747.
Lardy (le secrétaire d'ambassade), 305.
Larochefoucault-Doudeauville (le duc de), 334.
Larre (le capitaine de francs tireurs de), 114.
Larrieu (l'abbé bordelais), 375.
Larrieu (l'ex-préfet de la Gironde, Amédée), 182, 433.
Lascours (le général français), 252.
Lasker (le député prussien), 354.
Lataste (la visionnaire, Marie), 206.
Latour-Dumoulin (l'ex-député), 355.
Laur (de Lyon), 556.
Laurent (de Lyon), 556.
Laurier (l'ex-secrétaire général du ministre de l'intérieur à Tours et à Bordeaux, l'avocat Clément), 107, 115, 119, 129, 139, 142, 156, 157, 158, 243, 254, 467, 598.
Lauterbourg (le peintre), 464.
Lavalette (le marquis de), 727.
Laverne (le docteur dijonnais), 245.
Lavertujon (l'ancien journaliste et secrétaire du gouvernement de la défense), 458.
Lavy (le professeur), 639.
Layard (l'ambassadeur anglais), 553.
Lebeau (le sénateur belge), 237.
Lebègue (l'éditeur bruxellois), 260.
Lebœuf (madame la maréchale), 261.
Lebœuf, (l'ancien ministre de la guerre, maréchal), 290, 297, 317, 336, 515, 769.
Lebrun (le général français), 137.
Le Breton (madame), 282, 553, 751.
Lecesne (l'ex-membre de la commission d'armement à Tours, Charles), 23.
Lecesne (l'ex-président de la commission d'armement à Tours, Jules), 23, 474.
Leclaire (le président), 311.
Lecointre (le général français), 455.
Leconte (de Paris), 327.
Lecomte (le maire de Meulan), 312.
Lecourtier (l'évêque de Montpellier), 666.
Lee (le général américain), 112, 574.
Lees (de Londres), 721.
Legendre (le franc-tireur du Doubs), 670.
Legrand (l'ex-préfet du Nord, l'avocat lillois, Pierre), 15, 635, 670.
Legrand (de la Manche), 677.
Legrand (le genéral de cavalerie), 516.
Legredon (de la Manche), 677.
Lelude (de Paris), 327.
Lemandé (le mobile, Alphonse), 334.
Lemercier (de Paris), 219.
Lemperrière (de la Manche), 677.
Lenglet (l'ex-préfet du Pas-de-Calais), 75.
Lenz (le député wurtembergeois), 610.
Lenoncourt (le capitaine de), 632.
Léopold I (le roi des Belges), 671.
Léopold II (le roi des Belges), 736, 737, 750.
Léoprechting (le badois de) 14.
Leperche (le commandant d'état-major), 775, 777.
Leprinay (l'ingénieur, Adolphe), 543.
Leroux (le philosophe nantais, Pierre), 191.
Lesparre (le général, duc de), 191.
Lesseps (Ferdinand de), 51, 395, 752.
Levassor-Sorval (le général français), 770.
Levysohn (le journaliste allemand), 633.
Levitia (le banquier allemand, souscripteur à l'emprunt Laurier), 598.
Lewald (le général de l'armée de Metz), 511.
Liepneck (le député socialiste allemand), 498, 526.
Lefebvre-Pontalis (l'ancien député), 133.
Lefébure (l'ancien député), 355.
Lefort (le préfet Henri), 115.
Lefort (le général français), 27, 49, 88.
Lefranc (l'ex-préfet, Pierre), 644.
Legagneur (le président), 186.
Lieutaud (le journaliste), 558.
Limay (d'Hautefays), 538.
Linck (le lieutenant-colonel wurtembergeois), 373.
Lincoln (Abraham), 623.
Lipowski (le chef de corps franc), 314.
Lissagaray (le publiciste), 250, 378, 620.
Littré (l'académicien), 644.
Littré (l'ancien professeur, Michel-François), 644.
Litz (le pianiste François), 585.
Lix (le chef de francs-tireurs, *Mademoiselle Antoinette*), 464.
Lobia (le député italien et major garibaldien), 303.
Loftus (l'ambassadeur anglais à Berlin, lord), 134, 311.
Loisset (l'écuyer), 220.
Lolé (de Landrecies), 743.
Lombard (le docteur génevois), 241.
Loqueyssie (le colonel français Lachaud de), 191.
Lorn (le marquis de), 118.
Lorraine (la princesse Marie de), 403.
Loverdo (le directeur de la cavalerie et de l'infanterie à Tours et à Bordeaux, le général de), 400, 494, 553, 563.

Louis-Philippe (le roi) 8, 329.
Louis II, roi de Bavière, 264, 315, 697, 765.
Louise d'Angleterre (la marquise de Lorn, princesse). 118.
Louise des Pays-Bas (la reine), 428.
Louise de Suède (la reine), 428.
Louvel (l'assassin), 204.
Lowe (le ministre anglais), 8.
Lowe (le général allemand von), 531.
Loynes (le capitaine de mobiles de), 355.
Lucas (l'artiste peintre hollandais), 111.
Lullier (l'ex-lieutenant de marine, colonel de la ligne et général de la garde nationale, Charles), 303, 638.
Lutz (l'aéronaute), 43, 71, 76, 129, 148, 232, 670.
Luxer (le colonel), 191.
Luynes (le duc de), 334, 428.
Lyonnet (les frères), 501.
Lyons (l'ambassadeur anglais à Paris, lord), 134, 150, 335, 409, 464, 474, 494, 746.

M.

Mabile (l'évêque de Versailles), 665.
Mackensie (madame), 531.
Mac-Mahon (madame la maréchale), 218, 328.
Mac-Mahon (le maréchal), 18, 55, 61, 73, 166, 171, 215, 218, 226, 317, 328, 336, 338, 361, 371, 402, 511, 515, 679, 716, 763, 764, 765, 766.
Magnan (le colonel), 355.
Magne (l'ancien ministre des finances), 612.
Maharaja de Kolapore (S. A. R. le Rajah), 416
Maintenant (le lieutenant-colonel de), 192.
Malardier (l'ancien représentant du peuple), 193.
Malcor (le capitaine d'artillerie), 191.
Malerta (de), 355.
Malet (le diplomate anglais), 3.
Malicky (le chef des Vengeurs), 588.
Mame, de Tours, (la librairie), 350
Mamiani (le ministre italien), 246.
Manciaire (de Paris). 221.
Mangin (le conseiller général de la Haute-Saône), 476.
Mangin (le marchand de crayons), 134
Manning (l'archevêque anglais), 447.
Manteuffel (le général prussien de), 277, 313, 318, 358, 411, 456, 471, 502, 517, 521, 547, 549, 599, 605, 613, 634, 648, 746, 762, 764.
Marcel (de Chassey, Haute-Saône), 573.
Marcou (de Carcassonne), 447.
Maréchal (l'ancien maire de Metz), 163.
Marfori (l'intendant espagnol), 71, 585.
Marianne (la tourière et prophéteresse, sœur), 204.
Marguet (le lieutenant d'artillerie), 192.
Marie (le général français), 214.
Marie (de Marseille), 55.
Marie (le colonel Garibaldien), 135.
Marie-Amélie de Saxe (la princesse), 15.
Marie-Christine (l'ex-reine d'Espagne), 574.
Marie Victoire (la reine d'Espagne, princesse de la Cisterna), 246, 477, 619.
Marlière (l'ex-préfet), 39.
Marly (de Metz), 163
Marqfoy (le membre de la commission d'armement à Tours), 23.
Martimprey (le général de division de), 537.
Martin (de Landrecies), 743.
Martin (le capitaine du 91e de ligne français), 455
Martin (l'aéronaute, Alfred), 372.
Martin des Pallières (le général français), 259, 377, 412, 417.
Martos (l'homme d'état espagnol), 11, 18, 601.
Marulay (le général), 377.
Masselin (le commandant français), 191.
Masséna, 355.
Masser (le marquis de), 355.
Massicault (le préfet), 159, 748.
Masson (l'imprimeur français), 312.
Mathilde (la princesse), 8, 237.
Mattei (le cardinal italien), 85.
Matzalhn (le baron prussien de), 635
Maud'Huy (le général de), 404, 429.
Maugial (le pseudonyme), 714.
Maupas (l'ex-préfet de), 620.
May (l'américain), 87, 115.
Mayaud (le lieutenant du 91e français), 455.
Mayer (le journaliste, Edouard), 255.
Mayer (de Metz), 615.
Mayer (l'inspecteur attaché à la commission d'armement à Tours), 23.
Mazure (le général français), 68.
Mazure (le publiciste et ancien secrétaire de la délégation), 68, 708.
Mazzini (le démocrate italien), 118, 190.
Mecklembourg (le grand duc de) 2, 21, 45, 105, 185, 230, 244, 286, 291, 307, 313, 330, 351, 388, 410, 416, 427, 440, 461, 470, 480, 484, 497, 501, 555, 567, 578, 616, 619, 647, 660, 662, 669, 671, 680.
Mecklembourg-Schwérin (le duc de), 428, 497.
Mecquenem (le général de), 191.
Meignan (l'évêque de Châlons), 505.
Melsheim (l'ancien condamné politique), 164.
Memling (le peintre), 111.
Mengin (le rédacteur du *Phare de la Loire*, Charles), 250.
Mercadante (le compositeur italien), 547.
Meredith-Reath (le général américain), 641.
Mereveld (le peintre), 111.
Mérimée (l'académicien, Prosper), 62.
Mermillod (l'évêque suisse), 332.
Merlin (le colonel français), 191.
Mérode (l'évêque et comte de), 477, 504.
Mesnilden (de la Manche), 677.
Metens (le volontaire de la légion étrangère), 329.
Metternich (l'ancien ambassadeur d'Autriche à Paris, prince de), 50, 51, 150, 452, 474, 752.
Meurisse (de Lille), 133.
Meyer (le correspondant allemand, Wilhem), 338, 367, 455, 497.
Meyer (le banquier allemand). 598.
Meyer (l'ancien ministre hanovrien), 21.
Michal-Ladicherie (l'ex-procureur général), 671.
Michel (le général français), 222, 237, 239, 317.
Michelet (l'historien), 121.
Micheler (le général français), 191.
Miciol (le lieutenant d'artillerie), 192.
Minghetti (l'homme d'état italien), 101, 235.
Miolan (l'artiste dramatique, la), 298, 557.
Miraflorès (le marquis de), 310.

Miranda (le publiciste de), 312, 506.
Mitchell (le journaliste, Robert), 9, 532
Mittnach (le ministre Wurtembergeois), 119.
Mocquard (le commandant de corps franc), 85, 250.
Modène (le duc de), 355.
Moering (le feld-maréchal autrichien), 558.
Moisson (de Metz), 163.
Molin (le journaliste savoyard), 695.
Molinari (l'économiste belge, Gustave de), 416.
Molinari (Philippe de), 416.
Molh (l'orientaliste, Jules), 157.
Moltke (le général prussien de), 49, 50, 105, 111, 115, 139, 172, 236, 287, 344, 360, 430, 442, 448, 454, 457, 459, 498, 533, 584, 519, 533, 651, 654.
Moncuit (le volontaire de l'Ouest, de), 428.
Moneys (de) 538.
Mondragon (le marquis de), 158.
Montalembert (le comte de), 574.
Monti (la veuve du supplicié), 213.
Monti (le supplicié), 213, 288.
Montclin (Gaëtan de), 355.
Montebello (l'officier d'artillerie de), 694.
Montepin (le romancier, Xavier de), 488.
Montero-Rios (l'homme d'État espagnol), 553.
Montesson (le vicomte de), 334.
Montpensier (madame la duchesse de), 280.
Montpensier (le duc de), 196, 280, 329, 553.
Monts (le comte), 576, 645.
Moraës-Rego (le général portugais), 177.
Morand (le général Louis), 38.
Morandy (le général), 485.
Moreau (le capitaine du génie), 192.
Moreau (l'officier de cuirassiers), 591.
Morel (le capitaine d'artillerie) 192.
Morel (le pseudonyme), 115.
Moret (l'homme d'État espagnol), 533, 601.
Morgan (la maison de banque), 243, 369.
Morin (le préfet, Frédéric), 136, 379
Morjat (l'officier espagnol), 552.
Morley (le membre du Parlement anglais, Samuel), 395.
Morny (le duc de), 115.
Mosbourg (le comte de), 101.
Moskowa (la princesse de la), 576
Moskowa (le prince de la), 100, 576.
Motle (le sous-lieutenant de cuirassiers), 609.
Muller (le journaliste prussien), 347.
Muller (le peintre), 578.
Munsteim (le général prussien), 413.
Murat (le prince), 31, 178, 258, 654.
Muyden (l'éditeur berlinois von), 761.

N.

Nadal (l'aéronaute), 147.
Nadar (le photographe), 23, 87.
Nahron (le général français), 377.
Namszanowski (l'évêque et aumônier prussien), 333.
Napier (l'anglais sir Charles), 523.
Napoléon (Monsieur et Madame), 585.
Napoléon (le condamné à mort, Louis), 538.
Napoléon Ier, 186, 204, 319, 471, 622. 652, 702, 705.
Napoléon III (l'ex-empereur), 3, 5, 6, 8, 9, 11, 18, 24, 25, 31, 32, 38, 40, 51, 55, 60, 67, 68, 72, 84, 94, 102, 132, 139, 150, 157, 159, 164, 168, 169, 178, 191, 194, 203, 210, 211, 212, 223, 226, 236, 258, 259, 260, 276, 281, 282, 284, 295, 297, 313, 317, 353, 361, 366, 367, 368, 369 370, 371, 383, 386, 402, 409, 414, 415, 420, 425, 479, 512, 529, 534, 550, 573, 575, 621, 623, 625. 645, 664, 665, 666, 671, 680, 681, 687, 691, 700, 709, 717, 718, 721, 763. – Voyez à la *Table des matières* les mots *Défaites. Elbe, Idées, Restauration* et *Wilhemshœhe.*
Napoléon (l'ex-prince impérial, Eugène-Louis-Jean-Joseph), 8, 18, 24, 45, 54, 77, 150, 211, 281, 282, 295, 296, 671, 766.
Napoléon (l'ex-général de division, prince Joseph-Charles-Paul), 24, 67, 72, 90, 139, 150, 310, 452, 453, 585, 630.
Narvaëz (le général espagnol), 574.
Nassau (le duc de), 56.
Naudin (l'officier espagnol), 552.
Nemours (le duc de), 407.
Nerval (le littérateur, Gérard de), 718.
Nétien (le maire de Rouen), 86.
Nias (de Londres), 721.
Niel (le maréchal), 284, 317.
Nielson (l'ingénieur norwégien), 418.
Nicolas (le colonel de la garde nationale marseillaise), 201.
Nicolas (l'empereur russe), 704.
Nigra (l'ambassadeur italien, chevalier), 51, 150, 452, 464, 474.
Nippoldt (le démocrate allemand), 312.
Noblet (de Metz), 163.
Noël-Peters (le restaurateur parisien), 642.
Nogué (l'ex-préfet), 671.
Noir (Victor), 109.
Nordez (le journaliste le), 409, 433.
Nostitz (l'envoyé prussien au général Trochu, comte), 460.
Nostradamus (l'astrologue), 203.
Novikoff (le diplomate), 101.

O.

Obernitz (le général wurtembergeois d'), 373, 387, 388, 430.
Odent (l'ex-préfet de Metz), 191.
Odelsachi (le prince romain), 54, 575
Odger (le démocrate anglais), 720.
Olchewsky (le commandant de francs-tireurs), 432.
Ollivier (l'avocat Adolphe), 90.
Ollivier (l'ancien ministre du 2 janvier, Emile), 47, 89, 196, 261, 336, 383, 534.
Olozaga (l'ex-ambassadeur espagnol), 11, 503, 574.
Oppenheim (le banquier belge, Adolphe), 62.
Okounieff (le diplomate russe), 474.
Ordinaire (l'ancien préfet du Doubs), 129, 232.
Ordinaire (fils), 478.
Orense (le démocrate espagnol) 135.
Orosy (le baron hongrois), 101.
Orléans (le roi Louis-Philippe d'), 206, 329, 347, 719.
Orléans, dit l'*Égalité* (Philippe d'), 329.
Orval (le solitaire d') 204
Osten-Sacken (le général allemand), 762.
Otto de Bavière (le prince), 264.
Otway (l'homme d'état anglais), 673.
Oudinot (le général français), 548.

P.

Paget (l'ambassadeur anglais, sir Augustus), 288.
Palikao (l'ancien ministre de la guerre, comte de), 73, 115, 225, 317, 361, 515.
Pallavicini (le prince romain), 54.
Panis (la servante visionnaire, Catherine), 408.

Pargyros (le ministre grec), 488.
Paris (le prétendant orléaniste, comte de), 191, 403, 495.
Patillon (le commandant français), 191.
Patti (la cantatrice, la), 585.
Paulet (le docteur bordelais), 569.
Paulze d'Ivoy (le général), 502, 694.
Pavy (le commandant et organisateur de corps franc), 584.
Péan (l'ancien représentant du peuple, Emile), 697.
Pécault (Félix), 729.
Péchot (le général français), 511.
Pé de Arros de Masnou (le général français), 191.
Pèligot (le professeur), 639.
Pelletan (l'ancien membre du gouvernement de la défense nationale, Ernest), 164.
Pelouze (le chimiste), 420.
Pemberton (le colonel anglais et journaliste), 656.
Pereira (le préfet), 56.
Périn (le préfet Georges), 159.
Pérot (l'intendant militaire de l'armée de Metz), 191.
Perrier (l'ancien maire de Châlons), 526
Persigny (l'ancien ministre et sénateur duc de), 420, 576, 664.
Persigny (le sous-préfet de), 476.
Pérugin (le peintre), 111.
Petit (le colonel français), 191.
Petroni (l'italien), 29.
Pey (le professeur), 639.
Peyronnet (l'architecte), 64.
Phelisse (de Wittel), 168.
Philippot (le capitaine du 91e français), 455.
Philipps (le professeur), 639.
Pibrac, 203.
Piccioto (le capitaine français), 192.
Pie IX, 2, 13, 22, 29, 32, 43, 46, 53, 54, 57, 79, 82, 101, 123, 138, 239, 251, 285, 288, 315, 331, 495, 548, 594.
Pierrat (le juge), 311.
Piétri (l'ancien préfet de police), 6, 18, 68, 94, 132, 163, 164, 174, 222, 282, 383.
Pinard (l'ancien ministre français), 114, 576, 632, 671, 683, 754, 755.
Planche (l'officier de marine), 277, 358.
Planscassagne (le colonel commandant de place), 584, 598.
Pleuvier (le commandant), 191.
Plitz (le banquier russe), 95.
Plock (le marin anglais), 384.
Plombin (le général français), 763
Podbielski (quartier-mestre, général prussien, de), 763, 764.
Poëte (le journaliste d'Amiens, Charles), 483.
Pointe de Gevigny (le général français), 656.
Poitevin (le général français), 377.
Pol (Max), 95.
Polhès (le général français de), 56, 89, 143, 377.
Polignac (le général français, prince de), 168, 313.
Pomellec (le lieutenant d'artillerie le), 192.
Pontgibault (le comte de), 677.
Ponson du Terrail (le romancier), 175, 671, 739.
Potel (le restaurateur parisien), 642.
Potocki (le ministre hongrois), 101, 240, 294, 332.
Pouget (le substitut, Emile), 697.
Pouilles (le duc de), 125.
Poulot (de Gray), 476.
Pourcet (le général de division), 537.
Pozzi (le volontaire garibaldien), 313.
Pradon (le général français), 191.
Prangé (le capitaine du génie), 192.
Pratt (le médecin américain), 744.
Préla (le docteur italien), 288.
Prœger (le docteur néerlandais), 540.
Prénomville (le général français de), 76
Pressoles (le général), 377.
Preval (le commandant de), 191.
Prevost (le capitaine d'infanterie), 609.
Prevost-Paradol (l'académicien), 574.
Prim (le maréchal), 11, 124, 320, 536, 542, 547, 552, 559, 574, 582, 619.
Prim (madame la maréchale), 553, 582, 619.
Prost (le conseiller municipal de Metz), 163.
Protche (le colonel français), 191.
Prunelle (le membre du Jockey Club parisien, de), 355.
Prunières (l'aéronaute, Gaston), 124.
Puypéroux (de Metz), 163.

Q

Qualin (le marquis de), 354.
Quadrio (l'italien Maurizio), 616.
Quenault (de la Manche), 677.
Quinemont (l'ancien député), 17.

R

Rachel (la tragédienne), 742.
Radetzski (le lieutenant-général autrichien), 69.
Raimbaut (l'ex-écuyer), 14, 501.
Rallaye (le journaliste Roumain, de la), 639.
Rameau (le maire de Versailles), 340. 647.
Rampont (le directeur général des postes), 477.
Ranc (l'ancien préfet de police à Tours, Auguste), 107, 312.
Randon (le maréchal), 671.
Raoult (le général français), 516.
Raspail (l'ancien député de Paris), 340.
Rattazzi (l'homme d'État italien, Urbain), 47, 90.
Rauch (le général allemand de) 762.
Raynal (le préfet de l'Aude), 620.
Regnée (le général de brigade), 377.
Regnier d'Autriche (l'archiduc), 310.
Régnier (l'émissaire bonapartiste), 54, 83, 281, 282, 283, 658, 664.
Reichenstein (le général wurtembergeois), 430.
Reille (le comte), 576.
Reitlinger (le secrétaire de Jules Favre, l'allemand), 501, 729, 734.
Relevet (l'inspecteur), 412.
Remond (de Metz), 163.
Renan (l'académicien Ernest), 13.
Renard (le préfet prussien de la Moselle, comte), 313, 732.
Renault (le général français), 372, 391, 612.
Renz (l'écuyer allemand), 258.
Ressayre (le général français), 56.
Reuss (le prince de), 587.
Revillod (l'américain de), 87.
Reyau (le général français), 56, 57, 377.
Reybauld (madame Charles), 416.
Reynolds (l'américain Williams de), 87, 115.
Ribotti (le volontaire garibaldien), 303.
Ricard (le préfet), 417.
Ricasoli (l'homme d'état italien), 47, 90, 266.
Richard (l'aide de camp du général Faidherbe, le commandant), 713
Richard (l'ancien ministre des beaux-arts, Maurice), 64, 383.
Richter (la servante allemande), 128.
Rigaud (l'interne parisien, docteur), 38.
Rios (l'espagnol), 553.
Ripa (madame), 202.

Ripa (de Rimini), 202.
Ripa (l'officier de bersaglieris italiens), 202.
Robert (l'intendant militaire français), 417.
Robert de Parme (le duc), 403, 495.
Robin (l'ex-commandant des mobilisés du Nord, général), 405, 611, 624, 717.
Robin (l'aéronaute Eliset), 725.
Rochebrune (l'ancien commandant des Zouaves de la mort en Pologne, l'officier français), 711.
Rochefort de Luçay (l'ancien membre du gouvernement de la défense nationale, Henri), 208, 512, 528.
Rocourt (du Havre), 327.
Rochussen (l'ancien gouverneur des Indes Néerlandaises), 756.
Roebuck (le membre du parlement anglais), 243.
Roebuck (le particulier), 243.
Roeder (le colonel allemand), 762.
Roedern (le général prussien von), 222.
Roger (le notaire de Castres), 491.
Rogers (le chapelain de la reine Victoria et prébendier de la cathédrale Saint-Paul de Londres), 395.
Rolier (l'aéronaute Paul), 417.
Rolleshaussen (l'abbé allemand), 193.
Romain (de Saint Frévent), 593, 628.
Romann (le journaliste mulhousien, Georges), 140.
Romer (le député wurtembergeois), 610.
Roméro (le député espagnol), 310.
Rossat (l'évêque de Verdun), 205.
Roncière (le vice-amiral la), 372, 390, 391.
Ronjat (le procureur général), 671.
Roon (le général, ministre de la guerre prussien, de), 115, 222.
Roques (le président), 314.
Rossini (le compositeur italien), 40, 291.
Rossel (le capitaine du génie de l'armée de Metz), 210.
Rothschild (le baron de), 101.
Rosenber-Gruszyonski (le lieutenant général, ancien gouverneur prussien à Reims), 231.
Rothan (le diplomate français, marquis de), 639.
Rouher (l'ex-ministre et président du sénat français), 18, 41, 196, 284, 361, 420, 554, 576, 664.
Roulleaux-Dugage (l'ancien député), 428.
Rouvier (l'ancien membre de la ligue du Midi), 55.
Rouyemont (le membre du Jockey-Club), 355.
Roy (le général français), 575, 594, 599, 606.
Royannez (le délégué toulousain), 447.
Russel (le diplomate anglais, Odo), 263, 308, 314, 319, 331, 741.
Russel, (le *reporter* anglais, correspondant militaire du Times à Versailles, docteur), 9, 48, 104, 145, 196, 226, 269, 316, 656, 679.
Russell (lord John), 347, 704.

S

Sabran (le duc de), 334.
Sa da Bandeira (le marquis), 177.
Sagasta (l'ancien ministre espagnol), 124, 503, 553, 601.
Saget (le général), 191.
Salanson (le colonel), 191.
Saldanha (le maréchal), 177.
Saillard (le commandant), 191.
Saint-Goar (les banquiers), 270, 598.
Saint-Léger (le professeur), 639.
Sainte-Hermine (l'ancien député, marquis de), 416.
Saint-Pierre (de la Manche), 677.
Saint-Valéry (le publiciste), 314, 477.
Saint-Victor, 579.
Sal (l'artiste peintre), 85.
Salmon (de Metz), 163
Salomons (de Londres), 721.
Sand (George), 561, 729, 753.
Saulxurres (le voyageur), 739.
Savanne (le colonel de la), 334
Saxe-Altembourg (le duc de), 522.
Saxe (le prince de), 57.
Saxe-Meiningen (le prince et duc de), 57, 255.
Saxe-Weimar (le prince Edouard de), 430.
Schérer (l'ingénieur), 143.
Schleswig-Holstein (le prince Christian de), 118.
Schleswig (le pseudonyme, baron), 209.
Schmerling (le comte de), 240.
Schmitz (le général officier d'état-major), 372, 391.
Schneider (l'ancien président du corps législatif), 157, 158, 261, 506, 664.
Schneider (de Metz), 163.
Schenfsky (le commandant américain), 578.
Schon (le suédois), 47.
Schulte (le docteur allemand), 629.
Scligmon (le banquier de Coblence), 492.
Sclarra (le prince romain), 47.
Scourgeon (le préfet), 250.
Seeman (le démocrate allemand), 669.
Sénard (l'ex ambassadeur, l'avocat), 213.
Sencier (l'ancien préfet), 24, 620.
Sermoneta, 82.
Serrano (le maréchal espagnol et ancien régent), 574, 582, 601.
Serre (l'ingénieur à la suite des armées, de), 442.
Serret (le professeur), 639.
Sesto (le duc de), 310.
Seulfort-Renard (de Landrecies), 743.
Séville (le duc de), 329.
Sheridan (le général américain), 105.
Sicaud (l'ingénieur gazier), 556.
Sickles (le général américain), 553.
Sidneysale (le dessinateur anglais), 656.
Silvy (le délégué à l'instruction publique à Tours), 382.
Simon (de Trèves), 3.
Simon (l'ancien membre du gouvernement de la défense nationale, Jules), 164, 382, 383, 748.
Simonnin (le littérateur français), 357.
Simson (le député allemand), 437.
Simonyi (le député hongrois), 117. 294
Sirven (le sous-préfet Alfred), 58.
Skinnes (le *reporter* anglais), 656.
Smith (l'anglais Adam), 420.
Smithedt (le marin anglais, sir Luc), 671.
Soëhmer (le docteur zurichois), 30.
Sol (le général français), 143, 485, 489.
Solgt (le fonctionnaire prussien), 313.
Solletan (le maire de Loisy-sur-Marne), 283.
Solms de Nacken (le fonctionnaire prussien, comte et bailli), 313.
Sommelier (l'ingénieur français), 536.
Sonis (le général français de), 397, 490, 612.
Sorin (le docteur suisse), 407.
Sotiropulos (le ministre grec), 488.
Souplet (d'Amiens), 488.
Spinola (le colonel italien), 594.
Spuller (l'ancien secrétaire de M. Gambetta, à Tours et à Bordeaux), 87, 525, 537.

Spuller (l'ancien notaire), 525.
Staal (le diplomate russe, Georges de), 293.
Staehling (l'ancien conseiller municipal strasbourgeois), 30.
Stamir, 133.
Steenackers (l'ancien directeur des télégraphes), 302, 420, 494, 580.
Steinmetz (le général prussien), 11, 762.
Steinsel (l'ancien ministre badois, de), 38.
Stephen (le général bavarois), 429.
Stiehle (le général allemand), 160, 162, 163, 764.
Stieber (l'ancien chef de la police allemande à Versailles), 741,
Stilke (l'éditeur berlinois), 761.
Stofflet (le chef légitimiste), 38.
Storoh (le capitaine wurtembergeois, von), 430.
Stosch (le général allemand, von der), 555.
Strauss (le docteur allemand), 121, 520.
Strauss (le compositeur allemand), 585.
Strossmayer (l'évêque allemand), 585.
Strub (l'abbé mayençais), 493.
Stuart-Mill (l'économiste anglais), 302
Sturel (de Metz), 163.
Suckoff (le ministre wurtembergeois, de), 119
Sulzer (l'ex-préfet prussien à Amiens), 462.
Sutherland (le duc de), 395.
Sybel (le savant allemand), 122.

T.

Tachard (l'ex-ambassadeur et député), 477, 577.
Taillant (le commandant français), 482.
Taine (le littérateur et historien français), 121.
Tamberlick (le chanteur), 111, 290.
Tarbé ((le directeur du *Gaulois*), 278, 299, 317, 341, 356, 357, 395.
Tarbiaux (l'ingénieur Edmond), 689.
Tardif (de Marseille), 55.
Tarel (madame), 326.
Tarel (le notaire), 326.
Tassin (l'ancien député), 17.
Testelin (l'ancien commissaire de la defense dans le Nord), 15, 41, 75, 113, 135, 144, 148, 577, 591, 717.
Thélin (le trésorier de Napoléon III), 91.
Thénard (le membre de l'Institut, baron), 476.
Thérémin d'Hame (François), 184
Thérémin d'Hame (le général), 85, 184.
Thérémin d'Hame (Léon), 184.
Thierry (de Gray), 476.
Thiers (l'ancien ministre et député, Adolphe), 8*, 28*, 32*, 33*, 37*, 42*, 49*, 70*, 79*, 82*, 86*, 93*, 101*, 119*, 129*, 141, 147, 149, 167, 174, 177, 188, 200, 207, 223, 229, 243*, 251, 264, 289, 325, 396, 566, 612, 703, 748* (1).
Thomas (l'inspecteur attaché à la commission d'armement à Tours), 23.
Thomas (le préfet Frédéric), 620.
Thomas (le conseiller municipal de Reims, docteur), 312.
Thoumas (le lieutenant colonel, membre de la commission d'armement à Tours), 23.
Tilloy (le journaliste), 464.
Tissandier (l'aéronaute Albert), 106, 267.
Tissandier (l'aéronaute Gaston), 57, 107, 267.
Tixier (le général français), 770.
Tisza (le député hongrois), 177.
Tocqueville (madame la comtesse de), 663.
Tognetti (le supplicié), 288.
Tommet (le soldat français), 632.
Topète (l'amiral), 196, 542, 553, 559, 574, 603.
Toupé (l'ouvrier mécanicien), 315.
Toussaint (le directeur des ateliers attachés à la commission d'armement à Tours), 23.
Toussain (l'avoué), 311.
Train (le citoyen américain), 298, 299, 317, 341, 356, 357, 395.
Treillard (le vicomte), 458.
Trémole (le ténor bordelais), 733.
Tresckow (le général adjudant), 291, 483, 707.
Tricault (l'officier de marine), 638.
Trichet (l'aéronaute), 87.
Trieux Justin (le traître), 316.
Tripard (le général) 377.
Trochu (l'ancien président du gouvernement de la défense nationale, général), 116, 164, 165, 275, 296, 315, 339*, 357, 361, 372, 390, 396, 397, 407, 408, 413, 414, 418, 423, 436, 437, 440, 448, 460, 481, 506, 510, 511, 517, 522, 527, 552, 564, 589*, 597*, 599*, 605, 614, 633, 672*, 711, 723, 752. (2).
Tropmann (l'assassin), 469, 563.
Trupita (le banquier don), 95.
Tulpani (le juge), 311.
Tubrun (le clerc), 395.
Turenne (le comte de), 576.
Turr (le général hongrois), 73.

U.

Uldin (de Paris), 221.
Uhrich (l'ancien commandant de place de Strasbourg, général), 50, 60, 65, 97, 98, 102.
Ulloa (l'ancien ministre espagnol), 601.

V.

Vachette (le restaurateur parisien), 440.
Vachot (le directeur de théâtre), 557.
Vaillant (le maréchal), 515.
Valabrègue (le général de), 191.
Valcour (l'officier de mobiles de), 209, 228.
Valentin (le préfet), 60, 164, 635.
Valentin (le maire de Vitry-le-Français), 283.
Valette (le journaliste Adrien de la), 639.
Valette (le marquis de la), 420.
Valette, fils, (le marquis de la), 576, 727.
Vallée (de Lyon), 556, 573.
Valsin Esthérazy (le général), 183, 184.
Vandal (l'ancien directeur des postes), 727.
Van Schendel (le peintre flamand), 579.
Varroni (le capitaine italien), 452.
Vatinel (le maire d'Etretat), 476.
Veaudoux (le conseiller municipal de Sens), 312.
Vendre (l'ancien député), 652.
Vercly (le général de), 191.
Vergne, (l'ancien officier de marine et général), 439
Vergniaud (le conventionnel), 399.
Vernet (le peintre Horace), 464.

(1) Les chiffres marqués d'un astérisque signalent les pages où l'on peut trouver des renseignements sur les différentes missions dont M. Thiers fut chargé près des cours étrangères. — Voyez également le mot *Armistice*.

(2) Les chiffres marqués d'un astérisque indiquent les pages où il est question des attaques qui ont vu le jour en province, contre le système de défense suivi à Paris.

Véronique (le général), 89.
Verrecke (l'aéronaute Joseph), 543.
Veuillot (Louis), 558, 646, 696.
Victor-Emmanuel (le roi d'Italie), 46, 57, 124, 212, 235, 246, 285, 287, 310, 344.
Victoria (la reine d'Angleterre), 83, 288, 420.
Vidal (l'aéronaute), 219.
Vignon (madame Claude), 115.
Vigier (le chef d'escadron), 192.
Villette (le colonel), 177.
Villemessant (le journaliste de), 279.
Villenoisy (le commandant Cosseron de). 774.
Villers (le fonctionnaire prussien, comte), 313.
Villiers (le lieutenant de cuirassiers Nicolas), 609.
Villonstret, 327.
Vimercarti, 355.
Vinoy (le général), 10 379, 391, 516, 600, 650, 711, 723.
Visconti-Venosta (le ministre italien), 288, 710.
Vitet (l'académicien), 705.
Vizeu (l'évêque de), 177.
Voget (le correspondant militaire Allemand), 555.
Vogel de Falkenstein (le général), 84.
Vogt (Carl), 276, 520.
Voigt, 700.
Voigts-Rhetz (le général de) 105, 231, 516.
Von der Tann (le général), 96, 124, 128, 140, 239, 244, 255, 256 ,259, 262, 269, 286, 312, 313, 334, 351, 377, 416, 483, 477.
Vrignault (le journaliste lillois), 708.

W.

Wachenhuzen (le correspondant Hans), 481.
Waisse (l'ex-préfet de Lyon), 488.
Walewska (la comtesse de), 51, 500.
Waldersée (comte de), 227.
Walter (l'avocat prussien), 462.
Ward (le docteur anglais), 241.
Wasburne (le diplomate américain), 565.
Wasa de Suède (le prince Gustave), 495.
Wasdorf (baron de), 10.
Weber, 721.
Wedel Garslberg (le baron), 721.
Wedel (le général allemand de), 762.
Wedel (le général commandant la place de Coblence), 492.
Weimar (le prince de), 387
Weiss (le lieutenant), 115.
Werder (le général de), 57, 127, 144, 149, 151, 192, 239, 245, 250, 269, 313, 359, 435, 547, 583, 594, 602, 605, 613, 623, 635, 640, 672.
Wernecke (le capitaine von), 44.
Werquin (le conseiller municipal de Lille), 708, 709.
Wied (la princesse de), 428.
Wilbaux (l'avocat belge, Léopold), 468, 675.
Wilkinson, 355.
Wilson (l'ancien député). 17, 133, 355, 356.
Wilson (l'économiste anglais), 547.
Wimpfen (le général de), 567.
Wittich (le général de), 244, 286.
Wolowski (le capitaine), 34.
Worms (de Metz), 163.
Worms (l'ancien médecin en chef du Gros-Caillou, docteur), 492.
Worth (le couturier), 221.
Wrangel (le feld-maréchal), 714.
Wrangel (le lieutenant-général), 413, 762.
Wuillermoz (le maire d'Alger), 183.
Wurtemberg (le duc de), 105.
Wurtemberg (la duchesse de), 540.
Wurtemberg (le duc Paul de), 540.
Wurtemberg (le duc Maximilien de), 540.

Y

Yorck (le général prussien), 126.
Yservynk (le pharmacien militaire prussien), 537.

Z

Zastrow (le général prussien de), 208, 707, 762, 766.
Zeplin (l'officier wurtembergeois, comte), 420.
Zelweger (le banquier suisse), 757.
Zorilla (l'ancien ministre espagnol), 601.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

PRINCIPALES MATIÈRES CONTENUES DANS CET OUVRAGE (1).

Abbeville, 421, 429, 584, 598, 749,
Abbevillers-la-Croix, 585, 588, 722.
Ablis, 74.
Achiet, 585, 603
Adresses (texte ou mention des) de la garde nationale de Rouen, à M. Gambetta, 87 ; des communes de France au roi de Prusse pour obtenir la paix, 91 ; des Luxembourgeois contre l'annexion du Luxembourg à la Prusse, 232 ; d'un comité républicain de Savoie à la délégation, 253 ; de la colonie française, en Californie, en faveur de la guerre à outrance, 495; d'un groupe de gardes nationaux lyonnais à M. Gambetta pour demander le retrait du drapeau rouge, 549; de la municipalité de Bordeaux à la délégation pour réclamer une attitude plus énergique, plus républicaine et plus anti-bonapartiste, 549, 569; d'un millier d'officiers français à Napoléon à l'occasion du jour de l'An, 576; des démocrates allemands à Garibaldi, 669; des Irlandais à Jules Favre (25 janvier), 736; des Travailleurs Lillois au peuple belge, 757.
Aéronautes (aventures de quelques),— Voyez le mot *Ballons*.
Aix, 714.
Albert, 405, 440, 521, 667, 680
Albertville, 254.
Alençon, 653, 662, 667, 672, 680, 707, 730.
Alger, 183.
Algérie, 183, 215, 529.
Alimentation à Paris pendant le siége (faits, renseignements et conjectures concernant l'), 187, 207, 289, 293, 301, 314, 322, 324, 344, 360, 383, 388, 389, 398, 405 419, 481. 508, 510, 586, 641, 660, 688, 705, 712, 749.
Alliance austro-prussienne (bruit d'), 595.
Allocutions de MM. Crémieux et Glais-Bizoin à l'armee de la Loire, 378.
Alpines (le camp des), 582.
Altkirch, 62, 482, 483.
Amiens, 74, 75. 87, 92, 100, 134, 140, 216, 237, 277, 278, 331, 358, 365, 376, 381, 391, 405, 421, 427, 440, 456, 461, 476, 484, 487, 489, 497, 502, 517, 521, 550, 572, 600, 621, 648, 651, 667, 682, 746, 751.
An en 1871 (le jour de l'), à Bordeaux, 579; à Chislehurst, 576; à Versailles, 575; à Willemshœhe, 576.
Anecdotes (les), 18, 41, 95, 157, 298, 342, 407, 441, 453, 476, 484, 504, 512, 515, 540, 557, 612, 615, 634, 657, 665, 710, 712, 713. — Voyez également les mots *Episodes* et *Exactions*.
Angers, 123, 497, 680, 683
Angleterre, 8, 104. 110, 116, 118, 129, 235, 302, 320, 394. 336, 447, 502, 518, 560, 561, 564. 571, 608, 610, 623, 634, 672, 719, 748. — Voyez les mots *Incident anglo-russe* et *Conférence de Londres*.
Annexion de l'Alsace et de la Lorraine (faits et assertions concernant l') 3, 5, 6, 8, 12, 13, 15, 25, 26, 34, 41, 42, 53, 130, 131, 138, 147, 153, 154, 174, 190, 193, 222, 224, 229, 231, 312, 319, 331, 347, 353, 366, 395, 407, 426, 445, 450, 454, 460, 479, 545, 561, 562, 610, 619, 624, 646, 655, 657, 663, 679, 691, 699, 709, 742, 745, 747.
Anselnuns, 480.
Appel au peuple français (quelques projets d'), 18, 268, 534, 658 — Voyez également le mot *Constituante*.
Appel (un) *à la paix*, 48.
Appels en faveur des prisonniers français, 406, 627.
Appel de la Délégation aux contribuables, 577.
Arcey (victoire d'), 653, 659.
Argenteuil, 65.
Armée de la Loire (faits, renseignements, et appréciations concernant l'), 56*. 77*, 79*, 86*, 89*, 92*, 96*, 100*, 102*, 105*, 118*, 176*, 223*, 229*, 238*, 244*, 250*, 256*, 259*, 262*, 269*, 285*, 286*, 291*, 299*, 307*, 313*, 318*, 323*, 328*, 330*, 334*, 337*, 342*, 348*, 350*, 351*, 354*, 359*, 363*, 371*, 373*, 374*. 377*, 378*, 380*, 385*, 388*, 389*, 397*, 402*, 410*, 411*. 412, 413, 416*, 424. 428. 429. 434. 435, 439, 440, 442*, 453, 457*, 459, 460, 465, 470*, 471*. 472, 480, 481, 484, 489, 498. 508, 512*, 513*, 514*, 522, 523, 541, 551, 562, 564, 567, 570, 578. 585, 613, 617, 619, 623, 630, 636 640, 652. 660, 661, 667, 669, 679, 684, 706 (2).

(1) Nous ferons remarquer que nous avons eu surtout en vue, dans la rédaction de cette table, l'indication des matières qui se rapportaient à la guerre. C'est ainsi que nous avons omis plusieurs noms de villes étrangères, et que, pour les événements dont l'Europe a été le théâtre pendant le siége de Paris, nous avons laissé de côté tous ceux qui n'offraient plus aujourd'hui qu'un intérêt secondaire, sans aucun rapport avec les faits de guerre.

Suivre une autre voie eût été, nous semble-t-il, donner à cette table des proportions que n'exigeaient ni les matières omises, ni l'intérêt du lecteur.

(2) Les chiffres marqués d'un astérisque indiquent les pages où il est fait mention de l'organisation et des opérations militaires de la *première* armée de la Loire ; les autres chiffres se rapportent à la *deuxième* armée de la Loire, telle qu'elle fut constituée après l'évacuation d'Orléans.

Armées dans l'Est (faits, renseignements et appréciations concernant les) 92, 106, 116, 118, 120, 127, 135, 137, 141, 144, 149, 168, 169, 192, 197, 207, 216, 222, 237 239, 245, 250, 299, 307, 313, 317, 318, 343, 359, 398, 432, 435, 441, 449, 502, 508, 517, 535, 547, 564, 588, 605, 607, 613, 618, 623, 629, 630, 635, 640, 648, 653, 659, 667, 672, 684, 702, 716, 722, 724, 732.

Armée du Nord (faits, renseignements, appréciations concernant l'), 115, 119, 136, 143, 145, 159, 318, 326, 331, 342, 352, 358, 376, 381, 398, 405, 465, 489, 497, 502, 508, 517, 521, 530, 534, 541, 547, 549, 572, 585, 594, 599, 603, 605, 611, 613, 636, 641, 649, 653, 667, 691, 693, 712.

Armée de Normandie (faits et renseignements concernant l'), 575, 594, 599, 606, 653, 722.

Armée du Rhin (télégrammes officiels allemands sur les opérations militaires de l'), 761.

Armements en Europe pendant le siège de Paris (quelques aperçus des), 49, 86, 174, 239, 279, 300, 309, 314, 320, 360, 518, 548.

Association anglaise de secours aux paysans français, 634.

Armistice négocié par M. Thiers (faits, renseignements, appréciations concernant l'), 139, 141, 147, 149, 150, 167, 174, 188, 192, 193, 197, 200, 207, 216, 223, 228, 246, 247, 251, 252, 264, 265, 274, 289, 291, 335, 444, 619.

Arnay-le-Duc, 535.

Ars, (lez-Metz), 130, 189.

Arras, 182, 237, 358, 365, 535, 547, 550, 585, 587, 594, 605, 624, 651, 751.

Arrestations politiques en province (les), 15, 37, 56, 76, 182, 186, 208, 222, 228, 261, 304, 314, 379, 433, 696, 629, 632, 651, 659, 683, 725, 726, 754, 755, 756, 675.

Artenay, 74, 86, 388, 390, 410, 472.

Artenay (combat d'), 86, 92, 102, 105, 128.

Aspirations (les) *vers la Paix* — Voyez le mot *Paix*.

Assassinat du commandant Arnaud (détails sur l'), 523, 537, 549, 582, 594, 611, 671.

Assassinat contre l'empereur d'Allemagne (les rumeurs et anecdotes sur les tentatives d') 222, 362, 485, 533.

Aubigny, 326.

Autriche, 240, 294, 332, 468.

Autun, 38, 285, 292, 299, 380, 398, 441, 449, 513, 535, 616, 632, 754.

Auxerre, 343.

Auxonne, 318, 343, 564, 630.

Avances prussiennes aux Alsaciens et aux Lorrains, 407, 733.

Avancement militaire (mesures exceptionnelles pour l'), 120.

Avesne, 550.

Aveux (quelques), *de la presse allemande*, 5, 26, 231, 437, 445, 456, 479, 481, 512, 561, 593, 596, 641, 689, 701, 745.

Aveux (quelques) *de la presse bonapartiste*, 402, 506.

Baigneux, 388.

Balles explosibles pendant la guerre franco-prussienne (de l'emploi des), 716, 744.

Ballons (renseignements sur la date de l'arrivée en province et sur les aventures des principaux), 26, 28, 43, 53, 57, (*Le Céleste*), 70, 74, 87, (*L'Armand Barbès*), 94, 106, 115, (*Le Jean Bart*), 124, (*La République universelle*), 147, (*Victor Hugo*), 156, (*Garibaldi*), 174, 219, (*Le Ferdinand Flocon*), 236, 269, 293, 314, 322, (*L'Uhrich*), 327, 329, 361, (*L'Egalité*), 362, 380, 382, 389, 390, (*Le Jules Favre*), 393, 414, 417, 419, 438, 440, 447, 477, (*L'Archimède*), 487, 491, (*Le Davy*), 499, (*Le Parmentier*), 516, (*Le Lavoisier*) 539, 543, 556, 636, 665, (*Le Vaucanson*), 677, (*Le Steenackers*), 688, 713, (*Le Daumesnil*), 749, (*Le Torricelli*).

Banque de France (une mesure financière de la), 659.

Bapaume, 624, 636.

Bapaume (combat de), 594, 599, 603, 605, 624.

Beaufort, 516.

Beaugency, 412, 429, 434, 435, 440, 460, 461, 471, 480, 489, 499, 619.

Beaugency (combats de), 428, 429, 434, 440, 461, 499.

Beaumont, 523.

Beaune-la-Rolande (combat de), 363, 364.

Beauvais, 24, 484, 489.

Belfort, 48, 92, 128, 145, 151, 197, 200, 216, 445, 567, 568, 594, 605, 623, 630, 635, 640, 641, 659, 667, 680, 707, 733.

Belgique (faits et renseignements concernant la), 109, 120, 178, 236, 237, 298, 341, 347, 356, 467, 619, 663, 674, 704, 736.

Belle-Isle-en-Mer, 390, 413, 414.

Bellevue à Sedan (entrevue de Napoléon III et de Guillaume au château de), 9

Bellevue (combat de), 171, 764.

Bernay, 440, 707.

Besançon, 76, 207, 550, 594, 605, 627, 632.

Beulzicourt, 192, 217.

Bicêtre, 124.

Bitche, 44, 63, 92, 151, 454, 46,

Blamont, 588,

Blessures dans la guerre franco-prussienne (les), 241, 432, 499, 523, 624, 767.

Blois, 311, 338, 379, 401, 435, 440, 460, 465, 466, 471, 473, 480, 508, 735.

Bobigny-sur-Sevron, 521.

Bohème (un cri de guerre contre la vie de), 718.

Bois, 363.

Boispréau, 389.

Boissy-Saint-Léger, 305, 430, 431.

Bolbec (combat de), 653.

Bombardements (quelques renseignement sur les), de Belfort, 707. — De Bitche, 454. — De Landrecies, 743. — De Longwy, 668 673, 715, 742. — De Mézières, 575, 579, 586, 668. — De Montmédy, 460, 486, — De Péronne, 654. — De Phalsbourg, 454 — De Rocroi, 605. — De Schlettstadt 141. — De Strasbourg, 10, 21, 30, 33, 97, 103. — De Thionville, 256, 318, 377. — De Vieux-Brisach, 68. — Pour les renseignements concernant le bombardement de Paris, voyez le mot *Paris* à l'*Annexe*.

Bonneuil, 304, 430.

Bonneuil-sur-Marne, 373, 381.

Bonneville, 253.

Bordeaux, 155, 159, 170, 172, 182, 252, 311, 343, 434, 444, 451, 452, 454, 459, 472, 489, 463, 464, 494, 497, 530, 548, 559, 568, 579, 580, 589, 629, 637, 638, 644. — Voyez le mot *Translation*.

Borny (combat de), 297, 761.

Bosc-Gouet, 606.

Bouille (combat de), 575, 595.

Bougival, 145.

Boulay, 328.

Boulogne, 708.

Bousival, 362.

Bourgachard, 599.

Bourges, 128, 140, 165, 181, 211, 269, 435, 465, 480, 497, 502, 547, 630, 640.

Bourget (faits, renseignements et protestations concernant l'affaire du), 168, 169, 187, 197, 227, 241, 346, 365, 566.

Bourget-Drancy, 653.

Bourgoyne, 608.

Bouvet (le vapeur français, le), 270, 292.

Bover, 342, 358.

Boval, 207.

Bouvresse, 159.

Bresse (la), 253.

Bretenay, 228, 667.

Briare (combat de), 667.

Briare, 502, 667.
Brie-Comte-Robert, 305.
Brie-sur-Marne, 372, 387, 390, 413, 431, 436, 450.
Brimborion. (le château de), 357.
Brionne, 607.
Brochures (renseignements sur quelques). 84, 211, 226, 260, 281, 347, 520, 534, 578, 630, 658, 776.
Brosville, 384.
Brou, 446.
Bruyère, 63, 92.
Buchy, 607.
Bulletins quotidiens de la guerre (les). du 18 septembre, page 1.
Du 19 id., 4. — Du 20 id., 8.
Du 21 id., 10. — Du 22 id., 12.
Du 23 id., 15. — Du 24 id., 21
Du 25 id., 24. — Du 26 id., 28
Du 27 id., 31. — Du 28 id., 32
Du 29 id., 34 — Du 30 id., 35
Du 1er Octobre 1870, page 38.
Du 2 id, 42. — Du 3 id., 45.
Du 4 id, 48. — Du 5 id., 52
Du 6 id., 56 — Du 7 id., 62.
Du 8 id., 68. — Du 9 id., 74.
Du 10 id., 77. — Du 11 id, 79.
Du 12 id., 86. — Du 13 id., 92
Du 14 id., 96. — Du 15 id., 100.
Du 16 id., 105. — Du 17 id., 112.
Du 18 id., 115. — Du 19 id., 118.
Du 20 id, 123. — Du 21 id., 127.
Du 22 id., 130. — Du 23 id., 134.
Du 24 id., 137. — Du 25 id, 140.
Du 26 id., 144. — Du 27 id., 148.
Du 28 id., 154. — Du 29 id., 159.
Du 30 id, 165. — Du 31 id., 168
Du 1er novembre 1870, 175.
Du 2 id., 179. — Du 3 id., 187.
Du 4 id, 192. — Du 5 id., 197.
Du 6 id, 207. — Du 7 id., 216.
Du 8 id., 222. — Du 9 id, 228.
Du 10 id., 233. — Du 11 id., 238
Du 12 id., 244. — Du 13 id., 250.
Du 14 id., 256. — Du 15 id., 262.
Du 16 id., 269. — Du 17 id., 277.
Du 18 id., 285. — Du 19 id., 291.
Du 20 id., 299 — Du 21 id., 307.
Du 22 id., 313. — Du 23 id., 318.
Du 24 id., 323. — Du 25 id., 330.
Du 26 id., 337. — Du 27 id., 342
Du 28 id., 351. — Du 29 id., 358.
Du 30 novembre, page 363.
Du 1er décembre 1870, 371.
Du 2 id., 380. — Du 3 id., 385
Du 4 id., 397. — Du 5 id., 404
Du 6 id., 410. — Du 7 id., 416.
Du 8 id., 421. — Du 9 id., 428.
Du 10 id., 434. — Du 11 id., 439.
Du 12 id., 448 — Du 13 id., 453
Du 14 id., 458 — Du 15 id., 465.
Du 16 id., 471. — Du 17 id., 478.
Du 18 id., 484. — Du 19 id., 489
Du 20 id., 497. — Du 21 id., 501.
Du 22 id., 508. — Du 23 id., 516.
Du 24 id., 521. — Du 25 id., 530.
Du 26 id., 534. — Du 27 id., 541.
Du 28 id., 547. — Du 29 id., 551.
Du 30 id., 558. — Du 31 id., 564.
Du 1er janvier 1871, 567.
Du 2 id., 575. — Du 3 id., 579.
Du 4 id., 585. — Du 5 id., 594
Du 6 id., 599. — Du 7 id., 605.
Du 8 id, 613 — Du 9 id., 618.
Du 10 id., 623. — Du 11 id., 630.
Du 12 id., 635. — Du 13 id., 640
Du 14 id., 647. — Du 15 id., 652.
Du 16 id., 659. — Du 17 id., 667
Du 18 id., 671. — Du 19 id., 679.
Du 20 id., 684 — Du 21 id., 690.
Du 22 id., 697. — Du 23 id., 707
Du 24 id., 714. — Du 25 id., 722.
Du 26 id., 730. — Du 27 id., 739.
Bulletins de la paix (Renseignements qui étaient de nature à faire espérer la fin de la guerre)
Du 23 octobre, 134. — Du 24 octobre, 137. — Du 25 octobre, 141. — Du 27 octobre, 149. — Du 1er novembre, 177 — Du 5 novembre, 200 — Du 23 novembre, 319 — Du 24 novembre, 324. — Du 25 novembre, 331. — Du 30 novembre, 366. — Du 10 décembre, 436.
Busigny, 594.
Buzenval, 389, 423.
Buzenval (combat de), 517, 710, 719.
Cachy, 358, 376, 405.
Caen, 707.
Cahors, 253.
Caix, 376.
Calais, 476.
Cambrai 159, 277, 286, 340, 594, 653, 680, 692, 694, 722, 727, 746.
Capitales (les) *provisoires*, — Voyez les mots *Tours*, *Bordeaux* et *Translation*.
Capitulations (détails sur les) d'Amiens (la citadelle), 381 — De la Fère, 358. — De Longwy, 722. 742. — De Metz, 148, 154, 159, 164, 165, 175, 179, 188, 198, 208. 224. 245. 352, 510. 568, 630, 761. — De Mézières, 575, 579. — De Montmédy, 466, 480, 486. — Mortier (du fort), 216. — De Neuf-Brisach, 239, 244. — De Péronne, 636, 649. 654 — De Phalsbourg, 460, 466, 482. — De Rocroy, 579. 586 605 — De Schletstadt, 145, 151. — De Soissons. 106, 112 — De Strasbourg, 32. — De Thionville 343, 377. — De Toul, 21. — Pour les renseignements concernant la capitulation de Paris, voyez le mot *Paris* à l'*Annexe*.
Caractère allemand ou prussien (assertions concernant le), 42, 122, 307, 520, 562, 593, 618, 689, 709, 744.
Carignan, 44, 92.
Castres, 693.
Chagny, 245, 250, 292.
Châlons, 217, 505, 526, 700, 764.
Châlonsvillers, 445.
Chambord (le château de), 275, 471.
Chambord (le village de), 471.
Champigny (combat de), 372, 373, 381, 387, 388, 390, 410, 411, 412, 429, 430, 431, 435, 436, 449.
Charenton, 38.
Charleville, 587, 700,
Charny, 269.
Chartres, 62, 134, 137, 165, 219, 244, 572.
Chassey (Haute-Saône), 572.
Château-Cambray, 581.
Châteaudun, 62, 123, 222, 228, 230, 234, 238, 342, 343, 363, 375, 501.
Châteauneuf-sur-Loire, 375.
Château-Renault, 363, 501, 502, 522, 585, 630,
Château-Thiéry, 234.
Chatellerault, 211.
Châtillon (affaire de), 307, 318, 702.
Châtillon-le-Duc (combat de), 137, 141, 144, 149.
Chatou, 531.
Chelles, 547.
Chemins (les) *de fer et l'occupation prussienne*, 226, 242, 505, 526, 601, 625, 691.
Cherbourg, 181, 343, 667, 672.
Chevilly, 390, 404.
Chislehurst (nouvelles de), 54, 135, 139, 148, 150, 420, 576.
Choisy-le-Roi, 106, 389, 390, 413.
Circulaires diplomatiques et autres (texte, analyse ou simple mention de), De M. Jules Favre sur l'entrevue de Ferrières, 5. De M. de Bismark sur les condition de la paix, 15. De M. de Bismark au sujet du rapport de M. Jules Favre sur l'entrevue de Ferrières, 51. De M. Chaudordy sur l'attitude de la France vis-à-vis de l'Unité allemande et sur un mot prêté par M. Jules Favre à M. de Bismark, 109. De M. Crémieux concernant la rentrée des cours et tribunaux (3 novembre), 142. De M. Gambetta aux préfets et sous-préfets à propos du bruit de la capitulation de Metz (29 octobre), 165, 171. De M Favre touchant les négociations auxquelles a donné lieu la proposition d'un armistice,

238 De M. de Bismark sur le même sujet, 246. De M. Gambetta prescrivant la lecture du *Bulletin de la République*, 256. De M. Thiers sur les négociations en vue de conclure un armistice, 264. Du prince Gortchakoff sur la dénonciation du traité de 1856, 270, 278, 292, 308, 344, 392. De lord Granville sur cette dénonciation, 279. De diverses puissances en réponse à la circulaire russe, 292. Encyclique de Pie IX contre l'annexion de Rome, 332. De M. Gambetta pour annoncer les opérations militaires sous Paris et en Province à la fin de novembre, 390. De M. Gambetta sur les fausses nouvelles, 424 De M de Bismark pour annoncer que la Prusse se croit déliée de l'obligation de respecter la neutralité du Luxembourg, 432. De M. de Bismark sur la manière dont les Allemands font la guerre, (8 janvier), 650. De M. Gambetta sur les devoirs des officiers envers leurs soldats, 731. De M. Chaudordy en réponse à diverses attaques de M. de Bismark, 744.

Clamart, 653.

Clermont. 508.

Clermont-Ferrant, 216, 343, 452, 582, 617, 622.

Cloyes, 375

Colomby, 34

Colmar. 151, 483.

Comité de défense à Tours (composition du), 143

Commandements militaires régionaux (constitution des), 142.

Commercy, 234.

Commission d'armement à Tours (composition de la), 23.

Commission nommée pour juger l'évacuation d'Orléans par le général d'Aurelles (composition de la), 417.

Commun, 363.

Commune révolutionnaire à Lille. Lyon et Marseille (tentatives pour établir la), 37, 128, 194, 208, 232, 246.

Communications entre Paris et la province pendant le siége (assertions et renseignements concernant les), 38. 243 247. 267, 361 436. 470, 477, 557, 749

Complot au sein des armées allemandes pendant la guerre (renseignements sur un), 543.

Complot contre la vie de Napoléon III (un prétendu), 647.

Compiègne, 489

Concile œcuménique du Vatican, 115, 629.

Conférence de Londres (appréciations et renseignements concernant la), 541. 571, 661, 672, 698, 707, 710, 723, 741, 745.

Conflits (quelques) *entre les autorités civiles et militaires*. 56, 67, 144.

Conilly-Villers, 373.

Conjectures (les) *et prévisions émises sur l'issue probable ou possible des événements* 1, 2, 11, 13. 26, 34, 42. 68. 78, 82, 91, 107, 116, 122 131, 149, 155, 165, 166, 173, 174, 176, 177, 178, 188, 193, 198, 207. 216, 224, 238, 248, 284, 308, 319, 321. 337. 341, 376, 377, 397, 423, 446 448, 454, 456, 472, 481, 486, 497, 541, 543, 544, 546 547, 552, 564, 570, 571, 580, 586, 589, 590, 599, 613, 614, 616, 617, 627, 635, 637, 663, 672, 674, 685, 690, 698, 705, 707, 710, 759.

Conlie (le camp de). 312. 322, 340, 343, 345, 508, 519. 526, 532, 545, 556, 604, 625, 704, 705. 709, 747.

Conquête (le droit de), 42, 625. 704. 705, 709, 747

Conscience à Rome (la liberté de), 666.

Conscience des prisonniers français en Allemagne (la liberté de), 333.

Conseil de guerre constitué à Bordeaux pour juger les capitulations (composition du). 536, 555.

Conseils généraux (opinions et protestations concernant la dissolution des), 193. 564, 637, 676

Constituante (mesures, assertions, opinions et polémiques concernant l'élection d'une) 3, 25, 36, 38, 45, 51, 68, 75. 81, 88. 91, 133. 135, 164, 180, 200. 207, 246, 267, 311, 319, 324, 331, 336, 355, 474, 534, 543, 555, 645, 658, 689.

Contrôle dans les choses militaires (du), 416, 417, 424, 442, 512.

Conty, 376.

Convention (texte de la) *pour la reddition de Metz*, 161.

Corbie, 376, 489. 680.

Corps législatif (renseignements sur quelques velléités de ressusciter le). 5, 37 173. 180, 211, 283, 296, 356, 394, 550, 622, 664, 771, 774.

Coucy-le-Château, 277

Coulmiers (combat de), 224. 250 256, 272, 275, 334, 338, 342, 512, 545, 567.

Coup d'état bonapartiste projeté en Août 1870 (renseignements sur un), 17, 379.

Courville, 333.

Coût de la guerre franco-prussienne quelques chiffres et quelques appréciations sur le), 215, 610, 625, 634, 658, 709.

Creteil. 304.

Damjoutin, 623, 707.

Dammartin, 85.

Danemarck, 669.

Daours, 523.

Déclaration de la guerre franco-prussienne (assertions, anecdotes et opinions concernant la). 9 23. 122, 275, 317, 325, 336, 401, 409, 534, 703, 709, 738.

Décrets (texte ou mention des) d'organisation de la garde nationale en vue de la défense, 36. Du roi de Prusse sur l'organisation administrative des départements envahis, 45. De convocation des électeurs pour élire une Constituante, 68. D'annexion de Rome à l'Italie 82. De la délégation concernant la défense nationale, 113. Du ministère de l'intérieur, à Tours, révoquant la suspension de la *Gazette du Midi* et l'arrêt d'expulsion des jésuites du département des Bouches-du-Rhône, 132. Concernant la discipline militaire et la vie des camps, 138. Du préfet Delpech, concernant la *Gazette du Midi*, 168. Organisant la guerre à outrance, 197, 207, 217, 343, 398. Concernant l'Algérie, 215. Concernant la garde impériale et la Légion d'honneur, 215. Des Prussiens défendant aux Lorrains de quitter leur pays pendant la guerre, 222. Concernant la presse française dans les départements envahis, 231. D'expulsion des jésuites en Italie, 251. Concernant la défense dans le Midi, 262. Concernant les comités de défense irréguliers, 311. De la municipalité lyonnaise décernant à Garibaldi le titre de citoyen de Lyon, 367. De la délégation décernant des récompenses à l'armée de la Loire et à ses chefs, 389. De confiscation et de bannissement contre certains Alsaciens et Lorrains, 655. Des Prussiens pour empêcher le recrutement dans les départements envahis, 700. Concernant l'instruction primaire, 745 (1).

Défaites de l'armée française (version de Napoléon III sur les), 226.

Délégation du gouvernement de la défense nationale à Tours et à Bordeaux (faits et renseignements concernant la), 21, 25, 27, 33, 34, 36, 41, 45, 49, 54, 65, 67, 68, 75, 78. 80, 81, 86, 88, 89. 91, 98, 102, 104, 106, 109, 113, 116, 119, 120, 127,

(1) Pour les décrets, comme pour les circulaires, nous ne mentionnons ici que les principaux de ces documents cités ou mentionnés dans ce travail.

132, 138, 141, 142, 143, 150, 155, 159, 169, 176, 193, 195, 197, 211, 214, 215, 217, 222, 228, 237, 250, 254, 257, 269, 274, 290, 296, 311, 312, 319, 324, 326, 328, 331, 335, 336, 343, 345, 349, 356, 359, 369, 370, 378, 382, 389, 390, 393, 395, 398, 399, 405, 411, 413, 417, 423, 424, 434, 436, 439, 440, 442, 447, 451, 453, 463, 470, 472, 477, 478, 485, 494, 495, 506, 513, 517, 518, 525, 529, 530, 532, 535, 536, 542, 548, 554, 555, 563, 564, 568, 577, 578, 579, 582, 587, 589, 603, 618, 628, 637, 638, 644, 650, 652, 655, 659, 661, 676, 689, 692, 695, 700, 701, 702, 707, 708, 726, 729, 731, 738, 744, 745, 754, 757. — Voyez également les mots *Appel*, *Aveux*, *Documents*, *Polémique et Translation*.

Delle, 585, 588.

Démocratie allemande (la) *et la guerre franco-prussienne*, 3, 30, 58, 84, 125, 130, 147, 154, 191, 312, 353, 468, 479, 498, 527, 610, 624, 669, 689, 745.

Dénonciation du traité de Paris de 1856 (la). — Voyez les mots *Incident anglo-russe*, *Situation*, *Conférence de Londres*.

Devoirs des chefs militaires envers leurs subordonnés, 731, 733.

Dieppe, 421, 449, 465, 471, 480.

Dijon, 192, 242, 245, 278, 314, 343, 442, 476, 491, 497, 564, 583, 605, 607, 623, 670, 707, 714, 715, 722, 724.

Dijon (combat de Garibaldi sous), 714, 722, 724, 732.

Discipline militaire (mesures, et assertions concernant la), 53, 102, 105, 110, 138, 176, 211, 218, 220, 222, 226, 255, 259, 266, 271, 272, 318, 323, 329, 340, 351, 355, 436, 513, 526, 570, 572, 587, 606, 614, 616, 632, 731, 733, 768, 774, 776.

Discours (texte ou mention des) Du général Cadorna en installant un gouvernement provisoire, a Rome, 29. Du maire de Strasbourg Humann à la députation de la confédération helvétique (11 septembre), 30. De bienvenue de M. Crémieux au général Uhrich à Tours, 66. Du général Uhrich, en réponse, 66. De Victor-Emmanuel en réponse à la Commission du plébiscite pour l'annexion de Rome, 82. De M. Gambetta à son passage à Rouen, 88. De M. Gambetta au balcon de la préfecture après son arrivée à Tours, 89. De M. Castelar, député espagnol, aux républicains de Tours, 89. De M. Cardwel sur la question d'une intervention de l'Angleterre, 104. De M. Gambetta, à Tours, à une députation qui demandait des armes, 194. De M. Castelar, aux Cortès, contre l'élection d'un roi, 196. De l'archevêque de Tours, le jour de la Toussaint, sur les malheurs de la France et de la papauté, 196. De lord Granville, au banquet du lord maire, en faveur de la paix, 235. Du prince Henri des Pays-Bas, en réponse à une adresse des Luxembourgeois contre l'annexion à la Prusse, 272 De M. Gambetta, à Tours, à une députation qui lui avait offert un drapeau d'honneur, 311. Du président Delbrück, à l'ouvertnre du Parlement allemand (24 novembre), sur la guerre franco-prussienne et sur l'incident anglo-russe, 332. Du député socialiste allemand Bebel contre la continuation de la guerre et le vote de crédits en sa faveur, 353. Du duc d'Aôste à une commission des Cortès lui notifiant son élevation au trône d'Espagne, 404. De Victor-Emmanuel à l'ouverture du Parlement italien, 414. Du commandant Taillant à Phalsbourg, à un parlementaire prussien qui le sommait de se rendre, 482. De M. Sagasla, aux Cortès, sur le rappel de M. Olozaga de Paris après le 4 septembre, 503. D'un ministre protestant à une cérémonie religieuse prussienne à Versailles, 519. De M. Cantagrel, à un Club de Nantes, contre M. de Kératry, 527 De M. de Kératry en réponse, 528. De M. Crémieux, en faveur de la résistance, à une revue de la garde nationale, à Bordeaux, 543. Du père Hyacinthe à Londres sur le meilleur *Modus vivendi* à suivre pour la France et l'Allemagne, 546. De M. Crémieux à une députation de la municipalité de Bordeaux, demandant des mesures énergiques contre la réaction, 549. De M. Gambetta au conseil municipal de Bordeaux, 569. De M. Gambetta, à une députation de la garde nationale de Bordeaux, 570. Du roi de Prusse le jour de l'an à Versailles, 575. Du grand-duc de Bade le jour de l'an à Versailles, 576. De M. Gambetta, à la préfecture de Bordeaux le 1 janvier, 579. D'ouverture de l'écolé polytechnique à Bordeaux par M. Gambetta, 589. Du député wurtembergeois Hopf contre la continuation de la guerre et contre le vote de crédits militaires. 610 Des députés wurtembergeois Romer et Lenz, en réponse, 610. Du député bavarois Kolb contre la continuation d'une lutte devenue guerre de conquête et d'ambition dynastique, 625. De M. Otway, ancien membre de l'administration Gladstone, pour réclamer l'intervention de la conférence de Londres en faveur de la paix, 674. De M. Werquin à M. Gambetta, à Lille, 708 De M. Gambetta en réponse, 709. Du comte Arrivabène et de M. Visconti Venosta sur la conduite tenue par l'Italie en présence de la guerre franco-prussienne, 710. D'un ministre protestant, de *l'Empereur* Guillaume et du prince royal de Prusse, à Versailles, lors de la proclamation de l'Empire allemand, 686 De démocrates anglais en faveur de la France et de la paix, dans un *meeting* populaire, à Londres, 719. De M. Gambetta à la Chambre de Commerce de Lille sur la question du traité de commerce avec l'Angleterre, 739.

Dissolution des Conseils généraux. — Voyez les mots *Conseils généraux*.

Documents (renseignements sur quelques). — Voyez les mots *Adresses*, *Allocutions*, *Appels*, *Circulaires*, *Décrets*, *Discours*, *Entretiens*, *Entrevues*, *Idées*, *Lettres*, *Manifestes*, *Proclamations*, *Ordres du jour* et *Rapports*.

Dôle, 128, 250, 292, 299, 303, 722.

Domard, 358.

Douai, 182, 237, 540, 695, 751.

Doulevant, 269.

Doullens, 365.

Drancy, 516

Drapeau rouge en province (le), 13, 164, 355, 379, 549, 638.

Dreux, 58, 68, 86, 291, 292, 299, 318, 338, 763.

Droué, 501.

Duclair, 597.

Dury, 358.

Échange de prisonniers (négociations pour obtenir un), 577.

Échenoz, 630.

École polytechnique, à Bordeaux 589, 639, 644.

Église (lez-Metz), 130.

Elbe (Napoléon III à l'île d'), 157.

Elbœuf, 172, 614.

Émigration française pendant le siége de Paris (l'), 8, 38, 40, 41, 47, 50, 67, 71, 84, 85, 89, 178, 196, 237, 260, 261, 298

317, 341, 347, 352, 356, 371, 438, 475, 478, 500, 501, 505, 557, 558, 585, 612, 628, 634, 668, 669, 736. — Voyez le mot *Jersey*.

Empire allemand (mesures et renseignements se rapportant à la proclamatiou de l'), 206, 426, 437, 486, 576, 680, 681, 682, 686, 689, 697, 714.

Emprunt Laurier. — Voyez le mot *Morgan*.

Enterrements militaires à Versailles (les), 315, 501, 527.

Entrée d'Amédée 1er *à Madrid*, 582.

Entrée des Italiens à Rome (faits et appréciations se rattachant à l'), 2, 11, 13, 22, 29, 31, 43, 46, 53, 57, 71, 79, 82, 86, 101, 123, 138, 213, 235, 239, 246, 251, 266, 270, 285, 288, 315, 331, 332, 504, 581, 594, 722.

Entrée du Roi de Prusse à Versailles, 104.

Entrée nocturne de Victor Emmanuel à Rome, 581, 594.

Entretiens (relations d') *de reporters* avec le maréchal Bazaine, 275; avec le général Changarnier, 300; avec M. Thiers, 335.

Entretien (Relation d'un), de M. de Bismark avec le diplomate anglais Malet, le 17 septembre 1870, 5.

Entrevue de Ferrières. Voyez le mot *Ferrières*.

Entrevue de Napoléon III et de Guillaume au château de Bellevue. — Voyez le mot *Bellevue*

Entrevue de Napoléon III, et de M. de Bismark à Sedan (quelques details sur l'), 157.

Epernay, 217, 700. 764

Epernon, 48, 52, 63 355

Epinal, 92, 96, 151, 659.

Epinay, 372, 390, 391, 535, 618.

Épisodes principaux de l'invasion pendant le siège de Paris, 7, 20, 33. 55, 60, 85. 95, 97, 115, 128, 136, 151, 153, 156, 157, 158, 184, 227, 230, 255, 432 441, 449 464, 464, 470. 471. 473, 482 499, 501, 572, 584, 592, 601. 603, 604 608, 615, 627, 628, 651, 657. 659, 665, 682, 687, 688, 702, 711, 712, 713, 725, 732, 735, 743, 746, 768.

Epuisay, 50 ..

Espagne, 11, 71, 113, 196, 228, 240. 246, 280, 294, 309, 320 339, 361, 395, 404, 495, 503 536, 542, 552, 559, 582, 601 619.

Espionnage (quelques faits d'), 7, 113, 185, 379 — Voyez le mot *Traîtres*.

Etampes, 77, 338

État-major des armées impériales (coup d'œil sur les changements apportés par les événements à l'), 515.

États-Unis, 99, 288, 392, 409, 458, 537, 564

Étrangers au service de la France (les), 41, 75 78, 92, 98, 123, 124, 135, 136, 164 285, 303, 313, 314, 349, 563, 582, 588, 611, 616, 713. — Voyez le mot *Mésintelligence*.

Etrepagny, 391.

Etretat, 475.

Évacuation d'Orléans par le général d'Aurelles (opinions et détails concernant l'), 410, 411, 412, 413, 416, 442, 456, 457, 470, 471, 472, 480, 513.

Évasions (quelques-unes des principales), 60, 95. 174, 227, 236, 312, 465, 608, 635, 639. 650, 654, 716, 728, 750, 777.

Évasion en masse des prisonniers français (projet d'), 503, 538, 591.

Evean (lez-Bains), 253.

Evrard (la villa), 516, 711.

Evreux, 63, 70, 324, 343, 346, 363, 374.

Exactions, méfaits et crimes des Prussiens (quelques renseignements sur les), 63, 104, 124, 136, 153, 154, 222, 230, 242, 283, 284, 326, 333, 358, 376. 377, 392, 401, 444, 445, 446, 450, 451, 456, 468, 469, 470. 471, 482, 483, 489, 491, 532 538, 542. 549, 551, 554, 555. 562, 572, 580, 587, 592, 596, 597, 600, 601, 614, 615, 624, 626, 654, 659, 666, 668, 683, 700, 701, 702, 706, 719, 721 728. 732, 744. 745, 746.—Voyez également les mots *Libéralisme prussien*.

Exécutions (quelques), 7, 35, 102, 176, 186, 222, 266, 271, 316 329, 333, 340, 539, 632

Exploit (un) *d'huissier*, 121.

Expulsion des Allemands (quelques faits et protestations se rapportant à l'); 157, 671, 695.

Expulsion des jésuites de Marseille, 98, 108, 117

Faverelles, 380.

Fécamp, 480

Ferrières (faits et appréciations concernant l'entrevue de), 8. 12. 15, 25, 29, 32 52, 61, 682 709.

Forges, (lez-Metz), 130.

Formerie, 159, 165.

Fortune privée de l'ex-empereur (assertions et faits concernant la), 6, 94, 132, 164, 622.

Fouilleuse (la ferme de la), 711.

Foulbec, 722.

Français expatriés et la défense nationale (les), 494, 756.

Franc-maçonnerie dans la guerre franco-prussienne (deux cas d'intervention de la), 50, 249.

Francs-tireurs (assertions et faits concernant les), 37, 104, 114, 120, 127, 175, 220, 229, 255, 272, 289, 313, 403, 414, 432, 437, 445, 458, 489, 551, 584, 604, 606, 607, 627, 657, 702, 724, 732, 746.

Fraternité (le principe de), 264, 325, 398, 561, 625.

Freteval, 343.

Frevant, 592, 628.

Fuite de Paris de l'ex-impératrice (détails sur la), 50, 735, 751.

Fummechon, 376.

Garde nationale parisienne (assertions et renseignements concernant la), 360, 423, 517, 590, 637, 711, 715.

Garsh, 186.

Gault, 343.

Gennevillers (la presqu'île de), 389.

Gentillers. 358.

Gien, 342, 351, 359, 392, 502, 667

Gisors, 63, 137.

Givet, 92, 672.

Glay, 730.

Goniers, 380.

Gray, 318, 476, 540, 564, 585, 659.

Grandchartres, 429.

Grand Tremblay (château du), 38.

Gravant, 440.

Gravelotte (assertions concernant la bataille de), 224, 241, 405, 572, 762.

Grèce, 583, 704.

Grenoble, 182, 208, 635, 651, 671.

Guerre en Allemagne (la science de la). 656, 691, 733

Guerre franco-prussienne (renseignements et faits constatant l'impopularité de la), 3, 8, 12, 25, 26. 30, 32. 48, 93, 110 121, 131, 147, 153, 185, 229, 247, 263, 279, 317, 336, 353, 366, 444, 445, 446, 456, 468, 478, 479, 498, 500, 509, 543, 561, 563, 593, 610, 620, 624, 625, 633, 657, 658, 669, 673. 689, 697, 706, 707, 709, 719, 720, 721, 729.

Guerre franco-prussienne. — Voyez les mots *Bombardements*, *Bulletin*, *Capitulations*, *Conjectures*, *Coût*, *Déclaration*, *Démocratie*, *Documents*, *Idées*, *Interventions*, *Légendes* et *Prophéties*.

Guides belges à Aix-la-Chapelle

au profit des blessés Allemands (Concert donné par la musique des), 737, 738, 750.
Haguenau, 151.
Ham, 73, 318, 440, 453, 455, 489, 508.
Hautefays (affaire d'), 538.
Hautes-Bruyères (la redoute des), 31, 124.
Hauteville, 714.
Herimoncourt, 207, 588.
Hierson, 508, 587.
Hollande, 619.
Honfleur, 465, 607, 714.
Hongrie, 135, 177, 294.
Houdan, 58.
Idées de *Napoléon III*, *sur la guerre franco-prussienne* (les), 24, 51, 60, 67, 77, 226. 313, 414.
Idées (quelques) *de M. Girardin pendant le siége de Paris*. 22, 72, 91, 267, 578, 622. 652.
Illier, 445.
Impopularité de la guerre franco-prussienne. — Voyez les mots *Guerre*, *Démocratie allemande* et *Paix*.
Incident anglo-russe (l'), 245, 251, 262, 270, 278, 279, 286, 292, 299, 302, 307, 308, 309, 313, 319, 325, 331, 336, 339, 344 352, 359, 366, 392, 398, 421. 431, 541, 661.—Voyez les mots *Conférence de Londres* et *Situation*.
Infaillibilité pontificale (l'), 629.
Inondations et la défense nationale dans le ord (la question des), 694, 702.
Instruction publique (mesures et polémiques concernant l'),256 382, 394, 587, 563, 598, 644
Instruction publique en Prusse (statistique concernant l'), 612
Intendances militaires françaises et allemandes (quelques faits et assertions concernant les), 152, 226, 392. 472, 507, 568. 613, 694, 701, 756.
Intervention (quelques faits et commentaires concernant l'). *des gouvernements européens en faveur du rétablissement de la paix*, 5, 8, 32. 47, 70, 79. 90 93. 99, 101, 104, 110, 129, 134 137, 150, 169, 190, 200, 223, 229, 235, 263, 265, 279, 302, 314, 409, 431, 468, 502, 542, 561, 608, 615, 658, 661, 673. 690, 698, 702. 710, 719, 748.
Italie, 2, 11, 13. 22, 29, 31, 43. 46. 53, 54. 57, 60, 71, 79, 82. 86, 101, 123, 124, 138, 163, 190, 212, 235, 239, 246, 251, 266, 270, 285, 287. 315, 320, 331, 344, 361, 452, 474, 504 553, 575, 581, 594, 636, 670. 710, 722. — Voyez également les mots : *Entrée des Italiens* et *Entrée de Victor-Emmanuel à Rome*.
Ivry (Eure), 137.
Janville, 62, 140.
Jaumont (ce qu'il y a de vrai dans l'épisode des carrières de), 225
Jersey (l'émigration française et bonapartiste à l'île de), 40.
La Bordon, 428.
Lachartre, 623.
Ladon, 363, 389.
La Fère. 140, 185. 276, 277, 286, 313. 358, 465, 730.
Laferté, 48, 68.
La Flèche, 219.
La Fontenelle, 501.
Lagny, 547.
Lagrange, 34.
Langres, 489, 516, 605, 732.
Laon, 2, 44, 92, 184, 455, 497.
Laon (explosion de la citadelle de), 2, 184.
La Rochelle, 343, 484.
Laval, 653, 667, 672, 680.
Légendes se rattachant à la guerre franco-prussienne (les), 349, 357, 408. — Voyez également les mots *Mort mystérieuse* et *Prophéties*.
Légitimistes et la défense nationale (les), 27, 38, 46.
Le Havre, 170. 172, 181, 211, 421, 429, 440, 449, 465, 471, 475, 484, 489, 502, 676.
Leipzick et la guerre de 1870-71 (la bataille de). 123, 125 448.
Le Mans, 219, 318, 351, 363, 400, 438. 461, 471, 508, 517, 523, 541, 564, 585, 636, 639, 647, 653, 662, 663, 667, 669, 679, 680, 707, 726. — Voyez le mot *Mans*.
Lettres (texte ou mention des), Du démocrate allemand Simon contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, 3. De M. Piétri au *Journal de Bruxelles* sur la fortune privée de l'ex-empereur, 6. Du prince Napoléon à Napoléon III, pour lui demander d'être reçu à Wilhemshœhe, 24. De M. H. de Cathelineau au ministre de la guerre pour offrir ses services, 27. Du ministre de la guerre à M. de Cathelineau pour les accepter, 27. De M. Crémieux en réponse aux adresses de différents *meetings* anglais 40. De M. de Cathelineau au *Phare de la Loire*, (30 septembre 1870), 46. De Garibaldi sur la guerre franco-prussienne (6 septembre), 47. Idem (27 septembre), 46. De M. Devienne à M. Arago, 47. Du colonel Barrachin et d'un soldat du 1er zouaves à propos de la conduite des zouaves de la garnison de Paris, 55. De Monsieur Jacoby, de sa prison, à M. de Bismark, 59. De M. Piétri sur un manifeste attribué à Napoléon III, 67 De M. de Girardin sur ses opinions et relations pendant et après l'Empire, 72. De Pie IX sur son emprisonnement au Vatican, 79. De M. Alfred de la Guéronnière à l'*Indépendance belge*, 84. Du prince de Joinville pour poser sa candidature à la Constituante (24 septembre), 91. Du général Turr sur les conditions possibles de paix, 93. De M. Max Pol sur la fortune privée de Napoléon III, 95. De M. Granier de Cassagnac, sur les rapports du journal *le Pays* avec l'Empire, (13 octobre 1870), 99. Du général Uhrich pour repousser les accusations portées contre sa conduite au siége de Strasbourg (14 octobre 1870), 102. De M. Bazaine pour protester contre les accusations de bonapartisme portées contre le maréchal, son frère (5 octobre 1870), 112. De M. Bancroft, ambassadeur américain, à Berlin, à M. de Bismark (30 septembre 1870), 114. De M. Pinart sur son engagement militaire à Autun, 114. De M. Gambetta au général Cambriels pour lui annoncer l'arrivée de Garibaldi (13 octobre), 118. De M. Michelet à l'appui d'une assertion de M. Taine que la France n'avait pas voulu la guerre (18 octobre), 121. De l'évêque d'Orléans au roi de Prusse pour obtenir un allégement aux charges de l'occupation, 124. De M. de Bismark à M. Jacoby au sujet de la détention de ce dernier, 125. De M. Lutz, sur son arrestation, 129. De M. Piétri sur la fortune de Napoléon III (20 octobre), 132. De démission de M. Testelin de ses fonctions de commissaire de la défense dans le Nord, 135. De M. Derrien au *Français* pour nier sa disparition de Tours et les actes d'indelicatesse qu'on lui attribuait, 140. Du prince Napoléon pour démentir les rapports qu'on lui avait attribués avec les généraux Bourbaki et Boyer (26 octobre), 150. De l'orientaliste Jules Molh pour démentir le bruit de son expulsion de Paris (13 octobre), 157. De M. Schneider à M. Laurier concernant l'emprunt Morgan (26 octobre), 158. De M. Piétri sur

la fortune privée de Napoléon III, 164. De justification du général Ducrot au roi de Prusse, 165. De l'abbé Granier faisant connaître les détails de l'évasion de son neveu Paul de Cassagnac, 173. Du général baron Napoléon Boyer à l'*Indépendance belge* sur la capitulation de Metz, 175. Du général Theremin-d'Hame sur l'explosion de la citadelle de Laon, 184. De Mazzini, pour repousser l'amnistie accordée par Victor-Emmanuel à l'occasion de l'annexion de Rome, 190. De M. Guizot et de lord Clanricarde sur la question de l'Annexion de l'Alsace et de la Lorraine, 190. Du maréchal Bazaine au *Nord* (2 novembre), 199. Du baron de Schleswig au général Boyer (3 novembre), 209. De M. Sénard pour féliciter Victor-Emmanuel de l'annexion de Rome, 213. Du général Bisson contre la défense à Metz, 225. De M. Ordinaire, préfet du Doubs, au *Progrès* de Lyon, 233. De M. Paul de Cassagnac à propos du bruit de son évasion et de ses rapports avec le maréchal Bazaine, 236. De M. Laurier en réponse aux attaques de la presse bonapartiste et conservatrice au sujet de l'emprunt Morgan, 243. De M. de Bouteiller sur la capitulation de Metz, 244. D'un franc-maçon sur la conduite de la loge de Metz pendant le siége, 249. De M. Asies Du Faur au *Moniteur prussien*, 255. De M. Guizot sur la convenance de résister, 273. Du même sur les négociations pour la conclusion d'un armistice, 274. De MM. Stuart Mill et Fronde sur l'incident anglo-russe, 302. De l'espagnol de Miranda sur son évasion de Coblentz, 312. Du général Trochu au Pape (par ballon), où il lui dit qu'il espère, à la tête d'une armée française, pouvoir le remettre bientôt sur son trône, 315. De l'évêque d'Angers pour engager ses séminaristes à prendre part à la défense, 320. De M. Bancel sur la défense nationale, 328. De Mme la maréchale Mac-Mahon sur la conduite de son mari, 328. De l'évêque prussien Namszanowski à l'evêque Mermillod sur la liberté religieuse des prisonniers français en Allemagne, 332. De M. de Bismark à un bijoutier badois qui lui avait envoyé une plume d'or pour signer la paix, 341. De protestation d'officiers français, prisonniers en Allemagne, au sujet de l'affaire du Bourget, 346. D'un journaliste prussien au *Courrier du Bas-Rhin* pour démentir le bruit d'une ovation faite à un régiment prussien par la population de Strasbourg, 347. De M. Victor Fournel sur la physionomie de Tours, capitale provisoire, et sur les bonnes dispositions de l'armée de la Loire à la veille de l'évacuation d'Orléans, 347, 348. Du feld-maréchal Burgoyne en faveur de Bazaine, 352. De M. Drouyn-de Lhuis sur son attitude vis-à-vis du gouvernement de la défense, 261. De l'archevêque de Bordeaux sur la défense nationale, 375. Du président Grant à l'empereur Alexandre pour lui offrir le concours de la flotte des Etats-Unis en cas d'une guerre contre l'Angleterre, 392. De démission de M. de Kératry, 400. De M. de de Gramont sur les circonstances qui ont précédé la déclaration de la guerre, 401. Du général Cambriels, pour demander des juges, 405. De M. Gambetta au général Cambriels, pour lui refuser des juges et rendre hommage à sa conduite militaire, 406. De M. Duvernois (apocryphe), désavouant la *Situation* et M. Hugelmann, 415. Du même (authentique) pour protester et exalter M. Hugelmann et la *Situation*, 433. Du maréchal Bazaine sur ses projets de justification, 440. De M. Saint-Valry à propos de pigeons, 477. De protestation de l'évêque d'Orléans au général bavarois von der Tann, 483. De M. de Girardin pour annoncer sa venue, en grande pompe civile et militaire, à la Rochelle, 484. D'un parisien, (trouvée en ballon et publiée par les Allemands), 487. Du général de Sonis écrivant d'Aumale son intention de faire à tout prix la campagne contre les Prussiens, 491. Du général prussien de Wedel au médecin français Worms, concernant des améliorations dans le régime des prisonniers français à Coblence, 493. De protestation de don Carlos contre l'élévation au trône d'Amédée, 495. D'un ancien attaché militaire sur la capitulation de Metz, 511. Du général d'Aurelles à l'évêque d'Orléans, 2 décembre), 514. Du capitaine d'état-major Dehaut dénonçant des menées bonapartistes près des prisonniers français, 529. De Robert Mitchell désavouant les menées bonapartistes, 532. De refus d'une épée d'honneur par le général Garibaldi, 550. Des ingénieurs Brannon sur l'invention d'un aérostat pouvant mettre Paris et la province en relation suivies, 557. D'Alexandre Dumas, fils, à Louis Veuillot, sur la mort religieuse de son père, 558. De George Sand (apocryphe), sur la guerre franco-prussienne, 561. D'un industriel de Metz au général commandant l'arsenal de Metz pour lui offrir des projectiles de campagne (6 septembre), 568. Du même à l'*Indépendance belge*, pour établir que si les munitions ont manqué à Metz, c'est parce que Bazaine a voulu qu'il en fût ainsi, 568. Du commandant de place d'Abbeville, colonel Planscassagne, sur un épisode de l'invasion dans le Nord, 598. De Garibaldi sur la guerre franco-prussienne (30 décembre), 603. D'un officier français prisonnier à Wiesbaden au commandant prussien pour retirer sa parole, 608. Du même pour relater son évasion, 608. Du colonel Bordone sur les accusations portées contre les garibaldiens, 611. De Garibaldi sur la guerre (27 décembre), 616. De protestation de M. Guyot-Montpayroux, 617. De Pierre Bonaparte à l'*Indépendance*, sur ses démêlés financiers avec Napoléon III, 621. Du général Changarnier, 631. De protestation du comte de Chambord contre le bombardement de Paris, 638. De M. Gambetta à M. Littré (7 janvier) pour lui offrir une chaire d'histoire, 644. De M. Grévy sur l'élection d'une Constituante (6 janvier), 645. D'Alexandre Dumas, fils, concernant la lettre qui lui avait été attribuée, 646. De Louis Blanc à Victor Hugo, 647. De M. de Girardin à M. Gambetta sur un plan de défense, 652. Du général d'Aurelles de Paladine (11 janvier), pour refuser tout commandement militaire, 655. De *félicitations* et de *condoléances* de Napoléon III à *Victor-Emmanuel* et à *Pie IX*, 666. De M. Daru et du conseil général de la Manche à M. Gambetta (protestations contre la dissolution des conseils généraux), 676. D'un médecin allemand, sous ce titre : *Les vainqueurs vaincus*, 687. De félicitation et de grâces du roi de Bavière à l'archevêque de Munich, 697. De M. Guizot à M. Gladstone sur la guerre

franco-prussienne et sur l'opportunité d'une intervention de l'Angleterre, 703. De réconciliation de Garibaldi à Frappoli. 713. Du maréchal Mac-Mahon au sujet des balles explosibles, 716. Du maire de Lyon pour faire connaître le refus de la municipalité de payer les frais d'orgie des prisonniers allemands, 725. Du prince de Joinville au *Times* (24 janvier), sur son arrestation et sur les relations de M. Gambetta avec sa famille, 726 Du général Faidherbe sur la reddition des villes bombardées, 727. Du comte de Kératry sur sa conduite au 4 septembre, 735. Du roi Guillaume aux Ursulines de Blois, 736 De M. Jules Favre (23 janvier) à lord Russel pour lui faire connaître qu'il n'assistera pas à la Conférence de Londres, 741. De M. Bénard à un ami de M. Gladstone, 748. De M. Gladstone sur sa conduite vis-à-vis de la France pendant la guerre franco-prussienne, 748. De Jules Simon (14 janvier), 748. Du lieutenant de dragons Conte, pour justifier son évasion, 750. D'un musicien des guides belges sur le concert donné à Aix-la-Chapelle, par la musique du roi Léopold, en faveur des blessés Allemands, 750. De Georges Sand à propos de la lettre qu'on lui avait attribuée, 754. De M Pinard sur son arrestation, 754 D'une parisienne, à San-Francisco, pour offrir ses bijoux à l'œuvre des blessés français, 757. Du général Bisson sur la défense à Metz (*Annexe*), 769 Du général d'état-major Henry, au nom de Bazaine, aux généraux de divisions de l'armée du Rhin pour les prier de remettre les aigles des régiments qui devaient « être brûlées, » (*Annexe*), 771. D'un officier, prisonnier à Lubeck, pour réfuter la justification de Bazaine à propos des aigles livrées aux Prussiens (*Annexe*), 772. De M. de Bouteiller sur les tentatives pour déposer Bazaine de son commandement (*Annexe*), 776 (1).

Lettre pastorale (extrait ou mention des) *de l'évêque d'Orléans*, 334, 483, 514.

Leuvrecey, 630.

Lhay, 364, 372, 373, 387, 390, 404.

Libéralisme prussien (mesures arbitraires, arrestations de journalistes français dans les Départements envahis, tempérament peu libéral des Prussiens, etc.), 30, 59, 84, 109, 120, 125, 140*, 147, 191, 231*, 255*, 298, 312*, 315, 340, 393, 426, 458*, 464*, 468, 469*, 488*, 498, 504*, 520, 527, 550, 555, 562, 615, 632 (1).

Lichtemberg, 44, 92.

Ligues politiques pendant le siége de Paris (quelques renseignements et quelques faits concernant les), 49, 54, 85, 257, 447.

Lille, 92, 119 128, 131, 133, 140, 145, 211, 233, 234, 237, 255, 277, 358, 405, 440, 453, 454, 489, 497, 577, 578, 585, 587, 535, 653, 665, 670, 680, 692, 700, 702, 707, 708, 709, 714 717, 729, 736, 737, 738, 751.

Limoges, 216.

Lisieux, 707.

Loigny, 388, 389, 390, 639.

Longeau (combat de), 485.

Longjumeau, 391.

Longwy, 44, 92 286, 352, 371, 668, 673, 722, 742

Lorent-des-Bois, 429.

Louveciennes, 362.

Luxembourg (Grand duché du), 128, 238, 272, 431, 498, 673.

Lyon, 4 13, 17, 34, 37, 67, 71, 116, 128, 136, 155, 164, 165, 170, 172, 181, 221, 250, 271, 311, 324, 343, 355, 379, 426, 452, 454, 488, 489, 518, 523, 530, 549 550, 574, 579, 628, 630, 632, 638, 671, 707, 725, 735.

Macon, 136, 250.

Maintenon, 95.

Maires (incapacité ou lâcheté de quelques), 85, 108, 118, 284, 408, 598, 615.

Maison-Blanche (la), 516.

Malesherbes, 15, 48.

Malmaison (la sortie du 21 octobre à Paris ou combat de la), 140, 145, 151, 156.

Malnoue, 388.

Mamers, 363.

Manieurs d'argent allemands (souscriptions à l'emprunt Laurier des), 156, 290, 340, 598.

Manifeste du comte de Chambord (un), 110.

Mans (bataille du), 640, 647, 648, 660, 661, 669.

Marante (l'île de), 389.

Mantes, 63, 70, 85.

Marchenoir, 619.

Margency, 547.

Marine (de l'emploi dans les armées de terre des officiers de), 523.

Marsal, 44, 92.

Marquise, 476.

Marseille, 71, 78, 108, 117, 132, 155, 168, 170, 172, 174, 176, 181, 194, 201, 214, 246, 253, 270, 311, 355, 380, 452, 454, 478, 489, 530, 550, 579, 695

Mésintelligences parmi les étrangers au service de la France (les), 303, 611, 713.

Météore (le vapeur allemand, le), 270.

Metz, 1, 4, 28, 31, 36, 48, 52, 68, 69 76, 92, 130, 134, 148, 154, 155, 159, 168, 185, 188, 227, 231, 238, 240, 249, 295, 297, 313, 339, 362, 384, 437, 466, 468, 469, 482, 497, 511, 512, 537, 550, 568, 614, 761. — Voyez également les mots *Capitulation* et *Responsabilité*.

Messas, 440.

Meudon (le château de), 560.

Meung, 428, 429, 434, 461.

Mezidon, 379

Mézières, 63, 64, 375, 389.

Mezières (Nord-Est), 31, 44, 92, 278, 313 487, 575, 586, 601, 605, 666, 668, 700.

Mondoubleau, 343.

Monnaie, 516.

Montargis, 68, 318, 331, 338, 342, 374, 667.

Mont-Avron (le fort du), 547, 552, 558, 564, 589, 599, 600.

Monneville, 380.

Montbéliard, 197, 216, 228, 233, 623, 667.

Mont-Cenis (percement du), 536.

Montcornet, 217.

Montdidier, 86, 118 119, 131, 489, 497, 502, 508.

Montfort, 607.

Montmédy, 44, 92, 286, 454, 460, 466, 480, 486, 549, 587.

Montmélis, 372, 373, 390.

Montpellier, 216, 452, 666.

Montretout (le combat de), 423, 517, 710, 711 712.

Montrichard, 471, 473, 489, 502.

Mont-Valérien (le) 25, 33, 44, 92, 145, 187, 202, 219, 410, 460, 531, 552, 614, 641.

Morat, 636.

Morgan (l'emprunt), 119, 129, 139, 142, 155, 156, 157, 243, 254, 290, 340, 369. — Voyez également le mot *Manieurs*.

Morts (les) *illustres*, 420, 559, 574, 728. — Voyez également les mots *Nécrologie* et *victimes*.

Mort mystérieuse (la légende

(1) Nous avons suivi, dans l'indication de ces lettres, l'ordre dans lequel elles se trouvent placées dans l'ouvrage.

(1) Les chiffres marqués d'un asté. risque indiquent les pages où il est fait mention des tracasseries et des mesures arbitraires des Prussiens vis-à-vis de la presse française, dans les départements envahis.

d'une), 39, 44, 49, 56, 76, 139, 461.
Mortier (le fort), 216.
Mornay, 636.
Moulin-Saquet (le), 31.
Mulhouse, 45, 62, 140 151, 384.
Namps, 376.
Namps-au-Val (hameau de), 376.
Nancy, 26, 311, 593, 618, 623, 626, 688, 732.
Nantes, 23, 155, 165, 489, 497, 527, 648, 680.
Nanteuil, 306, 712.
Nation (une) *qui sait lire et écrire*, 611.
Nécrologie, 10, 15, 21, 38, 62, 85, 137, 342, 416, 420, 428, 433, 546, 558, 579, 697, 739, 757. — Voyez également les mots *Morts illustres*, *Etat-major* et *victimes*.
Négociations pour la paix (assertions et faits se rattachant à des). — Voyez le mot *Paix*.
Nemours, 401.
Nevers, 269, 338, 343, 480, 497, 630.
Neuf-Brisach, 44, 63, 68, 92, 145, 151, 216, 239, 244.
Neuilly-sur-Marne, 521.
Neuville, 326, 363.
Neutres en cas de guerre (des droits et des devoirs des), 99, 124, 155. 466, 595, 674, 737.
Niederbron, 153.
Nimes, 208.
Nogent-le-Rotrou, 324, 331, 338, 363, 400, 572, 623.
Nogent-sur-Seine, 107.
Noisy, 387, 436
Noisseville (combat de), 171, 210.
Noisy-le-Grand, 431.
Nort, 220.
Nouvelles de Chislehurst. — Voyez le mot *Chislehurst*.
Nouvelles de Paris en province. — Voyez le mot *Paris* à l'*Annexe*.
Nouvelles de Wilhemshœhe. — Voyez le mot *Wilhemshœhe*.
Noyon, 318, 489, 497.
Nuits, 245, 318, 375, 498, 502, 508, 524, 535, 616, 728.
Ordres du jour (texte ou mention des), du maréchal Bazaine à l'armée du Rhin pour lui annoncer la capitulation de Metz, 162. Du même pendant le siége de Metz (allusions à la proclamation de la République et à ses projets de restauration bonapartiste), 210, 211. De M. Gambetta concernant les francs-tireurs, 220. Du prince Auguste de Wurtemberg après la reprise du Bourget (30 octobre), 241. Du général Bourbaki sur un exploit de francs-tireurs, 289. De M. Gambetta à l'armée du Mans 345. De Garibaldi sur l'affaire d'Autun, le 26 novembre, et sur les mesures à prendre contre les fuyards, 449. Du général Chanzy (éloges faits dans la presse anglaise), 523. Du commandant en chef de la garde nationale à Lyon, 525. Du général Robin commandant des Mobilisés du Nord, 611. Du général Chanzy après l'évacuation du Mans, 667,669. De Garibaldi avant les combats sous Dijon, 724 De Garibaldi après ces combats, 732 Du maréchal Bazaine, le 16 septembre, pour annoncer à l'armée du Rhin la proclamation de la République en France, et la capitulation de Sedan (*Annexe*), 760.
Orgères, 388, 389, 390.
Orléans, 21, 33, 92, 96, 181, 211, 238, 244, 248, 256, 263, 272, 313, 318, 346, 350, 363, 401, 410, 411, 412, 413, 416, 421, 440, 464, 470, 483, 514, 515, 545, 612, 667. — Voyez le mot *Évacuation*.
Otages par les Prussiens (faits et opinions se rattachant à l'arrestation d'), 476, 488, 500, 526, 583, 601, 744.
Pacy-sur-Eure, 57.
Paix (faits et assertions constatant les aspirations vers la), 8, 12, 25, 26, 32, 48, 93, 104, 110, 119, 130, 131, 134, 137, 149, 153, 185, 193, 207, 216, 229, 247, 263, 314, 319, 336, 444, 445, 446, 447, 468, 490, 561, 562, 563, 610, 624, 625, 633, 658, 697, 705, 709, 719, 720, 721, 729.
Paix (faits et assertions concernant des négociations pour la), 8. 12, 15, 25, 29, 32, 76, 119, 129, 131, 134, 137, 139, 141, 148, 149, 167, 172, 177, 188, 192, 200, 207, 216, 223, 229, 246, 264, 274, 279, 282, 289, 319, 324, 331, 336, 366, 436 447, 742. — Voyez également les mots *Bulletin*, *Intervention* et *Armistice*.
Parallèles, entre l'état social de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, 112; Entre la France et l'Allemagne par le père Hyacinthe, 546; Entre les talents militaires des généraux Ducrot et Chanzy, 619; Entre les soldats français et les soldats allemands dans la guerre de 1870, 226, 678; Entre la France et l'Allemagne au point de vue révolutionnaire, 689; Entre la situation de la France en 92 et en 1870-1871, par M. Guizot, 706.
Paris. — Voyez ce mot plus loin à l'*Annexe*.
Participation de la France à la Conférence de Londres.— Voyez le mot *Conférence de Londres*.
Pas-de-Lancier, 343.
Pasques (affaire de), 358, 359.
Patay (combat de), 380, 388, 389, 483, 567.
Pau, 311, 695.
Périgueux, 216, 452, 461.
Péronne, 636, 649, 654, 667, 727.
Peste (la) *bovine à la suite des armées prussiennes*, 152, 217, 284.
Petite-Pierre (la forteresse de), 44, 92.
Phalsbourg, 44, 92, 454, 460, 466, 482.
Pierrefitte, 31, 104.
Pigeons (quelques faits et renseignements se rapportant à l'emploi des) 293, 301, 348, 420, 436, 477, 713.
Pithiviers, 15, 24, 57, 363.
Plans militaires (renseignements sur quelques), 22 33, 73, 128, 129, 226, 234, 313, 324, 330, 338, 340, 346, 361, 397, 457, 461, 480, 489, 497, 547, 605, 614, 618, 635, 637, 640, 652, 653, 679, 770.
Plombières, 715.
Poigny, 381.
Poislay, 501.
Poitiers, 4, 165.
Polémique Bonapartiste (quelques aperçus de la), 37, 51, 60, 67, 94, 132, 157, 226, 243, 312, 317, 329, 341, 356, 368, 369, 370, 393, 395, 402, 415, 425, 432, 438, 500, 506, 532, 534, 658, 729.
Polémique de la presse conservatrice en province (quelques aperçus de la), 117, 217, 272, 356, 399, 525, 555, 565, 567, 603, 655, 700.
Poupry, 388, 389, 390.
Pont-Audemer, 607.
Pont-L'Évêque, 465.
Pont-Noyelles (combat de), 521, 530, 531, 541, 572.
Portugal, 177.
Postes (quelques détails sur l'organisation des), 45, 150, 152, 222, 453, 473, 474. 500, 737.
Pourru-au-bois, 60, 215, 218.
Presse en province (faits et renseignements concernant la). 98, 108, 109, 113, 115, 117, 132, 136, 159, 164, 168, 290, 313, 315, 350, 409, 433, 452, 494, 628, 635, 637, 639. — Voyez également les mots *Libéralisme prussien* et *Polémique*.

Presse française en Belgique (la), 50, 298, 317, 341, 347, 384, 393, 395.

Presse (la), *française et l'invasion.* — Voyez le mot *Libéralisme prussien.*

Prisonniers allemands en France (les), 311, 419, 453, 651, 695, 725, 744.

Prisonniers (les), *français en Allemagne* 6, 7, 9, 17, 45, 120, 168, 215, 241, 311, 327, 332, 407, 492, 499, 503, 543 576, 583, 590, 596, 602, 608, 609, 635, 636, 650, 657, 669 688, 714, 716, 725, 728, 733, 734, 737, 750, 756. — Voyez également les mots *Appels*, *Evasions* et *Rapports.*

Prisonniers (les) *français en Belgique*, 66, 466, 559, 595, 674, 736, 737.

Prisonniers (les), *français en Suisse*, 588, 620.

Procès de deux internés français au gouvernement belge 467, 674. — Voyez également les mots *Arnaud*, *Chenet*, *Lutz* et *Max Hirsh.*

Procès-verbal de la blessure et du traitement du maréchal Mac-Mahon, 218.

Proclamations (texte ou mention des), de Napoléon III à l'armée de Mac-Mahon, (31 août), 5. Du général Cadorna à son entrée sur le territoire pontifical, 22. Du gouvernement de la défense concernant l'entrevue de Ferrières et l'ajournement des élections à la Constituante, (24 septembre), 25. De M. Cathelineau pour inviter les Vendéens et les Bretons à s'enrôler pour la défense nationale, 27. De la délégation remettant les élections pour la Constituante à l'ancienne date (16 octobre). 45. De M. Gambetta aux départements à son arrivée à Tours, 80. Du général La Marmora aux Romains à son arrivée comme lieutenant du roi Victor-Emmanuel, 86. Du général Uhrich aux habitants de Strasbourg, pour annoncer la proclamation de la République en France (12 septembre), 98. Du Président des États-Unis à propos d'enrôlements au profit des belligérants de la guerre franco-prussienne, 99. De M. Gambetta concernant les opérations militaires à Paris, 104. D'un général prussien, à Laon, ordonnant que pour tout soldat allemand tué par les francs-tireurs, *quatre français quelconques soient fusillés*, 114. De Garibaldi aux volontaires et francs-tireurs de l'armée de l'Est, 120. Du général Cluseret sur la réorganisation militaire, politique, administrative et sociale de la France, 126. Du conseil municipal de Metz après la capitulation, 163. De la délégation aux Français pour annoncer la capitulation de Metz et la trahison de Bazaine, 169. Du général prussien von Kummer après son entrée à Metz, (le 30 octobre), 189. De MM. Hénon, Delpech et du général Bressolles, 201, 202. Du général Coffinières aux Messins (15 octobre), 212. De M. Gambetta à l'armée de la Loire après la bataille de Coulmiers, 250. Des Prussiens défendant, sous peine de mort, de donner à manger aux soldats français, 284. Des généraux Trochu et Ducrot avant les sorties des 28, 29 et 30 novembre, 372, 390. Des chefs Prussiens à Amiens, 462. Du préfet de la Gironde pour dénoncer certaines menées et rassurer les patriotes, 474. Du roi Guillaume (6 décembre), 478. Du général prussien de Treskow aux habitants d'Altkirch à propos d'un cheval de uhlan tué d'un coup de feu, 482 Du commandant des troupes d'occupation d'Amiens aux habitants, 487. De la Municipalité de Lyon pour réclamer des mesures plus énergiques (décembre), 518. Du général Chanzy contre les exactions et les cruautés des Prussiens à Saint-Calais, 551. Aux soldats allemands pour les rassurer sur les procédés des Français vis-à-vis de leurs prisonniers, 651. De M. Carnot, commissaire de la défense dans le Nord-Ouest, 676. De Guillaume à son avènement à l'empire, 680. Du préfet prussien de la Meurthe à propos d'un trait d'audace des francs-tireurs, 732. Du général Coffinières aux Messins pour leur annoncer la capitulation (Annexe), 760. De M. Gambetta à l'armée française, au lendemain de la capitulation de Metz (Annexe), 760.

Proclamation de l'Empire allemand à Versailles. (Faits concernant la) — Voyez les mots : *Empire allemand* et *Titre.*

Proclamation de la République au 4 septembre (assertions et documents concernant la) 4, 18, 24, 36, 61, 73, 97, 210, 212, 296, 297, 361, 368, 447, 503, 511, 528, 541, 565, 566, 580, 708, 735, 738, 751.

Propagande (la), *anti-française à Nice* 82, 615.

Prophéties (les), *se rattachant à la guerre*, 202, 357.

Protestations militaires contre une restauration bonapartiste, 269, 425, 500, 529, 532, 550, 565.

Puiseux, 15.

Queleu, (le fort), à Metz, 173.

Quevauvillers, 376.

Quimper, 584

Races et de nationalités (assertions et faits se rattachant à la diversité de), 26, 264, 309, 314, 520, 625, 657, 678.

Rambouillet, 35, 63.

Raon, 63.

Rapports (texte, mention ou extraits des), sur l'explosion de la citadelle de Laon, 2. Sur la capitulation de Metz, 210. Sur le siége de Metz par un médecin belge, 240. Du général Boyer sur ses voyages à Versailles et à Chislehurst, 296. Sur les souffrances de l'armée de Metz après la capitulation, 327. De l'évêque Mermillod sur la liberté religieuse des prisonniers français en Allemagne, 332. Sur la capitulation de Sedan par le maréchal Mac-Mahon, 361. De l'état-major prussien à Versailles sur l'esprit de résistance dans l'Orléanais, 401. Sur la situation des prisonniers français, en Allemagne, par un médecin français, 492. Id. par un journaliste français, 590. D'officiers de francs-tireurs sur un procédé ingénieux dont les Prussiens usaient pour s'éclairer, 604. Sur la situation des prisonniers français en Allemagne par un journaliste anglais, 626.

Reddition (de la) *des villes bombardées au point de vue du devoir et des règlements militaires*, 727.

Reichstag allemand à Versailles (le projet de tenue du), 221, 266.

Reims, 217, 231, 242, 312, 526, 542, 601, 700.

Rennes, 680.

Reporters (les) *anglais et autres à la suite des armées*, 336, 393, 555, 633, 656, 746.

Réthel, 216, 700.

Résistance (l'esprit de), 2, 22, 26, 27, 28, 34, 42, 53, 71, 75, 77, 78, 80, 82, 87, 88, 89, 91, 102, 105, 107, 136, 140, 155, 188, 193, 197, 198, 201, 208, 216, 252, 253, 271, 273, 274, 275, 318, 320, 323, 324, 328, 337, 339, 345, 360, 365, 374, 375, 381, 384, 397, 401, 404, 423, 426, 440, 446, 448, 454, 456,

459, 461, 470, 481, 489, 494, 508, 509, 510, 517, 518, 521, 523, 542, 548, 562, 569, 570, 571, 614, 616, 621, 660, 661, 662, 663, 684, 695, 700, 705, 706, 709, 710.

Responsabilité (de la) *des maréchaux et généraux dans le fait de la Capitulation de Metz*, 171, 181, 225, 274, 296, 301, 511, 630, 769, 774, 777.

Restauration bonapartiste (assertions et faits se rattachant à des projets de), 37, 67, 68, 77, 139, 148, 164, 180, 210, 223, 281, 295, 356, 361, 366, 384, 394, 425 511, 528, 532, 550, 565, 578, 631, 658, 663, 730. — Voyez également les mots *Protestations* et *Corps législatif*

Riancourt, 585.

Robert-le-Diable (le château de), 606.

Roche, 730.

Rocroy, 277, 587, 605, 700.

Rœulz, 722.

Romorantin, 471.

Rouen, 76, 86, 87, 88, 134, 140, 145, 165, 170, 172, 181, 211, 216, 233, 411, 421, 422, 448, 453, 456, 462, 480, 481, 497, 506, 517, 594, 599, 600, 603, 607, 638, 701, 749.

Roupy, 693, 713.

Roy, 86.

Rueil, 145, 146, 711, 712.

Russie, 49, 50, 86, 245, 367, 518, 548, 661, 672. — Voyez les mots *Incident anglo-russe*

Saint-Agile (Combat de), 343.

Saint-Amand, 618.

Saint-André de Cubzac, 18.

Saint-Barthélemy, *à Versailles* (un projet de), 312.

Saint-Calais, 363, 501, 551, 630.

Saint-Cloud (Château de), 671.

Saint-Cloud, 92, 671, 711

Saint-Denis, 16, 672.

Sainte-Marie, 653.

Sainte-Menehoulde, 217, 700.

Saint-Étienne, 136, 211, 646.

Saint-Germain, 531.

Saint-Jean de Losne, 245, 250, 292.

Saint-Julien, 253.

Saint-Julien (le fort), à Metz, 173.

Saint-Omer, 343, 405.

Saint-Ouen de Thouberville, 606.

Saint-Privat, *à Metz* (le fort), 173, 327.

Saint-Privat (bataille de), 212, 763.

Saint-Quentin, 63, 68, 74, 75, 86, 131, 140, 277, 313, 405, 421, 424, 427, 440, 488, 549, 632, 680, 692, 693, 694

Saint-Quentin, (le fort) *à Metz*, 173, 211

Saint-Quentin (bataille de), 690 691, 692, 693, 712, 715, 737,

Sarerne, 151, 152, 153

Savigny, 623.

Savoie (la), 253, 695

Savy, 693

Sceaux, 10, 12

Schlesttadt, 44, 45, 92, 134, 137, 141, 145, 151, 164.

Sedan, 9, 44, 92, 217, 236 237, 587, 671, 700.

Senonches, 318

Sens, 312, 363, 401.

Serquigny, 346.

Servance, 445.

Sevenans, 207.

Sèvres, 12.

Sisy, 388.

Situation (la), à la date du 19 septembre 1870, 5. Du 20 id., 8. Du 22 id., 12 Du 23 id., 15 Du 2 octobre, 42. Du 5 id, 53. Du 8 id, 68 Du 3 novembre, 187. Du 4 id., 192. Du 5 id., 197 Du 6 id., 207. Du 7 id, 216. Du 9 id., 228. Du 15 id., 262. Du 17 id, 218. Du 22 janvier 1871, 697.

Soissons, 42, 44, 63, 92, 96, 106, 112, 217, 327, 478.

Soultz, 153.

Solidarité (le principe de), 263, 325, 398, 561, 625.

Souvenir anti-bonapartiste (un pieux), 717.

Stains, 521.

Statues bonapartistes (mésaventures de quelques), 23, 115, 409, 651.

Strasbourg, 4, 10, 12, 21, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 42, 44, 57, 92, 97, 102, 111, 151, 307, 339, 346, 401, 466, 482, 550, 646, 655, 659, 695.

Suicides (quelques), 15, 31, 32, 85, 393, 635.

Suisse, 505, 629.

Sully, 421.

Sympathies (les), *pour la France à l'étranger* 30, 32, 40, 46, 89, 93, 99, 101, 110, 117, 123, 129, 135, 177, 229, 235, 345, 353, 367, 396, 404, 468, 502, 560, 571, 582, 615, 634, 658, 669, 673, 689, 710, 719, 720, 721, 735, 736, 737, 738, 751.

Tableau de Gustave Doré (A propos d'un), 505.

Tergniers, 277, 286, 313

Terminiers, 380, 389, 390

Terreur blanche. (Recette prussienne pour établir la), 3.

Thionville, 44, 92, 185, 256, 330, 338, 343, 377, 482, 486, 487, 587

Thonon, 253.

Titre porté par l'empereur Guillaume (la formule du), 621.

Toul, 44, 92, 211, 482, 732

Toulouse 155, 170 208, 216 257, 271, 290, 343, 378, 489, 550, 563, 620, 644, 659.

Tourainville, 63

Tournan, 306

Tourneville, 384.

Tours, 17, 36, 65, 88, 89, 98, 311, 348, 394, 413, 443, 460, 463, 465, 489, 502, 506, 508, 522, 548, 569, 722

Tours, capitale provisoire, (physionomie de), 17 98, 348 413, 443, 548, 569. — Voyez le mot *Translation*.

Toury, 56, 244, 363, 377.

Traité de commerce avec l'Angleterre, en janvier 1871 (une démarche de la Chambre de commerce de Lille contre le), 738.

Traitement de quelques journalistes bonapartistes sous l'Empire (chiffres du), 100.

Traitres (quelques figures de), 7, 85, 95, 114, 118, 184, 284 316. — Voyez le mot *Espionnage*.

Translation du siége de la délégation de Tours à Bordeaux (faits et détails se rapportant à la), 21, 102, 269, 434, 443, 451, 463, 472, 494, 569.

Trèves, 241.

Trophées (les) *français en Allemagne*, 602.

Troyes, 269.

Tuilerie (position de la), 647.

Turquie, 293, 309, 518.

Unité allemande (faits et appréciations se rapportant aux négociations poursuivies pendant le siége de Paris, pour mener à bonne fin l'), 13, 76, 144, 147, 231, 257, 264, 287, 302, 310, 315, 326, 332, 696. — Voyez également les mots *Proclamation de l'Empire allemand*.

Ursulines (les) *de Blois et la reine Augusta*, 735.

Valdoie, 608.

Valence, 271.

Valenciennes, 39, 590, 692, 751.

Valenton, 431.

Valleroix, 636, 648.

Vaux, 693

Vaux-Vilaine, 326

Vendôme, 351, 359, 363, 375, 461, 484, 489, 501, 502, 523, 552, 585, 618, 619, 630, 669.

Verdun, 34, 44, 68, 92, 96, 140, 221, 482, 487, 700.

Verneuil, 331, 338

Versailles, 41, 52, 58, 100, 104, 111, 211, 219, 221, 230, 242,

261, 312, 315, 335, 401, 457, 469, 501, 510, 519, 526, 527, 531, 533, 539, 541. 626, 633, 651, 656, 665, 680 686, 687, 715, 723, 730, 740, 741, 742, 749. — Voyez également les mots *Entrée*, *Reichstag*, *Saint-Barthélemy* et *Vol*.

Vervins, 549.

Vesoul, 119, 128, 151. 159, 165, 564, 605, 618, 623, 630, 648, 653, 659.

Vésuve (éruption du), 670.

Vezelois, 206.

Victimes de la guerre (quelques chiffres et renseignements sur les), 77, 115, 379, 428, 474, 476, 501, 503, 512, 554, 572, 665, 717. — Voyez également les mots *Nécrologie* et *Morts*.

Vie matérielle à Paris et dans les départements envahis (Quelques chiffres et renseignements sur la), 36. 116. 142. 185, 217, 227, 240, 249, 261, 290, 312, 321, 322, 334, 339. 350. 362. 392, 446, 450, 463, 482, 483, 491, 523, 526, 600, 601, 651, 665. 687, 766. 768. — Pour les renseignements analogues sur *Paris*, voyez *Alimentation*.

Vierzon, 269, 471, 473, 502, 508.

Vieux-Brisach, 68

Villageois (les bons), 18, 573, 598, 603

Villarceau, 440.

Ville d'Avray, 44.

Villefranche, 266.

Villefaux, 605.

Villeneuve-Saint-George, 387, 388, 431.

Villeneuve-le-Roi, 387, 404.

Villepion (combat de), 380.

Villepoix, 669.

Villers-Bretonneux (combat de), 342, 352, 358, 364, 376, 381, 405, 462

Villerserel (victoire de), 630, 636, 641, 648, 659.

Violation (cas de) *du territoire suisse*. 629.

Vissous, 8, 12, 15.

Vitry-le-Français, 44, 92, 217, 283, 700.

Vol (un) *de tableaux à Versailles*, 401.

Vote (un) *pour la Constituante, en octobre* 1870, 164.

Vouzier, 217, 700.

Warcq (Ardennes), 421.

Wilhemshœhe (nouvelles de), 14, 24, 31, 32, 55, 149, 163, 168, 174, 178, 258, 414, 573, 576, 578, 726.

Wissembourg, 44, 92.

Worpuy (combat de), 68, 167, 171.

Yvetot, 484.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES JOURNAUX CITÉS DANS CET OUVRAGE.

Abeille (l') *de la Ternoise*, 592.
Abend-Post (l') de Vienne, 141.
Allgemeine-Zeitung (l'), 503.
Alta (l') *California*, 578.
Ami de l'Ordre (l'), des Basses-Alpes, 383.
Assemblée nationale (l'), de Londres, 639.
Avenir (l'), d'Auch, 362, 532.
Avenir (l'), de Berlin, 3, 130.
Bien public (le), 755.
Bœrsenhale (la), de Hambourg, 238.
Breslauer Morgen-Zeitung, 716.
Bulletin départemental (le), d'Eure-et-Loir, 158.
Charivari (le), de Paris, 352, 644.
Chronique (la), de Bruxelles, 5.
Combat (le), 542.
Constitutionnel (le), de Tours, 24, 38, 43, 57, 99, 134, 243, 247, 350.
Correspondance Hoffmann (la), 332.
Correspondance provinciale (la), de Berlin, 234, 235, 326, 552, 611.
Correspondance Warens (la), de Vienne, 86.
Correspondant, de Paris (la revue, le), 348.
Courrier de la Gironde (le), 452, 569.
Courrier de la Moselle (le), 407.
Courrier de l'Escaut (le), de Tournai, 338.
Courrier de l'Isère (le), 635.
Courrier de San-Francisco (le), 757.
Courrier du Bas-Rhin (le), 30, 313, 347.
Courrier du Havre (le), 701.
Courrier du Pas-de-Calais (le), 654.
Civitta Cattolica (la) de Malte, 288.
Daily-News (le), de Londres, 116, 128, 141, 148, 150, 157, 160, 300, 321, 330, 339, 344, 361, 381, 422, 427, 436, 440, 487, 547, 608, 627, 656, 660, 685, 686, 712, 746, 765.
Daily Telegraph, (le) 115, 178, 292, 320, 335, 410, 453, 460, 499, 522, 572, 576, 631, 645, 649, 651, 656, 658, 661, 665, 694, 746.
Débats (les), de Paris, 21, 396, 416.
Décentralisation (la), de Lyon, 583, 754.
Défense nationale (la), de Limoges, 250.
Défenseur (le) *de Saint-Étienne*, 136.
Démocrate breton (le), 322.
Démocrate du Midi (le) d'Avignon, 85.
Dovere (Il), 313.
Drapeau (le), de Bruxelles, 368, 384, 394, 395, 500, 532, 632, 683, 700, 729.
Echo de la Frontière (l'), de Valenciennes, 159, 590.
Echo de Saône-et-Loire (l'), 39.
Echo du Parlement (l'), de Bruxelles, 658, 665, 701, 751.
Echo du Luxembourg (l'), 668, 671, 742.
Écho du Nord (l'), de Lille, 113, 133, 135, 139, 222, 276, 587, 603, 611, 628, 651, 682, 710, 756.
Echo français (l'), de Bruxelles, 50, 260, 347.
Economie (l'), de Tournai, 94, 347, 396, 407.
Egalité (l'), de Marseille, 132, 195, 231, 271, 728.
Electeur libre (l'), de Paris, 354.
Emancipation (l'), de Toulouse, 186, 290, 447, 632.
Etats-Unis d'Europe (les), de Tours, 350.
Etincelle (l') *de Meulun*, 312.
Etoile belge (l'), de Bruxelles, 304, 626, 634, 652, 696, 769, 777.
Eure (l'), 250.
Feuille du village (la), de Tours, 350.
Figaro (le), de Londres, 313.
Figaro (le), de Paris, 89, 248, 298, 301, 307, 322, 363, 365, 423, 438.
Français (le), de Tours et de Bordeaux, 140, 272, 332, 350, 452, 465, 525, 543, 565, 569, 604.
France (la), de Boulogne, 639, 708.
France (la), édition de province, 107, 108, 158, 159, 186, 267, 273, 350, 452.
France nouvelle (la), de Toulouse, 290.
Franche-Comté (la), de Besançon, 76.

Franc-Parleur normand (le), 115.
Franc-Parleur républicain (le), de Caen, 544.
Gaulois (le), 248, 298, 307, 317, 322, 341, 355, 356, 395, 400, 402, 403, 425, 438, 484, 655.
Gazette (la) *de Gotha*, 312.
Gazetta d'Italia (la), 289.
Gazette d'Augsbourg (la), 101, 342, 438, 543, 641.
Gazette de Bromberg (la), 635.
Gazette de Calshruhe (la), 630.
Gazette de Cambrai (la), 632.
Gazette de Cologne (la), 3, 6, 23, 26, 69, 114, 156, 168, 230, 231, 238, 247, 279, 289, 437, 456, 481, 487, 534, 580, 596, 612, 626, 633, 701, 749, 779.
Gazette de France (la), édition de Tours et de Bordeaux, 89, 119, 167, 351, 452, 543, 545, 569.
Gazette de Francfort (la), 156, 555, 583.
Gazette de Gothembourg (la), 382.
Gazette de la Bourse (la) de Berlin, 222, 635.
Gazette de la Croix (la), de Berlin, 128, 134, 147, 165, 184, 655, 666, 707.
Gazette de l'Allemagne du Nord (la), 33.
Gazette de Lyon (la), 563.
Gazette de Rome (la), 315.
Gazette de Silésie (la), 9, 365, 426, 657, 735.
Gazette de Strasbourg (la), 665.
Gazette de Trèves (la), 241.
Gazette de Turin (la), 125.
Gazette de Voos (la), 6, 7, 185.
Gazette du Midi (la), de Marseille, 98, 108, 117, 132, 133, 168, 558, 583.
Gazette du Peuple (la), de Chambéry, 695.
Gazette du Weser (la), 455.
Gazette générale de Prusse (la), 170.
Gazette nationale de Berlin (la), 723, 742.
Gazette officielle (la) *d'Alsace* (allemande), 13.
Gazette officielle de Florence (la), 82, 164.
Gazette jurassienne, de Porrentruy (la), 607.
Gazette russe de Moscou (la), 111.
Gazettina rosa (la), 616.
Glaneur de Cambrai (le), 632.
Globe (le), de Londres, 409.
Guienne (la), de Bordeaux, 490.
Gironde (la), de Bordeaux, 18, 159, 182, 433, 569, 607, 638, 659, 729, 735, 748.
Guetteur (le), de Saint-Quentin, 488.
Handelsblad (le), d'Amsterdam, 366, 432.
Hessige Margerizeitung (la), 178.
Illustraded News, 656.
Impartial de Madrid (l'), 395.
Impartial (l'), de Metz, 313.
Impartial du Loiret (l'), 378, 515.
Indépendance belge (l'), 28, 40, 47, 55, 75, 83, 93, 99, 102, 109, 121, 132, 134, 137, 139, 140, 150, 164, 170, 175, 179, 209, 269, 288, 309, 312, 313, 318, 330, 345, 356, 363, 378, 389, 392, 394, 408, 413, 417, 440, 492, 494, 504, 508, 510, 529, 559, 565, 566, 568, 582, 584, 585, 594, 605, 610, 621, 630, 631, 663, 665, 707, 714, 718, 750, 756, 766, 768, 772, 773, 775, 776, 777.
Indépendant de la Moselle (l'), de Metz, 161, 170, 171, 173, 255.
Indépendant des Basses-Pyrénées (l'), 550.
Indépendant du Loir et Cher (l'), 121.
Indépendant du Midi (l'), 733.
Industriel alsacien (l'), 140.
International (l'), de Florence, 477.
International (l'), de Londres, 226, 284, 400.
Italie (l'), 46, 79, 273, 416, 471.
Journal d'Amiens (le), 464.
Journal de Bordeaux (le), 452, 612
Journal de Bruxelles (le), 6, 207, 340, 409, 422, 633, 686.
Journal de Dumanet (le), 350.
Journal de Dresde (le), 387, 763.
Journal de Francfort (le), 32, 302, 393, 689, 726
Journal de Gand (le), 713.
Journal de Genève (le), 457, 463, 472, 519, 588.
Journal de l'Ain (le), 501.
Journal d'Elberfeld (le), 347,
Journal de Kempten (le), 128.
Journal de Liége (le), 668,
Journal de Macon (le), 136.
Journal (le) *de Metz*, 767.
Journal de Nice (le), 615.
Journal de Rouen (le), 362.
Journal de Saint-Pétersbourg (le), 41, 135, 290, 292, 672.
Journal de Saint-Quentin (le), 424.
Journal des Étrangers (le), de Genève, 585.
Journal d'Indre-et-Loir (le), de Tours, 350.
Journal du camp (le), 620.
Journal du Cher (le), 683.
Journal du Havre (le), 376, 603, 606.
Journal militaire (le), de Munich, 735.
Journal officiel (le), de Paris, 73, 219.
Jura (le), de Porrentruy, 588.
Kürier-für-Nederbaiern, 563.
Libéral (le), de Douai, 182.
Liberté (la), 72, 120.
Liberté de l'Hérault (la), 115, 328.
Libertés publiques (les), d'Angers, 639.
Lexovien (le), 614.
Manchester Guardian, 635.
Mémorial de Lille (le), 113, 554.
Mémorial de la Loire (le), de Saint-Etienne, 646.
Mère Duchène (la), 132.
Messager des États-Unis (le), 537.
Messager du Nord (le), de Dunkerque, 584, 598.
Messin (le), 469, 537, 615.
Meuse (la), de Liége, 197, 219.
Monde (le), de Paris, 639.
Moniteur du Calvados (le), 545.
Moniteur judiciaire (le), 632.
Moniteur de l'armée (le), (prussien), 3.
Moniteur prussien (le), 120, 125, 127, 154, 166, 174, 255, 257, 266, 281, 312, 365, 387, 404, 500, 602, 650, 762.
Moniteur (le) *de Seine-et-Oise*, (organe de l'état-

major prussien à Versailles), 315, 633, 686.
Moniteur universel (le), édition de Tours et de Bordeaux, 106, 115, 147, 176, 209, 210, 254, 311, 331, 342, 350, 420, 440, 452, 471, 577, 597, 631, 638.
Moniteur Wurtembergeois, 76, 117.
Morning-Advertiser (le), de Londres, 384, 393.
Morning-Post (le), de Londres, 352, 375, 421, 748.
Movimento (il), 603.
Nazione (la), 125.
New-Yorck-Hérald (le), 295
Nord (le), de Bruxelles, 187, 198, 199, 224, 361, 441, 646, 700.
Norddeustche-Allgemeine-Zeitung, 165.
Nouvelle Gazette générale (la), 461.
Nouvelle Presse libre (la), de Vienne, 135, 157, 555.
Nouvelles du jour (les), de Bruxelles, 299, 750.
Nouvelles (les) *officielles d'Alsace*, (organe prussien), 151.
Nouvelliste (le), de Versailles, 174.
Nouvelliste de Rouen (le), 86, 379.
Nuremberg Zeitung, 657.
Observateur d'Avesnes (l'), 74.
Observatore romano, 101, 123.
Ordre (l'), de Mayenne, 639.
Omnibus (l'), de Luxembourg, 673.
Opinione (l'), de Turin, 125.
Ostdeutsche Zeitung, 650.
Paix (la), de Bruxelles, 215.
Pall-Mall-Gazette (la), de Londres, 13, 46, 54, 215, 308, 315, 360, 529.
Patrie (la), 477, 555, 717.
Patriote savoisien (le), 452.
Pays (le), de Paris, 7, 99, 174, 237, 369.
Petit-Journal (le), de Lyon, 583, 611.
Peuple belge (le), de Bruxelles, 299.
Peuple (le), de Marseille, 15, 132, 214, 253, 452.
Phare de la Loire (le), de Nantes, 46, 191, 250, 409, 651, 696.
Progrès (le), *des Ardennes*, 539.
Progrès de l'Eure (le), 346, 384.
Progrès (le), de Lyon, 4, 17, 129, 233, 257, 592, 594, 611, 645.
Progrès de la Marne (le), 505.
Progrès du Nord (le), de Lille, 67, 230, 579.
Progrès de Saône-et-Loire (le), 491.
Prométhée (le journal satirique, le), 714.
Propagateur du Nord (le), de Lille, 327, 463, 482.
Province (la), de Bordeaux, 159, 452, 629, 659.
Presse (la), de Paris, 72, 268.
Presse (la), de Vienne, 292, 689.
Publicateur de Dôle (le), 299.
Punch (le), de Londres, 352.
Pungolo de Naples, 670.
Rappel (le), de Paris, 121.
Républicain du Jura (le), 645.
Républicain (le), de Clermont-Ferrand, 617.
République (la), de Périgueux, 159, 382.
République universelle (la), 125.
Révolution (la), 379.
Revue des Deux-Mondes (la), de Paris, 21, 357, 705.
Salut public (le), de Lyon, 17, 107, 164, 266, 419.
Sarthe (la), 597.
Saturday-Review, de Londres, 597.
Sémaphore (le), de Marseille, 85.
Siècle (le), édition de province, 53, 85, 94, 140, 144, 183, 248, 298, 382, 394, 400, 405, 438, 477, 494, 589, 597, 639.
Situation (la), de Londres, 37, 51, 60, 67, 72, 114, 157, 243, 317, 329, 348, 352, 367, 370, 383, 384, 393, 402, 411, 421, 425, 432, 438, 496, 506, 534.
Solidarité républicaine (la), de Toulouse, 290.
Standard (le), de Londres, 32, 119, 138, 435, 441, 442, 455, 471, 476, 513, 515, 522, 526, 539, 540, 541, 571, 626, 710.
Sun (le), de Londres, 4, 22, 116, 118, 128, 398, 419, 436.
Temps (le), de Paris, 121, 383, 396.
The Graphic, 656.
Times, de Londres, 9, 14, 24, 28, 44, 48, 70, 104, 111, 115, 129, 134, 141, 145, 155, 196, 209, 217, 218, 222, 227, 229, 243, 269, 273, 274, 287, 290, 292, 300, 316, 335, 344, 345, 360, 361, 362, 366, 377, 429, 435, 447, 449, 469, 470, 472, 485, 486, 508, 509, 531, 552, 571, 572, 578, 586, 597, 600, 608, 614, 641, 656, 659, 662, 678, 695, 707, 723, 726, 730, 741, 746.
Tribuno (il) de Rome, 452.
Union (l') de Paris (édition de province), 27, 65, 350.
Union démocratique (l'), du Mans, 696.
Union libérale (l'), de Tours, 350, 522.
Union (l') *de l'Ouest*, 248, 328, 639.
Union (l') de la Sarthe, 410, 433, 639.
Univers (l'), 558, 646.
Vigie de Dieppe (la), 646.
Voix du Luxembourg (la) d'Arlon, 185, 666.
Volskstadt (le), de Leipzick, 312.
Wanderer (le) de Vienne, 31, 32.
Zeitung-für-Nord-Deutschland, 3.

ANNEXE AUX TABLES.

BAZAINE (le maréchal), généralissime de l'armée du Rhin. — Renseignements sur son armée, (16 septembre), 1. — Opinion émise sur lui et sur son armée, par M. de Bismark, à la date du 17 septembre, 4. — Les espérances de la France en lui et en son armée, 28. — Renseignements de source prussienne, d'après lesquels le Maréchal restait attaché à la cause bonapartiste, 31. — Nouvelles de ses opérations militaires, 48. — Nouveaux renseignements attestant sa fidélité à l'Empire, 52. — On dément de Berlin (9 octobre), qu'il négocierait pour conclure la paix au nom et profit de l'Impératrice, 76. — Bonnes nouvelles de sa situation militaire, 97, 100. — Étonnement de l'opinion publique lors de la sortie de Metz du général Bourbaki et de l'intention apparente du maréchal de vouloir traiter avec l'Impératrice, 59. — Intention attribuée à M. de Bismark de vouloir traiter de la paix avec lui, 69. — Sa conduite lors de la venue de M. Régnier à Metz, 83. — Protestations et lettres de M. Bazaine affirmant que son frère n'est pas « *maréchal d'Empereur,* » mais « *maréchal de France,* » 101, 112 — Les conjectures de l'opinion publique lors du voyage du général Boyer à Versailles, 115. — Pourquoi le maréchal ne peut pas traiter de la paix, 119. — Un télégramme de Tours sur ses opérations militaires, 130. — Hésitations de l'opinion publique a admettre son refus de reconnaître la République, 132. — Une opinion du *Journal de Saint-Pétersbourg* sur le rôle que Bazaine pourrait et devrait jouer, 135. — Ce qu'on croyait à Londres de ses faits et gestes, 139. — Première nouvelle de la capitulation de Metz, 148. — Témoignage d'estime donné par le prince Napoléon à Bazaine et à son « armée, si dévoués à leur serment, » 150. — Premiers détails sur la capitulation, 154. — Dépêche du *Daily News* sur les pourparlers entamés par Bazaine à la veille de la capitulation, 160. — Espoir que si Metz est perdu, l'honneur de Bazaine et de son armée est sauf, 161. — Son ordre général aux troupes pour leur annoncer la capitulation, 162. — Circulaire de M. Gambetta pour dire que si Metz a capitulé, « un pareil événement ne pourrait être que le résultat d'un crime, » 165. — Réserves au sujet du langage de M. Gambetta, 166. — Opinion du *Moniteur prussien* sur la capitulation, 166. — Proclamation de la délégation aux Français pour leur dénoncer « la capitulation de Metz et la trahison de Bazaine, » 169. — Premières appréciations, de source française, accusant toutes Bazaine d'avoir trahi, 170. — Protestations de la presse de Metz, 170. — Remontrances adressées à Bazaine, longtemps avant la capitulation, par un officier qui avait prévu le dénouement fatal, 171. — Analyse d'une communication officielle, faite verbalement aux officiers, par leurs chefs, pour préparer les esprits à l'idée de capituler et de donner la main au bonapartisme, 172. — Réflexions de l'*Indépendant de la Moselle* au sujet de cette pièce, 173. — Défense du général Boyer en faveur de la capitulation de Metz et du maréchal, 175. — Réserves au sujet de la lettre du général Boyer, 175, 176. — Rumeurs qui circulaient à Tours sur le sort qui attendait le maréchal, 176. — Travail d'un officier supérieur de l'armée de Metz accusant Bazaine, non pas de s'être rendu, mais d'avoir fait preuve d'impéritie, de temporisation intempestive, d'oubli du devoir militaire et de condescendance pour les prétentions ennemies, 179. — Relation d'un autre officier sur les agissements du Maréchal à la veille de la capitulation pour amener une Régence bonapartiste, 180. — Nouvelles accusations contre le Maréchal et la défense du *Nord*, 187. — Les insultes et les attaques qui accueillent le Maréchal à son passage à Ars pour se rendre à Wilhemshœhe, 189. — Résumé des arguments produits en faveur du Maréchal et ce qu'il faudrait prouver pour le disculper des accusations portées contre lui, 198, 199. — Sa défense et lettre de son frère en sa faveur, 198, 199. — Une anecdote concernant la conduite d'un de ses neveux vis-à-vis de lui, 199. — Lettre du Maréchal au *Nord* (2 novembre 1870) pour protester contre ses accusateurs, 199. — Bonnes raisons que les Prussiens ont pour le voir de bon œil, 209. — Opinion du *Times* l'accusant d'avoir joué un double jeu dans l'attitude qui l'a conduit à capituler, 209. — Rapport accusateur de M. de Valcourt

(extraits du *Moniteur universel*), 209, 210.— Texte même des accusations du *Times*, 218. — L'ordre d'arrestation donné contre le Maréchal, 222. — Nouvelles accusations contre lui, 224. — Témoignage défavorable du général Bisson, 225. — Texte d'une dépêche qu'il aurait adressée à la délégation, au moment de se rendre, 228. — Récriminations et accusations des échappés de l'armée de Metz, 178, 236. — Raisons probables de son silence et de son sans-gêne vis-à-vis d'une démarche faite près de lui par M. Paul de Cassagnac, 236. — Couplet contre lui chanté à Metz par les soldats, 238. — Accusations de M. de Bouteiller, ancien député au Corps législatif, 245. — Réponse de la municipalité de Lille à quelques-unes de ses assertions à la veille de la capitulation, 255. — Une protestation contre le « piége infâme » tendu par lui à l'armée de Metz, 258. — « *L'Homme de Metz*, » brochure parue contre lui à Bruxelles, et ayant pour auteur M. de Laguéronnière, Alfred, 260, 261. — Impressions défavorables de M. Guizot touchant l'attitude et la conduite du Maréchal à Metz, 274. — Détails donnés par M. Régnier lui-même sur son entrevue avec le Maréchal à Metz, 283. — Accusations du *Times* contre sa vie molle et opulente à Metz, 290. — Conversation d'un *reporter* avec le Maréchal et explications de ce dernier sur les griefs mis à sa charge, 295. — Appréciations défavorables au Maréchal attribuées au général Changarnier par le *Daily News*, 300, 631. — Un mot sur une carricature parue contre lui en Allemagne, 313. — Étrange assertion de la *Gazette de France*, concernant le crédit dont la maréchale Bazaine jouissait près des chefs allemands, 313. — Sentiments d'amertume et de regret que la pensée de sa conduite inspire à la veille des efforts pour délivrer Paris, 337. — Témoignage porté en faveur du Maréchal par le feld-maréchal anglais Burgoyne, 353. — Utilité qu'il y eût eu à contrôler ses opérations militaires, 417. — Sa seconde lettre au *Nord* (4 décembre 1870), pour annoncer la prochaine publication d'un « rapport sommaire » et justificatif de ses faits et gestes, ainsi que son intention de demander « une enquête afin que ce soit le pays lui-même qui fasse la lumière sur la capitulation de Metz, et qu'il prononce en connaissance de cause, » 440. — Témoignage à charge d'un ancien attaché militaire près d'une grande puissance du Nord, 510.—Prétendues révélations sur ses vues intimes et les voyages Boyer, 550.—Témoignage à charge, d'une personne de Metz, tendant à prouver que si la défense, à Metz, a manqué de munitions, la faute en est à l'incurie et à la mauvaise volonté du Maréchal, 568. — Ses visites à Wilhemshœhe, 170, 178, 297, 574, 586. — Télégrammes allemands (officiels) sur les opérations militaires de son armée, à partir du 13 août jusqu'à la chute de Metz (*Annexe*), 761. — Sentiment défavorable à son égard de la population de Metz et du général allemand von Zastrow, au lendemain de la capitulation, d'après une correspondance du *Daily News* (*Annexe*), 766. — Texte même des accusations portées contre lui par le général Bisson (*Annexe*), 769. — Comment il a essayé de se justifier de l'accusation d'avoir livré des aigles à l'ennemi, après avoir affirmé qu'elles seraient brûlées (*Annexe*), 772. — Réponse d'un officier prisonnier à cet essai de justification (*Annexe*), 772. — Relation des derniers jours de Metz dans laquelle on rapporte les projets qui furent formés pour lui enlever son commandement (*Annexe*), 773. — Ce qu'écrivait M. de Bouteiller, conseiller municipal de Metz, en novembre 1870, au sujet de ces tentatives pour le déposer du commandement en chef (*Annexe*), 776. — Ce qu'écrivait, en novembre 1870, un officier français sur l'influence fatale qu'il avait exercée sur les chefs de corps de l'*Armée du Rhin* (*Annexe*), 777. — Comment on peut résumer ses essais de justification et ceux de ses défenseurs officieux au lendemain de la capitulation (*Annexe*), 778. — Texte de l'ordre du jour, en date du 16 septembre, par lequel il a appris à ses troupes les événements du 4 septembre et la capitulation de Sedan (*Annexe*), 778.

GAMBETTA (Léon), Ministre de l'Intérieur et de la Guerre à Tours. — Donne, par ballon, à M. Crémieux, des nouvelles de l'organisation de la défense à Paris, 26. — Son arrivée en province; enthousiasme et espérances qu'elle provoque, 74. — Sa présence à Rouen et son arrivée à Tours, 78. — Sa proclamation aux départements pour leur faire connaître ce que Paris a déjà fait et fera encore pour la défense nationale, et ce que, à leur tour, ils doivent faire pour aider à la délivrance des Parisiens, 80. — Détails sur le séjour de M. Gambetta à Rouen et sur son voyage aérostatique, 86. — Son discours au balcon de la Préfecture, lors de son arrivée à Tours, 89. — Effets de sa présence à Tours, au point de vue de la défense, 102. — Sa proclamation à l'occasion de bonnes nouvelles reçues de Paris, 104. — Il accepte le ballon dans lequel il avait quitté Paris, 115. — Son voyage aux armées de l'Est, 116. — Son attitude vis-à-vis des conflits soulevés à Marseille, 117, 132. — Sa lettre au général Cambriels pour lui annoncer l'arrivée de Garibaldi, 118. — Objet de son voyage

dans l'Est, 127.— Ses mesures pour rétablir l'ordre et la discipline dans l'armée, 138. — Son élection à la Constituante, 164. — Sa circulaire aux préfets de la République, à la date du 29 octobre 1870, pour leur dire que la capitulation de Metz, dont la nouvelle se répandait, « ne pouvait être que le résultat d'un crime, » 165. — Sa proclamation aux Français pour leur apprendre la capitulation de Metz et la trahison de Bazaine, 169. — Quelques appréciations du général baron Napoléon Boyer sur cette proclamation. 175. — Quelques détails sur les impressions de M. Gambetta à l'annonce de la capitulation de Metz, 176. — Son discours à une députation qui venait lui demander de montrer plus d'énergie et plus de républicanisme dans les mesures concernant la défense nationale, 194. — La réponse du maréchal Bazaine à la proclamation de M. Gambetta, 199. — Attitude de M. Gambetta, lors de la proclamation de la Commune à Marseille, 214. — Son ordre du jour contre les corps de francs-tireurs infidèles à leurs devoirs, 220. — Son ordre d'arrestation contre Bazaine, 222. — Son voyage à l'armée de la Loire après la bataille de Coulmiers et sa proclamation aux troupes victorieuses. 250. — Sa circulaire pour prescrire la lecture obligatoire, chaque dimanche, à l'école ou à la mairie, du *Bulletin de la République*, 256. — Son attitude vis-à-vis de M. Duportal, 257. — Conjectures sur sa conduite à venir à propos d'une *idée* que lui avait soumise M. de Girardin, 268. — Ses espérances, en novembre, de pouvoir maintenir le siége de la délégation à Tours, 270. — Un mot de M. Guizot sur ses accusations contre Bazaine, 274. — Arrestation du colonel Lullier par son ordre, 303. — Manifestations en son honneur à Tours, 311. — On annonce son départ pour le camp de Conlie; causes attribuées à ce voyage, 312. — Il refuse la démission que l'italien Frappoli lui offrait de son grade dans l'armée des Vosges, 313. — Son zèle à organiser la défense, 329. — Son voyage au camp de Conlie; sa proclamation aux troupes, 345. — Accusations du *Gaulois*, dans un article intitulé : « Gambetta, tyran de Tours, » 356. — Menace de M. de Kératry de l'attraire en conseil de guerre, 382. — Sa circulaire aux préfets et sous-préfets pour annoncer les premiers succès des opérations militaires à Paris le 28 et le 30 novembre. 390. — Explications sur l'erreur commise par lui dans sa circulaire à propos d'Épinay, 391. — Un avis pour qu'il ait à bien se tenir, 393. — Les violences et les accusations du *Gaulois* contre lui; protestations de la presse belge, 395. — Insinuations à son adresse à propos d'un ordre d'éloignement donné à M. de Kératry, 399. — Accusations, récriminations et menaces de M. de Kératry contre lui dans sa lettre de démission, 400. — Sa lettre au général Cambriels pour rendre hommage aux services rendus par ce général, 405. — Il signe comme membre de la délégation un télégramme faisant connaître au général d'Aurelles le retrait des ordres de concentration active et forcée à Orléans, 411. — Son voyage à Orléans et son retour à Tours après avoir essuyé le feu de l'ennemi à La Chapelle, 412. — Détails sur son apparition au balcon de la préfecture à Tours, pour annoncer les bonnes nouvelles de la sortie du général Ducrot, 413. — Sa dépêche aux préfets pour démentir les bruits alarmants et mensongers concernant la situation de l'armée de la Loire, 423. — Démenti des négociations qu'il aurait ouvertes, à Versailles, en vue d'obtenir les facilités nécessaires pour l'élection d'une Constituante. 436. — Sa présence aux armées, 440. — Gros mots de Bazaine à son adresse, 441. — Une version du *Standard* sur le stratégiste qui dirigeait les mouvements des armées en son nom, 442.— Son accueil aux délégués de la Ligue du Sud-Ouest, 447. — Son attitude lors du transfert du siége de la délégation à Bordeaux, 452, 463. — Ce que dit le *Times* de sa présence à Orléans au moment où les Prussiens réoccupaient cette ville, après la retraite du général d'Aurelles, 470.— Son attitude à Blois en présence des sommations d'un corps prussien, 473. — Aveux de la *Situation* sur « sa popularité près des femmes, et, par suite, près des hommes, » 506. — Son voyage aux armées de Chanzy et de Bourbaki; dette de reconnaissance que la France contracte envers lui, 517. — Son attitude dans l'affaire du commandant Arnaud, 524. — Quelle responsabilité réelle il a dans les lacunes des cadres d'officiers, 525. — Témoignage de M. de Kératry sur sa conduite au 4 septembre, 528. — Détails sur sa santé, 531. — Il assiste aux funérailles du commandant Arnault, lâchement assassiné à Lyon, 537. — Une supposition à propos de son voyage à Lyon, 547. — Autre supposition à propos du bruit de la démission de M. de Freycinet, 554. — Ses impressions favorables sur les dispositions des armées républicaines lors de sa rentrée à Bordeaux, 559. — Son intervention dans l'affaire du commandant de guérillas Chenet, 559 — Lettre attribuée à George Sand, où il est dit « que tant que Gambetta vit, il est à croire qu'on résistera (1). » 563. — Son éloge du général Chanzy près du gouvernement de la

(1) Cette lettre avait été attribuée à tort à George Sand. Son auteur véritable était M. Félix Péçaut, comme on l'a su depuis.

défense, à Paris, 566. — Sa popularité à Bordeaux et empressement de la population à lui témoigner sa sympathie, 569. — Sa répugnance à se montrer au public, 569. — Visite que lui fait la municipalité, 569. — Sa réponse au maire de Bordeaux, 569. — Il reçoit les félicitations d'une députation de la garde nationale de Bordeaux, 570. — Sa réponse à cette députation, 570. — Grande manifestation, à Bordeaux, le 1er janvier 1871, en l'honneur de la République et en son honneur, 579 — Effet produit par le discours qu'il prononce dans cette circonstance, 580. — Analyse de son discours, 580. — Il préside l'ouverture des cours à l'École polytechnique, 589. — Un mot sur le discours qu'il prononce à cette solennité, 589, 645. — Sa lettre à M. Littré pour lui offrir la chaire d'histoire générale à l'École polytechnique de Bordeaux, 644. — La lettre de refus que le général d'Aurelles lui aurait envoyée en réponse à l'offre d'un commandement militaire, 655. — Lettre que lui adresse le comte Daru, conseiller général de la Manche, pour protester contre la dissolution des conseils généraux, 676. — On dément « sa fuite » lors de la bataille du Mans, 679. — Son voyage à Lille, après la défaite de Saint-Quentin, pour relever les esprits abattus et insuffler les idées de résistance à outrance, 692. — Détails sur son voyage du Mans à Lille, 708. — Manifestation en son honneur, à Lille, 708. — Discours de M. Werquin, conseiller municipal, pour le remercier des services rendus par lui à la démocratie et à la France, 708. — Sa réponse à ce discours, 709. — Ses espérances dans le succès final; sa répugnance pour la guerre, et causes pour lesquelles il croit devoir la continuer, 709. — Son engagement « de rentrer dans la foule, » après avoir rempli les devoirs que la situation lui a imposés, 710. — Effet produit par son discours, 710. — Accusations d'ingratitude portées contre lui; témoignage du prince de Joinville, 726. — Un poing et une injure dirigés à tort contre lui, 729. — Son dévouement et sa sollicitude pour les défenseurs de la France, 731. — Sa circulaire aux généraux sur les devoirs des officiers envers leurs soldats, 731. — Ce que les « Travailleurs lillois » ont vu en lui lors de son séjour à Lille, 737. — Démarche faite, près de lui, par la Chambre de commerce de Lille, contre le traité de commerce avec l'Angleterre, 738. — Télégramme de la colonie française de San-Francisco, pour lui annoncer l'envoi d'un don patriotique de cent mille francs, 757. — Sa réponse à ce télégramme, 757. — Sa proclamation à l'armée après la chute de Metz (*Annexe*), 780.

PARIS (1). Son investissement; sentiments de crainte et d'espoir que cette situation provoque, p. 1. — Diverses opérations militaires au choix des assiégeants, 2. — Ce que M. de Bismark disait à un diplomate anglais de Paris et des exigences de la Prusse, le 17 septembre, 4. — Cessation des relations postales, 5. — Appréhensions des Allemands dès les premiers jours du siége, 6. — Physionomie de Paris au lendemain de l'investissement, 16. — Nouvelles de l'organisation de la défense (25 septembre) envoyées par ballon par M. Gambetta à M. Crémieux, 26. — Renseignements sur l'état de l'opinion publique à Paris, au lendemain des négociations de Ferrières (26 septembre); 28. — On prétend avoir à Tours, (27 septembre), de bonnes nouvelles de l'attaque du général de Bellemare contre Pierrefites et de la prise des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet, 31. — Les dernières communications par télégraphe et courrier avec la province (1er octobre), 38. — Rumeurs touchant les mouvements populaires qui auraient éclaté les 24 et 25 septembre; démentis à ce sujet (1er octobre), 39. — Fausse dépêche concernant les opérations sous Paris et un grand succès des Parisiens, 39. — Bonnes nouvelles (2 octobre) reçues de Paris; un mot des difficultés qu'offrait la délivrance de Paris par la province, 42. — Un coup d'œil sur les environs de Paris depuis le siége (extrait du *Times* à la date du 30 septembre), 44. — Contre-temps que la résistance de Paris fait éprouver aux assiégeants, 49. — Renseignements sur l'état de la défense à la fin de septembre, 58. — Rumeurs fausses sur les opérations de la défense, 65. — Renseignements apportés par le quatrième ballon (8 octobre), 71. — Résumé de la proclamation de M. Gambetta faisant connaître aux départements les efforts de la défense à Paris, 80. — Opinion de la presse anglaise défavorable à la durée de la résistance des Parisiens, 82. — Détails sur le départ de Paris de M. Gambetta, 87. — Nouvelles de Paris données par M. Gambetta à son passage à Rouen, 88. — Annonce d'une sortie heureuse du général Ducrot, à la date du 7 octobre, entre le Mont-Valérien et Saint-Cloud (13 octobre), 92. — Mutisme des Prussiens sur ce fait de guerre, 96. — Premiers renseignements de source allemande sur cette sortie, 100. — Une dépêche de M. Gambetta concernant les opérations militaires à Paris, 104, 105. — Un échantillon des insolences et des espérances prussiennes vis-à-vis de

(1) Les dates entre parenthèses indiquent l'époque précise où les renseignements signalés ont vu le jour en province.

Paris, 107. — Moyenne des pertes quotidiennes des Prussiens, sous Paris, 115. — Détails sur la vie des assiégeants, 116. — Nouvelle d'une sortie heureuse dans la direction de Clamart et de Bagneux, à la date du 13 octobre (18 octobre), 116. — Un mot de M. de Bismark sur le ravitaillement, 117. — Dépêche du *Standart* sur la date des futures opérations militaires des assiégeants, 119. — Premières déceptions des Prussiens, 122. — Absence de renseignements allemands sur la sortie qui aurait eu lieu le 13, 127.— Révélations (19 octobre) sur les intentions de M.de Bismark et sur le « plan » des Prussiens vis-à-vis de Paris, 128.—Renseignements allemands sur une nouvelle sortie, 140. — Éloges du *Times* à l'adresse des mobiles à Paris, 141. — Relation du combat de la Malmaison, le 21, 245. — Premiers renseignements *d'origine allemande* sur la sortie du 13 (27 octobre), 149. — *La Gazette de la Croix* annonce, (fin d'octobre), que les préparatifs du bombardement de Paris touchent à leur fin, 165. — Assertion d'un journal allemand que le général Trochu songe à capituler (30 octobre), 165. — Obstination de M. de Bismark à vouloir prendre Paris; ses vues sur la conduite à tenir après la prise de Paris, 179. — Renseignements par ballon sur l'affaire du Bourget, ainsi que sur les approvisionnements et les travaux de défense, 187. — Insolences de certains militaires de l'armée de Metz à l'adresse des Parisiens, 180. — On annonce que le bombardement est imminent (3 novembre), 190. — Première nouvelle de la journée du 31 octobre (4 novembre), 192. — Sur la reprise du Bourget par les Prussiens (5 novembre), 197. — Bons effets qu'on attendait du vote qui avait suivi la journée du 31 octobre, 198. — Éloges que les Américains sortis de Paris font de la défense et de l'attitude de la population, 202. — Prédictions peu rassurantes, accréditées en province, sur le sort qui attend Paris, 204, 206. — Conséquences défavorables de la capitulation de Metz pour la défense de Paris, 207. — On apprend (6 novembre) la démission de M. Rochefort comme membre du gouvernement de la défense, 209. — Une opinion des paysans anglais à propos d'une aurore boréale et du siége de Paris, 215. — Invitations du roi de Prusse à ses frères couronnés à venir assister au bombardement, 221. — On annonce que la date du bombardement sera subordonnée aux dispositions morales des Parisiens (10 novembre), 234. — M. de Moltke fait des préparatifs de rentrée en Allemagne, comptant sur la prochaine soumission de Paris (10 novembre), 236. — On annonce de Berlin (12 novembre) que le général Trochu prépare « une grande sortie, » 245. — Croyance chez les Allemands que des communications existent entre Paris et les populations rurales qui l'environnent, 247. — Allusions à Paris dans une proclamation de M. Gambetta à l'armée de la Loire, après la victoire de Coulmiers, 250. — Réfutation des attaques de certains journaux parisiens contre l'emprunt Laurier, 254. — Objections de M. de Bismark à la faculté de laisser Paris se ravitailler pendant la durée d'un armistice, 265. — Efforts pour mettre Paris en communications avec la province, 267. — Mérite et utilité que M. Guizot trouve à l'attitude de Paris, 273. — Opinion du même sur la question du ravitaillement de Paris pendant la durée d'un armistice, 275. — Le correspondant du *Times* à Versailles dit que l'état-major prussien, en présence de la formidable résistance qui se faisait jour à Paris, était accusé d'avoir commis une faute en assiégeant Paris, 269, 287. — Chiffre des provisions dont M. Thiers demandait l'entrée pour le ravitaillement de Paris pendant la durée d'un armistice, 287. — Absence de nouvelles directes de Paris en province (19 novembre), 293. — Mauvaises nouvelles venues de source allemande (19 novembre); imminence de la reddition; mesures prises en vue du ravitaillement, 293. — Opinion attribuée par le général américain Burnside à M. de Bismark que « Paris était une maison de fous habitée par des singes, » 297. — Nouvelles contradictoires répandues sur Paris à la date du 30 novembre; renseignements favorables d'un Anglais; parti que les pessimistes tirent d'un article du *Figaro* de Paris, 301. — Renseignements fournis sur les environs de Paris pendant l'occupation prussienne, par un Suisse sorti de la ville, le 7 novembre, 304. — Bonnes nouvelles de Paris connues le 22 novembre, 314.—Confirmation de ces renseignements,322. —Bons effets de ces renseignements sur l'opinion publique en province, 323 — Déceptions des Prussiens au sujet de leur entrée à Paris, 324. — Renseignements envoyés de Paris, à la date du 14, sur l'alimentation et sur le genre de vie des Parisiens, 324. — Nouveaux renseignements favorables reçus par ballon (24 novembre), 327. — Opinion de M. Bancel sur le grand rôle de Paris et sur la nécessité de le délivrer à tout prix, 328. — Opinion de l'*Indépendance belge* du 25 novembre sur le plan du général Trochu, 330. — Une irrévérence de la presse conservatrice envers le gouverneur de Paris, 340. — On télégraphie de Versailles (27 novembre) que M. de Molkte savait Paris en proie à la famine, 342. — Télégramme de Berlin du 25 novembre signalant de nombreuses

désertions dans l'armée de Paris, 344. — Autre télégramme, sous la même date, renseignant sur l'attitude réciproque des assiégés et des assiégeants, 344. — Allusions à Paris dans une proclamation de M. Gambetta à l'armée du Mans, 345. — Télégramme de Berlin du 26 novembre dénonçant un article du *Figaro*, demandant « la convocation d'une assemblée et la conclusion de la paix, tout secours du dehors étant devenu impossible, » 360. — Renseignements favorables sur la situation de Paris, fournis aux journaux belges par M. de Fonvielle, à la fin de novembre, 360. — Correspondance de Versailles à la *Pall-Mall Gazette* de Londres, concluant à l'imminence du bombardement pour la fin de novembre, 360. — Télégramme prussien (30 novembre) annonçant les sorties et les échecs du général Trochu, le 28 et le 29 novembre, 364. — Confirmation (30 novembre) des dispositions pacifiques des Parisiens; article de la *Gazette de Silésie* disant que la capitulation, à Paris, dépend des nouvelles bonnes ou mauvaises qu'on y recevra des opérations sur la Loire, 365. — Dépêches de Tours (1er décembre) annonçant les premiers résultats favorables de la sortie du général Ducrot, le 30 novembre, 372. — Nouveaux télégrammes prussiens, chantant victoire, concernant les sorties du 28, 29 et du 30 novembre, 373. — Réflexions sur ces différents télégrammes, 374. — Nouveaux renseignements, cette fois-ci extraits du *Times* du commencement de novembre, sur les espérances des Prussiens de voir Paris capituler le 8 ou 9 décembre, 377. — Renseignements contradictoires sur la sortie du général Ducrot (2 décembre), 380. — Hommage rendu par la presse européenne au courage des armées de Paris dans leurs sorties, 381. — Ce qu'on pensait le 3 décembre des opérations militaires sous Paris et de la bonne foi des renseignements prussiens, 385. — Télégrammes de source allemande et de source française sur ces opérations, 387. — Un télégramme de Tours (2 décembre) fait connaître les décrets du gouvernement de Paris à propos des nouvelles militaires et de la viande de charcuterie, 389. — Circulaire de M. Gambetta (1er décembre) annonçant aux préfets les premiers résultats favorables de la sortie du général Ducrot, 390. — Opinion d'un correspondant allemand sur la possibilité de débloquer Paris, sans passer sur le corps des assiégeants, 397. — Erreur militaire du siége de Paris; graves conséquences qu'aurait cette erreur pour les Allemands au cas de la délivrance des assiégés, 397. — Renseignements de source anglaise (4 décembre), constatant l'anxiété des assiégeants à la suite des dernières opérations militaires et « leur respect pour l'attitude de Paris, » 398. — Renseignements prussiens (5 décembre) sur les derniers combats et sur le mécontentement qui existait au sein de l'armée de Paris contre les mobiles et contre le service militaire imposé aux troupes régulières, 404. — On apprend que le général Ducrot a repassé la Marne (6 décembre), 410.— Le roi de Prusse invite les rois de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe à venir assister à son entrée à Paris, 413. — Quelle avait été la physionomie de Tours à l'annonce des premiers succès du général Ducrot, 413. — On apprend qu'un officier prussien a été chargé de porter aux Parisiens la nouvelle de la défaite des armées de secours (7 décembre), 417. — Renseignements apportés (3 décembre) par le ballon atterri en Norwége, 417. — On reparle de l'imminence du bombardement, que l'on réclame en Allemagne, pour mettre fin aux souffrances des soldats et à la guerre, 422. — Opinion d'un étranger enfermé dans Paris, à la date du 4 décembre, sur la ville et ses défenseurs, 422. — Opinion d'un correspondant du *Times* sur les opérations militaires du 30 novembre et du 2 décembre, 429. — Quelques réflexions sur l'urgence de secourir Paris, 434. — Croyance des Allemands à l'existence de communications secrètes entre Paris et la province, 436. — Nouveaux renseignements du *Times* sur les opérations militaires du 30 novembre et du 2 décembre, 436. — On annonce de Berlin (10 décembre) que le bombardement a été décidé dans un conseil de guerre tenu le 6 décembre, 436. — Renseignements favorables apportés par un aide de camp du général Trochu parti de Paris le 5 décembre sur la situation de la défense et sur les combats des 30 novembre et 2 décembre, 440. — Le *Daily News* (9 décembre), affirme que les Parisiens occupent encore quelques positions avancées sur la Marne, telles que Champigny, fortement barricadé par eux, 440. — On apprend l'accueil fait à Paris aux messages prussiens faisant connaître la défaite de l'armée de la Loire (12 décembre), 448. — Quelques mots sur les déceptions que l'attitude héroïque de Paris inflige aux Allemands, 448. — Appréciation de la réponse du général Trochu aux envoyés prussiens, 448. — Physionomie de Champigny après la bataille, d'après un correspondant du *Times*, 449. — A la date du 13 décembre, on publie de nouveaux détails sur les préparatifs du bombardement qu'une dépêche du *Daily Telegraph* dit avoir été définitivement fixé au lundi, 19, 455. — Ce que la *Gazette de Cologne* dit à la louange de la France en général et de Paris en particulier, 456.

— Un correspondant militaire anglais, parlant de l'évacuation d'Orléans par le général d'Aurelles, dit « que si les Français adoptent la tactique de Fabius et si les choses continuent dans les mêmes conditions sous Paris, *même sans grande bataille*, l'armée allemande sera contrainte de lever le siége de la capitale de la France, » 457. — Réflexions inspirées par les petits moyens employés par l'état-major prussien pour agir sur le moral des Parisiens, 458. — Embarras, perplexités et conjectures des assiégeants en présence de l'obstination des Parisiens à ne pas se rendre, 459. — On confirme, à la date du 14 décembre, l'imminence du bombardement et les Allemands se disent absolument sans nouvelles de l'intérieur de Paris, 460. — Impatiences et dépits que l'obstination des Parisiens provoque à Versailles, et ce qu'il faut penser des prétendues répugnances du roi de Prusse à ouvrir le bombardement, 460. — A la date du 15 décembre, conjectures sur l'éventualité d'un bombardement, sur sa convenance et sa possibilité, 466. — Quel serait l'embarras du roi de Prusse si Paris tombait entre ses mains, 466. — Curieux aveux de la presse allemande (17 décembre) sur les sentiments des Allemands à l'égard de Paris, sur leurs déceptions, sur l'état des approvisionnements des assiégés et sur la durée qu'on peut assigner à leur résistance, 481. — Embarras et soucis (18 décembre) du quartier général prussien à la veille du bombardement, 486. — Le correspondant du *Times* énumère les difficultés de bombarder Paris, 486. — Lettre datée de Paris, le 13 décembre, et trouvée dans un ballon confisqué dans le duché de Nassau, le 16, 487. — On n'apprend rien le 19 décembre du bombardement, qui devait commencer ce jour-là, 489. — Impressions rapportées par les officiers prussiens envoyés en message au général Trochu, 490. — Tableau« du Paris des fêtes joyeuses, » poésie dédiée à Mme Déjazet par M. Hugelmann, 496. — On a des nouvelles de Paris (20 décembre) par le ballon, le *Davy;* démentis donnés par les aéronautes aux rumeurs sinistres qui avaient cours sur Paris, 499. — On a les meilleurs renseignements (22 décembre), et de tous côtés, sur la situation morale et matérielle des Parisiens, 508. — Influence de cet état de choses sur l'attitude de certains neutres, 509. — Insinuations du *Times* pour engager le roi de Prusse à faire des concessions et à traiter de la paix, 509. — Une version optimiste, de source allemande, sur l'état de la défense à Paris, 510. — Premiers détails (23 décembre) sur une sortie de l'armée de Paris, le 21, 516. — Télégrammes allemands (24 décembre) sur les opérations militaires du 21, 521. — Le *Daily Telegraph* dit que le chiffre des assiégeants ne dépasse pas 170,000 hommes, 522. — Curieux renseignements sur la portée des canons parisiens, donnés par le *Times*, qui affirme que la préfecture de Versailles peut être atteinte par n'importe quel canon du Mont-Valérien, 531. — Renseignements contradictoires sur la situation trouvés dans des lettres, datées de Paris, le 18 décembre, 543. — On annonce (28 décembre) une prochaine attaque en règle des assiégeants contre le Mont-Avron et la probabilité d'un mouvement en arrière des troupes parisiennes campées en avant des fortifications depuis la sortie du 21, 547. — Renseignements de la presse allemande, (29 décembre), sur les opérations contre le Mont-Avron et le but où elles conduisent, 552. — Le journaux anglais disent que « le général Trochu approvisionne le Mont-Valérien, comme s'il projetait de s'y retirer comme dans un camp retranché, si Paris capitule, » 552. — Etonnement des assiégeants (30 décembre) du peu de vigueur que met l'artillerie du Mont-Avron à leur répondre, 558. — Lettre où un soldat allemand exprime son effroi à la pensée de la « débâcle » qui attend l'armée prussienne, si elle est vaincue sous Paris, 561. — Occupation du Mont-Avron par les Prussiens (31 décembre); commentaires que ce fait inspire : on l'attribue au manque d'artilleurs à Paris, 564. — Probabilité de voir se renouveler bientôt les efforts des armées de secours pour délivrer Paris, 564. — Ce que M. de Wasburne écrivait de la journée du 31 octobre à son gouvernement, 566. — Allusions à Paris dans deux discours de M. Gambetta, l'un à la municipalité de Bordeaux, l'autre à une députation d'officiers de la garde nationale, 570. — Bonnes nouvelles (2 janvier), apportées par M. Ducoux, 578. — Allusions aux Parisiens dans le discours prononcé par M. Gambetta, au balcon de la préfecture, à Bordeaux, le 1er janvier, 581. — Le *Times* remet en circulation le bruit d'une prochaine reddition (4 janvier), 586. — Ce qu'il faut penser de cette rumeur, 586. — Ce que les cercles politiques à Bordeaux pensaient des intentions du général Trochu, au commencement de janvier, 589. — Accusations du *Siècle* contre la défense à Paris, 589, 597. — Nouveaux commentaires (6 janvier) sur l'abandon du Mont-Avron, 599. — Châteaux en Espagne que les assiégeants bâtissent sur la possession du Mont-Avron, 599. — Intention des Prussiens de bombarder les quartiers pauvres pour pousser leurs habitants à se jeter sur les quartiers riches avec des projets de haine et de pillage, 600. — Obstination des

Prussiens à fermer les yeux sur les enseignements que leur donne la population parisienne depuis le siége, 600.— Détails sur la prise de possession du Mont-Avron par les Prussiens ; un épisode de cette occupation, 600. — Aperçu des chances nouvelles qu'offrent les prochaines tentatives de délivrer Paris, 613. — Appréciations contradictoires des résultats du bombardement des forts (8 janvier), 614. — Suppositions provoquées chez les assiégeants par la mollesse des assiégés à répondre à leur feu, 614. — Une explication de l'attitude de la défense donnée par le *Times*, 614. — Sentiments que les Prussiens éprouvent en réalité, 614 — Joie que le roi Guillaume et sa compagne Augusta doivent éprouver à la nouvelle des incendies allumés par le feu de l'artillerie prussienne, 618.— Triste sort des Allemands, condamnés, malgré eux, aux travaux du bombardement de Paris et de l'égorgement de la France, 619. — On a des nouvelles du bombardement (13 janvier) par trois ballons, 636. — Emotion produite par le fait que les projectiles prussiens portent dans l'intérieur de Paris, 636. — Inquiétude sur l'attitude future de la population parisienne dans de si pénibles conditions, 637. — Impatience et déceptions à l'endroit des opérations militaires de la défense, 637. — Projets attribués aux Prussiens en cas de la reddition de Paris, 637. — Espoir que ces projets seront déjoués, 637. — Protestation du comte de Chambord contre le bombardement de la « bonne ville de ses aïeux, » 638. — Ce que le consul général américain pensait de la défense à Paris, lors de sa sortie à cause du bombardement, et ce qu'on pensait à Versailles de l'artillerie parisienne, 641. — Renseignements curieux sur ce qu'on mangeait à Paris, à la date du 1er janvier, (lettre adressée de Paris même à la *Gazette d'Augsbourg*), 641. — Menu du dîner du restaurant Noël Peters, *Passage des Princes*, le 1er janvier, 642. — Détails intéressants sur les préoccupations que donne la question de l'alimentation aux ménages parisiens, 643. — Bonne humeur et courage dont les Parisiens font preuve vis-à-vis des épreuves du siége, 644. — Vogue du *Gruyère* pendant le siége ; révélations curieuses, 644. — Quelques réflexions à propos d'un « train de plaisir » organisé pour assister au bombardement de Paris et d'une des préoccupations de la presse allemande pendant le bombardement, 647. — Réflexions sur les conséquences fâcheuses que devait entraîner la défaite du général Chanzy au Mans, au point de vue de la délivrance de Paris, 648. — Emotion produite dans l'opinion publique européenne par le fait du bombardement, 649. — Angoisses et sollicitudes qu'éveille le sort des Parisiens, 649 — Indignation que provoque la conduite des assiégeants, 649. — Le *Daily Telegraph*, (14 janvier) annonce que « les Prussiens sont en état de bombarder Paris pendant un mois sans interruption, et qu'ils doivent lancer 10,000 bombes incendiaires, le dimanche 15, en prenant pour points de mire l'Hôtel de ville, l'Hôtel des Invalides et le Palais du Luxembourg, » 650. — Vive impression produite par un télégramme prussien, en date de Versailles, 14 janvier, annonçant que l'armée de Paris a fait de « violentes sorties qui ont dégénéré en fuite » dans la nuit du 13 au 14, 652. — Révélations du *Times* sur la part de responsabilité réciproque de MM. de Bismark et de Molkte dans le fait du bombardement, 654. — Absence complète de renseignements de source française, (16 janvier), sur les dernières sorties signalées, 660. — Impressions et manière de vivre d'un correspondant anglais enfermé dans Paris, 660. — La version française (17 janvier) sur les sorties signalées par le télégraphe de Versailles, 667. — Nouvel échantillon de la véracité prussienne, 667 — Quels sont les résultats réels des opérations militaires dans la nuit du 13 au 14, 668. — Télégramme prussien annonçant une nouvelle sortie des Parisiens dans la nuit du 14 au 15, 668. — Aveux d'un correspondant prussien que le bombardement se fait sans miséricorde ni pitié, 668. — Désenchantement des Prussiens à l'endroit de leur bombardement, 672. — On annonce (18 janvier) que l'état-major prussien a condamné le quartier Saint-Denis, 672. — Critiques que font les assiégeants de la direction donnée à la défense, 672. — Vues prophétiques (formulées le 13 février 1841) d'Henri Heine sur le grand rôle que devaient jouer, dans l'avenir, les fortifications de Paris, 673. — Témoignage d'admiration que l'attitude de la population parisienne vis-à-vis du bombardement arrache à un correspondant anglais, enfermé dans Paris, qui s'était toujours raillé des Parisiens depuis le siége, 685. — Récits de séditions à Paris dont se bercent les assiégeants pour charmer leurs ennuis (20 janvier), 686. — Renseignements (20 janvier) apportés par un ballon parti de Paris le 18, 688. — Dépêches de Versailles, en date du 19 et 20, annonçant l'échec d'une grande sortie le 19, 692.— Mot du comte de Bismark à un voyageur anglais, dès le début de l'investissement, sur l'attitude future des Parisiens, 705.— Opinion conforme à celle de M. de Bismark de l'Allemagne du Nord, de l'Angleterre et d'une grande partie de l'Europe, 705.

705. — Témoignage d'un parent de M. Guizot, enfermé dans Paris, touchant l'esprit de résistance des Parisiens à la date du 14 décembre, 705.—On écrit à cette date à M. Guizot « que ce n'est pas la résistance prolongée qui ferait naître une insurrection, mais l'idée de se rendre, » 705. — Ce que M. Vitet écrivait, pendant le siége, de « Paris transfiguré, » dans une lettre parue dans la *Revue des deux Mondes*, 706. — On annonce de Lille (21 janvier), une prochaine entrevue entre M. Gambetta et M. Jules Favre, se rendant à Londres, 707. — Détails donnés par le correspondant parisien du *Standard* sur la sortie du 19, 711. — Curieuse relation d'un dîner fait dans un grand restaurant de Paris en janvier 1871, 712. — Nouveaux détails sur la sortie du 19; opinions de la presse, en Allemagne et en Angleterre, sur l'attitude des défenseurs de Paris dans cette circonstance, 715. — Des démocrates anglais et allemands protestent, dans un grand meeting populaire, à Londres, contre la continuation de la guerre et contre le bombardement de Paris, 721. — Première nouvelle, à la date du 25 janvier, de la présence de M. Jules Favre à Versailles et de l'ouverture des négociations pour la capitulation, 723. — Imprévu et caractère de vraisemblance de cette nouvelle; premiers commentaires qu'elle inspire, 723. — Incrédulité qu'elle rencontre généralement, 724. — Absence de renseignements nouveaux et positifs sur la présence de Jules Favre à Versailles (26 janvier), 730. — Une dépêche annonce (25 janvier), que Jules Favre est arrivé en Angleterre, 730. — Ce que dit le *Times* de la présence de Jules Favre au quartier général à Versailles et de la restauration bonapartiste dont M. de Bismark le menaçait pour arriver à ses fins, 730. — Répugnance de l'opinion publique à admettre l'ouverture des négociations pour la capitulation sans que rien n'ait fait pressentir à l'avance cette extrémité, 730. — Quels sont véritablement les vainqueurs et les vaincus dans le siége de Paris, 730. — Première nouvelle (27 janvier), du mouvement révolutionnaire du 22, à Paris, 739. — Regrets et stupeur que cause cette nouvelle, 739. — Rapprochements entre le 31 octobre et le 22 janvier, 740. — Impossibilité d'incriminer les mobiles qui font agir les agitateurs, 740. — Impossibilité d'avoir une opinion sur les griefs allégués contre la direction militaire à Paris, 740. — Confirmation de la présence de Jules Favre à Versailles, 740. — Etonnement et incrédulité des Allemands à l'annonce de la prochaine capitulation de Paris; ce qu'il faut en conclure, 740.— Surprises, déceptions et hontes que le siége de Paris a apportées à la « gloire allemande », 740. — Premiers renseignements du *Times* sur les faits et gestes de M. Jules Favre à Versailles, 741. — Détails curieux sur les prétentions de M. de Bismark à traiter pour le reste de la France aussi bien que pour la reddition de Paris, 741. — Renseignements de la *Gazette nationale de Berlin* sur les premiers rapports de Jules Favre avec M. de Bismark, 742. — La *Gazette nationale* dit que les négociateurs ont trouvé une base de pourparlers moins absolue qu'à Ferrières et que le principe d'une cession territoriale a été admis, 742.— Quelques indications sur les appartements assignés à Jules Favre pour son séjour à Versailles, 742. — M. Gladstone, dans une lettre où il défend l'attitude qu'il a tenue vis-à-vis de la France depuis la guerre, appelle la résistance de Paris « l'agonie de l'héroïsme », 748. — On publie une lettre de Jules Simon, datée de Paris le 14 janvier et arrivée à Limoges le 26 seulement, où il est dit que Paris tiendra « jusqu'à la dernière cartouche et jusqu'à la dernière bouchée de pain, et qu'il vaut mieux être Moscou que Sedan », 748. — Annonce définitive de la capitulation, 758. — Coup d'œil sur l'attitude de Paris pendant le siége, 758. — Vis-à-vis de qui Paris a, en réalité, capitulé, 758. — Paris, quoiqu'à la merci des Allemands, est plus grand qu'eux aux yeux des contemporains et de l'histoire, 758. — A quoi les Allemands doivent d'avoir vu cesser la résistance des Parisiens, 758. — Comment, selon toute vraisemblance, l'histoire appréciera le siége de Paris et la conduite des Allemands, 755. (Voyez à la *Table des matières* les mots *Alimentation* et *Ballons*.)

ERRATA ET OMISSIONS [1].

Page 41, 8e alinéa, 4e ligne, au lieu de : « qui s'était formée à Versailles, » lisez : qui s'était formée à *Marseille.* »

Sous la date du 3 octobre, à la rubrique : BULLETIN DE LA GUERRE, on a omis les alinéas suivants :

« Nous avons recueilli, à la date du 30 septembre, des nouvelles de Metz provenant de source » allemande. Voici mieux aujourd'hui : ce sont des nouvelles de Metz également, mais des plus » favorables, et par voie de Tours. Voici le télégramme qui nous les fournit :

« Tours, 1er octobre.

» Le gouvernement a reçu, par une personne venant de Metz, des nouvelles dont il résulte que le » maréchal **Bazaine** a remporté un grand avantage sur les Prussiens le 31 août ; d'autres engage- » ments favorables aux Français ont eu lieu le 23 et le 27 septembre.

» Le général **Bourbaki** a fait, le 27 septembre, une magnifique sortie ; il a chassé les Prussiens » jusqu'à Briey.

» Metz est parfaitement muni de provisions et de munitions. **Bazaine** a une armée de 100,000 » hommes ; leur santé est parfaite.

» La garde nationale s'engage à défendre la ville, si **Bazaine** réussit à se frayer un chemin à » travers les lignes des Prussiens » (2).

---

(1) L'impression de ce travail, que nous comptions faire paraître beaucoup plus tôt, s'est faite hâtivement. C'est cette circonstance, jointe à l'impossibilité d'éviter tout oubli dans le classement de tant d'articles et de renseignements divers, qui est cause du grand nombre d'omissions que nous avons à réparer ici. P. M.

(2) Puisque cet *Errata* nous fournit l'occasion de revenir sur le siége de Metz, nous ne pouvons résister au désir de mettre sous les yeux du lecteur deux renseignements qui ne manquent pas d'intérêt, et qui se rapportent à l'opinion qui avait cours, en septembre et en octobre 1870, dans les armées prussiennes, à l'endroit du maréchal **Bazaine** et de ses sentiments de fidélité envers l'Empereur et la France.

Ces renseignements ne nous avaient pas échappé au moment où ils ont vu le jour. Seulement, si nous avons alors négligé de les recueillir, c'est à cause de leur origine anti-française et parce qu'ils tranchaient d'une façon trop criarde avec la confiance que la presque unanimité de la France, en dépit de certaines apparences et de certaines rumeurs défavorables, s'obstinait à avoir dans la loyauté, dans le patriotisme et dans les talents militaires du généralissime de l'armée du Rhin.

Aujourd'hui, en présence du débat judiciaire qui va s'engager, en présence surtout des panégyriques et des hosannah, entonnés depuis la capitulation du 27 octobre 1870 par la plupart des journalistes et des généraux prussiens en l'honneur de **Bazaine** et de sa conduite militaire à Metz, les renseignements dont il s'agit n'empruntent que plus de prix et d'intérêt à leur origine anti-française et prussienne.

Voici donc ces renseignements. Le premier est extrait d'une correspondance adressée du camp prussien devant Metz au *Daily Telegraph*, dans les premiers jours de septembre :

« Une lettre du maréchal **Bazaine**, commandant de l'armée française dans Metz, disait cette correspondance, vient de tomber dans les mains des Prussiens (*). Elle est adressée à sa femme et ne manque

(*) Une dépêche officielle allemande, du 23 août, au soir, que nous avons donnée à l'*Annexe*, page 764, donne un grand caractère de vraisemblance au dire de cette correspondance.

Sous la même date, à la rubrique : PETITES NOUVELLES, on a omis les articulets suivants : — « Les journaux belges annoncent que le duc de **Palikao**, dont on avait signalé la présence à Willems-» hœhe, n'a pas quitté la Belgique. Le général, qui habitait jusqu'ici Namur, va aller se fixer » à Spa. » — « Les partisans du Gers, » dit le *Moniteur Universel,* « sont vêtus de noir; ils por-» tent la bannière à la tête de mort et observent rigoureusement la loi du silence. Tous les com-

---

pas d'intérêt. Elle contient ceci : « Autant que cela me regarde, j'attendrai les événements. Mon » armée entière est avec moi. Aussitôt qu'on aura traité **Napoléon** comme il le mérite, je serai prêt » à révéler certaines propositions qu'il m'a faites, ce qui me mettra de suite en bonne position vis-» à-vis du nouveau gouvernement. »

Le second, bien plus important et bien plus curieux, est un article que le *Moniteur prussien*, réflétant probablement l'opinion des chefs militaires allemands, publiait dans son numéro du 6 octobre 1870 sur « l'inaction » de l'armée du Rhin dans le courant du mois de septembre et sur les causes probables à assigner à cette singulière conduite :

« **La situation dans Metz et autour de Metz est caractérisée, durant le mois de septembre, par une inaction qui a lieu de surprendre de la part de l'armée bloquée. La bataille de Noisseville des 31 août et 1er septembre fut la dernière tentative sérieuse du Maréchal pour rompre le cordon de l'armée d'investissement. Depuis ce jour, il n'y a plus eu d'affaire de quelque importance**, et les combats des 22, 24 et autres jours ne sont que la conséquence naturelle de la situation, quand deux armées se trouvent face à face dans une attitude d'observation. **Si l'on considère que le maréchal Bazaine disposait encore, au début, d'une armée de 80,000 hommes, y compris 33 régiments de cavalerie et 62 batteries d'artillerie de campagne, on comprendra difficilement cette inaction; mais on sera d'un autre avis quand on apprécie les motifs qui ont pu, à son point de vue, déterminer la conduite du Maréchal.**

» Il n'est guère admissible que le Maréchal aurait eu en vue d'endormir l'armée d'investissement dans une sorte de sécurité; au surplus, ce but, ainsi que l'ont démontré les petits combats successifs, n'a pas été atteint, attendu que la surveillance des avant-postes de l'armée d'investissement ne s'est pas relâchée un seul instant. **Ce qui a pu influer davantage sur sa conduite, c'est qu'il a dû tenir compte de la situation future de son pays et de son propre honneur militaire. Même dans le cas le plus heureux, celui d'une sortie réussie, possible encore il y a quelques semaines, mais impraticable aujourd'hui que l'artillerie et la cavalerie ont perdu une grande partie de leurs chevaux, l'armée qui le bloque lui aurait marché sur les talons. Dans ces conditions risquées, le Maréchal paraît s'attacher avant tout à conserver sa propre armée, ou du moins les restes de cette armée, au gouvernement futur de la France. On est d'autant plus autorisé, ce semble, à attribuer cette intention au Maréchal, qu'il lui reste l'espoir fondé de pouvoir tenir encore quelques semaines avec une bonne organisation de l'armée et une administration régulière.** 24,000 chevaux, au moins, sont rentrés dans la forteresse, et même en admettant que Metz eût un approvisionnement pour trois mois pour la garnison, les fourrages n'ont pu suffire à un aussi grand nombre de chevaux. Il est permis de croire, au contraire, que précisément une partie notable de ces chevaux est employée à l'alimentation des troupes enfermées dans Metz. De plus, plusieurs jours avant l'investissement, la vallée de la Moselle est restée ouverte aux fourrageurs dans un rayon de plusieurs lieues. Maintenant encore, le cercle du blocus renferme sept villages qui, protégés par le canon des forts, sont à la disposition du Maréchal. »

Ainsi donc le maréchal **Bazaine**, dans cet article, écrit avant la capitulation et avant les voyages **Boyer**, était formellement accusé d'inaction et de subordonner ses efforts pour repousser l'envahisseur, à des vues personnelles pour l'avenir et à des préoccupations politiques ou privées.

On voit qu'il y a loin de ce langage, tenu dans les premiers jours d'octobre, alors qu'on n'envisageait la conduite de l'armée du Rhin qu'au point de vue technique, à celui qu'on a tenu depuis, notamment au lendemain de la capitulation (*), quand on a voulu prouver, dans l'intérêt de « la gloire allemande, » que l'honneur militaire du maréchal **Bazaine** était sauf et que sa conduite à Metz avait été absolument et à tous les points de vue ce qu'elle devait et ce qu'elle pouvait être.

(*) Voyez, page 166, sous la date du dimanche 30 octobre, l'article que le même *Moniteur prussien* a consacré au siége de Metz, au lendemain de la capitulation, dans une édition extraordinaire du 28 octobre, article où il célèbre « la feuille nouvelle et la plus importante ajoutée par la capitulation de Metz à la couronne de lauriers de la deuxième armée. »

P. M.

» mandements se font par signes. Ils sont 20 excellents chasseurs, armés de la carabine Minié, et » ont été équipés aux frais de leur chef, dont aucun d'eux ne connaît le nom. — *La Gironde* » du 1er a publié, à la demande de **M. de Laguéronnière**, la lettre que ce diplomate et homme » politique bonapartiste vient d'écrire à **M. Jules Favre** pour lui relater les circonstances qui ont » accompagné son arrestation et sa mise en liberté. Il résulte de cette lettre que **M. de Laguéronnière** se vit arrêté, au lit, le soir même de son arrivée à Marseille, le 20, de retour de » Constantinople. La détention, toutefois, ne fut pas longue, puisqu'il fut relâché le lendemain » matin, à 11 heures, par le Procureur de la République. **M. de Laguéronnière** dit que la » saisie et l'inspection de ses papiers, « qui lui ont été rendus intacts, » ont mis au jour « l'aveu » de sentiments qu'il peut affirmer tout haut, car s'ils imposent un inviolable respect pour le malheur, ils placent le patriotisme au-dessus de tous les partis. » En terminant, et comme pour » adhérer au parti de la résistance à outrance, **M. de Laguéronnière** dit « qu'il a trop souffert » d'assister à l'abaissement de son pays, au moment même où il avait l'honneur de le représenter » dans des contrées où nos traditions et nos victoires l'avaient rendu si grand, pour ne pas comprendre que le premier des devoirs, c'est de venger ses défaites et relever sa puissance. » » Ajoutons que **M. de Laguéronnière**, qui a été assez rudement malmené par la foule au moment » de son arrestation et qui se plaint de « la disparition d'une somme importante » (un correspondant marseillais du *Français* a cité le chiffre de 2,000 francs), affirme « ne reclamer aucune » poursuite, » et, à l'heure suprême où l'on est, « ne laisser aucune place au plus juste » ressentiment. »

Page 53, dernier alinéa, 7e ligne, au lieu de : enfermés à Metz et à Paris, » il faut lire : « enfermés *dans* Metz et *dans* Paris. »

Sous la date du 7 octobre, à la rubrique : PETITES NOUVELLES, on a omis les articulets suivants : — « M. **Glais-Bizoin**, dit un télégramme de Tours, a adressé une lettre à ses électeurs des » Côtes du Nord, dans laquelle il explique l'impossibilité d'aller demander leurs suffrages en » personne. Il insiste sur la nécessité d'éviter la discorde civile et exprime la confiance d'une prompte » délivrance. — Le *Moniteur Universel*, s'occupant du lieu de réunion à choisir pour la future » Constituante, se prononce au point de vue géographique, historique et politique en faveur de » Tours. « C'est seulement, dit-il, sur la Loire, à portée de l'armée de défense à qui elle donnera » impulsion, et de Paris, dont elle hâtera la délivrance, que les représentants élus le 16 octobre » constitueront véritablement l'Assemblée nationale de la France. »

Page 55, 1er alinéa, 6e ligne, au lieu de : « **Rouvdier**, » lisez : « **Rouvier**. »

Page 112, 6e alinéa, 1re ligne, au lieu de : **Victor Bois**, décédé à Tours, « lisez : « **Victor Bois**, décédé *à Paris*. »

Page 134, 6e alinéa, au lieu de : Chartres est occupé, » il faut lire : « Chartres est occupé ; *les Prussiens y ont fait leur entrée le* 20. »

Sous la date du 23 octobre, à la rubrique : BULLETIN DE LA GUERRE, on a omis les deux alinéas suivants :

« Nous avons dit la vaillante résistance que les Prussiens ont rencontrée à leur entrée à Chateaudun. La conduite patriotique de cette cité a attiré sur elle l'attention et l'admiration de la » France et de son gouvernement. Par suite, un décret de la délégation vient de déclarer que la » ville de Chateaudun a bien mérité de la patrie. Ce décret, qui met 100,000 francs à sa disposition » pour la réparation des pertes occasionnées par sa résistance, loue l'énergie et le patriotisme de » la garde nationale sédentaire et des francs-tireurs. Il constate, en outre, que l'ennemi n'est » parvenu à s'emparer de la ville que quand elle était bombardée et en ruines.

» Si toutes les villes, si toutes les communes de France avaient en face de l'envahisseur une » attitude aussi énergique et aussi patriotique que Chateaudun, ce serait bientôt fini des progrès » et des succès de l'ennemi ! »

Sous la date du 24 octobre, à la rubrique PETITES NOUVELLES, on a omis l'articulet suivant : — « Un télégramme de Cassel du 22 signale une visite du marquis de **Galiffet** à Wilhems- » hœhe et une audience que **Napoléon III** a accordée le 21 à l'éditeur du *Figaro*, de Londres. »

Page 139, 7e alinéa, 3e ligne, au lieu de : « malgré ses affirmations contraires, » il faut lire. « malgré *les* affirmations contraires. »

Sous la date du* 25 *octobre, on a omis l'article suivant :

« Les voyages Boyer. — *La Gazette de la Croix,* dans son numéro d'hier, croit pouvoir affirmer » au sujet des pourparlers engagés entre le général **Boyer** et **M. de Bismark** que le maréchal » **Bazaine** a entamé ces pourparlers, non-seulement en dehors et sans l'assentiment du gouverne- » ment provisoire, mais encore en opposition ouverte avec ce gouvernement. »

Sous la date du* 27 *octobre, à la rubrique : Attitude pleine de réserve et de dignité de l'ex-impératrice, on a omis ce dernier alinéa :

« Plusieurs journaux avaient, en outre, parlé d'un voyage fait récemment par l'Impératrice à Ver- » sailles, aux fins de signer, à titre de régente, les conditions de la capitulation de Metz. Or, le » *Daily News* dément formellement l'existence d'une pareille démarche. »

Sous la date du* 28 *octobre, à la rubrique Petites Nouvelles, on a omis les articulets suivants : — « **M. de Forcade,** que le sous-préfet de Bayonne a invité à quitter la France, vient » d'écrire à **M. Gambetta** pour lui exposer que son éloignement est forcé, et « doit être attribué à » une injonction dont l'initiative comme la responsabilité appartiennent au gouvernement. » **M. de** » **Forcade** soutient « être resté fidèle à l'intention qu'il avait annoncée de rester, dans les » circonstances actuelles, absolument étranger à la politique. » L'ancien ministre bonapartiste » termine sa lettre en disant, qu'aujourd'hui, comme au mois d'août dernier, « il fait appel à » l'union des partis pour chasser l'étranger. » — Une dépêche ministérielle, en date du 24, adressée » aux préfets et sous-préfets, les invite à prévenir les maires de la nécessité de faire résistance à » l'ennemi et annonce que toute ville ou commune qui se rendrait, sans tenter de résistance, serait » dénoncée au *Moniteur.* — Un télégramme, adressé de Berlin au *Times*, sous la date du 25, » annonce que le colonel baron **Stoffel,** fait prisonnier sur parole à Sedan, s'est évadé et a pu » gagner Paris. — On télégraphie de Londres, le 27, que le duc **d'Aumale** et le comte de **Paris** » ont souscrit à l'emprunt **Morgan.** — Une lettre de M. le duc **d'Aumale,** arrivée à M. **Bochre,** » administrateur des biens de la famille, dément, dit-on, indirectement, mais absolument, la » présence des princes d'Orléans sur le sol français. — On annonce de Berlin, au *Times,* que » **M. Lesourd,** secrétaire d'ambassade française, qui a remis à Berlin la déclaration de guerre, » aurait été découvert à Versailles et envoyé comme prisonnier de guerre à Mayence. »

Page 166, 7e alinéa, 2e ligne, au lieu de : « et quelle que soit la source dont ils émanent » il faut lire : « et quelle que soit la source *d'où* ils émanent. »

Idem, 7e alinéa, 1re ligne, au lieu de : « Voici d'abord un article du *Staatsanzeiger* prussien, » lisez : « Voici un article du *Moniteur prussien* (*le Staats-Anzeiger*). »

Sous la date du* 3 *novembre, à la rubrique : Petites Nouvelles, on a omis les articulets suivants : — « Voici un télégramme de Metz en date du 1er : « Le rédacteur de l'*Indépendant de* » *la Moselle*, rencontrant le général **de Coffinières,** au moment de son départ pour l'Allemagne, » lui a publiquement reproché sa couardise et d'avoir vendu Metz. Le général **de Coffinières** » s'est plaint aux autorités allemandes qui ont mis le rédacteur de l'*Indépendant* en état » d'arrestation. » — *La Gazette de la Croix*, dans son numéro d'avant-hier, dit que le bruit » d'après lequel la garnison de Metz aurait opposé une résistance matérielle à la reddition de la » place, est dénué de fondement. — Le *Constitutionnel* assure que les Prussiens ont affiché à » Nantes une dépêche annonçant « que **Bazaine** s'est rendu avec 150,000 hommes après un » combat dans lequel il en aurait perdu 20,000; » et se terminant ainsi : « Quiconque répandrait » un bruit contraire serait fusillé. » — Un télégramme du *Times* a annoncé que le colonel **Stoffel,** » prisonnier sur parole, s'était échappé et avait gagné Paris. Un frère d'armes du colonel, le » capitaine de cavalerie, **De Waru,** « le colonel ne pouvant répondre lui-même, » essaie de » justifier l'évasion incriminée à Berlin, dans une lettre qu'il adresse à l'*Indépendance belge.* » D'après lui, « après la reddition de Sedan, le colonel baron **Stoffel,** qui n'avait signé aucun

» acte pouvant engager sa parole, s'est purement et simplement évadé sous un déguisement à » ses risques et périls. Il a traversé ainsi les lignes prussiennes et a pu gagner la Belgique. » N'étant pas prisonnier sur parole, il a trompé la vigilance de ses gardiens, voilà tout. » — » **M. Arthur Ranc**, ex-maire à Paris et récemment arrivé en province par ballon, par un décret » du 20 octobre, a été nommé directeur du service de la sûreté publique à Tours. »

Sous la date du* 6 *novembre, à la rubrique : CAPITULATION DE METZ, à la fin, on a omis les alinéas suivants :

« Dans le même numéro du *Moniteur* qui contient le rapport de **M. E. de Valcourt**, nous » trouvons les actes officiels que voici :

« Par arrêté du ministre de l'intérieur et de la guerre, en date du 30 octobre, **M. E. de Valcourt**, » officier de la garde mobile, attaché au grand quartier général de l'armée du Rhin, a été attaché au » secrétariat particulier du ministère de la guerre. »

« **M. E. de Valcourt**, officier de la garde mobile, attaché au grand quartier général de l'armée du » Rhin, qui a rempli la périlleuse mission de traverser les lignes prussiennes pour apporter des » dépêches à la délégation du gouvernement, à Tours, a été nommé chevalier de la Légion d'hon- » neur, par décision en date du 31 octobre. »

« **M. Wojtkiewitch**, attaché au grand quartier général de l'armée du Rhin en qualité d'inter- » prète, qui a rempli la périlleuse mission de traverser les lignes prussiennes pour apporter des » dépêches à la délégation du gouvernement, à Tours, a été nommé chevalier de la Légion d'hon- » neur, par décision en date du 31 octobre. »

Sous la date du* 12 *novembre, à la rubrique BULLETIN DE LA GUERRE, on a omis, à la fin, les alinéas suivants :

« Voici, pour en revenir à la grande nouvelle du jour, à savoir au succès de l'armée de la Loire, » qui vient interrompre si heureusement la longue série d'échecs essuyés par la France depuis le » commencement de la guerre, voici, d'après un télégramme de Tours, le texte de la dépêche minis- » térielle qui a porté la bonne nouvelle de la prise d'Orléans à la connaissance de la France :

« Tours, 11 novembre.

» L'armée de la Loire, sous le commandement du général **d'Aurelles de Paladine**, s'est » emparée hier d'Orléans après une lutte de deux jours.

» Nos pertes en tués et blessés n'atteignent pas 2,000 hommes ; celles de l'ennemi sont plus con- » sidérables.

» Nous avons fait plus d'un millier de prisonniers et le nombre a augmenté par la poursuite.

» Nous nous sommes emparés de 2 canons modèle prussien, de vingt caissons chargés de muni- » tions tout attelés, et d'une grande quantité de fourgons et de voitures d'approvisionnements.

» La principale action s'est concentrée autour de Coulommiers dans la journée du 9.

» L'élan des troupes a été remarquable, malgré le mauvais temps.

» L'ordre du jour du général commandant dit : — « Officiers et soldats, de l'armée de la Loire ! » La journée d'hier a été heureuse pour nos armes. Toutes les positions ont été enlevées vigoureu- » sement. Les ennemis sont en retraite. Le gouvernement, informé par moi de votre conduite, me » charge de vous transmettre ses remercîments. Je le fais avec bonheur.

» Au milieu de ses malheurs, la France a les yeux sur vous et compte sur votre courage.

» Faisons tous nos efforts, afin que cet espoir ne soit pas trompé.

» Grand quartier général, 10 novembre 1870.

» Le général commandant en chef,

» (Signé) **Aurelles.** »

» Il y a lieu d'espérer que cette première opération militaire ouvre une ère nouvelle pour la » France.

» Nos ressources en hommes sont immenses, le patriotisme est partout réveillé, et le pays doit se » montrer prêt aux plus grands sacrifices.

» Nous avons été trop éprouvés par la fortune, pour nous laisser égarer par des illusions nou-
» velles. Nous avons repris l'offensive, c'est un grand point.

» Cette offensive signifie qu'au lieu de déplacer notre base d'opérations, pour la mettre en arrière,
» nous la reportons en avant.

» Avec de la résolution, de la prudence, de l'énergie, et surtout en restant unis sur le terrain de
» la lutte à outrance contre l'envahisseur, la République sauvera la France. »

Sous la même date, à la rubrique : PETITES NOUVELLES, on a omis l'articulet suivant : —
« Un journal d'Ostende annonçait dernièrement l'arrivée de **M. Louis Blanc** dans cette ville. Le
» *Daily News* vient d'apprendre que cette nouvelle est inexacte et que **M. Louis Blanc** n'a
» pas quitté Paris. »

Sous la date du 13 novembre, à la rubrique : BULLETIN DE LA GUERRE, on a omis un 4e alinéa ainsi conçu :

« Verdun, dont l'attitude héroïque avait forcé l'admiration de ses ennemis, a capitulé, le 8, c'est-
» à-dire plus tôt qu'on ne s'y attendait et qu'on ne devait s'y attendre après les premiers succès
» de sa résistance. A cause du sérieux de la défense, il a été stipulé dans la convention qui a réglé
» les conditions de capitulation que tout le matériel, canons, chevaux, bagages militaires, etc.,
» serait remis à des commissaires prussiens, « qui les rendraient à la France après la conclusion
» de la paix. » Si ce fait se confirme, et la nouvelle nous en vient de source allemande, de toutes
» les capitulations conclues jusqu'ici, celle de Verdun est de beaucoup la plus avantageuse pour
» l'honneur et pour les intérêts français. »

Page 268, 6e alinéa, 1re ligne, au lieu de : « Une pareille opinion, » lisez : une pareille *proposition.* »

Page 281, 5e alinéa, 14e ligne au lieu de : « Voici un résumé de ces curieuses relations » lisez : « Voici un résumé de ces curieuses *révélations.* »

Sous la date du 18 novembre, on a omis l'article suivant :

« SORTIE DE BOURBAKI DE METZ. PROJET DE RESTAURATION BONAPARTISTE. RÉVÉLATIONS. — Nous
» avons donné hier, d'après une feuille belge, le *Journal de Bruxelles*, l'analyse d'une brochure
» du mystérieux personnage qui a joué un rôle si important dans la sortie de Metz du général
» Bourbaki et dans le projet de restauratiou bonapartiste dont on a fait grand bruit récemment.

» L'intérêt qui s'attache à la brochure dont il s'agit et aux révélations qu'elle prétend contenir,
» nous engage à recueillir également l'article humoristique que l'*Indépendance belge*, qui a vu le
» singulier M. X .., N..., ou R..., qui écrit son nom en toutes lettres, et qui a eu son manuscrit
» en main, leur a consacré dans son numéro du 15 novembre sous cette rubrique : COMMENT ON
» RESTAURE UN EMPIRE :

« On annonce, comme devant paraître prochainement à Bruxelles, une brochure dont la traduc-
» tion en anglais est déjà imprimée à Londres, et autour de laquelle on paraît vouloir faire un
» certain bruit. Son auteur est le trop célèbre **M. Regnier**, l'homme à la photographie, l'intermé-
» diaire étrange entre **M. de Bismark**, le maréchal **Bazaine**, l'ex-Impératrice et l'hôte de Wil-
» lemshœhe, enfin, le messager mystérieux qui est allé chercher à Metz le général Bourbaki, pour
» lui faire subir la mystification qui attendait ce brave officier à Chislehurst. La brochure a la pré-
» tention d'être le récit « *sincère* » des intrigues qui devaient avoir pour résultat la conclusion de
» la paix par la restauration de l'Empire. Nous avons vu l'auteur, nous avons tenu en main son
» manuscrit, nous avons entendu la lecture d'un grand nombre de passages, accompagnée des
» commentaires verbaux de **M. Regnier** lui-même et, nous le déclarons, la publication qu'on
» annonce est une nouvelle mystification, plus pyramidale encore que celle qui a eu pour théâtre
» Metz, Willemshœhe et Chislehurst. Jamais on n'aura essayé de faire accepter par le public
» roman plus invraisemblable. Écoutez plutôt :

» L'auteur est un honnête bourgeois du département de Seine-et-Marne, jouissant d'une très-
» honnête aisance, plantant philosophiquement ses choux depuis nombre d'années, dans sa petite
» propriété au milieu de sa famille, et ne se souciant pas plus de la politique que de ça ! La guerre
» éclate ; les Prussiens menacent de venir le déranger dans la culture de ses navets et la pêche de

» ses carpes. Cela le chiffonne ; il se dit que le meilleur moyen pour lui de pouvoir continuer à » pêcher en paix, c'est de mettre un terme à la guerre. Et à tout prendre, ce n'est pas très-difficile. » Il suffit qu'il s'en mêle.

» Sans plus tarder, il rédige un plan de restauration impériale et l'adresse à Mme **Lebreton**, » dame d'honneur de l'Impératrice, en la priant de le mettre sous les yeux de l'ex-souveraine. Lui- » même prend bientôt le même chemin que son plan et débarque en Angleterre. Naturellement » toutes les portes s'ouvrent devant lui. L'Impératrice, il est vrai, ne paraît pas bien convaincue de » l'excellence du projet. Mais enfin, faute de mieux, il obtient du prince impérial, — par l'intermé- » diaire des aides de camp, car le prince, il ne l'a jamais vu, — les fameuses photographies dont on » a tant parlé. Ce sont des vues de Hastings. Sur l'une d'elles, destinée à l'ex-Empereur, l'enfant a » écrit ces mots :

« Mon cher papa, je vous envoie ces vues de Hastings ; j'espère qu'elles vous feront plaisir.

» LOUIS NAPOLÉON. »

« Sur les deux autres, il s'est borné à mettre sa signature. Nous avons vu et tenu le premier de » ces dessins photographiques, celui qui porte l'inscription. Elle nous a paru authentique.

» Muni de ce précieux talisman, M. **Regnier** se remet en route. Où va-t-il ? Parbleu ! il va » trouver M. de **Bismark** à Ferrières. Peut-être sera-t-il difficile à cet inconnu, à cet honnête bour- » geois, dérangé de ses habitudes par les Prussiens, de parvenir sans retard jusqu'au premier mi- » nistre de Sa Majesté **Guillaume III** ? Allons donc ! M. **Regnier** arrive à Meaux sans encombre, » prend une voiture, ne rencontre pas un avant-poste, pas une sentinelle, pas un huissier, pas un » valet de chambre qui lui demande où il va et ce qu'il veut, et son sac de nuit à la main, (*sic*) » il entre dans l'antichambre du château de Ferrières ! La première personne qu'il rencontre devant » lui est, si nous ne nous trompons, le comte **de Haztfeld**.

» — Que voulez-vous ? »

» — Je veux parler à M. **de Bismark**. »

» — M. **de Bismark** est bien occupé, car ce matin même, à onze heures, il a une entrevue avec » M. **Jules Favre**. Mais n'importe, donnez-vous la peine d'entrer, monsieur ; je vais le prévenir. »

» Et notre brave bourgeois entre dans la chambre de M. **de Hatzfeld**, et cinq minutes après, il » causait dans cette chambre avec M. **de Bismark** comme une vraie paire d'amis.

» L'entretien ne fut pas très-long. Il suffit de quelques instants pour décider M. **de Bismark** à » nommer M. **Regnier** son négociateur patenté auprès des ex-Majestés de Willemshœhe et de » Chislehurst, ainsi qu'auprès du maréchal **Bazaine**. En guise de lettre de créance, il lui remet un » sauf-conduit général, lui permettant d'aller et de venir à travers l'Allemagne entière et tous les » départements français occupés par les troupes allemandes, y compris même l'entrée de Metz. En » vérité, ce sauf-conduit était du luxe. M **Regnier** avait assez prouvé, par la façon même dont il » était parvenu jusqu'à M. **de Bismark**, qu'il lui suffisait de se présenter pour que tous les » obstacles s'abaissassent devant lui.

» Quoi qu'il en soit, cependant, il accepta le sauf-conduit, sans doute pour ne pas humilier le » premier ministre. La suite, on la connaît. M. **Regnier** se rendit à Willelmshœhe, puis à Metz. » Quand, en quelques minutes, on a capté la confiance de l'habile et rusé diplomate qui dirige les » affaires de la Prusse, il ne doit pas être bien difficile d'avoir raison d'un empereur déchu et d'un » maréchal de France emprisonné avec son armée dans une forteresse. Son plan fut acclamé.

» Et quel était ce fameux plan ?

» Ne le savez-vous pas ? **Bazaine**, muni des pleins pouvoirs des ex-souverains, signait une paix » provisoire aux conditions voulues par M. **de Bismark**. Il sortait de Metz avec son armée et se » retirait dans les départements du nord de la France *neutralisés*, c'est-à-dire qu'il s'engageait à » n'en pas sortir, et les Prussiens s'engageaient, de leur côté, à n'y pas entrer. Là, il était rejoint » par l'armée de Sedan, que la Prusse restituait avec ses armes pour assurer plus efficacement la » réussite des projets convenus. **Bazaine** se trouvait ainsi à la tête de 250,000 hommes. Il convo- » quait à Lille, soit les anciennes Chambres de l'Empire,— soit, s'il y avait moyen de faire des élec- » tions, — une chambre nouvelle. Celle-ci ou celles-là délibéraient sous la protection de **Bazaine** » et décidaient... ce que **Bazaine** voulait !

» Mais il paraît que l'Impératrice a craint que ce que **Bazaine** voulait ne fût pas ce qu'elle » voulait, elle. Toujours est-il qu'elle n'a pas donné le blanc-seing nécessaire pour traiter avec » **M. de Bismark**, et le fameux projet tomba dans l'eau, pour aller rejoindre les carpes de ce » bon **M. Regnier**. Il les repêchera ensemble.

» Voilà l'histoire sincère et véridique que vous racontera la brochure annoncée. Et dire qu'en effet, » il y a eu quelque chose de sérieux dans tout cela : la naiveté fiévreuse, (si ces deux mots peuvent » s'accoupler) avec laquelle les bonapartistes se sont accrochés à cette perche de bois creux, » qu'un négociateur de rencontre leur tendait, sous une inspiration qu'il est inutile de rechercher.

» Pauvres gens!... pauvres... quand ils ne touchent pas au budget, bien entendu ! »

Page 300, 5e alinéa, 8e ligne, au lieu de : « avec un reporter du *Daily News,* » lisez : « avec un reporter du *Daily Telegraph.* »

Page 321, 6e alinéa, 6e ligne, au lieu de : « on écrit de Versailles au *Daily News,* » lisez : on « écrit de Versailles au *Daily Telegraph.* »

Page 322, 2e alinéa, 2e ligne, au lieu de : « la présence d'approvisionnements, » lisez : « l'*existence* d'approvisionnements. »

Page 341, 7e alinéa, 6e ligne, au lieu de : « dans sa main, » lisez : « dans *ma* main. »

Page 343, 11e alinéa, 1re ligne, au lieu de : « C'est la première fois, » lisez : « Ce *serait* la première fois. »

Sous la date du* 27 *novembre, à la rubrique : PARIS, on a omis, à la fin, cet alinéa :

« Enfin, le *Daily News* croit savoir que le général **Trochu** a l'intention de ne pas faire de sorties » avant que l'armée de la Loire ait attaqué les assiégeants. »

Page 345, 2e alinéa, 1re ligne, au lieu de : « Fallait qu'il aille, alors ? » lisez : « Fallait pas qu'il *allât*, alors ! »

Page 356, 2e alinéa, 7e ligne, au lieu de : « dans cette noble et sublime tâche? » lisez : « *de* cette noble et sublime tâche? »

Page 358, 8e alinéa, 1re ligne, au lieu de : « les Prussiens ont fait 1,000 prisonniers, » lisez : « les Prussiens ont fait **2,000** prisonniers. »

Page 359, 4e alinéa, 3e ligne, au lieu de : « qu'il vaut mieux taire les meilleures choses plutôt que de s'exposer à renseigner l'ennemi, » lisez : « il vaut mieux taire les meilleures choses que s'exposer à renseigner l'ennemi *en trop parlant.* »

Page 365, 2e alinéa, 7e ligne, au lieu de : « Ne désespérons donc pas des échecs » lisez « Ne désespérons donc pas *du succès final à cause* des échecs. »

Page 368, 1er alinéa, 2e ligne, au lieu de : « 1828, » lisez : « **1848.** »

Sous la date du* 30 *novembre, à la rubrique PETITES NOUVELLES, on a omis les articulets suivants : — « *Le Constitutionnel*, et après lui, *l'Univers*, avaient annoncé confidentiellement que » l'évêque d'Orléans « venait de faire en grand mystère un voyage diplomatique d'Orléans à » Versailles, dans le but de gagner le roi de Prusse à une combinaison politique reposant sur une » fusion des branches de Bourbon et d'Orléans, combinaison en vertu de laquelle **Henri V** monte- » rait sur le trône avec le comte de **Paris** pour successeur éventuel. » Or, la *Gazette de France* » prend ses plus grands airs, nous allions dire ses plus vieux airs, pour démentir la démarche » annoncée avec tant d'empressement par *l'Univers*. L'évêque d'Orléans, d'après elle, et on sait » si elle est à même d'être bien renseignée quand il s'agit de **M. Dupanloup**, n'a pas quitté » Orléans, « où, quoique malade, par sa noble attitude, par sa dignité fière devant l'ennemi, il a » mérité que le conseil municipal, un conseil municipal composé de libéraux et de démocrates, le » remerciât, par une délibération publique prise à l'unanimité, d'avoir été, par son grand cœur, » une protection et une sauvegarde pour toute la ville. » — Le *Journal de Maine-et-Loire* vient » de mentionner le bruit que le colonel de **Charette** aurait été tué, ces jours-ci, dans un engage- » ment près de **Bonnoval**. — **M. de Laguéronnière (Arthur)** vient d'arriver à Tours; son » frère **(Alfred)** habite toujours Bruxelles. — **M. Daubigny**, père, est à Londres actuellement. » — On écrit de Versailles à la *Gazette de Cologne* que **M. O'Sullivan**, ancien ministre des États-

» Unis, à Lisbonne, « *vient d'être expulsé de la ville, précisément vingt-quatre heures après avoir* » *assisté à un dîner où il avait été invité par le Prince-royal.* »

Le grand crime de M. **O'Sullivan** est « *de s'être laissé entraîner,* « dit le correspondant de la *Gazette,* » *par la manie de faire de la politique médiatrice dans l'intérêt de l'humanité.* » — « Le maréchal **Canrobert**, qui n'était allé, paraît-il, à Cassel, que sur un ordre positif du roi de » Prusse, a demandé et obtenu avec difficulté d'être interné à Stuttgart, où il réside depuis 15 jours. » — Le *Moniteur prussien* (*Staats-Anzeiger*), dans son numéro du 25, annonce d'un ton solennel » et prophétique « *que si l'on peut se fier aux apparences, la lutte touche à sa fin* » — **Garibaldi** » a nommé M. **Delpech**, ancien préfet de Marseille, commandant de la 2e brigade de l'armée des » Vosges. — Un magasin de munitions a fait explosion, le 21, au fort Plappeville, à Metz. Il y a » quelques morts et 40 blessés. — L'*Indépendance belge*, du 22, publie une lettre du chef d'esca- » dron d'artillerie **J. Dubois** qui proteste contre la prétention qu'a émise le général **Boyer** de » parler au nom de l'armée du Rhin tout entière. Cette lettre dit: « *qu'entre* **Gambetta**, *qui fait* » *des prodiges pour sauver son pays et les hommes qui l'ont trahi, le jugement est déjà prononcé* » » Elle se termine par ces mots significatifs : « M. **Boyer** *parle de devoir accompli; mais, si l'on* » *avait consulté ce seul mobile, on aurait fait tout le contraire de ce qui a été fait. Il n'y avait qu'un* » *devoir à remplir, celui de conserver Metz à la France. On sait ce qu'il en a été.* »

» Le correspondant de Tours du *Daily News* dit qu'il vient de voir à la préfecture vingt-sept » sacs contenant des dépêches, des doubles frédérics d'or et du papier-monnaie prussien qu'un » petit détachement de mobiles du corps de **Garibaldi** a capturés il y a quelques jours. Dix com- » mis étaient occupés à arranger ces documents saisis. Il y a des dépêches de Munich, de Stutt- » gart et de Berlin adressées au roi de Prusse, au prince royal et au prince **Frédéric-Charles.** » Dans le nombre se trouve une lettre de la reine **Augusta** qui contient, dit-on, des renseignements » curieux sur la situation politique de l'Allemagne ; mais le correspondant ajoute qu'il n'a lu aucun » de ces documents. Cette prise a été faite sur la Marne. Parmi les objets saisis se trouveraient » aussi des habillements d'hiver que la Reine envoyait au Roi. »

Page 375, 21e alinéa, 1re ligne, au lieu de : « dans une lettre de Tours, » lisez : « dans une lettre de Tours, *du* 25 *novembre.* »

Page 376, 1er alinéa, 5e ligne, au lieu de : « il y a déjà plusieurs jours, » lisez : « il y a déjà plusieurs jours, *le* 28 *novembre.* »

Page 378, 4e alinéa, 3e ligne, au lieu de : « trouvaient un abri, » lisez : « *cherchaient* un abri. »

Page 397, 2e alinéa, au lieu de : « Il n'a point donné lieu à une série d'engagements marqués d'aucun côté, » lisez : « *Il a donné lieu* à une série d'engagements *qu'aucun résultat bien marquant n'a signalés* à l'attention, *ni du côté de l'ennemi, ni du nôtre.* »

Sous la date du 5 décembre, à la rubrique : PETITES NOUVELLES, on a omis les articulets suivants : —« La nouvelle de la mort du général **de Cathelineau** a été tour à tour publiée et démentie » ces jours-ci. Les mêmes rumeurs contradictoires ont eu cours à l'endroit du général **de Sonis.** » » — M. **Marguerye**, évêque d'Autun, s'est plaint au sous-préfet d'une perquisition faite dans son » palais par un capitaine des corps-francs et par ses hommes, qui avaient enlevé plusieurs objets de » prix. Il a reçu une réponse du colonel **Bordone**, nouveau chef d'état-major des garibaldiens, » en remplacement de **Frappoli**, qui a déclaré que, s'il avait été à Autun, le domicile de l'évêque » n'eût pas été souillé par des gens indignes du nom de soldats de la République, et dont la faute ne » peut rejaillir ni sur l'armée, ni sur les chefs qui la commandent. On instruit l'affaire, et justice » exemplaire sera faite. — La statue de M. **de Morny**, qui a été abattue de son piédestal à Deauville » Calvados), se trouve en ce moment chez M. **de Léonidec**, maire de cette commune, le même » qui a eu soin de recommander qu'elle ne fût pas abîmée, *car elle pourrait resservir.* Le *Siècle* » recommande cette œuvre d'art au gouvernement de la défense nationale. Coulée en bronze extra- » fin, la statue de l'ancien duc ne pèse pas moins de 1,785 kilogrammes. Que de beaux et bons » canons là dedans ! — M. **Olivier Bixio**, le fils cadet d'**Alexandre Bixio**, qui a servi brillam- » ment comme volontaire et qui s'est trouvé avec l'armée devant Metz, avait été fait prisonnier » et conduit à Stettin. De là il s'est évadé, ayant pris passage sur un navire anglais en partance » pour Copenhague, et il vient d'arriver à Londres pour se rendre à Tours, où il se mettra à la

» disposition du gouvernement. En même temps que lui, s'est évadé M **Morisot**, fils de l'ancien » préfet de la république, qui a servi également dans l'armée de Metz. — Une proposition faite » hier au conseil municipal de Vienne et tendant à allouer 5,000 florins à la ville « sœur et » allemande » de Strasbourg, a été rejetée à l'unanimité, moins 6 voix Plusieurs orateurs ont » motivé leur vote négatif, en disant qu'il ne fallait à aucun prix, de près ou de loin, intervenir » dans une guerre devenue une guerre de conquête et d'intérêt dynastique. — On dément » l'arrestation et l'envoi en Allemagne de **M. Rameau**, maire de Versailles, et de son adjoint. »

Page 400, 14e alinéa, 3e ligne, au lieu de . « une administration dont **M. de Leverdo** est le véritable chat, » lisez : « une administration dont **M. de Loverdo** est le véritable *chef.* »

Page 401, 4e alinéa, 6e ligne, au lieu de : « que sera-ce maintenant » lisez : que sera-ce *aujourd'hui.* »

Page 417, 3me alinéa. au lieu de : « c'est l'un de ses aides-de-camp, le général **Pallièrés** qui a traité de l'évacuation d'Orléans et c'est son secrétaire général qui a annoncé l'évacuation, » lisez : « C'est un *de ses auxiliaires,* le général **Martin des Pallières** qui a traité avec les Prussiens de l'évacuation d'Orléans, et c'est *le* secrétaire général *de la préfecture* qui a annoncé l'évacuation. »

Page 428, 1er alinéa 4me ligne, au lieu de : « On cite parmi les tués **MM. de Moncui.** le comte **de Grancey**, manchot depuis Castelfidardo, » lisez : « On cite encore parmi les tués **MM.** le comte **de Grancey, de Moncuit,** manchot depuis Castelfidardo (1). »

Page 439, 8me alinéa, 9me ligne, au lieu de : « **M. Guyot-Montpayroux** a été promu. » lisez : « **M. Guyot-Montpayroux,** *dit-on,* a été promu. »

Page 444, 2me alinéa, 1re ligne ; au lieu de : « Tours, 6 décembre » lisez : « Tours, 9 décembre. »

Sous la date du 13 décembre, on a omis l'article : PETITES NOUVELLES suivant :

« — La *Gazette de Carlsruhe* dit que **Garibaldi** a bravement payé de sa personne au combat de » Pasques. Ses souffrances rhumatismales ne lui permettant pas de monter à cheval, il a dirigé » lui même toutes les opérations militaires, de sa voiture, au plus fort du danger. Suivant le même » journal il l'aurait échappé belle ce jour-là, puisque tous les chevaux de sa voiture auraient été » tués par les obus prussiens. — On a vu plus haut que le *Français*, invoquant le témoignage de » l'évêque **Mermillod**, avait accusé les Prussiens d'apporter des entraves à la liberté de conscience » des prisonniers français. L'évêque **Namszanowski** ayant publiquement et bruyamment protesté » contre l'appui prêté aux accusations du *Français* par l'évêque de Genève, ce dernier vient d'écrire » à son collègue prussien « qu'il regrette qu'un ecclésiastique se soit servi de son nom, — emporté » par sa pieuse passion et sa douleur patriotique, — pour présenter sous un faux jour la situation » des prisonniers de guerre (en Allemagne). » C'est le *Français* qui ne sera pas content de se voir » ainsi désavoué, dans la personne d'un de ses correspondants et collaborateurs, par un des chefs du

---

(1) Nous croyons devoir faire remarquer que plusieurs assertions erronées figurent, sous la date du 7 décembre, à la rubrique : NÉCROLOGIE, où nous venons de faire la correction ci-dessus indiquée. Ainsi, nous y annonçons, d'après le dire de plusieurs feuilles légitimistes en décembre 1870, la mort de **M de Moncuit.** Or, M. **de Moncuit** n'est pas mort du tout. Blessé au bras sous les murs d'Orléans, il est aujourd'hui parfaitement guéri. Du moins, c'est ce que nous affirme un de ses anciens amis et frères d'armes, à Rome, M. **Ernest de Saint-Maroq,** à qui nous devons de pouvoir faire cette rectification.

Sous la même date et la même rubrique, toujours d'après les mêmes sources, à savoir d'après plusieurs feuilles légitimistes, nous annonçons la mort glorieuse « des marquis, comte et vicomte **de Bouillé.** » Or, voici la vérité à ce sujet : Deux messieurs **de Bouillé** sont, en effet, tombés à Patay. L'un d'eux, **Jacques,** ne s'est plus relevé ; l'autre, le comte **Fernand**, son père, a succombé après une longue et cruelle agonie. Enfin, un troisième membre de la famille, M. **Edouard de Cazenove de Pradines,** gendre de M. **de Bouillé,** fut frappé également à Patay, mais pas mortellement. Blessé grièvement au bras, M **de Cazenove** fut fait prisonnier sur le même champ de bataille où étaient si bravement tombés son père et son beau-frère. C'est lui qui siége actuellement à l'Assemblée de Versailles.

On voit que si les renseignements recueillis par nous en décembre 1870 n'étaient pas absolument exacts, il n'en est pas moins vrai que la famille **de Bouillé** a largement et glorieusement payé sa dette à la défense nationale. P. M.

» parti catholique. — On dément la vente et la mise sous pavillon neutre des établissements du » Creusot.— Le *Times* disait hier que le gouvernement anglais est actuellement sur le qui-vive, afin » d'offrir sa médiation. D'après lui, en demandant à la France d'envoyer un représentant à la » conférence, on a reconnu le gouvernement républicain comme le successeur légitime de l'Empire. » — Un grand meeting a été tenu, le 10, à Londres, sous la présidence de l'archevêque **Manning** » pour protester contre l'occupation de Rome. — Un journal belge annonce qu'une personne, sortie » de Paris, fut tellement effrayée en se voyant emportée avec une rapidité vertigineuse, qu'elle » perdit la parole, et que deux jours après son arrivée en Belgique, elle avait cessé de vivre. — » **M. Thiers**, dont on avait annoncé le départ pour Pau, décidément, paraît-il, va se fixer à » Bordeaux, nouveau siége de la délégation. — **M. Charbonnier**, sous-préfet de Montargis, a été » envoyé comme prisonnier de guerre à Coblentz, où il vient d'arriver. — La *France* du 8 dit que » le colonel **de Charette** est à Poitiers, où il se ferait soigner d'une blessure qui ne met pas sa vie » en danger. De ses trois frères qui servaient sous lui, deux seraient blessés et le troisième atteint » d'une maladie contractée sous les drapeaux. — Des correspondances de Tours, datées du 7, disent » que le général **de Sonis** a été fait prisonnier ; mais que le général prussien, pour rendre hom- » mage à sa bravoure, lui a rendu la liberté sans conditions ; elles annoncent également que **M. de Ca- » thelineau** vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.— Un correspondant de la *Gazette » de Cologne*, **Hans Wachenhusen**, qui, jusqu'ici, avait parlé avec beaucoup de dédain et d'ironie des » forces militaires de la France, écrit, à la suite des combats qui ont précédé l'évacuation d'Orléans, » combats auxquels il a assisté : « *Que presque tous les prisonniers faits dans ces rencontres étaient » de bien meilleure mine que tous les hommes pris jusqu'à présent et qu'on a beaucoup fait sous un » bon chef pour l'armée de la Loire dont l'attitude militaire et l'armement sont irréprochables, et qui » serait devenue un adversaire redoutable si elle avait pu se perfectionner pendant un mois encore.* » » Le même correspondant dit que l'armée de la Loire « *contient beaucoup d'éléments des » classes moyennes et qu'il y a une différence sensible entre le produit misérable des remplace- » ments et une organisation qui se rapproche de la landwehr.* » Il reconnaît, enfin, que tous les » soldats de cette armée « *ont appris à se servir de leurs armes et qu'ils s'en servent bien.* » Un » autre correspondant du même journal, **M. Levyssbon**, à propos des dernières sorties de Paris, » convient « *que le point le plus faible de la ligne de blocus était précisément celui que présente » au sud-est la Marne, là où elle décrit un grand cercle avant de se jeter dans la Seine et forme » ainsi une presqu'île, dont la pointe septentrionale se trouve en face de Champigny.* » Ce corres- » pondant dit que le plan du général Ducrot ne manquait « *ni d'audace, ni d'originalité.* » Enfin, » il reconnaît que « *les soldats de l'armée de Paris, dont on ne saurait trop reconnaître la » bravoure, — n'étaient plus cette fois-ci,* — (allusion à la fuite des zouaves à Châtillon) *des » adversaires se sauvant à qui mieux mieux à la première bombe éclatant dans leurs rangs* (1). »

---

(1) A cause du débat judiciaire à la veille de s'ouvrir sur la capitulation de Metz, nous croyons faire chose utile, malgré les renseignements analogues que nous avons déjà recueillis dans notre travail, en mettant en regard des appréciations ci-dessus, appréciations si flatteuses pour les armées formées après Sedan, ce que le correspondant militaire du *Times*, à Versailles, lui écrivait, *à la date du 9 décembre* 1870, sur les résultats que les combats dont il est parlé si favorablement plus haut auraient probablement amené si Metz avait tenu plus longtemps.

« *Plus nous recevons de renseignements sur ce qui se passe à Orléans,* » écrivait ce correspondant dont les sympathies pour la Prusse ont été si souvent signalées pendant la guerre, « *mieux nous pouvons apprécier la gravité de la position que nous aurions eue si Metz ne s'était pas rendu à temps.* Une semaine ou 10 jours de plus, et l'armée de la Loire, avec ses 180,000 hommes et plus de 400 canons, eût attaqué le prince royal. Il est impossible de dire ce qui serait arrivé. *Le prince royal n'eût pas pu accepter la bataille dans sa position actuelle, en faisant tête, d'un côté, au général d'***Aurelles**, *et en tenant en échec, d'un autre, les Français commandés par* **Vinoy** *et* **Ducrot**. *Il eût dû la quitter, et l'armée de Paris eût eu ainsi une chance dont elle se serait empressée de profiter avant que le prince* **Frédéric-Charles** *eût eu le temps d'arriver.*

» **En fait, l'armée de Paris se serait trouvée pendant quelque temps hors des fortifications, et le siége eût été levé, l'investissement rompu...** »

P. M.

Sous la date du 18 décembre, on a omis l'article suivant :

« Les voyages de M. Thiers. Ses propositions concernant la Belgique et la Hollande en » vue d'arriver a la paix. — Le *Daily News* a publié le télégramme suivant qui ne laissera » pas que d'intriguer et de tourmenter beaucoup de gens, — à moins, toutefois, qu'il ne soit pris » au sérieux par personne :

» La Haye, 15 décembre.

» Le correspondant de Bruxelles du *Vaterland* annonce d'une manière positive que M. Thiers, » avant de se rendre à Versailles, a dit à Saint-Pétersbourg que son intention était de proposer à » M. de **Bismark** de renoncer à sa demande d'annexion de l'Alsace et de prendre à la place la » Belgique et la Hollande. Ce plan, toutefois, n'a été accueilli favorablement ni à Saint-Pétersbourg » ni à Vienne. »

Sous la même date à la rubrique : Petites nouvelles, on a mis les articulets suivants : — « L'ancien représentant du peuple à la Constituante de 1848, **M. Commissaire**, qui, après » la révolution du 4 septembre, avait été nommé gouverneur de Saint-Cloud, avait été fait prison- » nier par les Prussiens et était gardé à Versailles avec environ 250 personnes capturées en » même temps que lui. Trompant la surveillance des Allemands, **M. Commissaire** est parvenu » à s'évader et il vient d'arriver à Bordeaux. — Cinq anglais de distinction, dont deux journalistes, » viennent d'être momentanément arrêtés et détenus, à Etampes, par les Prussiens, qui les avaient » pris pour des *espions français.*

Page 495, 7me alinéa, 2me ligne, au lieu de : « C'est la liste des princes qui ont été dépossédés de leur trône, » lisez : « C'est la liste des princes *encore vivants* qui ont été dépossédés de leur » trône. »

A la date du 21 décembre, on a omis l'article suivant :

« Les fausses nouvelles. — Nous avons signalé à diverses reprises la manie qu'ont certaines » gens de propager des nouvelles bonnes ou mauvaises entachées d'exagération, ou même de men- » songe. Cette manie dure toujours et elle vient de sévir à Bordeaux.

» Nous lisons à ce sujet la note suivante dans le *Moniteur Universel* du 19 :

» Le journal *Les Nouvelles* a publié aujourd'hui une dépêche annonçant un prétendu succès de » **Garibaldi** à Dijon, portant le faux titre : « Intérieur à préfets et sous-préfets, » la fausse signa- » ture : « **Léon Gambetta** » et la date anticipée : « Bordeaux, 18 décembre. » La plupart des » journaux de Bordeaux ont reproduit sans vérification cette dépêche apocryphe.

» La dépêche adressée le 17 aux préfets et sous-préfets était conçue simplement en ces termes : « Aucun événement militaire à signaler. »

» Une instruction judiciaire est ordonnée sur l'origine de cette manœuvre. »

Sous la date du 22 décembre, à la rubrique : Capitulation de Metz, au commencement de la lettre citée, immédiatement après la date, on a omis d'indiquer et de donner la note suivante :

« Il paraît que cette lettre n'était pas destinée à la publicité et que c'est par le fait d'une indiscré- » tion qu'elle a été mise sous les yeux du public.

» Du moins, voici les quelques lignes que l'*Indépendance belge,* dans son numéro du 27 décembre, » a insérées au sujet de sa publication :

» Nous avons publié, dans notre numéro du 22 décembre, sous la rubrique : Capitulation de » Metz, une lettre d'un colonel d'état-major français, prisonnier à Hambourg,— en prenant bien » soin de dire qu'elle avait un caractère tout privé et n'avait pas été écrite pour la publicité. — » Elle nous avait été communiquée cependant en vue de sa publication dans nos colonnes, et nous » avons dû croire que c'était tout au moins du consentement de son auteur.

» Il n'en était rien, paraît-il.

» Nous apprenons, en effet, que cette lettre, dans l'intention de celui qui l'a écrite, était destinée » à demeurer absolument dans le secret de l'intimité.

» Nous sommes les premiers à regretter que cette intention ait été méconnue, bien que nous nous » soyons trouvés de la sorte à même de faire connaître une pièce d'un incontestable intérêt et

» d'autant plus précieuse, que la pensée n'y est dissimulée sous aucun des voiles dont on se croit » souvent obligé de l'envelopper pour la produire en public, mais, encore une fois l'indiscrétion, — » puisque indiscrétion il semble y avoir, n'est point de notre fait. »

« Puisque le mal a été fait en 1870 et que cette *déposition à charge* a reçu alors la vaste publicité » dont disposait l'*Indépendance belge* pendant la guerre, nous croyons ne manquer à aucune conve- » nance en la maintenant dans notre travail. En 1872, comme en 1870, ce témoignage aura d'au- » tant plus de prix qu'il nous donne la pensée la plus intime de son auteur et qu'il n'était pas des- » tiné à être mis sous les yeux du public. »

« P. M. Janvier 1872. »

Page 518, aux alinéas 7 et 8, au lieu de : « *Proclamation* » on doit lire chaque fois le mot de : « *Adresse* : »

Page 523, 12me alinéa, 2me ligne, au lieu de : « Une dépêche du préfet a appris hier » lisez : Une dépêche du préfet *de Lyon, datée du* 20 *décembre, à* 9 *heures* 30 *du soir,* a appris *au gouvernement de Bordeaux.* »

Page 532, 4me alinéa, 10me ligne, au lieu de : « leurs sympathies pour le gouvernement de la défense » lisez : « leurs sympathies pour *les membres du* gouvernement de la défense. »

Page 537, 3e alinéa, 3e ligne, au lieu de : « a eu lieu avec une grande pompe, » lisez : « a eu lieu, *avant-hier*, avec une grande pompe. »

Sous la date du* 26 *décembre, à la rubrique : NÉCROLOGIE, à la fin, on a omis les arti- » culets suivants : — « Les journaux belges annoncent que le maire de Meaux, qui s'était réfugié » à Anvers avec ses filles pour échapper aux horreurs de l'invasion, vient d'y mourir subitement » d'une congestion cérébrale dont il a été frappé en apprenant que ses deux fils, qui servaient vail- » lamment dans la mobile, venaient d'être faits prisonniers et amenés en Allemagne. — Le *Cour- » rier de la Vienne* dit que MM. **de Troussures** et de **Vertanon**, du corps de **Charette**, ont été » tués au combat de Patay. On annonce, de source privée, la mort de M. **Pierre de Lagrange**, » frappé de 3 balles à la même affaire. »

Sous la date du* 30 *décembre, à la rubrique : PETITES NOUVELLES, on a omis l'articulet suivant : « — Un décret de Bordeaux annonce que la poste acceptera des lettres pour les expédier à » Paris par moyens secrets et patentés. Le poids des lettres ne devra pas excéder 4 grammes. Le » coût du port sera de 1 franc. Les mots : Paris, par Moulins, (Allier) devront être ajoutés après » l'adresse. »

Sous la date du* 31 *décembre, à la rubrique : LES PROTESTATIONS MILITAIRES CONTRE UNE RESTAURATION BONAPARTISTE ET DE LIBÉRALISME PRUSSIEN, on a omis à la fin les alinéas suivants :

« Les listes de protestations qui avaient paru jusqu'ici dans les colonnes de l'*Indépendance* con- » tenaient plus de 3,000. — nous disons 3,000, — signatures d'officiers français prisonniers.

» On voit si les projets de restauration bonapartiste qui s'appuieraient sur l'armée auraient chance » de réussir. (1) »

---

(1) On oublie vite aujourd'hui. Il est pourtant souvent utile, voire même agréable, de savoir se souvenir et se reporter l'esprit vers les temps et les préoccupations qui ne sont plus. C'est pourquoi nous saisissons l'occasion que nous offre l'omission ci-dessus pour remettre sous les yeux du lecteur, et surtout du lecteur bonapartiste quand même, bonapartiste en dépit des hontes et des leçons de la dernière guerre, le curieux et instructif article par lequel l'*Indépendance begle*, dans son numéro du 30 décembre 1870, édition C. annonçait, sous cette rubrique : LA RESTAURATION BONAPARTISTE ET L'ARMÉE FRANÇAISE « **qu'elle publiait sa dernière liste de protestation contre les projets de restauration bonapartiste et les tendances du** *Drapeau.* »

« Nous publions aujourd'hui notre dernière liste de protestation contre les projets de restauration bonapartiste et les tendances du *Drapeau.* Les listes qui ont paru dans nos colonnes contenaient **plus de trois mille signatures d'officiers français internés en Allemagne.** Ce chiffre, déjà considérable, eût été de beaucoup dépassé ; *mais il résulte de différentes lettres qui nous sont adressées par des*

Page 563, 7e alinéa, 4e ligne, au lieu de : « Le général **Achard** » lisez : « Le général **Hacca.** »

Page 564, 5e alinéa, 9e ligne, au lieu de : « Que la délégation vient de dissoudre les conseils généraux élus sous l'Empire, » lisez : « Que la délégation, *par un décret en date du* 25 *décembre,* vient de dissoudre les conseils généraux *et les conseils d'arrondissement* élus sous l'Empire. »

Page 598, 4e alinéa, 2e ligne, au lieu de : « M. **Kulp**, à neuf ans, ; MM. **Meyer** et **Goar**, à dix ans ; lisez : « M. **Kulp**, à neuf mois ; MM. **Meyer** et **Goar**, à dix mois. »

Sous la date du 7 janvier, à la rubrique : BOMBARDEMENT ET CAPITULATION DE ROCROY, on a omis le 1er alinéa ainsi conçu :

« La nouvelle de la capitulation de Rocroy, à la date du 3 janvier, était prématurée. Cette » petite forteresse n'a capitulé que jeudi, et c'est hier seulement qu'elle a été occupée par » l'ennemi. »

Page 580, 2e alinéa, 2e ligne, au lieu de : « Tous acclamaient le grand orateur, et dans sa personne, la République, » lisez : « Tous acclamaient le grand orateur, et dans sa personne, la République *et Paris.* »

Sous la date du 12 janvier, à la rubrique : PETITES NOUVELLES, on a omis l'articulet suivant : — « Le comte **de Bismark** a télégraphié au comte **de Bernsteff**, à Londres, qu'il » admet la réclamation d'indemnité pour les navires anglais coulés à Duclair par les troupes alle- » mandes. »

---

officiers français que désormais il est interdit aux prisonniers de guerre de donner leur adhésion aux protestations que nous avons accueillies et de nous envoyer leurs signatures. Les commandants de place ont notifié cette interdiction aux officiers internés. Les lettres que nous recevons à ce sujet reflètent la plus vive indignation. Nous croyons agir dans l'intérêt des officiers qui nous les envoient, en nous abstenant de les insérer. Leur publication pourrait exposer nos correspondants à des rigueurs plus pénibles encore que celles dont ils se plaignent dans ces lettres mêmes. Le nombre des protestations que nous avons publiées est d'ailleurs assez respectable. Il suffit à dégager l'armée prisonnière des odieux soupçons qu'on avait essayé de faire peser sur elle. *Il suffit à convaincre de l'inanité de leurs coupables espérances ceux qui comptaient sur elles pour entreprendre la restauration du régime impérial.* Les officiers prisonniers, d'accord avec le sentiment de la nation française, répudient comme un déshonneur toute participation au rétablissement d'un régime qui a mené leur patrie à l'abîme, et s'il en est qui ne sont pas éloignés d'y souscrire, nous constatons qu'ils n'ont pas osé se faire connaître. *En présence du nombre immense de protestations qui nous sont parvenues, en présence de la mesure qu'on vient de prendre en Allemagne et qui seule empêche ce nombre de s'accroître et de s'étendre même à l'armée tout entière, sauf quelques exceptions d'ailleurs prévues, nous pouvons dire que c'en est fait du rêve de la restauration bonapartiste.* Nous avons aidé à dissiper cette illusion, ce cauchemar. Ceux-là même qui se flattaient de réaliser pareille impossibilité doivent être aujourd'hui complétement désabusés. Ceux qui ont pu craindre le succès des intrigues et des manœuvres de tout genre ourdies par les créatures du régime déchu doivent être rassurés. Nous avons le droit de considérer notre but comme atteint, notre tâche comme remplie. »

Malgré cet article, les protestations continuèrent à affluer dans les bureaux de l'*Indépendance belge* qui maintint quand même sa résolution de clôturer sa liste de protestations et fit connaître cette décision en ces termes dans son numéro du 3 janvier, édition C :

» *Quoique défense ait été faite aux officiers français internés en Allemagne d'adhérer aux protestations que nous avons publiées contre les tendances du* Drapeau *et les projets de restauration impériale, nous continuons à recevoir chaque jour un très-grand nombre d'adhésions.* Dans l'intérêt même de ceux qui nous les adressent, et quoiqu'ils nous demandent de faire connaître leurs noms, nous croyons devoir ne pas déférer à leur désir. En publiant leurs signatures, nous craindrions de les exposer à des désagréments, à des rigueurs inutiles. Les autorités militaires prussiennes seraient froissées de voir leurs ordres enfreints et pourraient le faire sentir aux prisonniers qui n'en ont pas tenu compte. Nous tenons donc pour close la liste que nous avons dressée. Si peu complète qu'elle soit, cette liste de trois mille signatures est assez longue pour que l'on n'ait pas le moindre doute sur les intentions des internés français. *Il est manifeste que l'esprit de l'armée prisonnière est hostile à la restauration du régime qui est cause de tous les malheurs de la France.* »

P. M.

Page 621, 10me alinéa, 3me ligne, au lieu de « le prince **Pierre** » lisez le prince **Pierre Bonaparte.** »

Sous la date du 15 janvier, on a placé par erreur un article intitulé : ARRESTATION DE **M. Fournier.** SON ÉLARGISSEMENT SOUS CAUTION, qui devait venir sous la date du 20 janvier (1).

Sous la date du 16 janvier, à la rubrique : PARIS, on a omis, à la fin, l'alinéa suivant :

« Les membres de la délégation du gouvernement de la défense nationale, établis à Bordeaux, » viennent de déclarer, dans une proclamation qui a été affichée à Bordeaux, qu'ils s'associaient à » la protestation solennelle contre le bombardement signée par leurs collègues de Paris. »

Sous la date du 17 janvier, à la rubrique: LA GUERRE ACTUELLE ET LA DÉMOCRATIE ALLEMANDE, on a omis, à la fin, l'alinéa suivant:

« L'*Egalité*, de Marseille, dans son numéro du 7, nous avait apporté un document analogue. » C'était une lettre au Roi de Prusse, *signée par des Allemands résidant depuis longtemps à Mar-* » *seille* Dans cette lettre, *qui aura été de nul effet et qu'il était fort inutile de faire parvenir à son* » *adresse,* les signataires faisaient ressortir le caractère cruel de la guerre et invitaient le Roi à y » mettre fin, s'il ne voulait pas être mis au ban des nations. »

Page 680, 9me alinéa, 3me ligne, au lieu de : « Voici le texte du message » lisez : Voici le texte du message, *daté de Versailles* 18 *janvier.* »

Page 681, 5me alinéa, 5me ligne, au lieu de : Voici un télégramme de Berlin » lisez : « Voici un télégramme de Berlin, 18 *janvier.* »

Sous la date du 21 janvier, à la rubrique: BULLETIN DE LA GUERRE, on a omis, à la fin, les alinéas suivants :

« Nous avons dit plus haut l'arrivée de **M. Gambetta** à Lille et l'accueil sympathique qui lui » avait été fait. Voici le texte du télégramme qui nous a renseigné à ce sujet :

» Lille, 21 janvier.

» **M. Gambetta** est arrivé à Lille à deux heures. Il a été accueilli avec enthousiasme par la popu- » lation au cri de : *Vive la France! Vive le gouvernement de la défense nationale! Vive Gambetta !* » *Vive la République!*

» Il a prononcé à la Préfecture un discours qui a été très-applaudi, dans lequel il a prêché la » résistance à outrance, s'élevant avec énergie contre les partisans de la paix à tout prix et dénon- » çant à l'opinion publique française la tactique de ceux qui spéculent sur des échecs partiels pour » déclarer que la continuation de la guerre est impossible et chercher à surprendre la paix.

» **M. Gambetta** proteste contre toute idée de dictature, affirmant faire son devoir au nom de » l'unité et de la révolution française. Il démontre que la guerre, poursuivie même avec des échecs, » ruine l'ennemi et assure le succès final.

» Après avoir exprimé sa confiance en **Faidherbe, M. Gambetta** a dit que de nouvelles levées » seront faites. »

Page 692, 2e alinéa, 8e ligne, au lieu de : « les idées qu'il a préconisées » lisez « les idées *de résis-* » *tance obstinée* qu'il a préconisées. »

Sous la date du vendredi 27 janvier, à la rubrique : REDDITION DE LONGWY, on a omis l'alinéa suivant, en tête :

« La reddition de Longwy, s'il faut en croire les dépêches officielles allemandes, a mis au pou-

---

(1) Il nous est arrivé, parfois, — mais pas souvent, nous devons le dire, — de placer certains renseignements sous une date antérieure à celle où ils ont vu le jour, et cela dans le but de les rapprocher des événements auxquels ils se rapportaient. Le lecteur qui se souvient des retards apportés pendant la guerre à la publication de certaines communications officielles ou privées, s'expliquera facilement cette manière de faire de notre part, toute dans son intérêt et pour faciliter ses recherches. Nous n'avons, toutefois, agi ainsi, nous ne saurions trop le répéter, que fort rarement. P. M.

» voir de l'ennemi 4,000 prisonniers et 400 canons. La garde nationale n'est pas faite prisonnière, » et quant aux 4,000 prisonniers des troupes régulières et des mobiles, ils ont été envoyés à Metz » et à Thionville avant-hier, à midi. »

» L'*Écho du Luxembourg*, d'Arlon (Belgique), a reçu les nouvelles suivantes datées de Longwy, » le 25 :

Sous la même date, à la rubrique : LA MUSIQUE DU ROI DES BELGES A AIX-LA-CHAPELLE. IMPRESSIONS D'UN MUSICIEN DES GUIDES, on a omis, à la fin de la lettre citée, d'indiquer et de donner la note suivante et son annexe :

« (1) Le *Journal de Bruxelles*, organe semi-officiel du gouvernement belge, a déclaré depuis la » publication de cette lettre que le produit du concert donné à Aix-la-Chapelle devait être affecté, » dans des proportions égales, au soulagement des blessés des deux nations. Le même journal a » nié aussi que l'accueil fait « à la musique royale des Guides » ait été tel qu'on le dépeint » ci-dessus.

« En admettant les assertions et négations du *Journal de Bruxelles* pour fondées, il n'en reste » pas moins vrai que la conduite du Roi des Belges, envoyant sa musique particulière donner un » concert dans un pays en guerre avec la France, est un acte assez difficile à justifier au point » de vue des convenances et surtout de la part du premier magistrat d'une nation neutre. »

» Qu'aurait dit et pensé la Prusse, si au lieu d'aller en Allemagne, « la musique royale des » Guides » se fût fait entendre dans une ville française et républicaine? C'est pour le coup que » **M. de Balan** eût « *conversé* » (*) avec les ministres belges! »

« (*) Le gouvernement prussien (comme nous l'avons constaté en temps et lieu, voyez pag. 14, » 109, 120), qui n'entendait pas qu'on ne fût pas, *même en pays neutre*, de son avis à l'endroit de la » continuation de la guerre après Sedan et de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, voyait de » mauvais œil l'opposition que certains journaux belges faisaient avec autant de bonheur que » d'énergie à ses visées de conquêtes et de guerres. M. **de Balan**, ministre prussien à Bruxelles, » fut donc chargé de se plaindre au gouvernement belge de l'attitude indépendante de certaines » feuilles bruxelloises et de lui dire qu'un pareil état de choses pourrait altérer les sentiments de » bienveillance de l'Allemagne envers la Belgique.

» Il eut par suite, à ce sujet, en octobre 1870, une longue « conversation » avec le ministre » **d'Anethan**, chef du cabinet de Bruxelles. Cette « conversation, » qui fit grand bruit en son temps, » fut l'objet d'une interpellation et de vives protestations au sein des Chambres belges. Elle n'eut » aucun des résultats visés par le gouvernement prussien. La presse Belge, en dépit des colères et » des réclamations de M. **de Bismark**, garda son franc-parler et la liberté de ses sympathies. » Et quant à la diplomatie prussienne, elle ne retira de cette campagne contre l'*Indépendance* » *belge*, contre le *Peuple belge* et l'*Étoile belge*, de Bruxelles, que la honte de s'être montrée insolente » et hargneuse vis-à-vis d'une nation trop faible pour pouvoir défendre elle-même ses droits et ses » libertés.

» P. M., janvier 1872. »

Page 754, 8e alinéa, 6e ligne, au lieu de : « ne saurait jamais faire grand mal à la cause républicaine et à ses défenseurs » lisez : « ne saurait jamais faire grand mal, *ni* à la cause républicaine, *ni* à ses défenseurs. »

Page 756, 4e alinéa, 3e ligne, au lieu de : « d'être et de se montrer trop sympathique pour la France » lisez « *d'éprouver et de montrer de la sympathie* pour la France »

Page 759, 4e alinéa, 1re ligne, au lieu de : « Maintenant que va faire la France? » lisez : « *Maintenant que Paris est tombé et ne tient plus haut et ferme le drapeau de la défense nationale,* que va faire la France? »

A la ***Table des noms de personnes,*** on a omis à la lettre B le nom suivant : « BAZAINE-VASSEUR (l'ingénieur), 101, 112, 199; » — à la lettre D, le nom suivant : « DEBOOS (le boucher parisien), 742.

A la ***Table des noms de journaux,*** on a omis le nom suivant : « BULLETIN DE LA RÉPUBLIQUE (le), 256, 382, » — au lieu de : « GLANEUR, DE CAMBRAI (le), lisez : « GLANEUR (le), de Saint-Quentin ; » — au lieu de : « ILLUSTRADED NEWS, » lisez : « ILLUSTRADED LONDON NEWS. »

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

JAN 21 1970

a39003 002668357b

CE DC 0311
.M26 1877
COO MAQUEST, PIE FRANCE ET L'
ACC# 1070140

COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 01 06 01 03 4